SUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DU PARTI SOCIALISTE

19 décembre 1973 (Lettre à la section française de la IV^eme Internationale) **J. POSADAS**

(Voir pages centrales)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 4 JANVIER 1974 Nº 204

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

SOMMAIRE

page centrale

- LA MORT DE CARRERO BLANCO ET LA LUTTE DE CLASSES EN ESPAGNE
- SUR LA DISSOLUTION DES PARTIS OUVRIERS EN URUGUAY

4-11-73 J. POSADAS

LE SEUL MOYEN DE REPONDRE A LA CRISE CAPITALISTE ET A L'INFLATION: UN PLAN DE MOBILISATIONS POUR LES NATIONALISATIONS ET L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

EDITORIAL

Ce n'est pas nouveau, la crise du capitaliste, que se soit social, économique, énergetique enfin, s'étale sur tous les aspects de son développement. Tâcher de trouver une solution dans le cadre du capitalisme n'est pas possible, pas par manque de volonté du régime même, mais par manque de possibilités. Dans l'impossibilité de trouver de nouveaux marchés ou de pouvoir développer de nouveaux cycles du capital, et par la concurrence mondiale, il se voit dans l'obligation de se concentrer. Le large Champ d'investissement qu'il avait avant dans les pays coloniaux semi-coloniaux ou en voie de développement lui échappent car ces pays, non seulement n'acceptent plus d'être des fournisseurs des matières premières à des prix cadeaux, mais les masses de ces pays luttent, et ceci d'une manière chaque fois plus grande pour leur indépendance sociale contre l'impérialisme et le capitalisme en se liant de plus en plus aux Etats Ouvriers, soit l'URSS, la Chine et les autres.

Le capitalisme belge vient de subir encore un coup et ceci à travers toutes les nationalisations au Zaïre. Chose qui n'arrange pas ses affaires, car il devra payer maintenant pour les matières premières, des prix qui avant étaient dérisoires.

Dans le domaine du pétrole, il en est de même. La hausse des produits bruts, décretées par les pays exportateurs, tend à diminuer les bénéfices des grandes compagnies et nous disons bien, diminuer les bénéfices, car, bien que la nouvelle augmentation des prix du barill brut ait été portée à II,60 dollars, il y a quelques jours ces grandes compagnies ont achetés à 17 dollars une offre de l'IRAN. Que veut dire cela ? Que même à 17 dollars, ils font du bénéfice, sinon ils préfèrent de ne pas raffiner que de travailler à perte. N'empêche que l'ont parle de quadrupler le prix du gaz naturel.

C'est dans ce cadre que la bourgeoisie prépare de nouveaux coups aux masses. Après avoir signé tous les accords avec le gouvernement de maintien de l'emploi, d'investissement de Westinghouse pour développer ces derniers, non seulement c'est tout le contraire qui se passe, mais la politique des multinationales et du grand capital trouvent des alliés mêmes dans les rangs socialistes. C'est Willy Claes qui déclare face aux questions des Syndicats à ce propos : Que la situation économique depuis la signature des accords a bien changé. C'est un fait, mais cela ne peut faire valoir en aucun cas la perte de 2.000 emplois subis par les ACEC, son démantèlement progressif, le licenciement de 80 employés et cadres et les autres projets.

Le ministère des finances déclare déjà pour prévenir, qu'ils est possible qu'ils y aura des augmentations de Taxes pour 1974.

Ce n'est pas un situation particulière, loin de là, car la décision de la classe ouvrière anglaise, de ne pas subir elle les conséquences de la cirse capitaliste se traduit par une des crises les plus profondes que le capitalisme anglais ait connu ces derniers temps. Ce ne sont pas les grèves des mineurs des charbonnages, ni des éléctriciens, ni des ingénieurs, ni des mécaniciens et conducteurs de trains, qui font surgir cette crise, mais ces mobilisations sont les réponses de la classe ouvrière et montrent la décision de lutte contre le capitalisme. C'est en effet une lutte contre le capitalisme. A un autre moment la bourgeoisie aurait pu orienter le mécontentement de la classe : ouvrière contre les arabes ou contre les travailleurs émigrés (elle a déclenché une campagne et ceci au niveau de toute l'Europe). Mais la classe ouvrière ne marche pas avec cela. Au contraire, elle aiguise ses méthodes de lutte, sa décision pour balayer le capitalisme. Elle n'a pu entraîner un seul mineur en Angleterre à faire des heures supplémentaires justifiant le manque de pétrole. Au contraire, elle a trouvé la ferme décision, de ne pas payér les pots cassés. Nous sommes ici dans la même situation, tandis que la société capitaliste, avec ses différentes classes dirigeantes, ses groupes et partis politiques, vivent au jour le jour dans l'inertie, ne prévoyant rien, sourdes aux fatales exigences de l'évolution capitaliste ; s'accomplit dans les masses ouvrières un profond processus, non seulement de haine grandissante contre les dirigeants du gouvernement, mais de jugement critique sur leur impuissance, de leur incapacité, mais aussi de la résolution de changer cet état de choses, de liquider les appareils bureaucratiques de la nécessité de la démocratie syndicale.

L'inflation est un produit du capitalisme.. mais la bourgeoisie veut en faire pâtir la classe ouvrière. La façon d'en prendre soin, d'en arrêter les conséquences est en grande partie dans la domination d'une partie importante de l'appareil de production. Surtout maintenant, celui qui est visé de plus près par les sociétés multinationales. Nationaliser les ACEC sous contrôle ouvrier, avec un plan d'investissements de l'Etat, qui, cette fois-ci ; serve à maintenir l'emploi est la seule voie viable et possible pour empêcher la liquidation.

Pour cela, nous appuyons l'occupation de Gand, et appelons à organiser la solidarité pour la soutenir. La direction capitaliste par l'intermédiaire de Glinne leur a offert le reclassement, mais maintient la fermeture de l'usine. La classe ouvrière a refusé tout cela parcequ'elle se sent sûre de lutter non pas pour un emploi ou un reclassement mais pour la dignité humaine, pour garder les usines pour la classe ouvrière, contre les fermetures. Elle a vu l'exemple de LIP et elle s'appuie sur la sécurité mondiale de toute la classe ouvrière. Une telle décision de maintenir l'occupation ne s'exprime pas sans la sécurité de lutter non pas pour une ou une autre revendication mais pour en finir avec ce régime d'exploitation ou le capitalisme avec la bureaucratie socialiste comme Glinne veulent utiliser les ouvriers comme de simples ouvrier. C'est en pleine fête de fin d'année que les ouvriers des ACEC de Gand décident de maintenir l'occupation qui montre bien leur décision.

La gauche socialiste doit convoquer immédiatement, sur la base de la décision des sections socialistes et communistes, une réunion du Parti Socialiste pour prendre cette résolution. Ce que fait Claes, du PS, n'est pas capituler face à Westinghouse, parceque déjà il administrait le régime capitaliste, mais permettre que ce soit les sociétés multinationales qui décident.

De même les Syndicats des ACEC et le Front Commun, nationalement doivent préparer une mobilisation pour la défense du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. L'index compense une partie réduite de cette perte, sinon les capitalistes n'accepteraient pas de donner des augmentations spéciales de conjoncture.

Ceci signifie seulement reconnaître que l'Index ne rattrape pas le coût de lavie. Pour cela la seule mesure qui puisse garantir la continuité, c'est l'échelle mobile des salaires, qui permet l'augmentation directe de ceux-ci en fonction de tous les produits ou dépenses et non à une petite quantité reprise dans l'Index.

Ce dernier est un progrès, mais il est nettement insuffisant et c'est le capitalisme qui tire encore du profit de sa propre inflation. Face à cela, les dirigeants bourgeois ne font que constater, que pour 1974 l'inflation va continuer à augmenter.

Face à cela, il faut les nationalisations sous contrôle ouvrier qui soient le point de départ de tout un plan qui dimine la capacité d'action du capitalisme, qui prépare, uni aux mobilisations de la classe ouvrière européenne un plan face aux tentatives du capitalisme de coups contre les masses et la discussion de la nécessité de l'Europe Socialiste.

SUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE

19 décembre 1973 — (Lettre à la section française de la IVeme In

Chers camarades,

Nous vous remercions pour les coupures de journaux et votre lettre-rapport sur le Congrès Extraordinaire du Parti Socialiste français. Nous espérons recevoir bientôt les documents et textes complets des résolutions dont vous nous annoncez l'envoi.

En ligne générale, l'aspect le plus important de ce Congrès du Parti Socialiste est qu'il met en évidence la tendance à gauche qui existe dans tous les Partis de la classe ouvrière.

Ce qui domine, ce qui impulse actuellement le PS, c'est la ligne à gauche, c'est-à-dire la ligne anti-capitaliste. Malgré les limitations, la généralité ou la superficialité de beaucoup de déclarations, elles ont en commun d'être des déclarations anti-capitalistes. Cette situation exprime l'état de l'opinion publique, parmi les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie pauvre et moyenne. C'est toute une masse qui exerce une très grande pression, à la recherche d'une issue anti-capitaliste.

Le Congrès du Parti Socialiste est un baromètre très important pour mesurer l'état de l'opinion, plus que le Parti Communiste qui a déjà un public politisé et militant plus actif, plus conséquent et qui définit, à travers les Etats ouvriers, la ligne anti-capitaliste. Par contre, tout le public auquel s'adresse le Parti Socialiste n'est pas anti-capitaliste de manière bien définie. L'avant-garde ouvrière socialiste, une partie des dirigeants du parti, sont eux, ouvertement anti-capitalistes et cherchent comment coordonner cette ligne. Mais quand il y a, de manière prédominante, cette tendance, et cette discussion, dont le centre, la ligne, est qu'il faut supprimer le capitalisme et où ce qui est en question est la forme, le temps, les délais, les combinaisons de l'anti-capitalisme, c'est parce que ce Congrès est l'expression, l'écho et la représentation (les trois choses à la fois) d'un état d'opinion publique notoire, anti-capitaliste.

Cette conclusion doit servir de base pour montrer la nécessité d'arriver à des définitions, dans le camp syndical et au plan des perspectives pour répondre maintenant, immédiatement, à toutes les crises que déchaîne le système capitaliste, qu'il s'agisse du pétrole, de la vie chère ou de l'inflation. Il faut y répondre par un programme anti-capitaliste.

Le second aspect à discuter, et qui est d'une très grande importance, est celui des délais, et des perspectives pour aller au gouvernement. En Grande-Bretagne, comme en Hollande, en Italie comme en France, on avance très rapidement, très ouvertement, vers une situation chaotique à laquelle conduit la crise du capitalisme. Ce n'est pas simplement la faute du pétrole. C'est la crise normale du système capitaliste. En Grande-Bretagne on annonce que les usines vont travailler trois jours par semaine. Au chaos que va provoquer, pour le capitalisme, la crise du pétrole, s'ajoute la volonté des masses, exprimée dans des manifestations, des meetings, des réunions, dans l'activité de classe normale, dans laquelle la classe est unifiée contre le capitalisme et le manifeste dans des actions au caractère anti-capitaliste marqué.

L'IMPORTANCE DE LA DISCUSSION SUR LES ETATS OUVRIERS

La discussion qui a eu lieu dans le Congrès à propos des Etats ouvriers — quelle est leur nature ? que sont-ils ? — est également significative. La base historique la plus importante du manque de compréhension du Parti Socialiste sur ces problèmes est l'origine même de ce parti. Il n'a pas en tête la nécessité des étatisations, de la planification, de la centralisation et du développement de capitalisme à Etat ouvrier et d'Etat ouvrier au socialisme. L'Etat ouvrier soviétique et l'Etat ouvrier chinois, les deux plus puissants, sont aussi les seuls à donner l'exemple de cette expérience. Il n'en est pas de même pour le reste des Etats ouvriers : les autres donnent l'exemple de l'expérience stalinienne. Les socialistes n'ont donc ni références historiques, ni points d'appui sur lesquels se baser. Cependant, ils discutent qu'est-ce que l'Etat ouvrier. Et il faut bien voir que c'est dans un Congrès Socialiste qu'on discute de ce qu'est l'URSS. Et l'attitude n'est pas de refus complet, de chercher à écraser. Les socialistes ne disent pas « nous sommes contre l'URSS ». Ils discutent : c'est la voie. Cela indique qu'aussi bien le CERES que l'ERIS discutent et rencontrent un écho dans le Parti. Mitterand lui-même ne rejette pas complètement cette discussion, et parce que s'il la rejetait, c'est lui qui serait exclu. Deferre lui-même doit flirter avec cette tendance.

C'est la première fois que des dirigeants d'un parti socialiste de l'importance du Parti Socialiste Français, d'un tel poids au sein de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie pauvre, manifestent : « On ne peut pas établir de comparaison entre les pays capitalistes et les pays socialistes ». Et ils établissent la différence sur le fait que dans les pays socialistes il n'y ni chômage, ni famine, ni misère, alors qu'on ne peut en dire autant des pays capitalistes. Ce qui revient à faire une caractérisation qui se rapproche assez d'un aspect favorable aux Etats ouvriers.

C'est nouveau, de la part du Parti Socialiste. Et s'il le fait, ce n'est pas pour se gagner un public : c'est qu'il est obligé d'envisager ce genre de problèmes. Ce n'est pas une simple manœuvre électoraliste. La direction doit affronter les problèmes de cette manière parce que déjà l'opinion publique normale du Parti Socialiste les dépasse et parce qu'elle-même se rend compte que la perspective n'est pas le système capitaliste. Mitterand voit qu'il n'y a pas de perspective dans le cadre de ce système et il essaie de créer une voie intermédiaire. La France ne peut pas sortir de l'impasse sans aller au socialisme, aux étatisations, à la planification, parce que dans le cadre actuel, l'économie est déterminée par les cercles de la haute finance, par ce qu'ils appellent les « sociétés » multinationales, qui ne sont pas une forme nouvelle que prend le capitalisme, mais le résultat de la coalition et de la concentration de la haute finance.

LA DISCUSSION SUR L'EUROPE ET LA CRISE CAPITALISTE

Un autre aspect très important de ce Congrès est la discussion à propos de l'Europe des Neuf et du socialisme. C'est un progrès que d'avoir discuté de l'issue socialiste pour l'Europe. Mais maintenant, il faut également discuter qu'en fait il n'y a pas d'« Europe des Neuf ». Lutter pour l'« Europe des Neuf » et pour le socialisme est une contradiction qui va bientôt éclater. L'« Europe des Neuf » est capitaliste, c'est une des formes indirectes sous lesquelles se présentent les « sociétés multinationales » et la lutte pour le socialisme doit se faire, nécessairement, contre l'Europe capitaliste. Par contre, il faut lutter pour que l'Europe socialiste inclut à la fois l'« Europe des Neuf » et les autres pays d'Europe, en commençant par son unification avec les Etats ouvriers déjà établis. Cette lutte doit s'accompagner de la dénonciation du fait que le capitalisme prépare la guerre, point que ce Congrès n'a pas discuté. Cette discussion est une base fondamentale de compréhension.

Il faut tenir compte du fait que la bourgeoisie utilise le problème du pétrole, et va tâcher de l'utiliser de plus en plus pour provoquer un chômage artificiel afin de peser sur les ouvriers, de procéder au « nettoyage » des militants de l'avant-garde dans les usines, afin de venir en aide à la droite des Partis Communistes, et Socialistes, et des syndicats. Le capitalisme le fait même si c'est aux dépens de ses intérêts économiques. Pour soutenir Israël, il supporte bien les effets de la crise du pétrole ! Ce n'est pas simplement un problème d'Israël : le capitalisme mondial a beaucoup plus intérêt à résoudre le problème du pétrole parce que cette crise est en train de provoquer un effondrement intérieur du système. Et cependant, il n'affronte pas les Etats-Unis pour les obliger à arranger l'affaire d'Israël : il ne fait pression que d'une manière très indirecte, très détournée. C'est qu'Israël remplit une autre fonction : il est le fer de lance de l'impérialisme au Moyen-Orient en vue de la guerre atomique, pour empêcher la révolution dans le monde arabe. En même temps, le capitalisme, pour empêcher l'éclatement de la crise dont les facteurs s'accumulent dans son sein, utilise la crise du pétrole pour se débarrasser des entreprises les plus faibles, pour les liquider. C'est un réajustement intérieur du système capitaliste. Cette crise leur permet de réaliser d'un coup un « nettoyage » qui, en utilisant la concurrence et la compétition, aurait pris des années. Même parmi les grandes entreprises capitalistes, celles qui ne disposent pas de grands capitaux, de grandes réserves, de marchés solides ou de bonnes relations avec des gouvernements solides, sont obligées de céder. Les capitaux dits « multinationaux » prennent la place. Ils profitent de cet ensemble de circonstances. On assiste à la préparation des états-majors, qui centralisent le pouvoir dans des cercles très réduits, ce qui ne veut pas dire que le capitalisme aur temps et les moyens de réaliser l'opéra jusqu'au bout.

Mais en même temps, il faut t compte de la situation qui existe dan monde entier. L'impérialisme dép maintenant, pour ses fournitures de trole, de pays qui dans le passé dé daient entièrement de lui. Ces pays, m tenant, refusent de fournir le pétrole. C un changement dans l'histoire, qui si fie un monde nouveau. Les 14 Etats vriers dominent déjà et les Yankees lieu de menacer d'envahir, doivent essa de convaincre que Nixon n'est pas un leur ! C'est dans cette situation que se veloppe la crise de croissance des Pa Socialistes. La bourgeoisie tente de t profit de cette crise pour s'appuyer su droite de ces Partis, mais les forces d révolution vont appuyer l'aile qui aller plus à gauche mais qui ne s'est encore préparés consciemment.

LA DISCUSSION SUR L'ARMEE ET L'ELARGISSEMENT DU PROGRAMME COMMUN

La conclusion de ce Congrès extraordinaire est un très grand progrès effectué par le Parti Socialiste. Celui-ci doit maintenant amorcer une discussion plus ouverte, avec pleine démocratie intérieure et portant sur tous les problèmes. Il doit inviter le Parti Communiste à en faire autant. Cette discussion est une expression très élevée du front unique objectif qui existe entre les masses du Parti Socialiste et celles du Parti Communiste, la base du Parti Radical et les masses sans parti. Mais la France, c'est ça ! C'est la France qui produit, qui développe le pays ! Il faut ouvrir, dans le Parti Socialiste, la discussion sur le programme immédiat pour aller au gouvernement.

Nous proposons de discuter à propo l'armée, du rôle de celle-ci et d'util cette discussion dans le Parti Socia pour l'élever dans le Parti Communiste démontrant le rôle objectif de l'armée tant que représentante des intérêts système capitaliste. Quelle est la me lité de l'armée ? Quelle est celle de bourgeoisie ? L'une et l'autre agissent tant que classe. Il est possible de gag une partie de l'armée, mais on ne pas soumettre, plier la structure cap liste de l'armée au service de la révo tion. Il n'est pas exclu qu'on puisse y venir dans un pays ou dans un au dans certains pays d'Amérique ou d'A que, comme, par exemple, la Soma Mais dans ce cas, les armées ne sont

---

LA MORT DE CARRERO BLANCO ET LA CRISE DU CAPITALISME EN ESPAGNE

Tous s'empressent de dire que c'est l'ETA ou un autre groupe gauchiste qui aurait liquidé Carrero Blanco. Mais bien des choses ne sont pas claires.

Ce coup, nous pensons que, loin d'être une action de la gauche, ne peut être imputé qu'à la CIA et l'OTAN et nous nous expliquons.

Carrero Blanco n'a pas été liquidé parce qu'il était démocrate, loin de là, ou favorable à la classe ouvrière. Il faisait partie d'une équipe qui, bien que liée à Franco, voulait une ouverture vers le marché commun, vers l'Europe ; et pour cela, ils avaient besoin de libéraliser le régime d'une certaine manière. Cela ne veut pas dire donner plus de droits à la classe ouvrière mais avoir une façade plus démocratique face à toute l'Europe pour favoriser les échanges commerciaux et aussi parce que les bourgeoisies européennes veulent garder une apparente démocratie dans leurs relations, bien que, en sous main, ils envoient des armes au Portugal, etc.

Les hésitations face au procès 1001 des 10 de Carabanchel font partie de cela. Il avait été reculé déjà plusieurs fois un secteur ne voulait pas affronter u série de mobilisations en Espagne et Europe.

De même dans le procès de Burgos les secteurs les plus réactionnai auraient voulu les exécuter et augmen la répression, ils n'ont pas été satisfaits ce procès a été ressenti comme un trio phe par les masses espagnoles.

Des grèves en Asturie, une mobili tion permanente des étudiants, des p tres, etc ; montrent la faiblesse avec quelle ils s'apprêtaient à faire ce proc reculé plusieurs fois.

D'autre part, bien que ce soit po défendre des intérêts particuliers à bourgeoisie espagnole, l'impérialisn Yankee n'a pas obtenu l'autorisati d'utiliser les bases de l'OTAN pour e voyer des armes à Israël dans le conflit Moyen-Orient.

L'ouverture des relations économiqu avec l'URSS et certains Etats Ouvrie comme la Pologne sont des mesures q désintégraient le bloc de la bourgeoisie plusieurs tendances. Ce n'est pas, nous

---

VIVE LA NATIONALIS MINIERE YANKEE « CE

U PARTI SOCIALISTE

rnationale)

J. POSADAS

des institutions stables : elles sont encore en voie de formation, et elles ont gagné avant d'avoir acquis une structure capitaliste. C'est le cas de la Somalie. Le facteur le plus important, c'est qu'il s'agit là de pays pauvres, dans lesquels le général est obligé de travailler comme tout le monde, parce que l'économie ne permet pas de payer de soldes élevées.

Il y a dans le Parti Socialiste, un processus de formation de courants et de tendances qui apparaissent en plein jour, qui osent apparaître ouvertement maintenant et qui cherchent à s'unifier et à se centraliser pour frapper le capitalisme. C'est un très bon symptôme de discipline et de progrès objectif, qui montre la situation de l'opinion publique en France. C'est cela, la France, le reste représente à peine vingt pour cent de la population.

Le Congrès a été dominé par une tendance assez marquée à gauche, mais il n'a pas encore un programme décidé en ce sens. Il faut ouvrir, dans le Parti Socialiste, une discussion sur la nécessité d'aller au pouvoir en France et sur le fait que, pour cela, il faut élargir le programme de l'Union Populaire. Il n'est pas question de le corriger mais de le dépasser à gauche : il faut élargir le programme des étatisations, créer des Conseils ouvriers et les organes du pouvoir ouvrier, il faut que les ouvriers interviennent. Il faut mettre beaucoup plus d'accent, dans le programme, sur l'exigence de la démocratisation de l'armée. Il n'y a pas de raison pour que celle-ci continue à être une institution fermée aux droits démocratiques. Tout doit y être pareil que dans n'importe quelle administration, n'importe quel bureau. Puisque la police a le droit de se syndiquer, pourquoi les soldats ne peuvent-ils pas en faire autant ? Pourquoi, du fait d'être à l'armée, le citoyen perd-il ses droits ? Cesse-t-il pour autant d'être un Français, un citoyen à part entière ?

Le progrès du Parti Socialiste est remarquable ; mais il peut être encore beaucoup plus grand. Il faut ouvrir une discussion sur tous les problèmes : il faut discuter du pouvoir, du programme, de la politique pour cela, et porter des jeunes à la direction du Parti. Nous ne sommes pas contre les vieux cadres et dirigeants du Parti Socialiste, mais les jeunes apportent avec eux une volonté et une capacité de synthèse, d'expérience et de décision, qui ne sont pas limitées par les relations précédemment créées dans tout l'appareil du système capitaliste. Il faut impulser cette discussion qui va rencontrer un très grand écho parmi les jeunes. Les jeunes ne sont pas limités dans leur pensée. Ils doivent apprendre, c'est certain, élever leur compréhension théorique et politique et leur capacité de direction. Mais diriger le Parti est un problème simple : c'est une question de programme, de politique et d'organismes. Le jeune n'est pas complice du passé. Il se sent plein d'assurance pour vaincre, triompher, il n'est lié intérieurement ni par les biens de famille, ni par des intérêts de caste ou personnels. Il y a une grande masse de jeunes de la petite bourgeoisie sans parti, qu'il faut gagner à militer dans les partis ouvriers et, entre autres, au Parti Socialiste. La jeunesse a l'assurance et la solidité que lui donnent le fait de n'être pas compromis par des intérêts individuels. Il est évident que, parmi ces jeunes, une partie est par la suite corrompue, ou sans être corrompue, se met à penser comme l'ennemi, cesse de progresser et au contraire cherche à freiner. Tout cela existe, mais c'est une infime partie. A cette étape, la jeunesse surtout tend à penser de manière généralisée : elle a un sentiment de justice, de sécurité, de fraternité, beaucoup plus développé que n'importe quel autre secteur de la population : un sentiment d'équité, une avidité de connaissance, une audace,

(Suite à la page 4)

répétons, qu'elles étaient favorables à la classe mais qu'ils voulaient, pour accentuer le développement de l'Espagne, une libéralisation à l'intérieur du cadre du régime.

Cet attentat contre Carrero Blanco c'est la CIA qui l'a organisé et exécuté même si c'est en utilisant les mains d'autres gens.

Car sur deux des accusés du crime, l'un, Botegui, était en Belgique au moment de l'attentat et l'a déclaré à la Cité, et l'autre, Gomeza, au Sud-Ouest de Bordeaux et vit en France depuis 72.

Enfin, on peut ne pas y croire mais les démentis de l'ETA succédèrent aux affirmations que c'était ce mouvement qui avait réalisé le coup. Mais une telle préparation militaire : creuser un tunnel et deux secondaires dans une rue où la circulation est intense, placer l'explosif adéquat qui n'était pas de simples batons de dynamite qui puisse faire sauter à 20 mètres de haut un poids de 2 tonnes et demie demandait des connaissances techniques profondes selon l'appréciation de certains experts. Puis faire actionner du haut d'une échelle à 80 mètres de là avec un système télécommandé ; le tout ce n'est ni une question simple, ni d'amateur, moins encore de l'ETA qui se limite à des actions dans l'Euskadi (pays Basque). En plus, pour faire cela il fallait avoir la complicité au moins de quelques policiers.

Une chose qui donne à penser aussi ce sont les hésitations du gouvernement à déclarer les auteurs de l'attentat.

Tout ceci fait partie d'une affaire organisée par la CIA pour liquider le secteur le plus conciliant de la bourgeoisie, pour élargir la répression et fait preuve de décision face à la mollesse d'un secteur de la bourgeoisie et de l'Eglise manifestée face au procès et mobilisations.

En grèce, où une partie des généraux de Papadopoulos cherchait une voie pour le développement de la Grèce. Ils avaient même envoyé Markesenis en Chine. Ce n'est pas que Papadopoulos était favorable non plus à la classe ouvrière. Mais alors pourquoi ce coup plus à droite directement lié à la CIA et l'OTAN ?

C'est pour garantir son autorité et ses bases et empêcher le développement d'un secteur nationaliste dans l'armée qui cherchait une autre issue que celle liée à l'OTAN.

A un autre niveau, le problème est le même pour l'Espagne.

Cet attentat fait partie de l'action de la CIA et de l'impérialisme pour maintenir leur contrôle et empêcher le développement d'une tendance de la bourgoisie qui cherche à s'en détacher pour développer ses intérêts propres.

Le 25.12.73.

SUR LA DISSOLUTION DES PARTIS OUVRIERS EN URUGUAY

(d'une lettre à la section uruguayenne)

2.12.1973 **J. POSADAS**

En dissolvant les partis ouvriers en Uruguay, la bourgeoisie cherche à porter un coup, mais la réponse sera un effet de boomerang rapide, et double. Il était nécessaire de secouer le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le Frente Amplio (*) qui se trouvaient dans la plus complète passivité. Ce coup va accentuer encore la passivité de certains, mais ceux qui voulaient impulser la lutte, c'est-à-dire la majorité, vont trouver le moyen de réaliser un front unique actif, en liant les luttes syndicales au combat pour s'allier l'aile nationaliste de l'armée. Cette dernière est importante et puissante, mais elle est timide, indécise, et elle ne sent pas, en elle-même ni dans ses rapports avec les syndicats et les partis ouvriers, la décision de triompher. Ce coup va impulser tous ces secteurs à intervenir, sans attendre de disposer des moyens légaux, constitutionnels ou parlementaires.

Il y a eu, en Uruguay, il y a moins d'un an, une grève générale qui a paralysé tout le pays pendant dix jours. Le gouvernement y a répondu par la répression, mais une répression qui n'a ni découragé ni affaibli la grève. Celle-ci n'a pas triomphé parce que la direction communiste et socialiste n'a pas lié cette action avec la lutte pour renverser le gouvernement et avec une alliance avec l'aile gauche de l'armée pour former une nouvelle direction et un nouveau gouvernement.

Il y avait, dans la grève générale dirigée par la C.N.T., les conditions révolutionnaires, pour aller au pouvoir, appeler à la constitution d'un gouvernement formé par laile gauche de l'armée, la CNT, les socialistes et les communistes. Cette étape est maintenant passée, mais elle peut se présenter à nouveau. Il faut organiser la mobilisation pour être forts contre la répression dans le mouvement syndical. Il faut appeler à un mouvement public et clandestin, tout en appelant les secteurs de gauche de l'armée de se battre pour la démocratie et pour un gouvernement qui réponde à la volonté, au besoin de démocratie de la majorité du pays qui est contre ce gouvernement. Il faut également appeler à établir un programme qui ne reste pas limité aux points 4 et 7 des militaires. Il faut étendre ce programme, sans attendre que ceux-ci le fassent et terminent quels en sont les points programmatiques, en les limitant à la seule économie. Il ne s'agit pas d'affronter les militaires nationalistes, ni de les accuser à cause des limitations des points 4 et 7 : il faut leur montrer que ce n'est pas suffisant et qu'on peut aller plus loin.

Il faut en discuter dans le mouvement communiste et montrer que ce ne sont pas les militaires qui ont organisé la grève générale qui a paralysé tout le pays, c'est la CNT qui a été capable d'organiser cette action et tout le pays s'est rangé derrière elle. La CNT a eu de l'autorité aussi longtemps qu'elle tenait tête. Cela n'a pas eu plus de conséquence, parce que la CNT n'a rien fait d'autre. Le gouvernement non plus, d'aillleurs, à part les mesures de répression qu'il a appliquées. Il a laissé mourir la grève. Si les communistes, les socialistes et la CNT avaient mobilisés les gens, fait des meetings et des manifestations, des appels à l'armée, ils auraient forcé la solution et obligé à la constitution d'un gouvernement beaucoup plus à gauche. Cette étape est maintenant finie, mais elle va se reproduire à nouveau. Maintenant, il faut surtout inclure dans le programme la conquête des droits démocratiques, en combinant la lutte pour ces droits avec toutes les luttes pour les revendications syndicales.

Le décret de dissolution ne représente pas un triomphe pour le gouvernement Ce n'est pas un coup que ce dernier peut porter en se basant sur le recul ou la défaite du mouvement ouvrier. Ce n'est pas un coup qui est le produit d'une retraite des masses. Au contraire : c'est une mesure prise pour contenir l'offensive des masses. La gauche a gagné toutes les élections syndicales universitaires, malgré le régime de dictature — pas très active, mais dictature tout de même — qu'impose le règlement, qui est un énoncé de ce qu'il est possible de faire dans le pays. Entre autres, la gauche a gagné les élections au rectorat. Le gouvernement a formé ses propres syndicats, il a ouvert des locaux syndicaux, avec moquette, concierge, il y a fait servir le café gratuitement... et ils restent vides ! Les vieux syndicats, dissous par le gouvernement sont au contraire plus vivants qu'avant et fonctionnent activement. Le gouvernement a dissout la CNT mais les syndicats continuent à la reconnaître.

Le mouvement ouvrier est plein de décision, il n'est pas intimidé. Il y a eu persécutions, répression, des arrestations constantes. Mais dans les casernes et dans les prisons, les ouvriers arrêtés développent une activité politique : ils font des réunions avec les soldats, discutent, organisent et tiennent des assemblées. Cette dissolution n'est pas une mesure prise au milieu d'un processsus de repli du mouvement ouvrier, mais au contraire, en pleine montée de l'intervention des masses. Ces dernières cherchent à impulser la mobilisation, malgré la paralysie qui frappe leur organisation.

Cette mesure ne s'appuie ni sur la peur, ni sur la dispersion des masses. Elle s'appuie seulement sur un fait qui dans l'immédiat, favorise assez la bourgeoisie : l'absence d'un Front unique qui réponde à cette mesure. Le Frente Amplio n'a pas de politique, il ne se mobilise pas et ne mobilise pas les masses, il n'appelle pas à l'activité ; il est resté paralysé. Le gouvernement profit de cette paralysie partielle du Frente Amplio mais le prolétariat est vivant, plein de force et de décision, et il va répondre par des actions. Il faut mobiliser et appeler la gauche de l'armée à un front unique pour renverser le gouvernement.

Mais même dans ces circonstances, la situation d'Uruguay n'est pas un avantage pour la bourgeoisie. Le coup d'Etat du Chili n'a ni renforcé, ni consolidé socialement la droite. Au bout de près de trois mois d'assassinats incessants de milliers de militants ouvriers, d'assassinats et d'emprisonnements, le mouvement ouvrier et les masses du Chili reprennent leurs mobilisations : ils ont fait des grèves, des réunions, ils diffusent des publications, ils ne sont ni intimidés ni paralysés. Il faut souligner que l'un des objectifs que recherchaient l'impérialisme et les fascistes de l'intérieur était de faire en sorte que chaque chilien, chaque uruguayen cède au sauve qui peut, ne pense plus qu'à lui. Au lieu de cela, aussi bien au Chili qu'en Uruguay, chacun pense à la fois aux autres et à soi.

Les masses ne se laissent pas intimider. Elles tâchent de s'arranger parce qu'il n'y a pas de travail, pas de moyens d'existence et elles essaient de vivre quand même. Cependant, malgré le chômage, les patrons ne parviennent pas à trouver des « Jaunes », des briseurs de grève, ils ne trouvent pas de gens à obéir à la Junte parce que celle-ci leur donne du travail ou de l'argent. Les masses désertent et refusent d'aller là où la Junte militaire ou le gouvernement uruguyayen veulent les conduire. Le gouvernement se heurte au même refus, quand il crée ses propres syndicats, quand il offre du travail ou quand il fait appel à des « jaunes ». Ni au Chili, ni en Uruguay, la bourgeoisie n'a pu mettre la main sur des briseurs de grève ! Cest l'examen d'un haut niveau de décision et de conscience.

Cette conscience était déjà un acquis au sein des masses chiliennes et uruguayennes. Ces dernières avaient déjà manifesté leur décision en paralysant le pays pendant dix jours. Elles ont la décision de fonctionner en tant que classe pour entraîner le reste de la population. Il faut donc s'attendre, aussi bien en Uruguay qu'au Chili, à un processus ascendant de l'action des masses.

2 décembre 1973. J. POSADAS.

TION DE LA COMPAGNIE RO DE PASCO" AU PEROU

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

LA PROFONDEUR DE LA LUTTE DES MASSES EN ANGLETERRE ET LES TACHES POUR LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE *J. POSADAS*

(Extraits d'une lettre du 3 Octobre 1972 à la section anglaise)

Pour l'unification de l'Angleterre et de l'Irlande socialistes

Il y a de nouveaux problèmes dans la révolution en Angleterre. L'Irlande est un de ces problèmes nouveaux. Tel qu'il existait avant, ce problème avait une forme, maintenant, il en a une autre, la solution reste la même : unification de l'Angleterre et de l'Irlande socialistes dans la perspective des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe. La forme — autodétermination ou intégration — n'a pas d'importance : à mesure que le processus avance, il y a de moins en moins de peuples qui choisissent l'autodétermination et de plus en plus qui sont pour l'intégration qui indiquent un progrès social révolutionnaire des masses. Le processus mondial de la révolution, la montée mondiale et l'unification mondiale que la révolution impulse résolvent dans le cours de leur déroulement les problèmes de l'autodétermination, car celuici est un problème de retard culturel social de l'histoire. L'avance de la révolution mondiale en élevant son autorité sur les masses liquide l'influence de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie en montrant que ce ne sont pas elles qui disposent de l'autorité, ni des perspectives ni de la réponse à ce besoin de l'histoire. Elles sont gagnées avant la prise du pouvoir. Et dans la montée vers la prise du pouvoir, les traits nationaux, régionaux, les arriérations, les relents culturels et linguistiques sont dépassés par l'unification du monde qui est de plus en plus visible. Il y a maintenant 14 Etats Ouvriers et non un seul. L'Union Soviétique s'est vue dans l'obligation d'agiter des consignes qui ne sont plus fondamentales ; il faut continuer à les agiter mais elles ne sont plus fondamentales, car ce problème national n'est déjà plus une entrave pour le développement de l'histoire.

A l'étape actuelle, dès maintenant, le mouvement communiste se voit obligé à poser, pour l'Amérique Latine, la consigne de « Fédération entre la Bolivie, le Pérou, le Chili et l'Equateur. Ils ne l'agitent pas, ils ne font pas campagne pour cela, mais voilà déjà plusieurs articles qu'ils écrivent en s'orientant dans cette voie. Ils n'ont pas de politique ni de programme pour cela, ils n'en font pas un mot d'ordre, mais déjà dans trois articles, ils se demandent si une telle issue n'est pas nécessaire. Dans l'un de ses discours, il y a un an, Allende a posé qu'une telle issue était possible.

Nous devons voir en ce qui concerne les mots d'ordre qui correspondaient à une autre étape de l'histoire, même si ces tâches n'ont pas été accomplies, comme c'est le cas pour l'incorporation de l'Irlande, leur réalisation se trouve maintenant facilitée. On ne saute pas des étapes, c'est une élévation et un saut dialectique qui facilitent cette mesure. Ni le Parti travailliste, ni le Parti communiste ne se sont préparés pour le résoudre et ils ne le comprennent pas. Les masses anglaises veulent savoir cela ! elles veulent savoir comment construire la nouvelle direction car elles sentent qu'elles n'ont pas de direction. Il faut élever la capacité théorique et politique de la direction, mais pour cela, s'appuyer sur toutes les grandes mobilisations syndicales, parce que cela élève l'assurance qu'a la classe pour intervenir sur sa direction. Pour cela, il faut élever en même temps que notre fonction militante active, syndicale et politique, de publier et de publier. Ceci est destiné à élever les cadres ouvriers pour qu'ils pèsent dans le Parti travailliste, dans les syndicats, à la recherche d'une solution de classe et révolutionnaire aux problèmes de l'Angleterre, de la lutte pour une nouvelle direction qui est la lutte de cette étape. Il faut développer ce programme là, même s'il est timide, car c'est un programme de progrès dans la révolution. Il faut développer des mots d'ordre et une activité qui organisent et développent les organes de pouvoir dans le quartier dans les syndicats : des organes démocratiques de discussion, de direction que ce soit les comités de quartiers ou à travers les Trades councils.

Le "Trade Council" est un organe de discussion démocratique et d'exercice du pouvoir

Il faut étendre la fonction des trades councils en faisant une activité de publications, en donnant des explications, montrant que ce sont des organes de dualité de pouvoir : telle est leur essence. Ils ne fonctionnent pas comme tels, mais ils ont une base historique de dualité de pouvoir. Ils doivent servir, Il faut les faire servir comme instruments de discussion démocratique intérieure, de publications qui posent des problèmes de la zone dans laquelle le trade council est implanté, des syndicats, du quartier, et les problèmes du pouvoir. La direction travailliste va s'y opposer, va essayer d'être contre. Il faut donc rechercher un accord avec les communistes et faire des publications dans lesquelles nous posons quel doit être le rôle des trades councils. Il ne suffit pas de le dire aux communistes et d'attendre qu'ils en prennent l'initiative : nous devons faire des publications, proposer des conférences et des publications à réaliser ensemble avec les communistes, avec l'avant-garde travailliste. Sur tous ces problèmes il faut faire toute une activité de conférences, de réunions, de meetings pour discuter la fonction de ces organes et le processus de montée de la révolution en Angleterre et dans le monde entier.

Le trade council est un organisme de concentration et l'exercice du pouvoir, un organisme de dualité de pouvoir. Il surgit par initiative de la base, et il cherche à avancer : la direction travailliste le contient. Il faut donc se baser là-dessus dans tout le pays, et poser : les trades councils sont des organismes de pouvoir, la masse exprime qu'elle les veut. L'abstention électorale, la grève des ports, la grève des mineurs sont autant d'expressions de la volonté de la classe qui veut exercer le pouvoir. Il faut expliquer tout cela une, deux, cinq, quinze fois et généraliser l'explication en l'appliquant dans une série d'interprétations. Il faut faire des propositions concrètes de fonctionnement qui indiquent comment leur donner une vie organique, et la généraliser à tous ces organismes de pouvoir de quartier, d'usine et de zone. Les trades councils sont de véritables conseils de zone, auxquels il faut donner plus de forces et un programme. Quel programme ? Un programme que ces conseils se mettent à développer sans en attendre l'autorisation.

Un programme qui doit unir les problèmes du quartier, électricité, logement, loyers, postes, prix pour appliquer et développer deux mots d'ordre centraux : Echelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail : on commence localement par observer l'évolution des prix pour la communiquer aux usines. Même si on ne commence pas par appliquer cela de manière générale et centralisée, il faut commencer par les zones dans lesquelles les « trades councils » sont forts, en commençant à appliquer là, l'échelle mobile des salaires. Il faut agiter : échelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail, réduction de la durée de la journée de travail. Faire en sorte que cela se discute dans tout le mouvement ouvrier ! Que cela se discute ! Dans chaque réunion, dans chaque assemblée, il faut poser que c'est ça que nous voulons obtenir et nous allons l'obtenir : voilà un objectif concret !

Il faut discuter, mener une vie de discussions, de divulgation et d'élévation pour cela ; il faut faire des articles généraux. Par exemple, s'il y a une grève dans un quartier, il faut s'adresser à la population pour lui dire comment le quartier doit fonctionner en ce cas, avec les syndicats, les trades councils et un programme immédiat. Quel programme ? Une combinaison entre les ouvriers de l'usine et les habitants du quartier : former un pouvoir basé sur les masses. La question, c'est les organismes. Il faut faire des assemblées, des meetings, faire intervenir les masses dans des organismes démocratiques de base. Il faut discuter tout cela et développer : faire des brochures qui expliquent et ensuite à propos des cas concrets, intervenir avec des tracts ou des manifestes.

Il existe déjà un fonctionnement des organismes dans lesquels la classe cherche à communiquer et à organiser sa décision pour communiquer avec le reste de la population. La classe est en train de le faire, indépendamment des communistes, des travaillistes et de nous-mêmes. Nous devons nous appuyer sur cette manière d'agir de la classe. Cela indique qu'il existe déjà — dans les couches les plus importantes du prolétariat — la décision de remplacer des organismes qui empêchent le prolétariat de fonctionner dans le syndicat et le Parti. Non pas en créant des organismes qui sont contre le Parti et le syndicat, mais avec des organismes qui incluent partis et syndicats. Ce sont les bases du Parti Ouvrier basé sur les syndicats. Les « trade councils » sont des organes de double pouvoir, il n'est pas possible d'attendre qu'ils élèvent leur fonctionnement de double pouvoir sans direction, sans une plus grande vie : ils sentent qu'ils fonctionnent chacun dans un coin très isolé, ils ne sentent pas la force nationale, générale, parce qu'ils sont des organismes de quartier. Mais de toutes façons, ils transmettent au reste des trade councils et ils sont en communication avec le reste de la population. Il faut donc le généraliser. Et le généraliser sous forme d'explication culturelle, organisative, syndicale et politique. Mais la conclusion qu'il faut en tirer c'est l'effort, l'inclination, la tendance de la classe ouvrière pour créer des organes qui représentent directement sa volonté de combat et pour communiquer avec le reste de la population. (...)

Appuyer la lutte du mouvement ouvrier et travailliste pour une nouvelle direction

L'étape actuelle est d'intervenir dans cette lutte, pour le changement de direction dans le Parti Travailliste et dans les Trade Unions, pour les aider à organiser la gauche en se basant sur une partie de l'équipe communiste, en intervenant dans la crise du Parti communiste, dans les Trade Councils, dans les cours du Parti Travailliste et de la jeunesse socialiste. Il faut donner un plan de programme adressé à cette jeunesse socialiste, un plan de préparation de cours et d'élévation culturelle révolutionnaire, pour former un nouveau groupe, non pour rompre avec la jeunesse socialiste, mais pour élever leur compréhension marxiste et les élever dans la compréhension de la conclusion objective que le Parti Travailliste est déjà entré dans la crise de direction. Il n'y a plus aucune possibilité que Wilson reprenne le pouvoir comme avant et expulse la gauche. Il peut expulser un ou deux éléments, mais maintenant, c'est la droite du Parti Travailliste qu'ils expulsent. Et de plus, ils ne peuvent plus revenir en arrière : ils doivent expulser la droite tout de suite ! Les ouvriers travaillistes même en courant le risque d'une défaite électorale disent « qu'ils partent ! » Cela indique la décision de la base travailliste d'impulser la lutte de classes. Mais aussi de comprendre ce qui se passe dans le monde. Il faut leur donner une vision du monde, leur montrer qu'il va vers le socialisme. Non pas à travers des définitions, mais avec des cours, des discussions et en expliquant de plus la crise des partis communistes qui fait partie de ce processus montant de la révolution. Cela va donner une très grande confiance aux jeunes socialistes.

Comme on le voit aussi au Chili et en Allemagne, la jeunesse socialiste est la plus proche de nous. Elle se sent impulsée, élevée dans sa volonté révolutionnaire de comprendre et d'intervenir. Elle se sent représentée par nous. Pour tout cela, il faut des publications, des publications et des publications.

SUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE... (Suite de la page 3)

une décision, une disposition pour la discussion, un esprit pénétrant pour impulser la science. Par conséquent, cette même jeunesse réunit toutes les conditions pour gagner une partie de la société aux idées socialistes et pour déterminer programme et politique, tout ce qui est nécessaire pour détruire le système capitaliste.

Il faut appeler le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le mouvement des radicaux de gauche, tous les courants du mouvement ouvrier sur le plan politique et syndical : à une discussion publique où va la France et où voulons-nous qu'elle aille ? Dans le cadre de l'approfondissement du Programme Commun, il faut poser une série de problèmes qui vont depuis l'étatisation des principales entreprises et leur mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier, l'organisation des conseils d'usine, jusqu'à la planification de certains aspects de l'économie pour empêcher le gaspillage capitaliste. L'absence de planification a pour résultat une production empirique, dont une partie est perdue. Il faut poser une planification conforme aux besoins de la population et, en même temps, un plan de mise en place de conseils ouvriers, organes qui, dans les usines, les quartiers, partout appuient le nouveau gouvernement qui va monter au pouvoir. Il faut préparer des campagnes destinées à gagner une partie de l'armée. Il faut proposer des formes d'organisations des conseils ouvriers, développer la démocratie syndicale : front unique de tous les syndicats de la classe ouvrière et lancer une discussion dans toutes les usines, dans tous les syndicats, sur le Programme Commun, ses objectifs et la lutte pour porter l'Union Populaire au pouvoir. Il faut discuter la crise actuelle du capitalisme, démontrer que la crise du pétrole n'est pas responsable : c'est la crise normale, inhérente au système qui est seulement agravée.

Il faut montrer que les sociétés multinationales sont la forme normale de fonctionnement du capitalisme à cette étape : il faut les étatiser et les placer sous contrôle ouvrier. Il faut développer l'action de front unique des socialistes, comappeler à s'incorporer à tous les mouvemunistes, radicaux de gauche, et les ments anti-capitalistes. Il faut discuter publiquement, partout dans le pays, partis et syndicats ouvriers. Créer un état d'assemblée permanente, de discussion, en liant les luttes quotidiennes, constantes, des ouvriers, avec la lutte pour la gauche au pouvoir, et, discuter avec l'armée et avec la police, en se basant sur ce sentiment. Il faut appeler à ce que le mouvement syndicale fonctionne, conjointement avec les partis en une organisation commune de défense des intérêts du Programme de l'Union Populaire et de toute lutte importante. Il faut faire des discussions, des cours dans les usines, dans les syndicats, à propos du programme de l'Union Populaire. Il faut donc prévoir que, dans la prochaine étape, de grandes grèves, de grandes luttes vont s'accompagner de la lutte pour la gauche au pouvoir. Toute grève importante, même si elle a lieu pour des revendications économiques, doit être un point d'appui pour des bonds en avant pour la Gauche au pouvoir.

J. POSADAS.
19 décembre 1973.

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies S/S
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies S/S

LA NOUVELLE ETAPE DE LA REVOLUTION AU MEXIQUE

15 Juillet 1973

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 11 JANVIER 1974 Nº 205

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Vive la reparution de
"LUCHA COMUNISTA"
ORGANE DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
SECTION EQUATORIENNE
DE LA IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Dans ce numéro (page 4)

LE DRAPEAU ROUGE QUOTIDIEN ET L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE

Après le conseil général du P.S.B.: la gauche doit faire peser les luttes des masses dans le parti, et proposer un programme pour un gouvernement de gauche.

EDITORIAL

Le Conseil Général du PSB qui a discuté du prochain congrès doctrinal, montre que le PSB reçoit — comme une partie du mouvement socialiste mondial et européen — tous les effets de la crise de décomposition du capitalisme devant laquelle il est obligé de mettre en cause le système, la société capitaliste dans son ensemble, et qu'il reçoit aussi l'influence de la volonté de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme, l'influence des progrès en cours dans la plupart des partis socialistes d'Europe : Italie, Angleterre, et surtout la France. En adoptant le sigle "la rose au poing" du PS Français, le mouvement socialiste en Belgique ne reprend pas seulement un symbole, mais la nécessité d'un programme et d'un front de la gauche pour aller au pouvoir — même si le Conseil du PSB n'a pas mis tout cela en discussion.

Cette réunion s'est tenue, sous l'impulsion et la pression de toutes les luttes de la classe ouvrière et des masses d'Europe. En Angleterre, les Trade Union préparent la grève générale pour renverser le gouvernement conser vateur et pour imposer un gouvernement travailliste qui applique le "programme des 25 points de nationalisations". En France, le puissant front unique des masses se centralise dans l'Union Populaire, dans le programme pour un gouvernement de gauche et impulse le Parti Socialiste à se radicaliser (comme le montre l'article de J. Posadas publié dans "Lutte Ouvrière" n° 204 sur le dernier congrès du PSF.).

Le Conseil Général du PSB discutait sur "où en est la crise du capitalisme, quelles perspectives lui opposer", tandis que la classe ouvrière en Belgique multiplie les grèves et les occupations d'usines, dans toutes les régions et dans les différents secteurs industriels. C'est sa manière de répondre : comme à LIP, c'est possible et nécessaire d'en finir avec le capitalisme, de se passer de lui. Par ses luttes, elle impose au capitalisme de diminuer les coups qu'il veut porter aux masses pour leur faire payer sa crise ; elle arrache des augmentations de salaires, elle impose dans les faits, l'échelle mobile des salaires : une augmentation est à peine obtenue que le capitalisme augmente le coût de la vie, et de nouvelles grèves s'imposent pour y faire face. De même pour le problème de l'emploi : l'exemple des ACEC montre que les patrons ont du reculer — provisoirement — dans leurs plans de licenciements massifs, face à la détermination des travailleurs, et non grâce à la capacité de manoeuvre des directions syndicales ou du ministre du Travail. Mais ces acquis sont sans cesses remis en question, le lendemain même de leur conquête. La persistance les luttes, des grèves, des occupations montre que la classe ouvrière veut impulser une issue anti-capitaliste, une issue politique. Tout cela pressionne sur le Parti Socialiste. Soit directement, au travers de l'intervention, du développement du courant de gauche. Soit indirectement, au travers des syndicats : il y a un antagonisme entre les positions de Debunne sur la cirse du pétrole et celles de Simonet. Tandis que le premier parle qu'il faut nationaliser toutes les sources d'énergie, l'autre fait l'éloge et la défense des grandes compagnies pétrolières.

Le PSB est obligé de répondre à une situation où la bourgeoisie est ébranlée dans tous les fondements de son pouvoir, et le capitalisme belge est une partie du capitalisme mondial. C'est justement parce que le "capitalisme est moribond" qu'il se prépare à la guerre civile, à la guerre atomique mondiale. Il ne peut plus intervenir comme avant, lancer une expédition militaire au Moyen Orient pour écraser ceux qui augmentent le prix du pétrole brut. Il a en face de lui 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, les masses qui se lancent dans le monde entier à la conquête de la dignité humaine. Du Vénézuéla au Pérou, en Equateur, au Pakistan, en Irak, l'impérialisme est chassé, exproprié, ses biens sont nationalisés. Même au Chili, trois mois après le coup d'état militaire fasciste, la classe ouvrière se réorganise, fait des grèves, les partis ouvriers élèvent leur front unique pour préparer la liquidation de la Junte. Au Brésil, les ouvriers organisent des syndicats, font des grèves, triomphent et obtiennent le soutien de secteurs petits-bourgeois, inclus de la magistrature. En Grèce, le gouvernement cède devant une grève des ouvriers des imprimeries d'Athènes.

Toute cette situation élève la crise de croissance dans le PSB. Le Conseil Général en a été un reflet. De là, l'adoption du sigle du Parti Socialiste Français qui, même si les dirigeants du PSB n'ont pas ces intentions — veut dire : Union Populaire — Programme Commun — nationalisations des plus importantes entreprises et des banques — liquidation de l'armée professionnelle — programme pour un gouvernement de gauche.

La lutte n'est pas encore définie au sein du Parti Socialiste en Belgique, mais la droite est bien en retraite. Pour cela, ce conseil général est important. Il montre aussi que la gauche doit résolument se lancer, s'organiser autour d'un programme socialiste, sortir de l'emprisonnement que signifie la bataille pour des amendemants secondaires à des projets élaborés par la direction conciliatrice, élever ses relations avec la base ouvrière et militante socialiste et ses relations entre elle sur le plan national, s'appuyer sur les luttes dans le camp syndical pour y donner la perspective politique, anti-capitaliste.

Dans ce Conseil Général, la droite n'a pas la direction, mais la gauche non plus. Simonet n'était plus le rapporteur des thèses de la direction. Mais son programme d' "administration moderne du régime capitaliste" n'a pas été balayé pour autant. Il y a eu des orateurs pour réfuter la nécessité des nationalisations. Et personne ne s'est élevé — du moins il n'en est rien paru en public — pour exiger que le PSB rompe avec le gouvernement capitaliste, pour proposer un programme socialiste - comme en France, ou en Angleterre.

Par exemple, il faut s'appuyer sur une lutte bien concrète, dans laquelle un important secteur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier — chrétien, communiste, socialiste — est engagé : la défense de l'emploi aux ACEC. Il faut maintenir avec détermination la revendication de nationalisation des ACEC et son fonctionnement sous contrôle ouvrier ! Porter cette exigence dans la réunion préparatoire au congrès doctrinal. Nous appelons les camarades de la gauche socialiste à le faire, et nous appelons aussi le PC à aider cette lutte en maintenant une position intransigenate face aux hésitations, aux conciliations de la bureaucratie syndicale et de la direction du PSB et des ministres socialistes. C'est le moyen de faire avancer le programme anti-capitaliste !

Un secteur important du PSB est convaincu que ce programme est nécessaire. La base socialiste, les ouvriers, les militants mettent cette conviction en pratique, parce que c'est eux qui ont organisé les grèves, les occupations, les comités de grève. Il faut s'appuyer sur cette conviction pour intervenir dans toutes les réunions du Parti Socialiste. Il n'y a pas encore de continuité dans la discussion, dans le fonctionnement du courant de gauche du PSB. Entre la dernière réunion du Conseil Général, sur le projet de réforme de l'armée, où de nombreux militants sont intervenus clairement et ont gagné des positions importantes, et le dernier conseil général, il n'y a pas eu de vie organisée, de fonctionnement systématique de la gauche. Nous appelons les camarades socialistes à le faire : à organiser, et multiplier les assemblées libres (qui n'ont pas eu lieu, ou qui se sont tenues clandestinement), faire intervenir les sections socialistes des entreprises, les militants socialistes qui luttent dans le mouvement syndical, faire intervenir toutes les tendances — le M.O.C., le PCB, comme le propose André Cools, et aussi les tendances révolutionnaires, comme les trotskystes-posadistes —, imposer le respect des décisions prises en assemblée, se lancer dans la lutte avec un programme déjà établi : contre l'armée de métier que prépare la bourgeoisie pour réprimer les masses ! pour un programme socialiste pour aller au pouvoir ! contre le gouvernement tripartite ! pour un gouvernement de gauche, qui inclut le Parti Communiste et s'appuie sur les syndicats ! pour la mobilisation de la classe ouvrière, dans tout le pays, pour imposer la réalisation de ce programme ! pour la construction des organismes de pouvoir des masses : comités d'usines, comités de quartier, comités unissant les usines, les quartiers, les syndicats ! démocratie syndicale : pour le fonctionnement démocratique, par assemblées, avec révocabilité des mandats !

Le développement d'un courant de gauche dans le mouvement syndical est une base très importante pour la lutte et le développement de la gauche socialiste. Les prises de position de Debunne face à Simonet ne veulent pas dire que le secrétaire de la FGTB va se lancer dans une lutte anti-capitaliste ; mais qu'il est obligé de s'incliner plus à gauche parce que les forces qui veulent tout changer dans le syndicat et dans la société augmentent. Le retour de Jacques Yerna dans le PSB a la même signification. Il n'est pas le porte-parole de la gauche révolutionnaire qui murit dans le mouvement syndical et socialiste, mais le fait de devoir se centraliser de nouveau dans le Parti Socialiste, est un reflet lointain de la recherche, dans le courant de gauche syndicale, d'une issue politique, centralisée, nationale, pour affronter en vaincre le capitalisme. Ce sont toutes des conditions très favorables pour le progrès du front unique que nous appelons à faire fonctionner immédiatement entre les militants communistes, socialistes, chrétiens de gauche et les trotskystes posadistes. 8/1/74.

LA NOUVELLE ÉTAPE DE LA R

15 Juillet 1973

La gouvernement mexicain a mis en liberté tous les trotskistes et d'autres prisonniers politiques. Cette mesure s'accompagne d'un approfondissement et d'un élargissement des droits démocratiques. Nous saluons la libération de notre camarade Roberto Luna et l'activité de la section mexicaine qui a permis de l'obtenir.

Il faut prendre cette libération de notre camarade Luna comme une preuve et un témoignage du processus révolutionnaire qui se dêveloppe en Amérique Latine. La libération de ce camarade nous cause une grande joie, mais celle que nous éprouvons en constatant le progrès du processus révolutionnaire, à travers les mesures prises par un gouvernement comme celui-ci qui cherche a établir le contact et a améliorer ses rapports avec l'avant garde révolutionnaire, est incomparable.

Nous pouvons et nous devons intervenir dans le cours du processus que connait actuellement le Mexique, opur aider à construire une direction qui veut aller plus loin qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, mais qui est encore freinée par une conception bourgeoise de la révolution. Elle combine déjà, elle voudrait combiner, la conception bourgeoise à la conception socialiste de la révolution. (Il est possible que plus tard, Peron veuille en faire autant).

Ce n'est pas une direction qui cherche à freiner: elle agit comme elle le fait parce qu'elle croit que c'est de cette façon qu'elle peut progresser. C'est également ce que veut faire Velasco Alvarado, au Perou, qui termine son intervention en chargeant le capitalisme de toutes les fautes et qui dit seulement, à propos du communisme "nous ferons une révolution différente de la révolution communiste". Par contre il attaque directement le capitalisme.

Ce processus met en évidence, en même temps qu'une influence très profonde de la révolution, l'existence de directions qui sont encore plongées dans la vie antérieure, dans la conception capitaliste du développement de l'économie et du pays. La politique compénétrative de l'Union Soviétique, les pirouettes de Brejnev, orientent Echeverria à croire qu'il est possible de progresser et que le capitalisme est à bout.

Il est très important qu'au moment même de la libération de notre camarade, le ministre de l'intérieur lance publiquement une accusation la CIA. Ce n'est donc pas une seule preuve, mais plusieurs dont nous disposons au sujet de ce qui se passe: l'accusation contre la CIA, la participation du Mexique au Comecon à titre d'observateur, la visite d'Echeverria en URSS et en Chine et la préoccupation exprimée dans sa déclaration : "Pourquoi l'URSS et la Chine sont elles divisées? Vous devriez vous unir...". C'est exactement le contraire de la conception bourgeoise, qui cherche à exploiter à son profit le conflit sino-soviétique. Face à la division des Etats ouvriers, Echeverria dit: "Unissez vous pour que nous puissions nous élever". Cette attitude de sa part exprime la symbiose entre une conception capitaliste et la conscience en développement qu'avec le capitalisme on ne peut résoudre aucun problème. C'est exactement la même chose que nous avons déjà dite à propos de Peron.

Il faut voir dans la libération de notre camarade - qui intervient après celle d'autres camarades et d'autres révolutionnaires - comme un aspect très élevé de la lutte, pour le développement socialiste de la révolution en Amérique Latine ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle indique les pressions qui s'exercent. Avant que Campora ne le fasse en Argentine, la Cour Suprême du Mexique a laissé sans effets les lois répressives. Elle a déclaré qu'on peut appeler à prendre le pouvoir: la seule chose qu'on ne peut pas faire, c'est mentionner qu'il faut le faire par la force ! C'est une démonstration des forces immenses de la révolution socialiste en Amérique Latine. Il faut intervenir pour aider à organiser une direction, consciente de la nécessité d'élaborer un programme qui dépasse les mesures actuelles de combinaison capitaliste, pour aller vers les mesures d'Etat ouvrier.

Ce gouvernement reste un gouvernement capitaliste, mais il adopte des mesures qui ne favorisent en rien le système capitaliste. Il établit des relations mondiales et applique des mesures programmatiques et politiques qui vont contre lui. En particulier le voyage en URSS et en Chine, l'appel à la Chine et à l'URSS à s'unir. Tout cela ne convient pas du tout au capitalisme, pas plus d'ailleurs que la participation du Mexique au Comecon en qualité d'observateur, ou les attaques contre la CIA. En effet, toutes ces mesures affaiblissent les liens de dépendance économique, politique et militaire du Mexique avec le capitalisme, et favorisent le développement de tendances et de mobilisations qui vont aller contre le système capitaliste.

AIDER LE DEVELOPPEMENT DU PROCESSUS NATIONALISTE REVOLUTIONNAIRE AU MEXIQUE

Nous devons intervenir avec une attitude critique à l'égard du gouvernement, mais sans disputer avec lui. Quelle critique convient-il de faire? Non pas la critique qui mène à l'affrontement, mais une critique persuasive. A l'étape actuelle, le rôle de la critique est beaucoup plus élevé qu'avant. La critique change de forme, mais pas de contenu ni d'objectif parce que le processus de la révolution influence, impulse, engendre des courants, des tendances, et donne confiance à des dirigeants qui se forment dans ce processus.

Nous partions de cette conception quand nous avons écrit: "Le trotskisme et la IVème Internationale font le procès du capitalisme et de la bourgeoisie mexicaine", en mai 1966. Ce document le pose et contient un appel, une impulsion. Nous ne pouvions pas encore dire qui ce texte allait impulser, mais c'était son objectif. Nous disions "Comment pouvez vous emprisonner les trotskistes alors que vous mêmes refusez de reconnaitre Franco, alors que vous avez un tel passé?" Et, dans ce document, nous rendions hommage à Càrdenas. Nous nous adressions à cette tendance.

Il n'y a pas de direction politique au Mexique. Echeverria doit tout faire lui-même. Il faut transformer le PRI. Il n'y a pas d'autre parti et le PRI est un centre. C'est pour cette raison que nous avons toujours refusé de le considérer comme liquidé. Il faut aider à organiser la tendance révolutionnaire à l'intérieur du PRI. Les formes que prendra cette tendance, nous le verrons plus tard, mais ce qui est, dès maintenant, clair et simple, c'est que toutes les tendances existantes, syndicales et politiques, le Parti Communiste lui-même, n'ont plus de perspectives, parce qu'ils n'ont ni programme ni politique. Ils ne comprennent pas le processus en cours, ils ne peuvent donc pas le suivre. Quand ils essaient d'y intervenir, ils le font sous forme de dispute. Par contre, il y un instrument qui concentre déjà: le PRI; Il faut le pousser de l'avant. Le pousser de l'avant ne signifie pas s'y adapter ou en rester là. Il faut le pousser de l'avant, lui donner des idées pour ce processus, créer à l'intérieur une équipe qui mène la discussion, la vie politique, qui développe une lutte intérieure. Lutte interieure ne veut pas dire rupture, mais devélopper les discussions intérieures pour faire avancer. Nous comptons sur le processus mondial qui va exercer son influence et démontrer qu'il n'est pas possible de progresser avec des mesures capitalistes.

Il n'y a pas de direction politique au Mexique. Les communistes n'en sont pas une. Ils sont en pleine confusion, ils n'ont ni préparation théorique ni formation politique. Ils se sont développés avec toute l'arrogance, l'orgueil intellectuel qu'ils tiraient de pouvoir se baser sur l'Etat ouvrier soviétique, en espérant être un jour le parti qui organise et qui décide. Aujourd'hui encore, ils ne comprennent pas Echeverria: ils ne voient dans sa politique qu'une série de manœuvres. Dans le passé, effectivement, la politique du gouvernement était une manœuvre: maintenant il n'est plus possible de prendre ces mesures comme des manœuvres parce communistes ne le voient pas. Ils conservent leur jugement antérieur, basé sur une conception abstraite de la lutte de classe. Ils vivent dans la confusion ou à l'écart du processus; cela les conduit à exprimer leur arrogance et leur orgueil intellectuel. S'ils n'adoptaient pas cette attitude, ils apprendraient et ils verraient qu'on ne peut pas dire que le gouvernement Echeverria est un gouvernement fasciste, qu'on ne peut pas condamner l'URSS et la Chine en les accusant de recevoir le représentant d'un gouvernement réactionnaire, agent de l'impérialisme, comme le fait le PC mexicain. Pour dire des choses pareilles, il faut vivre complètement à l'écart de la réalité et remplacer la capacité scientifique d'analyser par la suffisance et l'orgueil intellectuels. Celui qui se rend en URSS et en Chine pour y chercher de l'appui, qui fait appel à l'Amérique Latine pour expulser la CIA ne peut pas être l'agent de l'impérialism ni se comporter comme son représentan Si les communistes mexicains n'en tire pas les conclusions, c'est à cause de le orgueil, basé sur l'ignorance de ce qu'e l'URSS. Celle-ci se représente elle-mêm ce n'est pas les communistes mexicai qui la representent.

C'est un gouvernement qui s'appuie s une structure bourgeoise, capitaliste, pays, mais qui compte une aile qui che che à avancer, à aller plus loin. Telle e la structure du processus; Nous ne po vons pas créer un mouvement, un sync cat, il n'y a pas les délais historiques po le faire et ce n'est pas non plus de cet façon que la lutte se produit; les instr ments existent déjà.

LE PROGRAMME POUR L'UNIFICATION REVOLUTIONNAIRE DE L'AMERIQUE LATINE

L'équipe d'Echeverria et les nationalistes qui travaillent avec lui ou qui sont à sa gauche, veulent liquider les "charros" et les "caciques", les bureaucrates et les notables, mais ils ne savent pas comment faire, ils ont peur. Ils croient - et c'est la peur qu'ils expriment - qu'un courrant, une tendance, qui veut aller plus loin, va profiter de la situation pour les pousser là où ils ne veulent pas aller, du moins, pas encore. Il faut intervenir pour les aider à se débarasser des charros et des caciques. Parmi les conceptions fondamentales que nous avons développées dans tous nos derniers articles, il y a cette considération: dans son effort pour développer l'économie mexicaine, Echeverria rencontre des difficultés dans cette structure qui fait même une concurrence commerciale au capitalisme Charros et caciques comprennent qu'il ne s'agit plus de tirer des coups de feu et de tuer. Toute une structure s'est déjà développée, comme c'est le cas aussi, plus ou moins, en Espagne où ils veulent expulser Lopez Rodo. C'est une structure qu'ils ne peuvent plus prolonger telle quelle. Il faut mettre en place un gouvernement qui permette la recherche d'une certaine stabilité intérieure, afin de donner plus de stabilité aussi au fonctionnement du capitalisme. Ce n'est pas une concession que fait le gouvernement.

Cette conclusion permet de mesurer l'état de mûrissement du processus révolutionnaire au Mexique et dans toute l'Amérique Latine. Il ne faut pas prendre simplement la libération des prisoniers politiques comme un fait qui ne concerne que nous: c'est l'expression d'un processus très profond.

Il n'y a pas de direction pour intervenir et le gouvernement sent qu'il manque de points d'appui. Il essaie de créer un mouvement qui lui permette de progresser et de se défendre de l'impérialisme, des capitalistes de l'intérieur et de ne pas tomber aux mains de la révolution socialiste. Mais des deux, c'est le capitalisme qui perd, pas la révolution socialiste. Il est à prévoir que nous pourrons aller assez loin dans cette conclusion, dans les prises de positions programmatiques, dans l'agitation, adressées à l'avant garde, en faveur de mesures anti-impérialistes d'unification de l'Amérique Latine, de discussion du processus économique. Une agitation qui démontre la nécessité de la centralisation et de la planification de l'économie. Il ne s'agit pas de poser dès maintenant: "Il faut prendre le pouvoir ! les masses au pouvoir! démocratie!" Tout ça, il faut le faire, mais dans ce cas concret, en ce moment, que faisons nous. Ils recherchent une issue du côté de la Chine et de l'URSS, ce qui signifie qu'ils espèrent, en plus des marchés commerciaux et de l'appui financier, un certain appui politique. C'est une mesure contre l'impérialisme. Le gouvernement mexicain cherche à négocier en s'appuyant sur l'impérialisme contre l'URSS et la Chine et en s'appuyant sur l'URSS et la Chine contre l'impérialisme. Il espère, grâce à ce jeu, se baser sur les différentes forces pour progresser tout en essayant de devenir indépendant, de ne plus être soumis à la dependance directe de l'impérialisme. Il faut en discuter et élaborer un plan de production et de développement économique, un programme de planification pour le Mexique et pour l'ensemble de l'Amérique Latine, dans les conditions actuelles: Perou, Cuba, Argentine, Chili et très prochainement la Bolivie, pour laquelle c'est seulement une question de temps. Telle est la forme que prend le processus: Echeverria et s équipe essaient, avec l'équipe de Cardena de rechercher des points d'appui poli ques pour une politique plus intense che chant à se libérer de charros et cacique pour re-structurer le mouvement syndic et faire une offensive pour développ l'économie du pays, en restant dans plan du capitalisme mais en faisant d concessions assez importantes à des m sures qui vont contre le système capit liste et qui sont les étatisations, la plan fication et l'intervention des masses. Da la série des mesures à proposer, il fa inclure les Conseils Ouvriers, pour pe mettre aux ouvriers d'intervenir dans direction de l'économie. Pour cela il fa écrire que pour progresser, l'économie besoin de la planification et de la centr lisation. L'Etat Mexicain est déjà le patro de 40 à 50% de l'économie mexicaine, pr portion importante et qui a encore au menté. La crise de l'impérialisme mo dial, le développement de la révolution Amérique Latine vont stimuler, à l'int rieur du PRI la tendance la plus enclin à prendre des mesures socialistes, d mesures d'étatisation. Le processus mo dial de la révolution a une influence tel qu'il oblige et impulse Echeverria suivre cette voie.

Il faut appeler le PRI à se constituer Parti ouvrier basé sur les syndicats manière à y développer une tendance évolution. Il faut impulser le PRI en l montrant que telle est la solution, la vo logique, qu'il doit s'appuyer sur les sy dicats s'il ne veut pas rester prisonni des charros et des caciques.

Le processus qui se développe en Am rique Latine est très profond. L'Argenti et le Chili en sont des exemples. Les tro millions de personnes qui se sont mob lisées pour aller à Eceiza recevoir Péro les fusillades, les assassinats qui ont é commis n'ont pas du tout intimidé l gens. Au Chili, un millions à un m lion et demi de personnes se sont mob lisées contre la droite.

Dans ce processus de développeme vers la construction de nouveaux Eta Ouvriers une série de pays qui se tro vent dans cette étape de transition ent pays capitaliste et Etat révolutionnai recherchent notre collaboration, not intervention, parce qu'ils ne reçoive pas cette orientation des Partis co munistes. Les Etats ouvriers, quant à eu apportent leur aide économique, fourn sent un soutien économique, technique militaire, mais ils ne leur fournisse pas d'organisation politique. Nous, no pouvons le faire. Il y a au Mexique u base et une tradition très forte pour faire.

Nous saluons notre section mexicai et le camarade Luna pour cette libérati Il faut voir aussi le progrès de la révol tion, le dominer, le vivre, pour apprend à voir tous les mouvements, toutes transitions, tous les pas tactiques à fai pour pouvoir progresser. L'aspect le pl important, et qui va s'exprimer d'ici p est la tendance à unifier l'Amériq Latine. Plusieurs dirigeants ont déjà p posé cette unification. S'ils ne vont p plus loin, les masses, elles, vont gagn Dans les conditions les plus difficiles, plus compliquées de toute l'amériq Latine, les masses, la jeunesse et la ga che peroniste, la gauche syndicale et jeunesse se sont engagées à impulser programme de Huerta Grande et Falda. Tel est le sens de la dispute en « Patrie Péroniste » et « Patrie socialiste Il ne va pas y avoir beaucoup place

VOLUTION AU MEXIQUE

J. POSADAS

Mexique pour « patrie péroniste ».

Notre section doit établir un programme pour intervenir et s'adresser à des syndicats comme le STERM pour faire une discussion, afin d'impulser des mesures de Front uni, que avec le PRI, l'opposition à l'impérialisme, d'étatisation et de planification pour développer l'économie. En tenant compte de certaines limitations du gouvernement nous devons proposer un plan de développement et les conditions nécessaires pour réformer le parti. Il faut faire du PRI un grand parti de masses, un mouvement de masses doté d'une vie politique intérieure, avec participation des syndicats, en liquidant les directions syndicales bureaucratiques, en combinant cette lutte avec le développement des droits démocratiques dans le pays. Le gouvernement a, en partie intérêt à ce développement, mais aussi, en partie, il a peur d'être dépassé. Le voyage d'Echeverria en Chine et en URSS signifie qu'il est allé chercher un appui pour développer économiquement le Mexique : ce développement ne peut se faire dans le cadre du capitalisme. C'est pourquoi il entreprend ce voyage : il va chercher un appui commercial et des investissements. Un courant, au sein de ce gouvernement est conscient qu'il n'est pas possible de développer l'économie du pays en continuant à appliquer les mêmes mesures qu'actuellement.

Il faut intervenir sur le Mexique avec les textes montrant la nécessité d'organiser l'avant garde intellectuelle, ouvrière, étudiante, paysanne, pour développer l'économie du Mexique, développement qui ne peut se faire que sur la base de la planification centralisée. Il faut aider à créer l'équipe capable de réaliser cette tâche, fournir la littérature politique, les cadres, les équipes, les conseils d'usine. A l'usine, au syndicat, chez les paysans, les lycéens, les étudiants, il faut développer cette discussion ; il faut planifier l'économie, l'intervention des masses est nécessaire pour discuter tous les problèmes. Il faut organiser les syndicats et faire peser sur le PRI la nécessité de s'organiser en parti s'appuyant sur le mouvement ouvrier. C'est dans le processus qu'on en finira avec les caciques et les charros.

Il faut voir si l'unification des syndicats de l'électricité est profitable au développement du mouvement ouvrier, des luttes des masses et du progrès du Mexique ou si c'est une unité destinée à préserver les intérêts des bureaucrates mexicains. Ce n'est pas un simple problème d'unification, encore faut il savoir ce qu'on va faire après, quelle fonction la nouvelle organisation va remplir pour le progrès de la révolution mexicaine. Avec sa revue « Solidaridad » le syndicat STERM est pour le moment le centre le plus politisé de la classe ouvrière. Ses dirigeants sentent la nécessité de répondre politiquement à la situation, remplissant déjà une fonction de parti et non plus simplement de syndicat. Ils veulent discuter du monde entier pour pouvoir ensuite discuter du Mexique. Ils ne se limitent pas à un programme purement syndical, pour "électricien" puisqu'ils proposent à toutes les tendances - nous compris - d'intervenir. Ils ont besoin d'orientation politique et programmatique parce qu'ils interviennent comme direction politique et non comme direction syndicale de l'industrie de l'électricité. Ils ont besoin de comprendre tous les problèmes de l'économie, des syndicats, de la société, des rapports politiques avec l'impérialisme.

Pour qu'un syndicat ose faire une chose pareille, il faut qu'il y ait un grand progrès de la lutte de classes. Les dirigeants sentent la nécessité d'élever la vie politique, et d'attirer un secteur des masses à y intervenir pour peser, avoir un point d'appui et développer l'économie. Ils le font d'un point de vue nationaliste, mais ils font cependant des concessions très importantes. Ils vont être obligés d'aller encore plus loin dans cette ligne parce qu'ils vont devoir affronter une grande pression de la part de la bourgeoisie liée à l'impérialisme à l'intérieur du Mexique, de l'impérialisme à l'extérieur. Les Etats Unis, mais surtout les secteurs bourgeois du pays liés aux charros, vont faire pression. Pour s'en défendre, les dirigeants actuels ont desoin d'une certaine mobilisation de l'opinion publique. C'est un jeu qui reste dans le cadre du capitalisme, mais qui tend constamment à sortir et à échapper au contrôle de la direction.

Le fait que le syndicat se lance à remplir la fonction d'un Parti ouvrier basé sur les syndicats représente un progrès très grand. Il faut en apprécier la portée, la rendre consciente, et intervenir pour mettre sur pied le parti ouvrier basé sur les syndicats, ou pour former une base ouvrière du PRI de manière à ce que celui ci puisse remplir le rôle de Parti ouvrier basé sur les syndicats. Il faut ensuite construire une aile gauche dans ce parti. C'est un processus dynamique dans lequel nous n'avons pas assez de force pour décider mais dans lequel nous pouvons intervenir pour l'orienter, peser et aider à la constitution de groupes et de tendances. C'est une situation en développement qui ne va pas pouvoir être contenue dans le cadre d'un accord intersyndical, entre Perez Rios et Gàlvan. Les réactions qui ont eu lieu à Puebla et dans d'autres syndicats indiquent que l'avant garde ouvrière est décidée à intervenir et qu'elle comprend qu'elle peut faire de cette unification un instrument très puissant. Il faut intervenir dans la discussion pour le syndicat unique. Le gouvernement doit faire une politique de gauche et se défendre de la droite, des « charros », agents de l'impérialisme. C'est un moment favorable pour intervenir dans une campagne pour le Parti ouvrier basé sur les syndicats, pour développer le PRI comme Parti ouvrier basé sur les syndicats.

LE PROGRES DU MEXIQUE PASSE PAR L'EXPROPRIATION DU CAPITALISME, L'ETATISATION ET LA PLANIFICATION

C'est une tâche qui exige de discuter beaucoup au sujet du Mexique et du monde entier. Entre autre chose il faut discuter la réponse à donner à la monstruosité que sont en train de commettre les communistes mexicains en condamnant l'URSS et la Chine. Ces dernières sont traitées « d'énnemi du peuple mexicain » pour avoir publié une résolution qualifiant Echeverria de gouvernant progressiste. On peut mesurer les limites de ce progrès, mais c'est un gouvernement progressiste. Il faut se livrer à une étude sévère, prendre des notes pour discuter l'économie du Mexique, l'industrie, les investissements, l'agriculture, les exportations, le poids du secteur d'économie étatisée dans le cadre de l'ensemble de l'économie nationale, le poids des syndicats la structure de la bureaucratie syndicale dans les syndicats ouvriers, paysans et étudiants. Il faut évaluer toutes ces forces et compter que le développement du processus mondial exerce son influence sur le développement du processus du Mexique et, dans une certaine mesure, en détermine le cours. Il est possible de se baser sur ce poids, cette influence et cette pression constante pour déterminer la ligne et la politique et pour prévoir le cours qui va se développer au Mexique. Il faut fournir un programme économique de planification avec étatisation, - sans attendre la réalisation d'autres étatisations, on peut déjà planifier ce qui existe -. Il faut discuter en montrant que ces mesures sont nécessaires pour développer le Mexique. Le Mexique, ce n'est pas sa bourgeoisie ; ce sont le prolétariat les paysans, la petite bourgeoisie, il faut donc discuter, en même temps qu'on planifie, au bénéfice de qui s'établit la planification.

Une partie de l'équipe de direction du PRI, qui est nationaliste, va accepter ces mesures. Une aile, qui est actuellement en plein développement, comprend que pour développer le Mexique, il n'est pas possible de rester dans le cadre du système capitaliste, qu'il faut le dépasser. Il faut persuader en argumentant, et non attaquer. Il faut montrer ce que c'est que l'économie et quel a été le progrès du Mexique depuis que Càrdenas a nationalisé. Il faut montrer le développement d'alors jusqu'à aujourd'hui. Nous avons utilisé pour la première fois la qualification de « révolution interrompue » en parlant de la Bolivie en 1955. Par la suite nous l'avons appliquée au Mexique. Le processus mondial de la révolution entretient des forces, exerce des pressions qui permettent de maintenir les bases essentielles de la révolution. Le capitalisme n'a pas pu faire revenir celle-ci en arrière. Il n'y a pas de direction capable de la mener de l'avant mais malgré tout, et de manière limitée, la révolution continue à avancer. Toutes les structures sont en place pour faire un bond en avant.

Le Mexique ne peut plus se développer dans le cadre du système capitaliste. Il progresse de manière végétative. Pour se développer il a besoin de la planification et de l'étatisation. C'est sur cette base qu'il faut montrer aux militants ouvriers étudiants et paysans du Parti Communiste, l'inéficacité de la politique de leur parti. Il faut leur montrer que les erreurs sont le produit d'un ankylosement du Parti. Les communistes ont été insensibles au développement de la révolution, ils ont espéré une révolution "pure". Mais la révolution "pure" c'est la révolution telle qu'elle se produit, car elle est déterminée par les conditions historiques dans lesquelles elle a lieu, et par la direction politique qu'elle a. Une révolution "impure" peut parfaitement devenir "pure" par la suite, c'est un dégré à atteindre. Il faut discuter avec ces camarades communistes que telles sont les conditions dans lesquelles se développe et progresse la révolution mexicaine.

Le progrès de la politique extérieure du Mexique est le produit d'un progrès de la révolution, d'un très grand progrès que nous saluons et qui, de toutes façons, aide le gouvernement mexicain à avancer davantage, pour étatiser, planifier et accorder de plus larges libertés démocratiques, afin que les masses puissent exercer un plus grand poids dans la révolution. Sans ces mesures, l'économie mexicaine ne va pas continuer à progresser, elle va commencer à stagner. Ce n'est pas une question d'investissements ou d'échanges commerciaux - ces facteurs sont importants et produisent des effets, - mais ceux ci sont limités. - Ce qui est en jeu, c'est la structure économique déterminée par le marché mondial, par l'intérêt du profit, les investissements et le taux moyen de profit. Une économie qui tienne compte des intérêts de tous les Mexicains planifie sans se soumettre au marché mondial capitaliste : elle utilise les Etats ouvriers et développe le secteur étatisé de l'économie.

Les communistes ne le comprennent pas par manque de préparation théorique et politique. Sinon, ils se sentiraient attirés par ce processus. Il faut comprendre qu'il est nécessaire d'appuyer tout progrès objectif qui lèse, qui endommage le système capitaliste. Or la politique de Echeverria lésionne le fonctionnement du système capitaliste dans son ensemble, bien qu'il cherche à développer certains aspects de la bourgeoisie nationale. En effet, il doit rechercher l'appui des Etats ouvriers, et la politique mondiale ne favorise pas la bourgeoisie nationale, renforce sa dépendance. Il faut discuter tous ces problèmes, ne pas les laisser passer, ni tarder à y répondre. Le STERM et le mouvement étudiant sont importants, mais il est encore plus important d'établir un programme pour le mouvement ouvrier et pour le PRI, programme destiné à impulser ce dernier à se développer comme Parti ouvrier basé sur les syndicats.

Il faut partir de cette conclusion et créer, dans le PRI, une aile consciente de la nécessité de se constituer en groupe révolutionnaire conséquent, qui analyse et étudie, qui vive les expériences du monde entier et mène une vie politique intérieure scientifique, qui se préoccupe d'étudier les problèmes de les analyser et de voir qu'il n'est pas possible de se cantonner dans le cadre du système capitaliste. Il ne faut pas s'attendre à ce que ces secteurs le fassent immédiatement, il ne faut pas non plus les attaquer et les écraser s'ils prennent des mesures capitalistes : il faut leur montrer que de cette façon, il n'est pas possible d'avancer, par exemple, en ce qui concerne la production agricole. Cela exige de nous une meilleure préparation, parce qu'il ne s'agit plus de problèmes de tactique et d'agitation syndicale, ou de préparer des élections : il s'agit de la construction de l'économie.

Il faut écrire à propos des problèmes du développement de l'économie en Amérique Latine. C'est Péron qui s'est le plus occupé de ce point et qui a fait le plus de propositions pour l'unification de l'Amérique Latine. Il ne dit pas de quelle unification il s'agit, mais il est évident qu'il ne peut pas y avoir unification sans une planification économique, qui doit elle même se baser sur des étatisation. La bourgeoisie ne peut pas la réaliser. A aucun moment Péron n'a appelé les bourgeoisies à le faire. Il comprend qu'il n'est pas possible de développer l'Amérique Latine dans le cadre du capitalisme. Péron arrive à cette conclusion en constatant que l'économie ne se développe pas. Il n'a pas d'autre solution que celle de s'appuyer sur la classe ouvrière, sur les syndicats sinon, c'est la mort. Echeverria va dans le même sens, avec l'avantage qu'il y a au Mexique une plus grande tradition, par contre il est désavantagé par le fait que le prolétariat mexicain n'a ni le poids ni la force du prolétariat argentin.

(Suite à la page 4)

VIVE LES MESURES REVOLUTIONNAIRES DE GRATUITÉ DE SOINS MEDICAUX ET PROGRESSION VERS LE SALAIRE UNIQUE ADOPTÉES PAR L'ETAT REVOLUTIONNAIRE ALGÉRIEN !

Nous saluons avec la plus grande joie révolutionnaire les récentes mesures de l'Etat Révolutionnaire algérien, qui représentent un progrès très important dans la construction de structures et de relations humaines, sociales, d'Etat ouvrier.

Ces mesures sont l'expression de la progression de la révolution socialiste dans l'ensemble des pays arabes, comme conclusion de la récente guerre du Moyen-Orient et de son caractère de classe — analysé par le camarade Posadas, et comme résultat de l'influence et des liens établis avec les Etats ouvriers et concrètement l'URSS.

Elles signifient un coup profond au système capitaliste et à l'impérialisme. Elles élèvent les bases objectives pour la construction, en Algérie, d'un Etat ouvrier. Elles renforcent la nécessité et l'urgence, analysée par le camarade Posadas dans la brochure « Sur la construction du Parti Révolutionnaire en Algérie » de la construction de la direction, du parti marxiste révolutionnaire de masses et des organismes d'intervention et de pouvoir de ces dernières. La gratuité de la médecine, l'avance vers le salaire unique, est une impulsion à la sécurité de classe et aux luttes du prolétariat.

Nous appelons le PC , le PS, les organisations syndicales , a saluer ces progrès de la révolution socialiste en Algérie et à organiser partout des discussions pour leur application.

VIENT DE PARAITRE

" LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE LE NOUVEAU MAI ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN FRANCE "

Selection de textes (1972-73) **J. POSADAS**

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

LE DRAPEAU ROUGE QUOTIDIEN ET L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE

Nous saluons, camarades, la résolution du parti communiste de sortir de nouveau le DR quotidien. Nous croyons que ceci, comme les changements du 21ème congrès du PCB, est un partie nécessaire des changements à faire pour affronter la crise du capitalisme, et aussi, impulser programmatiquement et organisativement le front de la gauche au sein de l'avant garde socialiste et chrétienne de gauche.

Le DR quotidien doit faire partie de cette tâche : répondre à la discussion à l'intérieur du PS où s'affrontent diverses tendances, et, où il est possible maintenant d'aider l'avant garde socialiste à avancer dans cette lutte.

Nous pensons que le DR peut contribuer beaucoup plus à cette tâche. Par exemple, il devait faire des propositions et donner une orientation pour le conseil général du PSB. Il aurait fallu développer une série d'articles qui argumentent pourquoi les nationalisations sont le seul moyen pour parer l'offensive des multinationales et la concentration des entreprises capitalistes.

Si, maintenant, le PSB est en train de faire certaines ouvertures c'est parce qu'une discussion grandit dans ses rangs ; produit de l'influence des autres partis socialistes du monde et plus fondamentalement le parti socialiste français et chilien, et, parce qu'une partie de l'appareil sent que la route de la tripartite devient impossible et qu'ils s'embourbent.

Un élément à discuter est l'armée de métier. La bourgeoisie montre sa brutalité en voulant imposer en cachette une armée professionnelle pour préparer une répression postérieure des masses. Ce n'est pas de l'utopie et la base de cette analyse est la commune de Paris et maintenant le Chili. Il faut appeler à travers le DR, à discuter cela dans les syndicats, les usines, les organisations et les partis ouvriers, pour qu'ils fassent des résolutions et qu'ils n'acceptent en aucune manière une armée professionnelle. Ceci ne veut pas dire mêler les syndicats et les ouvriers dans des affaires qui leur sont étrangères mais au contraire, c'est empêcher que la bourgeoisie perfectionne son instrument de répression.

Avec le Drapeau Rouge quotidien, vous avez une arme nouvelle, sur la base qu'il ne doit pas agir comme un journal propagandiste, mais comme organisateur révolutionnaire. Il ne suffit pas de dire que ce gouvernement n'a aucune perspective, pour conduire le PSB à rompre avec celui-ci. C'est vrai, sinon une telle crise n'existerait pas. Elle n'est pas le produit de la crise du pétrole. Le pétrole n'est qu'un élément qui s'ajoute, et que l'on veut utiliser comme bouc émissaire.

Les nationalisations en série qui se produisent, depuis le Vénézuéla, l'Equateur, le Koweit et surtout, le Pérou, sont les causes qui contraignent le capitalisme à se concentrer pour aider à comprendre ce processus, le Drapeau Rouge, doit en discuter — pas seulement en informer. La nationalisation de la mine du "Cerro de Pasco" au Pérou, est un contre-coup face au Chili. Une entreprise — clé de l'impérialisme américain est expropriée. Tout un processus dans le monde se développe dans cette voie. Inclus le Pakistan. Pourquoi un tel processus ? mondial ? l'impérialisme perd chaque fois plus ses bases d'appui social, mais aussi sa possibilité d'expansion. Il est exproprié. Le coup au Chili n'a rien arrêté dans le monde, au contraire. Les mesures contre l'impérialisme et le capitalisme se multiplient. Il faut expliquer tout cela, pour donner confiance à la gauche socialiste dans la possibilité des nationalisations.

Donner confiance sur la base d'une analyse et de la préoccupation de vivre avec l'avant-garde ouvrière dans le monde entier. Il faut informer des grèves, des mobilisations, en les prenant comme des exemples, des expériences, des moyens de tirer des conclusions ; et cela veut dire : comment les appliquer ici ? Par exemple, la presse bourgeoisie s'efforce de dire que les mesures prises par le gouvernement en Angletere laissent tout le monde indifférent. C'est bien le contraire : les trade unions sont en train de dénoncer ces mesures et discutent la grève générale pour chasser le gouvernement de Heath et imposer un gouvernement travailliste avec un programme de nationalisations.

Il faut discuter avec les secteurs de gauche socialiste, sur la base d'une plus grande audace du PC et de ses militants. Un exemple, c'est l'occupation des ACEC de Gand. Pourquoi avoir accepté de lever l'occupation ? Les délégués syndicaux ne sont pas intervenus dans l'assemblée, avant de voter, soi disant "pour ne pas influencer". Mais pour agir comme direction, il faut intervenir en défendant le point de vue de classe ; puis c'est la classe ouvrière qui décide. A Gand, si les délégués ne sont pas intervenus, c'est parce qu'ils acceptaient de suspendre l'occupation de la fonderie. Le PC a une responsabilité là dedans. Ce n'est pas que les camarades communistes agissent contre la classe ouvrière ; mais il n'y a pas encore de clarté que la lutte aux ACEC n'est pas une simple escarmouche entre patrons et ouvriers. C'est une lutte classe contre classe entre le capitalisme, qui dans sa crise, a besoin de se concentrer et de fermer des entreprises, d'augmenter la productivité, et la classe ouvrière, qui n'est pas disposée à céder. Dans cette lutte, l'appareil du PSB intervient pour contenir. C'est à cela que sert l'intervention de Glinne. C'est aux communistes de montrer cela clairement et d'en discuter avec les militants socialistes.

Le 21ème Congrès du Parti Communiste a représenté un progrès important du point de vue programmatique. Nous l'appuyons. Mais maintenant il faut construire les organismes pour appliquer ces conclusions, faire fonctionner les cellules pour étendre à toute l'avant-garre les moyens de mener de l'avant ce programme. Il faut que le Parti fonctionne sans rien cacher. Par exemple : l'expulsion de J.M. Chauvier. Nous sommes d'accord avec cette exclusion, parce que celui-ci était de moins en moins lié aux objectifs communistes et se mêlait à des secteurs petits bourgeois anti-soviétiques qui dirigent le "comité pour une Tchécoslavaquie libre". Mais indépendamment de cela : il n'y a eu aucune discussion dans le Parti. Comment se fait-il qu'un ancien correspondant du Drapeau Rouge à Moscou, puis à Prague, puis rédacteur du "DR" est expulsé du Parti après avoir occupé une telle position ; et les militants ne sont même pas au courant. Cela montre un fonctionnement d'appareil. Ce sont les cellules du Parti qui doivent discuter de tels problèmes parce qu'il ne s'agit pas d'une personne quelconque. Il faut discuter quelles positions il défendait. Pour cela, il faut convoquer des réunions, discuter de cette expulsion et élargir les discussions au sujet du programme, élargir celui-ci.

Par exemple : quelles sont les branches d'industries, usine, par usine, qu'il faut nationaliser ? organiser une campagne pour cela. Concrètement, par exemple à Charleroi, nous proposons d'organiser entre camarades du PS, du PCB, posadistes, une campagne de meetings à toutes les sorties d'usines. Expliquer pourquoi il faut nationaliser les ACEC, appeler à la solidarité, à des discussions dans les autres usines, discuter comment exercer le contrôle ouvrier etc...

Face à la crise capitaliste : que font la FGTB et la CSC ? discuter pour avoir une prime conjoncturelle, c'est bien. Mais cela n'arrange que très peu de choses. Il faut tout un programme, qui empêche le capitalisme de porter des coups à la classe. Le PC doit proposer — comme le fait un article de P. Joye —, la semaine de 36 heures, mais aussi l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Développer une campagne pour cela.

C'est dans une intervention dynamique que le PC peut jouer un rôle important dans l'impulsion de la gauche socialiste ; celle-ci n'a pas d'assurance pour intervenir parce qu'elle n'a pas le programme pour mener le combat contre l'appareil du PSB, qui veut contenir ; le "DR" doit ouvrir ses colonnes a tous les militants socialistes, révolutionnaires, pour faire avancer le front de la gauche. Il faut élever la polémique pour les idées, l'objectivité, sans escamoter l'une ou l'autre tendance. Tel est le rôle du "DR". Il ne peut être un journal qui s'adresse à de larges masses. Mais il peut être un instrument pour organiser l'avant-garde. Le PC est un petit parti, qui peut avancer sur des bases programmatiques et de front unique. Le "DR" doit accompagner cette tâche, l'impulser, discuter pour organiser la gauche syndicale, pour aider à organiser le parti catholique de gauche etc...

Tout le progrès programmatique du congrès du PCB va s'exprimer, influencer aussi la discussion à l'intérieur du Parti Socialiste. Et c'est en avançant dans ce sens, dans l'application de ces points que vont s'exprimer chaque fois plus ouvertement, les secteurs décidés à rompre avec la politique de conciliation de la direction du Parti Socialiste.

8/1/74

LA NOUVELLE ETAPE . . .

(Suite de la page 3)

L'activité d'Echeverria conduit à la constitution d'un Etat Révolutionnaire au Mexique. S'il veut développer l'économie il va devoir étatiser. Le capitalisme va tacher d'investir des capitaux, mais dans les secteurs qui l'intéressent. Le gouvernement Echeverria, comme Péron, tâche de l'obliger à investir dans des endroits déterminés, alors que le capitalisme recherche les secteurs qui lui assurent le plus grand profit. La même chose au Pérou ; dans ce dernier pays, les Etats ouvriers ont fait des investissements plus importants que tout autre pays, capitaliste, bien qu'ils ne soient pas encore très importants. Les Etats ouvriers réalisent au Pérou des travaux qui vont servir à développer surtout l'industrie, la sidérurgie, la métallurgie du cuivre, de l'aluminium, des barrages, des usines de matériel agricole, des ports de pêche et des ports industriels. Le capitalisme ne fait pas d'investissements dans ces secteurs là. La même chose se produit maintenant avec le Mexique. Cela donne une influence énorme au secteur étatisé de l'économie centralisée. Le capitalisme ne peut pas développer dans ces pays des techniciens qui soient à son service, parce que ce développement éveille la confiance dans une nouvelle structure économique.

Les universités capitalistes ne rendent plus service au capitalisme. Les techniciens apprennent sur la base des économies des Etats ouvriers, leurs études à l'université leur permettent d'adapter cet enseignement à leur propre pays. Le capitalisme n'est donc plus en mesure de renouveler ses cadres. L'Etat ouvrier, lui, assure cette relève. C'est une des bases de notre confiance dans la sécurité du processus de l'histoire. Le capitalisme ne renforce pas son poids social. Au contraire, il rétrécit constamment sa base et se phagocyte en permanence. L'Etat ouvrier développe son poids social, bien que dans une certaine proportion (une partie seulement) le pouvoir bureaucratique augmente lui aussi comme le montrent les mesures qui viennent d'être prises en URSS à propos des héritages. A échelle mondiale, le pouvoir bureaucratique a cessé de se renforcer. Ce qui s'affirme, c'est la nécessité de la politique révolutionnaire. Entre cette mesure sur l'héritage et l'accord portant sur l'aide inconditionnelle au Vietnam, ce qui l'emporte, c'est l'accord avec le Vietnam. L'autre mesure pèse et freine mais c'est un exemple des concessions que la direction de l'URSS doit faire à la bureaucratie qui est encore puissante. Ils renforcent les droits de jouissance de la propriété privée, mais ils n'augmentent pas les droits du prolétariat ni des syndicats, ni du parti, ni l'intervention de celui-ci, ni la vie collective. Mais ils ne vont pas pouvoir accumuler grand chose avec cette résolution sur les héritages parce qu'il n'est pas possible d'accumuler de la propriété en URSS. Ce qu'ils peuvent faire maintenant, c'est transmettre une propriété par héritage alors que la constitution politique de l'URSS avait prononcé l'abolition de celui-ci maintenant, on autorise l'héritage qui est un moyen de reproduction de l'intérêt capitaliste, on assure la reproduction et la continuité, et, par conséquent, les conceptions et les méthodes bureaucratiques et le désir d'une politique qui préserve cet intérêt.

L'intérêt privé se trouve ainsi affirmé et renforcé, mais comme le processus mondial ne le favorise pas, un tel renforcement ne va pas engendrer une nouvelle bureaucratie, faire surgir de nouvelles couches bureaucratiques ou augmenter le pouvoir de celles qui existent. C'est une mesure qui maintient le pouvoir bureaucratique, mais celui-ci perd son poids social parce que dans le monde entier et localement, en URSS, ce qui augmente, c'est la nécessité de la planification, le poids de la classe ouvrière, du développement des idées, des organismes, la nécessité de la collectivisation et de la pensée communiste.

C'est la raison pour laquelle notre article du 1er mai 1973, intitulé « La Réunion du CC du PCUS, la crise du capitalisme, la lutte des classes et révolutionnaire et l'unification du mouvement communiste mondial » a eu tellement d'effet. Il pose tous ces problèmes et organise une lutte qui, loin d'être un déchirement, renforce le progrès. En effet, même ces couches bureaucratiques n'ont aucun intérêt à ce que le capitalisme leur prenne la place. Ce qu'elles recherchent, c'est un accord avec l'impérialisme pour éviter la guerre atomique, parce qu'elles ont peur, peur de disparaître. Il n'en est pas ainsi. Le capitalisme va provoquer un désastre comme il l'a déjà fait au Vietnam, au Laos, au Cambodge, au Japon, en Afrique, en Amérique Latine. Au bout du compte qui a perdu ? Le progrès de l'histoire est plus fort que tout ça. Et le progrès de l'histoire c'est la nécessité de la politique révolutionnaire.

Il faut intervenir dans toutes les discussions qui ont lieu au Mexique. Un secteur voudrait coopérativiser les « éjidos » pour renforcer le marché interne et stimuler l'intérêt capitaliste. En même temps, il se heurte à la structure de l'économie, qui ne peut pas se développer dans le cadre capitaliste et parce qu'il y a à la fois un développement énorme de la concentration de plus en plus grande de la production capitaliste et une immense augmentation de la production et de la productivité. Un secteur voudrait regrouper les coopératives, en faire des coopératives socialisantes, mécaniser, développer l'économie dans un sens qui n'est déjà plus strictement capitaliste. Ces tendances qui progressent ont une vie intérieure intense, elles discutent beaucoup. Ces secteurs vont vouloir s'en tenir là, mais d'autres, poussés par la nécessité scientifique, voudront pousser plus avant, même en partant du niveau antérieur, c'est-à-dire du sein d'un parti capitaliste.

Il faut bien voir qu'il n'y a pas d'autre Parti au Mexique et que nous ne pouvons pas attendre. C'est maintenant qu'il faut résoudre. Tout le processus mondial aide à dégager, élever et développer des tendances qui veulent progresser vers des msures socialistes.

J. POSADAS.
15 Juillet 1973.

LETTRE A LA SECTION FRANÇAISE SUR LA SIGNIFICATION DE LA GRÈVE DE LIP ET LA SITUATION DU CAPITALISME EN FRANCE 22 août 1973 **J. POSADAS** *(voir pages centrales)*

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 12e ANNEE 18 JANVIER 1974 N° 206

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Dans ce numéro (page 4)
LA CENTRALISATION ANTICAPITALISTE DES PARTIS COMMUNISTES ET LA PROCHAINE CONFERENSE EUROPEENNE A BRUXELLES

POUR L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL!

LES ASSEMBLEES «LIBRES» DU PSB, LA RADICALISATION DU MOC ET LE FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE.

EDITORIAL

L'approfondissement de la crise du capitalisme belge, comme une partie du capitalisme européen et mondial d'une part, les luttes incessantes de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population exploitée du pays d'autre part, exercent une énorme pression sur le PSB, font trembler toutes ses structures. Il est obligé de répondre non seulement pour essayer de donner une réponse globale face à la crise du capitalisme mais aussi pour répondre à la pression de l'avant garde socialiste, des militants socialistes qui sentent la nécessité d'intervenir avec des positions anticapitalistes. Voilà pourquoi le PSB multiplie les "Assemblées libres" à travers tout le pays, dans lesquelles Cools parle un langage de "gauche", remet en question les sociétés multinationales le système capitalistes et pose la nécessité de développer le secteur public. Mais cette position est inconciliable avec la participation du PSB au gouvernement. Et cela, Cools ne l'a pas mis en cause.

Ces changements dans l'attitude, dans les déclarations des dirigeants socialistes ne sont pas seulement des manoeuvres parlementaires et électorales. Elles sont le résultat de la discussion intérieure dans le PSB, du rejet par les ouvriers socialistes, l'avant garde socialiste de voir le PSB maintenir une politique de collaboration de classes dans le gouvernement tripartite. Elles sont le résultat de toutes les grèves et mobilisations incessantes de la classe ouvrière et des masses. Il ne se passe pas un jour sans un mouvement de grève, un arrêt de travail, une occupation de batiment. Les grévistes d'une petite usine de reparation de camions ont décidés de faire des réparations gratuites pour ne pas entraver le travail des camionneurs, et ont proposés aux propriétaires de verser de l'argent au comité de grève. Aux ACEC de Gand, malgré les 52 % qui voulaient poursuivre l'occupation, celle-ci a été levée. Mais la décision combative, la volonté anticapitaliste des ouvriers n'a pas été ébranlée. Ils sont sortis de l'usine le poing levé. Cela est possible parceque le sentiment général de toute la classe ouvrière, des masses exploitées du pays est anticapitaliste, remet en question toutes les structures de la société.

La réponse que donne les directions du mouvement ouvrier est très limitée, par rapport aux possibilités et aux nécessités. Les "Assemblées libres" organisées par le PSB ouvertes à toutes les tendances, doivent devenir effectivement des assemblées de front unique de toutes les tendances anticapitalistes et révolutionnaires pour discuter un programme ouvrier, pour faire face à la crise du système capitaliste.

La solution au problème des ACEC, de l'énergie est : Nationalisation sous contrôle ouvrier de l'énergie, et de tous les secteurs clefs de l'économie. Il faut discuter cela dans les assemblées. Mais pour réaliser ce programme ; il est indispensable de s'appuyer sur la mobilisation de la classe ouvrière, des masses.

Il ne s'agit pas seulement d'obtenir une majorité électorale pour faire gagner la gauche en Belgique, comme cherche à le montrer Cools dans ces interventions. Pour cela, il montre que l'on ne peut pas prendre l'exemple de la France, de l'Union de la gauche socialiste et communiste pour l'appliquer ici, parceque en Belgique le PSB représente à lui tout seul 61 sièges de l'électorat et le PC 5.

Mais l'unification avec le Parti Communiste est indispensable en Belgique également et pas pour obtenir une majorité électorale contre la droite, mais pour intervenir avec des idées ; analyses marxistes, avec une préparation politique, et parceque le PC représente une des tendances qui centralise l'avant garde ouvrière du pays.

Pour cela, nous appelons le PC a être présent dans ces assemblées, pour défendre la nécessité de l'union de la gauche, avec un programme anticapitaliste de nationalisations, de contrôle ouvrier. Il est indispensible que le PC soit présent et intervienne dans ces assemblées libres. Le PC critique le PSB qui refuse de réaliser le rassemblement des progressistes parcequ'il maintient une discussion d'appareil, avec la direction socialiste. Mais il faut que le PC participe à ces assemblées, pour s'adresser à l'avant garde socialiste, qui attend du PC une intervention dirigeante. Alors que l'opportunité s'offre pour intervenir dans la crise de croissance du PSB, le PC n'en profite pas. La gauche

Suite page 3

Campagne Mondiale pour la libération de Itala de Maman Flores et tous les emprisonnés politiques en Bolivie !

Nous informons ci-dessous des prises de position dans plusieurs pays, en faveur de la libération de la camarade Itala de Maman Flores, et de tous les emprisonnés politiques en Bolivie, ainsi que pour la défense des droits démocratiques masses boliviennes.

EN ARGENTINE

A LA PLATA – BUENOS AIRES : ont pris position :

- *le Centre des Etudiants de Médecine*
- *le centre des étudiants de Droit*
- *le centre des étudiants de sciences naturelles*
- *le Front Révolutionnaire de Libération*
- *Front étudiant des Ingénieurs en Technologie*
- *Frange Mauve*
- *410 signatures de membres de l'Université Nationale*
- *Commission pour la liberté des prisonniers politiques et syndicaux de Bolivie*
- *Association "Souveraineté ou la Mort", du Mouvement péroniste*

A TUCUMAN

- *la direction de la faculté régionale de Tucuman d'université technologique*
- *centre de droit*
- *Jeunesse Universitaire péroniste (J.U.P.)*
- *réunion plénière de La FOTIA (fédération des ouvriers travailleurs du sucre) avec des délégués venant de toutes les sucreries de la province.*

MENDOZA :

le MUDEM (mouvement unifiè des étudiants de médecine), une pétition signée par des médecins de la polyclinique "Eva Peron" Mendoza.

SANTA FE :

des intellectuels, des professionnels, des écrivains, l'ex-gouverneur.

EN ITALIE

Les trois Centrales syndicales : CGIL (communiste), CISL (socialiste) UIL (catholique).
La Ligue des Droits de l'Homme,
Chambre du Travail.

LETTRE A LA SECTION FRANÇAISE SUR LA GRÈVE DE LIP ET LA SITUATION DU CAP

22 Août 1973

PRESENTATION

Cet article de J. Posadas est d'une entière actualité au moment de l'importante victoire de la classe ouvrière de France à LIP. Cette victoire est le résultat, non seulement du mouvement des travailleurs de LIP, mais de tout le progrès du front unique révolutionnaire des masses, de toute la population, affirmé dans la grève générale du 6 décembre 73 et dans les mobilisations du prolétariat de toute l'Europe face aux coups que la bourgeoisie essaie de porter. Posadas analyse dans cet article, qu'on peut profiter, beaucoup plus que ne le font les PC et les PS, de la crise de décomposition du capitalisme pour imposer le critère du prolétariat. C'est une expérience très importante pour les luttes en Belgique, où la politique de concertation — telle qu'elle se déroule actuellement aux ACEC par exemple — conduit à l'impasse ; et il faut discuter et appliquer les mêmes méthodes de lutte pour triompher du capitalisme.

Chers camarades,

Il y a à bref délai en France la perspective d'une crise assez sérieuse au sein du gouvernement. La lutte de classes s'aiguise, bien qu'elle se développe encore d'une manière générale, très générale. Cependant, la grève de Lip montre la disposition d'esprit de la population : il ne s'agit pas seulement du prolétariat, mais de l'ensemble de la population. La persistance de la grève, l'insistance des grévistes à trouver une solution sans tenir compte des propositions intermédiaires, indique la profondeur de la volonté de lutte de l'ensemble des masses. Elle s'exprime aussi dans l'activité, la discussion et la lutte en cours dans le Parti Communiste. Le gouvernement actuel n'est pas capable de répondre aux luttes qui s'annoncent ; il manque de souplesse.

Un secteur bourgeois cherche à négocier

Les luttes en France, la grève de Lip montre un niveau très élevé, une persistance, une compénétration très profondes. C'est pour cette raison que le Figaro donne un avertissement à la bourgeoisie : « il ne faut pas réprimer, il faut négocier ! », « il ne s'agit pas d'une grève parmi tant d'autres, car ce qui est en cause n'est pas Lip mais une situation, une structure en mouvement qu'il faut couper. Il faut placer au gouvernement des gens capables de le comprendre ». Le Figaro cherche à exercer le rôle d'un gouvernement au-dessus de celui en place, d'éduquer une couche de la bourgeoisie. Cette situation, très riche, très belle, indique un très grand progrès de la lutte révolutionnaire à échelle mondiale. Le Figaro fait pression, cherche à influencer le gouvernement et la bourgeoisie pour mettre à la direction des ministres, des politiciens, des dirigeants, capables d'être souples dans une situation où il ne s'agit plus de dire « ou moi, ou rien », mais où il faut au contraire céder. En passant, le Figaro encourage la négociation avec l'URSS.

Pour que Lip — une si petite usine — produise de tels désaccords au sein du gouvernement, il faut que l'impulsion dépasse la force de contention. Lip représente une très grande impulsion, qui dépasse la capacité de cohésion d'un gouvernement que seule unit sa peur de la classe ouvrière.

C'est une situation qu'ils ne contrôlent pas, qu'ils ne dominent pas, alors que les ouvriers élèvent leur intervention dans la lutte de classes. La bourgeoisie voit comme plus important encore que Lip, le danger du Parti Communiste, comme direction centralisée qui généralise. Lip, en soi, a une très grande importance parce que cette lutte exprime le niveau atteint par le prolétariat, dans le monde et en France, qui veut prendre le pouvoir.

Le Parti Communiste soutient et maintient cette lutte parce que lui aussi est obligé de répondre à la situation, mais sous forme de direction centralisée, qui généralise rapidement le moindre progrès. Cela ne veut pas dire qu'il va adopter n'importe quel progrès, parce qu'il n'agite ni méthodes, ni positions, ni un programme immédiat de lutte contre le capitalisme. Mais le cours même de la lutte va l'obliger à approfondir, sans pour autant qu'il arrive à des conclusions révolutionnaires. Cette attitude se combine à celle des Soviétiques qui, sans vouloir la révolution, ne veulent pas non plus de statu quo.

La déclaration d'Edgar Faure, il y a quelques semaines, contre la poursuite de l'armement atomique de l'impérialisme français, démontre l'existence d'un sentiment pessimiste, au bord du défaitisme. Ce n'est pas encore du défaitisme, mais c'est un pessimisme qui en est très proche. Edgar Faure dit au fond : « de toutes façons, quoi que nous fassions, nous perdons ! de toutes façons ! Et si nous disposons de la bombe atomique, ça n'aura aucune importance : si nous excitons les Soviétiques, ils vont nous écraser ! Si nous n'en avons pas, c'est la même chose. Si nous avons beaucoup de bombes atomiques, nous allons dépendre de toutes façons des Yankees et c'est la même chose ». C'est un jugement central, auquel la bourgeoisie est conduite parce qu'elle voit que l'histoire va à une définition cyclique. Ce n'est pas le jugement d'un dirigeant politique qui détermine une politique parlementaire, électoraliste, pour aujourd'hui ou pour demain, NON ! C'est le jugement d'un des dirigeants de la bourgeoisie qui dit : « nous avons perdu ! En attendant, voyons ce que nous pouvons faire ! » Cela montre qu'ils n'ont pas de perspective.

Edgar Faure est l'un des représentants les plus « distingués » du capitalisme français. Il ose faire cette déclaration pour lancer un avertissement à tous les autres. Personne ne la lui a reprochée, il n'a été ni expulsé, ni frappé, ce qui montre que ce n'est pas une analyse, une conclusion résultant d'intérêts, de déductions ou de conclusions personnelles. Ce sont des jugements de classe, qui ne sont pas issus de la bourgeoisie française, anglaise ou nord-américaine. Ce n'est pas la conclusion d'un interprète politique : c'est le jugement d'un dirigeant de la classe capitaliste en France, qui, du fait de sa fonction, et de sa place dans le régime peut regarder, voir ce qui se passe et déclarer ce que le chef du gouvernement, qui est au-dessus de lui, ne peut pas ou ne veut pas dire, ou même n'est pas en mesure de percevoir. Même s'il le perçoit, il est dans l'impossibilité de le communiquer, alors qu'Edgar Faure, lui, peut parler.

Quand, placé à un échelon aussi élevé dans le capitalisme français, Edgar Faure en arrive à faire une telle déclaration, c'est parce qu'au sommet, dans les couches moyennes et à la base des cadres dirigeants du capitalisme, il existe un sentiment de panique : ils ne savent pas où les conduit le futur !

Edgar Faure le dit, mais il n'est pas le seul à le penser. Il peut le dire plus ouvertement parce que grâce à ces déclarations, il espère obtenir la limitation des investissements consacrés à l'armement atomique, de façon à consacrer plus de capitaux à la consommation intérieure et contenir ainsi la lutte de classe en France, freiner le prolétariat et le Parti Communiste. Il espère concurrencer le Parti Communiste Français sur le plan économique et social et arriver à des arrangements avec l'Union Soviétique, en faisant des sourires à Brejnev, aux Chinois, pour voir si, par ce moyen, ils peuvent encore tenir le coup un moment.

Cette déclaration est l'expression de la tendance au pessimisme du capitalisme français. Ce n'est pas un dirigeant quelconque qui la fait : c'est le président de la Chambre des Députés.

Le capitalisme français montre par ses côtés les plus faibles — Lip d'un côté, Edgar Faure de l'autre — qu'il n'a pas la décision, parce qu'il n'a pas d'autorité sociale pour faire face aux problèmes posés par cette étape de l'histoire. Lip n'est pas quelque chose de nouveau. Mais en ce moment on discute de Lip en Angleterre, en Italie, en Belgique, en Hollande, en Amérique Latine. Lip est petit, mais on en discute partout, même si dans le passé, il y a eu des cas semblables. En Argentine, les ouvriers pendant des mois ont occupé des usines, ont produit et ont vendu. En Uruguay, les ouvriers ont occupé l'usine de pneumatiques FUNSA et ont vendu les pneus. En Angleterre, les ouvriers de la CLYDE ont occupé pendant longtemps les chantiers : ils ont reparé et construit des bateaux. En Belgique, les dockers d'Anvers ont essayé de faire la même chose. En Emilie Romagne, il y a une usine qui est occupée depuis plusieurs mois et qui fonctionne sous contrôle ouvrier.

Quad il y a une telle ramification de faits, qui se soutiennent et communiquent entre eux, quand un mouvement comme celui de Lip, attire tellement l'attention de toute l'Europe et aussi de l'Amérique Latine, c'est que l'avant-garde ouvrière et les cadres et secteurs, attirés et dirigés par celle-ci, qui se trouvent dans le prolétariat, la paysannerie, et la petite-bourgeoisie, se préparent pour un saut. Ils ne vont pas attendre les élections pour mettre en échec la bourgeoisie. Eux tous ont voté pour le Parti Communiste, pour le Parti Socialiste, pour le Parti des masses. Mais avec cette attitude ils montrent qu'ils se disposent à intervenir pour transformer et diriger la société. Ils sont en train de dire que le capitalisme est inécessaire : il ne joue aucune fonction nécessaire dans la production.

Il faut prendre cet événement de Lip avec toute la portée historique, de l'avertissement et de la signification qu'il exprime. Ce qu'il veut dire, c'est que l'avant-garde prolétarienne qui entraîne la petite-bourgeoisie et l'ensemble des masses, se disposent à exercer la direction du pays. C'est la raison des précautions que prend le gouvernement, qui n'est pas déterminé parce qu'il s'attend à des grèves et des mouvements. Pourquoi ne reprime-t-il pas comme auparavant ? C'est parce qu'il sent qu'un secteur très important de la petite-bourgeoisie est en train d'observer la capacité du prolétariat de diriger, d'organiser, et de décider et va les suivre. Edgar Faure dit la même chose. Quand il pose que la bombe atomique ne sert à rien et qu'il faut investir l'argent ailleurs, c'est qu'il voit qu'un secteur très important de la petite-bourgeoisie — qui a un poids social décisif — est en train de voir que c'est le prolétariat, et non le capitalisme, qui dirige la société au travers des Partis Communiste et Socialiste et des syndicats. C'est aussi pour cela qu'Edgar Faure dit à ceux qui veulent reprimer Lip : « Attention! Regardez dans quelle situation nous nous trouvons ! il faut un arrangement ! il faut chercher une nouvelle politique ! Une politique pour défendre le capitalisme mais sans exagérer. Cédons ! » C'est la signification de la déclaration d'Edgar Faure. Ils sont en train de chercher une politique de compénétration du côté bourgeois vers l'Etat Ouvrier, vers le mouvement ouvrier. Ce n'est pas une politique de réformes, mais de compénétration.

Il faut comprendre la profondeur de cet événement : quand un haut dirigeant du gouvernement français dit : « A quoi nous sert la bombe atomique ? » Cela veut dire : « Il faut changer de politique ! » Ils voient que le capitalisme, représenté par l'impérialisme yankee, se prépare à décider l'épreuve de force historique au moyen des armes atomiques, de la guerre atomique. Et cette épreuve de force historique c'est : capitalisme ou socialisme.

Il ne s'agit pas d'une manœuvre d'Edgar Faure ; c'est une déclaration d'avertissement. Avec Lip, le gouvernement français agit avec précaution pour ne pas provoquer une réaction des ouvriers ou de la population qui puisse faire intervenir toute celle-ci et qui puisse être le commencement d'un Mai, qui cette fois finirait en un 7 novembre ! C'est cela la peur du capitalisme et le fond de ce processus. C'est l'étape à laquelle nous nous trouvons.

L'époque actuelle reflète la tendance, le désir d'une immense couche de la petite-bourgeoisie de renverser le système capitaliste, de le condamner, de réagir contre lui. La petite-bourgeoisie, veut, sous une forme ou sous une autre, manifester son désir de s'opposer au système capitaliste. En raison de son attitude individualiste, elle ne se sent pas attirée par la vie de Parti. Mais il faut bien voir aussi que les Partis ne se montrent pas assez sûrs pour la gagner. Avec plus d'assurance, les partis l'auraient gagnée. Si les partis ouvriers, communistes et socialistes, qui regroupent les grandes masses, avaient mené, et menaient maintenant une politique révolutionnaire, ils gagneraient toute la petite-bourgeoisie. Celle-ci ne serait pas amenée à passer par l'intermédiaire des groupes dits « révolutionnaires ». Cependant, ces groupes continuent à exister, mais ils restent petits.

Ce qui avance de manière complète, d'une manière graduellement de plus en plus élevée, c'est la lutte organisée des masses qui cherchent à se concentrer dans les syndicats et les partis ouvriers pour renverser le système capitaliste, lui disputer le pouvoir et progresser vers des mesures, des formes d'activité et d'organisation qui tendent à remplacer le système capitaliste ou à le renverser. C'est l'exemple de Lip, du Chili, de toute l'Amérique Latine où les masses, spontanément, occupent la place du patron dans l'entreprise, occupent l'usine et la font fonctionner, mieux qu'avant.

Ce qui augmente et c'est remarquable dans l'histoire, c'est le progrès en élévation et en extension, de couches entières de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, de paysans. Ils remplacent le patron à la direction de l'entreprise, la font fonctionner et distribuent mieux que cela ne se faisait auparavant. Ces actions s'accompagnent en même temps de l'expression de sentiments communistes : la distribution est organisée de manière équitable. Chez Lip, comme en Argentine il y a des années, comme en d'autres points d'Europe aussi, on distribue les salaires en fonction de ce que le travailleur nécessite, on élimine les grades, les différences, la hiérarchie. L'égalité de tous les travailleurs est fonction de la production. Sans qu'on en soit arrivé encore à l'Etat Ouvrier, bien que ces mouvements restent petits, c'est une tendance qui se dégage et s'élève de plus en plus de toutes les luttes du prolétariat, une tendance qui recherche l'égalité, la rémunération en fonction des besoins et non de la capacité.

Lip et la crise de croissance du PCF

Avant même d'être dans l'Etat Ouvrier, avant d'avoir atteint l'abondance qui permet de distribuer à chacun selon ses besoins, le prolétariat distribue et exerce son rôle en fonction de ce critère. Ce n'est pas encore l'ensemble de la classe qui agit de cette manière, mais ce ne sont pas non plus de petits groupes, de petits secteurs.

SIGNIFICATION DE LA TALISME EN FRANCE

J. POSADAS

Il s'agit de couches importantes même si certaines, de par leur rôle dans la production, ne sont même pas parmi les plus représentatives. C'est le cas chez Lip. Dire que ce ne sont pas les secteurs les plus représentatifs signifie qu'ils ne vivent pas pleinement la vie de la classe, qu'ils n'ont pas une activité qui leur permette d'élever leur conscience, de sentir et d'exprimer ce qu'est le prolétariat, dont la conscience repose sur le fait qu'il est la clef de l'économie. La fabrication des montres n'est pas cette clef. Sans être des secteurs marginaux, ils sont quand même éloignés des centres qui décident. Où ces secteurs puisent-ils une telle décision ?

Il est vrai qu'il existe en France un Parti Communiste et un Parti Socialiste puissants. Mais les ouvriers ont agi avant que les partis ouvriers ne les appuient, ne leur communiquent leur adhésion, les stimulent. Les ouvriers l'on fait avant ! C'est le produit de l'influence de la révolution mondiale. C'est l'effet du poids sans cesse croissant de la révolution. Il en est de même chez Lip que chez les paysans et c'est ce qui détermine le cours actuel de l'histoire. Lip ne surgit pas de la décision d'un ensemble d'ouvriers, Lip se produit parce que le monde entier est mûr pour le communisme. Lip ne surgit pas dans un coin isolé : il surgit de tout un processus dans lequel ce comportement est la norme commune. Telle est la conduite, la volonté, la façon de penser, le niveau de décision, des masses du monde entier et de France aussi. Sans cela, Lip ne pourrait pas avoir lieu.

La crise du système capitaliste est une crise de destruction, alors que celle du Parti communiste va vers l'organisation d'une nouvelle direction. Marchais doit faire tout ce qu'il fait actuellement, pour vaincre une résistance immense au sein même de son propre Parti. S'il est vrai que le PC accorde tellement d'importance à Lip, comment se fait-il que d'autres membres de la direction du PC n'interviennent pas ? Pourquoi n'y a-t-il pas de réunions, de conclusions, de résolutions ? Pourquoi le Parti communiste ne fait-il pas une campagne d'agitation au lieu de se cantonner, comme il le fait, dans un demi-silence ? Ce n'est pas le fait d'un manque d'aptitude ou de capacité, mais l'effet de la lutte interne. Même ainsi, les positions de Marchais sont très limitées. Ce ne sont pas des conclusions qui tendent à élever la compréhension de ce qui se passe et l'intervention dans cette situation. Ce sont des explications très générales. Puisque la lutte de Lip montre en particulier que les ouvriers veulent prendre et faire fonctionner l'usine, la conclusion la plus facile à poser est son étatisation sous contrôle ouvrier. Charbonnel propose, pour freiner, de créer une coopérative, et se rapproche donc de la position de l'étatisation. Il donne évidemment une conclusion qui reste dans le cadre de l'orientation capitaliste, mais de toutes façons, mettre Lip en coopérative ne renforce pas le système capitaliste.

Les réactions au sein du gouvernement sont très profondes, et c'est la raison pour laquelle ils proposent, pour contenir, une coopérative. Alors, puisque la crise est si profonde, pourquoi le Parti Communiste n'intervient-il pas ?

Si le gouvernement intervient avec une telle importance, c'est parce qu'il sent la profondeur du processus. Il ne s'agit pas de Lip mais de ses répercussions dans toute la population, dans la petite-bourgeoisie. Les grèves de solidarité avec Lip sont très limitées mais plus importantes. Elles touchent toutes les régions de France, mais à chaque fois il s'agit de 500, 1.000, 1.500 travailleurs, d'une heure, d'une demi-heure. Il ne s'agit pas d'une mobilisation pour Lip et ces luttes ne sont pas prises comme centre pour l'organisation d'une étape supérieure, mais pour essayer de frapper le gouvernement pour l'amener à céder. Cela ne veut pas dire que les conditions pour le faire ne soient pas réunies, mais il y a lutte au sein du PC.

Dans le Parti communiste, comme dans le Parti socialiste, il y a un secteur qui s'oppose aux mobilisations. Sinon, en tant que Parti, et au nom de l'Union de la gauche, ils organiseraient une mobilisation qui aurait un écho immense. Pour le moment, ce sont de petites mobilisations. Cette situation fait partie de la crise des Partis communistes.

L'essentiel de cette crise, de sa phase présente, c'est que dans le capitalisme il n'y a pas de solution pour des mouvements comme celui de Lip. Il n'y a pas d'autre solution : système capitaliste ou socialiste. Comme les partis ouvriers ne sont pas disposés à prendre le pouvoir, il faut donc proposer des mesures qui avancent dans ce sens là, c'est-à-dire l'étatisation. Le capitalisme est dans une situation qui ne lui permet pas de répondre à une série de problèmes, de crise, de son propre système. Il ne peut plus le faire. Il y arrive encore dans les grandes entreprises parce que celles-ci sont capables d'affronter la concurrence, et c'est tout.

Il faut rejeter la proposition de mise en coopérative. Il faut exiger l'étatisation sous contrôle ouvrier avec financement par l'Etat, et expliquer pourquoi. La coopérative est, pour le capitalisme, le moindre mal. Elle tend à créer toutes les conditions pour que l'expérience échoue en très peu de temps. Pour être concurrentielle, surtout dans le cas d'une usine de montres, la coopérative aurait besoin de beaucoup de crédits, d'un grand appui financier, car il lui faut concurrencer d'autres firmes qui sont très puissantes en France, en Suisse, en Allemagne. Lip serait brisée, écrasée tout de suite. Le capitalisme propose cette solution pour pouvoir dire ensuite : regardez, combien les ouvriers sont incapables ! Le prolétariat connaît tout cela et n'en est pas affecté, mais la petite-bourgeoisie qui intéresse la bourgeoisie pourrait en ressentir le coup, coupant toute tendance à chercher la solution du côté des mesures étatisantes. Tel est le but de cette mesure, qu'ils auraient aussi bien pu proposer plus tôt. Ils ont cherché à éluder.

A la suite de l'occupation, ils n'ont pas réprimé comme ils auraient dû chercher à le faire. Ils auraient pu, par exemple, faire poursuivre tous les ouvriers pour violation de domicile, usage indû de la propriété, vol, abus de confiance. Ils en avaient assez pour faire condamner chacun à cent ans de prison. Ils n'osent même pas monter un procès et proposent une coopérative ! Ils admettent donc, juridiquement, qu'en cas de conflit syndical, il est légitime d'occuper l'usine, de produire, de diriger, de s'emparer des matières premières et de les utiliser sans que ce soit du vol. De telles conclusions juridiques ne sont pas codifiées mais le capitalisme les accepte.

Il faut proposer l'étatisation sous contrôle ouvrier en expliquant pourquoi il ne s'agit pas d'autogestion. Sans entrer en conflit ou en dispute avec ceux qui la proposent, il faut leur montrer que ce n'est pas la solution correcte, et à ceux qui acceptent la coopérative, il faut montrer que ça ne sert à rien. Il faut expliquer, ne pas se contenter de dire : « ou vous faites ça ou vous êtes des traîtres ! » Il faut donner des explications, des explications, des explications. Il s'agit d'une discussion sur une phase nouvelle du mouvement, aussi faut-il démontrer que pour résoudre tout conflit du travail, la seule solution est l'étatisation qui renforce et élargit le programme de l'Union Populaire. Il ne faut pas limiter celle-ci à la perspective parlementaire ou aux résolutions des directions politiques, mais montrer que les ouvriers eux-mêmes cherchent à impulser dans le sens de la recherche de solutions extra-parlementaires.

La bourgeoisie ne peut comprendre ce processus, dans la mesure où elle se base sur des intérêts égoïstes, sur la propriété privée et sur la peur des ouvriers. Elle pense que lorsque ceux-ci ont faim, manquent de tout, ils ne font ni mobilisations, ni assemblées. Telle était la vieille conception bourgeoise pour interpréter les grèves. Le capitalisme continue à vivre à cette époque, avec cette mentalité ; il ne voit pas que l'humanité est déjà influencée non par la classe ouvrière de tel ou tel pays, mais par les Etats Ouvriers, forme matérielle organisée du marxisme. La classe ouvrière fait tout cela à travers ces Etats où une conduite humaine supérieure s'est déjà généralisée.

Un des syndicats les plus importants de policiers en France, vient de publier un communiqué en défense de la grève des ouvriers de Lip. C'est une désintégration du système capitaliste, une élévation du rapport de forces favorable à la révolution. Ce communiqué d'approbation de la grève et de l'occupation de l'usine est une approbation des méthodes, des décisions, de l'activité contre le système capitaliste. Tout comme la crise de l'Eglise et celle de l'armée, cela montre combien les organes de ce système s'affaiblissent, l'obligeant à devoir compter chaque fois moins sur ses propres organes de répression.

Tout cela peut signifier aussi le danger de voir les directions ouvrières concilier et contenir les luttes. Mais notre conclusion est autre, à savoir que tout cela indique l'influence de la révolution sur les appareils de l'armée, de la police qui ne voient plus le capitalisme comme le maître capable de se maintenir. Cela s'exprime à l'intérieur du Parti Communiste.

Il n'y a en France aucune perspective pour des groupes indépendants des centres de la révolution. De là, la crise de « Rouge ». Seuls peuvent avoir vie et perspective ceux qui alimentent théoriquement les progrès des directions de la révolution, préparant ainsi leur propre incorporation comme direction. Tous les autres s'effondrent. Il existe un processus mondial en ascension ininterrompue dont le trait essentiel est l'autorité mondiale de la révolution ,du socialisme, des Etats Ouvriers et des progrès que fait chez eux le besoin d'une discussion scientifique permanente et généralisée.

Les groupes intermédiaires n'interviennent pas dans la révolution comme direction, parce qu'ils ne s'en sentent pas capables. Ils déambulent pour arracher cadres, militants et gens, stagnent se dissolvent et voient leur crise intérieure s'approfondir dans la mesure où ils n'ont ni programme, ni politique. Ils n'ont aucune capacité de prévision, et ne suivent pas un cours logique. Ils poursuivent une activité au jour le jour, empirique, sans objectif programmatique, sans politique, ni tactique, dans la mesure où ils n'ont aucune compréhension théorique. Ils se trompent en conséquence sur l'analyse des Etats Ouvriers et des Partis communistes qui sont la clé de l'histoire. Or, on ne peut apprécier celle-ci si on se trompe sur cette analyse.

La régénérescence partielle s'élève continuellement. Elle exige dans une étape déterminée des changements, des transformations dans la direction des Partis communistes. Ni les uns, ni les autres n'ont été préparés parce qu'il n'y a pas de discussion, ni politique, ni programmatique, ni théorique. Tout se fait de façon empirique. Cependant, les progrès s'expriment entre autres dans les attitudes de Marchais. N'a-t-on pas vu le secrétaire général du Parti Communiste se rendre à de petits meetings pour défendre Lip !...

La crise du P.C. continue. Ce n'est pas une crise de désintégration, mais de croissance qui se développe sous la forme de la régénérescence partielle. Les partis communistes reprennent de façon inconstante, incohérente, sans assurance, les principes nécessaires au mouvement communiste mondial. Ils doivent reprendre les réponses, les organismes, les positions, les objectifs nécessaires au progrès de la révolution socialiste mondiale et de la construction mondiale du communisme. Cela signifie : régénérescence partielle. Cela est en train de promouvoir dans les Partis communistes des discussions, une vie et des relations intérieures qui stimulent des cadres et homogénéisent, régularisent ces conquêtes et ces progrès.

Nos textes, l'intervention de nos équipes et partis sont, dans ce processus de l'histoire et ces progrès, un facteur nécessaire et irremplaçable, tant mondialement qu'en France.

22 août 1973 J. POSADAS

EDITORIAL

Suite de la page 1

socialiste observe le PC et sent qu'il n'agit pas comme une direction révolutionnaire. Entre autres dans le problème des ACEC. Les militants syndicaux ont pris une position défaitiste en donnant leur démission collective comme délégation syndicale. L'avant garde communiste et socialiste condamne cette attitude de faiblesse face au patronat. Au moment où Westinghouse attaque sérieusement le droit au travail, la dignité humaine des travailleurs des ACEC la démission collective de la déléguation syndicale ne donne pas les bases pour une défense centralisée des intérêts de la classe ouvrière. Cela provoque une rupture de la centralisation de la classe ouvrière et une certaine confusion dans l'avant garde.

Le mandat de délégué syndical n'est pas un objet dont le délégué peut disposer comme il en a envie. Les délégués sont élus par les travailleurs, et n'importe quelle décision doit être soumise aux assemblées générales qui décident toute action à envisager. La délégation syndicale est seulement le porte-parole des décisions des assemblées. Elle sert d'intermédiaire, entre les ouvriers et le patron. Le vote des ouvriers des ACEC de Gand pour continuer la lutte est un exemple pour les camarades communistes qu'il ne faut en aucun cas se soumettre à la structure arriéré, bureaucratique du syndicat.

Nous appelons le PC à intervenir partout pour donner une analyse marxiste, et agir comme direction. A discuter sur quelles forces s'appuyer pour organiser le front de la gauche. Comment faire avancer le front de la gauche ? Sur la base de quel programme ? Ils ne suffit pas de faire des critiques au PSB, à la direction du PSB qui refuse le front de la gauche. Tant que le PC maintient la liaison avec l'appareil socialiste, les appels resteront sans réponse. Par contre, quand le PSB commence à organiser des assemblées "libres" dans lesquelles participent les militants socialistes, le PC n'y participe pas. Ces assemblées, même avec leur fonctionnement démocratique limité, doivent être utilisées comme une tribune par le PC pour s'adresser à toute l'avant garde socialiste. Il faut s'appuyer aussi sur la gauche chrétienne pour réaliser l'union de la gauche, et sur les récentes déclarations du MOC en préparation au prochain congrès. Le MOC pose le rejet du système capitaliste, et la nécessité de lutter pour une nouvelle société socialiste et démocratique. Voilà encore des points d'appui très importants pour la réalisation du rassemblement des progressistes.

Le 14/1/1974

LA CENTRALISATION ANTICAPITALISTE DES PARTIS COMMUNISTES ET LA PROCHAINE CONFERENCE EUROPEENNE A BRUXELLES.

Il y a un approfondissement de la préoccupation des Partis Communistes dans leur préparation pour faire face au capitalisme.

Dans les réunions successives des Partis Communistes, que ce soient ceux d'Europe, ou les 67 partis qui se sont réunis en Tchécoslovaquie, les discussions se sont orientées en fonction de cela. Par exemple, Ponomariev, dans la réunion de Prague, déclare que : "l'impérialisme continue à intensifier la préparation matérielle de la guerre et un réarmement fiévruex est l'une des principales manifestations de l'effort déployé par les forces de l'impérialisme, de la guerre, pour arrêter l'offensive des forces de la paix et du socialisme". Cette réunion des 67 Partis Communistes, pour discuter les objectifs de la revue "Problèmes de la Paix et du Socialisme" fait partie du besoin qu'ont les partis communistes d'unifier leurs programmes, leurs politiques, leurs tactiques, leurs actions, face au capitalisme.

Il y a un approfondissement dans leur préoccupation de comprendre ce processus et d'y intervenir. Dans la réunion d'Essen, dont l'objet était de discuter les problèmes des travailleurs émigrés, les PC posent la conclusion suivante : "il est souhaitable de mener des actions communes, d'améliorer la coopération des syndicats, il est nécessaire de faire un front unique. Ces objectifs ne peuvent être atteints que par la lutte de la classe ouvrière contre le grand capital. Ils nécessitent le renforcement des luttes et des activités nationales et en même temps l'intensification de la coopération internationale dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien".

Les Partis Communistes voient le développement de la crise du régime capitaliste, qui s'exprime actuellement à travers la crise de la monnaie, le pétrole, l'inflation, la récession, la vie chère et le chômage, et qui cherche, pour pallier à cette crise, à préparer l'affrontement avec la classe ouvrière. Les PC voient cela, et cherchent à se préparer pour y donner une solution. Pour cela, il y autant de réunions, des PC d'Europe capitaliste, et du monde entier.

Le seul fait de convoquer la conférence européenne des PC d'Europe capitaliste à Bruxelles, qui est le centre de fonctionnement de la bourgeoisie du Marché Commun et de l'OTAN, montre que les PC veulent apparaître comme une alternative, comme un pôle d'attraction.

Dans sa crise, le capitalisme se voit chaque fois plus dans l'impossibilité d'assurer de nouveaux cycles de développement, le système se rétrécit dans sa concentration, qui lui donne d'une part un pouvoir économique plus grand, mais de l'autre restreint chaque fois plus sa base sociale d'appui. Le camarade J. Posadas appelle les Partis Communistes à s'appuyer sur ces conclusions pour établir un programme pour l'Europe, qui puisse s'étendre au reste du monde, et qui inclut l'échelle mobile des salaires, des heures de travail, la garantie de l'emploi, l'expropriation sans indemnisation des moyens de production, l'élimination de toute la production d'armes, et que tous les bénéfices de l'automation aillent aux masses, dans la satisfaction des besoins de la population. (voir Lutte Ouvrière n° 203 : "La crise totale du capitalisme et le programme de l'Europe Socialiste", du 19.11.73, de J. Posadas).

Ces réunions des PC sont un progrès, et ce progrès est déterminé par l'action des masses par la possibilité d'intervention des pays socialistes, par les perspectives des luttes des masses du monde qui s'élèvent infiniment. Cette lutte va en s'approfondissant. Face à ces possibilités, il faut répondre par l'unifcation du mouvement communiste mondial des Etats ouvriers, par la nécessité du fonctionnement de l'Internationale Communiste. Et aussi, il faut répondre, au moyen d'un centre qui unifie : "pour l'Europe Socialiste" ! — comme le pose Posadas dans le programme pour les partis communistes.

Déjà les masses sont prêtes à ce virage. Les constantes luttes de la classe ouvrière en France, en Angleterre, qui reçoivent l'appui et l'incorporation de la petite-bourgeoisie à ce processus, montrent qu'il est possible, dès maintenant, de lutter pour cet objectif. Et limiter la discussion à la recherche d'accords entre le Marché Commun et le Comecon est une discussion arriérée, alors que le capitalisme cherche au travers du Marché Commun le moyen de s'unifier, de former une armée unique, sous la direction de l'impérialisme yankee, ou qui agisse comme le bras armé de l'impérialisme yankee en Europe.

Les Etats ouvriers et les PC sentent que l'impérialisme se prépare à la guerre. Ce ne sont pas des conclusions en abstrait : les récentes déclarations des dirigeants de l'impérialisme yankee menaçant de faire une nouvelle intervention au Moyen Orient, les alertes à la guerre atomique pendant la nouvelle guerre israelo-arabe en sont des exemples. Ce n'est pas une crise normale du capitalisme. C'est un profond affrontement social. Les Partis Communistes n'en font pas complètement l'analyse ; mais le seul fait de se réunir à Bruxelles, c'est pour discuter un programme anti-capitaliste. Ils vont devoir discuter la préparation à la guerre de la part de l'impérialisme et les mesures qu'il faut prendre. Si le mouvement communiste ne répond pas encore complètement, c'est à cause de l'existence, encore, du conflit sino-soviétique, à cause du manque de planification, de coordination entre les Etats ouvriers, Mais d'autre part, le processus de la regénérescence partielle, produit des conditions du progrès de l'histoire dans cette étape, fait que les PC doivent répondre partiellement, même si ce n'est pas à travers l'instrument légitime.

Ces réunions des PC vont être un centre pour les militants communistes, pour élever la discussion sur les phénomènes de cette étape de l'histoire, de l'affrontement avec le capitalisme et de la préparation que fait l'impérialisme à la guerre. Nous sommes d'accord, et nous appuyons les conclusions de la réunion des PC à Essen, sur les problèmes des travailleurs immigrés, mais il faut unir à cette discussion les points soulevés plus haut, pour répondre avec un programme anti-capitaliste global.

Ces réunions, et celle qui va se tenir à Bruxelles le 26 janvier, font partie de l'affrontement classe contre classe. Certains PC y jouent le rôle de centre d'unification.

Pour jouer ce rôle, le Parti Communiste en Belgique, doit ouvrir une large discussion, informer amplement dans sa presse, dans "le Drapeau Rouge". Mais il n'a même pas parlé de la réunion des 67 partis communistes en Tchécoslovaquie. C'est du journal "Le Peuple" que cette information est sortie. Camarades communistes, il est nécessaire de donner à ces discussions un centre pour avancer dans la centralisation du mouvement communiste mondial, faire des appels publics à l'unification des Etats ouvriers, au fonctionnement de l'Internationale Communiste ; d'un programme pour l'Europe socialiste, pour faire face à la crise capitaliste au moyen de l'expropriation des moyens de production, le front unique des forces de gauche. Mais pour discuter de cela, il faut aussi incorporer les partis communistes des Etats ouvriers du monde. L'affrontement ne se donne pas seulement en Europe. C'est un affrontement mondial qui se prépare. Dans l'intervention de l'impérialisme et du capitalisme au Chili, celui-ci montre son intention de porter des coups à la révolution dans le monde. Mais la réponse de la révolution est, elle aussi, globale : nationalisations et expropriations en Zambie, au Congo Brazzaville, en Amérique Latine, autant de bommerang qui reviennent contre le capitalisme. Cette offensive exige une stratégie et une tactique mondiale tous les PC à intervenir, et nous appelons en particulier le PC de Belgique à faire cet appel.

Cette réunion des PC d'Europe capitaliste est déterminée fondamentalement par la nécessité de discuter un programme pour faire face à la crise capitaliste. C'est en cela qu'elle représente un progrès, que nous saluons et nous appelons à incorporer tous ces éléments de programme pour permettre une préparation profonde dans la tâche d'impulser la regénérescence partielle, d'impulser la lutte anti-capitaliste et pour le socialisme en Europe et dans le monde entier.

14.1.1974.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV[e] Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV[e] Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet - B.P. 273 Charleroi 1—

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operaro (T) Clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T)

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap 11 Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 — Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IV[e] Internationale.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IV[e] Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV[e] Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV[e] Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV[e] Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV[e] Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV[e] Internationale (Edition en langue arabe).

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies S/S
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies S/S

L'ORGANISATION PROGRAMMATIQUE DE LA GAUCHE EN ALLEMAGNE

3 NOVEMBRE 1973

(page centrale)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 25 JANVIER 1974 No 207

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

NOUS SALUONS LA CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES A BRUXELLES.

POUR L'EUROPE SOCIALISTE!

pages centrales LIBERTE POUR NELSA GADEA ET POUR TOUS LES EMPRISONNES AU CHILI.

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.(T)

Face à la chute du gouvernement:

FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE !

La chute du gouvernement est un élément important de la crise du capitalisme. Cela démontre d'un part l'impossibilité pour le Parti Socialiste de continuer sa participation dans le gouvernement, qui profitait au grand capital et d'autre part, cela ouvre de grandes perspectives pour un front des forces de gauche : Parti Communiste, Parti Socialiste, Démocratie chrétienne de gauche, organisée en parti chrétien de gauche appuyés par les centrales syndicales. Mais pour arriver à cela il faut un programme.

Nous appuyons la décision du Parti Socialiste de rompre avec le gouvernement. Ce ne sont pas les ministres socialistes qui ont décidés cette rupture. Leburton gardait jusqu'à la dernière minute l'espoir de trouver un nouve larrangement ; mais cela n'a pas été possible. Le capitalisme, dans sa crise sociale économique et financière à laquelle il veut pallier au moyen de dévaluation, de concentration, ne peut même plus supporter une seule nationalisation. Il ne peut pas supporter que l'Etat puisse contrôler même un des secteurs de l'énergie. Même cette timide tentative est trop pour lui. Pulinckx, l'administrateur délégué de la FEB a déclaré au nom de celle-ci être fermemento pposé à tout prohet de contrôle de l'Etat de n'importe wuel secteur de l'économie. La crise du capitalisme s'oriente à prendre des mesures qui portent atteinte au niveau de vie des masses non seulement en Europe mais dans le monde entier. La dévaluation du franc français en est l'expression. Cela porte atteinte au niveau de vie, parceque la monnaie dévaluée, on peut acheter moins, et les produits alimentaires et industriels augmentent de prix. Le capitalisme européen cherchait une base d'accords minimums pour contenir la crise monétaire. Cette nouvelle mesure de dévaluation accélère la crise. Il faut bien comprendre que ce n'est pas une simple crise cyclique du capitalisme ou une simple crise de la monnaie. C'est une crise très profonde, globale, qui est déterminée, par l'impossibilité d'expansion du système capitaliste, l'impossibilité d'ouvrir de nouveaux cycles de développement, d'investissements. C'est au travers de la concentration, de l'augmentation des cadences que le capitalisme veut continuer à maintenir ses bénéfices.

Mais la classe ouvrière accepte-t-elle de payer tout cela ? NON ! Son action constante, sa décision de lutte anticapitaliste tant en Belgique que dans toute l'Europe est un élément fondamental de la crise du capitalisme. La victoire des travailleurs de LIP, la persistance de la grève des heures supplémentaires des mineurs anglais, les grèves et occupations d'usines qui ont lieu constamment en Belgique en sont des exemples. La crise du gouvernement belge fait partie de toute cette crise. La bourgeoisie ne peut plus s'appuyer sur le PSB, pour lui faire jouer le rôle d'administrateur du régime, de contention des grèves des mobilisations. Bien qu'il y ait encore dans le PSB des secteurs, genre Simonet, qui sont et seront disposés à administrer le régime capitaliste ; il y a surtout le progrès du courant de gauche dans le PSB qui oblige le Parti à agir ainsi. Les 46 % qui ont voté contre la Tripartite dans un congrès national du PSB sont en train de gagner confiance maintenant. Mais quelle issue faut-il donner ? Le PSB parle d'aller aux élections. Et bien ! Avec qui ? Et avec quel programma ? Une campagne électorale maintenant doit être un point d'appui pour discuter la nécessité du front de la gauche et pour la mettre en pratique. Mais de nouvelles élections ne pourront à elles seules donner une solution à la crise qui n'est pas une simple crise politique mais une crise globale du système.

Les partis de la bourgeoisie cherchent à former un gouvernement majoritaire en acceptant l'alliance avec le FDF, le RW et même la Volksunie. Mais ils sont également disposés à faire un gouvernement minoritaire qui puisse faire face à la classe ouvrière, aux mobilisations qui se préparent pour les conventions collectives, pour la défense de l'emploi, du niveau de vie, contre le chomage. Il y a plus que jamais les conditions pour l'organisation d'un front de la gauche mais il faut un programme :

Nous appelons le Parti Communiste, le Parti Socialiste, la démocratie chrétienne de gauche à s'unifier pour les prochaines élections et à organiser la mobilisation de toute la classe ouvrière et des masses exploitées du pays pour imposer le programme suivant.

- **NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER DE L'ENERGIE, DE TOUS LES SECTEURS CLEFS DE L'ECONOMIE METALLURGIE (les ACEC), SIDERURGIE, (Cockerill), des industries d'armes (FN), des industries aéronautiques.**
- **NATIONALISATION DES BANQUES**
- **Contre le chomage, les licenciements, les fermetures d'usines : PARTAGE DU TRAVAIL ENTRE TOUS LES OUVRIERS ! Les 40 heures ET les 36 heures !**
  ECHELLE MOBILE DES ALAIRES ET DES HEURES DE TRAVAIL !
- **A BAS L'ARMEE DE METIER ! CONTRE VAN DEN BOEYNANTS ET VRANCKX !**
  SERVICE MILITAIRE DE 6 MOIS ! DEHORS L'OTAN ! PLEIN DROITS DEMOCRATIQUES ET SYNDICAUX POUR LES MILICIENS ! LIBERTES D'APPARTENANCE SYNDICALE ET POLITIQUE !
- **CONSEILS D'USINES, DE QUARTIERS QUI FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUEMENT COMME ORGANE DE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE TOUTES LES MASSES EPLOITEES DU PAYS A ECHELLE DES USINES DES QUARTIERS DES REGIONS !**
- **FRONT UNIQUE WALLONS-FLAMANDS ! ANTICAPITALISTE ! CONTRE LES DECRETS DE SEPTEMBRE ET TOUTES LES LOIS REPRESSIVES CONTRE LES MASSES ! CONTRE LES TRAVAILLEURS EMIGRES !**
  EGALITE COMPLETE DE DROITS DE VOTE, POLITIQUES ET SYNDICAUX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !
- **POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE : PARTI COMMUNISTE, PARTIE SOCIALISTE, DEMOCRATIE CHRETIENNE DE GAUCHE APPUYE SUR LES MOBILISATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE ET DES MASSES ET APPUYE PAR LES CENTRALES SYNDICALES POUR GARANTIR L'APPLICATION DE CE PROGRAMME**
- **POUR L'EUROPE SOCIALISTE !**

Le rôle de la gauche socialiste

La gauche socialiste doit s'appuyer sur ce processus pour lancer une campagne de discussions dans le Parti Socialiste sur ces points de programme et faire une campagne de meetings avec les jeunes socialistes, le Parti Communiste, le MOC, la JOC dans les principales usines du pays pour dénoncer l'inciapacité du capitalisme à résoudre les problèmes des masses pour appeler à une mobilisation générale pour ce programme.

Nous appelons la gauche syndicale à structurer toutes ces forces sur le plan national pour que la rupture du PSB avec le gouvernement qui est le résultat de sa propre intervention soit la base d'un changement profonds dans le PSB : Passer de Parti Social Démocrate à un véritable Parti Socialiste. Non à tout nouveau compromis avec les partis bourgeois. Que la prochaine campagne électorale aide à organiser le Front unique pour un gouvernement de gauche.

Nous appelons le Parti Communiste et tous ces militants à faire la même chose. Il n'est pas très utile de dire : "Nous avions prévu que ce gouvernement allait tomber", comme le fait une déclaration du PC dans le "Drapeau Rouge". Dès l'ouverture de la crise, il fallait appeler les socialistes et les chrétiens de gauche à faire une réunion générale pour discuter du programme et du front de la gauche pour les prochaines élections. Le 21ème Congrès du PCB s'est réuni pour discuter un programme çà proposer aux autres membres du front de la gauche. Il est nécessaire de la rendre public immédiatement ; de l'élargir dans le cadre des étatisations. Dans une délcaration à la télévision, Van Geyt a répondu à un

(Suite à la page 4)

L'ORGANISATION PROGRAMMATIQU

3 NOVEMBRE 1973

Une crise d'une très grande profondeur est actuellement en préparation dans la social-démocratie allemande. Cette crise est, en réalité, provoquée de manière artificielle par l'impérialisme, qui utilise Strauss à cette fin, parce qu'il voit que Brandt va vers une position de neutralité, ce qui constitue une démarche préalable à un rapprochement encore plus étroit avec les Etats ouvriers. Sans se fusioner aux Etats ouvriers, Brandt recherche une politique plus étroitement liée aux Etats ouvriers, qui répond à une grande volonté, à une aspiration de la classe ouvrière et d'une grande partie de la base petite bourgeoise, très nombreuse. Cette dernière se rend compte de ce que l'impérialisme veut utiliser les masses comme chair à canon pour la guerre et elle s'y oppose ; le capitalisme se développe lui-même, mais les crises continuent. C'est un conflit avec la droite du parti qui va provoquer la nouvelle crise de la social démocratie en Allemagne. La récente intervention polémique de Wenner, à l'occasion de son voyage à Moscou, l'indique (1). La conclusion de cette polémique a été que Brandt est resté en bons termes avec Wenner : sa position n'exprime donc pas une ligne d'opposition dans le parti : cest une ligne qui va contre les yankees.

Il y a, en perspective, des mobilisations du prolétariat contre la pression de l'impérialisme, pour une politique allemande indépendante, pour le développement des libertés démocratiques, pour le retrait de l'Allemagne de l'OTAN, pour le départ de l'Allemagne de toutes les troupes étrangères. Il faut développer une discussion en posant que l'Allemagne a le droit de disposer d'elle-même et, entre autres choses, le droit de s'allier avec l'Etat ouvrier allemand. Pour cela, il faut donner un programme qui revendique, non pas l'indépendance bourgeoise, mais l'indépendance par rapport à l'impérialisme et pour s'allier avec l'Etat ouvrier.

Les récentes mobilisations des métallurgistes de la région de Stuttgart — qui ont triomphé — indiquent que la bourgeoisie allemande doit céder pour parvenir à maintenir un certain équilibre social. Mais la détérioration du niveau de vie est constante, et de nouvelles luttes vont avoir lieu.

La nouvelle prolifération de groupes de gauche, parmi lesquels celui de Conh-Bendit, indiquent qu'un commencement de mobilisation se produit dans les bases essentielles du prolétariat, de la petite bourgeoisie, des étudiants et des intellectuels ; le fait que le Parti Communiste allemand change de tactique après la visite de Marchais et adopte un programme très avancé est la base pour réaliser un front unique entre eux, les JUSOS et l'aile gauche du Parti Socialiste. En adoptant ce programme de gauche, le Parti Communiste entreprend de disputer au Parti Socialiste une partie de sa base. Sur certains points — pas sur tous — ce nouveau programme du DKP est très à gauche. Au même moment, Marchais pose au Parti Communiste allemand que son rôle est d'aider la gauche socialiste à progresser pour surmonter le capitalisme et non de lui concurrencer. Tel est, en ligne générale le fond de ce qu'a posé Marchais et qui va provoquer bien des discussions, des divergences et des prises de positions dans le Parti Communiste. Le fait que le Parti Communiste allemand change et adopte un programme d'étatisations, est très important et va radicaliser la situation, créant de meilleurs conditions pour un progrès au sein des JUSOS. Au contraire, de ce qu'ils faisaient avant, les communistes cherchent maintenant à gagner les JUSOS, à les influencer. Cela fait partie de la politique des Soviétiques qui consiste à appuyer Brandt contre Strauss et la CDU. Le processus en cours en Europe et dans le monde entier favorise cette situation.

La droite va livrer bataille pour freiner Brandt, mais ce dernier est assez sûr de lui et de sa position qui est solide. Cela va se répercuter dans des mobilisations. Il faut que la gauche, et plus particulièrement les JUSOS intervienne en posant un programme qui aille plus loin, un programme d'étatisations de certains secteurs de l'économie en entier.

Il faut poser à la fois la nécessité d'une politique plus socialiste et celle des libertés démocratiques. Par exemple : le Parti Communiste doit avoir le droit d'intervenir sans limites imposées ; les communistes qui sont juges doivent avoir le droit d'exercer leur fonction, droit qui leur est refusé.

La résolution avec laquelle les métallurgistes se sont refusé à fournir des armes à Israël, indique leur préoccupation d'intervenir politiquement. Il faut bien voir qu'il s'agit d'une guerre dans laquelle l'Allemagne n'est pas directement engagée, mais la prise de position du syndicat des métallos est un appui objectif aux pays arabes. Les syndicats doivent intervenir davantage dans la vie politique du pays, et non seulement dans le Parti social démocrate. Les communistes, eux aussi, doivent élever leur intervention et aider la gauche socialiste à intervenir. Il faut organiser cette activité dans les syndicats.

L'ORGANISATION DE LA NOUVELLE DIRECTION ET LA NECESSITE DU PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

Les luttes du mouvement ouvrier sont dans un processus d'élévation, à la recherche d'une nouvelle direction. Toute l'avant-garde est préoccupée de cette nouvelle direction. Elle recherche un programme, une politique, contre la politique actuelle de sa direction, contre tout ce qui vient d'en haut. Wenner est intervenu directement pour pousser en avant, mais il a pris cette attitude en combinaison avec Brandt, ou tout au moins, celui-ci n'est pas contre ce qu'a posé Wenner. C'est une tendance beaucoup plus accentuée vers la gauche. Ni les groupes, ni le Parti Socialiste ne l'expriment de manière directe. Par contre elle s'exprime chez les JUSOS et chez les communistes. Le récent Congrès du Parti Communiste allemand, le programme et les déclarations qu'il propose, montrent toute une inclination vers la gauche. C'est cette même tendance qui s'exprime dans le refus du gouvernement allemand de suivre strictement l'impérialisme yankee. Il n'a pas rompu avec lui et il ne peut pas le faire, mais il ne le suit plus strictement en tout et pour tout, et cela lui donne une impulsion, une capacité de manœuvre accrue au sein du Parti Socialiste.

C'est un virage de toute l'Allemagne, une tendance à adopter une politique nécessairement vers la gauche ; que le PS aille à gauche ne signifie pas qu'il va prendre le pouvoir et déloger Brandt : il va y avoir des prises de positions qui vont stimuler la lutte de classes.

Nous appelons, et toutes les organisations doivent appeler, à un Front unique de toutes les tendances de gauche, y compris le Parti Socialiste, pour un programme de revendications, de contrôle ouvrier, de conseils ouvriers, afin de résoudre les problèmes du logement, des loyers, de l'électricité, tout en posant : hors d'Allemagne, les Yankees !

Il faut étendre ce qu'a fait Brandt en refusant les armes sous prétexte qu'elles étaient destinées à la guerre du Moyen-Orient et non à l'OTAN : Dehors, l'impérialisme ! Hors d'Allemagne toutes les organisations militaires ! Nous appelons, il faut appeler au Front unique avec l'Etat ouvrier, à réaliser des accords économiques, des échanges d'idées et d'expérience avec lui. Les ouvriers, les représentants des syndicats d'Allemagne Etat ouvrier, doivent se rendre en Allemagne capitaliste et vice-versa, pour discuter des problèmes de l'économie et démontrer la supériorité de l'économie étatisée. En Allemagne, il ne faut jamais élever une revendication sans citer l'exemple de l'Etat ouvrier allemand, qui, parti de rien, s'est élevé jusqu'à un tel progrès. Alors que pour ce qui est de l'Allemagne capitaliste, ce sont les yankees qui ont aidé à relever le pays, ce résultat n'est pas le produit de l'effort seulement. Il faut ajouter aux revendications des libertés démocratiques, de l'échelle mobile des salaires et de meilleures conditions de travail, ce mot d'ordre qui est essentiel : les ouvriers qui ne sont pas d'origine allemande ont les mêmes besoins, les mêmes qualités et par conséquent les mêmes droits que les ouvriers allemands. Il faut lutter pour développer cette conquête qui a déjà été partiellement obtenue à certains endroits.

Les grèves récentes organisées par des travailleurs turcs, grecs ou autres, avec la participation d'ouvriers allemands sont l'indice que ces derniers sentent de plus en plus la nécessité de s'identifier avec le prolétariat d'origine non allemande poussés, non seulement par l'intérêt de la lutte pour les salaires, mais par des intérêts internationalistes. De la part du prolétariat allemand, c'est un progrès très important qui indique qu'il ne s'est pas laissé tromper par le développement du capitalisme allemand. Les ouvriers originaires d'autres pays que l'Allemagne ont les mêmes droits que les ouvriers allemands. Il faut lutter pour que ce droit soit reconnu Les étudiants et les autres secteurs doivent inclure ce point dans leur agitation. Nous appelons les groupes comme celui de Cohn Bendit à agiter ce mot d'ordre, ainsi que celui de transférer les principales entreprises d'Allemagne aux mains de l'Etat. C'est l'effort du prolétariat, des masses, de la petite bourgeoisie, et dans une proportion très réduite, des paysans et de l'Etat, qui permet, favorise et stimule le développement des grands capitalistes. Aucun d'eux ne pourrait faire ce qu'il fait actuellement. Il faut donc poser : pourquoi l'Etat favorise-t-il seulement les capitalistes ? Nous voulons un Etat qui favorise le développement de l'ensemble du pays, et pas seulement des capitalistes. C'est un mensonge de dire qu'en Allemagne on vit bien. Il reste un tas de problèmes non résolus, problèmes de logement, d'installation électrique, de service sanitaire, et le niveau de vie des masses reste limité si on le compare avec celui de la bourgeoisie et du reste du monde. Enfin, et c'est là un problème essentiel, l'Allemagne est un centre de ravitail ment atomique du capitalisme.

Le prolétaire d'origine étrangère d avoir les mêmes droits que celui qui d'origine allemande ! Hors d'Allemag les troupes étrangères et les armes a miques ! Tels sont les centres essentiels agiter. Toute la jeunesse doit interve et appeler le prolétariat à prendre part cette lutte. En même temps, il faut pos que c'est l'Etat qui doit payer les co tructions de logements, les loyers, les i tallations sanitaires et le développeme de tous les services nécessaires à la pop lation : hygiène, hôpitaux, électrici transports en commun, doivent être g tuits pour toutes les masses. Cet Etat peut pas le faire ? Alors ce qu'il faut c'e mettre au pouvoir un gouvernement q fasse en sorte que l'Etat paie tout cela !

Il faut élever d'autres revendicatio que les revendications strictement sa riales, car ces dernières, obtenues iso ment, sont facilement récupérées par capitalisme : il faut affronter les prob mes politiques. Ce qu'il faut en Allemag c'est un gouvernement qui expulse Yankees, qui expulse les troupes étra gères qui étatise les principales entr prises et les place sous contrôle ouvri Il faut appeler les communistes, les s cialistes ; les gauchistes, les groupes co me celui de Cohn Bendit, à faire cet campagne.

POUR L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE SOUS FORME D'UN ETAT OUVRIER

L'Etat ouvrier allemand a démontré sa supériorité par rapport à l'état capitaliste, aussi bien en ce qui concerne le niveau de vie de la population que le développement économique. Une plus grande consommation ne signifie pas un niveau de vie plus haut ; c'est un mensonge du capitalisme. Le niveau de vie est déterminé par les rapports humains entre les gens. De ce point de vue, le niveau de vie est-il ou non plus élevé dans l'Allemagne Etat ouvrier ? En Allemagne capitaliste, c'est chacun pour soi. Ce sont les rapports qu'organise le capitalisme. Dans l'Etat ouvrier, les rapports humains sont infiniment supérieurs. C'est la raison pour laquelle, maintenant que les frontières sont ouvertes, personne ne quitte l'Etat ouvrier. Au contraire, on va d'Allemagne capitaliste dans l'Etat ouvrier. Et les Allemands de l'Etat ouvrier qui vont en Allemagne capitaliste disent : « D'accord, ici il y a plus de saucisses, plus de choucroute, plus de gâteaux, mais dans l'Etat ouvrier il y a plus de dignité humaine » et c'est la raison pour laquelle ils ne vont pas en masse vivre en Allemagne capitaliste.

Il est fondamental d'inclure au programme l'unification des deux Allemagne sous forme d'Etat ouvrier, avec application du contrôle ouvrier et liberté politique pour toutes les tendances révolutionnaires qui luttent pour le socialisme. Il faut réaliser un front unique complet pour expulser l'impérialisme, unifier les deux Allemagne sous forme d'Etat ouvrier, et éliminer ce qui reste de capitalisme. Il faut poser la nécessité de l'enseignement du marxisme à l'université. Il faut enseigner le développement de l'Etat ouvrier allemand en montrant l'immense supériorité acquise, en quelques années, par ce dernier et par l'ensemble des Etats ouvriers par rapport aux pays capitalistes. Il faut étudier la science objectivement et la mettre au service de l'ensemble de l'humanité et non au service de celui qui commande ou qui a de l'argent. Les investissements, l'installation des nouvelles usines doivent se faire en fonction des besoins de l'humanité. Parmi les points qu'il faut mettre au programme d'étude des universités, il y a celui du développement objectif de l'histoire, pour démontrer que l'impérialisme américain, malgré le potentiel dont il dispose, est dans une décrépitude sociale et politique immense. Nixon, le président des Etats-Unis, n'est qu'un vulgaire voleur. Voilà l'image du système capitaliste ! Comparé aux Etats ouvriers, celui-ci est cent mille fois plus pourri, plus corrompu. La corruption qui existe de toutes façons dans les Etats ouvriers, nous y faisons face et nous cherchons à surmonter ce problème au moyen de la discussion complète de tous les aspects, grâce à la démocratie socialiste, à l'application du droit démocratique, non seulement de tout discuter, mais de proposer et d'imposer des idées qui impulsent le progrès, ce que ne fait pas la science capitaliste. Il faut mettre au centre des discussions, comme point fondamenta l'économie des Etats ouvriers en la co parant avec celle des pays capitalist Pour que la science, la physique, la ch mie, les mathématiques, soient au servi de l'humanité, il faut établir un régim social qui réponde à cette nécessité. Il fa développer cette discussion, car ce so des points de vue qui sont dans la tê de l'immense majorité des allemands.

Il faut discuter ces problèmes en All magne, à l'intérieur et à l'extérieur d syndicats. Ces derniers doivent lancer u mes droits que les ouvriers allemands. faut lutter également pour la démocrat syndicale, pour la révocabilité des ma dats, pour le droit à tenir des assemblé à l'intérieur des entreprises, comme c'e établi en Italie. Il faut lutter pour l Conseils : conseils de quartier, d'usine de zone pour affronter tous les problèm que le capitalisme ne résout pas, et particulier un problème aigu et perm nent, celui du logement.

appel à discuter la fonction de la clas ouvrière en Allemagne dans la constru tion du pays, et l'intervention qui d être la sienne pour programmer ce qu faut produire, les salaires à accorder, co ment élever le niveau de vie, comme en finir avec le rôle de fournisseur d'a mes et de centre de regroupement l'armée impérialiste dans le cadre de préparation à la guerre atomique. Mett la science et les études au service de tou l'humanité signifie, éliminer l'intérêt p vé chez celui qui étudie les cycles, l programmes, les discussions, le déroul ment des disciplines, doivent être étab en fonction de l'intérêt des masses. Il fa démontrer que l'humanité est capable le faire et qu'elle le démontre par les d faites qu'elle inflige au capitalisme.

CHILI : NOUS DENONÇOI GADIA GALAN, RESSORTISSA DEPUIS LE 19 DÉCEMBRE 19

Nous dénonçons devant toutes l publique et révolutionnaire, l'arresta l'armée, de NESLA GADEA GALAN Nelsa Gadea était fonctionnaire du m sur son lieu de travail. Elle résidait impossible d'obtenir le moindre rens sur l'endroit où elle se trouve détenue

Nous appelons le Parti Communis chrétienne toutes les organisations libération et sa libre sortie du pays, faire cesser la répression au Chili et d'ouvriers, d'étudiants, de paysans dé

Pour notre part, nous nous joign cessation des tortures, et la libératio pour la libération de Corvalan, pou Nous saluons avec toute notre fe ouvrière, du peuple du Chili qui, réorganisent leurs forces, font des gr une nouvelle offensive contre la Junte

DE LA GAUCHE EN ALLEMAGNE

J. POSADAS

Il faut défendre la conception selon laquelle le droit est défini par la fonction dans la production. Les capitalistes allemands n'ont aucun droit parce qu'ils sont des exploiteurs, des jouisseurs. Par contre, les ouvriers d'autres pays qui viennent travailler en Allemagne contribuent à développer le pays et doivent avoir les mê-

L'Allemagne est un des rares pays où la police est organisée syndicalement et demande de ne pas être utilisée pour la répression, comme l'a revendiqué ouvertement un secteur, ce qui indique la profondeur de la crise du système capitaliste.

La situation particulière de l'Allemagne, qui comprend un puissant mouvement ouvrier, un parti socialiste et des syndicats très puissants et où la bourgeoisie n'a pas de liberté d'action, en fait un point de concentration de ce processus. Willy Brandt l'exprime sous une forme très atténuée, en s'opposant à l'envoi d'armes à l'impérialisme. Wenner l'exprime lui aussi, en se rendant à Moscou pour faire une politique qui bien qu'elle n'aille pas contre Brandt (il est évident qu'il s'agit d'un accord entre eux) est contre la politique officielle du Parti. Le processus est extrêmement concentré et doit adopter certaines formes pour s'exprimer, parce qu'il n'a pas de liberté d'action et parce que Brandt n'est pas non plus disposé à suivre une politique qui l'affronte aux yankees. Mais le gouvernement allemand profite de ce que les yankees sont en crise pour tirer profit de la situation au bénéfice de l'Allemagne.

L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DANS LE PARTI SOCIALISTE

Tout ceci va se discuter à bref délai dans le parti socialiste allemand. L'activité des JUSOS indique cette voie et eux-mêmes sont l'expression de cette nécessité. Il y a des difficultés dans la classe ouvrière, dans les syndicats, dues à l'existence de l'aristocratie ouvrière qui a établi des liens avec le capitalisme à travers la social-démocratie. Mais le pouvoir de l'aristocratie ouvrière est plus apparent que réel. Tout le cours mondial du processus tend à abattre le régime capitaliste et lui ôte constamment capacité de prévisions et points d'appui. La révolution avance partout. Les luttes des masses se développent, gagnent de nouvelles couches de la population et décentralise les forces du système capitaliste.

Après le coup d'Etat du Chili, l'impérialisme espérait écraser tous les Partis Socialistes. Au lieu de cela, ce qui se développe au sein de ces partis, c'est une lutte de tendances et un virage vers la gauche. C'est l'effet « boomerang » du coup du Chili. Il faut faire appel aux masses et montrer l'exemple de la gauche du Parti socialiste français : la fédération de Paris vient de proposer — en argumentant — d'appuyer les pays arabes. Elle n'appuie pas par intérêt : elle argumente, alors que la direction du Parti Socialiste appuie Israël, en défense d'intérêts économiques et politiques. La fédération de Paris a déjà imposé un changement dans le sens d'un assouplissement de la position du Parti : la direction ne pose plus ouvertement et exclusivement l'appui à Israël, et elle doit permettre, en y mettant une sourdine, la publication de la proclamation de la Fédération de Paris.

Il faut citer cet exemple et s'occuper du processus mondial. Il faut discuter le Chili. Que montre le Chili ? Que pour arriver à instaurer un pouvoir qui construise le socialisme, il est nécessaire d'affronter le système capitaliste et que celui-ci va, comme au Chili, recourir à tous les moyens, comme il l'a déjà fait au Vietnam, au Moyen-Orient. Cela ne veut pas dire que l'impérialisme va gagner. Il va perdre, comme il a perdu au Vietnam et comme il perd en ce moment au Moyen-Orient. Militairement, l'impérialisme est plus puissant, mais socialement, c'est lui qui perd, parce qu'il y a une élévation des masses arabes. C'est une nouvelle défaite sociale du système capitaliste parce que le but de l'impérialisme au Moyen-Orient est d'utiliser Israël comme instrument d'investissements de capitaux, de domination de l'Afrique, et comme centre vital d'accumulation des armes atomiques et de préparation à la guerre, pour empêcher le développement de la révolution arabe, car c'est à cette fin qu'Israël existe : c'est un pays fabriqué de toutes pièces.

Il faut organiser la gauche socialiste et lui donner des formes spécifiques. Dans tous les Partis socialistes du monde des ailes gauches se développent actuellement et les directions elles-mêmes, y compris celles qui ne sont pas de gauche, doivent tenir compte de ce poids à l'intérieur du parti. C'est la forme sous laquelle s'exprime la grande pression mondiale de la montée de la révolution et de la désintégration de l'impérialisme. Le Comité Central du Parti socialiste d'Italie à dû tenir compte d'une inclination qui se dessine dans le parti vers une politique qui n'est plus, strictement et d'un point de vue historique, entièrement favorable au capitalisme, parce qu'il pose déjà la possibilité de constituer un gouvernement formé de la démocratie chrétienne, du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Cette proposition n'est pas favorable au capitalisme car ; même si dans un tel gouvernement la Démocratie Chrétienne dirigeait, ce serait accepter les socialistes et les communistes au gouvernement. Martino dit qu'ils ne peuvent pas concevoir, une alliance, un accord, un « compromis historique » ni un « bloc historique » entre la démocratie chrétienne et le Parti Communiste ; et un tel accord ne serait pas réalisable, sans le Parti Socialiste. Cela veut dire que désormais les socialistes admettent cet accord, ce qu'ils ne faisaient pas avant. Il s'agit, évidemment, d'une politique de compénétration, de réformes, mais de toutes façons, elle ne renforce pas le système capitaliste : elle lui est contraire ! Par contre si on en reste là, sans programme et sans politique qui impulse les luttes et les conquêtes des masses, si on ne prend pas des mesures anti-capitaliste, en ce cas-là, cette position peut favoriser une stagnation politique, favorable au capitalisme. Mais les masses poussent, poussent, et ce sont elles qui vont donner, à cette politique, dont les directions voudraient faire une compénétration réformiste ; des formes révolutionnaires. Ce n'est plus comme avant ou les masses, pour protester, s'abstenaient : maintenant les masses vont faire pression pour donner une forme anti-capitaliste, même à ces accords.

Il faut tenir compte de tous ces problèmes pour montrer à tous les Partis Socialistes, y compris celui d'Allemagne capitaliste, qu'il y a déjà une gauche qui fonctionne et qui se développe. Donner une forme à cette gauche, lui monter son rôle et sa responsabilité historique, qui est immense. Il faut aider dans toute la mesure du possible cette gaucheà se développer en établissant un front unique entre les communistes, les socialistes, les trotskystes, avec un appel à la gauche du Parti Libéral et à la démocratie chrétienne. Il faut les appeler à appuyer un programme pour développer l'Allemagne : Hors d'Allemagne, le capitalisme et l'impérialisme ! Rien pour servir le capitalisme dans sa sale guerre criminelle !

La décision des « gauchistes » allemands, d'envoyer leurs militants travailler dans des usines, indique une très bonne situation et la compréhension, de leur part, que là se trouve la base pour avoir de l'autorité. Ils sont parvenus à réunir et à discipliner des militants capables de faire cette tâche, ce qui signifie une immense volonté d'aider la révolution. Il faut rendre hommage à cette attitude et dire en même temps à ces camarades que ce qu'ils font est très bien, mais que la véritable voie est organiser le Parti. Ce qu'il faut, c'est éliminer la bureaucratie, mais pour cela, il faut une tendance de gauche et que les syndicats interviennent sur tous les problèmes du pays. Ces jeunes font cette action dans le but de renforcer le pouvoir anti-capitaliste, il faut donc établir le contact et établir une discussion avec toute cette jeunesse. Il ne faut pas s'en prendre à elle, s'indigner, la mépriser ou la critiquer en disant que ce qu'elle fait est mal. Il faut émettre un jugement critique en montrant qu'ils ne sont pas dans la bonne voie. Il faut aller aux usines, mais pour s'y joindre à la lutte du mouvement ouvrier pour former une gauche syndicale, avec un programme d'impulsion à la lutte anti-capitaliste et en intervenant sur tous les problèmes en accompagnant l'expérience que réalisent l'avant-garde et le prolétariat. Il faut les accompagner dans cette lutte et subir avec eux les coups de la bureaucratie et avancer à un rythme encore limité.

Brandt s'est opposé à l'envoi d'armes au Moyen-Orient. Il ne l'a pas fait pour satisfaire la tendance pro-arabe, mais pour manifester son indépendance d'une manière assez élevée et audacieuse. C'est un gouvernement capitaliste qui applique une telle politique pour répondre à une pression immense qui s'exerce en Allemagne pour le pousser à prendre ses distances vis à vis de l'impérialisme. Un secteur de la bourgeoisie elle-même fait pression dans le sens de cet éloignement, parce qu'il voit que la guerre vient et que c'est l'Allemagne qui va en faire les frais. En même temps, il faut s'appuyer sur la décision du syndicat de la métallurgie de manifester son appui aux ays arabes. C'est d'une immense imortance : une intervention directe, à la manière d'une direction politique. Il faut poursuivre cette attitude, non seulement pour appuyer les masses arabes, mais pour prendre position par rapport à tous les grands problèmes mondiaux, à l'intervention de l'impérialisme au Moyen-Orient, au Vietnam, au Chili, en Amérique Latine. Il faut discuter le coup d'Etat du Chili. Les syndicats doivent discuter ouvertement tout cela, dans les usines, dans leurs propres locaux, dans tous les endroits qu'il choisiront : faire des écoles de discussion sur tous les problèmes et prendre position à propos de chacun, des positions qui renforcent la lutte révolutionnaire contre le système capitaliste. Il faut profiter de tout le progrès qu'il est possible de réaliser en Allemagne au moyen de la revendication, pour élever la compréhension, la conscience, l'éducation dans la pratique et à l'école, en montrant que le capitalisme ne va pas s'en aller si on ne l'expulse pas. On peut arracher de très grandes conquêtes, mais le capitalisme peut céder seulement jusqu'à une certaine limite, tandis qu'il se prépare à répondre par la guerre. Il faut développer cette conscience et cette connaissance pratique. Et sur cette base prendre position sur le Vietnam, le Moyen-Orient qui montrent que le capitalisme va répondre par la guerre civile, par le soulèvement armé, y compris d'armes atomiques, mais qui montrent aussi qu'il ne va pas triompher. Le Moyen-Orient en est la preuve. La crise qui secoue actuellement le système capitaliste montre que ce dernier n'est pas en conditions d'écraser l'humanité.

Il faut former la gauche dans le Parti Socialiste. La direction actuelle est liée à la bourgeoisie, à travers l'aile bourgeoise du Parti Socialiste et des syndicats, basée sur l'aristocratie ouvrière. Cette aile bourgeoise s'appuie sur les périodes de plein emploi, au cours desquelles la bourgeoisie peut concéder certaines revendications d'un poids très grand. Elle s'appuie également sur un grand nombre de travailleurs immigrés à qui sont refusés les droits syndicaux, ce qui permet à la bureaucratie et à l'aristocratie ouvrière d'avoir plus de possibilitée et plus de poids pour faire pression sur l'ensemble du prolétariat allemand. Il faut faire intervenir les ouvriers qui ne sont pas allemands d'origine, et qui sont environ trois millions. Ces ouvriers doivent peser comme tout le monde. Il faut éliminer la direction actuelle, qui appartient à l'aristocratie ouvrière, en établissant des discussions programmatiques, des élections qui respectent la démocratie prolétarienne et qui se fassent sur la base d'un programme de revendications et de défense des droits démocratiques, programme qui permette de faire progresser, d'améliorer le niveau de vie et d'existence des travailleurs, de leurs familles, les transports et le logement et qui mette l'économie au service du pays. Les syndicats doivent se prononcer sur tous les problèmes dans lesquels intervient l'Etat allemand. Ils doivent se prononcer pour l'étatisation des principales sources de production, de la banque et pour une politique extérieure qui aille contre l'alliance avec le système capitaliste contre une politique au service du capitalisme et au contraire, d'appui à toutes les luttes des masses du monde pour l'abattre. Pour tous ces objectifs, il est nécessaire de lutter pour une nouvelle direction syndicale, au moyen de l'organisation de la gauche dans un front unique de toutes les tendances même si elles ne sont pas toutes socialistes, mais comportent également les communistes, les trotskistes-posadistes, les gauchistes, les libéraux de gauche. La tâche essentielle est d'organiser la gauche dans les syndicats et dans le Parti Socialiste sur un programme anti-capitaliste. Il faut y intervenir.

LES CONSEILS OUVRIERS DOIVENT PLANIFIER L'ECONOMIE AU BENEFICE DES MASSES

L'existence des Conseils ouvriers auxquels participent les travailleurs immigrés représentent une concession que le patronat et la bureaucratie syndicale ont dû accorder. Il faut faire en sorte que ces Conseils aient une vie réelle, qu'ils participent à tout, qu'ils interviennent, discutent, décident, à propos de tous les problèmes. Et non seulement en ce qui concerne les problèmes de l'usine, mais tous les problèmes du pays. Ils doivent poser que tout le progrès de l'économie allemande, qu'il soit dû au progrès de la technique ou de la science, doit aller directement en bénéfice des masses. Au lieu de cela, la bourgeoisie utilise ces changements en vue de l'accumulation capitaliste, qui augmente, ce qui renforce et concentre le pouvoir capitaliste et, par conséquent, les préparatifs de guerre de l'impérialisme, tandis que les masses voient leur exploitation accrue et leur niveau de vie diminuer, à échelle historique. Tout progrès doit servir directement au bénéfice des masses, sous forme de réduction de la durée de travail, d'amélioration des conditions de ce dernier, allongement des congrès payés, augmentation des salaires et relèvement du niveau de vie des masses, production des biens dont les masses ont besoin : chauffage, moyens de transports collectifs (et non voitures particulières), hôpitaux collectifs entièrement à charge de l'Etat. Le capitalisme doit payer l'augmentation de la productivité ! Et en même temps, lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Les Conseils d'ouvriers actuels n'existent que nominalement, ils n'exercent pas la fonction de conseils. Pour le faire, ils doivent se baser sur un programme qui précise que toute amélioration de la production et de la technique doit bénéficier les masses. La réduction du temps de travail socialement nécessaire pour une production déterminée, permet au capitalisme d'augmenter l'accumulation du capital, de concurrencer et d'éliminer ses adversaires et d'enrichir un moins grand nombre de capitalistes, mais plus puissants parce qu'ils concentrent les finances. Il faut y répondre en exigeant que toutes les améliorations produites par cette augmentation de la productivité profitent aux masses, directement, sous forme de réduction de la durée du temps de travail. Exiger une étude des machines et de l'organisation du travail avec la préoccupation essentielle d'assurer la sécurité des travailleurs. Les syndicats doivent proposer qu'il soit fait en sorte qu'il n'y ait plus d'accidents dans les mines de charbon, ni d'explosions dans les usines, que des systèmes d'aération efficaces soient installés, pour y éliminer la pollution et permettre aux ouvriers de vivre, de respirer au lieu de succomber comme ils le font actuellement. C'est un programme que les syndicats doivent élaborer et appeler le Parti Socialiste et le Parti Communiste à appuyer dans la lutte. Si la bourgeoisie prétend que dans de telles conditions elle n'est plus en mesure de concurrencer les autres pays capitalistes,

(Suite à la page 4)

L'ARRESTATION DE NELSA URUGUAYENNE, DISPARUE

ganisations ouvrières, devant l'opinion par les services de télécommunication de rtissante uruguayenne, âgé de trente ans. ere du Logement du Chili et a été arrêtée ntiage depuis deux ans et demi. Il a été nent sur les motifs de son arrestation ou e est en danger.

Parti Socialiste, les syndicats, la gauche ocratiques à intervenir pour exiger sa le cadre de la campagne mondiale pour er la libération des dizaines de millie rs par la Junte assassine !

leinement à la campagne menée pour la Robert Van Schouwen, dirigeant du MIR, de tous les militants révolutionnaires. révolutionnaire l'héroisme de la classe milieu de cette criminelle répression, estructurent leur syndicats et préparent te assassine.

L'ORGANISATION PROGRAMMATIQUE... (Suite de la page 3

répondre que les ouvriers du reste du monde se chargeront d'en faire autant avec leur capitalisme respectif. Nous ne devons pas nous préoccuper de défendre les intérêts du capitalisme dans ses problèmes de concurrence et de compétition.

La jeunesse socialiste, l'aile gauche socialiste doivent lancer des appels à l'incorporation des travailleurs immigrés au Parti Socialiste, mais pour cela il faut développer un programme, une activité, une campagne du Parti Socialiste dans les usines. Il faut élire comme délégués, des ouvriers immigrés ou allemands qui défendent un tel programme d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, de mise au service de la population de toutes les augmentations de productivité, pour une production conforme aux besoins des masses, pour une politique qui aille contre le système capitaliste, contre l'impérialisme, contre l'utilisation par celui-ci de l'Allemagne comme base d'approvisionnement en armes. Les conseils d'usines doivent avoir un programme ; ce n'est pas le délégué qui détermine ce qu'il faut faire non et non ! Le délégué est là pour appliquer tel programme !

LA NECESSITE DU PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE ET DES CONSEILS OUVRIERS

Le programme doit inclure l'étatisation sans indemnisation des principales entreprises, pour les mettre au service du pays. L'Etat, les masses allemandes ne doivent pas faire les frais du développement des capitalistes allemands ! Il faut éliminer le règlement, la loi, qui adultère le fonctionnement de classe des conseils d'usine. Cette loi a pour but de ne laisser subsister qu'une parodie de conseils qui servent en réalité le capitalisme. Il faut faire des Conseils d'usines conformes aux intérêts des masses, pour la défense des revendications immédiates et pour organiser la lutte contre le système capitaliste.

Il faut mener de l'avant une campagne pour que ces lois soient ignorées dans les faits et pour que, les conseils d'ouvriers soient élus et choisis par les ouvriers eux-mêmes. Il faut développer au sein de ces conseils la lutte de classes dans un sens favorable aux masses : pour le moment ils ne sont qu'une parodie destinée à maintenir le mouvement syndical lié au service du système capitaliste.

Cet ensemble de faits constitue des conditions très favorables pour le développement de la gauche. Les gauchistes, les ultra-gauchistes pourraient être très utiles pour cette tâche de diffusion, de propagande, d'activité, de même que les ouvriers d'origine non allemande, qui jouent déjà un rôle très important. Il est certain que ces derniers sont constamment sous la menace du licenciement, des représailles, mais les patrons ne peuvent pas non plus les expulser, purement et simplement : où prendrait-il la main-d'œuvre ? Il faut faire appel à une fraternisation culturelle et révolutionnaire beaucoup plus grande, à une intégration culturelle de classe. Pour cela, les syndicats, le Parti Socialiste, le Parti Communiste et l'aile gauche socialiste doivent développer une activité beaucoup plus grande. Et puisque le Parti Socialiste, en tant que tel, ne le fait pas, il faut organiser et développer la gauche socialiste pour qu'elle remplisse cette tâche.

Pour le système capitaliste, le capitalisme allemand représente un vide. A côté d'une telle puissance économique, il ne dispose pas de puissance militaire, tout comme le Japon. Sa monaie, son économie, sont les plus fortes de tout le système capitaliste après celles des Américains, mais il n'a pas d'armée. C'est un vide qui se reflète, inévitablement, dans la situation intérieure. Il faut compter sur ce fait pour éduquer l'avant-garde prolétarienne et les communistes et leur faire comprendre cette situation, pour qu'ils aident l'avant-garde socialiste a tirer profit de la situation mondiale. Il ne faut pas se laisser intimider par le processus de développement économique, ni par le fait que les Yankees sont là : ils étaient aussi au Vietnam et ils ont dû se sauver à toute vitesse, et on les jette dehors, dans le monde entier. Il faut compter sur le processus mondial favorable au développement des forces révolutionnaires, des gauches dans les partis socialistes, et communiste et au développement d'un front unique mondial anti-capitaliste.

Il faut tenir compte de ce que l'organisation de la gauche dans tous les partis communistes et socialistes est la tâche la plus fondamentale. Cette nécessité surgit du processus qui exige une politique conséquente, anti-capitaliste, d'unification de toutes les forces ouvrières contre le capitalisme, telle est la nature du processus. Quels que soient les inconvénients, les refus, les freins, qu'y opposent les directions, communistes, socialistes ou syndicales, elles n'ont aucune chance d'avoir du succès. Le Vietnam a concentré l'humanité toute entière pour écraser l'impérialisme yankee sous les coups du peuple vietnamien. Ce dernier a écrasé l'impérialisme américain, mais avec l'appui en armes, en aliments, en stimulant, de la fraternité humaine mondiale. Ces forces, qui ont réussi à se concentrer au Vietnam, parcourent le même chemin pour remplir la même nécessité : l'organisation de la gauche.

LA CRISE DU CAPITALISME ALLEMAND ET LA NECESSITE DE LA GAUCHE DANS LE SPD

Pour que l'Allemagne progresse, il n'est pas suffisant que son économie se développe afin de concurrencer le reste du capitalisme mondial. Il faut que ce progrès réponde aux besoins du peuple allemand qui veut surtout gagner en dignité humaine. C'est ainsi que le syndicat de la métallurgie s'est soulevé, plein de fureur contre le système capitaliste et en appui aux masses arabes. Il n'y a aucun intérêt écinomique. Cette attitude allemande au Moyen-Orient est en partie le fruit de l'action du gouvernement qui spécule que cette position peut servir les intérêts du capitalisme, mais les masses poussent en ce sens parce qu'elles sentent que c'est progressiste et nécessaire.

La gauche est nécessaire. Ce n'est pas une nécessité qui surgit de telle ou telle conclusion ; c'est une nécessité imposée par l'histoire. Il faut liquider les lois réactionnaires, la direction réactionnaire et la structure réactionnaire du mouvement syndical et politique en Allemagne. Les conditions et les forces pour le faire, existent. C'est pour cette raison que les « gauchistes » vont travailler de manière disciplinée dans les usines. Pour faire cela, ils sont disciplinés, mais ils ne le sont plus dans leur action politique vis à vis de la classe. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'ils ont tous les éléments nécessaires pour être disciplinés, mais que ni le Parti Communiste, ni le Parti Socialiste, ni les syndicats ne peuvent les gagner. Le peuple allemand montre qu'il a toutes les forces pour intervenir.

Des ailes gauches progressent actuellement dans tous les Partis Socialistes du monde. Ce n'est pas le produit d'une situation particulière pour conquérir certaines revendications, certaines conquêtes démocratiques. C'est une tendance pour lutter pour le pouvoir, pour expulser le système capitaliste. Le programme des Gauches, en France, en Italie, dans les pays scandinaves, en Amérique Latine, représente tout un progrès pour les Partis Socialistes qui cherchent à avancer, à lutter contre le système capitaliste. Cette situation n'est pas exprimée par les directions, mais se traduit dans la lutte intérieure dans laquelle les directions ne peuvent plus, comme dans le passé, briser, détruire et éliminer la gauche. A d'autres étapes ; une bonne dizaine de partis socialistes se seraient déjà divisés. En ce moment, il n'y a pas une seule scission, ce qui montre la discipline du prolétariat, des cadres qui le représentent et qui ressentent la nécessité de maintenir l'unité parce qu'ils se sentent capables de gagner l'ensemble du parti pour la réalisation de cette tâche. Avant, au contraire, ils recherchaient la scission, maintenant, ils cherchent à maintenir et développer la cohésion interne. Centralisés, ils se sentent capables de gagner la direction et de lui imposer un programme socialiste.

L'Allemagne est à la fois le pays capitaliste le plus puissant d'Europe et celui qui se révèle comme le point le plus faible du système capitaliste dans ce continent. Il est fort économiquement, mais faible politiquement et socialement : il ne peut pas se donner une armée, et il doit supporter une concurrence accrue avec le reste du système capitaliste. C'est la raison du vide qui se produit. C'est un processus de décomposition plus aigu du système capitaliste dans lequel, du sein même de sa structure et sans passer au camp ouvrier, des ailes entières se séparent du système capitaliste. Il faut qualifier ce moment, cette étape, pour déterminer quelle conduite nous devons adopter, quelle tactique, quelles sont nos prévisions ? La qualification a pour but de mettre en évidence le contenu ; les composantes, de la politique de la bourgeoisie allemande, de la social-démocratie (qui n'est pas celle de la bourgeoisie) et quelles perspectives peuvent s'en dégager pour voir comment impulser nous-même ce processus.

Tels sont les problèmes actuels de l'Allemagne, dont les facteurs et le développement sont les mêmes qu'on peut voir dans le monde entier. C'est une expérience qu'il est possible de généraliser pour n'importe quel pays. Ils prennent un tour particulier en Allemagne en raison des rapports de forces de classes de ce pays, où interviennent des facteurs qu'on ne retrouve pas ailleurs, comme l'absence d'une armée, importante, la situation de dépendance, dûe au fait d'avoir perdu la dernière guerre mondiale, par rapport à l'impérialisme américains, français, anglais, belge, et l'intervention de l'URSS, la présence de troupes étrangères dans le pays. Tout ceci crée les traits particuliers de la situation en Allemagne mais permet de voir aussi que malgré ses particularités ; ce qui détermine le cours du processus, c'est la généralité, c'est le rapport de forces de classe, l'influence et la force de la classe ouvrière. Les particularités ne signifient, ni arrêt, ni déviation du cours du processus, mais seulement, au maximum, une altération du rythme de son déroulement c'est tout. Il faut donc prêter attention, la plus grande préoccupation, à sentir, vivre comprendre ce processus qui est en grande partie général, mondial, de la lutte de classe.

La situation économique, l'absence d'un Parti Communiste fort et d'une tendance révolutionnaire dans la social-démocratie les erreurs politique commises par l'Allemagne, Etat ouvrier, empêchent que ne se soit formé jusqu'ici un courant révolutionnaire en Allemagne capitaliste.

Malgré l'absence d'un courant conscient, révolutionnaire, qui est en voie de développement, le capitalisme n'a pas pu profiter de la situation pour développer son autorité sociale en Allemagne. Cette autorité sociale ne cesse de diminuer parce que le processus mondial de la révolution compense le fait que les conditions historiques n'ont pas permis dans le passé le développement d'une tendance révolutionnaire en Allemagne. Il faut se rappeler que c'est ce parti socialiste qui avait voté en Congrès la rupture avec Marx. Quand il prenait cette décision officielle, c'est que depuis longtemps, dans la pratique, il était devenu une branche de l'appareil bourgeois. Maintenant, sans le dire, il doit retourner à Marx. Il se régénère, très partiellement. Ce n'est pas la direction qui va se régénérer : c'est la masse qui va pousser, à l'intérieur du parti, un centre pour organiser la gauche. Le capitalisme n'a pas pu développer la social-démocratie comme une branche de lui-même. Elle mène une politique qui sert le capitalisme, mais le Parti, en tant que tel, ne peut pas faire partie de l'appareil bourgeois. C'est ainsi qu'il faut voir le processus et apprendre ces principes, qui sont fondamentaux.

J. POSADAS. 3-11-73.

Déclaration du Bureau Politique (Suite de la page 3

journaliste que le rapport de forces n'était pas le même en Belgique qu'en France pour pouvoir appliquer l'expérience de l'Union de la gauche. Le rapport de forces n'est pas le même, cela est vrai, mais la discussion d'union de la gauche est déterminée par les nécessités pour la classe ouvriere de faire face à l'anarchie capitaliste, et d'autre part par la nécessité de changer la société pour diriger l'économie. Le Partie Communiste doit discuter un programme anticapitaliste pour donner la sécurité à la gauche socialiste pour imposer cela à l'intérieur de son Parti .

Il faut discuter aussi pourquoi il est nécessaire de constituer un Parti Chrétien de gauche. Le document préparatoire au congrès du MOC pose très clairement leur décision de lutte anticapitaliste, pour le socialisme. Mais cette lutte ne peut être menée dans le PSC qui est un parti bourgeois, dans lequel se trouvent des gens comme Vanden Boeynants qui contrôlent tout l'appareil. D'autres dirigeants comme Raymond Scheyven font des déclarations plus à gauche : Scheyven à son retour du Chili, a critiqué sévèrement la démocratie chrétienne chilienne en l'accusant d'être responsable de la venue au pouvoir de la junte militaire fasciste. De telles déclarations servent avant tout à contenir les conflits intérieurs dans le PSC. Mais les objectifs centraux du PSC-CVP restent les mêmes, en défense de la propriété privée, c'est à dire diamétralement opposées à ceux du MOC qui sont : Le socialisme et l'élimination de l'exploitation capitaliste.

Nous appelons tous les militants chrétiens de gauche qui sont dispersés dans l'un ou parti, soit le FDF, RW ou qui restent dans le PSC ou encore ceux qui ne sont dans aucune organisationpolitique à se centraliser, se regrouper et imposer la rupture avec le PSC sous forme de Parti chrétien de gauche sur la base d'un programme anticapitaliste qui mette la science, la technique, les bénéfices de l'automation pour le progrès de l'humanité, un programme qui se base sur une discussion dans tous les centres de travail, les usines, les quartiers, les écoles, les bureaux. Il faut que les chrétiens de gauche organisent une campagne d'assemblées, de meetings, de réunions pour préparer ce congrès du MOC et décider la rupture avec le PSC. Au Chili, le parti de Frei de la démocratie chrétienne a aidé et collaboré au coup de la junte militaire fasciste. Il faut tirer les conclusions de cette expérience. Vanden Boeynants prépare l'armée de métier avec les mêmes objectifs, pour affronter la classe ouvrière, pour être plus lié à l'OTAN et servir les intérêts de l'impérialisme américain face aux Etats Ouvriers.

Les conditions sont mûres pour l'unification sur la base d'un programme anticapitaliste. La classe ouvrière est déjà unifiée, dans toutes ses luttes, depuis longtemps. Ce sont les directions syndicales et plitiques qui ne le sont pas. Pour cela, il faut organiser des comités de front unique dans les usines, socialistes, communistes, FGTB, et CSC. Il est fondamental de s'appuyer sur les organisations pour imposer le programme de nationalisations, parceque c'est au travers des militants syndicaux et au travers des mobilisations de masses que l'on pourra le faire.

Il s'ouvre des possibilités immenses pour le progrès de la gauche. La bourgeoisie a peur des élections. Elle a peur également que le PSB soit dans l'opposition parceque l'appareil socialiste ne pourra plus servir de barrage de contention. Il faut discuter partout la préparation du prochain congrès doctrinal du PSB, au travers d'assemblées de réunions, de fédérations, faire des grands meetings publics pour discuter un programme anticapitaliste. La bourgeoisie va essayer de donner des coups, mais cela va se retourner contre elle.

Nous faisons uh appel particulier aux 3.000 camarades et sympathisants qui ont votés pour notre Parti aux précédentes élections, à développer cette discussion partout autour d'eux sur leur lieux de travail, avec les militants communistes, socialistes, chrétiens de gauche, avec les militants de la FGTB et de la CSC, à impulser ce front de gauche avec un programme anticapitaliste !

Le 22 janvier 1974

Bureau politique du P.O.R.(t)

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies S/S
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies S/S

LES ETATISATIONS, LES DROITS DEMOCRATIQUES, LE ROLE DES SYNDICATS ET LE PROGRES REVOLUTIONNAIRE AU PEROU

26 novembre 1973 (page centrale)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e année 1er février 1974 nº 208

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE DE LA GAUCHE FACE AUX ELECTIONS !

POUR LES NATIONALISATIONS SOUS CONTROLE OUVRIER !

L'échec de la formation du gouvernement et la nécessité du front de la gauche aux prochaines élections.

EDITORIAL

Il y a une polarisation des forces très rapide et très aigue dans la situation en Belgique ; la bourgeoisie a échoué dans sa tentative de chercher un nouveau compromis avec la droite socialiste, de faire un replâtrage, un nouvel accord gouvernemental. Lorsque le PSB répond avec une position ferme pour imposer des élections, et que le Conseil Général se clôture au chant de "l'internationale", ce ne sont pas seulement des jeux, des manoeuvres électorales de dirigeants qui sont en cause. C'est un processus qui vient du plus profond de la classe ouvrière, des masses de Belgique, qui organisent leur révolte, leur résistance, qui refusent de payer les frais de la crise du capitalisme et qui veulent imposer leur riposte à cette crise. C'est cela que la bourgeoisie ressent et qui provoque son empressement si grand à former un gouvernement à tout prix. Quels sont les "problèmes économiques et sociaux" qui exigent un gouvernement fort pour y faire face ? C'est le plan du capitalisme européen, qui cherche à faire peser les conséquences de sa propre crise sur le dos des masses laborieuses : augmentation des prix, augmentation du chomage, bloquage des salaires, attaques aux conquêtes démocratiques, syndicales des masses, répression des mouvements de lutte. Si le PSC montre une certaine hésitation à entrer dans un tel gouvernement ce n'est pas parce qu'il est contre la réalisation de toutes ces mesures, mais parce qu'il doit affronter une importante radicalisation dans le Mouvement Ouvrier Chrétien ; et d'autre part, il cherche à maintenir, tant qu'il peut, un lien avec la droite socialiste, une porte ouverte pour de nouvelles négociations, pour une nouvelle alliance gouvernementale incorporant le PSB. La bourgeoisie ne peut plus avoir confiance dans la direction du PSB pour continuer son rôle d'administrateur du capitalisme ; mais la droite socialiste, l'appareil syndical, l'aristocratie ouvrière sur lequel se base celui-ci, est sont point d'appui essentiel pour maintenir son pouvoir, pour contenir, disperser, diluer les conséquences des luttes de la classe ouvrière. Cette étape est finie. La bourgeoisie veut former un gouvernement "fort". Mais elle ne peut l'installer sans l'appui ou "l'opposition constructive" du Rassemblement Wallon et de la Volksunie.Ceux-ci ne peuvent cautionner apparement et simplement la politique du grand capital, ils exigent en contre-partie des concessions de séparation, de division du pouvoir centralisé du pays qui ne convient pas du tout aux intérêts des grands capitalistes. Tandis que la direction du RW et FDF et VU vont de plus en plus ouvertement à droite, ils augmentent le divorce avec leur propre clientèle electorale, qui est la petite-bourgeoisie-désorientée, mécontente du manque de politique cohérente, ferme du PSB. En donnant leur appui à ce gouvernement le RW et VU donnent un soutien indispensable aux partis politiques bourgeois mais en même temps ils perdent à leur tour une bonne partie de leur propre base sociale. C'est une crise tres aigue. La petite-bourgeoisie est profondément ébranlée, secouée par la crise actuelle du capitalisme : au lieu de démontrer sa capacité à assurer l'avenir, le progrès, l'expansion, le capitalisme propose : 2 jours de travail, comme en Angleterre, diminution du pouvoir d'achat, du progrès social, économies, restrictions, se serrer la ceinture : qu'il se la serre lui-même !

Le progrès du PSB vers une position de classe n'est pas du à ses dirigeants. Il vient de toute la structure du processus mondial, des Etats ouvriers, des états révolutionnaires, des échecs, des reculs et de la crise sans issue du système capitaliste, et du progrès très important de la gauche dans tout le mouvement ouvrier, en Europe en particulier, de la lutte persistante, optimiste et pleine de sécurité de la classe ouvrière européenne. Les mineurs anglais le montrent avec une grande force : ils vont décider la grève générale totale, avec la pleine conscience que cette lutte est un coup à tout le capitalisme anglais et va précipiter la chute du gouvernement conservateur. C'est une grève pour les salaires. Mais lutter pour les salaires aujourd'hui, c'est aussi lutter pour abattre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie contre les masses, lutter pour abattre les gouvernements de droite et pour impulser la gauche au pouvoir. Tous ces problèmes sont à l'ordre du jour : en pleine crise gouvernementale en Belgique, et de tout le capitalisme européen, les PC des différents pays d'Europe capitaliste se réunissent pour discuter, chercher à définir une stratégie pour affronter globalement le capitalisme (dans un autre article nous faisons una analyse sur la portée, les limitations de cette Conférence des PC d'Europe). Mais quelles que soient leurs limitations, ce qui détermine, c'est l'impulsion objective très profonde : il faut unifier toutes les forces de gauche, il faut affronter globalement la crise du capitalisme, il faut porter des coups décisifs au pouvoir capitaliste en Europe.

La réunion des syndicats de tous les pays d'Europe capitaliste et d'Europe socialiste a une signification allant dans le même sens. En Angleterre, en Allemagne, en Autriche en France, la gauche progresse dans la recherche d'un programme socialiste, et dans l'unification de ses forces.

Si la bourgeoisie belge est si pressée de former un gouvernement, c'est parce qu'elle a besoin d'un pouvoir centralisé pour affronter ce processus, ce progrès de la gauche, qui va signifier : progrès dans le programme socialiste et fusion de ce progrès avec les mobilisations, les grèves, l'intervention directe, active de la classe ouvrière dans les grandes décisions politiques du pays. Le chant de l'Internationale au conseil du PSB vient de tout cela ! La gauche socialiste, le PCB, l'avant-garde ouvrière qui lutte dans les usines pour imposer le respect des conquêtes ouvrières et pour changer les dirigeants syndicaux qui ne veulent que la conciliation de classes, doivent intervenir de tout leur poids dans ces changements qui sont en cours dans le Parti Socialiste. Il ne faut pas accepter que les élections servent de tremplin pour de nouveaux accords gouvernement aux avec les socialistes ! Cela ne va résoudre aucun problème. Il faut rendre cette rupture définitive, non seulement avec le gouvernement, mais avec toute politique de collaboration de classes de la part de la direction du PSB.

La bourgeoisie veut faire un coup de force, et c'est pour cela qu'elle concentre ses feux contre le PSB. Les déclarations venimeuses de Perin font partie de ces intentions. Il ne parle pas au nom de son public électoral pour le moment, mais au nom d'intérêts vitaux du capitalisme. C'est une crise très profonde, qui ne pourra se résoudre dans un processus

(Suite page 4)

LA REUNION DES PC. ET L'EUROPE SOCIALISTE

La réunion des PC d'Europe, par le seul fait de se tenir, se présente comme un centre face à la crise totale du système capitaliste. Les thèmes proposés à la Conférence englobent les problèmes posés par la nécessité des changements profonds dans la société, du remplacement du capitalisme, de la lutte pour le pouvoir et la construction de l'Etat Ouvrier. Cette réunion se tient tandis que le capitalisme européen et mondial augmentent leur crise. La décision du capitalisme français de laisser flotter la monnaie provoque un pays d'Europe et démontre, une nouvelle fois, l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser la tâche historique de l'unification européenne. Cette tâche est celle du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Le programme pour l'UNIFICATION SOCIALISTE DE L'EUROPE devient le centre de la préoccupation, des discussions et des luttes pour unifier toutes les forces anti-capitalistes d'Europe — qu'elles soient d'origine chrétienne, socialiste, ou communistes— ; réaliser cette Conférence en plein centre de fonctionnement de l'OTAN et du Marché Commun Européen lui donne une signification d'autant plus grande. De même le fait que la Conférence se tienne au milieu de la crise gouvernementale en Belgique, qui est une crise très profonde pour un appui important de l'impérialisme yankee en Europe. C'est un des derniers partis sociaux-démocrates qui rompt avec un gouvernement dont il était le gérant. La classe ouvrière dans toute l'Europe démontre dans ses luttes, ses conquêtes constantes, sa volonté de pouvoir, sa décision de lutter pour porter la gauche au pouvoir dans les pays d'Europe, pour abattre le capitalisme. Les mineurs anglais agissent avec la sécurité, la puissance, de tout le prolétariat européen et mondial, montre que la classe ouvrière ne veut pas faire les frais de la crise capitaliste.

D'autre part, pour la première fois dans l'histoire, les centrales ouvrières d'Europe capitaliste et d'Europe Socialiste se réunissent. Le progrès de la révolution en Europe est porté, impulsé, à son tour, par les processus révolutionnaire mondial, par les progrès des Etats ouvriers, par l'imposition de nouveaux Etats révolutionnaires, les nationalisations se généralisent dans le monde entier.

C'est face à cela que le capitalisme, en même temps qu'il se dévore soi-même, se concentre, détruit ses concurrents trop faibles, se divise, en même temps a un impérieux besoin de s'unifier pour se préparer à la guerre. Il prépare des mesures de répression criminelle contre les masses, faute de pouvoir imposer le fascisme parce qu'il n'en a plus les bases sociales, la force. Mais il se concentre, cherche à s'unifier, pour préparer la guerre.

La difficulté pour la gauche communiste, pour les secteurs des directions qui veulent réaliser l'Europe Socialiste, est qu'ils sont confrontés à certains Partis Communistes qui ont des positions arriérées et conservatrices, comme par exemple le PC hollandais. Dans la conférence le PC hollandais est intervenu seulement avec un observateur. Il a exprimé la nécessité de faire seulement des réunions des PC des 9 pays du MEC. Cela est une position de soumission au fonctionnement du capitalisme. L'Europe des travailleurs l'Europe de la lutte de classes, de l'exploitation ne s'arrête pas aux 9 pays du Marché Commun. Le Parti Communiste, par contre, a posé la nécessité d'organiser l'Europe Socialiste. Devant ses positions peu homogènes, la tendance de Marchais n'a pas pu s'imposer. Mais la position de soumission au MEC non plus. Marchais n'a pas posé toutes les conclusions d'organisation de l'Europe Socialiste comme il l'a fait au dernier Comité Central du

Suite page 4

LES ETATISATIONS, LES DROITS DEMOCRATIQUE PROGRES REVOLUTIONNAIR

26 novembre 1973

Au Pérou, le gouvernement veut progresser dans un des terrains les plus difficiles pour la direction nationaliste : celui de la «propriété sociale». Il cherche comment développer l'économie en y intéressant les ouvriers, en empêchant le renforcement, le développement, la reproduction capitaliste de la bourgeoisie comme classe et en renforçant le mouvement ouvrier.

Il faut ouvrir une discussion sur les problèmes de la propriété privée, de la «communauté industrielle», la «propriété sociale» et la propriété étatisée, le rôle et l'importance historique de ces formes de propriété et leurs résultats concrets dans l'histoire. Ceux-ci montrent que ni la «communauté industrielle», ni la «propriété sociale» ne sont des véhicules pour le développement de l'économie, ou, en tout cas, qu'elles y contribuent très peu. Le problème réside dans la capacité de produire en associant la population à la production et à la rentabilité qui dépend elle-même du développement de l'ensemble de l'économie et non de telle ou telle entreprise. On ne peut pas faire reposer la rentabilité sur telle ou telle entreprise parce que chacune a ses intérêts privés : elle considère bon tout ce qui est bon pour elle, même si c'est aux dépens des autres entreprises. On développe ainsi l'intérêt d'une usine, ou d'une autre, dans une espèce de modèle réduit d'auto-gestion.

Les formes de la propriété s'élèvent actuellement au Pérou : le gouvernement passe de la «communauté industrielle» à la «propriété socialisée» : il cherche à développer des formes de propriété qui permettent d'augmenter la production, de rendre plus efficace l'appareil de production en améliorant les formes d'exploitation. L'intention est correcte, mais ce n'est n'est pas la bonne manière d'y parvenir. L'expérience indique que la direction péruvienne cherche à progresser, mais qu'elle reste dans les limites imposées par les formes de propriété. On ne peut développer la production qu'en se basant sur l'intérêt social. en planifiant la production en accord avec les besoins sociaux.

Les formes de propriété sont essentiellles pour la détermination du niveau de production. La «propriété socialisée» tout comme la «communauté industrielle» n'est pas une solution, bien qu'elle fasse intervenir les ouvriers. Les ouvriers peuvent améliorer la production de leur usine, y empêcher les vols, le gaspillage, mais c'est tout. Par conséquent, le coût de production sera un peu inférieur à ce qu'il était avant, mais l'usine devra continuer à concurrencer toutes les autres entreprises. Par conséquent, l'intérêt de cette amélioration est entièrement approprié par l'entreprise en question et celle-ci n'a aucun intérêt à développer une coordination au niveau des fournitures de matières premières, des ventes, de l'accumulation et des investissements de capitaux. Peu lui importe la rentabilité de toute l'économie du pays : elle ne s'intéresse qu'à celle de l'entreprise elle-même. C'est donc un gaspillage général et l'économie souffre d'un manque d'accumulation suffisante, parce que chaque entreprise fait ce qu'elle veut, et chacune cherche à s'approprier de la plus grande proportion du gain, aux dépens de tous les autres.

Chaque entreprise agit en fonction de son profit, fixe ses prix aux dépens de la population. Elle cherche à augmenter ses gains aux dépens des fournisseurs de matière première, de la qualité des produits et des secteurs les plus mal payés dans les usines elles-mêmes.

La «propriété sociale» ne met pas fin à la lutte de classes, elle ne fait que la cacher, la déguiser et la concentrer, ce qui prépare des expulsions ultérieures.

La planification de la production n'a pas pour but d'instaurer la justice, l'égalité : c'est une nécessité pour faire progresser la productivité générale, dans tout le pays.

Le Pérou est un pays qui doit être concurrentiel sur le marché mondial : dans ces conditions, son économie n'est pas assez forte pour fournir les bases d'un développement de la production qui bénéficie à toute la population. Pour cela, il faut appliquer l'étatisation et la planification de l'économie. Quand celle-ci est planifiée, on tient compte de la capacité et de la force de l'appareil de production, des besoins qui existent et les plans ne sont donc pas établis en fonction de l'accumulation dans telle ou telle usine, où chacun travaille sans se préoccuper de ce qui se passe dans les autres.

L'ETATISATION, LA PLANIFICATION ET L'INTERVENTION DEMOCRATIQUE DES MASSES

Le problème général à résoudre est le suivant : quelle forme de propriété adopter pour la grandeur du Pérou. La grandeur du Pérou consiste à produire assez pour toute sa population ! Il faut tenir compte du fait que c'est un pays à forte prédominance paysanne, où le niveau de consommation intérieure est très bas. Pour créer un grand marché intérieur, une grande capacité de consommation, il faut développer une grande production industrielle. Mais le Pérou n'a ni le temps, ni les moyens de développer une telle industrie et les formes actuelles de la propriété ne lui créent pas les conditions favorables. Par contre, en expropriant et en étatisant, l'Etat peut concentrer entre ses mains toute la production et la planifier. Si la «propriété sociale» que le gouvernement développe, permet également de planifier, elle dépasse déjà le niveau de «propriété socialisée» et fonctionne comme propriété étatisée. Il n'y a plus à tenir compte de ce qui intéresse telle ou telle entreprise, ce n'est plus le personnel, la direction, l'administration de l'usine qui décident ; c'est l'Etat centralisé et la forme de propriété et de production que celui-ci impose.

Il faut souligner les expériences des Etats ouvriers, celles de l'URSS, malgré toutes les erreurs commises : malgré les méfaits de l'ère stalinienne, le manque de démocratie soviétique, les expériences de la Chine : malgré ses erreurs et le manque de démocratie, la Chine a cessé, en 25 ans, d'être un pays ravagé par la famine, la sécheresse, les innondations, les massacres et la pénurie, et est devenue un producteur d'énergie nucléaire et un exportateur de machines. Et cela, en seulement 25 ans de propriété étatisée !

En 56 ans, l'Union soviétique qui était le pays le plus arriéré de toute l'Europe, est devenue le plus avancé du monde après les Etats-Unis. Sur certains points, elle est même plus avancée que les USA, le pays le plus développé du système capitaliste. Malgré les erreurs, les limitations, l'annulation de la démocratie soviétique, malgré tous les crimes commis à l'époque de Staline, la propriété étatisée et la planification centralisée de la production ont permis ce progrès. Ce qu'il faut améliorer, dans les Etats ouvriers, c'est la planification elle-même et la participation démocratique des masses à son élaboration.

L'étatisation, la planification et l'intervention démocratique des masses sont les trois aspects irremplaçables du progrès de la production. La démocratie soviétique est inséparable de l'augmentation de la production. La démocratie soviétique signifie le droit, la liberté de discuter de la planification et de tous les problèmes. En particulier, la liberté de discuter, tout en maintenant les inégalités de salaires, réduire les limites de l'éventail entre le salaire le plus haut et le salaire le plus bas. Une telle discussion développe dans la population un sentiment de justice, de compréhension et de résolution. Grâce à l'économie, on jette les bases pour établir ces sentiments de justice, de collectivité, (qui est la forme la plus complète de la prétendue «communauté»). La communauté maintient toujours cette différence en son sein entre la masse des ouvriers et celui qui gagne le plus, les administrateurs ; le planificateur a alors intérêt à produire en sorte de s'assurer un meilleur gain. En général l'ouvrier n'a pas cet intérêt, mais ce n'est pas lui qui décide. Alors ceux qui décident, ceux qui planifient, ceux qui déterminent la vie de l'entreprise le font en fonction de ce qui leur procure le maximum d'avantages : ce qu'on produit, la manière de le produire, la manière de le vendre, le prix, tout cela est fixé en fonction de ce qui les intéresse, eux. L'ensemble des masses ne peut pas intervenir ; elles n'ont pas la possibilité de peser et de décider.

Il n'est pas nécessaire de rester dépendant des administrateurs et des planificateurs. Il est nécessaire de planifier et d'administrer, c'est vrai, mais toute l'usine peut exercer ces fonctions. Pour cela, il faut développer dans la population, les éléments de connaissance culturelle, politique, sociale, économique, nécessaires, pour quelle puisse intervenir et peser. Cela peut se faire dans les syndicats ouvriers, paysans et étudiants. Il faut élever le rôle que jouent les syndicats en y discutant tous ces problèmes.

L'armée doit intervenir comme un facteur de ce processus, soumis à cette forme de l'organisation de l'économie. Pour le moment ce n'est pas possible, parce que l'armée comporte une aile réactionnaire qui n'attend que l'occasion pour frapper. Mais il faut développer les syndicats ouvriers et paysans pour parvenir à ce but : que le pouvoir soit aux mains de la population, au moyen du gouvernement, en créant des organes pour appuyer celui-ci et pour exercer un contrôle, pour empêcher les erreurs ou les attentats, le sabotage, l'opposition à ces plans de développement d'une économie collective.

Ni l'économie, ni la propriété étatisée, ni la planification n'est responsable du stalinisme. La preuve en est le développement économique que l'Union soviétique a connu de toutes façons. L'Union soviétique fournit des crédits, des armes, à la moitié du monde. Avec l'aide fournie au Vietnam, on pourrait faire 15 Pérou. Cela montre bien que l'économie planifiée et centralisée est suffisante pour répondre aux besoins, ce qui est incorrect en URSS, c'est la direction, c'est elle qui n'a pas été à la hauteur du développement objectif.

Tous les pays qui se développent sont obligés, même s'ils y résistent, à adopter, inévitablement, la propriété étatisée et la planification de la production. Mais comme cette nécessité conduit, à son tour, à développer la production en dépendant de planificateurs, de techniciens, d'organisateurs, d'administrateurs et de gérants, ceux-ci détournent à leur profit une partie de la production et planifient en fonction de leur propre critère de propriété et d'usufruit privé. Pour empêcher une telle situation, il faut développer la population pour qu'elle intervienne. Il faut créer un parti des masses. C'est, pour les militaires, le problème le plus difficile : ils ressentent la nécessité de construire un parti basé sur les masses, alors qu'ils n'ont pas la moindre notion de ce type de problèmes. La direction péruvienne actuelle doit s'appuyer sur l'armée, alors que cette armée comporte une aile réactionnaire qui n'attend que l'occasion de faire un coup d'état.

Il faut organiser les paysans, développer une intense activité culturelle-révolutionnaire parmi les paysans, les ouvriers, les étudiants, avec ce programme. Il faut affronter toutes les ailes réactionnaires de l'APRA, qui prépare un coup d'Etat contre le gouvernement en organisant des grèves comme celle des instituteurs, qui est réactionnaire, comme les grèves organisées par la bourgeoisie au Chili. Même si la SUTEP (syndicat des instituteurs) pose des revendications qui sont recevables, comme celle des augmentations de salaires, le but que poursuit la grève est contre-révolutionnaire ; elle tend à créer une excuse pour un coup contre le gouvernement actuel.

Nous appelons le gouvernement péruvien à répondre à cette provocation en accordant la pleine démocratie aux ouvriers. Il faut donner la parole aux ouvriers des usines, des mines, aux paysans : qu'ils fassent des meetings et donnent leur opinion. Pleine démocratie syndicale ! Si le gouvernement ne le fait pas, c'est parce qu'il ne s'en sent pas la force et parce que son programme est encore limité. Nous l'appelons à le faire, sous peine de se laisser enfermer et de freiner le développement de l'économie.

Le mouvement syndical indépendant ; ouvrier, paysan et étudiant, a une très grande importance. C'est un facteur fondamental du développement de l'économie. Faute de cela, on laisse celle-ci aux mains des techniciens et des gérants, qui toujours, de toutes façons, font confiance à la propriété privée parce que c'est elle qui leur procure le maximum d'avantages, en échange de leur capacité individuelle, aux dépens des ouvriers qui assurent pourtant la production. Gérants et techniciens gagnent beaucoup plus en régime de propriété privée. Sous le contrôle des ouvriers, il est possible de créer des techniciens et des ingénieurs qui, même sans titres aient la même capacité que les ingénieurs diplômés et qui agissent en fonction de l'intérêt de développer le pays et non en fonction de leur profit personnel comme le font les couches d'ingénieurs, de gérants, de planificateurs, d'administrateurs, issus de la bourgeoisie et liés à elle.

Les ouvriers, les paysans doivent développer toute cette activité. Il faut pousser beaucoup plus la collectivisation agraire. Passer des communautés agricoles à la collectivisation et à la planification de la production agricole. Quand les moyens techniques font défaut, la portée de la planification collectivisée se réduit, devient très lente. Mais sans prendre des mesures de collectivisation générale, il faut faire quelques expériences importantes dans ce sens, en accompagnant la collectivisation de création de coopératives, en unifiant celles-ci par la mise en commun des moyens techniques dont elles disposent. Il faut accompagner cette activité d'un vaste plan d'activité éducative, de distribution plus équitable, de participation des femmes, des enfants, de tous, à toutes les discussions. Il faut faire des plans de travail, malgré la pénurie de moyens matériels, de techniciens et de machines. Il faut faire une sorte de commune comme celles de Chine, pour organiser les forces dispersées, divisées, des régions paysannes : en faire des territoires communaux, vivant une pleine démocratie soviétique pour discuter de tous les problèmes et planifier la production.

Pour tout cela, il faut un parti, organiser une direction, avoir un programme et des objectifs répondant à ces conclusions. Il est certain que le gouvernement et tous les militaires ne peuvent pas faire confiance à un tel plan, mais ils ne le rejettent pas non plus. Ils ont fait preuve de pas mal de compréhension et progressent. Cette équipe de militaires est résolu à avancer dans le domaine de l'économie. Ils sont conscients, ils l'ont déclaré et démontré, que le capitalisme est incapable de permettre un tel développement, qu'il cherche seulement à exploiter, et ils recherchent de plus en plus l'appui des Etats ouvriers.

LES MENACES DE COUP D'ETAT ET LE ROLE FONDAMENTAL DES SYNDICATS

Il faut aider cette équipe militaire à acquérir cette compréhension. Pour cela, il faut organiser les masses, les équipes d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, dans des organismes politiques de discussion, de planification d'expérience.

Les militaires n'ont pas encore cette expérience, ils sentent qu'ils vont être dépassés. Mais ils ont démontré qu'ils n'ont pas peur même devant de très grands progrès. Ils sont encore circonspects et méfiants et ils ont peur de la droite de l'armée qui attend son heure pour faire un coup d'Etat. Il faut démontrer que face à cela, il faut mobiliser la population, non seulement à travers l'agitation politique, mais en expropriant les sources du pouvoir de la bourgeoisie : la propriété, la terre, le commerce, la presse. Il faut l'exproprier ! Pour progresser il faut en passer par là ! Le capitalisme va se lancer contre le gouvernement ? C'est vrai ! mais celui-ci va aussi recevoir de l'appui !

Au Chili aussi, l'impérialisme a pu se lancer contre le gouvernement de l'Unité Populaire, parce que ce dernier ne l'a pas exproprié, mais on a pu voir aussi le temps que l'impérialisme a mis pour faire son coup : il n'est pas sûr de lui pour le faire. L'appui va venir d'Argentine, il va réanimer le Chili, des appuis vont venir de Colombie, d'Equateur, du Vénézuela, du Mexique. Même si la Colombie et le Vénézuela ne donnent pas un appui immédiat ils sont engagés dans un processus qui les y conduit. Le Panama aussi. Panama a une importance immense. Un petit pays, que l'impérialisme tint comme dans un étau et qui ose accuser, menacer l'impérialisme et appeler à lutter contre lui ! L'équipe de militaires et de civils nationaliste-révolutionnaire qui est au pouvoir à Panama, montre cette formidable décision qui est le reflet de la révolution mondiale.

Nous sommes d'accord avec la campagne que développe le gouvernement du

S, LE ROLE DES SYNDICATS ET LE E AU PEROU

J. POSADAS

Panama et nous l'approuvons. Nous encourageons les révolutionnaires du Panama à continuer à aller de l'avant avec cette activité. Mais Panama est bien petit et le mouvement n'a pas la possibilité de prendre en lui-même une grande extension : il y a , à Panama, un mouvement populaire qui s'appuie sur les syndicats ouvriers — malgré la faiblesse numérique de ceux-ci — le mouvement étudiant et les paysans.

Venir en aide au Panama, c'est développer la révolution au Pérou, et il faut l'aider économiquement, politiquement et militairement. Dans le même temps il faut faire en sorte que s'organise au Panama un mouvement révolutionnaire qui mène de l'avant la tâche des étatisations, des expropriations et de l'expulsion de l'impérialisme, en se basant sur la lutte révolutionnaire en Amérique Latine et dans le reste du monde.

Les syndicats ont un rôle fondamental à jouer au Pérou. Ce rôle est irremplaçable. Les ouvriers ne peuvent pas se vendre et ils ne le veulent pas. Ils ne le peuvent pas, en raison de la place qu'ils occupent dans la production. Ils ne le veulent pas parce qu'ils ont déjà la conscience de classe que leur donne leur fonction objective et leur rôle conscient. On peut acheter un ouvrier ou deux, mais la classe ouvrière, comme classe, ne se vend pas. Il faut lancer un appel au gouvernement pour qu'il ait confiance, mais pour cela, il faut montrer que les ouvriers peuvent agir de manière indépendante.

L'ouvrier agit toujours en fonction de l'intérêt social, non de la propriété, ni en vue d'instaurer de nouvelles formes de propriété. C'est pour cette raison que l'autogestion a échoué en Yougoslavie. Et quand l'auto-gestion échoue en Yougoslavie, le pays qui réunissait les meilleures conditions pour cela, elle va échouer partout ailleurs. En Yougoslavie, l'auto-gestion a produit, comme résultat, la décentralisation, l'enrichissement puissant des couches qui se sont liées à l'impérialisme, qui ont essayé d'écraser l'Etat ouvrier yougoslave. Mais la structure économique de ce dernier a été plus puissante que toutes les erreurs, et l'Etat ouvrier a surmonté toutes les erreurs, liquidé tous ceux qui étaient contre la propriété étatisée, centralisée et planifiée et se ranime. C'est un exemple.

Par leur intervention, les syndicats jouent un rôle essentiel parce qu'ils recherchent objectivement le développement objectif de la production et de la société. Ils ne défendent pas des intérêts individuels. Les ouvriers de la mine Cerro de Pasco du Pérou (aux mains des Yankees) ont dit au gouvernement péruvien : « si vous nationalisez la mine, nous sommes disposés à travailler ici douze heures par jour », alors qu'ils revendiquaient auprès de la Cerro de Pasco pour les 6 heures ! Les paysans ont eu la même attitude : si c'est pour le développement du Pérou, nous sommes disposés à travailler, pas pour l'oligarchie. En agissant ainsi, les ouvriers montrent qu'ils n'ont pas d'intérêts de caste ou de classe opposés aux besoins du développement du pays. Au contraire, ces intérêts coïncident, sont harmonieux, ils ont le même intérêt pour le développement du pays. Il faut s'appuyer sur cet intérêt.

Il faut développer le mouvement syndical et revendiquer la démocratie syndicale pour tous. Tous les travailleurs doivent pouvoir parler, discuter, décider : faire les questions et les revendications nécessaires. Il faut discuter avec le gouvernement les revendications qui peuvent être limitées et celles qui ne le peuvent pas. Par exemple, les ouvriers de la Cerro de Pasco sont disposés à réduire leurs revendications si on nationalise la Cerro de Pasco. D'accord. Les bolchéviques eux aussi discutaient d'abandonner Pétrograd pour pouvoir la reprendre ensuite à mieux.

Il faut intervenir contre l'APRA à propos de la SUTEP (syndicats d'instituteurs) et discuter dans la plus pleine démocratie syndicale. Il faut lancer un appel au mouvement du SUTEP et lui dire : nous aussi, nous aurions besoin d'une augmentation de salaires, mais quelle est la situation actuelle ? Que veulent ceux qui dirigent et impulsent cette grève du SUTEP ? ». Il faut appeler à faire un mouvement de revendication, pour le développement et les droits démocratiques, tout en limitant les augmentations de salaires que les instituteurs réclament. Par contre, il faut demander au SUTEP qu'il appuie les revendications salariales des secteurs qui en ont le plus besoin. Nous voulons développer le Pérou, nous allons le faire et accompagner cette expérience en cours de développement. Par la suite, nous poserons toutes les revendications, celles-ci ne sont pas toutes indispensables, si on tient compte de la situation actuelle du Pérou. Il y a des secteurs de la population qui sont encore plus dans le besoin.

Il faut lancer un appel aux instituteurs en leur montrant que leurs revendications sont justes, que nous ne sommes pas contre. Mais ils doivent comprendre que pour les obtenir à tout prix, ils doivent organiser une mobilisation qui sert seulement à l'impérialisme. Il faut donc ne maintenir que les revendications les plus indispensables en signalant que les autres, que les instituteurs considèrent justes, sont nécessaires à prendre en compte. Il faut tenir compte de la situation qui existe au Pérou pour faire un front avec le gouvernement, afin de progresser. Les instituteurs, eux aussi, doivent dire : « nous renonçons à telle ou telle revendication, si vous nationalisez la Cerro de Pasco sans indemnisation. Nous renonçons à telle autre revendication, si vous collectivisez les terres ». C'est renoncer à une augmentation, mais pour impulser la révolution d'un autre côté. Ce n'est pas renoncer à la lutte de classes ni à l'intérêt de classe, mais c'est mettre l'intérêt de classe au service du processus révolutionnaire.

Il faut appeler les instituteurs et le reste du mouvement ouvrier à se comporter de cette manière. S'ils renoncent à leurs revendications et laissent l'Etat tel qu'il est, les patrons et l'impérialisme maintiennent leur profit : ils sont les deux bénéficiaires de la situation. Il faut donc s'adresser au gouvernement avec des arguments persuasifs et en lui montrant cette contradiction. Il ne s'agit pas d'un antagonisme envers lui, mais d'ouvrir une polémique pour esayer de le persuader, de l'influencer, pour qu'il cède. Et dans le même temps pour l'appuyer dans sa résistance contre l'impérialisme, il faut condamner ce dernier et appuyer la politique nationaliste qui va contre lui. Il faut appeler à exproprier tout ce qui reste aux mains de l'oligarchie, la presse, les terres, les usines, tout étatiser ! C'est sur cette base que doit se réaliser une mobilisation comme celle de la SUTEP.

Il faut condamner tout mouvement qui ne se comporte pas de cette façon car il sert à préparer la contre-révolution, comme ce fut le cas au Chili avec les camioneurs. Il faut se rendre compte que c'est une situation dans laquelle l'impérialisme attend le moindre mouvement pour faire un coup d'Etat contre-révolutionnaire.

En se basant sur ces mêmes conclusions, le gouvernement ne peut pas exiger des ouvriers, des étudiants, des instituteurs, qu'ils renoncent à leurs revendications, alors qu'il est possible de les satisfaire. Ce que montre cette situation, c'est qu'il est nécessaire de construire la direction, le Parti, pour mettre de l'ordre dans les revendications sans céder à l'ennemi de classe et tout en appuyant le gouvernement nationaliste pour lui permettre de progresser dans ses mesures anti-impérialistes. Pendant ce temps, il faut construire le Parti ouvrier basé sur les syndicats.

Il faut également demander au gouvernement de mener une politique qui le rende moins dépendant des techniciens et des ingénieurs. Face à la menace que représente le manque de techniciens, le fait que ceux qu'il y a partent, il faut en former rapidement, s'adresser aux Etats ouvriers pour qu'ils forment rapidement des équipes d'ouvriers comme techniciens : qu'ils reçoivent dans les Etats ouvriers une formation et apprennent le reste « sur le tas » au fur et à mesure. Pour se défendre contre le sabotage, il faut faire appel à une équipe de techniciens des Etats ouvriers et que ceux-ci forment rapidement une équipe sur place. Dans les syndicats, il faut discuter de la technique de la production, de la planification et de l'administration d'entreprise. Il faut faire des écoles et dans les programmes d'éducation, des classes primaires jusqu'à l'université, il faut démontrer la nécessité de la planification pour développer le Pérou contre l'oligarchie, contre l'impérialisme, contre les grands propriétaires fonciers et les hobereaux qui sont une entrave au progrès.

Il faut répéter, insister sur l'indépendance des syndicats comme un point essentiel : les syndicats doivent intervenir, parce que ce sont eux qui expriment l'opinion objective, ils n'agissent pas par intérêt de caste, de groupe, de secteur, ils émettent des opinions qui entraînent toute la population vers la même conclusion, alors que les techniciens, les ingénieurs, les planificateurs ont des intérêts de groupe et de secteur et des intérêts individuels. Pour cette raison, le prolétariat doit intervenir, il voit quels sont les besoins et quelle est la manière de développer le plus complètement l'économie : la propriété étatisée et la planification.

Tous les autres secteurs voient les choses en fonction de la limitation de la compréhension de l'histoire qu'ils ont, de leur dépendance de la propriété privée et de la foi qu'ils ont en celle-ci ou dans la propriété d'Etat, mais dirigée, soutenue, à travers la structure antérieure. Il faut, au contraire, comme à toute propriété d'Etat une forme de fonctionnement nouvelle : intervention des masses ! Que celles-ci soient le centre et disposent du droit démocratique d'intervenir sur tous les problèmes. Faire la même chose, qu'il s'agisse d'usines ou de propriétés agricoles : créer des sortes de coopératives socialistes, développer partout dans le pays, dans les mines, dans les usines, à la campagne, dans les écoles, la plus complète démocratie dans tous les groupes qui veulent faire un soulèvement.

Il faut combattre l'APRA, qui est l'élément contre-révolutionnaire. Il faut rejeter l'aile Villanueva et ne pas se laisser attirer par ses déclarations tendant à le faire apparaître comme l'aile gauche de l'APRA. Il faut un programme concret : étatisation, planification, en s'appuyant sur les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie, les étudiants et les professions libérales et les cadres, sur tous ceux qui sont d'accord avec ce progrès du Pérou. Il faut appeler les communistes et les socialistes à appuyer cette activité.

Il faut appeler l'armée à intervenir. Que les soldats interviennent eux aussi de cette manière et qu'ils suivent des cours en ce sens à la caserne. Le soldat aussi bien que le général doivent participer à cette tâche : développer le Pérou pour tous les Péruviens et non pour un petit groupe, et ne pas perdre de vue que les Péruviens font partie des trois cent millions de latino-américains et des trois milliards d'êtres humains qu'il y a sur la planète !

LA NECESSITE DU PARTI OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS AVEC LE PROGRAMME D'ETATISATION ET PLANIFICATION

Nous sommes intéressés à ce que ce gouvernement révolutionnaire progresse et avance d'Etat révolutionnaire à Etat ouvrier. La condition en est le développement du mouvement ouvrier et paysan, du mouvement étudiant qui doivent fournir la base pour l'organisation du Parti, qui n'existe pas et qu'il faut construire. Il faut au Pérou un Parti ouvrier basé sur les syndicats ouvriers et paysans, un parti capable d'impulser la révolution nationaliste avec le programme d'étatisations, de planification de la production, d'établissement de relations avec tous les Etats ouvriers. Ce parti doit appeler à organiser l'unification entre le Pérou, le Chili, la Bolivie et l'Equateur, base d'une planification plus complète et la transformation de toute l'Amérique Latine en Etats-Unis socialistes soviétiques d'Amérique Latine.

La crise actuelle du capitalisme montre qu'aucun pays, et encore moins un pays arriéré comme ceux d'Amérique Latine, ne peut supporter la concurrence des grands pays capitalistes. Il lui est interdit de sortir de la misère et de l'arriération. Certaines couches de la population peuvent progresser, s'enrichir, pas le pays lui-même. Il faut chercher des formes de production et le régime de propriété qui permettent au pays de combler son retard : c'est la propriété étatisée et la production planifiée. L'expérience montre que telle est l'issue. Les Etats ouvriers sont l'exemple : il faut en corriger les erreurs politiques, que ce soit le stalinisme ou des expériences postérieures comme la tuerie de dirigeants comme Lin Piao par la direction de la révolution chinoise. Mais ces erreurs ne sont pas imputables à la révolution : c'est la direction politique qui ne répond pas aux besoins. Et cependant, la propriété étatisée et planifiée a permis tout le développement actuel de la Chine, de Cuba et du reste des Etats ouvriers. C'est sur cette base que nous appelons le gouvernement révolutionnaire péruvien à cette lutte pour mener de l'avant la planification, les étatisations et l'alliance avec les ouvriers, les paysans, les étudiants, avec un programme révolutionnaire anti-impérialiste pour avancer vers des formes supérieures de la propriété et de la production.

Il n'y a pas de voie intermédiaire, de forme intermédiaire en économie, et on ne peut pas en inventer. L'économie n'est pas le résultat de l'élaboration ou des conclusions de tel ou tel. Elle est imposée par la structure de l'histoire, qui s'est produite de cette façon. Il ne peut pas y avoir, après la propriété capitaliste, une autre forme de propriété qui ne soit l'élimination de toute forme de propriété. Les masses le voient, elles en ont l'expérience pratique.

Les gouvernements nationalistes d'origine militaire, du Pérou et d'Equateur, doivent observer l'attitude des masses du monde. Quand celles-ci font une grève importante, elles tendent à occuper l'usine et à la faire fonctionner, démontrant ainsi qu'elles sont capables de la faire fonctionner parfaitement, en réalisant des bénéfices, avec une meilleure production, sans accidents ni dispute entre les ouvriers. Ce sont les capitalistes qui se disputent. Les dirigeants nationalistes militaires doivent apprendre l'exemple que donnent les ouvriers d'Europe, mais aussi d'Amérique Latine. C'est l'exemple des ouvriers du Chili qui prenaient les usines, les faisaient fonctionner et éliminaient le déficit : les ouvriers qui dirigent les usines n'ont pas intérêt au profit, ce qui les intéresse c'est que l'entreprise produise en maintenant le niveau des salaires et en attendant qu'il soit possible d'appliquer une forme supérieure de planification. C'est une expérience à faire.

C'est un processus dans lequel il faut procéder à des comparaisons. Il n'y a pas de formes intermédiaires ni dans l'économie, ni dans la production, et il n'est pas possible de combiner la propriété sociale et la propriété privée. On peut établir, comme c'est le cas au Pérou maintenant, une catégorie différente de propriété, mais cela ne représente pas un progrès pour l'économie. C'est une mesure qui facilite le maintien de la propriété privée, c'est-à-dire la propriété de ceux qui détiennent le pouvoir économique et qui cherchent ensuite à étendre ce pouvoir aux autres aspects de la vie du pays. Les masses, qui voient cela, ne peuvent pas faire entièrement confiance au gouvernement : c'est la raison pour laquelle celui-ci n'a pas l'appui ouvert des masses. Pour gagner leur confiance, il doit se montrer disposé à aller vers un processus plus profond d'étatisations.

En Argentine, les masses ont montré, en appuyant Péron, qu'elles attendaient de lui qu'il réalise cette tâche. C'est pour cette raison qu'elles ont appuyé Campora, et que celui-ci a pris une série de mesures anti-capitalistes, même s'il n'a pas pris de mesures plus complètes dans le domaine de l'économie. S'il n'a pas pris de mesures économiques directement anti-capitalistes, il a manifesté indirectement cette orientation en reconnaissant les Etats ouvriers et en établissant, au moyen d'une série de mesures, un certain monopole du commerce extérieur.

Telle est la mesure que doivent prendre maintenant les gouvernements péruvien et équatorien : monopole du commerce extérieur ! Les profits du commerce extérieur sont alors entre les mains de l'Etat qui peut les réinvestir pour développer le pays et améliorer les conditions de vie de la population. Il peut alors déterminer dans quels secteurs réinvestir et diminue ainsi le pouvoir de l'oligarchie, sa propriété. Cette dernière va saboter, c'est certain, elle va faire une contre-révolution et elle trouvera toujours dans l'APRA une tendance disposée à saboter. Mais il faut gagner la base de l'APRA et pour cela, le gouvernement doit lui démontrer qu'il est décidé à avancer dans la révolution, à prendre des mesures contre la propriété privée. L'expérience montre qu'il est possible de progresser et nos sections doivent faire des appels dans ce sens.

En même temps nous appelons le mouvement ouvrier à discuter, dans ses organisations, de l'application de ce programme. Il ne s'agit pas d'en faire une dispute et de s'allier avec l'opposition réactionnaire : il faut faire une campagne d'agitation pour que cette lutte soit menée de l'avant et créer au sein du mouvement nationaliste révolutionnaire de l'armée un courant disposé à avancer avec ce programme, sans pour autant cesser d'appuyer toutes les mesures con-

(Suite page 4)

L'echec de la ... ÉDITORIAL (Suite de la page 1)

électoral, dans une lutte pour gagner des positions, il va vers un affrontement classe contre classe. Il faut faire intervenir le mouvement syndical dans cette crise ! Nous appelons la FGTB et la CSC à se prononcer contre tout gouvernement de droite, de centre-droite : il faut faire échec à toute tentative de porter atteinte aux droits et aux conquêtes des masses. Front unique de toute la gauche pour mettre ce gouvernement en échec ! Pour cela, il faut développer, discuter un programme anti-capitaliste en commun, indépendamment d'une campagne électorale proprement dite : incorporer le MOC, la gauche chrétienne, les syndicats dans un accord de programme pour affronter les intentions réactionnaires contre les masses : — échelle mobile des salaires, bénéfices de l'automation aux masses, nationalisation immédiate de l'énergie, métallurgie, sidérurgie, banques, contrôle ouvrier, à bas le projet d'armée de métier ! ... pour un gouvernement de gauche !

Les directions syndicales sont obligées de prendre position, parce qu'elles sont elles-mêmes mises en cause dans les plans du capitalisme. Mais elles sont prises dans leur politique de négociations, prisonnières de la paix sociale qu'elles ont signée avec les patrons dans tous les secteurs de l'industrie. Elles ne peuvent organiser la riposte de la classe ouvrière, elles sont elles mêmes dans un processus de crise qui les paralyse. C'est ce qui se passe pour le moment dans les discussions sur le sort des ACEC, de même dans les discussions dans la métallurgie pour obtenir les primes de vie chère. A Charleroi, par exemple, les directions régionales de la FGTB et CSC ont accepté une nouvelle fois, de négocier la prime usine par usine, capitulant ainsi devant l'intransigeance de Fabrimétal, qui est une attitude concertée de tous les capitalistes face aux revendications ouvrières. Il faut prendre l'initiative, sans attendre les directions, la gauche socialiste peut le faire, doit le faire, lancer discussions, assemblées, meetings, pour préparer une grande avance du PSB dans d'éventuelles élections et en même temps la mobilisation des masses pour défendre les droits acquis, et les grèves, pour imposer les revendications face à la crise. Les J.S., en particulier, développent la campagne contre les projets VDB, et dans le congrès régional du Centre, ont adopté le programme du gouvernement de gauche, de nationalisations importantes. De même, nous appelons le Parti Communiste à mettre toutes ses forces pour aider la gauche socialiste. Pour cela, intervenir dans le camp syndical avec des positions contre l'appareil, lutter pour changer les directions syndicales, pour mettre des délégués honnêtes, anti-capitalistes comme dirigeants dans les usines, pour la rénovation profonde du syndicat, pour se préparer à l'affrontement avec le capitalisme. Appeler à discuter, faire des assemblées pour s'opposer au gouvernement fort, à toute mesure contre les masses, et pour appliquer, dans la mobilisation des masses, le programme anti-capitaliste.

28/1/74.

La reunion...

PC préparatoire à cette conférence, d'une part parcequ'il était confronté aux autres PC, mais d'autre part parcequ'il ne s'est pas appuyé sur l'avant garde et les masses communistes pour influencer les discussions et peser sur cette conférence.

L'analyse centrale qui est sortie en conclusion représente de toute façon un progrès. Elle pose la discussion la crise globale du système capitaliste, l'élévation constante des luttes de la classe ouvrière et des masses ; la préparation de l'impérialisme et du capitalisme à la guerre, et la nécessité de répondre à toute cette situation. Mais cette analyse est restée sans conclusions organisatives précises : l'EUROPE SOCIALISTE !

Tous les délégués ont insistés sur le fait que chaque PC devait trouver une solution particulière, spécifique dans chaque pays pour répondre à la crise du capitalisme. Si les PC agissent indépendemment les uns des autres, il n'est pas possible de construire l'Europe Socialiste. Il est aussi indispensable de discuter la participation des PC des Etats Ouvriers. La supériorité sociale, économique des Etats Ouvriers est indéniables. Il n'y a pas de crise économique, financière et sociale comme dans les pays capitalistes. Les prix sont stables, les salaires de la classe ouvrière augmentent, toutes les conditions de vie, de travail s'améliorent. Il faut faire peser cet exemple dans toutes les discussions. Il faut étendre la discussion à tous les pays d'Europe, en incorporant les Etats Ouvriers et l'URSS, qui est l'exemple de plus élevé, de la supériorité sociale de l'économie centralisée.

Nous sommes intervenu dans cette conférence pour faire avancer la discussion sur la nécessité de l'Europe Socialiste, avec le document rassemblant les textes les plus récents du Camarade Posadas sur "LA CRISE TOTALE DU SYSTEME CAPITALISTE ET LA NECESSITE DE L'EUROPE SOCIALISTE". Ce document est une partipartion, une contribution de la IVème Internationale-Posadiste à toute la discussion qui est engagée dans le mouvement communiste européen et mondial.

Nous faisons un appel particulier au PCB à discuter toutes les conclusions de cette conférence dans tous les organismes du Parti, depuis le Comité Central jusqu'aux cellules. Tout le Parti doit discuter cette conférence. Les militants communistes, les membres du Parti doivent pouvoir intervenir et discuter les conclusions de cette conférence pour les appliquer en Belgique. Il y a une opportunité formidable avec la crise actuelle du gouvernement de proposer l'union de la gauche avec le PSB et les chrétiens de gauche avec un programme anti-capitaliste, comme le programme de l'union populaire en France. Cela doit être une des conclusions fondamentales pour le PCB. Pour cela, il est indispensable que le PCB s'adresse à l'avant garde socialiste, aux militants syndicaux, qu'il organise dans tout le pays des réunions pour concrétiser un front de la gauche, avec un programme anticapitaliste.

CHILI :
VIE SAUVE ET LIBERTÉ IMMEDIATE POUR NELSA GADEA GALAN, POUR BAUTISTA VON SCHOWEN ET POUR TOUS LES EMPRISONNÉS POLITIQUES

La répression par la junte d'assassins menace l'intégrité physique et la vie de milliers d'emprisonnés politiques au Chili. Le camarade Bautista Van Schowen, du MIR, continue à être soumis à la torture dans les prisons. Nelsa Gadea Galan, ressortissante uruguayenne, fonctionnaire du Ministère du Logement au Chili, résidant à Santiago depuis 2 ans et demi, a été arrêtée par l'armée le 19 décembre 1973, et on n'a toujours pas de nouvelles sur sa situation. Son intégrité physique et sa vie sont en danger comme c'est le cas pour d'innombrables emprisonnés politiques au sujet desquels l'armée refuse de donner des informations.

Nous appelons le Parti Communiste, le Parti Socialiste, la FGTB CSC, tous les partis et syndicats ouvriers, toutes les organisations démocratiques, à intervenir pour exiger la libération de Nelsa Gadea Galan et sa libre sortie du pays, la vie sauve et la libération de Van Schowen, et à intensifier la campagne mondiale pour faire cesser la répression au Chili et arracher la libération des dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, de paysans détenus par la junte assassine.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

LES ETATISATIONS, LES DROITS... (Suite de page 3)

crètes et progressistes que prend ce gouvernement, qui sont assez nombreuses déjà.

L'activité indépendante des syndicats montre qu'il est possible d'aller beaucoup plus avant que ne le fait le gouvernement. Sa timidité, les limites de son action sont dues au manque de confiance politique, au fait qu'il ne sait pas où s'appuyer. Le mouvement ouvrier indépendant va lui donner cette confiance et ces points d'appui pour progresser sur la base de la conception de la nécessité de la propriété étatisée, de la planification de la production, de l'alliance avec tous les Etats ouvriers et du développement de la démocratie basée sur les ouvriers, les paysans, les étudiants. Tel est le véritable développement du Pérou. Il faut rechercher des alliances, des accords avec tous les Etats ouvriers, leur demander d'aider et d'appuyer la lutte des masses contre l'impérialisme, comme le fait en général le gouvernement du Pérou dans ses déclarations.

Il faut fournir un grand appui à Panama. La résolution avec laquelle ce petit pays affronte l'impérialisme yankee est un exemple pour tous les autres. C'est un petit Vietnam d'Amérique Latine et l'impérialisme guette l'occasion, les conditions, pour en faire réellement un Vietnam. Le fait que ce petit pays, qui dépend presque exclusivement du canal, ose mener la lutte contre l'impérialisme yankee et appelle à l'expropriation, à un renversement de l'impérialisme yankee, montre la situation existante, le niveau de décision qui vient du Vietnam, des luttes des masses du monde et qui impulse le progrès révolutionnaire en donnant à ces directions l'assurance nécessaire pour avancer. Aider Panama, c'est aider le développement de la lutte contre l'impérialisme dans toute l'Amérique Latine.

Il faut faire appel aux étudiants pour organiser des discussions sur les problèmes du progrès de la révolution, une discussion publique, dans laquelle le mouvement s'adresse au gouvernement, en appuyant toutes les mesures de celui-ci de progrès dans la révolution et en rejetant toute mesure, toute action qui défende, soutienne ou renforce les intérêts de la propriété privée et des grands propriétaires fonciers, allant ainsi contre le développement de la révolution. Il faut aider à une différenciation au sein des gouvernements militaires en aidant les ailes gauches qui veulent progresser mais qui se sentent entravées par les ailes droites, par les secteurs qui veulent limiter le progrès de la révolution, et menacées par la contre-révolution qui cherche à fomenter, à stimuler les tendances contre-révolutionnaires au sein de l'armée.

Il faut prendre des mesures au sein de l'armée elle-même. Introduire les droits civils et syndicaux, les droits politiques. Un citoyen ne perd pas ses droits parce qu'il est à l'armée. Pourquoi les perdrait-il, alors qu'il ne les perd ni à l'usine, ni à l'université ? Il faut maintenir les droits politiques et syndicaux des soldats et des sous-officiers, des officiers et augmenter, par conséquent, le poids au sein de l'armée des secteurs qui veulent appuyer les mesures révolutionnaires du gouvernement. Cela va heurter la structure de l'armée mais n'affectera en rien la fonction que celle-ci remplit. Cette fonction n'est pas conditionnée par la rigidité de la discipline militaire, mais par la conscience de ce qu'on défend et de ce qu'on soutient.

Les meilleures armées du monde sont celles qui défendent le progrès de la société : l'armée soviétique, chinoise, cubaine. Les masses cubaines ont vaincu l'invasion yankee à Playa Giron, les soviétiques ont vaincu l'armée nazie à Stalingrad, les chinois ont vaincu les yankees et Chang Kai Check. Les masses coréennes, qui n'avaient rien, ont battu la Corée du Sud qui avait l'appui de l'impérialisme yankee, et elles ont vaincu MacArthur. Tel est l'exemple que doivent avoir sous les yeux les militaires. Les Vietnamiens ont vaincu l'impérialisme yankee avec l'appui des soviétiques et des masses du monde, mais sur place, ce sont les vietnamiens qui ont gagné. Les masses du monde ne sont pas intervenues dans les affrontements militaires, mais les luttes sociales qu'elles ont menées contre l'impérialisme ont entravé l'action de celui-ci et l'ont empêché d'agir comme classe au Vietnam. Tels sont les exemples sur lesquels doivent s'appuyer les dirigeants révolutionnaires des armées et des gouvernements comme ceux du Pérou ou d'Equateur.

Notre section doit approfondir son intervention, faire sentir cette situation et appeler les militaires à cette lutte. Les syndicats doivent développer cette activité, voter des résolutions et lancer des appels à construire le Parti ouvrier basé sur les syndicats, ouvriers, paysans et étudiants. C'est la base pour développer la révolution au Pérou.

J. POSADAS.

26 novembre 1973.

PRESSE TROTSKISTE
- IV• Internationale (posadiste) -

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Organe du Secrétariat International de la IV• Internationale, éditée en Uruguay, Argentine, Bolivie, Mexique.

REVUE MARXISTE
Editée en français, anglais, italien, arabe, iranien, grec, espagnol.

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV• Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la Section allemande de la IV• Internationale. Paul Schulz - Postfach 16708, Frankfurt/ M-16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido obrero (trotskista), casilla de correos 2938, Correo Central, capital fédéral.

BELGIQUE
LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet, BP 273, Charleroi-Sud 6000/CCP Polet, 9762-34.

SUEDE
KOMMUNISTIK kAMP - Organe du Revolutionara kommunistika gruppen (T), (s'adresser au journal anglais).

BRESIL
FRENTE OPERARIA - Organe du Partido Operario (T), clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J. Segundo Caceres, casilla 7048, Santiago, Chili.

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe di Partido obrero revolucionario (T), Montes 12, ap 11, piso 2, Habana, Cuba.

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), apartado 3726, Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), clandestin.

FRANCE
LUTTE COMMUNISTE - Organe du Parti Communiste Revolutionnaire (T), Roc H'Congar, 63, rue Victor-Hugo, 924000 Courbevoie, CCP, Lutte Communiste, Paris 1362356.

GRECE
KOMMUNISTIKI PALI - Organe du Parti Communiste revolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Partito Communista rivoluzionario (T), Pietro Leone, casella postale 5059, 00153, Roma Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J.-L. Hernandez, Aptdo postal num, 66587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe en langue arabe et perse des militants arabes et perses de la IV• Internationale.

PEROU
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Avda Zavala Loyza (ex S. Carlos) n 144, officina 304, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Zulma Nogara, casilla de Correos 1204, Montevideo, Uruguay.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrera revolucionaria (trotskista), Amadeo Vargas Arce, casilla 644 Oruro, Bolivie.

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies S/S
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies S/S

LA FONCTION DES CONSEILS D'USINE, DE QUARTIER, D'ECOLE ET DE ZONE ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

3 Janvier 1974 (Page centrale) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 BF | 11e ANNEE | 8 février 1974 | N° 209

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance : B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

MEETING !!
POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE DE LA GAUCHE FACE AUX ELECTIONS !
Vendredi 1er Mars 1974 à 19hs
Café "AU SQUARE"
Boulevard Paul Janson, 38
Charleroi (Monument)

Appel du P.O.R.(T) aux masses travailleuses, au P.S.B., P.C.B., à la gauche chrétienne, aux syndicats :

LE FRONT DE LA GAUCHE EST NECESSAIRE AUX PROCHAINES ELECTIONS !
FRONT UNIQUE SUR UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE POUR FAIRE ECHEC AUX PLANS DE LA BOURGEOISIE !

La bourgeoisie entre dans cette campagne électorale avec des partis politiques divisés, affaiblis, et sans forces pour pouvoir appliquer le plan anti-populaire dont elle a un besoin vital pour survivre. La classe ouvrière, par contre, montre son unification contre le capitalisme, partout où elle peut intervenir, s'exprimer : dans les grèves, dans les actions ininterrompues pour défendre ou élargir ses droits syndicaux et démocratiques dans les usines, pour faire face aux licenciements, aux fermetures, au chômage, à toute l'offensive que fait le capitalisme, belge et mondial, pour faire payer aux masses sa propre crise. Cette aspiration des masses — socialistes, communistes, chrétiennes, sans parti — à faire bloc pour riposter à la crise capitaliste impulse toutes les organisations du mouvement ouvrier à se radicaliser, à s'incliner vers la gauche, à proposer certaines mesures attaquant le capitalisme. C'est l'impulsion donnée par les luttes ouvrières, par la volonté de combat des masses qui a conduit le PSB à rompre avec le gouvernement tripartite, et qui anime le MOC à proposer un programme "pour une société socialiste". Mais dans les élections, la classe ouvrière ne trouve pas un centre politique qui exprime et représente cette unification forgée dans les luttes quotidiennes et cette aspiration à changer radicalement toute la société, à se passer du capitalisme our organiser l'économie et la société. Il faut mettre toutes nos forces pour présenter un FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE dans les élections ! Les élections sont en définitive un moindre mal pour la bourgeoisie pour essayer de gagner du temps. Mais elles sont un mal de toutes manières. A l'étape actuelle, même sur le plan électoral, la bourgeoisie perd le contrôle du processus, et il faut en profiter pour faire progresser l'unification politique de la classe ouvrière et pour montrer à toute la population laborieuse de Belgique, le programme que la classe ouvrière propose et se dispose à imposer pour donner une issue à la crise du système capitaliste : un programme d'étatisations, de contrôle ouvrier, de planification de l'économie selon les besoins des gens, de défense des droits démocratiques et syndicaux, de défense et d'élargissement des conquêtes ouvrières, un programme pour unifier toutes les tendances de gauche et pour LA GAUCHE AU POUVOIR !

Les élections, par elles-mêmes, ne vont permettre aucune solution à la crise. Mais la campagne électorale peut donner la possibilité d'un puissant progrès du front unique de la gauche ! Notre Parti lance un appel, au Parti Socialiste, au Parti Communiste, à la gauche chrétienne, aux syndicats, pour intervenir avec un seul front dans les élections et dans toutes les luttes qui se préparent pour affronter le capitalisme, C'est l'aspiration des travailleurs ! Beaucoup d'ouvriers envoient au diable "toute cette comédie électorale". Ce n'est pas par indifférence. Mais c'est parce qu'on voit des disputes, les concurrences, les intérêts d'appareil, les intérêts particuliers, qui dominent encore les directions du mouvement ouvrier. Nous appelons l'avant-garde ouvrière dans les usines, la gauche socialiste, communiste, la gauche syndicale, la gauche chrétienne, jointe aux trotskystes posadistes, à ce prononcer pour LE FRONT DE LA GAUCHE, POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE POUR PORTER LA GAUCHE AU POUVOIR, à faire des accords directement, dans les communes, dans les quartiers, dans les usines pour faire peser cette volonté d'unification dans le Parti Socialiste, dans le PC, dans le mouvement syndical.

La bourgeoisie n'a pas réussi à former un gouvernement minoritaire, parce qu'une partie du PSC essaie à tout prix de maintenir une alliance avec la droite socialiste, à préparer une nouvelle coalition gouvernementale à laquelle le PSB participe ; et les partis bourgeois se présentent aux élections avec un grand morcellement, et avec une crise très profonde dans les partis fédéralistes, comme le R.W. et le F.D.F. Les dirigeants du FDF font un cartel avec le Parti Libéral à Bruxelles, dans l'espoir de trouver une nouvelle clientèle électorale, mais cela va faire éclater la crise qui couve dans ces partis : de nombreux secteurs de la petite bourgeoisie qui ont voté FDF, RW, V.U., pour manifester leur mécontentement, et leur perte de confiance dans le PSB, ne veulent pas une solution capitaliste non plus ! Ils voient eux aussi, que le capitalisme n'offre aucune perspective, aucun espoir de progrès, de stabilité ; ils veulent, eux aussi de profonds changements dans la société ; mais ils ne voient pas un centre politique, donné par la classe ouvrière. Le front de la gauche aura une force d'attraction immense sur la petite-bourgeoisie. C'est ce que montre la situation en France. Il faut faire des appels à la gauche des partis fédéralistes à se mobiliser pour impulser la réalisation de ce Front Unique, dès maintenant. L'utilisation par la bourgeoisie des problèmes linguistiques a de moins en moins d'effets pour diviser les masses. C'est le capitalisme qui s'est montré incapable d'unifier la Belgique, toute comme il se montre incapable d'assurer le progrès économique, social, culturel des masses travailleuses. Il faut donc lui opposer un programme de front unique de la gauche, de Flandres, et Wallonie, pour imposer un gouvernement de gauche représentant la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie pauvre. C'est la gauche au pouvoir qui pourra donner une solution aux problèmes dits "communautaires" : en appliquant le droit à l'autodétermination, culturelle, politique, en éliminant les décrets linguistiques, en éliminant toutes les discriminations linguistiques et culturelles. Pour cela, nous faisons un appel à tous les partis ouvriers, à la gauche socialiste et communiste, aux syndicats, à mettre au centre de ce programme : LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS FLAMANDS ET WALLONS ! Un front sur la base du mot d'ordre "fédéralisme", ne va pas faire avancer la lutte contre le capitalisme. De même, c'est absurde d'attaquer le PSB parce qu'il ne voulait pas de révision de la Constitution sur ce problème, comme le fait la direction du PC. Une révision de la Constitution : c'est rester dans le camp de la bourgeoisie. Si le PSB a reculé pendant toutes ces dernières années, électoralement, ce n'est pas parce qu'il n'a pas adopté la revendication du fédéralisme, mais parce qu'il a servi d'administrateur du capitalisme dans tous les gouvernements auxquels il participait. Le MPW, qui défendait le fédéralisme est entrée aussi fort en crise, parce qu'il n'a pas mené une politique anti-capitaliste, lui non plus.

Il faut prendre les élections, comme un des terrains sur lesquels mener la lutte de classes, tout en posant clairement que la solution à la crise ne viendra pas de ces élections, mais de la mobilisation anti-capitaliste de la classe ouvrière, de toutes les masses travailleuses de Belgique pour imposer un gouvernement de gauche en Belgique. La crise n'est pas circonstancielle. C'est la crise de tout le système capitaliste, en Belgique, en Europe, dans le monde entier ; le capitalisme mondial se prépare à la guerre pour maintenir son pouvoir, contre les Etats Ouvriers, contre les peuples du monde entier. Il le montre au Vietnam, au Cambodge, au Moyen Orient. Il le montre également en Europe : le Marché Commun, est un des piliers de la survie du système capitaliste ; il est en train de s'effondrer car chaque bourgeoisie cherche à se sauver elle-même ; la bourgeoisie française décide la dévaluation du franc ; Van Elslande, Ortoli poussent des cris d'alarme devant cette mance d'effondrement. La classe ouvrière, dans toute l'Europe, se montre sûre et confiante : les mineurs anglais qui décident la grève générale à 80 % font une action historique qui représente les aspirations, la volonté de tout le prolétariat d'Europe : c'est une grève pour affronter directement le capitalisme, renverser le gouvernement conservateur et imposer un gouvernement travailliste qui fera une politique contre le capitalisme ! Les mineurs anglais montrent l'exemple et annoncent ce qui va se développer dans toute l'Europe demain. Les élections en Belgique vont se dérouler dans toute cette situation de crise mondial, de progrès formidables de l'unification et de l'intervention de la classe ouvrière, de progrès de la gauche dans tous les partis communistes et socialistes, dans les mouvements syndicaux aussi.

Notre Parti appelle la gauche socialiste, communiste, chrétienne, la gauche syndicale, la classe ouvrière à s'appuyer sur ces progrès en Europe et dans le monde, pour imposer le front unique de la gauche, maintenant même, face aux résistances, au sabotage de l'appareil, tant du PSB que de la FGTB et de la CSC, qui est dominé par la droite. Nous appelons à s'unifier sur le programme anti-capitaliste :

- **POUR LA NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER DE L'ENERGIE, DE TOUS LES SECTEURS CLEF DE L'ECONOMIE : METALLURGIE (Westinghouse, FN, l'industrie aéronautique, les chantiers navals etc.), SIDERURGIE (Cockerill, Hainaut-Sambre, Sidmar, etc.), LES CHARBONNAGES (de**

Suite page 4

La fonction des conseils d'usi
d'ecole et de zone et la lutte p

La formation de Conseils d'usine, de quartier, d'école et de zone en Italie a une très, très grande importance. Ce sont des organismes de double pouvoir, qui disputent le pouvoir au capitalisme. Mais actuellement, ils sont bureaucratisés: ce ne sont pas des Conseils dynamiques. La qualité essentielle des Conseils, qu'il s'agisse de Conseils d'usine, d'école, ou de zone, est le fonctionnement de la démocratie intérieure. Sans démocratie intérieure, le Conseil est un instrument paralytique: le corps existe mais il ne marche pas, il est insensible.

La qualité essentielle de tout Conseil est sa vie politique et sa dynamique intérieure, c'est lui qui permet à la classe d'être représentée en lui. Il doit être un instrument vivant de polémique, de discussion, de création, afin que toutes les tendances du mouvement ouvrier trouvent là le moyen de résoudre leurs divergences dans le sein d'un instrument commun contre le capitalisme. Il ne faut pas en faire un instrument de dispute intérieure. Les Conseils doivent être l'organe où les gens discutent quelle est l'expérience la plus complète, la meilleure. Quand il en est ainsi, les courants qui discutent au sein du Conseil contribuent par leur pensée, leur analyse, leur expérience à enrichir, organiser et décider grâce à la capacité de penser, de programmer, et de diriger du prolétariat. Si ce n'est pas ainsi, ce ne sont que des Conseils démocratiquement élus, qui fonctionnent démocratiquement, des instruments paralytiques mocratiquement élus, dans lesquels fonctionnent toutes les tendances et courants du mouvement ouvrier, où se discutent tous les problèmes, stimulent dans le prolétariat sa capacité de direction de la société, ce qui l'encourage à intervenir dans tous les problèmes, à proposer, à discuter, à analyser, à tirer les conclusions et à généraliser les expériences. Et le reste de la population voit dans ces instruments un représentant de la possibilité de développer les luttes.

Les Conseils sont une création des masses. Ils ne sont pas nouveaux. Ils ont été crées par la Révolution russe, ils correspondent aux Conseils de 1917 en URSS et de 1918 en Allemagne. Aujourd'hui, on les appelle Conseils d'usine. Ils exercent une fonction plus élevée, parce qu'il y a déjà une expérience de la révolution. Ils ne sont pas une invention de maintenant. Ce sont les Comités d'usine que l'Internationale Communiste proposait de créer. Leur existence montre que la classe ouvrière n'abandonne jamais aucune conquête. Ce n'est pas le Parti Communiste Italien qui a officiellement favorisé la formation des Conseils en 1968: ils ont surgi de la base et la base l'a imposé à la direction.

La bureaucratie des syndicats et des partis ouvriers, pour contenir l'initiative des ouvriers, et en même temps pour ne pas se heurter à eux, ne pas produire de divergences ou de scissions, a dû supporter la formation des Conseils d'usine. Mais comme ceux-ci, ne se sont pas développés avec un programme de prise du pouvoir, ils ont connu un commencement de dégénérescence. Il y a les organes, mais pas la fonction, parce que le rôle qu'ils jouent n'est pas révolutionnaire. D'où la dégénérescence. La bureaucratie a essayé de maintenir les choses sur ce plan, de les laisser au niveau d'une institution, et non d'organismes vivants et dynamiques de lutte de classes.

LES CONSEILS, LA DEMOCRATIE SYNDICALE ET LE PARTI

Il faut proposer que les Conseils d'usine s'étendent aux Conseils de zone, qu'ils soient représentatifs de tous les courants, de toutes les tendances, et qu'ils discutent démocratiquement de tous les problèmes à résoudre. Ceci ne rentre pas en contradiction avec l'éxistence des partis, ce n'est pas une dispute avec ceux-ci, mais au contraire un aliment pour eux. Il faut impulser une campagne, la développer au sein du Parti Communiste pour rechercher la manière de développer cette conclusion. Les Conseils d'usine, de quartier, d'école, de zone, doivent avoir une représentation démocratique, non pas démocratique bourgeoise mais démocratique prolétarienne. Ils doivent se baser sur la démocratie prolétarienne, la démocratie syndicale. Il s'agit de discuter, de tirer des expériences, de publier, de comparer, de baser les plans d'actions et de luttes, les programmes à conquérir et à développer, en fonction de la volonté de lutte de la population du quartier, de la zone, des jeunes, des femmes, des enfants.

En proposant que les enfants participent à ces Conseils, nous ne faisons pas une idéalisation de l'enfant: mais c'est une conclusion logique. Nous ne nous basons pas seulement sur le Vietnam: nous avons aussi l'exemple des enfants napolitains. Les enfants cherchent à intervenir dans la vie de la société, ils en vivent les problèmes. Les jeux de l'enfant, qui consistaient dans le passé à s'amuser avec des poupées et des maisons, consistent maintenant à renverser le système capitaliste. C'est un beau jeu, le plus complet de tous, et qui ne provoque aucun conflit.

Il faut prendre les expériences des Conseils d'usine, des Conseils de zone, et en porter la discussion à l'intérieur du Parti Communiste et des syndicats. Il faut y mener une campagne pour la démocratie syndicale: discuter tous les problèmes. Si les ouvriers ne discutent pas, ne décident pas, ne fonctionnent pas sur la base de la démocratie syndicale, sur quelle base décide-t-on? Quel est alors le facteur qui détermine le programme des syndicats? Quel est celui-ci? De quoi tient-il compte? De la volonté de lutte des masses? De leur nécessité? Ou de la situation des capitalistes? Actuellement; le programme de la CGIL tient surtout compte de ce qui arrive aux capitalistes, et elle ne tient pas du tout compte de ce qui arrive aux ouvriers. Ils tiennent compte des problèmes de facturation de la FIAT. En discutant ainsi syndicats et patronat cherchent à impressionner les ouvriers, à les effrayer.

Il faut tenir compte de la volonté de lutte des masses, parce qu'elles sont décidées à progresser, et il faut tenir compte aussi de la crise et de l'impuissance du capitalisme qui n'a plus de solution à proposer. La volonté des masses est révolutionnaire et anti-capitaliste. Les Conseils sont anti-capitalistes, c'est vrai, et il n'y a aucune raison de le cacher. Mais il faut faire alors en sorte qu'ils soient démocratiquement élus et qu'ils discutent. Les partis aussi doivent mener cette campagne de discussion.

Le Parti Communiste doit fonctionner en cellules: non pas des cellules qui ont un rôle purement décoratif, non et non. Mais des cellules qui ont un programme d'action, de vie politique et de progrès politique. Programme d'action signifie impulser, programmer, agiter et gagner de l'autorité sur les masses pour donner une solution anti-capitaliste aux problèmes de l'Italie qui n'ont pas d'issue dans le cadre du régime capitaliste.

La presse communiste, « l'Humanité », « l'Unita », ne discutent pas cela. Dans le Parti Communiste Italien, et dans tous les autres Partis Communistes, la cellule est un souvenir du passé. « Les bolcheviques avaient un parti structuré en cellules, - c'est sûr disent les communistes, - mais ici les cellules ne sont pas nécessaires ». Les Partis Communistes n'ont pas de véritables cellules, et celles qu'ils ont, comme le Parti Communiste Français, ne fonctionnent pas. Nous avons écrit trois textes adressés aux Partis Communistes et qui posent qu'il faut fonctionner en cellule. Une des activités les plus importantes du Parti Communiste Français et Italien, non encore généralisée, mais partiellement exposée par Berlinguer dans des discours, est la nécessité de retourner au fonctionnement de cellule. de 100 ou même de 40 mais des cellules de quartier, d'entreprise, de rue. De petits organismes qui fonctionnent sur les lieux vitaux du pays et communiquent la pensée du parti, la ligne, les centres d'agitation, l'orientation de celui-ci. En échange, les cellules opérent le rassemblement des militants et les développent comme des dirigeants. Plus grande est la fonction de celle-ci, et plus se développent les organismes de pouvoir des masses pour remplacer les organes du capitalisme. Plus se développent les cellules, et plus se développent les organismes prolétariens dans l'usine, les syndicats, dans l'entreprise: ces organismes prolifèrent, se développent consciemment en organes de classe pour appliquer dans la société les décisions de celle-ci et exercer la fonction du pouvoir.

L'EXPERIENCE DES CORDONS INDUSTRIELS AU CHILI

Au Chili, les masses, de leur propre initiative, ont crée les Cordons Industriels. Mais ceux-ci n'étaient pas une invention des masses chiliennes: ils étaient une base soviétique mais sans fonctionnement et sans structure soviétique. Des organes dans lesquels la population d'un endroit déterminé peut discuter tous les problèmes, les résoudre en fonction du développement de la nécessité de la révolution, de la lutte vers le socialisme. C'est une expérience très riche. Le Cordon Industriel n'est pas un soviet mais il est un organe d'origine soviétique qui comporte ce qui fait le soviet.

Le soviet est un organisme représentatif de la population, des personnes qui participent à la production d'une zone déterminée. Elu démocratiquement, c'est-à-dire de manière soviétique, elles discutent tous les problèmes en fonction non pas des intérêts de tel ou tel secteur ou parti, mais en fonction des intérêts du développement de la révolution, de l'économie et du pays. Le soviet est l'organe le plus complet de front unique.

Les Cordons Industriels se rapprochaient de ce rôle mais ils étaient insuffisants et hétérogènes. Ils étaient une initiative des masses destinée à répondre à l'insuffisante capacité de la direction de l'Unité Populaire, à l'insuffisance de la direction politique qui ne proposait pas d'organismes d'intervention des masses. Les masses chiliennes intervenaient à l'occasion des élections, dans les grèves; et dans les usines. Et dans le reste du pays? Les masses sentaient la nécessité d'intervenir et voyaient la contre-révolution s'organiser, agir, se développer, et le prolétariat ne disposait d'aucun organe pour lui tenir tête. La police était insuffisante, car il ne s'agissait pas seulement d'exercer une fonction policière. Contenir la contre-révolution est une fonction politique d'organisation et d'intervention des organes des masses. Ce sont eux qui l'empêchent d'agir et la dissolvent. On gagne ainsi la petite bourgeoisie, les secteurs arriérés du prolétariat, de la paysannerie, les organes de l'armée, de la police et de l'administration, c'est-à-dire tout le secteur social que la bourgeoisie entraine habituellement. Les organes des masses tendent à gagner ces secteurs là, à les influencer, à travers la vie quotidienne, et tendent à créer en leur intérieur tous les éléments dans la confiance et l'assurance dans le futur de l'Etat ouvrier, le socialisme. Le Cordon Industriel est un des exemples les plus riches et les plus profonds d'organes soviétiques créés par les masses.

Les Partis Communistes n'ont pas discuté cette expérience. C'est une expérience qu'il faut renouveler. Sans aucun doute, il est possible de créer des soviets qui soient l'organe le plus complet. Mais le soviet n'exprime pas l'existence d'autres organes de quartier, d'organisation temporaire et locale. Il ne s'agit pas là d'une décentralisation qui rend plus difficile la centralisation et le progrès commun, au contraire. Toute politique soviétique correcte pour construire le socialisme, doit se planifier d'une maniere centralisée et s'appliquer d'une manière décentralisée. Plus grande est la décentralisation, plus grande est la capacité d'initiative des organes qui maintiennent la cohésion des objectifs dans le cadre de cette décentralisation. Les masses chiliennes, de leur propre initiative, ont recherché dans les Cordons Industriels le moyen d'exercer cette fonction. Il est certain que le mieux est quand le niveau politique est le plus élevé. C'est cette expérience qu'il faut discuter dans le mouvement communiste mondial.

LE FONCTIONNEMENT DES CONSEILS EN ITALIE

Durant toute une période, le fonctionnement des Conseils en Italie restera très inégal. Certains ont une vie politique permanente, animée par l'initiative, le dynamisme de l'avant-garde, et les autres, ceux qui ne fonctionnent pas sous l'impulsion de cette avant-garde, sous l'intervention de celle-ci. Ce qui importe durant cette période, c'est de voir qu'il s'agit d'un double pouvoir qui n'exerce pas encore ce rôle de double pouvoir. Tout Comité d'usine, Conseil de quartier, Conseil d'école ou de zone, est un organisme de double pouvoir qui n'exerce pas cette fonction parce que ceux qui le dirigent ne voient ni l'objectif, ni le programme, ni que la solution est dans le double pouvoir. Pendant que les Conseils d'usine se constituaient, les Partis politiques en étaient encore à discuter au sujet de faire le référendum sur le divorce, de nécocier avec le gouvernement, de rechercher un pacte. Le Parti Communiste, le Parti Socialiste n'observent qu'une fonction atténuée du Conseil d'usine. Ils ne se sentent pas impulsés à mener une lutte pour renverser le capitalisme et imposer sa conception en fonction de l'intérêt des masses jusque dans le plan de production.

Il ne faut pas mesurer les Conseils d'après le fonctionnement très diminué qui est le leur actuellement, mais en fonction de l'objectif. Il ne faut pas le mesurer comme pour en tirer des conclusions négatives, ou penser que les ouvriers n'ont pas d'intérêts. Ceux qui dirigent actuellement les Conseils n'ont pas d'intérêts. Mais le seul fait que de tels organes de double pouvoir aient surgi indique que l'avant-garde se dispose à remplacer le capitalisme. Sinon, elle ne créerait pas d'organismes de double pouvoir. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est donner une vie politique à ces organismes. Cette ligne politique ne peut pas se développer d'une manière égale parce que du sommet les partis ouvriers, et en particulier le Parti Communiste, qui est celui qui a la possibilité et le devoir de transmettre la conclusion de classe, ne le font pas. L'avant-garde n'a aucun lien avec le programme du parti. Par conséquent, le Conseil fonctionne de manière syndicale, et c'est une attitude et un fonctionnement corporatif. Cela fait nécessairement retomber l'intérêt qu'on leur porte. Mais ce qui est important c'est que malgré ce fonctionnement réduit, le manque d'intérêt de tel ou tel endroit, dans l'ensemble ce n'est pas l'intérêt qui domine. Les Conseils tentent d'exercer la fonction de double pouvoir.

Il faut le comprendre pour ne pas prendre le Conseil d'usine tel qu'il est dans une usine ou dans une autre, mais voir qu'à la FIAT, la classe ouvrière oblige la patronale à faire des discussions, des réunions, des assemblées, des élections internes, et que les Conseils d'usine de la FIAT ont repoussé le piège que le patronat voulait réaliser avec un contrat superficiel. C'est ainsi qu'il faut le prendre pour mesurer. Les Conseils sont des organes de double pouvoir qui ont besoin, pour leur fonctionnement, de la collaboration du parti. C'est pour cette raison que le Parti Communiste Italien essaie de le couper, de ne pas leur fournir de direction politique. Le pouvoir vient des usines, mais pas la direction politique. Et cependant, malgré tout, il peut surgir des usines le stimulant nécessaire pour donner la direction politique. En effet, le Conseil impulse le Parti Communiste à la résistance en lui démontrant que la classe ouvrière veut le pouvoir.

Il faut se baser sur le processus de luttes en Angleterre, ne pas se limiter seulement à l'Italie. Il faut savoir voyager dans le monde entier sans sortir d'Italie: montrer la lutte des masses anglaises et la préoccupation du capitalisme de voir la classe ouvrière avec ses cadres, qui à 99% travaillistes, résistent au capitalisme. Ils n'acceptent aucun plan, repoussent toutes les discussions. Les ouvriers anglais vont maintenant travailler trois jours par semaine: on ampute leur salaire d'une partie, et la presse bourgeoise est scandalisée: « Nous nous attendions tous à ce que la classe ouvrière tombe en prostration devant de telles mesures, et cependant les grèves continuent. Les ouvriers ne se préoccupent pas de ne pas avoir à manger, de n'avoir pas de lumière, d'avoir froid. Rien de tout cela ne les

ne, de quartier, pour le pouvoir

3 Janvier 1974

J. POSADAS

préoccupe ». La bourgeoisie dit : « Ils sont insensibilisés », parce que les masses, la classe ouvrière ne se laisse pas effrayer, ne se laisse pas intimider, n'est pas terrorisée, mais au contraire, c'est elle qui redonne une base aux syndicats.

Il faut discuter de tout cela pour montrer le sens de la construction des organes et des perspectives qui existent actuellement, en citant également des exemples français. En France, il faut faire des assemblées d'usine, parce que les ouvriers n'acceptent pas la manœuvre que veut réaliser la direction syndicale. C'est pour cette raison qu'elle a dû suspendre les discussions entre les syndicats et le patronat parce qu'il n'y a pas de base d'accord, et parce qu'il y a une résistance très, très grande à la base. En Italie, une grande partie de la direction communiste voudrait utiliser l'existence de ces organismes de double pouvoir comme un moyen de chantage pour faire pression sur la bourgeoisie, comme sur le problème du divorce, tandis que l'avant-garde communiste cherche à les utiliser bien, dans un but de classe direct.

L'expérience des Conseils d'usine n'est pas limitée simplement à l'Italie. En Italie, c'est un aspect de cette expérience. C'est une mesure, une initiative que le prolétariat prend quand se rapprochent les conditions de la lutte pour le pouvoir et quand se développent les conditions pour le pouvoir. Les Conseils d'usine ne surgissent pas à n'importe quel moment, en n'importe quelle circonstance. Pour que ces organes murissent, le prolétariat doit se sentir sûr de lui, il doit avoir fait l'expérience de cette capacité. Ce n'est pas une mesure qu'on prend pour gagner une grève. Le Conseil d'usine est une mesure de double pouvoir à travers lequel le prolétariat s'organise pour influencer le reste de la classe. Le Conseil d'usine ne surgit pas dans n'importe quelle circonstance mais dans des situations mûres pour la prise du pouvoir, quand la classe a déjà démontré qu'elle est disposée à le prendre. L'avant-garde a pu mesurer le sentiment de la classe, le vérifier dans des actions, des discussions, des petits mouvements, des réactions, des votes, des élections parlementaires, des débrayages, des conversations, l'avant-garde sent que la classe est disposée. Le bureaucrate, le dirigeant syndical, ne mesure pas de cette façon, et tient compte de son propre jugement, de ses rapports avec le patron, ce que veulent ses dirigeants, non ce que veut la classe. Il ne mesure pas en fonction de l'état d'esprit, de la décision de celle-ci ; l'avant-garde, elle, le fait. C'est pour cette raison que le Conseil d'usine surgit de la décision de l'usine même. C'est un organe de pouvoir dans lequel l'avant-garde est en contact direct avec la classe, elle voit et sent celle-ci agir, elle sent sa disposition dans l'usine, dans les discussions, dans les débrayages, dans les élections, dans la discussion pour l'augmentation des salaires. L'avant-garde mesure sa disposition non seulement à lutter pour les augmentations de salaire, mais pour conquérir de meilleures conditions de travail, pour imposer la diminution des heures de travail, en tenant compte des horaires de l'ensemble de la population, de l'être humain, de la santé. La classe avance vers cette compréhension et cette décision, et le Conseil d'usine surgit dans des conditions pré-révolutionnaires qui se mélangent déjà à des conditions révolutionnaires : le Conseil d'usine ne surgit pas à n'importe quel moment.

Les Conseils surgissent également pour affronter la limitation, le sabotage, le manque de décision de la direction de la classe. Ces dernières sont lentes et timides pour se décider, alors que le prolétariat se lance à former des organes qui correspondent au niveau de ses sentiments, au niveau des décisions de la classe, dans le pays et dans le monde. Tout Conseil d'usine inclut également un rapport de forces favorable au prolétariat. Il n'est pas strictement nécessaire que ce soit ainsi, mais dans les circonstances actuelles dans lesquelles il y a de telles mobilisations dans le monde entier, le Conseil d'usine surgit comme une expression claire et nette du rapport de forces mondial favorable au prolétariat contre le capitalisme.

Les Conseils qui existent actuellement en Italie ne représentent pas directement la volonté des masses, parce qu'ils ont été diminués, mutilés, freinés. Ils ne représentent ni la volonté de combat, ni les possibilités qui existent. S'ils représentaient la volonté de combat des masses, il y a longtemps qu'ils auraient pris le pouvoir, c'est ce que la classe veut : elle veut aller au gouvernement. Les Conseils ont déjà gagné la base démocrate chrétienne, dans les usines la classe l'a déjà gagnée : les débrayages sont complets. Le problème des divisions se pose au niveau des directions. Il faut donc en préparer de nouvelles, sans interrompre les luttes, mais en diminuer le niveau pour préparer de nouvelles directions.

LES CONSEILS ET LES NOUVELLES DIRECTIONS SYNDICALES

La préparation des nouvelles directions peut seulement se faire au moyen de la lutte pour des conquêtes, comme le prolétariat le fait actuellement. Mais ce dernier se trouve limité, car il n'a pas les moyens d'exprimer toute sa volonté de combat. L'avant-garde qui veut impulser les Conseils d'usine se heurte aux sabotages et à la résistance de ses directions. En partie, parce qu'elles ne sont pas préparées pour de telles conclusions, et en partie parce qu'elles ont peur d'être dépassées, comme c'est le cas en Angleterre. Alors elles limitent l'action des Conseils et cherchent de toutes façons une alliance avec le patronat. Dans toute limitation mise au fonctionnement du Conseil d'usine est implicite une alliance avec le patronat, parce que la direction tient en compte, non pas l'intérêt des ouvriers, ce que ceux-ci sont capables de conquérir, mais les difficultés que connait l'entreprise. Les ouvriers se moquent des difficultés de l'entreprise, si celle-ci n'est pas capable de fonctionner, il faut l'étatiser, proposer l'étatisation. Il ne s'agit pas de proposer des améliorations pour que l'entreprise continue à fonctionner. Le devoir du prolétariat, et en son sein, celui du Conseil d'usine, est de poser que si l'entreprise ne peut plus fonctionner, il faut prendre des mesures supérieures à l'entreprise privée : étatisation sous contrôle ouvrier avec un programme d'amélioration des conditions de vie des travailleurs, diminution des prix pour la population. Au lieu de cela, les directions se soumettent à ce que le patronat est en mesure de donner. Elles disent : « Le patronat ne peut pas donner d'avantage ! » Et l'ouvrier répond : « Que m'importe ce que l'entreprise peut donner ! Nous non plus, nous ne pouvons pas vivre comme ça ! » Il faut étatiser, exproprier, réaliser une planification de la production en accord avec ce qui est nécessaire pour le pays. Le pays, ce sont les besoins des masses, de la petite bourgeoisie, le développement économique qui peut se faire en se passant du capitalisme. Les directions ne le font pas, elles disent que les ouvriers ne sont pas mûrs, pas aptes. Qui n'est pas apte-? Le capitalisme ne veut pas céder, c'est normal. Alors, demain et après demain, ils ne vont pas non plus vouloir donner. Vouloir arracher une aile au capitalisme est impossible. Par définition, un capitaliste est avant tout un capitaliste : il est possible de gagner la petite bourgeoisie dans les luttes, en montrant que le prolétariat se dispose à remplacer la bourgeoisie au pouvoir et qu'il dit qu'il a un plan d'action, de production. Le capitalisme dit : « Nous avons besoin de réaliser des investissements, si les salaires augmentent, il n'y a plus de possibilités d'investir ». Si ce n'est plus possible, alors qu'on l'exproprie ! Pourquoi les directions ouvrières sont-elles contre l'expropriation ? « Nous allons devoir affronter le capitalisme, celui-ci va se soulever ! ». Aujourd'hui ou demain le capitalisme va se soulever de toutes façons, mais dans des conditions pires qu'avant.

Il faut discuter de tout cela : c'est de ces problèmes que doit discuter la masse communiste. Un centre à développer dans le cadre de cette discussion est la démocratie syndicale, la démocratie prolétarienne : la possibilité de discuter pleinement avec tout le monde, tous les courants, tous les groupes, les gauchistes et ceux qui ne le sont pas, il faut discuter. Le capitalisme se maintient grâce à la droite des Partis Communistes. Il n'a plus de forces propres. C'est pour cette raison que la droite communiste cherche à élaborer un programme de soutien, de régulateur du système capitaliste et de dévier la lutte sur les investissements : que le capitalisme investisse ! Pendant ce temps l'avant-garde prolétarienne dit : « Que m'importe les investissements ! » La droite répond : « Non les investissements signifient travail, développement ». L'avant-garde communiste a raison mais ne trouve pas le moyen de s'exprimer, elle pense par déduction et par expérience, par la compréhension qui lui vient du monde. Pour développer un Mezzogiorno il est nécessaire d'investir des capitaux équivalents au budget de sept ans de l'Etat italien. Ceci est un minimum. En premier lieu, il faudrait des milliers de millions de lires, en second lieu il faut poser la question : mais pour qui ? Les directions ouvrières disent : « Nous devons attendre le développement du Mezzogiorno pour demander des augmentations de salaires », et l'avant-garde répond : « Quand pouvons-nous attendre le développement du Mezzogiorno pour mettre fin au choléra ? », « Allons-nous attendre que le Mezzogiorno se développe pour appliquer la volonté, la compréhension que nous avons déjà, les moyens dont nous disposons pour changer la société, et au lieu de cela attendre que le capitalisme développe le pays, et seulement après intervenir ? » L'avant-garde voit tout cela.

La politique du Parti Communiste est arriérée, alors que les masses sont disposées à changer tout de suite. Pour développer l'Italie, il faut un Gouvernement Ouvrier et Paysan immédiatement, un gouvernement avec un programme dans lequel les investissements s'accompagnent d'un plan de développement du pays. Le capitalisme ne peut pas réaliser un tel plan. La perspective de production de voitures va disparaitre, ce n'est pas faute d'essence, mais parce que c'est absurde. Les ouvriers sentent qu'il est possible de planifier et discutent ce qu'il faut produire. Tandis que la direction du parti, communiste et socialiste, empêche de prendre le pouvoir, la classe développe sa capacité, crée les Conseils d'usine, d'école, de zone, et planifie ce qu'il faut produire, comment produire, comment commercer. La classe ouvrière développe les organes de pouvoir et de direction. Elle n'attend pas de manière conservatrice ce que décident ses directions. Elle cherche à prendre des initiatives de classe, de direction où investir, comment distribuer, que produire. C'est l'expression de sa volonté de peser comme une classe dirigeante. Cela démontre que tous les attributs, toutes les conditions, toutes les qualités, toute la résolution de la classe sont réunis pour résoudre dès maintenant la crise du pouvoir en Italie, qui est la crise du capitalisme. L'avant-garde le sent, elle a vu qu'elle pouvait le faire. C'est pour cette raison que les gauchistes se rebellent, parce qu'ils expriment cette volonté des masses, non pas sous forme de programme ou de politique, de coordination de la politique du programme et des objectifs. Ils ne représentent pas une direction mais ils sont l'expression du sentiment de protestation qui existe.

Il faut en discuter dans tout le mouvement communiste mondial, et proposer comme base essentielle, la démocratie syndicale, la démocratie prolétarienne. Il faut discuter dans les Conseils de tous ces problèmes, discuter que le capitalisme ne se maintient que parce que nous ne le renversons pas. Et si nous le renversons, que va-t-il se produire ? C'est la guerre ? Et si nous ne le renversons pas, c'est la guerre également ? Alors, choisissons nous-mêmes le moment, ou bien c'est eux qui vont le choisir. Voilà ce qu'il faut discuter.

Il ne faut pas considérer strictement les Conseils d'usine ou un Conseil d'usine déterminé. C'est un principe qu'il faut élever pour lui donner la direction révolutionnaire qui correspond. Le Conseil d'usine, le Conseil de zone est nécessaire, c'est une conclusion qui s'est déjà imposée à la classe ouvrière, à la petite bourgeoisie, que la bureaucratie doit maintenant admettre. Ce qu'il faut convertir, c'est le fonctionnement et la direction des Conseils. Il faut livrer la bataille pour une direction de gauche. Il faut reprendre l'exemple de l'Angleterre, où les Conseils d'usine, qui portent le nom de Shop Stewards Commitees, ont débordé leur direction.

LA NECESSITE DU FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUE DES CONSEILS

Ce qu'il faut poser, c'est comment faire fonctionner les Conseils. La bureaucratie n'a pas pu empêcher leur formation, celle des Conseils d'usine, d'école, de zone, mais elle les dénature, elle leur quitte leur force, leur initiative, leur rôle de double pouvoir. Elle en fait un organisme mort un organisme de gestion, et rien de plus. Un organisme de gestion plus nombreux, plus représentatif du quartier, de l'endroit, mais qui n'agit pas comme pouvoir, qui n'a pas plus de rôle décisif. Il réalise au niveau de l'usine, du quartier ou de la zone la même gestion qu'opère le parlement au niveau de l'ensemble du pays. La bureaucratie dénature ainsi l'organisme, lui fait perdre sa force. Mais quand de tels Conseils se constituent, c'est parce que les gens ne croient plus, n'espèrent plus du parlement, ni de la gestion de l'actuelle direction syndicale et politique. La base veut impulser ses propres directions pour prendre des mesures pour affronter le capitalisme.

Le seul fait d'avoir répondu en formant les Conseils d'usine est un triomphe. Ce qu'il faut construire maintenant, c'est une direction révolutionnaire, une direction de classe. Il faut traverser cette étape dans laquelle les directions actuelles contrôlent le pouvoir parce qu'elles ont en main l'appareil, mais ils ne vont pas pouvoir contrôler ni soumettre les masses, qui ne se laissent pas soumettre. Mondialement, tout le processus est favorable aux Conseils. Il faut préparer la nouvelle direction, l'actuelle n'est pas la direction qui correspond à la volonté des masses qui ont crée les Conseils.

La fonction des délégués doit être de s'occuper davantage de donner une réponse aux préoccupations des ouvriers, qui sont aussi importantes que les conquêtes à réaliser et la discussion sur comment les réaliser. Il ne s'agit pas de se montrer découragé, d'accepter des défaites, cela n'est pas possible, ou d'accepter qu'il n'est pas possible de faire davantage : il faut maintenir le niveau de compétitivité. tandis qu'on élit les nouveaux cadres, qu'on se prépare politiquement. Le délégué doit donner des explications, procéder à des lectures, des discussions, et réaliser en même temps certaines conquêtes. Il est possible d'en réaliser d'assez importantes.

Il faut discuter quel est l'origine du Conseil d'usine, de quartier et de zone, et la raison de leur existence. Il s'agit d'une situation pré-révolutionnaire. Le capitalisme est au bout de son rouleau, il ne peut plus rien donner. Dans une telle situation, ou bien les syndicats ou les Conseils d'usine jouent le rôle d'administrateurs du capitalisme, ou bien ils administrent l'usine en fonction des ouvriers et opposent au programme capitaliste notre propre programme. Il faut opposer notre programme à celui du capitalisme. Si les directions disent que c'est impossible, que les conditions ne sont pas réalisées, il faut leur répondre : « Comment les conditions ne seraient-elles pas réalisées ? Tout le monde le veut ». En Angleterre le gouvernement réduit la semaine de travail à trois jours, il n'y a plus de lumière, plus de chauffage, et cependant les ouvriers font grève. Ils font grève de toutes façons parce qu'ils sont disposés à remplacer le capitalisme qui est impuissant et incapable à résoudre n'importe quel problème. Le capitalisme ne peut rien résoudre, cela ne l'intéresse d'ailleurs pas, et il n'a pas les moyens de le faire. Son fonctionnement repose sur le profit et en dehors de son profit, il n'a aucun intérêt à investir ses capitaux ici.

La classe ouvrière en Angleterre déborde complètement sa direction, elle l'a débordée, et maintenant elle l'affronte. En Italie, la volonté de la classe entraine la base démocrate-chrétienne, ouvrière et paysanne, et petite bourgeoise. Les directions essaient de freiner, d'arrêter ce processus. Il faut en discuter en montrant qu'il n'est pas nécessaire d'être impatient parce qu'il est possible d'aller plus avant maintenant. Le fait qu'on ait déjà réalisé la conquête de l'organe, va permettre de l'utiliser demain. Les masses ont déjà vu fonctionner l'organe avec les Conseils d'usine. Ce qu'il faut maintenant, c'est donner à cet organe une direction et un programme. Et on a déjà fait l'expérience que cet organe est capable de réunir toute la population.

Dans les réunions des Conseils, dans les assemblées intérieures des usines, il faut parler en donnant un sens de congrès, de conférence pour permettre de préparer les cadres dirigeants de la classe qui vont à leur tour en préparer d'autres. Il ne s'agit pas simplement de réunions normales mais de réunions qui ont un sens très profond : la classe doit en discuter actuellement. Elle a déjà vu

(Suite à la page 4.)

APPEL DU P.O.R.(T)...

(Suite de la page 1)

Campine et de Wallonie), et toutes les entreprises en crise – petites ou grandes.

- POUR LA NATIONALISATION DES BANQUES ET LEUR FONCTIONNEMENT SOUS CONTROLE OUVRIER ET DES SYNDICATS (en premier lieu : Société Générale, Banque Lambert, Kredietbank)
- NON AU CHOMAGE, AUX LICENCIEMENTS, AUX FERMETURES : PARTAGE DU TRAVAIL ENTRE TOUS LES OUVRIERS ! SEMAINE DE 40 ET 36 HEURES IMMEDIATEMENT ! AUGMENTATION DES CONGES PAYES ! TOUS LES BENEFICES DE L'AUTOMATION DOIVENT ALLER AUX MASSES !
- NON A LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE, L'INFLATION : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, SALAIRE MINIMUM VITAL DE 15.000 FB., COMITES POPULAIRES POUR ETABLIR L'INDEX ET POUR CONTROLER LES HAUSSES !
- A BAS L'ARMEE DE METIER ! DEHORS L'OTAN ! A BAS LE PROJET VANDEN BOEYNANTS ! POUR UN SERVICE MILITAIRE DE SIX MOIS ! PLEINS DROITS DEMOCRATIQUES ET SYNDICAUX AUX MILICIENS !
- DEFENSE ET AUGMENTATION DES DROITS DEMOCRATIQUES POPULAIRES :
  - à bas les décrets de septembre et toutes les lois de discrimination linguistique, culturelle, d'éducation
  - non au projet Vranckx, Vanderpoorten ! droits égaux pour tous les travailleurs belges et immigrés : droit de voter, droits syndicaux et politiques !
  - égalité des femmes et des jeunes : droit à l'avortement libre, droit de vote et d'être élu à 18 ans, droit au salaire égale pour un travail égal
- FRONT UNIQUE ANTI-CAPITALISTE DES TRAVAILLEURS WALLONS ET FLAMANDS POUR IMPOSER UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN BELGIQUE ! LA GAUCHE AU POUVOIR : PSB – PCB – GAUCHE CHRETIENNE APPUYES PAR LES SYNDICATS !
- CONSEILS OUVRIERS DANS LES USINES ! CONSEILS DE QUARTIERS, DE REGIONS, QUI FONCTIONNENT COMME ORGANES DE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIER ET TOUTE LA POPULATION LABORIEUSE POUR CONTROLER ET APPLIQUER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE !
- POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE DE L'EUROPE !

Nous appelons à intervenir en front unique dans la campagne électorale avec ce programme, tout en maintenant et en augmentant toutes les luttes pour les revendications des travailleurs, pour préparer la prochaine programmation sociale, pour défendre les droits syndicaux menacés par l'offensive capitaliste qui se développe dans de nombreuses entreprises. Nous appelons à discuter sur tous les lieux de travail, à faire des réunions dans les ateliers, des assemblées ouvrières pour établir le programme des revendications de la classe ouvrière – en particulier dans la métallurgie où la bureaucratie syndicale est en train d'accepter les marchandages de Fabrimétal –, refuser toute clause de paix sociale, et exiger le respect des droits syndicaux dans l'usine ! La bourgeoisie montre au travers de ces attaques, qu'elle ne va pas respecter "la légalité", les élections, Ce qu'elle a fait au Chili, face au progrès du gouvernement d'Unité Populaire, elle va le faire également en Europe, en Belgique. C'est dans ce but qu'elle prépare la réforme de l'armée, les lois réactionnaires de répression. Il faut lui opposer le front de la gauche. Nous faisons appel à le mettre sur pied dès maintenant, dans les élections, et à préparer le triomphe de son programme dans la mobilisation anti-capitaliste de la classe ouvrière, des masses travailleuses de Belgique !

le 4 février 1974 Bureau Politique du P.O.R.(T)

Note :
Nous faisons les démarches envers le PCB et le PSB pour arriver à un accord de front unique, pour présenter une liste commune, incorporant les différentes tendances de gauche avec leur dénomination propre, sur un programme commun, aux élections du 10 mars. Nous appelons tous les camarades de la gauche socialiste, communiste, à prendre part, à appuyer ces démarches pour les faire aboutir. Mais dans le cas où ce ne serait pas possible, notre Parti se pesentera avec une liste trotskysteposadiste aux prochaines élections, pour impulser l'adoption et l'application du programme d'unification de la gauche.

CHILI :
VIE SAUVE ET LIBERTÉ IMMEDIATE POUR NELSA GADEA GALAN, ET POUR TOUS LES EMPRISONNÉS POLITIQUES

La Junte militaire assassine au Chili continue la répression, qui menace la vie et l'intégrité physique de milliers d'emprisonnés politiques. Nous apprenons l'assassinat du camarade B. Von Schouwen, dirigeant du MIR, en prison, et celle de tous les militants et dirigeants révolutionnaires de toutes les tendances, et saluons tous ces camarades qui sont une partie de la résistance et de la lutte héroïque du peuple du Chili contre la Junte fasciste et pour rétablir le pouvoir de l'Unité Populaire. Il faut poursuivre incessament la campagne mondiale de solidarité pour le respect des droits humains au Chili, pour la libération des emprisonnés politiques. Nous sommes toujours sans nouvelles de la camarade NELSA GADEA GALAN, ressortissante uruguayenne, fonctionnaire du Ministère du Logement au Chili, résidant à Santiago depuis 2 ans et demi, qui a été arêtée par l'armée le 19 décembre 1973. Son intégrité physique, sa vie, sont en danger !

Nous appelons le PC, le PSB, la FGTB, la CSC, les organisations démocratiques à intervenir pour exiger la libération de Nelsa Gadea Galan, sa libre sortie du pays, ainsi que celle de tous les prisonniers politiques, et à intensifier la campagne mondiale pour faire cesser la répression assassine au Chili !

ABONNEZ-VOUS A LUTTE OUVRIERE

PRESSE TROTSKISTE
- IV• Internationale (posadiste) -

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV• Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la Section allemande de la IV• Internationale. Paul Schulz - Postfach 16708, Frankfurt/M-16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido obrero (trotskista), casilla de correos 2938, Correo Central, capital fédéral.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), clandestin.

FRANCE
LUTTE COMMUNISTE - Organe du Parti Communiste Revolutionnaire (T), Roc H'Congar, 63, rue Victor-Hugo, 92400 Courbevoie, CCP, Lutte Communiste, Paris 1362356.

GRECE
KOMMUNISTIKI PALI - Organe du Parti Communiste revolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Partito Communista rivoluzionario (T), Pietro Leone, casella postale 5059, 00153, Roma Ostiense.

SUEDE
KOMMUNISTIK kAMP - Organe du Revolutionara kommunistika gruppen (T), (s'adresser au journal anglais).

BRESIL
FRENTE OPERARIA - Organe du Partido Operario (T), clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J. Segundo Caceres, casilla 7048, Santiago, Chili.

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe di Partido obrero revolucionario (T), Montes 12, ap 11, piso 2, Habana, Cuba.

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), apartado 3726, Quito.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J.-L. Hernandez, Aptdo postal num, 66587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe en langue arabe et perse des militants arabes et perses de la IV• Internationale.

PEROU
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Avda Zavala Loyza (ex S. Carlos) n 144, officina 304, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Zulma Nogara, casilla de Correos 1204, Montevideo, Uruguay.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrera revolucionaria (trotskista), Amadeo Vargas Arce, casilla 644 Oruro, Bolivie.

LA FONCTION DES CONSEILS D'USINE..

(Suite de la page 3.)

les très profondes fissures qui existent au sein de la bourgeoisie avec le problème du divorce.

Il faut transmettre à cette conscience : l'organe, le Conseil d'usine, de zone, de quartier, d'école, est une conquête réalisée maintenant. Les masses y voient un organe dans lequel elles peuvent intervenir sans être écrasées par l'appareil. Elle y cherche donc un contact direct avec la population. Cet organe existe, il faut lui développer une direction. La preuve que le processus révolutionnaire est plus puissant que la bureaucratie, c'est qu'elle n'a pas pu empêcher ces organismes de surgir. Elle peut les freiner, c'est tout, elle ne peut plus les liquider. Il faut attendre la prochaine étape en s'y préparant.

Il faut élever dans les nouveaux cadres la préoccupation de renforcer, d'élever le niveau politique et de comprendre cette nécessité. Il faut se préparer en attendant la prochaine étape, mais en même temps, en intervenant. Plus nous réaliserons de conquêtes en tant que Conseils d'usine, plus cela va encourager le reste à intervenir. Il n'y a aucune raison d'attendre demain. Demain est une notion relative. Demain commence aujourd'hui. Les manifestations en faveur du Chili maintiennent le niveau de préoccupation révolutionnaire, s'il y avait une diminution de la lutte, de l'organisation et de la préoccupation du mouvement révolutionnaire, il n'y aurait pas de telles mobilisations pour le Chili. Au sein des masses, dans le conflit entre le sentiment et la conscience de celles-ci, la pensée, le désir d'actions pour abattre le capitalisme sont vivants et unissent le prolétariat à celui du Chili. Les directions ouvrières n'appellent pas les masses, ne les organisent pas pour prendre le pouvoir, alors elles se raccrochent au Chili comme un moyen d'impulser la révolution. Elles maintiennent toute une aire de structure d'actions révolutionnaires. C'est pour cette raison que les mobilisations pour le Chili continuent, sinon, il y a longtemps que celui-ci serait oublié, on aurait laissé passer l'affaire.

Pour élever le fonctionnement des Conseils d'usine, pour faire intervenir tous ceux qui peuvent y prendre par dans l'usine, il faut prendre des résolutions écrasantes, par majorité, ne pas se laisser imposer par la direction ouvrière elle-même. Il ne faut pas espérer la convaincre, cette direction est contre. Il faut donc en développer de nouvelles, et en attendant, faire pression au moyen d'assemblées, de réunions, pour obliger ces directions à avancer, à laisser la place à d'autres. Une nouvelle direction comporte d'ailleurs une partie de l'ancienne. Les directions syndicales et les partis freinent la volonté de combat des masses. Les ouvriers le voient et exigent une explication. Pour le moment il ne vas pas être possible de changer la direction, mais il faut faire pression, se préparer politiquement pour la prochaine étape en maintenant un maximum de mobilisations. Il ne faut pas s'attendre à ce que d'autres le fassent. Les actions d'usine, même petites, vont avoir de grands effets, susciter la volonté de combat des autres usines. Les mobilisations vont faire pression sur la bureaucratie, encourager les ouvriers à intervenir. Dans le monde entier il en est de même. Dans toute l'Italie, la volonté de classe est la même. Il ne faut pas être déçu parce que la direction n'accepte pas pour le moment, il est possible de faire pas mal de conquêtes malgré le fait que la direction ne veut pas : des conquêtes encore limitées mais qui maintiennent la volonté de combat, la volonté de mobilisation, et qui peut aller beaucoup plus loin.

Dans la formation et l'élection des conseils, il faut faire une sélection des cadres, en élisant des membres des Conseils d'usine, des conseils de quartier, de zone qui répondent à ces besoins : ils doivent réaliser des conquêtes indépendamment du parlement et du syndicat, sans attendre de l'un ou de l'autre. Au contraire, avec leur lutte, ils vont impulser les syndicats et le parlement. Pour cela, il faut discuter ce qui se passe dans le monde entier, en Italie, en France, en Angleterre, en Allemagne. C'est un processus mondial et non un simple processus italien. Ce n'est pas pour donner une justification, mais pour montrer que l'appareil qu'il faut vaincre, c'est l'appareil qui domine toute cela. Et il faut le vaincre, il n'est pas possible de lui imposer : il faut former une nouvelle direction, il faut lutter pour une nouvelle direction avec un programme qui réponde à la volonté de lutte des masses, et non aux calculs des dirigeants, il faut refuser que ce soit eux qui déterminent ce qu'il est possible de demander. Sur quelle base déterminent-ils ce qu'il est possible de revendiquer ? Sur la base de la volonté de lutte des masses ? Les masses veulent le pouvoir, elles veulent réaliser de grandes conquêtes, elles ne veulent pas s'arrêter à des arguments comme celui que le capitalisme ne peut pas réaliser des investissements, parce qu'il n'a pas d'argent. Que l'Etat le fasse ! Ne pas espérer faciliter au capitalisme les investissements Pourquoi le faire ? Nous devons prendre en main l'Etat, les usines. Pourquoi ne pas le faire ? Le capitalisme ne vas pas vouloir bien sûr, ni maintenant, ni demain, il ne va pas le vouloir. Nous ne permettrons pas que ce soit lui qui décide. S'il décide, cela veut dire le choléra, la famine, le manque de pain, la guerre, voilà ce que veut dire le capitalisme. Il faut en discuter. Pas simplement de ce qui se passe actuellement avec ces Conseils d'usine, qui est très limité, il faut discuter la crise très profonde du système capitaliste dans son ensemble.

Le développement de la crise du système capitaliste continue à se développer sans interruption, en un processus de convulsions sociales, économiques, politiques, et de guerre constante, ininterrompue. Cette situation crée et va continuer de créer les conditions toujours plus élevées, toujours plus vives pour entraîner la petite bourgeoisie, la paysannerie à chercher des solutions comportant le renversement du système capitaliste. Il est notoire que la crise n'ait pas un aspect circonstanciel, mais le produit de de structure du système capitaliste qui s'écroule. Cette conclusion stimule les forces nécessaires pour renverser le système capitaliste. Pendant ce temps-là, les Etats ouvriers progressent, le capitalisme subsiste parce que les directions communistes ne le renversent pas. Cette situation va impulser des courants, des tendances, au sein des partis communistes, socialistes, nationalistes, catholiques de gauche, qui vont se préoccuper de programmer une politique d'ensemble contre le système capitaliste.

3 janvier 1974. J. POSADAS

Edit. Resp. : Claudine Pôlet – 39, rue Bois Monceu – 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen – 126, Grand Rue – 6080 Montignies/sur/Sambre

LES SYNDICATS, LA DEMOCRATIE DANS LE MOUVEMENT PERONISTE ET LE PROCESSUS NATIONALISTE REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE

29 novembre 1973 (pages centrales) J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e année 15 février 1974 nr. 210

Abonnem. 12 num.. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

MEETING !!

POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE DE LA GAUCHE FACE AUX ELECTIONS !

Vendredi I° Mars I9hs
Café "AU SQUARE"
Boulevard Janson, 38
Charleroi (Monument)

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (T) SUR : LES ACCUSATIONS DE PERON AU CAMARADE J. POSADAS ET A LA IVe INTERNATIONALE

(Page centrale)

Les grèves en Europe, la crise du capitalisme et les élections en Belgique exigent un programme anticapitaliste et la discussion de l'unification de l'Europe Socialiste.

EDITORIAL

La bourgeoisie, le capitalisme européen, sont en train de se débattre dans une profonde crise. En Allemagne, en Angleterre, en Italie, en France ou en Belgique, ils font face à un processus d'unification de la classe ouvrière, qui est en train de se mobiliser pour des objectifs beaucoup plus grand que des buts économiques. A la base de toutes ces grèves, actions et mobilisations de classe, il y a un profond désir d'en finir avec le capitalisme.

Dans sa crise, le capitalisme avait essayé d'utiliser la crise de l'énergie comme un bouc émissaire, à qui pouvoir imputer "tous les malheurs", mais la classe a très bien senti ce qui était une manoeuvre de la bourgeoisie pour lui faire payer la note. Si les mineurs anglais luttaient uniquement pour une augmentation de salaires, ils ne parviendraient pas à une telle unanimité dans l'action de la classe ouvrière anglaise. Leur résolution est déterminée par la volonté d'en finir avec Heath, avec le gouvernement conservateur et le capitalisme anglais. C'est pour cela aussi qu'il y a eu la solidarité immédiate des autres secteurs de la classe ouvrière. Les dockers ont refusé de décharger les bateaux de charbon, et les camionneurs de le transporter, Une telle unification se réalise quand la classe sent que les objectifs pour lesquels elle lutte sont les mêmes que ceux de toutes les masses. C'est pourquoi la bourgeoisie panique et qu'elle intervient, par-dessus le gouvernement, pour offrir des millions de livres sterling pour faire cesser la grève. Ce secteur d'industriels le font, d'une part pour sauver leur industrie qui travaille déjà au ralenti, mais surtout, parce qu'ils voient que cette grève sert de stimulant aux autres secteurs, et peut déboucher sur un processus de grève générale, d'affrontement global de toute la classe ouvrière. Dès maintenant, la grève est un triomphe : la décision de faire de nouvelles élections montre bien l'échec du gouvernement conservateur. Tous les sondages qu'ils font ne sont que des mensonges. Ils présentent Heath comme s'il allait gagner des voix à cause de la grève. Non. Il doit partir parce que la classe ouvrière le mettra à la porte !

Le capitalisme allemand ne se porte pas mieux avec la grève des services publics. Jamais, depuis la guerre, il n'y a eu une unification aussi large de tous les employés et ouvriers des services publics. Les conditions qui ont rendu cette unification possible, ne se trouvent pas particulièrement en Allemagne, ni en France, ni en Belgique. Elles sont le résultat d'une élévation de la résolution de classe, de se passer du capitalisme. Elles sont aussi le résultat de l'impossibilité pour le capitalisme de donner la moindre solution à la crise, si ce n'est une plus grande exploitation des masses, le chômage etc.

C'est dans ce cadre que les élections vont se dérouler en Belgique. Les grèves et actions de la classe ouvrière, pour défendre le niveau de vie, contre les atteintes patronales aux droits syndicaux, contre le chômage, les licenciements, se sont produites continuellement, même si, dans cette période, elles diminuent d'intensité. Mais toutes ces mobilisations, unies à l'élévation du processus en Europe, et mondial, produisent une radicalisation d'un secteur du Parti Socialiste. Il y a des années que le PSB ne fait pas une campagne avec des affiches dénonçant les monopoles capitalistes, proposant la nationalisation de l'énergie, et un contrôle de la banque. De tels changements se produisent dans tous les partis socialistes, dans le monde entier, car ils doivent répondre à un processus, à une dynamique interne des luttes de la classe ouvrière. L'interinfluence qui s'exerce est très profonde. En France, les petits paysans viennent de faire une concentration devant les portes de Renault-Billancourt, pour discuter avec la classe ouvrière quelle issue donner à la crise de décomposition du capitalisme. En Italie, les grands mouvements de grève rassemblent des centaines de milliers de gens, comme à Naples. Des dizaines d'exemples montrent ce processus d'unification de la classe, sa combativité, sa résolution, le sentiment qu'elle est capable de se passer du capitalisme, que l'humanité n'a pas besoin de lui pour se développer, tout au contraire.

LA RADICALISATION DU P.S.B.

Le Parti Socialiste n'est pas étranger à tous ces changements. Evidemment, il y a une part importante de carriérisme, d'opportunisme parmi ses dirigeants. Mais avant, le PSB était un administrateur direct des biens de la bourgeoisie, qui s'en servait pour contenir la classe ouvrière. Maintenant, tous ces changements se font au détriment de la bourgeoisie. Notre tâche — et celle de toute l'avant-garde révolutionnaire, socialiste et communiste — est de faire avancer cette discussion à l'intérieur du PSB, élargir la discussion de la nécessité du programme anti-capitaliste, développer ces arguments et cette confiance pour la gauche socialiste, montrer qu'il est possible aujourd'hui, d'aller beaucoup plus loin.

Par exemple : pourquoi la gauche socialiste, tout en intervenant dans la campagne électorale qui se développe maintenant, ne discute pas, n'élabore pas un programme pour le prochain congrès du PSB. Cette discussion est importante. Un secteur du PSB voulait retarder de nouveau indéfiniment le congrès doctrinal, c'est à dire laisser la voie libre pour que la direction du PSB engage une nouvelle alliance gouvernementale. Il faut écrire sur tout cela, appeler tous les militants socialistes à intervenir dans cette discussion ? Il faut le faire pour développer une base d'appui plus profonde au sein du Parti et affronter de nouveaux reculs de la direction. Il n'est pas possible de mener la lutte pour l'un ou l'autre amendement, mais il faut préparer un programme d'ensemble pour expulser la droite du PSB. Maintenant, toute la campagne du PSB s'oriente contre les truts capitalistes, les trusts pétroliers etc. Que font alors des gens comme Simonet, à l'intérieur du Parti, s'il est, lui, ancien administrateur d'une grande société capitaliste comme la MBLE. Ceci est déjà en contradiction avec le programme socialiste ; mais, en plus de cela, c'est lui qui fait les documents préparatoires au prochain congrès doctrinal. C'est absurde ! Les camarades doivent dénoncer cela devant l'opinion publique des usines, des quartiers, faire appel à tous les militants du Parti à envoyer des lettres, s'opposer à ce que Simonet fasse ces documents, et proposer un programme anti-capitaliste. Cette campagne n'affaiblira pas le Parti, au contraire ; cela le libère, pour intervenir avec une puissance plus grande.

C'est comme cela qu'il faut envisager la campagne du Parti Socialiste. S'appuyer sur toutes les luttes de la classe ouvrière, appeler à élargir la liste des nationalisations, à tous les secteurs clés de l'économie. Les affiches socialistes posent "avec les socialistes contre les monopoles capitalistes". D'accord, mais, être contre, qu'est-ce que cela veut dire ? revenir à une dispersion de petites entreprises ? Non ! Il faut proposer : nationalisation des monopoles capitalistes sous contrôle ouvrier !

(Suite à la page 4)

POURQUOI LES TROTSKYSTES SE PRESENTENT AUX ELECTIONS

Le Front de la gauche est en discussion au sein de toutes les organisations du mouvement ouvrier, communistes, socialistes ou chrétiennes. L'exemple de l'Union Populaire et du Programme Commun en France a donné un stimulant et une base matérielle importante pour faire progresser cette discussion. L'expérience historique des deux années de gouvernement d'Unité Populaire au Chili, également, malgré les coups transitoires portés à la révolution socialiste au Chili par l'impérialisme américain et la bourgeoisie chilienne.

Mais la crise du capitalisme, marquée ces jours-ci par la crise politique profonde que signifie la chute du gouvernement tripartite et les prochaines élections, va encore plus vite que le progrès de l'unification des tendances de gauche anti-capitalistes. Les élections ont pris de court la plupart des directions qui ne se préparaient pas pour intervenir dans ce processus secoué par la crise, pour lui donner, à très bref délai, la perspective de la solution socialiste. Les élections sont une partie — bien qu'atténuée — de la lutte de classes. Les problèmes posés aux masses par la crise de décomposition du système capitaliste — chômage, licenciements, hausse du coût de la vie, bloquage des salaires, atteintes à toutes les conquêtes et aux droits démocratiques populaires, préparatifs de guerre mondiale — vont trouver leur solution, au travers de la lutte pour le pouvoir, pour renverser le capitalisme, pour imposer la gauche au pouvoir, pour imposer un programme anti-capitaliste. Dans la campagne électorale, comment faire avancer cette perspective, ce programme, comment unifier les forces qui mettront ce programme en avant au travers de l'organisation, de la mobilisation des masses, au travers de la construction des organismes de pouvoir des masses ? C'est cela qui doit être au centre des discussions, des préoccupations pour former un front de tendances de gauche.

Ce front devra se former nécessairement, avec la participation, comme centre principal du PSB. du mouvement syndical, de la gauche chrétienne, en rupture avec le PSC. C'est dans ce but que notre Parti a proposé d'établir une liste commune avec le Parti Communiste et le Parti Socialiste — en particulier dans la région de Charleroi — de même que nous proposerons aux élections de voter pour le Parti Communiste ou le Parti socialiste là où des candidats de la gauche se présentent.

Le PCB à Charleroi a formé une liste UDP, avec un groupe de chrétiens de gauche, et des socialistes isolés. La base programmatique de cette union est de

Suite page 4

LES SYNDICATS, LA DEMOCRATIE DANS LE MOUVEM
LE PROCESSUS NATIONALISTE REVOLUTIONNAIRE

29 novembre 1973

Il y a un progrès dans le mouvement communiste mondial. En voyageant à Cuba, Brejnev inaugure une étape d'activité beaucoup plus prononcée vis à vis de l'Amérique Latine. Tel est l'objectif du voyage, même s'il ne le dit pas. Il ne se rend pas à Cuba pour dominer Fidel Castro, mais pour peser sur l'Amérique Latine, tout comme il a été aux Indes pour peser en Asie, et pour se préparer pour la guerre atomique... Même s'ils ne la veulent pas — tout comme nous ne la voulons pas — ils s'y préparent. Il en allait différemment avec Staline, qui lui, a laissé les nazis lui arriver dessus. Aujourd'hui, ils prévoient, envoient la flotte soviétique en Méditerranée. Il est bien évident que nous ne décidons pas de tout cela, mais faisons néanmoins partie de l'organisation de la compréhension qui en décide.

Notre joie est d'y contribuer; tout comme pour Trotsky, dont la joie était d'écrire pour contribuer à l'histoire, même s'il n'allait pas la voir, sachant qu'ils allaient le tuer. Telle est la joie humaine, celle qui nous met en communication avec le meilleur de l'existence. C'est notre activité qui nous a permis de parvenir à exercer cette influence. Il faut la maintenir. C'est à cette étape que nous parvenons. Il ne s'agit évidemment pas d'une étape définitive, mais d'un niveau supérieur de la régénérescence partielle et de la rencontre historique.

Même si notre section argentine, notre équipe latino-américaine n'ont pas l'occasion d'exercer une grande influence sur les partis communistes, dans la mesure où les conditions pour le faire n'existent pas, elles y incident dans la mesure où elles pèsent sur les mouvements nationalistes. Elles incident sur leur compréhension politique, sur sa généralisation, leur faisant adopter des attitudes objectives beaucoup plus profondes. Et cela, non dans l'intérêt de la défense des frontières, comme cela peut être en partie vraie en ce qui concerne l'Inde, mais pour impulser objectivement la révolution.

Le voyage de Brejnev à Cuba vise essentiellement à développer l'autorité des soviétiques sur l'Amérique Latine, à prévenir les yankees et à les contenir. Il est bien certain aussi, que Brejnev se rend à Cuba pour contenir les critiques internes de Fidel Castro qui publiquement, ne critique que peu ou rien. Là n'est de toutes façons pas l'objectif. L'objectif est d'impulser la révolution latino-américaine. Le sens est le même que pour la rupture de l'URSS avec la Junte chilienne. Elle a brisé avec celle-ci et Brejnev visite Fidel Castro, alors que les yankees sont en face de Cuba. C'est aussi une impulsion au reste du mouvement révolutionnaire latino-américain, un stimulant au mouvement nationaliste bourgeois qui se sent avec l'envie d'avancer.

ORGANISER LA GAUCHE DANS LE PERONISME

La tâche la plus importante en Argentine est d'organiser la gauche dans le péronisme, en vue de parvenir aux changements qui s'imposent, et entre autres, à briser le monolythisme d'une direction agissant en patron. C'est en effet bien là, qu'il n'existe aucune démocratie. Il faut le dénoncer. Qu'est-ce que ce Conseil Supérieur Péroniste? Par qui a-t-il été élu? Où sont les millions et millions qui ont voté pour Péron, les trois millions qui ont été l'accueillir, qui se sont mobilisés pour qu'on ne le tue pas? Ont-ils voté pour élire ce Conseil? Quel est leur opinion? Comment élit-on la direction des « 62 » organisations et des syndicats ayant élu Péron? De quel droit cette direction a-t-elle été élue alors que toutes les masses sont contre? Il n'y a aucune démocratie. Aussi la lutte pour cette dernière, est-elle unie à l'organisation de la gauche.

L'assassinat de militants de la Jeunesse péroniste, tout comme celui de notre camarade Martin, est un indice de l'intervention de la CIA contre la gauche péroniste, contre nous aussi, un indice de ce qu'elle va accroître son activité. La Jeunesse péroniste, la Jeunesse ouvrière fait une défense très courageuse, très décidée, mais n'est pas organisée. Dans la mesure où il n'y a ni droits démocratiques, ni fonctionnement démocratique, la Jeunesse péroniste ne peut pas non plus être organisée démocratiquement. Cette tâche est à réaliser, pour les impulser à utiliser le mouvement ouvrier. L'organisation de la Jeunesse ouvrière avec un programme, une politique anti-capitaliste, doit être accompagnée d'une action pour impulser la gauche syndicale à s'organiser et à faire face à la direction de la CGT.

Il faut intervenir pour organiser la gauche dans le mouvement péroniste : la gauche syndicale, la gauche dans la jeunesse et promouvoir l'unité de la jeunesse avec les syndicats sur la base du programme de Huerta Grande et de La Falda, avec des positions plus à gauche. Il faut, sur cette base programmatique, unir les mouvements syndicaux à la lutte interne du péronisme; aider à maintenir la gauche face à la pression, à l'offensive de la droite pour imposer un gouvernement qui lui convienne. Si elle maintient le gouverneur comme façade, pour contenir la gauche, elle met en place des ministres qui font sa politique et non celle du gouverneur. Il faut promouvoir un mouvement qui impose la démocratie. On ne peut lutter pour le progrès et la démocratie, si celle-ci n'existe pas à l'intérieur du mouvement. Il faut insister là-dessus. Tous ces types de droite sont des réactionnaires et des fascistes. Il faut en conséquence les traiter comme tels et non comme péronistes. Ils peuvent s'appeler péronistes, ils n'en sont pas moins des réactionnaires et des fascistes. On ne peut se libérer ainsi de l'impérialisme, en omettant les droits démocratiques.

LA FORCE DU TROTSKISME-POSADISME

Le mouvement péroniste a des objectifs, un programme et une politique très diffus. Il ne s'agit pas d'un programme susceptible d'être atteint. C'est un programme de libération, pour une patrie juste et souveraine. Les ouvriers, eux ont un programme concret : Huerta Grande et La Falda. Il ne suffit pourtant pas de le marteler en comptant que la répétition va convaincre. Cela est erroné. Ce n'est pas faute de l'avoir dit et redit qu'il ne convainc pas, mais bien à cause du caractère arriéré des dirigeants péronistes syndicaux. Leur résistance n'est cependant pas suffisante à expliquer que ces programmes ne progressent pas, il faut aussi tenir compte de l'absence d'antécédents et de préparation historique.

C'est une façon plus directe de montrer l'échec des partis communistes et socialistes qui n'ont pas éduqué le mouvement ouvrier, ni aucun courant important. C'est aussi l'expression de l'échec du vieux trotskisme, qui s'est montré tout aussi incapable d'une telle tâche. Il aurait dû construire un courant. Voilà pourquoi nous sommes le seul courant existant dans le mouvement ouvrier, le seul ayant poids et importance, comme trotskistes-posadistes. D'autres s'appellent trotskistes, mais ils n'ont rien du trotskisme. Ce sont des carriéristes, des impressionnistes qui durent une semaine, un mois, puis tout est fini.

Il faut comprendre que notre activité de développement de cadres et de dirigeants syndicaux, doit être une de nos préoccupations essentielles. Nous devons organiser et développer des cadres syndicaux, les éduquer politiquement, les préparer théoriquement avec une intense vie. Nous devons dédier plus de temps à cette préparation de cadres tant syndicaux, qu'universitaires.

Il est très significatif que les communistes aient perdu des voix dans presque toutes les élections universitaires, voix gagnées auparavant. Le triomphe des listes péronistes, appuyées par nous dans un grand nombre de facultés, indique une intervention beaucoup plus importante qu'avant. Des gens qui votaient autrefois communiste pour voter à gauche, votent pour la même raison aujourd'hui, péroniste. Ce n'est pas un recul, mais un dépassement, un progrès par rapport à l'étape antérieure. Ils votent non seulement en fonction des problèmes argentins, mais aussi du monde, de la situation mondiale, en particulier en fonction du triomphe du Vietnam, du développement des luttes des masses d'Europe, du Japon, du développement du Pérou, etc... Il faut prendre tout cela en exemple, pour montrer l'effet « boomerang » du Chili, en dépit de la défaite transitoire du prolétariat. Cette défaite n'a pas été un facteur de dépression, d'intimidation, de peur, de terreur pour les masses argentines. Il y a, au contraire, un progrès, tant dans le mouvement universitaire que syndical.

Il faut donner au mouvement universitaire un programme avec des objectifs. Tout en accompagnant la tendance péroniste, il faut faire une activité très très didactique pour gagner celle-ci à la conception marxiste de la lutte étudiante, en démontrant que le problème étudiant fait partie de la lutte des ouvriers. Il faut lutter pour un développement démocratique-socialiste et non pour la démocratie en abstrait, et donc exiger la démocratie dans les « 62 Organisations ». En effet, où est-elle cette démocratie dans les « 62 »? Où est-elle dans le Parti Péroniste? Il faut discuter de l'absence, là de toute démocratie. Il existe des organes que personne n'a élu, des décisions dont personne n'a eu connaissance et qui sont ainsi toutes favorables à la bourgeoisie. Même celles qui affectent l'impérialisme, sont prises en fonction des intérêts de la bourgeoisie nationale, alors que le prolétariat a appuyé Péron pour qu'il soit un véhicule de sa volonté anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il faut développer dans le mouvement universitaire un courant qui pèse sur le mouvement ouvrier; que le mouvement universitaire s'adresse, tout en se développant, au mouvement ouvrier et l'appelle à organiser des mouvements en commun, sur la base des intérêts communs, des droits démocratiques et d'un programme de développement économique, indépendant de l'impérialisme, qui appuie des mesures d'étatisation, de planification. Il faut en même temps exiger des élections démocratiques dans la CGT, la préparation démocratique de toute élection. Cela est fondamental. Il faut exiger les droits démocratiques des masses, pour décider, élir qui elles veulent, mener de l'avant la lutte contre l'arrogance de l'appareil.

Il faut organiser et lancer un appel au mouvement ouvrier à préparer, développer des organes capables de liquider tous les assassins, tous ceux qui remplacent la pensée, l'opinion par le revolver, en disant tout simplement qu'ils sont au service des patrons, de l'impérialisme. Il faut faire une campagne dans le mouvement ouvrier pour que chaque ouvrier puisse intervenir pour massacrer les assassins, pour expulser, éliminer, liquider tous ceux qui s'opposent aux libertés démocratiques.

Il faut poser que « s'il n'y a pas de liberté démocratique dans le mouvement ouvrier, il est impossible de lutter pour elle dans le pays, et qu'il s'agit alors de lutter simplement pour les intérêts des capitalistes qui dirigent le péronisme ». Il faut montrer la différence avec la période où Campora et Righi étaient au pouvoir. Pourquoi ne revient-on pas à cette étape? Il y avait à ce moment-là des mesures de démocratisation très profondes, l'élimination de l'arrogance policière, la libération de tous les emprisonnés politiques, la liquidation des organes de répression anti-communistes, la liquidation de toutes les lois anti-communistes. Si tout cela existent encore, il n'en reste pas moins que les organes policiers se réorganisent, qu'il n'y a pas les droits démocratiques d'avant, parce que l'on réprime les grèves. Il faut appeler la police à n'en réprimer aucune.

La grève est un droit et un moyen logique et nécessaire de lutte, une des bases du développement du pays. Sans grèves, le pays ne se développe pas; il reste aux mains d'une petite couche alliée à l'impérialisme. La grève active, la lutte intérieure dans le pays, permet en conséquence de faire pression, de diriger, de contrôler le développement démocratique pour empêcher qu'une couche de capitalistes commerce avec l'impérialisme.

LES PLANS ECONOMIQUES ET L'EXEMPLE DES ETATS OUVRIERS

Il faut faire aussi et en même temps, une discussion sur les plans économiques. L'Argentine doit développer l'économie et sur la base de l'exportation de la viande et du blé, ce qu'elle peut faire est très peu. Elle exporte en effet viande et blé à un prix infime et importe les machines, le pétrole, toute l'énergie nécessaire à un prix énorme. Individuellement et en tant que capitaliste, l'Argentine n'est pas compétitive sur le marché mondial. Son développement est très, très limité. Il faut donc comparer, avec la Bulgarie par exemple qui était cent fois plus arriérée que l'Argentine.

En 1943, l'Argentine exportait viande, blé, articles manufacturés, avait un peu d'industrie, alors que la Bulgarie exportait de l'herbe, des vaches, un peu de blé, des produits agricoles. Sa productivité était minime. Ce qui aux Etats-Unis, demandait 10 ouvriers, en exigeait 100, en Bulgarie. Les rendements à l'hectare étaient, par exemple, de 4000 kilos de blé aux Etats-Unis et seulement de 200 ou de 180 en Bulgarie. Aujourd'hui, la Bulgarie est par contre un pays où l'agriculture s'est le plus développée, où l'exportation de machines se fait dans le monde entier; les ouvriers, les techniciens, la technologie, tout cela est aussi avancé qu'en France. De tels arguments doivent toujours être utilisés.

Il faut faire des comparaisons historiques. Montrer ce qu'était Cuba hier, et ce qu'il est aujourd'hui, bien que n'ayant pas encore développé tout son potentiel, parce qu'il n'y a pas un plan raisonnable et logique. Cuba continue à dépendre du sucre et de plans très empiriques. Mais aujourd'hui la faim a disparu de ce pays. Autrefois, à l'époque de la canaille de Batista, seuls les opulents et les riches connaissaient les œufs. Aujourd'hui, tout le peuple cubain en consomme, même s'il mange peu encore. La viande était inconnue pour la plupart, aujourd'hui, tous les cubains en mangent. Aujourd'hui, on peut parler et discuter même s'il n'y a pas encore suffisamment de démocratie syndicale, et si le développement de la vie intérieure, des discussions libres, des polémiques est insuffisant. Il y a de toutes façons un développement très grand de l'intervention de la population, qui prépare des sauts démocratiques ultérieurs. Il faut tout simplement montrer cela.

Développer la propriété individuelle grâce à la bourgeoisie nationale est une manière très limitée de développer l'économie. La bourgeoisie, en concurrence avec l'impérialisme, doit développer l'économie, mais ce ne peut être que d'une façon très limitée. La propriété étatisée le fait dix fois mieux. La bourgeoisie peut le faire sur un court délai, mais ensuite, vient la crise. Elle ne peut faire que très peu dans le domaine de la production industrielle, car, face à la grande production des pays capitalistes développés, elle ne peut tenir la concurence. L'Argentine continue à être pour la production de blé et de viande, un pays arriéré parce que dépendant d'eux. Pour pouvoir déterminer le cours de l'économie, développer la consommation, la culture, l'éducation générale, la santé du pays, faire face à l'accroissement démocratique, il faut développer le pays sur la base de la propriété étatisée.

Il faut discuter et analyser beaucoup sur la base des avantages de la propriété étatisée et montrer que l'on peut, grâce à elle, planifier. Il faut montrer le progrès immense qu'elle représente sur la propriété privée, sur la production privée. Il faut insister beaucoup sur cela pour éduquer les jeunes péronistes et les cadres syndicaux qui sans être péronistes, en sont proches. Mais c'est surtout à l'avant-garde péroniste syndicale, jeune, qu'il faut s'adresser pour la gagner à considérer qu'il faut planifier l'économie, et que pour planifier, il faut étatiser. On ne peut pas continuer à vivre de la viande et du blé, pour développer le pays. Il doit être transformé et cela ne peut être fait avec la propriété privée. Il faut au minimum étatiser les principales industries.

Cela signifie aussi faire face au sabotage de la production que la bourgeoisie va organiser. Si elle a fait la grève des achats au Chili, préférant laisser pourrir les aliments, elle laissera mourir les vaches en Argentine, pourrir le blé. Il faut donc prévoir et organiser, en commençant par donner les droits syndicaux aux soldats qui vont à l'armée, aux sous-officiers, aux officiers. Il faut ouvrir cette discussion, tout comme en Suède, en France, en Italie, en Allemagne où la police est organisée syndicalement et parfois même les officiers.

L'armée et la police ne sont pas des défenseurs de la patrie. Il faut le montrer. La preuve en est la vieille Cuba, par exemple où Batista était traité de défenseur de la patrie. Il était en réalité défenseur des maitres du sucre, à savoir des yankees. Batista s'en est allé, et Cuba est resté et se développe.

ENT PERONISTE ET EN ARGENTINE

J. POSADAS

Il faut se préoccuper beaucoup des analyses sur l'économie, aider à comprendre les plans, la systématisation de la planification, écrire beaucoup et constamment à ce propos. Les péronistes n'ont pas encore la maturité pour comprendre. Ils n'ont pas non plus la décision pour affronter l'appareil et n'ont pas l'exemple des communistes, ni l'exemple du monde.

L'exemple qu'ils reçoivent du monde communiste est celui de la décision de combattre l'impérialisme. Mais ils voient socialement la différence entre la Chine et l'URSS, voient qu'il n'y a pas de vie syndicale dans les Etats ouvriers. Les péronistes décident par exemple d'une assemblée du syndicat du téléphone. Mais ils ne voient pas de telles assemblées en URSS. Pourquoi ne sortent-ils pas de résolution ? Les soviétiques répondent que « ce n'est pas la peine ». Mais pourquoi ? « Parce que le gouvernement les exprime ». Non, si les ouvriers d'URSS travaillent, reçoivent des salaires, ont des syndicats, c'est bien contre quelque chose, parce qu'il y a des relations qu'exigent de tels organes. Ainsi pense l'ouvrier du téléphone argentin. Ainsi pense l'avant-garde péroniste.

Ils voient qu'ils tiennent des assemblées et qu'en URSS, il n'y en a pas. Soviétiques et communistes disent « mais l'Union Soviétique appuie le Vietnam ». Mais cela ne signifie pas que ce soient les syndicats qui interviennent. L'appui est très bon, mais ils doivent le faire parce que cela convient à l'Etat ouvrier soviétique. Pour la même raison, doivent intervenir les syndicats. Les péronistes n'ont pas de point d'appui pour comprendre. C'est ce qu'il faut leur donner.

Il faut les animer à intervenir, les aider à comprendre et à remplacer le manque d'organisme et d'exemples historiques. La direction bourgeoise péroniste a de bonnes raisons pour dire : « il n'y a pas de démocratie syndicale en URSS et en Chine ». En Chine, par exemple, ils n'ont jamais rien lu sur l'existence d'une réunion d'un syndicat d'usine. A Cuba non plus. Après leur intervention et prise de résolution au moment de la Baie des Cochons, ils ne sont plus intervenus. Aussi faut-il dire : « tout cela est vrai, mais va changer ». Il faut lancer des appels aux Etats ouvriers, à ce que tous les syndicats communiquent entre eux. Les syndicats sont dans les Etats ouvriers au troisième rang en ordre d'importance. Il y a le Parti Communiste, les cellules du PC et les syndicats. Ils sont plus importants que l'Etat et l'armée qui doivent obéir au PC, aux syndicats. Il faut un Parti qui fonctionne avec des cellules, ramifiées, qui communiquent et vivent avec la population.

GAGNER LA DIRECTION POLITIQUE DES SYNDICATS

Il faut donner des explications aux dirigeants syndicaux pour les aider à comprendre et à vaincre l'isolement dans lequel ils se sentent. Ils sentent qu'ils doivent lutter contre tout un appareil bourgeois, policier, militaire, assassin et qu'ils n'ont pas d'antécédents. Aussi sont-ils assez hésitants. Mais il faut tenir compte également que la droite péroniste est en train d'arriver par des voies indirectes à ce qu'elle n'a pu obtenir directement : faire en sorte que les gouvernements de province qui ont des constitutions de gauche, soient amputés, qu'ils restent avec une tête, le gouverneur, mais avec un corps de ministres de droite. Il ne faut pas accepter cela. Il faut expulser les trois ministres de rechange de Mendoza. En se couvrant du gouverneur, ils se font passer comme étant de gauche pour faire la politique de droite.

La CIA va intervenir pour essayer d'empêcher notre influence dans la jeunesse péroniste, dans la lutte qu'elle mène. Il faut discuter avec les Montoneros que si leur action se justifie, l'action principale doit être de gagner la direction politique des syndicats, tout comme nous le disons dans l'article sur l'« Opération Dorrego ». Il faut faire intervenir les syndicats. Ils doivent s'organiser et se développer avec les syndicats.

Il y a déjà un développement assez grand de ce type d'activité, de guerilla urbaine des Montonero, qui satisfait en partie la volonté d'action d'un secteur de la jeunesse. Cela favorise les plans de la droite qui veut empêcher que s'organise la pression, la lutte, l'activité démocratique pour gagner la direction syndicale. Sans abandonner le fonctionnement comme Montoneros, il faut qu'ils penchent vers l'organisation de l'activité syndicale, pour gagner les directions syndicales. Il faut se lancer au moyen de l'activité dans les usines, les campagnes, les bureaux, les quartiers, à gagner les directions syndicales. Pour cela, il faut imposer les droits démocratiques, la démocratie syndicale.

L'étape actuelle est celle de l'organisation d'une direction indépendante de la direction bourgeoise du péronisme, sans rompre avec lui. L'épisode de la maladie de Péron, pour laquelle on demandait 45 jours de guérison, alors qu'en deux jours, c'était fini, indique qu'il y a déjà de sinistres plans pour l'assassiner. C'est par le biais d'une maladie supposée ou réelle qu'ils ont voulu l'écarter. Demain, ils le piqueront ou le liquideront. Il faut déjà prévoir que s'ils tuent Péron, la bagarre sera furieuse et la droite s'alliera à l'oligarchie, même s'ils n'ont pas les mêmes intérêts, mais ils en ont encore moins avec la base péroniste. La droite a plus de point de contact avec l'oligarchie qu'avec la base péroniste.

Il y a d'un autre côté la CGE avec le programme de la bourgeoisie nationale, que n'intéresse pas l'oligarchie. La CGE peut avoir assez de points de convergence avec la bureaucratie syndicale, peut avoir certains intérêts politiques, économiques, de revendications salariales ouvrières convergents. Ce secteur de la bourgeoisie nationale a en effet intérêt à ce que l'Etat exerce son rôle de propriétaire, pour développer quelques industries, en vue de les approvisionner en matières premières bon marché, chose que le bourgeois ne ferait pas pour l'impérialisme. Voilà pourquoi bien des attitudes de ce secteur peuvent coïncider avec l'intérêt objectif du mouvement ouvrier, même si les motifs et les objectifs sont différents. Dans l'immédiat, ils cherchent à utiliser à leur profit les étatisations, alors qu'elles doivent être au bénéfice de tout le pays et être une source de production bon marché pour éliminer le profit, en partie aussi la concurrence.

Nous devons durant toute une période, lutter au milieu du péronisme, mais en cherchant des organes, la démocratie syndicale, une seule centrale syndicale, un programme sur la base de Huerta Grande et La Falda. Sur cette base, il faut une « seule centrale syndicale », non seulement en tant que telle, mais avec les programmes de Huerta Grande et de La Falda : démocratie syndicale, élection des conseils de délégués, comme en Italie, qui soient liés usines-syndicats-quartiers pour le développement des revendications, de l'économie, des droits démocratiques et contre l'impérialisme et la droite péroniste.

J. POSADAS.

29 novembre 1973.

Déclaration du Bureau Politique du POR (t) IVe Internationale Posadiste sur :

ARGENTINE

DECLARATION DU PARTI OUVRIER (TROTSKISTE) D'ARGENTINE

SUR LA PROVOCATION DE LA PRISE D'ASSAUT DE LA CASERNE D'AZUL.

(Extraits)

MOBILISATION ET GREVE GENERALE EN DEFENSE DU GOUVERNEMENT POPULAIRE

La tentative de « prendre d'assaut » la caserne d'Azul est une escalade de l'action contre-révolutionnaire contre le Gouvernement Populaire, où s'assemblent l'impérialisme et son instrument, la CIA en premier lieu, l'oligarchie, les secteurs les plus réactionnaires de l'armée et la droite bourgeoise du péronisme. Il s'agit d'une action assassine, d'un coup clandestin qui dénote du désespoir de ces sacteurs, face au cours qu'adopte ce processus du Gouvernement Populaire, et l'utilisation qu'ils font de l'ERP, comme instrument de cette provocation. Ils cherchent à contenir et à faire reculer ce processus, à empêcher ses progrès révolutionnaires. Ils veulent imposer des mesures réactionnaires, comme la réforme du Code Pénal et affaiblir les rapports du gouvernement péroniste avec les masses.

Cette provocation assassine, cherche en même temps à exacerber l'armée en tant que structure, pour qu'elle réagisse contre Péron. L'impérialisme et la CIA savent bien que le coup contre-révolutionnaire en Argentine sortira de cette armée comme structure capitaliste. Ils cherchent avec cette escalade, à couper, à interrompre le front des secteurs nationalistes de l'armée et du gouvernement populaire, en accélérant ainsi les préparatifs du coup.

De telles actions ne surgissent pas à n'importe quel moment. A quelques heures de la visite de Torrijos, ils cherchent à contenir et à freiner les profondes conséquences anti-impérialistes et révolutionnaires de ce voyage... Il est bien certain que l'installation du gouvernement de Péron et ses déclarations répétées sur l'unification continentale, ont été une impulsion décisive pour que Torrijos se lance à un tel voyage. De plus, il y a la récente mesure d'expropriation de la Cerro de Pasco au Pérou. Voilà pourquoi la CIA, utilisant cette provocation cherche, d'une part, à frapper le Gouvernement Populaire d'Argentine, et de l'autre à porter un coup à toute la structure du nationalisme révolutionnaire latino-américain, qui avance de façon accélérée vers l'Etat ouvrier et le socialisme.

(...) Ce coup vient au moment où le prolétariat met profondément en question le Pacte Social avec ses mobilisations, ses occupations d'usines, ses prises d'otages, ses actions de véritable préparation insurrectionnelle — comme celle de Del Carlo — le brisant dans les faits en imposant des augmentations de salaires, sans répercussion sur les prix. La mise en question du Pacte Social, son échec, comme partie de celui de Gelbard (ministre de la droite permiste) signifie devoir affronter l'unique alternative possible en Amérique Latine ! EXPROPRIER, ETATISER, APPLIQUER HUERTA GRANDE ET LA FALDA. La provocation d'Azul vise à couper l'influence de ce processus sur Péron. à éviter que la gauche ne continue à gagner des positions.

(...) La clé, la réponse nécessaire à cette escalade, est que le prolétariat interviennent comme classe, qu'il s'organise pour diriger ce processus. Les milices ouvrières et populaires sont plus urgentes que jamais. Il faut reprendre l'expérience de l'année 55 et en discuter dans chaque usine, dans chaque syndicat. Il faut discuter l'expérience du prolétariat chilien. Voilà la façon de répondre à l'appel de Péron à la mobilisation en défense du gouvernement. Il faut unir cela aux organes révolutionnaires les plus capables : les milices ouvrières et populaires. Un des effets négatifs de ce coup d'Azul pour l'impérialisme lui-même est qu'il va accélérer et faciliter les conditions de l'organisation des milices ouvrières, des comités d'usines, de quartiers et la formation du Parti Ouvrier de masses, basé sur les syndicats.

(...) Nous appelons à ne reculer sur aucune des conquêtes réalisées, à n'arrêter aucune lutte en cours ; à les unifier et les élargir sur la base du programme de la défense du Gouvernement Populaire, pour les pleins droits démocratiques et syndicaux. Il faut unir et relier l'action absurde et désespérée d'Azul à la crise globale du capitalisme et de l'impérialisme. Ce n'est pas une crise de plus, mais une crise où s'exacerbent et se polarisent les éléments de l'affrontement final.

(...) Pour toutes ces raisons, la CIA et l'impérialisme ressentent l'urgence désespérée d'appliquer leurs plans contre-révolutionnaires. Voilà pourquoi ils ont organisé Azul. Nous appelons au fonctionnement politique le plus complet de chaque usine, quartier, syndicat, de la CGT. Nous appelons à de grands meetings, assemblées sur chaque lieu de travail. Nous appelons au plein fonctionnement des Corps de Délégués, des Commissions internes, des Comités inter-usines, à des assemblées plénières régionales de délégués.

Nous appelons le prolétariat, les délégués, les militants, d'usines, d'avant-garde comme Philips, Siam, Centenera, Tamet, Volcan, Siat, Gurmendi, Santa Rosa, La Cantabrica, etc... à ce qu'ils décrètent eux-mêmes d'état d'urgence et la mobilisation dans les usines, qu'ils organisent des groupes d'auto-défense, qu'ils décident de plans de contrôle et d'occupation, le blocus de zones et de quartiers en communication entre eux, l'organisation de milices, l'application du contrôle ouvrier, en défense du Gouvernement Populaire, contre l'escalade contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la CIA, de l'oligarchie alliée à la droite bourgeoise et réactionnaire.

Bureau politique du Parti Ouvrier (trotskiste)
IVe International posadiste
22 janvier 1974.

LES ATTAQUES DE PERON AU CAMARADE POSADAS ET A LA IVe INTERNATIONALE

A la mi-janvier, un groupe de soi-disant guerrilleros a pris d'assut la caserne d'AZUL, en Argentine, tuant plusieurs soldats et officiers. Cette attaque fait parti d'un plan de provocations organisées par la C.I.A. directement, et par la droite péroniste pour couper court au progrès du mouvement nationaliste en Argentine vers des mesures socialistes, vers la transformation du pays en Etat révolutionnaire.

En réponse à ces provocations, Peron, cédant à la pression de la droite péroniste, a accepté la réinsertion de mesures répressives dans le Code Pénal, contre "tout groupe subversif". Dans une entrevue avec les dirigeants de la Jeunesse Péroniste qui s'opposaient à de telles mesures parce qu'elles visent l'organisation de la gauche, Peron a déclaré : "ce mouvement est dirigé de France, plus précisément de Paris, et la personne qui le gouverne s'appelle Posadas. Il s'agit d'un pseudonyme, car son nom véritable est italien ... La France connaît en ce moment un très grave problème de cet ordre. Ils l'ont laissé fonctionner là, sans répression suffisante. Le gouvernement français est en ce moment en train de prendre des mesures drastiques et violentes pour réprimer ce qu'il a lui-même laissé fonctionner. Je l'ai déjà dit plus de vingt fois : la tête de ce mouvement est à Paris. Vous n'arrêterez cela en aucune façon, car c'est un mouvement organisé dans le monde entier ... C'est une IVe Internationale".

Cette déclaration est une calomnie contre J. Posadas, contre la IVe Internationale. La IVe Internationale, dans les textes de J. Posadas, dans les déclarations et l'action du Parti Ouvrier (Trotskyste) (section argentine de la IVe Internationale) ont condamné toutes ces actions d'assassinats — et en particulier le massacre perpétré à Ezeiza en 1973 lors de l'arrivé de Peron — et le coup réalisé à AZUL, comme des provocations organisées par l'impérialisme, la CIA, en vue de justifier la répression. La CIA utilise, dans ce but, l'ERP comme son instrument. Nous avons dénoncé également que l'ERP n'a rien à voir avec le trotskysme, dont il se prétend. Cette attaque de Peron vise à contenir le progrès révolutionnaire de la gauche péroniste, de la jeunesse, du mouvement syndical, qui veut avancer vers des mesures socialistes en Argentine, du mouvement syndical, qui veut avancer vers des mesures socialistes en Argentine, et l'influence profonde du trotskysme-posadisme dans l'organisation de cette gauche. Elle fait partie de l'aiguisement de "la lutte de classes au sein du mouvement péroniste" (tel que Posadas l'analyse dans ses textes sur le péronisme), dans laquelle Péron essaie de faire l'arbitre, le conciliа-

SUITE P. 4.

Suite de l'EDITORIAL.

L'ACCORD ENTRE FGTB ET PSB ET LA NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE ET DES ORGANISMES

Pour mener de l'avant ce programme de nationalisations, il faut aussi développer un front unique entre les dynciats et partis ouvriers. Dans ce sens, l'accord commun FGTB-PSB à propos de la régionalisation et sa possible extension à d'autres problèmes, est bien important. Quand la FGTB se met à intervenir de cette façon, c'est l'expression de la nécessité de résoudre la crise en fonction d'une issue politique. Le mouvement syndical, pour répondre aux revendications de la classe ouvrière, a besoin d'appuyer la lutte pour le pouvoir, pour changer le régime, pour imposer la gauche au pouvoir. Mais cette position de la FGTB appelle une autre conclusion aussi : tant que la direction du syndicat reste dans les mains de l'appareil bureaucratique qui le domine actuellement, et qu'il n'y a pas de vie, de fonctionnement démocratique, les conséquences d'un tel accord politique avec le Parti, restent très limitées. Nous appelons à faire tout un plan de discussion sur le fonctionnement des organismes de masses, à impulser la formation des comités de quartier, des conseils d'usines, des conseils de zones, comme en Italie, avec des délégués élus par les travailleurs et révocables à tout moment devant eux. Les syndicats et les partis ouvriers doivent impulser la formation des organismes de masses, dans lesquels la population intervienne, discute sur tous les problèmes, et s'organise massivement pour imposer leur solution. Un accord de programme entre la FGTB et le PSB, même très limité, doit compter sur la mobilisation, l'intervention des masses pour se réaliser ; parce que les élections, par elles-mêmes ne peuvent pas donner d'issue.

Le capitalisme dans sa crise, prépare de nouveaux coups contre la classe ouvrière : diminution de l'emploi, augmentation des cadences, diminution des salaires du fait de l'inflation etc. Il faut proposer un plan ouvrier de développement de l'économie, un plan pour l'énergie, pour toute l'économie. Pour faire cela, il faut des investissements ? Donc il faut, non seulement le controle des banques, mais leur nationalisation. Et commencer par développer les régions les moins favorisées. Appeler à un congrès national de toutes les forces de gauche : partis ouvriers, syndicats, pour discuter un plan de développement. Ce n'est pas vrai qu'il faut le fédéralisme pour cela. La classe ouvrière et la population exploitée ont les mêmes intérêts de classe. Sinon pourquoi y aurait-il la solidarité des dockers anglais avec les mineurs ! C'est se fermer les yeux que de croire qu'on peut aller plus loin par le seul fait de "régionaliser". Le Rassemblement Wallon appelle, maintenant plus que jamais à cette régionalisation ; en fonction de cela, il fait des alliances avec des secteurs du capitalisme, comme le FDF, et PLP. Quand la classe ouvrière a imposé ses plus grandes conquêtes, c'était dans des grèves générales qui imposaient sa décision à tout le pays. On est en train de discuter l'unification syndicale de toute l'Europe, l'unification socialiste de l'Europe (comme l'a posé la conférence des Partis Communistes à Bruxelles). Et ici, on discute de la régionalisation ! Comment la régionalisation pourrait-elle faire en sorte que la bourgeoisie donne tous ses pouvoirs aux organisations de la classe ouvrière ?

NON A LA REGIONALISATION ! POUR UN FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LA GAUCHE AU POUVOIR !

Dans toutes les SDR (Sociétés de Développement régional) c'est la bourgeoisie qui garde le pouvoir de décision. Si elle perd ce pouvoir, elle s'opposera aux "SDR" de toutes ses forces. Et ces organismes n'auront aucun rôle dans l'économie. Tout le monde sait bien que, même dans le cas des conventions collectives, pour imposer des conquêtes ou maintenir celles que les travailleurs ont acquises, il faut se mobiliser. Nous voyons très mal comment les capitalistes vont accepter n'importe quelle solution, proposée au travers des SDR, qui aillent contre ses profits. Il faut poser clairement le problème : classe contre classe ! Il faut discuter l'unification de tous les ouvriers wallons et flamands. S'il faut exproprier le capitalisme, en Flandres ou en Wallonie, c'est la même chose ! La Société Générale n'est pas fédéralisée, elle.

Un exemple récent montre de façon catégorique, que le capitalisme ne cède que face à la mobilisation, de la classe ouvrière. Une fois que celle-ci diminue ou cesse, c'est la décision capitaliste qui s'impose : les ACEC. Pendant que les travailleurs se mobilisaient pour occuper la fonderie des ACEC de Gand, organisaient la solidarité dans tout le pays, le capitalisme a du accepter de négocier, de discuter, de "se mettre à table" pour maintenir en vie la fonderie. Mais tous les appareils ; syndicaux et aussi les dirigeants du PCB et du PSB, croient dans la "bonne parole" des capitalistes. Une fois l'occupation levée, c'est le patronat qui a décidé le sort de l'usine. Dans la régionalisation, il en sera de même. Seule la décision, l'intervention de la classe ouvrière pour maintenir et étendre ses conquêtes peut garantir la défense de ses droits. La conciliation de classes a mené à l'échec. Le fédéralisme, la régionalisation, la lutte pour la soi-disant autonomie des régions, c'est la même chose.

La bourgeoisie élabore des projets, pour faire sa crise aux masses, à échelle européenne et même mondiale. Les plans que les "Neuf" ont discuté pour l'Europe, sont ceux que le capitalisme s'efforce d'appliquer en Belgique. C'est dans toute la Belgique que vont et doivent se développer les luttes pour faire échec à ces plans et pour de nouvelles conquêtes. C'est dans cette perspective qu'il faut se préparer.*

** payer*

C'est dans ce sens, que nous disons que les élections ne sont qu'une partie de la lutte, mais qu'elles nerésolvent rien par elles-mêmes. Il faut intervenir ! avec l'objectif d'élever le front de classe, pour se préparer aux prochaines luttes.

C'est pour cela que notre Parti, après avoir tenté de former un front de gauche sur la base de cette lutte pour un programme anti-capitaliste, a décidé de se présenter aux élections, dans la région de Charleroi, tout en appelant à voter pour le Parti Socialiste, là où la gauche se présente, et pour le Parti Communiste, là où il se présente comme Parti. Les élections, peuvent favoriser un progrès de la gauche. A un moment déterminé (comme c'était le cas en Chili, en France, en Angleterre, en Italie) elles peuvent mener la gauche au gouvernement. Mais du gouvernement au pouvoir, il faut encore parcourir un chemin qui se base profondément sur la mobilisation et l'action directe des masses, sur le développement des organismes de pouvoir. Les prochaines élections en Belgique doivent permettre d'élever la discussion de tous ces problèmes, la clarification du programme anti-capitaliste, de front unique wallons-flamands, qui est nécessaire pour préparer les conditions pour porter la gauche au pouvoir au travers des mobilisations et de l'action des masses, de toute la population exploitée.

12.2.74

POURQUOI LES TROTSKISTES...

"rassembler tout ce qui est disponible à gauche", en laissant dans le vague les revendications de programme, de lutte contre le capitalisme. L'UDP en fait, depuis sa fondation il y a deux ans, n'a jamais existé, n'est intervenue dans aucune lutte de la classe ouvrière, n'a proposé aucun programme, aucune perspective pour affronter, d'une part la crise capitaliste, d'autre part, l'obstacle de la bureaucratie syndicale opposée à toutes les luttes de la classe ouvrière. Lors des grandes mouvements de grève, des Glaces de Courcelles, ACEC, Caterpillar, la grève du 28 mars, l'UDP a été absente. Elle s'est reconstituée en fait, pour présenter, en commun, entre plusieurs tendances, un front électoral, dans le but de faire pièce au Parti Socialiste, et de recueillir des voix de travailleurs, de la petite bourgeoisie qui se rendent compte de l'impasse dans laquelle le RW les a conduits. Mais, pour quoi faire ? quelles luttes mener pour faire face au démentalement des ACEC, à la diminution de l'emploi, aux fermetures ? quel programme ? quels moyens de lutte ? L'UDP ne peut pas le poser parce qu'elle n'en a pas discuté, et ne se présente pas avec un programme anti-capitaliste. Différents participants de l'UDP, dont des camarades chrétiens, socialistes, communistes, ont invité notre Parti à accepter une troisième place sur leur liste, à accepter le principe de la liste unique, et que le programme serait discuté ... plus tard. De telles conditions signifient en fait, faire une alliance électorale pour faciliter l'élection d'un député du PC, qui n'aurait ensuite, aucun contrôle, aucun compte à rendre à personne, puisque son engagement ne se fait pas sur un accord de programme commun. Notre Parti a proposé les points suivants comme base de discussion, d'un accord éventuel :

- un programme anti-capitaliste minimum :
  - nationalisations de l'énergie et des industries-clé sous contrôle ouvrier, nationalisations des banques
  - front unique des travailleurs wallons-flamands
  - pour la défense des revendications immédiates de la classe ouvrière, échelle mobile des salaires et des heures de travail, semaine de 40 et 36 heures
  - à bas toutes les lois réactionnaires, l'armée de métier, les attaques aux droits démocratiques
  - pour un gouvernement de gauche
  - aucun front anti-PSB
- un principe pour établir un front électoral : chaque organisation se présentant dans l'UDP doit être présente avec son propre nom dans la campagne commune, et non se dissoudre derrière le sigle "UDP". Que toutes les organisations qui composent l'UDP fassent une déclaration de principe en commun sur la base de leur accord sur le programme, et la rendent publique dans leur presse.

Ces propositions se sont heurtées à un refus de la direction du PCB, et au désarroi de la part d'autres camarades, qui ont cur, sous la pression des élections, que le moment n'est pas venu de mettre tous ces points en discussion et qu'il faut d'abord s'unir, pour discuter plus tard. Dans ces conditions, notre Parti a décidé de présenter une liste trotskyste-posadiste aux prochaines élections, dans la région de Charleroi. Il appelle à voter pour le Parti Communiste et pour le Parti Socialiste, là où des candidats de gauche se présentent, sur le plan national. L'objectif de cette présentation est de défendre et d'impulser la discussion sur le programme anti-capitaliste nécessaire, et indispensable pour former un front de la gauche. Nous incorporer à l'UDP dans les conditions posées par les autres participants — et principalement par les dirigeants de Charleroi du PCB — signifie faire élire un député du PCB, avec l'appui des voix que l'avant-garde ouvrière de Charleroi, a donné aux trotskystes en 1971, sans que celui-ci s'engage à rien, se soumette à aucun contrôle. Utiliser l'UDP, avec un but électoraliste, cela n'a pas de sens.

Les élections en Belgique, ne vont pas encore poser un affrontement global, classe contre classe : ce n'est pas encore la situation de la France avec l'Union Populaire, ou du Chili, lors des élections de 1970, où la IVe Internationale n'a présenté aucun candidat indépendant et a appelé à voter pour l'Union Populaire et appuyé de toutes ses forces le triomphe électoral de celle-ci. L'UDP en Belgique, qui s'est constituée dans quelques régions, a un programme très en arrière de celui qui unit communistes et socialistes en France, et même moins avancé que celui des socialistes qui ne concentrent pas la campagne électorale sur "le fédéralisme", mais "contre les monopoles capitalistes".

L'avant-garde ouvrière cherche, dans toutes ses luttes, dans l'organisations de la gauche syndicale, dans son combat pour se débarasser de la bureaucratie syndicale qui étouffe toutes les forces, à s'unifier, syndicalement et politiquement, pour abattre le capitalisme, pour imposer la gauche au pouvoir, à bref délai. Nous appelons tous les camarades dans les usines, dans les quartiers, qui ont donné leur voix à organiser un vote pour notre Parti, dans leurs familles, sur leur lieu de travail. Nous appelons tous les camarades à participer par tous les moyens dont ils disposent, moralement et financièrement — à la campagne électorale du Parti !

Déclaration du B.P.

(Suite de la page 3)

Peron lance de telles affirmations pour se défendre du progrès de la gauche nationaliste vers le marxisme, et de la fusion du posadisme avec la gauche révolutionnaire péroniste. La CIA, l'impérialisme américain cherche à utiliser les contradictions du mouvement péroniste, dans un but criminel à échelle mondiale, contre le camarade Posadas, contre la IVe Internationale.

L'impérialisme américain se prépare à la guerre atomique, contre-révolutionnaire, contre les Etats ouvriers, contre les masses révolutionnaires du monde. Il voit le progrès de l'unification mondiale du mouvement communiste et révolutionnaire, les avances de la gauche communiste, de la gauche socialiste et nationaliste, comme l'a montré récemment encore la Conférence de Bruxelles des Partis Communistes dans ses appels au front unique pour affronter la crise capitaliste et pour le socialisme. La CIA, l'impérialisme yankee mesurent l'influence concrète des idées du trotskysme-posadisme dans ces progrès. Ils se préparent à y répondre par des attentats criminels contre Posadas, contre la IVe Internationale, contre la gauche communiste et socialiste.

Il est notoire qu'un des principaux réseaux d'assassins de la CIA fonctionne à Paris, avec de nombreuses ramifications dans la police française (comme l'a montré l'assassinnat de Ben Barka et des dizaines d'autres). Des réseaux similaires existent dans toutes les capitales européennes. Le journal "Times" de Londres l'a lui-même rendu public récemment.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste) — section belge de la IVe Internationale Posadiste, rejette fermement ces calomnies de Peron contre Posadas, contre nos camarades argentins, contre la IVe Internationale. Il alerte tout le mouvement ouvrier en Belgique, le PSB, la PCB, les syndicats, les groupes "gauchistes", les organisations démocratiques, sur cette campagne provocatrice de la CIA, qui utilise les contradictions propres au mouvement nationaliste, pour préparer des crimes, séquestres et assassinats, en Argentine, à Paris, en Belgique, et dans le reste de l'Europe. Nous demandons de rendre publique cette dénonciation dans la presse.

Il appelle à appuyer la lutte des masses, des syndicats, de la gauche péroniste, des posadistes, pour faire progresser l'Argentine, vers le socialisme. La CIA et la droite péroniste préparent un coup militaire contre-révolutionnaire contre le gouvernement de Peron, et sa liquidation même, pour faire de l'Argentine un nouveau Chili, Nous appelons à faire progresser en Belgique le front unique anti-capitaliste de toutes les forces de gauche, pour faire face à la crise totale du capitalisme, dont les préparatifs criminels de la CIA font partie !

Bruxelles, le 7 février 1974
Bureau Politique du P.O.R.(T)
section belge de la IVe Internationale

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

LA DISPUTE INTERBOURGEOISE ET LA LUTTE POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES EN GRECE

31 décembre 1973 (pages centrales) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 BF 11e année — 22 Février 1974 n° 211

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

MEETING !!

POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE DE LA GAUCHE FACE AUX ELECTIONS !

Vendredi I° Mars I9hs
Café "AU SQUARE"
Boulevard Janson, 38
Charleroi (Monument)

VOTER 13

Manifeste électoral du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste-Posadiste)

AFFIRMER LE PROGRAMME SOCIALISTE POUR IMPULSER LE FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste-Posadiste) appelle la classe ouvrière, les masses laborieuses de Belgique, de Flandres comme de Wallonie, à intervenir dans ces prochaines élections pour affirmer le programme socialiste, pour impulser le front unique de la gauche, dans la lutte pour le pouvoir. Nous appelons à voter pour le Parti Socialiste, quand il présente des candidats de la gauche, et pour le Parti Communiste, sur les listes où il se présente comme Parti. NOUS APPELONS A VOTER TROTSKYSTE DANS LA REGION DE CHARLEROI !

Le front de la gauche, avec un programme qui se propose de lutter pour le pouvoir, est nécessaire pour donner une issue, favorable aux masses travailleuses, à la crise totale dans laquelle se débat le capitalisme mondial, et la bourgeoisie belge en particulier. Dans les élections, ce front était possible, dès maintenant. Non dans le but de faire triompher les revendications, les objectifs anti-capitalistes de la classe ouvrière avec les seules élections, mais pour impulser l'unification de la classe ouvrière, et pour attirer autour du prolétariat, les couches nombreuses de la petite-bourgeoisie, des petits commerçants, des artisans, des paysans, des intellectuels, qui se révoltent toutes contre l'exploitation capitaliste, contre l'incapacité du capitalisme à leur offrir une perspective de progrès.

L'exemple le plus clair qui montre que ce front était possible dès maintenant, c'est l'appel que vient de faire André Cools, au rassemblement des progressistes, au lendemain des élections, pour discuter ensemble la perspective d'un gouvernement des travailleurs. Cet appel a une importance très grande. Il marque une rupture, beaucoup plus profonde que ne le souhaite la propre direction du PSB, avec le captailisme, avec la politique bourgeoise menée par les dirigeants socialistes, qui participaient à tous les gouvernements du capitalisme. Cet appel de Cools montre que la classe ouvrière, avec toutes les grèves, tous les combats qu'elle a recueillies, venant de la révolution mondiale, est en train d'imposer des changements historiques dans ses propres organisations !
En même temps, il faut discuter : pourquoi le PSB n'a-t-il pas fait cet appel avant les élections ! Le front de la gauche, pour affronter la crise capitaliste, pour lutter pour le pouvoir, pour un gouvernement des travailleurs, était donc bien possible et nécessaire dans la campagne électorale elle-même, et il aurait donné une impulsion immense à l'unification anti-capitaliste de la population travailleuse de tout le pays.

C'est dans ce but que notre Parti a proposé au Parti Socialiste et au Parti Communiste, de présenter un front unique ouvrier, dans les élections, sur la base du programme anti-capitaliste, du programme de lutte pour la gauche au pouvoir. L'accord sur un programme est une base fondamentale pour permettre de faire avancer l'unification anti-capitaliste des masses. A Charleroi, le PCB ne se présente pas comme Parti Communiste, ni sur la base du programme adopté au 21e Congrès du PC, mais sur une liste UDP, avec d'autres groupes, de chrétiens et de socialistes indépendants, et sur un programme centre sur le fédéralisme et pas sur l'unification anti-capitaliste de la classe ouvrière, sur les nationalisations, sur la perspective d'un gouvernement de gauche en Belgique. De plus, l'UDP voulait bien les voix trotskystes, mais voulait cacher la participation des trotskystes-posadistes à la liste UDP. Ces élections ne sont pas une fin en soi ! Elles sont un épisode dans la lutte de classes qui s'aiguise très fort, en Belgique, comme dans toute l'Europe. C'est pourquoi, il faut donner à l'avant-garde ouvrière, la possibilité de se prononcer clairement pour une candidature ouvrière, pour un programme de lutte conséquente pour en finir avec le capitalisme, et pour unifier toute la classe ouvrière dans la perspective du pouvoir : c'est pour cela que notre Parti se présente aux élections et nous appelons toute l'avant-garde ouvrière, à donner son appui à la liste Trotskyste ! Certains dirigeants de l'UDP nous accusent de diviser la classe ouvrière, de "faire le jeu de la réaction". Mais pourquoi le Parti Communiste lui-même se présente comme Parti à Liège, à Bruxelles, dans d'autres villes ? Le front de la gauche, ce n'est pas un racolage de différentes personnes. Il doit provenir de la discussion, de la pratique du front unique, de l'intervention de la classe ouvrière. Il doit progresser sur la base d'un programme pour imposer une solution socialiste à toute la crise actuelle, et pour imposer le gouvernement de gauche ! Les déclarations des dirigeants socialistes prouvent bien que ce programme n'est pas un projet de rêveurs, mais une nécessité, pour ajourd'hui même !

Ces prochaines élections vont se dérouler, au milieu de lacrise globale du système capitaliste, qui se prépare, sous la direction de l'impérialisme américain à la guerre mondiale atomique, contre les masses du monde, contre les Etats ouvriers, contre le prolétariat d'Europe. Le capitalisme ne parvient pas à imposer à la classe ouvrière de payer les frais de sa crise. Les masses, dans tous les pays du monde et d'Europe, manifestent constamment leur volonté, leur décision d'en finir avec le capitalisme, de lutter pour le pouvoir ! Ce qui domine la situation actuelle en Belgique, en Europe, ce ne sont pas des perspectives électorales, mais les grèves, les mobilisations immenses de la classe ouvrière qui dit : "que le capitalisme paie sa crise ! Il faut lutter pour le pouvoir ! pour en finir avec toute cette merde de la bourgeoisie" ! C'est la grève unanime des mineurs anglais qui montre le chemin. Elle montre aussi les sentiments fraternels, la solidarité, l'appui de toute la population travailleuse d'Angleterre, qui est avec les mineurs, même si elle n'a pas de chauffage, d'électricité, même si on ne travaille que deux jours sur cinq, parce que tout le monde voit : c'est le capitalisme qui est responsable de toute cette crise ! ce sont les mineurs qui ont raison et qui montrent comment il faut faire pour faire triompher la dignitié humaine sur la barbarie du capitalisme.

Les mineurs anglais expriment les sentiments de la classe ouvrière de toute l'Europe, et aussi de Belgique. Les dockers d'Anvers et de Gand, les ouvriers de Caterpillar, des ACEC, de Glaverbel, de Cockerill, de Brassico, ont montré, avec les moyens dont il pouvaient disposer, qu'ils voulaient la même chose. Ce qu'il faut, c'est développer la gauche révolutionnaire dans le Parti Socialiste, dans le Parti Communiste, dans les syndicats, pour organiser la direction pour aller vers le pouvoir. Les élections peuvent servir pour avancer dans cet objectif. Mais cette crise ne se résout pas au travers des élections. Elle se résoudra dans l'intervention, la mobilisation, la grève générale, pour imposer le programme socialiste et pour imposer le gouvernement de gauche. Mais notre Parti appelle toute la classe ouvrière à intervenir massivement, dans la campagne électorale elle-même, pour faire progresser la gauche socialiste, la gauche communiste, pour donner ses voix aux Trotskystes. Cela donnera une sécurité, une confiance beaucoup plus grande pour faire triompher les luttes qui vont venir

C'est le capitalisme qui est divisé, morcelé, épuisé, qui perd sa base sociale d'appui, tandis que les forces mondiales des masses élèvent leur unification, leur centralisation anti-capitaliste. Les Etats ouvriers sont le centre pour montrer que le progrès est possible avec le socialisme : il n'y a pas de chômage, pas de fermetures d'usines, pas de licenciements, pas de misère, pas d'inflation dans les Etats ouvriers ! La bourgeoisie mondiale doit s'accrocher à des types comme Soljenitsine pour essayer de dénigrer les Etats ouvriers, parce qu'elle ne saurait pas montrer que les masses ont faim, meurent du manque de soins, ne vont pas à l'école, n'ont pas de logements ! comme cela se passe dans l'immense majorité des pays encore dominés par le capitalisme ; et elle le fait aussi pour essayer de cacher tous les scandales, la pourriture, la corruption, les "Watergate" de toutes dimensions qui existent chez elle. C'est pour cela que le capitalisme se prépare à la guerre atomique. Il ne va pas respecter les progrès de la gauche, même si on arrive à une majorité électorale. Il faut discuter sans relâche l'expérience du Chili ! La

(Suite à la page 4)

LA DISPUTE INTERBOURGEOISE ET LA DROITS DEMOCRATIQUES E

31 décembre 1973

Il faut considérer la Grèce dans le monde d'aujourd'hui, et non telle qu'elle était il y a dix, vingt ou quarante ans. Ce quicaractérise le monde d'aujourd'hui, c'est l'immense faiblesse du système capitaliste, qui se désagrège. Cette faiblesse a, sur le capitalisme des effets désorganisateurs, l'empêche de maintenir homogène sa structure et aggrave les contradictions et la concurrence qui se développent en son sein.

Une des bases essentielles de la chute du capitalisme et du triomphe de la révolution russe, de la révolution chinoise et de toutes les autres révolutions — de celles qui ont déjà triomphé et de celles qui vont le faire prochainement — est l'aggravation des contradictions internes du système capitaliste. Celui-ci, au cours de son processus de développement, en arrive à une étape à laquelle commence et se développe un processus de crise intérieure. Actuellement, cette crise est complète : sociale, morale, économique, politique, militaire, c'est une crise totale. La base en est le processus naturel de crise du système capitaliste, aggravé à l'extrême par le développement de la révolution mondiale, des Etats ouvriers, des luttes des masses d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine : ce développement quitte sans cesse au capitalisme des aires de domination, d'expansion des capitaux, d'exportation et de reproduction des profits. La concurrence de chaque capital avec l'autre aggrave les contradictions internes du système et l'affaiblit politiquement dans son ensemble face aux Etats ouvriers. Ces derniers progressent, même s'ils le font encore de manière bureaucratique, compénétrative, parce qu'ils y sont obligés, impulsés à la force, par la préparation de la guerre de la part du capitalisme, par l'antagonisme avec lui, par l'élévation, l'exaspération des contradictions inter-capitalistes qui poussent le système à l'affrontement avec les Etats ouvriers. Ces derniers sont également impulsés par le programme anticapitaliste des luttes de masses, par l'influence de la révolution mondiale, sur des pays comme la Thaïlande où, jusqu'ici, les masses ne comptaient pas, n'étaient pas prises en considération. Seuls le roi et les militaires comptaient, les autres n'existaixent pas. Et tout à coup, il apparaît qu'il y avait aussi des étudiants, des paysans, des ouvriers, qui interviennent et renversent le gouvernement. Bien sûr, le roi s'appuie sur une couche de la bourgeoisie contre le gouvernement représenté par les généraux. Mais c'est tout un mouvement de masses qui s'est développé contre ces généraux et il ne va pas en rester là. Les masses vont renverser aussi le nouveau général qui a été nommé.

En Thaïlande comme en Grèce, mais à un niveau infiniment inférieur, les généraux essaient de contenir l'explosion intérieure provoquée par le Vietnam, la crise du système capitaliste, par l'élévation de la préoccupation des masses et par l'influence de la révolution. Ils essaient de le faire avec quelques réformes, économiques surtout, en améliorant la production agricole, en distribuant quelques terres. Ce programme n'est exposé nulle part, mais c'est la norme que tous les gouvernements de ce type adoptent.

LA CRISE DU CAPITALISME ET LE PROGRÈS DES ÉTATS OUVRIERS

L'exacerbation produite par le développement de la révolution empêche le capitalisme de résoudre les problèmes comme il le faisait dans le passé, en utilisant à la fois les investissements de capitaux et à sa flotte de guerre ensemble ou l'un après l'autre. Dans le passé, le capitalisme envoyait ses parachutistes puis ses capitaux ou vice versa. Maintenant, il ne peut plus le faire et cela ôte à sa structure mondiale la sécurité qui était la sienne dans le passé. Les parties les plus faibles du système capitaliste, les plus arriérées du point de vue du développement économique et social, se sentent isolées, débiles, sans autorité sur les couches que le capitalisme lui-même a développées : militaires, savants, ingénieurs, techniciens en général, personnel de l'enseignement petite bourgeoisie éclairée.
Dans tous ces secteurs, la confiance dans le capitalisme décline tandis que croît la confiance dans les Etats ouvriers. Toutes ces couches sociales qui étaient dans le passé les serviteurs du capitalisme, qui situaient leur progrès dans le cadre du système capitaliste, voient maintenant que celui-ci n'a plus rien à leur offrir, qu'il est expulsé à coups de pieds du Vietnam, du Moyen-Orient, du Pérou, tandis que se développe la puissance énorme des forces de la révolution, alors que des pays qui jusqu'à 1946 étaient pratiquement inexistants — comme l'Albanie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie — ils étaient bien marqués sur la carte, mais personne ne se souvenait de leur existence, parce que ce n'était pas nécessaire — sont maintenant en plein progrès et en plein développement. Ces pays étaient de véritables écuries : ils n'existaient pas pour le capitalisme, comme par exemple l'Albanie : c'était un pays inexistant, les gens vivaient dans des grottes et, maintenant, il exporte du matériel, des machines, des techniques industrielles et fournit une aide économique à d'autres pays. La Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie exportent maintenant des capitaux et des techniciens, aident des pays comme l'Argentine en lui accordant des millions de dollars de crédits et disposent d'un parc industriel hautement développé. Pendant ce temps, le capitalisme bat en retraite partout : on l'oblige à reculer, on l'expulse du Vietnam, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie ; il y a Watergate, la crise intérieure de tous les gouvernements capitalistes qui cherchent à résoudre leur crise au moyen d'assassinats. Tout président qui gêne est assassiné : on lui fabrique un Watergate et on le liquide !

LA POLITIQUE ACTUELLE DU GOUVERNEMENT GREC

Ce processus affaiblit l'ensemble de la structure et de l'autorité du système capitaliste. Ces couches de serviteurs du capitalisme, qui étaient son soutien économique, social et technique, perdent leur confiance en lui. Cette perte de confiance influence une couche de l'armée. Par contre la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, l'U.R.S.S., la Chine gagnent de l'autorité sur elle. Non pas au point de rendre ces couches socialistes, mais suffisamment pour leur montrer que c'est la seule solution pour permettre à un pays arriéré de progreser. Les Etats ouvriers offrent l'unique solution possible pour transformer un pays arriéré en pays avancé. Ces couches sociales croient trouver là la solution pour essayer d'éviter, d'esquiver la révolution prolétarienne :

Toutes ces couches de l'armée progressent et cherchent à profiter du processus mondial, à s'appuyer sur le progrès mondial de la révolution. La Chine, la Yougoslavie, l'Albanie, la Hongrie projettent dans leur tête, dans leur imagination et dans leur décision une série de solutions économiques et sociales qui n'appartiennent plus, à strictement parler, au capitalisme. Pour appliquer ces solutions, ces militaires ont besoin de l'appui des masses. Mais s'ils comptent sur elles et les appellent à intervenir, ils courent le risque d'être dépassés, parce qu'ils ne sont pas un parti, ils n'ont pas un programme fixe dans l'histoire et le programme qu'ils ont ne donne pas une réponse au système capitaliste. Ils ne sont pas une classe, ils n'ont pas la sécurité de représenter l'avenir. Ce sont des secteurs qui favorisaient la classe bourgeoise et le capitalisme et qui doivent maintenant s'appuyer sur le mouvement ouvrier, sur la petite bourgeoisie et la paysannerie. Ils doivent maintenant se développer sur la base de ces couches, sans pour autant se placer dans leur dépendance et en éliminant la droite, le roi et l'impérialisme. C'est la politique du gouvernement grec, c'est aussi celle de Peron : c'est un résultat de l'étape actuelle de l'histoire. Des phases comme celle de Grèce vont se répéter.

Le soulèvement militaire qui s'est produit récemment avait pour but de contenir les concessions que Papadopoulos se préparait à faire à la bourgeoisie. Papadopoulos cédait à la bourgeoisie, il commençait à faire des concessions. C'est pour cette raison que Makàrezos avait démisionné avant le coup d'Etat. Makàrezos n'a pas démissionné parce que Papadopoulos refusait de lui donner le pouvoir, mais parce qu'il cédait devant la bourgeoisie. Par la constitution d'un gouvernement civil, en accordant des élections, il était évident qu'il recherchait un accord avec Karamanlis et Canellopoulos. Comme tous les coups militaires de ce genre, comme ceux d'Argentine, du Chili, et même de Thaïlande, ce coup d'Etat a été le fait d'une combinaison de tendances. L'une d'elles voulait préserver la politique qui avait été menée jusque-là, c'est-à-dire contenir les mases tout en développant des initiatives en direction des Etats ouvriers pour porter un coup : c'est la raison pour laquelle Karamanlis s'est mobilisé. Mais il a prouvé qu'il n'avait aucune force : il a dû s'arrêter et la lutte de tendances n'est pas résolue. Tel est le processus en cours actuellement. A aucun moment, l'aile nationaliste n'a été battue : il y a une lutte intérieure dans laquelle l'aile la plus réactionnaire n'a pas l'offensive, sinon elle aurait déjà agi. C'est un processus en pleine évolution dans lequel la tendance qui veut développer l'économie cherche à faire pression pour se lier avec les Etats ouvriers et proposer dès maintenant un accord pour l'exploitation en commun de l'agriculture, dans les régions limitrophes avec la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie.

Il faut interpréter ces processus, qui vont se produire de la même façon en Grèce qu'en Thaïlande. Dans ce dernier pays, c'est le roi qui a provoqué toute cette situation parce que, sinon, il allait être dépassé. Il a suscité le coup pour contenir, pour essayer d'exploiter économiquement le pays et pouvoir ainsi rester au pouvoir. Le plus important, ce n'est pas le roi de Thaïlande : il n'a aucune valeur, aucune idée, il a seulement de l'argent et c'est tout, et de plus, il est l'allié des Yankees et a fait de son pays une base de réserve pour eux. Ce qui compte, c'est que les étudiants ont transmis la force et la pression de la révolution mondiale et que le processus qu'ils ont déclenché a pu renverser la dictature militaire.

C'est la preuve que les mobilisations de masses peuvent avoir un effet de résolution politique, ce qui, hier encore, n'était pas le cas. C'est la première fois que de tels événements se produisent en Thaïlande, et ils surviennent après le Vietnam, le Laos et le Cambodge, dont l'influence se déverse maintenant sur la Thaïlande.

Les masses de Grèce ont été impulsées à se mobiliser par les étudiants. Karamanlis avait mobilisé un secteur des étudiants dans l'espoir de pouvoir réaliser un rapide coup d'Etat contre la Junte militaire, avant que les mobilisations ne prennent plus d'ampleur et un autre ton. Le mouvement a pris de l'ampleur jusqu'à Athènes. Quand ses instigateurs ont voulu l'arrêter, il était trop tard, parce que déjà s'étaient mêlés aux manifestations, des étudiants qui n'étaient pas karamalistes et qui agitaient des revendications contre les Yankees. Un grand nombre d'ouvriers — pas tous — s'étaient mêlés au mouvement, avec un sens directement anti-impérialiste, en cherchant à s'exprimer, à trouver un moyen de représentation et d'organisation politique. C'est pour cette raison que les karamanlistes ont arrêté la mobilisation et que le coup d'Etat a été un mélange de secteurs de droite et de gauche nationalistes qui ont agi ensemble. C'est un mélange normal dans un pays dans lequel il n'y a pas de direction ouvrière, ni syndicale ni politique, solide, ni non plus de direction bourgeoise solide. Les forces du capiatalisme comme celles du prolétariat se trouvent dispersées.

LA POLITIQUE ERRONÉE DU PARTI COMMUNISTE GREC

Le Parti Communiste présente de manière erronée les arrestations qui viennent de se roduire, comme un retour de la dictature. En effet ,il y a beaucoup de détenus, mais la plupart d'entre eux sont de droite ou du centre. Les communistes disent que 14 officiers viennent de passer en jugement, mais ils ne disent rien sur le fait que ce sont des officiers de droite ! Et, dans le même temps, ils ne fournissent pas la moindre explication sur le fait suivant : s'il s'agit d'une Junte « agent de l'impérialisme », comment se fait-il qu'elle expulse des officiers qui appartiennent à l'OTAN ? La direction actuelle est un mélange de tendances dont certaines cherchent à développer l'économie, et les arrestations qu'elle ordonne répondent à ce mélange. C'est un processus qui n'est pas pas encore défini du tout. La droite n'a pas pu assumer le rôle prépondérant dans la Junte, sinon elle serait déjà apparue au grand jour. C'est pourquoi Karamanlis pousse un tel cri d'épouvante : « Trouvez vite une solution ! » il voit que la question du pouvoir va se résoudre au sein de la Junte de colonels et de généraux et que cette solution va contre lui et son secteur. De simples capitaines osent déjà prendre la parole ouvertement contre l'OTAN, à la recherche d'un appui populaire.

Nous ne fabriquons pas le processus : il a lieu comme ça, et nous l'interprétons et tâchons de le comprendre. L'erreur du Parti Communiste, qui le conduit à interpréter comme il le fait et à ne pas intervenir — vient de ce qu'il voit tout mouvement dans lequel les militaires assument le pouvoir, comme une dictature, parce que lié à l'aile bourgeoise. Et comme ce coup d'Etat militaire porte ses coups autant contre le mouvement ouvrier que contre l'aile bourgeoise, le Parti communiste cherche une unification avec celle-ci.

Dans un cas comme celui-ci, il faut maintenir les revendications démocratiques et faire une alliance, même avec un secteur de la bourgeoisie, pour ces revendications : librté d'expression, de presse, de conscience, droits syndicaux, liberté de la lutte pour les revendications syndicales. Mais dans le même temps, il faut appuyer, impulser toutes les mesures prises contre l'impérialisme, contre les expropriations, les étatisations, les nationalisations : une telle attitude stimule le secteur nationaliste de l'équipe militaire et l'aide à rechercher le contact avec le mouvement ouvrier. Il faut maintenir l'indépendance politique et syndicale de ce dernier, ne pas le disoudre dans les plans du gouvernement ni dans l'organisation de l'appui à celui-ci. Il faut maintenir les revendications démocratiques du mouvement ouvrier et en même temps son indépendance par rapport à la bourgeoisie. Si un secteur de la bourgeoisie cherche une alliance avec le mouvement ouvrier pour des revendications démocratiques, d'accord, mais la classe ouvrière reste indépendante du point de vue des organismes. Mais il faut également impulser les étatisations, la planification, des réformes et des changements dans l'agriculture et dans l'économie, chose que ne fait pas le capitalisme. Nous, par contre, nous unissons les revendications démocratiques à ces changements, qui favorisent l'aile nationaliste de la Junte ou en tout cas l'aile qui recherche des changements, des améliorations et des progrès économiques. Ni en Grèce, ni en Thaïlande, ni dans aucun pays économiquement arriéré, il ne peut y avoir de progrès de l'économie sans aller contre le système capitaliste. Le capitalisme peut installer une usine, dix ou quinze, mais il ne peut pas développer l'économie pour répondre aux besoins de la société : cela ne peut se faire qu'en allant contre le système capitaliste.

Il faut tenir compte de ces conclusions. Sans rien perdre de notre indépendance politique, c'est nous qui cherchons à impulser les ailes, les secteurs, les groupes, qui, au sein de ces mouvements, cherchent à progresser ou à prendre des mesures économiques. Il faut leur faciliter cette action, sans se soumettre à eux. Afin d'avancer, il faut appuyer les mesures transitoires, parce qu'il n'y a pas autre chose. C'est une erreur énorme de poser « Gouvernement ouvrier et paysan ». C'est absurde ! On ne peut pas donner des mots d'ordre qui ne soient pas adaptés aux instruments, aux organes et aux conditions pour les appliquer. Comment réaliser un gouvernement ouvrier et paysan dans un pays dans lequel il y a une dictature militaire, le prolétariat ne dispose pas d'organes, de parti propres, dans lequel c'est la bourgeoisie qui a l'initiative et qui connaît un retard économique énorme. Comment, dans ces conditions, lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan?

LUTTE POUR LES
N GRECE

J. POSADAS

C'est absurde ! Le mot d'ordre doit répondre aux besoins et aux possibilités du prolétariat, aux organes dont il dispose. Il faut chercher à structurer le processus actuel, qui peut être dynamique et combiné, mais il faut chercher à créer cette structure : on ne peut pas sauter pardessus l'histoire !

Le gouvernement ouvrier et paysan exige l'existence de conditions aptes pour le réaliser. Ces conditions n'existaient pas en Grèce. Par contre, il y avait les conditions pour des revendications démocratiques très profondes pour lesquelles il était, il est possible de lutter. La dictature militaire a peur de les accorder parce que c'est se livrer aux mains du prolétariat. C'est la raison pour laquelle Papadopoulos se maintenait et il a reculé jusqu'à accorder des élections et la liberté politique à la bourgeoisie. Pour contenir l'aile gauche de ce mouvement militaire, Papadopoulos posait la nécessité d'inclure jusqu'aux communistes, comme gage également de l'appui des communistes à cette ouverture vers la bourgeoisie. C'est ce qui se développe actuellement en Espagne, Carrero Blanco en était une expression très éloignée. C'est la crise du système capitaliste qui ne peut déjà plus retourner au fascisme, ni en Espagne ni en Grèce : ce n'est plus possible, il n'en a plus la force. Au Portugal, le fascisme se désintègre. Il vient de perdre le Mozambique. Le coup que les masses du Mozambique viennent d'infliger à l'impérialisme portugais est le plus puissant de tous ceux que reçoit actuellement le régime fasciste au Portugal. C'est un coup énorme parce qu'il montre la faiblese de ce régime, incapable de maintenir une colonie. L'assurance du système capitaliste se désintègre.

LE GOUVERNEMENT EST LE RÉSULTAT DE CETTE ÊTAPE DE L'HISTOIRE

Nos mots d'ordre, notre programme, nos objectifs doivent répondre à la continuité de la politique de l'Internationale. Sinon c'es l'empirisme, la dispersion et, en même temps, l'aveuglement politique, l'impressionisme qui fait courir derrière tel ou tel événement. C'est ce que font les communistes. Les communistes ont un but précis : défendre l'autorité, le pouvoir, la résistance de leur parti. Maintenant, ils font la même chose. Tous les partis communistes publient des articles au sujet de la Grèce, dans lesquels ils disent : on a de nouveau ouvert les bagnes qui se trouvent dans les îles et où tous meurent. Il est possible que cette île soit un bagne épouvantable. Mais comment justifient-ils politiquement ce fait : il y a un mois la Grèce a permis que les avions des Etats ouvriers passent au-dessus de son territoire pour transporter des armes pour les Syriens et pour les Egytiens. Ce même gouvernement n'a pas permis aux yankees de faire paser par là leurs propres avions. Le même gouvernement! Comment interpréter ces faits, et ne pas voir leurs conséquences ? La Turquie a eu le même comportement. Il n'est pas possible de mesurer la politique d'un gouvernement en fonction d'un fait ou d'un autre. Il ne s'agit d'organes ni authentiquement ouvriers, ni authentiquement bourgeois. Ils sont les représentants du régime capitaliste, les défenseurs du système de propriété privée, mais politiquement ils ne représentent plus directement les intérêts de toutes les couches de la bourgeoisie.

Ce gouvernement est le produit de cette étape de l'Histoire. Cette situation produit en son sein une désorganisation dans la politique de classe et stimule le soulèvement, la croissance et le développement d'ailes nationalistes qui cherchent à combiner le développement économique du pays avec la satisfaction des besoins de la population. Poussé non seulement par l'intérêt capitaliste, mais également par la nécessité de développer l'économie, au nom de la propriété privée. Cependant, ce gouvernement prend des mesures qui vont à l'encontre de ce but qu'il s'est donné objectivement. Il ne trouve pas d'alliés pour mener cette politique. Le résultat est qu'il doit les chercher dans le prolétariat, dans la petite bourgeoisie et même parmi les étudiants. Mais comme il a peur d'être dépassé, il veut à la fois rechercher leur appui et le contenir. Notre politique doit consister à comprendre ce processus et à impulser l'action indépendante des étudiants, des ouvriers et des paysans, tandis que nous élaborons programme politique, objectifs économiques, qui favorisent les secteurs qui à l'intérieur de ce mouvement cherchent à impulser l'économie, sans pour autant prendre nous-mêmes d'engagement. Telle est la tactique à appliquer.

Campora, ambassadeur d'Argentine au Mexique, a fait au Pérou et au Mexique des déclarations au nom du gouvernement argentin dans lesquelles il dit : « Le gouvernement argentin préconise que la seule issue réelle pour le développement économique de l'Amérique Latine est le socialisme. Plus tôt on prendra de telles mesures, plus on évitera de tragédies. » Il est évident que ce sont des déclarations destinées à maintenir l'autorité du gouvernement péroniste sur les masses. Mais il impulse une perspective. La politique du gouvernement de Péron ne correspond pas à cette déclaration. Mais quand il était au gouvernement, Campora a reconnu les gouvernements des Etats ouvriers, du Vietnam, de la Corée, il a remis en liberté tous les emprisonnés politiques, il a éliminé toutes les archives de répression, tous les organes de répression, il a accordé la liberté politique à tous. Pendant les six mois du gouvernement Campora, il n'y a pas eu d'organes de répression. Ce n'était pas une mesure destinée à créer une impression puis à être résiliée. Ce fut une tentative du gouvernement petit bourgeois nationaliste qui cherchait le contact avec les masses, sans briser la structure capitaliste. Cette politique n'était pas indécise, elle était imprécise : elle s'est basée sur le système capitaliste parce qu'elle n'avait pas d'organes propres et parce qu'elle avait des points d'appui dans les ouvriers, les paysans et les petits bourgeois qui aspirent au socialisme. Un tel gouvernement doit répondre à toutes ces exigences. Péron est un gouvernement bourgeois, le gouvernement de Campora l'était aussi. Ces mesures sont le résultat de la politique imprécise d'un gouvernement capitaliste qui a ses points d'appui dans la classe ouvrière, parmi les paysans et la petite bourgeoisie. Il faut savoir le comprendre pour pouvoir faire pression, influencer et soutenir toutes les mesures qui affaiblissent la structure du capitalisme, sans pour autant s'adapter, se soumettre o ufaire du suivisme à l'égard de ce gouvernement bourgeois, en maintenant notre indépendance et en publiant, en appliquant nos propres revendications.

LES MESURES PRISES EN GRÈCE VONT CONTRE L'IMPÉRIALISME YANKEE ET LA MONARCHIE

Un tel comportement stimule le développement de courants dans ce mouvement. C'est ce qu'il fallait faire en Grèce, en Thaïlande. C'est ce que nous avons posé et c'est ce que nous faisons en Palestine et au Moyen-Orient avec la guerre de classes. Notre article: « La nouvelle guerre israélo-arabe et la lutte de classes » est un guide pour interpréter et comprendre que, s'agissant d'une guerre de classes, que, s'agissant d'une guerre de classe, nous appuyons l'intervention des pays arabes comme Marx avait appuyé en son temps la guerre de classe aux Etats-Unis. Cette intervention présentait de toutes façons un aspect différent, progressiste, utile, qui est d'impulser la révolution, le rôle impérialiste d'Israël.

Il fallait comprendre que cette guerre de classe se produisait en même temps que le développement de la lutte des masses dans les Etats arabes. Aucun parti communiste n'a interprété la situation de cette façon. Maintenant, ils commencent à le faire. Aujourd'hui les partis communistes d'Irak, de Syrie, de Jordanie et du Liban se réunissent et se résolvent à déclarer : « C'est une guerre de classe qu'il faut appuyer en développant en même temps l'indépendance du mouvement face à l'impérialisme et face aux bourgeoisies arabes. » Ils ne disaient rien de cela avant. Pour eux, tout était « la Patrie arabe ». Maintenant, ils viennent de dire que c'est « une guerre de classe ». Des partis communistes ont écarté jusqu'à présent cette interprétation.

Si les partis communistes avaient une direction révolutionnaire, la guerre de classe au Moyen-Orient, le processus tel qu'il se donne en Grèce n'auraient pas lieu, parce qu'il y aurait des définitions de classe. Cette résolution de classe ne venant ni des Etats ouvriers ni des partis communistes, cela permet tout ce processus, toute cette étape de l'Histoire. Il faut intervenir en précisant les consignes, qu'il s'agise de la Grèce, de la Thaïlande, des Philippines, de l'Argentine ou du Moyen-Orient. Des consignes et des mots d'ordre qui déterminent le progrès, l'impulsion d'un mouvement dont l'origine, la direction et le but sont bourgeois, mais qui n'a pas la force de terminer en fonction de l'intérêt de la bourgeoisie. Dans le cours de ce processus, des secteurs de la petite bourgeoisie, ou d'autres qui dépendent de l'appareil bourgeois, sont influencés à intervenir en faveur de mesures qui ne sont pas bourgeoises. C'est ce que voudraient faire les communistes, mais ils finissent par appuyer et se soumettre à un secteur de la bourgeoisie comme le faisaient les communistes d'Espagne avec le « Pacte pour la liberté ». Cette politique n'est pas le « pacte de la liberté », c'est l'appui à certaines mesures des revendications démocratiques, tandis qu'on appelle les masses à poursuivre la lutte de classe et la lutte pour le socialisme, chose que les communistes avaient éliminé avant. Ils ont changé et ils posent maintenant l'alliance pour des revendications démocratiques, alliance que nous posons nous aussi. Comme celle qui avait été proposée par l'Internationale Communiste en Chine, comme l'avaient fait les bolcheviks en appuyant Abdel Krim au Maroc et tous les mouvements de ces pays arriérés : une alliance pour des revendications démocratiques, accompagnée de notre lutte indépendante. Tels sont les problèmes à discuter aujourd'hui dans le mouvement communiste mondial et que les communistes ne discutent pas.

Ce qu'il faut voir en Grèce, c'est le cours que suit le processus. Il s'agit de voir si les mesures prises correspondaient ou correspondent aux intérêts de l'impérialisme, du roi, de la bourgeoisie nationale ou bien à ceux du prolétariat. A strictement parler, il n'est pas de bourgeoisie nationale dans aucun de ces pays. Il y a des couches bourgeoises nationales qui cherchent à se stabiliser, à développer une base pour la croissance d'une véritable bourgeoisie. Elles n'ont pas confiance dans la bourgeoisie comme classe dirigeante, ces couches elles-mêmes la voient impuissante et n'ont plus entièrement confiance dans le système capitaliste. C'est pour cette raison qu'elles cherchent à prendre des mesures économiques et sociales qui ne sont pas une affirmation, un renforcement de l'équilibre, de la stabilité du système capitaliste, comme par exemple les étatisations, l'Etat producteur, l'Etat investisseur, l'Etat gérant de l'économie, de l'exportation et de l'importation. Cette junte prend des mesures qui ne favorisent en rien le système capitaliste.

Il faut voir à chaque étape concrète : que représentent les secteurs au pouvoir ? à quelle étape en est-on du processus ? quels sont les rapports des différents secteurs : entre eux ? avec les masses ? avec l'impérialisme ? avec la bourgeoisie ? afin de pouvoir définir, d'un processus, s'il est nationaliste et à quelle étape du nationalisme il appartient, afin d'élaborer nos mots d'ordre sans dépendre de ce processus. Sans le suivre et sans non plus lui tourner le dos. C'est une attitude ambiguë. Cette attitude correspond à un processus dans lequel le prolétariat n'intervient pas comme dirigeant, et où la bourgeoisie n'a as non plus l'exclusivité de la direction.

Un tel processus est le produit de cette étape de l'histoire. Il ne peut avoir lieu que parce que ni les Etats ouvriers, ni les partis communistes ne proposent de solutions à ces pays, au moyen de la révolution permanente. Le capitalisme se montre impuissant, la capacité des masses et l'influence de la révolution mondiale sont mûres. Les masses cherchent à s'élever, à participer au processus de l'Histoire. Elles ne peuvent pas imposer leur propre solution parce que le prolétariat n'a ni force, ni organisation, ni autorité suffisante devant la société, étant donné que les Etats ouvriers n'interviennent pas pour donner une solution révolutionnaire, et que les partis communistes n'ont pas rempli leur devoir historique : prendre le pouvoir là où les masses veulent le prendre. Le rôle que jouent ces couches de la société est le résultat de ce processus de recul et de désintégration du système capitaliste, d'affaiblissement sans cesse croissant du capitalisme, du développement de la révolution sans direction centralisée.

LUTTER POUR LES DROITS DÉMOCRATIQUES ET UN PROGRAMME MINIMUM D'ÉTATISATIONS

Il n'est pas nécessaire à chaque étape, pour chaque cas et événement d'un processus déjà analysé, de partir à la recherche de nouvelles interprétations. S'il est nécessaire de faire une nouvelle interprétation, c'est parce qu'il y a eu des changements. Dans l'actuel processus en Grèce, il est certain qu'il peut y avoir des changements, il faut démontrer lesquels, si les changements qu'il y a eu changent la forme. Un phénomène normal et qui se reproduit presque identiquement partout, et que des mouvements comme celui de Grèce ou de Thaïlande, dans lesquels interviennent des secteurs de l'armée, qui assument la représentation d'une aspiration pour organiser une bourgeoisie nationale, en l'absence de prolétariat et d'une bourgeoisie, voient les étudiants y jouer un rôle de premier plan.

Les étudiants ne sont pas une classe, ils n'ont pas d'autorité sur les masses, sur les ouvriers et les paysans. Ils sont un facteur de promotion, d'organisation. Par leur volonté de combat, leur décision, leur impétuosité, leur volonté et leur sentiment de justice, leur volonté d'éliminer l'oppression, ils sont un stimulant, l'élément d'impulsion, mais non d'organisation. Ils n'ont pas de parti, ils ne sont pas le parti. Ils ne sont pas la classe et ils ne représentent pas la classe, et ils n'ont pas de perspectives de classe. Ils ne peuvent avoir ni programme, ni objectifs, ni politique de classe. En tant que représentants du parti, ils peuvent le faire, parce qu'alors ils s'expriment en tant que parti et non en tant qu'étudiants. Ils sont les représentants du parti parmi les étudiants. Quand ce n'est pas le cas l'expression bruyante des étudiants atteste de leur volonté de combat très élevée, mais ils n'ont ni programme, ni objectifs propres. C'est un élément très facile à utiliser, aussi bien par la gauche que par la bourgeoisie, qui utilise des consignes démocratiques que les étudiants acceptent et impulsent en espérant les utiliser pour aller plus loin.

Normalement, dans le cas de ces mouvements, les étudiants descendent dans la rue pour des consignes, pour des mots d'ordre de démocratie, de liberté, sans leur donner de formes précises : quelle organisation ? Quelle démocratie ? Quelle liberté ? Quelle économie ? Quel programme pour l'économie ? Les ouvriers se joignent à eux quand ils voient que c'est un mouvement qu'ils peuvent influencer, sinon les ouvriers n'y participent pas. Quand les ouvriers interviennent, c'est qu'ils voient qu'il est possible de se mêler à ce mouvement pour lui donner une impulsion à aller de l'avant.

Les textes de nos maîtres, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, n'ont pas de correspondant direct et immédiat pour cette étape de l'Histoire, parce que les rapports de forces mondiaux sont différents. A l'époque de Trotsky, il n'y avait qu'un seul Etat ouvrier et encore étranglé par Staline, sans direction révolutionnaire. Il y a actuellement 14 Etats ouvriers, une certaine base de régénérescence partielle au sein de ceux-ci et des partis communistes, qui crée la base de la rencontre historique. Les conditions sont différentes. Un processus mondial de développement de la révolution, un processus mondial d'effondrement du système capitaliste, de crises constantes de ce dernier, une aggravation des contradictions et de la concurrence du système capitaliste dû au développement des Etats ouvriers et de la révolution mondiale. Ceci crée les conditions pour des rapports de forces que Trotsky ne pouvait pas prévoir, et à plus forte raison sur lesquelles il ne pouvait pas se baser. Telle est notre tâche : interpréter ce qui se passe à l'aide de jugements politques, nos textes, notre analyse sur la Grèce.

Notre devoir est de prendre connaissance de cette structure pour déterminer la portée d'un possible développement et les mots d'ordre qui y correspondent. Ceux qui conviennent normalement à un mouvement comme celui qui s'est produit récemment en Grèce sont avant tout, surtout et esentiellement, tous les mots d'ordre de caractère démocratique. Le mouvement lui-même ne donne pas pied à des mesures plus avancées. Lancer des mots d'ordre comme « Gouvernement ouvrier et paysan » est seulement le fruit de l'impatience de vouloir atteindre un objectif alors que c'est impossible. Ce n'est pas le rôle du dirigeant. Celui-ci doit prendre le mouvement de masses tel qu'il est, l'observer, le comprendre, déterminer la portée qu'il peut avoir. En Grèce, ce n'est pas en ce moment la classe ouvrière qui dirige. Les mots d'ordre démocratiques

(Suite à la page 4)

MANIFESTE ELECTORAL

(Suite de la page 1)

bourgeoisie mondiale, l'impérialisme américain et concrètement le Pentagone et la CIA, se préparent à détruire tout ce qu'ils peuvent des masses, des Etats ouvriers ; et dans ces préparatifs, ils développent la campagne politique, et d'attentats criminels, d'assassinats contre le marxisme, contre la gauche, qu'elle soit socialiste, communiste, nationaliste révolutionnaire (comme en Argentine : la gauche péroniste, Tosco et d'autres camarades) et en particulier contre la IVe Internationale, contre le camarade Posadas. Nous dénonçons ces préparatifs criminels de l'impérialisme, de la CIA et nous alertons toute l'avant-garde révolutionnaire de Belgique, les camarades de la gauche socialiste, communiste, syndicale, qu'il faut se préparer pour ce processus de lutte de classes violente, pour riposter à la bourgeoisie, qui se prépare à réprimer, à attaquer les droits démocratiques et syndicaux des masses, à assassiner les militants, les dirigeants révolutionnaires non seulement en Amérique Latine, mais aussi en Europe.

Il n'y a pas de solution électorale à la crise dans laquelle se débat le capitalisme en Be lgique. Nous faisons un appel à voter massivement pour les partis communiste, socialiste, pour les trotskystes-posadistes, et en même temps à se préparer pour imposer les revendications des travailleurs au capitalisme, dans la mobilisation, l'intervention directe. La bourgeoisie ne va pas respecter les résultats des élections, si ceux-ci ne lui sont pas favorables. Elle montre déjà par toutes les mesures anti-démocratiques qu'elle prend, qu'elle va chercher à attaquer directement les droits et les conquêtes de la classe ouvrière, de la population travailleuse. Pour cela, il y a une telle extension des attaques contre les délégués syndicaux, dans tout le pays, des mesures d'expulsion prises contre les ouvriers immigrés, et même contre des enfants ! les mesures d'expulsion contre les réfugiés chiliens, et surtout, il y a le maintien de tous les projets réactionnaires du capitalisme : loi Vanden Boeynants, loi Vanderpoorten, loi Vranckx.

Tout cela n'est pas une expression de force de la bourgeoisie. Au contraire ! Aux élections, les partis bourgeois se présentent avec une division énorme : 5 partis libéraux, crise de désintégration dans le FDF-RW, divisions dans le PSC et le CVP ! D'autre part la bourgeoisie ne parvient plus à entretenir les conflits linguistiques pour diviser les gens. Elle a aussi perdu, irrémédiablement (même si des dirigents PSB veulent revenir au gouvernement) son point d'appui essentiel pour se maintenir au pouvoir : la direction pro-bourgeoise du PSB ! Le PSB remet en question, très profondément, toute la politique d'administration du capitalisme. Il est en train de passer de "parti social-démocrate" à "parti socialiste ! "

Et maintenant, le PSB fait même un appel à s'unir pour la perspective d'un gouvernement des travailleurs ! Toute la structure de la révolution mondiale, du processus actuel de l'histoire, impulse à ces changements. La réalisation de l'Union Populaire, en France, avec le Programme Commun — qui est anti-capitaliste —, le programme des 25 points de nationalistations des syndicats et du Parti Travailliste en Angleterre, et les luttes tenaces de la classe ouvrière en Belgique sont à la base de tous ces changements.

Les conditions sont formidables pour impulser le front unique de la gauche pour aller vers le pouvoir ! Il faut organiser avec pleine résolution et confiance, la gauche dans le Parti Socialiste, dans les syndicats, dans le Parti Communiste, parce que l'avant-garde ouvrière, révolutionnaire, montre qu'elle a la force pour faire changer les organisations du mouvement ouvrier. Notre Parti appelle à intervenir dans la campagne électorale dans cet objectif ! Nous appelons les camarades socialistes, communistes, les militants syndicaux, les ouvriers sans parti, à développer les initiatives dans la campagne électorale : faire des meetings, des assemblées, publiques en commun, faire des réunions dans les usines, dans les quartiers, en front unique des différentes tendances de la gauche pour discuter cette situation, ensemble, même si le front n'a pu se réaliser électoralement pour le moment.

Nous faisons un appel à prendre comme centre de toute la campagne, de toute discussion, AVEC QUEL PROGRAMME AFFRONTER CETTE CRISE DU CAPITALISME, AVEC QUEL PROGRAMME ALLER VERS LE GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ! C'est pour affirmer la nécessité fondamentale d'un programme socialiste, de front unique des travailleurs wallons-flamands, de démocratie ouvrière, que notre Parti se présente aux élections, et appelle à voter TROTSKYSTE !

Le Programme doit proposer, comme base minimum, LA NATIONALISATION DE L'ENERGIE DES SECTEURS CLE DE L'ECONOMIE, de toutes les grandes entreprises qu'elles soient belges ou américaines, anglaises (comme Westinghouse, Glaverbel, Cockerill, Solvay, etc.), ET DE TOUTES LES ENTREPRISES, petites ou grandes, que leurs patrons déclarent EN CRISE. Il faut les nationalisations pour permettre le progrès de l'économie, l'organisation du plan de développement, en fonction des besoins de la population. NATIONALISATIONS SOUS CONTROLE OUVRIER ! NATIONALISATIONS DES BANQUES, pour financer un plan de développement économique favorable aux masses, pour fournir des maisons, des hopitaux, des écoles, des routes, des conditions de vie hygiéniques (égoûts, salles de bains, toilettes individuelles partout !) etc.

C'est certain qu'un "gouvernement des travailleurs", UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE est nécessaire pour appliquer ces nationalisations et coordonner un plan économique pour développer le pays. Pour l'imposer, LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS WALLONS-FLAMANDS est une condition essentielle! Le fédéralisme, la régionalisation, ne vont pas permettre de progresser dans cette voie. Nous ne sommes pas opposés à tout progrès du pouvoir des masses, dans une région, dans une ville, mais pour répondre à la crise actuelle du capitalisme, à la répression à laquelle il se prépare : il faut lutter pour en finir avec le capitalisme! Des organismes comme les SDR, ou tous les autres qu'on pourrait encore inventer, laissent à la bourgeoisie son pouvoir. Ils ne sont pas des organismes de pouvoir des masses. Le fédéralisme, l'autonomie, l'auto- détermination "des communautés" en Belgique, il faut les discuter quand la classe ouvrière de tout le pays aura conquis le gouvernement des travailleurs, de haute lutte, en unifiant profondément toutes les forces ouvrières de Flandres, de Bruxelles, de Wallonie. Il faut, comme tâche primordiale, développer les organismes des masses, dans les quelles tous peuvent s'expirmer, peser, intervenir : CONSEILS OUVRIERS DANS LES USINES, CONSEILS POPULAIRES DANS LES QUARTIER, DANS LES REGIONS, INTERUSINES, INTERZONES. Et organiser ces organismes nationalement. De même quand il faut imposer des conventions collectives aux capitalistes, il faut lutter toute la classe ouvrière ensemble, et non usine par usine, de même pour imposer le programme de nationalisations sous contrôle ouvrier, il faut le front unique wallons-flamands!

POUR LA DEFENSE DES DROITS DEMOCRATIQUES ET SYNDICAUX DE LA CLASSE OUVRIERE ET DES MASSES! POUR UN CHANGEMENT RADICAL DANS LA STRUCTURE ET LE FONCTIONNEMENT DES SYNDICATS! UNIFICATION SYNDICALE, EN BELGIQUE ET A ECHELLE EUROPEENNE!

Les projets de réforme de l'armée, de limitation du droit de grève, de restriction des droits des travailleurs immigrés, les attaques généralisées contre les conquêtes syndicales dans les usines font partie des plans de la bourgeoisie pour essayer d'imposer le prix de sa crise aux masses. Nous appelons à les rejeter, et imposer le respect de tous les droit démocratiques et syndicaux, à l'exiger de toutes les directions du mouvement ouvrier.

Pour imposer la défense et l'extension des droits démocratiques dans le pays, il faut aussi que les organisations ouvrières fonctionnent démocratiquement! Dans les syndicats, dansles partis ouvriers, il faut lutter pour éliminer les méthodes bureaucratiques, de commandement, de patrons que les dirigeants syndicaux ont avec les ouvriers. Pour la démocratie syndicale la plus complète! pour des délégués élus et révocables à tout moment, et sous le contrôle des assemblées des travailleurs. Le contrôle ouvrier commence avec le contrôle complet des travailleurs sur leur propre organisation. Ce sont les ouvriers qui doivent déterminer comme organiser la vie dans les usines : les rythmes de travail, les réglements, les heures d'entrée et de sortie, l'orientation de la production ; et pour cela, il faut en finir avec le fonctionnement féodal de la FGTB et de la CSC!

POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE DE L'EUROPE!

Notre Parti lance un appel à la gauche socialiste, à la gauche communiste, à s'appuyer sur les conclusions de la Conférence de Bruxelles des Partis Communistes d'Europe, qui a proposé un programme allant dans cette voie. C'est une base pour impulser l'unification de la gauche en Belgique, pour aider la gauche socialiste à prendre la direction dans le PSB. L'UDP reste très en arrière de ce programme, en arrière même de ce que le PSB lui-même est en train de proposer!

Notre Parti lance un appel à toute l'avant-garde ouvrière qui a donné 3.000 voix à la IVe Internationale Posadiste aux élections de 1971, à organiser le vote au trotskysme, pour ces élections, à discuter sur tous leurs lieux de travail, dans les familles, dans les quartiers! Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, de la gauche communiste, de l'Avant-Garde Syndicale (Lutte des Métallos, Nouvelles Défense), les camarades révolutionnaires de l'Exploité, des groupes révolutionnaires, à discuter ce programme, à appuyer et impulser de toutes leurs forces, le progrès de l'unification des tendances de gauche, à voter pour les candidats de gauche socialiste, communiste et pour les Trotskystes-Posadistes pour impulser le programme socialiste!

Le 18 février 1974

Bureau Politique du
Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)
Section belge de la
IVe Internationale — Posadiste.

CANDIDATS DU P.O.R. (T)

POLET, Claudine — employée
ANDERSEN, René — ajusteur
FLAMAND, Odette — employée
STEELS, Gaston — soudeur
TAMINIAU, Ives — ouvrier
ROBIN, Pierre — pensionné
VANGRUNDELBEKE, Viviane — ouvrière
CARLIER, Viviane — employée
MAUCLET, Roland — aide-monteur
HODY, Anne-Marie — ouvrière

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE CAMARADE POSADAS ET LA IVe INTERNATIONALE N'ONT RIEN A VOIR AVEC LE TERRORISME

La C.I.A. poursuit, dans divers pays du monde, une campagne de calomnies contre le camarade Posadas et la politique de la IVème Internationale, en utilisant les déclarations de Péron contre celui-ci. Le journal « El Economista » d'Argentine le dénonce comme : « un chef insurrectionnel à l'échelle mondiale qui opère à partir de Paris ». Le journal « El Dia » d'Uruguay, le présente comme « l'auteur intellectuel de l'attaque à la caserne d'Azud ». Le journal « Il Popolo », de Rome, publie les menaces de mort contre Posadas publiées à Buenos Aires par de prétendues organisations fascistes argentines. Au moyen de cette campagne la C.I.A. prépare un attentat criminel contre le camarade Posadas. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskiste), section belge de la IVème Internationale - Posadiste, dénonce à nouveau les objectifs criminels que poursuit cette campagne de calomnies de la C.I.A. à travers le monde et de la droite en Argentine. Le camarade Posadas et la IVème Internationale n'ont rien à voir avec les attentats terroristes, ni l'attaque contre la caserne de Azul. Nous sommes contre. De telles actions de provocation sont organisées et menées par la C.I.A. et des organisations parapolicières d'assassins. Posadas, les posadistes, et nos camarades en Argentine, luttent pour le progrès de la gauche syndicale et péroniste, vers un programme socialiste, pour l'application programme de Huerta Grande et La Falda, approuvé par les syndicats argentins, pour l'organisation de luttes syndicales et politiques de masses et pour le Parti Ouvrier basé sur les syndicats. Ils luttent, à échelle mondiale, pour l'unité du mouvement communiste mondial, pour le progrès du mouvement communiste, socialiste, nationaliste et catholique de gauche, syndical, dans un front unique et la lutte pour le pouvoir avec le programme socialiste. Des centaines de textes et d'articles en rendent témoignage. Le terrorisme va contre tous ces objectifs : nous sommes contre le terrorisme.

Nous dénonçons une fois de plus cette campagne criminelle de la C.I.A. et de ses agents bourgeois et des polices parallèles, comme calomniateurs, provocateurs et assassins.

Bureau Politique du P.O.R.(T) section belge de la IVe Internationale

LA DISPUTE INTERBOURGEOISE ...

(Suite page 3)

doivent être : liberté de presse, de parole, de réunion, d'organisation, d'association, liberté pour tous les emprisonnés politiques, droits démocratiques de fonctionnement pour tous les partis.

Mais il faut en même temps élaborer un programme économique qui serve de pont vers l'aile nationaliste. Il faut imposer par exemple l'étatisation d'une série d'entreprises et d'industries impérialistes, imposer le contrôle ouvrier, des relations commerciales avec les Etats ouvriers. Dehors l'OTAN ! Liberté politique pour les masses. Accompagner ces mots d'ordre d'un programme minimum de planification économique, de partage des terres entre les apysans. Un tel programme doit pouvoir être accepté et mené de l'avant par l'aile nationaliste du gouvernement. Il faut lancer un pont vers celle-ci et la laisser intervenir. C'est ce que nous avons fait à l'égard de tout mouvement nationaliste.

Le processus qui a lieu actuellement en Grèce est une démonstration de comment il faut agir. Un tel cours va se répéter dans plusieurs pays. Il aura plus ou moins de maturité. Mais la base essentielle de ce processus est déterminée par le fait que le monde entier est mûr pour le socialisme. Le capitalisme se décompose dans une série de « Watergate » parce que le socialisme n'a pas pu encore se réaliser, alors qu'économiquement, socialement, scientifiquement, techniquement, tout est mûr pour le construire. Il n'y a pas de direction pour construire le socialisme, il n'y a pas de direction pour organiser la lutte des masses et imposer l'issue socialiste, résolvant le problème d'en finir avec le système capitaliste. Cependant, toutes les conditions sont mûres pour le socialisme. Il se produit alors une désintégration intérieure tant dans le système capitaliste que dans la bureaucratie des Etats ouvriers, et cela donne lieu à des résultats, à des mélanges, comme celui que l'on trouve en Grèce : la solution logique, qui est l'Etat ouvrier, ne s'impose pas immédiatement. De tels processus vont donc se répéter.

J. POSADAS,
31 décembre 1973.

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

SOLJENITSINE , L'UNION SOVIETIQUE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

14 FEVRIER 1974

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 BF 11e année — 8 Mars 1974 n° 212

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

VIE SAUVE POUR NELSA GADIA GALAN ! Page 2

L'INTERVENTION DU P.O.R.(T) DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE page 3

LE PLAN MILITAIRE, LE PARTI SOCIALISTE ET LE GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS Page 2

LES LUTTES DES MASSES EUROPEENNES, L'ECHEC DE L'IMPERIALISME, VONT IMPULSER LE PROGRES DE LA GAUCHE PENDANT ET APRES LES ELECTIONS

EDITORIAL

La campagne électorale qui se déroule actuellement dans le pays, ne se limite pas à des préparatifs électoraux. Toute l'Europe est secouée par les grèves, les manifestations, les mobilisations, les préparatifs de très grandes luttes du prolétariat et de toute la population travailleuse qui montrent qu'ils ne paieront pas les frais de la crise capitaliste, et qu'ils veulent avancer vers le pouvoir ! En Belgique même, s'il n'y a pas de grands mouvements de grève, provisoirement, il y a un approfondissement de la lutte entre la bourgeoisie les partis ouvriers et les syndicats, et de la lutte au sein de toutes les organisations ouvrières pour les faire avancer sur des positions socialistes, anticapitalistes. Le PSB est le centre d'une lutte, d'une discussion, d'un progrès très profond de toutes les masses socialistes, venant des usines, des quartier populaires, des organisations syndicales pour faire changer le Parti Socialiste. C'est de cette force là qu'est surgi la déclaration d'André Cools sur "la nécessité du gouvernement des travailleurs", et la polémique engagée avec le Parti Communiste sur les formes que prendra l'Union des forces de gauche. Cette discussion représente un progrès pour le mouvement ouvrier. Elle signifie que ce n'est plus possible de discuter dans une perspective purement électorale ; que la bourgeoisie ne peut plus compter sur la direction socialiste pour lui servir de gérant de son système.

Les élections du 10 mars sont bien un épisode de la lutte de classes et révolutionnaire qui s'accélère en Belgique, sous la pression de tout le processus mondial de la révolution, des grandes luttes du prolétariat européen, et de l'inclination à gauche du Parti Socialiste. Ce n'est pas par hasard que le haut Etat-Major de l'armée belge prépare ses cadres pour "lutter contre la subversion socialo-communiste" où qu'elle existe. Ce sont des préparatifs de guerre civile que fait le secteur le plus décidé de la bourgeoisie belge, avec la participation directe de l'OTAN, de la CIA, de l'impérialisme américain. Ce sont les mêmes préparatifs de guerre qui conduisent la CIA et l'impérialisme américain à lancer la campagne mondiale, criminelle, d'attaques contre le camarade J. Posadas, contre la IVe Internationale Posadiste. Ces plans de l'Etat-major militaire belge sont établis dans la mesure où la bourgeoisie voit qu'elle perd le contrôle de la situation. Politiquement, elle ne dirige plus le pays. Les partis bourgeois interviennent dans les élections avec une division, un morcellement, un pessimisme énormes. Ils ne se préparent pas à gagner électoralement. La bourgeoisie, un secteur de la bourgeoisie dirigé par la haute finance, les grands trusts, prépare une issue de répression, de gouvernement "fort". Le chantage des trusts pétorliers fait partie de cette épreuve de forces qui se prépare : ils veulent entraîner le reste de la bourgeoisie à se montrer durs à résister aux revendications des travailleurs, des masses, et prennent des mesures qui sont des mesures de guerre civile, des préparatifs de guerre civile, encore indirectes ; mais c'est cela qui est en jeu. Il faut développer la campagne électorale en leur ripostant avec toutes les forces des masses : nous appelons le PSB, le PCB, les syndicats à exiger la REQUISITION IMMEDIATE DU PETROLE ! sans attendre qu'un gouvernement — inexistant- prenne une décision. Il faut montrer la décision, le vote de la population travailleuse. Nous appelons à organiser l'occupation des raffineries de pétrole par les ouvriers, les syndicats, à organiser l'appui, l'intervention immédiate de toute la classe ouvrière si le capitalisme ose faire intervenir l'armée ou la police contre les ouvriers du pétrole. Nous appelons le PSB, le PCB, les syndicats, la gauche chrétienne à établir des relations directement avec les pays producteurs de pétrole, comme l'Algérie, la Syrie, les Etats révolutionnaires, les Etats ouvriers, pour assurer la fourniture de pétrole aux raffineries qui fonctionnent sous le contrôle des travailleurs.

L'exemple de comment mener la lutte nous est donné par les mineurs en Angleterre : ils ne se sont pas laissé intimider par toute la campagne de la bourgeoisie pour faire cesser leur grève. Ils comptent sur la solidarité de toute la classe ouvrière anglaise, des dockers d'Europe, et en particulier, des syndicats des Etats ouvriers, de la Pologne qui a décidé de suspendre ses envois de charbon en Angleterre ! C'est une mesure très importante, qui montre le progrès des Etats ouvriers, et qui impulse les luttes de la classe ouvrière en Angleterre, dans toute l'Europe. Il faut compter sur tout cet appui pour organiser, dès maintenant, une offensive de la classe ouvrière, de toutes les tendances de gauche en Belgique : développer, impulser l'intervention des masses, de la classe ouvrière, et dans l'immédiat, organiser cette riposte au chantage scandaleux des trusts pétroliers.

Le Parti Travailliste a fait un progrès énorme dans les élections. Les mineurs anglais ont paralysé le pays avec leur grève générale et ont démontré qu'ils luttaient pour changer le régime, pour changer la société. La grève des mineurs a pesé de tout son poids dans les élections, qui est en principe le terrain de la bourgeoisie, pour renverser le gouvernement conservateur de Heath et donner la victoire au Parti Travailliste. La classe ouvrière anglaise a donné une impulsion au Parti Travailliste pour qu'il mette en pratique maintenant le programme de nationalisations, qu'il a développé et discuté avant lés élections. Mais si, ce progrès a été encore limité, c'est à cause de la politique de conciliation du Parti Travailliste, qui n'a pas pu gagner les secteurs de la petite bourgeoisie, qui ont voté libéral. Par contre la grève des mineurs ; rapproche la petite bourgeoisie de la classe ouvrière.

Le pouvoir économique, politique, de la bourgeoisie est mis en question dans tous les pays d'Europe encore capitaliste. En Angleterre, avec la grève des mineurs, en Italie avec la grève générale organisée par tous les Partis Ouvriers et les Syndicats qui a provoqué la démission du gouvernement Rumor, qui s'appuyait sur la mobilisation des conseils d'usines, de quartiers et de zones ; en France où l'Union Populaire enrichit le programme commun et cherche à appuyer les luttes et mobilisations anticapitalistes des masses ; en Autriche avec le Congrès du Parti Socialiste — qui est au gouvernement —, qui adopte un programme comme en France ; en Allemagne, avec la grève historique des travailleurs des services publics, inclus la police ! qui se mobilisent pour la première fois depuis la guerre ; et même en Espagne où après l'assassinat du militant anarchiste Antich, deux ministres veulent donner leur démission et ont provoqué de graves dissentions dans le gouvernement. Les prochaines élections en Belgique vont se dérouler au milieu de toute cette situation de profonds bouleversements.

Les prochaines élections en Belgique ne

(Suite page 2)

Dementi de la IVème INTERNATIONALE

La campagne de calomnies criminelles contre le camarade Posadas et la IVe Internationale déclenchée par la C.I.A. et par la droite péroniste en Argentine — l'accusant d'être responsable intellectuel des attentats terroristes contre la caserne d'Azul en Argentine,— et visant au travers de cela, de commettre des assassinats, a reçu une riposte très ferme et vigoureuse de la IVe Internationale, en particulier en Argentine même et en France. Cette campagne a déjà échoué dans son intention politique de créer une confusion au sein du mouvement nationaliste et d'intimider le progrès de la gauche péroniste vers un programme, une politique révolutionnaire socialistes. Le communiqué de presse publié à ce propos par le PCR(T) section française de la IVe Internationale a été reproduit dans plusieurs journaux nationaux en Argentine, tels "El Cronista Commercial" et "Cronica", du 6 février. Mais la lutte politique s'aiguise au sein du mouvement péroniste et contre la IVe Internationale Posadiste, contre les puissantes forces de gauche qui se développent dans la Jeunesse, dans les Syndicats, dans la direction même du mouvement péroniste. Des groupes parapoliciers commettent attentats sur attentats, perquisitions, arrestations et continuent à dénoncer la IVe Internationale-Posadiste comme le centre politique de l'organisation de la gauche péroniste. Nous réitérons notre appel à tout le mouvement ouvrier en Belgique, au PSB, au PCB, aux syndicats, aux organisations démocratiques à discuter la signification de ces attaques de la CIA, de la droite péroniste, à publier les informations montrant la vérité sur la situation en Argentine, à dénoncer la campagne criminelle de l'impérialisme américain et de la CIA.

EN SUPPLEMENT : BILAN DES ELECTIONS ET LA SIGNIFICATION DES 648 VOIX AUX TROTSKISTES-POSADISTES

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

vont donner aucune solution pour la crise du capitalisme. Elles ne vont pas permettre non plus de résoudre les problèmes que les masses doivent affronter ; hausse du coût de la vie, chantage pétrolier, chomage, fermetures d'usines etc. Mais il est possible d'impulser les Partis Ouvriers. PSB et PC au travers des élections pour préparer un changement politique après les élections, pour appliquer le programme de nationalisations du PS, pour appliquer les déclarations de Cools qui parle de la nécessité d'un "gouvernement des travailleurs".

Il faut déjà discuter maintenant ce que l'on va faire après les élections.

La discussion entre le PSB et le PCB est importante. Les lettres ouvertes de Louis Van Geyt et d'André Cools ont été publiées à la fois dans le Drapeau Rouge et dans le "Peuple". Le centre de la discussion est la nécessité du Front unique, de l'unification des partis Ouvriers pour faire face à la crise capitaliste. Il ne faut pas maintenir cette discussion au sommet, et dans les journaux des différents partis. Pour que la discussion arrive à des conclusions les plus fructieuses, il faut faire intervenir tout le monde, militants communistes et socialistes, que tous puissent discuter. Que la base socialiste puisse intervenir de façon ouverte et publique comme le font en partie déjà les jeunesses Socialistes. Pour cela, immédiatement dans la campagne électorale il est possible d'impulser la réalisation d'assemblées, de débats communs, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, trotskystes-posadistes, pour discuter l'application d'un programme anticapitaliste, d'un gouvernement des travailleurs. Il est possible de réaliser de telles assemblées, dans les quartiers, dans les usines, où tout le monde puisse participer. Les assemblées "libres" du PSB ont été un pas en avant dans cette voie, mais les ouvriers, les militants de base communistes et socialistes n'y participaient pas. Pour permettre une continuité dans les déclarations de Cools et de Van Geyt, il est indispensable que la base communiste et socialiste pèse et intervienne.

Les accords de Front unique restent sans continuité, sans efficacité, s'ils se maintiennent aux appareils, à la direction.

Pour cela, nous appelons le PC, la gauche socialiste, les JS à faire des appels à réaliser des assemblées de front unique, dans la campagne électorale, et à les réaliser dans les centres ouvriers, à en prendre l'initiative.

L'impérialisme américain vient de connaître de nouveaux échecs, dans la conférence avec les autres gouvernements d'Europe pour unifier une politique commune ; de même dans la réunion avec le pays latino-américains producteurs de matière première. Il doit accepter de rendre le canal de Panama au gouvernement nationaliste d'un petit pays, comme une tête d'épingle, qui lui fait face parce qu'il se sent fort de l'appui des masses, et des Etats ouvriers. Les prochaines élections en Belgique ne vont donner aucune solution pour la crise du capitalisme. Elles ne vont pas permettre non plus de résoudre les problèmes que les masses doivent affronter : hausse du coût de la vie, chantage pétrolier, chômage, fermetures etc... Dans la campagne électorale, il faut s'appuyer sur toutes ces luttes en Europe, sur tous les coups que l'impérialisme doit subir, sur les démonstrations de sa fai blesse, pour ne pas lui laisser l'initiative, pour répondre à l'épreuve de force que le capitalisme essaie de donner en Belgique, en impulsant la gauche dans le PSB, dans le PCB, dans les syndicats, et en se préparant à la lutte pour porter la gauche au pouvoir.

Le 4 Mars 1974

CANDIDATS DU P.O.R.(T)

POLET, Claudine, emmployée SOCODAC
ANDERSEN, René, ajusteur Hanrez
FLAMAND, Odette, employée CAPAC
STEELS, Gaston, soudeur, Glaverbel
TAMINIAU, Ives, ouvrier Fonderies de Ciney
ROBIN, Pierre, Pensionné ACEC
VANGRUNDELBEKE, Viviane, ouvrière Sambira
CARLIER, Viviane, employée
MAUCLET, Roland, aide-monteur
HODY, Anne-Marie, ouvrière

MEETINGS

- Conférence-débat, vendredi 1er mars, 19 heures au Café du Square (Monument)
- mercredi 27/2 :
  - aux ACEC à 14h et 15.30h
  - dans les rues de Ransart et Chappelle à 16h.
- jeudi 28/2
  - Hainaut-Sambre à 14h.
  - Glaverbel à 15.30h
  - Courcelles, Trazegnies, à 16.30h
- samedi 2/3
  - Chatelet, Gilly, de 10 à 13h.
  - Châtelineau, Couillet, de 14.30 à 18h.
- dimanche 3/3
  - Monceau, Marchienne, de 10 à 13h.
  - Montignies, Dampremy, de 14 à 18h.
- lundi 4/3
  - La Providence, à 14h.
  - Allarad, à 15.30h.
  - Goutroux, Marcinelle, à 16.30h.
- mardi 5/3.
  - ACEC, à 14h.
  - Bouffioulx, Pont-de-Loup, à 16.30h.
- mercredi 6/3.
  - Hainaut-Sambre à 14h.
  - Pironchamps, Farciennes à 16.30h.
- vendredi 8/3
  - Gosselies, Thiméon à 16.30h.
- samedi 9/3
  - Jumet, Lodelinsart, de 10 à 13h.
  - Roux, Fontaine, de 14 à 18h.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

VIE SAUVE POUR NELSA GADIA GALAN ! LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES AU CHILI !

Au Chili, parmi toutes les personnes arrêtées, réprimées, par la Junte assassine du général Pinochet, nous avons signalé le cas de Nelsa Gadia Galan, ressortissante uruguyanne, qui se trouvait au Chili depuis deux ans et demi, et qui fut arrêtée le 19 décembre 1973. Une campagne mondiale, menée par les organisations de gauche et démocratiques et par la IVe Internationale avait permis de retrouver les traces de la jeune femme, alors que la police niait l'avoir entre ses mains. Des démarches furent entreprises pour obtenir sa libération et le droit à l'exil. Ces démarches ont été brusquement interrompues, parce que la police et l'armée chilienne nient à nouveau l'avoir jamais arrêtée. Cela signifie que, suite aux tortures qu'ils lui ont fait subir, ils redoutent de la laisser reparaître en public. Sa vie est donc plus que jamais en grand danger ! Nous réitérons notre appel pressant à toutes les organisations ouvrières et étudiantes, démocratiques en Belgique, à prendre position d'urgence, envoyer des télégrammes demandant la vie sauve et le droit à l'exil pour Nelsa Gadia Galan, et d'envoyer une copie des télégrammes à l'Office de l'O.N.U. à Santiago du Chili.

Plusieurs télégrammes sont déjà partis, notamment au nom des Jeunesses Socialistes de Belgique, et au nom du Rassemblement pour la Démocratie et contre l'Oppression de Charleroi (regroupant notamment, le PSB, le PCB, le POR(T), la FGTB, CSC, la MJT, Infor-Jeunes, les FPS, le MOC, Comisiones Obreras).

expulser la junte militaire assassine!

Les déclarations de l'armée, le Parti Socialiste et le Gouvernement des Travailleurs

Il est évident qu'une discussion très profonde avance dans le Parti Socialiste. Surtout en relation à la proposition d'André Cools de discuter après les élections la possibilité d'un gouvernement des travailleurs. Nous sommes d'accord de discuter cela, d'y apporter des éléments et nous proposons d'élargir cette discussion dans la continuation des assemblées libres organisées par le PSB, ces derniers temps.

Dans la gauche socialiste, il y a une élévation de la confiance qu'il est possible d'avancer programmatiquement dans le PSB. Cette confiance vient de tout le processus mondial, global d'élévation des luttes dans le monde entier. Elévation des luttes, pas seulement en quantité, mais en qualité. En Angleterre. la grève des mineurs a fait directement tomber le gouvernement Heath. C'est la sécurité de la classe ouvrière qui se transmet aux secteurs les plus perméables du Parti Socialiste et qui se sentent impulsés à intervenir dans leur Parti. Mais bien qu'il y ait un progrès sur certains aspects, il est nécessaire de discuter le point sur l'armée qui est paru comme une partie du programme du PSB. Il y a des changements en relation à la discussion sur l'armée de métier, mais dans le programme du PSB se maintient le point du volontariat.

Si nous discutons ce point particulièrement, c'est parcequ'il est en relation directe avec le gouvernement des travailleurs que Cools propose de mettre en discussion. Si un gouvernement des travailleurs ou un gouvernement de gauche s'établit ; l'armée ne va pas rester contemplative de ce processus. Elle va intervenir. Déjà maintenant, il y a la fameuse déclaration de l'armée au sujet de la subversion à la RTB. Si maintenant, l'armée ou le secteur le plus réactionnaire de l'armée ose intervenir, c'est parcequ'ils ont l'appui direct de la haute finance et de l'impérialisme américain, l'OTAN.

Alors, Vont-ils permettre à un gouvernement des travailleurs de se constituer ? Le Chili en est un exemple. Le gouvernement d'Unité Populaire s'est constitué et est intervenu pendant deux ans. Mais la junte militaire n'a pas pu le supporter, et est intervenue pour briser le progrès que signifie le gouvernement de gauche au Chili. Et cela, pas parceque la petite bourgeoisie n'était pas gagnée. Non ! Mais parceque la bourgeoisie et l'impérialisme sentaient que s'ils ne donnaient pas ce coup c'étaient pire pour eux.

Par conséquent il n'est pas possible de croire qu'en "aucun cas cette armée va être utilisée pour l'ordre intérieur". Par toutes les déclarations récentes que viennent de faire les Vanden Boeynants et compagnie, ils montrent bien qu'ils sont disposés à utiliser l'armée pour "régler l'ordre intérieur" et qu'ils se préparent à intervenir. Toutes les mesures de repression contre les travailleurs migrés, l'expulsion des enfants marocains, les mesures d'application strictes des lois électorales, les interdictions de manifestations font partie de leur préparatifs. L'impérialisme et la CIA développent ces mesures répressives partout pour contenir le progrès de la Révolution.

Camarades, nous sommes d'accord de discuter du gouvernement des travailleurs mais il faut discuter en même temps l'organisation des masses pour faire face à toute attaque de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Les organismes de pouvoir de la population, Comités de quartiers Conseils d'usines, qui discutent tous les problèmes, qui puissent contrôler l'armée en permanence ; que les soldats se réunissent régulièrement avec ces organismes pour discuter la situation du pays. Au Chili, les Cordons industriels, et les JAP sont des moyens de résistance très élevés de la classe ouvrière et des masses contre la Junte assassine. Il est possible de faire cette discussion dès aujourd'hui pour préparer le prochain Congrès du PSB. Tout le progrès programmatique enregistré par le PSB doit être la base pour développer cette discussion. Les élections ne sont pas un facteur décisif. Elles serviront à mesurer les forces, à se concentrer sur un programme. Mais il faut préparer les forces pour un gouvernement des travailleurs. Comment les syndicats vont-ils participer, et les chrétiens de gauche ? Quel programme faut-il mettre en discussion pour faire avancer la rupture des chrétiens de gauche du PSC en un Parti Chrétien de gauche ?

Ce sont des points qu'ils est nécessaire de discuter. Et nous appelons le PSB à multiplier les Assemblées Libres, à ouvrir les pages du "Peuple" pour que d'autres tendances puissent écrire, intervenir comme le PC, le MOC, les trotskystes-posadistes avec des propositions concrètes sur tous ces points.

SOLJENITSYNE, L'UNION SOVIETIQUE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

14 FEVRIER 1974

J. POSADAS

L'expulsion de Soljenitsyne de l'URSS n'a aucune importance pour le développement de l'Histoire, des luttes sociales ou politiques. C'est un aspect des luttes interbureaucratiques en Union Soviétique. Soljenitsyne ne représente ni le progrès socialiste, ni les luttes des masses en URSS : ce qu'il écrit n'a rien à voir avec cela. Il écrit, pour des cercles restreints, des lamentations, des souvenirs plaintifs, dans lesquels la pensée se désintègre en se perdant dans la narration des situations ou des activités des camps de concentration, comme si l'URSS se résumait à cela, comme si c'était un pays d'épouvante. Il ne dit rien du développement que l'URSS a connu, malgré les camps de concentration du temps de Staline et après.

Du temps où Soljenitsyne était prisonnier, les bolcheviques, les trotskystes, l'étaient aussi. Dans les prisons, dans les camps de concentration, les dirigeants, les cadres, les militants bolcheviques condamnés par Staline et après Staline, se sont préparés à organiser la pensée, la volonté politique pour intervenir dans les luttes sociales du monde, pour aider à abattre le système capitaliste et défendre l'URSS. Ils ont vécu dans les camps en pensant et en se préparant à continuer la tâche révolutionnaire, pour développer l'Etat ouvrier soviétique et la révolution socialiste mondiale.

C'est pour cela que ces militants sont intervenus dans la guerre contre les nazis en appuyant la lutte de l'Union Soviétique — et pas le régime de Staline — sans demander d'abord de comptes à Staline. Ils n'ont pas fait de la condamnation et de l'élimination de Staline une condition préalable : ils ont défendu l'URSS en tant qu'instrument du plus grand progrès que l'histoire ait connu. Les bolchéviques se sont comportés dignement. Aucun d'eux, aucun trotskiste, ne vit du souvenir des prisons, des tortures, des camps de concentration. Ce sont des étapes de la lutte révolutionnaire. Pour ce qui est de cette étape, nous condamnons Staline, l'absence de démocratie soviétique et les camps de concentration. Tout en condamnant ces camps, les bolcheviques ont démontré qu'ils représentaient la révolution parce que là, comme hors des camps, ils ont continué à défendre l'Etat ouvrier soviétique, son extension, et condamné le capitalisme, en appelant à lutter contre lui, tout en montrant que ce qui est condamné par l'histoire, c'est le capitalisme, le régime de Staline et non l'Etat ouvrier soviétique.

Dans son livre, Soljenitsyne ne représente aucune de ces nécessités de l'histoire. Qui représente-t-il ? Une couche de la bureaucratie qui s'est distinguée, développée pendant la guerre et qui a besoin de condamner Staline et de s'appuyer sur cette condamnation pour défendre ses propres intérêts de caste, pour empêcher le développement de la révolution. Soljenitsyne, Evtouchenko, Sakharov, Medveiev représentent des couches bureaucratiques qui résistent à la régénérescence partielle pour défendre leurs intérêts matériels. C'est pourquoi ses écrits s'adressent à une couche restreinte de la bureaucratie, proche du capitalisme. Ses écrits intéressent le capitalisme parce qu'ils ne contiennent aucune condamnation de celui-ci, se contentant de condamner l'absence de démocratie, la torture, de parler de l'angoisse de la vie dans les camps de concentration.

Les millions de prisonniers soviétiques, de bolcheviques, qui ont vécu dans les camps de concentration, dans les camps nazis, et qui ont développé la révolution, ont vu l'aspect progressiste de l'Union Soviétique : la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur, la planification centralisée. Soljenitsyne ne représente pas le processus du développement. Il ne critique pas au nom du développement du socialisme, de la démocratie soviétique pour développer le socialisme, pour développer la révolution mondiale. Il représente des couches restreintes de la bureaucratie qui se servent de lui pour empêcher que l'Union Soviétique continue à vivre et à se développer dans le processus de régénérescence partielle pour aider la révolution mondiale. C'est pour cela que Soljenitsyne n'est pas du tout touché par la révolution dans le monde, au Vietnam, en Indochine, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, en Afrique, en Asie. Seules sa vie et les tortures dans les camps de concentration l'émeuvent.

Quand on condamne, ce doit être au nom du progrès. Soljenitsyne, lui, condamne en cherchant à freiner le développement de l'histoire, le développement de l'U.R.S.S. Ce n'est pas ainsi que l'on condamne.

L'attitude correcte à son égard n'est pas de l'expulser, mais de discuter. Il faut ouvrir une discussion en Union Soviétique, pour montrer ce qu'il est et de quoi est-il le produit. C'est la seule attitude corecte. Qu'il soit expulsé ou non n'a aucune importance historique, car il ne représente ni la volonté, ni la lutte, ni le progrès des masses, il ne défend pas les droits démocratiques pour permettre le développement de la révolution socialiste. Il revendique les libertés démocratiques pour les secteurs de bureaucrates qu'il représente et qui le poussent et l'encouragent dans cette lutte. Rien dans ses écrits ni dans son interprétation de l'histoire de l'U.R.S.S. ne le conduit à avoir l'audace et la ténacité nécessaires pour affronter le gouvernement soviétique. Rien, dans ses talents littéraires, n'indique qu'il ait la compréhension politique, la décision organisatrice, sociale, révolutionnaire, nécessaires pour cet affrontement. D'où puise-t-il donc sa force ? Elle lui vient du fait qu'il représente certaines couches bureaucratiques, qui l'encouragent et veulent l'utiliser pour contenir les progrès de l'U.R.S.S. dans la régénérescence partielle. C'est pourquoi l'affaire Soljenitsyne ne consiste pas à discuter s'il fallait l'expulser ou non, mais bien ce qu'il représente, ce qu'il signifie, ouvrant ainsi la porte à la discussion soviétique, pour démontrer de la nécessité d'écrivains révolutionnaires.

L'expulsion de Soljenitsyne a été décidée par un secteur de la bureaucratie soviétique contre un autre qui voulait l'appuyer et qui l'a soutenu jusqu'à présent. Il s'appuyait sur cette lutte intérieure. En l'expulsant, le gouvernement soviétique cherche à porter un coup pour éliminer le secteur bureaucratique qui s'appuyait sur lui. L'appui de Soljenitsyne était un aspect de la conciliation avec le système capitaliste et non un simple hasard. Il ne faut pas oublier que Sakharov proposait de combiner ce qu'il y a de meilleur en U.R.S.S. avec ce qu'il y a de meilleur dans le système capitaliste !

Ces écrivains et ces savants ont exprimé une tendance à l'amalgame, à la conciliation entre Etat ouvrier et capitalisme. Ils sont les Ota Sik de l'U.R.S.S. Soljenitsyne est l'Ota Sik de la littérature, parce qu'il représente la propriété privée, l'intérêt privé, l'indivídu contre le développement des besoins de la collectivisation, contre le développement de l'Etat ouvrier. Ces écrivains expriment l'existence d'une lutte inter-bureaucratique, d'une élévation de cette lutte. L'expulsion elle-même est une solution bureaucratique.

L'attitude correcte est de discuter, de montrer que Soljenitsyne représente les intérêts bureaucratiques individuels contre le développement du socialisme. La solution est la démocratie soviétique, le développement de l'U.R.S.S. et celui de la révolution socialiste dans le monde entier, l'appui concret à la transformation du monde entier au moyen de la lutte révolutionnaire des masses, comme l'ont fait les Vietnamiens.

SOLJENITSYNE ET EVTOUCHENKO IGNORENT L'HEROISME SOCIAL-HISTORIQUE DES MASSES SOVIETIQUES, VIETNAMIENNES, DES MASSES DU MONDE ENTIER

La lettre d'Evtouchenko n'est pas de lui. Il n'a ni la force, ni la capacité, ni l'autorité pour écrire une telle lettre. Il n'a aucun poids dans la vie en U.R.S.S. Evtouchenko est l'amuseur d'une couche de la bureaucratie. Ce qu'il écrit n'a pas de valeur historique, ni de vérité artistique et encore moins de poésie. Pourquoi, alors, lui permet-on de faire ce qu'il fait ? C'est que cela représente les intérêts d'une couche démocratique, d'une partie de la direction du Parti Communiste et de l'Etat ouvrier soviétique dont l'intérêt est de contenir le processus, qui de toutes manières, s'élève en Union Soviétique et conduit à élever l'Etat ouvrier et à éliminer une partie de son fonctionnement bureaucratique. Même s'il est encore limité, il y a un progrès, et ces couches s'y opposent.

Dire que ces écrivains défendent la lutte contre Staline est un mensonge. Aujourd'hui, lutter contre Staline c'est appuyer le Vietnam ; or Evtouchenko n'a pas écrit une seule poésie sur le Vietnam ! Lutter contre Staline ou contre son héritage, c'est développer l'Union Soviétique et la révolution mondiale, c'est appeler à la démocratie soviétique, c'est appeler les syndicats soviétiques à intervenir avec des assemblées, des conférences, afin que tout le monde les voie participer à la construction de l'U.R.S.S., Evtouchenko n'a pas fait une seule poésie qui parle de cela. Il écrit pour les cercles petits-bourgeois de l'U.R.S.S., les administrateurs, les planificateurs, les chefs: C'est à eux qu'il s'adresse, à l'intérêt individuel de chacun d'eux.

Aucun de ces types n'a écrit de poésie, de chanson, de musique, sur les événements les plus importants de l'humanité : le Vietnam, la lutte héroïque des masses du Moyen-Orient, de Panama, le comportement révolutionnaire du gouvernement de Panama, d'Equateur, du Pérou, la lutte des masses péronistes, la lutte des masses du Chili, les luttes du prolétariat européen, la lutte du prolétariat soviétique. Ni Evtouchenko, ni Soljenitsyne n'ont eu la capacité, la préoccupation, le penchant de s'intéresser aux problèmes les plus évidents qu'ils avaient sous les yeux, comme par exemple l'héroïsme des masses soviétiques à Stalingrad qui, en mettant en déroute, en écrasant le nazisme, ont ouvert une nouvelle époque de l'histoire ! C'est un des événements les plus importants de l'histoire de l'humanité ! Les masses soviétiques ont alors transmis au monde entier la volonté invincible du prolétariat, qui entraîne le reste de la population dans la lutte pour le triomphe, pour le progrès, pour le socialisme. C'est du prolétariat qu'a surgi la force pour écraser le nazisme, mais il a pu entraîner le reste de la population parce que l'U.R.S.S. existait. Malgré Staline, la structure de l'Etat ouvrier soviétique imposait cette nécessité. Le prolétariat a été l'interprète de cette nécessité. Voilà un bon thème pour les poètes, pour les cinéastes, pour le théâtre, pour faire connaître une telle action historique et lui donner toute sa transcendance ! Mais cela ne les intéresse pas ! La seule chose qui les intéresse c'est leur vie privée, celle des cercles dans lesquels ils vivent. Au sein de l'Etat ouvrier, ils continuent à penser comme des capitalistes ! C'est pour cette raison que nous les condamnons tous.

Ces écrivains ne se sentent pas attirés par cela. La lutte héroïque du peuple vietnamien est un motif d'élévation de la préoccupation, des sentiments, de la conscience, et a par conséquent de quoi exercer un attrait très élevé sur les artistes. Cependant, aucun de ces artistes soviétiques ne se sent attiré par la lutte héroïque des masses vietnamiennes. Leur comportement héroïque ne vient pas du fait d'avoir défendu leur pays, mais d'avoir défendu un Etat ouvrier, sans en posséder les moyens mais avec l'aide du reste des Etats ouvriers et du prolétariat mondial. Il y a eu un véritable front unique mondial de classe contre l'impérialisme. C'est ce front qui a triomphé. Où sont les livres, les poèmes, les films, où sont les pièces de théâtre, la musique qui chantent l'action héroïque de l'humanité représentée par le Vietnam et qui lui donnent sa véritable transcendance ? C'est pourtant ce que doit faire le poète soviétique, le poète révolutionnaire de n'importe quel pays du monde !

Ces types parlent des camps de concentration. Nos camarades trotskystes, les camarades qui, sans être trotskystes, ont été des révolutionnaires, sont ceux qui ont souffert les camps de concentration de Staline ; pourtant, la préoccupation de la

(Suite page 4)

INTERVENTION DU P.O.R.(T) DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE

Notre Parti est intervenu dans la campagne électorale en proposant tout d'abord un front électoral de la gauche pour les prochaines élections, et avec un tract pour expliquer aux travailleurs, dans les usines et dans les quartiers, pourquoi un tel front était nécessaire, et pourquoi, dans les conditions actuelles, nous n'avons pas accepté de nous dissoudre dans l'UDP à Charleroi. Le Parti donne également une très large diffusion à son "Manifeste Electoral — intitulé : Affirmer le programme socialiste pour impulser le front unique de la gauche dans la lutte pour le pouvoir". Il a mis sur pied un plan de meetings aux usines et dans les quartiers (dont nous donnons la liste plus loin). Nous invitons tous les camarades, lecteurs de "Lutte Ouvrière", sympathisants du Parti, les camarades socialistes, communistes, chrétiens, syndicalistes, à prendre la parole et débattre avec nous au cours de ces meetings pour mener de l'avant l'unification anti-capitaliste des forces de gauche.

Le récent accord signé entre la FGTB et le PSB sur la régionalisation, montre, par lui-même que la lutte politique et syndicale se rejoignent et se fondent l'une dans l'autre. C'est ce que notre Parti fait aussi en intervenant politiquement dans le mouvement syndical ; il montre qu'il faut, et qu'on peut, construire une gauche révolutionnaire dans le syndicat, avec l'objectif de lutter pour en finir avec le capitalisme, de prendre le pouvoir, de porter la gauche aux prochaines élections à Charleroi, et de notre appel à soutenir les candidats de la gauche socialiste et communiste dans le reste du pays.

La solidarité, l'appui politique de l'avant-garde ouvrière de Charleroi, et de la population des quartiers de plusieurs communes, depuis les ouvriers, aux ménagères, aux jeunes, aux travailleurs pensionnés, ont permis à notre Parti de présenter, avant même les délais nécessaires, la liste de ses candidats aux prochaines élections législatives. Nous tenons à saluer avec toute notre affection communiste, tous ces camarades qui sont intervenus, avec les moyens qu'ils pouvaient, pour aider à la présentation d'une candidature ouvrière révolutionnaire dans ces élections. Pour les élections provinciales, nous avons résolu de retirer toutes les listes du Parti, qui se présentait dans les 4 districts de Charleroi, du fait que plusieurs noms de candidats ont été rayés parce qu'ils se trouvaient sur plus d'une liste. Notre Parti se présente sur la liste ne 13, avec 10 candidats (dont nous donnons les noms plus loin) qui sont tous des ouvriers, des ouvrières, des employés, militant dans les usines, sur leurs lieux de travail, pour défendre les revendications de la classe ouvrière, imposer de nouvelles conquêtes au capitalisme, organiser les forces de la classe ouvrière pour faire face à la crise du capitalisme que celui-ci veut faire payer aux travailleurs. Plusieurs des camarades sont délégués, et militants syndicaux, qui luttent pour renforcer le syndicat, pour développer l'unification syndicale, et en même temps, pour imposer dans le syndicat la pleine démocratie ouvrière, pour en finir avec les méthodes de patrons de beaucoup de nos dirigeants syndicaux actuels. Ce sont des camarades

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

IV Internationale Posadiste, des révolutionnaires du monde entier, n'est pas fixée sur les camps de concentration. Notre préoccupation centrale n'est pas de nous attarder à écrire pour condamner les camps de concentration. C'est une autre étape de l'histoire. L'humanité — et nous en tant que partie de l'humanité — n'oublient pas les faits transcendants, qui ont été des causes de pénurie, de retard ou même de recul ; nous n'oublions pas les crimes qui ont tenté d'empêcher le progrès de l'humanité. Mais l'humanité a triomphé malgré tout. Le progrès exprimé à travers le prolétariat et à travers la forme matérielle du marxisme qu'est l'Union Soviétique, s'est imposé contre tous les obstacles.

Nous ne sommes plus à étape des camps de concentration. Ce qui domine l'étape actuelle est l'optimisme, l'assurance, la volonté de front unique que le prolétariat mondial transmet. Du temps de Staline, il n'était pas possible de transmettre cela ; maintenant c'est possible. Ce qui détermine aujourd'hui le comportement de l'Union Soviétique, ce ne sont pas les camps de concentration, mais la nécessité d'appuyer la révolution mondiale. Et elle le fait, même si c'est encore de manière réformiste, en évitant les mesures révolutionnaires, parce que la bureaucratie aspire à remplacer le régime capitaliste. Malgré sa conciliation avec l'impérialisme et le capitalisme mondial, l'orientation de la politique de l'U.R.S.S. est d'alliance avec le processus mondial qui progresse contre le capitalisme. Les camps ne sont pas la préoccupation centrale en U.R.S.S., ni sa base de fonctionnement, car il n'y en a plus. La préoccupation est le progrès de l'Union Soviétique et la nécessité pour le Parti Communiste et les syndicats de pouvoir s'exprimer ouvertement en communiquant avec le reste du monde: Il faut revenir aux soviets ! Lorsque ces écrivains s'attardent à parler des camps de concentration, c'est parce qu'ils vivent encore une vie routinière, individualiste, dans l'obscure méditation de l'individu qui ne voit pas l'avenir du socialisme, qui est contre les rapports collectifs au sein de l'humanité, auxquels conduit le socialisme, c'est-à-dire l'élimination de toute forme d'oppression, d'imposition matérielle et l'élévation des rapports humains au moyen de la persuasion.

Dans le socialisme, toute l'Humanité s'identifiera aec le sentiment et la conscience du progrès. Il n'y aura plus besoin de lutter pour vivre, il n'y aura plus de dispute, ni de classes, ni d'antagonismes et de distinctions entre les êtres, entre les parents et ceux qui ne le sont pas. L'Humanité a déjà exprimé ces sentiments. C'est ce qu'ont montré les masses de Stalingrad quand elles ont vaincu les nazis. Les masses soviétiques, les masses du monde entier, ne nourrissent aucun sentiment de rancœur. C'est en Allemagne qu'est né le nazisme, c'est en Italie qu'est né le fascisme, mais les masses du monde n'en gardent rancœur ni au peuple allemand, ni au peuple italien. Cette idée ne vient à l'esprit de personne. Les masses du monde entier voient le prolétariat italien à travers l'action des grandes centrales ouvrières, du Parti Communiste, du Parti Socialiste italien ; de la même façon qu'elles voient les masses allemandes à travers les syndicats et le grand Parti Socialiste allemand. Le nazisme, le fascisme ont été une étape, Staline, la bureaucratie aussi.

Les masses du monde, le progrès de la révolution les ont dépassés. Sans les oublier, sans les effacer, elles ne s'imposent pas, ne déterminent pas leur pensée. Ce qui est au centre de leur préoccupation, c'est le progrès du front unique mondial, le progrès de l'Union Soviétique, de tous les partis communistes du monde dans le développement de la lutte contre le système capitaliste. Les masses critiquent les partis communistes en raison de leur conservatisme, de leurs interventions limitées, de leur conciliation avec tel ou tel gouvernement. Mais elles voient bien qu'à côté de cela, il y a l'impulsion des masses communistes et d'une partie des directions communistes qui veulent progresser C'est ainsi qu'on discute de l'histoire. Sinon, c'est vivre du passé, et donc vivre de manière individualiste.

Si les masses soviétiques avaient vécu du passé, elles n'auraient pas écrasé le nazisme, elles en seraient restées à chercher à détruire Staline. Une telle attitude aurait permis le triomphe du nazisme. Les masses ont vu où était le progrès, elles ont vaincu d'abord le nazisme, puis Staline aussi. C'est une expérience pour tous les Soljenitsyne, les Evtouchenko et autres. S'accrocher aux camps de concentration est une excuse pour rester dans le passé, pour vivre en dépendant des intérêts individuels, pour mener une vie individualiste et superficielle.

LA REVOLUTION RUSSE A ETE LA REVOLUTION LA PLUS DEMOCRATIQUE DU MONDE

Toutes les manifestations artistiques doivent avoir pour but en Union Soviétique d'impulser les luttes révolutionnaires, de montrer l'apport, l'intervention des masses soviétiques dans la révolution mondiale. Elles doivent montrer que le prolétariat soviétique n'a pas émis une seule plainte, une seule protestation devant l'énormité de l'aide apportée par l'Etat ouvrier soviétique aux autres Etats ouvriers, aux pays coloniaux et semi-coloniaux, et au développement mondial de la lutte contre le capitalisme. Toute cette aide est payée par le prolétariat soviétique ! Pas une plainte, pas une protestation ! Au lieu de parler de cela, Soljenitsyne et les autres écrivent sur les camps de concentration ! donnant une image de l'Etat ouvrier soviétique, de sa structure, de son rôle historique, totalement inadéquats, ne servant à rien... puisqu'ils gênent Soljenitsyne !

Le cours de la révolution ne peut pas suivre un processus linéaire. Il y a eu Staline, mais l'Humanité a besoin de triompher et l'a vaincu. Il n'y a plus aujourd'hui les conditions pour écrire « Archipel Goulag ». Ce n'est plus l'étape, ce n'est pas nécessaire. Il faut écrire, par contre, que l'impérialisme a été vaincu au Vietnam ! Nous invitons Soljenitsyne à écrire un roman à ce sujet : l'humanité a vaincu l'impérialisme au Vietnam. En 1943, les masses soviétiques ont vaincu l'impérialisme allemand et nazi, inaugurant ainsi la nouvelle étape de l'histoire que nous vivons actuellement : l'étape du progrès du socialisme. Voilà des thèmes pour écrire.

Les masses soviétiques avaient infiniment plus de raisons que Soljenitsyne de protester contre les camps de concentration et contre Staline ; mais elles se sont préoccupées de vaincre l'impérialisme nazi et d'impulser la révolution. Aujourd'hui, les masses soviétiques ne pensent pas à condamner le prolétariat et le peuple allemand, elles veulent au contraire le gagner, et le gagnent. Au lieu de dire : « Vous avez engendré Hitler », elles disent : « Vous avez créé le puissant Parti Socialiste allemand, vous devez maintenant vous en servir pour prendre le pouvoir ! » D'où l'attitude fraternelle des masses de l'Etat ouvrier allemand envers les masses d'Allemagne capitaliste. C'est un exemple du comportement à adopter pour construire l'histoire. C'est la seule façon de préparer les conditions pour comprendre les erreurs, les limitations, les insuffisances du passé et de l'Etat ouvrier soviétique actuellement. L'essentiel ne réside pas dans les aspects limités, mais dans la justesse historique de l'existence de l'Etat ouvrier soviétique. Les limitations de Staline provenaient des conditions historiques. Staline n'a pas été le résultat de l'action de Lénine ou du Parti Bolchevique, mais du recul de la révolution. Maintenant que ceci est surmonté, il reste le progrès.

L'impérialisme mondial se sert de Soljenitsyne pour critiquer l'Union Soviétique. Cette campagne est adressée à la petite bourgeoisie. Le prolétariat ne se laisse pas émouvoir : il est sûr de l'Union Soviétique, des Etats ouvriers, de la Chine aussi. Cette campagne est destinée à faire peur à la petite bourgeoisie, à la secouer : « Regardez, on va vous interdire tout développement individuel, on va supprimer vos intérêts, votre vie personnelle, on va tuer la démocratie ! » En effet, le capitalisme entend la démocratie comme la défense des intérêts de chacun.

La démocratie est un instrument du progrès. Les soviets sont la forme la plus complète de la lutte pour le progrès. La révolution russe est la révolution la plus démocratique du monde parce qu'elle a répondu à l'intérêt de toute l'humanité : des ouvriers, des paysans, de la petite bourgeoisie. La révolution est la forme la plus démocratique pour réaliser le progrès de l'humanité. Le capitalisme fait la guerre tous les jours. Il assassine, assassine encore et toujours. En comparaison, la révolution russe, les révolutions qui ont déposé le pouvoir capitaliste ont causé le moins de morts. Le capitalisme fait plus de mal et provoque plus de morts avec les accidents de travail que toutes les révolutions prises ensemble. Une seule des guerres que provoque le capitalisme détruit et tue plus que tous les dommages causés par la révolution. C'est la raison pour laquelle les masses ne sont pas intimidées par les progrès et le développement de la révolution, mais se sentent au contraire attirées par elles, sentent qu'il y a des nécessités qui doivent être accomplies et que, par conséquent, il est inévitable qu'il y ait des morts.

Comparativement, le capitalisme a déjà fait toute une série de guerres qui équivalent à plusieurs guerres atomiques : au Vietnam, au Moyen-Orient, les morts de faim par la sécheresse comme c'est le cas actuellement en Afrique. N'y a-t-il pas motif à ce que les poètes écrivent au sujet de la faim au Moyen-Orient ? Par contre, il n'y a pas un seul Etat ouvrier, ni en Union Soviétique, ni en Chine, ni à Cuba, où les gens meurent de faim, ou par manque de travail. Comment ne pas se sentir gagnés par un tel progrès ? Face à cela, Soljenitsyne est une expression très minime. Aux autres de mesurer.

La démocratie, le droit d'expression, ne signifient pas parler de ce qu'on veut : c'est parler de ce qui est nécessaire pour impulser le progrès de l'histoire. Sinon, la culture ne serait qu'un simple ornement. La culture doit servir au progrès de l'humanité. Et ce progrès est donné par les secteurs, par la structure la plus élevée à laquelle l'humanité est parvenue jusqu'ici : les Etats ouvriers. Les Etats ouvriers représentent la forme sous laquelle les masses participent — de toutes façons — au provrès de l'histoire, plus qu'à aucune autre étape.

Sans que la démocratie soviétique ait encore été restaurée, sans qu'il y ait un fonctionnement indépendant des syndicats, les masses des Etats ouvriers participent à l'appui au Vietnam, d'une manière encore limitée, mais infiniment supérieure à ce qui est possible sous le régime capitaliste.

A travers l'Etat ouvrier soviétique, les masses ont pu appuyer le Vietnam de manière concentrée. Elles n'ont pas mis comme condition : « Nous voulons la liberté, nous voulons l'indépendance des syndicats, nous voulons la démocratie soviétique et syndicale pour décider ! » Cette attitude montre l'instinct, la capacité historique de l'avant-garde prolétarienne mondiale qui dirige l'U.R.S.S. Cette avant-garde comprend qu'il faut revenir à la démocratie soviétique, qu'il faut ranimer le fonctionnement démocratique indépendant des soviets, mais elle n'entre pas en lutte contre son gouvernement pour y parvenir. Pour le faire, elle appuie la révolution mondiale ! A travers cet appui, elle élève les relations intérieures en U.R.S.S., créant ainsi les conditions pour revenir à la démocratie soviétique au cours d'une prochaine étape. C'est un exemple de la conduite révolutionnaire pratique, objective, des masses du monde. Si elles n'avaient pas agi ainsi en 1943, elles se seraient consacrées à la tâche d'écraser Staline et auraient ainsi permis le triomphe du nazisme. Au lieu de cela, elles ont écrasé les nazis, développé l'U.R.S.S. et c'est ce développement de l'Etat ouvrier qui a écrasé Staline. Tel est le comportement historique digne de la classe ouvrière qui agit comme direction mondiale à travers l'instrument qu'est l'Etat ouvrier soviétique.

LA MORALE ET LA POLITIQUE TROTSKISTE DE DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'URSS

Soljenitsyne et Evtouchenko lui-même ne sont pas le résultat du progrès de la révolution dans le monde. Evtouchenko se sent écrasé, alors que la révolution est en plein développement au Moyen-Orient, en Indochine. Le progrès de la révolution devrait conduire le poète révolutionnaire à se sentir élevé, attiré par les actions héroïques, le comportement digne, objectif, au service du progrès humain de la révolution et des masses qui font la révolution. Voilà un thème, la base de l'inspiration pour les poètes, les écrivains, les musiciens. Soljenitsyne et sa bande ne disent rien de cela. Les écrivains sont le résultat de la période stalinienne, ils sont encore un produit de la vie bureaucratique, d'appareil, de défense d'intérêts matériels et très importants, de la vie bureaucratique d'appareil qui ne cède que peu à peu à la nécessité du progrès de l'Union Soviétique : progrès scientifique, culturel, économique, militaire. Pour le moment ce progrès s'exprime moins sous ses formes politiques, culturelles et scientifiques qu'à travers le progrès social dans le monde entier.

Ces écrivains sont le produit du passé, de l'époque stalinienne et non de l'Union Soviétique. Mais cette époque de Staline est en voie d'être dépassée. Ni Soljenitsyne, ni Evtouchenko ne peuvent être le résultat ni les conséquences de la révolution russe. Ils écrivent l' « Archipel Goulag » alors que, face à Staline, les masses soviétiques ne se sont pas laissées intimider. Elles ont triomphé. Et face à Staline, qui préparait son assassinat, Trotsky ne s'est jamais consacré à appeler les masses soviétiques contre l'U.R.S.S. Quelques secondes avant de mourir, aussi longtemps qu'il a pu parler, Trotsky a déclaré : « Je crois au triomphe de la IV^e^ Internationale, en avant ! » Et la IV^e^ Internationale avait comme tâche essentielle la défense inconditionnelle de l'Union Soviétique.

Toute l'œuvre de Trotsky a pour but de défendre inconditionnellement l'Union Soviétique, de démontrer que c'était un instrument de progrès de l'Histoire, que le mal causé à Trotsky et au trotskisme ne devait pas servir de mesure, qu'il ne fallait pas mesurer l'Union Soviétique à travers l'action de sa direction, à travers l'action de Staline contre le mouvement révolutionnaire mondial, contre les révolutionnaires bolchéviques : il fallait la mesurer dans le rôle historique que l'Union Soviétique jouait malgré Staline. L'Etat ouvrier soviétique représentait un régime de propriété, une structure économique, un processus de production et un développement social supérieurs au système capitaliste, et c'est pour cette raison qu'il fallait le défendre inconditionnellement, coûte que coûte. C'est ainsi que se comportait Trotsky, c'est ce qu'ont fait les trotskistes dans les pires conditions de l'histoire. Jamais ils n'ont écrit l'équivalent de l' « Archipel Goulag ». Or, à cette époque, il n'y avait pas seulement l'emprisonnement ; l'assassinat des trotskystes: on assassinait des familles entières sur l'ordre de Staline. Au milieu des assassinats, les trotskistes criaient : « VIVE L'UNION SOVIETIQUE ! »

Ce que les trotskistes voulaient, désiraient, ce qu'ils recherchaient, c'était le triomphe inconditionnel de l'Union Soviétique en tant qu'instrument de progrès de l'histoire. Tel était et tel est aujourd'hui leur objectif. L'Etat ouvrier est la forme dans laquelle doit passer le progrès vers le socialisme. L'Etat ouvrier est la forme de transition entre le capitalisme et le socialisme. Les trotskistes défendent cela, comme Trotsky nous l'a enseigné. Il s'est consacré à démontrer, à défendre la validité historique de l'Union Soviétique. Il s'est refusé à la mesurer par les erreurs de Staline ; il a démontré que ces erreurs étaient la conséquence d'une direction politique erronée, incorrecte, tendant à défendre les intérêts d'une couche bureaucratique qui s'est développée aux étapes postérieures de la révolution, et à cause du recul mondial de celle-ci. Ce comportement doit servir d'exemple à tous les Soljenitsyne, à tous les Evtouchenko. En plein massacre des trotskistes, ceux-ci maintenaient la défense inconditionnelle de l'Union Soviétique et soutenaient que Staline, le stalinisme et la bureaucratie étaient un accident de l'histoire. Trotsky et les trotskistes n'ont jamais déterminé leur attitude envers l'Union Soviétique d'après leur propre sort, leur propre situation personnelle, les persécutions dont ils étaient l'objet de la part de Staline. Ils ont continué à voir dans l'Etat ouvrier l'instrument public nécessaire pour le progrès de l'humanité. C'est ce qu'était et ce qu'est encore l'Union Soviétique. Tel est l'exemple laissé par Trotsky et les trotskystes, par tous ceux qui sont morts en U.R.S.S., tous ceux qui agissent actuellement dans le monde, et en particulier les plus représentatifs, les trotskistes-posadistes.

L'INSTRUMENT LE PLUS PUISSANT DE L'HUMANITE C'EST L'UNIFICATION CHINE-U.R.S.S.

Il faut discuter publiquement tous les problèmes centraux : il faut unir les Etats ouvriers entre eux, en particulier l'Union Soviétique et la Chine. Ces deux Etats ouvriers doivent s'unifier. Telle est la préoccupation des masses. Cette consigne doit être posée dans chaque manifestation, dans chaque assemblée, dans chaque réunion. Partout, la conclusion doit être : unifier la Chine et l'U.R.S.S., c'est la nécessité la plus urgente de l'Humanité : unification Chine-U.R.S.S. sur la base d'un programme de lutte contre l'impérialisme. C'est le stimulant le plus grand que l'on

INTERVENTION DU P.O.R.(T)

qui, avec d'autres travailleurs de la gauche socialiste, communistes ou ouvriers sans parti, organisent "l'Avant-Garde Syndicale" "La Lutte des Métallos", "La Nouvelle Défense", afin que l'avant-garde ouvrière ait un instrument pour s'organiser, se coordonner entre les différentes usines, entre les différents secteurs, entre les différentes régions, pour préparer la victoire de la classe ouvrière dans les prochaines luttes qui vont se dérouler en Belgique.

puisse fournir aux masses nord-américaines pour qu'elles s'organisent en parti de classe contre l'impérialisme yankee.

Ce dernier cherche à gagner du temps, prépare la guerre avant que les masses aient le temps de s'organiser en parti de classe aux Etats-Unis.

Les masses du monde entier ne se préoccupent pas de Soljenitsyne. Par contre, elles sont en train d'impulser l'unification du mouvement communiste et socialiste mondial, l'unification de tous les Etats ouvriers centralisés et unifiés, et en particulier l'Union Soviétique et la Chine, pour mener de l'avant la lutte pour le progrès, pour en finir avec ce qui reste du capitalisme, pour écraser et vaincre définitivement celui-ci et affronter la guerre qu'il prépare contre les Etats ouvriers.

Le prolétariat soviétique, comme celui du monde entier, sent bien toutes les insuffisances des Etats ouvriers : il voit qu'il n'y a pas de démocratie pour discuter, qu'il n'y a pas de fonctionnement indépendant des syndicats. Il sent qu'il n'y a pas de fonctionnement démocratique révolutionnaire et il le revendique. Mais en même temps, il sent qu'il y a en face le capitalisme qui se prépare pour le règlement de comptes final avec les Etats ouvriers et la révolution mondiale. Le prolétariat mesure et juge en prenant une attitude de classe d'ensemble. L'avant-garde prolétarienne agit avec cette conscience, avec cette attitude de classe face au système capitaliste et face à l'U.R.S.S. Elle refuse de condamner pour défendre la conclusion abstraite au sujet du droit démocratique : elle défend la démocratie quand celle-ci est au service du progrès de la révolution, mais elle ne voit pas que Soljenitsyne s'intéresse au problème de celle-ci.

Quelle est la fonction de l'Etat ouvrier soviétique ? Est-il un empêchement, un recul, une entrave, un frein au progrès de la lutte des masses du monde ? Non. Il aide, de manière limitée, réformiste, mais il aide. Cette attitude crée les conditions internes de progrès nécessaire pour que le prolétariat puisse continuer à influencer et développer la force révolutionnaire.

Ce n'est pas Soljenitsyne qui exprime la vie en Union Soviétique, ce n'est pas lui qui défend la démocratie, ni les intérêts du socialisme. A aucun moment, il ne parle de la construction du socialisme. Cela ne l'intéresse pas. La seule chose qui l'intéresse, comme tous ceux qui font partie de cette même couche, c'est sa vie individuelle.

Le prolétariat mondial n'a aucun intérêt pour ces problèmes d'individu, voyant qu'il s'agit de quelqu'un qui ne se préoccupe que de ses intérêts propres. Par contre, les masses du monde, en Amérique Latine, en Afrique, en Asie, en Europe, dans tous les grands pays capitalistes, se préoccupent et s'intéressent à tous les problèmes de l'humanité : aux luttes du Vietnam, du Pakistan ; du Moyen-Orient, d'Amérique Latine, du Chili. Elles se sont intéressées à tout cela. Des millions et des millions se sont mobilisés pour appuyer. Les masses appuient les partis communistes, les partis socialistes, les syndicats. Tels sont les problèmes qui sont au centre de la préoccupation. Malgré leurs divergences avec les partis communistes, socialistes, catholiques de gauche, elles les appuient. Les divergences viennent de la fausse politique menée par l'Unité Populaire au Chili, qui a permis le triomphe du coup d'Etat militaire. Cependant, malgré ces erreurs, les masses ont appuyé inconditionnellement le gouvernement populaire d'Allende, ce qui est un comportement digne. Les masses du monde ne se font aucun souci pour Soljenitsyne. Le capitalisme cherche seulement par cette campagne à exploiter la petite bourgeoisie.

D'où surgit Soljenitsyne ? De la vie bureaucratique antérieure. Soljenitsyne est une expression du processus bureaucratique par lequel est passée l'Union Soviétique. Il ne le dit pas : d'après lui, c'est comme si il était surgi de façon naturelle. Qu'est-ce qu'il a fait pendant la guerre ? Plus de 23 millions de Soviétiques sont morts pendant la guerre mondiale. Ils représentent moins que les 77.000 femmes qui ont défendu Stalingrad et qui sont toutes mortes ! Aucun des fils de ces femmes ne pense à dire : « Ma mère est morte dans la défense de Stalingrad, j'exige qu'on me reconnaisse tels droits ». Au contraire, tous disent : « Nous avons défendu Stalingrad comme une partie de la défense d'un progrès de l'histoire, c'était une nécessité. » Tel est le comportement du prolétariat mondial. Il ne passe pas son temps à condamner l'absence de démocratie, le manque d'indépendance des syndicats en Union Soviétique. Le prolétariat voit objectivement l'Union Soviétique, et en tant qu'Etat ouvrier, il la défend et il l'appuie, car elle est un instrument de progrès de l'histoire. Sur le plan économique, scientifique, technique, militaire et social, l'Union Soviétique est un progrès : elle stimule, impulse et démontre que, face au système capitaliste, l'Etat ouvrier représente le progrès.

Ce que doit écrire cet écrivain en Union Soviétique est la chose suivante : en 55 ans, l'Union Soviétique a réalisé un million de fois plus de progrès que tout le système capitaliste du monde et cela en supportant les affres de deux guerres : celle de 1914 à 1918 et les luttes de la révolution qui a signifié la destruction de 20 % de la capacité de production de l'Union Soviétique, et la guerre contre les nazis au cours de laquelle l'Union Soviétique a vu détruire 60 % de ses richesses. De 1945 jusqu'à maintenant, en vingt-neuf ans, l'Union Soviétique a fait un tel bond dans l'Histoire. Est-ce oui ou non un instrument juste ? Le système de propriété qu'elle représente est-il supérieur ou non au système capitaliste ? Le fonctionnement de l'Etat ouvrier est-il supérieur à celui du système capitaliste ? C'est ainsi qu'il faut mesurer. En vingt-cinq ans, l'Union Soviétique a réalisé ce que le capitalisme n'a pas été capable de faire en mille ans. Pourquoi ? C'est grâce à la propriété étatisée, au monopole du commerce extérieur, à la planification de la production. C'est de là que tout le reste est venu. Staline a pu pervertir cela, mais il n'a pas pu détruire les principes de l'Etat ouvrier qui furent plus puissants que la bureaucratie. Tout écrivain intelligent doit écrire sur cela. Si les masses ont été capables de vaincre Staline et le nazisme, comment douter qu'elles vont être capables d'impulser et de développer l'Union Soviétique pour atteindre la démocratie soviétique ?

Le prolétariat mondial voit tout cela et il le lie à la lutte contre le système capitaliste qui prépare la guerre contre les Etats ouvriers. Il règle sa conduite en exigeant la démocratie et l'indépendance syndicale, en même temps qu'il impulse la lutte contre le système capitaliste. Il apprécie à sa juste valeur la force immense de l'Union Soviétique, des masses soviétiques, d'une partie de la direction du Parti Communiste et du gouvernement soviétique qui appuie ces luttes. Il les apprécie et se sent capable de convaincre, d'attirer, d'impulser, de persuader, parce qu'il ne présente pas d'intérêts individuels. Le prolétariat n'a que des intérêts collectifs, et il voit collectivement que l'Union Soviétique exerce le rôle qui est le sien. C'est pour cette raison qu'il n'y a aucune contradiction entre le prolétariat et l'Union Soviétique, la direction du Parti Communiste et le gouvernement soviétique. Il la critique pour l'absence de démocratie soviétique, d'indépendance des syndicats, l'absence d'une fusion, d'une discussion pour résoudre les problèmes posés par la Chine. Mais c'est une critique adressée au camp révolutionnaire pour persuader et impulser. La classe ouvrière du monde entier a vu que l'Union Soviétique est sortie de l'épreuve historique et qu'elle a vaincu les nazis. Elle a confiance, elle est sûre que l'Union Soviétique est capable de résoudre tous les autres problèmes, et elle doit le faire alors que le système capitaliste continue à exister et qu'elle doit se préparer pour l'écraser. C'est la conduite que doivent suivre tous les écrivains, tous ces gens qui, au lieu de se consacrer à se défendre individuellement, devraient défendre le progrès que signifie l'Union Soviétique, les droits démocratiques soviétiques, en mettant toujours en avant les droits démocratiques des masses d'Union Soviétique et non leur propre liberté comme écrivains.

Ceux qui défendent les droits de l'écrivain à dire et à écrire ce qu'il veut, pourquoi ne défendent-ils pas également le droit des masses d'exposer, de dire ce qu'elles veulent ? Pourquoi ces écrivains ne critiquent-ils pas, au nom de l'Union Soviétique, l'impérialisme yankee pour les massacres qu'il a fait au Vietnam ? Comment leur sentiment humanitaire n'est-il pas secoué devant les massacres organisés par l'impérialisme et l'héroïsme des masses vietnamiennes ? Est-il possible qu'ils ne se sentent pas émus ? Ils devraient déjà avoir écrit dix mille romans. C'est un mensonge de prétendre que l'écrivain doit écrire sur les thèmes nationaux. Ce qu'on appelle « thèmes nationaux » sont les problèmes locaux. Ce qui est véritablement national, c'est la capacité d'inspiration surgie d'un endroit donné mais permettant d'interpréter le monde entier.

DANS LA LUTTE INTER-BUREAUCRATIQUE, UN SECTEUR APPUIE SOLJENITSYNE

Le progrès technique et scientifique dépasse la direction de l'Etat ouvrier. De là viennent toutes ces luttes internes, dans lesquelles certains secteurs de la bureaucratie appuient Soljenitsyne et Evtouchenko, en défense de leurs intérêts locaux, de groupe, de secte, arriérés. La même chose se passe en Chine. Le progrès de l'économie, de la science, de la technique, le progrès mondial de la révolution, l'unification qui surgit des sentiments, de la conscience, de la volonté révolutionnaire des masses du monde, unifie les masses chinoises à celles de l'U.R.S.S., celles de l'U.R.S.S. à celles de France, de France avec celles d'Italie, d'Angleterre avec celles du Japon. Le monde bouillonne du désir des masses d'atteindre le socialisme, de le construire. Les masses se sentent sûres d'elles, fermes pour le faire. Cette fermeté n'est pas exprimée par leurs directions qui se sentent dépassées. C'est pourquoi les luttes intérieures qu'elles mènent sont des luttes régionales, de groupes, de camarillas.

Pour avancer il est nécessaire de retourner au marxisme, de mener une discussion ouverte sur la base de l'interprétation historique de la lutte de classes, du comportement des classes, en profitant des divergences, des disputes, de la concurrence inter-capitaliste au maximum mais en restant dans le cadre de la lutte de classes. L'ennemi est une classe, et en tant que classe historique, il n'abandonnera pas la scène de l'histoire sans recourir à tous les moyens dont il dispose. Par conséquent, sa conduite, sa manière de voir, de raisonner sont dictées par ses intérêts de classe. L'ennemi appuie Soljenitsyne au nom de ces intérêts-là, en tant qu'écrivain ou en défense de son droit d'expression. Si Soljenitsyne avait un peu de respect, il condamnerait le capitalisme et le crime qu'il commet tous les jours : la guerre, les assassinats au cours des grèves, les répressions, le manque de démocratie dans les pays capitalistes, la mort de faim de millions et de millions de personnes. Tels sont les sentiments qui devraient l'animer, et voir que c'est ce qui existait aussi en Russie avant la révolution. En Union Soviétique, cela n'existe plus. Malgré toutes les limitations, le progrès est énorme, il n'y a aucun motif de se sentir désespéré, angoissé, d'avoir des réactions mystiques devant l'Etat ouvrier. Ce qu'il faut, c'est impulser la lutte intérieure pour élever la direction révolutionnaire, créer la direction qui réponde à cette étape de l'histoire. Les masses soviétiques se sont attachées à cette tâche. C'est pourquoi elles réagissent avec un sens pratique révolutionnaire : elles ont écrasé le nazisme, elles ont créé les conditions pour le développement de l'Etat ouvrier, elles ont redonné confiance à la population pour intervenir, pour développer l'économie, et c'en a été fini de Staline. C'est ainsi que vont finir tous les bureaucrates.

C'est la confiance du prolétariat en tant que classe pour sa fonction dans l'histoire. Il n'appuie rien, il ne soutient rien qui soit l'ennemi du progrès de l'humanité. Le prolétariat mondial se comporte ainsi, il appuie tout ce qui est juste et progressif, tout ce qui représente un progrès dans l'histoire de l'humanité, d'où qu'il vienne. Il appuie, il soutient et mène de l'avant son jugement de classe pour transformer la société, l'économie, bâtir la direction pour construire le socialisme. C'est ainsi qu'on discute aujourd'hui l'Histoire. Séparer la littérature de l'économie et de la politique des Etats ouvriers, c'est une chose absurde. Quelle séparation y a-t-il ? Il n'y en a aucune. Ce sont des fonctions différentes à l'intérieur d'un même processus. Chacune doit répondre à la nécessité du progrès de l'humanité, et en ce qui concerne ce progrès, l'expérience est déjà éloquente et définitive : les Etats ouvriers sont l'instrument le plus élevé et, parmi eux, l'Union Soviétique, et après la Chine. En vingt-six ans d'existence, la Chine a réalisé un progrès cent mille fois supérieur à celui réalisé par l'impérialisme yankee. La direction politique de la Chine ne correspond pas à ce progrès. Le développement économique a permis d'encourager des intérêts locaux, le surgissement de groupes et de tendances locales qui se battent entre elles. Elles utilisent la soi-disant révolution culturelle pour défendre leurs propres intérêts. Ils cachent ainsi la nécessité d'une véritable révolution culturelle pour changer et transformer la direction locale, pour la faire passer de la défense d'intérêts bureaucratiques à jouer un rôle de direction révolutionnaire. L'objectif essentiel de tout écrivain honnête du monde entier, est de voir, de souhaiter, l'unification entre la Chine et l'Union Soviétique, qui sera le progrès le plus grand que l'humanité aura réalisé, un progrès aussi grand que celui de développer la science. L'unification Chine-U.R.S.S. est l'instrument le plus puissant du progrès de l'humanité. Elle permet d'éviter des années de souffrances et des massacres que l'impérialisme va commettre contre l'humanité.

Des écrivains comme Soljenitsyne, comme Evtouchenko, correspondent aux intérêts des couches petites-bourgeoises dans le système capitaliste. Ce sont les couches de la bureaucratie, des techniciens, des fonctionnaires, des dirigeants de l'Etat, d'entreprises, de directeurs de banques, des cadres du parti. Ces écrivains écrivent pour eux, ils parlent de leurs problèmes individuels, de ce qu'ils appellent leurs « soucis individuels », alors que la préoccupation des masses soviétiques, c'est le Vietnam, la révolution socialiste, appuyer les luttes des masses du monde.

. . . . . .

LE PROLETARIAT LUTTE POUR LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE EN LA LIANT A LA LUTTE POUR ABATTRE LE CAPITALISME

Le prolétariat et les masses exploitées du monde réagissent en fonction de leur instinct et de leur compréhension de classe. Il y a un très grand et très profond développement de la compréhension et de la capacité politique du prolétariat. C'est la raison pour laquelle il ne se laisse pas attirer par l'une ou l'autre de ces campagnes contre l'Union Soviétique, en défense de soi-disants droits démocratiques des écrivains : le prolétariat mesure l'écrivain en fonction de ce qu'il est et de ce à quoi il sert.

Le prolétariat et les masses du monde appuient toute lutte qui a pour but de permettre à la population de s'exprimer. Ils appuient le retour aux droits démocratiques, à la démocratie soviétique en U.R.S.S., ils appuient le retour à une vie politique dans les cellules, dans le parti et dans les syndicats, à une vie publique de manifestations, de meetings, comme cela a été fait en partie au moment du Vietnam. Le prolétariat ne se cache pas les déficiences qui existent encore en Union Soviétique, qui sont importantes, mais il les voit en fonction de la lutte contre le système capitaliste. C'est pourquoi il combine la lutte pour élever la démocratie soviétique, les droits soviétiques à l'intérieur de l'Etat ouvrier et la lutte contre le capitalisme. Par exemple en Yougoslavie : le prolétariat yougoslave ne s'est jamais allié à la bourgeoisie pour chercher le retour au capitalisme dans le pays. Le prolétariat a soutenu, et soutient toujours à chaque instant l'Etat ouvrier yougoslave, et les luttes menées par des cercles encore restreints de syndicats, d'étudiants, d'intellectuels pour renforcer l'Etat ouvrier. Il unit ces luttes à la lutte contre le capitalisme à échelle mondiale. Tout en impulsant la défense du Vietnam contre le capitalisme, toutes les luttes du prolétariat au Japon, en Italie, en Amérique Latine, en France, en Angleterre, il a stimulé et imposé la lutte pour éliminer des couches bureaucratiques corrompues alliées au capitalisme. Tel est le point de vue du prolétariat. La lutte pour les droits démocratiques en Union Soviétique doit être liée à la lutte pour le socialisme et non se baser sur la défense des intérêts individuels.

Cette couche bureaucratique est le produit de l'époque de Staline, elle vit encore et est composée de millions et de millions en Union Soviétique. Ils défendent leurs intérêts individuels, matériels de la vie, ils défendent des conceptions de l'existence qui répondent encore à la propriété privée. La conduite de ces individus n'est pas motivée par le socialisme, par la lutte pour la défense de la démocratie, pour le socialisme qui signifie appuyer le Vietnam : ils réclament seulement leurs droits à écrire. Nous défendons le droit pour la littérature soviétique de s'exprimer ouvertement, mais dans l'appui et la lutte pour le socialisme, en tirant toute l'expérience du progrès immense que représente l'Union Soviétique et en stimulant ce progrès pour qu'il aille encore plus loin. Nous refusons de dissimuler le progrès immense qui a été réalisé en ne présentant que les camps de concentration. En agissant ainsi, on ne montre pas l'Union Soviétique, on donne une base fausse, une fausse compréhension de ce que peut faire la structure de l'Etat ouvrier soviétique qui

Suite Page 6

CONTRE LA REPRESSION EN ESPAGNE ET L'ASSASSINAT DE PUIG ANTICH : GREVE EUROPEENNE DE 24 HEURES !

SOLJENITSYNE . L'UNION SOVIETIQUE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

oblige les directions à se comporter en fonction des besoins de cette structure. Historiquement, c'est ainsi, même si momentanément et au cours de certaines étapes, la bureaucratie a pu s'imposer. A mesure que la révolution mondiale s'est développée, à mesure que l'économie, la science, la technique se sont élevées, la bureaucratie diminue et le pouvoir des masses augmente. C'est ainsi qu'il faut juger l'attitude des masses du monde par rapport à Soljenitsyne.

DANS LA CONSCIENCE DES MASSES EST PRESENTE LA SUPERIORITE HISTORIQUE DE L'ETAT OUVRIER SOVIETIQUE SUR TOUTE AUTRE FORME DE PROPRIETE

Il faut une littérature révolutionnaire soviétique. Comment se fait-il qu'elle n'existe pas ? C'est la vie bureaucratique qui a empêché son existence. Nous appelons les Partis Communistes, les camarades des partis communistes, les camarades de l'Union Soviétique à une discussion publique sur : pourquoi n'y a-t-il pas d'écrivains révolutionnaires qui décrivent le Vietnam, qui fassent des œuvres de théâtre, de la musique, des films sur le Vietnam, le Moyen-Orient, la lutte héroïque des masses du Moyen-Orient, du Chili, du Vietnam, des masses soviétiques qui ont écrasé le nazisme en 1943 ? Pourquoi cela n'existe-t-il pas ? C'est le produit du manque de vie révolutionnaire, d'une vie marxiste révolutionnaire des masses. C'est ce que défendent les masses du monde et ce à quoi nous appelons les camarades de l'Union Soviétique et des Partis Communistes : il faut ouvrir une discussion publique sur le rôle de la littérature en Union Soviétique, rôle qui consiste à appuyer la révolution, à appuyer, même par des jugements contraires, critiques, mais dont le sens est d'impulser le sentiment révolutionnaire et l'expérience, la recherche révolutionnaire basée sur l'expérience qui existe déjà. Telle est la littérature dont on a besoin en Union Soviétique. Elle n'existe pas parce qu'il n'y a pas eu de vie démocratique et au cours du développement actuel, il faut pousser pour faire surgir cette littérature dans les Etats ouvriers, et en particulier en U.R.S.S.

Ce n'est pas la littérature qui exprime la vie qu'il y a en U.R.S.S., ce n'est pas elle qui est à l'origine des dénonciations, des critiques envers le manque de démocratie ou de l'injustice : c'est la vie du mouvement ouvrier, la vie des masses. Ce qui démontre ce qu'est l'Union Soviétique, c'est la vie des masses, le progrès et l'attitude, les prises de position du gouvernement, du Parti Communiste d'Union Soviétique.

La puissance de structure de l'Union Soviétique oblige l'Etat ouvrier à la politique d'alliance, d'impulsion, de fusion avec la révolution mondiale, même si cela se produit encore d'une manière limitée. Quelle est la vie des masses ? Que pensent-elles ? Pour que les masses soviétiques aient pu supporter le nazisme et triompher sans moyens, avec des millions de morts, pour qu'elles aient pu supporter d'autre part la destruction que cela a signifié, recommencer, rétablir tout le progrès antérieur en le dépassant, il faut qu'il y ait eu une intense vie politique, une intense vie révolutionnaire. Sans cela elles se seraient laissées abattre, elles auraient développé un sentiment individuel comme le fait le système capitaliste (le système et non les masses des pays capitalistes qui ont un sens révolutionnaire).

Les masses ne se sont pas laissées attirer, écraser par l'intérêt individuel, par les désastres, par les dévastations, par le nazime, par le recul que ces dévastations ont provoqué. Plus tard, avec le développement économique, elles ne se sont pas non plus orientées vers l'intérêt individuel, mais vers des intérêts révolutionnaires. C'est pour cette raison qu'elles n'ont pas protesté, qu'elles ne protestent pas contre l'appui donné par l'Union Soviétique au Vietnam, à l'Amérique Latine, à l'Afrique, à l'Asie. Elles ont supporté le nazisme, elles l'ont vaincu sans rien exiger en échange. Tout en développant la lutte contre le nazisme, elles ont développé l'économie, et en même temps, leur invincible sécurité, leur capacité de construire le socialisme : elles ne se sont laissées ni entraîner, ni écraser par le nazisme et ce sont elles qui ont imposé les changements dans l'histoire.

Le cours de l'économie, de la science, de la technique, qui est favorable, exige une direction collective, une direction qui se base sur l'unification de toute l'humanité. Cela signifie unifier les aspirations humaines, les objectifs de l'humanité, qui sont d'éliminer toute forme d'oppression. Les masses soviétiques, le prolétariat mondial, interprètent ce processus. En raison de leur rôle dans l'économie et dans la société, elles y sont sensibles et, en Union Soviétique, les masses vivent sœurs. C'est pour cette raison qu'elles ont pu supporter le nazisme, qu'elles ont pu supporter Staline sans détruire l'Etat ouvrier soviétique, et sans permettre que le nazisme le détruise. C'est la conscience des masses dans la supériorité historique de l'Etat ouvrier soviétique par rapport à n'importe quelle autre forme de société. C'est ce qui donne au prolétariat soviétique l'assurance d'être capable de surmonter les limites qu'a signifiées Staline, l'accident historique, les limites des directions actuelles, et impulser la démocratie soviétique. Les masses soviétiques éprouvent cette conscience, cette sécurité en raison de leur rôle dans l'histoire, parce qu'elles vivent cette vie-là chez elles et dans l'usine. Elles se préoccupent constamment du progrès de l'histoire, et non de leur intérêt individuel, de possession, de vivre en se distinguant des autres à travers le sentiment de propriété, d'accumulation. C'est pour ces derniers sentiments que Soljenitsyne écrit. Si Soljenitsyne représentait l'intérêt collectif, l'intérêt culturel révolutionnaire, le progrès de l'Union Soviétique, il condamnerait les camps de concentration comme nous l'avons fait nous-mêmes, nous appuyant sur le progrès actuel, pour impulser le cours de l'histoire, il vivrait la vie des masses, de toutes les masses du monde, il s'associerait à elles et chercherait à les interpréter. C'est cela qui donne confiance et assurance dans l'avenir de l'Humanité.

. . . . . .

Au lieu de cela, les écrivains comme Soljenitsyne, Evtouchenko, comme tous ces poètes, ne pensent et ne se préoccupent qu'en fonction de certains cercles, de sentiments, de réactions, qui ne sont pas les réactions collectives et de masses. Ils n'ont pas les réactions qui sont propres aux écrivains révolutionnaires, aux intellectuels et aux artistes révolutionnaires qui, même s'ils ne peuvent faire une œuvre révolutionnaire, montrent leur intention culturelle révolutionnaire. Ces écrivains soviétiques sont des mystiques, ils racontent leur propre vie dominée par l'obsession de la peur, par la condamnation des camps de concentration qui leur sert de justification pour ne pas appuyer le progrès immense de l'Union Soviétique, des Etats ouvriers et de la révolution. C'est pourquoi on ne peut citer ni une seule lettre d'eux, un seul instant dans laquelle ils se soient souvenu du Vietnam, du Moyen-Orient ou du Chili. Aucun d'eux n'a trouvé le temps de s'associer aux masses du Chili pour condamner, exécrer la junte d'assassins du Chili. Ils vivent la vie mystique de petits cercles repliés sur eux-mêmes. Quand ils défendent la démocratie, il s'agit de la démocratie pour eux, pour pouvoir rester dans leur propre réclusion. Ils sont le résultat de l'époque stalinienne. Ils représentent une partie du gouvernement, du Parti Communiste de l'Union Soviétique, alliée à eux. Ils représentent des secteurs de la bureaucratie soviétique qui s'est qui ont peur du progrès de la révolution, du progrès immense que sont en train d'accomplir les Etats ouvriers. Tous ces écrivains représentent ces couches par lesquelles ils sont appuyés et soutenus. Le courage apparent de Soljenitsyne, comme celui d'Evtouchenko maintenant, est dû à l'appui qu'ils reçoivent d'un secteur de l'appareil.

L'attitude de Soljenitsyne montrait qu'il s'attendait à recevoir l'appui d'une partie de l'appareil parce qu'il représente leurs intérêts, leur volonté d'empêcher, de freiner le développement de la démocratie soviétique, le développement de l'alliance entre l'Union Soviétique et la lutte des masses du monde.

Toutes les critiques que nous adressons à la bureaucratie soviétique, au Parti Communiste, aux camarades dirigeants de l'Union Soviétique, sont des critiques révolutionnaires destinées à impulser le progrès en élévation de l'Union Soviétique et du Parti Communiste. Nos critiques sont des critiques révolutionnaires et nous sommes infiniment heureux du progrès immense réalisé par l'Union Soviétique, de sa contribution au développement de l'histoire. Les critiques que nous émettons ont pour but d'accélérer ce progrès et non de concurrencer ou d'écraser.

Les masses soviétiques et les masses des Etats ouvriers appuient inconditionnellement la lutte révolutionnaire des masses du monde. Cette lutte représente la forme la plus élevée du progrès. Elle est également la forme la plus élevée de la culture. Les luttes, les meetings, les manifestations, les assemblées, les conseils ouvriers, les conseils d'usine qui se créent actuellement en France, en Angleterre, en Italie, sont les formes les plus élevées du progrès et de la culture : ce sont les organismes qui permettent le progrès de l'humanité, en s'appuyant sur la volonté des masses qui luttent pour ce progrès et non pour elles-mêmes. Les masses doivent lutter pour des augmentations de salaires, pour de meilleures conditions de travail, parce que cela répond directement à leurs nécessités mais, en même temps, elles cherchent à éliminer tous les facteurs qui provoquent le retard de l'humanité, l'oppression, les guerres, le système capitaliste.

La vie de ces masses est la vie la plus riche parce qu'elles démontrent une préoccupation pour le progrès objectif de l'humanité. C'est ce que devraient faire les écrivains soviétiques, c'est leur devoir. Nous invitons les camarades des Partis Communistes à intervenir, à demander, à exiger la démocratie, les droits démocratiques, les assemblées publiques, les discussions publiques, les conférences, les meetings. Que les écrivains interviennent, c'est là qu'ils trouveront le moyen de se mettre en contact, d'exprimer face aux masses du monde leurs idées sur les problèmes les plus élevés de la culture et de l'humanité.

Il est certain que la science et la technique sont des éléments indispensables pour le progrès de l'humanité, de la production et des rapports humains, pour le progrès des rapports entre l'humanité et la nature et le cosmos. Mais sans vie culturelle des masses, ce progrès de la science et de la technique serait très limité, ne toucherait que des cercles restreints, en se limitant aux conclusions les plus courtes qui sont celles que fournit la concurrence inter-capitaliste, l'antagonisme historique des Etats capitalistes avec les Etats ouvriers et le reste des masses du monde. Par contre, l'intervention et la préoccupation des masses pour tous les problèmes du monde, pour l'élévation des conditions de travail, pour la diminution des rythmes et des horaires de travail, pour disposer d'un plus haut niveau de vie et de plus de loisirs, exigent la dignité humaine. Ces luttes sont la forme la plus élevée à cette étape de lutter pour la dignité humaine. Celle-ci est la base, le centre, la vie de toute fonction dans l'histoire. Le socialisme élèvera au niveau d'une préoccupation de touté l'humanité ce principe indispensable à l'avenir. Participer à cela est le rôle des écrivains.

POUR LA DISCUSSION PUBLIQUE SOVIETIQUE ET L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

En Union Soviétique, il n'y a pas d'écrivains révolutionnaires, en raison des rapports bureaucratiques du temps de Staline et après. Par contre, les Partis Communistes progressent dans leur activité et dans leur intervention dans la lutte révolutionnaire du monde. Bien que ce progrès soit encore limité, il va faire surgir bientôt la nécessité de disposer d'écrivains révolutionnaires qui remplissent cette tâche en s'associant au syndicat de la classe qui est la forme et la source la plus élevée de l'avenir de l'humanité et de la culture, la base essentielle qui stimule le développement de la culture.

Nous invitons les camarades d'Union Soviétique, des Partis Communistes et Socialistes, à intervenir pour développer cette discussion mondiale, en démontrant que Soljenitsyne a pour origine le passé bureaucratique de l'époque stalinienne, l'absence de démocratie soviétique. Il faut ouvrir une discussion publique avec l'intervention des syndicats pour démontrer qu'on a besoin maintenant d'écrivains révolutionnaires, et non de minaudiers qui font l'éloge de la petite bourgeoisie et des cercles qui correspondent à cette petite bourgeoisie en Union Soviétique.

Il faut ressentir une joie immense en voyant les masses de Panama expulser l'impérialisme yankee. Alors qu'elles vivent dans la plus épouvantable des misères, car Panama est un des pays les plus arriérés du monde, ces masses appuient leur gouvernement et celui-ci a la décision de lutter et d'expulser l'impérialisme. Les masses du Pérou sont disposées à travailler douze heures par jour pour permettre la nationalisation des mines et ne posent aucun problème au gouvernement quand il s'agit de nationalisations. Les paysans du Pérou passent de la structure archaïque, de la culture du petit lopin de terre au travail en coopérative qui prépare les conditions pour la création de coopératives socialistes. Ce sont des expressions de l'immense progrès de l'humanité. C'est la façon objective et collective d'exprimer la pensée et les relations. Ces masses ne sont pas poussées par un intérêt égoïste qui anime les écrivains comme Soljenitsyne, mais par un intérêt collectif de se préoccuper du développement et de l'avenir de l'humanité, en fonction de la centralisation de l'activité de celle-ci, pour éliminer la propriété, développer l'économie, la production, la distribution en fonction des besoins de toutes les masses. Telles sont les formes les plus élevées des sentiments dignes d'inspirer tous les artistes : l'absence totale d'égoïsme, de conservatisme, de sentiment de possession, d'aspiration à l'accumulation, dont font preuve les masses des pays d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique, et le prolétariat d'Europe et du Japon. Ces masses expriment les sentiments collectifs socialistes de lutter pour le progrès de l'humanité, pour la dignité humaine, pour une dignité du travail qui ne peut être atteinte que dans le socialisme. Elles n'ont aucun intérêt en tant que secetur, groupe, et tout en se défendant contre les conditions que leur impose actuellement le système capitaliste, elles se préparent à progresser vers la solution socialiste de tous leurs besoins.

Nous appelons l'Union Soviétique, les Partis Communistes, les syndicats des Etats ouvriers à unifier le mouvement communiste mondial, à le centraliser en fonction des intérêts communs du développement du socialisme pour impulser les pays socialistes les moins avancés et leur permettre d'atteindre le plus rapidement possible le même niveau de développement que les plus avancés. Pour cela il est nécessaire de réaliser l'unification du mouvement communiste mondial à travers une nouvelle Internationale Communiste qui sera le centre pour la construction de l'humanité dans le socialisme, et pour affronter la guerre que prépare, contre les Etats ouvriers et contre les masses du monde, le système capitaliste dirigé par l'impérialisme yankee, qui essaie, de cette manière, de survivre comme système. Les masses du monde entier aspirent à cette unification ; c'est pour cette raison que ni Soljenitsyne, ni Evtouchenko n'ont aucun écho dans les masses, ni dans les syndicats. Les ouvriers des grandes usines, les luttes, les grandes activités de masses, des syndicats, des partis ouvriers, les luttes politiques et sociales, ne sont pas atteints ni secoués par ce qui arrive à Soljenitsyne. Au contraire, les masses du monde voient le comportement objectif, le rôle que joue l'Union Soviétique, l'impulsion et l'appui qu'elle donne à la lutte des masses.

Nous appelons tous les intellectuels, les camarades d'Union Soviétique, à discuter publiquement tous ces problèmes, mais, en même temps, de poser celui des écrivains. Pour qui écrivent-ils ? Pour quoi ? Il faut développer la démocratie soviétique, l'indépendance des syndicats, des assemblées, des conférences publiques, appeler en Union Soviétique à des assemblées, des meetings et des conférences, pour l'unification du mouvement communiste mondial, pour l'unification de l'Etat ouvrier chinois et de l'Etat ouvrier soviétique, qui sera l'instrument le plus puissant au service du progrès de l'Humanité. Voilà ce que doivent écrire les poètes : les peuples de Chine et d'Union Soviétique veulent s'unifier, une partie de la direction de l'Union Soviétique veut cette unification. Un autre secteur ne le veut pas parce qu'il défend des intérêts bureaucratiques, locaux, comme la direction chinoise. C'est pour ces secteurs aux intérêts limités, locaux, qu'écrivent Soljenitsyne et Evtouchenko. Ils ne défendent pas les intérêts purs du développement objectif de l'humanité vers le socialisme.

Nous appelons à discuter ouvertement de tous ces problèmes en Union Soviétique, dans les syndicats, dans les usines, dans les assemblées. Il faut poser la nécessité de retourner à la démocratie soviétique et à réviser le front unique avec les Chinois. Unité entre l'Etat ouvrier soviétique et l'Etat ouvrier chinois ! Unité de tous les Etats ouvriers du monde dans un front unique qui s'adresse aux masses du monde en appelant à leur unification qui sera une impulsion formidable aux masses des Etats-Unis ! Appeler à l'unification économique, politique, militaire, syndicale de tous les Etats ouvriers ! Appeler les masses du monde à créer un front unique mondial anti-impérialiste, contre la guerre que prépare l'impérialisme, pour la liquidation du système capitaliste dans le monde entier !

J. POSADAS,

14 février 1974.

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

Les sociétés multinationales, la crise du capitalisme et la nécessité de gouvernements de gauche : Parti Communiste, Parti Socialiste, autres tendances révolutionnaires, Syndicats et centrales ouvrières

1er Janvier 1974

(Voir page 2)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 11e ANNEE 22 MARS 1974 No 213

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

VIVE LES GREVES ET MANIFESTATIONS ET LE FRONT UNIQUE DES MASSES AU CHILI ! A BAS LA JUNTE !

FRONT DE LA GAUCHE, AVEC DES ORGANISMES DE MASSES, COMITES, CONSEILS ET ASSEMBLEES D'USINE POUR FAIRE ECHEC A UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DE LA BOURGEOISIE

EDITORIAL

Une lutte s'approfondit de jour en jour dans le Parti Socialiste. Cela est évident, quand on voit les dernières déclarations de son président, Cools, sur l'éventuelle participation des socialistes à un prochain gouvernement.

Ce n'est pas par hasard qu'il insiste sur ce que sont les objectifs du Parti Socialiste, sur le fait que celui-ci ne participera à un gouvernement que s'il peut appliquer son programme. En même temps il avertit "ceux qui, dans le Parti, auraient pu l'oublier". Non seulement il y a des dirigeants socialistes qui "auraient pu l'oublier", mais il y en a qui, dans l'appareil du Parti, n'ont jamais été d'accord pour appliquer un tel programme, mais qui restent dans le PSB, parce que la bourgeoisie ne peut leur offrir aucune perspective.

La bourgeoisie a nommé un "informateur" pour gagner du temps, pour contacter la droite socialiste, pour la faire participer au gouvernement. Mais cela se heurte profondément au désir de la base, et surtout de l'avant-garde socialiste et prolétarienne, qui veulent impulser le Parti Socialiste vers une politique anti-capitaliste. Voilà la raison profonde du gain de voix du Parti Socialiste, et de l'adoption du programme des "9 Points" qui, sur certains aspects, portent atteinte au régime capitaliste. Ces changements à l'intérieur du Parti Socialiste ne sont pas le résultat des changements de la seule direction. Ils sont le résultat de la profonde pression exercée par l'avant-garde prolétarienne, déjà depuis la grève des dockers, en passant par les constantes mobilisations de la classe pour imposer de nouvelles conquêtes au capitalisme.

En même temps, l'avant-garde sent que le capitalisme est en crise, qu'il ne peut donner grand chose, et elle se sent disposée à l'abattre. C'est avec cette même décision que les mineurs anglais ont écrasé le gouvernement Heath et appuyé massivement le Parti Travailliste. Ce n'est pas pour appuyer Wilson, mais pour mener de l'avant le programme des "20 Points", pour porter un coup au gouvernement capitaliste. C'est cette même décision qui fait que l'avant-garde prolétarienne se centralise dans le Parti Socialiste. Elle le fait aussi pour faire avancer le programme anti-capitaliste et non pour donner sa confiance à l'un ou l'autre dirigeant du PSB.

Dans un tel processus, le congrès provincial du Hainaut du PSB décide de former une majorité avec le PSC, au lieu de s'allier avec l'UDP. Et dans le Luxembourg, ils s'unissent au R.W. et aux Libéraux. Dans tout le pays, le PSB s'est allié avec le PSC pour les gouvernements provinciaux. Pour la classe ouvrière, il n'y a pas de différence, ou très peu, entre faire cette alliance aux provinces et se préparer à aller au gouvernement. Ce sont les mêmes secteurs de l'appareil socialiste qui sont prêts à faire n'importe quel accord pour aller au gouvernement, en passant au-dessus du programme. Mais la classe ouvrière, l'avant-garde ouvrière, vont les juger très sévèrement. Quand elle a voté de façon concentrée, dans certaines régions, pour le PSB, c'était déjà une annonce de cette décision. Si elle ne l'a pas fait, dans des régions comme Anvers, c'est pour exprimer son profond mécontentement, sa critique. Et elle a voté pour AMADA. La gauche socialiste doit sentir cette décision et cette sécurité exprimée par cette attitude de la classe. Elle sent qu'elle ne rompt pas sa centralisation de classe, tout en portant ses voix à un programme anti-capitaliste.

FAIRE UNE DISCUSSION PUBLIQUE SUR L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE !

Quand Cools trouve l'assurance de déclarer qu'il s'adresse à ceux, dans son Parti, qui pourraient oublier que l'objectif n'est pas d'aller au gouvernement, mais d'appliquer le programme, c'est parce qu'une profonde lame de fond est prête à faire surface. Mais pour pouvoir sortir et s'exprimer, elle doit déchirer la surface, les secteurs de l'appareil, qui s'opposent à ces changements, qui vont tout faire pour contenir le profond désir de l'avant-garde de se passer du capitalisme.

Nous appelons la gauche socialiste, les militants du PSB, de la FGTB, des autres partis ouvriers à établir une large discussion sur les formes au travers desquelles va avancer le front de la gauche. Cools posait — tout comme notre Parti l'a fait depuis des années — la nécessité de l'organisation indépendante de la gauche chrétienne. Mais si, en même temps, les militants de cette gauche voient que le PSB fait des accords avec les secteurs les plus réactionnaires du PSC — comme pour les gouvernements provinciaux —, cela déforce complètement tout le travail que ces camarades peuvent faire.

Nous croyons nécessaire que les Jeunesses Socialistes, dans leur prochain Congrès, posent ce problème comme un centre de discussion. Le front de la gauche ne va pas se réaliser sur la base de ces alliances au niveau provincial, mais au travers d'une vaste campagne pour appliquer, dès maintenant, les points du programme. Par exemple, le mot d'ordre central de la campagne électorale : "échec aux trusts pétroliers ! ". Ceux-ci veulent imposer à nouveau une augmentation de l'essence et des dérivés du pétrole.

Nous appelons la FGTB, la CSC, le MOC, le PSB, le PCB, les JS, la gauche chrétienne, et les tendances révolutionnaires, à se réunir, pour discuter d'un plan commun de mobilisations, de meetings, grèves, manifestations, pour aboutir à la grève générale, pour imposer la nationalisation des compagnies pétrolières, unir ce point à la lutte pour les nouvelles conventions collectives.

Le PSB veut développer l'initiative publique, en même temps que faire échec aux trusts : comment y parvenir ? La bourgeoisie est déjà en train de se demander ce que veulent vraiment les socialistes : faire de la surenchère, ou appliquer réellement ce programme. Nous pensons, tout comme la gauche socialiste, qu'il n'est pas possible d'appliquer ces deux points, sans organiser la mobilisation de la classe ouvrière pour s'imposer au capitalisme.

L'ETHIOPIE MONTRE LA FORCE DU SOCIALISME

Dans sa crise de décomposition, le capitalisme est incapable de résoudre aucun problème des masses. Par contre, face à la poussée de la lutte des masses dans le monde entier, il se prépare à donner des coups, il prépare des armées de métier, il veut améliorer ses instruments de répression. Mais il n'a pas la force pour sortir triomphant de cette épreuve. Il va assassiner et détruire, mais il le fait comme celui qui donne le dernier coup. Les déclarations de Nixon, pour se soumettre le capitalisme européen, montrent leur décomposition. De même, la crise dans l'armée au Portugal. Une des armées préparées pour assassiner les masses de l'Angola, du Mozambique, est en train de se décomposer ; ils sont obligés de mettre des militaires en prison. Il en va de même en Ethiopie, où un secteur de l'armée s'est lancé à revendiquer, et agit comme détonateur de tout le processus qui était contenu. C'est l'influence de la révolution mondiale qui décompose l'appareil capitaliste et influence une partie de l'appareil qui a servi à son propre maintien. C'est la force immense de la révolution, des Etats ouvriers, qui impulse les masses d'Ethiopie à faire la grève générale, alors qu'elles meurent de faim par centaines de milliers, et qui impulsent les femmes à manifester par milliers, pour la première fois dans l'histoire ! La force qui les pousse, c'est la confiance dans le socialisme, dans la capacité de l'intervention des masses et c'est cette force qui approfondit encore la crise intercapitaliste.

L'impérialisme américain et le capitalisme européen ont des motifs de dissension suffisants pour déclencher dix guerres entre eux. Pourquoi ne la font-ils pas maintenant ? parce qu'ils sentent que les masses vont intervenir, non pour défendre

(Suite à la page 4)

Les sociétés multinationales, la crise du capitalisme et la nécessi
Parti Communiste, Parti Socialiste, autres tendances révolutionnaire

1er Janvier 1974

La maîtrise que le marxisme a de l'histoire se base essentiellement sur la compréhension du comportement des classes et des différents régimes sociaux. Un régime agit et affirme sa perspective en fonction de la défense de sa domination de l'économie. Ce n'est pas le sentiment qui domine dans la classe bourgeoise — contrairement à ce qui se passe dans le prolétariat — car elle est déterminée par la propriété : cette dernière dicte le comportement de la bourgeoisie.

Le fonctionnement du système capitaliste est tel qu'il ne peut fournir aucune solution ordonnée à l'avantage de l'humanité. Il ne peut donner que des solutions empiriques, produit de la concurrence au sein du système capitaliste. Ce dernier se développe à travers une succession de guerres et de guerres incessantes. Jamais il n'a imposé ses solutions au moyen de la persuasion, de l'intelligence et de la raison, mais seulement par la guerre. Si le capitalisme n'est pas en guerre actuellement, ce n'est pas parce que les différents pays ne voudraient pas la faire : ils sentent que toute guerre entre eux favorise les Etats ouvriers. Comme ils ont peur de ces derniers ils réduisent leurs affrontements mais ils ne peuvent pas mettre fin à l'antagonisme qui existe entre eux. Ce sont des contradictions qui peuvent devenir en quelques instants antagoniques. Ce qui subsiste, c'est la concurrence contradictoire entre eux. L'autre contradiction du système capitaliste réside dans le fait que pour avancer il doit développer la technique, la science, l'économie, sans pouvoir les dominer et les utiliser pour lui-même.

La science, la technique et l'économie se développent, et en même temps il y a des situations comme celles de l'épidémie de choléra à Naples, de la malaria au Pakistan. Le capitalisme ne peut pas éliminer les problèmes des masses, et il ne peut plus résoudre les problèmes des pays capitalistes entre eux, au moyen de la guerre. Par exemple, le capitalisme français et anglais ne peuvent pas déclarer la guerre à l'Allemagne. Cependant, ils auraient aujourd'hui pour se faire la guerre dix mille motifs supérieurs aux raisons pour lesquelles ils ont fait la précédente guerre mondiale. S'ils ne la déclenchent pas maintenant, c'est parce que les Etats ouvriers en ressortiraient favorisés. C'est contre eux que se coalise tout le système : il se prépare à donner une réponse de classe aux Etats ouvriers. Cette analyse n'atténue pas la crise du système capitaliste : il doit la digérer intérieurement. C'est pourquoi la crise de la monnaie, des changes, des finances et de la production sont quotidiennes. Par exemple : le Marché Commun se réunit à Bruxelles ; à la fin tout le monde s'embrasse : réception, champagne. On passe dans la pièce à côté et la bataille commence ! Les contradictions du système capitaliste, non seulement subsistent, mais se développent. Comme le système ne peut plus les résoudre comme dans le passé par une guerre entre pays capitalistes, il prépare maintenant une guerre totale contre les Etats ouvriers : c'est visible.

Le Parti Communiste Français accepte cette conclusion : pas le Parti Communiste italien. Celui-ci cache la nature de classe des contradictions, il n'analyse pas en tant que classe mais en fonction de la manière de penser de chaque individu. Il croit que si à la place de ce président on en avait un autre, il se comporterait de manière différente, ou il serait possible de l'influencer. Les communistes qui pensent ainsi ne se basent pas sur la politique de classe. Ils imaginent que la politique est une question de personnes, d'individus, et non de classe. Tout ce qu'on peut faire vis-à-vis d'un gouvernement capitaliste, c'est l'obliger à céder, à faire des concessions. Mais nous sommes à une étape où même les concessions que peut faire le capitalisme sont minimes, parce qu'il se prépare pour une solution historique et il n'a ni fonds, ni force, ni intérêt pour faire autre chose.

L'impérialisme yankee a dépensé des millions de dollars avec Skylab. Avec cette somme, il serait possible de résoudre les problèmes dus au manque d'aliments en Amérique Latine et en Asie. Les dépenses de la NASA couvriraient tout ce dont ces pays ont besoin pendant cinq ans. Mais ces dépenses de guerre intéressent le capitalisme, parce qu'il prépare une réponse contre les Etats ouvriers. Les fameuses expériences de la NASA sont des essais des exercices nucléaires, par lesquelles le capitalisme se prépare pour des solutions historiques.

Le Parti Communiste n'analyse pas ainsi, la bureaucratie non plus. Cependant, la bureaucratie soviétique arrive à cette même conclusion. C'est pour cette raison qu'elle répond à Skylab en lançant un autre véhicule spatial. Le capitalisme se prépare à la guerre et non à résoudre les problèmes au moyen de la compétition économique, scientifique ou sociale. D'ailleurs, sur le terrain de la concurrence, il périrait : le capitalisme ne peut pas supporter la concurrence des Etats Ouvriers. Il constate lui-même que n'importe quel pays qui progresse doit prendre la voie de l'Etat ouvrier.

Pour la première fois dans l'histoire, un pays d'Amérique Latine comme le Pérou achète des armes à l'URSS. Cuba achetait des armes aux Etats ouvriers, le Chili aussi, mais c'étaient des pays qui soit appartenaient au camp socialiste, comme Cuba, soit étaient dirigés par des Partis ouvriers comme dans le cas du Chili. Au Pérou, c'est l'armée qui gouverne. Sa décision est un événement pour toute la révolution latino-américaine : elle ouvre la voie pour que d'autres pays achètent des armes en U.R.S.S. Or, acheter des armes signifie également accepter l'installation de techniciens venus expliquer comment s'en servir et aussi d'autres gens venus enseigner comment construire l'économie planifiée (planifiée bureaucratiquement, mais c'est tout de même une planification) — et comment l'utiliser contre l'impérialisme. L'autorité de l'Etat ouvrier s'accroît. L'impérialisme n'a plus la force de retenir le pouvoir qui était le sien et qui lui échappe des mains, comme au Pérou. Comme il voit qu'il ne peut plus retenir ces pays sous son influence, il prépare la guerre atomique.

Aujourd'hui, le capitalisme agit en tant que tel, tout comme au temps de Marx et de Lénine. Mais il y a aujourd'hui, en plus, 14 Etats ouvriers et 16 Etats révolutionnaires, qui exercent une influence sur toute la société, parce qu'ils montrent que tous les problèmes qui existent et dont le capitalisme est responsable se résolvent au moyen de l'étatisation de la propriété, de la planification de la production, du contrôle ouvrier, du monopole du commerce extérieur. C'est la seule voie pour résoudre tous les problèmes, comme le montrent la Chine, l'U.R.S.S. et Cuba et comme le démontrent aussi tous les autres pays arriérés qui, pour progresser doivent adopter les mêmes formes, les mêmes structures et les mêmes régimes économiques que les Etats ouvriers. Faute de quoi il n'y a pas de progrès. Tout ceci est actuellement en discussion.

En outre, dans le cadre de la préparation de la guerre à laquelle se livre le capitalisme, celui-ci se base sur un appui très faible, mou, peu sûr. Cet appui manque de solidité parce que dans le même temps que le capitalisme prépare son coup d'Etat, les contradictions internes du système s'aggravent, s'approfondissent, deviennent de plus en plus acharnés. Elles s'expriment dans la concurrence entre l'impérialisme yankee et l'impérialisme européen ou les autres capitalismes, entre l'impérialisme yankee et européen pris ensemble contre les Etats ouvriers et entre l'impérialisme mondial et les masses du monde. Les luttes, les bagarres intercapitalistes se font de plus en plus acharnées et se règlent au moyen de la concurrence, tandis que s'aggrave aussi la lutte de l'ensemble des pays capitalistes contre les Etats ouvriers et le prolétariat mondial et les masses du monde. Les luttes, les bagarres intercapitalistes se font de plus en plus acharnées et se règlent au moyen de la concurence, tandis que s'aggrave aussi la lutte de l'ensemble des pays capitalistes contre les Etats ouvriers et le prolétariat mondial.

Avec l'augmentation de ses contradictions, le front mondial du système capitaliste se trouve très affaibli. Devant cet affaiblisement social et économique, le système capitaliste mondial recherche un stratagème pour pouvoir maintenir sa force historique, en tant que classe capitaliste, et la défendre. Socialement et historiquement, le système capitaliste ne cesse de reculer. Economiquement, il concentre ses moyens financiers, augmentant sa puissance financière. C'est cet aspect du fonctionnement du capitalisme que représentent les « sociétés multinationales ».

LE FASCISME NE PEUT PLUS S'IMPOSER NULLE PART AUJOURD'HUI

Les sociétés multinationales ne sont pas un mystère. Les Partis Communistes les présentent comme un effet imprévisible : Lénine, disent-ils, ne pouvait pas prévoir que les sociétés multinationales allaient se former ; c'est un phénomène nouveau dans l'histoire. Il faut se défendre contre elles, il faut faire attention. Telle est l'attitude des Partis Communistes, alors que les sociétés multinationales sont l'impérialisme coalisé. Les différents secteurs impérialistes s'unifient : il est faux de le présenter comme une grande puissance des sociétés multinationales !

Le capitalisme sent qu'il recule politiquement et socialement : il cherche donc un substitut. Et dans le même temps il se prépare à recourir à son moyen naturel : une réplique des militaires. Il a déjà essayé de donner cette réponse militaire au Vietnam, au Moyen Orient, en Afrique, en Amérique Latine. Il se fait jeter dehors partout, il est expulsé à coups de pieds ! Le capitalisme sent qu'il ne peut ni socialement, ni politiquement, maintenir son autorité. Les sociétés multinationales signifient tout à la fois trust, monopole, cartel. Le capitalisme veut maintenir ce pouvoir financier qui le situe au-dessus de tout le reste de la société, y compris des autres capitalistes plus faibles. Il voudrait imposer le fascisme. Il a essayé, il essaie et continuera à essayer de l'établir, mais il n'est pas possible d'instaurer le fascisme par décret, avec l'arrogance. Il requiert des conditions historiques qui n'existent pas actuellement.

Le fascisme a triomphé à l'époque où il y avait un seul Etat ouvrier, où il n'y avait pas d'autres forces mondiales. Le fascisme s'est appuyé sur l'échec de la révolution en Pologne, en Italie, en Allemagne, en Hongrie. Il s'est appuyé sur le manque d'unité entre Partis Socialistes et Partis Communistes et sur le recul qu'a signifié l'atitude capitulatrice de la social-démocratie d'alors. C'était la première expérience que faisait le prolétariat, de construire un Etat Ouvrier. Le fascisme s'est appuyé sur le manque d'une base théorique et politique suffisante dans le Parti Socialiste, manque qui n'a pas permis la construction de partis communistes de masses pour prendre le pouvoir. Les Partis Socialistes se sont opposés à prendre le pouvoir en Italie, en Allemagne et en Angleterre et le fascisme a profité de ce refus, et de la naïveté des Partis Communistes débutants, produit de leur jeunesse (ils venaient d'être créés en 1919), et enfin de la crise du système capitaliste, prolongement de la guerre capitaliste.

Tout cela créa des conditions qui ont exaspéré les couches de la petite bourgeoisie et les ont poussées à rechercher une solution. Elles l'ont d'abord recherchée dans le prolétariat en poussant ce dernier à prendre le pouvoir. En Italie, le Parti Socialiste, avec Turatti, a refusé de prendre le pouvoir. Devant ce refus, la petite bourgeoisie désespérée, et qui manque de perspective puisqu'elle déambule entre le prolétariat et la bourgeoisie, a cherché une solution et c'est ce qui a été la base du fascisme. Ce n'est pas le prolétariat qui lui a donné son appui. C'est absurde ! Et tout aussi absurde de dire que ce sont les paysans ! C'est la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui a fourni sa base au fascisme.

Il n'y a aucune possibilité que cela se reproduise aujourd'hui, parce qu'il y a quatorze Etats Ouvriers et la petite bourgeoisie voit que l'Etat ouvrier est la solution à tous les problèmes de l'arrièrement. La petite bourgeoisie a maintenant confiance, et presque partout dans le monde elle a été incorporée au camp anti-impérialiste. Il y a quatorze Etats ouvriers, seize Etats révolutionnaires et le capitalisme ne peut plus compter sur la petite bourgeoisie, comme il a pu le faire en 1919, en 1923 et en 1932.

En Italie comme en Allemagne, c'est le même processus qui a permis l'ascension du fascisme. Ce n'est pas le prolétariat qui a appuyé : au contraire. Par sa nature de classe le prolétariat ne peut pas appuyer le fascisme. Un ou dix ouvriers peuvent l'appuyer à titre individuel mais en tant que classe, le prolétariat ne peut pas le faire. Sa nature historique est contre, rejette le fascisme. Les Partis Communistes cachent ces faits. Ils écrivent de nombreux articles sur la guerre de 1943 sur le fascisme, sur Hitler, sur Mussolini mais ils n'écrivent jamais que le fascisme est monté au pouvoir parce que les socialistes — qui ont été les principaux responsables de l'époque — ont refusé de prendre le pouvoir. Si les socialistes avaient lutté pour le pouvoir, comme ils auraient pu le faire en Italie, et ils auraient pu le prendre effectivement, il n'y aurait pas eu de Mussolini et celui-ci n'aurait pas développé les conditions favorables pour l'ascension de Hitler.

Le fascisme a pu surgir parce que les communistes, dirigés par Moscou, ont refusé le front unique avec les socialistes S'ils avaient fait front unique en 1923 1929, 1932, il n'y aurait pas eu de fascisme Aux élections de 1927 en Allemagne, socialistes et communistes obtinrent plus de neuf millions de voix, c'est-à-dire près de la moitié de la population. S'ils s'étaient lancés à donner une solution socialiste aux problèmes de l'Allemagne, la petite bourgeoisie aurait vu dans le prolétariat le prolongement de la révolution russe et elle aurait appuyé. Mais Staline a liquidé la direction bolchevique, il l'a mise en prison, il l'a assassinée, il a donné à la petite bourgeoisie l'idée d'un Etat ouvrier assassin et au lieu de favoriser le front unique entre communistes et socialistes il s'est prononcé contre. Il a lancé son propre programme selon lequel il valait mieux pour le moment que Hitler triomphe contre les socialistes et les liquide les communistes n'auraient plus ensuite qu'à liquider Hitler... Hitler, en effet, éliminé les socialistes, et ensuite il a pu en faire autant avec les communistes parce que la petite bourgeoisie n'a pas vu dans les syndicats et les partis ouvriers la capacité de résoudre les problèmes posés par la crise en Allemagne. Hitler, lui s'est montré disposé à les résoudre et la petite bourgeoisie a couru derrière lui.

La petite bourgeoisie n'est pas une classe. Elle cherche donc à résoudre ses problèmes, n'importe comment. A l'époque, le prolétariat ne s'est pas montré disposé à les lui résoudre. Moscou a été responsable de cette situation. Aujourd'hui, le prolétariat se montre capable de résoudre tous les problèmes et on peut le voir au Vietnam, dans les quatorze Etats ouvriers qui existent aujourd'hui, dans le gigantesque développement qu'ont connu l'U.R.S.S., la Yougoslavie, l'Albanie. La petite bourgeoisie observe tout cela et elle développe sa confiance dans des perspectives historiques qui ne sont pas le fascisme. Le fascisme n'a plus de raison de l'attirer. Sur quelle base le ferait-il ? Que peut-il lui offrir ? La défense de la patrie ? La petite bourgeoisie rejette tout cela maintenant. La « Patrie Italienne » la « Patrie Allemande » ou la « Patrie Française », aujourd'hui, c'est le chômage les bas salaires ! Les masses voient que la Yougoslavie, l'Albanie, qui étaient de véritables étables, sont maintenant des pays exportateurs de machines et de techniciens, qu'on n'y connaît plus ni la misère et que la répression qui s'y exerce contre les tendances révolutionnaires est infiniment inférieure à celle qui existe dans n'importe quel pays capitaliste.

A échelle mondiale, l'impérialisme ne peut déjà plus coexister avec les Etats ouvriers. La crise du capitalisme s'accentue. Il ne se développe plus, son fonctionnement continue à se dérouler, mais il ne

de gouvernements de gauche : , Syndicats et centrales ouvrières

J. POSADAS

roît plus. Et encore, ce fonctionnement peut-il continuer dans une zone donnée, mais il ne peut plus se développer en dehors de cette zone. Dans son époque de plus grande vigueur, le capitalisme se développait localement et nationalement parce qu'il s'étendait, au moyen des exportations de capitaux, de marchandises et de forces militaires qui intervenaient pour permettre justement ces exportations de capitaux et de marchandises. Le capitalisme ne peut plus le faire aujourd'hui.

Les sociétés multinationales existent parce qu'elles sont la forme de fonctionnement de l'impérialisme aujourd'hui... Le stade suprême de l'impérialisme dont parle Lénine, s'exprime aujourd'hui dans les sociétés multinationales, parce qu'aujourdhui le capitalisme — comme l'impérialisme du temps de Lénine — ne peut plus investir, ni envahir comme il l'a fait dans le passé. Il n'a plus de zones géographiques pour le faire. Et dans les zones limitées dans lesquelles il peut encore le faire, il se heurte à la résistance de la révolution mondiale, c'est-à-dire les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, la lutte des masses du monde et l'opposition anti-impérialiste qui est mondiale.

Les exportations de capitaux que l'impérialisme réalise encore quand il peut le faire ne lui permettent plus de se développer. La plupart de ces exportations de captiaux ont lieu en direction des pays capitalistes déjà développés d'Europe et du Japon. Les principales entreprises d'Europe et du Japon sont le produit d'une alliance entre capital national et capital yankee. Le capitalisme ne peut plus se développer en gagnant des colonies, parce qu'il se heurte à la résistance des masses, des Etats ouvriers qui appuient ces pays, à l'alliance directe ou indirecte de tous ls pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine avec les Etats ouvriers, en particulier l'U.R.S.S. et la Chine.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam montre de manière ostensible, totale, que celui-ci ne peut plus rêver d'envahir militairement des colonies pour y investir des capitaux. Il le sent, il vient d'en faire l'expérience de manière indiscutable : il a été expulsé du Vietnam ! Au Moyen Orient, l'impérialisme a exporté et fabriqué de toutes pièces un pays : Israël, pour qu'il soit le fer de lance contre la révolution, et il a dû arrêter son intervention. L'impérialisme a obligé Israël à s'arrêter et cela a provoqué une élévation de la révolution dans tout le Moyen Orient. Le capitalisme ne domine plus, il ne peut plus développer son aire d'influence et de domination militaire.

LA CRISE DU CAPITALISME FRANÇAIS ET LE MAI PERMANENT

Dans le passé, le capitalisme envoyait ses troupes en même temps que les capitaux qu'il exportait. Maintenant, quand il envoie des capitaux, il ne peut plus envoyer ses armées, parce qu'il y a l'Union Soviétique, les masses des pays concernés et la Chine elle-même. Le capitalisme a perdu sa liberté d'action. Il est contraint à réaliser ses investissements de capitaux, qu'il est obligé de faire, à l'intérieur de sa propre zone, en Europe. Il investit et reproduit de manière de plus en plus concentrée les sociétés multinationales comme celles qui existent par exemple en France. Deux de ces sociétés disposent de plus de capitaux que l'Etat français et sont même en mesure de prêter à l'Etat français, qui est un Etat capitaliste puissant. Pour vivre, ces sociétés ont besoin d'éliminer la concurrence des autres capitalistes, et elles le font.

En France, le nombre des exploitations agricoles a diminué en quinze ans de 2.300.000 à 1.500.000. Cela veut dire que trois millions de personnes au moins se sont déplacées vers les villes et ce mouvement a affaibli l'aire de domination sociale du capitalisme. Le pouvoir capitaliste se concentre, mais dans le même temps son influence sociale diminue. La même chose en ce qui concerne le petit commerce. De 2.800.000, les petits commerçants sont passés au nombre de 40 % : le reste a été évincé du commerce. Sur plus de 280.000 petites industries, il en reste moins de 100.000 : la production est concentrée dans de grandes industries. A peu près dans le monde entier, presque toute la grande production industrielle est assurée par une concentration de grandes industries. A peu près dans le monde entier, presque toute la grande production industrielle est assurée par une concentration de grands capitaux à laquelle participent les Yankees. C'est le cas en Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, au Japon. Les yankees ont en leur pouvoir une quantité de capitaux dont les entreprises particulières ne disposent pas. Pour supporter la concurrence aujourd'hui, il faut élever la productivité, c'est-à-dire diminuer le temps socialement nécesaire pour produire, réduisant ainsi le coût de production pour pouvoir faire face à la concurrence au niveau des prix, de la vente, pour pouvoir supporter la concurrence des Etats ouvriers, et des autres capitalistes ; et également, pour pouvoir supporter les frais entraînés par la préservation du système capitaliste, frais qui ont quintuplé en dix ans. Le Vietnam le montre. Au Vietnam, l'impérialisme a dépensé 65 milliards de dollars par an. Cette somme aurait suffi pour assurer un budget pour toute l'Amérique Latine pendant sept ans. Cet exemple montre comment fonctionne le capitalisme aujourd'hui. Il n'a pas le moyen de faire autrement : c'est le capitalisme d'aujourdhui. Pour vivre et subsister, le capitalisme a besoin de renforcer la concurrence entre les grands capitalistes, les grands monopoles, les grandes sociétés multinationales, qui se concentrent sans éliminer pour autant la concurrence entre l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, l'Italie. Pour subsister, enfin, tous les capitalistes ont besoin de supporter la concurrence des Etats ouvriers avec lesquels ils entrent en concurence à échelle mondiale. Cela les oblige à une augmentation encore plus grande de la productivité et de la concentration des capitaux pour pouvoir être compétitifs au niveau des prix, tout en supportant les dépenses de préservation du système capitaliste. Ces deux conclusions sont fondamentales.

Dans le même temps, et bien que le capitalisme consacre une grande proportion de ses investissements de capitaux pour se préserver lui-même et concurrencer les Etats ouvriers, les masses, elles aussi, par leurs actions, leurs grèves, leurs luttes ininterrompues, remettent constamment en question le capitalisme. Il n'y a pas de mois, dans aucun pays, où il n'y ait pas de grandes grèves. Il n'y a plus, comme dans le passé, des périodes calmes et des périodes de grèves, comme mai 1968. Maintenant, c'est tout le temps Mai par la volonté de lutte des masses, la crise du système capitaliste, la désarticulation des capitalistes entre eux et l'influence mondiale des Etats ouvriers.

LE CAPITALISME SIGNIFIE LA GUERRE

Pour affronter les Etats ouvriers, les grands pays capitalistes, ceux qui déterminent la vie du système, ont besoin de gouvernements fascistes. Ils ne peuvent faire face avec des gouvernements démocratiques, comme cela se voit en Belgique, en Allemagne, en Italie, en France, et comme on va le voir bientôt aux Etats-Unis, si le régime capitaliste dure assez pour cela. Comme ils ne peuvent pas parvenir à instaurer ces gouvernements fascistes — cela ne dépend pas d'eux mais de conditions historiques dont le capitalisme ne dispose pas et qu'il ne peut pas créer — on assiste à une désintégration du système capitaliste. Le capitalisme ne peut fournir de solution à aucun problème parce que son seul souci est de se préserver face à l'antagonisme essentiel, celui qui le ronge et le désintègre intérieurement, c'est-à-dire les Etats ouvriers qui influencent la lutte des masses du monde entier. Le capitalisme prépare donc une réponse. Laquelle ? Une réponse économique ? Il l'a déjà essayée et elle se démontre actuellement inefficace.

La riposte économique n'élimine pas la crise intérieure du système capitaliste ni la concurrence interne. Cette concurrence interne s'exprime sous forme de crises : crise du dollar, crise de la monnaie, crise de l'or, crise des exportations, crise des prix et, constamment, hausse du coût de la vie, inflation, déflation. Tous les maux, les uns après les autres ! Le système capitaliste n'a plus de stabilité. Pour la récupérer il aurait besoin d'un gouvernement fort, du fascisme, pour écraser le mouvement des masses, rendre dociles le Parti Communiste et le Parti Socialiste et imposer des solutions militaires. Le capitalisme essaie de le faire, comme en Italie et en France, mais il ne parvient pas à imposer le fascisme : les conditions historiques ne le permettent pas !

Dans le passé, les Partis Communistes refusaient complètement de parler de la guerre, ils en excluaient totalement la possibilité. Ils croyaient que ne pas en parler éloignait la guerre. Mais celle-ci est le résultat de la lutte de classe. Lénine et Marx donnent une définition : « Le capitalisme, c'est la guerre ». En effet le capitalisme ne peut résoudre aucun problème au moyen de la raison, de l'intelligence et conformément à la nécessité. C'est impossible pour lui : le capitalisme résout les problèmes en fonction de ses intérêts. C'est ce qui lui convient qui a de la valeur à ses yeux. Ce qui n'a pas d'intérêt pour lui, ce qui est contraire à ses intérêts, peut bien mourir. C'est ainsi qu'est faite la mentalité du capitaliste, c'est le raisonnement de classe. Il n'y a pas de force historique, aucun fait, aucun événement capables de modifier cette façon de penser du captialisme. Il raisonne en tant que classe et ne peut donc pas changer.

Dans « L'Etat et la révolution » Lénine fait une analyse de l'Etat capitaliste. Il montre en particulier et de manière indiscutable que pour développer l'économie et société, il faut détruire l'Etat capitaliste. assurer le progrès de n'importe quelle société, il faut détruire l'Etat capitaliste. Celui-ci se compose des institutions bourgeoises, de la banque, du gouvernement, de l'appareil législatif, de l'armée, de la police, de la justice. Tous ces appareils pensent et raisonnent en fonction de la défense de la propriété privée, de son développement et de sa reproduction. Les codes du capitalisme sont les codes de la reproduction constante de la propriété privée. Ce que les capitalistes recherchent, quand ils condamnent un délinquant, c'est que la propriété privée s'étende et se développe. Quand le capitalisme fait la guerre, c'est la propriété privée qui s'étend et qui se reproduit pour se défendre. C'est la propriété privée qui détermine la manière de penser du capitalisme, ce qui forme ses sentiments, sa conscience, ses rapports, ses liens, sa vision du monde, ses affections, ses défauts, tout. C'est la propriété privée et l'intérêt de la reproduction privée qui s'exprime à travers la compétition et la concurrence, qui se développent à travers tout un processus contradictoire. Processus contradictoire signifie qu'un tel processus ne peut pas être harmonieux, qu'il se développe au milieu de luttes internes, l'un contre l'autre. En défense de leur intérêt politique et social de classe, ils se rebellent, s'attaquent, s'agressent mutuellement au moyen de la concurrence.

Tels sont les rapports qui déterminent la manière de penser du capitalisme. Vouloir changer cette manière de raisonner du capitalisme, c'est s'appuyer sur le vide. Il faut lire « L'Etat et la révolution ». Les communistes vont dire que c'est une autre époque, différente. En effet, mais en quoi est-elle différente ? Elle est différente, meilleure, parce qu'il y a maintenant quatorze Etats ouvriers. Mais le capitalisme pense-t-il différemment maintenant qu'avant ? La conduite des classes se trouve-t-elle changée par le fait qu'il y a maintenant quatorze Etats ouvriers ? Qu'est-ce qui a changé dans l'Histoire ? Les conditions sont maintenant plus favorables à la révolution parce qu'il y a quatorze Etats ouvriers, mais le captialisme pense en tant que classe.

ORGANISER LA RIPOSTE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Il faut discuter avec les communistes, reprendre les textes pour s'orienter sur la conclusion que la guerre atomique est inévitable. Les communistes disent maintenant que la guerre est possible et la seule guerre possible est la guerre atomique. Le capitalisme, c'est la guerre parce qu'il est incapable de résoudre aucune de ses contradictions et de ses concurrences, ni son antagonisme avec les Etats ouvriers et avec les masses, si ce n'est par la guerre. Il ne dispose pas d'autres moyens. Et quel exemple de l'histoire peut-on citer de comportement de la classe dominante, du capitalisme, dans lequel celle-ci cherche à résoudre les problèmes au moyen de la persuasion, en faisant appel à l'intelligence, à la raison, à la justice ? Quelle justice peut rendre le capitalisme ? Celle du pouvoir capitaliste !

Par contre la Chine a résolu sans guerre le problème de l'existence de 45 nationalités, et l'U.R.S.S. de 25. Et il s'agissait de populations nomades, dispersées : les Etats ouvriers les ont concentrées et leur ont donné tous leurs droits et tous les moyens de développer des pays hier encore complètement nomades. Le conflit sino-soviétique est très profond et la belliquosité de la bureaucratie, et surtout de la bureaucratie chinoise, a conduit à des affrontements proches de batailles militaires. Mais dans les pires circonstances nous avons toujours dit : il n'y aura pas de guerre entre la Chine et l'U.R.S.S., les masses de Chine et de l'U.R.S.S. vont l'empêcher.

Nous ne pouvons pas dire la même chose en ce qui concerne le capitalisme et les Etats ouvriers. Les masses des Etats ouvriers, de Chine et de l'U.R.S.S., vont empêcher la tentative de guerre de la bureaucratie. Mais pas dans le cas du capitalisme. C'est lui qui dirige et qui décide. Le comportement du capitalisme n'a rien à voir avec celui de l'Etat ouvrier. Il faut en discuter avec les communistes. L'Etat ouvrier peut résoudre les problèmes sans guerre. L'Etat ouvrier et nous voudrions résoudre tous les problèmes sans guerre. Mais cela ne dépend pas de nous, mais des capitalistes, et ils ne peuvent fonder aucun espoir sur l'intelligence et la raison : ils savent qu'ils perdent. Toute la structure, la manière de penser, l'organisation des sentiments, le fonctionnement de tout l'organisme, on pourrait dire le cœur, les poumons, l'appareil digestif du système capitaliste sont déterminés par la propriété privée. Le capitalisme ne peut donc pas penser rationnellement.

Il faut discuter avec les communistes. Ils disent : « Nous allons l'empêcher de faire la guerre, nous allons l'assiéger ». Il ne semble pas qu'on ait pu empêcher grand chose au Vietnam ni au Moyen-Orient où c'est presque la guerre. Les Soviétiques disent maintenant que le capitalisme peut faire la guerre à n'importe quel moment. Sinon, pourquoi aurait-il des armes atomiques ? Quand nous disons : « Il faut prévoir que le capitalisme va faire la guerre », c'est pour que nous ne soyons pas pris par surprise, pour ne pas nous laisser désarmer, pour montrer, à travers l'exemple du Chili, que l'impérialisme n'acceptera jamais de remettre le pouvoir à l'intelligence, à la raison et au progrès.

Il y a des faits qui permettent de mesurer le capitalisme : il y a la concurrence intercapitaliste et les guerres qui ont lieu en ce moment, les guerres qu'il a faites comme au Vietnam. Le capitalisme, c'est ça. Quel autre exemple de conduite peut-il encore offrir ? Il faut en discuter avec les communistes. Nous ne disons pas : le capitalisme va faire la guerre et nous espérons bien qu'il la fasse. Nous luttons pour le pouvoir avant que le capitalisme ne déclenche la guerre. Ce que nous voulons, c'est prendre le pouvoir. Si nous sommes au pouvoir, nous allons réduire les conséquences de la guerre que va faire le capitalisme. Mais avant que la guerre éclate, plus nous avancerons dans le développement de mesures socialistes, plus cela facilitera le règlement de comptes final avec les capitalistes.

C'est ce que doit discuter le mouvement communiste mondial. Le capitalisme prépare la guerre atomique mondiale et la guerre civile. Nous ne nous arrêtons pas pour attendre qu'il les fasse : nous prenons des mesures préventives. Mais en même temps que le capitalisme prépare la guerre, les masses démontrent qu'elles n'en ont pas peur et que les conditions existantes se développent et s'élargissent d'une manière toujours plus favorable au développement mondial de la révolution socialiste.

J. POSADAS (1-1-74).

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

l'un ou l'autre pays capitaliste, mais pour les écraser tous. C'était le comportement des masses à la fin de la 2ème guerre mondiale, mais aujourd'hui, il y a en plus, 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, une crise profonde du capitalisme. Récemment encore, il n'y avait plus de gouvernement, en Italie, en Belgique, en Angleterre ; le gouvernement français était en plein remaniement, le Danemark, la Suède doivent faire de nouvelles élections. Il n'y a plus aucun gouvernement stable. Pourquoi ? ce sont les incessantes luttes des masses, qui n'acceptent pas de subir la crise du capitalisme, et qui font tomber ces gouvernements.

Nous appelons la gauche socialiste, communiste, chrétienne, les militants de la FGTB et de la CSC à s'appuyer sur ce processus pour lancer une mobilisation, pour imposer le programme des nationalisations, pour défendre l'échelle mobile des salaires, le plein emploi. Poser, dans le prochain congrès des J.S. la lutte pour le programme anti-capitaliste, lancer une campagne nationale de meetings, d'assemblées, appeler en commun à discuter ; que faire ? Organiser des conseils dans les usines, pour préparer le plan de mobilisations pour imposer et appliquer ce programme.

Camarades, la solution de la crise ne se trouve pas au Parlement. Les objectifs socialistes peuvent être atteints, au travers de la mobilisation des masses, comme en Angleterre. Il faut s'appuyer sur cette décision, exprimée par la grève générale des mineurs anglais, pour avancer vers le gouvernement de gauche, pour impulser la gauche au pouvoir en Belgique.

19.3.74

LA NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE EN METALLURGIE ET LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE ET L'UNIFICATION SYNDICALE

La convention collective en métallurgie, vient à échéance en avril 74. Les négociations entre les directions syndicales et patronales ont abouti à un pré-accord, que les directions syndicales espéraient faire passer sans encombres, en présentant la nouvelle convention comme pleine d'avantages pour les travailleurs, en évitant de la faire discuter, de faire des assemblées, d'expliquer tous les aspects du pré-accord. Mais, ils ont échoué. Les travailleurs, partout où ils ont eu la possibilité de se prononcer, et malgré le sabotage et le manque de démocratie dans le vote, se sont prononcés à 70, 80, 60 % contre ces projets d'accord négociés dans les sommets ! Il y a une grande volonté de lutter, d'agir, de prendre enfin l'offensive. Ces votes ont eu lieu tout de suite après les élections du 10 mars, et ils montrent que la classe ouvrière, et en particulier dans les grandes usines méralurgiques, a augmenté les voix du Parti Socialiste, pour mener le combat contre le capitalisme, pour s'unifier, se renforcer dans ce but. Le "cap à gauche" des socialistes, don parle maintenant les dirigeants syndicaux de la métallurgie, doit se traduire dans l'organisation des forces des métallurgistes pour arracher des conquêtes plus importantes aux capitalistes. Voilà ce que veut dire l'augmentation des voix au Parti Socialiste !

Le pré-accord présenté aux travailleurs est mauvais, il contient une classe de "paux sociale" pour un an qui est inacceptable ; il contient aussi une partie de la prime de vie chère, que devait être accordée aux travailleurs EN DEHORS de toute nouvelle convention. Cela réduit l'augmentation réelle des salaires à presque rien ; de plus cette augmentation est échelonnée sur toute l'année, ce qui réduit encore son importance. Les travailleurs qui ont voté massivement contre ce pré-accord, voient clairement que la crise du capitalisme va continuer et que celui-ci veut nous la faire payer, que les prix vont poursuivre leur hausse que les impôts, les conditions de vie, à tout point de vue, vont devenir de plus en plus difficiles. Il faut une augmentation substantielle des salaires pour y faire face ! Il faut une augmentation immédiate des salaires, et il faut aussi que les salaires augmentent réellement en fonction du coût de la vie, sans attendre deux mois après l'augmentation de l'index. Il faut que cet index représente la hausse réelle du coût de la vie, et ce sont les syndicats qui doivent l'établir et le contrôler en permanence. POUR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ! C'est un point qui doit se trouver au centre des revendications salariales en métallurgie et la base de toute négociation avec le patronat. Dans la nouvelle convention, il faut exiger aussi : pas un seul licenement, pour le partage du travail existant entre tous les ouvriers de l'entreprise, sans perte de salaires, pour la diminution du temps de travail les 40 et les 36 heures immédiatement. Pour le respect des droits syndicaux dans l'entreprise : la réintégration des délégués syndicaux licenciés à Cockerill, à Caterpillar, l'extension des libertés syndicales dans l'usine : droit d'assemblées quand les ouvriers le décident, sans aucune restriction patronale, respect absolu des crédits d'heures aux délégués syndicaux, refus de la paix sociale, droit de faire la grève quand les ouvriers le jugent nécessaire, et le décident à la majorité simple.

Les projets de convention collective pour 1974 n'ont jamais été soumis aux ouvriers. Ce sont les dirigeants syndicaux, les permanents qui les ont élaborés et ensuite discutés avec les patrons sans même consulter les travailleurs. Maintenant, ils veulent faire accepter une convention encore plus limitée que le projet lui-même. Si les directions syndicales ne peuvent obtenir plus des patrons capitalistes, ils en portent toute la responsabilité : les luttes de la classe ouvrière dans tous les pays d'Europe capitaliste montrent que les travailleurs arrachent des conquêtes importantes au capitalisme, quand ils se lancent dans une lutte dure, dans la grève générale résolue, ferme, quand ils unifient toute les forces dans ces actions qui attaquent directement les intérêts capitalistes. Il faut discuter l'exemple de la grève générale des mineurs en Angleterre, le triomphe de LIP, les grèves actuelle en France, en Italie, en Allemagne, où les travailleurs ont obtenu d'importants résultats. Ici, et dans la métallurgie en particulier, tout ce que l'on obtient des patrons avec la négociation bureaucratique, ce sont des 1, 1,5 %,quand la vie augmente en flèche jour après jour. Les dirigeants de la FGTB et de la CSC utilisent la grève uniquement dans leurs paroles, pour faire une menace en l'air, ils n'osent pas passer à l'action. Ou bien quand on décide une grève, c'est pour faire un arrêt de 24 heures dans une usine, 12 heures dans une autre. Cela désunit les ouvriers et les démobilise. Ce qui se passe pour le moment aux ACEC le prouve bien ! Le manque de démocratie syndicale empêche la mobilisation des travailleurs. Quand on vote pourtant, cela fait 70 à 80 % pour rejeter le pré-accord. Il faut continuer cette lutte, en organisant des actions, des assemblées, des discussions dans les ateliers, dans les réfectoires, pour que les 70 % contre, puissent s'exprimer pour un programme de combat ! Les militants de l'avant-garde syndicale, du PCB, du PSB, de la gauche chrétienne doivent intervenir partout, pour faire discuter et voter des motions, des résolutions, des communiqués d'assemblées, pour proposer un autre projet de convention, contenant des revendications substantielles, et un plan de lutte pour arracher ces revendications aux capitalistes. Nous appelons tous les camarades qui ont voté pour faire changer le PSB, qui ont voté communiste, trotskyste, à organiser ces forces à l'intérieur des usines : il faut faire peser les usines dans la solution de la crise capitaliste. Les mineurs anglais ont renversé le gouvernement conservateur avec la grève générale, et c'est un gouvernement travailliste qui a répondu à leurs revendications de salaires. Ici aussi, l'orientation du prochain gouvernement a beaucoup d'importance pour la réalisation des revendications ouvrières, en métallurgie en particulier. Le capitalisme veut imposer un bloquage général des salaires. C'est un projet sur le plan de toute l'Europe. La mobilisation des forces de la classe ouvrière peut faire échec à tous ces plans. Pour cela, il faut que les travailleurs aient la parole dans le syndicat, dans l'usine ! Il faut discuter tous les problèmes en assemblées, faire des assemblées immédiatement, pour discuter ce pré-accord en métallurgie, et que tout le monde ait le droit à la parole, discuter, échanger des idées, discuter les moyens d'action à employer ; il faut des délégués qui obéissent aux résolutions des assemblées ! Les travailleurs ne vont plus supporter longtemps les permanents syndicaux qui sont derrière leur bureau et s'arrangent avec le patron sur le dos des ouvriers. Déjà dans beaucoup d'usines, le référendum a donné comme résultat, un NON écrasant au projet de misère accepté par les dirigeants syndicaux. Cela ne suffit pas. Il faut faire des assemblées pour discuter, sur quelles revendications s'en tenir, et comment imposer ces conquêtes aux capitalistes.

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet - B.P. 273 Charleroi 1—

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operaro (T) Clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T)

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap 11 Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 — Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien)

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IVe Internationale.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

Editeur Responsable: POLET Cl. : Boîte Postale 273 / Charleroi
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

Le sens de la nouvelle "révolution culturelle" en chine

17 Février 1974 — **J. POSADAS**

(pages centrales)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 12e ANNEE 29 MARS 1974 No 214

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Editions Revue Marxiste

VIENT DE PARAITRE :

Soljenitsyne, l'Union Soviétique et la lutte pour le socialisme

14 Février 1974 **OSADAS**

page 3 — DANS LA METALLURGIE DE CHARLEROI UNIR LES USINES EN LUTTE POUR EMPECHER LES LIENCIEMENTS ET POUR AUGMENTER LES SALAIRES !

PREPARER AVEC DES GREVES LOCALES DES ASSEMBLEES, AVEC LA GREVE DES ACEC, LA GREVE GENERALE POUR LES SALAIRES ET POUR FAIRE AVANCER LE FRONT DE LA GAUCHE.

EDITORIAL

Les nouvelles conventions collectives sont à peine discutées, et dans certains endroits acceptées, que déjà le capitalisme se lance à une nouvelle offensive contre la classe ouvrière. L'augmentation des produits pétroliers, des médicaments, – qui étaient soi-disant bloqués –, ainsi que d'un grand nombre d'autres produits, montre bien que la bourgeoisie ne respecte aucun des engagements qu'elle prend, et qu'elle veut faire passer toute la crise, l'inflation, sur le dos de la classe ouvrière. Les négociations du Marché Commun agricole aboutissent aux mêmes résultats : augmentation des prix de tous les aliments de base, le lait, le beurre, la viande, le pain.

Face à tout cela, une riposte nette de la classe ouvrière est nécessaire. Elle a déjà commencé : la préparation de la grève générale aux ACEC de Charleroi, ouvriers et employés, fait partie de cette riposte, les grèves dans de nombreuses usines, dans tout le pays ; la rébellion des petits paysans aussi. En même temps, le capitalisme veut licencier des travailleurs (aux ACEC, chez Allard, Nova, Atieffe, etc..) et il rencontre une solide résistance de la classe et une ferme décision de se lancer au combat et de vaincre : c'est dans ces luttes que s'exprime "la majorité de gauche qui existe déjà dans le pays", et à laquelle André Cools fait indirectement appel dans "Le Peuple". Cette majorité existe en effet : ce sont tous les travailleurs qui se mobilisent, qui sont en partie dans la CSC et ont même voté pour le PSC-CVP, mais qui obligent le congrès de la CSC à discuter le principe des "conseils des travailleurs". Comment les gagner à rompre avec le PSC, pour s'organiser en parti chrétien de gauche ? Il vaut leur donner confiance, leur montrer qu'ils peuvent compter sur la gauche socialiste, sur sa résolution de prendre la tête des luttes des masses pour couper court aux projets de la bourgeoisie.

Mais il faut, fondamentalement, que le PSB arrête toutes les manoeuvres electorales au post-électorales, telles que celles qui se sont déroulées dans les élections des conseils provinciaux ; l'appareil socialiste a accepté et choisi de s'allier avec la droite social chrétienne et même avec les libéraux dans la province du Luxembourg. De tels accords ne sont pas faits pour donner confiance aux militants de la gauche chrétienne.

Il faut, au contraire, multiplier les assemblées libres, proposées par A. Cools. Notre Parti appuie cette initiative et appelle à ouvrir ces assemblées à toutes les forces de gauche : Parti Communiste, Posadistes, et aux organisations syndicales. Nous appelons aussi à continuer la discussion dans la presse ouvrière. C'est une bonne manière d'impulser le discussion dans l'ensemble du Parti et de ne pas s'enfermer dans les sommets. Il faut mettre en discussion dans ces assemblées, tous les points d'un programme anti-capitaliste pour unifier les forces de gauche.

Le MOC vient de prendre position sur les nationalisations, en s'y opposant. Il faut mener une discussion publique pour explique la nécessité des étatisations : dans l'immédiat il faut discuter la nécessité d'étatiser ; sous contrôle ouvrier, toutes les compagnies pétrolières. C'est la seule façon d'assurer le progrès pour la population, et d'affronter le capitalisme pour l'empêcher de détenir tous les pouvoirs dans ses mains. Comment faire face aux fermetures d'entreprises, si ce n'est par l'étatisation de toutes les usines en crise, et pour faire en sorte que tous les bénéfices de l'automation reviennent aux travailleurs. Le M.O.C. propose l'auto-gestion, mais remettre en cause le pouvoir capitaliste. Ce qu'il faut, c'est produire selon les besoins de la population, planifier l'économie. Le capitalisme est contre cette planification car il défent ses intérêts de classe exploiteuse. Il faut l'exproprier. Il faut, pour cela, s'appuyer sur la décision de lutte de la classe ouvrière, qui s'exprime dans toutes les grèves, ACEC, Burroughs etc.

Le capitalisme poursuit sa crise de dèsagrègement intérieur. Ce n'est pas une crise passagère, limitée à la Belgique, qui va passer et s'arranger. Le capitalisme ne péut plus fonctionner normalement. Sa base sociale d'appui diminue sans cesse. Tous les pays dits "sous-développés", cherchent à progresser avec des mesures de collectivisation, d'expropriations ; ils cherchent à prendre le contrôle des matières premières, s'appuient sur les Etats ouvriers, pour ne plus dépendre du contrôle de l'impérialisme et du capitalisme.

En se basant sur tout ce processus, en voit bien que la participation du PSB à un nouveau gouvernement avec la bourgeoisie, comme le souhaite une partie de la direction socialiste, va contre tous les intérêts des masses. Claes se déclare prêt à discuter avec le formateur pour revenir au gouvernement. C'est le capitalisme qui a besoin de la direction socialiste, pour servir de tampon face aux luttes qui se préparent dans la classe ouvrière, dans l'autres secteurs des masses exploitées, comme les petits agriculteurs, les petits commerçants. Il faut lutter avec intransigeance dans le PSB, pour que la direction s'en tienne, au minimum, au "programme des 9 Conditions" !

Nous appelons les militants de la gauche socialiste, les militants de la FGTB, de la CSC, à réaliser l'organisation d'assemblées dans toutes les usines, avec l'objectif de discuter un plan de mobilisations, de grèves, pour préparer la grève générale contre le plan capitaliste, contre le gouvernement anti-populaire qu'ils cherchent à former, pour obtenir de meilleures conventions collectives : pour l'augmentation immédiate de tous les salaires de 10 F à l'heure. Nous appelons les militants, la base socialiste, chrétienne à poser en assemblée, le refus de la participation du PSB à un tel gouvernement. Nous appelons les sections socialistes des entreprises à se réunir et à décider la non-participation et en même temps à proposer un programme d'action immédiate et poser la nécessité d'un gouvernement de gauche. Cette majorité de gauche existe ! C'est dans les luttes, les mobilisations, les grèves, qu'elle doit pouvoir s'exprimer.

Les militants de gauche doivent s'appuyer sur cette certitude pour mener la lutte dans leur Parti. Il y a des conditions pour aller beaucoup plus loin. Le progrès est très rapide : il y a à peine deux mois, la gauche socialiste ne voyait pas comment faire pour discuter un programme de gauche. C'est l'avant-garde socialiste, et communiste, trotskyste, ouvrière, qui a aidé, poussé les secteurs les plus sensibles du PSB à faire ces changements. C'est la lutte mondiale des masses, de l'avant-garde prolétarienne qui alimente constamment la confiance dans le socialisme ; en Argentine, à Cordoba, la classe ouvrière s'est lancée dans la grève générale politique, pour défendre les gouverneurs péronistes de gauche contre le coup des policiers et de la droite péroniste, pour défendre des conquêtes populaires, au Chili, des milliers de personnes manifestent, au chant de l'Internationale, lors de l'enterrement de Toha, dirigeant de l'Unité Populaire assassiné par la Junte des militaires. Des ouvriers font des grèves, à Santiago et dans d'autres villes, montrant bien que les masses ne se sont pas laissé écraser. C'est un front unique mondial qui fait avancer, agir les masses et qui pressionne constamment les organisations ouvrières, les syndicats.

De la même manière, cette action mondiale, et la décision des masses socialistes de faire peser le syndicat dans la lutte pour changer la société, font parler De Bunne comme il l'a fait contre les grands trusts pétroliers, exigeant l'application des "initiatives industrielles publiques". De Bunne attaque les sociétés multinationales, sans se lancer contre le capitalisme belge lui-même ; mais il laisse ainsi les portes ouvertes à l'intervention de la gauche. Sa propre attitude est la démonstration qu'il n'existe pas de solution syndicale à la crise capitaliste, mais une solution politique, révolutionnaire.

Nous appelons à l'organisation de comités d'usines, de quartiers, de conseils ouvriers dans les usines, à mettre sur pied le front unique de la gauche à partir des entreprises pour donner force et sécurité à la lutte pour un programme de gauche dans le PSB, et pour être la base qui fera avancer la gauche du pouvoir.

25.3.74

Le congrès de la CSC et la discussion sur les conseils de travailleurs.

Les déclarations issues du Congrès de la CSC, à propos de la nécessité de changer les conseils d'entreprises en conseils de travailleurs, et de lutter pour l'autogestion et non pas la cogestion sont très importantes et réprésentent un progrès dans les discussions intérieures du Syndicat chrétien, même si les conclusions pour organiser effectivement la réalisation de ces conseils dans les usines sont très limitées. L'avant garde ouvrière chrétienne va utiliser ces progrès dans la lutte contre le patronat et le capitalisme.

Ces changements dans le syndicat chrétien, qui était à l'origine un Syndicat jaune, antisocialiste, sont déterminés principalement par toutes les luttes de la classe ouvrière du pays, par la crise du capitalisme, et par la décomposition de l'Eglise. L'Eglise qui était un des piliers du système capitaliste est en train de se décomposer complètement. Des tendances s'en détachent et appuient toutes les luttes révolutionnaires des peuples dans le monde. Cela se vérifie dans tous les pays. De plus en plus des groupes de curés, interviennent, font des déclarations en défense de toutes les mobilisations de la classe ouvrière, des grèves, des occupations d'usines, parcequ'ils sentent que le capitalisme est au bout du rouleau et ne peut plus offrir aucune perspective.

Dans la démocratie chrétienne également, des secteurs chrétiens de gauche veulent un changement de société refusent la politique capitaliste du PSC et cherchent l'unfication avec les socialistes et les communistes.

Les Syndicats reçoivent également l'influence de toute la situation mondiale, luttes de la classe ouvrière en Europe, et doivent refléter d'une manière ou d'une d'autre cette influence. Les Syndicats reçoivent la pression directe des ouvriers dans les usines, et ils y répondent partiellement. La discussion de la transformation des conseils d'entreprises en conseils d'usines, de la lutte pour l'autogestion au lieu de la cogestion reflète la volonté de toute la classe ouvrière d'en finir avec tous les organismes de conciliation, d'imposer la démocratie syndicale, de lutter pour de meilleures conditions de travail, pour la dignité humaine et pour changer la société. Pour cela poser la nécessité de changer les conseils d'entreprises où les représentants patronaux et ouvriers, représentés par les directions syndicales, sont à égalité ; en conseils de travailleurs d'où les patrons sont exclus doit être mis en discussion dans tout le mouvement syndical dans toutes les usines.

Le Conseil de travailleurs représente un progrès par rapport aux conseils d'entreprises mais il n'est pas un organisme de double pouvoir de la classe ouvrière. Dans les élections syndicales tous les 4 ans, les ouvriers vont élire d'autres travailleurs, qui vont les représenter dans un conseil

(Suite à la page 4)

LE SENS DE LA NOUVELLE "REVOLUTION CULTURE

17 février 1974

Les dirigeants chinois lancent cette accusation contre les Soviétiques (1) dans le but de contenir l'influence de ces derniers — ou d'une aile pro-soviétique — en Chine. Toutes ces dénonciations sont complètement fausses. Elles sont le fait d'une camarilla bureaucratique — qui agit comme Staline mais sans avoir la force d ecelui-ci — qui cherche à se maintenir et à se défendre contre la concurrence de la bureaucratie soviétique et de sa politique qui, de toutes façons, affronte l'impérialisme. Non seulement toutes ces accusations sont fausses, mais en outre elles puisent leur origine dans une intention, un objectif criminel : affaiblir les forces de l'Union Soviétique, alors que celle-ci est le principal soutien dont disposent les masses du monde contre la tentative de l'impérialisme de les massacrer.

En se consacrant à défendre les intérêts de la clique bureaucratique, la direction chinoise applique la politique de Staline, sans avoir la force de celui-ci, ni les conditions et les perspectives historiques sur lesquelles Staline pouvait compter. Tout ce que dit cette direction est mensonge, n'existe pas, est en dehors de tout sens commun. Un pays qui fait ce que fait actuellement l'Union Soviétique ne peut pas avoir un million de prisonniers politiques, ne peut ni torturer, ni réprimer, ni dominer et contrôler au moyen de l'oppression. La direction peut tout au plus exercer une domination bureaucratique, dans laquelle l'oppression n'a plus le même rôle qu'avant.

En Union Soviétique, le prolétariat n'oppose pas de résistance au régime. S'il le faisait l'U.R.S.S. ne pourrait pas faire ce qu'elle a fait, ce qu'elle fait : appuyer le Vietnam, l'Amérique Latine, l'Asie, le Moyen-Orient. C'est le prolétariat soviétique qui paie toute cette aide. Celle-ci se répercute en diminution de salaires et du niveau de vie des ouvriers soviétiques : ceux-ci n'élèvent aucune protestation. C'est une aide au mouvement révolutionnaire, aux luttes contre l'impérialisme, contre le capitalisme, payée aux dépens des salaires. Les dirigeants chinois ne disent pas un mot de cela. Ils sont aussi misérables que Staline : ils ont les mêmes intérêts et la même mentalité que lui. Ils agissent en mandarins, en maitres de la Chine, et non en fonction de leur polémique avec la bureaucratie soviétique. Il est possible de mener une telle polémique, mais ce doit être en défense de l'intérêt de la révolution.

Les mensonges des dirigeants chinois ont pour but de défendre leurs intérêts de camarillas : ils sentent que l'Union Soviétique exerce une influence sur la Chine. Et aussi que la nécessité de rompre l'alliance entre la Chine et l'impérialisme s'élève. Les accords entre la Chine et les Etats-Unis ne sont pas de même nature que ceux qui existent entre ceux-ci et l'U.R.S.S. : l'Union Soviétique passe des accords avec Nixon, mais elle appuie les luttes au Moyen Orient, au Vietnam, en Amérique Latine et elle appelle les Partis Communistes à mener une politique anti-impérialiste et elle les soutient ouvertement.

La politique des dirigeants chinois a pour but de défendre leurs intérêts bureaucratiques. Et c'est parce que les forces qui vont les renverser sont en train de monter qu'ils se lancent à se défendre. Ils n'interviennent pas pour proclamer des principes, une politique, ils n'offrent pas un front unique — comme les Soviétiques le font vis-à-vis d'eux —, ils n'appellent pas à une lutte contre l'impérialisme, ils ne lancent pas un programme d'appui à la révolution. Ils soutiennent au contraire tout ce qu'il y a de pire.

Tel est le sens des accusations lancées par la direction chinoise. C'est la raison pour laquelle les journaux capitalistes eux-mêmes soulignent que les Chinois « citent bien peu d'exemples » alors qu'ils parlent des emprisonnements, des tortures et des répressions de 1960 à 1972, c'est-à-dire pendant douze ans, en Union Soviétique. Les Chinois ne se réfèrent pas à des intellectuels comme Soljenitsyne, parce que ce n'est pas un exemple qui plaide en leur faveur. En même temps, les intellectuels exposent une série de revendications que les Chinois non plus ne peuvent pas leur accorder, parce qu'ils n'y ont aucun intérêt : la liberté pour permettre la pénétration de l'alliance avec l'impérialisme.

Les dirigeants chinois défendent l'intérêt national chinois, à la manière de Staline. Ils ne se livrent pas au capitalisme, mais ils défendent un nationalisme chinois : pour ce faire, ils doivent s'appuyer sur des couches sociales qui favorisent et développent en Chine un processus du même type que celui de Tchécoslovaquie, du même type que Dubcek et Ota Sik.

Cette politique des dirigeants chinois a ses origines dans la politique de l'Union Soviétique du temps de Staline, dont elle est une des conséquences. C'est un produit de l'existence de la bureaucratie soviétique, de l'absence de fonctionnement des soviets de démocratie soviétique, de l'absence de fonctionnement indépendant des syndicats et de fonctionnement du Parti Bolchevique, de l'abandon du marxisme en U.R.S.S. du temps de Staline, après Staline et encore maintenant, malgré le processus de régénérescence partielle en cours.

Les Soviétiques doivent lancer un appel à une discussion publique, en mobilisant l'opinion publique ouvrière du monde entier, les Partis Communistes et les Partis Socialistes. Il faut appeler à une discussion pour renverser le système capitaliste, pour former un front unique contre l'impérialisme, pour un appui inconditionnel à la lutte des masses du monde entier. Il faut ouvrir une discussion sur la construction du socialisme. Il faut convoquer un congrès ou une conférence démocratique, soviétique, avec plein droit pour y discuter de tout, et lancer un appel à un front unique anti-impérialiste et anti-capitaliste avec les Chinois. Pour cela il faut dénoncer que l'impérialisme prépare la guerre, appeler les Chinois à un front unique et leur demander d'intervenir dans cette discussion. Il faut accorder aux syndicats soviétiques la liberté d'intervenir, de lancer des appels, il faut rétablir la démocratie soviétique, faire sorte que les syndicats et les soviets fonctionnent et lancent des appels à la Ch En agissant ainsi, l'U.R.S.S. brisera la tative actuelle des dirigeants chinceux-ci ne peuvent espérer aucun sude leurs calomnies.

Les Chinois rendent publiques mai nant ces accusations parce qu'elles destinées à la réunion que les Soviétiq ont organisée avec 67 Partis Communis Les Chinois cherchent à faire pression cette réunion, mais toutes ces accusati sont absurdes. La politique que mène tuellement l'Union Soviétique, d'appui mouvements révolutionnaires contre l périalisme, ne peut pas être menée front avec la répression dont les Chi accusent la direction soviétique à l'i rieur de l'U.R.S.S. C'est l'intérêt natio liste chinois qui pousse la direction noise à formuler de telles accusation

LA « REVOLUTION CULTURELLE » CHERCHE A DEVIER LA DISCUSSION REELLE

La « révolution culturelle » dont ils parlent actuellement est un simulacre. C'est une lutte superficielle qui cherche à cacher celle qui existe réellement. Discuter, argumenter et polémiquer à propos de Confucius n'a aucune valeur. Ce n'est pas une discussion qui tend à élever la capacité de compréhension, au contraire, c'est une discussion abstraite, qui tend à cacher cette capacité. Discuter à propos de Confucius n'a aucune importance, aucune valeur, n'apporte aucune contribution au développement de la pensée révolutionnaire. L'expérience des masses, elle, y contribue.

Confucius n'est en rien intervenu dans l'organisation de la pensée révolutionnaire. Marx et Engels y ont contribué, les socialistes utopiques aussi. Mais pourquoi aller chercher des prédécesseurs du temps de l'esclavage et de la féodalité, qui n'ont rien à voir avec la pens socialiste, alors que les Chinois ont leurs propres expériences concrètes, celles du Vietnam, la leur ? Pourquoi ne pas discuter des problèmes d'aujourd'hui ?

Comment en rester à la superficialité que signifie la discussion sur Lin Piao, alors qu'il y a, en ce moment, des problèmes concrets ? Comme, par exemple : Quelle est actuellement la situation dans le monde ? Le Vietnam vient de gagner. L'impérialisme se prépare à une agression contre le développement de la révolution socialiste dans le reste du monde. Les luttes des masses s'élèvent au Japon, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, en France, en Italie, en Angleterre. Le progrès de la révolution pose partout le problème : comment avancer ? Quelles sont les expériences pour construire le socialisme ? De quelle expérience disposent les camarades chinois pour savoir comment avancer dans la construction du socialisme ?

Il n'est pas possible de progresser dans la construction du socialisme sans une politique mondiale, sans intervenir dans le processus mondial. La base essentielle de la construction du communisme est la conviction théorique et politique, la conclusion programmatique et tactique d'avancer dans la révolution. C'est par cette voie qu'on obtient les moyens matériels, l'élaboration et la planification de l'économie et le progrès industriel. Sans cela, ce progrès se fait de manière bourgeoise, individuelle, par cliques, sectes. Voilà ce que la Chine doit discu aujourd'hui. A quoi sert de discuter Confucius ? Pourquoi discuter de mani indirecte ? Pourquoi discuter entre gr pes alors qu'il y a les masses et q faut les faire intervenir ?

La direction chinoise cherche à fa avorter une discussion réelle, que se tr ve dans la volonté du Parti et des gran masses, qui veulent discuter, et qui pond aussi au fait que la Chine ne p pas continuer cette politique d'allia objective avec l'impérialisme, alors que structure économique et sociale du mo clame l'exigence de l'unification de Chine et de l'U.R.S.S. Cette unificat sera l'instrument le plus important, plus complet, le plus précieux, du prog de l'humanité.

Les Chinois dévient cette discussi Ils la mènent de manière camouflée, cachant la nécessité réelle et les for réelles qui veulent discuter pour int venir. C'est pourquoi ils dévient le dé sur Confucius, Lin Piao, et ne donnent position, ni politique, ni programme, citent aucune expérience, ne font auc parallèle avec ce qui se passe aujourd'h Alors que ce qu'il faut discuter aujo d'hui c'est : Que démontre l'Indochin Que les masses indochinoises, appuy par le prolétariat mondial et par Etats ouvriers et concrètement et parti lièrement par l'Union Soviétique, triomphé. Cela montre bien que l'impér lisme n'a pas la force de triompher, b qu'il prépare la guerre atomique. C signifie appuyer l'impérialisme con l'U.R.S.S. ? Servir l'ennemi ! Pourquoi pas discuter directement avec la Ch les problèmes de l'économie et de la p tique ? Pourquoi ne pas faire en sorte les syndicats chinois discutent ouver ment et interviennent ? Il faut appe l'U.R.S.S. à en faire autant : que les sy dicats soviétiques discutent ouverteme que les soviets fonctionnent. Il faut cuter de manière soviétique, en U.R.S comme en Chine, et dans les autres Et ouvriers. L'expérience la plus compl est qu'aujourd'hui, l'impérialisme n'a p de force pour triompher et se prépa pour la guerre atomique. Tout le systè capitaliste se désintègre et il va le fa continuellement. Tels sont les problèm qu'il faut discuter.

LE PROLETARIAT CHINOIS ET SOVIETIQUE DOIVENT DISCUTER ET INTERVENIR

Le prolétariat montre qu'il est irremplaçable à la direction de l'économie, de la politique et pour l'élaboration de la pensée. Car seul le prolétariat a une assurance irremplaçable. Alors, pourquoi ne pas faire intervenir les ouvriers pour discuter de Lin Piao et de Confucius, mais aussi de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, des expériences actuelles de la révolution ? Pourquoi les ouvriers n'interviendraient-ils pas ?

Discuter autour de Confucius est une manière superficielle de discuter, qui n'apporte absolument aucune contribution à la formation de la pensée, à l'expérience révolutionnaire des masses chinoises. Discuter de Confucius est une manière de discuter abstraite, éloignée des problèmes qu'il faut réellement discuter. Il faut discuter des problèmes d'aujourd'hui : pourquoi les syndicats n'interviennent-ils pas ouvertement et directement ? Ils doivent le faire !

En U.R.S.S., on a au moins fait des re nions, des discussions d'appui au Vietna au Moyen Orient, à Cuba. En Chine, n'y a pas de réunions et par la discussi actuelle la direction cache les problèm pour contenir une discussion beauco plus ynamique et profonde : elle escam la vraie discussion. Ils contiennent discussion dans les sommets, pour évi que la base ne pèse et prenne des mesu démocratiques soviétiques.

C'est une dispute entre cliques, au n d'intérêts locaux, régionaux. Le manq en Chine d'un parti qui reflète le pouv centralisé, l'intérêt centralisé du pays, veloppe et sépare les intérêts locaux et aboutit à une sorte de Yougoslavie. Tr « révolutions culturelles », dans un la de temps aussi court et qui formulent critiques, des accusations, mais aucu accusation concrète quant à la politiq au programme, à la comparaison et à vérification des expériences, aucune at

Presse Trotskiste

EDITIONS REVUE MARXISTE : en Espagnol, Italien, Français, Anglais, Suédois, Allemand, Arabe, Grec et Perse

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

LE "EN CHINE

J. POSADAS

ique contre l'alliance avec l'impérialisme yankee, indiquent que ce que défendent ceux qui discutent sont des intérêts locaux. Il n'y a pas une seule attaque contre l'impérialisme yankee, alors que sur certains aspects, pas tous, la politique de la Chine est une alliance objective avec l'impérialisme contre l'U.R.S.S.

Les dirigeants chinois défendent des intérêts nationalistes, chauvins, des intérêts liés au pouvoir intérieur. S'attaquer à Beethoven est une excuse, une manière très indirecte et fausse de poser les problèmes. On peut discuter très directement de ce qui est bourgeois et de ce qui ne l'est pas, sur la base de positions politiques, programmatiques, en lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Quelle est la position de la direction chinoise ? Parce que cette manière indirecte de poser que celui qui écoute Beethoven ou qui lit Confucius est un bourgeois ne sert qu'à cacher les intérêts que défendent les camarillas qui discutent entre elles. Ces intérêts ne sont pas révolutionnaires, sinon ils en discuteraient directement.

Cette discussion montre en même temps la vie politique arriérée du Parti Communiste Chinois ne discute aucun problème du monde, la résolution ne prend aucune position sur les problèmes mondiaux de la lutte de classes, du développement de la révolution socialiste ou des Etats ouvriers de la situation dans le monde entier. Alors qu'il y a un très grand progrès de la lutte des masses et de la révolution et un recul constant, une désintégration du système capitaliste, sans que celui-ci soit éliminé toutefois, parce qu'il a la force de répondre par la guerre atomique. Voilà ce qu'il faut discuter.

Quand on ne le fait pas, c'est parce qu'on discute d'intérêts locaux, de cercles qui discutent pour s'intimider mutuellement et pour s'appuyer sur la déclaration d'intérêts révolutionnaires et pour cacher les intérêts locaux, bureaucratiques. Cela exprime en même temps le manque de tradition et de préparation du parti pour ce type de discussion.

Quand la direction chinoise recourt à de telles accusations, qui sont des accusations de bourgeois, c'est parce qu'elle s'adresse à un public, à une base, des militants, qui veulent progresser dans la révolution, sinon ils citeraient d'autres exemples : l'intérêt de la « grande Chine », de la « patrie chinoise ». Ils ne parlent pas de la patrie chinoise : ils touchent tout ce qu'ils assimilent à la bourgeoisie, à l'impérialisme. Ils ne posent pas directement le programme, la politique, les expériences, qu'ils peuvent tirer d'exemples comme ceux du Vietnam, des masses vitnamiennes, qui ont triomphé sur la base de la lutte intransigeante contre l'impérialisme. Les masses vietnamiennes ont triomphé parce que toute l'humanité les a appuyées et l'appui de l'U.R.S.S. a été une partie de cette représentation de l'humanité. L'impérialisme a été vaincu, le processus centralisé de la révolution a triomphé. En Chine, il doit aussi triompher. Les Chinois ne discutent pas de cela.

L'impérialisme a été vaincu au Moyen Orient. L'impérialisme voulait un écrasement des Arabes et c'est lui qui est obligé de changer de politique. L'impérialisme est vaincu en Amérique Latine, les masses progressent dans leurs luttes et dans la centralisation de classe, le front unique, les accords entre communistes, socialistes, radicaux, l'alliance entre les Etats ouvriers et les syndicats se développent. C'est ce qu'il faut discuter.

Pourquoi les syndicats chinois n'interviennent-ils pas ? Seuls les « sommets » discutent : sept, dix ou quinze personnes. D'autres font des « dazibaos », d'aprés ce qu'ils isent, mais il n'y a ni manifestations, ni conférences, ni débats, il n'y a pas de publications qui permettent de débattre et de discuter. Ces « dazibaos » sont donc rédigés par des gens qu'on autorise à discuter. Si ce sont les cliques dirigeantes qui les contrôlent, elles donnent l'autorisation de placer les dazibaos qui les intéressent. Ce n'est pas une attitude spontanée de la population. Si la population intervenait spontanément, cela signifierait un processus de beaucoup plus grande envergure, 'une origine et d'une forc beaucoup plus profone. On le verrait dans les usines, dans les campagnes, parmi les étudiants. Si ce mouvement partait d'en bas, on le verait dans les usines, dans la vie de la population. On ne le voit pas parce que c'est un mouvement créé au sommet pour discuter des intérêts de la clique dirigeante.

POUR PROGRESSER LA CHINE DOIT S'APPUYER SUR LA REVOLUTION MONDIALE

Derrière tout cela, il y a aussi l'intérêt du développement de la révolution chinoise. En attaquant, en s'opposant aux intérêts bourgeois, la direction montre qu'elle s'adresse à un public qui s'intéresse au progrès dans la voie du socialisme et non aux intérêts locaux, nationalistes. C'est pourquoi cette soi-disant révolution culturelle est inventée pour en cacher une autre beaucoup plus profonde, pour empêcher que surgisse autre chose : ils cherchent à la contenir. Ils utilisent la volonté des masses de progresser dans la voie de la révolution socialiste, du socialisme, pour leur lutte pour des intérêts locaux, de camarillas.

C'est pourquoi l'accord entre les différents courants réalisé au X Congrès a été transitoire, très transitoire. C'était un accord fait sans programme, sans principes, sans objectif. L'objectif est pourtant clair : l'impérialisme est actuellement assiégé par les masses du monde. Brejnev va a Cuba et passe un accord avec Fidel Castro qui est une impulsion donnée à la révolution. Une impulsion limitée, mais une impulsion tout de même, un appui. Qu'en disent les dirigeants chinois ? Les masses vietnamiennes ont triomphé et elles viennent de réaliser leur Congrès Syndical dans lequel elles posent l'intervention des syndicats dans la Direction de la production, non pas pour décider ce qu'il faut produire, mais comme organisateurs et contrôleurs de la production, pour l'élever, et améliorer la qualité et la distribution. C'est un frein à la bureaucratie et une participation, encore indirecte, des syndicats au processus de la production, non seulement pour l'augmenter, mais pour en déterminer la qualité, la nature d'ensemble, qui détermine aussi le prix. C'est une entrave, une digue, contre le fonctionnement de la bureaucratie. Les ouvriers se développent comme dirigeants. En Chine, pourquoi les syndicats n'interviennent-ils pas de cette manière ? La Chine est beaucoup plus développée que le Vietnam, elle n'affronte pas les mêmes problèmes, il faut discuter de tout ceci en Chine !

Il faut discuter de la situation actuelle de la commune par rapport au développement économique très important qui a eu lieu. Il faut discuter de quelle ampleur a été le développement de la commune et pourquoi elle ne participe pas à la vie politique. Comment se fait-il que s'il y a la nécessité de « révolution culturelle », on ne discute pas de la nécessité d'établir des relations de fraternité, de front unique, d'alliance, de structuration commune, d'unification avec l'U.R.S.S. et avec les Etats ouvriers. Il faut le rechercher, même en admettant que l'U.RS..S. ne le recherche pas. Le peuple chinois doit discuter les problèmes les plus importants, l'unité avec l'U.R.S.S. ! Cela va multiplier par cent mille la puissance de la Chine, et impulser dans le monde entier le développement mondial de la lutte des masses contre le capitalisme Si. on n'en discute pas, c'est parce qu'on discute d'intérêts locaux.

Nous appelons à discuter l'union avec l'Union Soviétique et l'unification du mouvement communiste mondial. Les chinois et les albanais sont les plus en retard sur ce point. Dans la déclaration récente, dans laquelle ils ont donné leur appui à l'O.T.A.N. contre les accords passés par l'U.R.S.S. avec les pays d'Europe Centrale et de la Méditerranée, ils ne défendent ni des intérêts révolutionnaires ni le pdogrès de la révolution, mais des intérêts locaux. Pour progresser, ils doivent s'appuyer sur le mouvement ouvrier mondial, sur la lutte des masses, au lieu de défendre des intérêts locaux qui les détachent du cours mondial de la politique révolutionnaire, de la nécessité du front unique. La politique qu'ils mènent actuellement correspond, à cette étape, à celle de l'U.R.S.S. sous Staline, après Staline et encore maintenant, mais dans un prouessus de régénérescence partielle.

Nous appelons à une discussion sur la base de la démocratie soviétique, ce qui veut dire discuter tous les problèmes, en faisant intervenir toute la population. Nous appelons les syndicats, les communes, à discuter à propos du programme de la planification de l'économie, de la politique mondiale, du front unique de toutes les masses du monde contre l'impérialisme. Il faut appuyer les luttes des masses du monde entier par des propositions concrètes, faire des réunions, des assemblées, des meetings, des manifestations, en Chine, d'appui aux masses du Vietnam et du reste du monde. Ces réunions doivent donner leur appui à la résolution prise récemment par les syndicats vietnamiens et adopter cet exemple de participation des syndicats dans la reconstruction du pays, comme organisateurs de la production et de la direction également. Les syndicats doivent donner leur opinion, émettre des jugements, discuter de tous les problèmes politiques du pays et de l'extérieur du pays, élire tous les dirigeants avec révocabilité des mandats. Les dirigeants doivent être élus sur leur lieu de travail et sur la base d'un contact direct entre eux et les ouvriers. Nous appelons l'U.R.S.S. à faire la même chose.

Nous appelons l'U.R.S.S. à proposer aux syndicats et au gouvernement chinois une discusion publique pour un front unique mondial, pour l'unification mondiale de tous les Etats ouvriers, pour planifier l'économie, la politique, l'activité militaire en défense des Etats ouvriers et en appui à la lutte anti-impédialiste et anticapitaliste des masses du monde. Voilà ce qu'il faut faire.

J. POSADAS (17-2-74).

(1) Déclaration diffusée par l'agence « Chine Nouvelle », publiée dans les journaux du 9 janvier 1974, qui accuse le régime soviétique d'être une « machinerie de dictature fasciste ».

DANS LA METALLURGIE DE CHARLEROI UNIR LES USINES EN LUTTE POUR EMPECHER LES LICENCIEMENTS ET AUGMENTER LES SALAIRES.

La décision des ouvriers des ACEC, de voter à 95 % pour la grève au finish, le vote massif des employés des ACEC pour une grève générale également, en défense des 25 employés menacés de licenciement, continuent même offensive, que les ouvriers qui ont voté dans les autres entreprises métallurgiques de la région de Charleroi pour le rejet de pré-accord présenté par Fabrimétal et les dirigeants du Front Commun. La classe ouvrière, l'avant-garde ouvrière à Charleroi s'est centralisée dans le Parti Socialiste aux élections, et maintenant elle montre ce qu'elle voulait en appuyant le PSB : prendre l'offensive, intervenir et peser directement pour imposer un arrêt à l'aggravation de toutes les conditions de vie et de travail, intervenir pour riposter à la crise, pour ne pas faire les frais de la crise capitaliste !

Le capitalisme, dans tout le pays, et dans toute l'Europe, cherche à frapper les masses. L'intransigeance et le chantage des grands trusts pétroliers est soutenu par tout le capitalisme belge. Les patrons de la métallurgie, belges ou internationaux, font la même offensive que ceux du pétrole : ils veulent licencier des travailleurs aux ACEC, pour rationaliser Westinghouse selon leurs intérêts. Ils font la même chose dans les aciéries de moulage, où de nombreux licenciements sont annoncés, notamment aux usines Allard. Ces attaques du patronat aux conditions de travail, à la dignité humaine des ouvriers et des employés, aux salaires, au droit au travail, ne proviennent pas d'une "Mauvaise gestion", ou d'une mauvaise organisation, d'une mauvaise utilisation des fonds par tel ou tel directeur, par tel ou tel patron. Ils sont le résultat de toute la crise mondiale du capitalisme, qui ne peut survivre qu'avec une concentration de plus en plus grande, avec l'élimination des secteurs moins "rentables", avec une augmentation de la productivité, de l'automation pour augmenter les bénéfices. Comme les capitalistes sont chassés des "colonies", expropriés des pays d'où ils tiraient des richesses énormes à bon marché, comme les pays producteurs de matière première luttent et imposent des prix, pour se développer eux-mêmes, le capitalisme européen, belge en particulier, cherche à faire payer les frais aux travailleurs !

C'est contre tout cela, que la classe ouvrière est en train de se révolter, et elle a donné un grand nombre de voix aux socialistes pour se préparer à prendre l'offensive. Après l'échec des grèves perlées, de quelques heures, de secteurs différents aux ACEC, après que la délégation syndicale ait reculé devant les attaques des patrons allant jusqu'à donner sa démission collective ; quand beaucoup de dirigeants ouvriers croyaient que les ouvriers étaient démobilisés : la proposition d'une grève dure, au finish, de la grève générale pour un programme offensif fait l'unanimité des ouvriers et des employés ! Cela veut dire que le front unique anti-capitaliste se trouve déjà dans la tête des ouvriers, dans leur vie de tous les jours. La centralisation anti-capitaliste que représentent les voix au PSB : voilà comment elle cherche à se manifester. Les ouvriers et les employés des ACEC représentent ce que veulent et ce que se préparent à faire tous les travailleurs dans la région. L'offensive patronale peut être stoppée ! tant que le plan des salaires que sur le plan de la défense de l'emploi !

L'exemple, ce sont les mineurs d'Angleterre, les ouvriers de LIP, de Rateau en France, c'est la grève générale des fonctionnaires, des métallurgistes en Allemagne, en Italie. Il faut s'appuyer aussi sur les changements vers la gauche dans le Parti Socialiste : ce sont les travailleurs qui en sont la cause. La grève de Caterpillar, la grève des dockers, la grève et l'occupation des Glaces de Courcelles, ne sont pas des combats menés en vain. Ces grèves elles-mêmes n'ont pas gagné, mais elles ont secoué profondément toute la bureaucratie du syndicat et de l'appareil socialiste, elles ont redonné courage aux militants socialistes, et elles les ont obligé à prendre "le cap à gauche". Maintenant, il faut prendre l'offensive, directement. Nous faisons un appel à tous les camarades qui ont voté pour le Parti Trotskyste, à ceux qui ont appuyé le PSB pour le faire changer, aux camarades communistes et chrétiens de gauche, à prendre la direction de cette offensive : la base doit intervenir beaucoup plus dans la FGTB, dans la CSC, pour faire peser la volonté de combat, d'unification, qui existe dans les usines, et qui s'est montrée dans tous ces votes et dans les préparatifs de grève.

Les problèmes qu'affrontent les travailleurs des ACEC sont les mêmes dans toutes les usines métallurgiques : pour les salaires : imposer une convention collective qui contient des augmentations importantes de salaires : pour un salaire minimum de 15.000 F tout de suite. Pour une augmentation de 10 F. La prime de vie chère ne doit à aucun prix être incorporée à cette nouvelle convention. Pas de paix sociale ! Unir les revendications des ouvriers et des employés ! **pour la défense de l'emploi** : pas un seul ouvrier ou employé licencié, ni aux ACEC, ni chez Allard. Contrôle ouvrier sur les livres de comtes patronaux : tout l'argent des subsides de l'Etat, où est-il passé ! Il a servi à

(Suite page 4)

LE CONGRES DE LA C.S.C.

(Suite de la page 1)

sans les patrons. Mais comme la CSC pose le problème, ces conseils ne vont rien changer au fonctionnement bureaucratique des Syndicats, ils vont exercer une plusgrande pression pour obtenir des conquêtes. Mais c'est tout. Pour cela, nous appelons à discuter la consigne de Conseils d'usines, comme organisme de double pouvoir de la classe ouvrière.

Comment réaliser, organiser ces conseils d'usines, sur la base de quel programme ? avec quel objectif ? Dans les organismes actuels, les patrons proposent, ce qu'ils sont disposés à céder, et les directions syndicales se soumettent aux positions patronales et signent les accords de paix sociale. Dans toutes ces discussions pour la programmation sociale, où n'imprte quel autre problème, les ouvriers ne peuvent pas intervenir, n'ont pas les moyens de faire pression sur ces organismes. Par contre le conseil d'usines, permet l'intervention de tous les travailleurs, permet de peser comme classe contre le patronat. Le conseil d'usine n'est un organisme de concurrence au Syndicat, mais au contraire un organisme indépendant de la classe ouvrière pour stimuler Partis Ouvriers et Syndicats à la lutte anticapitaliste et révolutionnaire.

La condition indispensable pour que le Comité d'usine représente la volonté des travailleurs, est son programme et ses objectifs. Il ne peut pas discuter seulement les problèmes de l'usine, les revendications économiques et salariales, les problèmes syndicaux mais il doit discuter tous les problèmes du pays : Le capitalisme est en crise et n'est pas capable de résoudre les problèmes de la population et des masses exploitées : Le chômage, augmente, les prix aussi à une allure vertigineuse, les usines ferment, les charbonnages ferment parceque le capitalisme n'en tire plus assez de profit. Le gouvernement n'arrive pas à mettre de l'ordre dans cette pagaille sociale, économique, financière.

Alors il faut étatiser, exproprier, sous contrôle ouvrier. Le Conseil d'usine doit proposer des mesures supérieures à l'entreprise privée si les patrons ne savent plus faire fonctionner les usines. En même temps que le conseil d'usine discute, tous les problèmes, empêche les licenciements, organise à l'intérieur de l'usine le double pouvoir ouvrier, il intervient sur tous les problèmes généraux du pays, il discute un plan ouvrier pour résoudre nationalement la crise capitaliste.

Il faut prendre exemple sur les expériences qui existent dans les autres pays, en Italie et en Angleterre où les conseils d'usines existent, et sont des initiatives des masses et pas des directions syndicales et ouvrières. La direction syndicale a du supporter ces organismes et cherchent à en limiter la portée. Au Chili, également des conseils ouvriers se sont formé s pour parer aux insuffisances et aux erreurs des directions de l'Unité Populaire. Les cordons industriels ont été des initiatives des ouvriers. C'est en partie grâce à leur existance que la classe ouvrière a résisté avec héroïsme aux assassinats de la Junte fasciste. En Belgique, de tels organismes n'existent pas. Mais le fait que la CSC en discute dans un congrès reflète la nécessité de leur fonctionnement dans les usines.

La rébellion des délégués syndicaux contre la dictature syndicale, les grèves sauvages, la remise en question permanente du fonctionnement bureaucratique de la FGTB et de la CSC dans toutes les luttes, démontrent la nécessité indispensable de créer, d'organiser de tels comités d'usines. Pour n'importe quel petit problème qui se pose dans une usine, pour une augmentation de salaires, un licenciement, un accident de travail, les ouvriers se trouvent devant un mur : Il n'y a pas de démocratie dans le Syndicat, on ne peut pas intervenir et discuter démocratiquement tous les problèmes.

Pour cela il est nécessaire d'élargir cette discussion, de prendre des initiatieves dans les usines de regrouper des ouvriers de toutes tendances, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, trotskystes et sans partis et établir un fonctionnement une discussion de tous les problèmes de l'usine et du pays.

Nous appelons les militants FGTB et CSC à prendre de telles initiatives dans les usines, et à discuter cela dans les assemblées syndicales. La bureaucratie syndicale va s'opposer, à ce fonctionnement parceque cela va mettre en cause son pouvoir. Mais il est possible maintenant de organiser des noyaux de base de comités ouvriers qui discutent sur la base d'un programme anticapitaliste.

25/3/74

DANS LA METALLURGIE

(suite de la page 1)

moderniser les usines pour le profit des patrons, et au détriment des travailleurs qu'on veut maintenant mettre à la porte. Tous les bénéfices du progrès technique doivent revenir aux ouvriers : maintien de l'emploi, augmentation des salaires, diminution des heures de travail.

Nous appelons l'avant-garde ouvrière, les camarades du PC, de l'UDP, trotskystes, socialistes à mettre sur pied, dans chaque entreprises où il n'y en a pas encore, les noyaux de l'avant-garde syndicale, pour organiser, immédiatement, tous les travailleurs sur ce plan d'action, former des comités de front unique dans les usines, dans les différents ateliers, réunir les comités qui existent déjà dans beaucoup de lieux de travail, les coordonner pour décider ensemble un plan d'action, pour les salaires — contre les licenciements. Avec l'objectif : pas un seul travailleurs licencié dans la métallurgie ! que les capitalistes paient leur crise eux-mêmes. A se réunir entre différentes usines et faire des tracts, des appels en commun dirigés à tous les travailleurs de la métallurgie pour se mobiliser ensemble : préparer une grève générale de la métallurgie, avec des meetings, des manifestations, avec la participation de tous les travailleurs.

Le "cap à gauche", déclaré par Davister et les dirigeants du Front Commun Syndical, doit commencer dans le syndicat lui-même. Nous appelons l'avant-garde ouvrière de la métallurgie, à impulser partout des réunions, des assemblées, pour permettre aux ouvriers de prendre la parole, de voter des résolutions de combat, d'action, de décider, au travers des assemblées, la préparation de la lutte.

Nous appelons à discuter les exemples des luttes de la classe ouvrière en France : grèves avec occupation des usines, et la mise en fonctionnement par les travailleurs eux-mêmes, de l'entreprise comme à LIP, à Rateau. En nous opposant aux licenciements que veut faire le patronat, aussi bien aux ACEC, que chez Allard, et dans d'autres entreprises, on s'oppose au pouvoir capitaliste dans l'usine. Qui décide dans l'entreprise ! Les patrons ne sont pas capables de décider, parce qu'ils ne décident rien pour le progrès, pour développer leconomie, pour répondre aux besoins des gens. Pour affirmer le droit et le pouvoir de décision ouvrier, nous appelons à discuter l'occupation des ACEC, de Allard, pour en faire une grève active, et permettre aussi l'intervention des autres usines, de la population des quartiers, des étudiants, des autres régions : Toutes les luttes qui se préparent dans la métallurgie de Charleroi, comme dans tout le pays, sont une dispute du pouvoir au capitalisme, et c'est l'instrument le plus important pour faire avancer réellement le front des forces de gauche, pour préparer la lutte pour porter la gauche au pouvoir, pour un gouvernement de gauche. Avec la mobilisation, l'action menée à partir des entreprises, en va imposer les conquêtes au patronat, le faire reculer, mais cette lutte doit être unie à un objectif d'ensemble, de toute la classe ouvrière, anti-capitaliste : comme la nationalisation des ACEC, la nationalisation des usines de moulage en crise et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier.

25/3/74.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Les 14985 voix à AMADA sont des voix pour l'organisation de la gauche.

L'avant garde ouvrière a voté pour AMADA à Anvers pour protester contre la politique bourgeoisie du Parti Socialiste dans la région. Dans le scandale RTT, des dirigeants socialistes ont été directement impliqués dans les pots-de-vin. Le candidat d'AMADA dénoncé publiquement la corruption financière des dirigeants du PSB.

La liste AMADA a obtenu plus de voix que le Parti Communiste à Anvers, parceque ces camarades ont accompli une fonction nécessaire dans la grève des dockers, alors que toutes les organisations ouvrières et syndicales ne sont pas intervenues comme des directions révolutionnaires, dans la lutte contre la bureaucratie syndicale et pour changer la société.

Par contre, à Gand, le PC a gagné beaucoup plus parce que les militants communistes ont agi comme une direction de la grève. Dans le cours même de la lutte, 100 travailleurs des docks se sont inscrits au Parti parce qu'ils ont senti la nécessité de maintenir une continuité d'organisation et que le PC a répondu avec combativité.

L'avant garde ouvrière a agi dans les élections, avec une très grande maturité, en fonction de l'intervention des partis ouvriers et des syndicats dans la lutte de classes. Elle a jugé non pas en termes électoral, mais en termes de lutte de classes. Elle a démontré par là qu'elle n'a aucune confiance dans le Parlement, et qu'il ne peut de toutes façons résoudre aucun problème. Les voix d'AMADA ne sont pas un vote anti-PSB ou anti PC ; elles expriment la nécessité d'organiser la gauche dans le PSB. AMADA ne deviendra jamais un Parti de masses. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus. Le Parti Communiste non plus. Dans de prochaines élections, AMA ne va pas doubler ses voix. Dans la mesure où le PSB va se radicaliser et adopter des points de programme plus élévés dans la lutte anticapitaliste, il va se produire le même phénomène qui s'est produit à Charleroi, où le PSB a gagné 8 % de voix. En s'appuyant sur la décision de lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, il est indispensable d'agir et d'intervenir dans les Partis Ouvriers qui restent les grands partis de masses : et essentiellement dans le Parti Socialiste. A Charleroi, le PSB a augmenté de 7 à 8 % parce que il présentait un programme plus combatif, parce que toute sa campagne électorale s'est appuyée sur la lutte contre les monopoles capitalistes, contre les trusts pétroliers, et sur le symbole du Parti Socialiste français qui a réalisé l'Union de la gauche avec le PCF : la rose et le poing.

L'avant garde ouvrière a voulu peser pour impulser ce progrès du PSB. Pour cette raison notre Parti est passé de 2.645 voix à 648. Ces voix de notre Parti, ainsi que les voix que l'UDP a perdues se trouvent dans le PSB. Ce sont ces milliers d'ouvriers qui veulent intervenir avec un programme marxiste dans le PSB, et qui sentent qu'il y a une possibilité de faire avancer le programme anticapitaliste, de faire peser les usines, la décision révolutionnaire des ouvriers, maintenant, dans le PS. Pour cela, nous pensons qu'il s'agit d'un progrès, d'une maturité des conditions pour organiser la gauche socialiste maintenant.

Nous invitons les camarades d'AMADA à tirer les conclusions de leur victoire électorale, qui est une victoire de toute l'avant-garde ouvrière, pour aider la base socialiste à prendre le pouvoir dans son Parti. La base de l'autorité d'AMADA est son attitude militante, résolue, sa volonté révolutionnaire. Cette énergie, cette passion militante doit être versée pour changer les Syndicats, pour exiger la démocratie dans les Syndicats, pour changer les Partis Ouvriers. La manière d'être le plus fusionné à la classe ouvrière, c'est organiser la gauche syndicale et politique.

Nous faisons un appel également aux militants communistes à comprendre pourquoi ils ont obtenus moins de voix qu'AMADA, à ne pas établir une relation d'indignation et de mépris vis à vis de ces militants, mais à intervenir avec des arguments en comprenant eux mêmes la nécessité indispensable d'organiser les militants socialistes, la base socialiste pour changer son Parti. La base de cette discussion est le programme.

Pour faire face à la crise actuelle du capitalisme, il faut discuter un programme de nationalisations sous contrôle ouvrier des industries en crise ; échelle mobile des salaires et des heures de travail ; augmentation générale des salaires, diminution du temps de travail ; tout le bénéfice de l'automation pour les masses. Voilà ce que nous invitons les militants du PC et d'AMADA à discuter avec les ouvriers de la région en convoquant des assemblées, des réunions, où toutes les tendances anticapitalistes et révolutionnaires soient représentées.

Nous faisons un appel du PSB, également, à tirer les conclusions de la perte qu'il a subie dans les régions où il n'a pas présenté un programme combatif, et à faire des réunions publiques pour dénoncer lui-même la participation des dirigeants du Parti aux scandales capitalistes comme RTT. Si le PSB avait lui-même fait une campagne de dénonciations de ces dirigeants, il aurait gagné de l'autorité et de la confiance dans toute la population, en démontrant sa disposition à liquider du PS les sociaux-démocrates qui n'ont plus à rien à voir avec le socialisme.

LA SIGNIFICATION DU SOULEVEMENT EN ETHIOPIE

LA GRÈVE GÉNÉRALE, INSTRUMENT DE CULTURE ET DE PROGRÈS

5 mars 1974 — J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 12e ANNEE 11/4/ 1974 No 215

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Dans ce numéro :

PAGE 2 :- "Refuser de diviser la lutte usine par usine. Front-unique avec les ACEC pour les salaires.
- "L'expulsion des travailleurs immigrés."

PAGE 5 : "Le meeting de Lyon des Partis Communistes d'Europe capitaliste".
"Le triomphe de Panama et les forces mondiales de la révolution ." J. Posadas.

FAIRE INTERVENIR LES USINES POUR REJETER TOUTE PARTICIPATION DU PSB AU GOUVERNEMENT BOURGEOIS !

EDITORIAL

Ce n'est certainement pas pour voir les dirigeants socialistes refaire des compromis gouvernementaux avec les partis bourgeois, que les ouvriers ont augmenté leurs voix au PSB aux dernières élections. Malgré cela, le PSB s'est engagé dans de nouvelles négiciations avec le PSC-CVP pour faire un accord de gouvernement. Un tel comportement du secteur droitier de la direction socialiste, s'il a pour conséquence de provoquer une certaine déception dans une partie de la classe ouvrière, entraîne surtout et avant tout une élévation de la lutte intérieure dans le mouvement socialiste, et tout le courant de gauche cherche à s'organiser, à se structurer et à mener une bataille très grande pour peser dans le PSB. Plus on va vers la base socialiste, plus les positions sont claires : le PSB n'a rien à faire dans un coalition gouvernementale avec les partis représentant le capitalisme. Il faut que la base intervienne, avec toute sa force et sa décision, dans le Parti Socialiste, pour faire triompher cette position !

Le congrès des Jeunes Socialistes, la conférence des Jong Socialisten, ont marqué de façon résolue, leur opposition à tout compromis du PSB avec le capitalisme et leur aspiration à l'organisation du front de la gauche sur la base d'un programme anticapitaliste. Ce sont des résolutions fort importantes, et qui montrent les sentiments existant, non seulement dans la jeunesse, mais dans la classe ouvrière, dans la base du mouvement socialiste : Les masses chrétiennes, ne laissent pas non plus les mains libres à la direction PSC pour défendre ouvertement le programme du capitalisme. Même dans ces négociations pour le nouveau gouvernement, le PSC-CVP ne se présente pas avec ses dirigeants les plus de droite, il doit accepter le "principe de l'initiative publique industrielle", se compromettre à défendre les secteurs les plus pauvres de la population, se présenter avec un programme "populaire", alors que le but de la direction capitaliste social-chrétienne est de faire passer la plan anti-ouvirer de la bourgeoisie belge et européenne, de faire payer aux masses la crise capitaliste. Même si un nouveau gouvernement se forme avec une coalition PSC-PSB, ce sera un gouvernement de paralysie. Le programme des "9 Points" du PSB ne va pas se réaliser, mais le capitalisme non plus ne pourra pas s'imposer. La résistance et la lutte des masses mettent constamment ses plans en échec. Il n'y a plus de "paix sociale", ni en Belgique, ni dans aucun pays d'Europe. La rupture des négociations entre Fabrimétal et les directions syndicales de la métallurgie de Charleroi, en sont un indice. Les ouvriers des ACEC de Charleroi, qui entrent dans leur deuxième semaine de grève et maintiennent une ferme position de combat, représentent toute la classe ouvrière, et montrent l'exemple. Ils posent à la fois des revendications de salaires, pour faire face à la hausse du coût de la vie, et, au travers des sections socialiste et communiste, l'exigence de la nationalisation de l'usine, pour faire servir la production à toute la population, pour garantir et augmenter l'emploi. Ils posent aussi l'exigence que le Parti Socialiste rejette les compromis avec le capitalisme et n'aille pas au gouvernement capitaliste.

Cette intervention des Jeunes Socialistes, comme celle des travailleurs des ACEC pèsent dans le Parti Socialiste, et portent un coup à la toute-puissance de l'appareil. La droite n'a plus toute liberté pour pratiquer la politique de coalition avec la bourgeoisie. Il faut multiplier ces prises de position, dans tout le pays, dans toute les usines, les quartiers, les assemblées syndicales. Quand la direction de la FGTB en arrive à envoyer une délégation de poids au Conseil Général du PSB, en dehors de toutes les normes de fonctionnement de la bureaucratie, pour exprimer le refus de participer au gouvernement capitaliste, c'est parce que la rébellion de la base syndicale, socialiste, de la classe ouvrière est très profonde. Les J.S. l'expriment en partie dans la résolution combative de leur Congrès. Ils expriment aussi l'aspiration de la classe ouvrière à s'unifier, dans tout le pays, pour affronter la bourgeoisie. Il faut saluer la proposition des Jong Socialisten de proposer la fusion des deux organisations, sur la base qu'elles ont les mêmes opinions sur tous les problèmes, les mêmes objectifs anti-capitalistes et de lutte pour une société socialiste. Nous faisons appel aux militants socialistes, aux JS, aux militants syndicaux de la FGTB, de la CSC, au Parti Communiste, à s'appuyer sur tous ces progrès, pour faire peser, beaucoup plus encore, la base socialiste, syndicale dans le PSB, pour rejeter toute participation du PSB au gouvernement bourgeois, et pour proposer une issue ouvrière à toute la crise du capitalisme : développer le front de la gauche, avec un programme anti-capitaliste, pour mettre sur pied un gouvernement de gauche.

La situation qui se développe en France pour le moment va donner un appui formidable à toute cette lutte. L'union Populaire élève son unification et présente un candidat commun dans la lutte pour les élections présidentielles, qui est en réalité, une lutte beaucoup plus profonde pour : qui décide en France ! Pendant ce temps, la bourgeoisie ne parvient pas à présenter un centre politique fort contre les masses. Elle a au moins 3 candidats. Présentation d'un candidat comme Edgard Faure, exprime le pessimisme, de toute une partie de la bourgeoisie française, la décomposition du système capitaliste. Il propose des concessions importantes aux masses pour avoir une base d'accord avec les directions syndicales, une collaboration plus grande avec les pays socialistes, contre les Etats-Unis et le renoncement à la bombe atomique ! Il pose cela pour maintenir une base d'appui dans la petite-bourgeoisie, qui est attirée de plus en plus vers l'Union de la gauche. Il y a un centre d'attraction, qui unifie les forces de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des petits paysans et se propose de transformer la société, d'avancer vers le pouvoir. En Belgique, cette "majorité de gauche" existe aussi. Les masses vivent tout ce qui se passe actuelllement en France, en Angleterre, tous les progrès des luttes contre le capitalisme et l'impérialisme en Europe et dans le monde entier. Pour unifier ces forces, et pour donner confiance à la gauche chrétienne, le PSB doit intervenir comme un centre, montrer sa disposition, sa décision d'organiser le front de la gauche. C'est la tâche de toutes les forces, les groupes de gauche dans le PSB et hors du PSB.

C'est la classe ouvrière, c'est la base qui doit intervenir dans la décision du PSB quant à une participation gouvernementale. Que la FGTB envoie une forte délégation pour peser sur les dirigeants socialistes, c'est important. Mais cette discussion ne peut pas rester dans les appareils ! C'est aux usines qu'il faut donner la parole. Et pour cela, il faut la démocratie syndicale dans les usines, dans les organisations syndicales. Il faut des délégués syndicaux qui représentent réellement les ouvriers, il faut faire des assemblées syndicales et discuter de tous les problèmes. Il faut faire peser toute la décision des usines dans le congrès du PSB qui devra se prononcer pour ou contre la participation du gouvernement. En même temps, nous appelons à discuter et à proposer dans ce congrès : non à tout compromis avec un gouvernement capitaliste ! que les capitalistes paient leur crise ! et aussi : à discuter un programme immédiat d'action contre le capitalisme, des propositions pour un front unique immédiat de la gauche pour affrontir la crise du capitalisme et lui arracher des conquêtes de salaires d'emploi, de meilleures conditions de logement, de travail et de vie !

8/4/74.

Le congrès des Jeunesses Socialistes et le progrès de l'organisation de la gauche.

Nous saluons, camarades, la réalisation de votre Congrès. Il a exprimé une grande décision de prendre position, d'intervenir dans la discussion et la lutte en train de se développer dans le PSB, de répondre et de contenir les manoeuvres d'une partie de l'appareil du PSB qui défend des intérêts pro-capitalistes et veut participer à un nouveau gouvernement avec la bourgeoisie. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de préparation suffisante du Congrès ; on voyait aussi le manque d'une discussion antérieure sur beaucoup d'aspects. Mais ce n'est pas cela qui est décisif. Le plus important, bien au contraire, c'est le progrès de la résolution des Jeunes Socialistes d'intervenir et de peser dans le Parti Socialiste, d'intervenir dans la construction du front de la gauche en Belgique, dans la lutte pour abattre le capitalisme et construire une société socialiste.

Ce congrès n'a adopté aucune résolution, après les discussions faites dans les différentes commissions. Mais cela était assez relatif, dans la mesure, où une résolution fort importante a été votée, à l'unanimité : le refus catégorique de voir le PSB participer à une coalition gouvernementale avec les partis bourgeois. Cela montre que les Jeunes Socialistes cherchent le moyen de peser avec plus de force dans le Parti.

D'où tirent-ils cette assurance ? C'est le processus des luttes des masses en Belgique, la grève des dockers, et maintenant, la grève des ACEC ; c'est la lutte des masses du monde entier pour leur libération nationale et sociale ; c'est aussi la crise mondiale du capitalisme et de l'impérialisme ; c'est aussi le progrès constant des pays socialistes ; tous ces éléments s'unissent et transmettent la sécurité, la confiance pour aller beaucoup plus loin. Ce qui a impulsé également ce congrès des JS, c'est le changement qui s'approfondit dans les autres partis socialistes ; en Allemagne en particulier, où les Jusos défendent un programme anti-capitaliste très avancé au sein du SPD ; en France, le progrès du PCF et du PS dans l'Union Populaire. Ces progrès gagnent les Jeunes socialistes à la conviction qu'ils peuvent faire la même chose dans le PSB, intervenir dans la formation, l'organisation du courant de gauche et se préparer à lutter pour prendre la direction de leur Parti.

(Suite en page 6).

REFUSER DE DIVISER LA LUTTE USINE PAR USINE! FRONT UNIQUE AVEC LES ACEC POUR LES SALAIRES!

En menaçant les travailleurs en grève de lock-out, les patrons des ACEC agissent au nom de tout le capitalisme. Ils veulent une épreuve de force et ils veulent soumettre à leur politique le mouvement syndical, les directions des partis ouvriers; et se mettre dans une situation plus favorable pour eux pour peser sur la formation du futur gouvernement PSC-PSB. Le lock-out du patronat, c'est une mesure qu'il prend pour se défendre lui-même. Ce n'est pas une mesure qui montre sa force. Il essaye par tous les moyens de diviser les travailleurs, les ouvriers et les employés, les différents sièges des ACEC les uns des autres, comme il essayé d'affaiblir l'organisation syndicale en attaquant les crédits d'heures de délégués syndicaux. Maintenant, il menace de faire le lock-out de l'entreprise : cela montre que le capitalisme est acculé à durcir ses moyens de lutte contre les travailleurs, et plus il va augmenter sa crise, plus il va répondre agressivement contre la classe ouvrière. Face à cela, il faut discuter comment employer, nous aussi, des moyens plus durs pour imposer nos revendications, nos droits, le droit au travail, à la dignité humaine. C'est cela que les ouvriers cherchent et ils l'ont montré dans le vote massif pour la grève générale. Toutes les prédédentes petites grèves de 12 heures, les grèves perlées organisées par les directions syndicales avaient suscité des protestations, une résistance de la part des ouvriers, qui voyaient que cela ne servait à rien.

Devant la menace de lock-out, le front commun syndical a appelé à la solidarité de tout le mouvement ouvrier, la fédération du Parti Communiste appelle à ce que le gouvernement nationalise immédiatement les ACEC. Comment organiser tout cela ? Il faut que tous les travailleurs en grève soient des participants actifs du mouvement de grève, forme un comité de grève avec des ouvriers élus par des assemblées de chaque section, et qui organise la vie quotidienne de la grève, avec les délégations syndicales, faire des assemblées tous les jours pour discuter la marche de la lutte, pour envoyer des délégations à toutes les usines, pour organiser la solidarité financière, matérielle des familles les plus touchées. Préparer des manifestations, aux portes des autres usines, des meetings, pour organiser une mobilisation de toute la région.

Le gouvernement, par lui-même, ne va pas décider de nationaliser les ACEC. C'est une mesure pourtant indispensable et qui va s'imposer. Nous sommes d'accord avec les propositions des sections communiste et socialiste dans ce sens. Mais si le gouvernement actuel accepte le chantage des compagnies pétrolières, comment va-t-il prendre la résolution de nationaliser les ACEC ? On ne peut pas dépendre de ce que pourrait décider le gouvernement. Il faut imposer la décision, la force de la classe ouvrière directement : pour mettre en échec les menaces de lock-out : nous appelons à discuter l'occupation des locaux des ACEC. Il faut prendre les devants, c'est la seule façon d'empêcher les capitalistes de réaliser leurs propres plans. Et en même temps, les travailleurs sont dans une position de force pour revendiquer la nationalisation des ACEC, et pour démontrer, comme à LIP, comme cheze Rateau en France, que la classe ouvrière peut très bien faire fonctionner l'usine, si les patrons eux n'en sont pas capables.

Nous appelons la sectio communiste, socialiste des ACEC à proposer ces mesures concrètes pour permettre de réaliser la nationalisation effectivement. Nous appelons les syndicats à organiser l'intervention commune de tous les travailleurs dans l'organisation de la grève et à organiser la mobilisation de toute la classe ouvrière pour obtenir les mêmes revendications que les ACEC. Les problèmes des salaires se posent absolument partout. Pourquoi continuer la lutte séparément, usines par usines ! Les ouvriers des ACEC revendiquent : le 13ème mois, l'incorporation des primes dans les salaires, une augmentation des salaires, la diminution du nombre de classifications : il faut mettre ces revendications en marche partout ! C'est cela la convention collective dont nous avons besoin. Nous appelons les militants syndicaux, les militants communistes, socialistes, les groupes révolutionnaire, l'avant-garde syndicale, à se mobiliser dans toutes les entreprise, à proposer des assemblées d'usines , pour prendre cette résolution, à former des comités de front unique dans les usines pour exiger d'unifier toutes les luttes de la classe ouvrière avec celles des ACEC !

L'expulsion des travailleurs immigrés

Nous manifestons toute notre solidarité, fraternité communiste avec les travailleurs immigrés qui ont été expulsés du pays par les forces de répression de la bourgeoisie belge. Et cela après avoir tenu une grève de la faim pendant dix jours, pour la défense de leurs droits, pour le respect de la dignité humaine.

Nous saluons la décision de lutte des travailleurs immigrés, tous les exemples qu'ils donnent de mobilisations de cette dernière période pour la défense de leurs droits, qui obligent à une discussion dans toutes les organisations du mouvement ouvrier. Comme dit le cde Posadas dans "LE PROGRAMME POUR LA LUTTE POUR LA GAUCHE EN BELGIQUE", 4/11/1973 :

Le prolétariat immigré, considéré comme un protégé par les organisations syndicales belges, est en train d'impulser le prolétariat belge pour qu'il avance. Il recueille les influences de la révolution et développe un sentiment de très grande résolution. Il intervient très bien et pèse sur le prolétariat belge par son attitude, sa conduite, sa résolution inaltérable.

Il influence le prolétariat belge, français, allemand aussi — quoique dans une mesure moindre dans ces cas, parce que ces derniers ont eux-mêmes un poids social plus grand —. Une preuve déterminante en est que le prolétariat immigré, ne s'adapte pas au capitalisme, ne se laisse pas corrompre, il ne sert pas de support au patron contre les ouvriers belges. Pas un seul ouvrier immigré n'agit ainsi ! Cela veut dire que le prolétariat immigré vit les problèmes mondiaux, en tant que classe. Ceux qui, lorsqu'ils sont arrivés en Belgique, n'étaient pas encore incorporés à la lutte de classes active du fait de leur jeune âge, rejoignent tous cette lutte. La preuve en est que des jeunes garçons de 15, 16, 18 ans, qui commencent à travailler, sont, d'emblée, communistes, socialistes ; ils sont tous de gauche. Aucun ne cherche à faire carrière. Le capitalisme n'a pu en attirer aucun . Tout le monde intervient immédiatement : communistes, socialistes, gauchistes, catholiques de gauche.

Nous dénoncons la collusion existant entre la polic e des étranger en Belgique et la police marocaine. En effet, les forces de l'ordre ont conduit les ouvriers immigrés, grévistes de la faim, à l'aéroport, direction Casablanca, et les ont remis aux mains de la police marocaine. Cette action est tout à fait illégale. La police peut seulement expulser des frontières et laisser le choix du pays, selon ses propres lois.

L'existence des travailleurs clandestins est un fait bien connu des gouvernements capitalistes. C'est une bonne occasion pour les patrons d'utiliser de la main d'oeuvre à bon marché, de l'exploiter à leur gré, en donnant un salaire de famine, sans devoir payer de Sécurité Sociale. C'est une occasion pour certains propriétaires "d'immeubles", de se remplir les poches abondamment en faisant payer un prix exorbitant pour des logements insalubres, misérables. Plusieurs scandales ont éclaté, notamment à Wavre et à Bruxelles, à propos des logements dont les pièces étaient partagées par des cloisons de carton, et dont le propriétaire faisait payer chaque pièce un prix très élévé.

Le gouvernement est au courant de cette situation. Mais il laissait faire. Mais, s'il prend maintenant des mesures de répression rigoureuse, quand les travailleurs refusent d'accepter encore ces conditions d'existence et utilisent des méthodes de lutte de classes, s'il n'est même plus capable de respecter sa propre légalité, c'est parcequ'il se débat dans une crise sociale économique, financière inextricable. Il doit faire face également à une élévation constante des luttes de la classe ouvrière et des masses exploitées du pays qui remettent en question le régime, qui démontrent la volonté de couches de plus en plus larges de la population de changer la société.

La répression qui touche directement les travailleurs immigrés est une atteinte aux droits démocratiques de toute la classe ouvrière. Cela fait partie des plans de la bourgeoisie pour combattre toute mobilisation ouvrière ; Plan Vanden Boeynants sur l'armée de métier. Le capitalisme rationalise, concentre, les licenciements et fermetures d'usines se multiplient, le chômage augmente. Il y a trop de main d'oeuvre. Il faut en éliminer. Le système capitaliste élimine ce qui lui convient pour maintenir et développer son profit. Maintenant que les travailleurs immigrés commencent à être de "trop", les classe. Les mesures répressives appliquées particulièrement aux ouvriers arabes, visent également les gouvernements arabes, en relation á la crise du pétrole. Le boycott des pays producteurs de pétrole a accentué la crise du capitalisme européen et va avoir des conséquences antiimpérialistes.

Les Partis ouvriers, PSB, PC, la démocratie chrétienne, les JC, la JOC, les JS doivent intervenir contre la répression qui frappent les ouvriers immigrés. Il faut une riposte globale du mouvement ouvrier pour lutter pour l'égalité des droits syndicaux, politiques, culturels des travailleurs immigrés.

Nous invitons les militants socialistes à discuter et condamner l'attitude d'Ernest Glinne qui a discuté avec les grévistes de la faim. Il s'est lavé les mains du problème, disant qu'il n'était pas possible de donner une solution aux problèmes des travailleurs clandestins maintenant parcequ'il n'y avait pas de gouvernement. Cette attitude a laissé la porte ouverte à l'intervention de la police.

Glinne a rejeté la responsabilité sur la classe ouvrière de l'existence des travailleurs clandestins, alors que c'est le système capitaliste qui est responsable.

Nous appelons la FGTB et la CSC a organisé dans tous les lieux de travail, des réunions, des assemblées pour décider un arrête de travail général d'Une heure, par exemple, pour l'obtention des permis de travail pour tous, pour l'égalité complète des droits politique et syndicaux des travailleurs immigrés. Il faut développer dans les usines, dans toutes les entreprises une large discussion pour faire face à toutes les attaques de la bourgeoisie contre les droits démocratiaues, politiques et syndicaux de toute la classe ouvrière et de toute la population.

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

La signification du soulèvement en Ethiopie :

LA GREVE GENERALE, INSTRUMENT DE CULTURE ET DE PROGRES

5 mars 1974

J. POSADAS

Le capitalisme est en pleine décomposition. En dehors des Etats ouvriers et des pays capitalistes développés d'Europe et du Japon, la crise en Ethiopie est un des processus essentiels de cette étape qui montre bien cette décomposition. Ce pays est l'un des plus arriérés du monde. Il est soumis à un régime féodal, patriarcal, où le patron est maître de tout. Or c'est dans un tel pays qu'une grève générale se produit pour protester, s'opposer, se soulever contre la tyrannie. Les grévistes ne demandent pas seulement des augmentations de salaires : ils réclament des droits démocratiques, des droits politiques, la restitution des terres et leur partage. Ils réclament que les coupables soient punis. Ils prennent des otages, influencent l'armée, gagnent des officiers, des sous-officiers et même des officiers hautement gradés. Ils exigent l'élévation culturelle du pays.

Il n'y a pas, en Ethiopie, de raisons intérieures capables de déterminer une telle organisation. C'est le Front de Libération de l'Erythrée, ses luttes de guerrillas, l'existence de l'Etat révolutionnaire de Somalie et celle du quasi Etat ouvrier du Yémen du Sud, qui, en même temps que le processus mondial de la révolution, ont influencé cette situation. La lutte des masses vietnamiennes, représentées directement par les guerrillas d'Erythrée, impulsent en particulier la lutte contre cet assassin de Haïlé Sélassié.

Un tel processus en Ethiopie montre que la révolution est très profonde, et qu'elle parvient, en empruntant tous les chemins, à stimuler, à organiser la connaissance de la population qui reçoit cette influence comme une partie de son organisation. Son souci n'est pas de vivre mieux, d'avoir plus d'aliments ou de soigner ses enfants, mais d'avoir des réunions, d'écouter la radio. Cela indique l'existence de réunions, d'une vie politique et organisée des masses en Ethiopie. Le mouvement qui vient de se produire n'est pas le fait d'une vie empirique, de gens qui se jettent à la rue par désespoir. C'est un mouvement organisé et coordonné, qui montre que ceux qui l'ont fait, ont eu la capacité d'attendre le moment opportun pour agir. Les masses l'ont fait alors qu'elles sont privées de toute possibilité de vie organisée. Cela signifie qu'elles sont organisées, même en formes minimes. Cela montre que chaque habitant vit la vie politique, se préoccupe, s'intéresse, discute, rencontre les autres, communique avec eux.

Le régime de Haïlé Sélassié est celui d'une société népotique, où tout le pouvoir est dirigé par quelques familles dominant le pays. C'est un régime de coercition, une dictature, interdisant de parler, de discuter, d'avoir des syndicats, de faire grève, de mener une vie politique. C'est un régime qui se maintenait au moyen d'une persécution atroce. Cependant, tout cela n'a pas empêché la population de s'unifier, de s'élever, de s'organiser et de réaliser un mouvement révolutionnaire en influençant l'Armée, indiquant aussi, que dans cette armée, une base importante est influencée par la révolutien. Cela se produit dans un pays où l'armée est une véritable garde prétorienne, dépendante celui qui paie sa solde. Elle se trouve privée de toute possibilité d'indipendance, de culture, d'initiative.

Quand une partie de l'armée est sensible et accepte l'influence de la population, c'est qu'en son sein la révolution mondiale est déjà en train d'exercer son influence. Cette influence n'est pas strictement sur toute l'armée, en tant que corps, mais sur une partie. Il y a là également une manœuvre de l'impérialisme, qui essaie de couper ce processus en lançant le Negus à une réforme. Mais il ne peut faire aucune réforme importante. Haïlé Sélassié ne peut en accorder aucune parce que son régime est une structure féodale que la moindre réforme abat. Il est dans le même cas que le roi de Jordanie : la moindre réforme renverserait tout son régime.

Ces événements, par contre, montrent comment la révolution parvient à filtrer malgré l'isolement, l'analphabétisme, l'encerclement tribal imposé par Haïlé Sélassié. Son influence, celle des droits démocratiques révolutionnaires est parvenue à pénétrer et s'exerce maintenant sur le cours de la vie du pays. Cela montre que les masses et non les secteurs bourgeois, militaires au service de la bourgoisie, sont porteuses du progrès du pays.

Nous appelons la Somalie et le Yémen du Sud à manifester leur solidarité avec ce mouvement, et les Etats ouvriers à intervenir en donnant tout leur appui. Même si le mouvement en cours en Ethiopie ne va pas au delà d'une très grande protestation, il a déjà obligé le régime à faire certaines concessions. Pour la première fois, un mouvement, suscité par une couche d'officiers, n'en reste pas aux intrigues de palais, mais s'oriente à chercher le contact avec la population, distribuant parmi elle des tracts, cherchant à la réunir, l'appellant et l'invitant à participer. La population a assisté à tout le mouvement : elle n'a pas pu y participer de manière massive par manque d'organismes, de vie politique et d'organisation antérieure. La vie des masses en Ethiopie est misérable, soumise à l'espionnage et au terrorisme du régime.

La réaction de ces masses ne peut avoir eu un caractère massif, organisé, comme celle des masses des pays d'Europe ou d'Amérique Latine. Par contre, il y a eu une organisation répondant de manière favorable et se préparant pour intervenir postérieurement. Tout indique qu'on a déjà dépassé les rivalités de palais, les uttes entre camarillas militaires, et que le mouvement tend à incorporer la population. C'est un indice qu'il est profond, et un effet du processus mondial de la révolution, de la lutte contre l'impérialisme et contre le capitalisme, des guerrillas de l'Erythrée.

La C.I.A. est intervenue en cherchant à couper le cours de ce processus pour le dévier. Elle a cherché à le prendre en main pour empêcher, en libéralisant le régime qu'un mouvement supérieur ne se développe. Ainsi a-t-elle permis une certaine réforme agraire, quelques concessions aux étudiants, quelques libertés démocratiques, tout cela afin de laisser un libre jeu au camp de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie aisée, donnant ainsi donnant Gé elaoi sdrét cmfh vbgkq z l'impression d'un développement démocratique et empêcher en conséquence que les grandes masses n'interviennent, influencent soldats, sergents, sous-officiers hautement gradés. Le mouvement a échappé au contrôle de la C.I.A.

C'est la raison pour laquelle la rébellion se maintient, se poursuit, et présente des revendications dépassant tout à fait les revendications initiales. Beaucoup de revendications actuelles tendent au renversement du régime de Sélassié.

La C.I.A. pousse Haïlé Sélassié à accorder quelques avantages aux couches supérieures de la petite bourgeoisie, aux intellectuels, aux officiers, afin de limiter là les réformes et d'incorporer au pouvoir une couche d'individus aussi intéressés que lui à contenir l'intervention du reste de la population, qui, veut, elles, introduire des changements fondamentaux dans la société, c'est-à-dire renverser la tyrannie et initier un processus de transformation du régime de propriété féodale en un régime de propriété étatisée tel qu'il existe dans l'Etat ouvrier.

L'Ethiopie est une base militaire, aérienne et navale des immpérialismes yankee, anglais et français. Elle est un centre de contention, de contre-révolution, construit contre le processus révolutionnaire en cours en Somalie, au Yémen du Sud, contre le développement de la révolution en Afrique. Elle est l'Israël de cette région : tous deux sont des bastions fabriqués par l'impérialisme pour essayer de contenir la révolution. C'est la raison pour laquelle l'Ethiopie est le seul pays de cette région du monde à maintenir ses relations avec Israël, à l'appuyer. Il essaie en même temps de contenir l'influence croissante de la révolution en Erythrée, en Somalie, au Yémen du Sud. Le régime éthiopien a pris pour freiner cette influence, une série de mesures politiques, parmi lesquelles la reconnaissance de la Chine. Il cherche une couverture en Chine pour contenir le développement intellectuel et culturel révolutionnaire des couches étudiantes et militaires.

LA LUTTE EN ÉTHIOPIE EXPRIME LE RAPPORT DE FORCES FAVORABLE A DES CHANGEMENTS SOCIAUX DANS L'HISTOIRE : LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Le développement mondial de la révolution crée une compréhension de l'histoire. Il ne s'agit plus seulement d'intérêts économiques, même si ceux-ci sont fondamentaux. Les couches d'intellectuels, d'étudiants et même de militaires, de techniciens, sont influencés par le développement de la révolution, par le progrès des Etats ouvriers, par le développement des luttes des masses, dont ils voient la supériorité historique et sociale. Cela fait naître aussi en eux le désir de développer l'Ethiopie ; ce qui n'est pas possible dans le cadre du régime capitaliste. C'est ce que Haïlé Sélassié a essayé de freiner en reconnaissant la Chine. Il a essayé de maintenir une base d'autorité intellectuelle, pour contenir l'influence de la révolution sur les couches intellectuelles, le prolétariat et les masses paysannes. Mais les événements montrent que la révolution est plus puissante que tous les moyens économiques et militaires.

La révolution, et surtout la lutte de guerrillas pour la libération de l'Erythrée, les luttes du Yémen du sud ; de Somalie, exercent une énorme influence. Les masses voient que des pays aussi arriérés, ou plus, que l'Ethiopie, se sont développés, et qu'une couche de la population a déjà pu acquérir une capacité de progrès culturel et de développement économique énorme. Bien que n'ayant pas encore résolu le problème de l'économie, en raison de l'énorme retard dont ils ont hérité, ces pays connaissent un développement de l'intelligence, de la culture, de la solidarité, de l'unité de la population pour résoudre tous les problèmes en se basant sur la centralisation, la propriété étatisée et les mesures socialistes.

C'est la raison pour laquelle l'impérialisme yankee, français, anglais a fait de l'Ethiopie un centre, un bastion contre-révolutionnaire. Mais la révolution mondiale a compensé le manque de forces intérieures, la faiblesse du prolétariat et le manque de liberté politique. Elle a transporté à l'intérieur de ce pays le niveau supérieur que signifie le développement des Etats ouvriers, des luttes des masses du monde entier. C'est ce qui a influencé et gagné les couches de professeurs, d'étudiants, de techniciens, d'ouvriers et de militaires. C'est la compénétration de la révolution mondiale qui compense la faiblesse intérieure, en montrant en même temps que le monde entier est déjà mûr pour des changements historiques et sociaux fondamentaux, pour la construction du socialisme.

Si le sentiment révolutionnaire n'avait pas préexisté dans la population avant la sécheresse, celle-ci n'aurait pu en elle-même créer cette mobilisation. Les conditions de la rébellion existaient à l'avance, grâce à l'influence de la révolution mondiale, et aux luttes des masses du monde. La sécheresse a impulsé le développement de tout cela, mais elle ne l'a ni engendré, ni organisé. Elle a mis en même temps en évidence le caractère criminel du régime capitaliste, qu'il se présente sous la forme d'organisation féodale qui est la sienne en Ethiopie, ou que ce soit dans le reste du monde. D'après ce que eux-mêmes disent, il y a déjà au minimum cent mille morts en raison de la sécheresse. Nous calculons que ce chiffre doit atteindre 500 000, parce qu'ils cachent son importance. L'Union Soviétique et la Chine, qui ont connu les mêmes problèmes de sécheresse, de dévastation et de famine, les ont maintenant éliminés. Le fait que la Chine, ait, en moins de trente ans éliminé les problèmes de la sécheresse et des innondations, démontre la supériorité de l'Etat ouvrier. Quant à l'U.R.S.S., elle a non seulement éliminé la sécheresse, mais elle a transformé la Sibérie. C'est la preuve de la supériorité de la propriété étatisée, de la planification centralisée, de l'économie et du fonctionnement soviétique.

En Ethiopie, ce n'est pas toute la population qui intervient. Ce sont les étuiants, les officiers, les sous-officiers, les secteurs peu nombreux du prolétariat, les fonctionnaires, les employés, les différents secteurs de l'administration. Pour que ces secteurs aient le courage d'intervenir, et pour qu'ils reçoivent la sympathie et et l'appui de la population, il faut que le processus mondial de la révolution, de la montée des luttes des masses contre le capitalisme et du développement des Etats ouvriers parvienne aux masses d'Ethiopie sous une forme concentrée. C'est ce que vivent et transmettent, sous une forme encore limitée les guerrillas de l'Erythrée, les luttes du Front National de Libération de l'Erythrée, mais c'est insuffisant. Ce qui impulse les étudiants et les sous-officiers, ce sont les luttes générales des masses, et, entre autres, les grèves du prolétariat anglais, français, allemand, italien et la crise du capitalisme en Europe. Etudiants et sous-officiers trouvent une bonne réception dans la population, en majorité d'origine paysanne, manquant de travail, analphabète à 90 %, mais qui a le souci de voir qu'il est nécessaire d'obtenir des revendications comme : les droits démocratiques, le droit à la culture, le développement de l'économie, l'élimination des malversations, des déprédations, et des assassinats, le droit à la liberté politique, le droit de parler, de discuter, l'élimination du pouvoir absolu du Négus et le changement vers un régime démocratique.

Les étudiants, les sous-officiers, rencontrent la sympathie de la population parce que celle-ci exprime que l'influence mondiale des changements dans l'histoire parvient jusqu'à elle. Cela ne veut pas dire que ce mouvement va triompher immédiatement. Il n'est pas organisé, il n'a pas de parti ni de programme, les syndicats n'ont que peu de force, mais le fait de s'être lancé à l'action indique déjà de

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

la part de ces lutteurs, paysans, étudiants, intellectuels et militaires, une grande décision. Ils ont déjà donné l'impulsion initiale à un mouvement qui va reprendre par la suite, en s'appuyant sur le cours mondial de la révolution. Dans un sens général cela signifie l'affaiblissement des rapports de forces autrefois favorables au capitalisme et le développement de relations de forces favorables à la révolution. En Ethiopie s'exprime ce rapport de forces mondial favorable au développement de changements sociaux fondamentaux dans l'histoire. Sinon, il n'y aurait pas eu une telle conclusion.

C'est un coup brutal, très grand, porté au système capitaliste, à l'impérialisme, aux mesures et à la direction mondiale de l'impérialisme et une impulsion très grande aux Etats ouvriers et à la lutte des masses du monde entier. Ce mouvement contribue au développement du rapport de forces favorable pour renverser ce qui reste de l'impérialisme et du capitalisme.

Quand un tel processus a lieu dans un pays comme l'Ethiopie qui compte parmi les plus arriérés de l'histoire, cela indique que la révolution atteint tous les coins du monde et qu'elle y parvient et influence avec la radio, le transmission, avec la lutte de guerrillas comme celle d'Erythrée. Si les masses reçoivent cette influence c'est parce qu'elles vivent déjà avec cette aspiration, ce désir ; sinon, l'influence ne les atteindrait pas ! Si les masses n'avaient pas, à l'avance, ce désir et cette volonté, elles ne seraient pas influencées. Mais elles les ont. Dans la misère la plus épouvantable, la plus complète, illettrées à 90 %, les masses aspirent au progrès social. C'est le produit de l'influence de l'existence de 14 Etats ouvriers, de 16 Etats révolutionnaires, de la lutte révolutionnaire des masses du Front National de Libération de l'Erythrée, du Front de Libération d'Omàn et Mascate, des guerrillas du Golfe Persique, de Somalie et du Yémen du Sud.

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN ÉTHIOPIE, INSTRUMENT DE CULTURE ET DE PROGRÈS

Les faits les plus importants de la situation mondiale montrent une très grande élévation du rapport de forces favorable au développement mondial de la révolution, au développement des luttes des masses contre le capitalisme, de l'affaiblissement du capitalisme et de l'impérialisme. Les faits les plus importants qui soulignent cette conclusion sont : le triomphe des mineurs en Angleterre, le triomphe des travaillistes aux élections en Grande-Bretagne et la grève générale en Ethiopie. Ce sont là deux aspects fondamentaux, mais non uniques, de ce processus. Ce dernier s'exprime également, bien que sous une forme plus limitée, plus éloignée, dans les grèves en Allemagne, dans le triomphe de la grève des employés et, en particulier, des agents de police qui y ont participé à 90 %. Cette grève générale réelle, suivie à 90 %, a eu un écho immense dans toute l'Allemagne. La panique de la droite socialiste à Hambourg, qui du coup a voté libéral, en est un écho. Mais cette élection a renforcé en même temps la gauche socialiste, qui a influencé et va influencer la jeunesse libérale qui, dans cette ville, est aussi de gauche. Il y a en Allemagne une gauche libérale assez importante.

L'attitude de Gromiko en Syrie indique, elle aussi, un rapport très favorable. Tout en restant compénétrative, cette attitude est un coup porté à l'impérialisme yankee. Il est vrai qu'il est allé en Syrie pour négocier en vue d'un accord ; mais sur quelles bases ? Il y a en Syrie 1.600 entreprises coopératives agricoles et 16 fermes collectives qui appartiennent à l'Etat, sans compter que les principales industries sont étatisées. Gromiko est allé en Syrie pour appuyer cela, et aussi l'Irak. C'est un poids très grand exercé sur le Moyen-Orient à partir des deux principaux pays qui vont influencer de façon notable, puissante, le reste des pays arabes entre autres l'Egypte. Les changements vers la droite enregistrés en Egypte n'ont pas de base sociale solide.

Dans l'ensemble du monde, le capitalisme n'est pas parvenu à porter un seul coup sérieux, important, qui freine, vainque ou décourage le développement du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Au contraire, il y a un progrès des Etats ouvriers dans leurs alliances, en particulier avec les pays d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie. Tel est le sens global. Mais l'Ethiopie souligne le mieux l'élévation du processus révolutionnaire ; elle en donne une notion claire, décisive, indiscutable. C'est le coin le plus éloigné de toute civilisation, c'est un mélange de clans et de tribus ayant à leur tête le Négus, vivant de manière patriarcale. Il accumule pour lui-même, laissant tous les autres mourir de faim. C'est un pays inanimé, où le taux d'analphabétisme est parmi les plus hauts du monde, où le niveau de consommation est parmi les plus arriérés. Et c'est dans ce pays que se produit une grève générale complète.

Il n'est pas possible de faire une grève générale complète sans compter sur l'appui de toute la population. Si les sentiments des gens sont contre la grève, s'il y a une résistance, cela décourage les grévistes. En effet, ceux qui font grève sont ceux qui sont organisés, qui participent à l'appareil économique, à la distribution, au transport. Quand une grève est aussi complète c'est parce qu'elle a l'appui de toute la population. Elle manifeste un sentiment de protestation et une volonté de progrès générale. A leur tour, population et grévistes reflètent la pression et l'expression du rapport de forces mondial à l'intérieur de l'Ethiopie. C'est ce qui enseigne aux masses de ce pays l'éducation politique révolutionnaire, sans qu'elles cessent pour autant d'être analphabètes : mais elles apprennent à mesurer le rapport de forces et à se baser sur les forces mondiales de la révolution.

Cette grève indique que lorsqu'une pareille secousse avec une telle participation, se produit dans un pays aussi arriéré — des plus arriérés — comme c'est le cas de l'Ethiopie, c'est que tout l'humanité est sur pied de guerre, prête à intervenir. Cela va avoir des conséquences très grandes au sein des partis communistes, des partis socialistes et des mouvements nationalistes et catholiques de gauche. Ce n'est pas une grève après tant d'autres, c'est une expression qui communique au reste du monde que la révolution parvient à influencer jusqu'à des secteurs aussi arriérés. Ceci va influencer très profondément tous les organismes de la classe ouvrière : les syndicats et les centrales ouvrières, les partis communistes et socialistes, les Etats ouvriers, les pays d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie. L'Ethiopie est l'expression de la montée mondiale de la révolution. Elle va lui transmettre à son tour sa propre résolution et impulser ainsi le reste du monde. Ce n'est pas une grève de plus, un mouvement parmi tant d'autres. Il s'agit d'un pays issu directement du féodalisme, voire même d'étapes antérieures. Il s'incorpore directement à la lutte montrant que pour élever la culture, les conditions de vie, il faut faire la révolution. La grève générale est un instrument de culture et de progrès.

Cela va signifier un enseignement et une impulsion énormes pour toute l'Afrique. Ces pays ne vont pas voir, dans cette grève, l'instrument de la conquête de revendications économiques, salariales, ou de meilleures conditions de travail, mais un instrument de combat pour le progrès. Tels sont les instruments des Etats ouvriers, du mouvement ouvrier de la lutte pour le socialisme. Ils incorporent directement ce qu'il y a de plus arriéré à la révolution permanente, sous sa forme la plus élevée. Ce n'est encore pas la révolution permanente, mais c'est un aspect, un pas, vers elle. C'est ainsi que vont le ressentir les masses d'Ethiopie. La révolution permanente signifie passer directement du niveau actuellement féodal de l'Ethiopie à des mesures socialistes. La révolution permanente, cela ne veut pas dire faire la révolution tous les jours, selon la caricature qu'en font les journalistes bourgeois. Cela veut dire recevoir, de manière concentrée, toute l'expérience de l'humanité : le développement des Etats ouvriers, la lutte des masses d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Les masses reçoivent cette influence de manière concentrée, parce qu'elles vivent politiquement : elles n'ont ni de quoi vivre, ni de quoi manger, elles sont sans culture, analphabètes, mais elles ont la tête disposée à voir le progrès de l'humanité, et la radio, les journaux pour ceux qui savent lire, leur transmettent le progrès de l'humanité et les y incorporent. Les masses sentent, communiquent, au moyen de la radio, des journaux et des discussions avec les étudiants, les intellectuels, les techniciens.

(suite page 4)

Il y a, parallèlement à ce processus, la guerrilla d'Erythrée, il y a la Somalie, le Yemen du Sud, c'est-à-dire des éléments d'impulsion et de progrès. Les masses étaient soumises au Négus, mais celui-ci n'est pas parvenu à les écraser ni à les intimider. Elles ont été au contraire stimulées par l'existence de ces pays et du processus mondial de la révolution.

Ce mouvement va avoir de très grandes répercussions dans le mouvement communiste mondial, parce qu'il va impulser les couches dirigeantes communistes à voir qu'il est possible de passer directement d'un état tel que celui de l'Ethiopie aux formes les plus élevées de la lutte pour le socialisme. Ce n'est pas un problème d'arrièrement des masses — et d'ailleurs celles-ci ne sont pas arriérées. Bien que ne sachant pas lire, n'ayant pas de quoi manger, elles ont socialement la pensée la plus élevée et acceptent les formes de lutte les plus avancées. Il n'y a pas chez elles la moindre aspiration au développement de la propriété privée : elles aspirent seulement au progrès que signifie l'élimination du Négus et de ses propriétés. C'est pour cette raison qu'elles revendiquent le partage des terres. La distribution des terres est, pour ce pays, une révolution. On y voit les formes les plus inhumaines qu'on puisse concevoir, des milliers et des milliers de gens qui n'ont même plus de muscles. Et pourtant ce sont ces gens qui encouragent les autres à faire grève, à triompher. Cela indique le niveau du rapport de forces mondiales favorables à la révolution.

C'est en même temps un coup brutal porté à la Chine, qui appuyait le Negus, ce qui va avoir aussi un effet de grande impulsion pour le développement des luttes dans les Etats ouvriers et dans les pays capitalistes pour y développer une politique révolutionnaire. Ce mouvement va influencer les Etats ouvriers, les partis communistes et les partis socialistes.

Les militaires et les guerrillas doivent appeller à un front unique sur la base d'un programme de revendications démocratiques, pour le partage des terres et développer des discussions dans toute la population pour renverser le régime de Haïlé Sélassié et constituer un Etat démocratique révolutionnaire qui progresse vers l'adoption de mesures comme celles que prennent la Somalie, le Yemen du Sud, et qui s'unifie avec ces Etats pour chercher à constituer des Etats ouvriers. Tout le mouvement ouvrier mondial doit aider à cette tâche et les guerrillas, les militaires et les masses doivent discuter pour aider à tirer cette conclusion.

Nous appelons les syndicats, les partis communistes et socialistes, les radicaux de gauche d'Europe et du monde entier, les nationalistes, à lancer des appels d'appui à la lutte des masses en Ethiopie. Il faut demander l'appui, la solidarité, des mouvements de grèves, des débrayages, des manifestations. Celles-ci doivent sentir qu'elles ont tout cet appui, afin que même si elles ne parviennent pas à progresser beaucoup, elles disposent déjà des points de départ pour poursuivre cette lutte.

L'impérialisme appuie Haïlé Sélassié pour essayer d'écraser le mouvement, d'accorder des avantages à une couche d'étudiants, de militaires, de fonctionnaires, pour essayer de les attirer et de les corrompre, d'élever leur rôle social pour s'en servir ensuite comme d'un pont contre les masses.

Les masses, les étudiants, les militaires d'Ethiopie doivent sentir qu'ils ont l'appui de toutes les masses du monde, que c'est un appui concret et qu'ils peuvent espérer recevoir un appui matériel, moral, politique et organisationnel pour poursuivre cette lutte, jusqu'à renverser le régime du Négus et développer un Etat démocratique moderne en marche vers un Etat révolutionnaire, puis l'Etat ouvrier.

Il faut lutter pour les revendications démocratiques : droit de parole, d'idées, liberté des partis politiques, liberté de discussion, droits syndicaux, plan de développement de l'économie du pays. Il faut revendiquer en même temps que les droits syndicaux, culturels et démocratiques, le droit à développer l'économie du pays grâce à l'intervention des masses, à la planification centralisée des investissements réalisés par l'Etat. Il faut faire en sorte que le développement économique, le développement de l'agriculture, de l'industrie, la transformation des relations économiques avec le reste du monde se fassent au bénéfice des masses. Pour cela, il faut une planification centralisée dans laquelle interviennent les masses.

Tous les Etats ouvriers, tous les pays socialistes doivent intervenir pour appuyer les masses éthiopiennes. Toutes les centrales syndicales d'Europe, d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique, doivent donner leur appui à la lutte de ces masses, faire sentir leur poids pour stimuler les courants qui veulent des changements et un développement démocratique révolutionnaire, pour que ces courants sentent l'appui mondial qu'ils ont, s'en trouvent stimulés pour avancer vers le renversement du régime féodal. Il faut appeler également à une intervention de la population pour un accord ultérieur avec la Somalie, le Yémen du Sud, etc.

La faiblesse des masses fait que le rapport de forces intérieur en Ethiopie est défavorable au changement. C'est une clique, une camarilla, qui dirige. Mais mondialement, le rapport de forces est favorable. Il pèse sur la pensée, les préoccupations, la décision et les aspirations des masses, des intellectuels, des militaires, des étudiants, des paysans, des ouvriers, pour les stimuler et impulser le progrès.

Ce progrès doit nécessairement se faire sur la base de mesures qui dépassent le système capitaliste.

C'est le boomerang lancé par les événements du Chili qui continue à fonctionner à travers tout le processus mondial : et en Europe par des grèves générales comme celle des mineurs anglais qui ont vaincu les conservateurs. C'est un processus mondial qui favorise les masses. L'effet immédiat de la sécheresse a été l'assassinat de millions et de millions de personnes sans que Haïlé Sélassié s'en soucie le moins du monde ; au contraire, il a en réprimant encore augmenté le massacre ! Mais il n'a pas intimidé les masses. Celles-ci ne se laissent plus intimider, ni épouvanter. Elles continuent à mener de l'avant leurs luttes revendicatives. C'est un processus irréversible, un processus de progrès que l'impérialisme n'est pas capable de contenir.

5 mars 1974. J. POSADAS.

Editions Revue Marxiste

VIENT DE PARAITRE :

Soljenitsyne, l'Union Soviétique et la lutte pour le socialisme

14 Février 1974 J. POSADAS

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (TROTSKISTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA IV• INTERNATIONALE (POSADISTE)

Le meeting de Lyon des Partis Communistes d'Europe capitaliste

Le meeting de tous les partis communistes des pays capitalistes d'Europe qui vient de se tenir à Lyon est un événement d'une grande importance pour le développement du mouvement ouvrier et des luttes pour abattre le capitalisme. C'est une activité qui prolonge et élève la conférence de Bruxelles de ces mêmes Partis communistes. Elle représente un pas en avant dans l'organisation d'ensemble, la coordination de la politique, du programme et de l'action des Partis communistes d'Europe dans le cadre de l'aggravation de l'affrontement mondial système contre système et, en même temps, exprime la volonté de la part d'un courant de gauche dans ces partis communistes, de faire peser la classe ouvrière européenne et — son avant-garde dans les grandes usines — comme centre, point d'appui, axe de l'alternative de classe, communiste, à cette crise global e du capitalisme en Europe. Le prolétariat a pesé, impulsé, à travers ses actions, ses grèves, à travers les réunions intersyndicales des usines des grands trusts dans différents pays, par ses actions solidaires, dans le sens de cette unification. C'est une avant-garde jeune, décidée, qui a répondu à cette initiative, et c'est pour cette raison qu'on y trouve tous les secteurs du prolétariat européen qui ont été à la tête des plus grandes luttes de cette période : les mineurs du pays de Galles, les dockers écossais, les métallos d'Allemagne, les ouvriers de la Fiat Mirafiori, ceux de Michelin, RousselUclaf, Alsthom.

Une large avant-garde, en Europe, a compris que pour avancer dans le progrès social, culturel, technique, scientifique, humain, il faut le faire à échelle européenne, mettre les formidables ressources du continent — non seulement la capacité technique, les moyens matériels, les connaissances technologiques et les équipements, mais surtout l'expérience, la qualification et le degré de conscience de la classe ouvrière européenne, forgée pen-la classe ouvrière européenne, forgée pendant des dizaines d'années de luttes, au service de toutes les masses d'Europe et du monde. L'existence des 14 Etats ouvriers, la moitié de l'Europe socialiste : les partis communistes des pays capitalistes d'Europe sont le prolongement de cette réunion, même si la politique de chacun des partis présents n'est pas encore directement orientée à prendre le pouvoir et à s'appuyer sur cette volonté de l'avant-garde prolétarienne en Europe pour abattre ce qui reste du capitalisme.

Pour les partis communistes, c'est une forme nouvelle de fonctionner, impulsée par les Etats ouvriers et directement par l'Union soviétique et qui se heurte à toute la pratique passée, à tous les accords nationaux avec des secteurs de la bourgeoisie. Ce qui s'impose, c'est la dynamique de l'unité, mais celle-ci se heurte à des résistances visibles. La mobilisation,

Ce qu'il s'agit de discuter maintenant, c'est comment continuer cette lutte. Il est évident que cela ne peut se faire par des réunions et des discussions au sommet, dans les états majors politiques et syndicaux. Une limitation très grande de ce meeting de Lyon, c'est qu'on n'a posé une tâche fondamentale pour le progrès anticapitaliste des luttes ouvrières en Europe : la démocratie syndicale, la liquidation des directions bureaucratiques et même féodales dans la tête du mouvement syndical. Il faut poursuivre cette lutte par des réunions intersièges des usines des grands trusts, des réunions interusines au niveau des branches d'activité : développer dans toutes les usines, et en particulier les grandes usines et les usines occupées, des meetings, des assemblées ouvertes à toutes les tendances du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Pour donner une base programmatique d'ensemble à ces mobilisations, les partis communistes doivent prendre l'initiative d'élaborer un plan ouvrier d'ensemble pour développer l'économie de ces pays capitalistes dit avancés, au profit de l'ensemble des masses qui y vivent, mais aussi en appui, au bénéfice, de toutes l'humanité et en particulier des Etats révolutionnaires et des pays en voie de développement. La classe ouvrière seule est capable de donner une telle perspective, qui va gagner et enthousiasmer les meilleurs secteurs de la jeunesse, des cadres, des techniciens, qui veulent se sentir utiles et servir au progrès de l'humanité. Ce plan ouvrier et le développement d'actions concrètes pour le renversement des régimes fascistes d'Espagne et du Portugal, en solidarité avec les masses du Chili, doivent être, avec le renforcement de l'unité d'action des partis et des syndicats ouvriers, l'ordre du jour d'une conférence de la gauche européenne. Le centre de cette conférence, comme dans le cas de l'Union de la Gauche en France est donné par l'action commune des communistes et socialistes, mais doivent également y participer les syndicats, les radicaux de gauche, la gauche catholique et les courants et tendances qui acceptent la perspective de l'Europe socialiste.

Face à la crise croissante, à la désintégration politique et sociale de la bourgeoisie européenne, dans le cadre de la crise globale du capitalisme et qui pousse de plus en plus un secteur de l'impérialisme yankee à trouver une fuite dans la guerre, il devient plus urgent que jamais d'accélérer la préparation de la conférence des partis communistes des pays capitalistes et des Etats ouvriers d'Europe, pour donner une structure, un organe, un programme aux forces de la révolution et coordonner leur action et leurs objectifs à court et moyen terme. Pour l'étape dans laquelle nous sommes entrés, toutes les initiatives tendant à l'unité du mouvement communiste mondial sont d'une importance capitale. C'est la raison pour laquelle, comme le pose le camarade Posadas avec insistance dans tous les articles adressés aux partis et aux directions communistes, les Etats ouvriers ont un grand rôle à jouer dans le développement et l'affirmation de la perspective de l'Europe socialiste en donnant eux-mêmes l'exemple d'une planification conjointe, en appliquant partout et dans chaque pays la démocratie syndicale et la démocratie soviétique et en résolvant, au moyen de la discussion fraternelle et communiste les divergences, en mettant fin au moyen de la discussion de tout le mouvement communiste et ouvrier, au conflit sino-soviétique. Ce meeting, le premier dans cette voie, ouvre la perspective d'une élévation très grande de l'unité du mouvement communiste mondial, dans le sens d'un fonctionnement d'Internationale communiste tel qu'il existait du temps de Lénine.

NOTRE PARTI AU MEETING DE LYON

Une délégation de notre Parti a participé à la concentration de Lyon.

Nos camarades ont distribué un tract et porté une grande banderole rouge qui disait : « Vive le meeting des Partis Communistes d'Europe à Lyon - Pour l'Europe socialiste - La gauche au pouvoir en France - Unification du mouvement communiste mondial. »

LE TRIOMPHE DE PANAMA ET LES FORCES MONDIALES DE LA REVOLUTION

7 février 1974

J. POSADAS

L'impérialisme est obligé de partir de Panama. Ce n'est pas seulement à cause de la lutte menée par Torrijos, bien que celle-ci soit importante et montre le progrès du mouvement nationaliste révolutionnaire au Panama : c'est un effet des forces mondiales de la révolution qui s'allient aux nationalistes panaméens pour chasser les yankees. Dans le passé, ces derniers s'appuyaient sur la bourgeoisie, à laquelle ils en imposaient par l'arrogance et l'intimidation. Aujourd'hui, plus personne ne se laisse intimider. Au contraire, c'est maintenant à l'intérieur même des Etats-Unis qu'on demande à Nixon de céder. Un secteur de l'impérialisme yankee cherche par tous les moyens comment faire dans le monde entier pour gagner du temps avec l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers. L'impérialisme a engendré toute une génération, toute une structure d'assassins dont la seule fonction est de tuer. Tuer sans qu'il y ait de guerre : tuer les gens, assassiner, comme dans le cas de l'assassinat de Kennedy. Ce meurtre a introduit dans l'impérialisme mondial ce penchant de l'impérialisme yankee.

Le mouvement que dirige Torrijos au Panama se base sur le fait qu'il s'appuie sur la lutte des masses latino-américaines. Panama est très en retard. Entre ses forces et celle de l'impérialisme, il y a une disproportion énorme. Alors, pourquoi l'impérialisme n'ose-t-il pas attaquer ? Pourquoi négocie-t-il avec Panama ? Pourquoi celui-ci se sent-il porteur d'une telle force ? Parce qu'il représente la conscience qui est donnée au monde par les Etats ouvriers, par les masses révolutionnaires : la conscience qu'il faut changer l'histoire, en finir avec l'oppression et la soumission à l'impérialisme et au capitalisme. A des degrés divers, le monde entier avance en ce sens. C'est la raison pour laquelle nous saluons les masses de Panama et le mouvement nationaliste dirigé par Torrijos. Ils expriment la volonté des masses latino-américaines de se libérer de l'impérialisme, et parmi elles les plus faibles socialement parce qu'elles ne comptent sur aucune force économique : les masses centre-américaines, comme celles du Honduras. C'est un immense progrès.

Ce progrès est le produit du rapport de forces mondial, favorable à la révolution. L'impérialisme cherche maintenant à céder pour pouvoir consacrer la concentration de ses forces à la préparation du règlement de comptes final. Les camarades révolutionnaires de Panama, comme Torrijos, du Pérou, comme Velasco Alvarado, d'Equateur, du Mexique ou d'Argentine, doivent comprendre que l'impérialisme ne s'en va pas et ne cède pas parce qu'il est respectueux de la volonté de ces pays : il part parce que c'est pour lui le moindre mal, parce qu'il ne peut plus résister à la pression exercée sur lui. Et il ne peut plus résister parce qu'à l'intérieur même des Etats-Unis la petite bourgeoisie, les ouvriers, les masses sont contre la politique impérialiste de leur gouvernement.

Si l'impérialisme pouvait compter sur une base d'appui beaucoup plus large aux Etats-Unis même, il serait beaucoup plus audacieux, beaucoup plus décidé, même pour affronter les Etats ouvriers, l'Union Soviétique. Mais il faut dorénavant tenir compte de la participation du peuple aux Etats-Unis, qui n'intervient encore que de manière indirecte. Il n'y a pas de mouvement de masses aux U.S.A., mais il y a des mouvements d'opinion. Watergate est une expression de ce mouvement d'opinion des ouvriers, des paysans, des petits bourgeois, des étudiants. Les grandes grèves qui ont lieu, qui entraînent des secteurs de la petite bourgeoisie aisée et des fonctionnaires, entre petits et hauts, montrent qu'il s'agit d'un très grand mouvement d'opinion. C'est un mouvement qui entraîne toute la petite bourgeoisie.

Il faut célébrer le triomphe de Panama dans toutes les sections de la IV Internationale. Les yankees sont obligés de partir, les yankees s'en vont, non pas parce qu'ils le veulent bien, mais parce qu'on les a jetés dehors. Ils n'acceptent pas de lutter. Il faut répéter, à l'intention des camarades révolutionnaires de Panama, à l'intention de Torrijos et des autres dirigeants du mouvement nationaliste révolutionnaire panaméen, que c'est la force mondiale de la révolution, et en particulier les Etats ouvriers, qui a permis à Panama d'expulser les yankees. Si ces derniers n'avaient pas rencontré de résistance, la lutte mondiale des masses, ils auraient eu la tête et les mains libres pour se maintenir à Panama. Ce n'est ni un problème de technique, ni un problème d'intérêt économique, ni de nouveaux plans. On oblige les yankees à partir et le peuple panaméen les jette dehors. Cela va avoir d'immenses répercussions dans toute l'Amérique Centrale. On en voit déjà les résultats les plus immédiats. Ce sont les événements actuels au Honduras et au Costa-Rica.

Nous félicitons les révolutionnaires panaméens, et parmi eux Torrijos, pour le grand progrès de la révolution latino-américaine, un progrès énorme dans le sens de rechercher l'élimination de toute forme d'oppression, de violence, d'affrontement, d'agression. Pour cela, il faut finir d'abattre le capitalisme, l'impérialisme. Nous appelons en même temps le gouvernement Torrijos à planifier l'économie, à faire intervenir les ouvriers, les étudiants, par des discussions et au moyen de la formation de conseils : qu'ils interviennent, qu'ils donnent leur opinion, leur jugement, qu'ils participent et contrôlent l'économie, de manière à empêcher la formation d'équipes bureaucratiques, d'intérêts bureaucratiques, qui prennent la place du capitalisme et commandent comme commandait le capitalisme avant et empêchent le développement objectif du pays. Panama n'a pas une économie qui lui permette de concurrencer le reste des pays d'Amérique Latine et du monde. Son économie est très peu compétitive sur le marché mondial. Par contre, elle peut connaître un grand développement à condition de diversifier la production agraire et de développer certaines industries locales, de type commun, comme l'ont fait les Chinois. Il faut demander l'aide des Etats ouvriers et proposer la planification conjointe de toute l'Amérique Centrale : un plan de développement économique, industriel et social auquel participent toutes les masses. Il faut progresser dans cette voie jusqu'aux conquêtes les plus grandes, sociales et révolutionnaires, contre l'impérialisme.

Il est nécessaire de baser ce progrès sur un programme de front unique anti-impérialiste à échelle latino-américaine, un front unique de toutes les centrales ouvrières, de tous les partis ouvriers contre l'impérialisme : pour un front unique anti-impérialiste latino-américain et mondial, pour le front unique avec tous les Etats ouvriers et pour l'unification de ces derniers entre eux.

en France

Vive la candidature commune de la gauche ! Assemblées, meetings, conseils d'usine, comités pour la gauche au pouvoir !

Le congrès des J.S.

Nous croyons que dans le prochain Congrès "du 10e anniversaire" qui se prépare pour septembre, il faut faire le bilan des erreurs faites maintenant, pour ne pas les reproduire. En particulier, en ce qui concerne la discussion des documents préparatoires au Congrès. Il faut organiser la discussion la plus large, à partir des centres de travail et de militance des J.S. : les usines, les ateliers, les écoles, les quartiers. Et pour arriver à cela, fonctionner directement avec la population. Il faut appliquer, dès à présent, les conclusions posées par la Commission "sur la Stratégie" notamment : la nécessité de faire fonctionner des comités de front unique, où toute la population participe.

Un autre point important du Congrès, est la décision de faire progresser le front de la gauche. Nous invitons les camarades socialistes à donner une participation à notre Parti à ces discussions ; et à nous donner la possibilité d'intervenir, de participer aux discussions de commissions, et non seulement aux séances plénières, et à prendre la parole dans les débats. Nous n'avons pas d'autre objectif que de contribuer au progrès de la gauche socialiste, pour l'aider à prendre le pouvoir dans son propre Parti.

En fait, notre Parti a pris part à ce Congrès doctrinal, avec une délégation, et avec les brochures et journaux de la IVe Internationale et textes de J. Posadas, qui ont été vendus dans le congrès. D'autre part, un document du Parti, adressé aux congressistes a été placé sur la table des diverses publications par la direction même du Congrès. Cela montre que des secteurs importants de la JS et du PSB sont d'accord de mener de l'avant des positions de lutte anti-capitaliste. Cela montre aussi une grande acceptation et autorité de la IVe Internationale, parce que les militants socialistes voient que les posadistes interviennent, sans se camoufler, sans se cacher, mais pour faire avancer objectivement la gauche, pour aider au progrès de la gauche socialiste, communiste, chrétienne, au travers de nos idées, propositions, interventions, des analyses.

Nous sommes d'accord avec l'appel qu'on fait les J.S. aux chrétiens de gauche. Mais nous croyons qu'il ne suffit pas de les appeler "à se mouiller". Il faut leur présenter un programme anti-capitaliste, sur la base duquel on fait partir la discussion. Il faut un programme qui soit un instrument pour affronter la crise du capitalisme, et qui s'appuie essentiellement sur l'intervention de la classe ouvrière, qui propose le contrôle ouvrier de l'économie, la nationalisation des banques, des principales industries — pas seulement les industries en crise — mais les grands monopoles, l'énergie etc.. Proposer un programme qui inclut la nécessité de la démocratie syndicale.

C'est un point fondamental. Dans le front de la gauche, il faut incorporer la FGTB et la CSC, mais en même temps, il faut proposer l'organisation d'une gauche syndicale, pour imposer la démocratie ouvrière au sein de ces organisations, et développer leur intervention politique. Le sort des luttes de la classe ouvrière est chaque fois plus lié à l'intervention politique des syndicats. Pour affronter la classe ouvrière, la bourgeoisie essaie d'augmenter sa centralisation. La réponse est globale. Les syndicats doivent s'intégrer au front de la gauche. Nous croyons que les JS doivent écrire sur tous ces problèmes.

La participation des délégations de plusieurs pays, et surtout des pays socialistes, est fort importante. Elle montre la préoccupation, l'aspiration de la gauche socialiste, à s'unir aux luttes révolutionnaires dans le monde, et aux partis communistes des Etats ouvriers. Une des résolutions du Congrès propose de former le Parti Socialiste Européen. Non seulement il faut lutter pour unifier les partis socialistes, mais développer tout un front de la gauche, à échelle européenne, pour répondre à la crise du capitalisme, par l'Europe Socialiste, l'Europe des travailleurs.

Camarades, il faut bien voir que dans la lutte qui se déroule actuellement dans le PSB sur la participation gouvernementale, ce congrès des JS a eu une grande importance. Les accords avec Tindemans étaient déjà quasi réalisés. Le congrès des JS a pesé beaucoup pour fair changer cette situation. La radicalisation ex primée dans ce Congrès a donc eu comme résultat, non d'isoler les JS du reste du Parti, mais, bien au contraire, d'impulser des changements. Il faut affirmer ce progrès en s'appuyant sur un programme, bien précis.

Un secteur du PSB s'est appuyé sur la résolution des JS pour remettre l'accord gouvernemental en question. Il faut approfondir cette lutte pour structurer organiquement la gauche, en Flandres comme en Wallonie.

Nous saluons la déclaration du camarade représentant les Jong Socialisten au congrès : la perspective, à brève échéance, est, comme l'a posé ce camarade, de réaliser la fusion des deux organisations, en une seule, car elles ont les mêmes objectifs, elles mènent la même lutte pour changer le PSB, cette lutte ne peut triompher que dans l'ensemble du Parti.

Camarades, nous croyons qu'un des aspects plus limité dans le Congrès, c'est que personne n'a discuté du Chili. Pourtant toute la salle était décorée — et très bien — avec des affiches d'adhésion à l'Unité Populaire, au progrès socialiste du Chili, d'Allende. Aucun congressiste cependant, ne s'y est référé pour tirer des conclusions de cette expérience historique. En particulier, la Commission Stratégie doit étudier le Chili.

Il y a eu aussi un projet de résolution concernant l'OTAN, qui ne dit pas un mot sur l'expulsion de l'OTAN. Il faut en discuter et être très clair ! Au cas où un front de la gauche voudrait imposer des changements aux structures économiques et sociales portant atteinte au pouvoir de la bourgeoisie, croyez-vous que l'OTAN va rester étrangère à cela ? Pas du tout ! C'est son rôle, elle ne va pas le permettre. Bien que le capitalisme européen se heurte à l'impérialisme américain, dans leurs contradictions internes ; mais ils ont tous unifiés face aux masses. Il faut donc poser clairement l'exigence de l'expulsion de l'OTAN ! et aussi le rejet de tout plan de faire une armée de métier. Si les socialistes ont quelquechose à faire dans un gouvernement, c'est avant tout, éliminer ceux qui ont assassiné Allende au Chili, qui ont assassiné des milliers d'ouvrier et d'étudiants, de militants, et qui sont prêts à en faire autant en Belgique.

Nous appelons les camarades communistes à développer, eux aussi, toutes ces idées, ces propositions, cette activité. Le représentant des Jeunes Communistes au Congrès ne s'est pas préoccupé de donner des idées pour organiser le front de la gauche ; le programme. Il s'est consacré à dénoncer le gauchisme. Ce n'est pas le gauchisme qui cause les vrais problèmes, c'est le manque d'une politique révolutionnaire, d'idées, de programme. C'est cela que nous appelons à discuter. Le congrès des J.S. a été un pas en avant important dans cette lutte qui va conduire à porter la gauche au pouvoir.

8.4.74

LA BUREAUCRATIE DES ETATS OUVRIERS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

31 décembre 1973 *(extraits)* **J. POSADAS**

Le fait que la bureaucratie des Etats ouvriers et des Partis communistes doive discuter et adopter des positions favorables à la révolution n'est pas déterminé par une meilleure façon de penser, par une meilleure façon de voir, par une nouvelle compréhension qu'elle n'avait pas auparavant. Non ! La bureaucratie est une catégorie sociale que Trotsky dénommait d'une façon assez approchée : caste. Dans la qualification de catégorie est inclus aussi le caractère de caste.

C'est une catégorie de la société qui a des intérêts qui lui sont propres et pense en accord avec eux. Si elle n'est pas une classe, elle ne s'en comporte pas moins comme telle. Son rôle dans l'économie et dans la société n'est pas celui d'une classe. Elle ne peut créer ni idées, ni intérêts, ni principes, ni relations de classe. Elle ne peut permettre la continuité et la reproduction de classe. Rien de cela n'existe. Son rôle dans l'économie et dans la société est fonction d'une propriété qui n'est pas de classe. Elle tire usufruit de la société et engendre des idées en accord avec le rôle qu'elle joue.

Elle a peur de tout ce qui renverse, ébranle ou de tout ce qui signifie le progrès, en particulier dans l'évolution quotidienne, dans la mesure où cela la dépasse, échappe à son contrôle, l'empêche de dominer pour maintenir et préserver ses intérêts. Elle réagit et se lance violemment contre tout cela. Elle doit permettre certain progrès qu'elle ne peut empêcher parce que sa propre existence en est liée. Mais elle empêche par tous les moyens l'ascension d'une direction qui systématise, exerce la continuité des lutionnaire. Elle agit alors en tant que idées, de la pensée, de la conception révocatégorie, avec un comportement de clase, bien qu'elle ne soit pas une classe et ne peut se reproduire comme telle.

La bureaucratie est empirique. Lorsqu'elle analyse, soit elle se trompe, soit au contraire donne dans le vrai ou encore ne comprend pas, mais elle est obligée d'intervenir. Elle ne peut ni systématiser, ni donner naissance à une direction révolutionnaire, dans la mesure même où son rôle dans l'économie et dans la société, comme direction usurpatrice, ne correspond pas aux besoins de la révolution.

Elle ne peut engendrer d'idées révolutionnaires parce que son rôle n'est pas révolutionnaire ; ses intérêts sont conservateurs. Elle ne peut en conséquence engendrer des pensées révolutionnaires. Dans la mesure où elle est une catégorie et non une classe, les couches les plus basses, les couches intermédiaires qui vont s'élevant, engendrent dans leur développement de nouvelles couches de la société de l'Etat ouvrier qui sont influencées par la révolution. Sans perdre leur influence, leurs intérêts, leur rôle usurpateur, leur caractère de catégorie usurpatrice de la société, ces nouvelles couches sont obligées de s'insérer dans le progrès et, se faisant, acquièrent une certaine confiance dans la perspective communiste, contre les hautes coucshes de la bureaucratie.

Il est nécessaire de donner en permanence la définition qui catégorise les différentes couches de la bureaucratie. Il faut montrer que les vieilles couches ne peuvent changer dans la mesure où leurs intérêts se sont conservatisés, alors que les couches nouvelles, tout en étant partie intégrante de l'appareil, ne dépendent plus simplement de l'usurpation, mais aussi du dynamisme de la révolution.

Elles y sont obligées à cause du règlement final des comptes avec le capitalisme. Si l'on n'analyse pas ainsi, l'on tend à considérer qu'il s'agit d'un problème de compréhension ou non de la bureaucratie. Non ! ce n'est pas de ce problème qu'il s'agit.

La bourgeoisie ne peut comprendre que la révolution est nécessaire et doit triompher dans la mesure où ses intérêts en sont distincts. Elle ne peut le faire. La bureaucratie ne peut de son côté comprendre que la démocratie soviétique est nécessaire, parce qu'elle serait alors annulée. Elle craint la guerre atomique, non à cause des dévastations qu'elle va provoquer, mais parce que ce sera sa fin, parce qu'elle cessera d'exister.

Le prolétariat, lui, ne craint pas la guerre atomique, car s'il comprend que l'un ou l'autre de ses secteurs va mourir, le reste de l'humanité va continuer à vivre. Il n'a pas d'intérêts conservateurs de caste, de classe ou de catégorie d'individus, alors que la bureaucratie en a. Voilà pourquoi le prolétariat n'a pas peur de la guerre. Au Vietnam, tous les jours sont de guerre atomique. Voilà comment il faut analyser. La bureaucratie ne va le comprendre ni maintenant, ni demain. Comme telle, elle ne peut comprendre la révolution, parce que ses intérêts ne le lui permettent pas ; ils sont contre.

La bureaucratie n'est pas homogène. Dans la mesure où elle surgit, s'appuie, est produite par l'Etat ouvrier, elle reflète aussi la structure de celui-ci. Elle a objectivement intérêt à s'appuyer sur lui, mais va, en tant que catégorie, contre l'essence de celui-ci, à savoir, contre la démocratie soviétique. Qui va l'emporter dans cette lutte ? La démocratie soviétique parce que lutte? La démocratie soviétique, parce que obligée de se défendre des ouvriers tout en devant en dépendre contre l'impérialisme. De là sa contradiction. Le problème n'est pas qu'elle ne peut pas comprendre parce qu'elle n'étudie pas, ne sait pas. Non, non ! Elle agit comme elle le fait à cause des contradictions de son rôle d'usurpatrice, de catégorie de la société.

La bureaucratie est obligée de tenir compte de la révolution. Sans comprendre, elle est obligée de comprendre. D'un autre côté, ce n'est pas par manque de compréhension que la bureaucratie se trompe en faisant une politique conciliatrice, qu'elle ne tire aucun avantage et des conséquences favorables d'une politique révolutionnaire. Ce n'est pas par manque de déduction, de capacité, de culture révolutionnaire. Ce n'est pas pour cela qu'elle n'organise pas le programme pour renverser le système capitaliste, mais parce qu'elle n'en a ni les qualités, ni la capacité révolutionnaire, ni la continuité de la pensée marxiste. Elle a le marxisme par morceaux.

La racine historique de tout cela est que la bureaucratie ne représente pas l'intérêt légitime de l'Etat ouvrier. Elle ne représente pas le processus de formation, de construction et d'élévation de celui-ci vers le socialisme. Aussi sa pensée ne peut-elle correspondre à cette représentation. La bureaucratie représente l'usurpation de l'Etat ouvrier.

Il y a dans le processus de régénérescence partielle la lutte des masses d'Union Soviétique, l'élévation de leur capacité d'intervention, de décision et la conscience de leur poids. Elles se sentent appuyées par le prolétariat mondial, par le Vietnam, par les progrès de l'U.R.S.S. et se sentent impulsées à intervenir, même si elles ne peuvent encore le faire comme un facteur décisif. Aux côtés des progrès de la technique et de la science, il y a le développement de la révolution, le développement des Etats ouvriers, l'action des masses du monde et, parmi elles, de celles du Vietnam.

Les couches nouvelles de bureaucrates, les nouveaux membres du P.C., les cadres jeunes, scientifiques, les militants ouvriers, les militants des P.C. des Etats ouvriers et, hors d'eux, développent dans ce processus leur compréhension, leur intelligence et ce, non plus en tant que bureaucrates. Ils ne sont pas gagnés par la bureaucratie, ne sont pas écrasés, ne sont plus empêchés d'intervenir et peuvent se développer et peser dans le parti. Dans la mesure où la structure de l'appareil est très grande et très solide, la pénétration, l'influence, le poids de cette nouvelle couche de militants sont encore décisive, mais elle est en Yougoslavie, en U. R. S. S., en Chine, à Cuba, en Pologne, en Tchécoslovaquie, fait partie de ces changements nécessaires. Ils doivent céder sous la pression des jeunes couches des Etats ouvriers, des Partis communistes qui veulent balayer la programmation bureaucratique au profit de la programmation communiste.

Ce processus est comparativement lent, mais de toute façon constant, ininterrompu et en extension. Ce processus s'élève et s'étend dans tous les domaines : économie, sciences, syndicats, parti, armée, gouvernement. Dans la mesure où faibles. Il ne s'agit pas d'une force encore il n'est pas dirigé par un programme, par un parti, avec l'intention programmatique se développe de façon empirique, il est d'atteindre tel ou tel objectif, comme il détrminé par le besoin objectif de développement de l'Etat ouvrier. Voilà pourquoi il est lent. Dans tout cela se trouvent les raisons des changements en U.R.S.S.

J. POSADAS
31 décembre 1973

Edit. Resp.: Claudine Pôlet, 39 rue Bois Monceau 6080 Montignies S/S
contacts : R. Andersen, 126 Grand-Rue 6080 Montignies S/S

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Déclaration du Bureau Politique

LE REFUS DU P.S.B. DE PARTICIPER AU GOUVERNEMENT EST UNE VICTOIRE DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Developper la lutte pour le front de la gauche avec un programme anticapitaliste !

MOBILISATION POUR SOUTENIR LA LUTTE POUR LE TRIOMPHE DE LA GAUCHE EN FRANCE !

La rupture du P.S.B. dans les négociations avec Tindemans, le refus de participer à un nouveau gouvernement bourgeois est une victoire pour toute la gauche, et représente une étape importante de la lutte de classes en Belgique. Le PSB dans le gouvernement était un moyen de contention des luttes de la classe ouvrière et des masses. Le refus de participer à un gouvernement va ouvrir une nouvelle étape de crise aigue dans les organismes de la bourgeoisie, qui n'a pas de Parti Politique pour appliquer ses objectifs: Ni le PLP ,ni le PVV,et encore moins les Partis fédéralistes ne pourront donner une solution aux problèmes qui découle de la crise capitaliste. Sa crise économique est d'une telle profondeur qu'il n'a pas été capable de faire quelque concession au programme du PSB, pour essayer de la maintenir au sein du gouvernement comme soupape de sécurité.Le PSB dans l'opposition va augmenter la polarisation des forces. Cette rupture est le résultat du progrès de l'unification de la gauche en France. L'Union Populaire et son programme a exercé une influence sur toutes les directions du mouvement ouvrier en Europe.

Cette rupture est une victoire de la gauche socialiste, des Jeunesses Socialistes, de la base militante du PSB et de toute la classe ouvrière. Le Congrès des JS. a pesé dans le Parti. Le secteur de gauche du PSB s'est appuyé sur la décision, la résolution politique des JS de rejeter tout compromis avec les partis bourgeois, pour l'imposer à la droite socialiste. Cette rupture est une victoire de la base socialiste, qui a senti la possibilté d' intervenir dans le Parti pour changer sa politique de collaboration de classes.
Cela démontre les forces quàa la gauche socialiste, qui s'est appuyée et qui a été influencée par la classe ouvrière et toute la population, et qui a permis de peser en faveur d'un changement politique important. La classe ouvrière a fait progresser le PSB partiellement,aux élections pour le voir mener une politique de lutte, de défense des interêts de la classe ouvrière et de toute la population. La gauche socialiste doit s'appuyer sur cette victoire pour appliquer un programme anticapitaliste.
L'appui de la FGTB à la campagne électorale du Parti a aussi aidé à cette victoire,même si la FGTB n'a pas fait une campagne massive dans les usines, avec des assemblées, des meetings, des tracts pour organiser un vote des usines au PSB, plus important.La défense du programme d'initiatives industrielles publiques, a permis d'établir une liaison entre la lutte syndicale et politique. Cela est encore limité parceque le Syndicat ne fonctionne pasdémocratiquement, l'avant garde ouvrière ,la classe ouvrière dans son ensemble n'a pas eu la possibilité de s' exprimer.

La grève des mineurs anglais; les luttes incessantes des masses dans toute l'Europe, en Italie, en France, la grève générale des masses en Ethiopie contre le régime despotique de Hailé Sélassié, la résistance héroique des masses chiléennes à la Junte fasciste de Pinochet, les grèves et mobilisations des travailleurs en Belgique et aux ACEC,sont des points d'appui dans lesquels la gauche socialiste a puisé ses forces pour imposer la rupture.

.../...

La situation actuelle en France va avoir une influence sur la Belgique. Il faut appuyer en Belgique , le triomphe du candidat de la gauche unie en organisant des meetings,des conférences, des assemblées, dans les usines, dans les écoles,dans les quartiers.
Il faut organiser une mobilisation de toutes les masses en Europe en appui à la gauche unie en France. La candidature unique de la Gauche exprime l'unification des masses et de la classe ouvrière qui démontre au travers de toute ses luttes, (LIP, Rateau ,les mines de Lorraine), sa décision ,sa volonté de renverser le système capitaliste. Par contre ,les multiples candidatures bourgeoises expriment la crise ,le déchirement intérieur, les contradictions irréductibles de la bourgeoisie.En France, il ne s'agit pas d'un processus électoral,d'une lutte électorale, mais de la lutte pour le pouvoir. La gauche unie a la possibilité de gagner les élections. C'est d'ailleurs face à cette possibilté que la bourgeoisie a peur. Et cette possibilité existe électoralement parceque socialement la majorité de gauche existe, et les conditions sont mûres pour prendre le pouvoir. La bourgeoisie se prépare à la guerre civile. Elle ne va pas pouvoir supporter l'existence d'un gouvernement de gauche ,sans intervenir militairement. La défaite transitoire du Chili, a élevé et èlève dans les masses en France et dans toute l' Europe, la conscience de la nécessité de se préparer a abattre le capitalisme par la force. Celui ci n'abandonnera pas le pouvoir sans se défendre. Il faut discuter cette conclusion pour affronter la prochaine étape de luttes qui va se développer dans toute l'Europe et en Belgique.

Le PSB doit aborder cette nouvelle étape en développant une large discussion dans tout le pays: Comment faire face à la crise capitaliste? Avec quel programme? Avec quelles forces? Il est indispensable pour cela de créer des organismes de Front Unique,dansles quels tout le monde puisse intervenir.
Nous appelons le PSB a renouveler les Assemblées-débats, partout, dans toutes les régions du pays, ouvertes à toutes les tendances révolutionnaires et anticapitalistes: Communistes, chrétiens de gauche ,trotskystes posadistes, LRT et tous les groupes gauchistes. Pour permettre la participation la plus massive de la classeouvrière dans ces assemblées, il faut que la FGTB, fasse une camapgne de mobilisations dans les usines, pour appeler à la participation aux assemblées.Et cela en Flandres comme en Wallonnie. Nous invitons la FGTB a faire des assemblées dans les usines, pour faire peser la voix des usines dans la discussion d'un programme anticapitaliste, pour discuter l'organisation du Front de la gauche.

Nous appelons à prendre des résolutions d'appui à l'Union Populaire en France,et à organiser une participation de déléguation d'ouvriers , de délégués syndicaux, d'étudiants au grand meeting commun de la gauche , à Paris le 25 Avril prochain,
Il est possible d'organiser des déléguations avec des banderoles, et qui prennent la parole dans ce meeting en apportant l'appui ,la solidarité de toute la classe ouvrière belge.
Une telle campagne va avoir une influence sur tous les secteurs de la petite bourgeoisie, les étudiants, les employés, les petits commercants,les paysans, et va montrer la décision de la classe ouvrière d'intervenir comme direction du pays.
Le PSB dans l'opposition représente un pas en avant, mais il ne faut pas s'arrêter là. Il faut discuter maintenant comment réaliser le Front de la gauche en Belgique, avec le Parti Communiste, avec les chrétiens de gauche. Le PSB doit discuter sur la base d'un programme pour faire face à la crise du capitalisme, pour faire face à l'augmentation effrénée des prix, du coût de la vie, pour faire face aux fermetures d'usines, aux licenciements, à toutes les attaques contre les droits démocratiques des masses: Que le capitalisme paie sa crise! Les masses ne veulent plus être les victimes de l'inflation, de l'incapacité des gouvernements succesifs de résoudre les problèmes. Pour cela il faut un programme: Echelle mobile des salaires et des heures de travail, tous les bénéfices de l'automation et des progrès de la technique pour les masses, Nationalisations de toutes les entreprises en crise, métallurgiques,chimiques, sidérurgiques sous controle ouvrier, Nationalisation des banques!

Nous invitons les militants de base, à discuter toutes ces propositions dans tous les organisations et partis ouvriers, dans les sections socialistes d'entreprises, dans le PCB, dans le prochain Congrès de la FGTB, dans le mouvement ouvrier chrétien, dans la JOC.

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.(t) Le 16 Avril 1974

Ne pas jeter sur la voie publique!
Editeur Responsable: POLET Claudine : 39 rue Bois Monceu/ Montignies sur Sambre

LA SIGNIFICATION DU SOULEVEMENT EN ETHIOPIE

LA GRÈVE GÉNÉRALE, INSTRUMENT DE CULTURE ET DE PROGRÈS

5 mars 1974 — J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 12e ANNEE 11/4/ 1974 No 215

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Dans ce numéro :

PAGE 2 :- "Refuser de diviser la lutte usine par usine. Front-unique avec les ACEC pour les salaires.
- "L'expulsion des travailleurs immigrés."

PAGE 5 : "Le meeting de Lyon des Partis Communistes d'Europe capitaliste".
"Le triomphe de Panama et les forces mondiales de la révolution ." J. Posadas.

FAIRE INTERVENIR LES USINES POUR REJETER TOUTE PARTICIPATION DU PSB AU GOUVERNEMENT BOURGEOIS !

EDITORIAL

Ce n'est certainement pas pour voir les dirigeants socialistes refaire des compromis gouvernementaux avec les partis bourgeois, que les ouvriers ont augmenté leurs voix au PSB aux dernières élections. Malgré cela, le PSB s'est engagé dans de nouvelles négiciations avec le PSC-CVP pour faire un accord de gouvernement. Un tel comportement du secteur droitier de la direction socialiste, s'il a pour conséquence de provoquer une certaine déception dans une partie de la classe ouvrière, entraîne surtout et avant tout une élévation de la lutte intérieure dans le mouvement socialiste, et tout le courant de gauche cherche à s'organiser, à se structurer et à mener une bataille très grande pour peser dans le PSB. Plus on va vers la base socialiste, plus les positions sont claires : le PSB n'a rien à faire dans un coalition gouvernementale avec les partis représentant le capitalisme. Il faut que la base intervienne, avec toute sa force et sa décision, dans le Parti Socialiste, pour faire triompher cette position !

Le congrès des Jeunes Socialistes, la conférence des Jong Socialisten, ont marqué de façon résolue, leur opposition à tout compromis du PSB avec le capitalisme et leur aspiration à l'organisation du front de la gauche sur la base d'un programme anticapitaliste. Ce sont des résolutions fort importantes, et qui montrent les sentiments existant, non seulement dans la jeunesse, mais dans la classe ouvrière, dans la base du mouvement socialiste : Les masses chrétiennes, ne laissent pas non plus les mains libres à la direction PSC pour défendre ouvertement le programme du capitalisme. Même dans ces négociations pour le nouveau gouvernement, le PSC-CVP ne se présente pas avec ses dirigeants les plus de droite, il doit accepter le "principe de l'initiative publique industrielle", se compromettre à défendre les secteurs les plus pauvres de la population, se présenter avec un programme "populaire", alors que le but de la direction capitaliste social-chrétienne est de faire passer la plan anti-ouvirer de la bourgeoisie belge et européenne, de faire payer aux masses la crise capitaliste. Même si un nouveau gouvernement se forme avec une coalition PSC-PSB, ce sera un gouvernement de paralysie. Le programme des "9 Points" du PSB ne va pas se réaliser, mais le capitalisme non plus ne pourra pas s'imposer. La résistance et la lutte des masses mettent constamment ses plans en échec. Il n'y a plus de "paix sociale", ni en Belgique, ni dans aucun pays d'Europe. La rupture des négociations entre Fabrimétal et les directions syndicales de la métallurgie de Charleroi, en sont un indice. Les ouvriers des ACEC de Charleroi, qui entrent dans leur deuxième semaine de grève et maintiennent une ferme position de combat, représentent toute la classe ouvrière, et montrent l'exemple. Ils posent à la fois des revendications de salaires, pour faire face à la hausse du coût de la vie, et, au travers des sections socialiste et communiste, l'exigence de la nationalisation de l'usine, pour faire servir la production à toute la population, pour garantir et augmenter l'emploi. Ils posent aussi l'exigence que le Parti Socialiste rejette les compromis avec le capitalisme et n'aille pas au gouvernement capitaliste.

Cette intervention des Jeunes Socialistes, comme celle des travailleurs des ACEC pèsent dans le Parti Socialiste, et portent un coup à la toute-puissance de l'appareil. La droite n'a plus toute liberté pour pratiquer la politique de coalition avec la bourgeoisie. Il faut multiplier ces prises de position, dans tout le pays, dans toute les usines, les quartiers, les assemblées syndicales. Quand la direction de la FGTB en arrive à envoyer une délégation de poids au Conseil Général du PSB, en dehors de toutes les normes de fonctionnement de la bureaucratie, pour exprimer le refus de participer au gouvernement capitaliste, c'est parce que la rébellion de la base syndicale, socialiste, de la classe ouvrière est très profonde. Les J.S. l'expriment en partie dans la résolution combative de leur Congrès. Ils expriment aussi l'aspiration de la classe ouvrière à s'unifier, dans tout le pays, pour affronter la bourgeoisie. Il faut saluer la proposition des Jong Socialisten de proposer la fusion des deux organisations, sur la base qu'elles ont les mêmes opinions sur tous les problèmes, les mêmes objectifs anti-capitalistes et de lutte pour une société socialiste. Nous faisons appel aux militants socialistes, aux JS, aux militants syndicaux de la FGTB, de la CSC, au Parti Communiste, à s'appuyer sur tous ces progrès, pour faire peser, beaucoup plus encore, la base socialiste, syndicale dans le PSB, pour rejeter toute participation du PSB au gouvernement bourgeois, et pour proposer une issue ouvrière à toute la crise du capitalisme : développer le front de la gauche, avec un programme anti-capitaliste, pour mettre sur pied un gouvernement de gauche.

La situation qui se développe en France pour le moment va donner un appui formidable à toute cette lutte. L'union Populaire élève son unification et présente un candidat commun dans la lutte pour les élections présidentielles, qui est en réalité, une lutte beaucoup plus profonde pour : qui décide en France ! Pendant ce temps, la bourgeoisie ne parvient pas à présenter un centre politique fort contre les masses. Elle a au moins 3 candidats. Présentation d'un candidat comme Edgard Faure, exprime le pessimisme, de toute une partie de la bourgeoisie française, la décomposition du système capitaliste. Il propose des concessions importantes aux masses pour avoir une base d'accord avec les directions syndicales, une collaboration plus grande avec les pays socialistes, contre les Etats-Unis et le renoncement à la bombe atomique ! Il pose cela pour maintenir une base d'appui dans la petite-bourgeoisie, qui est attirée de plus en plus vers l'Union de la gauche. Il y a un centre d'attraction, qui unifie les forces de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des petits paysans et se propose de transformer la société, d'avancer vers le pouvoir. En Belgique, cette "majorité de gauche" existe aussi. Les masses vivent tout ce qui se passe actuelllement en France, en Angleterre, tous les progrès des luttes contre le capitalisme et l'impérialisme en Europe et dans le monde entier. Pour unifier ces forces, et pour donner confiance à la gauche chrétienne, le PSB doit intervenir comme un centre, montrer sa disposition, sa décision d'organiser le front de la gauche. C'est la tâche de toutes les forces, les groupes de gauche dans le PSB et hors du PSB.

C'est la classe ouvrière, c'est la base qui doit intervenir dans la décision du PSB quant à une participation gouvernementale. Que la FGTB envoie une forte délégation pour peser sur les dirigeants socialistes, c'est important. Mais cette discussion ne peut pas rester dans les appareils ! C'est aux usines qu'il faut donner la parole. Et pour cela, il faut la démocratie syndicale dans les usines, dans les organisations syndicales. Il faut des délégués syndicaux qui représentent réellement les ouvriers, il faut faire des assemblées syndicales et discuter de tous les problèmes. Il faut faire peser toute la décision des usines dans le congrès du PSB qui devra se prononcer pour ou contre la participation du gouvernement. En même temps, nous appelons à discuter et à proposer dans ce congrès : non à tout compromis avec un gouvernement capitaliste ! que les capitalistes paient leur crise ! et aussi : à discuter un programme immédiat d'action contre le capitalisme, des propositions pour un front unique immédiat de la gauche pour affrontir la crise du capitalisme et lui arracher des conquêtes de salaires d'emploi, de meilleures conditions de logement, de travail et de vie !

8/4/74.

Le congrès des Jeunesses Socialistes et le progrès de l'organisation de la gauche.

Nous saluons, camarades, la réalisation de votre Congrès. Il a exprimé une grande décision de prendre position, d'intervenir dans la discussion et la lutte en train de se développer dans le PSB, de répondre et de contenir les manoeuvres d'une partie de l'appareil du PSB qui défend des intérêts pro-capitalistes et veut participer à un nouveau gouvernement avec la bourgeoisie. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de préparation suffisante du Congrès ; on voyait aussi le manque d'une discussion antérieure sur beaucoup d'aspects. Mais ce n'est pas cela qui est décisif. Le plus important, bien au contraire, c'est le progrès de la résolution des Jeunes Socialistes d'intervenir et de peser dans le Parti Socialiste, d'intervenir dans la construction du front de la gauche en Belgique, dans la lutte pour abattre le capitalisme et construire une société socialiste.

Ce congrès n'a adopté aucune résolution, après les discussions faites dans les différentes commissions. Mais cela était assez relatif, dans la mesure, où une résolution fort importante a été votée, à l'unanimité : le refus catégorique de voir le PSB participer à une coalition gouvernementale avec les partis bourgeois. Cela montre que les Jeunes Socialistes cherchent le moyen de peser avec plus de force dans le Parti.

D'où tirent-ils cette assurance ? C'est le processus des luttes des masses en Belgique, la grève des dockers, et maintenant, la grève des ACEC ; c'est la lutte des masses du monde entier pour leur libération nationale et sociale ; c'est aussi la crise mondiale du capitalisme et de l'impérialisme ; c'est aussi le progrès constant des pays socialistes ; tous ces éléments s'unissent et transmettent la sécurité, la confiance pour aller beaucoup plus loin. Ce qui a impulsé également ce congrès des JS, c'est le changement qui s'approfondit dans les autres partis socialistes ; en Allemagne en particulier, où les Jusos défendent un programme anti-capitaliste très avancé au sein du SPD ; en France, le progrès du PCF et du PS dans l'Union Populaire. Ces progrès gagnent les Jeunes socialistes à la conviction qu'ils peuvent faire la même chose dans le PSB, intervenir dans la formation, l'organisation du courant de gauche et se préparer à lutter pour prendre la direction de leur Parti.

(Suite en page 6).

Les funérailles de Pompidou, les réunions clandestines de Nixon et les élections en France.

8 avril 1974

J. POSADAS

(pages centrales)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 11e année 26 avril 74 nº 216

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Vive la candidature commune de la gauche en France

la gauche au pouvoir !

voir page 3

LE PARTI COMMUNISTE ET LA CRISE DE L'UDP

En ce 1er Mai : organiser des manifestations, meetings, résolutions de front unique pour faire avancer le front de la gauche en Belgique et aider au triomphe de la gauche en France.

Ce Premier Mai, n'est pas un 1er mai, comme les autres années, loin de là. Il y a, en premier lieur, un approfondissement de la crise du capitalisme. Ce n'est pas un phénomène belge mais mondial. De même que la bourgeoisie n'arrive pas à former un gouvernement stable en Belgique, de même, pour les élections en France, elle se présente en 10 morceaux différents à un moment où elle devrait être unifiée, présenter un barrage solide pour empêcher la gauche d'avancer. C'est tout le contraire qui se passe. Il ne faut pas en tirer la conclusion que sa défaite est définitive, ou le sera car, quand elle se sent menacée dans ses intérêts globaux, elle va s'unifier pour faire face à l'offensive des masses. Et elle utilisera tous les moyens dont elle dispose. Maintenant, elle fait le lock-out aux ACEC ; mais plus tard ce sera la mise en oeuvre de lois comme celle de Van Den Boeynants, de Vranckx, ou Van der Poorter.

Cette profonde crise dans laquelle se débat la bourgeoisie est le produit d'une constante et permanente décision des masses de se mobiliser, même par-dessus les appareils, contre la bureaucratie, pour imposer de nouvelles conquêtes, pour empêcher d'être la cible de toute la crise provoquée par le régime capitaliste et dont lui, et seulement lui, porte la responsabilité. Les interminables discussions entre les différents partis de la bourgeoisie n'aboutissent qu'à des accords partiels, pour essayer de temporiser, mais le capitalisme ne peut faire aucun plan, aucun projet stables. Et cela parce que, pour gouverner, le capitalisme a besoin du rôle de frein, de contention, que jouait le PSB dans le gouvernement.

Mais toutes les luttes et la décision de l'avant-garde ouvrière sont en train de peser dans le PSB et imposent à sa direction de ne plus agir seulement en fonction des intérêts de son appareil, lié aux intérêts capitalistes, mais de discuter un programme de gauche pour sortir de la crise. Il n'y a pas trente solutions : face à la crise, à l'incapacité du capitalisme à résoudre aucun des problèmes des masses, il faut l'exproprier, pour contrôler l'économie, les finances ; il faut nationaliser les banques — ou les socialiser comme le posent les Jeunesses Socialistes. Pour résoudre les problèmes de l'énergie, il n'y a pas d'autre voie que la nationalisation de l'énergie. Tout cela se trouve déjà dans la tête de la classe ouvrière depuis longtemps elle est décidée, et se sent capable de faire fonctionner l'économie et de décider en se passent du capitalisme. LIP en France, en est l'exemple. Ici il en est de même.

Les ouvriers montrent la même décision de changer leurs directions bureaucratiques syndicales, que ce soit à Cockerill dans la lutte contre Lambion, dans les ports, à Brassico. La classe ouvrière a la résolution de changer sa direction pour se lancer dans la lutte contre le capitalisme. Les appareils syndicaux croient voir "une désaffection des ouvriers pour le syndicat". Ce n'est pas vrai. Ce qui existe, c'est un profond sentiment de révolte contre les appareils, pour imposer leur décision. La classe ouvrière se sent forte pour décider C'est cette force aussi qui pousse aux changements dans le Parti Socialiste . Pas seulement en Belgique, mais dans tout le monde.

En pleine crise monétaire mondiale, européenne en particulier, il n'y a pas un seul gouvernement capitaliste stable. Pas un seul ! Ce n'est pas un hasard. C'est une étape historique de profonde décomposition du capitalisme, par manque de perspectives. Ils continuent certes à faire des bénéfices, mais leur base d'appui dans le monde est chaque fois plus restreinte. Un exemple le plus récent : c'est le coup d'Etat au Niger. C'est un pays, qui, sans être une colonie, vivait pratiquement comme une colonie française. Les militaires viennent d'y déclarer qu'ils sont contre l'impérialisme, contre le colonialisme, le néo-colonialisme et contre toute forme d'exploitation ; une des premières mesures qu'ils prennent est de libérer les prisonniers politiques ; ils appuient les luttes des peuples arabes et se déclarent contre le sionisme. Dans le monde entier, d'importants secteurs issus de la petite-bourgeoisie ou de l'armée sont gagnés au socialisme. C'est là, une des raisons fondamentales de la crise du capitalisme. Il y a aussi la concurrence des Etats ouvriers, de l'URSS, qui sont en train d'intervenir dans le monde comme un centre polarisateur des forces, dans la préparation de l'affrontement avec l'impérialisme et le capitalisme. Les pays d'Afrique voient la négligence criminelle du capitalisme, qui laisse mourir de faim et de soif des milliers des gens et des milliers d'animaux. Ils voient d'autre part, que l'Union Soviétique a construit des barrages en Egypte qui irriguent des milliers de kilomètres carrés de terres, et qu'ils en construisent aussi en Irak, en Syrie. Alors ils se disent : "ce n'est pas un problème de fatalité ! " Et c'est vrai que l'homme sait changer tout cela. Mais ils voient que le capitalisme s'en fout, tandis que les Etats ouvriers résolvent ces problèmes — comme la Chine qui a vaincu les famines les plus épouvantables et se développe aujourd'hui comme une grande puissance.

Cette force d'atraction est la base de la perte constante de l'autorité du capitalisme sur des secteurs de la petite-bourgeoisie, qui est chaque fois plus entraînée par la classe ouvrière. Il se produit en même temps une élévation du processus de régénerescence partielle dans les Etats ouvriers, dont le nettoyage dans l'administration en URSS est un résultat. On vient de fusiller un responsable pour de graves détournements de fonds. Récemment, toute une direction locale a été écartée pour la même raison. La même chose se passe dans les autres Etats ouvriers, comme la Hongrie, la Roumanie. Ce sont des formes encore bureaucratiques, mais qui expriment une nécessité et s'imposent aux appareils. Le progrès même des Etats ouvriers exigent des formes d'organisation qui répondent à ce développement de l'économie de la science, de la technique.

Nous avançons dans un processus de prochains affrontements des masses contre le capitalisme. Déjà cet affrontement se donne en partie en Belgique : la rupture des conventions collectives par le patronat de la métallurgie en est un exemple. Mais la classe ouvrière veut répondre de façon unifiée. Ce sont les directions qui divisent le mouvement. Il n'y avait pas besoin de discuter usine par usine. Si on ivoque que les patrons ne voulaient pas céder sur un plan plus large, en devant lutter usine par usine, on limite encore plus les forces de la classe. Si la bureaucratie syndicale agit ainsi, c'est parce qu'elle panique devant la mobilisation des travailleurs. Dans leur mobilisation, en effet, les masses n'en restent pas à la seule discussion sur les salaires ; elles l'élargissent à tous les problèmes : entre autres : pourquoi il n'y a pas de démocratie dans le syndicat. Pourquoi les permanents des fédérations ont-ils le pouvoir de chasser des délégués syndicaux d'usine combatifs ? La bureaucratie a toute une théorie là-dessus, mais les ouvriers disent : "c'est nous qui l'avons choisi, qui avons voté pour lui. Il est dans l'usine avec nous et vit tous nos problèmes ; et les mandats de dirigeants syndicaux appartiennent à des gens qui n'ont rien à voir avec nous". Il y a de quoi se demander, même pour des têtes solides, si ce n'est pas un rêve. Ce sont encore des formes féodales de l'organisation, qu'il faut détruire pour imposer la démocratie syndicale ; il faut des délégués révocables par la base et élus directement, à main levée, par les ouvriers.

Mais en même temps que toutes ces entraves, l'appareil doit en partie répondre aux pressions de la base et il doit intervenir aussi pour ne pas être mis de côté. L'intervention de la FGTB pour rejeter toute participation du PSB au gouvernement est un résultat de cela. L'appareil lui-même doit sentir l'impossibilité de résoudre les problèmes au moyen de seules augmentations de salaires. Il cherche à peser dans la crise, parce que la solution est politique. Elle se trouve dans l'unification des forces de gauche, sur la base d'un programme anti-capitaliste, s'appuyant sur les organisations de la classe ouvrière.

(Suite à la page 4)

Le Congrès des Metallurgistes F.G.T.B. de Charleroi

IL FAUT CONSTRUIRE UNE DIRECTION SYNDICALE QUI REPOND AUX INTERETS A LA VOLONTE DE LA CLASSE OUVRIERE DE CHANGER LA SOCIETE !

Le prochain Congrès des métallurgistes FGTB se tiendra en pleine crise du capitalisme et en pleine lutte et intervention de la classe ouvrière, aux ACEC, en France, dans toute l'Europe. La bourgeoisie n'arrive pas à former un gouvernement stable, capable d'appliquer avec assurance une politique anti-populaire ; le PSB ne peut pas continuer, une politique de collaboration "social-démocrate" avec la bourgeoisie ; les masses ouvrières et populaires en France concentrent leur force, leur énergie, leur volonté révolutionnaire de changer toute la société, en prép arant le triomphe de la gauche aux élections du 5 mai ! les 6.000 ouvriers des ACEC poursuivent fermement, et résolument la grève générale depuis 4 semaines ! et 100.000 ouvriers du textile se préparent eux aussi à la grève générale. Les ouvriers métallurgistes représentent un centre pour l'ensemble de la classe ouvrière, ils ont un poids décisif dans toutes les grandes luttes des masses contre le capitalisme. Nous appelons les militants syndicaux qui participent au Congrès organiser cette force et discuter toute cette situation, à la faire vivre et la faire peser dans le congrès lui-même, pour que cette réunion discute des conclusions de combat, un programme anti-capitaliste, pour se préparer l'offensive contre le capitalisme.

Le rapport préparatoire au congrès plane au-dessus de toutes ces luttes et ces problèmes et il est surtout une justification de l'existence de la direction syndicale actuelle, et de son activité. C'est absurde d'accuser la classe ouvrière de subir la société de consommation, d'être égoiste, de ne penser qu'à son salaire et pas "aux grands problèmes se la société", alors que le rapport ne dit pas un seul mot de toutes les grèves, les luttes, les mobilisations incessantes des travailleurs depuis 1971, pour changer les conditions de vie et de travail, et pour attaquer le pouvoir des capitalistes, là où ils pouvaient le faire. C'est absurde de faire un rapport d'activité sans saluer et discuter à fond l'expérience des grandes grèves de Caterpillar, sans parler des délégués syndicaux, des militants les plus combatifs qui ont été chassés de l'entreprise de la solidarité de l'avant-garde ouvrière de Charleroi qui est venue faire un piquets de masses pour défendre les droits syndicaux et la dignitié humaine de la classe ouvrière. C'est l'avant-garde qui a organisé tous les travailleurs, c'est dans cette lutte que le progres du syndicat a été possible à Caterpillar. C'est absurde aussi de ne pas même citer les ACEC dans le rapport ! Ce n'est pas de ces derniers jours que date la crise, c'est depuis longtemps. Il faut mettre tout cela en discussion dans le Congrès.

La grève des dockers d'Anvers et de Gand, la grève des mineurs du Limbourg avant eux, Cockerill, les luttes très dures et magnifiques de tous les secteurs de la classe ouvrière en Belgique, témoignent assez que les travailleurs ne subissent pas la loi de l'égoïsme de la société capitaliste, et ne pensent pas chacun pour soi. Bien au contraire, c'est la lutte persistance de la classe ouvrière qui a aiguisé la crise du capitalisme, qui a obligé les dirigeants socialistes à rompre avec les partis de la bourgeoisie. Et si les capitalistes n'ont pas pu imposer au pays la politique de répression, d'attaques à tous les droits et conquêtes des masses, comme ils veulent le faire depuis longtemps c'est grâce a toutes les luttes, la résistance de la classe ouvrière, de Belgique et du monde, et non grâce aux directions. C'est la classe ouvrière qui montre, par tous les moyens qu'elle peut, qu'elle ne veut pas faire les frais de la crise capitaliste : qu'ils paient leur crise eux mêmes !

POUR UN FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUES DU SYNDICAT !

Le rapport, préparé dans l'appareil de la direction syndicale, ne propose pas la disucussion sur le fonctionnement du syndicat : pourquoi des délégués combatifs sont expulsés de leur entreprise comme à Caterpillar sans être défen-

(Suite à la page 4)

Les funérailles de Po
clandestines de Nixon et

8 avril 1974

La crise provoquée par la mort de Pompidou montre la fragilité du système capitaliste. Le capitalisme sent qu'avec elle va s'accélérer une crise déjà en marche. C'est surtout une crise politique du système capitaliste. Cette mort l'accentue. La crise à l'intérieur du gaullisme est le produit de l'insécurité du capitalisme qui cherche une solution pour contenir la petite bourgeoisie et éviter que celle-ci ne lui échappe. C'est pour cela que se présentent des candidats de « gauche » : Chaban-Delmas et Edgar Faure.

La mort de Pompidou déchaîne une crise qui était déjà contenue dans le capitalisme, dont il y avait déjà les éléments. Pompidou était un centre de contention de la crise ; ils l'acceptaient en attendant de nouvelles élections.

La crise qui surgit maintenant aurait éclaté de toute façon lors des élections pour la succession de Pompidou. Sa mort l'a accélérée. Ce qui montre la fragilité du capitalisme. La présence, aux funérailles, des plus hauts représentants du capitalisme mondial montre qu'ils doivent venir discuter à Paris, parce que la France est un centre du système capitaliste. Ils sont venus chercher un arrangement pour se défendre de l'Union Soviétique et pour tâcher de coordonner intérieurement la crise du capitalisme afin de présenter un bloc face aux Etats ouvriers.

En la personne de Nixon, l'impérialisme yankee se rend à Paris pour imposer son hégémonie au reste du système capitaliste. Il cherche à décharger la crise de celui-ci sur le capitalisme européen en lui laissant le soin de se débrouiller avec les masses. Il veut aussi imposer son autorité militaire pour organiser une direction militaire unique, parce que l'OTAN aussi est déjà mise en question. Tout cela indique une accélération de leur crise.

L'enterrement de Pompidou a donné lieu à une série de réunions clandestines de Nixon avec les présidents des pays capitalistes d'Europe. Ces réunions clandestines ont été de courte durée, d'abord pour ne pas exciter les Soviétiques et ensuite pour ne pas provoquer de polémiques intérieures entre la France et le reste des pays capitalistes d'Europe. Les yankees ont fait des réunions clandestines avec chaque président et premier ministre, comme un moyen de pression, d'influence ou de menace à chacun d'entre eux. Même si elles n'ont duré que quelques heures, ces réunions sont de véritables réunions clandestines parce que les yankees y sont allés dans le but de résoudre les problèmes du système capitaliste en imposant aux bourgeoisies d'Europe leur intervention dans tous les problèmes économiques, politiques et militaires.

L'impérialisme yankee et la bourgeoisie européenne ont intérêt à faire en commun les plans économiques, politiques et militaires, parce que le développement et la montée mondiale de la révolution les affrontent et les attaquent en commun, de même que les triomphes électoraux des partis ouvriers, les grandes agitations et mobilisations des masses à travers les syndicats, et le progrès concret de la lutte des masses. Les yankees sentent qu'ils ne peuvent pas supporter l'assaut mondial du prolétariat et des Etats ouvriers ; particulièrement de l'U.R.S.S. Ils ne peuvent pas supporter la crise en ascension du capitalisme ; ils cherchent à décharger celle-ci sur les bourgeoisies européennes, et faire, en même temps, un front unique pour préparer et lancer la guerre au moment où les yankees le décident. Entretemps, que les bourgeoisies européennes prennent sur elles ces conséquences... Les yankees rejettent sur elles la crise totale du système capitaliste. C'est là la dissidence entre eux.

Les délais pour la guerre sont en discussion : l'impérialisme yankee veut dominer tout le fonctionnement de l'appareil économique et militaire du capitalisme afin de décider lui-même la guerre. L'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun européen a pour objectif de chercher à peser, à exiger et à tâcher de tirer des avantages, mais aussi est en rapport avec l'intérêt militaire commun contre le développement de la révolution. A travers l'Angleterre les yankees sont ainsi représentés dans le M.C.E.

Les yankees voient que les contradictions intercapitalistes atteignent aussi l'Angleterre, et ils veulent avoir une intervention, un contrôle et une décision directs. Mais ils rencontrent la résistance du capitalisme français qui se sent le plus faible des trois grands pays capitalistes d'Europe, et qui tâche de défendre ses intérêts et les colonies qui lui restent, à travers un jeu d'échanges commerciaux en faisant une série de concessions ; s'ils se soumettent aux yankees cela signifierait pour eux se soumettre à une politique qui les affaiblit dans leur capacité de concurrence, même s'il s'agit surtout de concurrence politique face à la petite bourgeoisie. Si le capitalisme français cède aux yankees, un très grand secteur de la petite bourgeoisie passe du côté du prolétariat. C'est pour cela qu'ils doivent conserver l'autorité politique sur la petite bourgeoisie. Ce sont là les causes de leurs divergences.

L'impérialisme yankee voit ce processus, mais il veut obliger l'impérialisme français à faire cette politique, même si celui-ci doit affronter la petite bourgeoisie, et y compris s'il doit affronter la possibilité que l'Union Populaire gagne. L'impérialisme yankee cherche une solution autre que la solution politique ou économique du commerce mondial : une solution militaire ! En attendant, il cherche à déterminer la politique du camp capitaliste mondial, il cherche à faire payer à tout le capitalisme sa politique d'arrangements, d'accords avec l'U.R.S.S. dans le but de prolonger les délais de la guerre atomique.

LE DÉCHIREMENT INTÉRIEUR ET LA CRISE TOTALE DU CAPITALISME

Nixon est allé à cette réunion de Paris pour discuter avec tous les pays capitalistes européens (sauf la France) pour faire pression sur l'impérialisme français et arriver à des accords avec les autres bourgeoisies. Il profite de la mort de Pompidou pour se rendre à Paris et faire ces réunions éclair et clandestines, pour peser en tant que président des Etats-Unis sur les bourgeoisies européennes. Tout cela indique la très grande crise du système capitaliste qui doit profiter de l'enterrement de Pompidou pour se rencontrer clandestinement. Le manque d'autorité de l'impérialisme yankee s'exprime dans le fait que la résistance d'un seul pays capitaliste européen — l'impérialisme français — rencontre un tel écho, a de telles conséquences, que les yankees ne peuvent l'abattre, ni passer au-dessus de lui, ni l'entraîner de force. Si l'impérialisme mène une politique d'affrontement direct, il favorise les luttes de la petite bourgeoisie, des secteurs qui votaient encore pour le gouvernement et qui vont passer dans le camp des partis ouvriers. Telle est la situation de crise du capitalisme européen.

La crise déchaînée par la mort de Pompidou a une certaine similitude avec celle de De Gaulle. Pompidou n'était pas encore mort qu'ils se chamaillaient et se disputaient déjà entre eux pour lui nommer un successeur, alors qu'ils sont confrontés à la menace de l'Union Populaire, à la possibilité très proche d'un triomphe de l'Union Populaire. Si, malgré ces menaces, leurs dissidences et leurs crises se maintiennent, c'est parce que c'est la crise totale du système capitaliste. Ce n'est pas une crise politique qui surgit au cours du développement du système capitaliste ou qui s'appuie sur le développement de celui-ci. C'est une crise politique qui reflète la crise économique et sociale de celui-ci et qui accentue sa faiblesse en France et aussi en Italie.

L'objectif de Nixon est de faire pression sur la bourgeoisie française à tous points de vue : économique, financier, militaire, pour qu'elle cède à son chantage et pour décharger sur elle la crise du système capitaliste mondial et yankee en particulier, et la lui faire payer.

Le capitalisme français essaie de se défendre. En affrontant les Américains, il tâche en même temps de gagner un certain prestige, une certaine autorité électorale pour s'attirer des secteurs de la petite bourgeoisie dans les prochaines élections présidentielles.

La presse capitaliste française accentue ses divergences et ses critiques contre Nixon, mais elle ne fait aucune critique du point de vue capitaliste, ni au capitalisme yankee, ni au rôle de l'impérialisme yankee, ni aux assassinats qu'il commet dans le monde entier, ni à l'armement qu'il donne à Israël au Moyen-Orient, ni son appui à toutes les dictatures du monde ; et à la Junte assassine du Chili. Le capitalisme français mène une opposition de classe, une dispute de classe avec l'impérialisme yankee. C'est pour cela qu'il se tait, qu'il ne dit rien sur les assassinats de l'impérialisme yankee au Moyen Orient, sur la poursuite de ses crimes au Vietnam, sur son appui aux gouvernements criminels et assassins ! Le capitalisme français ne dit rien à ce sujet : il ne parle pas de l'augmentation des dépenss militaires, du budget militaire, ni de l'appui aux répressions qu'il prépare soit au Mexique, soit en Argentine, au Pérou, au Brésil, en Bolivie. La bourgeoisie française se dispute avec l'impérialisme yankee et lui fait concurrence ; chacun d'eux essaie de mettre la crise du système capitaliste sur le dos de l'autre, mais tous deux préparent ensemble la guerre. L'impérialisme français critique l'impérialisme yankee et lui fait des objections au sujet de l'OTAN, mais il ne quitte pas le Pacte Atlantique, ne s'y oppose pas, ne le renverse pas, ne le dénonce pas, et en même temps ne donne pas de libertés démocratiques. C'est une dispute entre l'impérialisme français et l'impérialisme yankee. C'est pour cela que la presse bourgeoise française dénonce les réunions clandestines de Nixon : elle dit qu'elles sont « indignes », « indécentes », et essaie d'impressionner la petite bourgeoisie pour chercher à gagner des bases et un appui électoral.

Il faut tenir compte de la situation de crise déchaînée par la mort de Pompidou, et qui se concentre maintenant dans les élections. Celles-ci ne résolvent pas les problèmes, mais elles peuvent, sous un aspect, impulser la centralisation, la coordination, l'unification de la classe ouvrière et donner à celle-ci une impulsion très grande pour gagner des secteurs de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, pour élever la décision d'aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir, pour développer les mesures anticapitalistes et le rôle de la classe ouvrière dans la lutte pour résoudre les problèmes de la France à travers un programme, en partie, en germe, anticapitaliste.

MOBILISER LES MASSES POUR IMPOSER LE TRIOMPHE DE L'UNION POPULAIRE

Il faut intervenir dans ces élections avec toute la force, toute la passion et toute la décision de la classe ouvrière. Il faut intervenir à travers les syndicats, les usines, les quartiers, en faisant des assemblées, des réunions, des discussions, et en proposant, entre autres points fondamentaux : tout le progrès de l'automation, de l'électronique, de la productivité dans le travail, doit être mis au profit des masses ! Il y a un processus constant de crise, de chômage, d'augmentation du coût de la vie. Il y a une augmentation vertigineuse du coût de la vie qui va augmenter encore beaucoup plus. L'impérialisme a déjà déclaré par la voix de Pompidou et Messmer que les conditions de crise vont augmenter, qu'il faut s'attendre à des « années terribles, cruelles », de pénurie, de hausse du coût de la vie. Ce n'est pas la faute des masses ! C'est le capitalisme qui dirige la société française ! C'est lui le responsable de toute cette situation ! Quand il s'adresse aux masses en disant qu'il faut s'attendre à « des années dures », c'est pour préparer d'avance la petite bourgeoisie à accepter les décisions du gouvernement. Il n'y a pas de raison d'accepter cela ! Dans aucun Etat ouvrier il n'y a une telle situation. Tous les Etats ouvriers connaissent un progrès constant dans l'économie, dans le niveau de vie des masses, dans l'attention aux ouvriers, aux femmes qui travaillent, aux enfants. Et ce n'est pas tout ce qui peut être fait. On peut faire infiniment plus ! L'insuffisance d'existence de direction dans les Partis Communistes, l'existence de la bureaucratie soviétique, de la bureaucratie des Etats ouvriers empêchent un développement beaucoup plus puissant des Etats ouvriers. Et pourtant, ils représentent un progrès immense par rapport au système capitaliste, une supériorité immense à tous points de vue et qui prépare les conditions pour un progrès ultérieur constant et ininterrompu. Il faut comparer.

La mort de Pompidou a déclenché la crise du système capitaliste. Il y a un déchirement et un affrontement énorme entre eux : ils s'entredéchirent, alors que dans les Etats ouvriers, il y a un progrès ininterrompu de l'économie, du bien-être de la population, et il s'agit maintenant d'obtenir une plus grande liberté démocratique, les droits démocratiques soviétiques. Il faut faire la comparaison, et appeler à appuyer le programme de la gauche, le programme de l'Union Populaire. Pour un seul candidat de la gauche à travers l'Union Populaire, avec la participation de toutes les masses, dans des discussions démocratiques : droit pour toutes les tendances à discuter, à proposer, à échanger des idées, à développer des organes de contrôle, conseils d'usine, conseils de quartier, conseils de zone pour faire un programme de développement de l'économie ensemble avec les syndicats, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, les Radicaux de Gauche, le P.S.U. et toutes les tendances trotskystes, trotskystes-posadistes, toutes les tendances du mouvement ouvrier, y compris les gauchistes. Que tous interviennent pour impulser un développement des droits démocratiques des masses et la participation des usines et des quartiers dans la discussion, dans les propositions, dans le contrôle de la production pour fournir un programme de production et de commercialisation qui réponde à l'intérêt et aux besoins des masses et du peuple français. Il faut mettre au centre deux aspects fondamentaux : échelle mobile des salaires et des heures de travail ; que tout progrès de l'automation, de l'électronique, de la productivité dans le travail soit mis au profit de la population.

Il faut discuter dans les quartiers, dans les usines, dans les syndicats ; il faut discuter et faire des assemblées, des meetings, des conférences, des discussions, avant, pendant et après les élections, de manière à pouvoir faire peser la participation des masses pour décider, délibérer, contrôler l'application du programme. Que cette discussion soit un fonctionnement de cellule constant du prolétariat dans les usines, dans les quartiers, dans les syndicats, dans les maisons, avec les ouvriers, la petite bourgeoisie, les paysans. Il faut les faire participer tous ! Il faut démontrer que l'économie peut se développer en France pour répondre aux besoins de la population.

Pour cela il faut une série de mesures, un programme et une politique qui ne soient pas capitalistes : étatisations, planification, contrôle ouvrier des investissements et de la production, afin que celle-ci réponde aux besoins des masses. Ces mesures doivent s'accompagner des droits démocratiques les plus complets. Il faut passer des accords avec tous les pays du monde, avec les pays socialistes, avec ceux qui développent leur économie contre le système capitaliste et vers la construction d'Etats ouvriers, de pays socialistes, comme c'est le cas de l'Algérie, du Pérou, du Mexique, de l'Equateur ; passer des accords avec les pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique Latine. Il faut développer la préoccupation, le désir, la volonté de toutes les masses, et permettre leur intervention, celle des jeunes, des femmes dans la discussion ; que tous les lycéens, les étudiants, les universitaires interviennent et discutent de tout.

L'issue pour la France est dans un programme, une politique et dans le contrôle de la population pour développer l'économie à son propre profit, et non en faveur de l'accumulation capitaliste qui prépare la guerre. Il faut faire discuter tout le monde et faire intervenir la population comme un véritable parlement. Il faut discuter partout ! Sans que ce soit une entrave au développement de la campagne électorale. Permettre ce développement et ces discussions démocratiques — qui sont la véritable démocratie — parmi les masses pour que celles-ci voient qu'elles peuvent en faire usage : droits démocratiques de parler, de décider et d'appliquer.

Que ce soit à travers Chaban-Delmas, Edgar Faure, Messmer ou le candidat qui sera choisi, le gouvernement capitaliste de France va essayer démagogiquement de se présenter devant la petite bourgeoisie avec un programme de développement, de promesses vulgaires. Mais le capitalisme a toujours gouverné la France et il n'a jamais rien fait ! Les conditions de vie des masses sont pires qu'avant. Maintenant, en plus, le capitalisme prépare la guerre.

Il faut voir bien clairement ceci : l'opposition de l'impérialisme français à l'impérialisme yankee est un problème de concurrence intercapitaliste, c'est tout. Ils n'ont aucun intérêt, aucun désir d'étendre les droits démocratiques, d'élever le niveau de vie de la population ; l'impérialisme français a vu sa puissance et sa capacité historique diminuer face à la concurrence des autres impérialismes ; il essaie de trouver un certain appui parmi la population pour empêcher le développement de la gauche, pour empêcher, entre autres, que le Parti Communiste et le Parti Socialiste aillent au pouvoir.

C'est sur cette base qu'il faut intervenir dans ces élections. Il faut les gagner ! Mais ne pas en rester à l'acte

...mpidou, les réunions ...les élections en France

J. POSADAS

...électoral, parce que si la gauche gagne, ...a bourgeoisie va essayer de faire comme ...au Chili. Il faut prévoir ce qui est arrivé ...au Chili, et préparer les masses à inter...venir, à travers des appels à l armée, à la ...police, pour que celles-ci respectent le ...pacte pour un développement populaire. ...Le développement de la France signifie le développement du peuple français, qui représente 70 % de la population et qui appuie la Gauche. Il n'y a pas seulement ceux qui votent : un nombre immense ne vote pas, mais il est avec la gauche, comme c'est le cas de l'immense masse étudiante, des lycéens qui se mobilisent dans toute la France et qui démontrent qu'ils sont pour la gauche. La même chose-pour les grandes grèves, telles que Rateau, qui montrent la volonté du prolétariat de maintenir ses conquêtes à travers les grandes luttes et de développer des mesures qui ne soient pas capitalistes, parce que ce système ne répond pas à la nécessité de maintenir le plein emploi et de développer le niveau de vie. Lorsque les camarades de Rateau font intervenir les familles et les gens du quartier dans l'usine, ils expriment : « Voilà la vie que nous voulons ». Ils ont en tête un objectif supérieur à celui de la grève : celle-ci est un moyen pour parvenir à des relations humains supérieures à celles du système capitaliste. Ce n'est pas une fête ni une kermesse, mais une réunion dans laquelle ils démontrent : « Nous pouvons vivre ainsi ! » : faire à manger pour tous, discuter tout, vivre ensemble, sans exploités ni exploiteurs, sans différences entre les uns et les autres, mais dans une vie commune qui intègre tout le monde. Le prolétariat montre qu'il veut les sentiments, la fraternité et l'égalité dans les relations humaines. Ses sentiments communistes sont mille fois plus avancés que les moyens dont il dispose maintenant pour prendre le pouvoir. Les familles vont à l'usine pour s'associer à la grève et manifester leur adhésion et leur solidarité, et pour affirmer un sentiment de relations communistes. C'est là leur objectif, comme ce fut chez Lip, comme ce fut à Sud-Aviation en mai 68. C'est sur la base de ces conditions qu'il faut intervenir dans les élections.

FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS ET DES SYNDICATS POUR IMPOSER DES GOUVERNEMENTS DE GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

Il faut répondre à l'enterrement de Pompidou et aux réunions clandestines de Nixon, avec ce programme pour faire triompher l'Union Populaire, en même temps que les droits démocratiques, la démocratie syndicale, les discussions dans le camp ouvrier, dans les usines, de manière à unifier en une seule Centrale ouvrière, sur la base d'un programme anti-impérialiste, anticapitaliste, avec le plein droit à la démocratie syndicale. Cela crée une énorme base de fusion entre les masses, dans les usines, dans les quartiers, parce qu'elles discutent entre elles. Elles se mettent d'accord parce qu'elles ont le même intérêt historique, le même objectif et le même désir de faire progresser la société. Les différences politiques vont en s'absorbant et s'intégrant dans le désir commun de progresser et de se transmettre les meilleures expériences, les meilleures décisions, les meilleures idées pour avancer et permettre l'intervention de tous. Il faut faire intervenir les étudiants, les universitaires, les paysans, tous les secteurs de la police qui ont manifesté leur appui aux droits démocratiques et leur refus d'être l'instrument du système capitaliste et de répression des masses.

Il faut répondre à la mort de Pompidou et aux réunions clandestines de Nixon, par une mobilisation générale pour le triomphe de l'Union Populaire avec un programme qui avance jusqu'à la suppression du système capitaliste. Il faut se préparer à la lutte armée face à la réponse que va donner le capitalisme. Il faut se préparer à la lutte armée face à la réponse que va donner le captialisme. Il est bien clair que le capitalisme ne va pas permettre une défaite électorale. L'impérialisme français et l'impérialisme yankee vont réagir, intervenir, parce qu'ils sentent qu'une défaite de l'impérialisme français est une défaite de classe en France et dans le reste de l'Europe. Il faut gagner les élections en élevant au maximum les bases de contact avec la population, à travers la démocratie syndicale, la discussion complète de toutes les tendances. Il faut élever les conditions de vie en France à travers un programme qui le permette et qui est déjà en partie dans laire, mais qu'il faut élargir jusqu'à le programme commun de l'Union Popu- supprimer le régime capitaliste.

Le voyage de Nixon pour consulter tous les capitalistes de l'Alliance Atlantique a pour but d'influencer le capitalisme français pour qu'il choisisse, pour les élections, un candidat disposé à se soumettre immédiatement aux impositions yankees. L'énorme quantité de candidats surgis au sein même du gouvernement montre la fragilité de la structure de son mouvement : Messmer lui-même, qui venait de recevoir tout l'appui de Pompidou et d'être désigné à nouvau premier ministre, n'a reçu aucun appui de la part de son propre parti. Ce qui les soutient, c'est la peur du prolétariat, et leurs intérêts de bande, de groupes représentant les hautes finances. Le voyage de Nixon et la candidature de Giscard d'Estaing montrent que l'impérialisme yankee cherche un candidat directement lié à la haute finance et, donc, perméable aux accords, aux négociations, aux concessions aux yankees.

L'énorme quantité de candidats capitalistes montre la faiblesse, la division intérieure, la concurrence intérieure du capitalisme français, et le jeu que mène l'impérialisme yankee à travers Nixon pour essayer d'imposer une candidature qui soit plus accessible à son influence. une activité et une campagne pour gagner les élections, et partir de là pour continuer vers l'étatisation de tous les moyens de production et d'échange les plus fondamentaux, pour planifier l'économie et la production en accord avec tous les pays, avec les Etats ouvriers, et en appelant les masses de tous les pays d'Europe et du monde à planifier l'économie, à exproprier, à déloger et renverser le capitalisme pour imposer des gouvernements ouvriers et paysans. Il faut faire un appel à tout le prolétariat d'Europe, à tous les Partis ouvriers, communistes, socialistes, radicaux de gauche, nationalistes et catholiques de gauche, pour qu'ils appuient l'Union Populaire, pour vaincre le capitalisme en France. C'est la garantie, la base pour pouvoir mener une politique qui développe l'économie en affrontant le capitalisme et abattre celui-ci. Il faut faire appel au prolétariat européen et mondial pour qu'il appuie la candidature de l'Union Populaire.

Les élections en France coïncident avec les élections en Italie sur le Référendum. Ce sont des essais que fait le capitalisme ;

(Suite page 4)

LE PARTI COMMUNISTE ET LA CRISE DE L'U.D.P.

Dans le dernier Comité Central du Parti Communiste, le rapport de Claude Renard analyse la tactique que doit développer le PC pour réaliser le "rassemblement des progressistes". Cette analyse et les dernières interventions de Louis Van Geyt, entre autre dans le meeting de Lyon, organisé par les PC communistes des pays d'Europe capitalistes, montrent le progrès dans la compréhension du PC de sa fonction. Son rôle fondamental est d'organiser la gauche socialiste la gauche syndicale et la gauche chrétienne pour réaliser "le rassemblement des progessistes". Les conclusions auxquelles les communistes arrivent maintenant sont très importantes et vont amener à faire un bilan critique de l'expérience de l'activité avec le l'UDP à Mons et ailleurs. C'est principalement, après le retrait du PSB du gouvernement, et avec le résultat des élections que le PC a commencé à comprendre les changements intérieurs dans le PS, à comprendre l'existence d'un courant de gauche qui a été capable d'imposer des changements politiques importants. Nous sommes d'accord avec ces conclusions, mais cela n'a pas été la politique, la tactique développée par le PC antérieurement, et en particulier dans la dernière campagne électorale. Dans plusieurs villes, le PC a présenté des listes DUP. A Charleroi, ce rassemblement avec le GPTC, avec quelques socialistes isolés, n'a pas présenté de programme anticapitaliste ; pour faire face à la crise du capitalisme, aux fermetures d'usines, aux licenciements, à l'augmentation des prix, du coût de la vie. Ce rassemblement ne correspondait pas à des forces organisées dans les usines, dans les quartiers. Il est apparu aux yeux de la population et des travailleurs comme une invention dans laquelle le Parti Communiste était dissous, sans aucune intervention indépendante. Et lorsque le PC s'est présenté aux élections sous cette forme, il a perdu des voix. Camarades, pour tirer les conclusions de l'activité du PC pour organiser le "Rassemblement des progressistes", il faut discuter l'expérience de l'UDP, ouvertement. Il ne faut pas escamoter cette discussion, comme le fait le rapport du Comité Central. Il faut discuter dans tous les organismes du PC, comment aider la gauche socialiste à changer le PSB, de parti Social-démocrate en Parti Socialiste, aider la gauche chrétienne à rompre avec le PSC et s'organiser en Parti Catholique de gauche, aider la gauche syndicale à prendre le pouvoir dans le FGTB et la CSC.

Nous pensons que cette discussion signifie un progrès, mais le rapport du CC la présente, comme si cela avait toujours été la politique et la tactique du PC. Et ce n'est pas ainsi. Si le PC avait compris il y a deux, la nécessité d'organiser la gauche, socialiste et syndicale, il n'aurait pas agit ainsi avec les UDP, qui ont présenté partout, un programme très en arrière de celui — du propre Parti Communiste, croyant nécessaire d'agir ainsi pour gagner les secteurs de la petite bourgeoisie hésitantes, des travailleurs chrétiens et socialistes indécis. L'échec des expériences UDP, et dû à leur manque de programme ; anticapitaliste, à leur politique locale, régionale, et à leur politique électoraliste.

On ne peut pas éluder cette discussion. Les dirigeants communistes qui sont intervenus dans les UDP, n'ont pas défendu la politique communiste, et le propre programme du Parti, ils se sont dissous. La possibilité de démission de René Noël doit se discuter dans ce cadre. René Noël représente un secteur du PC, qui a perdu confiance dans le communisme, qui a une conception électoraliste de la lutte de classes. La situation mondiale démontre qu'il n'y a aucune possibilité de vaincre le capitalisme par voie pacifique, et électoraliste, au travers de toutes les luttes incessantes des masses et du prolétariat en France, en Angleterre, en Italie, de la grève générale en Ethiopie, de la lutte héroique des masses chiliennes, et de la grève des ouvriers des ACEC.

Face à l'approfondissement de la crise du capitalisme, face à la nécessité pour tout le mouvement de donner une perspective, une alternative ouvrière, face à toutes les luttes des masses, de tels dirigeants ne peuvent plus se maintenir dans le PC avec une telle politique. Il faut s'appuyer sur l'expérience de lUnion Populaire en France, pour faire cette discussion. C'est le programme présenté par l'Union Populaire qui est la garantie du triomphe du candidat de la gauche, et non Mitterand, comme individu. L'autorité du PCF dans toutes les couches de la population, est l'attitude et l'exemple que donne Marchais, qui dans toutes les conférences, meetings, manifestations intervient comme communiste, en défense du programme commun de la gauche. L'intervention de Louis Van Geyt au meeting de Lyon a été interessante et importante et nous invitons les camarades du PC à discuter beaucoup plus les conclusions de toutes les conférences et réunions des PC d'Europe, comme la conférence des PC à Bruxelles. Le Drapeau Rouge doit consacrer beaucoup plus d'espaces pour toutes ces réunions et appeler à les discuter dans tous les organismes du Parti. Le PC doit faire une campagne massive pour la victoire de la gauche unie en France, qui va bouleverser toute la situation en Europe et aider à l'organisation de Front de la gauche dans tous les pays d'Europe.

Dans les élections, les travailleurs ont fait progresser le PSB, partout où il présentait un programme de lutte contre les monopoles capitalistes ; contre les trusts pétroliers. Si ce progrès n'a pas été plus grand, c'est parceque ce programme était encore limité et que le PSB n'a pas donné les moyens pour le réaliser. Le Parti Communiste doit élargir et développer ce programme et donner les moyens concrets pour son application. C'est cela que le PC doit discuter dans toutes ces organisations. Nationalisations de toutes les industries en crise sous contrôle ouvrier. Echelle mobile des salaires et des heures de travail ! Augmentation générale des salaires ! Diminution du temps de travail !

(Suite page 4)

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV^e Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV^e Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet - B.P. 273 Charleroi 1—

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operaro (T) Clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Juan Urrutia Munos Coquimbo 291. Talcahuano (Chili).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap 11 Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 — Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IV^e Internationale.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.
Zulma Noguara, Casilla de Correo 1204, Montevideo (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IV^e Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV^e Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV^e Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV^e Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV^e Internationale (Edition en langue arabe).

En ce 1er Mai

Mais il faut imposer ce programme ! L'affrontement aux ACEC montre qu'il faut organiser une mobilisation nationale pour nationaliser sous contrôle ouvrier les ACEC. Immédiatement. La bourgeoisie ne trouve pas le moyen de former un gouvernement solide. Ce n'es pas seulement à cause de "la régionalisation" mais surtout à cause de la montée des luttes de la classe ouvrière. Il faut discuter, dans le mouvement ouvrier, les problèmes de l'emploi, de l'inflation. La solution de tous ces problèmes est anti-capitaliste. Elle se trouve dans l'unification des forces de gauche, sur la base d'un programme qui donne une issue anti-capitaliste, qui établisse une planification de l'économie, la nationalisation des secteurs-clé, l'expropriation de toutes les multinationales, comme Westinghouse, et fasse des accords avec les Etats ouvriers, avec les Etats révolutionnaires. Un plan économique qui se base sur la satisfaction des besoins de la population. Que tous les bénéfices de l'automation, dûs aux progrès de la science et de la technique, aillent au bénéfice des masses : diminution des heures de travail, élévation du niveau de vie. Echelle mobile des salaires et des heures de travail !

La classe ouvrière a la décision de mener de l'avant toute cette lutte. L'appui au progrès du Parti Socialiste dans les élections le montre. Il faut une direction disposée à mener de l'avant cette activité. Le capitalisme est obligé d'affronter la classe ouvrière. Le rejet de la programmation sociale en métallurgie, et dans le textile le montrent. Comme les ouvriers du textile s'y préparent, il faut étendre la préparation de la grève générale pour s'imposer.

Ce Premier Mai doit être l'occasion d'une mobilisation unique de tous les partis ouvriers et des groupes de gauche, pour intervenir en unissant toutes les revendications de la classe ouvrière, et préparer une très grande mobilisation de toutes les usines, des quartiers pour cet objectif. Il faut faire de ce Premier Mai la base d'une mobilisation de toutes les forces ouvrière en Belgique pour appuyer la lutte pour le triomphe de la gauche en France, et pour avancer organisativement en Belgique.

Nous appelons les militants socialistes, communistes, chrétiens de gauche, syndicaux à imposer dans leurs organisations une mobilisation de front unique pour le 1er Mai. Ce sera une base pour unifier la gauche et se préparer à la lutte pour la gauche au pouvoir.

Camarades, en ce Premier Mai, nous saluons toutes les masses du monde qui, dans leur lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, contre les dictatures du Portugal, d'Espagne et d'autres pays, du Vietnam, ont imposé des progrès immenses pour les masses du monde entier. Nous saluons la classe ouvrière des Etats ouvriers qui supportent tout le poids de l'aide de l'URSS aux pays en lutte pour leur libération nationale et sociale. Nous saluons les luttes de la classe ouvrière en Angleterre qui a imposé la chute du gouvernement conservateur. Nous saluons les masses chiliennes qui ne se laissent pas démoraliser, écraser et qui continuent leur résistance, leurs grèves sous la junte militaire assassine. Nous saluons en particulier les masses de France qui se préparent à porter la gauche au gouvernement, et du gouvernement au pouvoir et nous saluons toutes les luttes de la classe ouvrière en Belgique, des dockers aux ACEC, qui ont déjà imposé des changement importants dans le PSB et sont les bases solides de l'unification de la gauche dans la lutte pour le pouvoir.

23 avril 1974

Le congrès..

dus par la direction syndicale tandis que des permanents incrustés dans d'autres entreprises, agissent comme s'ils étaient un deuxième patron, se permettent de ne pas distribuer les tracts de leur fédération, de ne pas respecter les consignes de grève (comme le 28 mars 73), et font tout cela en toute impunité au nom de la FGTB ! Le problème c'est que ces dirigeants-là sont à la table de la direction de ce congrès et sont la base d'appui de tout l'appareil syndical. Il faut discuter aussi pourquoi la majorité des ouvriers de la métallurgie ont à peine connaissance de la tenue d'un congrès. Il eu aucune participation de la base dans la préparation du Congrès.

La démocratie syndicale est une condition indispensable pour assurer la victoire des luttes ouvrières. Le rapport lui-même montre la limitation, les hésitations, le manque d'idées quand on discute seulement en petit nombre, au sommet. La démocratie syndicale, ce n'est pas seulement le droit de chacun d'exprimer sa pensée, sa volonté, – ce qui est déjà indispensable–, c'est le seul moyen de voir, de sentir, de mesurer ce que la classe ouvrière est disposée à faire. C'est de la discussion démocratique, qui permet aux milliers d'ouvriers de toutes les usines d'intervenir, de donner leur opinion, leurs critiques, leur proposition, que surgissent des milliers d'idées, pour faire face au capitalisme et pour le vaincre. Et la classe ouvrière, partout où elle intervient, démontre qu'elle veut en finir avec le capitalisme, qu'elle veut changer la société et se sent capable de le faire. Ce qui manque, pour organiser toutes ces forces, c'est une direction qui recueille cette volonté et l'organise avec un programme pour disputer le pouvoir au capitalisme, et pour avancer vers la prise du pouvoir.

Les ouvriers qui font la grève aux ACEC depuis 4 semaines, veulent la même chose que ceux qui ont fait fonctionner LIP pendant un an sous leur contrôle et qui ont triomphé : c'est la même chose que veut toute la classe ouvrière en France quand elle va mettre toute sa passion et sa décision pour le triomphe du candidat de la gauche. La direction actuelle de la FGTB doit, elle-même, poser plusieurs revendications et propositions au congrès qui vont dans ce sens, comme : le rôle politique du syndicat dans l'organisation du front des forces de gauche, la nécessité du contre-pouvoir des travailleurs pour s'opposer au pouvoir des grandes sociétés capitalistes. Cependant ce qu'ils proposent est loin de ce qui est possible et de ce que la classe ouvrière est disposée à faire et se prépare à faire. Mais l'intervention, la rébellion, l'organisation des militants de la base, des délégués honnêtes, combatifs, des militants ouvriers communistes, socialistes, des trotskystes posadistes, des groupes gauchistes, a fait une pression constante sur l'organisation syndicale et ne laissent pas les dirigeants faire tout ce qu'ils veulent. C'est pour se couvrir maintenant, que la direction présente ce rapport, en faisant des propositions anti-capitalistes sur certains points. Il faut prendre tous ces points ! et que le congrès vote des résolutions pour les faire appliquer immédiatement. Mais cela ne veut pas dire un vote de confiance aux dirigeants actuels de la FGTB. Ils n'ont pas la confiance de la classe ouvrière. Nous appelons à augmenter, à organiser encore plus l'intervention de la base, l'intervention des militants des usines, à faire la sélection des dirigeants et des représentants syndicaux, à changer ceux qui ne respectent pas la volonté, les décisions prises par les travailleurs dans des assemblées dans les usines.

LA CRISE DU CAPITALISME EST SANS SOLUTION. ELEVER LA LUTTE DU SYNDICAT POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

Nous appelons à discuter et à voter une résolution de solidarité, et d'action immédiate pour appuyer et faire triompher les travailleurs des ACEC face aux capitalistes de Westinghouse : A bas le lock-out patronal ! pas un seul licenciement aux ACEC ! satisfaction de toutes les revendications ouvrières : nous proposons de préparer des arrêts de travail dans toute la région, et de discuter un appui solidaire à l'occupation des ACEC par les ouvriers et mettre l'usine en fonctionnement comme à LIP en France, à faire la production et la vendre à la population, ouvrir les portes des bureaux aux employés et que tous les travailleurs participent à cette activité ! Il faut s'occuper des "grands problèmes" comme dit le rapport, d'accord : mais c'est cela la manière. Il faut lutter pour le contrôle ouvrier, pour la nationalisation des ACEC. Mais pour cela, il faut porter les forces de gauche au gouvernement et du gouvernement au pouvoir. Il faut se préparer à toute cette lutte. Dans l'immédiat, et comme une partie de cette lutte : les forces mobilisées de toute la classe ouvrière peuvent triompher du lock-out patronal ! il faut et c'est possible d'imposer ces conquêtes immédiates au patronat. C'est ainsi qu'on prépare les victoires générales de demain.

La direction FGTB parle de toute la crise, posée en sidérurgie, dans les aciéries de moulage : les capitalistes disent qu'ils ne peuvent pas faire plus parce qu'autrement leur entreprise va fermer, ils vont licencier. La direction FGTB a accepté de se soumettre à cela. Conclusion : pertes d'emplois en sidérurgie, reculs dans les conquêtes ouvrières imposition des 4 pauses, des milliards dans les poches des capitalistes susbsidiés par l'Etat, des fermetures dans les acièries de moulage ; les rares ouvriers "reclassés" ne savent même pas pour quelle entreprise ils travaillent et ne sont pas payés comme on le leur avait promis (Allard, Cambier). Nous appelons le Congrès à discuter comment faire face à cette crise, quel bilan réel y a-t-il de la politique réformiste, conciliatrice de la direction syndicale ; et que faire, face aux rationalisations, à l'augmentation de l'automation etc...

Il faut poser : tous les bénéfices de l'automation doivent revenir à la classe ouvrière ! sous forme de diminution des heures de travail (par exemple : les syndicats suédois sont en train de revendiquer les 30 heures par semaine !), augmentations des salaires. Il faut planifier la production qui répond aux besoins de la population. A Charleroi, un problème que vit toute la population, c'est la manque de moyens de transport, et le manque de logements décents (en partie le Secca a posé ce problème et nous appuyons de telles initiatives). Il faut que les usines produisent ce qui est nécessaire pour résoudre ces problèmes. Que le syndicat, avec toute la population dans les quartiers, unies aux usines, fasse un plan des besoins et de comment les satisfaire. La production des usines doit servir à ce plan. Les patrons vont répondre que cela ne les intéresse pas, que cela n'est pas rentable, qu'ils vont devoir fermer leurs usines s'ils ne peuvent pas produire ce qui leur rapporte le plus : il faut les exproprier ! Nous appelons le Congrès à défendre ce programme, à le revendiquer et à le faire discuter dans les usines, dans les quartiers, avec les partis ouvriers, avec les autres syndicats, les autres secteurs. Dans une région comme Charleroi, où les partis ouvriers sont majoritaires, le syndicat doit prendre l'initiative et impulser, immédiatement, le front des forces de gauche pour discuter un tel programme ! C'est cela la "régionalisation" qui intéresse les travailleurs : dès maintenant, là où les partis ouvriers, les syndicats ont une très grande force, comme à Charleroi : disputer le pouvoir au capitalisme tout en préparant la lutte nationale. Quand on a reçu les coups des capitalistes à Caterpillar, ce n'était pas à cause de la faiblesse de la classe ouvrière, c'était à cause de la politique réactionnaire de la direction. C'est bien de poser, comme le fait le rapport, qu'il faut discuter un programme pour imposer un contrôle ouvrier dans la sidérurgie, les holdings etc... Mais cette lutte, qui signifie remettre en question le pouvoir du capitalisme, ne peut pas se faire seulement dans des délcarations pour un congrès ! IL faut l'appuyer sur la mobilisation, l'intervention, la démocratie syndicale, la participation de la classe ouvrière. La classe ouvrière à Caterpillar, comme aux ACEC est déjà résolue à mettre le pouvoir capitaliste en question, elle le fait maintenant même !

Il faut donc organiser la mobilisation, tout de suite, pour que cette lutte soit une conquête, un pas en avant vers les conquêtes contre l'ensemble du pouvoir capitaliste dans le pays.

PRENDRE L'INITIATIVE POUR CONSTRUIRE DES MAINTENANT LE FRONT DE LA GAUCHE

Le capitalisme ne reste pas les bras croisés devant le développement de ces luttes, il va riposter, essayer de réprimer, employer des méthodes de guerre, essayer de faire comme au Chili. Mais en restant "tranquilles", il va de toute façon chercher à faire payer sa crise aux travailleurs ! il ne fait qu'attaquer les travailleurs, en permanence, en augmentant les prix, en augmentant les cadences de travail, en imposant des conditions de vie et de travail éreintantes, en empoisonnant l'atmosphère, les aliments, etc... Il y est conduit inexorablement par le développement, l'approfondissement de sa crise de désintégration, sur tous les plans économique, financier, social, politique, moral, religieux, militaire même. Il n'est pas en conditions de céder, ni même de faire certaines concessions qui ont pour but de contenir les travailleurs et de justifier la politique de la direction syndicale. Le comportement de Fabrimétal à propos des conventions collectives est un résultat de cette crise. Mais pour y répondre, on ne peut plus continuer avec une direction qui se contente d'une petite augmentation, d'une petite concession d'un côté ou de l'autre. Il faut préparer une offensive globale de toute la classe ouvrière de la métallurgie, régionale, et nationale – et de toute la classe ouvrière dans son ensemble pour imposer des conquêtes et les arracher ensemble au capitalisme ! La grève générale des mineurs en Angleterre est une expérience pour nous. Il faut lutter pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Tous les bénéfices de l'automation aux masses ! Pour programme de nationalisations sous contrôle ouvrier des principales industries, l'énergie. Pour cela faire le front de la gauche, pour aller au gouvernement, pour appliquer ce programme. Comme en France. Nous appelons le Congrès à voter une résolution de solidarité, d'appui et de soutien de toute la classe ouvrière de Charleroi à la candidature unique de la gauche en France ! Nous appelons à faire une campagne de meetings, de discussions, une manifestation pour appuyer le triomphe de la gauche en France ! ce sera une victoire pour tous les travailleurs de Belgique et d'Europe ! et un exemple de la voie à suivre. Nous appelons à discuter le prochain Premier Mai à Charleroi, pour concrétiser tout de suite ce front de la gauche : que la FGTB prenne l'initative de convoquer une manifestation de toutes les organisations ouvrières, toutes les tendances, les deux syndicats FGTB et CSC, dans une cortège et un meeting uniques à Charleroi ! en posant le programme de lutte contre le capitalisme.

Il y a toute une dispute entre l'appareil de la FGTB et de la CSC. Mais ce n'est pas un conflit entre les ouvriers chrétiens et socialistes. C'est un conflit, dû à des divergences bureaucratiques. Nous appelons à les rejeter avec toute notre force ! Si la CSC fait la concurrence et la surenchère à la FGTB pour gagner des positions aux prochaines élections sociales, ce n'est pas cela qui a de l'importance : en développant la démocratie syndicale, le front unique des travailleurs FGTB et CSC pourra manifester sa véritable force. A la base les travailleurs n'ont pas de divergenes.

Nous appelons les militants syndicaux, les délégués d'usines présents au congrès à continuer le combat pour faire avancer ce programme, dans le congrès lui-même, et eans toute l'action après le congrès, à l'usine, à développer le front unique à la base entre militants ouvriers de toutes les tendances, socialistes, communistes, chrétiens, trotskystes posadistes, des groupes révolutionnaires pour préparer ces changements dans la structure et le fonctionnement du mouvement syndical, qui sont nécessaires pour faire triompher les luttes contre le capitalisme, et pour construire le front de la gauche pour aller au pouvoir !

24/4/74

LES FUNÉRAILLES DE POMPIDOU...

(Suite de la p. 3)

en France, il profite de l'occasion de la mort de Pompidou (mais il l'aurait fait de toute façon' en Italie, comme une préparation directe du capitalisme italien. Ils essayent de créer les conditions pour unifier et centraliser les forces du capitalisme sous la direction de la haute finance, pour affronter le prolétariat, contenir les conquêtes et les progrès de celui-ci, le développement des Partis Communistes, Socialistes, Radicaux de Gauche, Démocrates Chrétiens de Gauche et essayer de créer les conditions pour une répression, pour un processus général de réaction contre le prolétariat. C'est là l'intention de la bourgeoisie.

Toute l'action du prolétariat et la lutte des masses est contre cela. Toutes les mobilisations en France comme dans toute l'Europe, des collégiens, des enfants, des lycéens, des étudiants, des paysans, sont d'unification. Même les paysans se mobilisent contre le capitalisme parce que celui-ci ne peut pas résoudre les problèmes des prix et qui conviennent à leur production ; les paysans pauvres et moyennement pauvres sont tous unis et s'unifient avec la lutte du prolétariat. Il en est de même pour la petite bourgeoisie de toute l'Europe. Il y a un processus d'unification des luttes avec le prolétariat.

Les petites défaites électorales des sociaux-démocrates en Allemagne n'ont pas une importance fondamentale : elles ne sont qu'une reconstitution, une réorganisation à l'intérieur des Partis socialistes et sociaux-démocrates. Les ailes droites se détachent pour appuyer, soit les libéraux, soit les sociaux-chrétiens ; par contre, c'est un appui plus solide à la gauche, c'est une réorganisation à l'intérieur du mouvement socialiste. Tel est le sens des pertes de voix des socialistes lors des élections en en Allemagne.

Le processus en France montre qu'il faut appuyer l'Union Populaire et appeler le prolétariat de toute l'Europe à faire de même, à appuyer le « NON » à l'abrogation de la loi sur le divorce en Italie. Il faut profiter de cette circonstance pour faire un Front unique dans toute l'Europe unique entre tous les partis de gauche pour un programme commun : un Front unique entre tous les partis de gauche, avec les syndicats pour faire front au système capitaliste, aux intérêts de l'impérialisme yankee et du capitalisme en Europe qui veulent faire reculer les conquêtes acquises par le prolétariat ; un front unique pour que gouvernements et programmes mettent toutes les conquêtes, de la technique et de la science au service des masses. Pour cela il faut un gouvernement de gauche, qui soit le début du progrès vers des solutions beaucoup plus avancées pour en finir avec le système capitaliste. Pour cela il faut intervenir dans les syndicats, parmi la population, dans les quartiers, dans les usines, et se préparer pour le triomphe électoral, pour soutenir par tous les moyens le triomphe électoral de l'Union Populaire en France.

8 avril 1974. **J. POSADAS.**

LE P.C...

Tout le bénéfice de l'automation et du progrès de la technique pour les masses !

Pour intervenir dans la crise aux ACEC, nous pensons que les militants communistes peuvent avoir un rôle fondamental. Le patron fait le lock-out! Les ouvriers et les employés se trouvent tous à la porte. Il faut organiser dans les assemblées la discussion de faire comme les ouvriers de LIP. Les capitalistes ferment l'usine parcequ'ils ne font plus assez de profit. Les travailleurs peuvent démontrer qu'ils n'ont pas besoin des patrons pour diriger l'économie. Il est possible d'organiser tout de suite la mise en fonctionnement de l'usine. Que les travailleurs continuent la production, pour leur compte et vendent le produit de leur travail : Télévision, Radio, appareils électroménagers à un prix meilleur marché pour assurer leur salaire. Les militants communistes, délégués syndicaux des ACEC peuvent faire ces propositions tout de suite dans les Assemblées. Les ouvriers décideront ce qu'il est le plus convéniant.

Pour permettre la discussion de ce programme de ce programme, il est indispensable que les militants communistes le discutent dans les cellules d'entreprises. Pour cela, il faut les faire vivre. Qu'elles discutent tous les problèmes du monde, les progrès dans les Etats Ouvriers, le rôle du Syndicat, qu'elles discuteht les textes des maîtres du marxisme : Marx, Engels, Lénine, Trotsky, qu'elles discutent les expériences historiques de la Révolution d'Octobre, de la Révolution chinoise, qu'elles vivent toutes les luttes des peuples du monde, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, au Vietnam. Les cellules d'entreprises sont le lien irremplacable entre les militants communistes et le Parti. L'intervention des cellules empêche que certains militants se décourage, soit se dissolvent dans le Syndicat, soit retournent leurs vestes et quittent le Parti.

La base fondamentale pour aider à l'organisation de la gauche, est la discussion du programme et le fonctionnement des organes du Parti dans le coeur des luttes du prolétariat.

ABONNEZ-VOUS A "LUTTE OUVRIERE"

Edit. Resp. : Claudine Pôlet – 39, rue Bois Monceu – 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen – 126, Grand Rue – 6080 Montignies/sur/Sambre

LE PROCESSUS MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, L'ARMEE, LES MASSES, ET L'EFFONDREMENT DU FASCISME AU PORTUGAL. (PAGES CENTRALES) 28 Avril 1974 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 11e ANNEE 24 mai 1974 217

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Resolution du Bureau Politique du P.C.R.(T) section Italienne de la IV Internationale Posadiste

en page 6).

LES ELECTIONS EN FRANCE, LA CRISE DU CAPITALISME, ET L'AIGUISEMENT DE LA LUTTE DE CLASSES ET REVOLUTIONNAIRE. 19 MAI 1974 J. POSADAS

Il faut interpréter les élections en France dans le cadre mondial de la lutte de classes. Ce sont des élections qui concernent, affectent le capitalisme et la classe ouvrière du monde, les Etats Ouvriers, et font partie des rapports de forces mondiaux. Le comportemnt de Giscard d'Estaing et de la bourgeoisie française n'est pas seulement motivé par les élections, mais par leur préoccupation pour le futur du capitalisme. Cecomportement et cette réaction doivent être pris comme une partie de la préoccupation du capitalisme mondial, exprimée à travers le capitalisme français, et directement par lui, parce que c'est en France que les élections se réalisent et traduisent le degré de préoccupation d'évolution, les sentiments de défaite qu'éprouve le capitalisme. Ce n'est pas une élection présidentielle ordinaire. C'est un affrontement très direct dans la lutte de classe, presque classe contre classe, en vue de décisions définitives.

Il ressort de la manière la plus frappante, de cette élection, que le capitalisme a perdu la maîtrise du cours des moyens du processus qui était la sienne antérieurement ; avant, il résolvait électoralement sa dispute avec la classe ouvrière, en cherchant à l'écraser au moyen des élections pour la soumettre à sa volonté. Ces élections démontrent que la volonté populaire n'appartient plus au capitalisme. Même sur le plan électoral et malgré les lois qui trichent, trompent et ne permettent pas à la population de s'exprimer, le capitalisme a perdu le contrôle.

Le capitalisme s'est présenté divisé, fractionné aux élections. La classe ouvrière s'y est présentée unie, et a entraîné une grande partie de la population d'origine non prolétarienne, mais elle aussi, exploitée et vivant de son salaire, de ses appointements, ou de ses fonctions administratives. C'est la preuve catégorique que la bourgeoisie ne peut plus contrôler normalement comme avant, au moyen des élections, de l'appareil administratif, par l'imposition ou le respect des lois. Non ! Les gens raisonnent, jugent, et décident d'accord avec leur raisonnement. C'est une grande perte de l'ancien pouvoir du capitalisme de l'équilibre basé sur sa démocratie, qui consiste à imposer que ceux qui ont la majorité électorale continuent à dominer.

Il se démontre de plus en plus que, même dans le camp démocratique bourgeois, la classe ouvrière peut entraîner une très grande partie de la population pour emporter une décision électorale. D'où, la panique du capitalisme. Il a plusieurs exemples sous les yeux : l'Angleterre, l'Allemagne et maintenant l'Italie. Le capitalisme perd, même sur son propre terrain, là où il espère pouvoir compter sur l'influence qu'il exerce sur des secteurs de la petite bourgeoisie et empêche de voter des secteurs de la population, qui sont décisifs sur le plan de la production. N'ont pris part à ce vote ni les jeunes de 16 à 21 ans, ni les ouvriers immigrés qui participent à la production avec les ouvriers français. Or, les jeunes sont 7 millions et les immigrés plus de 3 millions. Cependant dans le camp du capitalisme, 30 % des suffrages proviennent de gens inutiles, de vieux parchemins. La classe ouvrière juge et sent sa puissance. Elle ne se sent pas vaincue. Elle sent que, même sur le terrain parlementaire, où l'ennemi, le capitalisme, dispose des moyens juridiques de réglementer le mode d'élection, elle a eu la capacité, la décision, la force historique d'entraîner une énorme partie de la population. Elle s'est sentie une puissance immense. Elle a senti que c'est elle le vainqueur. Même si elle n'a pas pu faire triompher ses partis, elle a qu'elle a pu faire le front unique et l'imposer, et qu'elle a entraîné une immense partie de la population : deux millions de voix de plus qu'aux élections antérieures ! La classe ouvrière sent cette énorme puissance.

Les élections montrent en même temps, la crise, la désagrégation du système capitaliste produite directement par la lutte de classes mondiale, partant du progrès des Etats ouvriers et des luttes des masses d'Europe, du Vietnam, d'Amérique Latine, exprimé dans la dernière étape par l'Ethiopie et le Portugal.

Le prolétariat sent sa puissance, il s'est mis en communication avec la population et il en sent l'effet. Il lui a manqué une petite marge pour gagner. Mais il sent aussi que ces élections sont une escroquerie. Il voit à ses côtés que les jeunes de 16 à 21 ans, qui travaillent et sont décisifs pour la production, et qui ne votent pas, alors que les vieux parchemins de bourgeois, qui n'ont rien à voir avec la production ni avec l'économie, et qui exploitent la production, peuvent voter ! Une telle conclusion a élevé et va élever la décision de la classe ouvrière, de montrer que cette élection est une escroquerie, un mensonge ! Elle va se jeter dans les luttes sociales, chercher à former des organes pour imposer ce que les élections ne lui ont pas permis d'atteindre. Et cela va avoir un poids immense.

La classe ouvrière de toute l'Europe va voir ces conséquences, elle va voir l'escroquerie, la tricherie que signifient ces élections. En Allemagne en particulier : une énorme quantité de nazis, ou d'agents directs des nazis, ont le droit de voter et décident dans les élections, alors que les communistes n'ont pas le droit d'assurer les charges publiques. Pourquoi ? Parce qu'ils sont communistes. Mais les nazis, eux, ont le droit de voter, de participer à la décision dans les élections. Alors qu'en France, les jeunes de 16 à 21 ans ne peuvent pas voter !

La classe ouvrière va sentir que ce nest pas elle qui est battue. Elle ne se sent pas battue. Elle sent que sa communication avec la population a eu un effet immense, attirant deux millions de voix supplémentaires. Ces deux millions de voix qui se sont joints à l'Union Populaire, ne sont pas le résultat de la dissidence inter-bourgeoise. Elles sont le produit direct de la pression, de l'influence, de l'autorité de la classe ouvrière, qui c'est montrée capable de résoudre les problèmes, alors que la bourgeoisie en est incapable. Cela a approfondi la crise, les affrontements intérieurs du capitalisme, et va augmenter la puissance de la classe ouvrière. La population a vu la capacité de la classe ouvrière à Rateau, chez LIP, elle a vu ses mobilisations constantes ; de l'appui au Chili à l'appui au Portugal, à Rateau et LIP. Elle a vu le comortement du prolétariat : elle l'a vu disposé à résoudre tous les problèmes du pays et capable de le faire.

Le prolétariat a vu aussi le capitalisme complètement désagrégé, divisé, qu'il a fait un ramassis pour arriver à peine à un pour cent de majorité. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie sentent que c'est une escroquerie. Le comportement, et la vie sociale de la population, leur montrent que le capitalisme n'a pas une autorité correspondant aux chiffres des élections et que c'est la volonté de changement, de progrès, vers le socialisme qui a triomphé. Le prolétariat voit que, dans l'autre camp, il y a la Finance, les bourgeois, les invalides mentaux, les vieux parchemins. Ceux qui ont gagné n'ont rien à voir avec la production, avec le progrès du pays, avec la science, la technique, avec le travail. C'est le prolétariat qui produit et qui crée, alors que ce sont les inutiles, agents de la bourgeoisie, qui décident électoralement. La classe ouvrière va comprendre qu'il est nécessaire de prendre une autre voie pour triompher, elle va déclencher de grandes luttes sociales pour imposer des changements. Cela va avoir de l'effet sur l'armée, la police, l'appareil administratif, en France, dans toute l'Europe et dans le monde entier. La classe ouvrière va sortir fortifié de telles conclusions.

Toute la classe ouvrière va sentir comme la plus nécessaire des conséquences ce que le prolétariat français a réalisé et qui est un exemple : l'unité des gauches, l'unité du prolétariat, de la petite bourgeoisie, des syndicats et des partis. Le prolétariat de toute l'Europe a vu que c'est l'Union Populaire, l'unification réalisée à travers l'Union Populaire et le Programme Commun et des points anticapitalistes qu'il contient, qui a déterminé le cours le plus important de l'activité et que l'unité entre communistes et socialistes sur un programme anti-capitaliste a entraîné de grands secteurs de la petite bourgeoisie. La bourgeoisie ment quand elle dit que certains secteurs gaullistes du capitalisme ont voté pour l'Union Populaire par réaction contre Giscard d'Estaing ! Mensonge ! C'est le produit du défaitisme, du sentiment pessimiste de toutes ces couches qui voient que le capitalisme n'a pas d'avenir et qui cherchent à se lier à l'Union Populaire pour contenir le triomphe de son aile gauche. Ils recherchent le moindre mal pour eux en appuyant l'Union

(suite page 2)

Les 49,1 % à Mitterand et les grèves en Belgique, expriment la décision de liquider le capitalisme.

EDITORIAL

Les grèves et manifestations dans toute l'Europe, le triomphe de la gauche en Italie, le progrès du programme Commun en France sont unis au profond processus de grèves qu'il y a dans toute la Belgique. Cela reflète, le processus de perte de base d'appui de la bourgeoisie, du capitalisme dans toute l'Europe. Même dans le cadre électoral, où toutes les forces populaires ne peuvent pas s'exprimer, le capitalisme s'est vu infliger une presque défaite. les jeunes de 18 ans ne peuvent pas voter, et ils travaillent par milliers dans les usines. Les patrons les exploitent, et leur refusent tout droit politique, toute participation, tout droit de décision. Les élections sont le terrain de bataille de la bourgeoisie, mais chaque fois celle-ci est contrainte à supporter une "majorité" de plus en plus fragile. Cette majorité donne plus de valeur à un vieux bourgeois pensionné qui ne fout plus rien qu'à un ouvrier qui fait partie lui des forces productrices de la société.

Dans toute l'Europe s'exprime le même processus : Des multitudes de travailleurs sortent dans la rue pour manifester leur décision de changer le régime capitaliste, qui opprime et réprime. Tout luttent pour la dignité humaine. Il y a en la grève de 200.000 travailleurs au Danemarck contre les nouveaux impôts, l'infinité de grèves en Belgique ; Caterpilar, les verreries et les Glaceries de tout le pays, la métallurgie et la protestation des sous-officiers de l'armée belges. Ils ont décidés de manifester dans les rues de Tournai pour exiger des augmentations de salaires, la diminution des heures de travail et la revalorisation de leur role comme s'ils étaient des agents de l'Etat. Ils utilisent des méthodes de luttes qui ne leur sont pas propres, mais qui sont celles de la classe ouvrière. Cette manifestation a été interdite par Vanden Boeynants. Les sous-officiers continuent leur action et ont décidé de participer à toutes les séances de la Chambre et du Parlement pour manifester qu'ils veulent aller jusqu'au bout pour obtenir leurs revendications. Pour agir de cette façon, il faut une profonde résolution parcequ'il faut faire face à tout l'appareil militaire, à sa structure. Si ces militaires font de telles actions, c'est parceque ils se sentent impulsés par le processus du Portugal, par l'intervention des militaires qui sont en train de liquider les fascistes, de manifester avec le peuple par milliers, dans les rues de Lisabonne et dans tout le pays. En même temps cela montre le processus de décomposition du régime capitaliste. L'influence de la Révolution pénètre dans les organes mêmes de défense du capita-

(Suite en page 6).

LES ELECTIONS ...

(Suite de la page 1)

Poulaire. Ceci indique l'autorité du prolétariat, sinon ces secteurs n'auraient pas voté : ils se seraient abstenu.

C'est le prolétariat qui a entraîné les autres couches de la population, en les persuadant, en les convaincant. A travers le Parti Communiste, le Parti Socialiste, les radicaux, à travers le front unique, toutes ces couches ont été attirées par le prolétariat. Il ne s'agit pas d'une désertion de classe, mais de petits secteurs qui oscillent entre l'autorité du prolétariat, et non celle du capitalisme, sinon ils auraient voté pour lui ou se seraient abstenus. Il n'y a pas eu d'abstentions. Tous ceux qui avaient voté pour le prolétariat ont voté cette fois-ci. Le capitalisme a battu le rappel de tous les décrépits, qui ont donné, en votant, tout l'effort dont ils sont encore capables !

Il faut compter sur le processus mondial, favorable au prolétariat, et avec le processus de désintégration du système capitaliste. Le triomphe de Giscard d'Estaing avec moins de 1 % ne va signifier pour lui aucun équilibre. Il va se produire immédiatement une lutte intérieure au sein du capitalisme, produit non pas de divergences d'intérêts, mais de l'aggravation de cette concurrence sous l'effet de l'intervention du prolétariat qui se montre disposé à prendre le pouvoir. C'est ce qui rend plus aiguë la crise intercapitaliste, chacun cherchant à faire prévaloir ses intérêts et à se sauver lui-même. Un sentiment pessimiste se développe dans certaines couches du capitalisme.

Une partie des voix de la petite bourgeoisie gaulliste qui s'est reportée sur le prolétariat n'est pas due au désespoir de ces secteurs, mais bien à l'autorité du prolétariat qui se gagne des couches petites bourgeoises. Il s'agit maintenant de maintenir cette autorité au moyen de mobilisations. Il faut ouvrir dès maintenant une discussion générale dans tous les syndicats, tous les quartiers, toutes les usines, pour se préparer pour de grandes luttes, de grandes mobilisations, des grèves générales, sur le programme de l'Union Populaire. L'Union Populaire a un programme qui n'a pas pu conquérir le gouvernement par les élections, mais qu'il est possible d'imposer même sans être au gouvernement, par ce qu'il s'est démontré capable d'attirer socialement.

Il faut ajouter aux 7 millions de voix des jeunes qui n'ont pas voté, les millions de voix d'immigrés qui n'ont pas le droit de vote. Cela donne la mesure du poids social qui s'exerce sur l'ensemble de la société et qui va se déverser maintenant dans les luttes. Un poids qui s'est jeté dans les luttes avant et qui va le faire à nouveau maintenant. Le prolétariat est conscient de l'autorité qu'il a. Il ne l'utilise pas, à cause des erreurs commises par l'Union Populaire qui l'ont conduite à ne pas se servir de cette force, à ne pas mobiliser les syndicats, à ne pas faire des mobilisations de masses comme cela s'est fait pour Lip et Rateau. Pour Lip, on a fait une mobilisation de 80.000 personnes. Pourquoi ne pas le faire à nouveau ? Il faut le faire tout de suite ! Dans le même sens, c'est une erreur d'avoir atténué l'effet du 1er Mai aux élections. Une telle attitude ôte à la classe ouvrière une partie de sa capacité d'action et de son autorité.

Tout le processus mondial est favorable au prolétariat et contraire au capitalisme. C'est la victoire électorale des vaincus, de gens sur la défensive ! Ce n'est pas un triomphe de ce genre qui va leur permettre de prendre l'offensive pour imposer de grandes mesures favorables au capitalisme. Ils vont essayer de le faire, ils vont tenter de réprimer et, comme mesure immédiate, ils vont essayer d'influencer la droite du Parti Socialiste et du Parti Communiste, afin de contenir la pression de la classe ouvrière et la lutte pour le programme et la politique de l'Union Populaire, pour freiner les revendications et la lutte de l'Union Populaire pour disputer le pouvoir à la bourgeoisie. Les grandes luttes sociales qui approchent signifient que les masses vont maintenant imposer directement, par la lutte de classes, ce qu'elles espéraient obtenir en allant au gouvernement et par le Parlement. Et elles vont le faire ! Tout le secteur petit bourgeois qui a voté pour l'Union Populaire a voté pour ce programme et va l'appuyer ! La lutte de classes en France s'est radicalisée encore beaucoup plus qu'avant !

Cette élection fait partie du processus mondial. Le capitalisme n'est pas en conditions de pouvoir s'étendre ni se développer. Il ne peut plus avoir assez d'autorité pour attirer, il ne peut résoudre aucun problème. Au moment même où les élections se déroulent en France, Watergate continue aux Etats-Unis, le capitalisme continue à se dégrader, tandis que la lutte du prolétariat progresse dans le monde entier. Tout le processus mondial de la lutte de classes est favorable au prolétariat. Le capitalisme n'a pas une seule initiative qui lui permette de maintenir l'équilibre de son pouvoir et de décider du cours de l'histoire. Il est obligé d'être sur la défensive, constamment sur la défensive. Le Portugal le montre : c'était leur dernier recours pour l'Europe à cette étape. Il faut en tirer la conclusion que la perspective est : « de France, d'Europe et du monde, vers le socialisme ! » Il faut réactiver, dans l'Union Populaire, le programme de l'Europe socialiste. Il faut faire une grande agitation et de grandes mobilisations : « Pour l'Europe socialiste ! Pour le monde socialiste ! » La solution des problèmes de la France a un rapport étroit et direct avec le processus mondial. Il faut stimuler l'intervention du prolétariat sur la petite bourgeoisie, afin de l'influencer et de lui montrer que ce qui se résout en France, de manière locale, est en fait un problème mondial, et que ce qui est déterminant c'est les facteurs mondiaux ; la crise mondiale économique sociale et politique du capitalisme et le progrès, mondial également, économique, social et politique, des masses et des pays socialistes. Il faut proclamer directement : « Nous voulons une France socialiste ! » Et nous voulons utiliser la démocratie en faveur d'une France socialiste comme moyen d'apporter une solution aux problèmes économiques au bénéfice de la population française !

Les mobilisations du prolétariat amenaient à montrer l'augmentation de l'autorité du prolétariat sur l'ensemble de la société. Toutes les mobilisations de celui-ci augmentent son autorité sur la partie de la population qui, sans déterminer la production, participent à son processus de préparation : les étudiants, les lycéens de 12 à 16 ans. C'est une partie de la population qui est très importante et qu'il faut considérer comme active, et non comme passive ! Les mobilisations des étudiants, des lycéens influent sur la pensée, le sentiment, les rapports humains, l'intelligence et la capacité de penser et de décider pour produire. Ils font partie de la population active ! Et c'est une partie qui est tout entière avec la gauche et elle ne peut pas intervenir électoralement !

Le capitalisme est une petite entité qui ne se soutient qu'en s'appuyant sur le règlement du système capitaliste, grâce auquel il permet de voter à ceux qui l'intéressent. Il faut faire peser maintenant tous ces jeunes dans les luttes sociales, développer des mobilisations de front unique ouvriers, paysans, étudiants, avec un plan d'application du Programme Commun et mener une campagne d'agitation dans tout le ays, non seulement pour les revendications, mais pour le Programme Commun.

Le Programme Commun donne une solution à la crise économique de France !

Nous n'avons pas gagné, mais nous les avons vaincus ! Voilà le sentiment de la France ! Tel doit être le sentiment de joie de tout le peuple français !

Le capitalisme n'a pas de force pour intervenir. Il faut le démontrer pour débarrasser de leur crainte tous les dirigeants timides de l'Union Populaire. Le capitalisme n'a pas de forces pour empêcher l'avance de la gauche, le triomphe de mesures allant vers le socialisme ; l'OTAN n'a pas de forces non plus pour intervenir. Il faut poser : l'OTAN hors de France ! Et affirmer : France socialiste ! Europe socialiste ! Front unique de tous les partis de gauche en Europe pour chasser le capitalisme et l'impérialisme d'Europe ! Voilà les conclusions de ce résultat électoral.

FAIRE PESER DANS LES LUTTES, LES JEUNES QUI N'ONT PU VOTER !

L'autre aspect fondamental est de faire participer les jeunes. Ils ont eu une intervention décisive dans cette lutte électorale. Même sans pouvoir voter, ils ont produit un effet immense sur la population par leurs interventions, leurs mobilisations étudiantes, universitaires, syndicales, administratives. Ils n'ont pas pu décider électoralement, mais ils ont décidé socialement. Ils ont gagné et poussé à voter une partie des gaullistes. Ceux-ci n'ont pas été gagnés à la suite d'une réflexion individuelle ou de groupe. Ils ont été influencés. C'est cela qui les a conduits à la réflexion. La méditation des gaullistes, qui a fait passer des secteurs importants de la petite bourgeoisie du côté de l'Union Populaire, s'est décidée en partie à cause des mobilisations des jeunes, entre autres ceux de 12 à 16 ans, qui ont eu un immense effet sur la population. Celle-ci a vu que les jeunes s'intéressaient au dévelopement du pays, n'en restaient pas à leurs problèmes de jeunes et d'enfants, mais ont démontré qu'ils intervenaient avec une décision, une maturité d'adultes. Ils font partie du développement, de la capacité de la société française que le capitalisme n'utilise pas parce qu'il méprise cette force et considère que les jeunes s'agitent pour des motifs vulgaires. Non ! La motivation des jeunes est déterminée par l'intérêt social qu'ils ont à intervenir dans tous les problèmes du pays : en finir avec l'exloitation ! en finir avec l'injustice, l'arbitraire, l'arrogance. Les jeunes de 12 à 16, de 16 à 21 ans, sans avoir participé au vote, ont pris part aux décisions de ce vote. Ils n'ont pas pu déterminer électoralement parce qu'on ne les a pas laissés faire. Mais socialement, ils pèsent et déterminent. Ils se comportent en fonction d'un sentiment de solidarité unanime avec la classe ouvrière, pour le progrès. Il faut les faire peser et participer à cette étape. Voilà ce que doivent faire les syndicats, la C.G.T., le Parti Communiste, l'Union Populaire. Faire participer tous ces jeunes ! Ils vont causer des ennuis à une partie des dirigeants de l'Union Populaire, par leur vacarme , leur décision, leur capacité, leur résolution d'avancer et de prendre des positions chaque fois plus à gauche. Mais c'est naturel ! L'exemple des jeunes est utile pour attirer, impulser d'autres couches de la population. Celles-ci voient que les jeunes s'occupent de résoudre les problèmes sociaux et non leurs problèmes individuels. Ils ont des attitudes de gauche.

L'Union Populaire doit comprendre des pressions et leur donner satisfaction. Le jeune de 12 à 16, de 16 à 21 ans, s'engage dans la lutte, attiré par la nécessité, le désir qui lui est donné, non par le système capitaliste, mais par les idées socialistes. C'est la lutte des masses qui fait mûrir les jeunes ! S'il en allait autrement, ils vivraient préoccupés de leurs problèmes : la venue de la puberté, le problème des relations jeunes-adultes, l'adolescence. Au lieu de cela, ils sont gagnés par le désir de participer socialement ! Comment laisse-t-on à l'écart une telle force ! Il faut les incorporer. Ils sont un effet du processus mondial de la révolution. Ils représentent une force, que le capitalisme ne peut utiliser, et qui reste sans emploi.

Il faut tenir compte de l'intention du capitalisme d'utiliser la droite socialiste et communiste, et la combattre. Il faut faire participer tous les jeunes. Que le Parti Communiste, Socialiste, que les syndicats mènent, avec eux, une vie de discussion, de participation aux programmes de lutte, d'activité économique, sociale, politique, qu'ils les mettent à la direction, avec une intense vie politique dans les syndicats, dans les centres d'étudiants, dans les partis ouvriers. Il faut faire participer les jeunes et les femmes, mettre des femmes à la direction des syndicats, des partis, du mouvement étudiant. Mener une vie politique intense, expliquer la nécessité de l'issue de la France socialiste, faire intervenir démocratiquement tout le monde. Il faut compter sur le fait que le processus mondial va favoriser cette perspective en France, et non celle du capitalisme.

Le jeu de l'impérialisme en Allemagne, qui a liquidé Willy Brandt pour empêcher la poursuite de l'Ost Politik, a déjà échoué, et cet échec va s'accentuer de plus en plus. La structure mondiale existante ne permet plus de recul. Mais il ne s'agit pas seulement d'une structure économique. Celle-ci est fondamentale. Mais l'essentiel, c'est l'esprit des gens, qui ne veulent pas revenir en arrière. Les jeunes de France, les enfants, les jeunes de 12 à 21 ans, ont cette compréhension, cette vision. Il faut les faire participer !

Même sans direction consciente, le processus mondial a une structure unifiée. Il y a une combinaison des influences entre les Etats ouvriers, la lutte des masses d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, du prolétariat d'Europe et du Japon ; et tout cela a une grande influence sur les Etats-Unis. Les masses des Etats-Unis observent les élections en France et s'éduquent à cet exemple. Elles voient le rôle du prolétariat ; elles suivent son expérience. Elles vont bientôt faire peser tout cela aux Etats-Unis, elles vont faire en sorte que le Watergate ne se résolve entre les sommets bourgeois, mais signifie un progrès social démocratique, préparant la chute de l'impérialisme nord-américain, pour que la guerre que celui-ci prépare cause le moins de dommages possible et pour renverser celui-ci, avec le reste du capitalisme, le plus tôt possible.

Il faut agiter le mot d'ordre : hors d'Europe l'impérialisme ! Hors d'Europe les troupes yankees ! Les troupes hors d'Allemagne ! Moins l'impérialisme aura de poids en Europe, plus le prolétariat va progresser et être en condition d'exercer son influence et son hégémonie sur le reste de la population. La perspective est de lutter sans attendre les prochaines élections, de porter le programme de l'Union Populaire sur le terrain social, le faire appliquer au moyen des luttes, l'unir au programme de l'Europe Socialiste !

Le développement conscient des conseils d'usines est nécessaire : il faut le communiquer à la population, faire de la propagande : expliquer ce que sont les conseils, la raison pour laquelle ils sont nécessaires, montrer l'unité entre le fonctionnement des conseils ouvriers, des conseils étudiants et le programme économique. Montrer que les conseils, loin d'affecter le fonctionnement de l'économie, le favorisent, le développent. Il faut montrer que ces organes sont nécessaires au développement de l'économie, face à la décrépitude du capitalisme français, et de tous ceux qui ont voté pour Giscard.

Le prolétariat d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et du monde entier suit les élections en France, il reçoit cette éducation. Il se sent plus sûr du poids qu'il représente. Il va le faire sentir. Cela va stimuler son intervention plus consciente, plus continue, plus décidée dans la lutte de classes pour le pouvoir. Il apprend à exercer son influence, à faire pression, à voir comment profiter d'une situation électorale comme un moyen pour monter au pouvoir. Il apprend à élever les luttes du milieu syndical jusqu'aux luttes politiques et programmatiques pour le pouvoir.

L'exemple de la France démontre le progrès énorme de la révolution mondiale. Pour la première fois dans l'histoire, socialistes, communistes et radicaux sont unis par un programme anti-capitaliste. Cela signifie une défaite immense pour le système capitaliste qui, récemment encore, se basait sur les partis socialistes, pour empêcher l'unification, le front unique. Maintenant communistes et socialistes s'unissent dans l'Union Populaire dont le programme est anti-capitaliste.

C'est un très grand exemple, qui démontre la faiblesse du système capitaliste et le progrès énorme de la révolution. L'avant-garde prolétarienne lui donne son assentiment, son approbation et généralise son acceptation dans la population. Le prolétariat mondial va en recevoir l'effet pour le transmettre et le faire peser dans chaque partie du monde, pour impulser la lutte.

Il est nécessaire que les syndicats et les partis de l'Union Populaire fassent des meetings et des discussions publiques dans lesquels intervienne toute la population pour discuter l'application du Programme de l'Union Populaire, car c'est le programme capable de surmonter les difficultés que la population rencontre pour résoudre les problèmes que lui pose la crise du capitalisme.

L'ATTITUDE DISPERSÉE DES GAUCHISTES ET LA NÉCESSITÉ DE LA CRITIQUE OBJECTIVE POUR IMPULSER L'UNION POPULAIRE

Nous croyons que les camarades gauchistes doivent tirer des conclusions de leur comportement erroné. S'ils avaient voté pour l'Union Populaire dès le premier tour, tout en maintenant leurs critiques, ils auraient permis à l'Union Populaire d'être un plus grand centre de polarisation, d'attirer, de décider beaucoup plus de gens à voter. Mais leur attitude d'attaques, de critiques non nécessaires et injustes — car ils n'ont pas fait de critiques révolutionnaires, d'un parti de classe, ayant des objectifs de classe — leurs critiques agressives, ne pouvaient pas susciter de compréhension, ni avoir d'attrait pour des couches petites-bourgeoises qui se sont découragées. Le fait de déclarer qu'ils votaient Mitterrand au deuxième tour ne pouvait pas compenser cette attitude. On ne peut pas faire changer d'avis, pour le deuxième tour, ceux à qui on a dit, au premier tour, que Mitterrand et l'Union Populaire étaient presque un parti bourgeois. Les camarades des groupes gauchistes doivent comprendre qu'il faut corriger une telle attitude, une telle conduite politique.

Notre intérêt, notre objectif commun — qu'il s'agisse des groupes gauchistes, des posadistes, du Parti Communiste, du Parti Socialiste, de l'Union Populaire — est le progrès de la France vers le socialisme. Nous mettons en discussion quel est le milleur chemin. Mais les masses sont avec l'Union Populaire, avec une direction qui veut faire avancer des mesures socialistes : voilè les conditions qui existent, voilà quels sont les centres. Il faut stimuler et faire avancer une discussion à l'intérieur du Parti Communiste et du Parti Socialiste, pour tirer ces conclusions, poser la nécessité d'un programme conséquent de la gauche, unissant syndicats, partis, population : le Programme Commun de l'Union Populaire, basé sur des mobilisations des masses, y inclus la préparation à la guerre civile que peut déclencher le capitalisme !

L'attitude des camarades gauchistes n'a pas favorisé la compréhension, la concentration dans l'Union Populaire et dans les syndicats : au contraire, elle a provoqué de la dispersion, de l'insécurité, elle a semé le doute. On ne peut compenser cela par l'appel à voter Union Populaire au deuxième tour. Les camarades gauchistes ont une bonne part de responsabilité dans les 300.000 voix qui ont

(*Suite page* 5)

LE PROCESSUS MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, L'ARMEE, LES MASSES, ET L'EFFONDREMENT DU FASCISME AU PORTUGAL

28 Avril 1974

J. POSADAS

L'effondrement du régime fasciste au Portugal est la conséquence directe de l'action de l'armée, dans sa presque totalité. Mais les forces réelles qui ont impulsé ce processus et permis cette conduite des militaires ne proviennent pas de l'armée elle-même. Le manifeste des capitaines n'est pas le résultat d'un raisonnement et d'une conclusion de l'armée. Celle-ci manque de moyens de vie, d'organismes, pour pouvoir vivre et discuter. Même s'ils le font individuellement et se regroupent ensuite, ils ne peuvent parvenir à une conclusion qui exige assurance politique, capacité d'analyse, de conclusion. Tout cela requiert vie et contacts, expérience et comparaison entre le système capitaliste, les colonies, le rôle militaire colonial, la soumission, l'assujetissement des colonies et le développement de l'humanité, qui comprend les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, comme l'Algérie, le Yémen du Sud, Panama, le Congo Brazzaville, qui se développent et progressent constamment sans parvenir encore à l'Etat ouvrier.

C'est l'influence de la révolution mondiale qui a alimenté l'action des capitaines, et déterminé en eux le sentiment d'intolérance, le refus de continuer jusqu'au bout à être les exécutants de l'impérialisme portugais. Le même processus est en train de se produire en Espagne, en Grèce, en Turquie, où il y a un grand nombre de militaires nationalistes et où beaucoup de luttes et de disputes au niveau des directions n'affleurent pas sous forme organique parce qu'elles n'ont ni la vie, ni les organismes, et ne sont pas déterminées par les idées. Ces militaires reçoivent cependant l'influence des idées. Ils voient l'effondrement du système capitaliste. Ils comparent et vérifient constamment que le progrès de l'humanité avance sous forme d'Etat ouvrier, de pays socialistes, d'Etats révolutionnaires, tandis que dans leurs pays il y a un recul constant ; le domaine de fonctionnement de l'économie diminue et la vie de la population se réduit. Ils doivent affronter continuellement la population, alors que la science, la technique, la culture, s'élèvent dans les pays en progrès. Des peuples arriérés s'élèvent immédiatement à la vie, à travers la participation de toute la population à tous les problèmes culturels. Les militaires sentent qu'ils jouent le rôle de bourreaux, de soutiens d'une classe, d'un régime, d'un système qui s'effondrent, qui n'offrent rien à l'humanité, si ce n'est un « Watergate », un président assassin jugé comme voleur, escroc, des ministres condamnés pour escroquerie, des luttes politiques où, comme en France, les deux candidats de la bourgeoisie à la présidence, s'accusent mutuellement d'inutiles, d'escrocs, d'incapables, de corrompus. Les militaires ressentent les effets de tout cela.

Conjointement, ils voient que dans les Etats ouvriers, les armées jouent un rôle beaucoup plus élevé d'appui, de soutien, au développement des luttes contre l'impérialisme même si c'est encore de façon insuffisante en fonction de ce qui serait nécessaire.

Cette action des militaires n'est pas le résultat de leur propre décision. Ils sont l'expression d'un processus. Ils ont agi, mais ont exprimé un processus ; il suffit de voir que Spinola a été expulsé un mois avant, de son poste. Lorsque Caetano a démissionné, c'est Spinola qu'il a appelé pour lui remettre le pouvoir. C'est une conclusion et une mesure de classe, visant à empêcher un plus grand mal. La première mesure de Spinola a été de faire une simple déclaration de changement de gouvernement : chute du régime fasciste, changement, avec reconnaissance d'un certain nombre de libertés démocratiques. Entre le premier jour et aujourd'hui, il a élevé le niveau des concessions : reconnaissance et développement des droits démocratiques, participation des partis ouvriers, la liberté des emprisonnés politiques, la liberté syndicale. Tout cela a été obtenu par la participation de la population. De telles conclusions n'étaient pas dans le programme des militaires.

La direction de la Junte militaire actuellement au pouvoir au Portugal ne reflète pas le Manifeste des capitaines. Il y a encore un processus de lutte intérieure, une lutte d'opposition, une insécurité quant au chemin à prendre, en vue d'empêcher avant tout une issue révolutionnaire. Le Manifeste des Capitaines n'est pas fait au nom de la bourgeoisie d'un pays. Il la surpasse dans ses intentions, son programme et ses objectifs. Ce faisant, ses auteurs indiquent qu'ils reçoivent des influences supérieures au simple fait de voir que tout est en train de s'écrouler : il s'agit d'influences qui conduisent à un conflit direct. Les capitaines n'ont pas été principalement secoués par la défaite aux colonies. C'est secondaire. Ils l'ont été par les conséquences socio historiques de celle-ci sur leur propre mentalité. Ils n'ont pas été déterminés, ni par le sentiment militaire, ni par le sentiment patriotique, ni par leur carrière. Ce sont des capitaines, des éléments en transition, pris entre la situation qui les impulse et leur ambition de monter en grade. Dans cet interstice, passe la révolution. Ils étaient dans l'étape intermédiaire qui leur permettait de changer et d'être gagnés.

Il n'est pas dans la faculté des militaires de pouvoir comprendre le processus de la révolution, excepté dan sles Etats ouvriers. Là ils vivent la vi eal plus élevée, la plus centralisée. Là, l'économie est étatisée, centralisée, la production planifiée.

Dans les pays capitalistes, l'action des masses est nécessaire pour stimuler les militaires à intervenri, pour les gagner à la révolution. L'Ethiopie et le Niger sont deux aspects récents de ce processus. Ce sont des pays très arriérés où, cependant, les militaires sont en révolte, jugent leurs dirigeants, les ministres, faisant ainsi le nettoyage du pays. Ces pays, comme l'Ethiopie, sont ceux que le régime capitaliste a maintenu au plus bas de l'humanité, les empêchant d'accéder à la culture, à l'économie, à la vie, où des centaines de milliers de personnes meurent d'inanition par manque d'eau et de nourriture, alors que les membres dirigeants ont une voiture pour chaque jour, des chevaux, des fauves qu'ils nourrissent grassement tandis que les gens meurent de faim. Dans des pays aussi arriérés que l'Ethiopie, le besoin du développement de la culture doit être imposé par la force ; et lorsque cela se reflète dans l'armée — en Ethiopie comme au Portugal — c'est parce que celle-ci est sous l'influence d'un processus infiniment plus vaste que le processus local.

LE PROCESSUS DE LA RÉVOLUTION MONDIALE DÉTERMINE LES CHANGEMENTS AU PORTUGAL

Ce processus est l'ascension de la révolution mondiale. Elle s'exprime dans les progrès incessants des luttes des masses, de leurs conquêtes ; en Europe, à travers l'Union Populaire en France, à travers le front unique des partis ouvriers, des syndicats et des centrales ouvrières ; en Italie, à travers la coordination et le front unique de toutes les masses dans leurs centrales ouvrières, à travers les progrès énormes et les conquêtes constantes des partis ouvriers, à travers la décadence et le déclin constant du capitalisme ; en Angleterre, à travers le progrès des Trade Unions, qui ont demandé dans une récente résolution, au Parti Travailliste et au gouvernement, de ne pas livrer les bateaux de guerre construits pour le Chili ; en Suède, à travers la revendication des 30 heures hebdomadaires de travail et les militaires qui se réunissent et s'organisent en syndicats. En France, les policiers organisent des syndicats et déclarent ne plus vouloir servir d'instrument au gouvernement pour réprimer les ouvriers. Une tendance à l'organisation syndicale existe dans la police de toute l'Europe. En Allemagne, tout en appuyant le gouvernement de Brandt, les masses font grève contre lui sans avoir le sentiment de le trahir. Partout, les partis socialistes avancent, à travers des luttes intérieures, vers la gauche, et les progrès du front unique sont constants. Partout les masses forment d'immenses fronts uniques.

Il y a un énorme progrès dans les Etats ouvriers, avec leur intervention en appui aux luttes des masses, en particulier contre l'impérialisme. Leur progrès intérieur est plus grand avec l'épuration des bureaucraties, des secteurs technocrates. L'étape actuelle est marquée par mise en accusation, la condamnation, l'élimination d'une partie de l'appareil bureaucratique, qui affaiblit les appuis de celui-ci et permet l'ascension et le développement de couches intéressées, non plus au développement bureaucratique, mais à un développement plus harmonieux et communiste de l'Etat ouvrier. C'est ce qu'expriment les derniers discours de Brejnev adressés aux Komsomols, et nettoyage qui, en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie, vise à éliminer les éléments qui pactisent avec les intérêts capitalistes ou planifient en fonction de ceux-ci. Tout cela n'implique pas que ce soit strictement là, la solution correcte. Mais il y a un très grand progrès dans les Etats ouvriers, vers l'élimination des formes, du fonctionnement et de la structure bureaucratiques.

La forme nécessaire, la plus complète, est le retour aux soviets. Avec les soviets il n'y a pas lieu à l'apparition de bureaucrates, car la classe ouvrière, les masses, les syndicats, la population contrôlent et l'empêchent ; toute la population intervient alors dans l'économie, dans la politique, discute, et refuse de se soumettre à des planificateurs exerçant ce rôle en forme exclusive.

Ce processus en ascension est présent en Amérique Latine, dans la lutte de Panama contre l'impérialisme yankee, dans le récent triomphe électoral, en Colombie, d'un centre gauche s'inclinant plus à gauche ; au Vénézuéla, avec un centre gauche qui avance aussi à gauche ; au Mexique dans une inclinaison notable, prononcée, vers la gauche. C'est aussi tout le processus d'élévation des luttes en Afrique, Amérique Centrale et Asie. Tout ce processus d'ascension de la révolution permet la conquête de positions économiques, démontrant que c'est l'économie planifiée qui permet de résoudre les problèmes, de maintenir la capacité et de développer l'économie de chaque pays, grâce à la propriété étatisée. Tout cela influence l'armée.

Ce n'est pas la défaite de l'armée en Guinée Bissaou, au Cap Vert, en Angola, en Mozambique, qui a déterminé la révolte des militaires au Portugal. C'est important, c'est une des causes, mais pas la principale. L'essentiel c'est que les militaires ressentent l'influence mondiale de la révolution, ressentent leur isolement de la vie, la solitude du Portugal, et donc la leur. Ils sentent que le monde avance et progresse, et qu'ils sont contraints à un rôle d'assassins, ou à mourir. Ils se rebellent contre tout cela. C'est la rébellion de l'intelligence humaine qui parvient jusqu'aux militaires, les influence et les impulse à refuser d'être des instruments du système capitaliste.

Tout cela est l'expression du progrès très grand de la crise du système capitaliste, incapable d edominer ou de contrôler l'économie. Les organes que lui-même a créés pour se maintenir et se développer se rebellent et se soulèvent contre lui. Des organes opposés au système capitaliste se développent de la même façon, dans la police, l'église, la magistrature, l'armée, la justice en général.

Le développement de la technique, de al science, de l'économie des Etats ouvriers, montre que c'est la forme pour progresser, à laquelle il faut ajouter le besoin de la démocratie soviétique. Des pays très arriérés se développent, au moyen de l'économie étatisée et planifiée, progressant et surpassant nettement le Portugal. Tout cela impressionne les militaires, qui subissent également les effets des défaites qu'ils essuient.

Ils voient que le régime capitaliste décline, tombe, se désintègre, voient leur fonction d'assassins, de soutien à des assassins et se rebellent. Ils voient aussi « Watergate ». L'impérialisme yankee qui a nitérêt au maintien des colonies, du système colonial, et qui l'appuie pour le conserver lié au Pacte Atlantique, se désintègre en pleine corruption politique. Les militaires en ressentent tous les effets. Sur eux pèse la défaite, et ce processus de décomposition du système capitaliste. Telle est la cause essentielle qui a poussé les militaires à se soulever contre le régime fasciste.

La défaite n'est pas le résultat d'un manque de base économique, mais de la résistance des masses. La lutte des masses de Guinée Bissao, de Mozambique, d'Angola, a été un facteur direct, comme elle l'a été au Vietnam pour mettre en défaite l'impérialisme yankee. Mais à leur tour les masses d'Angola, de Mozambique, de Guinée Bissao, reçoivent l'impulsion, les effets, l'appui, le soutien direct des masses du monde, des luttes du prolétariat, de la petite-bourgeoisie dirigée par le prolétariat, par les partis communistes, socialistes, les centrales ouvrières d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, par la lutte des masses de France, dirigées par le front unique des partis ouvriers et des centrales syndicales, par l'avance et le progrès des conquêtes ouvrières, par la dispute directe du pouvoir au système capitaliste, même s'il sera ensuite nécessaire d'affirmer ce pouvoir par la force, de désintégrer l'armée et de se préparer pour la guerre civile que prépare le capitalisme.

Il y a en Amérique Latine un progrès immense de la lutte des masses, de la lutte contre l'impérialisme yankee. Les principaux pays d'Amérique Latine se sont prononcés à l'O.E.A. contre l'impérialisme yankee, l'obligeant à accepter l'assistance de Cuba et sa réintégration aux réunions des pays américains, imposant que les prochaines réunions ne se fassent plus aux Etats-Unis. Les tendances de centre-gauche et de gauche triomphent dans toute l'Amérique Latine. Le pouvoir de la dictature décline au Brésil, « le miracle » brésilien se dégonfle. Peron mène une politique contradictoire : à l'extérieur, d'impulsion à la lutte contre l'impérialisme, mais limitant, à l'intérieur, l'usage des libertés démocratiques et permettant de faire jouer la répression contre des tendance qui cherchent à impulser l'économie vers des mesures socialistes, vers des droits syndicaux et politiques plus grands pour les masses argentines.

Tout cela fait partie du progrès incessant et ininterrompu des luttes des masses, des affrontements constants classe contre classe, comme en France et en Italie, même si les directions des partis communistes et socialistes cachent cette conclusion de l'affrontement classe contre classe.

LES MILITAIRES SONT INFLUENCÉS PAR LES PROGRÈS DES ÉTATS OUVRIERS ET PAR LES LUTTES DES MASSES DU MONDE

Tel est le processus qui se développe et pèse sur tous les militaires, réduisant leur capacité et leur rôle, leur faisant sentir les limites de leur influence, de leur poids, de leur fonction dans l'histoire. L'orgueil d'être militaire, de représenter la puissance de l'Etat capitaliste, de se sentir impuni, tout cela est en train de se réduire. Ils se sentent diminués devant les forces et les luttes des masses, qui leur font voir l'étroitesse de la fonction de militaires au service du régime capitaliste devant le progrès et les luttes révolutionnaires des masses du monde, et devant l'avance des Etats ouvriers. Tout cela pèse sur les militaires, pèse aussi sur les capitaines du Portugal.

C'est le progrès qui amoindrit le rôle des miiltaires. Il ne les écrase pas, ne les intimide pas, il ne les heurte pas en leur faisant concurrence, mais leur dit : « Pourquoi faire cela ? » Il les fait raisonner : « Pourquoi agir ainsi ? » Le militaire n'en laisse rien voir, il défend son rang. Mais en lui-même, il raisonne. Il doit voir que la vie, la technique, la science, lui montrent la simplicité des rapports humains et que l'uniforme qu'il porte est superflu. Cela doit influencer sa condition humaine.

Le progrès de l'économie des Etats ouvriers, le développement scientifique de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, de la Pologne, leur avance constante, partant de rien pour surpasser le régime capitaliste, tout cela produit, dans son ensemble, de grands effets sur les militaires. A cela s'ajoute la lutte des masses de Guinée Bissao, qui se sont appuyées sur ce processus mondial qui lie les mains du capitalisme et l'empêchent d'intervenir comme il le veut, en employant toutes les armes qu'il a. Tout cela leur montre que le système capitaliste est impuissant à contenir le progrès de la révolution, car celle-ci obéit à une décision de l'histoire.

Les militaires ressentent le progrès de l'histoire, installé dans les Etats ouvriers, et dans la lutte des masses du monde, alors qu'ils se voient eux-mêmes diminués. Toutes les défaites que subissent les militaires, dirigés par l'impérialisme yankee, soit au Moyen Orient, soit en Amérique Latine, soit au Vietnam et dans toute l'Asie, tous les progrès des Etats ouvriers, pèsent, militairement et socialement, sur leur mentalité. C'est la raison pour laquelle se développe un processus de désagrégation de l'appareil militaire mondial du capitalisme, à commencer par l'impérialisme yankee ; un processus de doute politique, de doute social, de controverses et de polémiques sociales et politiques. Les militaires sentent la faiblesse de l'appareil qui n'est déjà plus tout-puissant. Le Vietnam a été l'un des exemples les plus harmonieux pour l'humanité, en montrant comment un petit peuple répond à la nécessité historique de renverser l'impérialisme yankee, en montrant que pour avancer, il faut nécessairement recourir à la force, car c'est elle que l'impérialisme et le capitalisme utilisent pour empêcher le progrès de l'histoire.

Le militaire se sent diminué dans sa capacité historique. Il sent que l'arme n'est plus l'élément inconditionnel du pouvoir, qu'elle est soumise au développement social et politique des masses, qui désintègrent la structure de fonctionnement du système capitaliste, qui abattent, affaiblissent, désintègrent le fonctionnement de l'appareil répressif, et la capacité militaire du système capitaliste. Les masses ne les annulent pas, mais elles les diminuent, les affaiblissement, les empêchent de coordonner leurs forces.

La structure militaire du capitalisme est déjà en train de se défaire. C'est en partie le produit de la lutte des masses d'Angola, de Guinée-Bissau, de Mozambique, mais aussi de celle du prolétariat européen, du Vietnam, du reste du monde, de la résistance des noirs d'Afrique du Sud. Tout cela affaiblit le système capitaliste, l'empêche de se concentrer, de trouver des moyens, le dissout. Il n'a déjà plus de moyens : l'histoire les lui nie.

L'impérialisme yankee, tout comme le système capitaliste mondial, a intérêt à maintenir les colonies, qu'il s'agisse de la Guinée-Bissau, de l'Angola ou du Mozambique, de la même façon qu'ils ont intérêt à maintenir le régime de répression, et la dictature au Portugal. Presque 50 ans de dictature ont été brisés en un jour ! Mais non, cela ne s'est pas fait en un jour ! La dictature a été continuellement minée par le progrès de la révolution, directement exprimé par la lutte des masses, par le mouvement de libération d'Angola, de Mozambique et de Guinée Bissau. Ces mouvements de libération méritent le respect de toute l'humanité car où ils ont joué et jouent un rôle nécessaire pour le développement des

LE PROCESSUS MONDIAL

peuples, pour éliminer le système capitaliste, et en conséquence, la guerre, la répression, le chômage et la misère. Le progrès de ces mouvements est un frein au système capitaliste et un puissant instrument de renversement de sa puissance. L'impérialisme avait et a intérêt à maintenir toutes les colonies et le régime au Portugal, mais il n'a pas pu intervenir. L'impérialisme portugais est brisé ! Il ne s'agit pas d'une fissure, mais d'une cassure. L'impérialisme yankee dispose des armes, des moyens atomiques. Et pourquoi n'a-t-il pas empêché tout cela ? Au Vietnam non plus, il n'a pas pu l'empêcher !

Le rapport mondial de forces est infiniment favorable au développement de la lutte contre l'impérialisme, contre le capitalisme. Telle est la conclusion fondamentale que doivent tirer les camarades des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique, de Chine, de Cuba, de tous les pays socialistes, les camarades des partis communistes de France, d'Italie, de tous les P.C. et P.S. Ils doivent tirer la conclusion de ce que tout cela montre la faiblesse du système capitaliste, impuissant à contenir le Portugal sous sa domination, à soutenir et à maintenir ce régime. Il a dû céder ! Le rapport de forces mondial favorable à la révolution, la structure et le développement du processus contre le système capitaliste l'ont empêché d'intervenir. Les masses sont impulsées à développer, de façon chaque fois plus élevée, plus continue, plus permanente, leur lutte contre le système capitaliste. C'est ce rapport de forces mondial qui a permis d'influencer les militaires, à travers la lutte du mouvement de libération d'Angola, de Guinée Bissau, du Mozambique, qui ,à son tour, est appuyée par le processus mondial qui l'impulse et lie les mains du système capitaliste. L'effondrement du fascisme au Portugal fait partie de la chute de tous les régimes fascistes sur lesquels s'appuyait l'impérialisme. Toute sa stratégie s'en trouve désorganisée.

Kissinger se rend au Moyen Orient en « voyageur de la mort », pour essayer de contenir le développemnet de la révolution, d'attirer l'Egypte dans la sphère d'influence de l'impérialisme yankee. Les masses du monde, le processus mondial de la révolution, les besoins scientifiques du processus progressiste de l'histoire lui répondent avec le triomphe des masses du Portugal, de Guinée-Bissau, et très prochainement, du Mozambique et d'Angola. C'est une démonstration de ce que l'impérialisme n'a plus la force de décider. L'initiative des événements historiques ne part plus de lui ; il se défend contre les progrès de l'histoire. Ce sont les transes de la fin du capitalisme. Kisinger va en « voyageur de la mort », essayer de contenir, de faire de petits arrangements. Il ne peut absolument plus rien décider. Il doit se contenter de résoudre des problèmes comme ceux d'Egypte et d'Israël, alors que l'Union Soviétique, s'appuyant sur la Syrie, et celle-ci sur le développement mondial de la révolution et sur la lutte pour le progrès de l'histoire, disposent d'une force combinée. C'est celle de l'Etat ouvrier soviétique et de la lutte des masses du monde en opposition à l'impérialisme yankee. C'est également une des causes du triomphe direct du mouvement militaire, et à travers lui, des masses du Portugal.

Il faut inclure dans ce processus les luttes des masses d'Europe, l'ensemble des luttes du monde. Les camarades des Etats ouvriers, des Partis Communistes, les cadres doivent s'appuyer sur ce processus pour leur politique et leur programme, pour agir avec plus d'audace, avec plus de conséquence, en considérant que tous ces secteurs, tels la gauche catholique, les partis démocrates chrétiens, sont déjà gagnés, mais ont besoin de voir, de leur part, une politique plus audacieuse, plus résolue, anti-capitaliste, anti-impérialiste, conséquente, à l'extérieur et à l'intérieur, dans la lutte contre l'impérialisme dans le monde et contre le capitalisme dans chaque pays. Une telle politique encourage la gauche démocrate chrétienne et la gagne, comme l'ont été ces capitaines.

Ceux-ci n'ont pas été gagnés seulement pour en finir avec la guerre d'Angola et être plus tranquilles. C'est absurde ! Rien n'indique qu'il en soit ainsi. Ils ont été gagnés à la politique d'opposition au maintien du système d'oppression. C'est un premier pas. Ils n'ont ni vie politique, ni instruments, ni éducation politique ni révolutionnaire mais ils reçoivent les influences du monde ; et quelles influences ! Celles qui mettent en question, en danger, le système capitaliste, qui est leur propre origine. Ils sont impulsés par un sentiment infiniment supérieur, qui n'est pas seulement la crainte d'être le représentant de défaites militaires, mais celle de se sentir inhumains. Le progrès de l'histoire se manifeste sous cette forme.

Ce progrès s'exprime dans les Etats ouvriers à travers des rapports humains supérieurs, des rapports économiques également supérieurs à tout point de vue. Telle est l'influence qui s'exerce sur les militaires. Celle-ci s'unit à leur conscience et leur sensation d'impuissance de leur fonction militaire dans la lutte contre les mouvements de libération des colonies. C'est un processus mondial qui influence le Portugal, les colonies et la mentalité des militaires eux-mêmes.

Il y a une concentration du processus. Lorsqu'un ensemble de jeunes capitaines a la décision de fonctionner comme parti, et ne le fait pas strictement en défense du système capitaliste, mais pour donner une issue à un processus et à une pression de l'histoire dont ils se font les porteurs, ils n'agissent déjà plus comme militaires. Ils agissent en fonction d'une pensée nécessaire au progrès. Ils sont encore des militaires, défendant le système capitaliste et qui, jusqu'hier, défendaient les colonies. Mais ils se rendent compte que tout cela est en train de s'effondrer. Le fascisme ne tombe pas, il s'effondre. Les militaires sont les porte-parole du progrès, sans en être les représentants. Ils agissent comme parti, prennent des mesures qui vont contre le système qui leur a donné le jour. La population voit qu'au lieu de défendre ce système, les militaires s'y opposent et argumentent. Les militaires vivent dans la solitude de l'uniforme. Ils représentent une caste, mais ils veulent rompre avec cette vie. Ils le font en s'associant à une partie de la population qui s'est opposée au fascisme. Des tendances plus importantes vont surgir demain de cette équipe, qui ne voudront plus être solitaires.

LE ROLE ESSENTIEL DU PROLÉTARIAT PORTUGAIS

Il faut, pour élaborer une politique, un programme et des perspectives, prendre ce processus dans son ensemble. L'impérialisme a intérêt à maintenir le Pacte Atlantique mais il est impuissant à contenir ce processus. L'effondrement du régime fasciste au Portugal va exercer une énorme influence sur tous les autres pays qui se trouvent plus ou moins dans les mêmes conditions de dictature, qu'il s'agisse de l'Espagne, de la Grèce ou de la Turquie. Cet effondrement va avoir un écho immédiat dans les élections en France et en Italie et dans tous les lieux de concentration, de mobilisation des masses contre le système capitaliste. Le Portugal va voter en France et en Italie ! Les facteurs mondiaux interviennent dans les facteurs locaux. Plus le processus est centralisé, plus les masses interviennent et s'unifient, et plus se répercute tout événement important se produisant dans les lieux où le cours de la révolution est le plus élevé. L'unification se fait à travers le processus mûr de la révolution, qui s'exprime dans l'économie, la science, la technique et les rapports entre pays.

Le processus mondial agit de manière toujours plus directement concentrée, produisant un effet de désintégration du système capitaliste. Il n'y a pas élimination de ce système, mais affaiblissement de sa structure. Dans la mesure où il est empêché de fonctionner harmonieusement, ses crises s'exacerbent : crise du dollar, crise de la monnaie, crise de production, accroissement constant de la concurrence, de la désagrégation, des contradictions du système capitaliste.

Le capitalisme doit, pour avancer, développer la science et la technique. Mais celles-ci ne peuvent pas se développer sans limites et répondre aux besoins humains sous la direction du système capitaliste. Le capitalisme européen lui-même, pour se développer, à dû transformer, éduquer les masses paysannes du Portugal, de Grèce, de Turquie, en prolétaires. Il a dû, pour se développer en Europe, pour développer le Marché Commun, importer des ouvriers, presque tous d'origine paysanne. Il a dû les éduquer, les intégrer au fonctionnement de la classe, les rendant réceptifs à l'influence révolutionnaire, politique, syndicale, des centrales ouvrières, des syndicats, des Partis communistes et socialistes d'Allemagne, de France, de Belgique, de Hollande et, en partie, d'Angleterre.

Le prolétariat portugais, dans son immense majorité, d'origine paysanne (ils sont environ trois à quatre cent mille) qui travaille dans ces pays d'Europe, a acquis un sens et un jugement de classe. Il a communiqué ce progrès de classe, acquis dans les luttes syndicales et politiques des masses, dans les progrès des partis ouvriers et des syndicats, à travers ses lettres, les visites, les contacts, les rapports, familiaux. C'est là un facteur essentiel dont le poids a également influencé les militaires. Il faut en tirer les conclusions pour aider le prolétariat portugais travaillant à l'extérieur, à maintenir de façon ininterrompue son influence sur le Portugal. Voilà une des conclusions fondamentales de ce processus.

Il faut aider les masses portugaises à maintenir un contact ininterrompu avec l'intérieur du Portugal, afin de peser dans cette crise actuelle. Il s'agit d'une défaite très profonde du système capitaliste. Celui-ci se base sur le Pacte Atlantique dont le Portugal est une partie fondamentale. La dictature était un moyen de soutenir le Pacte. L'effondrement du fascisme remet tout en question : le Pacte, les colonies, et accroît la résistance aux impositions de l'impérialisme. Il affaiblit tout le système capitaliste et impérialiste, dans la mesure où le Portugal était l'un des centres de l'OTAN. Il ne s'agit pas simplement d'un coup militaire. Le processus enclenché ne va pas se terminer avec un nouveau gouvernement et une nouvelle constitution. Son influence va s'exercer sur toute l'Europe. Toute la bourgeoisie européenne va essayer d'en contenir la portée. Mais elle n'en a pas la force. Il s'agit d'un processus ininterrompu — et non plus seulement un processus en chaîne. Les influences mutuelles expriment la désintégration du système capitaliste.

La portée des objectifs de ces militaires reste encore à voir. Bien que ce ne soit pas eux qui vont décider. Dans la mesure où les masses font pression et commencent à intervenir les capitaines vont se sentir plus sûrs, plus décidés, plus fermes. Engagés dans la tâche de mettre sur pied un programme, une politique, engagés dans de grandes discussions, des disputes, des affrontements, des heurts confrontés à une nouvelle lutte à l'intérieur de la Junte militaire et avec les masses, les capitaines vont développer des tendances plus à gauche. Ils vont prendre, en conséquence, des effets directs de tout cela, des mesures les affrontant à l'impérialisme et au système capitaliste. Telle est la conclusion qu'il faut tirer.

Il faut intervenir pour appuyer les capitaines jusqu'à pouvoir transmettre la direction aux partis de la classe ouvrière, avec un programme, une politique anti-impérialiste, anti-capitaliste. Les militaires ne vont pas décider du cours de l'histoire au Portugal. Ils ont cédé parce qu'ils n'avaient plus la force de maintenir la situation, ni d'opérer des changements. Toute l'histoire exigeait un changement. Le Portugal est un pays arriéré, paysan, dont la production agraire est en retard. C'est un pays où les propriétaires fonciers étaient la base du système impérialiste. C'est un pays qui exploitait les richesses minières des colonies. Tout cela est en train de s'effondrer. Ils n'ont pas pu et ne pourront l'empêcher. L'impérialisme avait intérêt à maintenir ce régime, mais il n'avait pas la force militaire, ni la force sociale et politique nécessaires pour le faire.

L'impérialisme a une immense capacité économique et militaire, mais il n'a pas les bases d'appui social pour l'imposer. Ça doit servir d'exemple pour la politique des partis ouvriers, des Etats ouvriers. Cela n'implique pas que l'impérialisme va céder, mais que ses forces diminuent, reculent, s'amenuisent. Il va donc concentrer ses forces pour répondre ultérieurement avec la guerre atomique, dont il élève la préparation. Il est en train de sentir qu'on l'expulse du Pacte Atlantique, d'Europe. Ce n'est pas la concurrence du capitalisme européen qui le chasse, mais le progrès des masses.

La concurrence du capitalisme européen avec l'impérialisme yankee est le résultat de la lutte des masses, qui diminue son champ d'action. Pour se défendre, se maintenir et survivre, le capitalisme européen est obligé de se lancer à la polémique, à des disputes avec l'impérialisme yankee. Il ne s'agit pas d'une inimitié ou d'une opposition de classe, mais d'une dispute qui affaiblit le fonctionnement de ce système. Le capitalisme n'abandonne pas sa défense. Il concentre ses préparatifs de guerre. Il faut prendre chaque défaite de l'impérialisme comme la source d'une préparation militaire plus accentuée. Cela ne veut pas dire vivre soumis, sous la pression de ces préparatifs, mais considérer qu'il répondra, le moment venu, par la guerre civile et la guerre atomique. L'impérialisme n'acceptera pas la défaite, il ne se retirera pas. Il cherchera la façon de se défendre, d'imposer par tous les moyens ses intérêts de classe. Il sera vaincu, comme au Vietnam, au Moyen Orient, en Amérique Latine ou lors de la seconde guerre mondiale. Il y a aujourd'hui 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, et les progrès énormes de révolutions comme en Algérie.

COMBINER LE PROGRAMME DE REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES AVEC LES MESURES CONTRE LE CAPITALISME

Cette défaite de l'impérialisme au Portugal va avoir d'importantes conséquences dans tout le système capitaliste mondial. Elle va stimuler l'ascension des luttes des masses, des partis ouvriers.

Ces partis doivent aider l'intervention des masses portugaises, au Portugal, pour qu'elles puissent influencer immédiatement l'Espagne, la Grèce, la Turquie, et toute l'Europe. Il faut les aider à intervenir, faciliter leur intervention, par des réunions. Il faut que dans chaque pays, le prolétariat portugais ait les mêmes droits que le reste du prolétariat : droit de parler, de discuter, d'écrire, de participer directement à la lutte des masses et de classe des pays où il se trouve. Il pourra de la sorte s'adresser à l'intérieur du Portugal à travers la correspondance, les lettres. Il pourra peser avec ses résolutions, ses manifestations, ses meetings. Il faut qu'il puisse arriver à communiquer avec le Portugal.

Il faut organiser le voyage de centaines d'ouvriers portugais pour qu'ils interviennent dans les meetings, les manifestations, les luttes de leur pays, pour qu'ils réorganisent la centrale syndicale, les partis ouvriers, le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les autres partis de gauche. Il faut les aider à organiser avec eux un programme immédiat : pour la libération de toutes les colonies, en expliquant pourquoi. Il faut se donner un délai de lutte pour mener de l'avant cette activité et atteindre ces objectifs : liberté de toutes les colonies Retrait de l'OTAN ! Planification de la production ! Nationalisation de la banque ! Etatisation ! Programme d'investissements pour produire pour la population, pour fournir des services sanitaires, des logements, des transports, de l'électricité, de l'eau courante, des routes ! Réforme agraire ! Remise des terres aux paysans, planification de la production agricole en fonction des besoins de consommation de la population et pour l'exportation ! Développement de coopératives agricoles avec la protection de l'Etat. Cette forme plus complète de coopérative peut être un pas en avant vers certaines formes socialistes postérieures, de production. Organisation syndicale des petits producteurs, des petits fermiers, organisation syndicale des ouvriers agricoles ! Il faut des organismes séparés pour les ouvriers agricoles d'un côté, et pour les petits propriétaires et petits fermiers de l'autre. Il faut un front unique de tous pour imposer à l'Etat capitaliste la protection de la production, des prix, le fonctionnement des coopératives agricoles et le droit des travailleurs agricoles à l'organisation et à la lutte syndicale. Il faut mener la campagne pour les progrès nécessaires comme l'ont fait la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie. Là est la voie du progrès. Ces pays sont partis d'un même état d'arrièrement. Et voilà le progrès qu'ils ont accompli ! alors que l'Espagne se miantient dans son retard. Il faut unir le programme des revendications démocratiques à celles qui impulsent vers l'Etat révolutionnaire, sans quoi l'économie va rester fragmentée.

Il faut mener une campagne pour influencer l'Espagne, en faisant rayonner sur elle le progrès de ces pays. Ce processus au Portugal est la continuation de ce qui s'est exprimé en Espagne et a été arrêté avec l'assassinat à la bombe de Carrero Blanco. Cet assassinat a déjà brisé le fascisme en Espagne. Si celui-ci subsiste encore, c'est grâce à l'appareil. Mais il est obligé de céder.

Il faut élever le programme d'appui à la lutte des masses du Portugal ; appeler à une mobilisation des centrales ouvrières, des partis ouvriers d'Europe, communistes, socialistes, radicaux de gauche, trotskystes posadistes. Front unique en appui à ce mouvement avec des manifestations et des meetings, pour faire pression sur la bourgeoisie de chaque pays ! Il faut envoyer des délégations, réaliser meetings et réunions avec les ouvriers portugais. Ceux-ci doivent participer en exprimant le programme de réforme agraire, distribution de terres, expropriation des propriétaires fonciers, étatisations sans indemnisation ! Il faut étatiser les principales sources de production et les faire fonctionner sous contrôle ouvrier ! Il faut assurer les pleins droits syndicaux, démocratiques, de presse, d'idées, de parole, de fonctionnement, d'organisation syndicale pour les militaires. Il faut tirer des conclusions de ces expériences, les communiquer, les diffuser, faire une agitation complète, montrant que le fascisme a pu s'installer au Portugal parce qu'il n'y avait pas de droits démocratiques, pas de développement de l'économie, pas de coordination ni de rapport entre les intérêts de la population, les droits démocratiques et le développement de l'économie.

Les militaires ont servi de source, de soutien et de rempart au fascisme portugais. Il faut exiger leur droit à l'organisation syndicale ainsi que pour les policiers. Il faut tirer les expériences du passé récent. Voilà ce que doivent faire les Partis communiste, socialiste, radicaux de gauche, posadistes, trotskystes de toutes les tendances ; les centrales ouvrières et les syndicats d'Europe.

Il faut appeler les Etats ouvriers, les pays socialistes, la Chine, l'U.R.S.S., Cuba, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Allemagne à ce qu'ils interviennent. Les syndicats, les partis communistes, les centrales ouvrières des Etats ouvriers doivent intervenir en lançant des appels en appui aux masses portugaises, en donnant appui et soutien économique, en organisant manifestations et meetings, en réalisant des arrêts de travail dans toute l'Europe en appui au mouvement de libération des colonies et en appui à la lutte des masses au Portugal. C'est la façon de faire pression sur la bourgeoisie, de pousser les capitalistes et les militaires à jouer un rôle politique supérieur, pour un programme socialiste.

Telle est la conclusion qu'il faut tirer pour affirmer, dans cette lutte, le progrès de l'Union Populaire en France, des partis socialiste, communiste, des trotskystes posadistes dans toute l'Europe. L'impulsion doit être énorme ! C'est une partie d'un processus général d'activité et de lutte. Il ne s'agit pas simplement d'une activité de plus, de la chute d'une dictature ! Non ! C'est l'effondrement d'une dictature ! L'impérialisme s'est montré impuissant à la maintenir, comme il l'a été à conserver son pouvoir au Vietnam. Il n'en a plus les moyens historiques. Il est plein de puissance militaire, économique, mais n'a aucune capacité sociale. Il est en pleine désintégration.

Tout cela va répercuter dans les masses des Etats-Unis. Elles vont, ainsi, sentir la

façon dont l'impérialisme et son O.T.A.N. sont mis en défaite au Portugal aussi grâce au mouvement des capitaines qui, à son tour, reflète la grande pression, l'immense influence de la lutte des masses.

Ce processus doit être pris dans son ensemble, afin de servir de source de stimulant au développement de la lutte de toutes les masses, à l'intervention des Etats ouvriers de manière plus conséquente, plus profonde, en vue d'unifier la lutte anti-impérialiste, anti-colonialiste et la lutte anti-capitaliste. Il faut lutter pour le droit inconditionnel à la liberté de toutes les colonies, qu'elles développent leur économie, leur production en accord avec les besoins de leurs populations. L'impérialisme va essayer d'interférer, d'empêcher le développement de la liberté des colonies. Il va essayer de peser, de faire pression, étant donné les investissements, les intérêts qu'il possède en Mozambique, en Guinée Bissau et, surtout, en Angola. Il faut s'y opposer avec des mobilisations dans chaque pays. A la porte l'impérialisme ! Toutes les richesses, toute la production de Guinée Bissau, de Mozambique, d'Angola, doivent passer aux mains des peuples de ces pays. Il faut mettre cela en discussion dans le monde entier, et montrer que ces peuples ont le droit et le besoin d'expulser l'impérialisme. Aucune des richesses de ces pays ne lui appartiennent. Elles appartiennent aux populations de ces pays, qui doivent les développer. Il faut appeler les Etats ouvriers à une collaboration pour planifier la production. Il faut obtenir à tout prix la liberté des colonies. Hors d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique Latine les troupes de l'impérialisme ! A la porte ! A la porte l'impérialisme et toutes ses troupes ! Dehors l'O.T.A.N. ! Dehors toutes les bases navales, aériennes, militaires, de l'impérialisme en Europe ! A la porte d'Allemagne, d'Espagne, du Portugal, et de toutes les colonies !

Il faut élever cette lutte de manière à donner aux mouvements de libération de Guinée-Bissau, d'Angola, de Mozambique, une solide perspective, en comptant sur l'appui du prolétariat européen. Celui-ci doit sentir cette lutte, appuyer le peuple portugais pour libérer les colonies ; ce peuple ne peut demander sa propre liberté sans celle des colonies que le Portugal opprime. Il est faux de dire que la perte des colonies va réduire et faire tomber le niveau de vie au Portugal. Seuls le pouvoir et l'accumulation capitalistes vont dégringoler. Il faut réorganiser, planifier et élever l'économie. Le capitalisme sort perdant ; il n'est pas nécessaire au développement de la production, de l'économie, de la vie. Il n'est qu'un obstacle. Il faut planifier cette activité de manière que les Etats ouvriers puissent intervenir de la façon la plus prépondérante au moyen de leurs syndicats, de leurs centrales ouvrières, de leurs partis communistes. Ils doivent intervenir, peser et décider dans ce processus.

Il faut faire sentir et vivre aux masses des Etats-Unis que cet effondrement du fascisme au Portugal est le prdouit du processus mondial de la révolution. Il faut appeler les partis communistes, socialistes, les Etats ouvriers à un front unique mondial en appui à la libération des colonies du Portugal, à l'élimination du capitalisme dans ces pays. L'incertitude règne encore sur ce que va faire ce pouvoir actuel du général Spinola. Mais il est évident que Caetano lui a remis le pouvoir comme un moindre mal, pour empêcher les masses de le prendre. C'est un pouvoir encore circonstanciel, encore indécis, en pleine ébullition. Mais les masses déjà interviennent. Il faut aider les capitalistes à se lier politiquement à la population, à mener une vie politique, à élaborer un programme de développement de la production contre le système capitaliste, expropriation des principales sources de production de l'impérialisme, de planification de la production pour développer l'économie, en commençant par la réforme agraire, la remise des terres aux paysans, l'expropriation des propriétaires fonciers. Il faut montrer comment le retard du Portugal a permis l'alliance de l'oligarchie avec l'impérialisme mondial pour instaurer le fascisme en défense d'un petit cercle de propriétaires.

LES MASSES PORTUGAISES PASSENT DE 48 ANS DE FASCISME A ORGANISER LA RÉVOLUTION

Cette Junte militaire a dû faire beaucoup plus de concessions que ce qu'elle croyait. La volonté du peuple montre la profondeur de sa décision. Presque 50 années de dictature ! A peine un jour après avoir renversé le gouvernement, elles se lancent à discuter, en vivant pleinement, comme si leles avaient eu un fonctionnement permanent de réunions. Maintenant, elles viennent communiquer les résolutions prises dans ces réunions ! C'est le processus mondial qui a maintenu vivant le peuple portugais, qui l'a unifié au processus mondial, aux idées, aux organismes de masses, à la volonté et préoccupation de lutte. Voilà pourquoi elles proposent immédiatement des mesures et des conclusions socialistes. D'où tout cela est-il sorti, si elles n'avaient soi-disant pas de vie politique, de moyens, si elles étaient soumises à une dictature ? Leur communication avec le processus mondial de la révolution a maintenu leur vie, leurs contacts. C'est aussi en partie sous l'influence des mouvements de libération de Guinée Bissau, de Mozambique et d'Angola que les masses ont vécu ce processus. Voilà pourquoi elles sont sorties sans délai dans la rue, pour communiquer avec les soldats.

La population est restée presque 50 ans enfermée, sans pouvoir parler ni discuter, en prison durant des dizaines d'années. Elle sort des prisons, vive et fraîche. La population vivait ligotée. Le Portugal était une prison publique. Et les voilà qui discutent maintenant tous les problèmes ! qui se lancent à gagner. à influencer les militaires, à entrer en contact avec eux, à distribuer des fleurs, à chanter « l'Internationale » ! Elles demandent le socialisme ! Au lieu de se venger de 48 ans de fascisme, les masses se lancent à organiser la révolution !

Le peuple portugais n'est pas demeuré enfermé, silencieux, écrasé, intimidé par la prison, la répression. Il vivait en pensant, en réfléchissant, en communiquant de mille manières avec le processus mondial de la révolution, avec le prolétariat portugais vivant à l'extérieur. Les familles s'informaient constamment du développement des luttes, de leurs progrès. La décision, la combativité des masses du monde pénétrait et s'élevait dans le peuple portugais. Un lien direct existait avec la révolution mondiale. Tout cela a été une impulsion immense à la lutte des colonies. C'est la raison pour laquelle le prolétariat a trouvé en dépit de l'insuffisance de ses moyens économiques et organisatifs, la façon d'entrer en communication avec la population. Le prolétariat portugais en France, en Angleterre, ne Allemagne, en Hollande, en Belgique a communiqué avec l'intérieur au Portugal. Le prolétariat européen est entré directement en communication à travers les ouvriers portugais, avec le Portugal.

Dès les premiers moments, la population s'est lancée à gagner les soldats, à établir des rapports étroits de cordialité, à exprimer des sentiments communs qui doivent encore se formuler en termes politiques, d'objectifs communs de développement, d'étatisation, de planification.

Voilà pourquoi la population s'est mise immédiatement à distribuer des fleurs, des œillets rouges, symbole de fraternité et d'objectif socialiste. Sur les camions, les tanks, tous les soldats avaient à la pointe de leurs fusils, ou à la base de leurs canons, des fleurs rouges. Une partie de cette équipe militaire s'est sentie en communication avec la population. Comme il est important que les militaires acceptent les œillets ! La communication qu'ils établissent avec la population va élever sa décision de les influencer. La distribution de fleurs établit une communication, un lien entre les gens, les soldats, les sous-officiers, les capitaines. Les militaires qui ont réalisé la première partie de ce processus, se rendent compte que ce n'est plus à eux de continuer maintenant, parce qu'il s'agit d'idées, d'organismes, de programme. Ce sont les gens qui les ont ! Derrière chaque fleur rouge, il y a un petit morceau de programme. Tous les militaires ont accepté unanimement les œillets. Ils les arborent sur leurs armes, leurs tanks, leurs uniformes. Il ne s'agit pas d'une manœuvre. Certains manœuvrent, pour simuler un contact avec la population. Elle le voit et essaie de les impulser. Ils sont en train d'apprendre à intervenir. Ainsi ont-ils agi dans la révolution russe. La distribution de fleurs peut avoir une origine petite-bourgeoise. Il faut de l'argent pour acheter ces œillets ; mais l'initiative est populaire. Les petits-bourgeois ont pu commencer, mais tous les autres ont suivi. C'est un moyen de communication, d'adhésion, de fusion et de progrès.

La direction de Spinola tâche de gagner du temps. Il y a une équipe encore indécise. Tout cela s'est préparé avec une violente rapidité, car ces mêmes militaires qui auparavant, réprimaient, dirigeaient le fascisme aux colonies, doivent maintenant faire marche arrière. C'est parce que la pression, la poussée, sont infiniment grandes, que ces mêmes militaires qui, voilà à peine deux mois, représentaient le fascisme, jouent aujourd'hui le rôle contraire en le réprimant et en devant donner la liberté. L'ampleur de ce mouvement est telle, qu'il ne peut être seulement l'expression des capitaines. Ceux-ci reflètent un puissant processus intérieur et extérieur au Portugal, que le prolétariat travaillant en Europe, et les mouvements d'Angola, de Mozambique et de Guinée Bissau, expriment.

Il faut intervenir dans cette lutte, où l'impérialisme yankee et le capitalisme européen vont verser toute leur force pour soutenir le système capitaliste, le pouvoir, et dans la mesure du possible, la dictature au Portugal. Le processus va être court, même si les Soviétiques et les partis communistes vont essayer de l'allonger. Cependant, même en étant court, il passera par des délais et des étapes déterminées, parce qu'il n'y a pas d'équipe pour diriger l'économie. Dans la mesure où il n'y a pas de bourgeoisie solide, les militaires vont devoir s'appuyer sur les socialistes et en partie sur les communistes. Ils cherchent à donner aux partis, aux mauvements chrétiens, aux tendances plus faibles, droitières et conciliatrices, un pouvoir qui leur permette d'éviter la montée des syndicats, des ailes gauches des partis communiste et socialiste. Ils veulent gagner du temps pour créer des cadres capables de diriger le pays, pour l'adapter et l'engager systématiquement dans la conciliation et la voie de réformes à l'intérieur du système captialiste, pour empêcher que les syndicats, les partis de gauche et le prolétariat portugais en Europe puissent peser et donner des solutions anti-capitalistes.

Il faut jeter toutes les forces dans la lutte pour que le prolétariat, les tendances de gauche, les militaires de gauche, les capitaines qui ont pris cette initiative, se sentent stimulés à aller plus avant. Il faut poser et exiger que tous les cadres, fonctionnaires et les équipes du gouvernement antérieur, de la dictature, soient expulsés, séparés de l'appareil de l'Etat. Il faut un nettoyage complet.

Nous appelons à l'organisation dans toute l'Europe et au Portugal, de mouvements, de manifestations, de meetings. Il faut faire pression sur le Portugal, avec la radio, la presse, des visites de délégations, de manière à impulser les tendances de gauche à décider du prochain gouvernement. Il faut appeler immédiatement à l'organisation d'une Assemblée Constituante avec le droit pour tous les Partis d'intervenir, avec un prgoramme d'expulsion de l'impérialisme, d'expulsion de l'O.T.A.N., de libération des colonies, d'expropriation des propriétaires fonciers, remise des terres aux paysans, d'étatisation des principales sources de production, de développement et planification de l'économie.

Il faut, dans ce délai, faire les concessions et les accords nécessaires afin d'avancer vers de telles mesures. Même s'il est nécessaire, dans l'immédiat, de s'appuyer sur les conquêtes démocratiques, il faut élargir et diffuser ce programme, l'agiter, pour l'étape immédiatement postérieure. Cela va également empêcher de stabiliser un pouvoir qui défende le système capitaliste ou qui engendre à nouveau un pouvoir capable de réprimer, de contenir la lutte des masses. Il y a au Portugal un coup militaire, et non une révolution. Il y a une impulsion à la révolution : les masses veulent changer le Portugal et personne ne les arrêtera !

J. POSADAS.

28 avril 1974.

LES ELECTIONS...

(Suite de la page 2)

manqué pour triompher. Camarades gauchistes, c'est avec tout notre sentiment, avec toute notre passion communiste que nous vous disons : vous devez vous corriger parce que la conduite que vous adoptez n'est pas révolutionnaire. Vous devez maintenir les critiques à l'Union Populaire, au Parti Communiste, qui vous semblent nécessaires ; mais vous devez le faire avec l'objectif d'impulser la compréhension, le progrès de la lutte contre le capitalisme.

Quant à nous, posadiste notre comportement a consisté à maintenir notre critique objective envers Parti Communiste, l'Union Populaire, pour les impulser, une critique fraternelle destinée à mobiliser un instrument de progrès. On ne peut essayer d'en trouver un autre. Il faut partir de l'instrument qui existe, l'impulser à prendre conscience, à acquérir de l'assurance et armer, dans l'instrument quest l'Union Populaire, le Parti communiste, le Parti Socialiste, la C.G.T., la C.F.D.T., des instruments plus conscients, qui puissent gagner confiance dans l'application conséquente de la méthode communiste. Voilà une attitude logique et sensée : aspirer à ce que le Parti Communiste et l'Union Populaire aillent au pouvoir et, dans leur marche vers le pouvoir, résoudre les problèmes du progrès ; du mûrissement de l'avance vers la construction du socialisme. Tous les problèmes de la lutte de classes, de la guerre civile, de la guerre atomique, ne peuvent se résoudre que dans l'élévation des luttes. C'est pourquoi le comportement de nos camarades posadistes est le plus digne. Nous appelons les gauchistes à adopter cette attitude dans l'avenir et dans les luttes immédiates en France.

CONSTRUIRE DES ORGANISMES DE POUVOIR POUR EXPRIMER TOUTE LA PUISSANCE DU PROLÉTARIAT !

La parité des voix donne au prolétariat notion de sa propre force, affermit sa décision de triompher, son autorité sur le pays : il sent que c'est lui qui a organisé, orienté la moitié de la population électorale à voter pour le programme de l'Union Populaire.. Ce résultat électoral montre l'autorité immense du prolétariat. C'est une sorte d'organisation indirecte de la dualité du pouvoir. Celle-ci ne s'exerce pas directement, mais elle s'exprime à travers la tentative d'être la majorité électorale.

Le prolétariat va tirer les conclusions. Il va éprouver puissamment ce sentiment d'assurance et lancer toute cette force dans les grandes luttes sociales, dans les grèves, les mobilisations pour obtenir les revendications normales du mouvement ouvrier — salaires, conditions de travail, tous les progrès, les conquêtes de la technique, de la cybernétique, de l'automation au service de la population, meilleures relations avec le travail, défense du bien-être physique de la population —.

Cette forme de dualité du pouvoir, qui ne s'exprime pas directement, mais qui existe dans la conscience du prolétariat, doit être la base pour que la direction de l'Union Populaire tienne compte de la puissance immense qu'elle représente, et de la faiblesse du capitalisme. Le prolétariat fait sentir sa force, il va faire pression sur tout le mouvement ouvrier, dans les usines, les quartiers, dans les partis, pour le pousser à utiliser cette force énorme, cette autorité immense et cette forme naissante de dualité de pouvoirs. Il faut le prendre en considération, l'accentuer, s'y appuyer pour permettre un grand développement de la lutte pour le programme de l'Union, le lier à la lutte pour aller au gouvernement, préparer les conditions pour un progrès du prolétariat vers un gouvernement de gauche, vers le pouvoir. Voilà l'activité qu'il faut mener.

Le capitalisme, pour gagner, doit escamoter une partie très importante de la population active : les jeunes de 16 à 21 ans, les jeunes de 12 à 16 ans, qui sont aussi une partie de la population active, même s'ils n'interviennent pas dans la production ; ils engendrent les idées, la pensée, la volonté sociale qui préparent l'incorporation à la production.

Le capitalisme écarte aussi les émigrés qui sont plus de 4 millions. Qui dit que le capitalisme n'est pas en recul ! Il est mort ! Les camarades du Parti Communiste, Socialiste, les radicaux de gauche, la C.G.T., la C.F.D.T., doivent considérer ce processus, voir que l'impérialisme est impuissant à contenir l'avance de la révolution, même au moyen de menaces atomiques et de la guerre. L'Union Soviétique doit comprendre ce processus tel qu'il se développe et y apporter sa collaboration.

Il faut s'adresser à l'armée et à la police, les appeler à appuyer le programme de l'Union Populaire, leur montrer qu'électoralement, le prolétariat a organisé la moitié de la population pour qu'elle vote pour lui. Il faut incorporer dans les comptes, les jeunes de 12 à 21 ans, qui ne votent pas, et en particulier, les jeunes de 18 à 21 ans, et les ouvriers immigrés qui ne votent pas non plus : dans l'ensemble, cela fait une majorité absolue ! Il faut incorporer toutes ces forces dans les calculs, pour s'adresser à l'armée, à la police, leur faire sentir la nécessité du programme de l'Union Populaire pour résoudre les problèmes de l'économie et du pays. Voilà la véritable France !

Le prolétariat ne se sent pas vaincu. Il a perdu électoralement, avec une différence minime, de moins de un pour cent. Il éprouve le sentiment de sa puissance immense, il sent que c'est lui qui par ses luttes a attiré la population à ce vote. Il va continuer à intervenir avec cette conviction, cette assurance. L'Union Populaire doit compter sur cette force du prolétariat, se baser sur elle, la mobiliser, la faire peser sur toute la population, au moyen d'assemblées, de mobilisations, de meetings, de réunions dans les usines, d'assemblées d'usines où sont invités les étudiants et les paysans, comme l'a fait le prolétariat italien. Il faut organiser les conseils d'usines, les conseils de quartiers, comme des organismes de gestion, de direction du ays, de pouvoir, pour mener de l'avant cette volonté de changement de toute la France. La France, le peuple français veulent des changements !

Le peuple français veut de profonds changements de structure, transformer tout le pays capitaliste, vers le socialisme, avancer vers la gauche, vers le socialisme.

Il l'a déjà démontré dans ses grands mouvements, dans de petites usines, comme LIP et Rateau. Voilà les conclusions de ces élections. Le prolétariat éprouve ce sentiment. Il va le montrer, il va manifester sa volonté et sa décision, dans ses prochaines grandes luttes.

19-5-1974.

J. POSADAS.

RESOLUTION DU BP DU PCR (TROTSKISTE) SECTION ITALIENNE DE LA IV INTERNATIONALE–POSADISTE

(Suite de la page 6)

moyen concret de faire face et pour écraser toute tantative de coup le moment venu, en l'étouffant dans l'oeuf. Voilà comment il faut profiter de la victoire du "NON", la transformer en un puissant "OUI" a l'unité de la classe ouvrière et des masses, à l'unité syndicale, à l'unité entre les partis ouvriers et les syndicats, au gouvernement de gauche, au gouvernement ouvrier et paysan en Italie, et à l'Europe socialiste

15 Mai 1974

Suite de l'EDITORIAL.

(Suite de la page 1)

lisme et les décompose. Cela n'annule pas la fonction de l'armée en tant que pouvoir de répression capitaliste. Mais une telle résolution dans ces militaires ne peut exister s'il n'y a pas un processus mondial de perte de confiance de tous ces secteurs dans le régime capitaliste. Sinon, ils recourreraient aux voies hiérarchiques, de demandes. Quand ils se lancent dans de telles manifestations, en allant même au Parlement, cela signifie qu'ils affrontent l'appareil capitaliste. Dans leur conscience, ils se sentent des exploitées, comme les autres et veulent revendiquer. Ils sont influencé par le processus en Ethiopie, ou l'armée est en train d'agir comme un centre qui polarise les forces contre Hailé Sélassié, et tous les seigneurs féodaux.

Dans toute l'Europe, il y a une accentuation des grèves. C'est le résultat de l'intervention ininterrompue de la classe ouvrière et des masses. En Belgique, dans toutes les grèves qu'il y a les masses et la classe ouvrière expriment la décision de changements. La grève chez "AMPEX", où les ouvriers ont pris un trésor de guerre de 10.000 casettes et étaient près de les mettre en vente, démontre que l'expérience de "LIP" est passé par la Belgique. En Italie, le triomphe du "NON" est un coup au gouvernement qui s'enfonce dans une crise de plus en plus grave, en France la bourgeoisie s'apprête à gouverner avec un sentiment de défaite, s'apprête à devoir faire face à de nouvelles mobilisations générales des masses. En Belgique, la bourgeoisie fait passer toutes une série de lois répressives, et entre autres le projet Vanden Boeynants, alors que le gouvernement est minoritaire. Le capitalisme augmente sa puissance économique, mais il diminue sa base sociale d'appui. Comme l'analyse les documents du camarade Posadas : La concentration du capitalisme lui donne une capacité économique plus grande, mais réduit en permanence sa base d'appui social, qu'il détruit chaque fois plus qu'il se centralise. La concurrence intercapitaliste est chaque fois plus aigue. Après avoir discuté pendant 9 ans pour se mettre d'accord, le Marché Commun est foutu en l'air par une mesure prise les capitalistes italiens, qui montre l'impuissance et l'incapacité du capitalisme. Dans cette concurrence, le régime capitaliste belge est un des plus faible, par sa capacité économique et financière réduites. Il faut alors poser quelle est la forme de solutionner la crise capitaliste. Il faut discuter un plan ouvrier de développement du pays, un programme anticapitaliste qui doit discuter en premier lieu : la nationalisation immédiate de toutes les Compagnies pétrolières sous contrôle ouvrier. C'est un plan ouvrier qui peut empêcher tous les chantages du capitalisme et des sociétés multinationales. Pour appliquer ce plan, il faut organiser une mobilisation générale, discuter dans les usines l'occupation et la mise en fonctionnement des usines sous controle ouvrier, et la vente de la production à la population. Nous appelons les camarades socialistes, communistes, chrétiens de gauche, tous les militants révolutionnaires à discuter toutes ces conclusions partout. Le plan de développement doit tenir compte des intérêts de toute la population. Il doit incorporer les mots d'ordre d'échelle mobile des salaires, des heures de travail. Aucune fermeture ! d'usine ! Nationalisations sans indemnisations et sous contrôle ouvrier. Toutes ces consignes ne sont pas trop avancées, elle ne font que répondre aux désirs et à la volonté de la classe ouvrière. L'exemple sur lequel il faut s'appuyer est la France et le succès important de la gauche. Les déclarations des candidats de la bourgeoisie cherchent à contenir les socialistes, en disant que la France a démontré sa volonté de rejet du marxisme. Mais jamais la gauche unie, n'a obtenu autant de voix dans aucun pays. Allende est allé au gouvernement, la première fois, alors qu'il avait moins de 40 % des voix. Et en un an, ces voix ont augmentés énormément. Cette situation en France est possible parceque comme le dit le camarade Posadas : LE MONDE EST APTE POUR LE COMMUNISME. La classe ouvrière concentre ses forces mondialement pour liquider le régime capitaliste. En Belgique, la majorité de gauche existe, mais il faut lui donner une forme et un programme. Les chrétiens de gauche sont disposés à réaliser le rassemblement des progressistes mais pour cela, il faut discuter un programme. Nous invitons à discuter cela dans le prochain Congrès du PSB en partant de la décision de lutte qu'expriment les travailleurs au travers de toutes les grèves qui se développent dans tout le pays. Cela démontre la volonté inébranlable de triomphe de la classe ouvrière.

le 20 Mai 1974

Déclaration du Bureau Politique du PCR (t) IVe Internationale Posadiste

- PROFITER DE LA VICTOIRE DU "NON" POUR AVANCER VERS LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE
- ROMPRE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE, CONSTRUIRE UN PARTI CATHOLIQUE DE GAUCHE,
- APPUYER LES MASSES FRANCAISES POUR LA VICTOIRE DE L'UNION POPULAIRE

La victoire du "NON" est une écrasante défaite de la réaction, de la démocratie chrétienne et de la bourgeoisie dans son ensemble. Elle est l'expression en Italie de l'élévation mondiale de la conscience et de la maturité des masses, de leur volonté de progrès ; elle met en défaite chaque manoeuvre réactionnaire et répressive et impose partout la victoire de l'intelligence et de la raison. Comme le dit le camarade Posadas et comme l'analyse le Manifeste du 1er Mai 1974 du S.I. de la IV Internationale, elle est l'expression du fait que "le monde est apte pour le communisme". Elle est l'expression en Italie, de la vague révolutionnaire mondiale qui a vu ces dernières semaines le mouvement révolutionnaire en Ethiopie, l'effondrement du fascisme au Portugal, la grande affirmation du candidat de l'Union Populaire au premier tour des élections présidentielles en France, et maintenant les 60 % pour le "NON" en Italie.

La victoire du "NON" est celle des masses du pays dans la conquête d'un droit civil. Elle a été avant tout déterminée par l'objectif de mettre en défaite la manoeuvre réactionnaire de la D.C dans l'organisation de ce référendum : essayer de vaincre sur un problème relativement secondaire – qui ne concernait pas les problèmes essentiels préoccupant le gros de la population du pays – avec une majorité réactionnaire, démocrate-chrétienne et fasciste, avec une "majorité silencieuse" qui donnerait la base sociale et électorale d'une politique réactionnaire, pour former un gouvernement réactionnaire basé sur la répression du mouvement ouvrier et des masses. La "majorité silencieuse" qu'ils cherchaient s'est revelée être une minorité.

Il faut ajouter que dans le camp des "non" ne sont pas comptés les jeunes de moins de 21 ans qui pèsent dans la vie sociale et productive, qui travaillent, étudient, sont exploités et participent a la formation du revenu national, mais a qui la bourgeoisie refuse le droit de voter.

La victoire du "non" est une victoire du prolétariat. C'est la classe ouvrière qui a déterminé la formation moléculaire de l'opinion publique, qui a généralisé la conscience de la nécessite de faire échec a cette manoeuvre, vue son caractère réactionnaire et anti-ouvrier. Malgré qu'il n'y ait ou aucun mot d'ordre catégorique des syndicats pour le "NON", du fait de la timidité des directions, en particulier au niveau confédéral, mais seulement des prises de position individuelles, la classe ouvrière, a partir de ses organismes, des conseils d'usines et de zones, des assemblées d'usines, a démontrer qu'à la base, comme classe, elle appelait a voter "NON" unissant le rejet de la manoeuvre réactionnaire a la lutte de classe, pour élever les conditions de vie des travailleurs et transformer la société, mettant les progrès techniques et scientifiques au service des travailleurs et non des capitalistes.

Les manifestations spontannées de joie de la population qui, dans tout le pays, sont descendus dans la rue pour fêter la victoire, sont l'expression de la profonde signification anti-capitaliste que les masses ont donné à ce triomphe.

La défaite de la démocratie chrétienne montre qu'un très grand secteur d'électeurs démocrates-chretiens, et en particulier là où la DC a une plus grande base populaire, a voté contre son parti, et refuse d'appuyer une manoeuvre réactionnaire ou un gouvernement de droite. Dans la DC, une crise aigüe s'annonce préparant son effondrement. Tout comme en France, les élections actuelles indiquent la fin du gaullisme, en Italie, cette défaite de la DC montre que la bourgeoisie ne peut plus compter sur des partis de masses lui donnant un appui stable.

Les conditions existent pour concrétiser le mot d'ordre de la IV Internationale posadiste : ROMPRE LA DC ! ORGANISER UN PARTI CATHOLIQUE DE GAUCHE ! Il faut achever la rupture de la DC qui s'est produite dans ce réferendum, la concrétiser, et donner un débouché politique, programmatique et organisatif.

L'initiative du mouvement ouvrier est nécessaire. Cette défaite de la démocratie chrétienne, du gouvernement et de la bourgeoisie ne doit pas rester sans suite. Le gouvernement le confirment. Il faut maintenant organiser la mobilisation pour abattre ce gouvernement. Imposer un gouvernement de gauche ! Le maintient de Fanfani a la tête de la DC est mis en question. Une crise très profonde va éclater dans la DC. Il faut y intervenir en appelant les masses communistes a mener de l'avant plus que par le passé, le front unique avec les masses communistes et socialistes, pour améliorer les conditions de vie, pour faire échec aux manoeuvres, aux provocations et aux tentatives réactionnaires pour transformer la société italienne. Il faut immédiatement achever l'unité syndicale, en disant après le "NON" du réferundum, un NON décisif aux Scalia, à la division syndicale, uniquement dûe aux agents capitalistes dans les rangs ouvriers. Il faut prendre les mobilisations de cette semaine et des prochaines comme un moyen immédiat pour tremper l'unité des masses que la droite voulait briser avec le référundum, pour discuter fraternellement entre communistes, socialistes, catholiques, travailleurs sans parti, la politique à mener de l'avant, le programme de réforme des syndicats, les mesures a prendre pour rendre celui-ci applicable, pour discuter, face au sabotage des investissements patronaux dans le Sud, la nécessité d'investissements de l'Etat, la nécessité d'étatiser les grands monopoles qui déterminent l'économie du pays, en commencant par le chefs de la sainte alliance patronale : etatiser la FIAT, la MONTEDISON, la PIRELLI.

La base du gouvernement de gauche,PC, PSI, gauche DC – la majorité du pays et aussi la majorité électorale dans ce référundum – va se consolider. Même en décomptant les "NON" républicains et liberaux, le "NON" reste encore majoritaire. La contribution des femmes à cette victoire du "NON" est une partie importante de ce progrès, de la défaite des tentatives de la DC de spéculer sur un prétendu arrièrement des femmes pour effectuer la manoeuvre réactionnaire. Les femmes n'ont pas voté pour la réaction, mais pour le progrès !

C'est dans ce processus de discussions et de luttes communes que va se concretiser la formation d'un parti catholique de gauche, a partir des exemples déja existants, comme celui du Val d'Aoste, ou la gauche catholique qui a rompu depuis quelques mois a permis l'obtention de la majorité relative, en s'unissant aux partis de gauche dans le gouvernement régional. Pour concrétiser cette possibilité, lui donner une forme organique avec la constitution d'un Parti Catholique de Gauche, il faut que le mouvement ouvrier, les partis ouvriers, les syndicats, se présentent en front unique devant les grandes masses, avec la décision d'assumer la responsabilité, dès aujourd'hui de changer la face du pays, d'aller au pouvoir, et donc de contribuer à changer la face de l'Europe et du monde.

L'unité du bloc de l'Union Populaire en France, est une des raisons les plus importantes de la force avec laquelle celui-ci avance dans ces erniers jours de campagne électorale. Un aspect très important de cette unité entre partis et syndicats est que, aujourd'hui 15 mai, ils réalisent une manifestation commune pour la victoire de l'Union Populaire. Il faut faire la même chose en Italie.

La bourgeoisie ne restera pas inerte. Sa tentative de donner une base sociale au coup a échoue. Mais ce n'est pas cela qui l a fera y renoncer. Elle peut l'ajourner, mais le donnera tôt ou tard. Cette victoire du "NON" a d'ores et déjà affaibli énormement la capacité d'action sociale de la bourgeoisie pour réaliser ce coup. Elle s'insère dans une situation mondiale plus favorable qu'au moment du coup d'Etat au Chili : le "boomerang" dont parle Posadas à propos des effets du coup chilien, c'est à dire, les contre coups défavorables au capitalisme qui ont suivi le coup au Chili, est en plein développement. Il faut s'appuyer davantage sur ce rapport mondial des forces, en tenir compte au moment de déterminer l'action et intervenir dans ce processus. Il faut se baser sur les progrès en France qui a participé au "NON" en Italie : Intervenir à notre tour dans le processus en France avec la conscience que le "NON" en Italie signifie un grand "OUI" à Mitterrand. Ce processus agit déjà de lui même, mais il peut être infiniment plus grand, si dans les manifestations pour fêter le "NON'en Italie on avait exprimé ouvertement la solidarité et l'appui aux masses françaises dans cette bataille pour porter au pouvoir un gouvernement de gauche.Ils vont tenter le coup de toutes façons, mais dans des conditions bien pires pour eux. La mobilisation des masses pour les revendications syndicales et pour un GOUVERNEMENT DE GAUCHE, l'initiative permanente de la classe pour résoudre les problèmes, le plein fonctionnement démocratique des conseils d'usines et de zones, sont le

(Suite à la page 5)

Le processus révolutionnaire en Europe et l'alternative de l'état révolutionnaire pour la construction de l'état ouvrier

29 - 9 - 72

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 31 mai 1974 n° 218

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Dans ce numéro : Page 3

LA CONTESTATION DES SOUS-OFFICIERS MONTRE LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME ET LES CONDITIONS POUR LE FRONT DE LA GAUCHE

page 4

LES GREVES A CHARLEROI

POUR UN PROGRAMME D'ACTION UNISSANT TOUTES LES FORCES DE GAUCHE OPPOSEES AU GOUVERNEMENT CAPITALISTE !

EDITORIAL

L'instabilité économique, sociale et politique de la bourgeoisie se traduit dans les tentatives d'él rgissement du gouvernement PSC-PLP, d'abord à la droite socialiste – ce qui a échoué – et maintenant au Rassemblement Wallon. Loin de donner une majorité "stable" au gouvernement, l'incorporation du RW va encore accentuer sa crise. La bourgeoisie cherche une majorité politique pour faire passer parlementairement la loi sur la réforme de l'armée, la loi sur les nouveaux impôts, les mesures anti-populaires dont elle a besoin pour survivre. Mais en même temps elle doit céder à des revendications du RW, qui ne sont pas favorables à la centralisation du capitalisme : accepter des mesures de régionalisation, faire des concessions aux secteurs de la bourgeoisie locale wallonne, cela va contre les plans de la haute finance et des grands trusts, des sociétés multinationales qui sont à la direction de ce gouvernement. D'autre part, si la direction du RW accepte les plans anti-populaires du gouvernement, il va augmenter encore le divorce croissant qu'il y a entre sa dorection et les secteurs petits-bourgeois qui avaient voté pour lui et ne veulent pas faire les frais de la crise du capitalisme ! Ce nouveau replâtrage gouvernemental ne va résoudre aucun problème pour le capitalisme.

Toutes les grèves de la classe ouvrière, la grève générale des verreries, les mobilisations dans la métallurgie, l'électricité, les services publics, ne laissent aucun répit aux directions syndicales pour établir des accords de paix sociale avec les patrons et le gouvernement. Au contraire, de plus en plus, les directions elles-mêmes sont entraînées dans le mouvement, elles sont obligées de reconnaître les grèves, de les prendre en charge, et même parfois de participer à leur organisation. La "paix sociale", base de la politique de conciliation des directions du Front Commun avec le capitalisme est définitivement brisée. C'est la lutte de la classe ouvrière qui impose, dans les faits, un certain respect de "l'index". Les grèves ont presque toujours comme but central : l'augmentation des salaires, et la dignité humaine ! Il y a un aiguisement très grand de la lutte de classes en Belgique, comme dans toute l'Europe. Toute la classe ouvrière de Belgique a ressenti le progrès du front unique en France, avec les quasi 50 % à Mitterand et à l'Union de la gauche ; de même pour toutes les actions et les luttes de la classe ouvrière et des masses du Portugal. Et maintenant, le Grand Duché du Luxembourg montre comment n'importe quel pays, même le plus petit sur la carte du monde, participe au progrès de toutes les masses contre le capitalisme ; les élections au Luxembourg marquent une importante avance du Parti Socialiste, qui est due fondamentalement à son gauchissement, à l'adoption d'un programme de gauche, et du principe de front unique entre communistes et socialistes.

Partout, on veut "faire comme en France" ! Les déclarations d'André Cools, et de la direction du PCB, au lendemain des élections françaises reflètent cette puissante volonté d'unification des masses de Belgique, quand ils font appel à organiser le front de la gauche en Belgique. Cette tâche, la classe ouvrière est déjà en train de la réaliser, dans l'usine, dans la grève, dans les manifestations. La grève générale des verreries en est un important exemple : travailleurs de toutes les tendances, flamands et wallons, se sont mobilisés pour arracher des revendications de salaires et de conditions de travail dignes au capitalisme, et ils ont triomphé !

Un autre exemple de cette force déjà unifiée et puissante de la classe ouvrière, c'est l'action des sous-officiers belges : ceux-ci formulent des revendications en se considérant comme des travailleurs "des services publics", ils recourent aux méthodes de lutte de la classe ouvrière pour faire valoir leurs revendications et ils montrent une décision pour affronter toute la hiérarchie militaire et le gouvernement, le ministre Van den Boeynants, qui ne vient pas d'eux-mêmes ! Leur assurance vient de l'autorité de la classe ouvrière sur eux, de l'influence qu'ils reçoivent de tout le monde, des exemples de l'armée au Portugal, en Suède, et aussi parce que les militaires ont perdu confiance dans la perceptive capitaliste. Des secteurs comme les militaires de carrière sont les plus éloignés de toute influence de la société. Ils vivent dans les paperasses, les commandements et entre des murs de 10 m de haut. Quand ils en arrivent à une telle rébellion, c'est parce que tout le climat social les influence, pénètre jusqu'à eux et est mûr pour une offensive puissante de toutes les forces populaires contre ce gouvernement boiteux, contre le capitalisme !

Tout le mouvement ouvrier doit donner son appui aux sous-officiers pour les aider à faire triompher leur revendication, les syndicats doivent intervenir, exiger la reconnaissan ce des droits syndicaux, des droits démocratiques dans l'armée, offrir les locaux syndicaux pour faire les réunions des militaires, garantir le respect des droits démocratiques qui la bourgeoisie leur refuse parce qu'elle panique devant cette révolte. Il faut proposer un front unique de toutes les tendances de gauche, communistes, socialistes, chrétiens de gauche, FGTB, CSC, base du RW et de la VU également pour mettre en échec ce gouvernement. La "gauche est majoritaire" en Belgique aussi !

La classe ouvrière montre dans la dureté et la persistance de ses luttes qu'elle ne cherche pas seulement à obtenir des revendications syndicales, immédiates. Mais au travers de cette lutte, elle déborde constamment tous les barrages que lui oppose la bureaucratie syndicale, la direction droitière du PSB, ou la timidité du PSB et du PCB. La gauche socialiste, les JS, la gauche communiste, les militants et cadres syndicaux, doivent prendre l'initiative dans cette situation : faire des appels aux militaires, des déclarations et des résolutions de front unique avec eux ; faire des appels et des résolutions de chaque secteur en grève pour le front politique de la gauche, pour un programme Commun, comme en France, pour unir chaque revendication avec un programme d'ensemble, qui garantit les conquêtes que les travailleurs arrachent aux patrons et qui risquent constamment d'être reprises plus tard. Pour imposer nationalement l'échelle mobile des salaires et des heures de travail ! pour que tous les bénifices de l'automation aillent aux masses sous forme de diminu-

(Suite page 4)

L'ATTEINTE AUX DROITS D'EXPRIMER LES IDEES!!!

Procès à trois militants du P.O.R.(T)

Le 19 juin (s'il n'y a pas de changement en cours de route) s'ouvre le procès à trois de nos militants, pour avoir distribué des tracts à la Conférence des Partis Communistes d'Europe, qui s'est tenue à Bruxelles, à la Tour du Midi il y a quelques mois.

Nous faisons un appel à toute l'opinion publique démocratique, aux militants et organisations de gauche et révolutionnaires, à faire des résolutions, à envoyer des télégrammes au juge et à venir à ce procès.

Ce procès, comme d'autres qu'intente le capitalisme contre des militants, doit être pris non pas comme une attaque particulière à trois personnes, mais comme une tentative de restreindre les droits démocratiques, garantis par la Constitution bourgeoise elle-même : le droit de défendre ses idées. Ils cherchent à créer des précédents, pour empêcher toute forme d'expression aux mouvements et partis ouvriers et révolutionnaires. C'est absurde ! De quel droit, les bourgmestres peuvent-ils faire des décrets interdisant la liberté de discuter dans leur commune ! C'est vouloir faire revenir en arrière la roue de l'histoire !

Le document que nos camarades distribuait est un texte de J. Posadas sur "la crise totale du capitalisme et le programme de l'Europe Socialiste". Il faisait un appel à l'unification du mouvement communiste mondial, à l'unification de l'URSS et de la Chine et posait quelles sont les tâches et activités nécessaires du mouvement communiste mondial dans cette étape de l'histoire.

Nous faisons un appel particulier au Parti Communiste pour qu'il charge un avocat de son organisation à participer au collège d'avocats qui va s'occuper de ce procès. C'est à l'occasion d'une réunion

(Suite page 4)

Le processus révolutionnaire en Europe et l'alternative de l'état révolutionnaire pour la construction de l'état ouvrier

29 - 9 - 72

J. POSADAS

Présentation

Nous rééditons ci-après ce document du camarade J. Posadas, publié une première fois dans « Lutte Communiste » en novembre 1072, compte tenu de la situation politique dans laquelle évolue tout le système capitaliste en Europe et en France en particulier après ces élections.

La perspective est en effet pour tout le mouvement ouvrier dé porter des coups irréversibles au régime et au fonctionnement capitaliste. Les conditions sont mûres nationalement et mondialement, économiquement et socialement pour substituer le socialisme au capitalisme. C'est le manque d'une direction révolutionnaire, les conséquences encore à cette étape dé 40 ans de stalinisme, de dizaines d'années d'opportunisme social-démocrate qui freine la construction d'une telle direction révolutionnaire qui permettrait d'en finir avec le capitalisme par des moyens révolutionnaires en s'appuyant sur la maturité des conditions objectives.

Le processus anti-capitaliste se développe dans ces conditions d'une manière hybride et inégale à travers un processus de réformisme révolutionnaire qui conduit le mouvement ouvrier, des secteurs petits bourgeois de la société, voire des secteurs de l'armée, à prendre une série de mesures portant atteinte au fonctionnement et à la vie du régime capitaliste, sans pour autant l'éliminer complètement. Cette situation de dualité des formes non capitalistes de développement et d'organisation des régimes capitalistes est analysée dans ce document du camarade Posadas, qui définit une telle situation comme celle d'un Etat révolutionnaire.

Nous appelons toute l'avant-garde communiste, socialiste, à mettre cette analyse en discussion, à en utiliser les conclusions pour élever la préparation conscient du mouvement ouvrier dans la lutte pour en finir avec le capitalisme, dans l'action pour construire une nouvelle direction révolutionnaire consciente du prolétariat.

L'Etat Révolutionnaire est la conclusion, le résultat d'un procsesus objectif. Il n'est déterminé par aucune direction. C'est un processus objectif dans lequel, indépendamment des directions, se réunit une série de facteurs. Il se crée une structure économique qui entraîne une partie de la société. Elle établit un degré, un moyen de développement de relations économiques sciales et politiques qui échappent au contrôle du système capitaliste et qui de par sa propre structure impulse et oblige à aller de plus en plus de l'avant. Les directions ne correspondent pas à la nécessité du progrès conscient vers l'Etat Ouvrier et de l'Etat Ouvrier au socialisme. C'est une étape intermédiaire entre l'Etat capitaliste et l'Etat Ouvrier.

A une autre étape de l'histoire un tel processus correspondait au bonapartisme. Mais même le processus bonapartiste le plus élevé n'a jamais atteint la même structure que l'Etat Révolutionnaire. Le gouvernement de Cardenas, par exemple, était un gouvernement bonapartiste. Kerensky voulait aussi constituer un pouvoir qui s'opposerait ou qui chercherait à s'opposer au tsarisme. Mais la solution ne consistait pas à éliminer le tsar, mais à en finir avec la guerre et faire la paix. Ce n'était possible qu'en prenant le pouvoir. Il ne peut plus y avoir maintenant de processus bonapartiste à la Kerensky.

Le processus de formation d'Etats Révolutionnaires a surtout lieu dans les pays arriérés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, dans lesquels l'irruption du processus révolutionnaire se produit surtout à travers des couches, des secteurs et des organes surgis dans le camp bourgeois, et non avec des organes venus du camp ouvrier. Les meilleurs exemples en sont le Pérou, la Bolivie et le Mexique.

Dans une situation comme celle du Chili, où il existe de grands partis communiste et socialiste, ce processus a impulsé une structure de l'économie qui échappe déjà au contrôle du système capitaliste. Ce n'est pas un gouvernement bonapartiste, car il n'a pas de doutes au sujet de là où il veut aller. Il est ferme et résolu quant à cela. C'est une direction politique qui aspire, cherche consciemment à aller vers l'Etat Ouvrier. Mais sa politique et son activité ne le conduisent pas aux changements et aux transformations nécessaires pour passer d'Etat capitaliste à Etat Ouvrier. Le gouvernement chilien a étatisé une série de branches importantes de l'économie mais la structure juridique du pays continue à être bourgeoise.

Tout Etat Révolutionnaire est défini indépendamment de sa direction. Il est défini par la structure, les relations économiques et sociales atteintes et les rapports entre celles-ci et la structure juridique. Indépendamment de qui dirige. Le Chili a étatisé une quantité d'entreprises importantes ; mais pas la terre. Même en l'étatisant, s'il ne renverse et ne détruit pas les structures juridiques existantes, il continuera à être un Etta Révolutionnaire. Par contre, si l'Etat Révolutionnaire, le Chili ou n'importe quel autre, détruit les structures juridiques bourgeoises, si sa direction est révolutionniare il peut devenir tout de suite un Etat Ouvrier. C'est ce que Lénine a fait.

Une telle transformation dépend de la direction et de son programme, indépendamment des délais. Même si, après un certain temps, ceux-ci comptent. Ce qui est le plus décisif, est le processus mondial, avec lequel toute direction d'Etat Révolutionnaire doit C'est un tout petit pays sans production compter. Panama en est un exemple. En soi, industrielle, et pourtant, il supporte et affronte les Yankees. Panama a connu un grand développement. Le produit de la circulation des devises, des invsetissements financiers que l'impérialisme a fait en utilisant ce qu'ils appellent la « zone franche ». Ne se réinvestit pas au Panama. Peut-être le capitalisme a-t-il eu l'intention d'y établir des industries clés. Panama n'a connu aucun développement industriel et le développement agricole est très faible.

LES CONDITIONS MONDIALES DÉTERMINENT LES CONDITIONS LOCALES

Rien n'est organisé, mais pourtant il résiste à l'impérialisme yankee ! Sur quoi s'appuie-t-il ? Sur le fait que l'impérialisme a besoin du canal, sur l'intervention de l'Union Soviétique, sur l'existence de Cuba et sur le processus révolutionnaire en Amérique Latine, qui ligote l'impérialisme. N'importe quel Etat Révolutionnaire doit compter avec ces facteurs. Ce sont les conditions mondiales qui permettent localement n'importe quelle action révolutionnaire, même si elles ne la déterminent pas. Sans parti, sans programme, sans audace, il n'est pas possible de profiter des conditions mondiales. Ce sont elles qui déterminent les conditions locales. L'existence du Parti qui voit cela, qui l'analyse et qui sait en profiter, unit la compréhension du procsesus mondial, qui limite et diminue la capacité d'action de l'impérialisme et du capitalisme et augmente par conséquent l'action des masses. Le parti limite la décision de la bourgeoisie, l'empêche de réaliser sa cohésion interne et permet à un petit groupe de triompher. C'est ce qu'a fait Lénine.

Le Pérou a étatisé les principales sources de production et déjà une partie de la structure juridique du pays n'est plus bourgeoise. Mais la conception juridique de la relation entre l'économie et la société continue à être bourgeoise, tant au Pérou qu'au Chili, mais davantage au Chili qu'au Pérou. Au Chili, la structure juridique de l'Etat capitaliste reste intacte : parlement, juges, armée, police ; tout est intact ! Au Pérou, il y a déjà des avances importantes. On a ôté à la bourgeoisie la propriété de la terre et lè gouvernement a déjà pris des mesures qui éliminent la légalité juridique de la propriété. Dans un certain sens, le Pérou est donc plus avancé que le Chili. Mais, globalement, le Chili est beaucoup plus avancé parce qu'il y a là un pouvoir conscient, qui peut avancer beaucoup plus, et qui va le faire, parce que les masses interviennent comme facteur essentiel.

Nous appelons ce processus Etat Révolutionnaire parce qu'il ne s'agit, ni d'un Etat Capitaliste, ni d'un Etat Ouvrier. Mais il a de par sa structure un dynamisme qui conduit ou bien à l'écrasement de l'Etat Révolutionnaire, ou bien à ce que le dynamisme gagne et oblige à avancer. Parce que déjà la structure détermine les liens économiques et établit dans la mentalité des gens, de la petite bourgeoisie surtout de la paysannerie, une conception sociale supérieure.

Ce processus n'est pas seulement possible au Chili, en Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Il peut se développer aussi dans un grand pays capitaliste comme l'Italie, où l'exemple du Chili peut se répéter. Il y a une similitude entre le Chili et l'Italie.

Le Chili est un pays relativement arriéré, mais un des fondements essentiels de ce retard est que le Parti Communiste du Chili est un Parti arriéré, « colonial ». Ce n'est pas un parti qui réponde aux nécessités de la dynamique du programme et de l'objectif révolutionnaire. Il n'y répond que de très loin. Il suffit de voir ce que veulent les masses, ce qu'elles sont disposées à faire et ce que font les communistes ! Ils sont en arrière des masses, très loin d'elles ! En Italie comme en France, peut se produire un processus dans lequel le Parti Communiste aille au gouvernement et étatise, en laissant intactes les institutions bourgeoises. Ce serait des institutions économiques étatisées, avec un pouvoir juridique bourgeois. Qu'est-ce que cela ? Un Etat Révolutionnaire !

Le processus d'Etat révolutionnaire peut se produire en France, en Italie comme en Angleterre. Nous devons voir quels mots d'ordre poser dans ce cas, même si ce processus ne dure qu'une semaine. C'est la technique de la tactique ! Ce sont les problèmes qui se posent à cette étape avec l'existence de 14 Etats Ouvriers, de 16 Etats Révolutionnaires et en l'absence d'une direction. L'impulsion de la révolution est immense, et la direction s'y oppose, la limite. Il faut alors intervenir avec les mots d'ordre qui permettent de regrouper les forces du moment pour progresser. Il ne s'agit pas de mots d'ordre à court terme, ou de gagner la direction, mais de faire agir le Parti et la nouvelle direction s'établit en cours de route. Il ne s'agit pas seulement de voir quelle tactique nous appliquons pour une période. NON ! Ce sont des consignes données, pour une étape particulière qui n'a jamais existé avant. Encore que le particulier soit en train de devenir une norme.

VERS UN ÉTAT RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE ET EN ITALIE

Dans le cas d'un gouvernement de « virage démocratique » en Italie, comme le proposent les communistes, ou même d'un gouvernement de gauche, dans le cas de constitution d'un gouvernement d'Union Populaire en France, quelles conditions s'établissent ? Que proposent le Parti Communiste et le Parti Socialiste en France ? Le passage des entreprises privées à l'Etat. C'est un progrès par rapport à l'Etat capitaliste, mais ce n'est pas un Etat Ouvrier ! Juridiquement, la structure du système capitaliste se maintient, mais pas économiquement, parce que cette mesure rompt l'hégémonie du système capitaliste et l'affecte profondément, même si des entreprises capitalistes continuent à se créer. Cette mesure affecte de telle manière le système capitaliste, qu'à bref délai la structure économique qui surgit de ces étatisations va exiger, ou bien l'étatisation des autres sources de production, et le changement, ou bien la mesure revient en arrière. Etant donné que la structure juridique est capitaliste, comment appeler cela ? Il faut le définir pour déterminer quelles sont les étapes.

L'impérialisme peut faire la guerre, mais cela ne modifie pas cette situation, ne modifie pas cette structure atteinte, ne l'altère pas.

Cela peut permettre une accélération dynamique du processus, de même que la guerre a accéléré le processus de la révolution en Russie. Il faut considérer la structure atteinte, ou possible à établir qu'elle soit économique ou politique. En France la structure qu'on atteindrait avec le triomphe de l'Union Populaire et l'application de son programme signifierait un coup très grand au système capitaliste. Mais ce ne serait pas sa destruction, parce que juridiquement, toute la structure bourgeoise reste en place. C'est cette structure qu'il faut détruire.

La condition essentielle pour passer d'Etat Capitaliste ou d'Etat Révolutionnaire a Etat Ouvrier est la démolition, le renversement des structures juridiques du système capitaliste.

Edition « REVUE MARXISTE »

Vient de paraître :

J. POSADAS

« La fonction des conseils d'usine, de quartier, d'école et de zone et la lutte pour le pouvoir »

(Sur demande à l'adresse du journal - Prix : 2 F)

Ce qui ordonne la pensée, le jugement, les orientations, sont les mesures déterminées par la conception anticapitaliste. Tant que la structure est cfapitaliste, la manière de penser, de décider, de déterminer en ce qui concerne la propriété et les rapports sociaux et économiques, est capitaliste. L'Union Populaire peut triompher, l'impérialisme peut intervenir, faire la guerre et même envahir la France, cela n'altérera pas les conditions qui existent. Cela peut rendre plus facile ou plus difficile l'action, mais ne l'altérera pas. Ce qui intéresse est de voir quelle situation révolutionnaire s'établit et quelles sont les limitations de cette action révolutionnaire.

Si l'Union Populaire triomphe en France l'impérialisme va essayer d'intervenir au moyen de l'OTAN ; mais l'Union Soviétique va elle aussi intervenir, l'U.R.S.S. ne peut permettre que l'impérialisme progresse en établissant des bases militaires, exerçant des pressions ou en faisant des progrès politiques en Europe, car cela affecterait directement toute sa structure et toute sa stratégie. C'est pour cette raison qu'elle mène la politique actuelle de « sécurité européene ». C'est une politique bureaucratique, mais qui tend à contenir la domination et l'intervention de l'impérialisme en Europe.

L'importance de donner cette qualification d'Etat Révolutionnaire provient de ce que cela détermine nos tâches. Si c'était seulement une qualification théorique, juridique ou politique cela n'aurait que peu d'importance, parce que les conséquences pratiques, pour ntore activité et notre tactique, seraient très réduites. Au lieu de cela, elles sont décisives, en Italie aussi bien qu'au Chili. En Italie, le Parti Communiste propose un gouvernement de « virage démocratique » qui est une invention ; et une mauvaise invention, qui cache, escamote le progrès de la révolution.

Nous proposons un gouvernement de gauche, avec un programme qui exproprie le grand capital et planifie la production destiné

(Suite page 4)

LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE ...

gagner la petite bourgeoisie organisée dans démocratie chrétienne, qui représente un ecteur très grand. Ce sont des ouvriers, des aysans, des employés, une partie de l'armée, ne partie des fonctionnaires de l'industrie atisée, ce qui représente une proportion ssez grande. Pour gagner ces secteurs et les ncorporer au camp de la révolution, pour u'une fois incorporé à ce camp, ils y élèvent ur compréhension et leur décision historique, ous proposons le gouvernement de gauche. lais si le Parti Communiste était disposé à ener de l'avant la politique révolutionnaire, ous proposerions directement la lutte pour pouvoir. Le Parti Communiste ne veut pas. ls'oppose à cette conclusion.

Alors, il faut décider tout de suite ! Ce 'est pas demain, mais tout de suite qu'il faut écider ! Sinon, l'étape passe. Il faut donc giter le mot d'ordre qui permette de mettre a mobilisation toutes les forces de la société d'avancer. Dans le cours de cette avance. faut influencer la gauche de la démocratie chrétienne. C'est pour cette raison que nous proposons : Gouvernement de gauche ! Par contre, le « gouvernement de virage démocratique » que pose le Parti Communiste est une limitation qui ne gagne pas la petite bourgeoisie, mais, au contraire, la maintient dans le camp bourgeois.

Cette situation de « gouvernement de gauche » peut se produire en Italie. Dans ce cas, il ne s'agirait pas d'un Etat Ouvrier, ni d'un Etat capitaliste, même si juridiquement, ça l'est encore. En France, si les socialistes et les communistes gagnent avec l'Union Populaire, avec le programme qu'ils ont, et étatisent les principales sources de production, mais sans transformer la structure de l'Etat, celui-ci juridiquement continuera à être un Etat Capitaliste ; non pas parce qu'il y existera de grandes entreprises capitalistes, mais parce que toutes les institutions juridiques et la structure de l'Etat seront encore bourgeoises. Comment appeler ce phénomène ? Ce n'est pas du bonapartisme !

L'ÉTAPE ACTUELLE EST LE RÉSULTAT DU RETARD DU P. C.

Il faut qualifier cette étape. C'est ce qui nous permet d'agiter les mots d'ordre, d'établir le programme et les objectifs qui permettent de passer d'une étape concrète à l'Etat ouvrier. Le mot d'ordre qui surgit de la définition d'Etat Révolutionnaire et d'impulser ceux qui dirigent l'appareil d'Etat, mais sans séparer cette impulsion de l'agitation et de la mobilisatino des masses. Il s'agit d'agiter le programme, et de développer une actvité qui combine la pression, l'agitation, la propagande adressée à la direction qui est au pouvoir et qui est communiste, socialiste et petite bourgeoise, en l'accompagnant de la mobilisation des masses, non pas contre le gouvernement, pour le renverser, mais pour l'impulser, ou à un moment déterminé passer au-dessus de lui. Non pas en le traitant en ennemi, mais en organisant une nouvelle direction.

Si c'était un gouvernement capitaliste, nous ne ferions pas cela, nous le renverserions. Or, nous ne nous proposons pas de renverser ni le gouvernement de Velasco Alvarado, ni celui d'Allende, mais nous ne nous soumettons pas aux intimidations de leur politique et de leurs objectifs.

C'est ce processus qui est en train de se développer de façon régulière dans presque tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. C'est une étape qu'il ne sera pas possible d'éviter parce qu'elle est la conséquence de la faiblesse et du retard colonial des P.C. de ces pays. Ils en sont la cause. S'ils avaient développé une politique révolutionnaire, les masses se seraient incorporées à la politique révolutionnaire. Cela n'aurait pas supprimé l'étape du gouvernement nationaliste petit-bourgeois, mais celle-ci aurait été courte, très courte.

Par contre, comme les P.C. ne se sont pas développés, et n'ont pas fonctionné comme des partis de masse, comme leur politique allait contre le processus révolutionnaire, comme ils étaient nuls quant à la capacité de l'interpréter, ils n'ont pas compris le mouvement des masses tel qu'il se développait à travers les mouvements petits-bourgeois et bourgeois-nationalistes, et certains de gauche, comme Peron, dans sa première étape, comme Velasco Alvadaro, Torres et, avant eux, Cardenas. Les partis communistse n'ont pas compris qu'il s'agissait de toutes les structures économiques, politiques, ment capable de résoudre tous les problèmes de théoriques, pratiques pour organiser le mouvel'arrièrement de ces pays, en mobilisant les masses ouvrières et paysannes, en résolvant en même temps les tâches démocratiques bourgeoises au moyen de la révolution prolétarienne.

C'est pour cette raison qu'il y a maintenant une telle étape. Elle n'était pas absolument indispensable. C'est le résultat du retard des partis communistes. Cette montée, ce développement de la révolution en Amérique Latine, en Afrique, en Asie pèse et exerce une influence immense sur les P.C. locaux, dans chaque pays, et en général à l'intérieur des Etats ouvriers. Cela développe des conditions, des crises intérieures qui secouent les cadres, les militants, les dirigeants et suscitent en eux la préoccupation logique de comprendre : pourquoi un tel processus d'Etat révolutionnaire a-t-il lieu ? Ce qu'ils ne comprenent pas c'est la structure ! C'est la structure mondiale qui fait que le capitalisme mondial n'a pas pu et ne pourra pas empêcher de tels processus. C'est la structure mondiale qui fait que le capitalisme mondial n'a pas pu et ne pourra pas empêcher de tels processus. Les P.C. ne comprennent pas cela.

Les directions des Etats ouvriers sont par contre obligés de le comprendre, principalement celle de l'U.R.S.S. et de Cuba. Sans avoir intégralement compris et assimilé ce processus, la direction de la révolution cubaine a développé une politique qui fut à ses débuts celle des commuinstes puis a changé et a adopté la politique de la révolution permanente. Cela de par la combinaison de facteurs économiques, sociaux, politiques, de la crise du système capitaliste et des besoins de la politique de l'Union Soviétique.

Cuba est passé d'Etat semi-colonial à l'Etat ouvrier, sans aucune étape stable de révolution démocratique bourgeoise. Au contraire. Cette révolution démocratique bourgeoise que Fidel Castro a voulu réaliser avec Urrutia et Grau Sanmartin, a échoué. C'est une lutte entre eux qui s'est développée. Cette brève lutte contre Grau Sanmartin et Urrutia correspond à la révolution démocratique bourgeoise. Tout juste cette brève période. Fidel Castro n'a pas compris cela. A l'inverse, il aurait aidé à la généraliser et aurait dit : « C'est vrai, nous avons fait la révolution démocratique bourgeoise au cours de la période de lutte contre Urrutia ». La durée ne compte pas.

En Russie la révolution démocratique bourgeoise a duré 7 mois ; à Cuba, moins d'un an, beaucoup moins. Au jour suivant a commencé la lutte pour prendre le pouvoir. Le processus de la révolution démocratique bourgeois donne un point d'appui pour instaurer l'Etat ouvrier, grâce aux grandes mobilisations de toutes les masses. Sans celles-ci, Fidel Castro n'aurait pas triomphé. Il n'y a pas eu à Cuba, d'Etat révolutionnaire car le processus s'est développé sans interruption, partant de la lutte armée pour conquérir le gouvernement. Là même s'est produite la dispute, la lutte pour l'Etat ouvrier. Voilà pourquoi il n'y a pas d'Etat révolutionnaire, ni même durant une brève période. A peine Fidel Castro avait-il commencé à assumer le pouvoir qu'il étatisa tout et passa directement à l'Etat ouvrier.

Ce sont là des problèmes vitaux pour cette étape. Il faut y prêter attention et élever la compréhension, assimiler théoriquement et politiquement un tel processus. En effet, de telles situations vont se reproduire dans d'autres pays, mais les étapes seront plus courtes qu'à Cuba, beaucoup plus courtes.

29-9-72 - J. POSADAS.

LA CONTESTATION DES SOUS-OFFICIERS MONTRE LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME ET LES CONDITIONS POUR LE FRONT DE LA GAUCHE.

Il faut donner beaucoup d'importance à l'attitude des sous-officiers de l'armée belge qui ont établi une plate-forme de revendications salariales, de diminution des heures de travail et qui demandent à être considérés comme des agents des Services Publics. Pour faire valoir ces revendications, ils ont voulu manifester dans les rues, et malgré l'interdiction du ministre Van den Boeynants, ils ne se sont pas avoués vaincus et occupé les places du public au Parlement, en signe de protestation.

Pour agir ainsi quand on est militaire, il faut pas mal de résolution et d'audace. Il faut affronter tout l'appareil hiérarchique de l'armée. Si les militaires agissent de cette façon, c'est parce que, eux aussi, renoivent l'influence de la révolution mondiale, du progrès des masses, de tout le climat social de combat contre le capitalisme qui existe en Belgique et qui exprime, à son tour, un aiguisement très grand de la lutte de classes dans toute l'Europe et le monde. Les militaires, au lieu d'utiliser les voies hiérarchiques pour se faire entendre, ont voulu sortir dans la rue. Ils sentent que les moyens "habituels", ne leur permettent pas d'obtenir satisfaction. Ils veulent entrer en contact avec la population, ils veulent sortir de "la solitude l'uniforme" — comme l'analyse le camarade Posadas à propos des militaires portugais (voir "le processus mondial de la révolution socialiste, l'armée, les masses, et l'effondrement du fascisme au Portugal — Lutte Ouvrière n° 217). Ils veulent entrer en contact avec les gens des quartiers, en sentant que la population va les appuyer. Le ministre Van den Boeynants a interdit toutes leurs manifestations, parce que la bourgeoisie voit cette crise avec une grande inquiétude ! elle a peur que s'établissent des liens, une communication entre la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, les ménagères, les étudiants et les militaires.

Les revendications posées par ces militaires, les méthodes qu'ils utilisent, sont inspirées par celles de la classe ouvrière. Ils montrent qu'ils n'ont plus confiance dans la fonction de l'armée. Ils considèrent l'Etat comme un patron. Donc ils le voient comme un adversaire, un ennemi possible. Ils se sentent des exploités et non plus des "défenseurs de la patrie". Et quand on est exploité il faut se battre. Ils font comme les militaires suédois qui — par la bouche même d'un général ! — proposent d'être intégrés aux Services Publics, de fonder une armée sur la base de milices populaires et non de caserner et de mettre de côté les armes atomiques comme inutiles et malfaisante et coûteuses.

L'armée belge, comme instrument du capitalisme et de l'impérialisme américain, prépare les militaires à affronter les armées soviétique et des autres pays socialistes. Elle les montre comme des barabres, des envahisseurs, des destructeurs de "la noble patri". Mais les militaires, comme toute la population, ont vu que ce sont les armées capitalistes qui ont assassiné et détruit les populations dans les colonies ; entre autres, l'armée belge au Congo. Ils voient aussi que les armées capitalistes sont mises en déroute partout dans le monde. Et en particulier, l'armée de l'impérialisme yankee qui, malgré toute sa force, sa puissance technique, a été vaincue par la lutte héroique des masses du Vietnam, avec l'aide des pays socialistes. Les militaires voient aussi que l'Union Soviétique et les autres Etat ouvriers sont supérieurs, dans leurs relations humaines, et aussi sur le plan militaire et social.

Les militaires voient, au travers de l'intervention, de l'influence que sur eux toute la lutte de la classe ouvrière, la supériorité sociale de l'Etat ouvrier. Par contre, la barbarie vient des gouvernements capitalistes qui ordonnent les assassinats, les guerres dans le monde entier, qui sont responsables de la sécheresse, des famines, de la pollution. Les conditions de vie des populations deviennent de plus en plus difficiles, les produits de consommation s'altèrent, les prix augmentent, le chômage se développe, les usines ferment, la pollution empoisenne l'atmosphère, l'eau, les aliments. Tous ces problèmes n'existent pas dans les Etats ouvriers. Pourquoi se battre contre ces pays ?

Cette attitude des sous-officiers belges est aussi une conséquence de l'effondrement du fascisme au Portugal et du comportement de l'armée portugaise qui a participé à cet effondrement, qui, dans une part très importante, s'est unie à la

Suite page 4

Presse Trotskiste

EDITIONS REVUE MARXISTE : en Espagnol, Italien, Français, Anglais, Suédois, Allemand, Arabe, Grec et Perse

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

POUR UN PROGRAMME. (Suite de la page 1)

tion substantielle du temps de travail et d'amélioration des conditions de vie ! pour l'étatisation sous contrôle ouvrier des entreprises qui refusent de tenir compte de la dignité des travailleurs, de leur droit au travail ! Front unique avec les militaires qui réclament des salaires dignes, un statut de fonctionnaire des services publics et des droits syndicaux et démocratiques ! Front Unique ouvrier, de Flandres et de Wallonie, et entre tous les secteurs industriels pour faire avancer ce programme !

Le capitalisme belge, et mondial, l'impérialisme yankee, sont en train de se préparer pour une autre issue que la simple lutte pour tenir un gouvernement, garder une majorité au Parlement. Les militaires qui se rebellent dans l'armée belge montrent la décomposition du capitalisme. Mais l'armée en tant qu'institution ne va pas s'effondrer d'elle-même. Le capitalisme se prépare à la guerre, parce qu'il épuise de plus en plus rapidement tous les autres moyens pour se maintenir au pouvoir. Les évènements d'Irlande du Nord sont des préparatifs de guerre : les commandos protestants, sont des commandos fascistes qui paralysent toute une région par la terreur et avec l'aide d'une partie de l'armée anglaise qui est responsable directe des attentats, des explosions, des bombes neurtrières. Le capitalisme, l'impérialisme américain entretiennent des équipes dans cette activité comme préparatifs pour la guerre mondiale. Ils font la même chose avec la Junte fasciste au Chili, avec les militaires en Israel. C'est eux qui ont provoqué la crise en Allemagne avec la démission de Willy Brandt (voir article de J. Posadas dans ce numéro de L.O.). Ce sont les mêmes qui font sauter des bombes en Belgique, comme celles de ces autos piégées devant les agences Iberia. Quelle que soit les personnes qui ont fait cette action immédiatement, elle répond à une nécessité du capitalisme mondial — et de la grande bourgeoisie belge en particulier, dont le gouvernement est le représentant. — Nous appelons tout le mouvement ouvrier à dénoncer les responsables de tels attentats ! à dénoncer les objectifs qu'ils visent ! et à riposter à ces tentatives exaspérées du capitalisme, par l'organisation de l'offensive de la classe ouvrière, de toute la population travailleuse, pour imposer les revendications et mettre sur pied le front de la gauche contre le capitalisme.

L'ATTEINTE... (Suite de la page 1)

communiste que nos camarades ont été arrêtés. De quel droit le capitalisme peut-il empêcher de distribuer des tracts, quand il ne poursuit même pas en justice pour vol les membres de l'ambassade américaine à Bruxelles, qui ont fait des détournements de milliers de dollars et qui restent impunis ! Pour la bourgeoisie on est plus honorable quand on vole des millions que quand on distribue un document qui développe des idées de progrès. De toutes façons, ce sont eux qui vont perdre. Un régime fasciste, assassin comme celui du Portugal a été mis à la porte d'un coup de pied. C'est la même perspective qui attend la bourgeoisie belge.

Nous faisons un appel également aux militants socialistes, au PSB, aux Jeunesses Socialistes aux syndicats à participer à la défense de nos camarades, à envoyer un avocat, des témoins au procès, parce que cette attaque aux droits d'expression écrite, vise la même chose avec le droit d'expression orale, par la grève ou l'action. Il faut envoyer des télégrammes au juge, dès maintenant, pour pressionner, faire sentir que nous sommes disposés à nous battre comme le fait la classe ouvrière dans les usines, les étudiants dans les écoles. Toutes ces mesures sont unies aux plans de la bourgeoisie, à la nouvelle loi Van den Boeynants, au projet Vanderpoorten, Vranckx etc... Les empêcher de gagner ce procès, c'est déjà lutter contre ces projets de lois, entraver leur objectif.

La bourgeoisie fait tout cela parce qu'elle ne peut même plus permettre le libre jeu des idées, au milieu de toute sa décomposition et ses luttes internes. Elle montre sa faiblesse et la diminution grandissante de sa base sociale d'appui. Il faut voir que ce procès se tiendra dans cette situation et le prendre comme une partie de la lutte pour dénoncer la pourriture et les escroqueries du capitalisme.

Pour l'acquittement des camarades ! pour l'élimination de ces décrets communaux !

LA REBELLION DES SOUS OFFI-

population, à la classe ouvrière pour organiser les droits démocratiques, et qui participe même aux meetings du Parti Communiste. Alors, pourquoi les militaires en Belgique ne peuvent-ils pas avoir le droit de revendiquer des conditions de vie convenables, de se syndiquer, d'avoir les droits démocratiques comme n'importe quel citoyen !

Tout le mouvement ouvrier doit aidé ces militaires à obtenir leur revendications. Les Partis Ouvriers et les Syndicats doivent se préoccuper des militaires et leur faire des appels à appuyer un programme d'unification des partis ouvriers et des Syndicats, un programme anticapitaliste. Il faut exiger tous les droits syndicaux et politiques, droit de réunions, à ces militaires et aussi à tous les miliciens. Il faut discuter l'incorporation des militaires aux Syndicats ouvriers de la CGSP, comme tendance, avec le droit de grève. Il faut discuter que les soldats aient le droit de refuser d'obéir à un ordre lorsque celui-ci porte atteinte à la dignité

Dans la campagne contre le projet d'armée de métier, de Van den Boeynants, il faut discuter ces points de programme, et faire des appels aux soldats et militaires. Cela doit faire partie de la campagne contre VdB. Il faut profiter de la crise de décomposition de l'armée et chercher à gagner des militaires à une perspective socialiste. Dans toutes les assemblées ouvriers, dans les assemblées syndicales, il faut faire des appels aux militaires à refuser de participer à la répression que va préparer le capitalisme, à s'organiser dans les Syndicats Ouvriers. Les portes des Syndicats doivent être ouverte pour permettre aux soldats et militaires de faire des réunions. Il faut faire une discussion dans toutes organisations du mouvement ouvrier, sur le rôle et la fonction de l'armée, et comment gagner des soldats et militaires à l'avenir socialiste. Il faut discuter les expériences historiques de la Révolution Russe, de la Révolution Chinoise ; Dans toute révolution, des soldats sont gagnés par les masses. Cela neutralise une partie de l'armée et l'affaiblit, sans toutefois la detruire complètement.

Nous faisons un appel aux militants communistes, aux militants socialistes à discuter cela dans tous les ieux de travail, dans les sections, et les cellules de leur Parti. Nous invitons également les groupes gauchistes à discuter cela, et à tirer les conclusions des éclecs de leur dernières manifestations contre VdB, parcequ'ils n'ont pas donné d'explication du processus du Portugal. Ils posent comme mot d'ordre : Brésil, Chili, l'armée est la même partout ! Et le Portugal ! Il est nécessaire de faire une large discussion sur ce thème, et dans toutes les organisations ouvrières, démocratiques et révolutionnaires. Le 27 Mai 1974

LES GREVES A CHARLEROI

Nous saluons toutes les grèves qui se déroulent, et se préparent, actuellement à Charleroi. Elles font partie de l'avance de la lutte classe contre classe qui s'élève dans tout le pays. Déjà aux ACEC, le capitalisme montrait qu'il cherche à faire une épreuve de force, une attaque de front contre la classe ouvrière, en organisant le lock-out, en attaquant les droits syndicaux dans l'usine, en procédant aux licenciements arbitraires. La grève gnérale de 4 semaines, où les ouvriers ont maintenu leur unité entre Westinghouse et CDC, sans failles, a fait reculer le patronat. La même chose pour le camarade licencié de Multipane qui a été réintégré dans l'entreprise grâce à l'action décidée et unie des ouvriers verriers.

Toutes les luttes des travailleurs de Charleroi sont encouragées par tout le progrès de la classe ouvrière dans les autres pays d'Europe : le triomphe du "NON" en Italie, le progrès de la gauche en France — qui a triomphé avec 49,3 % des voix, alors que les jeunes de 18 à 21 ans ne pouvaient pas voter et étaient à 75 % pour Mitterand ! — La liquidation du fascisme au Portugal, après 48 ans de répression, d'assassinats, de élimination de tous les droits démocratiques de la population, marque aussi une nouvelle étape pour toute la classe ouvrière. Au Chili, la bourgeoisie et l'impérialisme américain ont assassiné des pillièrs de militants ouvriers et syndicaux, mais ils ne parviennent pas à stabiliser leur pouvoir et tout se retourne contre eux.

Dans cette situation, le triomphe de la grève de la verrerie est très significatif : il montre une profonde décision de l'avant-garde ouvrière, des militants socialistes, communistes, trotskystes, révolutionnaires d'autres tendances, des militants de "La Nouvelle Défense", de se centraliser, de se mobiliser avec l'objectif de défendre et d'augmenter les droits syndicaux, de faire fonctionner la démocratie syndicale, comme une condition essentielle pour organiser la lutte et gagner. Sans le fonctionnement de cette démocratie, on ne peut maintenir l'occupation de toutes les verreries, l'activité des comités de grève dans chaque usine. Dans ces comités, la délégation syndicale n'était même pas majoritaire. C'est un aspect important de la lutte : la délégation représente les ouvriers syndiquées ; dans la grève tous les travailleurs se retrouvent ensemble, syndiqués et non, et il y a une disposition à participer, à diriger, à organiser. L'importance de cette grève, c'est qu'elle montre le niveau de décision, non seulement en verrerie, mais dans toute la classe ouvrière. Les nombreuses mobilisations qui ont eu lieu dans les usines métallurgiques et sidérurgiques l'ont montré aussi, comme la grève de Caterpillar, la lutte des ouvriers de Hanrez, est un exemple de l'action pour défendre les salaires et les conditions de travail, mais en même temps, c'est une lutte très importante contre l'appareil bureaucratique, vendu au patron, qui compose délégation, à part quelques exceptions. Les ouvriers, doivent affronter le patronat le plus résistant (le directeur de Hanrez est président régional de Fabrimétal). Mais pour mener cette lutte, ils doivent éviter toutes les manoeuvres de sabotage de la direction syndicale. Après discussion, les ouvriers décident de ne plus faire d'heures supplémentaires, et ce sont les délégués syndicaux eux-mêmes qui poussent des ouvriers à continuer à en faire ! Il faut en finir avec tous ces appareils rétrogrades, du siècle passé, que sont ces bureaucrates, et imposer le fonctionnement démocratique du syndicat. Les militants d'avant-garde-trotskystes, communistes, socialistes, chrétiens aussi — sont en train d'organiser l'affrontement contre cet appareil de la bureaucratie à Hanrez, qui s'accroche à ses positions parce qu'il a l'appui du patron dans l'usine, et parce qu'il est protégé par la Fédération syndicale. Davister et Camarata savent très bien la situation dans l'usine. Au lieu de venir renforcer les travailleurs, de faire des assemblées, ils s'enferment dans le bureau syndical et négocient entre eux. Si les dirigeants syndicaux opposent cette résistance dans l'usine, c'est parce qu'ils comptent sur tout un appareil dans les autres entreprises de la région et sur la Fédération. La lutte des ouvriers de Hanrez est donc très importante pour tous les travailleurs de la métallurgie et de la sidérurgie, pour faire sauter ce barrage à la démocratie syndicale, à la volonté et au désir de combat de la classe ouvrière !

Les grèves comme celle des verreries vont, elles aussi, stimuler la discussion dans le mouvement syndical, pour imposer un fonctionnement démocratique et en même temps : comment faire pour garantir les avantages conquis au patronat, comment étendre le programme et les objectifs syndicaux vers un programme anti-capitaliste, unissant tous les secteurs de la classe ouvrière, et capable d'affronter la crise du capitalisme. Il faut s'appuyer sur tout cette force exprimée dans les grèves, pour mener la discussion pour un Programme Commun et le Front de la gauche, comme en France, comme, en partie, au Luxembourg : un programme qui garantit la valeur des salaires, d'étatisations, de contrôle ouvrier.

Le capitalisme essaie de s'appuyer sur le nouveau gouvernement, pour prendre des mesures défavirables à la population, pour essayer de porter des corps à la classe ouvrière. Les luttes dans les usines sont une première réponse, très importante. Mais il faut en même temps mener une discussion pour développer des organismes ouvriers, pour organiser la gauche syndicale, pour influencer la gauche socialiste, le Parti Communiste, pour faire progresser l'unification syndicale, et le front de toutes les tendances de gauche — communistes, socialistes, chrétiens de gauche, trotskystes, et syndicats, sur la base d'un programme anticapitaliste : garantie des salaires par l'échelle mobile des salaires sous contrôle ouvrier, garantie du travail par l'échelle mobile des heures de travail, le contrôle ouvrier sur l'embauche, les 36 heures, un plan de nationalisations des grandes entreprises et d'investissements de l'Etat pour créer des industries en fonction des besoins de la population ! le 28 mai 1974

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

LA RENONCIATION DE BRANDT, L'IMPERIALISME YANKEE ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DANS LE PARTI SOCIALISTE

9 mai 1974 page 2 **J. POSADAS**

LA COMMUNE DE PARIS ET LE PROCESSUS ACTUEL DE LA LUTTE DE CLASSE

23 mai 1974 pages 3 et 4 **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 12 juin 1974 n° 219 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Procès à trois militants (en page 4)

VIENT DE PARAITRE :

LA COMMUNE DE PARIS ET LE PROCESSUS ACTUEL DE LA LUTTE DE CLASSES
23 mai 1974 J. POSADAS

L' EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L' ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS
7 février 1974 J. POSADAS

L'élargissement du gouvernement et l'organisation de la gauche

EDITORIAL

L'élargissement du gouvernement Tindemans n'est que la recherche de la part de la bourgeoisie d'une majorité au Parlement et au Sénat, de faire passer les lois et décrets de répression, de limitation des droits, de mobilisation et d'action de la classe ouvrière, d'organisation de solidarité ; mais elle cherche aussi une stabilité, même minime, pour avoir l'assurance de pouvoir prendre des mesures économiques, sociales en vue de porter atteinte aux petits revenus, c'est à dire, à la population exploitee.

Les mesures économiques, prises dès maintenant, vont dans ce sens : l'augmentation des taux d'intérêts pour les prêts, la préparation du bloquage des salaires, la diminution des dépenses de l'Etat, sont des attaques contre les petits salaires. Ce ne sont pas les salaires des ministres qui vont diminuer, mais les dépenses servant à la population, telles que les subsides pour la construction de l'hôpital de Liège qui ont été retirés cette année.

Toutes ces mesures, de toutes façons, ne sont qu'un palliatif à la profonde crise que le capitalisme provoque, et dont il est le responsable. La classe ouvrière, la gauche socialiste, les chrétiens de gauche, n'ont rien à voir avec cela. Il faut faire un appel, et nous appelons la gauche chrétienne pour qu'elle s'organise en se rendant indépendante du PSC. Celui-ci, dans ce gouvernement comme dans les autres, ne fait qu'accentuer son caractère réactionnaire, anti-populaire. En un mot, il est le parti qui défend les intérêts de la classe qu'il représente : le capitalisme.

Camarades de la gauche chrétienne : c'est se mentir à soi-même que de croire que vous pourrez faire changer le PSC, parce qu'on vous laisse modifier l'un ou l'autre paragraphe dans un congrès. D'autres partis démocrates chrétiens — comme celui de Frei au Chili — avaient un programme encore plus "populiste". Il avait même la réforme agraire à son programme ; mais il n'a pas hésité à faire massacrer des milliers d'ouvriers, au travers de la Junte militaire. C'est bien le Parti démocrate chrétien qui a servi de couverture au coup de militaires assassins. Pour prendre un autre exemple plus proche de la Belgique : c'est le Parti Social Chrétien en Italie qui tolère les fascistes et s'associe à eux : dans le récent referendum pour le problème du divorce, la démocratie chrétienne a fait un front unique bien clair avec les néo-nazis. Ceux-là mêmes viennent de commettre des attentats criminels contre des meetings populaires. On ne fait rien au gouvernement pour fermer leurs locaux ! A l'aéroport, la police fouille bien tout le monde, de peur de "l'infiltration" d'un palestinien. Mais les fascistes ont les mains libres.

Est-ce qu'en Belgique, la situation est différente ? pour le moment, les projets anti-populaires ne sont qu'en préparation. Mais comment est-il possible de déloger du PSC des dirigeants comme le ministre de la défense Van den Boeynants, et tous ceux qui organisent les projets tels que celui sur l'armée de métier.

Il faut une action commune, sur la base d'un programme anti-capitaliste, entre la gauche chrétienne, les communistes, les socialistes, les syndicats et les tendances révolutionnaires, et sur la base de la mobilisation de toute la classe ouvrière, pour faire échec aux plans Van den Boeynants et autres, mais aussi, pour imposer un gouvernement de gauche.

Il faut mener cette tâche de l'avant, dès maintenant ; c'est le moyen de répondre et de contenir les provocations de la gendarmerie, comme son action à Charleroi, d'arrêter un autocar d'ouvriers des verreries de Mol, qui venaient discuter la grève avec ceux de Gilly. Le gouvernement Tindemans est responsable de ces actions ; il se permet de pareilles attitudes parce qu'il compte encore sur la passivité du PSB dans l'opposition. Et parce que la bourgeoisie compte sur la droite du Parti Socialiste. C'est pourquoi, Tindemans continue à faire des appels à la droite socialiste pour participer au gouvernement. Il compte sur le fait que la droite a du poids au sein de l'appareil et, dans une lutte d'appareil, oblige le reste du Parti à accepter une nouvelle participation gouvernementale.

Il ne faut pas oublier le coup de la droite en Allemagne contre Willy Brandt. Les histoires d'espions, ils les connaissent tous depuis des années. S'ils utilisent cette affaire maintenant, c'est pour aller plus loin, contre la gauche. Nous appelons les Jeunesses Socialistes, les militants de gauche du PSB à s'appuyer sur la résolution et les récents triomphes de la classe ouvrière pour organiser, à partir des sections socialistes d'entreprises, la riposte aux attaques et aux plans économiques du gouvernement Tindemans. Là où il n'y a pas de section d'usine, il faut distribuer des manifestes, intervenir sur les problèmes des usines, sur la démocratie syndicale, sur les luttes ouvrières etc...

C'est dans tout le pays que des luttes importantes sont en préparation. Elles sont unies à tout ce qui se passe dans le reste du monde. Si les dirigeants socialistes ne sentaient pas cette influence, ils n'iraient pas en Yougoslavie, ils ne participeraient pas au Congrès d'un Parti Communiste ! Justement ce congrès vient de prendre des résolutions visant à éliminer la bureaucratie du Parti et de l'Etat ouvrier. Tito lui-même déclare en réponse à une question insidieuse d'un journaliste demandant si la Yougoslavie ne redoutait pas une invasion soviétique : "ce n'est pas de là que viendront les attaques". Il pose la discussion en termes de lutte classe contre classe, système contre système. C'est à cette discussion qu'ont participé Cools et Van Eynde ! C'est pour chercher des points d'appui dans la discussion contre le secteur du PSB le plus lié à la bourgeoisie belge.

L'incorporation du Rassemblement Wallon au gouvernement, marque le commencement de la lutte du RW, comme des autres partis communautaires. Ils pourront vivre encore, par inertie, mais leur appui à la politique de droite du gouvernement ne fait que les enfoncer encore plus. C'est tout cela qui est inclus dans le progrès du PSB aux dernières élections.

Le triomphe du Parti Socialiste au Luxembourg, sur la base même d'une rupture de la droite sociale démocrate, est un enseignement significatif pour tous. Il ne faut pas craindre de mener une lutte à fond, mais si la droite menace de faire une rupture, c'est elle qui va perdre ; ici c'est la même chose. Loin de faire du tort au parti, la lutte ouverte ouvre la porte à une radicalisation des positions et va rencontrer l'appui de la classe ouvrière. De même, si la gauche chrétienne se lance à structurer un parti chrétien de gauche, elle ouvri les portes au front de la gauche dans le pays où elle est déjà majoritaire.

Nous appuyons les revendications que la FGT et la CSC veulent imposer pour faire face à la vie chère, telles que l'indexation des barêmes fiscaux. Mais cela va-t-il résoudre les problèmes de l'inflation ? du coût de la vie, du chômage ? Nous croyons que la lutte pour les points proposés par le Front Commun est nécessaire, mais qu'il faut, en même temps, poser que la solution à la crise capitaliste, se trouve dans la lutte pour imposer la gauche au pouvoir. Il faut mener cette campagne dans les plus brefs délais. Evidemment, il faut s'organiser, ne "pas être impatients". Mais s'organiser signifie ne pas refuser les possibilités de luttes et d'unification quand elles se présentent. Par exemple : à Charleroi, c'était possible de commencer une grève générale, entre plusieurs secteurs d'industrie : dans les verreries la grève était totale entre ouvriers flamands et wallons ; on pouvait faire démarrer celle de Caterpillar et des ACEC en même temps, au lieu de faire des grèves échelonnées, une semaine après l'autre !

Pour répondre aux provocations de la gendarmerie : les syndicats doivent immédiatement réagir ! ne pas tolérer de telles mesures arbitraires ! Les partis ouvriers doivent faire la même chose. Nous appelons les militants dans les usines à s'organiser, pour imposer dans chacune de leurs organisations, cette mobilisation. Si on les laisse faire, à la prochaine grève générale, ils viendront avec des chars. Même au Portugal, la police n'arrête pas les autocars quand les gens vont manifester ! Et dans ce pays "dit démocratique", on arrête les gens et on les conduit à la caserne ! Il faut en finir avec tout cela ! il faut organiser la lutte pour imposer les revendications de la classe ouvrière et, dans l'immédiat, répondre comme la classe ouvrière l'a fait en Italie, avec une grève générale dans tout le pays, pour riposter à l'attentat des fascistes !

6.6.74

METALLURGIE: Hanrez victoire partielle, mais importante.

LA FORTERESSE DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE EST FORTEMENT EBRANLEE !

CONTINUONS LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS ET POUR UNE DELEGATION SYNDICALE REPRESENTANT REELLEMENT LES TRAVAILLEURS !

Nous saluons la lutte courageuse et la victoire que les travailleurs ont acquis chez Hanrez. Les résultats directs de la convention sont déjà clairs : les 5 F., les 6,5 %, l'augmentation pour les jeunes : c'est beaucoup plus que tout ce que la délégation syndicale était prête à accepter au début. Ce résultat a été acquis par votre combat et par lui seul !

Mais un résultat tout aussi important, c'est d'avoir réussi à forcer la main au petit noyau de responsables syndicaux, dévoués et soumis au patron. La délégation a dû remettre un préavis de grève parce que les ouvriers l'ont forcée à le faire ! et non pour "faire pression sur le patron". C'est la première fois depuis 30 ans que cela arrive. Elle a dû appeler à son secours les permanents du Front Commun. Elle a dû faire plus d'assemblées en 15 jours qu'elle n'en avait convoquée en 2 ans !

QUELQUE CHOSE A DEFINITIVEMENT CHANGE CHEZ HANREZ !

La lutte pour la démocratie syndicale, pour renouveler tout le fonctionnement et la structure féodale du syndicat est tout à fait liée à la lutte pour les salaires, pour de meilleures conditions de travail et à la préparation des "grandes batailles". Les travailleurs prennent confiance dans

(**Suite page 4**)

LA RENONCIATION DE BRANDT, L'IMPERIALISME YANKEE ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DANS LE PARTI SOCIALISTE

9 mai 1974

J. POSADAS

PRESENTATION

Cet article du cde J. Posadas a une importance particulière pour la discussion de l'organisation de la gauche en Belgique, où la structure du Parti Socialiste a des similitudes avec celle du SPD d'Allemagne. La "démission forcée de W. Brandt a été très peu discutée dans la gauche, tant communiste, que socialiste, ici. Du moin publiquement. Mais elle préoccupe intérieurement tous les militants et dirigeants socialistes qui cherchent à faire avancer le Parti comme un instrument de lutte conséquent contre le capitalisme, et pour le socialisme. W. Brandt représentait la recherche d'un lien entre socialistes et Etats ouvriers, la résistance à la politique de l'impérialisme américain. Tout un courant de la direction du PSB le prenait comme exemple et comme référence. Le fait même de ne pas développer une large discussion au sein de tout le mouvement socialiste, dans les usines, dans les sections de base, dans tout le mouvement ouvrier sur la signification de ce coup de l'impérialisme et de la droite socialiste, exprime le malaise, l'inquiétude, ressentie dans le PSB, et la nécessité de tirer ouvertement les conclusions, comme le fait Posadas dans cet article. Nous appelons les camarades socialistes, communistes, de gauche, à le discuter et le faire discuter dans leur organisation, et à développer toute une offensive de la gauche pour faire échec à des tentatives de coups semblables que la droite socialiste, le capitalisme va essayer de porter en Belgique, en faisant appel á tenir les assemblées-débats, à construire, immédiatement, des bases du front unique communistes-socialistes-chrétiens de gauche, même sur une petite échelle, pour préparer le front de la gauche sur la base d'un programme commun comme en France.

La démission de Brandt n'est pas due directement à des motifs économiques. La situation, en Allemagne, n'est pas grave au point de contraindre Brandt à renoncer à son poste, à démissionner. Il doit exister une raison plus importante. Et cette raison, c'est la lutte au sein du parti socialiste allemand SPD : la droite alliée au centre cherche à couper court à la politique de Brandt, et l'impérialisme yankee fait pression pour modifier l'attitude du gouvernement allémand favorable aux Etats ouvriers. Tel est le fond de la crise actuelle, ét non la situation économique qui n'est absolument pas mauvaise. De plus, si c'était le cas, le capitalisme allemand aurait le temps de prendre des mesures pour y rémedier. Tout indique qu'il s'agit d'une offensive de l'impérialisme, contre laquelle Brandt a cherché à se défendre en se basant sur sa politique envers lès Etats ouvriers.

En ce qui concerne la politique intérieure, il y a là aussi des divergences avec la droite. Celle-ci ne voulait pas accorder d'augmentations de salaires aux ouvriers et le gouvernement a cédé sur ce point. Au départ, ce dernier offrait 8 %, le patronat 8,5 %, mais finalement, ouvriers et fonctionnaires ont obtenu 14 %. Cela veut dire que la bagarre entre Brandt et la droite est largement motivéeè Il ne s'agit pas de divergences sur tel ou tel point particulier, mais de toute la ligne de sa politique. Brandt a cédé à la pression des ouvriers, à la pression de Moscou, il a recherché un accord avec l'U.R.S.S., et la droite est contre tout cela. Quant aux yankees, ils ont intérêt à cette politique de droite. C'est tout le fond de la question.

La classe ouvrière qui a cherché à faire pression sur le gouvernement Brandt pour l'obliger à céder, qui s'est en partie mobilisée afin de le soutenir contre la droite, ou au moins l'encourager à ne pas se retirer, va maintenant reprendre l'offensive et stimuler l'organisation de la gauche.

Willy Brandt n'a pas renoncé à son poste comme conséquence de la découverte d'un espion, ni en raison de la situation économique, ni d'une crise possible dans ce domaine : une telle situation n'existe ni dans l'immédiat, ni dans un avenir prévisible. Par contre, il est possible qu'une très grande pression ait été exercée par l'impérialisme, pression à laquelle Brandt a cédé, parce que ce sont la droite et le centre qui dominent dans l'appareil dirigeant du parti. Il a cédé devant cette pression au lieu de livrer bataille. Il n'a pas mobilisé les masses, il n'a pas cherché à provoquer une telle mobilisation, ni à s'y appuyer. Il a préféré céder ; c'est un indice de l'aggravation de la situation critique du capitalisme. En plein rajustement du système capitaliste mondial, au milieu des efforts que les gouvernements capitalistes de la C.E.E. développent pour se mettre d'accord, cette crise en Allemagne augmente et approfondit la division du système et ne favorise pas la domination de l'impérialisme américain. La division est ouverte en France, avec Giscard et Mitterrand, et en Italie. En France, le capitalisme affronte les partis ouvriers et les syndicats, en talie ce sont les partis capitalistes qui s'opposent aux partis ouvriers et aux syndicats. En Allemagne maintenant la grande bourgeoisie doit affronter un ministre qui comptait avec l'appui, conditionnel, mais l'appui tout de même des masses et des mobilisations syndicales. En Belgique, le capitalisme doit gouverner avec un gouvernement sans majorité, suspendu entre l'inactivité et le désordre du capitalisme et l'incapacité de gouverner des secteurs de l'opposition. En Angleterre, le pays est dirigé par un gouvernement qui dispose d'une majorité parce que les autres n'osent pas le renverser de peur de devoir aller au gouvernement ou d'affronter de nouvelles élections, ce qui serait pire pour eux.

LA NECESSITE DE L'ORGANISATION DE LA GAUCHE

Dans tout ce processus, syndicats et partis ouvriers progressent. La chute de Brandt ne signifie pas une politique favorable au capitalisme. Dans les conditions actuelles, aucun aspect, aucune mesure dd la politique développée par le capitalisme ne peut lui être favorable. Toute mesure ne fait qu'accélérer un processus déjà en marche : l'organisation de la gauche. Etant donné qu'il n'y a pas de direction consciente, programmatique, capable de prévoir, l'organisation de la gauche doit nécessairement se développer à base de crises et de processus de rupture. L'organisation des gauches dans les partis socialistes ne peut pas se faire sur la base d'un programme préalable parce que ce programme n'existe pas. Elle doit nécessairement prendre la forme de rupture, rajustement, regroupement, démission. C'est la forme sous laquelle sont en train de s'organiser les gauches.

La démission de Willy Brandt accélère la formation de cette gauche en Allemagne en la rendant consciente de la nécessité de fonctionner indépendamment du plan de Brandt lui-même. En même temps, cette démission met en évidence que si ceux qui lui succèdent adoptent un programme qui s'oriente plus à droite ils vont provoquer un soulèvement de toutes les masses. Une politique de droite, ce n'est pas seulement limiter la politique envers les Etats ouvriers et favoriser l'OTAN, c'est également prendre des mesures contre les salaires, le niveau de vie, l'emploi et la consommation. Tout cela va provoquer une réaction immédiate de la part des masses.

Dans la situation où il se trouve, le capitalisme n'est pas en mesure de déterminer une manœuvre, une politique et ensuite la soutenir et la renforcer. Brandt se retire, et en le faisant, il crée un ensemble complexe d'énormes problèmes pour le capitalisme, ensemble dans lequel il faut compter la réaction des masses elles-mêmes, contre la hausse du coût de la vie l'augmentation du chômage, l'aggravation des conditions de travail, problèmes qui se posent en Allemagne, en France, en Angleterre, dans toute l'Europe. Le capitalisme et l'impérialisme et l'impérialisme américain prennent ces mesures en aveugles, pour essayer de freiner la politique d'accords avec les Etats ouvriers, de regagner de l'autorité et du crédit aux yeux de la bourgeoisie pour préparer la guerre contre les Etats ouvriers, pour remonter l'autorité du capitalisme en Europe face aux Etats ouvriers et pour renforcer l'autorité de l'impérialisme sur la bourgeoisie européenne ellemême.

Face à cette politique, il y a l'intervention des Soviétiques au Moyen-Orient qui encourage la Syrie et contient l'impérialisme américain. Cette politique indique que les Soviétiques sont conscients que l'objectif des Américains est de les éliminer d'Europe, mais qu'ils savent en même temps qu'ils disposent de points d'appui qui leur permettent d'aller beaucoup plus loin. Dans le passé, les Soviétiques ne seraient pas allés aussi loin qu'ils viennent de le faire avec les Syriens : c'est un engagement politique très délicat qui oblige à une politique de résistance, d'affrontement et d'encouragement à l'affrontement avec l'impérialisme et aussi avec le capitalisme, car de tels accords stimulent ces pays à prendre des mesures pour progresser vers des Etats ouvriers. Une telle politique ne permet pas au capitalisme de dominer et de rester soumis aux Américains : un tel précessus leur échappe continuellement des mains. Les Américains développent une politique destinée à imposer son autorité mais le contrôle lui échappe continuellement. On a pu le voir lors de la réunion de la C.E.E., de la crise financière, de la crise du dollar et de celle que vient d'ouvrir actuellement l'Italie en bloquant ses importations.

Il faut donc voir la démission de Brandt comme une partie de la crise du système capitaliste : celui-ci cherche à mettre sur pied un gouvernement qui réponde davantage à l'objectif de la réunification du capitalisme en Europe sous la direction des Américains. Cet objectif n'a aucune chance de triompher. Pour qu'une telle politique gagne, il faut l'imposer aux ouvriers allemands et pour cela affronter le mouvement syndical. Ce dernier tenait déjà tête à Willy Brandt. C'est un recul de la part de Brandt qui démontre qu'il n'est plus possible de subsister en se basant sur une politique d'accords internes, de stratégie intérieure, en s'appuyant sur tel ou tel autre et qu'il faut construire de nouveaux groupements : groupes et tendances.

Ce qui se passe en Allemagne avec Brandt, ce qui se passe en Angleterre, n'est pas nouveau. La tentative engagée en Norvège de former un seul parti avec les communistes, les socialistes, et diverses tendances de gauche, indique l'existence d'un processus de liquidation des formes et des schémas anciens dans la vie politique de l'Europe. On assiste à des tentatives de réaliser de nouveaux regroupements afin d'organiser la gauche dans le but de se substituer au système capitaliste. Même si c'est encore envisagé sous une forme électorale, c'est bien de remplacer le système capitaliste dont il s'agit : c'est ce qu'on peut voir en Norvège en Suède, en France avec le front unique et dans ce qui se passe en Italie. Le capitalisme cherche à se défendre contre ce processus en tentant d'empêcher qu'il influence encore plus la social-démocratie et continue à la stimuler pour la faire passer à des formes de fonctionnement de parti socialiste.

Les rencontres qui ont eu lieu dernièrement des secteurs de la social-démocratie en Europe indiquent toutes, même lorsqu'elles restent dans le cadre de la social-démocratie, une tendance, une inclinaison vers la gauche. Les réunions fréquentes de l'Internationale Socialiste, la réunion sur le Chili, la condamnation du coup d'Etat, l'appui à la résistance au Chili, l'appui du gouvernement allemand au peuple chilien montrent que le parti sotialiste allemand reçoit l'influence, le poids de la lutte des masses d'Europe et du prolétariat allemand.

L'impérialisme a essayé de contenir ce processus en utilisant tous les prétextes, toutes les mesures pour éviter un affrontement direct. Il s'agit d'une lutte interne pour contenir le processus en cours dans le parti socialiste allemand qui cède en partie à la nécessité de développer l'Allemagne indépendamment de l'impérialisme et avec l'accord de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers.

L'Allemagne a été le champion de l'équilibre économique et social en Europe mais c'est également le pays qui a été, plus que tout autre, le champion de l'accord avec les Etats ouvriers. L'impérialisme se lance à arrêter ce processus afin d'éviter le développement d'un penchant, d'une tendance fixe en cette direction en Allemagne. Voilà ce que tente l'impérialisme.

La lutte des masses en Allemagne montre qu'elles l'ont senti d'avance et qu'elles interviennent pour arrêter l'impérialisme. Elles vont le faire à nouveau maintenant : il va y avoir de toutes façons des réactions du prolétariat. Celui-ci ne va admettre aucun retour du niveau de vie, des salaires, des conditions de travail, ni du niveau de l'emploi. Cela va provoquer une aggravation de la lutte favorable à tous points de vue à l'organisation de la gauche qui doit inévitablement se produire. Cette organisation ne pouvait être menée à bien par Willy Brandt qui menait une politique de centre liée à la droite et partiellement à la gauche : par sa politique et son programme économique il était lié aux secteurs de droite du parti alors que sa politique extérieure allait contre la droite. Sa présence au gouvernement était le résultat d'un compromis interne, on l'autorisait à mener sa politique extérieure avec les Etats ouvriers parce qu'intérieurement il menait une politique d'alliance avec la droite. Malgré tout, il a dû céder face à toutes les grèves ouvrières, ce qui veut dire que le prolétariat allemand se sent ferme et sûr de lui-même.

Il faut appeler le prolétariat allemand à rejeter tout recul dans le domaine de la politique extérieure, tout recul par rapport aux conquêtes réalisées, et à renforcer au contraire les liens avec les Etats ouvriers et la politique de relative unification du parti socialiste et des syndicats allemands avec ceux du reste de l'Europe. Il faut joindre à cela un programme d'étatisation, de planification de l'économie, de contrôle ouvrier, un programme de revendications et de fonctionnement des conseils ouvriers. Il faut éliminer la co-gestion que proposait Brandt — et qui est une escroquerie — et proposer la mise sur pied de conseils ouvriers, de conseils d'usine, les étatisations sous contrôle ouvrier, les accords avec les Etats ouvriers en les liant aux revèndications d'échelle mobile des salaires et des heures de travail, de démocratie syndicale et d'élimination des formes féodales dans le fonctionnement des syndicats.

Il faut appeler les communistes à appuyer cette lutte. Il ne s'agit pas de provoquer un affrontement pour soutenir Brandt mais d'appuyer ce programme d'impulsion aux accords avec les Etats ouvriers augmentés d'un programme de revendications.

Willy Brandt n'a pas osé livrer bataille, n'a pas fait appel à la gauche, n'a pas fait appel au mouvement ouvrier : sa démission montre que ce n'est pas la voie pour former la gauche ni pour développer une politique qui, tout en restant dans le camp capitaliste, permette un progrès soutenu des masses, le maintien du niveau de l'emploi et le développement de l'économie. La démission de Brandt montre qu'un gouvernement ouvrier et paysan est, de toutes façons, nécessaire. Le capitalisme soumet tous ses jugements, tous les problèmes de l'économie à la nécessité de la préparation du front anti-soviétique. En pleine concurrence inter-capitaliste, Brandt n'a pas osé appeler les masses à se mobiliser. S'il l'avait fait, il aurait paralysé le coup contre lui. Lui aussi a agi avec un sens de classe, afin de ne pas perturber le système capitaliste. Ce fait démontre que telle n'est pas la voie pour l'organisation de la gauche, que celle-ci ne peut rester entre les mains d'aucun gouvernement soumis aux lois du capitalisme. Alors que Brandt disposait de conditions favorables pour s'appuyer sur les syndicats, sur les masses qui auraient répondu à son appel, il ne s'est pas appuyé sur le parti. Il a eu peur de déclencher une lutte dans laquelle il aurait été dépassé. Il a eu pur d'être débordé par les masses, que celles-ci ne se contentent pas de lutter contre la droite du parti socialiste mais se lancent à poser des revendications anti-capitalistes.

La lutte pour l'organisation de la gauche avec un programme conséquent d'accords avec les Etats ouvriers, afin d'affaiblir le capitalisme et de préparer le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être mené en restant strictement soumis à de telles directions. Il faut impulser l'organisation des gauches afin que celles-ci parviennent à un programme cohérent en s'appuyant sur les syndicats, les luttes syndicales, tout en remplaçant les directions syndicales actuelles qui se sont d'une façon ou d'une autre compromises avec l'appareil capitaliste et qui limitent les luttes des masses.

BRISER LA DOMINATION FÉODALE DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

La démocratie syndicale est l'un des points les plus importants à obtenir. Il faut briser le fonctionnement féodal des syndicats, libérer les masses pour leur

ermettre de discuter, de parler, de poser a nécessité d'un programme cohérent our empêcher le prochain éclatement oudain d'une crise dans toute l'Europe, t en Allemagne en particulier, pour ssurer le niveau de vie et d'emploi des nasses et l'accession de la gauche au ouvoir pour préparer l'installation d'un ouvernement ouvrier et paysan. La démission de Willy Brandt est le signe qu'on e rapproche de grandes crises du sysème capitaliste, en France, en Allemagne, en Angleterre, et en Belgique en nême temps.

La co-gestion proposée par le gouvernement Willy Brandt est une escroquerie. Elle n'offre aucune solution en ce qui oncerne les salaires et les conditions de ie des masses. C'est une mesure destinée xclusivement à incorporer une série de lirigeants syndicaux à l'appareil administratif du système capitaliste, à les élever insi dans leurs fonctions de bureaucrates, afin qu'ils puissent mieux contenir uguler, dévier et écraser le mouvement ouvrier. La co-gestion sert les idées, la ensée, la préoccupation de l'intérêt apitaliste, de la concurrence des capialismes entre eux et de leur lutte antagonique contre le mouvement ouvrier et contre la lutte de classe des masses. Il faut obtenir la reconnaissance, dans toutes les entreprises, d'une représentation des syndicats, et que ces syndicats aient un programme déterminé par les intérêts de la lutte de classes. Les représentants syndicaux doivent défendre, dans les entreprises, la position des syndicats en commençant par contrôler les prix de revient, les prix de vente, la qualité des aliments. Ils doivent s'opposer aux coûts de production fixés par le capitalisme et fixer un prix juste, acceptable pour les masses, sans se soumettre à l'intérêt de la concurrence inter-capitaliste. Ils doivent s'opposer à toute adultération des aliments et faire pression pour que toutes les entreprises soient nationalisées. Il faut imposer que de telles mesures soient déterminées par les syndicats, par les assemblées d'usine et de zone, qui doivent discuter et proposer le programme et la politique, déterminer un programme anti-capitaliste de contrôle ouvrier sur la production, les finances, la qualité des aliments, afin que la population ne soit plus escroquée. Et pendant ce temps, il faut préparer un gouvernement de gauche qui se développera comme gouvernement ouvrier et paysan sur la base d'un programme anti-capitaliste.

Il faut appeler à rejeter la co-gestion et à lutter pour la représentation ouvrière dans toutes les entreprises nationalisées, afin d'orienter celles-ci dans le sens du développement de leur production en fonction es intérêts de la population et de la consommation des masses, dans le sens de l'étatisation d'un plus grand nombre d'entreprises et de la planification de la production. En ce qui concerne les entreprises privées, il faut refuser d'y intervenir, cela n'a pas de sens, même en tant que représentant du mouvement syndical, car cette participation a pour but de servir les intérêts du capitalisme. Par contre, dans les entreprises étatisées, il est possible d'impulser, car ce type de propriété ne dépend pas de l'intérêt privé : il est lié à l'intérêt général. Il faut proposer l'étatisation des entreprises les plus importantes afin de planifier la production.

Tel est le rôle de la gauche en Allemagne. C'est ce que proposent, sous une forme très générale, les JUSOS. Nous les appelons à réactiver leur intervention en améliorant et en clarifiant leur programme pour en faire un programme anticapitaliste cohérent, d'accords avec les Etats ouvriers, d'étatisations sans indemnisations de planification sous contrôle ouvrier, afin de former un gouvernement de gauche qui prépare l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Sans le rompre pour le moment, il faut chercher à dépasser l'accord avec les libéraux afin de gagner la gauche libérale sur la base d'un programme d'expropriations et d'étatisation en montrant la supériorité de la production réalisée dans le cadre de la production planifiée, au lieu d'en rester à un accord libéral bourgeois, ou libéral-social démocrate, qui défend le système capitaliste. Il faut défendre pleinement les droits démocratiques et imposer la démocratie syndicale. Entre autres, il faut lever toutes les limitations des droits des communistes de participer au gouvernement, à l'administration, à la justice, partout. Pleine et entière liberté, pour tout le monde, pour toutes les tendances qui luttent pour le progrès social, mais pas pour les fascistes! Tel est le point essentiel pour lequel les JUSOS doivent lutter.

LE PROGRAMME DE LA GAUCHE ET L'EXEMPLE DE LA SUPERIORITE DE L'ETAT OUVRIER ALLEMAND

Tout le régime capitaliste est en crise n Europe et dans le monde. La liquidation e Willy Brandt et son départ, sans faire ppel aux masses, montrent que les direcions, comme lui, craignent surtout d'être épassées par une action ou une mobiliation de la classe ouvrière. Elles ne ont pas capables d'organiser la gauche t d'être conséquentes. Elles cherchent eulement à mener une politique qui ne orte pas des limites du système capitaiste alors qu'il existe déjà une gauche uissante qui veut progresser et avancer ien au delà.

D'un autre côté, la démission de Brandt gnifie qu'il n'a pas voulu se soumettre la droite. En refusant, il laisse la porte verte à une impulsion ultérieure, qui ourra être reprise. Mais il ne faut pas tendre de lui : il faut organiser une auche avec un programme et une polique anti-capitaliste.

Dans toute l'Europe la même crise a eu dans tous les partis socialistes. Ils nt obligés à avancer. Le capitalisme en peut plus, il est épuisé. En France, s masses poussent le parti socialiste, travers le front unique communistes et socialistes, pour mener un programme qui dépasse le régime capitaliste, comme un moyen pour abolir celui-ci. Il faut appuyer ces mesures pour renverser ce qui reste du système capitaliste et organiser contre lui un front unique avec un programme et une politique. Il faut faire appel à l'armée, à la police, aux magistrats, pour qu'ils appuient ce programme et préparent la transformation des structures héritées du système capitaliste, pour liquider toute dépendance par rapport à lui et les remplacer par des formes juridiques, économiques et sociales, qui répondent aux besoins du progrès anti-capitaliste. La structure du système capitaliste ne permet que des progrès économiques très limités et de maigres revendications. Les ouvriers obtiennent tout au moyen des grèves. Tout progrès important doit se faire sur la base de la transformation et du renversement des structures du système capitaliste : justice, économie, police, armée. C'est sur cette base qu'il faut établir le programme de la gauche socialiste en Allemagne et en Europe.

L'existence de l'Allemagne Etat ouvrier, qui démontre sa supériorité économique, politique et sociale, est un des éléments qui fait constamment pression sur la crise du système capitaliste en Allemagne. C'est en raison de cette influence de l'Allemagne Etat ouvrier sur l'Allemagne capitaliste, grâce à ses conitions de vie supérieure, que l'impérialisme redoute par dessus tout l'existence d'un gouvernement socialiste sous la direction de la gauche. Bien que le développement économique soit plus important en Allemagne capitaliste, la dignité de la vie est supérieure dans l'Etat ouvrier.

L'impérialisme veut couper cette influence, d'où la pression pour liquider Brandt. La réponse de celui-ci ne favorise pas le maintien d'une politique destinée à développer l'Allemagne pour concurrencer l'impérialisme. La dernière étape de Brandt au gouvernement a été marquée par une pression constante de l'impérialisme pour le renverser. Pendant ce temps, en s'appuyant sur l'Etat ouvrier allemand, et sur la reconnaissance de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, Brandt cherchait à se procurer des appuis dans la classe ouvrière et la petite bourgeoisie. Par sa manière de le chercher, cet appui a été insuffisant. Pour que la petite bourgeoisie soit cohérente et conséquente, dans son appui, il fallait qu'elle puisse voir, transportée dans l'Allemagne capitaliste, la supériorité de la dignité de la vie en Allemagne Etat ouvrier. C'est la condition essentielle pour influencer la petite bourgeoisie, base d'appui des chrétiens-démocrates, des libéraux et de la droite socialiste. C'est aussi la condition pour influencer l'aristocratie ouvrière qui domine le mouvement syndical et le parti socialiste dont elle s'est fait un fief pour empêcher la pénétration dans les syndicats et le parti socialiste allemand de l'influence des processus plus avancés en cours dans les partis socialistes et communistes de France et d'Italie.

Il est nécessaire par conséquent que les syndicats, le parti socialiste et le parti communiste remplissent la tâche d'homogénéiser la pensée de l'avant-garde prolétarienne et démontrent que l'Allemagne Etat ouvrier est supérieur à tous les points de vue et en raison de la dignité de la vie à l'Allemagne capitaliste.

9 mai 1974.
J. POSADAS.

LA COMMUNE DE PARIS ET LE PROCESSUS ACTUEL DE LA LUTTE DE CLASSE

23 mai 1974 — **J. POSADAS**

Même s'il est important et fondamental de se souvenir de la Commune de Paris, il est nécessaire d'insister sur la Commune d'aujourd'hui, sur la situation du monde et de chaque pays de manière à impulser l'intervention dans cette situation, dans ce processus de crise du système capitaliste et d'aider au développement de la gauche dans et hors des partis communistes.

La société capitaliste est dans une crise très profonde. Elle est en pleine rupture. Il ne s'agit pas d'une cassure immédiate, mais d'un processus de destruction du système capitaliste dont tous les liens s'affaiblissent. La crise du capitalisme en Europe fait partie de celle du capitalisme mondial. Le capitalisme aurait déjà dû avoir recours au fascisme et à la guerre, mais il n'en a ni la force, ni les conditions historiques. Il a besoin de faire la guerre et va la faire, mais il ne peut en choisir le moment, dans la mesure même où il est obligé de dépendre de forces qu'il ne contrôle ni ne domine. Il perd constamment poids et autorité face à la petite bourgeoisie. Des pays qui, jusqu'il y a peu, étaient coloniaux ou semi-coloniaux, deviennent indépendants et se transforment en Etats révolutionnaires. La structure mondiale du système capitaliste, ses formes de relations, de structure et de dépendance avec les pays arriérés s'affaiblissent. Tout son équilibre antérieur est détruit. Il ne peut plus ni contrôler ni dominer comme par le passé les pays coloniaux et semi-coloniaux, même pour les plus petits d'entre eux, comme le Pérou. Il ne le peut plus, car même en ayant la force de l'impérialisme yankee, il se heurte à ces Etats qui, même en ce qui concerne le Pérou, ont indirectement une force supérieure. S'ils ne l'ont pas, eux, le monde l'a avec les Etats ouvriers, les luttes des masses du monde, les Etats révolutionnaires qui forment un front, un bloc. Sans programme, sans organismes, ils n'en agissent pas moins comme un bloc qui affaiblit chaque fois plus le système capitaliste dans son ensemble, c'est-à-dire dans ses structures, ses superstructures sans lesquelles il n'y a pas de système capitaliste. L'église, la justice, la pensée, les intellectuels, les couches qui dirigent, toutes les bases sur lesquelles le système capitaliste repose pour communiquer avec le reste de la population s'affaiblissent.

Tout cela affaiblit le système capitaliste et permet en conséquence à la révolution d'avancer et de trouver des formes, des moyens plus sensibles pour progresser. C'est le cas du Portugal où le puissant appareil fasciste s'est effondré en quelques heures malgré sa puissance, ses 50 ans de traditions, d'expérience, sa pratique, ses structures. Il n'a pas été vaincu pas un mouvement spécifiquement organisé, mais s'est effondré en quelques heures. C'est une combinaison de forces qui a provoqué cet effondrement. L'armée en a été le moteur, mais sans le soutien du peuple, elle n'aurait pu réussir. Sans la crise provoquée par les mouvements de libération d'Angola, de Guinée-Bissau, du Mozambique, l'armée n'aurait pas eu la décision d'intervenir, elle n'aurait pas engenré les capitaines. Mais tout cela n'est pas seulement le fait de la Guinée Bissau, mais du développement mondial de la révolution mondiale dont la Guinée Bissau est un résultat.

Il existe aujourd'hui une structure du monde qui n'existait pas du temps de la Commune. C'est ce qui permet à des pays comme le Portugal de triompher bien que se trouvant dans des situations pires que celle de la Commune de Paris. Les communards ont perdu, mais « la Commune est revenue par tous les chemins ». Elle revient de toutes parts et partout. La Commune de Paris d'aujourd'hui n'est plus celle d'alors, même en tenant compte de tout l'héroïsme des communards, de toute leur passion révolutionnaire, de toute leur soif de progrès humain. Tout cela s'est pour la première fois dans l'histoire exprimé de façon concentrée, directe, à un niveau supérieur. S'appuyant sur la révolution de 1848, mais prenant cette fois-ci directement la forme de révolution prolétarienne, la Commune a démontré que l'héroïsme fait partie du progrès de l'humanité ; l'héroïsme de classe et non l'héroïsme individuel : l'héroïsme déterminé par le progrès de l'humanité. Femmes et enfants qui, jusqu'alors étaient considérés comme insignifiants dans la vie ont participé au progrès de l'humanité. Entre les enfants et les vieilllards de la Commune de Paris et ceux d'aujourd'hui existe un lien total, direct. Il y a des changements dans l'action, une conscience plus élevée, un développement social plus prononcé leur permettant d'intervenir, mais déjà la Commune de Paris démontre que l'humanité est capable de triompher en surmontant toutes les difficultés et que l'être humain tend à intervenir, à participer à l'action de la société, de l'histoire. Lorsqu'aujourd'hui il lui arrive de ne pas le faire, c'est parce qu'on ne le laisse pas, mais chaque fois qu'il le peut, il le fait.

Un exemple nous est donné avec ces garçons et ses filles de 8 à 10 ans en train de jouer et qui demandent à un de nos camarades distribuant des tracts lors de la campagne électorale : « Et ça, qu'est-ce que c'est ? Une telle préoccupation n'existerait pas sans le climat, le désir d'intervenir. Ces enfants se sont intéressés et ont été attirés. Notre camarade leur a dit en leur montrant le tract : « Ça, ce sont les trotskystes de la IV[e] Internationale-posadiste ». « Ah, c'est communiste », dit l'un d'eux, et un autre de lui répondre : « Oui, c'est communiste, moi aussi je suis communiste. Chez moi, nous sommes tous communistes. » Tous les enfants ont cessé leurs jeux pour se joindre à la discussion et poser des questions. Une des enfants de 10 ans a demandé : « Et pourquoi nous autres nous ne votons pas ? Nous voulons voter », ce qui confirme que notre proposition sur le vote des enfants de six ans n'est pas disproportionnée. Les enfants eux-mêmes demandent à voter. Il s'agit là d'une pensée assez répandue chez les enfants qui veulent intervenir et peser socialement. Ils abandonnent les jeux pour peser socialement. Lorsqu'ils agissent ainsi, en s'intéressant immédiatement aux problèmes de la politique, et qu'ils veulent intervenir et peser, c'est parce qu'ils pensent socialement, qu'ils sont mûrs et en condition d'intervenir dans les luttes sociales et politiques pour donner de très bonnes idées. « L'humanité est mûre pour le communisme ! »

Le capitalisme pense, contrairement à nous autres, que l'enfant de 10 ans est incapable de penser socialement. Les enfants de la famille ouvrière, petite bourgeoise, savent bien choisir entre le candidat bourgeois, ouvrier ou de la petite bourgeoisie. Ils élisent bien et enterrent le bourgeois. Si on leur demandait de décider sur les problèmes de la justice, de la distribution, ils le feraient bien et d'une façon tout à fait juste. Si on leur demandait d'étudier pour pouvoir décider, ils le feraient. Même s'ils se trompent dans leur choix et leur décision au commencement, par manque de notion sur la manière de faire, ils n'en seront pas moins déterminés par le sentiment de justice, d'équité, mais aussi d'amour. Ils n'ont pas encore développé les sentiments belliqueux, d'agression, de concurrence. Ils n'ont pas eu le temps de le faire car cela s'acquiert dans la société capitaliste. Aussi manifesteront-ils des désirs nobles, leur pureté et leur volonté de justice, même s'ils ne peuvent l'exprimer ou la réaliser.

Ces mêmes enfants ont existé dans la Commune de Paris, mais ils n'avaient ni la capacité ni la possibilité de faire ce que font ceux d'aujourd'hui. L'humanité se retrouve elle-même à nouveau, comme lors de la Commune de Paris. Mais aujourd'hui, il y a la révolution russe, les 14 Etats ouvriers. La Commune de Paris fut un essai de l'humanité qui, tout comme ceux des médecins et des astronautes, doivent être parfois payés par des retards, la destruction de quelques vies humaines, pour ensuite permettre le

(Suite page 4)

LA COMMUNE

développement de millions d'autres. Voilà ce que sont en train de faire les enfants. C'est cette expérience qu'ils ont fait lors de la Commune de Paris et les communards ont démontré qu'il fallait faire cette expérience.

LA COMMUNE A DEMONTRE QUE LE PROLETARIAT NE DESERTE JAMAIS DE LA TACHE ENTREPRISE !

Un des aspects essentiels de la Commune de Paris, qui est un lien avec aujourd'hui, même si elle a été dépassée par la révolution russe et l'existence de 14 Etats ouvriers, est qu'elle a commencé une tâche et ne l'a pas abandonnée. Elle a donné l'un des principes les plus complets et les plus beaux de l'héroïsme humain : elle a commencé une tâche et bien que sachant que beaucoup seraient tués, elle l'a terminée, sûre de ce qu'elle allait laisser une expérience, une leçon que l'humanité allait faire sienne. C'est pour cela que Louise Michel a déclaré : « La Commune reviendra par tous les chemins » et nous y ajouterons « et de toutes parts ». La Commune ira partout parce qu'elle a laissé une expérience nécessaire pour l'humanité, comme le fut 1905 et la révolution russe. Une fois la tâche commencée, la Commune ne s'est pas dissoute, ne s'est pas dispersée. Elle a lutté jusqu'à la fin, communiquant avec le reste de l'histoire, avec son futur, transmettant l'invincible assurance du prolétariat : tâche commencée ne s'arrête jamais. Une fois décidée, il n'y a plus à douter ni à hésiter sur une action.

Ils n'ont pas, malgré la disproportion des forces, l'infériorité numérique, les moindres possibilités, l'imminence de la défaite et de leur massacre, abandonné. Ils ont enseigné de cette façon que l'une des bases essentielles du communisme est la lutte objective pour l'être humain, non l'un pour l'autre individuellement, mais pour chacun considéré comme être humain. Une telle expérience était nécessaire pour maintenir l'assurance de l'humanité, oui, nécessaire. Voilà ce qu'a fait la Commune. Malgré beaucoup d'erreurs, elle ne s'est jamais trompée pour montrer que la tâche une fois commencée ne s'abandonne plus, donnant la source de l'assurance et de la confiance dans l'histoire.

Ils ont été tous assassinés, mais n'ont pas déserté. Ils se sont échappés seulement au moment où l'ennemi arrivait et occupait tous les lieux. Il n'y a eu aucune désertion, montrant à l'ennemi l'assurance de classe du prolétariat, entraînant la population à jouer un rôle historique ; ce qu'elle fait. Il a donné l'assurance de ce que le prolétariat ne déserte pas, qu'il assume la responsabilité historique des actions qu'il entreprend. Il l'a montré et donné l'assurance pour les grandes grèves postérieures et les futurs grands partis, le Parti de Lénine, le Parti bolchévique. Bien qu'indirectement, la décision, l'assurance des communards, transmis à travers l'histoire des luttes du prolétariat de France, d'Europe et, en conséquence, aussi de Russie, ont formé parti de la trempe de Lénine.

Nous ne sommes plus aujourd'hui dans cette situation. La révolution russe a montré la façon de faire. Les erreurs de la Commune de Paris ont été surmontées. Le prolétariat devait apprendre ; ce qu'il fait encore parce qu'il n'a pas de direction. Mais il a déjà tiré une conclusion historique : une fois entreprise, l'action ne s'abandonne pas. Il l'a montré une seconde fois en défendant l'Union Soviétique. Malgré Staline, les masses soviétiques ont défendu Moscou d'où les nazis étaient à 7 kilomètres, et Stalingrad. Elles ont écrasé le nazisme. Si elles avaient agi en concurrence avec Staline, pour se venger de lui, le nazisme aurait triomphé.. Le prolétariat ne se serait pas montré alors constructeur de l'histoire et du socialisme. Il se serait montré comme une classe débile, sans assurance, doutant et hésitant. En défendant Moscou et Stalingrad, il a montré qu'il accomplissait, qu'il continuait d'accomplir comme lors de la Commune de Paris, la conclusion de Marx : « Le prolétariat sera révolutionnaire ou ne sera pas. » Ce n'était pas une imposition de Marx, mais une conclusion de l'histoire, compte tenu de la place du prolétariat dans l'économie et la société. C'est cette assurance que le prolétariat a montré. Il l'a montré aujourd'hui mondialement en ne faisant rien, absolument rien contre un état ouvrier.

Le capitalisme mondial avait en 1936, et compte tenu de l'isolement de l'Etat ouvrier soviétique, toutes les conditions pour faire la guerre à l'Etat ouvrier. S'il ne l'a pas faite, c'est à cause de ses contradictions et de la peur qu'il avait de la réaction prolétarienne. Voilà ce qui l'en a empêché. De ces deux facteurs, le plus important a été la peur de la réaction prolétarienne, de son opposition. Voilà pourquoi le capitalisme n'a jamais réussi à faire une seule croisade contre l'Union Soviétique. Ses contradictions internes, la concurrence de son système l'ont empêché de faire un front contre l'U.R.S.S. Ce ne sont pas là les seules raisons de l'échec de ses tentatives, sinon que le prolétariat mondial était contre et capable de l'empêcher. « La Commune de Paris reviendra par tous les chemins » et de toutes parts, mais grandie, forte des leçons tirées, assimilées, élargies et appliquées.

Nous vivons aujourd'hui les expériences de la Commune de Paris, et nous avons 14 Etats ouvriers. Sans l'action héroïque des communards, ou encore sans l'action héroïque des révolutionnaires de 1848, il n'y aurait pas d'Etats ouvriers. C'est l'expérience recueillie par l'humanité et qui s'exprime à travers les textes de Marx, Engels, de Lénine et de Trotsky. Mais c'est aussi l'expérience mondiale de l'avant-garde prolétarienne qui, sans textes, la recueille, la centralise, la développe et la communique à la classe, puis la classe la communique à la population et lui donne l'assurance dont elle a besoin. La petite bourgeoisie et les paysans font confiance au prolétariat parce que lorsque celui-ci entreprend une action, il ne l'abandonne pas. Comme classe, le prolétariat a besoin d'un représentant : c'est le parti. Et le parti doit montrer qu'il est un entrepreneur assuré de la décision d'atteindre les buts historiques.

Tout en rappelant l'héroïsme de la Commune de Paris, nous rappelons deux principes fondamentaux : une fois entreprise, l'action ne s'abandonne pas ; un programme et des objectifs révolutionnaires sont nécessaires ainsi qu'un parti dirigeant l'action. C'est lui qui fait cela.

La tâche la plus importante aujourd'hui, qui continue en partie à être celle de la Commune de Paris, est la construction du parti. Un parti existe en France et en Italie ; le parti communiste qui a l'appui des masses prolétariennes. Le meilleur du prolétariat est dans ces pays dans le parti communiste, mais ce ne sont pas des partis pour prendre le pouvoir. Voilà pourquoi ils doutent et ils hésitent. Voilà pourquoi ils ne profitent pas du triomphe du non en Italie, ni des conclusions du sentiment de victoire des masses en France.

Le prolétariat, la petite bourgeoisie voient et ressentent ces vacillations du parti communiste. En France, le prolétariat était décidé à l'action dès le jour suivant l'élection présidentielle. Les ouvriers disaient dans les usines : « Quoi ? Un jour est passé et nous n'avons rien fait ? » Ce jour suivant, notre parti, dans un meeting chez Renault, a rassemblé 500 ouvriers, tous des militants communistes qui disaient de par leur présence, au parti communiste : « Nous voulons des mobilisations ! Nous voulons que le parti communiste organise tout cela ! » Telle fut la signification de leur présence à notre meeting. Ils s'adressaient à travers nous au parti communiste.

Il faut préparer et discuter avec les militants du P.C. du besoin de développer le parti pour aller au pouvoir, de le transformer pour aller au pouvoir, pour rendre le pouvoir. Cette tâche doit être immédiate. Telles sont les conclusions fondamentales. Tels sont les problèmes principaux qui nous unissent : le souvenir de la Commune de Paris avec aujourd'hui.

Vive le souvenir de la Commune de Paris, l'une des bases du progrès et de la construction de l'humanité !
Vive les Bolchéviques qui ont continue, et qui ont démontré avec Stalingrad la fierté et l'orgueil historique du prolétariat n'abandonnant jamais une position conquise !
Vive la lutte actuelle pour le pouvoir, pour la IVe Internationale et le souvenir de Trotsky partie intégrante de l'héroïsme des Bolcheviques et de la Commune de Paris !
Vive la IVe Internationale !
Vive le Mouvement Communiste mondial !

J. Posadas. **23 Mai 1974**

Edit. Resp. : Claudine Pôlet – 39, rue Bois Monceu – 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen – 126, Grand Rue – 6080 Montignies/sur/Sambre

(Suite de la page 1)

leurs propres forces. Ils sont de plus en plus conscients qu'il sera nécessaire d'avoir une délégation syndicale les représentant réellement. Des délégués qui viendront prendre leurs instructions en assemblée générale.

Nous avons vu aussi qu'en prenant une position de combat, tous les travailleurs – jeunes et moins jeunes, FGTB et CSC ou non syndiqués – se sont sentis plus unis. C'est la lutte qui unit et qui a permis aussi de voir qui est dans notre camp et qui, consciemment ou non, est dans le camp des patrons.

Il faut discuter que la grève est un moyen encore meilleur pour imposer toutes nos revendications. Pas n'importe quelle grève : une grève comme viennent d'en faire les ouvriers verriers. C'est un exemple : grève générale, occupation des locaux, unité entre les ouvriers flamands et wallons, comités de grève démocratiques. C'est ainsi que les verriers ont arraché de très fortes revendications. On voit là l'avantage de mener la grève régionale ! La grève ce n'est pas du tout l'aventure ! L'aventure aurait été de partir en grève dans les conditions préparées par Lardinois : grève "facultative", "entrée libre et facilitée à tous ceux qui venaient travailler".

Davister et Camarata sont venus au secours de Lardinois : ils font tous partie d'un même appareil qui doit se tenir les coudes face aux travailleurs, face aux militants syndicaux combatifs.

Davister a mis en opposition la "petite lutte pour les salaires" de chez Hanrez et les "grandes batailles pour bloquer les prix". Pour nous l'un ne va pas sans l'autre ! "Bloquer les prix" ? d'accord. Mais comment imposer cela : ce sont les grandes sociétés capitalistes de Belgique, d'Europe des Etats-Unis qui "fixent les prix" selon leurs bénifices. Pour les empêcher de le faire, il faut bloquer tout le fonctionnement du système capitaliste ! Mais pour cela, il faut lui enlever sa domination sur l'économie, donc étatiser les grandes entreprises, faire le contrôle ouvrier, instaurer un gouvernement décidé à faire tout cela. Il faudra mobiliser toutes les forces de la classe ouvrière pour appuyer et installer ce gouvernement des travailleurs, contre tous les capitalistes qui vont se défendre avec acharnement. Comment les dirigeants syndicaux vont-ils mener toute cette lutte s'ils ne sont même pas capables de prendre la responsabilité de la grève chez Hanrez ! Comment vaincre tout le capitalisme si déjà pour 6 F d'augmentation ils n'osent pas organiser une grève !

Se préoccuper de la lutte dans l'usine ce n'est pas "un petit problème" comme ils disent. La lutte que nous menons dans l'usine, maintenant, pour arracher nos revendications au patron, montre que la classe ouvrière est disposée à ne pas se laisser faire. Elle ne craint pas davantage les grandes batailles. Partout, c'est la classe ouvrière qui se trouve en tête des réelles grandes batailles (comme en France, au Portugal, en Angleterre).

Même si on n'est pas partis en grève, la victoire déjà obtenue est importante. Ces résultats montrent qu'il faut continuer, étendre l'organisation de LUTTE DES METALLOS, continuer tout la lutte pour la démocratie syndicale, pour l'application complète des accords (notamment les jeunes et les bas salaires suivent attentivement le travail de la délégation en ce qui concerne la réajustement de leurs salaires : quand et combien !) ; contre la paix sociale (s'ils l'ont signée en cachette), pour imposer le respect des décisions des travailleurs !

28 mai 1974Le Comité Régional du P.O.R.(T)

Procès à trois militants du P.O.R.(T)

Le 19 Juin 1974, s'ouvre un procès à trois de nos militants pour distribution sans autorisation du bourmestre de la Commune de St. Gilles, de tracts à la Conférence des Partis Communistes à la tour du Midi, il y a quelques mois.

Nos camarades distribuaient un document du cde Posadas s'intutulant : "La crise totale du capitalisme et l'Europe Socialiste", et un tract de notre Parti saluant fraternellement cette Conférence comme un progrès dans toute l'activité des Partis communistes d'Europe pour faire face globalement à la crise du capitalisme.

Nos camarades ont commencé à distribué ce document ainque que le tract, à chaque délégué des Partis Communistes, alors qu'ils sortaient du car qui les ramenaient au lieu de la réunion après le déjeuner. Nos camarades se trouvaient à ce moment à l'entrée de la tour du Midi. Ils ont été immédiatement arrêtes par des agents de police qui se trouvaient là et on été emmenés au commissariat de police de St Gilles, place Van Meenen, ils ont été gardés à vue pendant trois heures puis relachés, après avoir donné leur idendité. Tous les documents ont été confisqués. Ces documents ont été remis aux militants dans le cours de la semaine.

Nous dénoncons ce procès, qui est une atteinte au droit d'expression et aux idées. Non seulement nous n'avions aucune attitude agressive, de provocation mais nous distribuions un texte d'appui à cette conférence des PC. d'Europe.

Nous faisons un appel à toute l'opinion publique, démocratique, aux militants et organisations révolutionnaires à intervenir en solidarité en publiant des commentaires, des articles dans toute la presse de gauche, en envoyant des journalistes le jour du procès. Nous appelons toutes les organisations à intervenir en défense des droits démocratiques en prenant cette attaque comme une partie de toutes les attaques au droit d'expression, aux droits démocratiques pour toutes organisations de gauche et révolutionnaire.

Ce procès, comme d'autres, précedemment, en préparent de plus importants, et sont unis à tous les plans vanden Boeynants, Vranckx, Vanderpoorten de répression de la bourgeoisie contre l'élévation des mobilisations de tous les secteurs des masses exploitées. Il faut donc en faire une défense de principe. Il faut obtenir, l'abolition du décret communal, permettant au bourgmèstre de faire ce qui lui plaît, contre la propre Constitution. De quel droit, un bourgmestre peut-il violer les lois constituionnelles ? Gagner ce procès et tous les autres de ce type est le meilleur moyen de préparer la victoire des grandes luttes de demain.

Nous réitérons notre appel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques Parti Communiste, Parti Socialiste, F.G.T.B. en C.S.C., la JOC, le MOC à intervenir dans ce procès, à publier des articles dans leur presse, à se joindre au collège d'avocats qui s'est constitué pour défendre tous les procès d'attaques aux idées et aux droits démocratiques.

Nous appelons toutes les organisations à être présente le jour du procès :

PLAIS DE JUSTICE : Tribunal de police – Salle II - Chambre 2
le 19 Juin 1974 à 9 heures précises.

L'AUTOGESTION, LES SOVIETS ET LA DISCUSSION DANS LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE 9 août 1973 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F

Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 21 JUIN 1974 n° 220 hebdomadaire

Dans ce numéro : Page 3

En vue du prochain congrès doctrinal du PSB

DEVELOPPER TOUTES LES INITIATIVES POUR FAIRE DISCUTER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE ET LE FRONT UNIQUE POUR LA GAUCHE AU POUVOIR !

VIENT DE PARAITRE :

L' EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L' ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS J. POSADAS

LES LUTTES DES MASSES POUR LA DIGNITE HUMAINE ET LA NECESSITE IMMEDIATE DU FRONT DE LA GAUCHE.

EDITORIAL

Une volonté profonde de changer toute la société surgit des luttes de la classe ouvrière, et de l'incorporation à la lutte de couches très larges de la population travailleuse. Nous saluons la lutte des ouvriers des Grès Guérin de Bouffioux, des éducateurs sociaux. Ce sont des grèves pour la dignité humaine, qui mettent en cause et en accusation le fonctionnement, et la structure même du système capitaliste. Les 100 ouvriers et ouvrières de l'usine de grès qui decident de prendre la direction de l'entreprise en mains, de vendre les produits de leur travail, et d'organiser eux-mêmes la production — comme les travailleurs de LIP — représentent le désir, les aspirations, le niveau de décision de toute la classe ouvrière : pour vivre dignement, il faut et on peut se passer du capitalisme. Les éducateurs sociaux, subissaient depuis des années et des années ces conditions de travail et de salaires inhumaines, parce qu'ils étaient sous la pression de "leurs responsabilités" vis-à-vis des enfants inculquées par les autorités capitalistes. Maintenant ils prennent la responsabilité de "faire la grève jusqu'au bout" et de provoquer des difficultés à une partie des enfants, parce qu'ils se sentent soutenus par toute la population en Belgique, et par les enfants eux-mêmes : les enfants ont fait des assemblées pour appuyer les revendications de leurs éducateurs et exiger en même temps le droit à une vie digne pour eux ; ils occupent leurs maisons et montrent une capacité très grande d'organiser leur vie, et leur sentiment de justice. Les grèves du personnel soignant dans les hopitaux psychiâtriques a aussi la même signification : toute la société et mûre pour de profonds changements ! Les enfants dits "inadaptés", les éducateurs sociaux, les infirmiers expriment, dans leur lutte, ce que pensent des millions de travailleurs, de ménagères, de vieux, d'enfants, dans tout le pays. Autrement, ils ne trouvent pas l'assurance et la résolution d'affronter tout l'appareil, capitaliste, avec ses impositions morales, judiciaires, économiques.

Les ouvriers des Grès Guérin montrent bien que toute la classe ouvrière veut triompher dans les luttes pour les salaires, pour des conditions de travail et de vie dignes, et pour en finir avec la propriété privée, avec l'organisation capitaliste de l'économie et des relations sociales. Les grandes batailles qui mûrissent dans la conscience et l'expérience des masses vont poser la question du pouvoir : qui décide dans le pays ! C'est déjà cela qui s'annonce dans les luttes actuelles. Au travers des luttes pour défendre le niveau de vie, pour empêcher une détérioration plus grande du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, c'est une lutte pour le pouvoir qui s'engage. Par tous les moyens, la classe ouvrière montre : "nous voulons le pouvoir" ! Et elle impulse les secteurs les plus éloignés des centres décisifs de l'économie, comme les éducateurs sociaux, les infirmières, à se lancer, eux aussi dans la lutte avec l'assurance et la décision d'aller jusqu'au bout pour vaincre.

Le capitalisme augmente sa division interne, sa dislocation tandis que les masses élèvent leur front unique. L'élargissement du gouvernement Tindemans est un fragile replâtrage des forces politiques de la bourgeoisie pour essayer de contenir ce processus. Mais ce qui se passent en France, en Italie, ou même aux Etats-Unis, en Espagne, n'est pas encourageant pour le capitalisme belge. Electoralement, la démocratie chrétienne vient de subir une nouvelle et sérieuse défaite en Sardaigne et les partis de gauche, surtout le Parti Communiste ont fait un progrès considérable ; en France, après 12 jours d'existence, le gouvernement de Giscard d'Estaing connaît son premier éclatement, et en Espagne l'activité quasi publique de tendances "à la Spinola" montre la faiblesse et l'incertitude du régime franquiste. Tandis qu'au Moyen Orient, Nixon est allé signer des traités avec les pays arabes, et en particulier l'Egypte qui représente un "accord de classes", des concessions importantes à la bourgeoisie arabe pour essayer de sauver l'essentiel des positions militaires de l'impérialisme yankee. De même le nouvel accord pour reconduire le Pacte Atlantique. Ce sont toutes des manifestations des contradictions et des luttes très aigues au sein du capitalisme mondial, en même temps que sa concentration pour préparer la guerre mondiale.

Les plans de la bourgeoisie belge font partie de ces préparatifs de guerre. Mais elle est sans force pour les imposer aux masses ! Même si le gouvernement Tindemans fait passer au Parlement des lois "d'austérite", des lois anti-grèves, le plan de réforme militaire ; les masses se préparent à tout envoyer au diable, et c'est cela qu'elles montrent au travers des luttes comme les Grès Guérin ou les éducateurs sociaux. La bourgeoisie fait des essais, avec des mesures comme l'expulsion des 340 enfants immigrés l'affrontement de la gendarmerie contre les piquets de grève de Burroughs, la réquisition de l'autocar des ouvriers verriers de Mol à Charleroi, et avec la repression des militants qui distribuent des tracts (d'Amada, du mouvement chrétien, ou de notre Parti). Elle se prépare, non pas à une lutte politique, parlementaire, mais à défendre son pouvoir coûte que coûte : les crimes des fascistes en Italie, en Angleterre en sont des exemples.

Mais elle est sur la défensive ! Quand la direction du PSB en vient à proposer un "contre-pouvoir socialiste"a toutes les mesures que prensra le gouvernement Tindemans, cela montre la maturité de toute la société pour avancer, pour organiser une offensive : il ne faut pas limiter cette offensive au plan parlementaire. "La majorité de gauche" qui existe dans le pays, comme le posait Cools, doit trouver les moyens de s'exprimer, d'intervenir dès maintenant, socialement, dans la mobilisation sociale de toutes ses forces pour un plan immédiat de résistance et d'offensive face au plan anti-inflation du gouvernement bourgeois.

La crise au sein du mouvement chrétien est très grande et explosive. Mais elle ne pourra pas trouver de canal pour s'exprimer au Parlement où c'est l'appareil du PSC qui décide tout : nous appelons la gauche socialiste, le Parti Communiste, les syndicats à proposer, immédiatement un plan d'action de toute la classe ouvrière pour faire échec au capitalisme : discuter partout la préparation d'une grève nationale interprofessionnelle, en front unique de toutes les tendances du mouvement ouvrier pour imposer l'indexation des barêmes fiscaux, réclamée par le Front Commun, pour imposer une application réelle de l'échelle mobile des salaires, la semaine de 40 et 35 heures immédiatement, pour une augmentation générale de tous les salaires des travailleurs, et pour un plan ouvrier de développement économique du pays en fonction des besoins de la population : création d'entreprises publiques, nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises en crise et de toutes les grosses entreprises capitalistes ! Préparer dans cette mobilisation le front de la gauche, pour porter la gauche au pouvoir !

Nous appelons à unir et coordonner toutes les luttes entre les différentes usines, entre tous les secteurs des masses travailleuses, avec ce programme d'action, avec la lutte pour un fonctionnement démocratique des syndicats, avec la réalisation d'assemblées sur tous les lieux de travail pour que la base discute et décide comment organiser l'action, avec la mise sur pied des comités de quartiers, des conseils d'usine et de zones pour permettre à toute la population de s'exprimer d'intervenir, de peser dans la solution socialiste de la crise capitaliste.

18/6/74

La régionalisation et la nécessité du Front-Unique Wallons - Flamands

Le Rassemblement Wallon est entré dans le gouvernement Tindemans pour participer à la réalisation de cette fameuse "régionalisation", qui serait la clé de tous les problèmes de la population en Belgique. Il y a peu de temps encore, avant les élections, les dirigeants manoeuvriers, bourgeois du RW, parlaient d'un "vrai pouvoir régional", formé d'assemblées constituantes résultant d'une sorte de prise du pouvoir au niveau de la région, par les forces populaires.

Maintenant, ils ont abandonné même leur langage de démocrates petits-bourgeois, et ont passé un accord avec le gouvernement de centre-droite, en vue de former des "assemblées régionales" composées des mêmes personnages que le Parlement, députés et sénateurs et distribués différemment selon leur région d'origine. Le pouvoir de ces assemblées serait purement consultatif et de façade. La droite ne perd rien à promettre n'importe quelle régionalisation, quand celle-ci de met pas en question son pouvoir centralisé. En plus, l'avidité du RW de partager le gâteau des postes ministériels, permet au gouvernement Tindemans d'avoir une légère majorité pour faire passer des lois de répression contre les masses, pour appliquer un plan d'austérité anti-populaire, et faire toutes les lois favorables au fonctionnement, à la survie du capitalisme. Les mesures prises pour enrayer l'inflation, qui sont soi-disant "pour tout le monde" ne frappent en fait que les secteurs qui ont de petits revenus.

Mais il faut faire une analyse exacte de ce que signifie réellement "la régionalisation", et si, réellement, elle est utile pour la classe ouvrière, pour le mouvement ouvrier. Du point de vue économique est-elle nécessaire ? Par exemple une entreprise en Wallonie est en crise et menacée de fermeture. Dans le cadre de l'existence d'une régionalisation : ce serait le pouvoir régional qui devrait fournir les subsides pour maintenir l'usine en vie. Mais si cette région est déjà défavorisée industriellement et économiquement, elle a le moins de force pour maintenir en vie des usines en crise et les régions les plus dépourvues seraient toujours désavantagées. D'autre part, les moyens financiers pour faire vivre les entreprises, ne seraient pas plus aux mains des "pouvoirs publics" qu'ils ne le sont dans l'Etat centralisé. Ils sont aux mains des banques et des grands capitalistes. Une assemblée régionale même avec une majorité de gauche serait toujours aussi impuissante devant ceux qui détiennent le pouvoir réel : la bourgeoisie, ses banques et ses grands trusts et monopoles. Le problème qu'il faut poser et envisager est celui du pouvoir ! Quand une entreprise entre en crise, — par exemple l'usine de grès Guérin, ce sont les travailleurs qui se sont mis en lutte directement pour empêcher sa fermeture. C'est en imposant par leur mobilisation, le contrôle ouvrier, qu'ils ont arraché une intervention de l'Etat pour la reconversion de l'usine et pour garantir le niveau de l'emploi et leurs salaires. Mais l'usine est restée dans les mains de la propriété privée, et elle a du continuer à produire dans un marché capitaliste, déterminé par la loi du profit. C'est pourquoi tous les problèmes se posent à nouveau à la Classe Ouvrière. Et cela, n'importe quelle "régionalisation" ne va rien y changer.

LA REGIONALISATION NE PEUT RESOUDRE LES PROBLEMES DE LA CLASSE OUVRIERE

On ne peut pas séparer, dans l'analyse, les problèmes "des régions", des problèmes des travailleurs intellectuels ou manuels. Ce qui compte, c'est de voir sous quelle forme la classe ouvrière, et la population travailleuse en général, doit subir les effets de la crise du capitalisme dans cette étape. Le capitalisme, pour se maintenir en vie, a besoin de plus en plus de se concentrer et se centraliser, pour faire face à la concurrence mondiale et intérieure. C'est pourquoi, la bourgeoisie ne va pas accepter une "régionalisation" si ce n'est pas elle qui contrôle et garde le pouvoir. Mais quand elle en arrive elle-même à produire des aberrations comme les "décrets de septembre" qui obligent à parler le flamand dans les entreprises de Flandres, au détriment même des relations normales entre les capitalistes, c'est parce qu'elle est dans une crise profonde. Le capitalisme en Belgique est très faible. Il n'a jamais été capable, même dans son époque de développement, d'unifier un pays comme la Belgique, de résoudre des "problèmes" aussi élémentaires que les droits de la population à parler sa langue. C'est cette faiblesse qui a permis d'entretenir des intérêts puissants et divergents des bourgeoisies locales. C'est la bourgeoisie locale de Flandres ou de Wallonie, qui réclame des droits pour les "régions". Mais elle ne tient pas à en faire bénéficier la classe ouvrière ; c'est pour augmenter sa part de pouvoir. C'est cela qui est à l'origine des partis communautaires, fédéralistes. Le Rassemblement Wallon le montre avec évidence. Mais quand la bourgeoisie, en tant que classe, est menacée dans son pouvoir par la montée des luttes de la classe ouvrière et des masses, par l'unification des masses en vue de changer tout le système, alors la bourgeoisie

(Suite page 4)

L'autogestion, les soviets et la discussion dans la crise du Parti Communiste Yougoslave

9 Août 1973

J. POSADAS

Le processus de crise de croissance s'élève en Yougoslavie. Le programme de discussion pour le 10e Congrès du Parti Communiste, la discussion sur l'autogestion, les rectifications, les changements sont très profonds. La Yougoslavie qui était le maillon le plus faible du stalinisme, est maintenant le maillon le plus faible de la conception bureaucratique de l'Etat ouvrier. Les yougoslaves discutent à présent les conclusions et les conséquences de leur expérience d'autogestion.

La Yougoslavie s'est caractérisée par deux traits essentiels : sa résistance et son refus correct d'être soumise à Staline, son opposition à la domination stalinienne et son désir d'un développement marxiste. Elle fit appel à la IVe Internationale. La direction qui était alors à sa tête a répondu de la manière la plus simpliste et superficielle. L'intention des yougoslaves était de rechercher auprès de la IVe Internationale, les orientations, les textes, la discussion, qui leur permettraient de voir comment développer la Yougoslavie sans se soumettre au stalinisme. La direction de l'Internationale de l'époque fut impuissante, incapable de fournir des idées. Au contraire, trois ans plus tard, elle déclarait déjà que la Yougoslavie était retournée au capitalisme. Nous avons essayé de discuter, nous avons discuté, en cherchant à maintenir la Yougoslavie dans le camp du communisme, en posant qu'elle devait se rendre indépendante. Mais elle ne pouvait pas le faire. Il était très difficile qu'un Etat Ouvrier isolé, arriéré, dépendant et ayant des frontières communes avec d'autres Etats Ouvriers soumis, eux, à Staline, puisse se développer. Le Parti Communiste Yougoslave était très faible, très nouveau. Il avait surgi de la guerre avec une très forte structure d'appareil bureaucratique. Ce n'était encore qu'une structure bureaucratique, pas encore une bureaucratie, mais toutes les conditions étaient réunies pour que le PC yougoslave se décompose rapidement.

Tito n'était pas préparé à la lutte contre le stalinisme

Si le processus de la révolution s'était à échelle mondiale arrêté, avait été contenu ou dévié, cela aurait influencé la Yougoslavie. Si, au contraire, le processus mondial de la révolution s'élevait, cela allait l'aider à s'élever. Mais le problème était le stalinisme, et la direction du Parti Communiste, avec Tito, à sa tête, n'était pas préparée, n'avait pas la compréhension nécessaire pour le combattre, en tant que courant réactionnaire dans le mouvement communiste mondial. La lutte dérivait donc vers une dispute entre un Etat Ouvrier et tous les autres, dirigés par le stalinisme. Telle a été la source, la base de la corruption intérieure du Parti Communiste Yougoslave.

Deux aspects essentiels ont marqué le développement de la Yougoslavie. Le premier est la centralisation et la planification qui ont favorisé tout le développement économique. Le second de ces aspects est l'absence de démocratie prolétarienne à l'intérieur et le manque de points d'appui mondiaux. La démocratie intérieure n'était cependant pas complètement absente. Il y en avait un peu et on a discuté beaucoup. La Yougoslavie devait cependant passer par une étape de développement planifié de l'économie, sans pouvoir compter sur les autres Etats Ouvriers. Isolée et seule pour les affronter elle était dépourvue de base prolétarienne, sans tradition de Parti Communiste, avec une large base paysanne très arriérée, son Parti Communiste, était affaibli par la perte, durant la guerre de ses meilleurs cadres, et soumis à la pression des autres Partis Communistes. Tout ce processus engendra le développement du carriérisme,, du technocratisme et donna lieu à un développement rapide de l'économie liée au système capitaliste. Telle fut la base de la dégénérescence de l'Etat Ouvrier Yougoslave.

La puissance de celui-ci est cependant démontrée par le fait que, malgré la politique économique et sociale contradictoire suivie, le pays a progressé, économiquement, vers les formes d'Etat Ouvrier, alors que la distribution ne correspondait pas à ces formes. La distribution allait déterminer la source, les racines, la base du système de production : les technocrates ont réalisé les plans économiques en fonction de leurs propres intérêts, et c'est encore en fonction de ces intérêts qu'ils ont recherché certaines relations internationales.

Pour briser son isolement, la Yougoslavie a dû prendre des mesures qui n'avaient pas toutes un sens, une origine réactionnaire, même si le but qu'elles poursuivaient l'était. Pour ne pas se soumettre à Staline tout en continuant à être un Etat Ouvrier, la Yougoslavie a cherché, avec sa politque à l'égard du système capitalisme mondial à survivre, croyant ainsi se maintenir dans un processus de libération intérieure, tout en faisant des concessions aux technocrates, aux planificateurs, à des couches régionalistes. Elle a voulu se maintenir à travers le système de la Fédération. A l'intérieur même du Parti, on devait établir une structure fédérale qui devait par la suite le dévorer.

Mais la structure de l'Etat Ouvrier s'est démontrée plus puissante que la Fédération aux intérêts réactionnaires. La classe ouvrière yougoslave avait suffisamment de poids et d'autorité sociale pour cela. Le développement de la Yougoslavie, en tant qu'Etat Ouvrier, a donné à la population une force telle, qu'elle a pu supporter toutes ces canailles de technocrates qui ont voulu faire retourner la Yougoslavie au système capitaliste. C'est là l'expérience la plus riche du processus yougoslave.

L'autogestion fut établie à l'origine par Tito comme une mesure de protection. Elle n'était donc pas condamnable en soi, parce qu'elle était une tentative de défense, pour essayer de se maintenir face au stalinisme. Il n'y avait pas de Parti communiste fort, ni de classe ouvrière développée. Les dirigeants yougoslaves ont grâce à l'autogestion essayé d'associer et de développer l'économie. Ce faisant, ils ont donné origine à une orientation qui se retournait contre le marxisme, contre l'Etat Ouvrier. Ils ont suscité dans certaines couches de la population, dépendantes du secteur technocrate et d'individus vivant aux crochets de l'Etat Ouvrier, des intérêts propres. Grâce à leurs capacités techniques, économiques, et scientifiques ces secteurs ont pu occuper des postes décisifs dans la production. Comme l'Etat Ouvrier Yougoslave ne pouvait pas négocier avec les autres Etats Ouvriers, il le fit avec le système capitaliste. Toute la structure alors atteinte fit pression pour que le commerce avec le système serve de base, à une structure économique, sociale et politique, lui donnant un avantage énorme, immense. Les portes se sont trouvées ouvertes pour essayer de faire retourner la Yougooslavie au capitalisme.

Staline n'a pu envahir la Yougoslavie alors qu'il l'avait fait pour la Pologne et la Finlande. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait dans le cas de la Yougoslavie ? Parce que les Etats Ouvriers l'en ont empêché. Bien que le Parti Communiste d'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers aient été les satellites de Staline, la classe ouvrière, la compositon prolétarienne de chacun de ces Etats ont empêché que Staline puisse envahir la Yougoslavie. Sinon, il l'aurait fait. Ce n'est pas l'impérialisme yankee qui l'en a empêché mais la classe ouvrière de l'URSS et des autres Etats Ouvriers.

L'autogestion est une invention qui cherchait à remplacer le manque de possibilité de planification, le manque de moyens économiques, pour tenter d'échapper à l'arriération et pour se lier au marché mondial. L'autogestion est une mesure qui tend à associer l'intérêt de certaines couches de la population au développement de l'économie, pour stimuler l'intérêt individuel et développer l'économie aux dépens de la planification centralisée. Qui a gagné à cela ? La Yougoslavie était arrivée au point culminant de cette contradiction, et ce, avant qu'Ota Sick et Dubceck surgissent en Tchécoslovaquie. Quatre des plus importantes banques de Yougoslavie avaient des rapports directs avec la Banque Mondiale. Il y avait, dans une seule des Républiques fédérées, six grandes usines de chaussures qui se confrontaient entre elles et se concurrençaient sur le marché. Cela va contre la planification. C'est l'intérêt des bureaucrates qui y conduit. Une république « exporte » ses marchandises dans les autres républiques de la Fédération. Il y a des régions riches et des régions pauvres. En URSS, cela existe aussi, mais les régions riches sont moins riches et les régions pauvres moins pauvres, le niveau est plus égal, mais il y a encore des régions de SIbérie qui n'ont ni téléphone ni électricité. Cependant, toutes les agglomérations de toutes les régions de l'URSS envoient continuellement des lettres à Moscou disant : « Nous n'avons pas d'électricité, nous n'avons pas de téléphone ! » Les lettres mettent deux mois à arriver, mais elles arrivent. Elles ont la persévérance de parcourir des milliers de kilomètres sans s'exaspérer, sans faire cas de ce menteur de Medvedev.

Au moment de la construction de l'Etat Ouvrier en Yougoslavie, 180.000 jeunes du monde entier se rendirent dans ce pays pour aider à la construction de l'Etat Ouvrier, indiquant que la jeunesse du monde entier se précipitait là où elle trouvait un centre lui permettant de développer son désir humain de construire l'histoire. Cent quatre vingt mille jeunes sont allés en Yougoslavie construire de leurs mains des dizaines et des dizaines de kilomètres de voies ferrées ! A la place de montagnes, des centaines et des milliers de jeunes ont construit cent soixante kilomètres de voies ferrées, en travaillant du matin au soir, toute la journée ! Et la nuit, ils chantaient, organisaient des conférences. Ils construisaient alors les chemins de fer du monde !

L'intervention de la classe ouvrière mondiale et l'autogestion

Ceci montre bien que la classe ouvrière mondiale, la jeunesse du monde entier comprenaient quelle était la portée de la révolution yougoslave et se lançaient à son secours. Cette intervention éleva son rôle en Yougoslavie, et son influence sur tout le reste de la population qui s'incorporait au développement industriel, créant une base solide de protection du communisme. Toutes ces canailles de technocrates, de planificateurs et d'administrateurs ont pu se développer sans entraîner, ni soumettre la classe ouvrière yougoslave, pas plus que la jeunesse, ni les intellectuels. Voilà ce qui a permis à l'Etat ouvrier de se soutenir et de se maintenir.

L'action de la classe ouvrière mondiale et le développement du mouvement communiste mondial se sont opposés à Staline et ont empêché, après la disparition de celui-ci, la bureaucratie soviétique d'envahir la Yougoslavie. Qui a gagné ? La Yougoslavie ! Ce n'est pas grâce à Tito, mais grâce à la structure historique, supérieure, des Etats Ouvriers, qui ont besoin de s'identifier mutuellement. C'est l'exmple décisif pour tous ceux qui rêvent que le conflit sino-soviétique soit un affrontement entre deux Etats Ouvriers. Ils ne verront jamais une guerre entre l'URSS et la Chine ! La Chine est le prolongement de l'URSS tout comme l'URSS est le prolongement de la Chine ! En effet, si en raison de ses origines, c'est la Chine qui, légitimement est le prolongement de l'URSS, cette dernière ne pourrait pas vivre sans la Chine. Non qu'elle en ait besoin du point de vue du développement économique, mais parce que la classe ouvrière soviétique, qui a déjà écrasé Hitler, qui a défendu la Yougoslavie contre l'impérialisme et contre Staline, en leur disant : « Vous n'envahirez pas la Yougoslavie ! », guette le moment où elle pourra donner un petit coup de pied à la direction du Parti Communiste de l'URSS, pour lui imposer le rétablissement des relations avec la Chine. C'est ce qu'attendent les classes ouvrières soviétiques et chinoises.

Elles interviennent, non plus comme classe ouvrière, mais comme Parti Communiste, ce qui est une forme supérieure. Pour le moment, tant que le Parti Communiste ne fonctionne pas comme parti révolutionnaire, la classe ouvrière joue un rôle immense. Mais quand le Parti fonctionne comme parti révolutionnaire, il est supérieur à la classe : il la représente et il a autorité sur tout le monde. C'est ce que fait actuellement la classe ouvrière soviétique : elle fait pression sur son parti pour qu'il exerce son rôle et appuie la révolution mondiale.

L'autogestion n'est ni une mesure nécessaire, ni une mesure qui impulse le développement des Etats Ouvriers: C'est une mesure de circonstance, adoptée par la direction du Parti Communiste Yougoslave pour établir des relations avec la classe ouvrière, avec les paysans, et développer son influence en appui au reste du mouvement mondial. Elle a été adoptée comme une mesure dans le camp du communisme. Par la suite, il s'est démontré que l'autogestion a servi à développer tout ce que Tito combat maintenant : l'intérêt individuel, l'intérêt de camarillas, de certaines couches. Celles-ci, à leur tour, ont développé des intérêts régionaux, d'où la séparation en républiques fédérées donnant ainsi naissance à un pays qui n'était centralisé que dans la forme. Dans le fond, ceux qui dirigeaient étaient divisés. C'est ainsi que se manifeste le rapport entre structure, forme et contenu. Le contenu était très faible et pratiquement absent de la préoccupation des directions, des technocrates et des dirigeants du Parti Communiste. C'est ainsi que le Parti Communiste Yougoslave en est arrivé à être dirigé par une bande de types dont la majorité réclamait le retour à l'intérêt privé et à une combinaison entre propriété étatisée et intérêt privé. Les formes de l'Etat Ouvrier étaient hors du communisme.

Mais la structure ne reflètait pas le contenu. Le contenu : Etat Ouvrier et propriété étatisée, avait fait la preuve qu'il était la source et la base de l'économie. La Yougoslavie était passée du néant, à devenir un pays industriel, où les conditions de vie s'étaient élevées, où l'économie et la production se développaient. Les républiques étaient aux mains des technocrates qui avaient divisé le pays en intérêts privés fédératifs. Ils stimulaient et étendaient les intérêts à la manière d'intérêts capitalistes privés. Pour voyager en train d'une république à une autre en passant par une troisième, il fallait utiliser des billets différents ! Maintenant, tout est réunifié, mais avant, c'était une fédération de républiques dont chacune développait ses intérêts particuliers. Unies par l'Intérêt économique, il y avait déjà, la force, les tendances, la préparation pour mener la lutte dans le parti communiste, pour en éliminer les communistes et réduire le parti à un simple nom derrière lequel seraient représentés les intérêts bureaucratiques capitalistes et la combinaison des intérêts capitalistes et bureaucratiques. C'est le même processus que Dubcek devait suivre par la suite. Il a appris de l'exemple yougoslave, et a cru qu'ainsi allait l'histoire. Il s'est lancé avec toute sa hargne, à travers Ota Sick — qui tentait de donner un fondement théorique — pour essayer de faire la même chose qu'en Yougoslavie.

Le résultat a été que la structure de l'Etat Ouvrier Yougoslave, et le processus mondial de la révolution, ont vaincu la politique erronée, concliatrice, le gigantesque recul de la Yougoslavie. Le processus mondial a fourni la force qui a permis au prolétariat yougoslave d'expulser et de jeter par la fenêtre gérants et directeurs.

Avant que ne se produisent en Yougoslavie les réformes actuelles qui la ramè-

nent à ses origines et même, sur certains aspects, la mettent à un niveau supérieur à ce qu'elle était au moment de la rupture avec Staline, les ouvriers yougoslaves démontraient, en jetant par la fenêtre leurs directeurs, que le pouvoir des technocrates et la division du pays en républiques fédérées étaient arrivés à une limite.

L'autogestion fut, en son temps, une mesure destinée à stimuler la production. Elle cherchait à s'attacher par l'intérêt, les masses ouvrières, paysannes, les cadres et techniciens, pour ne pas succomber face à la pression de Staline. Elle cherchait à donner à la fois un centre et un stimulant à la production. Conscients de ce qu'il n'était pas possible d'aller au communisme avec un pays aussi arriéré et isolé, les dirigeants yougoslaves ont cherché un substitut dans la production, dans le développement de l'économie. Ils ne disposaient ni du matériel, ni des matières premières, ni des richesses, ni de la capacité de concurrence mondiale nécessaires ; ils ont donc cherché à substituer les mesures communistes par le stimulant de la production. Le résultat en fut l'autogestion. C'était le stimulant le plus facile à contrôler, parce qu'il était en rapport avec la production et la productivité, déterminé par elles. L'autogestion a engendré le développement du pays sur la base des intérêts privés de chacune des républiques, accentuant les traits nationaux, les retards, l'horrible arriération nationale de chaque nationalité, qui retournait à l'étape antérieure à l'Etat Ouvrier.

Dans le sentiment des masses, l'autogestion était le moyen de se défendre de la bureaucratie et de pouvoir déterminer une distribution plus équitable. Voila ce que signifiait l'autogestion aux yeux de la classe ouvrière et d'une partie du Parti Communiste, y compris de Tito lui-même. C'était une tendance qui pensait de cette façon remplacer le manque de moyens matériels, le manque d'appui économique mondial, pour ne pas dépendre du système capitaliste mondial ni se soumettre à Staline, en substituant les Soviets. Il n'y avait pas moyen de construire des Soviets : la Yougoslavie était un pays sans ressource, sans tradition, à qui il manquait une base ouvrière et une tradition de Parti Communiste. Dans ces conditions, il n'était pas possible de faire des Soviets. Les bolchéviques ont pu les faire parce qu'ils avaient, à l'avance, le Parti. Le Parti Communiste de Tito n'avait pas de base pour faire des Soviets. Il a donc dû chercher un autre moyen. Par contre, s'il y avait eu, en Yougoslavie, un Parti bolchévique, celui-ci aurait fait des Soviets et cela aurait exercé une énorme influence sur tous les autres Etats Ouvriers. Staline, alors, serait intervenu.

Une des conditions pour lesquelles la bureaucratie soviétique n'est pas intervenue, c'est qu'elle a cru que la Yougoslavie allait se noyer, parce qu'elle était dans l'impossibilité de recourir aux Soviets, aux formes supérieures du communisme. La bureaucratie s'attendait à ce que la Yougoslavie étouffe. La bureaucratie du Parti Communiste de Yougoslavie était d'origine stalinienne, mais ses racines historiques étaient supérieures au stalinisme, parce qu'elle a triomphé les armes à la main. Cela a conféré au Parti Communiste de Yougoslavie une supériorité historique immense. L'origine stalinienne de la direction du Parti l'empêcha de trouver des ressources dans la révolution mondiale. Mais elle en a aussi été empêché par sa petitesse et son isolement. Tous ces éléments sont autant de facteurs qui se sont combinés pour conduire à l'autogestion.

L'autogestion n'a pas été une mesure adoptée pour concurrencer la centralisation et le communisme : c'était une mesure d'isolement et de repli, provoquée par la conception d'origine stalinienne. Organisationnellement, les dirigeants yougoslaves avaient rompu avec Staline, mais non dans la mentalité. C'est pour cette raison qu'ils ont rapidement basé leur développement sur la technocratie. Mais en même temps, ils ont cherché à comprendre ; et c'est la raison pour laquelle ils se sont adressés à la IVe Internationale.

Il ne faut pas sous-estimer l'origine de l'autogestion. Ce n'est pas une mesure qui a été prise en plein développement, en plein progrès de la planification, mais dans des conditions où Staline tenait le pays à la gorge. Le Parti yougoslave était alors un parti d'origine stalinienne, récemment sorti de la guerre, à moitié détruit, sans base prolétarienne importante, dans un pays dont le retard, comparable à celui de l'Albanie, était énorme. Tous ces facteurs unis ont déterminé l'autogestion.

La Yougoslavie n'a jamais pu retourner au capitalisme

Mais il faut bien voir en même temps que la direction yougoslave a choisi de suivre la voie de l'autogestion, et non celle de la distribution capitaliste. Elle a donc opté pour une mesure qui devait rester dans le camp communiste. Ceci montre bien la puissance de la structure de l'Etat Ouvrier et de l'influence du mouvement communiste mondial. C'est la raison pour laquelle, malgré la profondeur des dégats causé par l'autogestion, la Yougoslavie n'a jamais pu retourner au régime capitaliste. Les masses puisent leur origine dans la révolution, et dans l'influence que l'Etat Ouvrier et la révolution exercent à travers elles. Tito a fait partie des Brigades Internationales en Espagne, et il était communiste. Son origine, son organisation étaient communistes et il a été gagné par la révolution russe. Au moment où il commence à intervenir en Yougoslavie, il est déjà communiste.

Ces expérience sont très riches, pour montrer que l'autogestion était une tentative de se dégager de la pression, de l'étranglement staliniens, pour les remplacer par la programmation communiste. Il s'agissait, non de l'URSS, mais de la Yougoslavie, c'est-à-dire d'un pays immensément arriéré, manquant de base ouvrière solide, manquant de moyens et de ressources naturelles, et d'un Parti communiste arriéré lui aussi, bien qu'il ait eu des positions parfois des plus avancées. Ce parti engendra toute une série de dirigeants, dont l'immense majorité fut ensuite supprimée. Ils renaissent aujourd'hui, ou vont renaitre bientôt. Le Parti Communiste yougoslave a produit des dirigeants des plus avancés et qui acceptaient assez bien les jugements trotskystes.

C'est une expression de ce que l'Etat Ouvrier a la force d'impulser et de soutenir la pensée révolutionnaire et de la faire se dépasser, ce que Staline ne pouvait pas faire. Il s'appuyait, en effet, sur la bureaucratie, sur l'appareil : il tombe et tout s'écroule. Par contre, l'Etat Ouvrier peut en arriver à courir les dangers de l'autogestion, du commerce direct entre des entreprises yougoslaves et le capitalisme mondial, de la concurrence intérieure entre plusieurs entreprises fabriquant un même produit (chaussures, tissus ou machines) : à un moment donné, le processus mondial de la révolution et la pression des masses yougoslaves provoquent la réaction. Telle est la force de l'Etat Ouvrier qui corrige les intérêts les plus brutaux, liés à l'intérêt individuel, égoïste de l'autogestion, ou, tout au moins, essaie de les corriger. En fait, c'est bien à une correction qu'on assiste comme le démontre le document préparatoire pour le 10e congrès du Parti Communiste, qui cherche à adapter l'autogestion à des formes communistes. Cette adaptation n'est pas possible. C'est l'un ou l'autre : autogestion ou fonctionnement centralisé.

L'autogestion ne peut pas remplacer le fonctionnement de l'économie centralisée et planifiée, de la planification et de la décentralisation de l'application, de la centralisation de la production. Plus la centralisation de la planification est grande, mieux il est possible d'utiliser les ressources, pour minimes qu'elles soient. Plus la planification est centralisée, plus la décentralisation est grande dans l'application et plus cela a d'importance, et plus cela produit d'effets bénéfiques. Mais la décentralisation peut très bien se faire en deux endroits et rien de plus.

La planification tend à concentrer les forces, en éliminant la concurrence entre usines produisant la même chose, les mouvements innécessaires de transport des matières premières et de séparation des différentes phases de la production et de vente entre plusieurs endroits. On élimine ainsi la planification en fonction de l'intérêt d'un groupe, d'un secteur ou d'une région, pour la remplacer par la planification au profit de tout le pays. La production se centralise et se concentre alors là où cela convient le mieux, pour réduire au minimum les mouvements. S'il est possible de transformer la matière première à l'endroit même où elle est extraite, on peut ensuite transporter le produit manufacturé ; ce qui est beaucoup mieux que de transporter la matière première pour la travailler ailleurs. Mais pour cela, il faut connaître les besoins du pays et il n'est pas possible de les connaître sans planification. Il faut tenir compte des besoins et non du pouvoir d'achat de la population. C'est ce qui s'est fait pendant les sept premières années de l'URSS. Par la suite, la bureaucratie soviétique se mit à évaluer les besoins du pays en fonction des acheteurs et, parmi eux, des bureaucrates eux-mêmes. Elle a constitué un marché en fonction de la bureaucratie et non des intérêts de tout le pays. Comme c'était un Etat ouvrier, elle ne pouvait pas ignorer complètement les besoins du pays, et devait alors tenir compte, à la fois des intérêts de la bureaucratie et des besoins du pays, faisant passer les premiers avant les seconds. La même chose à échelle mondiale.

L'autogestion conduit à démultiplier ces intérêts : chaque usine fabrique alors ce qui l'intéresse, en fonction de la production, de l'intérêt, de la capacité et des investissements. Une usine peut fabriquer un produit meilleur marché que dix autres. Mais à leur tour, les autres dix vont produire à un prix supérieur et c'est toute la production, prise dans son ensemble, qui coûte plus cher.

L'autogestion est destinée à créer un front pour impulser la production sur la base du stimulant matériel. Cela n'a rien à voir avec le contrôle ouvrier de la production, ni avec le produit donné aux travailleurs eux-mêmes. C'est une conception anarchiste qui n'a rien à voir avec la planification communiste. C'est une forme de production destinée à créer des liens, des relations, avec des couches, des tendances à l'intérieur de la bureaucratie, des administrateurs, des planificateurs, qui stimulent l'intérêt individuel, l'égoïsme, le conservatisme, chacun opposant l'intérêt de « son » usine à toutes les autres. S'il y a accord entre plusieurs entreprises, c'est pour l'allier entre elles contre un autre groupe. Par conséquent l'autogestion stimule l'intérêt privé et façonne un marché en fonction de cet intérêt. La politique mondiale doit, elle aussi, se plier à cet intérêt. La bureaucratie ne peut faire une politique qui stimule la révolution, parce que ce serait liquider tous les bureaucrates. C'est une politique de statu-quo, de soumission, de développement de relations avec le système capitaliste. Pour le faire, ils ont besoin de démonter, d'écarter ou d'éliminer les instruments qui les gênent : en particulier le monopole du commerce extérieur. Par conséquent on développe les sentiments liés aux intérêts privés égoïstes de l'usine, liés au marché local et mondial. C'est la raison pour laquelle le monopole gêne. L'autogestion est déterminée par la concurrence entre entreprise pour voir qui produit plus et mieux. Les entreprises ont donc intérêt à ce que la politique extérieure soit mise au service de cela et pour cela. Elles ont besoin d'éliminer le monopole du commerce extérieur et la politique révolutionnaire. La bureaucratie élabore en fonction du marché, à la recherche du profit et non de la réponse à la nécessité. C'est la raison pour laquelle il y avait en Yougoslavie six fabriques de chaussures, dont quatre ont dû être fermées, et même ainsi, il y en a encore une de trop, parce qu'une seule suffit. C'est la raison pour laquelle, en Yougoslavie, l'autogestion n'a pas permis d'élever la capacité d'action de la masse communiste.

La réaction qui se produit actuellement en Yougoslavie n'est pas le fait de ceux qui ont fait l'autogestion ; elle se produit contre elle. C'est la raison pour laquelle celle-ci est maintenant mise en question. La conclusion va être que la planification et la centralisation sont contradictoires et même antagoniques avec l'autogestion. L'autogestion détermine l'intérêt qui fait que chaque usine cherche à produire le plus possible, pour obtenir un maximum pour elle-même. Si toutes les usines pouvaient en faire autant, ce serait la forme de production de l'avenir. Il n'est pas possible que toute la production se fasse ainsi, parce que cette manière de produire a une base capitaliste, et non communiste. En maintenant la concurrence, elle maintient la contradiction que signifie qu'une moitié de la production est paralysée, tandis que des tas d'ouvriers sont obligés d'aller travailler à l'étranger. Cela stimule l'intérêt individuel et n'élève pas la conscience de la nécessité du communisme. La population voit que le profit est plus grand dans cette société que dans le capitalisme, mais que c'est une petite partie de la société qui en profite.

La production centralisée et planifiée doit servir de source, de base inaltérable, à la fois à une augmentation immédiate de la production sans augmentation de l'effort, et à l'organisation de la conscience et des sentiments. La concentration et la planification de la production, la production et la distribution collective créent un sentiment, une conscience collectifs. C'est la voie pour résoudre tous les problèmes.

Comme l'a dit Marx dans sa polémique avec Prouhdon et Bakounine : « le communisme n'est pas un meilleur partage de la distribution ; c'est une élévation des sentiments et de la conscience. » Le communisme démontre sa supériorité économique, mais cette supériorité ne s'arrête pas là. Il faut reconstruire l'être humain, le corriger, l'organiser, l'ordonner et le centraliser. Il faut reconstruire les parties encore bourgeoises. Il faut ordonner le secteur petit-bourgeois, et organiser le secteur ouvrier. Des trois, quel est celui qui l'emporte ? Le secteur prolétarien ! C'est le prolétariat qui ordonne tous les autres en raison de son rôle dans la production. L'économie, la planification exercent la fonction d'organisation des sentiments et de la conscience, montrant la nécessité de la dépendance collective. Elle ne suscite pas l'intérêt individuel et égoïste mais au contraire la conscience collective. C'est la forme normale de production.

En Yougoslavie, un million de travailleurs travaillent au dehors. Si nous sommes contre l'autogestion, ce n'est pas parce qu'elle est opposée à la planification, mais parce que c'est une organisation de la production égoïste, conservatrice, qui fragmente la capacité et les forces en stimulant chaque intérêt individuel contre les autres. Le résultat concret est la situation actuelle en Yougoslavie. L'autogestion a conduit à l'organisation de certaines couches qui se sont élevées au-dessus du reste de la société. En voulant bâtir une société pour eux, les technocrates se sont emparés de l'économie, de la direction de la production, des banques et du Parti. Ils étaient en voie de faire du parti un instrument pour mettre la Yougoslavie au service de leurs intérêts. Ils étaient le pont avec le système capitaliste. Dubceck et Ota Sick suivaient cette voie ; d'où la réaction des soviétiques.

(Suite page 4)

AU PROCHAIN CONGRES DU P.S.B.

Développer toutes les initiatives pour faire discuter le programme anti-capitaliste et le front-unique pour la gauche au pouvoir.

Le Conseil Général du PSB, qui vient de se réunir, a marqué à la fois, le progrès important de la discussion au sein du mouvement socialiste sur le rôle et les objectifs du Parti Socialiste et les difficultés que la gauche rencontre pour s'affirmer et imposer un cours anti-capitaliste conséquent au sein du PSB. Ce conseil général s'est réuni après le triomphe du "NON" en Italie, après le progrès formidable de l'Union de la Gauche en France, et aussi, après la participation de Cools et Van Eynde au congrès du PC Yougoslave, après le nouvel échec dans la tentative de la bourgeoisie belge d'attirer la droite socialiste au gouvernement et tandis que se développent des luttes incessantes et audacieuses des travailleurs dans tout le pays : depuis les verreries, aux Grès Guérin, aux éducateurs sociaux.

Dans le PSB et la FGTB, tout ce processus affirme la tendance à envisager une lutte plus conséquente et globale contre les conséquences de la crise du capitalisme. C'est toute la société qui exprime une profonde volonté de changement. "La majorité de gauche existe déjà dans le pays" : elle se fait sentir socialement, quand des couches de la population se lancent dans la lutte avec les méthodes, la décision, sous l'influence de la classe ouvrière : les fonctionnaires des services publics, les petits paysans, les militaires eux-mêmes. Dans ces mouvements, socialistes, communistes, chrétiens, et sans parti, se retrouvent ensemble. C'est une force immense qui impulse tout un courant dans le PSB à intervenir avec plus de confiance.

En même temps la gauche se sent soutenue par la France, par l'Italie, par tous les progrès réalisés par les partis socialistes là où ils ont avancé sur des positions, un programme et une perspective de gauche. Elle se sent soutenue aussi par les Etats ouvriers. Cools et Van Eynde sont allés au congrès du PC yougoslave pour établir une relation avec les Etats ouvriers, pour faire peser cela dans la discussion et la lutte intérieure du Parti Socialiste.

En agissant ainsi, la gauche doit répondre à une nécessité historique : l'unification communistes-socialistes, l'unification du mouvement ouvrier des pays capitalistes avec les Etats ouvriers pour en finir avec le capitalisme. C'est pourquoi, en menant cette lutte, la gauche ne va provoquer aucune rupture, ou division des forces du Parti Socialiste.

Le conseil général a été marqué par la crainte de provoquer une division dans le Parti, et cela retient la gauche pour avancer plus loin et profiter de toute la situation très riche et favorable pour organiser, dès maintenant, des bases du

(Suite page 4)

AU PROCHAIN CONGRES....

front de la gauche et pour proposer, dès maintenant, un Programme d'Union de la gauche à mettre en discussion dans toutes les tendances de gauche. Organiser les "groupes fonctionnels", ce n'est pas un principe mauvais en soi. Mais pour qu'ils servent au progrès de la gauche contre le capitalisme, il faut savoir, d'abord, sur quel programme on va lutter ; et sur cette base, proposer ce que fera la gauche quand elle aura conquis le pouvoir. Mais les "groupes fonctionnels", tels qu'ils ont été organisés par la direction socialiste ne permettent aucune intervention, ni discussion des militants socialistes, et encore moins de la classe ouvrière. Et ces "groupes" sont proposés à la place des assemblées-débats qui devaient être un grand foyer de discussion, d'unification de la gauche.

Nous appelons les camarades socialistes, les J.S., les militants de la gauche à exiger la réalisation de ces assemblées, et à prendre l'initiative de les organiser dans les quartiers, dans les maisons du peuple, dans les usines, à la porte des usines. Les travailleurs socialistes sont la force essentielle qui a fait progresser le PSB aux dernières élections. Dans cette discussion d'appareil, ils n'ont aucun moyen d'intervenir et la gauche s'en trouve affaiblie.

Nous appelons à mener la discussion publiquement, dans le mouvement ouvrier : pourquoi le front de la gauche doit-il incorporer, en plus de crhétiens de gauche, les communistes, et aussi les posadistes et d'autres tendances révolutionnaires ? La position défendue par des dirigeants comme Glinne n'est pas celle de la fédération qu'il devrait représenter. A Charleroi, le PSB avait voté à la majorité un front avec le Parti Communiste pour le gouvernement provincial du Hainaut. Et l'avant-garde socialiste qui a assuré, elle, le progrès du PSB, fait un front unique constamment avec les autres tendances ouvrières. Elle le montre dans toutes les luttes qui se sont développées dans cette étape.

Il faut discuter également dans toutes les sections, dans tout le Parti, la signification du Congrès du Parti Communiste de Youglosavie. Celui-ci a exprimé un processus très profond de regénérescence dans le Parti Communiste et l'Etat ouvrier yougoslave, de lutte pour éliminer la bureaucratie, pour permettre à la classe ouvrière d'agir comme la direction de l'Etat ouvrier, de correction de la conception de l'auto-gestion en l'accompagnant de la nécessité de la planification entralisée, de lutte contre la fédéralisation, et de préparation de la Yougoslavie pour affronter la guerre déclenchée par le capitalisme. La Yougoslavie, le Parti Communiste sortent renforcés de la lutte ouverte, contre la droite, contre la bureaucratie, les technocrates, les secteurs de dirigeants qui usurpaient les richesses de l'Etat ouvrier, et utilisaient le Parti pour défendre des privilèges et faire carrière.

La participation de la délégation socialiste à ce 10ème congrès n'est pas une simple formalité, protocolaire. Elle va aider à faire peser ce progrès à l'intérieur du Parti Socialiste en Belgique. Nous appelons les camarades socialistes à discuter toute cette riche exerience de la Yougoslavie, pour faire avancer la lutte pour un programme anti-capitaliste ici : la relation avec le PC yougoslave est un contact avec un Parti qui a mené une lutte armée pour le pouvoir et qui a exproprié le capitalisme. Nous appelons les camarades à lire et discuter en particulier l'article du camarade J. Posadas que nous rééditons dans ce numéro de "Lutte Ouvrière" pour la précision, et la prévision de son analyse.

La gauche va se développer d'autant plus qu'elle développe la lutte et la discussion ouverte dans tout le Parti. Les "groupes fonctionnels", tels qu'ils ont été décidés par la direction sont une entrave à cette discussion. Ils donnent aux parlementaires, aux ex-ministres et aux candidats ministres, qui se proposent seulement d'administrer le système capitaliste, un poids, une liberté de manoeuvre. C'est aussi une façon de maintenir la lutte au sein de l'appareil. Dans ce cadre, la gauche ne peut pas s'imposer. La démission forcée de Willy Brandt en Allemagne en est un exemple. Par contre l'exemple de la France, de l'Italie, et même du Luxembourg, montrent qu'en avançant ouvertement sur des positions de gauche, le parti se renforce, gagne de nouveaux secteurs, et l'avant-garde se sent plus de confiance pour empêcher un coup de la droite.

L'appel qu'a fait André Cools aux démocrates chrétiens, au Parlement, est un bon point d'appui. Nous appelons à ,étendre ces appels, à concrétiser le front unique hors du Parlement. Ce n'est pas dans la polémique parlementaire que la gauche chrétienne, le MOC, va se décider à rompre avec le PSC. Il faut qu'elle voie le PSB intervenir dans toutes les luttes des masses et proposer des solutions anti-capitalistes à tous les problèmes de la population, proposer le programme commun pour la gauche en Belgique, un programme de nationalisations des grandes entreprises capitalistes, des sociétés multinationales, de l'énergie, d'investissements publics, de plan ouvrier de développement, en fonction des besoins de la population, d'unification de toutes les forces du mouvement ouvrier pour imposer la gauche au pouvoir.

Il faut organiser des assemblées — débats, montrer l'exemple d'un fonctionnement démocratique, lutter pour un fonctionnement démocratique des syndicats, incorporer les ouvriers et les jeunes à la direction du Parti. La gauche doit lutter pour que le PSB ne soit pas seulement un parti qui mobilise les militants quand il y a des élections, mais un parti qui devienne un instrument dans la lutte de classes, pour transformer la société.

La regionalisation... (Suite de la page 1)

cherche à tout prix à faire bloc : c'est la tâche du gouvernement Tindemans, avec ses petits et moyens élargissements.

Pour le mouvement ouvrier, une autre question est à poser : est-ce que "la régionalisation" sert à quelque chose quand il y a une grève, comme en verrerie, ou à Caterpillar et qu'il faut mobiliser toute la classe ouvrière pour la faire triompher, comme les syndicats devraient le faire ? Le capitalisme américain ou français reste le même. Ce ne sont pas les "capitalistes wallons" qui vont lever le petit doigt contre leur propre classe sociale. Dans n'importe quelle institution plus ou moins "régionalisée" qui va se former, ce n'est pas la classe ouvrière qui aura le pouvoir de décision. Il existe déjà une multitude d'organismes locaux. C'est la bourgeoisie qui les dirige. Quand ils sont composés de représentants des syndicats ou des partis ouvriers, c'est toujours la bourgeoisie qui les dirige et les oriente, parce que ce n'est pas cela qui fait changer de mains la propriété des usines. Les usines appartiennent toujours aux patrons. Les "Sociétés de développement régional", si elles se constituent, n'auront pas plus de pouvoir ; elles seront une prolongation du pouvoir du capitalisme ; et la participation dans ces sociétés de dirigeants ouvriers ne va rien y changer. On leur laissera l'initiative de choses insignifiantes, comme d'inaugurer la construction d'un pont ou d'une autoroute.

Le problème de la régionalisation est un faux problème. Il se résout dans le développement des luttes de la classe ouvrière, jusqu'à l'imposition d'un gouvernement de gauche, et le fonctionnement des organismes de la classe ouvrière comme les comités de quartiers, les conseils d'usines et de zones, de bureaux et d'écoles où la population exploitée a la possibilité d'intervenir, de proposer, d'imposer des mesures économiques favorables à la classe et au développement harmonieux de la société. C'est seulement dans ce cadre que seront reconnus les droits culturels, le droit de parler et d'enseigner sa langue, et qu'il n'y aura plus d'imposition comme celle du régime capitaliste, mais la persuasion pour choisir ensemble ce qu'il y a de meilleur pour toute la population.

La régionalisation n'est, en fait qu'une division du pays en régions, avec des capitalistes des deux côtés, et des travailleurs exploités également des deux côtés. La classe ouvrière, tout en défendant le droit de choisir la langue de ses enfants, établit immédiatement un front-unique entre wallons, flamands et bruxellois, pour mener la lutte contre le capitalisme. Elle ne fait aucune différence entre eux elle se mobilise en front unique. Dans la grève des verriers par exemple, est-ce que les travailleurs ont eu des problèmes pour se mobiliser et pour lancer une grève générale, des usines de Flandres et de Wallonie ? C'est la bourgeoisie qui a peur du front unique des ouvriers flamands et wallons. Si vraiment elle pensait qu'il y a de telles différences entre les gens de Flandres et ceux de Wallonie : pour quoi fait-elle arrêter l'autocar des ouvriers qui venaient de Mol chez les camarades de Gilly ! C'est dans la lutte de classes que le front unique wallons-flamands s'exprime sous sa forme la plus élevée. Et là il n'y a pas de capitalistes "wallons" d'un côté et "flamands" de l'autre. Il faut structurer un seul bloc unifié de toute la classe ouvrière, pour mener à bien la lutte.

FAIRE AVANCER LOCALEMENT LE "POUVOIR POPULAIRE" POUR IMPOSER NATIONALEMENT LA GAUCHE AU POUVOIR

Des grèves importantes ont lieu ou se préparent dans le pays, en Flandres comme en Wallonie. Le Parti Socialiste, les syndicats eux-mêmes le posent. Ce n'est pas le moment de se "régionaliser", dans le PSB, dans le mouvement ouvrier ! Ce n'est pas un raisonnement simpliste de poser cela : les actions les plus importantes réalisées par la classe ouvrière, qui ont ébranlé le régime capitaliste, ont été menées dans un front unique, au travers de la grève générale. Même dans des grèves locales, comme celles des mineurs du Limbourg, des dockers d'Anvers et Gand, les travailleurs ont lutté et manifesté leur volonté de changer la société, dans un front unique de toutes les nationalités.

Il faut en finir avec la discussion absurde sur la régionalisation, le fédéralisme, tant dans le Parti Socialiste, que dans le PC. C'est une discussion absurde, parce que, quand les conditions de la lutte mettent à portée de la main, la formation d'un pouvoir local dominé par les forces de gauche, on refuse de faire ce front de la gauche ! Nous croyons que dans chaque région où il y a déjà une majorité de gauche, on peut développer des formes de pouvoir local, comme en Italie, en les prenant comme exemple, comme plate-forme pour imposer le gouvernement de gauche sur le plan national. Dans certaines régions "rouges" d'Italie, "des gouvernements populaires" locaux, fonctionnent sur la base d'assemblées populaires dans tous les quartiers, dans les zones industrielles, où les travailleurs ont imposé des mesures de double pouvoir contre le capitalisme : diminution des heures de travail, droits syndicaux, libertés politiques dans les usines, imposition de mesures contre la pollution, pour la sécurité au travail, imposition de produire des marchandises utiles à la population dans certaines entreprises, etc...

On peut conquérir des formes de pouvoir local, mais cela n'implique pas ni "la régionalisation" ni "le fédéralisme". Et quand on parle de pouvoirs ',"fédéraux" et "régionaux", il faut savoir quoi, et ne pas refuser le front de la gauche, comme cela a été le cas aux dernières élections provinciales, où les socialistes et communistes avaient une majorité au gouvernement provincial.

Eliminer la "régionalisation", ne veut pas dire être contre la défense des droits démocratiques de la population, mais comprendre que les changements dans la société ne seront pas le produit d'une plus ou moins bonne régionalisation, mais des changements de structures, et de l'élimination du capitalisme. Il faut donc développer un programme, une tactique précise contre le capitalisem : comment avancer dans les nationalisations, dans le contrôle ouvrier (et non celui des appareils syndicaux). Comment avancer dans la démocratie syndicale sans laquelle la classe ouvrière doit se limiter à des luttes pour des augmentations. Il faut éliminer le fonctionnement bureaucratique et féodal des syndicats, pour que la classe ouvrière fasse sentir pleinement sa décision : elle veut en finir avec le capitalisme elle se sent capable d'organiser l'économie sans lui. Si ce niveau n'existait pas dans tout le pays, les travailleurs de Bouffioux ne se sentiraient pas capables de faire fonctionner leur petite usine comme ils viennent de le décider. Tel est le niveau de décision de la classe ouvrière. Il s'exprime au travers des actions de ce type. C'est aux partis ouvriers, aux syndicats de sentir et de voir la profondeur de cette force pour agir comme direction, et ne pas être à la traîne des évènements. Nous saluons la décision des ouvriers de Bouffioux. La gauche socialiste, la gauche chrétienne, le Parti Communiste, doivent se baser sur ce niveau pour intervenir, pour élaborer publiquement un programme commun basé sur toutes les revendications des masses exploitées, et pour construire le front unique partis ouvriers syndicats, pour la prochaine offensive de la classe ouvrière.

17/6/74

La réaction actuelle en Yougoslavie montre la puissance de l'Etat Ouvrier

(Suite de la page 3)

Sa structure exige la compréhension et l'utilisation scientifique. C'est pourquoi elle ne supporte pas l'autogestion. Elle la supporte pendant une période, comme c'est le cas en Yougoslavie, mais elle doit l'expulser. Ou c'est l'autogestion qui est expulsée, ou c'est elle qui écrase la propriété étatisée. Si l'autogestion s'améliore — c'est ce qui est en train de se faire en ce moment, elle est alors la base pour une reconsidération de toute l'économie, pour passer de l'autogestion à la planification centralisée et collectivisée. C'est ce qui se discute en Yougoslavie, même si pour le moment ils maintiennent l'autogestion, mais sous une forme plus scientifique et plus élevée.

Ce processus de la Yougoslavie est un processus de régénérescence partielle. C'est la forme que prend la révolution politique. Celle-ci ne veut pas dire faire le coup de feu. Il peut y avoir des coups de feu, mais pas maintenant. De toutes façons, il y en aura. Cette réaction des masses yougoslave démontre l'importance et le poids décisif de la classe ouvrière dans les Etats ouvriers, pour la rectification, la remise en ordre et la régénérescence de ces Etats. Ce n'est pas le fait de discussions entre les dirigeants. C'est la classe ouvrière qui se prépare à intervenir et qui corrige les dirigeants, non seulement en Yougoslavie mais dans tous les autres Etats Ouvriers. C'est la classe ouvrière de chaque pays qui intervient. C'est la révolution politique qui progresse et qui contient, réduit, élimine, le pouvoir bureaucratique tout en élevant le pouvoir du parti de manière communiste.

La classe ouvrière a alors son expression la plus importante, non comme classe comme sous le capitalisme, mais dans le parti et les syndicats. En Yougoslavie, ceux-ci jouent un très grand rôle. Le Parti dépérissait et ce sont les syndicats qui ont refusé de périr. Nous appelons les camarades communistes à prêter attention à ce qui se passe en Yougoslavie. Le Parti était inerte. Ce sont les syndicats qui ont maintenu vivante, et permanente, la réaction contre les technocrates et contre tous ces faussaires du communisme.

Nous appelons les militants du PC à être attentifs. Ce sont les syndicats des Etats Ouvriers qui ont maintenu la résistance et le refus de se livrer et de se soumettre à la bureaucratie à travers l'autogestion. Les bureaucrates avaient liquidé le Parti Communiste, la classe ouvrière ne pouvait plus intervenir à travers le PC yougoslave. La classe est intervenue dans les syndicats. Elle s'en est servie pour gagner le cœur de la population, pour élever son poids dans le PC yougoslave. Telle est la riche expérience du rôle des syndicats à cette étape de l'histoire. Le syndicat ne remplace pas le parti en tant qu'instrument et direction mondiale de l'histoire, mais circonstanciellement, le syndicat joue le rôle que le parti ne peut pas jouer.

C'est nous qui avons dit en 1956 à propos de la Bolivie, que les syndicats remplaçaient le parti. Ce n'est pas nous qui le déterminons ; c'est comme ça. Le processus n'est pas le même partout : cela fait partie de la régénérescence partielle. Les événements de Yougoslavie sont une des plus riches contributions au mouvement communiste mondial, pour utiliser toutes les forces qui se développent pour peser dans la concentration qui permettra de passer de cette étape — qui durera encore une période — à la prochaine, qui sera la régénérescence consciente. Déjà, à cette étape, il y a des éléments de régénérescence consciente, en Yougoslavie, ce n'est pas complet, mais en partie c'est une régénérescence consciente. On ne peut s'attendre à un processus bien propre ; c'est tout un cours de développement intérieur, de croissance contradictoire dans lequel se développent les forces qui réduisent, contiennent, éliminent progressivement le pouvoir de la bureaucratie, en même temps que s'élève le pouvoir des organes de forme soviétique, qui vont bientôt surgir en Yougoslavie pour la deuxième fois (la première fut pendant la guerre).

Il faut dominer ce processus, le vivre. Il est d'une richesse et d'une concentration immense. Il ne faut pas s'attendre à ce que la révolution politique survienne dans un pays avec grèves, insurrections, soulèvements contre la bureaucratie. Il n'y aura peut-être pas d'insurrection. L'insurrection viendra peut-être plus tard. Tel est le processus en Yougoslavie. Le Vietnam est la révolution politique sur un aspect. Ce n'est pas une direction qui a fait cela consciemment, mais maintenant le processus acquiert des formes conscientes. Le Vietnam cherche à généraliser le triomphe militaire sur le plan politique. Tel est le sens des articles de Le Duan

Le développement de la régénérescence partielle et de la révolution politique est liée à la lutte pour le pouvoir dans chaque pays. On ne peut pas les dissocier, les séparer, les prendre comme des compléments qui s'ajustent les uns aux autres. C'est un processus unique qui cherche à s'articuler. Dans ce processus mondial, ce sont les traits les plus prononcés qui déterminent les formes de cette articulation et c'est la forme la plus générale sous laquelle se développe la régénérescence partielle. Pour le moment, le processus le plus accentué est celui de Yougoslavie. Peu importe son poids économique, le nombre de sa population ; ce qui compte c'est son rôle dans l'histoire, dans le mouvement communiste mondial. La Yougoslavie joue un rôle énorme dans le mouvement communiste mondial. Il y a cinq ans que c'est en marche. Il y a quatre ans qu'ils ont pris un type et qu'ills l'ont pendu à la fenêtre. Ensuite les Polonais se sont dit : faisons la même chose !

Ce processus doit encore s'articuler, mais il se combine avec le processus de la lutte pour le pouvoir dans chaque pays, dans chaque PC et avec la nécessité qui s'exprime de plus en plus sous forme de pression constante, de l'unification de tous les Partis Communistes. Cette unification n'a pas lieu parce que les directions des partis ne prennent pas politiquement une résolution en ce sens, parce qu'elles considèrent et résolvent que c'est convenable pour l'intérêt de tel ou tel parti : c'est la structure du processus mondial de la révolution qui exige la coordination, l'harmonisation la centralisation du mouvement communiste mondial.

9-8-73. *J. POSADAS*

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

Portée et effets historiques de la régénérescence partielle dans le Parti Communiste et dans le gouvernement Yougoslaves

2 Juin 1974 (PAGES CENTRALES)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 28 juin 1974 – n° 221 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Dans ce numéro : Page 3

VIVE LE RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS A GENEVE !

AU CHILI !

LIBERTE POUR CORVALAN ET ALMEIDA !!

PREPARER LE PSB A AFFRONTER LA DROITE SOCIALISTE

EDITORIAL

L'affrontement avec la droite dans le PSB est inévitable. Les récentes déclarations de l'ancien ministre Leburton le montrent. Quelle nécessité y a-t-il pour celui-ci, de déclarer face aux manoeuvres du gouvernement pour "élargir la majorité" que les seuls capables de résoudre les problèmes du pays sont les socialistes et les sociaux chrétiens ?

Cette déclaration indique un point limite de tension entre les différentes forces qui luttent au sein du Parti Socialiste – on ne peut encore les appeler tendances, parce qu'elles n'ont pas de fonctionnement organique. Ce sont des forces différentes : tandis que Cools parcourt le pays, d'une réunion à l'autre, d'un meeting à l'autre en posant la nécessité de l'unification de la gauche, avec les chrétiens de gauche, et les communistes, et en disant qu'il faut élaborer un programme pour cette unification, d'autre part, l'aile droitière, avec sa vocation de ministres, continue à chercher un accord avec la direction du PSC-CVP.

Cools lui-même dénonçait cette situation dans le dernier Conseil général du PSB au cours duquel se produisit un affrontement, indirect, entre Glinne et lui ; Cools posant qu'il ne faut pas mettre d'exclusives, et Glinne voulant éliminer le PC de ce front.

Bien que les relations au sein du mouvement ouvrier ne sont pas les mêmes en Belgique qu'en France, le PC doit être un des composants de ce front de la gauche, même s'il est minoritaire. Mais pour arriver à des accords, à établir des points programmatiques de front unique, il faut avancer un programme. Dans une récente réunion à Hornu, Cools déclarait : "il est nécessaire d'élaborer ce programme et le soumettre aux chrétiens de gauche et aux communistes".

Nous proposons : qu'est-ce qui empêche de discuter le programme, dès maintenant ? le manque d'exemples ? pas du tout. Il y a le Programme Commun de France qui est bien applicable ici en Belgique. Il est valide parce qu'en France, comme en Belgique, en Italie, et même en Espagne, la crise du capitalisme est la même ; la crise de décomposition, de concurrence, la crise sociale, politique, économique, de putréfaction, est la même. Le capitalisme n'est plus capable de répondre aux problèmes des masses. Il se concentre de plus en plus pour subsister, il se centralise en même temps qu'il prépare ses organismes à la guerre. Voilà la signification du voyage de Nixon au Moyen Orient et en Europe.

Les accords conclus avec Sadate en Egypteont été signés entre des types d'une même classe et avec le désir d'attendre encore une étape avant l'affrontement global. Entretemps, le Pentagone lance Israel à faire ces bombardements sur les camps des palestiniens. Un secteur est déjà résolu à lancer la guerre ; ces bombardements sont, comme ceux de Guernica, des tentatives d'écraser les masses. Mais les conditions sont différentes aujourd'hui : nous ne sommes plus en 1936, en plein développement du fascisme, mais en 1974, en pleine crise de décomposition du capitalisme, avec le Portugal, l'Ethiopie, avec l'Espagne où Franco meurt debout ; de plus, il existe 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires ; et l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers dans un processus de regénérescence partielle. Quand Arafat demande des Asm-7, c'est qu'il voit la possibilité de les obtenir, parce que la direction soviétique ne peut rester indifférente à cette agression d'Israel. Brejnev a déjà déclaré, lors de son voyage à Cuba, que l'URSS ne laisserait pas l'impérialisme exporter la contre-révolution sans intervenir.

Par ce voyage, Nixon cherche à soumettre les bourgeoisies européennes, à les centraliser en fonction des efforts de l'impérialisme, à leur demander une contribution plus grande à l'OTAN et surtout, à discuter quelle stratégie et quelle tactique utiliser face aux Etats ouvriers, et au progrès de la gauche dans toute l'Europe capitaliste.

Le PSB, le PCB et toutes les forces de gauche, les syndicats et organismes des masses doivent dénoncer ce voyage et les plans assassins de ce voleur appelé Nixon ! L'impérialisme ne peut plus supporter seul l'effort de la contre-révolution dans le monde sans mettre en danger son équilibre déjà précaire. C'est pourquoi il cherche à se décharger sur le capitalisme européen, ce qui est aussi une manière d'augmenter les conditions de concurrence. Tout cela montre sa crise interne.

Non seulement il faut le dénoncer, mais il faut proposer, quel est le programme pour répondre à cette crise. L'étatisation sous contrôle ouvrier est-elle ou non, possible ? oui, elle l'est ! La classe ouvrière a déjà l'assurance et la décision pour la réaliser, la classe est déjà résolue à laisser de côté le capitalisme. Autrement, comment la lutte des Grès Guérin serait-elle possible ? C'est une petite usine artisanale qui ne joue absolument aucun rôle décisif dans la production. Si cette usine s'arrêtait de travailler, que se passerait-il ? ce ne sont pas des articles de première nécessité, ni un secteur de poids dans l'économie. Alors, d'où les travailleurs sortent-ils l'assurance de se lancer à une telle tâche, de fabriquer, de vendre et de s'administrer sous contrôle ouvrier ? C'est un exemple de ce que le monde est apte pour vivre des relations communistes, pour liquider l'exploitation capitaliste.

Les camarades des Grès Guérin, comme les éducateurs sociaux qui continuent toujours leur grève, se basent sur l'assurance de la classe ouvrière du monde et de Belgique. Cela fait des années que les éducateurs sociaux travaillent dans des conditions aberrantes. Pourquoi ne sont-ils pas sortis avant en lutte ? et pourquoi, maintenant, rencontrent-ils un tel écho dans toute la population ? de même pour les Grès Guérin, où toute la population vient faire des achats. Les masses font sentir leur stimulant, leur encouragement, elle leur disent : "allez-y, nous voulons faire la même chose que vous et nous vous appuyons". Le capitalisme s'en fout complètement si les enfants ont seulement 50 à 60 francs par jour pour s'alimenter, puisqu'ils ne sont pas des éléments productifs. Cependant les éducateurs sociaux se sont lancés dans la lutte et font la grève avec une très grande force.

Ils sont impulsés par la maturité des conditions objectives du monde. Camarades socialistes, communistes, chrétiens de gauche ; il faut s'appuyer là-dessus pour élaborer le programme pour construire le front unique. Appeler à la mobilisation des masses au travers des syndicats, et poser en même temps : expropriations ! mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier de toutes les usines en crise, et expropriation des entreprises "multinationales", comme Westinghouse, Caterpillar etc...

Il ne faut pas simplement dire que le programme est nécessaire, mais encore en poser les points concrets : étatisations, contrôle ouvrier, salaires, indexation des barêmes fiscaux, partage des heures de travail, un plan contre les heures supplémentaires et pour la création de nouveaux emplois ; construction de logements convenables ; obligation pour le capitalisme de respecter les vies humaines et la nature au lieu d'empoisonner les gens avec les fumées et les eaux polluées.

Tout cela est possible. Mais pour développer ce programme, c'est nécessaire de développer plus profondément la campagne, dans le Parti Socialiste, pour faire des assemblées débats dans toutes les régions, pour discuter.

Maintenant même, la bourgeoisie est dans une telle crise de décomposition de son appareil politique, qu'elle doit reculer, elle redoute l'affrontement. C'est pour cela qu'elle n'a pas chassé les enfants marocains. Elle a vu que ce problème pouvait être un détonateur pour un affrontement beaucoup plus grand. En même temps, sa division interne s'accentue. Le PVV, le CVP, la V.U. continuent à discuter pour arriver à un accord, en marge de gouvernement. En ces moments de préparation d'affrontements, la bourgeoisie a besoin d'une équipe sûre, et elle n'est sûre de rien.

Il faut voir tout cela pour se lancer à organiser l'opposition, non seulement au Parlement, mais au sein des masses, au moyen de la mobilisation, des conquêtes revendicatives, et pour imposer un gouvernement de gauche.

La droite socialiste menace de rupture ? qu'elle rompe ! c'est elle qui va se briser. Voyez le Luxembourg ; c'est le progrès du PS dans le front unique avec les communistes qui lui a fait gagner les élections. Voyez le progrès de la gauche en France et dans le Parti Socialiste. C'est l'audace qui permet de progresser. La classe ouvrière va appuyer ces changements.

Face à la crise de décomposition du capitalisme, à la politique des directions bourgeoises, il faut donner une issue programmatique.

En Italie, Fanfani vient de chasser Donat Catin et un autre dirigeant de la gauche démocrate chrétienne de la direction du parti. En Belgique, un processus va s'amorcer dans le même sens, quoique la droite social chrétienne voit qu'elle a besoin de la direction dite "de gauche" et se dispose à faire des concessions pour la garder. Il faut analyser de processus de crise dans la démocratie chrétienne en Italie, comme au Chili, pour faire sentir aux camarades chrétiens de gauche qu'ils sont utilisés et que la seule façon de faire progresser leurs objectifs, c'est de s'organiser en parti indépendant. Autrement il restent soumis aux pressions de l'appareil qui est dominé par la droite.

Nous appelons le PSB, le PC, les militants de gauche et les tendances révoluitonnaires à écrire, faire des analyses sur ces évènements, pour intervenir dans le processus d'organisation de la gauche chrétienne comme un Parti.

Il ne faudra pas attendre des années. La bourgeoisie cherche à répondre à un processus qui l'emporte, maintenant même. Les récents évènements en Espagne le montrent, avec le limogeage de Diez Alegria. Ce haut chef de l'Etat Major était lié aux portugais, à Spinola, à un secteur de la bourgeoisie qui sent que Franco ne tient plus debout, que le capitalisme est

(Suite à la page 4)

Portée et effets historiques de la régénérescen

gouvernemer

2 juin 1974

Le Congrès du Parti Communiste Yougoslave, qui a poursuivi la ligne marquée par des discussions antérieures, montre un progrès très accentué, très grand, de la régénérescence partielle des Etats ouvriers. La ligne essentielle de ce Congrès est l'impulsion donnée à la réanimation de l'Etat ouvrier yougoslave dans le communisme. Il élève une série de points en appui de rapports communistes au sein de l'Etat ouvrier : ce n'est pas une régénérescence complète, mais la voie est ouverte dans cette ligne.

Sur certains points les résolutions du Congrès sont essentielles pour la régénérescence partielle des Etats ouvriers : il faut les prendre comme des exemples et comme une base qui va influencer les autres Etats ouvriers. Un tel processus ne peut pas surgir de manière particulière et seulement en Yougoslavie : c'est un processus général qui existe. Il faut tenir compte du fait que la Yougoslavie s'est soulevée dans le passé, contre Staline, qu'elle a tenu tête à l'URSS et à tous les autres Etats ouvriers, dont elle s'est séparée. Et maintenant, au lieu de se séparer à nouveau, elle va vers les autres Etats ouvriers. A l'époque, la Yougoslavie a pu résister aux effets de son isolement grace au processus mondial de la révolution et à la maturité de l'avant-garde communiste qui n'a jamais accepté que la Yougoslavie soit détruite. La montée mondiale de la révolution a permis à l'Etat ouvrier yougoslave de trouver des points d'appui et l'autorité du parti communiste yougoslave était immense. Elle l'était et elle l'est encore. Le processus de dégénérescence a été très profond en Yougoslavie, il est allé presque jusqu'au retour au capitalisme, mais la contre-révolution a été contenue il y a quelques années. Depuis, l'Etat ouvrier s'est réaffirmé, avec le surgissement de décisions programmatiques qui transforment les conditions antérieures et favorisent un progrès démocratique révolutionnaire du fonctionnement du Parti Communiste et de l'Etat ouvrier yougoslave.

Il faut se rappeler les luttes des étudiants et des ouvriers qui se sont mobilisés contre les bureaucrates, contre les technocrates, contre tous les arrogants, contre la camarilla du parti, contre l'absence de démocratie dans le parti et dans l'autogestion, contre l'inégalité dans la distribution, contre l'enrichissement de certains, contre la politique bourgeoise. C'est une couche d'ouvriers et d'étudiants qui a développé cette activité. Elle a été insultée, calomniée, accusée, sanctionnée et expulsée du parti, attaquée et accusée de contre-révolutionnaire. Mais l'avant-garde prolétarienne ne s'est pas laissée intimider par ces accusations, elle a poursuivi sa tâche pour régénérer le Parti Communiste Yougoslave. La lutte menée par l'avant-garde prolétarienne et étudiante a été énorme. Ils en sont arrivés à jeter des administrateurs d'usine par la fenêtre. Ils accrochaient le portrait de Tito en guerrillero à côté de celui de Marx, disant : « Tito, c'est comme ça que nous voulons te voir. » L'héroïsme de l'avant-garde prolétarienne yougoslave et des étudiants, appuyés par un large secteur d'intellectuels et par de vieux militants et dirigeants du Parti, trouvait un point d'appui dans la montée mondiale de la révolution. Cette lutte a remporté un succès, non encore complet, mais un succès très grand, à la suite d'une crise de recomposition intérieure, de rectification et de réorganisation de la Ligue des Communistes Yougoslaves. On a expulsé alors, de la Ligue, la tendance nationaliste bourgeoise, les carriéristes, les technocrates qui planifiaient pour leur propre profit, qui volaient pour eux-mêmes, qui avaient annulé le rôle du Parti et qui avaient fait de l'autogestion un système dans lequel eux profitent et les ouvriers n'ont qu'à travailler, qui avaient brisé la Fédération. Au lieu de développer la Fédération, ils avaient développé chaque pays pour lui-même et créé une différence entre républiques riches et républiques pauvres. Ils créaient, développaient et accentuaient des conditions — déjà parvenues à un degré assez élevé de mûrissement — pour la contre-révolution, pour un retour au capitalisme.

Cette lutte des ouvriers a duré cinq ans et a produit ses conséquences révolutionnaires. Nous en arrivons aujourd'hui à ce Congrès. Ceci montre une expérience très riche et très vivante. L'avant-garde prolétarienne a été la base essentielle de soutien, de cette réforme, de ce retour au marxisme dans les principes généraux. C'est un retour au marxisme. Il n'en revient pas complètement aux principes essentiels du marxisme mais c'est un retour assez accentué aux sources du marxisme complet. C'est un processus de régénérescense partielle très accentué en ce qui concerne les aspects essentiels ; non complet, mais qui va dans cette voie. Il faut tenir compte du foit qu'il existe de très grandes divergences entre les Etats ouvriers, qu'il n'y a pas de principes, d'expériences concrètes sur lesquelles se baser, comme ce fut le cas en 1917 avec la Révolution russe qui a été un exemple de toutes les autres révolutions. Ici, ce n'est pas le cas. La bureaucratie soviétique a brisé l'expérience centralisée de l'Etat ouvrier soviétique, et l'a remplacée par une image fausse individuelle : les révolutions sont conçues comme une série d'unités qui se rassemblent, et non comme un centre unique qui se divise pour mieux fonctionner, qui doit être le modèle pour l'unification des Etats ouvriers. Les Etats ouvriers, et parmi eux la Yougoslavie, n'ont pas d'exemple à suivre. Staline a voulu leur imposer une politique par la force, avec arrogance. Mais cette mesure n'a pas provoqué la ruine et la destruction de l'Etat ouvrier yougoslave : celui-ci s'est maintenu. Et malgré le fait qu'il se soit développé en Yougoslavie une bureaucratie qui présentait sous une forme accentuée les mêmes traits que la bureaucratie stalinienne, qui, en défense de ses propres intérêts a recherché une alliance avec le capitalisme, malgré tout, le petit noyau prolétarien, le prolétariat yougoslave, malgré son peu de poids numérique, les étudiants, les intellectuels révolutionnaires du Parti ont eu suffisamment de force pour dominer et ramener au développement de l'Etat ouvrier.

Cela veut dire que quand la structure de l'Etat est correcte — comme c'est le cas pour l'Etat ouvrier — celle-ci est toujours capable d'engendrer les forces nécessaires pour la soutenir. C'est un premier principe. Le second est que l'Etat ouvrier est une nécessité historique. Qui veut le détruire doit démontrer qu'il existe quelque chose de supérieur. Il n'est pas possible de revenir en arrière. Tous ceux qui le croient possible, qui en rêvent, comme le capitalisme qui cherchait à s'appuyer sur la Yougoslavie, comme maintenant sur la Chine, trouvent là un exemple décisif, qui désarticule et désintègre l'aspiration de l'impérialisme à se baser sur un Etat ouvrier pour revenir en arrière. La Yougoslavie montre bien qu'elle ait été l'Etat ouvrier le plus proche du capitalisme,, il a suffi qu'il y existe une petite base de résistaoce — l'existence d'un noyou prolétarien, pour maintenir le ays dans le camp des Etats ouvriers.

LA REGENERESCENCE DE L'ETAT OUVRIER YOUGOSLAVE S'APPUIE SUR LES FORCES MONDIALES DE LA REVOLUTION

Les réformes qui viennent d'être décidées ne sont pas dues à la seule existence de l'Etat ouvrier yougoslave. C'est le produit de la lutte du prolétariat mondial, de l'existence de 14 Etats ouvriers, de 16 Etats révolutionnaires, du développement de la résolution en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, du développement des luttes du prolétariat en Europe, du progrès de l'Unité du mouvement ouvrier à travers l'Union Populaire, du progrès que signifie l'expérience du Chili. C'est un autre effet du boomerang ! Loin de désarticuler la régénérescence en Yougoslavie, le coup du Chili l'a, au contraire, affirmée. Tous les progrès mondiaux de la révolution, le triomphe du Vietnam, la montée des luttes du prolétariat mondial qui influence jusqu'aux Etats-Unis, la décrépitude du capitalisme, la corruption, la désintégration de son système, tout cet ensemble a agi pour appuyer la lutte du petit noyau prolétarien et du parti qui luttait en Yougoslavie et a soutenu ses efforts en soutenant l'Etat ouvrier. C'est le même effort qu'a fait le prolétariat soviétique en 1941, quand il a défendu Stalingrad et Moscou. Les forces mondiales de la révolution l'ont encouragé, ont empêché le capitalisme de se conclntrer, ont aggravé la concurrence et les difficultés intérieures du système capitaliste et permis ainsi au prolétariat d'utiliser plus de forces, et de les coordonner mondialement pour écraser le capitalisme. Cette coordination n'a pas pris la forme d'une organisation programmée par une direction, mais c'est à travers la lutte de classes que le prolétariat s'est maintenu inaltérable et intransigeant.

C'est sur cette base que le Parti Communiste yougoslave a pu prendre toutes ces résolutions. Ce sont en même temps des conclusions fondamentales pour le développement de l'Etat ouvrier vers le socialisme, car ce sont des principes que Staline avait pervertis et qui se maintiennent encore dans tous les autres Etats ouvriers, y compris l'Union Soviétique, même si c'est sous une forme atténuée et simplifiée, comme par exemple l'économie de marché. Ce congrès a posé, au contraire, qu'il faut contrôler l'économie et la soumettre à un plan. Il s'est prononcé aussi contre le fait que le prolétariat soit dépouillé de son rôle de classe dirigeante ; il a affirmé : il ne suffit pas d'être un Etat prolétarien, il faut que celui-ci soit effectivement dirigé par le prolétariat, il faut faire participer les ouvriers à la direction, qu'ils prennent une plus grande part à la direction des entreprises. Il faut faire un programme dans lequel ce soient les ouvriers qui dirigent et non les intellectuels et les technocrates. Il faut liquider tous technocrates, les éliminer de tous les postes de direction et ne laisser en place que ceux qui démontrent qu'ils sont communistes et qu'ils luttent effectivement pour le communisme. Il faut éliminer tout l'appareil bureaucratique. Il est évident que ce sont là des résolutions qu'il faut maintenant appliquer et développer, mais il s'agit surtout de développer l'activité pour en finir avec le poids des technocrates. Les résolutions du congrès ne parlent pas encore d'éliminer les technocrates, mais d'en finir avec le poids qu'ils ont. Demain, l'élimination des technocrates eux-mêmes se posera elle aussi, parce qu'ils ne sont pas nécessaires. Pour planifier l'économie, pas besoin de technocrates : c'est le Parti qui doit établir le plan, ce sont les ouvriers qui doivent planifier et diriger. Le technocrate ne planifie jamais l'économie dans son ensemble : il ne fait que diriger tel ou tel aspect de la production. Planifier dans l'ensemble peut être fait par les ouvriers.

Le Congrès s'est également prononcé contre l'enrichissement personnel, pour la liquidation des technocrates, pour que le prolétariat assume de nouveau, de manière effective, son rôle de classe dirigeante, et l'applique que ce soit dans les syndicats ou dans le Parti, et pour que le Parti reprenne son rôle qui est de déterminer toute la politique du pays, rôle qui ne peut être celui de l'Etat. La notion d'Etat impliquait et implique encore la représentation des intérêts bureaucratiques des différentes républiques. Le Congrès marque le retour à la base essentielle, primitive : c'est le Parti qui planifie et qui détermine, c'est pour cette raison qu'il dirige, l'Etat applique. Le Parti est supérieur à l'Etat. Cette résolution est un progrès immense de la révolution !

Le Congrès a également résolu de lutter et d'appuyer toute lutte dans le monde contre l'oppression capitaliste et contre l'impérialisme (ils ne disent pas capitalisme, mais c'est la même chose), contre les sociétés multinationales, de renforcer les liens avec tous les pays socialistes du monde, à l'inverse de ce qui se produisait avant. Il faut encourager les pays dits du « Tiers Monde » à lutter pour l'économie socialiste et le congrès déclare que pour progresser, ces pays doivent emprunter la voie socialiste. Toutes ces conclusions, nous les avons nous-mêmes proposées dans deux textes sur la Yougoslavie, écrits, l'un il y a quatre ans, l'autre il y a deux ans, en les formulant même d'une manière semblable à celle adoptée par le Congrès. Certaines de ces propositions se trouvent déjà dans les textes de Trotsky, mais pas sous cette forme précise.

C'est un progrès immense de la part du Parti Communiste Yougoslave. Evidemment c'est une résolution qu'il faut maintenant mettre en application, cela ne veut pas dire que tout est déjà réalisé : il faut encore le faire, mais cela indique aussi qu'il s'agit d'une réaction. Cette réaction marque l'existence d'un rapport des forces mondiales favorable au cours mondial de la révolution, au trotskysme et au posadisme. Sinon, de tels faits ne surgiraient pas en Yougoslavie. Ce n'est pas un hasard, mais un symptôme, c'est le thermomètre qui indique le degré auquel s'élève la régénérescence partielle. En Yougoslavie, il y avait en outre une série de conditions antérieures, entre autres l'origine ouvrière de Tito et son assurance historique qui lui ont permis, tout en arrivant jusqu'au bord de la rupture, de ne pas rompre, d'assimiler et d'absorber les erreurs, pour ensuite les dépasser quand il serait parvenu à les comprendre.

Cette régénérescence partielle est très profonde. Elle se produit en Yougoslavie parce que celle-ci est un des maillons les plus faibles de la chaîne bureaucratique. Avant, la Tchécvoslovaquie l'avait été sur un autre aspect : la bureaucratie voulait retourner au capitalisme, mais elle n'avait pas la force de le faire. Dans le cas de la Yougoslavie, la bureaucratie voulait retourner au capitalisme et elle se heurte à un parti qui se régénère lui-même ! Ce n'est pas encore le cas en Tchécoslovaquie : les soviétiques doivent maintenir leur intervention, la présence des troupes. En Yougoslavie, il n'y a pas de troupes d'intervention : c'est le parti qui se régénère et qui revient aux principes généraux, aux sources du marxisme. Il faut encore les développer, les faire fonctionner, mais des principes généraux du marxisme sont établis, et cela aura un écho immense demain.

LE X^e CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES YOUGOSLAVES EST UN PAS VERS LA REGENERESCENCE PARTIELLE CONSCIENTE

C'est pour cette raison que nous saluons ce Congrès du Parti Communiste Yougoslave, comme un événement de première grandeur pour le développement de la lutte pour la régénérescence partielle consciente. Ce qui vient d'être fait en Yougoslavie est un pas vers la régénérescence partielle consciente. Il s'agit d'une réorganisation programmatique, de principes, qui va avoir des effets énormes et favorables pour le développement de l'économie, du rôle du prolétariat, de la démocratie soviétique, pour le dévelopement impétueux des liens entre la Yougoslavie et les autres Etats ouvriers ainsi que les pays dits du « Tiers Monde ». En même temps que ce Congrès pose des réserves en ce qui concerne l'indépendance de chaque Etat ouvrier par rapport aux autres (« chacun a sa propre individualité », ce qui est normal et existe dans tous les autres Etats ouvriers aussi), il pose également un autre principe, essentiel, fondamental pour le développement de l'Etat ouvrier : l'appui inconditionnel à toutes les luttes contre l'impérialisme, l'union avec tous les pays dits du Tiers Monde, le retour à l'enseignement du marxisme dans les écoles, le retour à l'enseignement obligatoire de Marx, Engels, Lénine, le retour, en général, aux principes du marxisme ; même s'ils ne les appliquent pas constamment, ils vont dans cette voie. Même en ce qui concerne l'autogestion, le Parti communiste yougoslave progresse en lui donnant un caractère beaucoup plus collectif, beaucoup moins individuel, en donnant plus de poids aux ouvriers pour qu'ils décident dans le cadre de l'autogestion, de la distribution, des prix, du travail, de la qualité. Ces mesures ôtent progressivement à l'autogestion son caractère administratif et bureaucratique qui permettait aux tecnocrates de s'approprier les bénéfices de la production collectivisée et centralisée.

Tout ceci est une impulsion énorme pour les Etats ouvriers. La Yougoslavie jouit d'une très grande autorité parmi les autres Etats ouvriers, parce qu'elle a résisté à Staline et parce qu'elle a gagné. Cette autorité se trouve renforcée par le fait qu'avoir résisté à Staline, ne pas s'être laissé absorber par son appareil bureaucratique a produit de telles conséquences et de tels fruits. Ces événements vont avoir des conséquences immenses, favorables au développement de la révolution politique. C'est une forme de la révolution politique, c'est une démonstration de ce que notre conception est juste

ce partielle dans le Parti Communiste et dans le
t Yougoslaves

J. POSADAS

et correcte. A mesure que le processus de la révolution avance, celle-ci devient moins violente et cela facilite le processus de la révolution politique.

La régénérescence partielle est la forme que prend, en général, le processus de la révolution politique. Tous ces changements ont fait avancer la révolution politique, en éliminant le pouvoir bureaucratique. Ils ne suppriment pas encore le fonctionnement bureaucratique, ils laissent subsister des normes comme l'autogestion elle-même (normes selon lesquelles la vie des masses n'est pas encore déterminée de manière strictement soviétique) mais c'est un progrès immense qui assoit des bases pour peser sur les autres Etats ouvriers et les influencer. La Yougoslavie n'aurait pas pu progresser dans cette ligne si elle n'avait pas reçu l'impulsion des rapports et des conditions existant dans les autres Etats ouvriers. Si dans ces derniers existaient les mêmes conditions que du temps de Staline, la Yougoslavie n'aurait pas pu faire ce qu'elle a fait. Si elle le fait, en pleine préparation de la guerre atomique de la part de l'impérialisme, c'est parce que les conditions sont mûres pour la régénérescence partielle, parce que l'économie, la science, la technique, le développement de la société soviétique exigent ces conclusions.

Parmi les conclusions et les rectifications adoptées par le Parti Communiste Yougoslave il y a celle d'élever le rôle de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat. Mais cela, aujourd'hui, signifie impulser l'Etat ouvrier à éliminer l'aristocratie ouvrière, les technocrates, la bureaucratie, en cédant le pas à la classe ouvrière. La reconstruction, les corrections, ne sont pas encore complètes, on ne parle pas encore de l'intervention des syndicats, de leur poids — bien que ce soit cité de manière indirecte — ni du fonctionnement des soviets et de leur élévation pour supprimer la bureaucratie et en finir avec la division du pays en républiques séparées. Bien que tout cela ne soit pas encore posé, accorder un tel rôle à la classe ouvrière met de l'ordre dans un pouvoir, sur lequel se baser maintenant, et qui ne va pas plus être ni égoïste ni voleur. En même temps, cette résolution pose le rôle du Parti. Elle pose les points nécessaires, en général, même s'ils ne sont pas tous posés, pour la régénérescence partielle, les points qui ouvrent la voie à la régénérescence partielle, dans un processus postérieur et très long.

La Yougoslavie va exercer une très grande influence sur tous les Etats ouvriers dans la lutte pour la régénérescence partielle. Bien que ce soit un petit pays, on va le mesurer, non en fonction de sa taille et du nombre de sa population, mais en fonction de la qualité et de l'importance des résolutions qu'il prend, du poids qu'elles ont en raison de la maturité des conditions pour la régénérescence et pas seulement en Yougoslavie. En Union Soviétique la discussion est en cours, on liquide des bureaucrates, des techniciens, des ministres, parce qu'ils planifient pour eux-mêmes, parce qu'ils s'enrichissent, parce qu'ils sont arrogants. On réduit le pouvoir des technocrates et on avance davantage dans le fonctionnement du Parti, en donnant une plus grande participation aux ouvriers. C'est un progrès limité, c'est vrai, mais c'est un progrès incessant. Le pouvoir bureaucratique ne s'accentue pas, au contraire, il diminue constamment et par conséquent le rôle historique de l'Union Soviétique s'élève. A travers, par exemple, l'appui au Moyen Orient, au Vietnam, à l'Amérique Latine. Il faut tenir compte de cette résolution en Yougoslavie pour y voir la confirmation complète, sans aucune limitation, de toute notre activité, de nos positions, et de notre rôle de bien public de l'histoire. C'est un rapprochement, entre le processus de révolution politique, qui prend la forme de régénérescence partielle et la IVe Internationale.

Nous saluons avec toute notre joie communiste ce progrès en Yougoslavie qui, tout en restant limité, développe des forces et crée des conditions pour un développement puissant de la régénérescence consciente à une étape ultérieure de l'histoire.

Le Congrès du Parti Communiste Yougoslave marque un progrès inégalable. C'est un congrès qui démontre que les conditions pour la régénérescence partielle se développent de manière accélérée et progressent sans interruption. Ce congrès met en évidence un contenu de forme programmatique, le poids d'un parti qui a résisté face au stalinisme, face à l'impérialisme et qui a fait la démonstration de la solidité d'un petit noyau prolétarien. Quand on en arrive à de telles mesures, c'est que tous les Etats ouvriers font partie d'un processus de centralisation qui s'est manifesté en Yougoslavie. Toutes les conditions nécessaires à ce progrès en Yougoslavie se trouvent également réunies dans tous les autres Etats ouvriers, sinon la Yougoslavie n'aurait pu faire ce qu'elle a fait. Elle est le maillon le plus faible de la chaine bureaucratique. Cela montre en même temps que tous les Etats ouvriers devront, eux aussi, aujourd'hui ou demain, discuter de la rectification de la ligne d'ouverture libéralisante pour en revenir à une ligne de centralisation, à une plus grande intervention du parti, des syndicats, à plus de droits démocratiques soviétiques. La Yougoslavie exprime une nécessité qui existe aussi dans tous les Etats ouvriers et qui est déjà en marche. C'est le cours de l'histoire : il ne s'agit déjà plus de la lutte de la tendance libérale, des technocrates, qui poussent pour gagner : cette fois ce qui est en question c'est le délai pour les liquider, et les conséquences que va avoir leur élimination, parce que ce processus s'accompagne de la préparation de la guerre de la part de l'impérialisme.

La voie de la révolution politique est correcte : la Yougoslavie le démontre. Ce n'est pas le seul Etat ouvrier qui fait cela ; Cuba vient de prendre des résolutions qui se rapprochent beaucoup de cela. Le développement de l'Etat ouvrier les oblige à prendre des mesures comme le vote à 16 ans, ou la mise en place de comités locaux qui, malgré les limites de leurs fonctions, sont cependant des organes de pouvoir local qui vont développer la possibilité de se transformer par la suite en organes qui étendent leur fonction jusqu'à la planification, y compris. Ces événements vont influer sur la Chine et sur tous les Etats ouvriers : ils vont contenir le processus de bureaucratisation et impulser une intervention plus effective, plus constante, plus résolue du prolétariat, pour que celui-ci pèse de manière plus directe dans le sens de la régénérescence partielle, dans tous les Etats ouvriers.

Tandis que l'impérialisme prépare la guerre, les masses des Etats ouvriers, de la Yougoslavie entre autres, réalisent l'exploit historique d'accentuer la régénérescence partielle en retournant aux normes et aux mesures fondamentales pour la réanimation des Etats ouvriers. Tout ceci va s'exprimer dans un progrès puissant de l'économie. C'est une mesure qui va également encourager le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, non pas immédiatement, mais à travers un processus qui doit aller en s'accentuant et s'exprimer ultérieurement. Il est certain que ce développement se combine avec la lutte contre les secteurs bureaucratiques qui sont puissants en Yougoslavie. Mais en encourageant le prolétariat à jouer le rôle essentiel dans l'Etat ouvrier, les effets de cette mesure vont se faire sentir partout, à l'intérieur et à l'extérieur des Etats ouvriers : le prolétariat va pouvoir recommencer à peser directement comme classe. C'est un processus qui va en s'élevant, il n'est encore ni défini ni achevé. La résistance de la bureaucratie va être énorme, mais le prolétariat a été capable de supporter tout le processus de corruption et de désintégration de l'Etat Ouvrier Yougoslave, il a su maintenir ses bases essentielles et il est en train de la régénérer. Le processus de régénérescence est déjà très accentué. Cela montre que le prolétariat se sent assez fort, historiquement, pour achever cette régénérescence et accomplir la régénérescence totale. Ceci nous donne une confiance immense dans notre lutte, dans notre lutte en direction des Partis Communistes et des Etats ouvriers, et dans notre fonction historique. Il faut la réaffirmer, la soutenir et saluer cette rencontre historique avec le Parti Communiste Yougoslave.

2 juin 1974.
J. POSADAS.

VIVE LE RASSEMBLEMENT DES COMMUNISTES ESPAGNOLS A GENEVE !

TRACT DE LA SECTION ESPAGNOLE DISTRIBUE A GENEVE

VIVE LA CONCENTRATION DE GENEVE ET LA LUTTE POUR RENVERSER FRANCO, UNIE AU PROGRES DE LA GAUCHE AU PORTUGAL, EN FRANCE, EN ITALIE ET DANS TOUTE L'EUROPE !

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire, section espagnole de la IVe Internationale Posadiste, salue ce rassemblement de militants communistes et anti-fascistes espagnols, en son nom, au nom de la IVe Internationale et de son secrétaire le camarade Posadas. Le droit de réunion et les droits politiques de la classe ouvrière, interdits en Espagne, sont exercés ici, grâce à l'appui des luttes du prolétariat européen.

Les masses exploitées espagnoles, unies aux masses d'Europe, des Etats ouvriers et du monde, vivent les progrès immenses de la révolution. Le prolétariat espagnol est resté à la tête des luttes contre le régime franquiste, pour l'exercice du droit de grève, du droit d'association, pour les droits politiques et syndicaux en Espagne.

C'est cette immense expérience politique réalisée en Espagne, et dans les luttes de tous les pays d'Europe capitaliste qui permet qu'aujourd'hui, à Genève, des militants espagnols de tous les pays d'Europe se réunissent pour intervenir dans les changements profonds qui mûrissent en Espagne.

Ce rassemblement se tient quelques semaines après le progrès immense réalisé par les dorces de l'Union de la gauche en France, qui a secoué et affaibli tout le capitalisme européen, et après le formidable triomphe du peuple portugais, qui a renversé la dictature salazariste de Gastano.

La lutte du peuple, de la classe ouvrière du Portugal, des luttes des masses européennes — dans leurs puissants partis communistes, socialistes et dans leur mouvement syndical —, la lutte des révolutions nationalistes dans les colonies, ont affaibli, miné toute la stabilité de la dictature de Gaetano, tout comme elles désintègrent le dictature de France et tout le régime capitaliste en Europe.

Le Portugal a porté un nouveau coup à l'équilibre, l'assurance du régime franquiste. Les luttes inter-bourgeoises s'accentuent, cherchant des solutions et des changements qui maintiendraient l'essentiel du régime capitaliste. Il faut exploiter ces luttes ! Il faut faire des accords, même avec des tendances qui rompent avec le franquisme, permettant d'avancer dans la lutte pour abattre France.

La base de cette lutte est l'action indépendante de la classe ouvrière ; son programme et son action ne doivent pas se soumettre à ce que quelques courante bourgeois sont disposés à accepter. On peut accepter des accords transitoires avec ces courants ; mais la base doit en être que la classe ouvrière, les masses exploitées pèsent au travers de leur action de classe, de leurs luttes, de leur programme socialiste.

Si des travailleurs font des grèves au Portugal, ce n'est pas une manoeuvre de la réaction. La réaction se trouve du côté de ceux qui empêchent la fin de la guerre coloniale. Ce qui menace l'économie portugaise, ce ne sont pas les revendications — d'ailleurs modestes — des travailleurs ; c'est la continuation d'une guerre coloniale qui absorbe plus de la moitié des ressources de l'Etat, c'est le maintien des grandes entreprises capitalistes, qui organisent la fuite de leurs capitaux. L'action indépendante de la classe ouvrière portugaise, donnera d'autant plus de poids aux socialistes et aux communistes dans le gouvernement, et aidera à gagner les capitaines et les secteurs de l'armée qui sont, eux aussi, pour la fin de la guerre, contre la domination de l'économie portugaise par les grands trusts impérialistes et leurs alliés portugais.

En Espagne également, la classe ouvrière, le Parti Communiste, le mouvement socialiste, le mouvement syndical, les Commissions ouvrières, doivent peser de toute leur capacité tactique, pour attirer des alliés venant d'autres couches sociales, dans la lutte pour abattre France ; mais il doivent peser, au moyen de leur propre solution anti-capitaliste face à la crise de la société espagnole.

France — tout comme Salazar —, reçoit l'appui du système capitaliste mondial, de l'OTAN. S'il est de plus en plus isolé aujourd'hui, c'est parce que ce système capitaliste mondial est en recul ; il a été vaincu au Vietnam, ils est en recul face au progrès des Etats ouvriers et du mouvement socialiste et communiste en Europe capitaliste. La décomposition que signifie le "Watergate" est une expression de la décomposition mondiale de l'impérialisme et du capitalisme.

La lutte du peuple espagnol s'appuie sur l'existence de 14 Etats ouvriers, de 16 Etats révolutionnaires, d'un progrès des luttes anti-capitalistes des masses dans le monde entier. Les Etats ouvriers montrent comment on peut résoudre les problèmes de l'humanité. Leur progrès est un élement fondamental du progrès de la lutte pour le socialisme dans le monde entier. Pour cette raison, la contradiction entre la Chine et l'URSS constitue un élément ce retard, une entrave qui doit être dépassée. L'unification des Etats ouvriers, et du mouvement communiste mondial est une nécessité pour le développement des luttes pour abattre ce qui reste du capitalisme.

De plus, le profond développement du progrès des Etats ouvriers — et de la Yougoslavie en particulier dans cette dernière période — est un point d'appui pour le progrès interne du mouvement communiste, pour éliminer les facteurs de conciliation, de retard, de passivité, qui ont entracé son action et son progrès dans le passé.

Cette réunion de Genève peut avoir un poids très grand sur l'organisation des forces de la classe ouvrière, des masses espagnoles, afin qu'elles interviennent par leur organisation, leur programme, dans les prochaines luttes pour abattre le régime de France, pour s'allier à la révolution portugaise et peser ainsi sur le progrès des forces communistes et socialistes dans toute l'Europe. Cette union peut peser sur l'ensemble du mouvement communiste mondial pour mener de l'avant une politique plus audacieuse dans la lutte pour abattre le pouvoir capitaliste en Europe.

(Fin page 4)

Suite de l´EDITORIAL.

PREPARER LE PSB A L'AFFRONTEMENT AVEC LA DROITE SOCIALISTE

au bout du rouleau et qui cherche une issue pour sa survie, dans le Marché Commun et les relations avec les Etats ouvriers. Mais le gouvernement fasciste portugais avait aussi limogé Spinola, un mois avant le 25 avril !

Dans toute l'Europe, la bourgeoisie, pour se maintenir au pouvoir, va essayer de faire front. C'est pourquoi nous devons nous préparer. Il faut expulser l'OTAN. C'est une tâche fondamentale pour le Parti Socialiste.

Il faut se baser, pour réaliser cette tâche, sur la résolution que les masses expriment dans leurs actions et mobilisations, de tous les jours, dans les grèves ; les occupations d'usines, dans le profond désir de se libérer de l'ioprresion capitaliste.

Des grèves comme aux Grès Guérin, sont des exemples des acrions que tout le prolétariat est disposé à mener de l'avant massivement. Il faut baser sur de telles actions la perspective du gouvernement de gauche, de l'unification pour porter la gauche au pouvoir.

24 juin 1974

VIVE LE RASSEMBLEMENT... *(Suite de la page 3)*

Le mouvement communiste doit chercher l'alliance avec les socialistes, avec d'autres courants qui rompent avec le camp bourgeois, et il doit également chercher l'intervention pleine des courants révolutionnaires qui cherchent à faire avancer le mouvement ouvrier, le mouvement communiste. Dans ce sens, la déclaration faite par Carrillo récemment sur "le trotskysme, comme un courant du marxisme", est un grand progrès.

Les Trotskystes possadistes appellent le Parti Communiste, le Parti Socialiste, les Commissions Ouvrières, les anarchistes, les chrétiens, tous les courants anti-capitalistes, à un Front Unique en Espagne et parmi le prolétariat immigré, pour discuter les formes d'action et le programme des droits et libertés démocratiques et des revendications anti-capitalistes, en vue d'abattre la dictature de France. Pour un Gouvermenet Provisoire appuyé sur la mobilisation des masses et la grève générale !

C'est avec cet objectif, et ce programme, que nous intervenons en Espagne, et dans le monde entier, pour stimuler le progrès du mouvement communiste, socialiste, de toutes les forces révolutionnaires, à former un Front Unique anti-capitaliste et ani-impérialiste pour le pouvoir et le socialisme.

Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste
Section expagnole de la IVe Internationale Posadiste.

POUR UN FRONT UNIQUE DE TOUTES LES MASSE D'EUROPE EN APPUI A LA LUTTE POUR ABATTRE LE REGIME DE FRANCO !

Le rassemblement des travailleurs espagnols émigrés, à Geneve, qui a réuni plus de 30.000 travailleurs venus de tous les pays d'Europe capitaliste a été une formidable manifestation du sentiment de triomphe, de pouvoir et de la décision et l'assurance d'en finir bientôt avec le régime franquiste, des masses espagnoles. "A bientôt à Madrid", la consigne lancée par le cee Carrille à l'issue de son discours, était devenue le salut de tous les participants qui rentraient dans les différents pays ! Dans ce meeting, le passion, l'enthousiasme, la ferveur communiste des milliers et des milliers d'ouvriers, venus avec leurs familles, les jeunes, les enfants, les bébés, les soi-disant "vieux", les hommes et les femmes exprimaient la conscience que la classe ouvrière a de sa force et de son rôle décisif pour le renversement du régime de France, pour l'avance de l'Espagne vers "son futur socialiste (comme le disait la banderole des Jeunesses Communistes d'Espagne). Les dizaines de drapeaux rouges que les militants agitaient à chaque instant, les cris, les poings levés, le chant de l'Internationale, le sentiment de profonde fraternité communiste et de joie qui dominait toute l'activité de cette journée, unissaient tous les travailleurs présents au meeting, à la lutte des masses à l'intérieur de l'Espagne, au triomphe du peuple portugais contre le fascisme, au progrès de l'Union populaire en France, à toutes les luttes des masses du monde entier pour en finir avec le régime capitaliste !

Ce rassemblement a été un point d'appui important pour les décisions historiques qui se préparent, à tres court délai, en Espagne et aussi dans tout le reste de l'Europe capitaliste. Carille et Delores Ibarruri ont pris la parole à la tribune, défiant l'interdiction réactionnaire du gouvernement suisse, et montrant bien que "les proscrits d'aujourd'hui sont les dirigeants de l'Espagne de demain". Et le discours même du camarade Carillo, tout en se maintenant dans les limites d'un "gouvernement provisoire unissant les démocrates de gauche et de droite", pour diriger l'Espagne après la liquidation de France, insistait sur le rôle central de la classe ouvrière, la mobilisation, la grève générale, et la transition courte que ce "gouvernement provisoire devait représenter dans la marche vers un gouvernement de gauche et vers le socialisme, et aussi sur la nécessité de la violence révolutionnaire pour empêcher la répétition d'un coup d'état comme au Chili. En partie, le Parti Communiste Espagnol veut se montrer comme un allié indispensable, inclus aux secteurs de la bourgeoisie qui essaient de rompre avec le franquisme sans détruire le régime capitaliste ; d'autre part, le discrous de Carrillo, comme toute l'organisation du meeting, le comportement des militants ouvriers, ont été une démonstration de force, de la capacité militants et de la volonté de lutter pour le pouvoir, et de triompher, maintenant même contre le fascisme et le capitalisme.

Pour cela c'est une action très importante, que nous saluons avec toute notre fraternité. La IVe Internationale a participé à ce meeting, au travers d'une délégation de camarades des sections espagnole, française, belge, allemande, qui a distribué un tract de la section espagnole de la IVe Internationale — que nous publions ci-dessous — et vendu, en grande quantité, le document du camarade Posadas : "la phase actuelle du processur de révolution permanente au Portugal" (mai 1974). Tout cela avec l'acceptation officielle du Comité Central du PC espagnol. Ce fait lui-même est aussi une partie du progrès du Parti Communiste, et la rencontre historique.

Nous appelons, de toute notre force, les camarades du Parti Communiste en Belgique à voi la signification, l'importance historique pour toute l'Europe, de cette activité de la classe ouvrière espagnole, des masses communistes et du PC. Les camarades communistes espagnols de Belgique, et nous comme eux, avons exprimé, avec véhémence, notre regret et notre critique en voyant que pas un seul délégué du Parti Communiste Belge ne se trouvait à Genève. Chaque Parti vit encore dans son coin, dans ses problèmes "locaux", c'est cela qui fait se sentir petit le PC Belge. Nous appelons les camarades du PCB, de la JC à discuter le processus historique qui se développe en Espagne et à préparer, en front unique avec le Parti Socialiste, les syndicats, la gauche chrétienne, les posadistes et toutes les tendances révolutionnaires, une campagne en Belgique, en appui aux luttes et au triomphe du prolétariat espagnol pour en finir plus vitte encore avec le régime de France, un mouvement de solidarité de toute l'Europe pour appuyer l'effort historique des masses espagnoles pour renverser le franquisme et en finir avec le capitalisme en Espagne ! Il faut proposer de mener cette campagne à la gauche socialiste, à la gauche chrétienne : c'est aussi un poin d'appui, et d'une importance immense, à l'organisation du front de la gauche contre le capitalisme belge !

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

PRESSE TROTSKISTE
- IV• Internationale (posadiste) -

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA
Organe du Secrétariat International de la IV• Internationale, éditée en Uruguay, Argentine, Bolivie, Mexique.

REVUE MARXISTE
Editée en français, anglais, italien, arabe, iranien, grec, espagnol.

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IV• Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la Section allemande de la IV• Internationale. Paul Schulz - Postfach 16708, Frankfurt/ M-16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido obrero (trotskista), casilla de correos 2938, Correo Central, capital fédéral.

BELGIQUE
LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet, BP 273, Charleroi-Sud 6000/CCP Polet, 9762-34.

SUEDE
KOMMUNISTIK kAMP - Organe du Revolutionara kommunistika gruppen (T), (s'adresser au journal anglais).

BRESIL
FRENTE OPERARIA - Organe du Partido Operario (T), clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J. Segundo Caceres, casilla 7048, Santiago, Chili.

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe di Partido obrero revolucionario (T), Montes 12, ap 11, piso 2, Habana, Cuba.

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), apartado 3726, Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partidc obrero revolucionario (T), clandestin.

FRANCE
LUTTE COMMUNISTE - Organe du Parti Communiste Revolutionnaire (T), Roc H'Congar, 63, rue Victor-Hugo, 92400 Courbevoie, CCP, Lutte Communiste, Paris 1362356.

GRECE
KOMMUNISTIKI PALI - Organe du Parti Communiste revolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Partitc Communista rivoluzionario (T), Pietrc Leone, casella postale 5059, 00153, Roma Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), J.-L. Hernandez Aptdo postal num, 66587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe er langue arabe et perse des militants arabes et perses de la IV• Internatio ıale.

PEROU
VOZ OBRERA - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Avda Zavala Loyza (ex S. Carlos) n 144, officina 304, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Partido obrero revolucionario (T), Zulma Nogara, casilla de Correos 1204, Montevideo, Uruguay.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido obrera revolucionaria (trotskista), Amadeo Vargas Arce, casilla 644 Oruro, Bolivie.

Les problèmes

de la révolution en Espagne

et le VIII• congrès

du Parti Communiste Espagnol.

Février 1973 ***J. POSADAS***

Édition Revue Marxiste N° 30

demandez la à l'adresse du journal

VIENT DE PARAITRE :

L' EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L' ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS

7 février 1974 J. POSADAS

Edit. Resp. : Claudine Pôlet — 39, rue Bois Monceu — 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue — 6080 Montignies/sur/Sambre

Les contradictions du gouvernement de Péron et la lutte de classes en Argentine

J. POSADAS — *3 mars 1974*

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7FB 12e ANNEE 5 juillet 1974 — n° 222

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Dans ce numéro :

à la page 3) DANS LA METALLURGIE DE CHARLEROI — L'EXPERIENCE DE L'USINE HANREZ

à la page 4) LE CONGRES NATIONAL DES METALLURGISTES FGTB ET LES GREVES SAUVAGES

VIENT DE PARAITRE :

L' EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L' ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS — J. POSADAS

LA LUTTE CONTRE L'OTAN ET LE PROGRAMME POUR LE FRONT DE LA GAUCHE

EDITORIAL

Les voyages de Nixon en Europe et à Bruxelles ont comme objectif la reconduction de l'Alliance Atlantique, la recherche d'une centralisation des pays capitalistes pour préparer la guerre contre les Etats Ouvriers, contre le développement mondial de la révolution.

Pour ce faire, Nixon est passé par-dessus le fonctionnement normal du système capitaliste, de la démocratie bourgeoise. Le Parlement n'a même pas pu discuté le contenu du nouveau Pacte Atlantique. Nixon, oblige le capitalisme européen, à suivre l'impérialisme américain dans sa politique de guerre. Il ne peut supporter à lui seul, le prix de la guerre du Vietnam, du Moyen-Orient, il a besoin du soutien du capitalisme d'Europe. Dans une autre étape, déjà une guerre intercapitaliste aurait été déclenchée pour les problèmes de concurrence, de crise économique, etc... Maintenant, une telle guerre n'est plus possible parce que cela signifierait immédiatement un soulèvement des masses dans toute l'Europe. Pour cette raison, l'impérialisme cherche à soumettre, et soumet le capitalisme européen à sa politique de guerre. Contre le développement de la révolution en Europe, contre le progrès constant, des PC, des PS, contre la victoire de la gauche aux élections en France, contre le triomphe du NON en Italie, contre toute la classe ouvrière et les masses, l'impérialisme et le capitalisme européen font bloc, trouvent la force de s'unifier parce que cela répond à leurs intérêts de classes.

Dans ces voyages, Nixon, a cherché des garanties, pour d'être suivi dans sa politique de guerre. Kissinger lui-même a déclaré, que des alertes atomiques comme celle déclenchées pour le Moyen-Orient vont se répéter.

C'est dans cette situation de faiblesse sociale que Nixon, cherche ses appuis. Pourquoi l'impérialisme américain n'est-il pas intervenu au Portugal, lorsque les capitaines ont pris le pouvoir ? Il était conscient qu'à ce moment l'URSS allait intervenir également; et que dans toute l'Europe toute la population allait se soulever, et renverser partout le régime capitaliste. L'impérialisme n'est pas intervenu pour gagner du temps, pour chercher à structurer et réorganiser ses forces militaires pour faire face à toutes les mobilisations des masses. C'est ce que Nixon, au nom de tout l'impérialisme est en train de faire maintenant. L'exemple du Portugal a déjà fait le tour du monde et a montré que dans toutes les armées capitalistes, existent des secteurs qui perdent confiance dans le régime, dans lafo nction de l'armée comme défenseur de la "Patrie", qui voient la barbarie, la brutalité du système capitaliste qui est responsable de tous les maux de la société. En Ethiopie, des militaires révolutionnaires sont en train d'attaquer toutes les structures féodales, arriérées du pays, s'insurgeant contre la corruption, les privilèges, la propriété privée, l'aristocratie.

Nixon va en URSS, discuter avec Breznjev pour essayer de peser sur la bureaucratie sovietique pour gagner du temps, pour essayer de réaliser des accords de coexistence pacifique. Pendant que ces discussions se déroulent, les Soviétiques interviennent militairement au Moyen-Orient, en soutenant indirectement les Palestiniens avec les SAM de la Syrie, et envoient de nouveaux satellites dans l'espace.

Tout en discutant avec Nixon, Breznjev montre par son attitudeç qu'il n'y a plus aucune possibilité de faire des accords de "paix". L'impérialisme, le capitalisme ne peut supporter la concurrence des Etats Ouvriers, qui démontrent sous tous les aspects leur supériorité, y compris militairement. L'impérialisme américain, a encore une marge de manoeuvres à cause du manque de politique, de programme révolutionnaire des directions du mouvement ouvrier.

Cela est très clair pour la Belgique avec l'OTAN. La droite du PSB veut maintenir l'alliance avec l'OTAN, montrant la nécessité de la présence des troupes américaines pour la défense du territoire. La gauche socialiste n'a pas une position offensive vis à vis de l'OTAN, pour l'expulsion de toutes les bases militaires du pays, contre les projets d'armée de métier de VdB. Dernièrement, encore VdB a supprimé la musique militaire pour faire des "économies", de 20 millions de FrB. Mais il prépare des dépenses de milliards avec l'achat de nouveaux avions de guerre. Cet argent ne va pas servir pour reconstruire des logements, pour changer la qualité de vie des éducateurs sociaux, pour augmenter les salaires des ouvriers, pour que l'Etat reprenne les usines en crise, il va aller aux budgets militaires, au renforcement des forces de répression. Pourtant la gauche socialiste existe et se manifeste. Elle doit prendre position fermement sur ces points, et affronter la droite socialiste. Cools intervient en partie, il vient de participer au Congrès de la Ligue des Communistes yougoslaves et en tire des conclusions positives pour l'organisationd u Front unique en Belgique avec les communistes. Mais il n'y a pas de prise de position ferre sur l'OTAN.

Mais la gauche socialiste ne voit pas l'exemple de la part du Parti communiste d'une politique offensive contre l'OTAN. Le PCB, à travers des déclarations de Van Geyt défend la "sécurité collective et ne pose même pas la rupture avec l'OTAN. C'est une politique de conciliation avec la droite socialiste, se basant sur les luttes d'appareils, voyant seulement les directions, et pas l'avant-garde et les masses socialistes qui attendent une politique anti-impérialiste et anti-capitaliste de la part du PSB et du PCB. Toutes les forces mondiales et dans le pays démontrent que les conditions sont mûres pour une intervention unifiée du mouvement ouvrier. Le PC doit montrer l'exemple et intervenir sur tous les problèmes du monde, sur les problèmes du mouvement communiste mondial, sur les problèmes concrets des usines, des revendications immédiates du mouvement ouvrier. Il fait la même conciliation avec la bureaucratie syndicale dans les luttes quotidiennes qu'il fait politiquement avec la droite socialiste. Il faut voir les forces qui existent en Belgique, pour poser, maintenant, la consigne de GOUVERNEMENT DE GAUCHE. Les éducateurs sociaux, qui sont un secteur marginal, qui n'a aucune fonction dans la production, qui sont très dispersés, se sentent la force, la sécurité l'assurance de durcir leur mouvement d'un bout à l'autre du pays, pour la lutte pour la dignité humaine, parce qu'ils représentent les sentiments de toute la population du pays, de toutes les masses qui en ont ras-le-bol de toutes les formes d'exploitation capitaliste. Ils sentent aussi que les enfants, dont ils s'occupent, "malades mentaux", "enfants inadaptés" sont également le résultat, la conséquence des relations capitalistes. Les ouvriers des Grès Guérin qui n'ont pas un poids important du point de vue de la production, continuent à fabriquer la poterie, et trouvent un acceuil parmi toute la population. Comme les montres "LIP", les poteries de "Grès Guerin" n'ont jamais eu une telle réputation que depuis qu'elles sont sous fabrication ouvrière.

Ces petits exemples, démontrent les possibilités immense sur lesquelles le PC doit s'appuyer pour intervenir audacieusement, dynamiquement, en voyant également que cette situtiation est très riche en Belgique, mais elle vient du monde entier. Il faut s'appuyer sur l'existence de la gauche chrétienne, pour appeler à organiser un parti catholique de gauche avec lequel il sera alors possible de faire un front de la gauche. Le MCP a, préciement adopté une position très dure de rejet de l'OTAN.

En même temps que poser tout un programme contre l'OTAN, contre les plans de répression de la bourgeoisie, le PCB doit discuter et appeler à discuter un programme de nationalisations, de toutes les usines en crise, de nationalisations des budgets pour l'éducation, pour les transports, pour les logements, un programme de revendications immédiates de meilleures conditions de vie, et un programme d'expropriation du capitalisme en se basant sur le programme de l'union de la gauche en France. Si le PCB se lance à faire une campagne pour discuter un tel programme avec la gauche socialiste, chrétienne, cela va rencontrer un écho immense et faire avancer la réalisation du front de la gauche en Belgique.

A propos des dégats de la tornade à Farcièn ne

POUR UN PLAN DES FORCES DE GAUCHE REPONDANT A L'INCAPACITE CAPITALISTE A RESOUDRE LE PROBLEME DES LOGEMENTS !

Ce n'est pas un hasard, si la tornade a pu provoquer tant de dégâts aux maisons de Farcienne ; c'est parce que ce sont des maisons vieilles, construites avec des matériaux insuffisants que seuls les travailleurs y habitent. Pour la population travailleuse en génŕal, cela coûte les yeux de la tête de pouvoir se loger convenablement ! Pour le moment toutes les "autorités" du capitalisme accourent soi-disant en aide aux sinistrés de Farcienne, les ministres promettent des indemnisations extraordinaires aux familles dont les maisons ont été abîmées, pour dévier la préoccupation et le mécontentement de la population. La presse bourgeoise multiplie les explications du "phénomène de la nature, la tornade". Mais les tornades, comme les inondations, les tremblements de terre, provoquent toujours les plus grands dégâts dans les quartiers ouvriers et populaires. Les quartiers bourgeois sont à l'abri desintempérés, de la pollution, les résistent aux ouragans.

Des rues comme celle de Farcienne, il y en a des milliers en Belgique. Le problème des logements des travailleurs, est un exemple de plus de l'incapacité du système capitaliste à répondre aux besoins de la population, des masses. L'immense majorité des habitations populaires sont très vieilles, elles sont comme de vieilles chaussettes mille fois reprisées ; elles manquent d'espace, de lumière, d'hygiène 5les statistiques officielles disent elles-mêmes que des centaines de milliers de logements en Belgique doivent être considérés comme insalubres, alors qu'ils continuent à être loués et utilisés par les familles ouvrières ; que la grande majorité des logements n'ont pas de salles de bains, un nombre très important n'ont pas de toilettes particulières, ni même d'égoûts). En plus de cela, les travaux de construction des autoroutes, la construction des grands ensembles commerciaux ou industriels provoquent l'expropriation, la destruction de milliers de maisons. Ces maisons ne sont pas remplacées proportionnellement ; les loyers deviennent de plus en plus chers ; et les nouvelles habitations qui sont construites par des grosses sociétés capitalistes sont à

(Suite page 4)

APPUI AUX CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE DE PARIS EN SOUTIEN AU CHILI ! Continuer le front-unique des partis Socialistes, Communistes, chrétiens de gauche, syndicats et mouvements révolutionnaires pour écraser la junte

Les contradictions du gouvernement de Péron et la lu

PRESENTATION

L'article que nous publions ci-dessous est plus actuel que jamais avec la mort de Peron, qui va signifier un approfondissement et une accélération de "la lutte de classes au sein du péronisme, et confirmer le marche de la gauche péroniste vers la conception et le programme marxiste. Peron, comme Nasser est mort à une période de définition énévitable au sein du mouvement nationaliste. Les masses argentines qui sortent en manifestations dans les rues veulent affirmer leur détermination à continuer ce processus nationaliste vers une issue socialiste, empêcher la droite de se servir de la dépaulle de Peron, pour famenter un coup contre-révolutionnaire. Toute l'analyse, le programme, les tâches developpées dans cet article par le camarade Posadas, sont pleinement à l'ordre du jour pour la gauche péroniste et pour la IVe Internationale. Mais c'est aussi une tâche du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, du mouvement socialiste. Tout l'appui de la classe ouvrière aux masses d'Argentine ! pour continuer le programme anti-impérialiste du péronisme et empêcher un coup de la réaction et de l'impérialisme américain !

Les événements de Cordoba expriment la lutte de classe au sein du péronisme, la crise de croissance et le développement de la lutte de tendances au sein de ce mouvement.

Le soulèvement de la police à Cordoba est une tentative de la droite pour porter un coup à la gauche péroniste en comptant avec l'appui de Péron, même si cet appui n'est pas direct et indiscriminé.

Le fait que la droite ait dû se servir de la police pour réaliser une action subversive à Cordoba approfondit la corruption des relations entre l'équipe qui gouverne, la police et l'armée, et ouvre la porte à la réalisation d'un tel coup contre le gouvernement iui-même.

Les masses voient qu'il n'y a pas de droits démocratiques, qu'il ne suffit pas d'élire le candidat de leur choix : la police intervient après et l'élimine. Cela la stimule à créer ses propres organismes, à s'organiser comme parti et pousse les syndicats à intervenir comme force. Ces événements approfondissent donc un processus qui était, de toutes façons, nécessaire : les masses péronistes devaient faire l'expérience de ce qu'elles ont besoin d'une organisation indépendante par rapport au gouvernement.

Ceux qui ont réalisé le coup de Cordoba ne vont pas s'en tenir là, ils vont essayer de continuer à frapper. En perspective, c'est eux qui perdent. La politique de Péron envers Cuba et les Etats Ouvriers ne peut pas être soutenue par un gouvernement de droite. C'est absurde ! complètement dénué de sens ! Cette politique de Péron n'a plus rien à voir avec celle qu'il menait en 1940. A partir de 1949, il avait même suspendu toutes les relations avec les Etats ouvriers ! Péron ne pourrait pas mener la politique qui est la sienne actuellement si son gouvernement était de droite. Ni la Bolivie, ni le Chili, ni le Pérou, ni le Brésil ne peuvent en faire autant. De plus,mener une telle politique envers Cuba signifie stimuler toutes les masses latino-américaines, la petite bourgeoisie, à provoquer une solution « à la cubaine ».

Il n'est pas possible de le faire avec une politique de droite. Il y a une dispute à l'intérieur du péronisme. La droite a dû utiliser la subversion policière à Corboda parce qu'elle ne dispose pas de force sociale. D'ailleurs, ils font leur coup et ils posent immédiatement après que dans six mois on fera de nouvelles élections. C'est déjà un commencement de rupture de l'équilibre intérieur du péronisme. C'est un coup contre les masses mais celles-ci voient qu'elles doivent rechercher une autre issue, qu'elles ne peuvent pas attendre que leur direction avance.

Obregôn Cano a expulsé le chef de la police pour avoir dirigé le massacre de cinq paysans. Le chef de la police s'oppose à cette mesure du gouverneur de l'Etat de Cordoba et dirige un soulèvement de la police, qui met en prison le gouverneur, le vice-gouverneur et leurs ministres et exige du gouvernement fédéral leur destitution. C'est un coup d'Etat ! L'avant-garde péroniste, les militants, les dirigeants, ont compris qu'il n'est pas possible d'attendre des promesses, qu'il faut maintenant s'imposer par la force ; ils ont vu un gouvernement élu démocratiquement, qui prend des mesures contre les policiers qui assassinent les paysans — il en a le droit, c'est dans ses attributions — et la police se soulève contre lui.

Ce sont des mesures très prépotentes, d'affrontement antagonique, qui démontrent qu'il ne s'agit pas de divergences idéologiques ou politiques entre péronistes, mais de représentations sociales divergentes, antagoniques. C'est ainsi que tout le monde va le comprendre. Ceci aide la masse péroniste à mûrir.

La droite va utiliser toutes les forces policières et parapolicières pour porter des coups parce qu'elle n'a pas raison, et qu'elle ne dispose pas d'appui social, ni électoral, ni politique, ni syndical. C'est la police qui a dû réaliser ce coup ; qui est un coup d'Etat. Peron maintenant se retrouve devant le problème de savoir s'il va l'admettre. S'il a participé à sa préparation, s'il le laisse faire, demain, cela va se retourner contre lui. La gauche va se détacher de lui car elle va comprendre que, bien que la politique extérieure de Péron soit importante (la politique économique intérieure l'est beaucoup moins) il ne va pas pouvoir la réaliser parce que c'est la droite qui va diriger. Ce processus va s'aiguiser. C'est une lutte au sommet, entre tendances politiques. va contre toute cette politique d'indépendance par rapport aux Yankees.

La déclaration de Péron au sujet de l'Union Soviétique, l'accord avec les Etats ouvriers ne peut pas cohabiter avec cette politique, qui va contre cela. Les secteurs de la droite vont donc saboter le plan économique afin de provoquer son effondrement. Péron ne pourrait pas mener une telle politique (envers les Etats ouvriers) s'il n'avait pas, pour cela, l'appui d'une aile de l'armée. Cette politique envers les Etats ouvriers, la réunion de Tlatelolco, sont incompatibles avec une politique de droite. Ce coup encourage la droite mais il va contre tout ecette politique d'indépendance par rapport aux Yyanees.

La droite a donné un coup en Argentine, mais Péron ne peut pas soutenir la politique qu'il mène envers Cuba en même temps qu'une politique de répression. C'est impossible ! D'ailleurs, une gauche très puissante se développe actuellement dans le péronisme, d'où l'attaque de la droite contre nous. Ce n'est pas une attaque gratuite, ni pour dissimuler : ils comprennent que nous influençons réellement. Ils ne nous font pas une attaque polémique, superficielle, mais une attaque dont l'intention est de couper notre influence sur la gauche la plus solide, celle qui a un programme et des positions marxistes. Ces attaques ne doivent rien au hasard : elles sont bien organisées.

Cela ne veut pas dire que la droite va pouvoir faire comme en 1951 ou en 1955, quand elle avait les mains libres pour agir. Les conséquences du coup de Cordoba vont se faire sentir tout de suite. Si la droite était forte, elle liquiderait Obregon Cano et Attilio Lopez au nom de la C.G.T. nationale. Cette dernière n'est intervenue pour rien. Sa direction a appuyé le coup de la droite, mais elle n'a pas pu faire la moindre agitation, la moindre campagne. C'est ainsi que la gauche apprend qu'elle a trop attendu du péronisme et de Péron, qu'elle a besoin d'un parti, d'un fonctionnement de classe. C'est dans ce mouvement que se donne le processus. Les masses d'Argentine ont réalisé leur expérience au sein du péronisme. Il faut être à l'intérieur de ce processus, comprendre que Péron n'a pas les mains libres pour faire ce qu'il veut et que pour continuer la politique extérieure qu'il a entreprise, il a besoin de l'appui des masses.

Ces événements vont impulser la gauche, qui va comprendre qu'il n'est pas possible de dépendre de Péron et qu'il ne faut dépendre que du programme et de la politique. Il faut compter avec ce processus pour voir de quelle manière aider les masses. Celles-ci sont organisées dans le péronisme. Nous devons intervenir aux côtés de la masse péroniste, en appuyant les mesures progressistes de Péron et en comptant sur le fait qu'il ne peut pas mener une politique d'accords avec les Etats ouvriers et surtout avec Cuba en s'appuyant sur la bourgeoisie : c'est impossible ! Nous devons intervenir pour aider les masses péronistes à mûrir : nous devons être un centre qui les aide à s'élever dans la conception de classe.

Si Péron avait fait une répression ouverte contre les masses, il appuierait l'impérialisme et le Chili. La répression qu'il mène est indirecte. Même à Cordoba il ne s'agit pas d'une répression directe contre les masses mais d'un coup pour essayer d'arrêter leurs progrès. Pendant ce temps, la masse péroniste mûrit-elle, oui ou non ? Elle mûrit. Et sur quelle base ? Sur la base de l'action de l'E.R.P. ? Quel est ce mûrissement des masses péronistes contre lequel Péron combat actuellement ? C'est le mûrissement sur la base du programme marxiste, de l'organisation indépendante de classe, c'est-à-dire sur des positions politiques. Qui a contribué à ce mûrissement ? L'E.R.P. ? Santucho ? ou nous ? La tâche que nous avons menée jusqu'à maintenant a été la base pour l'organisation d'une tendance. La lutte que mène actuellement l'avant-garde péroniste se fait sur la base d'une politique, d'un programme et d'objectifs.

Les événements actuels en Argentine approfondissent un processus qui était de toutes façons nécessaire : les masses péronistes devaient faire cette expérience et voir qu'elles ont besoin d'une organisation indépendante par rapport au gouvernement.

La C.G.T. de Cordoba fait une grève générale contre la police après que le gouvernement national ait gardé le silence. Par cette grève, ils affrontent Péron et rejoignent la gauche radicale. Il y a une réaction et une unité de la population contre la droite. Cela va influencer l'armée, son aile nationaliste. Les masses vont dire qu'elles n'ont pas attendu dix-huit ans pour voir ça : Lanusse n'en faisait pas autant ! Les masses vont se rappeler que dans des condition ssemblables Lanusse avait cédé.

Ces événements unissent toute la gauche sous la direction de l'aile la plus à gauche du mouvement péroniste. C'est la lutte de classe au sein du péronisme. Nous ne l'inventons pas : nous l'interprétons. Le coup d'Etat de Cordoba est un coup subversif de la droite qui va être ressenti par toute l'Amérique Latine, car il s'agissait d'un gouvernement élu légitimement co,mme Péron lui-même. Le gouverneur de Cordoba a été élu avec plus de 50 % des voix. Les gens vont dire : mais où est la démocratie ? Est-ce que Péron est si démocrate que c'est lui qui détermine ce qui est démocratique et ce qui ne l'est pas ?

Un secteur de l'armée commence à comprendre que le nationalisme, à lui tout seul, n'a pas d'objectif. L'objectif du nationalisme est de développer le pays, d'en faire « un grand pays ». Mais comment le faire ? Et pour qui ? Cette réflexion développe chez les militaires un sentiment d'amour humain. Ils voient que les limites du nationalisme sont très étroites pour ce qu'exige la science, le développement de l'humanité. Le nationalisme leur semble étriqué. Dans aucun pays d'Amérique Latine il n'est possible de progresser dans le cadre du système capitaliste. On peut faire quelques progrès mais les conditions économiques empêchent les pays d'Amérique Latine d'être compétitifs sur le marché mondial : ils doivent s'unir mais la bourgeoisie péruvienne se heurte à la bourgeoisie chilienne, l'Argentine à la brésilienne : en tant que pays capitalistes ils ne peuvent pas s'unir.

Les masses péronistes montrent qu'elles ne veulent pas du terrorisme, qu'elles n'en font pas. Elles veulent avancer avec leurs organismes. La résistance offerte par Obregon Cano et Attilio Lopez est très importante. Le prolétariat péroniste a supporté dix-huit ans d'attente, dix-huit ans au cours desquels il s'est structuré en s'appuyant sur la révolution mondiale. Maintenant, il reçoit une influence du triomphe des masses anglaises dans les élections, du triomphe des masses en Ethiopie, de la déclaration de Gelbard à Cuba. Obregon Cano dit : « Je suis le gouverneur et je veux gouverner ». Les syndicats l'appuient totalement. Cordoba est vide, entièrement paralysée, tous les commerces ont fermé. Il ne s'agit plus d'un bureaucrate, d'un chef ou d'une tendance syndicale : c'est une tendance politique au sein du péronisme et à laquelle nous participons. La C.I.A. veut renverser le péronisme pour intimider le reste de l'Amérique Latine. Quand Campora, Obregon Cano, tiennent tête à Péron, n'acceptent pas sa décision, cela indique qu'il n'y a rien de perdu, que la dorite n'est pas toute-puissante et que Péron va devoir, dans peu de temps, fournir des explications et prendre des mesures qui donnent satisfaction à la gauche. L'accord avec Cuba ne suffit pas. Il faut tenir compte du fait que c'est Campora qui a posé, face aux attaques de la gauche : « Si vous voulez me juger, vous devez aussi juger les six millions d'Argentins qui ont voté pour moi. » Cette déclaration s'adresse à Péron aussi : c'est un avertissement et qui indique une lutte politique. Nous y participons. Notre but n'est pas de gagner tel ou tel poste syndical mais d'utiliser les postes syndicaux pour la lutte au sein du péronisme, pour y organiser la tendance marxiste.

Que la police fasse un coup d'Etat comme à Cordoba montre bien ce que préparent ces gens-là, mais ils le préparent en défaite, parce qu'ils n'ont pas de force. Ils en sont réduits à utiliser la police : ils n'ont même pas osé se servir de l'armée. Cela indique donc ce qu'ils préparent et la défaite qu'ils subissent. La droite se maintient parce qu'elle a l'appareil mais les masses sont contre elle. Ce processus devait avoir lieu inévitablement. Nous devons l'organiser, développer les idées, affirmer que ce qui est en marche c'est l'application du programme de Huerta Grande et la Falda et ce, malgré Péron et malgré la répression. C'est ce qui nous intéresse. De tels événements ne font pas gagner de l'autorité à Péron. La gauche essaie et continuera encore à essayer de l'impulser. Il est encore possible d'avancer beaucoup dans cette voie-là mais ce n'est pas la solution. Les masses doivent faire leurs propres expériences. En même temps que ce soulèvement de la police, a lieu le voyage de Gelbard à Cuba, qui est un très grand encouragement aux solutions anti-impérialistes, contre la droite. La réunion de Tlatelolco ne favorise pas non plus la droite (1). La politique extérieure de Péron ne peut pas rester détachée de sa politique intérieure. Il ne peut pas mener une politique d'accords avec Cuba et les Etats ouvriers, faire des réunions comme Tlatelolco et ce qu'elle signifie tout en menant une politique intérieure réactionnaire. C'est absurde ! Dans ce cas, la droite prendrait le pouvoir et liquiderait aussi la politique extérieure !

C'est une contradiction qui va devoir se résoudre à bref délai. La droite n'a pas assez de force pour la résoudre. C'est pour cette raison qu'elle recourt à des coups policiers comme celui de Cordoba : elle n'a ni la force sociale, ni la force politique de faire autrement. Les coups qu'elle porte sont des coups clandestins, de peu de durée. Une preuve importante — mais non déterminante — en est qu'après avoir destitué ce gouvernement Cano-Lopez, ils auraient pu nommer un autre gouvernement : au lieu de cela, ils accordent de nouvelles élections. Au lieu de donner le pouvoir à la droite, Péron convoque de nouvelles élections dans lesquelles la droite va perdre à nouveau et à tous les points de vue. La droite ne peut pas gagner.

S'il accorde des élections, même si celles-ci n'ont lieu que dans six mois, c'est parce qu'il est dans l'impossibilité de donner le pouvoir à la droite maintenant, sinon, il l'aurait fait. Celui qu'il a nommé comme gouverneur provisoire n'est pas de droite : c'est un compromis momentané, pour se débarrasser de la droite et essayer de mettre en place une autre direction.

Péron ne va pas pouvoir continuer sans définir sa politique. Il fait des accords avec l'U.R.S.S., avec Cuba, il prend une attitude critique vis-à-vis de l'impérialisme à Tlatelolco, et ensuite il applique une politique intérieure de répression ! Notre travail consiste à aider l'avant-garde péroniste à mûrir dans ce processus. C'est ce qui importe.

Le fait qu'il réprime mainte pas dire que s'en est fini du go Péron. Celui-ci reçoit en même ponse organisée par la gauche Cano, de la gauche radicale, d du Parti Radical, qui condamn de gangster. C'est pour cette rai parle maintenant d'ordonner fédérale sur le gouvernement Cordoba, parce que ne pas a admettre le rapt comme une f de gouverner, et la droite l'uti lui ! C'est la décomposition : Pé le Congrès et cette première r échec pour lui. Il est encore intimide et parvienne à s'imp échoue.

LA TENDANCE DE GAUCHE DANS LE PERONISME EST EN

Comme nous l'avions analysé, c'est une lutte qui se développe au sommet, entre tendances politiques. Campora a été interviewé à propos des accusations portées contre lui, d'avoir permis l'infiltration marxiste, et il a répondu : « J'ai fait ce que je devais faire. J'ai rempli mon devoir de président et si non, consultez les six millions d'Argentins qui ont voté pour moi. » C'est une position de combat. Cela va aussi contre Péron. C'est une lutte politique qui organise la gauche péroniste.

Campora agit comme un dirigeant politique qui va se défendre. La tendance de gauche est déjà en marche. Ce coup d'Etat policier à Cordoba a voulu l'empêcher en intimidant mais il n'a intimidé personne puisque Obregon Cano fait une déclaration selon laquelle il est le gouverneur et il va reprendre le gouver- maintenant, cela veut dire qu'il va se battre. maintenant, cela veut dire qu'il va se battre. Il ne se retire pas la tête basse en disant : « Le général m'a destitué, il ne m'a pas appuyé... » Rien de tout cela : la lutte s'élève !

Cela va produire une très grande crise dans les masses péronistes parce que celles-ci, ainsi que les cadres moyens du péronisme, vont voir qu'il ne suffit pas d'avoir la raison et l'intelligence, mais qu'il faut liquider la prépotence du pouvoir. Ce sont des masses qui ont supporté la bourgeoisie pendant 18 ans ! Elles ne vont pas permettre qu'on les frappe maintenant. La droite a seulement la force que lui donne le fait de disposer de l'appareil : elle n'a pas la force de la raison, elle n'a pas de base sociale. C'est pour cette raison qu'elle a fait un coup clandestin, avec la bourgeoisie, sinon, elle aurait affirmé le pouvoir de la droite et de l'appareil.

La méthode qui consiste à utiliser la police pour attaquer le palais du gouverneur indique l'existence d'une base de crise très grande dans le gouvernement Péron. Ils donnent la voie libre à la police pour intervenir comme facteur de décision politique. C'est une crise au sein du mouvement péroniste. La base dit : « C'est une bagarre entre bandits, c'est une bande qui attaque le palais du gouverneur ! » : elle ne va pas appuyer Péron. Elle va dire : « C'est la même chose que ce que faisait l'oligarchie ! Quelle différence entre ce que faisait l'oligarchie et ça ? » En agissant ainsi, ils poussent à gauche une très grande quantité de militants et ils affirment la nécessité d'affronter Péron et son gouvernement avec des mesures plus efficaces, en les lui imposant, parce qu'on ne peut plus espérer qu'il les accepte et qu'il fasse respecter les libertés.

Ils ont obligé le gouverneur de Buenos Aires à démissionner et ce n'est pas parce qu'il ne pouvait pas empêcher les attaques contre les casernes. Que vont-ils faire maintenant, avec cette politique qui attaque le palais du gouverneur ? Est-ce la police qui décide de la politique que doit mener le gouvernement ? Cela pervertit tous les rapports et cela va impulser la gauche à s'affirmer dans la nécessité d'une direction politique stable. La droite ne peut pas en faire autant, même si elle peut encore porter des coups et va continuer à le faire parce qu'elle contrôle encore l'appareil. Un grand nombre de militaires va être contre et va dire : « On en revient au même gangstérisme qu'avant. La droite va s'unir avec l'oligarchie, mais les militaires nationalistes,

qui doutaient encore, vont être « Comme dans le passé, ils se force, mais où est donc passé va aiguiser les luttes internes gauche, à tout point de vue. immédiat, parce que la droite pareil mais cela indique la gouvernement de gauche, d'un qui respecte la volonté populaire et qui n'ouvre pas la voie au

La droite dit : « Obregon Ca verneur marxiste ». Mais qu'a nement de Cordoba ? Toutes les a prises, toute sa politique est population. C'est cela, le marxis pousse les gens à s'intéresser Ce n'est pas l'étape pour la d ment, le monde n'est pas homog ple, en Espagne il y a une « revi rechercher un accord avec la pouvoir relâcher la préoccupa répression afin de développer pendant ce temps-là, en Argent coup de Cordoba. Et entre l'I l'Ethiopie.

Ils ont réalisé une action poli qui vont produire des réactio plus profondes que ce qu'il es déduire. Les masses voient qu'o leurs droits démocratiques et q les défendre comme elles les face à l'armée, et cela crée, une couche nationaliste. L'attac marxisme n'a pas d'effet. Les ma nent ce que c'est que le ma voient que leur gouvernement augmentations de salaires. les d tiques, le développement du pou si c'est ça, le marxisme, c'est bi fait des déclarations contre la marxiste » mais le gouverneme passe des accords avec l'U.R.S publiquement Cuba. C'est une insoluble. Ce n'est pas une ma part de Péron : il voudrait bie mais il ne peut pas résoudre les

Il faut avoir la patience d'ir ce processus. Il ne s'agit pas dès maintenant à attaquer et Péron. Il faut persuader. Il fa telles mesures, mais en persuada et en expliquant, en montrant police doit prendre des mesure comme celle de Cordoba, c'est p mée n'a pas voulu s'en mêler. série de contradictions dans le du péronisme qu'ils ne peuvent par des mesures arrogantes ni ventions répressives. Ils peuven mesures, mais le résultat en e instable. La preuve en est qu'i corder des élections à Cordoba. gauche et péronistes y représen 70 % des voix. Ils doivent re tres mesures. Le fait de faire élections est un compromis, aurait directement remis le pouv Ce qu'a fait la police de Cordo à un « chilenazo » (coup du Chil vont le prendre ainsi et vont vont augmenter leur action par rapport à Péron et au péro lement cela va aller contre l masses vont attirer les nationa mée et les appeler à intervenir

LA POLITIQUE ETRANGER DE PERON L'OPPSE A L'IMPERIA

Ces faits aggravent et développent une crise qui devait inévitablement se produire parce que c'est de cette façon, et pas autrement, que la masse péroniste fait ses expériences. Elle ne le fait nulle part ailleurs. La droite veut intimider, désintégrer la jeunesse afin qu'individuellement, ou par groupe, elle se soumette au « verticalisme » (2). Pendant ce temps, l'activité politique de la jeunesse est en progrès, en élévation, celle-ci cherche à s'organiser comme un secteur, comme une tendance dans le péronisme, sur la base d'un programme de classe. Il fallait faire cette expérience, ces secteurs devaient voir qu'il n'est pas possible de faire ce qu'ils veulent avec Péron, qu'ils peuvent gagner, impulser Péron, dont l'appui peut avoir une signification importante, mais que la lutte contre la droite était et reste inévitable.

La lute de classe dans le péronisme devait s'aiguiser et elle l'a fait (comme c'est analysé dans la brochure : « La démission de Campora et l'échec de la tentative contre-révolutionnaire de la C.I.A. et de la droite péroniste). Ce qui se passe actuellement le confirme. La jeunesse n'a pas de direction, elle n'est pas

unifiée parce qu'elle n'a pas en elle n'a pas encore la confian programmatique de classe néc que dans son immense majori est issue des secteurs petits lesquels chacun va de son cô programmatique.

L'expérience, qu'il fallait, q est de montrer que sous Péro possible de diriger l'application me de classe, socialiste, parce péroniste est là, qui l'empêche Péron oscille entre la droite Quand il est obligé de se déc pour la droite, parce qu'il est lisme. La jeunesse, les secteurs se sont pas laissés intimider bataille. Ils se sont battus d'un politique, programmatique, pol sationnel, constitutionnel et g C'est une tendance ! Cette résis celle que peut faire un group syndicat. C'est une tendance qu direction homogène, sans obje non plus — livre bataille sur de l'organisation, parce qu'elle

ntradictions du gouvernement de Péron et la lutte de classe en

3 mars 1974

ctuel que jamais avec la mort de Peron, qui va on de "la lutte de classes au sein du péronisme, vers la conception et le programme marxiste. le définition énévitable au sein du mouvement n manifestations dans les rues veulent affirmer ionaliste vers une issue socialiste, empêcher la amenter un coup contre-révolutionnaire. Toute dans cet article par le camarade Posadas, sont oniste et pour la IVe Internationale. Mais c'est et révolutionnaire mondial, du mouvement aux masses d'Argentine ! pour continuer le empêcher un coup de la réaction et de

la lutte de classe au sein du péronisme, de la lutte de tendances au sein de ce

a est une tentative de la droite pour n comptant avec l'appui de Péron, même né.

de la police pour réaliser une action uption des relations entre l'équipe qui la porte à la réalisation d'un tel coup

e droits démocratiques, qu'il ne suffit la police intervient après et l'élimine. anismes, à s'organiser comme parti et force. Ces événements approfondissent ons, nécessaire : les masses péronistes ont besoin d'une organisation indépen-

oba ne vont pas s'en tenir là, ils vont ective, c'est eux qui perdent. La politique iers ne peut pas être soutenue par un complètement dénué de sens ! Cette vec celle qu'il menait en 1940. A partir les relations avec les Etats ouvriers ! qui est la sienne actuellement si son ie, ni le Chili, ni le Pérou, ni le Brésil ener une telle politique envers Cuba méricaines, la petite bourgeoisie, à pro

ues ne doivent rien au hasard : elles sont ien organisées.

Cela ne veut pas dire que la droite va ouvoir faire comme en 1951 ou en 1955, uand elle avait les mains libres pour agir. es conséquences du coup de Cordoba vont faire sentir tout de suite. Si la droite était rte, elle liquiderait Obregon Cano et Attilio opez au nom de la C.G.T. nationale. Cette ernière n'est intervenue pour rien. Sa direc- on a appuyé le coup de la droite, mais elle a pas pu faire la moindre agitation, le oindre campagne. C'est ainsi que la gauche pprend qu'elle a trop attendu du péronisme de Péron, qu'elle a besoin d'un parti, un fonctionnement de classe. C'est dans ce ouvement que se donne le processus. Les asses d'Argentine ont réalisé leur expérience sein du péronisme. Il faut être à l'intérieur ce processus, comprendre que Péron n'a s les mains libres pour faire ce qu'il veut que pour continuer la politique extérieure l'il a entreprise, il a besoin de l'appui des asses.

Ces événements vont impulser la gauche, li va comprendre qu'il n'est pas possible dépendre de Péron et qu'il ne faut dépen- e que du programme et de la politique. faut compter avec ce processus pour voir quelle manière aider les masses. Celles-ci nt organisées dans le péronisme. Nous vons intervenir aux côtés de la masse péro- te, en appuyant les mesures progressistes Péron et en comptant sur le fait qu'il ne ut pas mener une politique d'accords avec Etats ouvriers et surtout avec Cuba en ppuyant sur la bourgeoisie : c'est impos- le ! Nous devons intervenir pour aider les sses péronistes à mûrir : nous devons être centre qui les aide à s'élever dans la nception de classe.

Si Péron avait fait une répression ouverte tre les masses, il appuierait l'impérialisme le Chili. La répression qu'il mène est lirecte. Même à Cordoba il ne s'agit pas ne répression directe contre les masses mais n coup pour essayer d'arrêter leurs progrès. ndant ce temps, la masse péroniste mûrit- e, oui ou non ? Elle mûrit. Et sur quelle se ? Sur la base de l'action de l'E.R.P. ? el est ce mûrissement des masses péronistes tre lequel Péron combat actuellement ? st le mûrissement sur la base du programme rxiste, de l'organisation indépendante de sse, c'est-à-dire sur des positions politiques. i a contribué à ce mûrissement ? L'E.R.P. ? ıtucho ? ou nous ? La tâche que nous avons née jusqu'à maintenant a été la base pour ganisation d'une tendance. La lutte que ne actuellement l'avant-garde péroniste se sur la base d'une politique, d'un pro- mme et d'objectifs.

Les événements actuels en Argentine appro- dissent un processus qui était de toutes ons nécessaire : les masses péronistes de- ent faire cette expérience et voir qu'elles besoin d'une organisation indépendante rapport au gouvernement.

La C.G.T. de Cordoba fait une grève géné- contre la police après que le gouverne- nt national ait gardé le silence. Par cette ve, ils affrontent Péron et rejoignent la che radicale. Il y a une réaction et une té de la population contre la droite. Cela influencer l'armée, son aile nationaliste. Les ses vont dire qu'elles n'ont pas attendu huit ans pour voir ça : Lanusse n'en faisait autant ! Les masses vont se rappeler que s des condition ssemblables Lanusse avait é.

Les événements unissent toute la gauche s la direction de l'aile la plus à gauche mouvement péroniste. C'est la lutte de classe au sein du péronisme. Nous ne l'inventons pas : nous l'interprétons. Le coup d'Etat de Cordoba est un coup subversif de la droite qui va être ressenti par toute l'Amérique Latine, car il s'agissait d'un gouvernement élu légitimement comme Péron lui-même. Le gouverneur de Cordoba a été élu avec plus de 50 % des voix. Les gens vont dire : mais où est la démocratie ? Est-ce que Péron est si démocrate que c'est lui qui détermine ce qui est démocratique et ce qui ne l'est pas ?

Un secteur de l'armée commence à comprendre que le nationalisme, à lui tout seul, n'a pas d'objectif. L'objectif du nationalisme est de développer le pays, d'en faire « un grand pays ». Mais comment le faire ? Et pour qui ? Cette réflexion développe chez les militaires un sentiment d'amour humain. Ils voient que les limites du nationalisme sont très étroites pour ce qu'exige la science, le développement de l'humanité. Le nationalisme leur semble étriqué. Dans aucun pays d'Amérique Latine il n'est possible de progresser dans le cadre du système capitaliste. On peut faire quelques progrès mais les conditions économiques empêchent les pays d'Amérique Latine d'être compétitifs sur le marché mondial : ils doivent s'unir mais la bourgeoisie péruvienne se heurte à la bourgeoisie chilienne, l'Argentine à la brésilienne : en tant que pays capitalistes ils ne peuvent pas s'unir.

Les masses péronistes montrent qu'elles ne veulent pas du terrorisme, qu'elles n'en font pas. Elles veulent avancer avec leurs organismes. La résistance offerte par Obregon Cano et Attilio Lopez est très importante. Le prolétariat péroniste a supporté dix-huit ans d'attente, dix-huit ans au cours desquels il s'est structuré en s'appuyant sur la révolution mondiale. Maintenant, il reçoit une influence du triomphe des masses anglaises dans les élections, du triomphe des masses en Ethiopie, de la déclaration de Gelbard à Cuba. Obregon Cano dit : « Je suis le gouverneur et je veux gouverner ». Les syndicats l'appuient totalement. Cordoba est vide, entièrement paralysée, tous les commerces ont fermé. Il ne s'agit plus d'un bureaucrate, d'un chef ou d'une tendance syndicale : c'est une tendance politique au sein du péronisme et à laquelle nous participons. La C.I.A. veut renverser le péronisme pour intimider le reste de l'Amérique Latine. Quand Campora, Obregon Cano, tiennent tête à Péron, n'acceptent pas sa décision, cela indique qu'il n'y a rien de perdu, que la dorite n'est pas toute-puissante et que Péron va devoir, dans peu de temps, fournir des explications et prendre des mesures qui donnent satisfaction à la gauche. L'accord avec Cuba ne suffit pas. Il faut tenir compte du fait que c'est Campora qui a posé, face aux attaques de la gauche : « Si vous voulez me juger, vous devez aussi juger les six millions d'Argentins qui ont voté pour moi. » Cette déclaration s'adresse à Péron aussi : c'est un avertissement et qui indique une lutte politique. Nous y participons. Notre but n'est pas de gagner tel ou tel poste syndical mais d'utiliser les postes syndicaux pour la lutte au sein du péronisme, pour y organiser la tendance marxiste.

Que la police fasse un coup d'Etat comme à Cordoba montre bien ce que préparent ces gens-là, mais ils le préparent en défaite, parce qu'ils n'ont pas de force. Ils en sont réduits à utiliser la police : ils n'ont même pas osé se servir de l'armée. Cela indique donc ce qu'ils préparent et la défaite qu'ils subissent. La droite se maintient parce qu'elle a l'appareil mais les masses sont contre elle. Ce processus devait avoir lieu inévitablement. Nous devons l'organiser, développer les idées, affirmer que ce qui est en marche c'est l'application du programme de Huerta Grande et la Falda et ce, malgré Péron et malgré la répression. C'est ce qui nous intéresse. De tels événements ne font pas gagner de l'autorité à Péron. La gauche essaie et continuera encore à essayer de l'impulser. Il est encore possible d'avancer beaucoup dans cette voie là mais ce n'est pas la solution. Les masses doivent faire leurs propres expériences. En même temps que ce soulèvement de la police, a lieu le voyage de Gelbard à Cuba, qui est un très grand encouragement aux solutions anti-impérialistes, contre la droite. La réunion de Tlatelolco ne favorise pas non plus la droite (1). La politique extérieure de Péron ne peut pas rester détachée de sa politique intérieure. Il ne peut pas mener une politique d'accords avec Cuba et les Etats ouvriers, faire des réunions comme Tlatelolco et ce qu'elle signifie tout en menant une politique intérieure réactionnaire. C'est absurde ! Dans ce cas, la droite prendrait le pouvoir et liquiderait aussi la politique extérieure !

C'est une contradiction qui va devoir se résoudre à bref délai. La droite n'a pas assez de force pour la résoudre. C'est pour cette raison qu'elle recourt à des coups policiers comme celui de Cordoba : elle n'a ni la force sociale, ni la force politique de faire autrement. Les coups qu'elle porte sont des coups clandestins, de peu de durée. Une preuve importante — mais non déterminante — en est qu'après avoir destitué ce gouvernement Cano-Lopez, ils auraient pu nommer un autre gouvernement : au lieu de cela, ils accordent de nouvelles élections. Au lieu de donner le pouvoir à la droite, Péron convoque de nouvelles élections dans lesquelles la droite va perdre à nouveau et à tous les points de vue. La droite ne peut pas gagner.

S'il accorde des élections, même si celles-ci n'ont lieu que dans six mois, c'est parce qu'il est dans l'impossibilité de donner le pouvoir à la droite maintenant, sinon, il l'aurait fait. Celui qu'il a nommé comme gouverneur provisoire n'est pas de droite : c'est un compromis momentané, pour se débarrasser de la droite et essayer de mettre en place une autre direction.

Péron ne va pas pouvoir continuer sans définir sa politique. Il fait des accords avec l'U.R.S.S., avec Cuba, il prend une attitude critique vis-à-vis de l'impérialisme à Tlatelolco, et ensuite il applique une politique intérieure de répression ! Notre travail consiste à aider l'avant-garde péroniste à mûrir dans ce processus. C'est ce qui importe.

Le fait qu'il réprime maintenant ne veut pas dire que s'en est fini du gouvernement de Péron. Celui-ci reçoit en même temps la réponse organisée par la gauche, de Obregon Cano, de la gauche radicale, de la direction du Parti Radical, qui condamne ces attitudes de gangster. C'est pour cette raison que Péron parle maintenant d'ordonner l'intervention fédérale sur le gouvernement de l'Etat de Cordoba, parce que ne pas agir signifierait admettre le rapt comme une forme normale de gouverner, et la droite l'utiliserait contre lui ! C'est la décomposition : Péron convoque le Congrès et cette première réunion est un échec pour lui. Il est encore possible qu'il intimide et parvienne à s'imposer, mais il échoue.

LA TENDANCE DE GAUCHE DANS LE PERONISME EST EN MARCHE

Comme nous l'avions analysé, c'est une lutte qui se développe au sommet, entre tendances politiques. Campora a été interviewé à propos des accusations portées contre lui, d'avoir permis l'infiltration marxiste, et il a répondu : « J'ai fait ce que je devais faire. J'ai rempli mon devoir de président et si non, consultez les six millions d'Argentins qui ont voté pour moi. » C'est une position de combat. Cela va aussi contre Péron. C'est une lutte politique qui organise la gauche péroniste.

Campora agit comme un dirigeant politique qui va se défendre. La tendance de gauche est déjà en marche. Ce coup d'Etat policier à Cordoba a voulu l'empêcher en intimidant mais il n'a intimidé personne puisque Obregon Cano fait une déclaration selon laquelle il est le gouverneur et il va reprendre le gouver- maintenant, cela veut dire qu'il va se battre. maintenant, cela veut dire qu'il va se battre. Il ne se retire pas la tête basse en disant : « Le général m'a destitué, il ne m'a pas appuyé... » Rien de tout cela : la lutte s'élève !

Cela va produire une très grande crise dans les masses péronistes parce que celles-ci, ainsi que les cadres moyens du péronisme, vont voir qu'il ne suffit pas d'avoir la raison et l'intelligence, mais qu'il faut liquider la prépotence du pouvoir. Ce sont des masses qui ont supporté la bourgeoisie pendant 18 ans ! Elles ne vont pas permettre qu'on les frappe maintenant. La droite a seulement la force que lui donne le fait de disposer de l'appareil : elle n'a pas la force de la raison, elle n'a pas de base sociale. C'est pour cette raison qu'elle a fait un coup clandestin, avec la bourgeoisie, sinon, elle aurait affirmé le pouvoir de la droite et de l'appareil.

La méthode qui consiste à utiliser la police pour attaquer le palais du gouverneur indique l'existence d'une base de crise très grande dans le gouvernement Péron. Ils donnent la voie libre à la police pour intervenir comme facteur de décision politique. C'est une crise au sein du mouvement péroniste. La base dit : « C'est une bagarre entre bandits, c'est une bande qui attaque le palais du gouverneur ! » : elle ne va pas appuyer Péron. Elle va dire : « C'est la même chose que ce que faisait l'oligarchie ! Quelle différence entre ce que faisait l'oligarchie et ça ? » En agissant ainsi, ils poussent à gauche une très grande quantité de militants et ils affirment la nécessité d'affronter Péron et son gouvernement avec des mesures plus efficaces, en les lui imposant, parce qu'on ne peut plus espérer qu'il les accepte et qu'il fasse respecter les libertés.

Ils ont obligé le gouverneur de Buenos Aires à démissionner et ce n'est pas parce qu'il ne pouvait pas empêcher les attaques contre les casernes. Que vont-ils faire maintenant, avec cette politique qui attaque le palais du gouverneur ? Est-ce la police qui décide de la politique que doit mener le gouvernement ? Cela pervertit tous les rapports et cela va impulser la gauche à s'affirmer dans la nécessité d'une direction politique stable. La droite ne peut pas en faire autant, même si elle peut encore porter des coups et va continuer à le faire parce qu'elle contrôle encore l'appareil. Un grand nombre de militaires va être contre et va dire : « On en revient au même gangstérisme qu'avant. La droite va s'unir avec l'oligarchie, mais les militaires nationalistes, qui doutaient encore, vont être contre et dire : « Comme dans le passé, ils se servent de la force, mais où est donc passé Péron ? » Cela va aiguiser les luttes internes favorables à la gauche, à tout point de vue. Ce n'est pas immédiat, parce que la droite dispose de l'appareil mais cela indique la nécessité d'un gouvernement de gauche, d'un gouvernement qui respecte la volonté populaire, les syndicats, et qui n'ouvre pas la voie aux gangsters.

La droite dit : « Obregon Cano est un gouverneur marxiste ». Mais qu'a fait le gouvernement de Cordoba ? Toutes les mesures qu'il a prises, toute sa politique est favorable à la population. C'est cela, le marxisme ? La droite pousse les gens à s'intéresser au marxisme ! Ce n'est pas l'étape pour la droite. Evidemment, le monde n'est pas homogène. Par exemple, en Espagne il y a une « revirevolte » pour rechercher un accord avec la bourgeoisie et pouvoir relâcher la préoccupation pour la répression afin de développer l'économie, et pendant ce temps-là, en Argentine, il y a le coup de Cordoba. Et entre l'un et l'autre, l'Ethiopie.

Ils ont réalisé une action policière, un rapt qui vont produire des réactions infiniment plus profondes que ce qu'il est possible de déduire. Les masses voient qu'on les prive de leurs droits démocratiques et qu'elles doivent les défendre comme elles les ont défendus face à l'armée, et cela crée, dans celle-ci, une couche nationaliste. L'attaque contre le marxisme n'a pas d'effet. Les masses comprennent ce que c'est que le marxisme : elles voient que leur gouvernement défendait les augmentations de salaires. les droits démocratiques, le développement du pouvoir syndical : si c'est ça, le marxisme, c'est bien ! La droite fait des déclarations contre la « subversion marxiste » mais le gouvernement de Péron passe des accords avec l'U.R.S.S. et défend publiquement Cuba. C'est une contradiction insoluble. Ce n'est pas une manœuvre de la part de Péron : il voudrait bien manœuvrer, mais il ne peut pas résoudre les contradictions

Il faut avoir la patience d'intervenir dans ce processus. Il ne s'agit pas de se lancer dès maintenant à attaquer et rompre avec Péron. Il faut persuader. Il faut rejeter de telles mesures, mais en persuadant les masses, et en expliquant, en montrant que quand la police doit prendre des mesures clandestines comme celle de Cordoba, c'est parce que l'armée n'a pas voulu s'en mêler. Il y a une série de contradictions dans le développement du péronisme qu'ils ne peuvent pas résoudre par des mesures arrogantes ni par des interventions répressives. Ils peuvent prendre des mesures, mais le résultat en est totalement instable. La preuve en est qu'ils doivent accorder des élections à Cordoba. Radicaux de gauche et péronistes y représentent ensemble 70 % des voix. Ils doivent rechercher d'autres mesures. Le fait de faire de nouvelles élections est un compromis, sinon, Péron aurait directement remis le pouvoir à la droite. Ce qu'a fait la police de Cordoba correspond à un « chilenazo » (coup du Chili) : les masses vont le prendre ainsi et vont réagir. Elles vont augmenter leur action indépendante par rapport à Péron et au péronisme et finalement cela va aller contre la droite. Les masses vont attirer les nationalistes de l'armée et les appeler à intervenir.

LA POLITIQUE ETRANGER DE PERON L'OPPSE A L'IMPERIALISME

Ces faits aggravent et développent une crise qui devait inévitablement se produire parce que c'est de cette façon, et pas autrement, que la masse péroniste fait ses expériences. Elle ne le fait nulle part ailleurs. La droite veut intimider, désintégrer la jeunesse afin qu'individuellement, ou par groupe, elle se soumette au « verticalisme » (2). Pendant ce temps, l'activité politique de la jeunesse est en progrès, en élévation, celle-ci cherche à s'organiser comme un secteur, comme une tendance dans le péronisme, sur la base d'un programme de classe. Il fallait faire cette expérience, ces secteurs devaient voir qu'il n'est pas possible de faire ce qu'ils veulent avec Péron, qu'ils peuvent gagner, impulser Péron, dont l'appui peut avoir une signification importante, mais que la lutte contre la droite était et reste inévitable.

La lute de classe dans le péronisme devait s'aiguiser et elle l'a fait (comme c'est analysé dans la brochure : « La démission de Campora et l'échec de la tentative contre-révolutionnaire de la C.I.A. et de la droite péroniste). Ce qui se passe actuellement le confirme. La jeunesse n'a pas de direction, elle n'est pas unifiée parce qu'elle n'a pas encore un centre, elle n'a pas encore la confiance politique et programmatique de classe nécessaires, parce que dans son immense majorité la jeunesse est issue des secteurs petits bourgeois dans lesquels chacun va de son côté, sans centre programmatique.

L'expérience, qu'il fallait, qu'il faut faire, est de montrer que sous Péron, il n'est pas possible de diriger l'application d'un programme de classe, socialiste, parce que la droite péroniste est là, qui l'empêche, et parce que Péron oscille entre la droite et la gauche. Quand il est obligé de se décider, il décide pour la droite, parce qu'il est lié au capitalisme. La jeunesse, les secteurs de gauche ne se sont pas laissés intimider et ont livré bataille. Ils se sont battus d'un point de vue politique, programmatique, politique, organisationnel, constitutionnel et gouvernemental. C'est une tendance ! Cette résistance n'est pas celle que peut faire un groupe syndical, un syndicat. C'est une tendance qui — sans une direction homogène, sans objectif homogène non plus — livre bataille sur tous les plans de l'organisation, parce qu'elle sent que si elle ne le fait pas c'est un recul. Cet dance s'oppose, de toutes façons, à la à l'impérialisme. C'est ce qui lui perr résister, mais elle n'a pas encore d'orgar de programme ni de direction. Pour ce devait passer par cette expérience q inévitable.

Nous n'avons pas assez de forces p remplacer. Les communistes ont esquiv tâche. Ils ont évité et ils évitent d'inte Dans le passé, les communistes étaien les fascistes, ils appuyaient tous les c fascistes de la « Libertadora ». Mainten n'interviennent pas non plus. C'est u cessus inévitable, la gauche péroniste passer, doit encore passer pendant u riode par tout cela. Ce qui est importan qu'elle ne se décourage pas, quelle ne pas à zéro à chaque fois pour recomn Elle comprend qu'à partir de la positi est la sienne, elle doit défendre les cor que représentent le poste de gouverne syndicats.

Ce soulèvement de la droite a diss direction de la C.G.T. de Cordoba, les cats. La droite a nommé d'autres diri mais les masses et la C.G.T. de Atilio ne les reconnaissent pas et vont mener eux la même lutte qu'elles ont menée c passé contre la « Libertadora ». Il y a dant une différence qui leur rend pl ficile la compréhension, et c'est que P une politique envers les Etats ouvriers trompe. C'est une politique importante, et qu'il faut appuyer. Par cette politique, cherche à attirer la petite bourgeoisie, faire sentir qu'il n'est pas réactionnair qu'il mène cette politique sur le plan in et qu'il laisse la droite faire son jeu. cette dernière elle-même ne peut pas all loni. Si Péron la laissait aller très loi la rejetterait en arrière, liquiderait to politique avec Cuba, avec les Etats ou avec la Roumanie, la Yougoslavie et nant avec la Tchécoslovaquie.

C'est une phase de la lutte de c au sein du péronisme, phase au cou laquelle la gauche va apprend s'organiser, va progresser, se donn dirigeants, mettre sur pied des organ stables et passer d'un fonctionn empirique, paternaliste, sous Pér

DANS CETTE ELEVA C'EST LA

La lutte de classe en Argentine s et s'aiguise. La jeunesse péroniste n ni programme ni politique, ni dire elle faisait confiance au péronisn maintenant elle doit asser du « ve lisme » à la discussion démocratique rieure, à des résolutions démocrat Nous sommes les seuls à l'avoir ai comprendre Péron va devoir prendr mesure quelconque pour se faire voir de la jeunesse et des syn sinon, il va se produire une rébe Les masses péronistes affrontent la en disant : « Nous croyions que avions affaire à Ongania, mais Péron ! Nous faisons la même chos du temps de Ongania : nous avon syndicats, nous faisons des réunions, discutons ». Mais Péron a un ava assez grand : sa politique extérieu pas mal d'effet et va en avoir e plus. Mais en même temps ce s ne peut pas servir pour organis droite.

La perspective est une aggravati la lutte de classes; une lutte dans la la droite dispose seulement de bo d'attentats, de guerrillas et du terro Mais rien de plus. C'est pour cette r qu'il faut donner une telle importa la politique extérieure de Péron : avons appelé les camarades de Co à défendre les droits démocratiques, en même temps à faire une déclar d'appui à la politique extérieure de P envers Cuba, l'U.R.S.S., la Roman Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, réunion de Tlatelolco. L'Argentine a des accords assez bons et des déléga des Etats ouvriers vont se rendre le pays pour y enseigner. Cela a coup d'importance. Ces accords po sur 7 Etats ouvriers y compris Cub les déclarations de Gelbard à Cuba bonnes. Tout cela pèse sur les péron Face au soulèvement de la poli Cordoba, le mouvement ouvrier petite bourgeoisie vont se demar « Où est la légalité de Péron ? C devenu le justicialisme, la vérité, la tice ? Et les droits démocratiques, sont-ils devenus ? Est-ce que c'est la qui détermine la politique mainter On nous traite de guerrilleros, de pr des otages, et que fait la police ? » va stimuler une lutte infiniment élevée que celle des guerrilleros. I sont responsables : cela va stimule luttes. Nous allons appeler à dével la lutte politique, et non la lutte de rillas. Il faut montrer que les démocratiques se défendent en mobi les masses, la petite bourgeoisie, dan front unique pour impulser la poli que mène Gelbard. Il faut appuye déclarations de ce dernier et sa poli envers Cuba et l'Union Soviétique.

a lutte de classe en Argentine

3 mars 1974 J. POSADAS

éprime maintenant ne veut
est fini du gouvernement de
çoit en même temps la ré
par la gauche, de Obregon
he radicale, de la direction
qui condamne ces attitudes
pour cette raison que Péron
d'ordonner l'intervention
gouvernement de l'Etat de
que ne pas agir signifierait
comme une forme normale
la droite l'utiliserait contre
mposition : Péron convoque
te première réunion est un
l est encore possible qu'il
enne à s'imposer, mais il

ME EST EN MARCHE

ore, vont être contre et dire :
passé, ils se servent de la
donc passé Péron ? » Cela
ttes internes favorables à la
oint de vue. Ce n'est pas
ue la droite dispose de l'ap-
indique la nécessité d'un
gauche, d'un gouvernement
onté populaire, les syndicats,
as la voie aux gangsters.

« Obregon Cano est un gou-
». Mais qu'a fait le gouver-
a ? Toutes les mesures qu'il
politique est favorable à la
cela, le marxisme ? La droite
s'intéresser au marxisme !
pe pour la droite. Evidem-
st pas homogène. Par exem-
y a une « revirevolte » pour
ord avec la bourgeoisie et
la préoccupation pour la
développer l'économie, et
là, en Argentine, il y a le
. Et entre l'un et l'autre,

ne action policière, un rapt
e des réactions infiniment
ie ce qu'il est possible de
es voient qu'on les prive de
ratiques et qu'elles doivent
me elles les ont défendus
t cela crée, dans celle-ci,
naliste. L'attaque contre le
d'effet. Les masses compren-
t que le marxisme : elles
gouvernement défendait les
salaires, les droits démocra-
ement du pouvoir syndical :
xisme, c'est bien ! La droite
ns contre la « subversion
e gouvernement de Péron
avec l'U.R.S.S. et défend
a. C'est une contradiction
pas une manœuvre de la
voudrait bien manœuvrer,
résoudre les contradictions
patience d'intervenir dans
ie s'agit pas de se lancer
attaquer et rompre avec
rsuader. Il faut rejeter de
s en persuadant les masses,
en montrant que quand la
e des mesures clandestines
rdoba, c'est parce que l'ar-
u s'en mêler. Il y a une
ions dans le développement
is ne peuvent pas résoudre
rrogantes ni par des inter-
s. Ils peuvent prendre des
résultat en est totalement
e en est qu'ils doivent ac-
is à Cordoba. Radicaux de
es y représentent ensemble
s doivent rechercher d'au-
fait de faire de nouvelles
compromis, sinon, Péron
remis le pouvoir à la droite.
ice de Cordoba correspond
(coup du Chili) : les masses
ainsi et vont réagir. Elles
leur action indépendante
n et au péronisme et fina-
ller contre la droite. Les
les nationalistes de l'ar-
à intervenir.

L'IMPERIALISME

le n'a pas encore un centre,
e la confiance politique et
e classe nécessaires, parce
mense majorité de la jeunesse
eurs petits bourgeois dans
a de son côté, sans centre

'il fallait, qu'il faut faire,
ie sous Péron, il n'est pas
l'application d'un program-

aliste, parce que la droite
ui l'empêche, et parce que
la droite et la gauche.
é de se décider, il décide
ce qu'il est lié au capita-
les secteurs de gauche ne
is intimider et ont livré
battus d'un point de vue
natique, politique, organi-
ionnel et gouvernemental.
! Cette résistance n'est pas
e un groupe syndical, un
tendance qui — sans une
, sans objectif homogène
bataille sur tous les plans
parce qu'elle sent que si

elle ne le fait pas c'est un recul. Cette tendance s'oppose, de toutes façons, à la droite, à l'impérialisme. C'est ce qui lui permet de résister, mais elle n'a pas encore d'organismes, de programme ni de direction. Pour cela, elle devait passer par cette expérience qui est inévitable.

Nous n'avons pas assez de forces pour la remplacer. Les communistes ont esquivé cette tâche. Ils ont évité et ils évitent d'intervenir. Dans le passé, les communistes étaient avec les fascistes, ils appuyaient tous les organes fascistes de la « Libertadora ». Maintenant, ils n'interviennent pas non plus. C'est un processus inévitable, la gauche péroniste devait passer, doit encore passer pendant une période par tout cela. Ce qui est important, c'est qu'elle ne se décourage pas, quelle ne repart pas à zéro à chaque fois pour recommencer. Elle comprend qu'à partir de la position qui est la sienne, elle doit défendre les conquêtes que représentent le poste de gouverneur, les syndicats.

Ce soulèvement de la droite a dissout la direction de la C.G.T. de Cordoba, les syndicats. La droite a nommé d'autres dirigeants, mais les masses et la C.G.T. de Atilio Lopez ne les reconnaissent pas et vont mener contre eux la même lutte qu'elles ont menée dans le passé contre la « Libertadora ». Il y a cependant une différence qui leur rend plus difficile la compréhension, et c'est que Péron a une politique envers les Etats ouvriers qui les trompe. C'est une politique importante, bonne et qu'il faut appuyer. Par cette politique, Péron cherche à attirer la petite bourgeoisie, à lui faire sentir qu'il n'est pas réactionnaire, bien qu'il mène cette politique sur le plan intérieur et qu'il laisse la droite faire son jeu. Mais cette dernière elle-même ne peut pas aller très loni. Si Péron la laissait aller très loin, elle la rejetterait en arrière, liquiderait toute la politique avec Cuba, avec les Etats ouvriers, avec la Roumanie, la Yougoslavie et maintenant avec la Tchécoslovaquie.

C'est une phase de la lutte de classes au sein du péronisme, phase au cours de laquelle la gauche va apprendre à s'organiser, va progresser, se donner des dirigeants, mettre sur pied des organismes stables et passer d'un fonctionnement empirique, paternaliste, sous Péron — c'est-à-dire sur un programme bourgeois — à un programme et une direction révolutionnaires, à une position de classe. Elle devait passer par cette expérience. Elle l'a fait et elle ne va pas repartir de zéro, mais partir du niveau où elle se trouve pour impulser de l'avant. C'est pour cette raison que la résistance opposée par la gauche à Cordoba est si importante. Elle ne se sent pas découragée : elle a reçu des coups ; mais elle ne se sent pas détruite. C'est pour cette raison qu'elle continue et que cela va provoquer une crise très grande pour Péron. Au lieu de servir à intimider les autres provinces, le coup de Cordoba va les encourager à se défendre ; elles vont y voir le modèle pour faire la même chose avec elles, les intimider et leur en imposer La droite a vu que la gauche a résisté, qu'elle a pu le faire et qu'elle est meme parvenue a intimider le gouvernement. C'est un boomerang qui va encourager toutes les autres provinces : Mendoza, Tucuman, Salta, Misiones...

La résistance à l'arrogance du gouvernement, à la droite et à Péron montre que les gens apprennent déjà et que le boomerang est en train de circuler à l'intérieur du pays. Les masses apprennent à résister à la droite. Cette dernière n'a pas réussi à intimider le mouvement ouvrier. C'est pour cette raison que le gouvernement de Péron a dû envoyer à Cuba une délégation comprenant le secrétaire général de la C.G.T. et maintenant Ceaucescu vient en Argentine, à la tête d'une délégation syndicale lui aussi. Péron essaie de développer un secteur syndical pour pouvoir postérieurement le détacher de la droite. Il est vrai que pour le moment cette direction syndicales et la bourgeoisie, mais pas l'oligarchie. Péron essaie de développer un groupe syndical pour servir les intérêts de la bourgeoisie nationale qui, inévitablement, devra affronter l'impérialisme. Il n'est pas intégralement un serviteur du système capitaliste, il doit prendre une série de mesures comme celles des accords avec les Etats ouvriers, qui vont vers des positions anticapitalistes.

DANS CETTE ELEVATION DE LA LUTTE DE CLASSES, C'EST LA DROITE QUI PERD

La lutte de classe en Argentine s'élève et s'aiguise. La jeunesse péroniste n'avait ni programme ni politique, ni direction, elle faisait confiance au péronisme et maintenant elle doit asser du « verticalisme » à la discussion démocratique intérieure, à des résolutions démocratiques. Nous sommes les seuls à l'avoir aidée à comprendre Péron va devoir prendre une mesure quelconque pour se faire bien voir de la jeunesse et des syndicats, sinon, il va se produire une rébellion. Les masses péronistes affrontent la police en disant : « Nous croyions que nous avions affaire à Ongania, mais c'est Péron ! Nous faisons la même chose que du temps de Ongania : nous avons des syndicats, nous faisons des réunions, nous discutons ». Mais Péron a un avantage assez grand : sa politique extérieure a pas mal d'effet et va en avoir encore plus. Mais en même temps ce succès ne peut pas servir pour organiser la droite.

La perspective est une aggravation de la lutte de classes, une lutte dans laquelle la droite dispose seulement de bombes, d'attentats, de guerrillas et du terrorisme. Mais rien de plus. C'est pour cette raison qu'il faut donner une telle importance à la politique extérieure de Péron : nous avons appelé les camarades de Cordoba à défendre les droits démocratiques, mais en même temps à faire une déclaration d'appui à la politique extérieure de Péron, envers Cuba, l'U.R.S.S., la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, à la réunion de Tlatelolco. L'Argentine a signé des accords assez bons et des délégations des Etats ouvriers vont se rendre dans le pays pour y enseigner. Cela a beaucoup d'importance. Ces accords portent sur 7 Etats ouvriers y compris Cuba, et les déclarations de Gelbard à Cuba sont bonnes. Tout cela pèse sur les péronistes. Face au soulèvement de la police à Cordoba, le mouvement ouvrier et la petite bourgeoisie vont se demander : « Où est la légalité de Péron ? Qu'est devenu le justicialisme, la vérité, la justice ? Et les droits démocratiques, que sont-ils devenus ? Est-ce que c'est la police qui détermine la politique maintenant ? On nous traite de guerrilleros, de prendre des otages, et que fait la police ? » Cela va stimuler une lutte infiniment plus élevée que celle des guerrilleros. Ils en sont responsables : cela va stimuler les luttes. Nous allons appeler à développer la lutte politique, et non la lutte de guerrillas. Il faut montrer que les droits démocratiques se défendent en mobilisant les masses, la petite bourgeoisie, dans un front unique pour impulser la politique que mène Gelbard. Il faut appuyer les déclarations de ce dernier et sa politique envers Cuba et l'Union Soviétique.

La politique de Gelbard envers Cuba ne peut pas coexister avec la répression du gouvernement de droite. Cette politique ne convient pas du tout à la droite. Si elle doit utiliser la police comme à Cordoba, c'est parce qu'elle n'a pas d'autre moyen. Elle n'a pas de force sociale. Elle doit recourir à l'arrogance, qui sert d'ailleurs aussi en partie à l'imposer à Péron. Il faut tenir compte du fait que Obregon Cano venait de destituer le chef de la police et qu'il ne l'aurait pas fait sans consulter Péron. Liquider ce chef de police, cela voulait dire s'en prendre à toute une équipe policière de répression, c'était continuer la politique de Campora !

La gauche péroniste doit apprendre à s'organiser. Elle va recevoir des coups, elle va être ébranlée, cela va provoquer en elle de l'insécurité, mais elle doit apprendre comme ça. La gauche péroniste commence à fonctionner, à essayer d'entrainer, à essayer d'agir comme direction, alors qu'elle est en minorité dans les sommets de l'appareil. Et elle ose le faire. Ce sont des expériences qui vont se reproduire au Pérou, en Equateur, au Mexique, dans une série de pays : ce sont des expériences qu'il faut vivre. Ce sont des mouvements qui ne puisent pas leur origine dans le mouvement ouvrier communiste ou socialiste ; ce sont des mouvements nationalistes et bourgeois. Ils ne peuvent plus se maintenir sur le plan strictement bourgeois. La droite est réactionnaire, contre-révolutionnaire, et pour que Péron accepte de réprimer en politique intérieure, elle est obligée d'appuyer sa politique extérieure. Des deux, c'est la politique extérieure qui gagne parce que c'est celle qui correspond à la force et à la volonté des masses, et qui unit la politique extérieure et les masses. Plus tard, c'est ce qui va se passer. Pour le moment la droite agit dans les sommets, c'est tout. C'est pour cette raison qu'il faut savoir attendre pour agir postérieurement : c'est très important pour l'expérience de toutes nos équipes.

Quel que soit le résultat des événements de Cordoba, la gauche combat. Cela montre qu'il y a une aile qui se sent un organisme pour combattre. Cette expérience était inévitable : passer de la dépendance de Péron à un fonctionnement indépendant, à prendre des positions et à affronter Péron, exige du temps. La gauche va apprendre maintenant qu'il est nécessaire d'avoir un mouvement pour être indépendant par rapport à la droite, et pour cela, qu'elle doit prendre son indépendance par rapport à la soumission à la centralisation autour de Péron, mais sans rompre avec celui-ci. Il faut chercher à influencer et à devenir indépendants dans l'action, de la soumission à Péron.. C'est très important. C'est une des voies par lesquelles doit nécessairement passer l'indépendance du mouvement ouvrier en Argentine. C'est la forme que prend le processus de mûrissement.

NOUS FOURNISSONS LES IDEES QUI ORGANISENT LA GAUCHE PERONISTE

Les attaques contre nous sont dues à ce que nous fournissons les idées qui donnent conscience à la gauche : nous donnons les formes organiques de ce processus d'indépendance de la base péroniste.

L'attitude d'Obregon Cano va asseoir un précédent très important car il va imposer directement le droit de la gauche à exister publiquement dans le parti péroniste.

Quand Obregon Cano ne dit pas : « J'obéis à Péron », mais au contraire déclare qu'il est prêt à reprendre son poste, cela veut dire qu'il tient tête à Péron et cela va avoir pas mal d'écho. Cela confirme que la solution qui a été donnée à l'affaire de Cordoba est le résultat d'un compromis et non une concession directe à la droite. Péron a cédé devant le coup de force, mais en accordant de nouvelles élections, il donne la possibilité à la gauche de reprendre le gouvernement de Cordoba, et affirme donc ainsi le droit de la gauche à fonctionner publiquement dans le parti péroniste. En agissant ainsi ils sont en train de donner des formes à un mouvement qui n'a ni tête, ni objectifs de classe, qui est un mélange de politique bourgeoise avec quelques principes anti-impérialistes et avec l'appui de la masse qui veut un socialisme « national » sans doute, mais socialisme avant tout. Et ce socialisme que la masse veut comprend les étatisations et la planification de l'économie.

C'est un coup de la droite, mais c'est un progrès dans la lutte parce qu'il va précipiter la crise. La déclaration de Cano va stimuler la base des syndicats à voir qu'elle n'a aucune raison d'admettre une décision — même si elle vient de Péron lui-même — qui va contre la démocratie, la justice et la vérité. Il faut bien tenir compte de cela.

Il faut prendre ces faits comme un progrès dans la voie de l'organisation de la gauche, publiquement, dans le parti péroniste.

J. POSADAS.

(1) A Tlatelolco (Mexique) s'est tenue en février une réunion des pays appartenant à l'O.E.A. dans laquelle les pays latino-américains ont affronté les Etats-Unis en rejetant les propositions de kissinger et en posant que ces pays poursuivent es buts opposés à ceux des Etats-Unis.

(2) Verticalisme : nom donné dans le mouvement péroniste à la structure et au fonctionnement selon lesquels les décisions sont prises par le sommet et tous les autres n'ont qu'à se soumettre.

DANS LA METALLURGIE DE CHARLEROI . L'EXPE. RIENCE DE L'USINE HANREZ

IL FAUT NETTOYER LE SYNDICAT DE SES DIRIGEANTS QUI SONT DES PATRONS !

Dans la métallurgie, il y a des dirigeants syndicaux qui sont, à la fois permanents, et directeurs d'entreprises capitalistes. C'est une situation intolérable pour le mouvement syndical. Déjà les dockers d'Anvers et de Gand, lors de leur grande grève de l'année passée l'ont dénoncé partout, et ils ont dit aussi : notre grève a pour but de gagner des revendications de salaires et de meilleures conditions de travail, mais elle est aussi pour briser cette bureaucratie syndicale qui oppose un barrage permanent à toutes les conquêtes ouvrières. Sur les docks des responsables syndicaux utilisent leur poste de permanent pour vendre le travail aux ouvriers. Dans la métallurgie, il existe des dirigeants syndicaux qui font la même chose. Le cas de Hanrez est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les travailleurs ont dénoncé cette situation et exigé la démission et l'expulsion de ces dirigeants syndicaux, qui s'opposaient systématiquement à toutes les revendications ouvrières et sabotaient toutes les luttes par tous les moyens.

L'existence de tels types dans le syndicat affaiblit le mouvement ouvrier. Mais ils ne sont pas à leur poste par hasard. La fédération des métallurgistes, les responsables syndicaux régionaux ou nationaux de la Centrale, le savent bien ; non seulement ils tolèrent cela, mais eux-mêmes, pour garder leur position dans l'appareil syndical, se sont appuyés sur toute cette couche de permanents d'usines, en faisant avec eux des arrangements, des trafics d'influence. Ils sont parfois à s'affronter à eux : la bureaucratie syndicale de la fédération défend des intérêts de bureaucrates régionaux, tandis que les permanents d'usine défendent leurs intérêts de "bureaucrates d'usine" : on en a vu un exemple lorsqu'il a fallu mener la bataille pour le renouvellement des conventions collectives en métallurgie. Dans plusieurs entreprises, dont Hanrez, les dirigeants syndicaux d'usine se sont refusés à distribuer les tracts ou transmettre les recommandations de la direction régionale.

Mais dès que ces bureaucrates locaux se sont trouvés dans une position dangereuse, à cause des luttes des travailleurs, la bureaucratie régionale est venue à leur secours, parce qu'ils devaient, les uns et les autres, se défendre de la montée de la gauche syndicale dans la Centrale des Métallurgistes.

Il faut dénoncer publiquement, dans toutes les entreprises, les dirigeants syndicaux qui font cette double fonction ! C'est incompatible avec l'organisation syndicale. Il faut exiger que tous les dirigeants syndicaux rendent des comptes aux ouvriers ; aucun permanent, aucun délégué n'a le droit de gagner plus qu'un ouvrier moyen ; tous les dirigeants qui cumulent une fonction syndicale et une fonction dans la hiérarchie capitaliste doivent être dénoncés et expulsés du poste de dirigeant syndical et du syndicat. Et à leur place, il faut élire des délégués honnêtes, combatifs, et qui doivent rendre compte de toute leur activité à l'assemblée des travailleurs dans l'usine. Les ouvriers donnent leur mandat à leurs délégués et doivent avoir le droit de le retirer quand ils le décident : pour des délégués élus et révocables à tout moment par les assemblées générales d'usine.

Le manque de démocratie syndicale dans la métallurgie — comme dans tout le mouvement syndical — provient de ce choc brutal entre les intérêts de la classe ouvrière, de lutter contre le capitalisme et transformer la société vers le socialisme, et les intérêts de cette petite couche de dirigeants syndicaux — au niveau de l'usine, des régionales, de la centrale — qui sont des administrateurs de sociétés capitalistes et vivent donc du capitalisme. C'est pour cela qu'ils ne tolèrent pas que les ouvriers donnet leur avis. Il faut les expulser du syndicat.

Ce problème concerne toute l'avant-garde ouvrière dans les usines, mais il concerne aussi les partis ouvriers, en particulier le PSB. Dans une récente assemblée régionale, des militants socialistes ont manifesté leur préoccupation pour le manque d'ouvriers à la direction du PSB, et en ont rendu responsables les appareils syndicaux qui ont perdu la capacité d'attirer les travailleurs et de les amener au Parti Socialiste. C'est une préoccupation fort importante, et il faut continuer la discussion dans tout le mouvement socialiste et communiste pour l'approfondir : la bureaucratie syndicale, non seulement essaye d'empêcher l'avant-garde ouvrière d'intervenir, mais elle essaie d'écraser tous les militants qui se lancent pour diriger les luttes de la classe ouvrière (Caterpillar, Cockerill, etc.).

La gauche socialiste a besoin de la force, de la sécurité, de la décision révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, pour faire progresser le programme de gauche dans le PSB. C'est pour cela que la lutte pour imposer la pleine démocratie syndicale est fondamentale pour la gauche socialiste, comme pour le Parti Communiste et toutes les tendances de gauche.

Le Congrès National des Métallurgistes F.G.T.B. et les grèves sauvages

Un article vient de sortir dans la presse socialiste et syndicale, se reférant à une discussion commencée il y a plus d'un an au congrès des Métallurgistes, qui s'était tenu à iège et au cours duquel une série de critiques, de conflits étaient sortis en public.

Il est évident que si un tel article sort avec un an de retard, c'est qu'il n'y a pas eu d'accord profond quant à l'analyse des grèves sauvages, leur origine, leurs causes et leurs buts.

Cet article traite le problème d'assez haut, tout en reflétant le malaise de la base, qui met en question le fonctionnement bureaucratique du syndicat. Cependant un point de l'article affirme que, le plus souvent, les grèves spontanées sont le produit du mécontentement des travailleurs vis-à-vis des dirigeants, des permanents syndicaux. Voilà le noeud gordien.

Une telle discussion était venue à jour dans le congrès des Métallurgistes, parce que celui-ci a eu lieu un peu après la grève des dockers. Cette grève, non seulement a mis en question l'appareil de la bureaucratie, mais a lancé toute une lutte dans tout le pays pour la démocratie syndicale, pour éliminer le fonctionnement féodal de l'appareil syndical. Les dockers ont parcouru tout le pays pour dénoncer le rôle des dirigeants directement liés au patronat, et qui défendent les mêmes intérêts que lui. Les dockers se sentaient la force d'agir comme ils l'ont fait parce qu'ils comptaient sur l'appui de toute la classe ouvrière du pays. C'est pour cette raison que leur lutte a eu des répercussions dans l'appareil syndical, et au congrès des métallurgistes.

Mais cet appareil réagit avec lenteur et conservatisme : la preuve, c'est qu'il pose ses conclusions sur un problème comme celui "des grèves sauvages", un an après. Le problème, de toutes façons, n'est pas développé, ni posé de façon complète. D'abord, l'article de la FGTB ne se réfère à aucun exemple récent, du manque de démocratie, ou de liquidation des dirigeants combatifs par l'appareil : il ne parle pas de Caterpillar, ni de Cockerill, et il ne fait aucune analyse sur la grève des dockers non plus.

Certaines conclusions sont tirées sur le pourquoi des grèves sauvages, mais le fait de ne s'appuyer sur aucune expérience concrète, sur la base de laquelle il faut faire l'auto-critique vient de ce que les secteurs dans l'appareil qui avancent un peu, restent très limités parce qu'ils concilient avec les directions bureaucratiques réactionnaires. Ils ne mettent pas en cause le fait que dans le syndicat existent des individus comme les Lardinois (de Hanrez, Charleroi) qui sont permanents syndicaux et travaillent en même temps pour une entreprise de "marchands d'hommes" ; des dirigeants qui ont saboté tant qu'ils ont pu les revendications et les grèves des ouvriers, en comptant sur l'appui, la complicité des directions régionales.

Mais la préoccupation essentielle, c'est : quelles mesures faut-il prendre pour changer le syndicat ? dans cet article, ce que disent les dirigeants métallurgistes, c'est que la classe ouvrière est coupable, parce qu'elle n'est pas instruite, qu'elle a besoin de formation. Ils disent aussi que le caractère des revendications est de plus en plus technique ; qu'il s'agit de connaître les mécanismes des augmentations barémiques, l'infinité des types de salaires, de catégories, les augmentations dues à l'index qui sont différentes, en pourcentage, en date d'application, pour chaque secteur etc. Mais qui crée toutes ces complications ? Ce n'est pas la classe ouvrière ! C'est la bureaucratie qui le fait, pour justifier son rôle de négociant ? La classe ouvrière, par contre, est très claire dans ses revendications : elle dit : 10 f. d'augmentation pour toute le monde, élévation des bas salaires, 13ème mois. On ne peut être plus clair. L'appareil, lui, mélange tout pour justifier son existence.

L'article parle de la nécessité de la démocratie syndicale. D'accord. Mais pour qu'il y ait de la démocratie, il faut que les dirigeants sont élus directement par les ouvriers, il faut que les mandats de délégués appartiennent aux ouvriers et non à l'appareil syndical. Quelle démocratie y a-t-il si les ouvriers ne peuvent avoir aucun recours contre des dirigeants qui sont en même temps des serviteurs des patrons. C'est une parodie dans ces conditions, de parler de la démocratie. Celle-ci existe réellement quand les ouvriers peuvent élire et révoquer leurs délégués, dans des assemblées, à main levée, à la majorité simple. Tout le reste, est une invention de la bureaucratie syndicale pour maintenir ses privilèges, pour empêcher que la classe ouvrière décide par elle-même.

Des dirigeants, comme Davister, devraient se sentir honteux de venir dire aux travailleurs que même s'ils décident la grève à 90 %, lui est contre ! Mais comme il n'est pas homme à se cacher de honte, les ouvriers se charteront de le lui faire savoir !

L'article parle encore sur le problème des conventions collectives. D'une part, l'appareil signe les conventions quand elles signifient une paix sociale ; mais quand, pour défendre une convention collective un peu convenable, ils devraient organiser les luttes, alors ils renoncent eux-mêmes à ces conventions ! C'est ce qu'ils ont fait à Charleroi, quand ils ont décrété : le capitalisme ne veut rien entendre des augmentations de salaires et des conventions collectives, il faut donc mener la lutte usine par usine. Ils parlent beaucoup de l'unité dans le mouvement ouvrier, mais ce sont eux-mêmes qui font les divisions, quand la classe ouvrière est disposée et voit la possibilité de lutter et d'avancer.

Les conventions collectives seront de plus en plus difficiles, parce qu'il n'y a pas de solution à la crise capitaliste, à l'inflation. Il faut donner une solution d'ensemble de la classe ouvrière. C'est pour cela qu'il faut préparer la discussion du programme, des objectifs. Dans le syndicat, il faut discuter la nécessité de l'unification, comme on le discute actuellement en France : la CGT et la CFDT ont refait un pacte d'unité d'action sur la base de l'appui au Programme Commun et à l'Union Populaire. Chez nous aussi, il faut établir sur la base d'un programme commun, cette unité d'action. Discuter ce programme avec le PSB, le PC, les chrétiens de gauche. Il est ce tain qu'on ne peut pas faire un programme seulement pour le gouvernement de gauche. Mais dans ce programme, il faut inclure toutes les revendications immédiates comme l'indexation des barêmes fiscaux, l'augmentation des salaires et fonction du coût réel de la vie, le salaire minimum vital et l'échelle mobile, le plein emploi.

Mais si on ne donne pas une perspective unissant ces revendications à la nécessité des étatisations, du contrôle ouvrier, de la démocratie syndicale, de la gauche au pouvoir, alors on reste limité à la perspective capitaliste ; et on dépend toujours des "possibilités" du capitalisme. Or celui-ci, dans le développement de sa crise, économique, sociale, financière, est obligé de se concentrer, de se centraliser, et met plus de gens à la porte etc. Aussi pour garantir l'emploi, pour défendre les salaires, pour la dignité humaine, il faut proposer un plan ouvrier pour développer le paus. Les syndicats, liés aux partis ouvriers, doivent se lancer dans cette tâche, en se liant ainsi également à la volonté et la décision d'intervenir de la classe ouvrière.

A propos des dégâts de la tornade à Farcienne

des prix beaucoup plus élevés quon imbordables, pour une famille ouvrière moyenne. Cela devient de plus en plus fréquent que des jeunes ne peuvent pas se mettre en ménage, faute de trouver de logement convenable.

Le gouvernement Tindemans, qui prend des mesures pour "combattre l'inflation" au nom du capitalisme, cherche en fait à faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs : l'austérité va signifier, sur le plan des habitations populaires, un nouveau coup contre les conditions de vie de la population, en rendant inaccessibles l'achat d'une maison ou d'un appartement, en permettant l'augmentation de tous les prix des loyers, en cherchant le bloquage des salaires, en diminaunt les budgets de l'Etat consacrés aux logements populaires etc.

Dans plusieurs villes du pays, la population a formé des comités dans les quartiers, pour se défendre des effets les plus brutaux de cette anarchie du capitalisme, pour exiger des indemnisations face aux expulsions, aux destructions de maisons, le respect de certaines mesures de sécurité minimum. C'est une lutte nécessaire ! Mais il faut aussi que les syndicats, les partis ouvriers développent une vaste campagne pour donner une réponse à ce problèm des habitations populaires, posé de plus en plus durement par la crise du capitalisme. Il faut incorporer au programme du front de la gauche, les exigences d'un plan de logements, d'urbanisme, réalisé en fonction des besoins de l'immense majorité de la population, et non plus en fonction de la spéculation effrénée du capitalisme, et de la recherche du profit. La construction de logements sains, clairs, spacieux, solides, résistant au climat de la Belgique, aux tornades, aux déluges, à l'humidité, n'est pas une opération rentable, pour le capitalisme belge, ou international. Celui-ci investit d'énormes capitaux, dans les immeubles commerciaux, dans la spéculation foncière, et ne se préoccupe pas le moins du monde des problèmes de la grande majorité des gens. Il faut un programme qui inclut, comme déjà certains secteurs de la FGTB l'ont réclamé — la nationalisation des terrains à bâtir, un plan d'investissements publics pour construire des habitations, le contrôle ouvrier sur toutes les sociétés de constructions la nationalisation des grosses sociétés, ce plan doit être élaboré par les syndicats, les partis ouvriers, ensemble avec la population dans les quartiers, dans les communes, avec les comités de quartier, de zones.

En Italie, la lutte contre les loyers chers et pour un plan public de logements, fait partie du programme des conseils ouvriers et des conseils de zones, des syndicats. Plusieurs fois déjà les ouvriers de la FIAT ont fait des grèves de masses, à la fois pour leurs revendications propres et pour imposer des conditions de logements meilleures pour la population des quartiers. C'est un problème qui est trop peu discuté dans le mouvement ouvrier en Belgique. Nous faisons un appel à la gauche socialiste, au Parti Communiste,a la gauche syndicale, chrétienne, à développer une campagne de discussions, de meetings, d'agitation sur le problème des logements, qui fait partie, lui aussi, du programme unissant les forces de gauche pour répondre à la crise du capitalisme.

« O PROCESSO MUNDIAL DA REVOLUÇAO SOCIALISTA, O EXERCITO, AS MASSAS, E A DERRUBADA DO FASCISMO EM PORTUGAL. »

28 de Avril 1974. J. POSADAS.

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Edit Resp. : Claudine Polet — 39, rue Bois Monceu - 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact : R. Andersen — 126, Grand Rue - 6080 Montignies/sur/Sambre

KISSINGER, LE VOYAGEUR DE LA MORT, LA GUERRE DU MOYEN-ORIENT ET LA LUTTE DE CLASSES MONDIALE

2 Juin 1974 *(voir pages centrales)* **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 26 juillet 1974 Nº 223 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

L'UNIFICATION CHINE - URSS, NECESSITE URGENTE POUR LE PROGRES DE L'HUMANITE

J. POSADAS

(Voir pages centrales)

« O PROCESSO MUNDIAL DA REVOLUÇAO SOCIALISTA, O EXERCITO, AS MASSAS, E A DERRUBADA DO FASCISMO EM PORTUGAL. »

28 de Avril 1974. J. POSADAS.

Les mobilisations paysannes, la régionalisation, les conseils consultatifs et la farce gouvernementale.

EDITORIAL

Le ministre Perin du Rassemblement Wallon doit être enfin content : la régionalisation provisoire a été votée. Le capitalisme lui aussi est bien content. C'est une régionalisation qui ne régionalise rien du tout et on a créé des conseils consultatifs qui, comme leur nom l'indique, ne sont que consultatifs et ne servent à rien, si ce n'est servir à remplir les fonctions des représentants oisifs pour toucher des revenus supplémentaires.

Mais tout cela ne s'est pas fait sans encombre et sans crise intérieure. Il y a une profonde décomposition de l'appareil capitaliste pour qui le fonctionnement normal de la démocratie ne présente aucune garantie. Ce n'est pas par hasard non plus si toutes ces discussions se sont faites dans un Parlement complètement vide où lorsqu'il y en avait un qui parlait, les autres étaient absents ou dormaient sur les bancs. Quand on en arrive là, c'est qu'on ne se préoccupe même plus de maintenir les apparences d'un fonctionnement normal de la démocratie bourgeoisie et que les discussions parlementaires se résument à une majorité qui vote ses propres projets et ne tient aucun compte de l'opposition. D'ailleurs on le voit dans les actions du Ier Ministre Tindemans dans les discussions de l'OTAN où personne n'a été consulté pour accepter ou non le nouveau pacte Atlantique. La bourgeoisie, quand c'est nécessaire à ses intérêts, se passe de tout son appareil "démocratique".

Pour cette "régionalisation" il n'y a personne qui a été consulté et, même dans les rangs de la majorité se sont exprimées des dissenssions.

Mais le plus flagrant jusqu'à présent et qui montre jusqu'à quel point Perin et sa bande ont retourné la veste, c'est le vote pour le projet de l'armée. On continue à faire passer par petits morceaux le projet Vanden Boeynants qui, en dernière instance, vise à la création d'une armée de métier. Et, malgré l'opposition socialiste et le rappel que faisait Irène Pétry du rôle contre-révolutionnaire de l'armée au Chili, le projet a déjà été en partie voté. Ceci pose deux conclusions :

La première c'est que, tant que les Socialistes et les Communistes Laisseront les discussions sur l'armée ou tous les autres problèmes enfermées dans le Parlement et n'en feront pas une discussion ouverte dans tout le pays, les usines, écoles, bureaux, quartiers, etc...., le projet d'armée de métier finira bien par passer.

La deuxième conclusion c'est que ce gouvernement n'a aucune perspective et se base sur une majorité qui présente de sérieuses fissures, exprimées notamment par le fait que le Rassemblement Wallon n'a pas voté avec le gouvernement pour ce projet. Il s'appuie sur des forces qui, à n'importe quel moment, vont s'effriter devant les luttes de la classe ouvrière et du mouvement paysan.

Dans toute l'Europe, de profondes mobilisations du mouvement paysan sont en cours et se préparent pour l'automne.

Il y a eu toujours des injustices sociales et celles envers le mouvement paysan étaient les plus profondes. Le capitalisme ne s'en soucie pas plus parce qu'il vise justement à éliminer la petite paysannerie.

Mais s'il y a une si profonde intervention des paysans qui ont bloqué des villes entières, c'est parce qu'il a une profonde influence des luttes du prolétariat dans le monde. Le mouvement paysan est aujourd'hui une classe sociale qui sent que la crise capitaliste menace son existence et qui voit que son allié est la classe ouvrière. Indépendamment des manoeuvres de la bourgeoisie pour détourner celà et le sabotage à la radio et à la TV où on ne montre plus aucune manifestation de paysans pour essayer d'empêcher que l'expérience ne s'étende, le mouvement paysan a fait des appels aux syndicats ouvriers, aux travailleurs à appuyer leurs revendications. Il n'agit pas comme un mouvement corporatiste, bien au contraire, il a recours à la classe sociale qui est son alliée par son rôle dans l'économie.

Plus que jamais, il est nécessaire de faire une large campagne dans le pays pour dénoncer le capitalisme, tous les intermédiaires qui font que le prix de la viande soit deux à trois fois plus élevé que ce que vend le paysan, qui fait que les paysans sont obligés de jeter des légumes comme les artichauds pour que les intermédiaires puissent continuer à les faire payer 7,10 francs pièce.

C'est l'absurdité du régime capitaliste.

A la rentrée, les syndicats, le P.S., le P.C. doivent discuter et lancer une mobilisation générale sur tous ces problèmes. Il faut organiser dans toutes les usines des assemblées pour dénoncer tout celà, faire des actions contre l'élévation du coût de la vie, contre l'inflation, et pour discuter aussi un plan de nationalisation, d'élimination de tous les intermédiaires de l'agriculture et de l'élevage par la création d'un organisme central de l'Etat qui centralise les achats aux paysans pour faire la vente directe au consommateur et aux supermarchés avec des prix imposés.

C'est une seule mobilisation de Front-Unique ouvriers-paysans qu'il faut organiser et cela est tout-à-fait possible mais il faut des directions décidées à le faire. Ce n'est pas la classe ouvrière qui manque de décision ni les paysans. Les mobilisations, grèves, occupations et la continuation de Grès Guérin, les manifestations des agriculteurs qui donnent l'exemple que les exploités sont décidés à donner la bataille pour leurs conquêtes sociales. Il faut que les socialistes, les communistes et les syndicats soient eux aussi disposés à le faire.

Ce sont les tendances de gauche à l'intérieur de chacun de ces organismes qui doivent lancer une campagne pour atteindre ces objectifs.

SOMMAIRE

LA PERSISTANCE DE LA GREVE DE GRES GUERIN ET LA NECESSITE D'ORGANISER LA SOLIDARITE

SALUT DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R.(T) A LA CONFERENCE MONDIALE DE LA IVe INTERNATIONALE

CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE PANEUROPEENNE EN SOLIDARITE AU CHILI

LE COUP MILITAIRE A CHYPRE ET L'OTAN

Le putch des militaires grecs à Chypre a été dirigé et orchestré par la C.I.A. en fonction de L'OTAN.

Il ne faut pas oublier que Chypre se trouve face aux territoires du Moyen Orient, face au Liban, à la Syrie, et qu'elle se trouve au milieu du chemin que suivent les bateaux soviétiques qui se dirigent vers la Syrie et viennent compléter la flotte soviétique dans la Méditerranée. En effet, une des voies de ravitaillement de la Syrie dans la guerre avec Israël était la voie maritime.

C'est une des principales raisons qui porte à croire que la CIA et l'OTAN voulaient liquider le gouvernement de Makharios qui, sur bien des aspects, prenait des positions que les américains ne voyaient pas d'un bon oeil. Ils auraient voulu imposer un gouvernement militaire aillié à leurs intérêts, qui leur garantisse la libre utilisation de Chypre comme une de leurs bases militaires.

Dans la profonde crise mondiale de l'impérialisme et la préparation de celui-ci à la guerre, cette opération il comptait bien la réussir. Mais cette fois, au lieu de pouvoir imposer un nouveau Pinochet, il s'est trouvé affronté à une intervention militaire turque.

Dans une situation mondiale aussi tendue où l'impérialisme tâche de donner des coups pour préparer des équipes partout dans le monde pour affronter l'Union Soviétique, Cette action des Turcs porte un coup à la tactique impérialiste. Lorsque deux signataires du pacte de l'OTAN s'affrontent, c'est une source et un détonateur pour un élargissement de la guerre ; et c'est seulement après de dures menaces des Etats-Unis que ceux-ci font arrêter les combats.

Ce n'est pas un hasard si maintenant les USA se précipitent pour envoyer leurs porte-avions et leurs navires et les anglais des troupes. Mais la réaction de l'Union Soviétique ne s'est pas fait attendre : sept divisions aéroportées sont mises en état d'alerte.

Cela montre comment, malgré toutte les déclarations de Nixon à Moscou, toutes les farces et mensonges de Kissinger, l'impérialisme se prépare à la guerre et est décidé à la faire, comme le pose le camarade Posadas dans cet article. Ils n'ont pas encore décidé à quel moment ils vont la faire, mais ce coup à Chypre, ainsi que le voyage du sénateur Jackson en Chine, sont des éléments qui montrent qu'ils sont dans cette voie.

Ce coup de la CIA a été raté car ils n'ont pas pu liquider Makharios, et c'est pour celà que les Etats-Unis "regrettent l'intervention des militaires grecs", en même temps qu'ils regrettent l'intervention militaire de la Turquie. Mais ils auraient bien voulu que le nouveau put chiste chypriote Samson s'impose et leur ouvre toutes larges les portes. Mais il y a des contradictions intercapitalistes qui, pour le moment à travers l'interventions turque, portent atteinte aux intérêts de l'impérialisme américain. Tous ces événements, ainsi que la mise en état d'alerte des troupes à Catalogne et Madrid en Espagne, montrent bien que la bourgeoisie mondiale ne se sent pas du tout sûre. Franco, presque mort ou déjà mort, est un élément pour faire sentir à la bourgeoisie son instabilité et sa crise.

En tout cas cela montre quelle est la mentalité de la bourgeoisie qui veut contenir à tout prix cet affrontement qui a montré l'instabilité et le déchirement intérieur du Pacte Atlantique. Mais s'ils sont tous si pressés pour contenir cette guerre entre turcs et grecs, c'est parce que les masses allaient en profiter pour se lancer à l'assaut des colonels grecs ; donner des

(Suite en page 4).

BOLIVIE

A BAS LA PRESSION CONTRE LES MILITANTS OUVRIERS, PAYSANS, ETUDIANTS, INTELLECTUELS EN BOLIVIE !

LIBERATION IMMEDIATE DE NILO SORUCO !

Secrètaire général de la Federation des Instituteurs de Bolivie
Chanteur et compositeur du folklore populaire de grand renom

EXIGEONS LA LIBERTE POUR TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET SYNDICAUX EN BOLIVIE !

KISSINGER, LE VOYAGEUR DE LA MORT, LA GUERRE DU MOYEN-ORIENT ET LA LUTTE CLASSE MONDIALE

2 Juin 1974

J. POSADAS

La politique de l'impérialisme yankée au Moyen Orient a pour but de gagner du temps. C'est lui qui arme Israël, qui lui accorde des crédits, qui lui donne sa force, c'est lui qui domine. S'il retirait son appui, Israël s'écroulerait, se noierait en une semaine dans une crise économique totale : il n'aurait pas un sous pour payer. Tout ce que fait Israël est encouragé, appuyé et dirigé par l'impérialisme Yankee, dont le premier n'est qu'un représentant indirect. De telle sorte que c'est une farce de parler de paix avec Israël : ce n'est pas la paix avec Israël, c'est lapaix avec l'impérialisme yankee, car c'est lui qui domine et qui commande. A travers Israël, l'impérialisme yankee se livre au chantage, prend position passe des accords, soit avec l'URSS, soit avec les pays arabes, Israël est un centre d'intervontion contre-révolutionnaire de l'impérialisme yankee au Moyen Orient. C'est sa raison d'être. L'immense majorité de sa population n'est pas née en Israël, appartient à d'autres nationalités. En même temps ce pays compte sur des techniciens formés à l'étranger : Israël est un pays fabriqué de toutes pièces.

Israel n'a ni l'industrie, ni la richésse, ni la capacité financière nécessaires pour soutenir une telle guerre. Qui le soutient? L'impérialisme yankee. Israel n'a pas la capacité économique de supporter une telle guerre : il reçoit d'autres aides, d'autre appuis, mais l'essentiel vient de l'impérialisme américain. Qu'il signe un traité de paix, qu'il y ait désaccord ou violation d'un traité, c'est l'impérialisme américain qui décide. Si les Américains s'y opposent, Israel ne signe pas, cela ne fait pas de doute. C'est la même chose en ce qui concerne Saïgon : ce n'est pas le gouvernement de Saïgon qui résiste ou qui signe la paix : ce sont les américains qui dominent tout cela.

Le voyage de Kissinger est une parodie, une hypocrisie. Kissinger fait tout un jeu pour soutenir Israel, pour faire semblant, pour faire croire, que c'est un pays souverain, qu'il faut respecter. Et même si c'était un pays souverain - ce n'est pas le cas, c'est une agence américaine ! -, et les arabes? Ne sont ils pas, eux aussi, souverains? La paix qu'ils signent, sur quelle base repose-t'elle? Il y a violation, modification de frontières, appropiation de territoires. Il faut les rendre ! Ils discutent parce qu'ils n'osent pas les rendre. Les américains gagnent du temps de cette manière : ils avancent, occupent des territoires, et s'en servent ensuite pour faire des concessions et conserver ce qu'ils ont : c'est qu'ils se préparent pour quelque chose de plus important : ils se préparent pour la guerre. Ils ont besoin d'Israel comme fer de lance, pour y installer des missiles et contenir la révolution au Moyen Orient. Tel est le rôle de gendarme du monde de l'impérialisme américain.

La paix de Kissinger n'en pas une, c'est une farce. C'est seulement pour gagner du temps, pour maintenir Israel dans le jeu politique, en tant que foyer contre révolutionnaire. Israel n'a rien à voir avec un pays souverain et la mission de Kissinger n'a rien à voir avec une médiation : les américains ne sont jamais médiateurs.

Ils ne représentent qu'eux mêmes.

Il y a dispute entre la C.I.A, le Pentagone, et le gouvernement américain, mais il s'agit des différentes faces d'un même cube. Ce sont les diverses tendances et organismes dans lesquels se divise l'impérialisme américain et dont chacun a des intérêts différents, des modes d'interprétation, et de relations avec le monde différents La C.I.A. sabote les plans de Nixon parce qu'elle a besoin d'une politique plus audacieuse, plus résolue, pour soumettre les Soviétiques et les obliger à céder l'impérialisme américain, qui défend l'intérêt global, et le secteur financier ont besoin de mettre fin à la guerre. Il ne s'agit pas de faire la paix, ni de rendre des territoires, mais de mettre fin à la guerre en regagnant du terrain, pour essayer en même temps de dominer les Egyptiens, de les dominer, les amener à coincider avec les Israéliens et pendant ce temps, preparer la guerre. C'est difficile car si les Egyptiens acceptent des accords avec Israel, ils vont devoir affronter une très grande crise intérieure et, en outre, un soulèvement de tout le monde arabe. C'est la raison pour laquelle l'impérialisme cherche à gagner du temps pour incorporer l'Egypte à sa propre zone d'influence, et pouvoir ainsi, grace à l'Egypte, contenir la pression qu'exige la lutte contre Israel qui est la lutte pour la révolution arabe.

Il y a, en Israel aussi, une crise très profonde. La base essentielle de cette crise est la divergence intérieure apparue au'sein de l'équipe gouvernante, d'assassins et d'agents de l'impérialisme, devant la resistance de la population, devant la montée croissante de l'opposition à la guerre contre les autres pays du Moyen Orient. Certains secteurs de la bourgeoisie israélienne elle-même compennent qu' ils ne sont que des instruments entre les mains de l'impérialisme. Ce qu'ils acceptaient dans le passé, mais ils voient maintenant que cela les conduit à leur perte.

La résistance des Egyptiens, des Syriens, le développement révolutionnaire en Arabie, l'intervention de l'URSS et le poids plus grand qu'elle exerce, les livraisons d'armes de l'Etat ouvrier, font comprendre à ces secteurs qu'ils sont perdants.

Ils essaient donc de freiner, pour arriver à un arrangement, rechercher un accord. Ceci illustre également la bagare entre la CIA, le Pantagone et le gouvernement de Washington causée par des divergences sur la manière de mener la préparation de la guerre, en appui d'Israel et pour contenir la révolution arabe, et c'est tout.

Il y a, à l'intérieur d'Israel, un profond refus et une résistance à la guerre. Une série d'évènements le montre : grèves continuelles aux quelles prennent part ouvriers, employés, fonctionnaires de l'Etat, résistance contre Dayan, ministre de la Défense: celui ci doit essuyer des insultes, des coups de pierres, on a tenté de le lyncher. Cet assassin de Dayan a fait tuer 30 enfants dans une école de Palestine pour essayer de faire front à la lutte des terroristes, qui se battent pour défendre leur territoire. Il a choisi de faire tuer 30 enfants israéliens pour entretenir dans le pays le sentiment, la résolution, la discipline de guerre. Cette action a provoqué la réaction de centaines de familles, qui ont demandé que Dayan et tout son ministère soient pendus. Il y a une resistance contre la guerre en Israel. La population demande que les territoires occupés soient restitués et qu'elle puisse rester en Israel. Les soldats qui reviennent du front aussi demandent la restitution des terres conquises et la paix avec les arabes, la recherche d'un arrangement. Le processus de la révolution mondiale avance et exerce son influence à l'intérieur d'Israel. D'ou la crise au sein du gouvernement et du Parti Travailliste israéliens, les disputes au sein de l'equipe gouvernante provoquées par la résistance des masses. Celles-ci s'opposent, d'une manière croissante à être les instruments de l'impérialisme américain. Ce sentiment se joint à l'intervention soviétique au le Moyen Orient.

La lutte des bourgeoisies arabes est une chose, celle des peuples arabes, qui voient en Israel l'agent de l'Impérialisme américain, en est une autre. La bourgeoisie arabe voudrait arriver à un accord pour une guerre de classe comme celle qui s'est faite la dernière fois. C'est pour cette raison que les accords signés par Kissinger, « la paix qu'il a obtenue », « le miracle » ne sont que mensonges. C'est seulement une trêve destinée à gagner du temps pour leur permettre de réfléchir à ce qu'ils vont faire ensuite. Jusqu'à présent Kissinger n'a été qu'un ministre d'Israel : il a été nommé à ce poste pour faire cette politique et rien d'autre. Les accords sur le Vietnam, ce n'est pas non plus lui qui les a obtenus : ils étaient déjà décidés d'avance.

Kissinger mène cette politique au nom de l'impérialisme américain et en son bénéfice. C'est une trêve en vue de gagner du temps, de renouveler, de changer ou de modifier les plans de guerre, changements imposés par le progrès de la révolution, la lutte des masses et les progrès des Partis Communistes. C'est tout. Kissinger n'a obtenu aucune paix. Il est simplement parvenu a faire rendre par Israel un peu de terrains occupés, pour pouvoir continuer comme avant et préparer de nouvelles conditions de lancement de la guerre et de la contre-révolution.

Ce que recherche Kissinger est une fausse paix. Il cherche seulement à gagner du temps pour la préparation de la contre-révolution et de la guerre atomique. Il prépare la mort de millions et de millions d'êtres humains. C'est pour cette raison qu'il est le « voyageur de la mort ». Il n'est pas allé au Moyen Orient pour faire la paix ; c'est un mensonge !

Ce qu'il propose a pour but de gagner du temps pour préparer la guerre atomique. Il prépare des offensives pour arrêter le développement de la révolution au Moyen Orient, il prépare des tueries et des massacres contre les arabes et les populations en révolution. L'impérialisme américain se soucie peu de la quantité de crimes et d'assassinats que commet l'impérialisme israélien au Liban par exemple : cela ne l'intéresse pas ! Le but de Kissinger est de préparer les meilleures conditions pour la réactivation de l'impérialisme yankee. L'equipe dirigeante de celui-ci est en plein conflit interne en ce qui concerne les méthodes, le temps, les délais pour la guerre, pour le passage à des actions de guerre de plus grande envergure. L'impérialisme est freiné au Moyen Orient par la présence de l'Union Soviétique, par sa présence militaire et sa pénétration au Moyen Orient. L'intérêt de l'impérialisme est de déclencher la guerre. Il cherche à tromper en faisant croire qu'il recherche la paix, alors qu'en réalité il cherche seulement à gagner du temps. Si l'impérialisme voulait en finir, il cesserait de fournir des armes à Israel et tout serait terminé. Israel est le fer de lance de l'impérialisme yankee pour contenir la révolution au Moyen Orient, préparer les conditions pour la contre révolution et pour le lancement de la guerre atomique. C'est ce que prépare Kissinger. Ses voyages sont ceux du voyageur de la mort, parce qu'il prépare les conditions pour cela : il fait semblant d'offrir la paix pour gagner du temps pour mieux préparer la guerre. S'il recherchait réalement la paix, il obligerait Israel à se retirer sur ses frontières et c'est fini. L'impérialisme doit accepter le développement de la révolution arabe et c'est pour cette raison qu'il prépare la mort pour demain.

Cependant, les conditions sont maintenant beaucoup plus mauvaises pour l'impérialisme, parce que l'Union Soviétique est intervenue. Les Soviétique sont présents en Lybie, en Algérie, en Irak, en Syrie. La position des yankees est beaucoup plus compromise qu'avant. S'il est vrai qu'ils ont obtenu une certaine influence sur l'Egypte, ils ne sont pas parvenus à la dominer. En Egypte, les couches nationalistes, qui ne sont pas d'accord pour livrer le pays aux yankées exercent leur pression. C'est pour cette raison que le gouvernement se heurte à une résistance constante et qu'il ne rompt pas avec les Soviétiques. La nature même du processus empêche les yankees d'obtenir à la fois l'appui des Egyptiens et des Israéliens, parce que cette politique heurte les intérêts des masses qui voient en Israel un mouvement contre - révolutionnaire. La bourgeoisie Egiptienne veut parvenir à un accord avec Israel pour empêcher la révolution

Si elle ne réalise pas cet accord, c'est parce qu'elle est soumise à la très grande pretion des masses petites - bourgeoises, du prolétariat et de paysannerie,qui sont contre tout accord contre la fin de la guere avec Israel, en qui isl voient un agent de l'impérialisme.

C'est la raison pour laquelle les positions révolutionnaires progressent, et de manière considérable, en Egypte, en Irak, en Lybie et en Algérie. Cet accord n'est que transitoire et l'impérialisme cherche seulement à gagner du terrain.

Les soviétiques ont gagné beaucoup d'autorité, beaucoup de terrain et même sur le plan diplomatique, c'est un grand progrès de l'Etat ouvrier dans sa connexion et ses relations avec les pays du Moyen Orient. L'URSS dispose maintenant de bases solides et fermes en Lybie, en Algérie, en Syrie et en Irak. C'est elle qui a le plus progréssé après la guerre du Moyen Orient. Cette grande croissance de l'autorité de l'Etat ouvrier fait partie de la structure pour le règlement de comptes final. La bureaucratie soviétique a fait des concessions, elle a permis certains progrès de la contre-révolution, mais elle n'a pas mené une politique favorable à la contre-révolution. C'est l'aspect limité de la politique soviétique qui empêche que celle-ci ait plus d'éffets. Mais cette politique n'est pas antagonique aux besoins de la révolution. La politique soviétique va dans la ligne des intérêts de la révolution, bien qu'incomplètement. Elle permet donc l'accord avec les yankees, un certain arrêt et une certaine limitation du progrès de la lutte des masses du Moyen Orient. Mais à la différence de ce qui se produisait dans le passé, quand la bureaucratie pactait avec l'impérialisme aux dépens de la révolution, aujourd'hui, les Soviétique ne font plus d'accords sur le dos de la révolution : ils appuient le développement de celle-ci au Moyen Orient. C'est une influence que ni les Yankees, ni aucune force capitaliste ne peut plus détruire. C'est un très grand progrès du rapport de forces favorable au développement mondial de la révolution.

Le succès n'est pas pour Kissinger. C'est - et encore ; moyennement - un succès de la diplomatie soviétique qui est parvenue à établir des liens solides au Moyen Orient. Les accords les liens établis entre l'Etat ouvrier et la Lybie, l'Algérie, l'Irak et la Syrie sont infiniment plus importants que tout ce qu'a obtenu Kissinger. Celui-ci est parvenu à une trêve avec la bourgeoisie égyptienne et c'est tout. Cette trêve peut-être rompue à n'importe quel moment, et l'impérialisme n'a pas pu arrêter le progrès nationaliste en Egypte, comme son intérêt l'exigeait. Pendant ce temps, la politique de l'Union Soviétique, basée sur l'appui et les accords avec les Etats révolutionnaires et les mouvements nationalistes est parvenue à créer des liens très profonds, des alliances et des prises de positions communes. L'URSS a créé de tels liens avec les pays du Moyen Orient : Lybie, Algérie, Syrie, Irak, et elle n'a pas non plus été complétement évincée d'Egypte. C'est un rapport de forces mondial favorable, à tous points de vue, aux Etats ouvriers, même s'il aurait été possible de progresser davantage. La politique de l'URSS n'a été ni d'abandon, ni de passivité, mais elle a, au contraire, marqué un progrès encore prudent dans l'alliance avec les Etats révolutionnaires et les pays du Moyen Orient. Ce progrès indique une partie de la régénérescence partielle.

Les partis communistes des Etats ouvriers et en particulier ceux de l'URSS et de la Chine doivent appeler à la mobilisation des masses afin de créer des organes de contrôle. Il faut appeler les masses égyptiennes à intervenir. à peser, à décider de la politique de leur pays, à s'opposer aux concessions envers l'impérialisme yankee. Il faut les appeler à établir un plan de production, de réforme agraire, de partage des terres, de nationalisations, à s'opposer à toute tentative de dénationalisations comme celles qu'essaie de lancer le gouvernement égyptien : au contraire, il faut maintenir et développer les nationalisations ! Il faut développer les libertés démocratiques, briser dans son concept et dans sa fonction l'Union Socialiste qui est un parti protectionniste, qui empêche le développement de la démocratie, qui réprime. Il faut lancer un appel contre toute répression, pour le plein exercice des libertés démocratiques.

Il faut tenir compte en même temps du fait que l'Etat Ouvrier soviétique renforce ses liens et ses rapports avec les pays les plus avancés du Moyen Orient : après l'Egypte c'est maintenant l'Irak et la Lybie. Ce fait va exercer une puissante influence sur la révolution au Moyen Orient. Il faut appeler les Partis communistes à développer un front unique avec ces pays sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste. Il faut préparer la guerre pour expulser les israéliens, tout en maintenant le droit à l'autodétermination pour Israël. Il faut appeler la population d'Israël à s'unir à celle des pays arabes dans une Fédération, avec droit à l'autodétermination. Il faut appeler à développer un programme et un plan d'industrialisation de tous les pays arabes sur la base des étatisations et de la planification sous contrôle ouvrier. Il faut appeler les Partis communistes, le mouvement communiste mondial à appuyer cette lutte et à développer une campagne anti-impérialiste et anticapitaliste pour expulser l'impérialisme de tout le Moyen Orient et pour abattre le capitalisme, qui provoque la guerre.

J. POSADAS 2 JUIN 1974

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

L'UNIFICATION CHINE-URSS, NECESSITE URGENTE POUR LE PROGRES DE L'HUMANITE J. POSADAS

L'unification des Etats ouvriers est la plus urgente et la plus impérieuse nécessité de l'humanité. Les principaux élements de la culture, le progrès de la civilisation humaine, exigent cette nécessité : les Etats ouvriers doivent s'unifier ! elle doit être la conclusion fondamentale pour l'ensemble du mouvement communiste mondial. L'Unification Chine-URSS est une nécessité ! On pourrait dire aussi que l'unification Chine-URSS-Etats Unis-Allemagne est nécessaire, mais on ne peut pas le poser parce que les Etats Unis appartiennent encore au capitalisme. Par contre, c'est possible pour les Etats ouvriers et il faut lutter pour qu'ils s'unissent. Il faut faire en sorte que cette unification se discute dans tout le mouvement communiste mondial, non pas comme un mot d'ordre pour un 1 er Mai, mais comme un souci programmatique permanent, ininterrompu : unification Chine-URSS ! Unification de tous les Etats ouvriers ! planification commune de leurs économies, de leurs forces militaires ! planification sociale, politique et économique commune ! telle est l'expérience la plus importante à réaliser et telle est aussi la mesure la plus importante à prendre pour le progrès de l'humanité.

Il faut se préoccuper de la crise de l'impérialisme, qui prépare la guerre mais il est une chose tout aussi importante que de prévoir ce cours : c'est comprendre que ce n'est déjà plus le capitalisme qui décide du cours de l'histoire. Ce sont les Etats ouvriers qui décident, Il faut poser dans le mouvement communiste mondial, dans les mouvement syndical, dans les Partis socialistes ce mot d'ordre fondamental : « Unification de tous les Etats ouvriers ! » Cette mesure sera l'impulsion la plus puissante pour le progrès de l'humanité ! Il ne faut pas se soumettre aux difficultés que signifie le très grand poids de la puissante bureaucratie de chaque Etat ouvrier, ni se laisser intimider par elles. La lutte révolutionnaire des masses, le progrès de la planification, de l'utilisation consciente de la science dans les Etats ouvriers sont plus puissants que toutes les bureaucraties.

Le prolétariat mondial, l'avant-garde prolétarienne, les Etats ouvriers arrivent à la même conclusion : l'Unification entre la Chine et l'URSS et tous les autres Etats ouvriers est nécessaire. La démocratie soviétique est nécessaire. Il est nécessaire que les Partis communistes s'unissent pour mener de l'avant les tâches pour en finir avec le capitalisme. C'est à cela qu'a tâché de répondre la réunion des Partis communistes d'Europe à Bruxelles et à Lyon. Dans ces réunions, ils se sont unifié, mais ce fut de courte durée. Il n'en est pas sorti le programme qui aurait permis de maintenir cette unification. Cette réunion ne s'est pas prolongée par un programme, il y a manque un Programme Commun. Tous les partis communistes d'Europe doivent s'unir sur un programme anti capitaliste.

La nécessité objective tend d'elle-même à unir les Etats ouvriers. C'est leur structure qui les oblige à progresser en recherchant la coordination, l'homogénéisation entre eux. Il faut prévoir cette perspective. Elle n'est pas le résultat de nos propositions ni de celles de Trotski. Nous proposons ce mot d'ordre parce que nous sommes l'expression consciente de ce processus inconscient de l'histoire. Les Etats ouvriers, par leur structure même, ont besoin de s'unifier entre eux. Si l'URSS et la Chine s'unifiaient cela signifirait pour elles un progrès de mille pour cent. Cette unification ne se fait pas parce que les bureaucraties chinoise et soviétique ne veulent pas les réaliser, et non en raison d'empêchements dûs aux structures des Etats ouvriers ; Les empêchements viennent du manque de démocratie soviétique. Si la démocratie soviétique existait en Chine, la première chose, que diraient les masses chinoises c'est "il faut s'unir à l'URSS" Cette exigeance surgirait de l'esprit des masses chinoises et soviétiques comme quelque chose de naturel.

Le prolétariat mondial montre son digne comportement en ne faisant aucune critique sérieuse à l'absence d'unification entre l'URSS et la Chine. Face à ce problème le prolétariat ne développe pas une campagne d'opposition ni d'attaques ; mais il cherche à impulser. Il ne peut pas peser organiquement parce qu'il n'a pas de vie politique organisée. Il faut chercher à résoudre ce problème. Les partis communistes, les syndicats, l'ensemble du mouvement ouvrier doivent en discuter. L'unification Chine-URSS est une manière d'appuyer l'Union Populaire en France ! Il faut en discuter dans les usines, dans la CGT, en assemblées et montrer que cette division est le produit de disputes bureaucratiques et ne répond à aucun besoin historique. Ce ne sont pas des divergences provoquées par des intérêts économiques, par des besoins politiques ou sociaux différents, mais par les intérêts bureaucratiques des directions respectives.

Développer cette discussion est une des principales tâches les plus urgentes de l'humanité, dont la résolution exercera une influence décisive sur l'orientation, aux Etats-Unis, vers la création du parti marxiste révolutionnaire de masses. Si l'Union Soviétique et la Chine faisaient aujourd'hui des manifestations, des réunions dans les usines, pour discuter l'unification des Etats ouvriers, tous les problèmes de l'économie et de la politique mondiale, en publiant des résolutions prises dans les usines, l'autorité et le poids de la révolution mondiale à l'intérieur des Etats Unis s'en trouveraient multiplies par mille.

L'unification entre la Chine et l'URSS est l'instrument les plus puissant pour le progrès de l'humanité. C'est la principale tâche à développer dans le mouvement communiste mondial.

CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE PANEUROPEENNE DE PARIS EN SOUTIEN AU CHILI !

UNIR DANS UNE CAMPAGNE PERMANENTE LA SOLIDARITE AVEC LE CHILI ET L'ORGANISATION DE L'UNION DE LA GAUCHE EN BELGIQUE !

La Conférence paneuropéenne qui s'est tenue à Paris le 6 juillet regroupait la majorité des partis communistes et socialistes et des syndicats ouvriers d'Europe capitaliste et des Etats ouvriers. C'est un fait d'une signification historique très grande ! Si c'est possible d'unir toutes ces forces pour exprimer l'appui du mouvement ouvrier d'Europe, et des Etats ouvriers, aux conquêtes de l'Unité Populaire du Chili et à la restauration du gouvernement populaire, il est possible aussi de progresser dans l'unification de toutes ces forces pour vaincre le capitalisme européen, structurer un programme commun contre le capitalisme, former et développer des unions de la gauche dans tous les pays d'Europe capitaliste et y porter la gauche au pouvoir. Les conclusions et les appels lancés par plusieurs délégués à la tribune de cette Conférence allaient bien dans ce sens.

Le front unique qui s'est réalisé pour le Chili est très large. L'exemple de l'union de la gauche a été donnée par la propre délégation chilienne, qui comportait les partis de l'Unité Populaire et aussi le M.I.R. et le M.A.P.U. ; la participation d'une délégation de la IVe Internationale Posadiste à tout le déroulement de la Conférence est aussi une expression du progrès dans l'unification des tendances de gauche, et dans la discussion programmatique et politique marxiste.

Si les conclusions concrètes de la Conférence sont encore restées limitées, elles donnent des bases pour une action de front unique dynamique, active, dans chaque pays. En particulier l'appel lancé par Mitterand, de faire du 11 septembre une journée mondiale de lutte pour abattre la Junte assassine et affirmer toutes les idées et les objectifs de l'Unité Populaire ; et les propositions venant des délégations des Etats ouvriers, d'organiser le boycott économique total du Chili des assassins. Nous faisons un appel à toutes les organisations de gauche en Belgique à prendre part pleinement à cette campagne. La délégation de Belgique, composée de Cools, Irène Pétry, Debunne, Van Geyt, un représentant du parti Radical, forme des bases pour développer un front unique, et l'élargir, pour une action concrète en Belgique. Il faut faire un front sans exclusive, comme la Conférence de Paris elle-même en a montré la possibilité et la richesse ! Il faut incorporer à ce front les posadistes, les camarades de la gauche chrétienne, les "gauchistes", toutes les tendances disposées à lutter pour abattre la Junte fasciste du Chili et rétablir le pouvoir de l'Unité Populaire !

Nous appelons en particulier les militants et dirigeants du Parti Communiste et du PSB à faire diffuser amplement la résolution de la Conférence de Paris, à préparer des meetings, des assemblées en commun pour préparer la journée d'action du 11 septembre, pour préparer des mobilisations dans l'immédiat pour exiger la libération des dirigeants de l'Unité Populaire et tous les militants emprisonnés, qui vont passer en procès prochainement. La campagne pour le Chili est une partie de la lutte pour unifier les forces de gauche en Belgique sur un programme anti-capitaliste et aussi, une base d'expériences pour tout le mouvement ouvrier en Belgique ! Nous faisons un appel à faire connaître massivement la réalisation de la Conférence de Paris, à mener une campagne permanente dans la presse ouvrière, d'informations, d'analyses, de propositions d'actions, d'assemblées débats dans tous les quartiers, dans tous les coins du pays !

Salut du Bureau Politique du P.O.R.(T) section Belge a la CONFERENCE MONDIALE de l' Internationale Posadiste

Au nom de la section belge, nous saluons la réalisation de cette Conférence Mondiale et faisons nôtres toutes ses conclusions, les résolutions qu'elle a adoptées, les textes qu'elle a élaborés. Au travers de cette Conférence, le camarade Posadas, au nom de toute l'Internationale, se dirige au mouvement communiste et révolutionnaire mondial, pour impulser son unification, pour participer de toutes ses difficultés, de tous ses problèmes comme une partie intégrante de ce propre mouvement, dans le but de réaliser la tâche fondamentale du mouvement révolutionnaire – et communiste avant tout – : la construction de la nouvelle Internationale de Masses.

"Le monde est mûr pour le communisme" : toutes les actions des masses, de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des masses paysannes conduisent à affirmer profondément cette conclusion ; le capitalisme mondial se prépare à la guerre et les évènements qui se déroulent actuellement à Chypre en sont une nouvelle manifestation. Mais les masses du monde entier se prépârent à l'écraser et à construire le monde nouveau, le socialisme : cela aussi se trouve confirmé, ainsi que les formes nouvelles que prend la révolution mondiale, le caractère hybridde de ce processus, dans le développement dynamique et très riche du processus révolutionnaire au Portugal, dans la proximité de situations similaires en Espagne, en Grèce, au Portugal.

La réalisation de la Conférence Mondiale, et tous les textes élaborés par le camarade Posadas au cours de celle-ci, sont une participation pleine de la IVe Internationale Posadiste au progrès, à l'harmonisation de ce processus, au progrès de l'unification des forces révolutionnaires. Nous faisons appel aux camarades du Parti Communiste en Belgique, du PSB, aux militants de la gauche chrétienne, aux tendances révolutionnaires qui se revendiquent du trotskysme, aux militants de la gauche syndicale à s'appuyer pleinement sur toutes les analyses, et les conclusions développées par la Conférence Mondiale pour faire progresser le front unique de la gauche en Belgique. Les manifestations des paysans, les grèves, les occupations et la mise en fonctionnement d'usines comme les Grès de Bouffioulx, les mobilisations de tous les secteurs de la

(Suite page 4)

LA PERSISTANCE DE L'OCCUPATION D'USINE A GRES GUERIN ET LA NECESSITE D'ORGANISER LA SOLIDARITE.

Les travailleurs de Grès Guérin, occupent leur usine et la font fonctionner, mettent la production en vente à toute la population depuis presque deux mois. Même ils ont ouvert une crèche à l'usine. Ils ont déjà organisé deux paies "sauvages" et chaque jour qui passe, ils trouvent un appui, une solidarité grandissante dans toute la classe ouvrière et la population. Ils vendent de plus en plus de poterie, et les grès de Bouffioulx n'ont jamais eu une telle réputation que depuis qu'ils sont sous controle ouvrier. Au point que les travailleurs ont du mettre plus de personnel à la production pour pouvoir suivre.

Pourtant, les poteries de Grès Guérin n'ont pas une place fondamentale dans la production comme la Sidérurgie ou la Métallurgie. Alors Pourquoi les ouvriers de cette petite usine "sans importance" continuent leur lutte avec une telle passion et acharnement.

D'abord, parceque c'est un moyen de lutte pour défendre leur emploi. Les patrons veulent fermer l'usine, et vont donc licencier tout le personnel. Ensuite, toute la classe ouvrière suit attentivement cette grève et l'approuve, le fait sienne, toute la population également soutient les travailleurs de grès Guérin. La classe ouvrière et toute la population stimulent et encouragent cette grève parce qu'elles veulent la même chose partout : Démontrer la capacité d'organiser la production et toute l'économie sans les patrons, sans les capitalistes. C'est une démonstration de ce qu'il est possible de faire, alors que le capitalisme existe encore, et de la confiance dans l'avenir socialiste du monde. La grève de Bouffioulx, par peur de voir discuter cette expérience partout, et surtout de la voir se généraliser. Il est indispensable que toutes les organisations de gauche discutent cette expérience, écrivent des articles dans les journaux en y accordant de l'importance et proposent un programme anticapitaliste contre les fermetures d'usines : Nationalisation sous controle ouvrier. Ils ne faut permettre aucune fermeture d'usine . Le PC, le PS, la FGTB et la CSC doivent faire une campagne pour organiser la solidarité avec les travailleurs des Grès Guérin : En organisant des assemblées dans les usines pour expliquer le fonctionnement de la grève, du comité de grève, pour faire des collectes, envoyer tout le temps des délégations d'ouvriers aux Grès Guérin pour discuter, sur tous les problèmes de l'emploi, du chômage, pour apporter leur soutien, en organisant des meetings dans les quartiers, sur les places publiques, en faisant des collectes dans les quartiers, en participant en aidant à la vente, en collant des affiches partout pour faire connaître à tous, l'expérience de cette grève. La FGTB, la CSC, le PC et le PS peuvent faire une grande distribution de tracts dans les usines de la région.

La presse bourgeoisie n'en parle pas parcequ'elle veut faire pourrir la grève, elle laisse faire et attent que les travailleurs se découragent et se fatiguent. Les forces de police ne sont pas intervenues pour cette raison.

Mais cela ne lui réussit pas, parceque malgré tout le sabotage fait autour de cette grève, elle se maintent avec une assurance et une décision de combat de plus en plus grands. Et cela en pleines "vacances" ! Comme les paysans qui investissent des villes dans les Ardennes, qui barrent les routes avec leurs tracteurs ; les ouvriers de Grès uérin, montrent qu'il n'y a pas de vacances dans la lutte de classes.

LE COUP MILITAIRE...

(suite de la page 1)

armes à une armée composée de travailleurs et de paysans exploités, réprimés, était une presque auto-liquidation.

En effet, inévitablement la gauche en Grèce aurait mobilisé ses forces sous l'impulsion de la classe ouvrière et de sa résistance, et aurait utilisé les armes contre les colonels. C'est la raison essentielle qui a poussé l'impérialisme à faire de telles menaces pour contenir cette guerre Turco-Grecque.

Mais il faut tirer une autre conclusions fondamentale : l'impérialisme peut de moins en moins compter inconditionnellement sur l'appui des autres pays. Il se verra obligé de déclencher la guerre atomique contre l'Union Soviétique le moment venu, car il n'est pas sûr de la réaction de ses propres alliés de l'OTAN.

Cela montre aussi que, même en Turquie, il y a une aile dans l'armée qui est nationaliste. Le fait que le dernier militaire qui est monté au pouvoir en Turquie ait fait libérer les communistes, a fait sentir à la population grecque et Turque l'intervention Turque à Chypre comme un coup porté à la stratégie de l'impérialisme et de la CIA et des militaires Grecs qui n'ont agi qu'avec des plans précis et concrets de l'impérialisme.

Ce sont touttes des actions qui montrent que l'impérialisme veut à tout prix avoir des équipes aptes pour préparer la guerre. Il veut pouvoir compter sur des types comme Pinochet, constituer une équipe inconditionnelle dans le monde pour affronter les Etats Ouvriers, l'Union Soviétique. Mais ils ont raté leur coup. Dans cette situation, nous faisons un appel à tous les partis ouvriers, P.C., P.S., aux syndicats, aux mouvements populaires et de gauche, chrétiens, à lancer une campagne pour dénoncer l'impérialisme et aussi la politique extérieure de la Belgique qui est l'alliée inconditionnelle de l'OTAN et qui va entraîner le pays derrière les assassins Yankees et la CIA dans un affrontement avec l'URSS à plus ou moins brève échéance.

Ce coup est lié étroitement à la CIA et le voyage de Jackson en Chine représente le secteur qui veut rapidement soumettre l'URSS et en finir, qui veut couper l'herbe sous les pieds de Nixon. Mais ce ne sont que des facettes du même cube, comme le pose le camarade Posadas dans "Le voyageur de la mort". La seule différence entre eux ce sont les délais dans lequels ils comptent affronter l'URSS, mais ils sont tous d'accord pour le faire.

Salut du B.P...

(Suite de la page 3

population exploitée du pays fournissent constamment les conditions pour l'organisation immédiate de ce front, qui trouve aussi et surtout, sa force dans le progrès du processus révolutionnaire mondial, dans le processus très profond de la regénérescence partielle dans les Etats ouvriers et les partis communistes du monde : telles sont les conditions mondiales, analysées et interprétées dans les textes du camarade Posadas, au cours de la Conférence Mondiale, et avant et postérieurement, qui impulsent et développent les forces pour l'organisation de la gauche révolutionnaire en Belgique.

Nous faisons nôtres également tous les saluts exprimés dans le communiqué (que nous publions dans ce numéro de "Lutte Ouvrière") et l'intervention du camarade J. Posadas, adoptée comme résolution de la Conférence : LES PARTIS COMMUNISTES ET LE PROGRAMME POUR LE PROGRES GLOBAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE qui paraîtra dans le prochain numéro de notre journal).

Le Bureau Politique du P.O.R.(T) section belge de la IVe Internationale

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street Leicester Square Londres

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T) C. Polet - B.P. 273 Charleroi 1—

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operaro (T) Clandestin

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T)

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap 11 Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 — Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien)

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IVe Internationale

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

Continuer le front-unique des partis Socialistes, Communistes, chrétiens de gauche, syndicats et mouvements révolutionnaires pour écraser la junte au Chili

Edit. Resp. Claudine Polet 39, rue Bois Monceau 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact R. Andersen 126, Grand Rue 6080 Montignies/sur/Sambre

LA NOUVELLE CRISE DU CAPITALISME EN GRECE ET LE FRONT-UNIQUE POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME

25-7-1974

(Voir pages centrales)

J.POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 2 août 1974 n° 224 hebdomadaire

Dans ce numéro : Page 3

LES ETATISATIONS, LES DROITS DEMOCRATIQUES, LE ROLE DES SYNDICATS ET LE PROGRES REVOLUTIONNAIRE DU PEROU

26.11.73 J.POSADAS

LA REBELLION DES PRISONS EN FRANCE ET LA LUTTE DE CLASSES

28 juillet 1974

J. POSADAS

La révolte dans les prisons est un évènement qui reflète indirectement — ce que la lutte syndicale fait directement — le progrès très grand de la lutte de classes. L'unanimité de la rébellion des prisons ne provient pas d'une communication, d'un contact, établis par une organisation. C'est le sentiment commun de tous les détenus qui s'élève devant les évènements du monde.

Les rébellions dans les prisons se développent avec unanimité et homogénéité en France, aussi bien qu'en Italie, en Angleterre, et à une moindre échelle, aux Etats-Unis, en Amerique Latine. Une révolte aussi unanime, se basant sur un programme de revendications à caractère syndical, politique, en partie un programme de classe, ne peut se produire que si les détenus reflètent, - bien que de très loin —, l'influence mondiale de la révolution qui cherche à transformer la société. Ils ressentent l'influence de la lutte pour le communisme, malgré leur condition d e prisonniers, sur qui pèse la conscience du délit. (D'ailleurs 30 % au moins d'entre eux ne sont pas des délinquants, ni des voleurs et des escrocs. Les voleurs et les escrocs sont les types qui sont dehors et qui les condamnent. Mais les détenus ne peuvent pas, par eux-mêmes, avoir la conscience, la volonté, la tendance à l'organisation des masses. Ce n'est pas dû au fait de leur réclusion, de l'oppression dont ils sont l'objet, de leur manque de possibilité de se réunir, mais parce que leur conscience ne leur donne pas une telle tendance. Chacun d'eux se considère individuellement, croit avoir un problème particuler, séparé du reste de la société ; ils ne se sentent pas unis par une lutte commune.

Alors, qu'est-ce qui unifie la lutte de tous les détenus ? ce sont les luttes de l'extérieur : syndicales, politiques, la lutte du Vietnam, de Chypre, de Grèce, d'Espagne, du Portugal. De là vient l'unification de la lutte des prisonniers et la signification politique culturelle révolutionnaire qu'elle acquiert.

En France, il ne se produit pas d'évènements assez importants pour exercer une influence si unanime. Il y a des luttes, une bonne activité des communistes, des socialistes et des syndicats ; mais elles n'ont pas la profondeur de Mai, elles ne sont pas suffisantes pour toucher les prisons. Mais mondialement, elles ont cette profondeur. Les détenus sont au courant du processus mondial, ils l'unissent aux luttes en France, à la lutte des Partis Communiste et Socialiste. Cela leur permet d'assimiler les conclusions révolutionnaires, de vouloir de profonds changements, pour transformer le régime des prisons.

Ils demandent des changements, pour éliminer la fonction et le sens de la prison, qui sert à opprimer les sentiments et la conscience du détenu, à l'éliminer, le laisser inanimé, prostré, le soumettre à la vengeance de l'état. La prison est un instrument de vengeance et d'oppression, résultat de l'impuissance du régime de propriété privée, de l'arrogance de tout appareil.

Les revendications des détenus vont bien au-delà de questions de prisonniers. Ce sont des revendications normales, comme celles d'employés d'une entreprise retardataire. Si les détenus atteignent un tel niveau dans leurs revendications, qui correspond à une grande préoccupation intellectuelle et culturelle, à une demande de culture fort élevée, — et même révolutionnaire dans un certain sens —, c'est qu'ils ressentent l'influence de la lutte des masses du monde, et en particulier, de France. Au travers de l'influence directe des luttes des masses de France, ils sentent les effets des luttes des masses du monde. Même les détenus politiques — comme aux Etats-Unis, ont des revendications moins avancées qu'eux. En France, comme en Italie, ils formulent une série de revendications, qui ont un caractère syndical. Ils demandent des droits politiques, syndicaux, humains ; ils ne veulent plus se sentir hors de la société et de la vie. Les prisonniers en Italie demandaient des droits égaux à ceux de n'importe quel citoyen, que se trouve transitoirement dans un endroit entouré de barreaux. Mais pour tout le reste il doit être comme un citoyen commun.

LA REBELLION DES DETENUS EST UNE IMMENSE CONQUETE DE LA REVOLUTION

Ces faits sont un progrès énorme que la révolution impose aux régime pénitentiaire. Tout cela se produit avant d'arriver au communisme. Dans le communisme, il n'y aura ni prisons, ni délits, ni délinquants, ni voleurs. Les détenus demandent un régime de droits égaux à ceux des autres gens, même en ayant conscience d'avoir commis des délits, parce qu'ils sont influencés par le progrès de la révolution. La révolution exerce une très grande influence sur eux. Ceci représente un immense avantage, c'est la pénétration, la compénétration du processus d'avance de la révolution sur une des parties les plus arriérées — et même dans certaines conditions, les plus déclassées — de la société. Les prisonniers ont commis des délits, chacun d'eux agissait selon un intérêt personnel, recherchait des solutions individuelles, au moyen de ressources personnelles ; et ces délits ont de l'influence sur leur esprit et leur conscience et font qu'ils se sentent à part des autres, de la société, à l'écart des droits des autres.

S'ils en viennent, malgré cela, à réclamer les mêmes droits que les autres, c'est qu'ils ne se considèrent plus comme des délinquants : ils ont commis des délits, mais ne se prennent pas pour des délinquants. Ils veulent se regénérer. C'est une époque, un processus, des plus beaux ! Voilà des thèmes d'inspiration pour ceux qui veulent encore écrire des romans : quel roman, quelle littérature pourrait-on écrire à ce sujet ! Mais pour faire cela, il faut se mettre dans la tête des détenus. Et pour s'y mettre et ne pas y rester, il faut être révolutionnaire. Ce sont des thèmes très beaux pour le cinéma, le théâtre, la chanson. Aucun détenu ne se sent prisonnier : ils se sentent libres parce que la lutte des masses et le progrès de la révolution les libèrent. Ils ne sont plus soumis au délit et ne vivent plus en prostration permanente. Non : ils veulent s'élever, ils veulent se regénérer. Il faut considérer cela comme une immense conquête, de pénétration et de compénétration de la révolution, qui s'introduit dans les prisons, dans l'esprit des geôliers, et des détenus quelque soit le délit qu'ils ont commis.

En Italie, les détenus réclament, et ont obtenu déjà en partie, des changements dans les cellules : ils demandent des cabinets personnels, des douches, de l'eau chaude et froide, une cuisine pour chacun, une garderobe pour les objets personnels, une bibliothèque, la télévision : ils demandent que les portes de la cellule restent ouvertes, et qu'on remplace l'uniforme de prisonnier par un costume civil. Ils ont obtenu ce qu'ils demandaient. Une experience est en cours.

Dans leur révolte, les détenus posent des revendications qui les rapprochent du cours mondial d'élévation de la culture, de la culture révolutionnaire. Ils montrent par là, qu'ils ne sont pas à l'écart de la société. Ils ont commis un délit, mais ils ne se sentent pas mis de côté. Ils voient leur situation comme une circonstance passagère, ils veulent indiquer de cette manière que leur comportement est la conséquence du régime social, et non de la mauvaise conduite de l'être humain. Ce progrès est le résultat du développement de la lutte des masses.

C'est ainsi que les syndicats et les partis ouvriers doivent poser le problème. Il faut poser

(Suite page 2)

Les mobilisations paysannes, les révoltes des prisonniers et la nécessité d'une offensive de la gauche

EDITORIAL

Les révoltes des prisonniers français font le tour de l'Europe et ont stimulé les prisonniers de Namur à faire la même chose qu'eux. Ils revendiquent des augmentations de salaires, et des conditions de vie et de travail dignes dans la prison. Toutes ces révoltes ont une très grande importance et ne représentent pas des phénomènes locaux, nationaux. Ces révoltes sont la continuation à l'intérieur des prisons, de la lutte anticapitaliste, des mobilisations incessantes de la classe ouvrière et de toute la population dans toute l'Europe, et dans le monde. Ils cherchent à s'unir au prolétariat au travers de leurs revendications. Auparavant, les prisonniers voyaient une issue individuelle, juridique. Maintenant, stimulés par toutes les luttes des peuples du monde pour la dignité humaine, ils sentent la supériorité d'une attitude collective. Pour cette raison, les rébellions sont collectives, organisées avec un objectif social. Ils sentent la nécessité d'une issue sociale. Ce n'est pas seulement de la contestation, pour être mieux considérés. Non ! Les prisonniers, au travers de leur révolte remettent en question le régime capitaliste. Ils voient que les gangsters, les voleurs, les assassins se trouvent dans le camp capitaliste : en premier lieu, Nixon, qui est considéré par toutes les masses des Etats-Unis comme un voleur et un assassin. Et Nixon est le réprésentant de l'impérialisme américain. Les voleurs, sont ceux qui se remplissent les poches sur le dos des masses, qui provoquent les augmentations des prix, qui assassinent les petits paysans. Les prisonniers sont des secteurs marginaux de la population, qui antérieurement ont été utilisés par la bourgeoisie pour servir les régimes fascistes. Maintenant, tout le monde est convaincu que la racaille se trouve de l'autre côté.

Pourquoi ces secteurs arrivent-ils à de telles révoltes généralisées, collectives ? parce que la population les approuve et estime tout à fait légitimes toutes leurs revendications tout comme celles des petits paysans. Et ensuite, parce que les conditions locales, les conditions mondiales les conduisent à se mobiliser, comme l'analyse J. Posadas dans le texte publié d'autre part. Dans le monde entier, les conditions sont mûres pour un changement social, le monde est apte pour le communisme. Toutes les expériences, de la lutte des travailleurs en Europe, de tous les peuples d'Afrique, d'Asie, et d'Amé-

(Suite page 4)

LA REBELLION DES PRISONS...

(Suite de la page 1)

immédiatement, une augmentation des droits des détenus, dans leur ensemble. Mais il faut dire aussi que cette révolte prouve le mûrissement des conditions pour transformer la société. Il faut changer la société ! parce que toute amélioration du régime pénitentiaire ne peut être que transitoire, légère, limitée ; le capitalisme ne peut pas accorder la liberté, ni céder à la pression que l'histoire exerce, au travers des détenus, parce que cela va contre lui.

La bourgeoisie essaie d'intimider, de terroriser les détenus. Chaque fois qu'ils condamnent et emprisonnent quelqu'un, ils cherchent à intimider le reste de la société ; telle est l'intention du régime et de la pénalité capitaliste. Ils estiment que "la liberté est le bien le plus précieux" comme ils disent — pour eux, cela veut dire : entrer, sortir, dormir, manger, même quand on a la tête vide, ou quand d'autres meurent de faim ; ils suivent toujours ce critère vieux et retardataire. Les gens n'ont plus peur d'être emprisonnés. Ils vont en prison puis ils en sortent et luttent pour abattre le régime capitaliste.

Pendant de longues années, le Vietnam était en prison ; tous les jours, tous les jours, les bombes tombaient. Des milliers d'enfant vietnamiens sont nés sous la terre, dans des cavernes. Une infinité d'enfants n'ont jamais vu le soleil que circonstantiellement, temporairement. Mais tous ces enfants naissent et se développent avec les idées et la conscience révolutionnaire de la nécessité de changer l'histoire. Les 14 Etats ouvriers, qui ont déjà développé l'influence suffisante pour que s'instaurant 16 Etats révolutionnaires, le merveilleux prolétariat italien, le prolétariat français, japonais, élèvent la lutte de classes et sont sur le point de prendre le pouvoir : tout cet ensemble élimine l'oppression de la prison capitaliste.

Les détenus ont le sentiment que leurs revendications, leur recherche de liberté, la libéralisation de la pénalité, l'amélioration de leur condition d'hommes terrorisés, ils les doivent au mouvement ouvrier et révolutionnaire, ils les doivent au Mai français, aux Etats ouvriers. Sans tirer de conclusions culturelles programmées, ils sentent qu'ils leur doivent ces possibilités, et ils recourent à eux. Leur protestation s'adresse au mouvement ouvrier, à la population qui se soulève contre le régime capitaliste. Ils ne sont pas à la recherche d'une perspective incertaine, dans l'espoir que la bourgeoisie leur envoie un journaliste ou tirent d'eux un film pour se faire de l'argent. Cette protestation s'adresse directement au mouvement ouvrier, à la population de France, ou d'Italie. Ils s'en remettent à la population, pour qu'elle porte leurs revendications dans le mouvement ouvrier, avec la certitude d'y parvenir.

UNIR LES REVENDICATIONS DES DETENUS AU PROGRAMME DE L'UNION POPULAIRE

Les détenus ont un sentiment d'unification, à cause de tout cela. C'est un début de réhabilitation, de réorganisation, de régénération des emprisonnés. C'est un début de régénération imposé et établi par l'élévation mondiale de la lutte de classes, la montée et le développement des Etats ouvriers, qui les aident à regagner, réorganiser la confiance d'être des hommes normaux, et de chercher le progrès de la vie, non dans le vol, l'assassinat, la mort, mais dans les changements sociaux. Ils acceptent déjà cette conclusion. En adressant leurs revendications au mouvement ouvrier, ils commencent à accepter que celui-ci les influence. Leur tendance à se regénérer est une des expressions de l'influence de la lutte révolutionnaire de l'humanité. C'est une démonstration du fait que l'humanité est apte pour le communisme.

Les prisonniers, quelles que soient leurs conditions, recherchent l'appui, le soutien, la solidarité du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Ils revendiquent la dignité humaine. Ils cherchent aussi à répondre aux forces conscientes auxquelles ils reconnaissent l'autorité de représenter l'avenir — pas le présent, mais l'avenir — : les forces de la lutte pour le socialisme.

Tout cela indique également que l'Union Populaire en France peut compter sur une force infiniment plus grande que celle dont elle dispose actuellement, si elle se montre capable et décidée à prendre le gouvernement et si elle déclare qu'elle veut un gouvernement qui va étatiser les principaux moyens de production, que la démocratie se basera sur le développement de l'économie étatisée. De cette façon, elle recevra un appui immensément plus grand que celui qu'elle recueille actuellement. Les détenus le montrent. La petite-bourgeoisie également. Au lieu de cacher le programme, de peur d'effrayer la petite-bourgeoisie, il faut voir qu'on l'effraie quand l'Union Populaire ne se montre pas capable et résolue à transformer la société. Si elle se montre capable de faire cela, elle va gagner la petite bourgeoisie, tout comme les détenus, ou les paysans. Ceux-ci cherchent un soutien dans l'Union Populaire parce qu'ils veulent des changements et des transformations. D'ailleurs, on ne peut pas progresser en France s'il n'y a pas de changements et de transformations du système capitaliste en propriété étatisée.

Le niveau des revendications dans les prisons est établi, non par les juges, les avocats, les juristes, ou l'exigence de l'un ou l'autre prisonnier, mais par le mouvement ouvrier, les syndicats, les centrales ouvrières, l'Union Populaire, le niveau des luttes des masses dans le monde entier, les objectifs de libération toujours plus importants, qui sont atteints. C'est de là que provient le niveau de revendications culturelle atteint dans des endroits aussi éloignés de la culture que les prisons. Il ne s'agit pas de revendications momentanées. Cette rébellion est une mesure de la profonde aspiration de l'humanité à se libérer du système capitaliste.

Il faut faire peser cette conclusion, avec toute la force, toute la conviction, sur les dirigeants communistes, les cadres et les militants communistes. Il ne s'agit pas de révoltes de prison. Ce sont des mobilisations de prison, provoquées par la montée mondiale de la lutte révolutionnaire des masses. Ce processus a une capacité, un pouvoir de conviction tels qu'il pénètre jusque chez les détenus.

C'est la lutte du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, exprimée au travers des luttes des masses françaises, qui donne la norme de ce soulèvement des prisons. Ils ne s'agit pas d'une révolte dans l'une ou l'autre prison, contre un directeur, contre un système pénitentiaire. C'est la rébellion de l'humanité contre la torture et l'oppression. D'autre part, les détenus démontrent — dans leur majorité — qu'ils se regénèrent. Il existe une base de régénération des détenus. Voilà comment il faut considérer ces faits. Ils sont extrêmement importants.

Nous appelons la CGT, la CFDT, FO, les Partis Communiste et Socialiste, tous les groupes gauchistes, les trotskystes, les trotskystes-posadistes, à être attentifs et faire un plan de revendications, basé sur cette conclusion à propos des prisons, poser la nécessité d'un changement, d'un régime démocratique dans les prisons, de l'augmentation des droits des détenus, pour en finir avec l'oppression, la ségrégation des prisonniers, et pour leur donner une plus ample liberté. En même temps, il faut poser la nécessité de la lutte pour le pouvoir, pour affirmer et fonder ces conclusions.

28 juillet 1974 J. POSADAS

LES ETATISATIONS, LES DROITS DEMOCRATIQUES, LE ROLE DES SYNDICATS ET LE PROGRES REVOLUTIONNAIRE AU PEROU

26 novembre 1973

J. POSADAS

Presentation

Nous republions ci-dessous des extraits d'un article de J. Posadas analysant la structure du processus de progrès de l'Etat Révolutionnaire au Pérou, qui a une grande importance pour juger la profondeur des mesures que vient d'adopter la Junte Militaire nationaliste. La décision d'exproprier les principaux journaux de la bourgeoisie locale et pro-impérialiste et de les remettre aux organisations révolutionnaires, aux syndicats ouvriers et paysans, est un coup très grand contre les forces réactionnaires qui préparaient la contre-révolution. C'est une mesure audacieuse du gouvernement de Velasco Alvarado qui s'est senti impulser par tout le processus mondial par l'échec de l'impérialisme à Chypre, par le progrès du Portugal. Cette mesure montre aussi comment les masses, la classe ouvrière, les tendances militaires nationalistes tirent les conclusions du Chili et cherchent les moyens de ne pas répéter un nouveau Chili !

Nous appelons les camarades du PC, du PS, des groupes gauchistes, les syndicats, à discuter ces conclusions et donner un appui total au progrès du Pérou contre l'impérialisme et dans la construction du socialisme.

(...) L'étatisation, la planification et l'intervention démocratique des masses sont les trois aspects irremplaçables du progrès de la production. La démocratie soviétique est inséparable de l'augmentation de la production. La démocratie soviétique signifie le droit, la liberté de discuter de la planification et de tous les problèmes. En particulier, la liberté de discuter, tout en maintenant les inégalités de salaires, réduire les limites de l'éventail entre le salaire le plus haut et le salaire le plus bas. Une telle discussion développe dans la population un sentiment de justice, de compréhension et de résolution. Grâce à l'économie, on jette les bases pour établir ces sentiments de justice, de collectivité, (qui est la forme la plus complète de la prétendue « communauté »). La "communauté maintient toujours cette différence en son sein entre la masse des ouvriers et celui qui gagne le plus, les administrateurs ; le planificateur a alors intérêt à produire en sorte de s'assurer un meilleur gain. En général l'ouvrier n'a pas cet intérêt, mais ce n'est pas lui qui décide. Alors ceux qui décident, ceux qui planifient, ceux qui déterminent la vie de l'entreprise le font en fonction de ce "qui leur procure le maximum d'avantages : ce qu'on produit, la manière de le produire, la manière de le vendre, le prix, tout cela est fixé en fonction de ce qui les intéresse, eux. L'ensemble des masses ne peut pas intervenir ; elles n'ont pas la possibilité de peser et de décider.

Il n'est pas nécessaire de rester dépendant des administrateurs et des planificateurs. Il est nécessaire de planifier et d'administrer, c'est vrai, mais toute l'usine peut exercer ces fonctions. Pour cela, il faut développer dans la population, les éléments de connaissance culturelle, politique, sociale, économique, nécessaires, pour quelle puisse intervenir et peser. Cela peut se faire dans les syndicats ouvriers, paysans et étudiants. Il faut élever le rôle que jouent les syndicats en y discutant tous ces problèmes.

L'armée doit intervenir comme un facteur de ce processus, soumis à cette forme de l'organisation de l'économie. Pour le moment ce n'est "pas possible, parce que l'armée comporte une aile réactionnaire qui n'attend que l'occasion pour frapper. Mais il faut développer les syndicats ouvriers et paysans pour parvenir à ce but : que le pouvoir soit aux mains de la population, au moyen du gouvernement, en créant des organes pour appuyer celui-ci et pour exercer un contrôle, pour empêcher les erreurs ou les attentats, le sabotage, l'opposition à ces plans de développement d'une économie collective.

Ni l'économie, ni la "propriété étatisée, ni la planification n'est responsable du stalinisme. La preuve en est le développement économique que l'Union soviétique a connu de toutes façons. L'Union soviétique fournit des crédits, des armes, à la moitié du monde. Avec l'aide fournie au Vietnam, on pourrait faire 15 Pérou. Cela montre bien que l'économie planifiée et centralisée est suffisante pour répondre aux besoins, ce qui est incorrect en URSS, c'est la direction, c'est elle qui n'a pas été à la hauteur du développement objectif. (...)

Il faut aider cette équipe militaire à acquérir cette compréhension. Pour cela, il faut organiser les masses, les équipes d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, dans des organismes politiques de discussion, de planification d'expérience.

Les militaires n'ont pas encore cette expérience, ils sentent qu'ils vont être dépassés. Mais ils ont démontré qu'ils n'ont pas peur même devant de très grands progrès. Ils sont encore circonspects et méfiants et ils ont peur de la droite de l'armée qui attend son heure pour faire un coup d'Etat. Il faut démontrer que face à cela, il faut mobiliser la population, non seulement à travers l'agitation politique, mais en exproprianl les sources du pouvoir de la bourgeoisie : la propriété, la terre, le commerce, la presse. Il faut l'exproprier ! Pour progresser il faut en passer par là ! Le capitalisme va se lancer contre le gouvernement ? C'est vrai ! mais celui-ci va aussi recevoir de l'appui ! (...)

Nous sommes intéressés à ce que ce gouvernement révolutionnaire progresse et avance d'Etat révolutionnaire à Etat ouvrier. La condition en est le développement du mouvement ouvrier et paysan, du mouvement étudiant qui doivent fournir la base pour l'organisation du Parti, qui n'existe pas et qu'il faut construire. Il faut au Pérou un Parti ouvrier basé sur les syndicats ouvriers et paysans, un parti capable d'impulser la révolution nationaliste avec le programme d'étatisations, de planification de la production, d'établissement de relations avec tous les Etats ouvriers. Ce parti doit appeler à organiser l'unification entre le Pérou, le Chili, la Bolivie et l'Equateur, base d'une planification plus complète et la transformation de toute l'Amérique Latine en Etats-Unis socialistes soviétiques d'Amérique Latine.

La crise actuelle du capitalisme montre qu'aucun pays, et encore moins un pays arriéré comme ceux d'Amérique Latine, ne peut supporter la concurrence des grands pays capitalistes. Il lui est interdit de sortir de la misère et de l'arriération. Certaines couches de la population peuvent progresser, s'enrichir, pas le pays lui-même. Il faut chercher des formes de production et le régime de propriété qui permettent au pays de combler son retard : c'est la propriété étatisée et la production planifiée. L'expérience montre que telle est l'issue. Les Etats ouvriers sont l'exemple : il faut en corriger les erreurs politiques, que ce soit le stalinisme ou des expériences postérieures comme la tuerie de dirigeants comme Lin Piao par la direction de la révolution chinoise. Mais ces erreurs ne sont pas imputables à la révolution : c'est la direction politique qui ne répond pas aux besoins. Et cependant, la propriété étatisée et planifiée a permis tout le développement actuel de la Chine, de Cuba et du reste des Etats ouvriers. C'est sur cette base que nous appelons le gouvernement révolutionnaire péruvien à cette lutte pour mener de l'avant la planification, les étatisations et l'alliance avec les ouvriers, les paysans, les étudiants, avec un programme révolutionnaire anti-impérialiste pour avancer vers des formes supérieures de la propriété et de la production.

Il n'y a pas de voie intermédiaire, de forme intermédiaire en économie, et on ne peut pas en inventer. L'économie n'est pas le résultat de l'élaboration ou des conclusions de tel ou tel. Elle est imposée par la structure de l'histoire, qui s'est produite de cette façon. Il ne peut pas y avoir, après la propriété capitaliste, une autre forme de propriété qui ne soit l'élimination de toute forme de propriété. Les masses le voient, elles en ont l'expérience pratique.

Les gouvernements nationalistes d'origine militaire, du Pérou et d'Equateur, doivent observer l'attitude des masses du monde. Quand celles-ci font une grève importante, elles tendent à occuper l'usine et à la faire fonctionner, démontrant ainsi qu'elles sont capables de la faire fonctionner parfaitement, en réalisant des bénéfices, avec une meilleure production, sans accidents ni dispute entre les ouvriers. Ce sont les capitalistes qui se disputent. Les dirigeants nationalistes militaires doivent apprendre l'exemple que donnent les ouvriers d'Europe, mais aussi d'Amérique Latine. C'est l'exemple des ouvriers du Chili qui prenaient les usines, les faisaient fonctionner et éliminaient le déficit : les ouvriers qui dirigent les usines n'ont pas intérêt au profit, ce qui les intéresse c'est que l'entreprise produise en maintenant le niveau des salaires et en attendant qu'il soit possible d'appliquer une forme supérieure de planification. C'est une expérience à faire.

C'est un processus dans lequel il faut procéder à des comparaisons. Il n'y a pas de formes intermédiaires ni dans l'économie, ni dans la production, et il n'est pas possible de combiner la propriété sociale et la propriété privée. On peut établir, comme c'est le cas au Pérou maintenant, une catégorie différente de propriété,

(Suite à la page 4

LA NOUVELLE CRISE DU CAPITALISME EN GRECE ET LE FRONT-UNIQUE POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME

25-7-1974

J.POSADAS

L'échec du coup de l'impérialisme à Chypre, la chute de l'aile militaire réactionnaire en Grèce montrent que le capitalisme ne peut plus désormais organiser aucun évènement avec la sécurité de triompher. L'intérêt de l'impérialisme yankee consistait à profiter des circonstances d'un coup à Chypre, liquider Makarios, créer un mouvement de dictature, imposer la même chose en Grèce, renforcer la domination du secteur militaire au sein de la dictature et stimuler des tendances similaires en Espagne, en Belgique, en Turquie, pour contenir le processus de l'influence du Portugal.

L'impérialisme cherchait à encourager la bourgeoisie de ces pays, certaines couches de l'armée à tenir tête, à intervenir pour couper court le processus révolutionnaire et préparer ainsi de meilleures conditions pour la guerre. Telles étaient ses intentions. La réaction des Soviétiques, immédiate, — même s'ils ne sont pas intervenus directement — en utilisant les moyens diplomatiques et les mouvements de la flotte, a fait sentir qu'ils allaient intervenir, et a stimulé l'intervention des masses.

L'intervention de l'impérialisme était contre-révolutionnaire. Elle cherchait à stimuler, en Grèce, l'aile réactionnaire de la dictature militaire, pour qu'elle prenne en mains le pouvoir et fasse une alliance avec la droite. L'impérialisme voit qu'il existe en Grèce un secteur militaire nationaliste qui attend d'intervenir, qui n'est pas organisé ou bien qui a peur, qui n'a pas assez de force et de résolution et qu'aucune organisation politique ne stimule à intervenir plus ouvertement. L'impérialisme a essayé de contenir cette aile en Grèce et d'impulser les militaires réactionnaires. La chute de ces derniers indique la faiblesse de ce secteur et montre qu'il aurait été possible de le renverser bien plus tôt et que, maintenant même, il est possible de donner une grande impulsion pour avancer dans la lutte contre l'impérialisme.

Le coup de Chypre s'est déroulé sans que l'Union Soviétique soit intervenue visiblement.

C'est un mouvement artificiel, qui n'avait pas la moindre force historique pour triompher. Il a été fait clandestinement. Il a brisé toutes les résistances et déchaîné toutes les contradictions entre eux. Mais sans l'intervention de l'Union Soviétique, sans sa présence, ses déclarations, ses menaces d'intervention, l'impérialisme américain aurait poussé de l'avant. Qu'est-ce qui t'en a empêché ? Les dix mille étudiants qui se sont mobilisés ? Mais ils s'étaient déjà mobilisés dans le passé ! Le mouvement des Turcs ? Mais eux aussi avaient déjà fait mouvement à d'autres occasions. Les yankees avaient peur. Et les Turcs eux-mêmes, pourquoi sont-ils intervenus ? parce qu'ils se sentaient dépassés ou parce que les Soviétiques allaient les appuyer ? Les Turcs sont intervenus parce qu'ils avaient les Soviétiques de leur côté. Sinon, ils n'auraient pas envahi Chypre. Ils ont tardé à le faire : les yankees auraient pu intervenir. Les Israéliens aussi, qu'est-ce qui les en empêchait ? Israel est un bras de l'impérialisme américain, pourquoi n'est-il pas intervenu ? Jusqu'à présent, il a toujours mené ses actions sans prendre en considération les peuples, leurs manifestations, leurs protestations. Ils s'en moquent ! Et cette fois ils auraient pris en considération quelques Turcs qui sont sortis dans la rue pour protester ? Pourquoi ? Par ce que derrière les Turcs il y avait les Soviétiques qui levaient la main. Et ils ont senti que derrière les Soviétiques, il y avait encore plus : le développement de la révolution dans toute la Méditérannée, y compris la France, y compris l'Italie ! C'est pour cete raison que Giscard d'Estaing se met à crier : "Vive Karamanlis ! Trente avions pour Karamanlis, mon meilleur ami" ! Il ne l'a pas envoyé en Grèce pour rétablir la vérité, mais pour prendre soin du système capitaliste en France, qui était en danger en Grèce et à Chypre. Derrière tout cela ; l'impérialisme voyait l'intervention soviétique qui stimulait, qui ne pouvait pas ne pas impulser les Partis communistes et les masses à renverser les pouvoirs capitalistes existants. Cela radicalisait toute la lutte de classes en Europe. C'est la raison pour laquelle l'impérialisme a agi comme il l'a fait. C'est la raison pour laquelle le dénouement a été si malheureux pour lui, après que cet assassin de Sampson ait tué plus de deux mille personnes. Ces crimes montrent qu'ils avaient un plan type Chili. Le résultat a été un boomerang. Les Sociétiques n'ont pas permis qu'ait lieu un nouveau Chili. Telles sont les conclusions à tirer de ces faits.

Les Partis communistes doivent voir que l'impérialisme ne peut plus dominer, que les communistes peuvent aller au pouvoir en France, en Italie sans que les yankees puissent intervenir. S'ils interviennent, il va leur arriver la même chose qu'à Chypre et en Grèce. Ils ont disposé d'une dictature au sein de laquelle ils dominaient, ils se battent entre eux, ils tuent leur opposants, ils font des milliers de prisonniers et voilà que maintenant ils doivent les remettre tous en liberté en quelques heures ! La junte des assassins elle-même doit déclarer "nous nous sommes trompés ! " Et ceux qui étaient jusque maintenant des assassins disent qu'ils sont pour la liberté ! C'est l'effet de l'intervention soviétique !

L'intervention soviétique est due au fait que l'Union Soviétique ne peut plus faire autrement qu'appuyer, soutenir et défendre le processus mondial de la révolution parce qu'il s'agit du règlement de comptes final. C'est pourquoi les masses de Grèce sont immediatement descendues dans la rue par centaines de milliers pour fêter la chute de la dictature. Par contre, à l'arrivée de Karamanlis, il y avait à peine dix mille personnes, et cinq mille voitures, ce qui montre bien quel public était allé l'attendre : tous des directeurs ! Autrement dit : personne n'est allé l'accueillir ! Toute la jeunesse, tous les étudiants, tous les ouvriers qui ont manifesté contre la dictature, pour qu'elle se retire de Chypre, tous criaient : "A mort l'impérialisme ! A mort l'impérialisme ! "

Ce gouvernement intervient pour contenir un processus vers la gauche, une union entre un secteur nationaliste de l'armée qui cherchait l'occasion pour intervenir et qui était sur le point de le faire, et les masses grecques. C'est pour cette raison qu'ils se sont lancés à faire un coup prématuré. C'est pour cette raison aussi qu'après avoir mis des milliers de personnes — la plupart d'entre elles de gauche — dans les prisons, ils les remettent maintenant tous en liberté. Où est le changement ? Quelles sont les conditions économiques et sociales qui ont changé ? aucune ! Ce qui a tout changé, c'est l'intervention des Soviétiques, qui stimulait l'intervention des masses. Voilà ce que les Partis communistes doivent comprendre.

LE ROLE DE L'INTERVENTION SOVIETIQUE

L'intervention soviétique stimule l'intervention des masses et contient l'impérialisme. Cela montre l'immense faiblesse de l'impérialisme qui, dans une région où il dispose de trois membres de l'OTAN — les Israeliens, les Grecs et les Turcs, — est incapable de maintenir l'unité entre ces pays à cause de la crise et de la concurrence intercapitaliste. Par contre L'intervention des Soviétiques leur impose de rectifier leur position, et Kissinger lui-même, qui a appuyé et soutenu le coup, doit maintenant se montrer contre et parler publiquement contre le coup. La presse bourgeoise, aux Etats Unis et en France, le lui dit elle-même : "Vous mentez ! Vous avez appuyé tout cela ! Vous dites que vous êtes contre maintenant parce que tout s'écroule ! " Quand eux-mêmes doivent changer leur fusil d'épaule, c'est qu'ils sentent qu'il y a une intervention des masses et des Soviétiques. Et cette intervention de l'Union soviétique ne consiste pas seulement dans les armées et les bateaux soviétiques ; qui sont décisifs : c'est la mobilisation des masses en France, en Italie, en Angleterre, en Allemagne. C'est ce qu'ils redoutent. C'est ce qu'ils se sont lancés à arrêter ! La flotte soviétique en mer Méditerranée a un poids et une importance énormes. Si elle n'était pas là, si les Soviétiques n'intervenaient pas, l'impérialisme envahirait toute la Méditarranée maintenant, à travers la Grèce, et il se mettrait d'accord avec la Turquie. Par contre Ecevit qui, dans le fond est soutenu par la présence et par l'intervention soviétique (sinon, ils l'auraient liquidé) est contre l'annexion de Chypre, alors que le vice premier ministre turc veut maintenir les troupes turques à Chypre. Ecevit pose que les troupes doivent se retirer, parce qu'il veut des changements en Turquie. L'autre veut empêcher ces changements et utiliser l'invasion de Chypre comme diversion. Karamanlis est rentré pour contenir la révolution en Grèce et dans toute l'Europe.

Au Moyen Orient l'impérialisme utilise l'arrogance d'Israel. Pourquoi ne l'utilise-til pas aussi à Chypre, qui est infiniment plus faible que les pays arabes ? S'il ne l'a pas fait, c'est à cause de l'intervention soviétique. Il n'y a pas eu d'opposition de masses importante, ni de Partis qui s'y soient opposés. Tous ont été pris de surprise ; communistes, socialistes, Papandréu, tous. Aucun d'eux ne s'attendait à un tel mouvement. Aucun d'eux ne compte sur le fait que les Soviétiques sont obligés d'intervenir. Nous, si. Nous avons eu, nous avons confiance en cette intervention et nous avons interprété ainsi. Les Soviétiques doivent intervenir ! Ils ne peuvent plus, comme le faisait Staline, n'égocier et partager le monde. C'est stupide de croire cela. C'est stupide de penser, comme le font encore une série de mouvements, que les Soviétiques vont négocier et livrer le monde comme dans le passé. La politique de Brejnev d'accords avec les yankees — ou de recherche d'un accord — est une politique compénetrative qui cherche tout à la fois à gagner du temps, et à avancer en affaiblissant et en désintégrant le système capitaliste. C'est une politique erronée, mais qui ne favorise pas le capitalisme. Elle est erronée parce qu'elle accorde des délais au capitalisme, mais elle ne le favorise pas, elle ne lui permet pas de renforcer son assise.

La défaite de l'impérialisme est déterminée par le rapport de forces mondial favorable à la révolution, y compris l'intervention soviétique, non publique, mais qui a fait sentir, a travers des mesures diplomatiques, que l'Union Soviétique allait intervenir et stiluler l'intervention. Tout ceci montre l'immense faiblesse de l'impérialisme. Il est nécessaire de tirer ces conclusions.

Nous appelons les Partis communistes à intervenir en appelant la mobilisation en Grèce pour renverser le gouvernement de Karamanlis et faire un gouvernement d'accord d'accord democratique en y incluant même des secteurs de la bourgeoisie, avec pleines libertés démocratiques et politiques et un programme d'expropriations ; de développement de la production et d'expulsion de l'OTAN de Grèce et de Turquie. Il faut appeler la Turquie à faire un accord contre l'impérialisme yankee, appeler à exproprier les principales sources de production les grands propriétaires fonciers, à étatiser la banque et à faire un programme de planification et de développement. Pleins droits démocratiques pour les masses, pour les syndicats et tous les partis ! Il faut appeler à un accord pour expulser l'impérialisme du Moyen Orient et de Chypre. Il faut appeler Chypre à l'unité avec les pays balkaniques de la Mediterranée afin d'expulser l'impérialisme de toute la région, à s'unifier sur la base de l'étatisation et de la planification de la production. Il ne faut pas en rester seulement aux mesures de libertés politiques ou d'indépendance nationale, comme ils disent : il faut avancer vers une planification économique qui garantisse le développement du pays et l'intervention des masses.

La mobilisation actuelle des étudiants, des ouvriers, des paysans est toute contre la dictature. Il faut faire un appel aux communistes, aux socialistes, aux tendances radicales de gauche en Grèce à se soulever, à faire un front unique et à poser un programme de revendications, de droits démocratiques, de liberté d'expression, de presse, de conscience, jointes aux revendications d'augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, un plan d'étatisations et de planification de la production, en appelant les masses à imposer un accord de toute la Méditerranée contre l'impérialisme, pour l'expulser de toute la région. Cet accord doit s'accompagner d'appels à un plan de mobilisation intérieure en Grèce pour développer la lutte pour ces objectifs. Nous appelons tous ces partis à cette action. Il faut intervenir, il ne faut pas laisser faire Karamanlis. Celui-ci est le moindre mal, que l'impérialisme accepte. Il met en place Karamanlis pour en faire un centre de coordination avec la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie turque, et de toute la Méditerranée. L'impérialisme cherche à contenir le processus, à dispoer d'une certaine base d'appui politique — y compris d'accords avec le roi. Indépendamment du fait que celui-ci revienne ou non — car il a beaucoup de divergences avec les autres secteurs de la bourgeoisie — ils cherchent à rétablir un pouvoir bourgeois qui accorde quelques concessions à la gauche pour empêcher une avancée plus à gauche. En effet, aussi bien l'armée que les masses sont disposées à une poussée à gauche beaucoup plus forte.

FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE EN GRECE POUR ALLER AU GOUVERNEMENT

Il faut appeler aux mobilisations intérieures en Grèce, appeler les communistes, les socialistes les radicaux de gauche ; les secteurs nationalistes de l'armée, des syndicats, à un front unique pour expulser l'impérialisme, pour développer l'économie, les droits démocratiques, pour développer socialement la Grèce. La seule manière de le faire, c'est d'expulser l'impérialisme, et d'étatiser les principaux moyens de production. Il ne peut pas y avoir de démocratie sans développement économique, sans participation des masses. Si le pouvoir économique est entre les mains du capitalisme, d'une alliance entre la bourgeoisie, les propriétaires fonciers, l'Eglise et l'impérialisme, il est impossible de développer la Grèce. Ce sont les capitalistes qui se développent et il va y avoir constamment dictature, dictature et dictature. La seule manière de développer la Grèce est de développer l'économie, tout en enlevant le pouvoir économique et financier a ceux qui font les dictatures et les guerres. L'impérialisme est faible et il faut lui enlever encore cette force. Il cherche à absorber ces pouvoirs pour essayer d'imposer à nouveau la dictatutre.

Tout gouvernement bourgeois doit inévitablement se maintenir au moyen de la dictature et de la répression contre les libertés. Le fait qu'il y ait constamment développement de coups d'Etats et recul se doit à ce que le capitalisme n'a plus de forces. Mais les masses n'ont pas non plus de direction. Il faut faire un front unique des partis ouvriers, des syndicats, des centrales ouvrières, des pâysans, des intellectuels, des étudiants, pour impulser le programme de développement économique du pays au bénéfice de la population, qui ne peut se faire qu'en étatisant les principaux moyens de production et en planifiant celle-ci sous contrôle ouvrier.

Les problèmes de la Grèce, de Turquie et de Chypre ne sont ni termines ni résolus. L'impérialisme attend le moment où il pourra affermir le coup et mettre en place un gouvernement de droite pour maintenir le contrôle militaire sur ces pays et empêcher un penchant à gauche.

Il faut appeler à faire un front unique de toutes les tendances de gauche, y compris avec l'appui de secteurs de la bourgeoisie de chaque pays, pour les libertés démocratiques, mais ce front doit être indépendant de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de celle de Grèce ou de celle de Chypre. Sinon, l'impérialisme sera toujours en conditions de recommencer et de gagner du temps. Nous appelons les partis communistes et socialistes à renforcer, avec les syndicats et les Etats ouvriers, le front unique sur un programme qui montre qu'il est possible d'avancer maintenant en Grèce vers l'établissement d'un gouvernement de gauche qui prépare les conditions pour des avancées beaucoup plus élevées dans la lutte pour éliminer le système capitaliste et vers des mesures socialistes, malgré la guerre civile que le capitalisme va déclencher.

Tout cela montre bien aussi la parodie que font les Nations Unies et les pays capitalistes, En quelques heures et sous la menace de l'intervention soviétique les troupes grecques ont du arrêter le massacre qu'elles étaient en train de faire. Pourquoi ne pas faire la même chose au Moyen Orient ? Pourquoi ne pas arrêter les Israéliens au Moyen Orient ? Ces faits indiquent les concessions, les épreuves de forces, que doivent supporter les yankees pour se maintenir. Nous lançons également un appel aux Etats Ouvriers pour qu'ils fassent au Moyen Orient la même chose qu'ils ont fait à Chypre.

L'impérialisme n'a pas de force, de capacité d'action ni de points d'appui sociaux, Il doit tout faire clandestinement. L'Union Soviétique — du fait du programme historique qu'elle représente et de la structure du processus — est obligée d'intervenir,, et elle va le faire. C'est un stimulant pour la lutte et la résistance des masses. Sans la pression de l'Union Soviétique, l'impérialisme aurait fait un coup dans toute la Méditerranée. Ceci veut dire que dans toute lutte des masses il faut compter sur l'intervention des Soviétiques. Malgré les divergences, les dissidences avec certains secteurs bureaucratiques de l'Union soviétique, cette dernière est obligée d'intervenir, elle doit appuyer — elle va le faire —, tout progrès de la lutte contre l'impérialisme. Elle ne le fait pas ouvertement, ni directement, ni de manière ininterrompue, mais c'est la ligne historique de l'Union Soviétique. Il faut compter avec ce fait dans ce processus.

25/7/74 J. POSADAS

VIENT DE PARAITRE

Le facteur délais dans la lutte pour la révolution et le socialisme

2mars 1974 J.Posadas

Les mobilisations paysannes...

rique Latine le démontrent.

Les mêmes motivations conduisent les paysans, à manifester avec leurs tracteurs sur les routes. Le capitalisme européen est en crise, il doit rationaliser, concentrer ses forces industrielles et agricoles. Pour maintenir son profit, il doit éliminer les petits paysans, qui chaque année ont de plus en plus difficile de survivre. La paysannerie sent que le capitalisme veut l'éliminer. Dans les discussions des organisations paysannes, il y a une élévation dans le programme : le Syndicat des paysans, le COMEPRA, a appelé à l'unification avec les Syndicats Ouvriers, à supprimer les dettes des paysans, à organiser des coopératives. Il est important que la FGTB et la CSC répondent à cet appel. Ce dont la bourgeoisie a le plus peur est de voir se réaliser le front ouvrier-paysans. Mais cela est déjà en train de se réaliser.

L'unification est l'arme la plus puissante dont dispose la paysannerie. Elle se réalise déjà directement avec la population. A Tournai, un camion de 5.000 Kgs de pommes de terre a été versé sur le marché, et une distribution gratuite d'oeufs s'est organisée. Et tout cela, dans un optimisme et une joie très grande, qui a fait baptisér l'opération "Sourire". En même temps, les paysans, se préoccupent des problèmes des autres secteurs de la population, parce qu'ils ont fait un appel spécial pour que ce soient les vieux, les pensionnés qui viennent chercher les oeufs et les pommes de terre.

La grève des Grès Guérin montre également que les conditions sont mûres, étant donné que c'est une petite usine, sans importance dans le cycle de la production, comme la métallurgie ou la sidérurgie. Toute la population, toute la classe a suivi et appuyé cette grève. Si le Tribunal ne déclare pas la faillite aujourd'hui, et si l'Etat va donner un prêt de 60 millions de Frs., pour continuer son fonctionnement, c'est par peur des suites que cela pourrait entraîner. Les 80 travailleurs de cette petite usine ont montré leur décision de lutte, leur passion, leur acharnement pour persister. L'objectif du capitalisme est de fermer l'usine, c'est ce qu'il voulait faire, et ce ce qu'il veut faire encore maintenant, parce qu'elle n'a plus d'intérêt pour lui.

Les discussions que les camarades de Grès Guérin font sont très importantes. Ils sont conscients que la solution aux problèmes de l'usine est la nationalisation sous contrôle ouvrier, mais qu'eux seuls n'ont pas la force et le poids, pour l'imposer au gouvernement. Il ne s'agit pas seulement de décision de combat, mais il faut organiser les forces dans toute la classe ouvrière pour imposer ce mot d'ordre. Les ouvriers prenaient l'exemple d'IMBRAMCO, disant que le Parti Socialiste a cherché à imposer la nationalisation, du pétrole et alors qu'il se trouvait au gouvernement, il n'est pas arrivé à l'obtenir. Par conséquent il serait très difficile pour une petite usine comme les Grès Guérin d'imposer la nationalisation. La télévision, se lamentait sur les "personnes" qui voulaient faire de l'affaire des Grès Guérin, un problème politique. Ce sont les ouvriers de l'usine qui les premiers discutent le problème de cette manière. La FGTB et la CSC doivent faire une discussion sur les problèmes des Grès Guérin, discuter l'autogestion, la nationalisation sous contrôle ouvrier, le front et le programme pour un gouvernement de gauche. Toutes ces mobilisations se passent en Belgique, comme une partie de la révolution mondiale. Au Portugal, le nouveau gouvernement a décidé de reconnaître l'indépendance aux colonies africaines. Partout l'affrontement s'aiguise, entre le régime capitaliste, l'impérialisme et les Etats Ouvriers et les masses du monde. L'intervention de l'Union Soviétique qui a appelé a évacuer toutes les bases et les troupes militaires de Chypre, la présence de sa flotte dans la Méditérannée a arrêté l'impérialisme dans son coup réactionnaire et l'a empêché de faire des massacres comme au Chili. Cela stimule l'intervention de courants révolutionnaires dans l'armée turque. Cette attitude de l'Union Soviétique, est un stimulant pour toutes les masses du monde, pour toute la classe ouvrière, pour la petite bourgeoisie. Cela élève la confiance, la sécurité de l'avant-garde communiste, des masse communistes dans la fonction historique de l'Etat Ouvrier qui doit tenir tête à l'impérialisme, qui doit se préparer à la guerre.

Toute cette situation mondiale exige des Partis Ouvriers et des Syndicats une réponse offensive, pour réaliser concrètement la volonté des paysans, des prisonniers, des ouvriers de Grès Guérin. Nous appelons la FGTB à répondre à l'appel de la COMEPRA, avec un programme d'expropriation du capitalisme de nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les usines en crise. Nous appelons la FGTB et la CSC à organiser le front ouvrier-paysan avec un programme : appeler à participer massivement à la manifestation de toute la paysannerie d'Europe décidée pour le mois de septembre, avec ce programme ! Organisation de coopératives agricoles avec contrôle ouvrier et paysan sur la production, élimination des dettes de tous les petits paysans, Nationalisation de toutes les usines liées aux problèmes agricoles (Engrais etc...) organisation de la vente des légumes, de la viande, de tous les produits agricoles par les Syndicats FGTB et CSC avec les syndicats agricoles et sous contrôle des ouvriers et des paysans. En même temps que faire cette campagne pour les petits paysans, nous appelons les Syndicats à faire une discussion dans toutes les usines sur l'expérience de Grès Guérin, le problème de l'autogestion, de la nationalisation sous contrôle ouvrier. Est ce possible ou non en régime capitaliste ?

Nous appelons également le Parti Socialiste, le Parti Communiste à discuter l'importance des rébellions dans les prions, et que la seule solution à tous les problèmes des paysans, des prisonniers, de toute la classe ouvrière et de la population exploitée est le Front de la gauche, avec un programme anticapitaliste. Il n'y a aucune solution intermédiaire possible. Le capitalisme est au bout du rouleau. Il est possible de réaliser le front de la gauche, pour un gouvernement de gauche maintenant. Toutes les organisations ouvrières doivent faire une campagne dans ce sens.

30/7/74

LES ETATISATIONS, LES DROITS DEMOCRATIQUES LE ROLE DES SYNDICATS ET LE PROGRES.....

mais cela ne représente pas un progrès pour l'économie. C'est une mesure qui facilite le maintien de la propriété privée, c'est-à-dire la propriété de ceux qui détiennent le pouvoir économique et qui cherchent ensuite à étendre ce pouvoir aux autres aspects de la vie du pays. Les masses, qui voient cela, ne peuvent pas faire entièrement confiance au gouvernement : c'est la raison pour laquelle celui-ci n'a pas l'appui ouvert des masses. Pour gagner leur confiance, il doit se montrer disposé à aller vers un processus plus profond d'étatisations.

En Argentine, les masses ont montré, en appuyant Péron, qu'elles attendaient de lui qu'il réalise cette tâche. C'est pour cette raison qu'elles ont appuyé Campora, et que celui-ci a pris une série de mesures anti-capitalistes, même s'il n'a pas pris de mesures plus complètes dans le domaine de l'économie. S'il n'a pas pris de mesures économiques directement anti-capitalistes, il a manifesté indirectement cette orientation en reconnaissant les Etats ouvriers et en établissant, au moyen d'une série de mesures, un certain monopole du commerce extérieur.

Telle est la mesure que doivent prendre maintenant les gouvernements péruvien et équatorien : monopole du commerce extérieur ! Les profits du commerce extérieur sont alors entre les mains de l'Etat qui peut les réinvestir pour développer le pays et améliorer les conditions de vie de la population. Il peut alors déterminer dans quels secteurs réinvestir et diminue ainsi le pouvoir de l'oligarchie, sa propriété. Cette dernière va saboter, c'est certain, elle va faire une contre-révolution et elle trouvera toujours dans l'APRA une tendance disposée à saboter. Mais il faut gagner la base de l'APRA et pour cela, le gouvernement doit lui démontrer qu'il est décidé à avancer dans la révolution, à prendre des mesures contre la propriété privée. L'expérience montre qu'il est possible de progresser et nos sections doivent faire des appels dans ce sens.

En même temps nous appelons le mouvement ouvrier à discuter, dans ses organisations, de l'application de ce programme. Il ne s'agit pas d'en faire une dispute et de s'allier avec l'opposition réactionnaire : il faut faire une campagne d'agitation pour que cette lutte soit menée de l'avant et créer au sein du mouvement nationaliste révolutionnaire de l'armée un courant disposé à avancer avec ce programme, sans pour autant cesser d'appuyer toutes les mesures concrètes et progressistes que prend ce gouvernement, qui sont assez nombreuses déjà.

L'activité indépendante des syndicats montre qu'il est possible d'aller beaucoup plus avant que ne le fait le gouvernement. Sa timidité, les limites de son action sont dues au manque de confiance politique, au fait qu'il ne sait pas où s'appuyer. Le mouvement ouvrier indépendant va lui donner cette confiance et ces points d'appui pour progresser sur la base de la conception de la nécessité de la propriété étatisée, de la planification de la production, de l'alliance avec tous les Etats ouvriers et du développement de la démocratie basée sur les ouvriers, les paysans, les étudiants. Tel est le véritable développement du Pérou. Il faut rechercher des alliances, des accords avec tous les Etats ouvriers, leur demander d'aider et d'appuyer la lutte des masses contre l'impérialisme, comme le fait en général le gouvernement du Pérou dans ses déclarations.

Il faut fournir un grand appui à Panama. La résolution avec laquelle ce petit pays affronte l'impérialisme yankee est un exemple pour tous les autres. C'est un petit Vietnam d'Amérique Latine et l'impérialisme guette l'occasion, les conditions, pour en faire réellement un Vietnam. Le fait que ce petit pays, qui dépend presque exclusivement du canal, ose mener la lutte contre l'impérialisme yankee et appelle à l'expropriation, à un renversement de l'impérialisme yankee, montre la situation existante, le niveau de décision qui vient du Vietnam, des luttes des masses du monde et qui impulse le progrès révolutionnaire en donnant à ces directions l'assurance nécessaire pour avancer. Aider Panama, c'est aider le développement de la lutte contre l'impérialisme dans toute l'Amérique Latine.

Il faut faire appel aux étudiants pour organiser des discussions sur les problèmes du progrès de la révolution, une discussion publique, dans laquelle le mouvement s'adresse au gouvernement, en appuyant toutes les mesures de celui-ci de progrès dans la révolution et en rejetant toute mesure, toute action qui défende, soutienne ou renforce les intérêts de la propriété privée et des grands propriétaires fonciers, allant ainsi contre le développement de la révolution. Il faut aider à une différenciation au sein des gouvernements militaires en aidant les ailes gauches qui veulent progresser mais qui se sentent entravées par les ailes droites, par les secteurs qui veulent limiter le progrès de la révolution, et menacées par la contre-révolution qui cherche à fomenter, à stimuler les tendances contre-révolutionnaires au sein de l'armée.

Il faut prendre des mesures au sein de l'armée elle-même. Introduire les droits civils et syndicaux, les droits politiques. Un citoyen ne perd pas ses droits parce qu'il est à l'armée. Pourquoi les perdrait-il, alors qu'il ne les perd ni à l'usine, ni à l'université ? Il faut maintenir les droits politiques et syndicaux des soldats et des sous-officiers, des officiers et augmenter, par conséquent, le poids au sein de l'armée des secteurs qui veulent appuyer les mesures révolutionnaires du gouvernement. Cela va heurter la structure de l'armée mais n'affectera en rien la fonction que celle-ci remplit. Cette fonction n'est pas conditionnée par la rigidité de la discipline militaire, mais par la conscience de ce qu'on défend et de ce qu'on soutient.

Les meilleures armées du monde sont celles qui défendent le progrès de la société : l'armée soviétique, chinoise, cubaine. Les masses cubaines ont vaincu l'invasion yankee à Playa Giron, les soviétiques ont vaincu l'armée nazie à Stalingrad, les chinois ont vaincu les yankees et Chang Kai Check. Les masses coréennes, qui n'avaient rien, ont battu la Corée du Sud qui avait l'appui de l'impérialisme yankee, et elles ont vaincu MacArthur. Tel est l'exemple que doivent avoir sous les yeux les militaires. Les Vietnamiens ont vaincu l'impérialisme yankee avec l'appui des soviétiques et des masses du monde, mais sur place, ce sont les vietnamiens qui ont gagné. Les masses du monde ne sont pas intervenues dans les affrontements militaires, mais les luttes sociales qu'elles ont menées contre l'impérialisme ont entravé l'action de celui-ci et l'ont empêché d'agir comme classe au Vietnam. Tels sont les exemples sur lesquels doivent s'appuyer les dirigeants révolutionnaires des armées et des gouvernements comme ceux du Pérou ou d'Equateur.

Notre section doit approfondir son intervention, faire sentir cette situation et appeler les militaires à cette lutte. Les syndicats doivent développer cette activité, voter des résolutions et lancer des appels à construire le Parti ouvrier basé sur les syndicats, ouvriers, paysans et étudiants. C'est la base pour développer la révolution au Pérou.

J. POSADAS.

26 novembre 1973.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Ed. responsable : Claudine Pôlet — 46, avenue Gillieaux — 6080 Montignies/sur/Sambre

LES PARTIS COMMUNISTES ET LE PROGRAMME POUR LE PROGRES GLOBAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

12 mai 1974 (pages centrales) **J. POSADAS**

Communiqué de la conférence du Comité Exécutif et du Secrétariat International élargi de la IVe Internationale

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 20 AOUT 1974 hebdomadaire N°225

VIVE LA GREVE DES OUVRIERES DE LA F.N. RECONNAISSANCE IMMEDIATE PAR LES SYNDICATS

L'EXPULSION DE NIXON ET LES PROJETS BELLIQUEUX DE L'IMPERIALISME YANKEE

9 août 1974 ***J. POSADAS***

La liquidation de Nixon est une accélération de la marche vers la guerre ; elle ne signifie pas pour autant une accélération du déclenchement de la guerre, mais bien que l'impérialisme se prépare à prendre la décision. Pour cette raison, les trois candidats à la vice-présidence sont tous des candidats de guerre : pétrole, acier, fabrication d'armes. Ils cherchent à avoir les mains libres, parce qu'ils en ont besoin, tant pour poursuivre cette politique de détente – qui est chaque fois moins détendue – que pour être prêts à la guerre. Mais en même temps, ils ne peuvent pas déterminer les délais. Aussi organisent-ils la liquidation de Nixon en lui rendant tous les honneurs, en lui laissant toucher son argent et partir, en l'accusant d'un chose infime, de façon à le garder sous la main et à ne pas en faire un ennemi. Cette chute, cette liquidation de Nixon, le genre du successeur, le trio placé à la candidature pour la vice-présidence, sont des indices que c'est la CIA qui gouverne les Etats-Unis ; celle-ci veut établir des conditions la rendant apte à décider, à n'importe quel moment, soit de poursuivre cette politique actuelle, soit de changer immédiatement de cap, pour imposer aux Soviétiques le fait que c'est elle qui va intervenir.

Il va y avoir une grande résistance à l'intérieur des Etats-Unis, parce que l'autre secteur de la bourgeoisie va voir que ceux-ci veulent la guerre, et va vouloir poursuivre l'expérience des relations avec l'Union Soviétique, et les autres Etats ouvriers. Il va y avoir une lutte très grande entre eux. Et cela va accélérer la concentration du pouvoir dans des mains chaque fois moins nombreuses, pour pouvoir décider la guerre, et le faire d'un seul coup.

Dix jours plus tôt, la "Pravda", qui transmettait le communiqué de la réunion entre Brejnev et Marchais, publiait en même temps un éditorial disant : "la guerre est possible". Ils faisaient cela en prévision de la liquidation de Nixon.

Pour le capitalisme mondial, l'impérialisme yankee est le chef ; le guide, l'exemple. C'est une dégradation quand il doit assister à la chute d'un président et à la mise en place d'un autre qui n'a pas été élu, mais nommé par eux-mêmes. Tous les pays capitalistes trouvent que c'est une bonne chose, parce que, indépendamment de celui qui est président, ils approuvent la fonction pour laquelle le nouveau président a été élu. Ils n'applaudissent pas le fait d'écarter Nixon parce qu'il est responsable du Watergate. Personne ne s'y réfère, et personne ne dit concrètement ce qu'est le Watergate. Tous les pays capitalistes du monde applaudissent et se concentrent pour stimuler l'impérialisme yankee à prendre des mesures plus concentrées afin d'arrêter l'avance de la révolution, des Etats ouvriers. Autrement, la chute de Nixon n'a aucun sens. Qu'a fait Nixon pour qu'on le destitue ? Watergate. Et quel procès lui a-t-on fait ? N'ont-ils pas fait pire au Vietnam ? Les assassinats des militaires au Vietnam sont pires que Watergate. Mais ce qui les pressionne bien fort, c'est le danger d'une dictature militaire, d'un coup militaire. C'est pourquoi ils ont agi ainsi.

Un coup d'état militaire était possible.

Quand le capitalisme mondial fait bloc face à l'expulsion de Nixon, s'en fait complice et déclare nécessaire sa liquidation parce que "finalement ce type avait dit des mensonges", (alors qu'hier encore il lui rendait hommage), c'est parce qu'il fait bloc derrière le chef qui lui prépare la guerre atomique ; ils voient qu'en Allemagne, en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique, ils n'ont pas d'issue avec les moyens normaux. En liquidant Nixon, ils placent une bombe comme celle que les fascistes ont mis dans le train en Italie. C'est la même ! La liquidation de Nixon représente pour eux une solution, qu'ils ne trouvaient pas au moyen des bombes en Italie : un gouvernement fort, une issue de force, la guerre. Tout le capitalisme s'est associé à cela ! Ils se déguisent, ils mentent tous comme des arracheurs de dents ! toute la presse capitaliste ment ! Ils disent dans un même choeur, que c'est une conclusion démocratique : "voyez, on change démocratiquement de président ! " Mensonge. Personne n'a élu Ford, c'est un type qui a été choisi par eux-mêmes. Ils l'ont choisi après avoir liquidé le précident, Agnew, à qui devait revenir logiquement le poste de vice-président.

Ce sont les mêmes qui ont fait des massacres au Vietnam, en Amérique Latine, au Moyen Orient. Ce sont les mêmes ! Ce sont les mêmes qui cachent les assassinats commis par les israéliens au Liban, quand ils lancent des bombes sur un camp et assassinent des centaines de gens ! Ce sont les mêmes qui ont assassiné 35 enfants – tous israéliens pourtant – dans un collège, pour justifier la guerre ! Comment croire que la capitalisme s'associe à un "fait démocratique". Qu'est-ce que cela a de démocratique ! On liquide un président qui appartient à un secteur de l'économie voulant s'arranger avec les soviétiques. Rien de plus ! Ils ont liquidé le président qui menait cette politique et en qui les soviétiques voyaient un moindre mal ; ils veulent mettre à sa place un président prêt à tout. Cela indique que le capitalisme sent qu'il entre dans une crise dans laquelle il ne pourra pas résister. Cette crise est unie à la crise du capitalisme en Europe !

En Italie, en France, Belgique, Angleterre, Allemagne, le capitalisme est en crise, il perd a tous les coups ! Ils est constamment assiégé, assiégé ! Il a essayé d'instaurer le fascisme, il fait sauter des bombes, il massacre, et il a perdu ! Les masses ne se laissent pas intimider par lui, au contraire, elles progressent. Et eux-mêmes voient qu'ils perdent continuellement, tant politiquement qu'électoralement ! Ils cherchent donc une issue d'ensemble, capable de donner une certaine confiance au capitalisme. Pour cela : un président "bon à tout faire". Celui-ci ou un autre. Ils peuvent très bien tuer celui-ci et en installer un autre plus tard ; ou installer n'importe qui comme vice-président : Rockefeller ou n'importe lequel d'entre eux.

Cette mesure que prend le capitalisme répond à une préparation de plusieurs années. Ils avaient fait la même chose avec Kennedy. Quand ils ont assassiné Kennedy, c'était la même conclusion. Ils l'ont tué pour l'empêcher d'aller plus loin avec les Soviétique. Ce qu'ils font maintenant, est un avertissement aux Soviétiques, afin de contenir ceux-ci. Cela ne signifie pas nécessairement la guerre tout

(Suite page 2)

S'appuyer sur la crise que demontre la chute de Nixon pour mener une offensive vers le front de la gauche !

EDITORIAL

La destitution de Nixon montre que le capitalisme mondial et l'impérialisme yankee en particulier sont au bout du rouleau, et se préparent à l'affrontement mondial contre les masses dans les conditions d'insécurité, de peur, de manque de confiance dans leur propre avenir. A Chypre l'OTAN, le Pentagone, la CIA ont voulu tenter un nouveau coup comme au Chili. Ils ont échoué. Maintenant ils liquident Nixon pour se mettre dans des conditions plus favorables pour la préparation de la guerre. L'impérialisme américain, en destituant Nixon cherche à imposer un président, une équipe capitaliste, aux Etats-Unis et face au capitalisme mondial, plus disposée à préparer et lancer la guerre à n'importe quel moment contre les Etats ouvriers et contre les peuples du monde qui luttent pour le socialisme. Le système capitaliste est en faillite et subit de nouveaux échecs et reculs sans arrêt : la reconnaissance du droit à l'indépendance des colonies par le Portugal, l'expropriation des principaux journaux de la bourgeoisie au Pérou, la nationalisation du pétrole et des moyens d'information parlée et TV en Argentine en sont de récents exemples.

La bourgeoisie, l'impérialisme, soutiennent et financent des équipes d'assassins fascistes dans le monde, et en particulier en Europe, comme le montrent les attentats criminels contre le train de vacanciers en Italie, les coups de main meurtriers en Irlande, ou la continuation des bombardements commis par Israel contre les villages palestiniens et les villes du Liban ; la destitution de Nixon et la pression sur le nouveau gouvernement américain font partie de tous ces plans mondiaux de l'impérialisme contre les masses.

Le capitalisme a perdu sa force sociale ; les couches de la société qui auparavant étaient sa base d'appui social se révoltent contre lui, des militaires, aux prisonniers et aux paysans.

En Belgique, les mobilisations des paysans sont très importantes. Non seulement ceux-ci se dressent contre les conditions de vie insupportables qui leur sont faites à cause de la crise capitaliste, mais ils cherchent à s'unir à la classe ouvrière ils adoptent ses méthodes de lutte, ils rompent avec leurs organisations traditionnelles réactionnaires, ils forment des syndicats de lutte de classe et accusent le capitalisme d'être responsable de leur situation pénible. Ces mobilisations ont une importance d'autant plus grande que les paysans ne représentent pas un secteur important dans la population active, dans l'économie du pays. La décision avec laquelle ils continuent la lutte et cherchent leur unification avec la classe ouvrière, exprime un niveau de conscience qui n'est pas seulement le leur, c'est le niveau, le désir de toute la population exploitée de donner une issue à la

(Suite en page 5)

L'EXPULSION DE NIXON...

(suite de la page 1)

de suite, mais ils avertissent les Soviétiques qu'ils sont disposés à aller jusqu'à la guerre pour obliger ceux-ci à céder sur beaucoup de points.

Nixon, dans son discours d'adieu, a parlé comme quelqu'un qui ne mériterait pas d'être destitué. Si Ford poursuit la même politique, pourquoi ont-ils destitué l'autre ? Tous ceux qui entrent maintenant au gouvernement sont des anti-soviétiques. Nixon, par contre, menait une politique d'arrangements. Il jouait la comédie, mais il essayait de contenir les Etats ouvriers, de commercer avec eux et de prolonger les délais de la guerre. Mais la CIA voit que la préparation de la guerre elle-même lui échappe des mains et que la révolution avance dans le monde entier. Elle avance, elle avance irrésistiblement : en Grèce, au Portugal ; et maintenant il y a aussi l'Espagne, la Turquie. Ils voient qu'ils perdent tout le contrôle.

Si Nixon devait être accusé pour fraude, il fallait lui faire un procès. Cependant, une fois qu'il a démissionné, tout est fini ! Cela veut dire que l'objectif était simplement de le chasser pour installer un président "bon à tout faire", c'est à dire plus proche de la décision de l'équipe militaire. Cela équivaut à un début de coup d'état. Un journal soviétique a affirmé récemment qu'un coup d'état était possible.

• Personne n'explique pourquoi on a chassé Nixon. Est-ce un problème de tables d'écoutes ? Ce n'est pas une raison. On ne met en cause ni sa politique extérieure, ni sa politique économique, ni la situation économique. Il n'a pas été jugé pour les motifs pour lesquels on devrait juger un président. La bourgeoisie veut un président pour diriger la politique, l'économie. Cela lui est égal, s'il a fait de l'espionnage téléphonique. Ce qui l'intéresse, c'est sa gestion économique, sa politique mondiale. Et dans ce cas, ce qui l'interesse fondamentalement c'est : quelle relation y-at-il avec les Etats ouvriers. Ils ne disent pas un mot de tout cela. Mais, tous ceux qui sont venus maintenant à la place de Nixon sont de la CIA. Ils maintiennent Kissinger pour faire semblant de poursuivre la même politique ou pour ne pas se présenter en opposition aux Soviétiques, parce qu'ils ont besoin de contenter l'Union Soviétique. Mais combien de temps Kissinger va-t-il durer, c'est autre chose. Kissinger peut aussi changer de politique. Celui-ci n'est que le représentant de la politique qu'on lui dit de suivre. C'est un voyageur de la mort, qui, cette fois, va aller a son propre enterrement.

Tout le capitalisme mondial applaudit : ' Nixon est parti, c'est très bien, c'est un triomphe de la démocratie ! " ... que signifie la democratie ? quel programme, quelle politique ? Tout le capitalisme mondial est complice de l'impérialisme yankee qui cherche à former un gouvernement plus résolu à contenir le processus de la révolution. Ce qui se passe pour le moment dans l'armée hollandaise est bien clair : les soldats ont obtenu une organisation syndicale et politique mettant en péril le fonctionnement monolithique de l'armée. Et il ne s'agit pas d'une armée quelconque : c'est une armée qui a des origines impérialistes. Il en va de même pour l'armée portugaise. Ce fait exprime l'influence de la révolution, même dans les armées qui exerçaient une fonction impérialiste. Cela indique les possibilités énormes qui existent pour influencer les partis communistes et pour développer les Etats ouvriers, et si la guerre vient, pour développer la révolution dans le monde entier.

Dans son discours, Nixon affirme la poursuite des accords avec les Etats ouvriers, l'Union Soviétique et autres. Par contre, la seule chose qu'on connaît de ce Ford, c'est qu'il a été joueur de rugby ! La haute finance ne peut pas installer un président quelconque. La présidence des Etats-Unis doit être celle des hautes finances : le pétrole, les armes, l'acier. Ce sont eux qui décident de l'économie aux Etats-Unis ; ils ont le grand capital, qui est le levier de toute l'économie. Voilà qui a élu ce président. Ils n'ont pas chassé Nixon à cause de sa gestion économique, politique. Ils n'en disent même pas un mot. Ils disent seulement : Watergate. En fait, la politique de Nixon représentait un secteur de la bourgeoisie qui voulait gagner du temps et, dans ce but, s'appuyait sur les Etats ouvriers. Pour cette raison, lors des dernières élections, l'Union Soviétique a appuyé le triomphe de Nixon, et non l'autre candidat, parce que Nixon lui garantissait cette politique, tandis que l'autre pouvait, sous l'influence de la haute finance, développer une politique de guerre plus directe.

Ils espéraient que Nixon tienne jusqu'à la fin de l'année. Mais après les évènements de Chypre, ils ont tout accéléré en une semaine. Après Chypre, un autre boomerang leur est tombé dessus. L'intervention de l'URSS à Chypre a accéléré tout ce processus. L'impérialisme voit l'attitude des Soviétiques : il voit qu'une aile se rend compte de quoi il s'agit, et veut pousser plus loin. La "Pravda" déclare que la guerre est possible. Les événements de Chypre démontrent que l'impérialisme n'a pas de force pour décider : Chypre, le Portugal, l'Espagne, la Turquie : tout lui tombe dessus en même temps. Dans le processus qui s'élève, le contrôle du monde leur échappe des mains, tandis que le processus de révolution mondiale augmente. Il faut répéter : cela ne signifie pas le déclenchement immédiat de la guerre, mais la mise en place d'un cabinet prêt à tout, et qui accélère la centralisation es leviers de commande de la guerre. L'impérialisme yankee met en évidence toute sa crise : c'est ainsi qu'il doit résoudre les problèmes ; il ne peut plus les résoudre par une destitution pure et simple, ou par un coup d'état. Voilà avec quelle faiblesse ils doivent se présenter face au monde capitaliste !

Le fond de toute cette situation, c'est que l'impérialisme essaie de donner plus de confiance au capitalisme mondial pour affronter le développement de la révolution. Mais il faut tenir compte que ce n'est pas eux qui décident du chemin à suivre. Ils sont obligé de prendre des mesures en imposant brutalement. Mais ils prennent des mesures qu'ils ne peuvent pas dominer et qui peuvent avoir d'importantes conséquences. Ils auraient voulu instaurer le fascisme en Italie, en France, ils ont échoué. Les masses les ont fait échouer. Mais ils se préparent aussi pour opérer des changements. Cela ne veut pas dire que ces changements vont nécessairement se produire, et à court délai. Mais ils font des préparatifs de guerre. C'est ce qu'ils font depuis l'assassinat de Kennedy. Onze ans ont passé. Ils avaient assassiné Kennedy pour l'empêcher de poursuivre sa politique. Mais ils ont dû attendre encore 11 ans. Les secteurs qui leur résistent aux Etats Unis sont assez forts. Et maintenant ces types ont dû faire cette comédie de faire partir un président pour en installer un autre, qu'ils vont bientôt chasser à son tour.

Il faut s'attendre à ce que les Soviétiques tirent des conclusions ; ils vont répondre de la même manière. Une lutte intérieure va se développer parmi les Soviétiques. La chute de Nixon se produit juste au moment où l'URSS considère que les conditions existent pour installer un président qui fasse plus de concessions et pour empêcher d'aller plus loin, le secteur de l'armée soviétique qui veut mener une politique plus dure.

Aux Etats-Unis ils procèdent à cette liquidation ; mais la révolution avance dans le monde entier : dans toute l'Amérique Latine, le front anti-impérialiste avance ; au Moyen Orient un front assez conscient est en train d'avancer, sous la direction indirecte de l'Algérie ; l'Irak aussi pèse assez bien dans ce front. Le mouvement ouvrier est dans un processus d'élévation irrésistible. Le capitalisme voit qu'il ne peut contenir ce processus et il prépare donc la guerre. Les faits actuels sont une préparation de la guerre. Cela ne veut pas dire que la guerre va éclater demain, ni dans un mois, dans un an ; ce sont des préparatifs de guerre. Ils auraient déjà dû faire la guerre plus tôt. Son ajournement leur a été imposé. Mais cela ne va pas durer indéfiniment. Quand les Soviétiques disent, à plusieurs reprises : "la guerre est possible", c'est parce qu'ils voient, eux aussi, que la guerre est possible. Même si la guerre n'éclate pas tout de suite, ces événements signifient une concentration du pouvoir de décision de la guerre.

La chute de Nixon – il ne s'agit pas d'une démission, mais bien d'une chute ! – est un aspect de la crise du capitalisme nord-américain, qui est partagé entre la décision d'aller à la guerre maintenant, ou de gagner du temps en faisant la détente, les accords avec les soviétiques. Il va se produire une concentration du pouvoir de ceux qui décident la guerre. Mais, dans les partis communistes, également, il va se produire une concentration de la décision des secteurs opposés à ceux qui tentent d'esquiver la réalité, de ne pas la voir et ont peur ; au contraire, ces secteurs voient que les changements aux Etats-Unis ne visent pas à respecter simplement la démocratie, mais à laisser les mains libres aux secteurs qui vont décider de la guerre.

Nous entrons dans une étape de crise plus aigüe, qui ne va pas s'exprimer immédiatement. Il paraît même que Ford va se rendre en Chine. Il y va pour faire semblant, face à la petite bourgeoisie américaine et mondiale et face à la bourgeoisie, de mener une politique de détente, d'accords ; mais il y va aussi pour essayer d'utiliser au maximum les divergences sino-soviétiques, qui seront un des indices de la décision de la guerre.

Tout grand événement historique, comme celui-ci met en évidence des divergences de position dans les Partis Communistes. La faible attitudes des partis communistes face à la destitution de Nixon, indique que ceux-ci ferment les yeux pour ne pas comprendre que ce changement signifie un risque, un danger, une menace de préparation de guerre, tout comme ils ferment les yeux, dans chaque pays, devant la possibilité de prendre le pouvoir. Ils redoutent de tirer cette conclusion. Cependant, l'Union Soviétique, le PCUS ont conscience de ce dont il s'agit. Même s'ils ne le déclarent pas, cet événement va accélérer la conclusion de ce que la guerre est possible. Il faut discuter dans les Partis Communistes, persuader, convaincre, montrer qu'il s'agit d'un pas vers la guerre, sans que cela signifie la guerre dans l'immédiat. Les Partis Communistes n'ont pas tous les mêmes positions : cela indique la diversité de développement, d'intérêts, des Partis Communistes. Mais ils vont se heurter aux Etats ouvriers, à l'Union Soviétique. Celle-ci va obliger tous les partis communistes à s'unifier. Cela ne veut pas dire que les Soviétiques vont faire la guerre, ni qu'ils vont la déclarer maintenant. Ils vont essayer de contenir ce processus en faisant des concessions, des alliances, des arrangements avec l'un ou l'autre secteur bourgeois, avec l'un ou l'autre secteur du capitalisme.

Les partis communistes, les partis socialistes doivent appeler au front-unique, à une politique de front-unique, sur la base d'un programme pour le progrès de la lutte anticapitaliste. Ce n'est pas vrai qu'il s'agit d'un triomphe de la démocratie. C'est un coup porté par la haute finance. Ils ont destitué un président qu'ils avaient élu, et ont installé un vice-président qui n'a été élu par personne, désigné par eux-mêmes. Ils vont installer un président et un vice-président choisi par la haute finance. Où est la démocratie ? Cela n'a rien à voir avec les droits démocratiques. C'est le droit que s'arrogent les grands consortiums, qui prennent cette résolution, sous le nom de démocratie. On ne peut espérer que l'impérialisme respecte les droits des masses. Ce sont les mêmes assassins qu'au Vietnam ! Celui qui est président maintenant est un champion de la guerre du Vietnam, de l'invasion de l'Asie, Afrique, Amérique Latine, un anti-noir, un anti-démocrate. Où est le triomphe de la démocratie ? Quand la presse capitaliste dit que c'est un triomphe de la démocratie, elle ment, pour tromper la petite-bourgeoisie, par faire croire que c'est cela, la démocratie. Le grand capital assume un contrôle plus direct. Il fait cela au lieu de faire un coup d'état. C'est un coup camouflé.

Il faut appeler à développer le front unique en Europe pour faire avancer la lutte pour des gouvernements de gauche, des gouvernements ouvriers et paysans, pour un programme d'étatisation des principaux moyens de production, des finances, pour affaiblir et liquider le pouvoir du capitalisme. Ils vont essayer de renforcer, de ranimer le capitalisme, provoquer des affrontements contre la classe ouvrière. Il faut expulser l'OTAN de toute l'Europe, chasser la présence nord-américaine de toute l'Europe et du monde ! Ces faits démontrent la faiblesse du capitalisme, et en même temps, sa préparation en vue d'actions plus concentrées et centralisées. Mais ils démontrent avant tout sa faiblesse. Il faut profiter de cette situation.

En Europe il faut mener une politique en vue d'expulser l'impérialisme, il faut chasser l'OTAN de toute l'Europe et du monde, faire un plan de lutte pour le gouvernement de gauche, sur la base d'un programme d'étatisation des principaux moyens de production et d'échange. Telle est la conclusion : un programme de front-unique des socialistes, des communistes, des syndicalistes, catholiques de gauche, nationalistes. Voilà l'objectif qu'il faut poursuivre. Et faire un appel à l'unité Chine-URSS et de tous les Etats ouvriers, et prévoir que l'impérialisme peut prendre des mesures en vue d'accélérer la préparation de la guerre.

9.8.74 J. POSADAS

LE PARTI COMMUNISTE, L'OTAN ET LA DISSOLUTION DES PACTES MILITAIRES

Cet article a comme objectif essentiel se répondre à une lettre d'un militant communiste par laquelle ce camarade pose que Lutte Ouvrière défend une position erronée dans son éditorial, attribuant à tout le Parti Communiste, une intervention faite par le camarade Van Geyt président du PC au Parlement.

En effet, l'article dit "le Parti Communiste, au travers de l'intervention du camarade Van Geyt, défend la sécurité collective". Notre objectif n'est pas de dénigrer le Parti Communists, ni de dire que les militants qui ont, avec leur parti, organisé des manifestations contre l'OTAN, fait des dizaines d'affiches, sont pour la défense de l'OTAN. C'est certain que Van Geyt est aussi contre l'OTAN, de même qu'il appuie l'Union Soviétique ; nous sommes d'accord avec cela. Mais ce dont il s'agit, ce n'est pas de mesurer ces aspects en général. Mais il faut mesurer jusqu'à quel point la direction du PC, qui veut paraître plus liée au PSB, s'adapte aux positions de l'appareil socialiste, dans l'intention de se montrer plus "sérieux" ou plus "acceptable" dans ses prises de positions.

Au lieu de s'adapter, le Parti Communiste, pour impulser la gauche socialiste, doit être un contre de discussion d'idées, de propositions, de polémique, de défense des principes marxistes. Comment la gauche socialistes et chrétienne développera-t-elle sa propre assurance quand elle voit les militants et le Parti Communiste être contre l'OTAN dans leur programme et qu'au Parlement les députés communistes disent que l'objectif n'est pas directement de chasser l'OTAN. Au contraire, au Parlement, les députés doivent dénoncer en permanence quel a été le rôle de l'OTAN ; dénoncer que l'OTAN est une organisation pour préparer la guêrre contre les Etats ouvriers, contre l'URSS et pour servir à la répression des masses, pour soutenir la politique de l'impérialisme yankee ; dénoncer son rôle dans la tentative de coup d'Etat à Chypre ; de même au Moyen Orient : pendant la guerre d'octobre les bases de l'OTAN servent à armer l'armée d'Israel. Il faut maintenir constamment ces arguments, ces explications, et les unir aux appels au front unique que fait le Parti Communiste.

Mais il est indéniable que le camarade Van Geyt a prononcé cette déclaration au Parlement. Nous ne voulons pas dire que la direction du Parti n'est pas contre l'OTAN. Nous connaissons assez le camarade Van Geyt pour savoir qu'il est contre l'OTAN, mais il est amené à adopter de telles positions par une attitude opportuniste envers le Parti Socialiste, envers son appareil, sa direction. Le PC fait cela parce qu'il se sent un petit Parti et croit qu'il doit s'adapter, se soumettre au "grand" parti socialiste. Ce n'est pas vrai. On peut faire des accords sur certains points, comme par exemple l'appel qu'a lancé le Bureau Politique du PCB "d'unir les forces ouvrières et démocratiques sur la base d'un programme commun". Nous sommes d'accord. Mais faire des accords sur certains points ne signifie pas changer ceux du Parti Communiste.

Une autre position, liée au problème de l'OTAN, est "la dissolution des blocs militaires" et en particulier le retrait des flottes de la Méditerranée - américaine et soviétique. Un article du "Drapeau Rouge" – relatant qu'en Italie une pétition circule parmi les partis de gauche pour demander le retrait de toutes les flottes de la Méditerranée, inclus la flotte soviétique – pose que la flotte soviétique doit se retirer également. C'est absurde. On ne peut défendre une telle position et ne pas expliquer quelle est celle du Parti. Il apparaît de toute évidence que l'auteur de cet article défend une telle position. Il faut au contraire, poser quel est le rôle de la flotte soviétique en Méditerranée et dire qu'elle doit y rester, tant que l'impérialisme et l'OTAN existent, et

Suite page 5

LES PARTIS COMMUNISTES ET LE PROGRAMME POUR LE PROGRES GLOBAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

(Exposé à la conférence du Comité Exécutif International et du Secrétariat International élargi de la IVe Internationale)

12 mai 1974

J. POSADAS

A chaque étape de l'histoire, à chaque instant, à chaque période, correspondent une observation du processus, une analyse d'ensemble de quelles sont les forces qui interviennent, quels sont les facteurs essentiels, comment ils incident et quel est le poids décisif qui determine le cours de l'histoire en entrainant les secteurs moins avancés.

Hormis nous, aucune organisation au monde ne se préoccupe de faire un bilan, une analyse mondiale du processus de la révolution : comment incide-t-il ? Comment s'auto-influence-t-il ? Quel developpement le poids des Etats ouvriers connait-il ? Quel est celui des Etats révolutionnaires ? Comment le proletariat d'Afrique, d'Asie, d'Amerique Latine, d'Europe, du Japon, influe-t-il ? Quel est le poids déterminant de sa contribution à l'histoire? Quels en sont les enseignements? Quelle est la concentration des forces qui determinent ce processus ? Quelle politique faut-il mener face à la situation de crise complete, totale du système capitaliste, depuis le point de vue economique jusqu'au Watergate ? Il ne reste pas une seule phase, un seul refuge du systeme capitaliste, pas un seul de ses moyens de communications ou de relations qui ne soit taraudé par la crise, et completement ! Le capitalisme n'a plus une seule initiative dans l'histoire ! Tout ce qu'il peut encore faire c'est la guerre, envanir des pays, vendre des armes ! Il n'a plus une seule initiative pour répondre au cours en progrès ascendant de l'histoire.

Par contre, les Etats ouvriers prennent des initiatives. Les masses du monde, aussi . : Portugal, Japon, Niger, Mexique, Argentine. Dans n'importe quel endroit de tous les continents, ce sont les masses, les Etats revolutionnaires et les Etats ouvriers qui ont l'initiative pour etendre, impulser et generaliser le progres economique, social, politique, revolutionnaire. Quelle est l'etape que nous vivons actuellement? L'imperialisme va-t-il y repondre par la guerre ou va-t-il accepter ce recul et sa crise? Qu'est-ce qu'il recherche a travers cette combinaison d'alliance, d'accord avec les Etats ouvriers ? Avec l'Union Sovietique ? Que recherche-t-il ? A quoi pretend-il ? A susciter la guerre, ou a vivre eternellement ainsi à l'avenir, ou encore a laisser passer cette etape ? Quelle sont les intentions de l'imperialisme et que veut-il la paix ou la guerre ? La question est absurde: il prepare la guerre ! Aucun regime n'abandonne l'histoire sans utiliser tous les moyens dont il dispose pour se defendre.

Que se passe-t-il dans les Etats ouvriers ? Une correction y est en cours. Il y a des changements, reorganisation des équipes dirigeantes et des programmes economiques et politiques. Que se passe-t-il en Chine ? La Chine est isolee du mouvement mondial de la revolution, elle intervient avec retard et superficiellement, et n'a aucune initiative. Elle marche en queue et se consacre à attaquer l'Union Sovietique. Que se passe-t-il en Amerique Latine ? Quelles sont les forces qui y impulsent le progrès de la révolution ? Comment celui-ci incide-t-il sur les Partis communistes, socialistes, sur les mouvements nationalistes, les catholiques de gauche, les militaires ? Ce processus a-t-il une influence sur eux ou sont-il passifs ?

Il est necessaire de procéder à une observation de ce processus combiné et mondial. Il est nécessaire d'en tirer les conclusions programmatiques et politiques . Il ne faut pas se contenter de l'observation, mais quelles conclusions en déduire? Une révision de la politique s'impose-t-elle ou celle-ci se trouve-t-elle au contraire réaffirmée ? Quel est le programme, quelle est la politique, quel est le dynamisme de cette étape et quelles sont les périodes qui s'ouvrent devant nous? Il y a maintenant dans le monde une structure. C'est elle qui détermine le cours de l'histoire : 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, de puissants mouvements communistes, socialistes, nationalistes, en France, en Italie, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre au Japon, en Amérique Latine. Un tel processus n'a-t-il pas d'influence sur l'histoire ? S'agit-il d'un processus particulier, partiel, dans chacun de ces pays ou s'agit-il, au contraire, d'une structure du monde qui détermine, pour chaque pays, un cours donné du processus de la révolution? Il faut en discuter.

C'est ainsi qu'on discutait au temps de l'Internationale Communiste. Cela ne se fait plus aujourd'hui parce que ni les Partis communistes, ni les Etats ouvriers n'ont à leur tête une direction qui comprenne ce processus et qui le représente à cette étape de l'histoire. Il n'est pas possible d'intervenir sans un programme global qui permet de comprendre que le cours des évènements en France, en Italie, en Europe, fait partie d'un processus mondial, qui alimente la crise du capitalisme dans chaque pays.

Ce n'est pas une crise qui a ses racines en France ou en Italie. C'est une crise mondiale qui alimente celle de France et d'Italie. Les partis communistes, socialistes, nationalistes ou catholiques de gauche se basent-ils sur ce processus, afin d'y répondre ? C'est vrai mais de façon très éloignée. Par exemple, les réunions tendent à donner une réponse. Mais il n'en est pas sorti un programme d'interprétation et d'action pour l'ensemble du processus. Il en est émané des commentaires dans chaque pays, à travers lesquels chaque parti communiste participant tire les conclusions pour son propre pays et encore, de façon très lointaine ! Il n'y a pas d'appréciation globale du processus, afin de pouvoir compter sur lui et sur son influence à l'intérieur de chaque pays. L'histoire est un tout, elle n'est pas divisée, mais totalement unie.

Ce qui est en train de vaincre Nixon et l'impérialisme, ce qui les assiège - ils sont encerclés — c'est le cours mondial de la révolution. Ce sont les masses et les capitaines du Portugal qui expriment le souffle, l'impulsion énorme de la révolution, et, simultanément, la désintégration du système capitaliste.

Ceci ne provient pas de l'intérieur du Portugal : c'est le produit d'un rapport de forces mondial, qui part du Mozambique, d'Angola, de Guiné Bissau, du Cap vert, de la lutte des mouvements de guerillas, des mouvements révolutionnaires et qui s'étend à la lutte des masses du viétnam, du Moyen-Orient, d'Amérique Latine, de France et d'Italie.

C'est ce rapport de forces qui contient le capitalisme, réduit ses forces, l'empêche d'agir librement, le ligote, le triture. C'est ce qui empêche l'impérialisme de faire des plans.

Le voyage et les parodies que vient de faire ce singe de Kissinger le montrent. Ce n'est pas du Portugal que le processus surgit; mais du monde et, entre autres, des masses et des mouvements de guerillas d'Angola et de Guinée Bissau.

Dans le cours de ce processus, il est possible de compter sur des forces qui ne nous appartiennent pas, qui ne sont pas non plus celles des Partis Communistes, mais qui existent dans le monde. Ce sont ces forces qui acculent le capitalisme, le ligotent, l'empêche d'agir et de coordonner ses forces.

C'est ce qui permet le développement, dans certains pays très arriérés comme le Portugal, de soulèvements révolutionnaires. Ce processus n'est pas automatique mais tel est le développement dialectique de l'histoire.

Au Mexique, il n'y a pas les forces suffisantes pour mettre sur pied un gouvernement ouvrier et paysan, mais ces forces existent dans le reste du monde. Cela veut dire que le capitalisme mondial n'a pas le moyen d'intervenir à l'interieur du Mexique, que ce soit par des investissements, par des interventions militaires ou par des pressions. Les couches, les secteurs au moyen desquels l'impérialisme pourrait faire pression, lui résistent et le rejettent, qu'il s'agissent de la petite bourgeoisie, de la paysannerie ou des secteurs les plus faibles du capitalisme. Sans quoi, le capitalisme aurait déja étranglé le Mexique. Ce dernier est une révolution interrompue. La Bolivie aussi. Nous avons employé pour la première fois cette qualifi - cation de "révolution interrompue" parce que les conquêtes mondiales de la révolution se spécifiaient au Mexique et en Bolivie: réforme agraire, nationalisation des secteurs fondamentaux de la production et de la banque, en Bolivie : nationalisation des mines, organisation de la COB (centrale ouvrière Bolivienne, centrale unique) milices ouvrières et paysannes. En Bolivie, les masses n'ont pas pu impulser plus loin la nationalisation des mines, mais le capitalisme n'a pa pu non plus les rendre à la propriété privée. La force du prolétariat minier, en Bolivie, était inférieure à celle du capitalisme, il n'avait pas de direction ! Mais le capitalisme n'avait pas assez de forces à échelle mondiale pour imposer le retour des mines à la propriété privée. Partout dans le reste du monde, les Etats ouvriers, les luttes des masses d'Amérique Latine et du monde se développent,. C'est ce qui a empêché le capitalisme d'agir impunément. Il a été contenu, pratiquement et concrètement.

La même chose au Mexique. Les masses n'ont pas pu continuer à avancer au Mexique et en Bolivie, mais elles l'ont fait dans le reste du monde. Elles ont avancé dans les Etats ouvriers , elles ont progressé concrètement et effectivement dans tout le monde: il y a maintenant plus de nationalisations et d'étatisations, plus d'Etats révolutionnaires, une plus grande avancée et un plus grand progrès des Etats ouvriers. Toutes ces conquetes pesent sur l'histoire de maniere economique, sociale et politique, créant un rapport de force qui empeche le capitalisme d'intervenir. Voilà où nous en sommes maintenant.

Au Mexique, après la révolution et la présidence de Cardenas, apres la remise de terres et les étatisations, le prolétariat n'a pas eu la force de continuer. Le capitalisme s'est lancé pour reduire les moyens de production étatisés à la propriete privée, mais il n'a pas pu le faire. Le prolétariat mexicain n'avait pas assez de force, pas assez de poids, la paysannerie non plus, mais ces forces existaient dans le reste du monde : Les Etats ouvriers et les luttes des masses empechaient que le capitalisme puisse agir impunement, le liaient economiquement, socialement et politiquement . C'est ce rapport de forces mondial qui a empeche que le capitalisme ne retourne à la propriete privée. C'est la raison pour laquelle c'est une « revolution interrompue ». Les masses n'avaient pas assez de forces au Mexique, mais elles les avaient dans le reste du monde, des forces qui ligotent le capitalisme, en particulier l'existence des Etats ouvriers et entre eux, celle de la Chine et de Cuba.

Telle est la situation actuelle. C'est un processus mondial qui, quotidiennement, continuellement, secoue, ebranle, fait reculer le systeme capitaliste. Continuellement et tous les jours apparaissent des expressions, des conclusions, des situations de recul du systeme capitaliste, de plus en plus profondes, et non comme produits de greves, avec des formes organiques et politiques, comme c'est le cas au Mexique et en Argentine, dont le gouvernement passe des accords avec les Etats ouvriers et reconnait Cuba . Il s'agit de conquetes progammatiques, réalisées par des secteurs du capitalisme influences par le processus, gagnés par la révolution. Des secteurs catholiques, nationalistes, et aussi de la police et de l'armée. La structure du système capitaliste est continuellement affaibie et desagregee. L'impérialisme mondial n'a plus la force économique, sociale et politique de faire face à ce processus, sans quoi il l'aurait déjà fait, empêchant que progressent les formes et les mesures de la revolution.

Comme il ne peut pas l'empêcher, il se prépare à la guerre. Le moment où il va la faire éclater, dépend d'une série de circonstances. L'impérialisme sent qu'il n'est ni économiquement, ni socialement, ni politiquement en mesure de concurrencer les Etats ouvriers, ni le progrès de la révolution mondiale que représentent les formes des conquêtes des masses. Le capitalisme sent qu'il ne peut pas le contrôler et qu'il lui échappe des mains, sans qu'il puisse l'empêcher ou le contenir. Il ne peut plus investir et il prépare la guerre.

Pour le capitalisme, les masses du Portugal ont été une surprise. Tout à coup, les capitaines descendent dans la rue, et les masses disent : "puisque les capitaines le font, descendons dans la rue nous aussi ! " Elles montraient ainsi leur assurance, leur confiance, et en même temps, comment elles avaient vécu politiquement et s'étaient maintenues liées à la révoluion mondiale. Elles descendent dans la rue avec des fleurs, mais aussi avec des arguments. Derrière chaque fleur. il y a un peu de programme. Le programme est de gagner les militaires. C'est la tactique normale des gens, personne ne leur a enseigné, il n'y avait pas de parti ni de syndicats. Le capitalisme croyait qu'il n'y avait pas de vie politique, que les masses étaient écrasées, qu'elles vivaient courbées sans penser et pleines de peur, comment s'en sortir. Dès que les masses ont pu se soulever, elles ont provoqué l'éffondrement du fascisme. Elles ne l'ont pas seulement fait éffondrer; ce qui veut dire qu'il est défait : tous les points d'appui du fascisme se sont écroulés. Ce n'est pas un coup qui renverse simplement un gouvernement : c'est toute la structure du capialisme qui s'est écroulée. Un peuple qui était soumis, a eu la capacité de se mettre à distribuer des fleurs, mais aussi des arguments en même temps que les fleurs. Tout en faisant un clin d'œil aux militaires, les masses leur disaient : regarde quel programme ! la fleur était le lien, la connexion entre le clin d'œil et le programme Et on donnait une fleur avec pour le faire passer !

Ce n'est pas un fait sporadique ou dû au hasard, lié à la mentalité, aux coutumes propres au Portugal. C'est le comportement des masses. Ce trait indique la profondeur de de la vie des masses. Bien que soumises au fascisme, elles vivaient politiquement, elles mentait, les nourrissait,. S'il y avait eu un parti pour organiser, il n'aurait pas été necessaire d'attendre l'occasion; le parti l'aurait organisée. Comme elles n'avaient pas de parti, les masses portugaises ont attendu l'occasion, en tant que masses, et non manière individuelle : elles se sont soulevées unanime et elles sont descendues dans la rue.

Et elles ne l'ont pas fait parce qu'elles y ont été convoquees, un appel ne suffit pas à creer une telle unanimité. Quand cela se produit, quand tous les gens descendent dans la rue, c'est parce qu'ils attendaient le moment pour le faire. Les masses adhèrent, sont fusionnees au processus mondial, voyant l'evenement que constituait l'intervention des capitaines, elles son descendues dans la rue.

(suite page 4)

LES PARTIS COMMUNISTES...

(suite de la page 3)

Les capitaines ne sont pas une invention : ils sont un reflet, en queue du processus, de la profondeur de l'influence de la revolution mondiale. Les capitaines ne vivent pas politiquement et pourtant ils ont cree une espece de parti. Pourquoi? S'ils avaient vu le peuple portugais soumis, arriere, ils n'auraient pas ose intervenir. Ils l'ont fait parce qu'ils ont senti que le peuple allait se lancer.. Ils ne sont ni les representants ni les remplaçants du peuple portugais, ils sont seulement un reflet de ce qu'est ce peuple. Cetait visible avant, et ce l'est maintenant.

Au Portugal, les masses, sans partis, sans fonctionnement organique mais en mouve - ment, vivaient le processus mondial. Individuellement, collectivement, familierement, elles ont cherché la manière de se lier de communiquer, de transmettre, d'élever les influences. Les capitaines aient tout cela. Il est faut que les capitaines aient vécu à l'écart de la population. Leur isolement ne leur aurait pas permis de voir tout ce processus. Ils ont intervenus parce qu'ils comptaient sur cette réaction des masses.

Ils n'ont pas eté des "sauveurs". Faute de parti, faute d'instrument, ils ont été une expression de ce processus. Et c'est parti dans ce sens là. Quand les conditions sont aptes pour le progres de la révolution, celui-ci trouve toujours, de toutes façon, les moyens de se développer. C'était déjà visible avant. Dans un de nos textes sur la Grèce(" La democratie., le nationalisme et la lutte de classe en Grèce " J. Posadas. 24 - 3 - 74.) nous disions : " Ce processus mondial de la révolution, la lutte des masses en Angola, au Mozambique, minent le fascisme portugais et va bientôt le renverser, va bientôt trouver la représentation nécessaire pour le renverser.

Il n'y avait alors ni partis, ni syndicats, ni fonctionnement organique de la classe. Nous faisions confiance au fait que ce processus allait rencontrer un écho chez les millitaires. La confiance de ceux - ci dans l'état fasciste était progressivement minée. Ce processus devait les influencer.

Les évènements de France et d'Italie montrent de façon frappante et indiscutable qu'il ne s'agit pas simplement d'un vote pour le "Non" (qui va l'emporter) ni pour Mitterrand. Si Mitterrand gagne ou remporte une grande quantité de voix, et si le Non gagne en Italie, que va-t-il se passer? Le capitalisme va-t-il dire" Quel dommage, j'ai perdu! "? Non ! Le capitalisme ne va pas accepter que toute la structure de son appareil soit ébranlée.

Il réfléchit déjà à comment répondre à un triomphe qui va secouer jusqu'aux fondations ce qui reste du monde capitaliste. Même si Mitterrand ne l'emporte pas (En Italie le Non gagne, et de loin !) que va dire le capitalisme devant ce fait? Il ne va pas se taire, il ne va pas admettre sa défaite, il ne va pas accepter le résultat de la consultation électorale, parce que le triomphe du Non, celui de Mitterrand, ou une très grande quantité de voix pour l'Union Populaire, signifient que de grandes couches de la petite bourgeoisie sont gagnées par le prolétariat et que des secteurs entiers du capitalisme sont pessimistes, défaitistes et restent passifs. Ils ne contribuent pas au triomphe du prolétariat, mais ils ne se joignent pas non plus, avec toute leur puissance au reste du capitarévolution, qui désintègre l'ennemi, le rend lisme. C'est un résultat de l'avancée de la incertain, lui fait sentir l'inefficacité de sa force, l'écrase. Ce processus existe et il est visible en France, en Italie, et aussi en Allemagne et en Angleterre. Le capitalisme sent que les bases politiques sur lesquelles il s'appuie vont en se désorganisant et en se détruisant. La dispute publique entre Giscard-d'Estaing et Chaban Delmas, le passage d'un secteur de l'électorat de Chaban à Mitterrand, n'a pas seulement une importance électorale. Cela signifie le pessimisme de couches importantes du système capitaliste, l'intérêt économique ou financier, mais un pessimisme qui est le produit directe de l'action des masses. Ce n'est pas un effet de l'intérêt économique ou financier mais un produit direct du poids des masses, et en particulier du premier Mai, qui desintègre l'ennemi, lui fait perdre son assurance, lui fait craindre pour l'avenir,il n'a plus confiance dans la continuation du systeme capitaliste, c'est pourquoi il évite de se compromettre et cherche une solution de moindre mal.

En Italie le "Messagero" appelle a voter Non. De grands secteurs de l'Eglise se prononcent pour le Non. Ils sont conscients qu'un tel vote aide à organiser les forces de l'opposition. Ce n'est pas seulement un vote pour le divorce, c'est une confrontation sociale. La defaite du gouvernement n'est pas seulement electorale. Elle va avoir des conséquences plus importantes qu'un simple vote, Cela signifie l'affaiblissement de l'appareil capitaliste, sa desintegration, l'accentuation de plus en plus forte du manque de confiance de certaines secteurs bourgeois dans le gouvernement capitaliste. Cela accroit, alimente, impulse les forces qui sont opposees au capitalisme, meme si elles ne se proposent pas de renverser le systeme capitaliste. Tout cela existe , c'est un processus global et qui n'existe pas seulement en France et en Italie, il existe aussi en Angleterre.

C'est un processus global dont la base essentielle, est le rapport de forces global entre le capitalisme et les Etats ouvriers allies aux masses du monde. Ce rapport se donne, de maniere inegale, au Portugal, en Italie, en France en Argentine, au Mexique, en Angleterre ou en Allemagne. Il faut y répondre globalement, avec un programme global contre le système capitaliste. La situation est on ne peut meilleure pour progresser, jusque et y compris par les méthodes compenetratives et électorales. L'avancée du processus revolutionnaire - impulsée par les masses - affaiblit le capitalisme et influence, attire des couches de la population, petite bourgeoisie, paysannerie, techniciens, secteurs bourgeois moins puissants et qui sont gagnés par la deception, et le pessimisme sans entrer dans la sphere du défaitisme, ces secteurs ne s'integrent pas à l'activité politique du capitalisme pour le soutenir. Chacun essaie de s'en sortir comme il le peut et mène la concurrence pour son propre compte. Il affaiblit la structure du capitalisme.

Les Etats ouvriers sont dans un processus de rectification, de correction de leur programme, de leur politique. Le cas récent de Soljenitsyne, comme, dans le passé, celui d'Evtouchenko et d'autres qui sont dans la même ligne, montre qu'il s'agit de représentants de couches de la bureaucratie. Il y à une lutte intérieure furieuse, belliqueuse entre les différents secteurs de la bureaucratie aussi furieuse qu'entre les différents secteurs du capitalisme. Certains secteurs de ce dernier veulent influencer l'Union Soviétique pour faire des accords économiques et attirer certaines couches de la bureaucratie, pour les lier au capitalisme. Ce sont ces couches là que Soljenitsyne, Evtouchenko et autres représentent. Ce sont les écrivains et les poètes de ces gens là.

Quand ces écrivains et ces poètes osent se présenter publiquement, cela ne veut pas dire qu'ils ont de la force ni de la capacité. Ils n'ont pas de base sociale sur laquelle s'appuyer. Ils ne représentent aucune base sociale de l'URSS ni du socialisme. Ils sont les produits de certaines couches de la bureauteratie qui les ont pris comme leurs représentants indirects. - parce qu'ils n'osent pas engager une politique d'affrontement direct - contre le secteur que Brejnev représente et celui qui est à sa gauche. Telle est la lutte en cours en URSS. Le capitalisme cherche à y intervenir en réalisant des investissements, des achats, mais surtout des investissements afin de stimuler certaines couches de la bureaucratie qui sont intéréssées par une alliance avec le capitalisme, et de chercher ainsi à freiner le développement de l'Union Soviétique dans le monde. Il est certain que la base essentielle de ce développement de l'URSS est l'économie, mais plus importante que ce progrès économique est son autorité mondiale en tant qu'Etat ouvrier qui agit comme un exemple pour le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie. C'est un point d'appui solide et que le capitalisme ne peut pas rejeter en arrière.

Les Partis communistes des Etats ouvriers doivent avoir une stratégie globale face à ce processus. Celui-ci est net : le capitalisme prépare la guerre. Il ne fait pas confiance à la compétition économique ou sociale avec les Etats ouvriers pour subsister, Watergate est l'expression de la corruption, du manque de perspective, de la désintégration du système capitaliste, de la décompositon et de la corruption de son appareil dirigeant. Ce n'est pas un président qui est corrompu : c'est tout l'appareil dirigeant du système, la base essentielle, la force de celui-ci. Quand se produit un Watergate - et tous les nouveaux scandales qui s'y ajoutent quotidiennement, - c'est que la structure est minée : elle n'a plus ni confiance, ni assurance, et c'est ce qui rend cela possible. Si l'Etat capitaliste était fort, solide, ,puissant, il n'aurait pas besoin de Watergate. Il n'aurait pas besoin de recourir à la fraude : il dirigerait, il organiserait l'administration capitaliste de manière à pouvoir se faire confiance entre eux. Quand au contraire l'Etat capitaliste mène une politique qui va jusqu'au Watergate, cela veut dire avant tout et surtout semer et développer la métiance au sein du système capitaliste, la méfiance envers l'administration, la structure du fonctionnement capitaliste. Cela ôte aux capitalistes eux - mêmes; aux couches inférieures de la bourgeoisie, à la petite bourgeoisie, à la paysannerie, et à une partie de l'aristocratie ouvriere, toute confiance. Le capitalisme recourt à Watergate quand il ne peut plus faire autre chose. Il investit le meilleur de ses ressources dans la guerre, dans les armements, dans les moyens techniques, la construction de fusées pour la lune ou pour Mars, afin de preparer la guerre

Tel est le processus. Quand des pays aussi éloignes de l'histoire, aussi soumis et ecrases que l'était le Portugal, se soulevent et passent immediatement de la soumission a crier "Vive le socialisme !" , se mettent a distribuer des fleurs et a dire : "vive le socialisme! " c'est parce qu'ils distribuent le programme en meme temps que les fleurs. Au lieu d'exprimer des sentiments de vengeance et de rancœur, sans abandonner pour autant leur haine envers le capitalisme et le fascisme, les masses apprennent la technique de la tactique. La fleur en est une expression. La fleur a pour but de persuader, de gagner; non de se soumettre ni de renoncer, en meme temps, les masses crient "vive le socialisme " et elles construisent les syndicats, le parti, elles impulsent le Parti Communiste au gouvernement. Quand un peuple comme celui du Portugal apres cinquante ans de dictature, se souleve et se situe au niveau le plus eleve, quand les pays les plus arriérés comme le Niger, se mettent d'un seul coup au niveau des plus avancés, quand des pays comme la Lybie adoptent une telle politique, ce n'est pas parce qu'il existe dans chacun de ces pays les conditions économiques, industrielles et scientifiques nécessaires; ces conditions n'existaient pas. Mais les masses de ces pays se basent sur ce processus, elles sont influencées par lui et en particulier par les progrès de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, etc.

De cette analyse doit surgir en même temps une planification globale de la politique amener

Par exemple, en Italie, le NON va gagner. Mais le non est un refus qui conduit à une affirmation. Par le non, les masses refusent la tentative du capitalisme de maintenir un instrument autour duquel se regrouper pour avoir la possibilité d'intimider et de se lancer à une politique réactionnaire. Le triomphe du non va impulser des forces, indépendamment des limitations des directions. Les calculs des masses dépassent ceux de leurs directions. Le vote sur le référendum pour le divorce en Italie est d'une importance très secondaire. Du point de vue social, son importance est inférieure à une élection municipale. Ce vote ne résout aucun problème économique d'emploi de conditions et d'horaires de travail, de salaires, de transport. C'est un vote qui ne résout rien, et, en quelques sorte, une abstraction. Cependant tout le monde vote y s'y lance avec toute la passion, bien que ce soit un problème totalement secondaire. Et il va y avoir un nombre de votants supérieur à celui d'autres élections.

Les masses votent parce qu'elles recherchent leur unification et leur centralisation. Par ce vote elles montrent leur magnifique centralisation et leur volonté de prendre les élections comme un moyen pour s'unifier en tant que classe et transmettre à leurs dirigeants : "nous sommes disposées à faire bien davantage! " mais elles ne le montrent pas seulement en votant. Elles l'ont exprimé avant dans les conseils d'usine, par la conduite de classe dans les usines, dans les conseils d'usines, dans le vote. Les masses manifestent leur volonté de triompher. Elles transforment ainsi ce vote sur le divorce en élections décisives, non seulement pour les masses, mais aussi pour le capitalisme, qui doit lui aussi utiliser ce recours.

La même chose en France avec le vote pour la succession présidentielle. Les réunions clandestines de Nixon à l'occasion des funérailles de Pompidou n'ont eu aucun résultat. Il y a une concentration de forces et pas seulement pour l'élection. C'est la forme immédiate qu'assume un affrontement décisif entre les classes. S'il n'en est pas ainsi c'est parce que les directions esquivent. Mais c'est un affrontement décisif. Le capitalisme doit passer par la représentation qui est actuellement la sienne dans les élections, où on voit un candidat bourgeoie en accuser un autre d'être "un incapable, éhonté, agent de l'impérialisme voleur" En face d'eux, la gauche ne présente aucun antagonisme, aucune dispute, mais au contraire un front unique, qui ne vient pas des directions des partis, mais de la base

Un front unique qui s'est d'abord réalisé dans les usines, dans les grèves, les premiers Mai, le 6 décembre, lors de la grève générale et de la manifestation à Paris. Le front unique s'est établi auparavant et maintenant il se développe et cherche à s'exprimer programmatiquement. Les occupations de Lip, puis de Rateau ont été des formes indirectes de cette expression programmatique. Mais elles ne sont pas les seules. Avant; il y avait eu l'occupation de Sud aviation en 1968. A travers ces expressions continuelles, le prolétariat manifeste sa décision de diriger la société. Il ne s'agit pas de disputer de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, une meilleure distribution - on le fait aussi mais c'est secondaire - il s'agit de la décision de diriger la société.,

Au cours de ces élections, le prolétariat français, qui entraine la petite bourgeoisie et neutralise certaines couches de la bourgeoisie, parviendra a faire voter Mitterrand à certains secteurs de l'électorat de Chaban Delmas. Ce sera une expression de la déception de l'appareil capitaliste. Le prolétariat va le faire : c'est sa conduite à Lip et à Rateau, mais à leur tour Lip et Rateau sont des expressions de la conduite du prolétariat dans les autres grèves, dans les autres mouvements. Malgré la résistance de Séguy, de la CGT, le prolétariat montre son uniformité de classe concentrée. Il proclame publiquemen : "je veux le pouvoir, je veut diriger la société, je la dirige mieux que le capitalisme "Quand le capitalisme doit affronter ce front dans la division, il se montre aux yeux de la petite bourgeoisie et des bases de l'appareil capitaliste, pauvre, incapable, sans solution. Cela décourage des couches du capitalisme, la petite bourgeoisie, lui ôte toute sécurité et permet à l'influence du prolétariat de s'exercer sur elle. Même si le prolétariat n'exerce pas une influence décisive sur le plan électoral, cela permet de décomposer la structure homogène du système capitaliste. Le capitalisme est homogène : dans un certain sens, il l'est davantage que le prolétariat parce qu'il est unifié par la propriété privée. Au sein du prolétariat, il existe plusieurs secteurs et tendances qui se heurtent et s'unifient au cours des périodes révolutionnaires. Ce n'est pas le cas pour le capitalisme. Celui-ci est unifié par la propriété privée. L'action du prolétariat l'affaiblit et met clairement en évidence cet affaiblissement. Face à cela, quelle politique globale les partis communistes mènent-ils? C'est à peine si le Parti Communiste Italien mentionne les élections en France. Il en parle, il s'y réfère, mais à peine, il ne les prend pas comme un centre vital et il ne s'est pas référé à Lip, ni à Rateau, ni à la manifestation qui a eu lieu en France le Premier Mai.

Le prolétariat a montré son désir de triompher et de pousser ses directions à prendre le pouvoir. C'est ce que reflète Mitterrand, alors que Giscard d'Estaing reflète l'impuissance du capitalisme qui sent que même s'il gagne les élections, c'est d'un cheveu, mais que toutes les conséquences sociales restent et vont se développer ultérieurement dans ces deux grands pays capitalistes : la France et l'Italie.

En Allemagne, l'impérialisme renverse Willy Brandt, il passe à l'offensive. Mais pour que cette offensive soit un succès, il faut qu'elle change toute la politique que Brandt avait menée jusqu'ici. Mais pour changer cette politique, il faut affronter la maturité déjà acquise par le prolétariat, le progrès de celui-ci et la petite bourgeoisie influencée par lui se coup n'a pas de perspective. Face à cela, quelle est la politique globale des partis communistes? Les réunions des Partis communistes à Bruxelles et à Lyon n'en ont pas discuté. Il faut en discuter en combinaison avec les Etats ouvriers. Il faut établir une stratégie et que celle-ci soit réflétée par les partis communistes. Le mouvement communiste mondial doit en discuter : il doit donner une notion globale de ce processus y répondre par une strategie globale et se permettre alors d'agir consciemment, en prévoyant le cours mondial ; il doit donner une politique pour le reste du monde. Pour le moment, les partis socialistes, les partis communistes et les Etats ouvriers affrontent des situations semblables avec des politiques différentes. Le parti communiste Français s'interresse peu à l'Italie et le Parti Communiste Italien se préoccupe peu de la France. Les militants communistes et socialistes n'ont pas une maîtrise d'ensemble du processus, ils n'ont pas une orientation globale qui leur permette de s'orienter de convaincre, et d'organiser sur leur lieu de travail et là où ils vivent. Le parti ne peut pas être le représentant authentique capable d'extraire des conditions actuelles les meilleures conclusions pour le progrès de la lutte contre le capitalisme.

Ce processus est un processus global. Ce n'est pas la somme des luttes dans plusieurs pays qui se concentrent simplement. C'est un processus global d'où partent les conditions différentes de chaque pays : mais la ligne essencielle qui unifie tous ces pays entre eux est que le capitalisme est épuisé, il n'est pas capable de persister. Les masses du monde veulent le pouvoir. Elles l'ont manifesté au Portugal, en Yougoslavie, en Italie, au Japon, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Argentine. Partout dans le monde les masses proclament qu'elles veulent le pouvoir. Le capitalisme est épuisé, il n'a plus d'initiative et celles qu'il prend sont des initiatives de mort ont pour but de préparer la guerre, de la justifier ou au contraire sont une parodie de vouloir empêcher la guerre comme c'est le cas avec Kissinger. Le prolétariat a des initiatives qui influencent le progrès de l'humanité.

C'est de cette observation globale qu'il faut partir aujourd'hui pour pouvoir intervenir dans les partis communistes, pour y développer la gauche. Il faut les impulser et les aider a avancer dans une lutte intérieure qui se donne sous des formes dissimulées non directes ni accentuées. C'est une lutte qui progresse sous la poussée des évènements, mais qui doit en arriver inévitablement a structurer le programme pour prévoir. C'est pour cela, que l'observation et la compréhension de ce processus sont nécessaires.

J. POSADAS 12 MAI 1974

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL ET DU SECRETARIAT INTERNATIONAL ELARGI mai 1974

La Conférence du Comité Exécutif International et du Secrétariat International élargi de IVème International Trotskiste - Posadiste, s'est tenue au cours du mois de mai, avec la participation de délégations et de camarades de 15 pays. L'objectif central de cette conférence a été de discuter à partir de tous les textes et documents antérieurs du camarade J. Posadas, de la IVème International, et des textes de la quatrième conférence mondiale de la IV° Internationale, - l'étape actuelle du gigantesque processus de révolution socialiste permanente mondiale. et le centre déterminant de ce processus : le cours de la régénérescence partielle dans les Etats ouvriers, dans les partis communistes et socialistes; sa profondeur, son dynamisme et l'influence qu'il exerce sur l'ensembe du processus; les changements intervenus en URSS, à Cuba, en Yougouslavie, dans tous les Etats ouvriers et qui expriment la nécessité objective du progrès communiste de l'humanité, la nécessité de l'unification du mouvement communiste mondial, de l'unification Chine-URSS comme instrument le plus puissant de progrès dont dispose l'humanité, le front unique mondial de toutes les organisations ouvrières, politiques, syndicales, des Etats ouvriers, des Etats révolutionnaires pour en finir avec ce qu'il reste du système capitaliste.

L'exposé central de la conférence du C.E.I et du S.I. élargi a été élaboré et présenté par le camarade J. Posadas au nom de la direction de l'Internationale.

Cet exposé du camarade J. Posadas a développé et approfondi l'analyse sur l'étape actuelle de la régénérescence partielle et de la rencontre historique, de la stratégie et de la tactique de la IV° Internationale, de son fonctionnement et de son influence comme ai le trotskiste posadiste du mouvement communiste mondial à cette étape de crise totale du capitalisme.

Le capitalisme est exsangue. Le progrès appartient aux Etats ouvriers, aux Etats révolutionnaires, aux luttes incessantes des masses qui infligent constamment des défaites au capitalisme, à l'impérialisme, comme en Ethiopie, au Portugal, en France, en Italie, au Japon.

La conférence du C.E.I. et du S.I. élargi a discuté de la phase actuelle de la crise totale du capitalisme, soumis à d'incessantes crises économiques, politiques, monétaires, sociales,, de régime.

La crise de désintegration du système capitaliste, ligoté, acculé par la lutte des masses et le progrès des Etats ouvriers. De larges couches de la petite bourgeoisie, de techniciens "sont gagnées par le prolétariat des couches entières du capitalisme sont pessimistes et deviennent passives, se paralysent partiellement c'est le résultat du progrès de la révolution qui désagrège l'ennemi, comme cela s'exprime dans l'armée et vient de se vérifier au Portugal.

Toutes les superstructures que le capitalisme avait créees pour la défense de la propriété privée se fissurent et se brisent.

Les luttes incessantes et victorieuses des masses du monde, imposent quotidiennement au capitalisme des reculs, réalisant des conquêtes toujours plus profondes; programmatiques, de dispute du pouvoir.

Le capitalisme n'est ni économiquement, ni socialement, ni politiquement en mesure d'entrer en compétition avec le progrès social,

(Suite page 6)

Suite de l' EDITORIAL.

crise pour le progrès de la population ; c'est l'influence du processus mondial de la révolution ; la conséquence de la réflexion des masses sur les "Watergate" et toute la crise du capitalisme mondial.

Les masses en Belgique tirent leurs conclusions du Watergate, de la destitution de Nixon : pour un voleur qui a été pris, il reste tous les autres qui vont le remplacer ; il faut en finir avec tout cela, il faut en finir avec la guerre, avec la répression, avec toute la saloperie du capitalisme.

La bourgeoisie européenne a vu la destitution de Nixon avec une grande inquiétude mais elle ne peut rien faire d'autre que de continuer la politique d'alliance avec l'OTAN, la participation aux préparatifs de guerre mondiale ; elle ne peut surtout pas se passer de l'OTAN quand elle voit qu'elle devra faire face de plus en plus à des mobilisations révolutionnaires de la classe ouvrière et de toutes les masses en Europe, pour avancer vers le pouvoir, pour la renverser.

Le gouvernement de centre droite de Tindemans exprime toutes ces contradictions de la bourgeoisie. D'un côté il soutient l'OTAN, l'impérialisme américain, tous les coups de force qu'il a donné et va essayer de donner ; il forme une armée de métier. Mais en même temps il est impuissant pour venir à bout des mobilisations des paysans, des révoltes des détenus dans les prisons, des actions de la classe ouvrière il n'ose pas lancer un plan "anti-inflation" comme il en aurait besoin, parce qu'il a peur d'attaquer de front la classe ouvrière.

Il faut discuter toute cette situation mondiale et nationale de crise, de faillite du capitalisme, de l'impérialisme américain, dans le mouvement ouvrier, au sein de la gauche socialiste, communiste, parce que c'est une base pour développer un programme et une politique d'unification de la gauche, avec beaucoup plus d'audace et de résolution que ne le font les partis de gauche actuellement.

L'éditorial du "Peuple' consacré à la destitution de Nixon, et surtout celui du Drapeau Rouge", fait appel à une alliance "européenne" incluant les masses et la bourgeoisie européenne, pour se détacher de l'impérialisme américain et faire une "politique indépendante". Nous croyons qu'il faut au contraire se baser sur cette démonstration de faiblesse, de désintégration du système capitaliste pour développer l'offensive de la classe ouvrière et unifier autour d'elles les couches de toute la population exploitée. Le Watergate signifie une perte d'autorité et de confiance immense de la petite-bourgeoisie dans le capitalisme et aussi une accélération de la "préparation de l'impérialisme à la guerre.

La réaction des Soviétiques est significative et il faut compter sur l'appui des Soviétiques dans la lutte pour impulser la gauche au pouvoir en Belgique, en Europe capitaliste. L'URSS mesure avec beaucoup de préoccupation la signification du Watergate la chute de Nixon, la dispute au sein de l'impérialisme américain et sa préparation à la guerre. Pour cela, elle doit élever son intervention en appui aux luttes des peuples à Chypre, au Moyen Orient ; la reconnaissance officielle et la décision officielle de donner des armes et un grand appui matériel aux mouvements révolutionnaires palestiniens est très importante. Les Soviétiques doivent aussi intervenir plus en Europe pour appuyer les progrès des Partis Communistes vers des gouvernements de gauche. C'est ce que montre le communiqué commun de Marchais et Brejnev et la visite de Ponomariev en Italie. Il faut compter sur tous ces points d'appui, les discuter ouvertement dans toute la gauche en Belgique et sur cette base, développer une campagne offensive pour unifier les forces de gauche et affronter le capitalisme.

En Belgique, la bourgeoisie a son sort lié au capitalisme mondial et à l'impérialisme américain. Par contre, une très grande majorité de la population s'est déjà manifestée, de mille manières, pour réaliser des changements profonds dans la société ; il faut donner le programme, les objectifs, la politique à cette aspiration qui surgit constamment, des paysans, de la petite bourgeoisie des villes, de la classe ouvrière ; pour affronter la hausse du coût de la vie, la détérioration des conditions de vie de la population, l'augmentation du chômage etc. : un programme de nationalisations de toutes les grandes entreprises du pays et des banques sous contrôle ouvrier, le bloquage des prix, l'augmentation des salaires ; un front ouvriers-paysans pour donner aux paysans les moyens de former des coopératives, de s'organiser collectivement, nationaliser les grosses entreprises qui sont les usuriers des agricultuers (les fabricants d'engrais, les raffineries de sucre, le commerce de gros les grands magasins) ;

Le plan d'action proposé par la FGTB de Charleroi contient des points de lutte pour faire face, dans l'immédiat, aux conséquences de la crise capitaliste ; nous appelons le mouvement syndical, et surtout le Parti Communiste, la gauche socialiste, la gauche chrétienne, la gauche syndicale dans la CSC, à étendre cette discussion sur le plan national et à l'unir à un programme d'ensemble pour donner une issue progressiste à la crise : avancer vers un gouvernement de gauche, basé sur le front de la gauche et sur ce programme. Le Parlement ne sert à rien pour faire avancer cette lutte. Il faut souder le front de la gauche dans la discussion, dans les usines, dans les quartiers, au travers de la mobilisation de la classe ouvrière, appeler à faire des meetings, des débats publics entre les tendances du mouvement ouvrier. Il faut rejeter toute tentative de division du front commun syndical ! une telle division n'existe que dans les sommets de la bureaucratie et parce que la base militante du mouvement ouvrier et syndical ne peut pas intervenir. Nous appelons les camarades communistes, socialistes de gauche, crhétiens de gauche, les groupes gauchistes à impulser la discussion partout pour développer ce front unique, à partir de la base. Il faut peser,

et faire peser l'avant-garde ouvrière dans la discussion du Parti Socialiste, pour appuyer l'intervention de la gauche pour changer le Parti Socialiste : la droite socialiste n'a pas désarmé, et elle continue à viser sa réincorporation dans un gouvernement capitaliste. Les déclarations de Leburton sont des offres directes à la bourgeoisie ; celui-ci veut montrer qu'avec le Parti Socialiste, la gestion des affaires capitalistes serait mieux assurée. Entretemps, la gauche impulse des dirigeants comme Cools ou même Debunne à participer à la conférence de solidarité avec le Chili, ou au congrès du Parti Communiste Yousgoslave. Il faut donner des moyens organique à la base socialiste pour intervenir : nous appelons à réaliser les assemblées débats du PSB, à ce que le PCB en organise aussi, de même les camarades de la gauche chrétienne pour renforcer l'unification des tendances de gauche. Discuter les conclusions de la faillite du système capitaliste exprimée dans la destitution de Nixon, et l'issue à cette crise, qui est le gouvernement de gauche, la gauche au pouvoir avec un programme socialiste.

Egalité complète entre tous les ouvriers, belges et immigrés : mêmes droits politiques, juridiques, syndicaux, mêmes salaires : pour réaliser ce programme, il faut un gouvernement de gauche.

12/8/74

LE PARTI COMMUNISTE,

(Suite de la page 2)

disposent de forces. Dans la crise de Chypre : l'objectif de l'impérialisme était de faire un nouveau Chili, de liquider, assassiner, préparer des équipes qui soient disposées à jouer le tout pour le tout avec l'impérialisme. Mais il a fait long feu. La Turquie est intervenue; et elle l'a fait en sentant toute la force de l'Union Soviétique derrière elle, de la flotte soviétique concrètement. Il est vrai que les troupes turques doivent se retirer de Chypre, inclus toutes les troupes de l'OTAN, comme le posent les Soviétiques ; mais un secteur de l'armée turque est intervenu à Chypre, non pour défendre un objectif chauviniste, mais parce qu'il sentait le renfort de l'Union Soviétique. Et c'est le président Ecevit qui a mis en liberté de nombreux prisonniers en Turquie,en particulier les communistes ; c'est ce secteur qui s'est lancé à intervenir contre l'impérialisme américain.

Dans le conflit du Moyen Orient, également le rôle de l'Union Soviétique est indispensable la flotte soviétique est un appui, un soutien pour la lutte des peuples arabes ; comme les armes soviétiques sont indispensables au mouvement révolutionnaire palestinien, à la Syrie, Malgré les limitations de la bureaucratie, l'armée soviétique, la flotte, et les armes de l'Union Soviétique jouent de plus en plus ce rôle d'appuyer le progrès des mouvements anti-impérialistes.

Nous soutenons la présence de la flotte soviétique en Méditerrannée. L'opportunisme qui conduit des camarades du Parti Communiste à prendre ces positions, affaiblissent la position du mouvement communistes en se cachant derrière un démocratisme absurde.

Nous appelons les militants, les camarades communistes, à discuter de ces problèmes dans le Parti : ce n'est pas en cachant le programme, en rendant visite au roi, que nous allons faire croître le Parti Communiste, au contraire. Si le Parti Communiste a reçu un appui important pendant la guerre de 40-45 et tout de suite après, quand ses militants se montraient comme un centre organisateur des masses, se mettaient à la tête des luttes ; aujourd'hui, il peut jouer un rôle important encore, en étant un centre pour l'organisation du front unique de la gauche, en utilisant tous les cadres syndicaux pour faire une campagne dans les usines, des meetings, des assemblées sur la nécessité du front unique de la gauche avec un programme commun, et mettre toutes les positions en discussion, expliquer comment les syndicats doivent s'y incorporer etc.

Dans cet article nous avons voulu expliquer qu'en aucun cas, nous ne mettons en doute la combativité, le désir de lutte des militants communistes contre l'OTAN ; et si des camarades communistes, de bonne foi, n'ont pas compris notre attitude, c'est que nous n'avons pas développé suffisamment la position de notre Parti pour nous faire comprendre. Nous essaierons de le faire dorénavant plus profondément. Mais cela n'empêche pas que, dans le PC, des dirigeants prennent des positions qui n'ont parfois rien à voir avec le propre politique du Parti, mais sans être démentis par leur Parti ensuite.

Un exemple, c'est l'article de P. Joye sur les conclusions du congrès du PC Yougoslave. Celui-ci affirme que le PCB défend l'auto-gestion. Il n'en est pas ainsi. Une telle position a été rejetée au Comité Central qui a réaffirmé sa défense de la planification de l'économie, comme l'a posé le PCF. Mais ces positions n'apparaissent pas clairement en public.

Sur l'auto-gestion et la planification, nous nous proposons d'écrire et de développer un débat. Nous invitons les camarades communistes à se procurer deux textes du camarade J. Posadas sur ce sujet (on peut les obtenir en écrivant à l'adresse du Parti, au prix de 10F). Cette discussion est importante et nous appelons les camarades communistes, socialistes, les militants de l'avant-garde ouvrière à nous écrire pour la continuer, sur ces problèmes et sur d'autres.

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IV^e^ Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leqne - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico - 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IV° Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL ET DU SECRETARIAT INTERNATIONAL ELARGI

technique, scientifique, militaire, des Etats ouvriers ni avec le progrès de la révolution mondiale qu'expriment les conquêtes en continuel développement des masses .Les masses du Portugal l'expriment.

Comme l'ont analysé les textes du camarade Posadas - et comme il l'a repris dans son exposé central - les masses du Portugal ont tout le temps vécu politiquement et sont restées unies à la révolution mondiale. Cette dernière a pesé sur le Portugal. Sans Partis, sans syndicat, les masses ont cependant pu exercer une influence à l'interieur de l'armée, influencer les capitaines. C'est ce qui, avec les luttes des masses d'Angola, de Guinée Bissau, du Mozambique a renversé le fascisme portugais. En France, à partir de la base, les masses ont imposé la conquête historique que represente le front unique communistes - socialistes-syndicats, sur la base d'un programme qui, bien que limité, a un contenu anticapitaliste. Cette conquête historique, qui est la voie ouverte vers le pouvoir est désormais irreversible. Cela s'est exprimé, dans toute sa puissance, dans l'action magnifique du prolétariat italien qui a entrainé le reste de la population.

Une élection qui ne portait sur aucun problème essentiel (le referendum sur la loi sur le divorce) a exprimé la volonté du prolétariat de l'avant garde communiste, de toutes les masses d'abattre le capitalisme ; le prolétariat a montré son désir de triompher et de pousser ses directions à prendre le pouvoir. Le prolétariat manifeste ainsi, dans ses luttes, son désir de prendre la direction de la société, sa décision, sa résolution, son aptitude à le faire.

La Conférence du C.E.I. et du S.I. élargi de la IV° Internationale (posadiste) a analysé et discuté la nécessité de développer, dans le mouvement communiste mondial et en particulier dans les Partis communistes, la compréhension du rôle historique du prolétariat dans l'économie et dans la société. L'exposé du camarade Posadas a montré que le prolétariat, en tant que classe, ne peut pas aspirer à remplacer le capitalisme et la propriété privée ; ses relations avec la production, avec l'économie et par conséquent avec la société, déterminent sa conscience collective développent des rapports collectifs et des solutions collectives pour l'esemble de la société, des sentiments, une conscience, des solutions et des rapports communistes. Il y a déjà, aujourd'hui, quatorze Etats ouvriers, qui sont le marxismes matérialisé, et que le prolétariat mondial voit dans ce rôle. Il y a déjà dans le monde, une structure qui détermine le cours de l'histoire ; ce sont les quatorze Etats ouvriers, les seize Etats révolutionnaires, les puissants mouvements communistes, socialistes, nationalistes ; c'est cette structure qui, dans chaque pays donne sa forme au processus de la révolution socialiste mondiale.

C'est cette structure qui détermine les changements en cours dans les Etats ouvriers et dans les partis communistes, leur crise de croissance révolutionnaire, le processus de régénérescence partielle et de rencontre historique qui sont les bases essentielles du développement révolutionnaire de cette étape de l'histoire. "Le monde est apte pour le communisme, mais il n'y a pas de direction" dit le manifeste du Premier Mai de la IV Internationale ; tel a été le thème essentiel de développement et de discussion de cette réunion du C.E.I. et du S.I. élargi, "Les conditions mondiales aptes pour le communisme existent, les forces productives et productrices se rebellent" comme l'a défini le camarade Posadas. Le processus ininterrompu, en élévation et en extension, de la révolution socialiste mondiale, acquiert des formes nouvelles, inconnues à l'étape antérieure. Ce sont les formes hybrides du processus actuel, dont le contenu est uniforme, mais les moyens d'expression multiformes, parce qu'il n'y a pas de direction consciente de masses.

Les mouvements nationalistes connaissent un progrès très profond, plus particulièrement en Amérique Latine. Des tendances de classe progressent au sein du mouvement nationaliste et avancent vers le programme révolutionnaire, vers les conceptions et la méthode marxistes, vers l'organisation d'instruments de classe. Les directions nationalistes - comme c'est le cas en Argentine et au Mexique doivent combiner des mesures capitalistes avec des relations avec les Etats ouvriers et avec des mesures qui affectent, entravent et limitent le capitalisme qui vont dont, en définitive, contre lui. Pour développer le pays, elles doivent nationaliser, étatiser, planifier avec l'intervention pleine des masses. Il n'y a pas de voie capitaliste de développement, dans aucun pays. Ce processus accule capitalisme, qui se prépare pour la guerre.

La Conférence du CEI et du SI élargi a analysé quelle est la structure globale des Etats ouvriers et des Partis communistes face à ce processus en élevation et en extension de la révolution, et de préparation de la guerre de la part de l'impérialisme. Elle a souligné la nécessité de la compréhension globale de ce processus, de sa maîtrise théorique et politique pour donner une réponse de classe et révolutionnaire globale, contre le système capitaliste.

Les masses font pression sur leurs directions en exigeant d'elles et en leur imposant des changements. L'avant garde communiste progresse théoriquement dans la compréhension globale de ce processus révolutionnaire mondial, et fait pression, à l'intérieur des instruments dont elle dispose, pour impulser sa direction, pour développer la vie politique de dicussion de tous les problèmes, pour revenir aux conceptions, aux formes de fonctionnement, aux méthodes et au programme marxistes. Le problème central de cette étape est celui de la construction de la direction révolutionnaire mondiale. Les changements dans les Etats ouvriers, le progrès de la Yougoslavie vers des formes de régénérescence partielle consciente - comme l'a analysé le camarade Posadas - les changements en cours à Cuba et en URSS, la liquidation des Soljenytsine et autres représentants des couches de la bureaucratie qui s'opposent à la régénérescence partielle et à la rencontre historique, les changements au sein du Parti Communiste Français, tout cela montre que la construction de la direction révolutionnaire passe par le processus de la régénérescence partielle et de rencontre historique qui en est le centre essentiel et s'étend à travers les formes de la révolution.

Ed. responsable : Claudine Pôlet — 46, avenue Gillieaux — 6080 Montignies/sur/Sambre

Dans ce contexte, le centre essentiel qu'a discuté la Conférence, qui a résolu de lancer un appel en ce sens est l'unification Chine URSS ! « Il faut élever une clameur mondiale » pour l'unification du mouvement communiste mondial, faire une discussion ouverte, publique, dans le mouvement communiste ouvrier et révolutionnaire mondial afin de conduire à un front unique de toutes les forces, de tous les partis communistes, socialistes, trotskistes-posadistes, nationalistes et catholiques de gauche, militaires révolutionnaires, avec l'objectif de transformer les structures économiques de production et d'échanges, les structures de propriété privée, d'exploitation, et d'en finir avec ce qu'il reste du capitalisme. Les masses du monde veulent construire le communisme. Pour cela, sont nécessaires, une plus grande intervention de la part des Etats ouvriers, leur unification et leur planification commune, un appel aux masses des Etats Unis et pour cela, il faut leur donner l'exemple de la vie soviétique : il est nécessaire de revenir, en URSS, au fonctionnement des Soviets, à la démocratie soviétique la plus complète, avec des réunions, des essemblées, une totale inter vention des masses, revenir à un fonctionnement indépendant des syndicats, à un fonctionnement bolchevique du Parti Communiste, à l'Internationale Communiste.

La Conférence du C.E.I. et du SI élargi a discuté de la stratégie et de la tactique de la IVème Internationale (posadiste) pour intervenir globalement et à travers chacune de ses sections, dans le processus de régénérescence partielle et de rencontre historique ; approfondir son intervention dans les Partis Communistes dans les Etats ouvriers et dans les mouvements nationalistes, orienter et peser dans l'organisation et le développement des gauches dans les partis communistes et socialistes ; élever l'Intervention de toute l'Internationale comme bien public en fonctionnant comme aile trotskiste posadiste dans le mouvement communiste mondial, dans le mouvement révolutionnaire mondial avec ses propres textes et ses propres positions., pour orienter l'avant garde communiste, fraterniser avec le mouvement communiste, socialiste, nationaliste et catholique de gauche, et constituer un front unique anti impérialiste et anti-capitaliste sur la base de la défense inconditionnelle des Etats ouvriers pour en finir avec le système capitaliste !

Cette réunion mondiale de la direction de la IVème Internationale (Posadiste) a discuté, en même temps que les problèmes et les tâches fondamentales du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, l'activité des sections de l'Internationale, leur progrès, le progrès global du fonctionnement de l'Internationale et de l'influence du posadisme au sein du mouvement communiste mondial comme faisant partie de celui-ci, comme aile trotskiste posadiste. La réunion a discuté la nécessité d'élever, d'étendre et d'approfondir cette activité au sein du processus de régénérescence partielle et de rencontre historique, et des tâches, éléments programmatiques et tactiques de chaque section comme des parties d'un même fonctionnement mondial centralisé de l'Internationale. La discussion s'est développée dans la plus complète et totale fraternité, avec la plus grande passion communiste et elle s'inscrit elle-même dans la tâche essentielle d'élever sans cesse, dans toutes les sections, la capacité théorique et politique des cadres et des militants de l'Internationale.

La Conférence du C.E.I. et du SI élargi a approuvé à l'unanimité l'exposé central, présenté par le camarade J. Posadas, et toutes les interventions et additifs réalisés par ce camarade dans le cours de la réunion, et a salué avec toute sa ferveur, toute sa fraternité et avec la décision militante d'appliquer toutes les résolutions adoptées, le camarade Posadas pour la fonction dirigeante politique, théorique et organisationnelle qu'il remplit à la direction de l'Internationale et comme élément essentiel de la pensée et de la direction du mouvement communiste mondial à cette étape de l'histoire. Elle a également salué les textes de préparation de la Conférence et toute l'élaboration théorique développée par le camarade Posadas de la IVe Conférence mondiale à ce jour. La réunion a salué toutes les sections pour leur immense progrès global et en particulier, le Bureau Latino Américain, les sections argentine et méxicaine pour le très grand progrès de leur influence dans l'organisation et le développement de la compréhension socialiste et marxiste dans des secteurs décisifs des tendances nationalistes révolutionnaires, à la section chilienne qui maintient son fonctionnement et son activité sous la répression de la junte des assassins, le progrès de la section italienne et la part qu'elle a prise, avec son intervention dans le triomphe du prolétariat et des masses au cours du référendum de Mai, la section française et son intervention dans le triomphe historique que représente le vote de presque 50% des Français pour l'Union Populaire, toutes les sections d'Europe et du monde.

La conférence a fonctionné comme partie inséparable du mouvement communiste mondial, en adressant ses saluts et l'expression de sa totale fraternité et de sa joie communiste devant le progrès irrésistible et global de la révolution permanente dans le monde, au prolétariat, aux masses et aux Partis communistes de l'URSS et de tous les Etats ouvriers, à tout le prolétariat mondial qui déjà organise et développe, dans ses luttes et sa vie quotidienne, les relations communistes, au prolétariat et aux masses d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine unifiées dans le front unique que signifie leur volonté inébranlable d'abattre le capitalisme et de construire le communisme, aux masses et au prolétariat du Portugal, au prolétariat et à l'avant garde communiste, aux masses d'Italie et de France, à l'avant garde communiste et révolutionnaire mondiale, à l'avant garde nationaliste et catholique de gauche, aux militaires révolutionnaires qui sont gagnés et s'unissent au mouvement et à la décision de l'humanité de renverser toute oppression, toute répression ; d'instaurer la fraternité et la dignité humaine, et de progresser vers la construction mondiale du socialisme.

La Conférence du C.E.I. et du S.I. élargi de la IVe Internationale trotskiste-posadiste a clôturé sa session en envoyant ces saluts en chantant l'Internationale et en lançant un appel et un vivat à l'unité du mouvement communiste mondial.

MAI 1974

SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IVe INTERNATIONALE (POSADISTE)

LES RELATIONS AVEC LES ENFANTS ET L'UNITE DU GENRE HUMAIN

2 juin 74 — J. POSADAS

CETTE EPOQUE N'EST PAS CELLE DU FASCISME MAIS CELLE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

16 mai 74 — J. POSADAS

(Voir pages centrales)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année 30 août 1974 — n° 226 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance : B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

VIVE LA GREVE DES OUVRIERES DE LA F.N.

Dans ce numéro : à la page 4

LA CRISE DU "PEUPLE", ET LA NECESSITE D'EN FAIRE UN JOURNAL MILITANT

Résolution du Bureau Politique

Unir la gauche pour appuyer la grève de la F.N., pour développer une mobilisation générale contre la vie chère et le gouvernement capitaliste.

La grève des ouvrières de la FN de Herstal, a la même signification que la grève des dockers d'Anvers et de Gand : un appel à toute la classe ouvrière à préparer l'action pour ne pas faire les frais de la crise du capitalisme et à secouer les liens d'un appareil syndical qui entrave la lutte. On ne peut attendre indéfinement des plans de "batailles" toujours annoncés par la direction syndicale, mais qui ne se réalisent jamais. Ce n'est pas une grève "d'impatients" ; c'est une grève nécessaire et que nous appelons les organisations syndicales à reconnaître pleinement et à soutenir par une campagne nationale pour étendre ce programme de revendications et le discuter dans toutes les usines.

Les ouvrières de la FN luttent pour une augmentation de salaires — comme les travailleurs de plusieurs autres usines, et pour la dignité humaine. Exiger de changer profondément les conditions de travail, de passer du travail, à la pièce au travail à la journée, c'est une revendication audacieuse et qui montre une grande confiance en soi : cela veut dire que la classe ouvrière refuse de payer les conséquences de la crise du capitalisme. Si les patrons de la FN ne supportent pas ces bouleversements dans l'organisation du travail : qu'ils s'en aillent ! Les femmes de la FN montrent à nouveau le profond sentiment anti-capitaliste, révolutionnaire de leur lutte : "capables de lutter, capables de diriger". Elles montrent aussi que "pend ant les vacances", la classe ouvrière a discuté, fait beaucoup d'expériences, a rencontré les mobilisations des paysans, les mobilisations des masses en Italie contre les attentats criminels du fascisme, qu'elle a vécu intensément tous les évènements du monde, l'effondrement du fascisme au Portugal, la proximité de la liquidation du franquisme en Espagne, la crise profonde que signifie la liquidation de Nixon, le retrait de la Grece de l'OTAN et l'éclatement de L'OTAN à Chypre, les révoltes des détenus dans les prions de toute l'Europe. C'est avec toute cette force que les camarades de la FN, après quelques jours à peine de travail, ont décidé à l'unanimité de partir en grève illimitée, et de passer par-dessus la passivité, la conciliation, ou la peur de leurs dirigeants syndicaux. C'est une décision qui représente avec force, les sentiments et la volonté de toute la classe ouvrière. C'est nécessaire de préparer immédiatement une offensive, dans tout le pays, pour reprendre les revendications des ouvrières de la FN, étendre le programme de ces revendications pour arracher des concessions plus profondes du capitalisme : 10F d'augmentation partout et immédiatement ! pour une échelle mobile des salaires, avec un index contrôlé par le mouvement ouvrier ! pour un salaire minimum vital de 15.000F net immédiatement ! pour imposer maintenant même l'indexation des barèmes fiscaux et le programme posé par la FGTB.

Cette grève de la FN se poursuit tandis que les paysans continuent eux aussi leurs mobilisations, sans tenir aucun compte des interdictions du gouvernement Tindemans. Et le syndicat des militaires se dresse à nouveau contre les projets de réforme de l'armée de préparé par le gouvernement, l'absence de droits démocratiques, syndicaux et politiques au sein de l'armée. Il faut donner beaucoup d'importance à ces évènements. Les paysans, et les militaires sont une partie de la base sociale et politique d'appui au capitalisme. Ils sont en grande majorité aussi une base électorale de la démocratie chrétienne, du PSC-CVP. Mais quand ils se produit chez eux une telle radicalisme, cela veut dire que dans la classe ouvrière, dans les masses il y a une unification, une identification contre le capitalisme, contre le gouvernement de Tindemans telle que l'influence de cette unification pèse sur les paysans, sur les militaires ; en même temps que sur eux pèse tout le poids de la lutte anti-capitaliste des masses d'Europe, de la désintégration du système capitaliste. Dans ces conditions, il n'y a pas de base objective à une division entre la FGTB et la CSC, à une menace de rupture du Front Commun Syndical : les disputes qui existent sont des disputes dans les appareils, et ils prennent de l'importance parce que les directions les laissent expréssément au niveau des appareils : dans la grève de la FN il y aussi des travailleurs chrétiens, et ils font un bloc sans faille face aux capitalistes. La direction de la CSC ne pense certainement pas comme sa propre base ; le Boerenbond, qui fait partie aussi du PSC pense autrement que les paysans qui continuent sans relache les grèves, les manifestations, la recherche de contacts avec les ouvriers aux usines, dans les marchés. Les masses chrétiennes cherchent elles aussi à se mobiliser, à intervenir pour faire face à la vie chère, à toute la crise du système capitaliste, aux menaces sur l'emploi, sur toutes leurs conditions de vie, et aspirent à un changement profond de toute la société. Il faut donc développer et multiplier les initiatives du mouvement syndical, de la FGTB, de la gauche socialiste, du PCB, de la gauche syndicale, de la gauche chrétienne pour donner un moyen d'intervenir aux masses chrétiennes. Mais comment développer tout cela quand il y a un tel frein mis par les propres directions de le FGTB ! La grève de la FN n'est pas reconnue complètement par l'organisation syndicale. Les ouvrières se sont insurgées contre cette passivité et cette attitude de patrons des dirigeants syndicaux, en partant en grève sans attendre et en décidant de poursuivre la grève malgré leurs avis favorables à la reprise du travail : en cela la grève de la FN rejoint celle des dockers d'Anvers. Pour développer la lutte nécessaire, pour aariver à l'unification des forces de gauche, qui est possible, il faut aussi en finir avec le fonctionnement féodal, arriéré du mouvement syndical en Belgique ! qu'est-ce que le syndicat sinon les travailleurs ! alors de quel droit des dirigeants peuvent-ils venir dire qu'ils ne reconnaissent pas une grève décidée à l'unanimité des ouvrières ! Il faut une mentalité de patron pour agir ainsi, se croire le patron du syndicat ! Toutes ces méthodes bureaucratiques sont remises profondément en question par les ouvrières de la FN, et par toute la classe ouvrière !

suite page 4

SOLIDARITE ACTIVE AVEC LES MASSES DU CHILI

FAIRE DU 11 SEPTEMBRE UNE JOURNEE DE LUTTE ET DE SOLIDARITE ACTIVE AVEC LES MASSES DU CHILI !
A BAS LA JUNTE ASSASSINE DE PINOCHET ! VIVE LA RESISTANCE ET L'UNITE DES MASSES CHILIENNES POUR L'ECRASER !
GREVES DE 1 HEURE DANS TOUT LE PAYS, MANIFESTATIONS, CORTEGES, RESOLUTIONS CONTRE LA JUNTE ASSASSINE ET EN APPUI A LA POPULATION CHILIENNE !

Le 11 septembre, il y aura un an que s'est produit le coup contre-révolutionnaire contre le gouvernement de l'Unité Populaire, qui a assassiné le camarade Allende et des milliers de militants, communistes, socialistes, du MIR, trotskystes posadistes, pour tâcher d'imposer un régime fasciste, au service des grandes entreprises capitalistes et impérialistes. En ce 11 septembre, nous saluons et rendons hommage aux militants de l'Union Populaire et tous les révolutionnaires et militants de la classe ouvrière et des masses qui sont tombés en luttant pour défendre la révolution et le socialisme. Nous rendons notre plus grand hommage aux masses qui montrent tous les jours leur résolution révolutionnaire de lutter jusqu'à la fin, comme l'ont fait les Communards de Paris, les masses soviétiques à Stalingrad et les masses héroïques du Vietnam.

Un an plus tard, la Junte se retrouve isolée, assiégée par les masses et les peuples du monde qui élèvent leurs mobilisations et les expressions de condamnation aux assassins. Elle élèvent leur solidarité avec le peuple chilien, avec ses dirigeants et militants révolutionnaires persécutés et réprimés. De tous côtés l'indignation et la réprobation montent pour ceux qui ont piétiné les droits humains les plus élémentaires au nom de la défense du régime capitaliste et de l'impérialisme.

Face à cette campagne mondiale, ils ont du reculer, et même suspendre trois peines de mort auxquels étaient condamnés des militaires et un dirigeant socialiste ; cela montre une très grande faiblesse. La Junte fasciste s'est montrée

(Suite à la page 4)

LES RELATIONS AVEC LES ENFANTS ET L'UNITE DU GENRE HUMAIN

2 juin 74

J. POSADAS

Dans l'éducation de chaque enfant, on construit le monde. Il faut parler à l'enfant en le persuadant, et non en lui imposant, afin qu'il développe au fur et à mesure sa capacité de raisonnement. Ensuite, il agira de façon autonome. Si on ne fait pas ainsi, on forme un enfant obéissant, mais on lui crée dans la tête un cadre rigide d'ordres à respecter, qui est la base de la crainte. Si on le convainc par la persuasion, par l'explication, on le développe dans un sens logique.

Ses relations avec les objets et avec les parents doivent être logiques. Il établit alors une structure et un rapport logique avec les choses. Il est alors capable de distinguer que, ce qu'il doit rejeter et ne pas faire, c'est ce qui n'est pas utile. L'enfant n'a pas une expérience déjà organisée. Il doit la vivre. S'il ne suit pas un raisonnement, s'il n'a pas un guide qui soit raisonnable, il va développer une attitude contradictoire, agressive envers les objets.

La mère doit commencer par être logique elle-même, elle doit toujours être logique. De cette façon, il ne se produit pas de conflit. Même sans être père ou mère, chaque homme et chaque femme dans le futur, se sentiront père et mère, responsables de tous les enfants du monde. Il ne les ont pas eux-mêmes, ils ne sont pas les responsables directs, mais ils auront les enfants de l'humanité. Nous pensons déjà de cette manière, sans pour cela rompre l'unité de la famille. Au contraire, la famille devient de plus en plus un instrument de la révolution. Elle s'unifie pour faire la révolution. Il faut penser ainsi et transmettre cette persuasion auw enfants ; ce qui, maintenant, est agressivité parce qu'ils ne savent pas dans quelle direction organiser leurs énergies, se canalisera dans la recherche de sons harmonieux, qui s'unissent à la pensée, la stimulent et la complètent, au lieu de donner des coups, de casser. Un son harmonieux, tout comme une belle couleur, stimule la pensée, suscite des pensées justes, nobles, parce qu'ils établissent une harmonie en relation avec l'origine de notre structure et permettent d'engendrer de bonnes idées.

Les couleurs, les bruits, les sons, tout ce qui est atavique, se communique : ils nous lient avec nos antécédents. Les couleurs, les sons, sont des créations de l'homme, mais elles ont des antécédents ataviques. Elles sont liées à l'évolution de l'esprit ; dans l'humanité d'aujourd'hui il y a encore des souvenirs de choses ancestrales. C'est certain : ils témoignent d'où nous venons. Nous ne pouvons pas encore les vérifier avec certitude parce qu'ils remontent à des millions d'années. Mais dans l'avenir, l'humanité va pouvoir se consacrer à étudier tout cela.

Il faut se disposer à résoudre tous les inconvénients que l'on va rencontrer. Il y en a assez bien. Mais on peut les résoudre. Nos idées correspondent au besoin de progrès de l'humanité. Il peut surgir des conflits, des contradictions dans l'activité, mais ceux-ci sont circonstanciels. Ils ne donnent pas la norme, la ligne. Autrement on se laisse gagner par le conflit. Quand on se trouve devant une quantité de problèmes : quel est celui qui domine l'esprit ? qu'est-ce qui organise le sentiment, la conscience, la volonté : l'activité révolutionnaire.

Il faut faire un programme de préparation, d'observation de l'enfant. La majorité des mères connaissent peu leurs enfants. La mère prolétarienne les connaît assez bien. Mais dans la plupart des cas, c'est parce que les mères ont peur de se connaître elles-mêmes, de voir leurs failles, leurs erreurs. Elles ont encore un sentiment d'égoïsme, d'individualité. La mère ne sent pas qu'en s'occupant de l'enfant, elle s'occupe d'elle-même. Elle se sent un peu annulée, considérée en tant que femme, ou elle croit que la fonction de mère est une chose perdue ; elle veut être un dirigeant révolutionnaire, un orateur, un écrivain. On peut être tout à la fois. Il faut se préparer théoriquement et politiquement.

Il faut établir un plan de préparation consciente, et surtout un plan pour développer la capacité culturelle. Cela permet de tout affronter, d'organiser. Faire un programme culturel révolutionnaire. On apprend la méthode pour interpréter tous les faits, inclus les problèmes de la mère et de l'enfant. Alors on voit la capacité que l'on a et qui n'est encore utilisée du fait qu'elle n'est pas organisée et qu'on se préoccupe encore de choses secondaires.

Il ne faut pas imposer à l'enfant, ni lui dire : "regarde, cela ne se fait pas...". On peut lui dire cela de temps en temps, mais la meilleure chosea faire, c'est de gagner de l'autorité sur lui. De cette façon l'enfant voit que sa mère et son père ont la force et la capacité que lui-même n'a pas ; et il pense à sa mère sans dépendre d'elle ; il ne lui dit pas : "donne-moi la main pour marcher". Non. Il va dire : "donne-moi la main, je vais t'accompagner". C'est simple, très simple.

Toute l'ambiance de l'histoire est favorable. Par exemple : il faut voir quels sont les jeux des enfants aujourd'hui. Ce ne sont plus des jeux de guerre, de bagarres des uns contre les autres, mais des jeux de création, de construction, de dépassement. Au Vietnam et au Moyen Orient, par exemple, c'est ainsi que les enfants jouent.

Cette discussion est une des bases de la construction du communisme, car l'essentiel est la construction des relations humaines. Le problème de l'économie, de la distribution, de la production, de la productivité, a de l'importance. Il est même essentiel pour le moment. Mais l'humanité a déjà vu qu'avec la technique actuelle, elle peut tout résoudre. Elle dispose de l'électronique, la cybernétique, l'automation. Elle a toutes les formes de production. La nature fournit toutes les richesses, les matières premières qu'on a besoin de transformer. Le problème : ce sont les relations humaines. Plus nous avançons dans la compréhension de la vie familiale, du parti, du syndicat, plus nous progressons dans les sentiments, dans les relations, dans la conduite socialiste, dans le sentiment de progresser pour éliminer ce qui pousse les être humains à se battre entre eux, plus nous créerons des bases solides pour la construction du socialisme et plus nous diminuerons les bases de la bureaucratie, nous élevons la capacité de la population de s'auto-diriger ; il en sera ainsi dans le communisme. Engels dit que dans le communisme il n'y aura pas de distribution, il y aura simplement des entroits où les gens iront chercher ce dont ils ont besoin. Ainsi va s'éliminer une des fonctions les plus stupides de la vie : le commerce.

Par habitude, nous disons "éducation des enfants". En réalité il ne s'agit pas d'éducation mais de relations avec les enfants. L'éducation est une forme de relation avec les enfants, établie par la propriété privée pour soumettre les enfants à l'expérience des grands, leur imposer ce que le capitalisme impose aux grands, à la famille : le préparer à être exploité. Quelles sont nos relations avec les enfants ? Nous élevons la relation humaine avec les enfants. Au lieu d'une relation paternelle, maternelle, dans laquelle on s'impose à l'enfant, on se sent supérieur, plus grand, plus puissant, il faut établir la relation au moyen de la persuasion, en s'identifiant à l'enfant pour que simplement l'enfant voie qu'il n'a pas la force que nous avons. Et cette force il faut la transmettre et l'ordonner.

Il ne faut pas communiquer avec l'enfant au moyen de préceptes, mais au travers de la conduite quotidienne, pour lui permettre de progresser avec la sécurité qu'il va pouvoir apprendre très bien, comme au Vietnam, comme au Moyen Orient ; et que si lui-même ne peut pas faire certaines choses, c'est parce qu'il n'en a pas la force, l'expérience, mais que le père, le frère, le camarade ont cette force et cette expérience. L'enfant a confiance dans l'autre. Il n'y a pas de dépendance, mais l'unification des gens et tant que genre humain. Telle doit être la conduite vis-à-vis des enfants. Développer, dans la vie avec eux, une façon de comprendre, d'agir, de déterminer qui, à tout moment, corresponde à ce qui est nécessaire au développement objectif, communiste, de la vie. Alors l'enfant de deux ans a la capacité d'un jeune de 20 ans.

Bien conduire la relation avec les enfants signifie pour l'humanité une très grande économie d'énergie, de force. L'humanité doit consacrer une très grande partie de sa préoccupation aux enfants, à leur éducation. En s'identifiant à eux, elle gagne un temps énorme qu'elle peut consacrer à s'élever et développer sa confiance en tant que genre humain. Elle ne voit pas de dispute de mystère dans la vie, dans les rapports entre les être humains. Elle se voit comme un résultat du mûrissement humain, elle comprend ses liens de dépendance avec l'économie de la possibilité de se libérer de l'imposition de la nature et de l'économie. Elle voit la possibilité de libérer le père et l'enfant de l'imposition de la dispute, de la concurrence issue des relations comerciales du système capitaliste. Cela permet d'engendrer un pensée, un sentiment, une organisation une structure de la famille qui élève la capacité de penser, d'observer et de prévoir. C.est une énergie, une capacité d'action qui s'unifie, s'homogénéise. Enfants et parents s'identifient au progrès de l'humanité.

Les enfants comprennent et participent a cela. Quand ils sont éduqués dans cette ambiance, ils en ressentent l'attraction, parce qu'ils y voient un sens logique. Les enfants jouent, entre autres parce qu'ils ne comprennent pas ce qui se passe, ce que signifie une chose ou une autre. C'est pour cela qu'ils font des jeux violents. Une fois identifiés à la vie, ils ne sont violents que quand c'est nécessaire : contre le capitalisme, pour éliminer l'obstacle à la fraternité humaine.

Il faut intégrer les enfants à toutes les tâches de la maison, leur expliquer, les persuader. Se proposer, quand on leur parle, de ne pas les considérer comme un aspect secondaire, mais de leur parler avec la passion la plus complète. Alors l'enfant se sent intégré à la vie du grand. Il voit que la diférence entre le grand et l'enfant vient d'un problème d'expérience, de capacité, de moyens, de développement musculaire, d'intelligence et qu'il est en train d'assimiler l'expérience, et d'ordonner sa conduite comme une partie du genre humain. Il ne développe pas les sentiments egoïstes, concurrentiels produits par la société de classe et qui se transmettent à la vie familiale. Il faut incorporer l'enfant à tout, lui parler de tout, discuter avec lui avec la plus asolue considération, comme s'il était l'égal des grands.

De cette façon, l'enfant se sent intégré, considéré. Il ne se voit pas comme un être inférieur, avec des motivations, une vie, des activités particulières, mais il sent qu'il vit intégralement la vie des grands, même s'il y a des choses que lui-même ne peut pas faire.

C'est la propriété privée qui a créé ce qu'on appelle "l'enfance". Il existe les poupées stupides parce qu'il existe la propriété privée et la division de la société en classes. L'enfant du Vietnam n'a plus besoin de poupée. La vie l'aide à vérifier qu'il est plus utile de s'occuper de la vie que des poupées. Les poupées, et les atures jouets sont une stupidité créé par la propriété privée, et qujourd'hui, par le régime capitaliste.

Il faut se cultiver soi-même pour pouvoir intégrer l'enfant totalement à la vie de la maison. Il faut se préoccuper de leur parler, de les raisonner, de mener dans la maison une vie, des relations dans lesquelles il voit un exemple. Pendant une très longue période, l'exemple sera un élément décisif pour les enfants. Pour cette raison, l'exemple du Vietnam a un tel effet sur les enfants. Même si dans la maison on ne vit pas les effets du Vietnam, l'enfant les vit parce qu'il y voit une incorporation de l'enfant à la vie. Il veut vivre, il veut développer ses sentiments ; et on ne lui permet pas de le faire à la maison, à cause du travail, à cause de la vie familiale. Il se sent attiré. Avant il était attiré par les contes de fée, les fantasmagories. Maintenant, il y a le Moyen-Orient, le Vietnam, la lutte des masses dans les syndicats. Aujourd'hui, l'enfant intervient avec passion, pour convaincre et persuader. Il ne fait pas comme une corvée, mais comme quelqu'un qui participe activement. Il met toute l'émotion, le chaleur possible dans la communication pour convaincre, argumenter, il apprend à régler et développer sa vie dans cette participation.

Les jeux stupides l'éloignent de la vie ; il voit que celle-ci se déroule dans la lutte de classe et il sent l'attraction de cette lutte, il veut intervenir. L'histoire à cette étape est très fertile en exemples de celà.

L'essentiel dans la relation avec les enfants, c'est la conduite des parents, de la mère, la conduite logique. L'enfant apprend à mesurer quand son père agit par caprice, par arrogance, supériorité ou imposition. Il faut qu'il voie en lui un comportement complètement logique. Etre logique aussi avec les objets : ne pas les jeter ; ne pas répondre de façon capricieuse, être logique dans son jugement, dans tout. De cette façon l'enfant se développe en fonction d'un jugement logique et il trouve stupide d'être mauvais. L'enfant n'est pas mauvais, aucun enfant n'est mauvais, il peut avoir un comportement inadéquat, mais il n'est jamais mauvais. Il ne peut avoir en lui de sentiments de perversion. C'est la société capitaliste qui donne une éducation pervertie.

Dans la maison il faut maintenir un fonctionnement logique, de raisonnement. La rapport avec le realité, avec la famille, avec les parents, avec les choses, doit être juste, équitable raisonnable ; il faut être juste dans la distribution. Ce n'est pas juste de dire : "il ne faut pas céder aux caprices des enfants". Le caprice de l'enfant est un moyen de combat contre la famille. Il voit que les relations de la maison sont elles-mêmes capricieuse. Quand il voit que la relation est différente, il raisonne.

Si on parvient à adopter dans chaque famille un comportement, à développer des relations au moyen de la raison, l'enfant comprend que cela donne plus de force qu'avant ; il apprend, assimile et comprend que la différence entre le grand et lui est un problème de temps ; mais que, sur le plan de l'acquisition de la connaissance, il peut gagner du temps et réduire plus rapidement la différence. Pour l'emploi de ses muscles, il ne peut avancer plus vite parce qu'on ne s'impose pas encore à la nature ; mais pour ce qui est de sa tête, il peut s'élever comme le grand.

Dans le chant, les enfants voient des relations persuasives au moyen de la musique ; ils ressentent, à travers le chant, la tendresse de la relation humaine. Il faut arriver à de telles relations humaines dans la maison. C'est un cheminement continu qu'il faut entreprendre.

L'enfant est le résultat d'une éducation donnée par le système de propriété privée. Dans le syseme capitaliste cela signifie que celui qui a le plus de puissance gagne plus. Il en était également ainsi dans d'autres régimes, tels l'esclavage, le féodalité. C'est de cela que dépendaient les rapports familiaux. C'est ainsi que la propriété privée a développé le système de la famille. Dans l'antiquité, même à l'époque de l'esclavage, le mode de production asiatique établissait des

relations différentes. Celles-ci étaient supérieures même au régime féodal ; il y avait une vie tribale certes, mais collective. En Allemagne également, avant l'invasion de l'Europe, existaient des formes de vie, d'organisation sociale et économique supérieure à la féodalité : la distribution ne dépendait pas de la propriété ; l'Etat dirigeait la propriété. Ce n'est que plus tard que la forme individuelle de propriété est apparue. Mais l'économie du monde n'a pas été déterminée par ces formes d'économie. C'est la propriété privée qui a étendu, développé des relations humaines à l'image des relations commerciales et de la propriété qui caractérisant la forme de production. Les problèmes de dépendance, d'autorité, de domination ont surgi ; partout, et aussi dans la famille, entre les parents et les enfants. Le père et l'enfant sont la conséquence de cette relation sociale, et non pas d'une mauvaise éducation.

Nous élevons notre compréhension et nous incorporons et développons une communication, une relation communiste avec la femme, le mari, la compagne, les enfants. De cette façon, la famille pense comme un tout. Elle élève la capacité de penser, parce que toutes les énergies et les préoccupations qu'elle consacre maintenant aux problèmes familiaux dus à la relation du capitalisme, elle peut les consacrer intégralement au développement de la pensée. Et cela crée une solidité humaine énorme qui se transmet, qui communique la confiance ; on tire la conclusion essentiells : nous ne sommes pas ce que nous sommes parce que nous sommes nés ainsi, parce que la nature de l'être humain est telle ; nous sommes un résultat de la propriété, des formes de production, des relations sociales déterminées par celles-ci.

Les origines de telles relations deviennent claires ; elles ne sont pas motivées par des raisons mystiques, mais par des raisons concrètes. Une fois changées les causes, les relations changent aussi. Mais comme nous avons déjà acquis la compréhension de ce phénomène, nous pouvons transformer, dès maintenant, les relations sociales en nous-mêmes. On renforce ainsi la capacité de la famille de penser et l'enfant s'incorpore. L'enfant n'a pas l'expérience, la capacité du grand ; mais le grand n'a pas la pureté, l'objectivité, la chaleur naturelle, la joie naturelle de l'enfant. A l'étape actuelle de l'histoire, toutes ces qualités sont nécessaires. Eduquer l'enfant, c'est l'élever pour qu'il pense, sans attendre qu'il communique la chaleur ou l'objectivité. Nous avons ces qualités, à l'égal des enfants. Notre devoir est de communiquer aux enfants notre maturité de telle sorte qu'ils puissent l'admettre. Comme on ne place pas 500 kilogs sur un tabl e qui n'en supporte que 100, de même on ne peut demander à l'enfant d'avoir une capacité de raisonnement, de pensée, qu'il n'a pas. Mais nous avons cette capacité ; par conséquent, nous pensons et nous adaptons notre pensée à l'enfant, dans l'objectif de le conduire à des actions pratiques et concrètes : élever la capacité de penser de cette cellule de la société que la famile constitue et sera encore pendant longtemps. Elever la capacité, le raisonnement, les rapports de la famille avec la société. Cela permet d'éliminer l'antagonisme intérieur, la vie de dispute intérieure créée par les problèmes familiaux ; on élève la vie, et on pense comme une seule entité ; la famille est une entité composé de tous : voilà sa raison d'être essentielle.

L'enfant est inférieur au grand seulement sous deux aspects : il n'a pas la maturité, la capacité de penser, ni la force du grand. Pour le reste, il n'y a aucune différence. C'est l'organisation d'un être humain qui a le sentiment qu'il élabore la relation a vec nous en se construisant au fur et à mesure. L'objectif est d'intégrer l'enfant à la capacité de penser, de raisonner, faire une unité de la famille et, au travers de la famille, du genre humain, de façon à penser en tant que genre humain.

Les disputes avec les enfants sont un résultat de la vie du système de propriété privée ; la vie n'est pas fatalement ainsi : on n'est pas né ainsi. C'est le contraire. Dans les premières étapes de l'organisation de l'humanité, c'était la femme qui commandait, au travers du matriarcat. Ensuite, la dépendance de l'économie a imposé des changements.

Notre préoccupation est d'établir maintenant de telles relations. C'est l'expérience de faite par les partis révolutionnaires, comme l'ont fait les bolchéviques ; cela donne de solides bases pour la création du communisme. Ce n'est pas pour attendre ou gagner du temps, mais parce que c'est ainsi qu'est la voie naturelle révolutionnaire. Par exemple, dans les syndicats : les relations des travailleurs dans le syndicat élèvent la capacité collective, la pensée collective, la solidarité qui sont un élément nécessaire pour le communisme.

L'éducation des enfants ne répond pas à la nécessité de les faire apprendre et connaître, mais à la nécessité de réaliser l'unité du genre humain. On peut y arriver maintenant. Pour le moment, c'est encore difficile, mais à mesure que la lutte pour le communisme avance et progresse, ce sera chaque fois mieux. Ce n'est pas un problème "d'éducation des enfants", mais des relations entre les grands et les enfants. Le socialisme va résoudre cela, mais déjà nous sommes en train d'avancer vers la solution.

J. POSADAS
Le 2 juin 1974.

CETTE EPOQUE N'EST PAS CELLE DU FASCISME MAIS CELLE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

16 mai 74

(Voir pages centrales)

J. POSADAS

Le fascisme n'est pas un mouvement dont le surgissement n'obéit qu'à l'intérêt, à la décision organisative du capitalisme. Il requiert des conditions historiques déterminées qui n'existent déjà plus et ne peuvent pas réapparaître. Ni avant, ni maintenant. Le fascisme est un résidu de la société. Ce n'est pas une force ayant une capacité d'initiative, d'attraction, d'organisation. Le fascisme manque d'intelligence, il n'a pas de force. Le capitalisme ne peut pas le créer quand il veut. Il faut des conditions historiques déterminées.

En 1921/22, le fascisme se basait sur des conditions de défaite du prolétariat d'Europe sur la pauvreté matérielle de la révolution russe, sur le manque de moyens, et l'isolement de la révolution et sur l'inexistence de parti révolutionnaire en Italie, de partis révolutionnaires de masses. Le Parti Socialiste était un petit parti. Il avait un grand poids électoral, mais il était inséré dans la société bourgeoise. En pleine crise, les ouvriers italiens de Turin, Livourne, Milan prouvèrent qu'ils voulaient le pouvoir. Ils ont fait des conseils d'usines. Ceux-ci ne sont pas nés en Italie. Ils se sont créés en Allemagne et en URSS ; mais le prolétariat italien les a immédiatement adoptés. Ils montraient par là : "nous voulons le pouvoir" ! Il leur manquait la communication avec le reste du pays. Il manquait le Parti. Le Parti Communiste était très faible. Le Parti Socialiste n'avait pas intérêt à prendre le pouvoir. La bourgeoisie était exaspérée. Elle essayait de concilier avec les socialistes et les libéraux au Parlement, pour contenir le processus. La bourgeoisie redoutait l'issue fasciste. Elle comprenait que l'instauration du fascisme était une charge économique très grande pour la production. Cela signifiait maintenir un appareil économique inutile dans la production, sans aucune valeur, alors que les partis politiques interviennent dans la production. Elle essayait donc d'éluder cette issue ; d'autant plus qu'elle sentait que le fascisme était la politique du grand capital. Tout le reste de la bourgeoisie, à part le grand capital, redoutait le fascisme. Les libéraux étaient opposés au fascisme pour cette raison, parce qu'il allait faire la politique du grand capital.

Les communistes formaient un petit parti. Les socialistes étaient plus grands numériquement, mais ils ne pouvaient pas décider. Ils n'étaient pas préparés programmatiquement pour affronter cette situation. Ils ne faisaient pas appel aux masses, aux mobilisations, aux grèves. Mais pour affronter le fascisme, il n'y avait pas d'autre méthode que celle-là. Les socialistes avaient une conception réformiste et conciliatrice. C'est pourquoi le fascisme a triomphé. En plus, la petite-bourgeoisie était exasépérée, sans travail, talonnée par le haut coût de la vie, exacerbée par la guerre ; elle sentait une sorte de désintégration du pays et une incertitude quant à l'avenir. Elle voyait que les syndicats et les partis d'Italie ne résolvaient pas ses problèmes. Elle attendait un gouvernement qui donnerait du travail éleverait la production et mettrait de l'ordre dans le pays. La bourgeoisie était incapable de le faire. Et comme les socialistes ne l'ont pas fait non plus, les fascistes sont apparus commes représentants de cette perspective. Ils s'appuyaient sur un grand nombre de chômeurs. Ces chômeurs agissaient en tant que tels, et non comme des membres de la classe ouvrière. Les fascistes se basaient sur eux, et surtout, sur la petite bourgeoisie. Ils s'en sont pris aux syndicats et aux partis socialistes et communistes. Ils les rendaient responsables de l'arrièrement de l'Italie. Hitler a fait la même chose en Allemagne.

Cela fut possible parce que ces conditions existaient. Il n'y avait ni parti socialiste ni parti communiste de masse. Il n'y avait qu'un Etat ouvrier, encerclé par le système capitaliste, sans moyens économiques, sans possibilité d'affronter militairement le système capitaliste. L'Etat ouvrier était isolé. Il fallait passer des partis socialistes aux partis communistes. On manquait d'expérience. Les partis socialistes étaient ces vieux partis conciliateurs ; au sein desquels les partis communistes étaient en train de s'organiser. L'expérience de la Russie, devenue l'URSS, était encore très faible. L'Union Soviétique montrait qu'il fallait le Parti pour prendre le pouvoir. L'URSS a pu le faire, grâce à Lénine, qui avait formé ce parti vingt ans plus tôt déjà. Mais dans les autres pays il fallait encore passer de parti socialiste à parti communiste, et, de là, gagner la classe. Une période historique était nécessaire. Le capitalisme vit ce danger et, en Italie, il se lança avant que le Parti Communiste devienne un parti de masse et que les Conseils d'usine de Turin et Livourne s'étendent à tout le pays et entraînent les paysans et la petite bourgeoisie. Avant d'en arriver là, le fascisme s'est lancé, profitant de la faiblesse des communistes, de l'indécision et de la conciliation de la politique du Parti Socialiste. Il s'est mis à gagner la petite-bourgeoisie en lui promettant du travail une "grande Italie", un grand développement du pays. C'est sur de telles conditions que le fascisme s'est appuyé pour pouvoir dépasser la crise du système capitaliste.

Aujourd'hui ces conditions n'existent plus. Il y a 14 Etats ouvriers, et les masses du monde voient que l'Etat ouvrier donne la solution. Elles ne considèrent pas qu'il est incapable. La politique incorrecte des directions des Etats ouvriers et des partis communistes n'affecte pas, dans un sens historique, l'autorité de l'Etat ouvrier. Elle la diminue, mais elle ne l'affecte pas dans le sens de l'éliminer. La petite bourgeoisie a été gagnée par la révolution : les techniciens, les cadres administrateurs et planificateurs du capitalisme, les paysans du monde entier, sont directement gagnés au mouvement révolutionnaire dans les grands pays. Dans toute l'Europe, quasi tous les gouvernement doivent dépendre des partis socialistes et beaucoup d'entre eux dépendent déjà de l'appui que leur donnent les communistes : quelle marge y a-t-il pour les fascistes ? La bourgeoisie ne peut pas mobiliser la petite bourgeoisie en rejetant les fautes sur le prolétariat et en se présentant avec un programme qui résoudrait les problèmes sociaux. Elle ne peut pas, elle n'en a pas la force. Par contre, les syndicats sont forts, les partis ouvriers sont forts ; les Etats ouvriers prouvent qu'ils sont la solution à la crise du capitalisme et la petite bourgeoisie est gagnée à la solution anti-capitaliste. Le fascisme n'a pas de possibilité de devenir un parti, un mouvement de masses. Il n'a d'ailleurs jamais été un mouvement de masse. Il fut un mouvement qui a empêché l'organisation des masses. Le fascisme est composé de petits groupes, appuyés par la haute finance, et profitant, surtout et avant tout, de l'immobilité, du conservatisme des Partis Socialistes, de la jeunesse et de la faiblesse des Partis Communistes de cette époque. Il n'a pas s'imposer qu'en Italie, en Allemagne, en Espagne, au Portugal.

Aujourd'hui il n'y a pas de danger fasciste. Les fascistes existent, ils sont une force de choc, ils ont des assassins à leur solde, mais ils ne peuvent faire de mouvement de masses. Les mouvements qu'ils organisent, les mobilisations, les manifestations, les déprédations, les attaques, les attentats, sont le fait de petits groupes, protégés par l'appareil de l'Etat par le grand capital. Mais, de toute façon, la véritable raison pour laquelle ils peuvent en core s'agiter, c'est que ni les socialistes, ni les communistes, ni la CGT, CGIL, CILS, UIL ne donnent de riposte. Si la CGIL, la UIL ; les socialistes et les communistes en Italie, leur ripostent, les fascistes ne durent pas 24 heures. Avec une petite action, le mouvement ouvrier les écrase tous. Si la CGIL décide : "les fascistes ont fait sauter une bombe à tel local du Parti Communiste. Demain à 8 heures, nous convoquons tout le peuple pour écraser les fascistes ! ", on les écrase ! Une riposte importante, organisée par les syndicats les ouvriers, les masses, écrase les fascistes ! Ceux-ci ne sont plus des types issus de la petite-bourgeoisie désespérée. Ce sont des individus payés, au service du grand capital. C'est un nombre insignifiant qui veut faire carrière au moyen du fascisme.

Il n'y a pas d'issue en Italie, en Europe, pour le fascisme, la réaction, la droite. Ce n'est pas une dispute abstracte. C'est un dispute concrète. La droite a de la force. Quelle force ? a-t-elle une force sociale ? aucune ! Elle a beaucoup de force militaire économique, policière. Mais les yankees en avaient encore plus au Vietnam ? et qui a gagné ? Les yankees ont des forces militaires en Europe. Le capitalisme anglais, allemand, français, italien, a une énorme force militaire. Est-ce que ce sont eux qui gagnent ? Le progrès de la lutte révolutionnaire, du poids du mouvement ouvrier désintègre le camp ennemi. Il n'annule pas sa force militaire, mais il l'empêche de l'utiliser, il permet de gagner du temps, de l'autorité. De toute façons la dispute va se décider au moyen des armes. Il ne faut pas se faire d'illusion. Ils préparent des juntes d'assassins dans diverses parties du monde en vue de la guerre atomique, des juntes d'assassins, dont ils annulent toute dépendance et relation avec la vie, et

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (T)

(suite de la page 1)

Il faut discuter dans toutes les usines, et les organisations, l'exigence de la reconnaissance immédiate de la grève de la FN et du droit au fonctionnement démocratique le plus complet du syndicat, à la FN, et dans toutes les entreprises : pour des assemblées démocratiques sur les lieux de travail où les ouvriers discutent, résolvent, décident, pour des délégués élus et révocables à tout instant s'ils ne respectent pas l'orientation pour laquelle les ouvriers les ont choisis. Nous appelons les militants communistes, socialistes, chrétiens de gauche, les camarades des groupes "gauchistes", la gauche syndicale à se mobiliser pour appuyer la grève de la FN, exiger sa reconnaissance pleine par les syndicats, et pour décider l'organisation d'une mobilisation générale, des arrêts de travail, des grèves d'avertissements pour préparer une grève générale avec un programme contre la vie chère et contre ce gouvernement anti-ouvrier ! Rejeter fermement toute tentative de faire apparaitre des divisions entre travailleurs FGTB et CSC et pour cela : exiger partout le respect de la démocratie syndicale qui permettra aux ouvriers chrétiens, socialistes et de toutes tendances de montrer toute la force de leur unité.

La grève des femmes de la FN est un point d'appui pour l'organisation de la gauche syndicale et de la gauche dans le Parti Socialiste ; elle y rencontre d'ailleurs un grand écho. Quand Glinne, ou Vermeylen font des articles pour saluer les travailleuses, alors même que la FGTB locale ne reconnaît pas la grève, c'est qu'ils doivent répondre à un courant profond au sein du mouvement socialiste, qui veut changer le pays, changer la société, et changer le Parti Socialiste pour le rendre utile à cet objectif. Les secteurs qui cherchent à réintégrer le PSB dans un gouvernement capitaliste sont mis en échec. Le processus de radicalisation qui se développe au sein du PSB prend sa force dans la volonté de lutte pour le pouvoir, pour se passer du capitalisme qui s'exprime dans la classe ouvrière, des Grès Guérin à la FN ; et dans toutes les luttes et les triomphes des masses du monde. Le retrait de la Grèce de L'OTAN est une résolution des masses grecques et du monde ! C'est un évènement d'une importance historique car il montre la profonde désintégration du système capitaliste, dans sa structure militaire : L'OTAN. Un pays clé pour l'OTAN en Europe s'en retire et l'impérialisme n'a pas les moyens de le balayer de la carte, ni de rien lui imposer ! Dans le PSB il faut en tirer la conclusion, il faut rompre avec l'OTAN ! rompre avec tous les pactes militaires avec l'impérialisme, rejeter l'armée de métier et toutes les mesures. Ces anti-populaires de la crise dont le capitalisme porte toute la responsabilité. C'est certain, qu'une lutte globale, politique est nécessaire pour triompher de la bourgeoisie. La grève des femmes de la FN apporte plus de force, de facteur d'unification de la gauche, et de progrès dans le Parti Socialiste ou le mouvement syndical, que toutes les discussions qui remettent chaque fois les batailles à plus tard.

Cette grève montre qu'il faut accélérer le calendrier préparé par les syndicats "pour la rentrée". Les ouvrières de la FN, comme avant elles les dockers d'Anvers, semblent intervenir à contretemps, mais surtout pour tous ceux qui faisaient des plans, dans les appareils du mouvement ouvrier, pour obtenir quelques miettes du capitalisme, pour obtenir quelques rajustements de ses mesures impopulaires. Dans la gauche socialiste, la gauche syndicale, le PCB, il faut prendre la lutte des camarades de la FN, comme un exemple pour le faire appliquer partout, et pour montrer combien toute la classe ouvrière est disposée, dès maintenant, au combat. Pour la FN, organiser toute une discussion et mobilisation des sections socialistes, communistes, des centrales syndicales en appui à la grève, pour faire à toute mesure de lock-out auquel le patronat n'a pas renoncé, et pour exiger l'étatisation de l'usine et sa mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier, la réorganisation de toute la production et de la vente pour que la production serve le progrès de la population, et les mouvements qui luttent contre l'impérialisme. C'est important que des dirigeants socialistes prennent position pour la FN, mais c'est tout le Parti qui doit intervenir, agir, se mobiliser, prendre la FN comme un centre pour développer une offensive contre le capitalisme, contre le gouvernement Tindemans, pour préparer l'issue du gouvermenet de gauche.

D'autre part, la crise du système capitaliste, montrée une nouvelle fois par le retrait de la Grèce de l'OTAN, exprime toute la faiblesse du capitalisme et montre qu'il faut l'affronter ; il y a toutes les conditions pour le faire, en partant de l'unification et de l'extension de toutes les revendications de la classe ouvrière qui sont les mêmes que celles des ouvrières de la FN !

26 aoput 1974
Le Bureau Politique du POR(T)

La crise du "Peuple" et la nécés sité d'en faire un journal militant

Le quotidien du PSB va probablement être liquidé, et fusionné avec le "Journal et Indépendance". Pourquoi de telles mesures ? Toute la presse, comme d'ailleurs tous les secteurs de l'économie belge, sont en crise. Les prix des journaux viennent d'augmenter. Ce secteur comme tous les autres est basé sur le profit. Et c'est la seule chose qui intéressent les grandes compagnies "Hachette", le "SOIR" etc... qui d'ailleures représentent les intérêts de la Haute Finance, et des banques.

Pourquoi une telle crise touche-t-elle également la presse de gauche ? Le PSB n'a-t-il pas suffisamment d'argent pour maintenir "LE PEUPLE".

Bien sûr qu'il en a ! Mais le secteur du Parti Socialiste qui finance le "Peuple", n'a plus d'intérêt dans ce journal. La droite socialiste a utilisé le journal comme une entreprise commerciale en cherchant à faire concurrence à la presse capitaliste. Mais un journal socialiste ne peut pas être géré en fonction des profits qu'ils peut rapporter. Il doit représenter, et être contrôler par le Parti. C'est l'organe du Parti. Comme il n'est plus possible pour le "Peuple" de faire la concurrence avec la presse capitaliste, la droite du Parti préfère le voir supprimer. Le même problème s'est posé avec les Coopératives, et se posent avec les Mutuelles qui sont utilisées dans un but de rapporter de l'argent. En fermant les coopératives, en voulant supprimer le "Peuple" la droite socialiste agit comme le patronat, elle licencie du personnel, rationalise et met du personnel du chomage. Les employés du "Peuple" ne sont d'ailleurs pas prêts à se laisser faire. Ce ne sont en aucune façon les dirigeants de la droite socialistes qui doivent pouvoir faire ce qu'ils voulent. Le Peuple est un organe du PSB, c'est donc tout le Parti qui doit intervenir et prendre position, ce n'est pas une entreprise commerciale.

Pour se maintenir, il est indispensable que les journaux de gauche soient des journaux militants, qui reflètent dans ces colonnes les préoccupations de la classe ouvrière, de la population exploitée, qui donnent des idées pour s'organiser dans les usines, dans les quartiers, et ne soient pas simplement un journal "informatif", passif parce que les militants de base socialiste ne peuvent pas y intervenir.

Et voilà précisemment, ce qui se passe dans la presse socialiste. Les articles, les commentaires les informations, les discussions, sont toutes issues de l'appareil du Parti. Ce sont toujours les dirigeants, la bureaucratie socialiste qui y intervient. De temps en temps, apparaissent des prises de positions de fédérations, de sections d'usines qui sont l'expression de la lutte intérieure du PSB. Mais "le Peuple" n'est pas un journal militant. On ne le vend pas aux portes des usines, dans les marchés, dans les quartiers ouvriers, dans les gares. Parcequ'il n'y a pas de vie, de fonctionnement du PSB, il n'y a pas de militants pour faire ses activités pratiques indispensables pour maintenir le lien avec la classe ouvrière, avec la population là où elle se trouve.

Ce problème de liquidation du "Peuple" doit être discuté par tous les militants, dans les sections d'usines, dans les fédérations, partout et de la même manière que des réuions fédérales se sont réalisées pour refuser la participation au gouvernement, il faut réaliser des réunions pour dire : "Maintenir le Peuple et en faire un journal de militants, dans lequel toutes les sections, les Fédérations doivent avoir le droit de s'exprimer, de dire toutes leurs positions sur les directions socialistes, toutes leurs critiques, toute censure doit être supprimée, que le "Peuple" ouvre ses colonnes à toutes les tendances de gauche dans une "Tribune Libre", à tous les partis ouvriers, aux Syndicats et aux autres organisations non socialistes, au Parti Communiste, aux Chrétiens de gauche ; et à notre Parti, et également aux groupes gauchistes, et à toutes les groupes progressistes qui veulent intervenir, qui veulent faire avancer l'Union de la gauche en Belgique.

Il ne faut prendre aucune décision avant le Congrès Doctrinal. Il est évident que la majorité des militants du Parti ne veulent pas voir supprimer "Le Peuple".

Sur cette base, "Le Peuple" serait remplit de choses très intéressantes, et serait attractif pour toute la classe ouvrière, et la population. Evidemment, pour faire une vente militante il doit en être ainsi, sinon personne ne veut le vendre, ni l'acheter.

Ed. responsable : Claudine Pôlet – 46, avenue Gillieaux – 6080 Montignies/sur/Sambre

AU CHILI !

incapable de diriger le pays. En quelques mois elle a détruit l'économie brutalement.

Ce coups assassin, loin d'intimider les masses du Chili et du monde et d'impulser les forces rétrogrades et réactionnaires contre la révolution socialiste, comme c'était son but, a servi à l'avant-garde prolétarienne communiste et révolutionnaire dans le monde entier, pour élever le mûrissement politique quant à la nécessité d'appliquer la politique et les méthodes révolutionnaires pour prendre le pouvoir et construire le socialisme, quant à la méthode et la tactique dont on a besoin pour faire face à l'inévitable guerre civile.

L'expérience, un an après le coup, confirme les analyses du camarade Posadas et la IVe Internationale depuis le moment même du coup : ce coup est transitoire et se transforme en un "boomerang" contre la réaction et la contre-révolution. La révolution mondiale, l'élévation de la lutte des masses et les progrès décisifs des Etats ouvriers, comme au Vietnam, au Moyen Orient, à Chypre, la crise de l'OTAN font échec à toutes les tentatives du capitalisme pour survivre au moyen de coups fascistes, d'attentats à la bombe.

Cet étroit front unique mondial des forces favorables à la révolution impulse, stimule, donne confiance et unifie les masses chiliennes contre la Junte. Celles-ci s'expriment dans des grèves (comme récemment les dockers de San Antonio, les mines de cuivre de El Teniente), par des sabotages, des distributions de tracts, des chaulages, mille formes sous lesquelles les masses expriment leur mépris et leur haine pour la Junte fasciste. Du nord au sud du Chili se succèdent des milliers d'actions, de résistance à la Junte qui requièrent une communication, une entente, des sentiments collectifs, de solidarité révolutionnaire. Cela, la Junte ne peut pas le détruire, parce que c'est la conscience communiste du prolétariat et des masses chiliennes, qui s'est développée pendant les trois années de Gouvernement Populaire. Cette assurance se transmet aux autres couches de la population. Ainsi se préparent les conditions objectives pour l'écrasement de la Junte fasciste.

Maintenant, les comités de quartier, d'usines, existent partout dans le pays, clandestinement, et sont la base de la nouvelle direction marxiste et révolutionnaire qui est en marche au Chili. C'est la raison pour laquelle la Junte maintient et augmente les mesures de répression. Un an après s'être emparé du pouvoir, elle doit maintenir le couvre-feu. C'est la démonstration de sa peur de la riposte révolutionnaire des masses. Même l'assassin de Pinochet reconnaît que s'il y a des élections, maintenant, ce sont les communistes qui vont gagner. C'est une démonstration de ce qu'ils n'ont pas pu intimider ni faire reculer la conscience des masses chiliennes. Au contraire, celles-ci ont tiré des conclusions des erreurs de leurs dirigeants et les ont poussé à faire des changements dans leurs méthodes, leur politique.

Ces changements s'expriment dans les récentes déclarations de l'Unité populaire, du Parti Communiste, du MIR, qui font toutes appel à étendre le front unique à toutes les tendances de gauche sans exception et à se préparer pour prendre le pouvoir par la force.

Ces mêmes conclusions sont à prendre pour la Belgique. Que ce soit pour le projet Vanden Boeynants, pour les atteintes aux libertés, au droit au travail des immigrés. Il sera nécessaire d'avancer sur la base de l'expérience que laisse le Chili ; les mobilisations de solidarité pour le Chili doivent être une base pour structurer le front de la gauche — partis ouvriers et syndicats —, pour être préparés également aux réactions de la bourgeoisie qui se manifestent par exemple en Italie, et qui essaieront en Belgique aussi de riposter par la force au mouvement des masses.

Nous appelons tous les partis, le PSB, le PCB, les Trotskystes-Posadistes, les Syndicats FGTB et CSC, le MOC, la JOC, les J.S., la MJT, les JC, le MCP, tous les mouvements étudiants, à mener une campagne de front unique dans tout le pays, pour faire une mobilisation en appui et solidarité avec les masses du Chili jusqu'à la journée de lutte et de grèves du 11 septembre, comme l'a proposé la Fédération Syndicale Mondiale.

Nous appelons tous les militants ouvriers et syndicaux, de toutes les tendances à participer A LA MANIFESTATION DU 6 SEPTEMBRE A CHARLEROI - Place Buisset à 17,15 Heures - ET AU MEETING - à la Maison des Huit Heures.

Nous appelons POUR LE 11 SEPTEMBRE A FAIRE DANS TOUTES LES ENTREPRISES DU PAYS UNE GREVE D'UNE HEURE AVEC UNE DISCUSSION, UN DEBAT SUR LA SITUATION AU CHILI, et FAIRE DES CORTEGES DANS LES COMMUNES DES ENTREPRISES.

Nous appelons à intervenir dans toutes les manifestations régionales et à LA MANIFESTATION NATIONALE DU 14 SEPTEMBRE A BRUXELLES'

Le 11 septembre, dans toutes les usines, il faut faire des résolutions à envoyer au Chili et au gouvernement belge, EXIGEANT LE RESPECT DES LIBERTES DEMOCRATIQUES, LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES, L'APPARITION DE MILITANTS COMME VAN SCHOUWEN ET NELSA GADEA GALAN DISPARUS DEPUIS DES MOIS, LA CESSATION DE LA TORTURE, L'ELIMINATION DES CAMPS DE CONCENTRATION.

Il faut APPUYER L'ENVOI DE DELEGATIONS DE PARLEMENTAIRES DU PAYS, DE DIRIGEANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX, DE COMMISSIONS DE JURISTES ET AVOCATS, DE LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, DES JURISTES DEMOCRATES, D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR EXIGER LE RESPECT DES DROITS HUMAINS.

Il faut ET NOUS EXIGEONS DE NOS ORGANISATIONS SYNDICALES LE CONTROLE LE PLUS STRICT DE L'UTILISATION DES PORTS : NE PERMETTRE NI LE DEBARQUEMENT, NI L'EMBARQUEMENT D'AUCUNE CHOSE POUR LE CHILI ! BOYCOTTER LE CHILI, EXIGER LA NON LIVRAISON D'ARMES !

Si la Junte d'assassins a envoyé un de ses types les plus représentatifs comme ambassadeur en Belgique, le général Nuno, c'est parce que l'attitude du gouvernement belge, et les relations qu'il a maintenu avec le Chili, montraient qu'elle pouvait envoyer de tels assassins. IL FAUT EXIGER LA RUPTURE TOTALE DES RELATIONS AVEC CETTE JUNTE ! C'est une invention de dire qu'on reconnaît les Etats et non les régimes, c'est un prétexte pour faire passer le reste : DEHORS L'ASSASSIN DE NUNO !

Nous appelons aussi à amplifier l'aide aux réfugiés chiliens en leur donnant du travail, et tous les droits pour vivre décemment.

A BAS LA JUNTE D'ASSASSINS !
VIVE LA LUTTE DES MASSES POUR LE POUVOIR ET LE SOCIALISME !

26 août 1974
Le Bureau Politique de POR(T)
(une partie de ce texte et des informations sont tirées de "VOZ PROLETARIA" organe du POR(T) section argentine de la IVe Internationale Posadiste).

(suite de la page 3)

qu'ils font dépendre de l'impérialisme yankee. Voilà leur but. Ils font la même chose au Vietnam du Sud. Voilà quelle est leur force. Ils n'ont pas de force sociale ni politique. De même au Chili. L'impérialisme, au Chili, est parvenu à vaincre, mais il n'a pas pu affirmer son pouvoir. Ils n'ont pas de force sociale. Le capitalisme n'a pas de force. Il a des moyens militaires, mais il ne peut pas les utiliser quand il veut. J. POSADAS

16 MAI 1974

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12° année - 19 septembre 1974 - n°227 hebdomadaire

Dans ce numéro :

EDITORIAL : VOIR PAGE 6
DEMOCRATIE SYNDICALE, PLAN ANTI-CAPITALISTE ET FRONT-UNIQUE DE LA GAUCHE SONT NECESSAIRES POUR ORGANISER LA RIPOSTE OUVRIERE A LA CRISE.

LA "FETE" DE L'HUMANITE, EXPRESSION DE LA VOLONTE CONCENTREE DES MASSES FRANÇAISES POUR ABATTRE LE CAPITALISME

9 SEPTEMBRE 1974

J.POSADAS

Les gens sont allés à la « fête » pour transmettre à toute la France : "Nous sommes disposés à prendre le pouvoir !

La France vient de vivre un des évènements les plus importants de toute son histoire. Le prolétariat français, réaffirmant, renouvelant son rôle historique indispensable, a agi de manière à amener plus d'un million de personnes à la "Fête" de l'Humanité.

C'est le prolétariat français qui l'a réalisé, grâce à ses luttes, dont Lip et Rateau. Mais dans tout cela, le fait essentiel est la conduite du prolétariat, qui ne doute pas, n'hésite pas. Ce prolétariat qui, tout en étant en conflit avec ses directions, tout en se heurtant, dans la décision qu'il démontre d'aller beaucoup plus loin dans la lutte contre le capitalisme, à l'obstacle de ses directions qui ne l'organisent pas – ne se décourage pas pour autant, ne se disperse pas, ne se laisse pas attirer par les groupes, ne se joint pas aux protestataires. Le prolétariat s'est mobilisé et continue de la faire, emploie sa conscience et sa capacité avec la pleine sécurité de ce qu'il va triompher. Il n'agit pas avec l'incertitude, la prodence et la crainte qui conduisent à la passivité, mais avec l'énergie et le dynamisme qui lui viennent de ce qu'il est sûr. C'est avec cette assurance qu'il agit face aux controverses et aux discussions, dans le mouvement ouvrier : que ce soit dans la CGT, la CFDT, FO ou dans le Parti Communiste. Il voit qu'il y a crise, il sent que c'est une crise de direction, de politique, de programme et d'objectifs. Tout cela s'est démontré dans la "Fête" de l'Humanité.

Le prolétariat ne se décourage pas, il ne sent pas cela comme une catastrophe. Il ne sent pas qu'il y perd des forces, ni sa concentration, ni sa capacité d'action. Il se sent plein de résolution et de capacité d'action. Le meeting gigantesque qu'a été la Fête de l'Humanité l'a démontré: en même temps qu'un meeting gigantesque, ce fut une réunion, une concentration, un processus d'échange d'idées, un débat sans direction, mais un débat tout de même, dans lequel le prolétariat est allé participer pleinement, avec la décision de pousser la France à éliminer le capitalisme. La volonté du prolétariat s'est concentrée pour dire : "nous voulons le pouvoir ! Pas pour nous-mêmes, mais nous voulons le pouvoir pour arranger ce qui ne va pas en France. Il est faux de dire qu'en France tout ne peut pas aller parfaitement bien". La Fête de l'Humanité en a donné la preuve. La prolétariat y a assisté pour réaffirmer sa résolution de combat et de direction de la société. Cela n'a pas été une manifestation électorale, mais une manifestation de puissance de la classe, entraînant la population. Le prolétariat représentait dans la Fête, au maximum 30 à 40 % en tout, entre jeunes et adultes. Le reste n'était pas ouvrier. Mais le comportement de tous les assistants était bien celui qu 'impulsait, induisait, organisait le prolétariat. Un million de personnes sont allées à la Fête, avec une persistance consciente, pour pousser de l'avant leur Parti, et l'avant-garde est venue en entraînant d'autres secteurs pour impulser le Parti.

A travers une succession ininterrompue de sensations, d'influences, de graduations dans l'influence, les couches du prolétariat dont le niveau est le plus bas, ont été attirées par l'avant-garde communiste, jeune et adulte, qui veut prendre le pouvoir. Tel est le sens qu'a eu cette réunion. Ce n'est pas un pic-nic. Ce n'est pas une fête. L'appellation, le qualificatif de "fête" est erroné, intentionnellement erroné, pour en diminuer l'importance politique. C'est une concentration de la volonté de l'avant-garde, de la masse communiste qui y est allée pour montrer qu'elle est apte pour prendre le pouvoir. Elle le réaffirme à nouveau, elle n'en est pas dissuadée, détournée, elle ne recule pas devant les négligences et les craintes de sa direction. Elle persiste et persiste encore.

Dans cette fête s'est manifestée la volonté de l'avant garde d'entraîner tout le reste du pays à prendre le pouvoir. L'avant-garde s'est senti la représentante de la France ; dans la Fête se trouvait la vraie France : le reste, ce sont les déchets. La France et ses dix-huit ans se trouvaient dans la Fête, et elle a montré qu'elle portait bien ses 18 ans, qu'elle a l'éternelle jeunesse des idées révolutionnaires, qui ne fait que s'adapter aux circonstances. Mais elle a montré aussi que ces 18 ans ont la même capacité adulte que celle de Lénine.

Sur le million de personnes qui a formé l'assistance, 30 % au maximum, étaient communistes. Les autres ne le sont pas. Ils sont attirés, gagnés ; et c'est vrai qu'ils sont attirés par l'avant-garde, par la masse communiste, par le Parti Communiste. Mais aussi parce qu'ils portent en eux-mêmes la base pour se sentir attirés. Ils veulent la même chose. Ils ne sont pas convaincus qu'ils doivent le faire. La Fête donne un point de concentration à leur volonté. L'avant-garde communiste – aussi bien les jeunes que l'avant-garde adulte du prolétariat français – a senti qu'elle communiquait avec le reste de la population de France, et elle va le démontrer dans la lutte ultérieure. Tout ce qu'a déclaré Marchais montre l'existence d'une très grande lutte intérieure, mais son cours est favorable à la lutte pour le pouvoir. La capitalisme est innécessaire. L'humanité en a marre de la guerre, elle veut en finir avec le capitalisme. La Fête de l'Humanité a été une concentration de la volonté combattante de la France qui veut aller au pouvoir. La IVe Internationale y a assisté en prenant part à l'élaboration de la pensée politique de la Fête.

Cette Fête est l'indice de l'état des luttes revendicatives en France. Bien sûr, il n'y a pas de manifestations de guerre civile, pas de grands affrontements. Les directions du Parti Communiste, du Parti Socialiste, de la CGT, en concluent : "où voyez-vous ici une lutte révolutionnaire ? tout est calme ! ". Mais la lutte révolutionnaire ne consiste pas à faire des manifestations, des meetings, des occupations, à faire le coup de feu. Le prolétariat veut changer la société et c'est cela, la lutte révolutionnaire ! Les méthodes qu'il emploie sont celles que lui imposent ses directions. Mais il veut changer la société et il va le faire. Il va liquider Giscard ! Il a participé massivement à la Fête, en tant que classe, pour transmettre au reste de la population : "nous sommes disposés à changer la société". Il disait aussi à ses directions : "nous voulons changer la société, nous voulons en finir avec le capitalisme ! Nous y sommes disposés, nous en avons la capacité et la résolution ! Nous voulons changer la société ! ".

Faute de pouvoir le démontrer dans des meetings, par des résolutions, des conclusions d'assemblées, parce qu'on ne lui permet pas de le faire, parce qu'il n'est pas organisé pour pouvoir le faire, le prolétariat l'a manifesté par son comportement. Celui-ci ne révélait pas une seule manifestation d'intérêt individuel. Il n'y avait pas un seul ivrogne qui créait du scandale. Bien sûr il y avait des gens ivres, mais c'étaient des ivrognes révolutionnaires ! Alors l'ivresse perd de son importance : ce sont simplement des camarades qui ont bu un verre de trop, sans nécessité. Ils auraient aussi bien pu exprimer ce qu'ils éprouvaient le besoin d'exprimer, sans boire une telle quantité de vin. Mais ils buvaient sous l'effet de la joie ; c'est pourquoi, même ivres, ils continuaient à obéir à l'organisation intérieure qui était la leur avant, à l'éducation de la société capitaliste. De la même façon qu'il faut encore acheter et vendre pour vivre, payer son loyer, se soumettre à l'achat et aux échanges, et tout cela influence encore le comportement. Mais même dans ce cas, il n'y avait personne qui provoque des bagarres, du scandale, ou qui discute en remettant la fête en question. Si ces camarades s'échauffaient sous l'effet de la boisson, ils le faisaient en défendant le Parti Communiste. Et certaines camarades, qui avaient assez bien bu, elles aussi, n'avaient pas non plus d'attitude agressive. L'agressivité de la boisson est une manière d'exprimer les sentiments qu'on éprouve contre cette société, et non contre le prochain, même si ce dernier se trouve là à ce moment-là et que c'est à lui qu'on s'en prend. Après ils discutent et s'en prennent ensemble au flic s'il essaie d'intervenir. Et si la discussion dure encore un peu, le flic lui-même se joint à eux, et ils s'en prennent tous ensemble au gouvernement.

Toute bellicosité était absente de la Fête de l'Humanité. L'ensemble tendait à une élévation pour se centraliser dans le sentiment de : "Vive les partis communistes ! Vive le communisme ! ". Les rapports, la manière de se traiter, étaient communistes, les discussions tendaient à se préoccuper politiquement et la boisson jouait simplement le rôle – innécessaire d'ailleurs –, de permettre à ces camarades de montrer ce qu'ils voulaient dire. Il y avait des jeunes qui avaient perdu le contrôle d'eux-mêmes, mais ils n'avaient pas perdu leur conscience ! Leur inconscient continuait à les guider : "vive le Parti Communiste ! Vive la CGT ! A mort Giscard ! A mort le capitalisme ! ". Leur inconscient les alimentait avec le désir de renverser le capitalisme. Dans le capitalisme, les ivrognes se montrent sensuels : pas là ! ils sont anti-capitalistes.

Les gens sont allés à la Fête de l'Humanité pour impulser leur Parti, pour communiquer au reste de la population, afin que celle-ci le transmette à toute la France : "nous sommes prêts à prendre le pouvoir ! ". Tout le comportement des gens indique cette préoccupation, personne n'est allé discuter ses problèmes personnels. Dans une réunion capitaliste, chacun dit qu'il n'a pas assez de son salaire pour vivre, qu'il ne peut pas payer son loyer, qu'il ne peut se payer telle chose, c'est-à-dire il exprime des plaintes personnelles, domestiques. Dans cette Fête de l'Humanité, il n'y avait pas la moindre plainte personnelle. Toutes les protestations étaient : il faut renverser le capitalisme ! Il faut renverser Franco, comment faire pour le liquider ! Comment faire pour impulser le Portugal ? Qu'est-ce que nous pouvons faire pour impulser à partir d'ici ?
La préoccupation, le sentiment dominant étaient la préoccupation politique de comment faire pour en finir avec le capitalisme, comment faire pour prendre le pouvoir ? C'était la préoccupation essentielle, particulière, intégrale. Il n'y avait pas de préoccupation individuelle.

Les gens sont allés dépenser là ce qu'ils ne dépensent pas dans le reste de l'année. Ils sont allés avec l'intention de dépenser, mais ils l'ont fait sans gaspillage et sans désordre. Ils avaient raison de penser que dépenser de l'argent pour manger là, n'était ni du gaspillage ni un excès : il s'agit d'aider le Parti. Bien sûr, il y a l'influence des habitudes quotidiennes

(Suite page 2)

LA "FETE" DE L'HUMANITE...

dans le capitalisme, dans lequel les relations s'établissent au moyen de la boisson, de la nourriture, relations qu'impose le capitalisme. Les gens allaient là pour consommer et dépenser de l'argent avec le désir d'établir des rapports communistes.

Ce comportement exprime le rapport social. Tout dans la Fête était contre le gouvernement, contre le capitalisme. Toute la préoccupation se centralisait autour de : "il faut changer tout ça ! Il faut changer ! Il faut changer ! . Telle était la préoccupation essentielle des masses dans cette Fête. De toutes, l'intervention la plus significative, totalement écrasante, a été celle de la jeunesse. Ce n'était pas une jeunesse qui se contentait de faire acte de présence : c'était une jeunesse qui vivait politiquement. Il y a eu 11 mille adhésions à la Jeunesse Communiste et 5 mille au Parti, ce qui indique une préoccupation très puissante pour la conclusion : il faut prendre le pouvoir !

Il y a deux ans, dans un texte adressé aux gauchistes, nous leur avons dit : "Vous n'avez pas d'avenir. Le changement de politique du Parti Communiste, la nécessité objective qui oblige le Parti Communiste à changer et à améliorer sa politique ferme la perspective à l'étape de la protestation. Un changement dans le Parti Communiste, si minime soit-il, un changement aussi simple que celui qu'il a fait, qu'il était obligé de faire, va créer un pôle d'attraction. Mais même avant que ce pôle d'attraction ne fasse sentir ses effets, il va signifier une digue de contention vis-à-vis du gauchisme. Car à côté des couches jeunes qui allaient au gauchisme pour l'impulser, il y avait aussi dans ce mouvement des couches qui échappaient à l'influence du prolétariat. Bien que ce processus ne soit pas encore complètement achevé, on avance dans ce sens.

La prépondérance de la jeunesse dans la Fête de l'Humanité indique sa préoccupation pour changer la société. Les jeunes veulent intervenir, même s'ils ne disposent pas d'organismes, de la direction qui corresponde aux sentiments, à la volonté de pouvoir des masses. Ils cherchent à modifier, changer, remplacer la direction qui ne correspond pas à cette nécessité. Il n'y a pas d'autre endroit que la Fête pour voir, pour mesurer quel est l'état de la classe, des jeunes, des adultes, des enfants. Les manifestations, les grèves, les mouvements de protestation dans les usines ne donnent qu'une vision très fragmentaire. Par contre, la Fête de l'Humanité offre une possibilité concentrée. En effet ce n'est pas une Fête dans laquelle on peut cataloguer : il y avait les vieux, les jeunes, les adultes, les enfants... C'est une concentration qui développe des qualités, une volonté ; comme il n'était pas possible de le faire politiquement – parce qu'il n'y avait pas les moyens nécessaires pour le faire, parce qu'on ne les y encourage pas, on ne les organise pas pour cela –, les gens le montrent par leur conduite individuelle. Bien qu'il y avait une infinité de jeunes – six à sept cent mille – il n'y a pas eu le moindre incident, ni entre hommes et femmes, alors qu'il y avait infiniment d'occasions de les faire surgir. Il n'y a eu ni incident, ni excès, même de ceux qui étaient saouls. Même les jeunes qui couraient et sautaient, le faisaient en prenant soin de ne pas faire mal aux autres. Ils exprimaient en courant et sautant, une partie de leur enthousiasme. Ceci donne une mesure de ce que veut le prolétariat français et de l'autoritité qu'il a sur le reste de la population française.

Le prolétariat, par sa conduite dans les usines, dans les grèves, par sa persistance à maintenir ses organismes, par ses expressions répétées de combativité, d'unification, de front unique, dans les débrayages, lors des élections, s'est lancé à peser dans la Fête de l'Humanité afin de manifester, non seulement à ses dirigeants, au Parti Communiste, au Parti Socialiste, mais à toute la population de France : "nous sommes disposés à prendre le pouvoir, nous sommes prêts et nous avons la résolution de le prendre".

Cette action de la Fête de l'Humanité ne doit pas être prise, comme une manifestation isolée du reste de la vie, de l'ensemble de la lutte de classes nationale et mondiale. Si, mondialement, il y avait un processus de stagnation, de recul, d'indécision, de manque d'assurance, cela se transmettrait au prolétariat et celui-ci, ses couches supérieures, celles qui décident, celles qui ont l'initiative et la sécurité politique, ne pourraient pas communiquer avec le reste de la population et l'attirer. Les conditions mondiales sont caractérisées par une élévation, une extension constante de la volonté révolutionnaire des masses, de la crise du capitalisme, du progrès des Etats ouvriers. Ceci crée un état mondial qui permet à l'avant-garde d'entrer en communication avec le reste de la population, de l'attirer. Et ce qui donne la mesure de la profondeur de ce processus favorable à la révolution, c'est la rapidité, le rythme élevé avec lequel l'avant-garde attire le reste de la population. C'est un instrument de mesure irremplaçable. La communication au sein de la société ne s'établit pas à travers les résolutions du Parti Communiste ou de la CGT. Cela a de l'influence car ce sont eux qui peuvent concentrer organisationnellement. Mais la volonté combative des masses leur vient de ce qu'elles reçoivent l'influence de tout le processus mondial de la révolution. Dans leur vie quotidienne, elles vivent tout ce processus, elles échangent des idées, des impressions, elles émettent des jugements, elles développent leur vie familiale au milieu des commentaires au sujet du processus mondial. Ceci forme un ensemble d'effets politiques qui leur donne de l'assurance, qui leur donne raison et dont l'effet s'ajoute à leur volonté combative. Et les masses de France, en se joignant à ce processus, stimulent la volonté combative du monde entier.

La crise du système capitaliste, Watergate, l'absolution de Nixon – que nous avions prévue car il s'agit de tout un arrangement préparé par la CIA – donnent au prolétariat l'assurance que c'est lui qui est capable de diriger, de s'imposer, de résoudre cette crise. C'est ce qui lui donne l'assurance nécessaire pour s'adresser au reste de la population. Sans cela, sans l'intervention de l'avant-garde, le Parti Communiste ne pourrait pas communiquer avec le reste du pays et l'attirer.

C'est le prolétariat dans l'usine, dans le quartier, qui a attiré tous ces gens. C'est le comportement du prolétariat, sa sécurité historique, la décision historique qu'il exprime dans toutes les grèves, dans toute son activité, qui donne au reste de la population l'assurance nécessaire. Et il est possible d'influencer les couches dont le niveau est le plus bas, les attirer, leur donner confiance. Les couches de la population non incorporées au Parti Communiste ni au mouvement syndical manifestent leur confiance, montrent qu'elles sont attirées par la confiance que leur donne le prolétariat national et mondial. Pas seulement le prolétariat de France, mais aussi l'URSS et la Chine, et plus seulement comme classe, mais comme Etat ouvrier. Cette concentration affermit le prolétariat pour le décider à influencer le reste de la population.

La crise de croissance du Parti Communiste et la défense du Programme Commun

Marchais a fait un discours polémique, s'adressant aux autres couches du Parti Communiste. Son discours, qui cherchait à contenir l'ascension de la lutte des masses – non à l'empêcher, mais à la contenir –, posait cependant deux points fondamentaux : il faut aller au gouvernement, et dans une prochaine étape. Il faut gagner les couches gaullistes pour aller au gouvernement. Mais ils ne veulent pas gagner ces secteurs, ni les radicaux, en vue d'une montée électorale ou parlementaire. Ils veulent aller au gouvernement. Ils ne vont pas sacrifier le Programme Commun, ni le réduire, pour gagner ces couches. Ils vont les gagner au Programme Commun. Le Parti Communiste se prépare à faire une campagne sur la base de ces deux positions. Le discours de Marchais est une réitération de conclusions, de positions, de résolutions, qui affirment le Programme Commun. A qui s'adresse-t-il ? Ce n'est pas seulement à son électorat, mais aussi à l'avant-garde communiste.

Quand nous disons qu'il y a une crise dans le Parti Communiste, cela ne signifie pas seulement qu'il y a une lutte de tendancés. Mais que l'avant-garde exige, demande une prise de position de sa direction. Marchais s'est adressée à elle pour lui dire : "Nous maintenons le Programme Commun. Nous allons gagner les gaullistes de gauche au Programme Commun, et non au prix du Programme Commun". Il a déclaré : "ce n'est pas le programme du socialisme, mais nous ne reculerons pas sur aucun point du Programme Commun pour gagner tous ces gens et aller au gouvernement avec ce programme". Il y a quinze jours à peine, il tenait un autre langage, il s'affaiblissait, se laissait attirer par d'autres couches. Mais cette fois, il affirme la résolution d'aller au gouvernement, le développement de l'activité pour gagner des couches gaullistes ou radicales sur la base du Programme Commun. Cependant, pas plus de trois à quatre mille personnes ont assisté au débat où Marchais posait ces points, alors qu'une déclaration de cette nature devrait être suivie de débats publics, avec la participation de trente mille personnes.

La même chose s'est passée lors de la discussion sur la jeunesse. Il y a des tentatives de discuter publiquement des problèmes d'organisation du Parti : sur la jeunesse, sur les cellules. Mais ils le font avec une très grande limitation. S'ils avaient réellement intérêt à faire discuter le problème des cellules et de la jeunesse : pourquoi ne pas les discuter au sein du Parti ? il faut faire une discussion publique dans le Parti, avec des congrès, des réunions, des discussions, éditer des publications dans lesquelles tout le monde donne son opinion. Il faut faire des bilans, des analyses, des comparaisons avec le processus de développement de la jeunesse, la fonction de la jeunesse. Il faut poser : "quelles sont les perspectives de la jeunesse ? Celle-ci est-elle étrangère aux adultes ? Pourquoi la division entre jeunes et adultes ?" La vie ne les sépare pas, elle les unit. La vie les impulse ensemble. Ils subissent la même exploitation, les mêmes conséquences de la vie du système capitaliste, ils sont dans la même impossibilité de progresser. L'exploitation du capitalisme fait du mal à tous. Les jeunes sont attirés par la lutte parce que celle-ci répond à leur besoin de participer à la construction de la société. Mais dans la Fête de l'Humanité, les stands cherchaient plutôt à stimuler des réflexes individuels chez les jeunes.

La fonction de la jeunesse pour impulser le Parti à aller au pouvoir

La jeunesse est gagnée – et va être gagnée – par le Parti Communiste parce que celui-ci lui donne un moyen d'influencer et d'avoir un poids, parce qu'il est un instrument organisateur de la classe. La jeunesse y vient parce qu'elle voit ce mouvement, et non parce qu'on lui permet de parler, de discuter, de corriger. Les orateurs, dans les débats de la Fête, ne donnaient pas de jugements scientifiques. C'est pourquoi il n'y avait pas de jeunes dans ces débats. Ni dans la discussion sur la jeunesse, ni dans la discussion sur les cellules. Dans cette discussion plusieurs militants manifestaient une préoccupation : "peut-on discuter dans la cellule ? Dans la Jeunesse Communiste, le jeune peut-il changer le programme du Parti ? ". Même s'il s'agissait d'une question préparée, elle montrait que les jeunes veulent changer le Parti Communiste, ne pas se soumettre ni s'aligner. Ils veulent intervenir activement. Cela ne veut pas dire ignorer le Parti. Non, ils veulent peser sur le Parti. Et s'ils posent de telles questions, c'est parce qu'ils reflètent et représentent l'opinion de vastes couches de jeunes, qui ne viennent pas au PC parce qu'ils disent qu'on ne peut pas y discuter.

Il faut changer beaucoup d'aspects de la vie du Parti. Le jeune y entre et tend à s'incorporer comme un élément de pensée, de poids ; il ne vient pas se soumettre à l'imposition de la direction. Quand il en va ainsi, c'est parce qu'il a des doutes sur les positions du Parti Communiste. Si sa politique était incontestable, la jeunesse n'aurait pas de doute. 60 à 70 pour cent de la Fête était composée de jeunes. Il n'y a pas un tel pourcentage dans le Parti. Mais une grande quantité de jeunes se sont incorporés au Parti pendant la Fête, parce que la jeunesse est venue en masse impulser le Parti Communiste. Cette incorporation de onze mille jeunes n'est pas due au hasard. Les jeunes veulent discuter. Ils veulent échanger des idées, ils ne veulent pas détruire le Parti, ni la direction. Ils veulent discuter ; entre le jeune et l'adulte n'existe aucune différence. L'un et l'autre ont les mêmes besoins, ils sont exploités de même, ils ont un même poids social ; ils ont certes une capacité un poids politiques différents. L'adulte est plus mûr, plus résolu, du fait de son expérience. Le jeune a plus d'initiatives, plus de capacité de création.

Il faut unir la capacité de création du jeune et la solidité de l'adulte. Pourquoi les séparer ? Qui établit l'unité entre eux ? On ne discutait pas ainsi dans la Fête. Ils discutaient en disant : "la jeunesse est une chose, l'adulte, une autre". Et pourquoi ?

Il faut intervenir, tirer la conclusion et la communiquer : l'incorporation de onze mille membres à la Jeunesse Communiste est un indice de la maturité très élevée, de la volonté des masses de prendre le pouvoir. L'incorporation de 5000 membres au Parti Communiste, signifie que les masses veulent prendre le pouvoir. Ce n'est pas une conclusion électorale ni parlementaire. Il faut tirer la conclusion combative que les masses veulent le pouvoir. Elles n'ont pas voulu donner une impulsion pour augmenter le nombre de voix aux élections. C'est la jeunesse qui élève sa décision de peser, pour avancer vers le pouvoir : voilà quelle conclusion il faut tirer. C'est pour la même raison, que la direction du Parti a laissé intervenir les camarades posadistes.

Il y a une lutte très grande dans le Parti Communiste, entre la droite, le centre et ce qu'on appelle la gauche. On ne voit pas encore de façon très claire ni précise, en quoi elle consiste. Mais c'est une lutte, dont nous faisons partie et dans laquelle on nous laisse intervenir. Il faut intervenir !

Entre les jeunes et les adultes il n'y a pas de différence. L'organisation de la lutte pour subsister, pour transformer la société et renverser le système capitaliste dans les différentes sphères d'action, a besoin de l'unification entre jeunes et adultes. Les organismes séparés pour les jeunes ont-ils signifié un progrès, un bénéfice quelconque ? Est-il vrai que la jeunesse a des intérêts individuels, des préoccupations partielles ou spécifiques ? Quelle est la préoccupation des jeunes ? A-t-elle des sentiments, des objectifs à part des adultes ? Elle n'en a pas ! Alors pourquoi cette séparation ? Le problème de la jeunesse existe ; il faut partir de ce niveau. Il existe aussi des Partis Communistes et Socialistes qui sont des formes d'organisation réformistes, destinées à chercher un appui dans les élections et non dans la lutte des classes. Les jeunes montrent leur volonté d'intervenir dans la lutte de classes. Ils veulent discuter, peser, décider. Par exemple : à LIP, à Rateau, à Renault, les jeunes ont lutté, sont intervenus, ont participé, oui ou non ? Jeunes et vieux, tous les ouvriers étaient ensemble. Quels sont les intérêts des jeunes dans l'usine ? Est-ce qu'on doit leur donner des gants pour travailler, et aux adultes non ? Quelle différence y a-t-il entre la façon dont sont traités les jeunes et les adultes dans la société ? Aucune !

Pourquoi ne pas avoir fait une discussion sur les droits électoraux et la fonction de la jeunesse et de l'enfance au travail ? En France il n'y a pas beaucoup d'enfants au travail. En Italie, il y en a. Chaque semaine des enfants de 7, 10, 14 ans meurent en Italie. Ils travaillent dans la construction, dans les usines textiles, dans les campagnes et ils meurent d'accident, des objets lourds leur tombent sur la tête et les écrasent, ou ils tombent dans des puits et se noient. Cela arrive chaque semaine. Pourquoi ne pas discuter ces problèmes ? Il n'y a pas d'enfants de 6 ans qui travaillent en France. Mais c'est relatif. Des jeunes de 12, 14, 16 ans sont déjà au travail, normalement. Mais

LA "FETE" DE L'HUMANITE...

les étudiants, les lycéens, même s'ils ne travaillent pas, doivent participer à toute l'activité sociale. Il faut discuter cela dans la Fête de l'Humanité.

Par exemple, monter une représentation théâtrale : nous proposons aux camarades du Parti Communiste de faire une pièce de théâtre sur la fonction des enfants et des jeunes. Y poser le droit à intervenir électoralement, le droit de décider. Les enfants doivent y intervenir. Même s'ils ne travaillent pas, ils peuvent participer à la vie sociale, en tant qu'étudiants, dans les lycées. Nous proposons d'agir ainsi : éliminer les différences entre les jeunes et les adultes. Ils ne vont pas le faire maintenant. Mais l'élimination de la différence entre les jeunes et les adultes, donne au jeune une capacité d'action bien plus puissante ; il sent qu'il participe aux décisions qui déterminent les changements historiques. Tel qu'il est maintenant, il ne participe qu'à un faible degré. Il doit participer intégralement. Pourquoi faire commencer et terminer le jeune, avant même de commencer à vivre ? Pourquoi laisser le jeune à part ? C'est absurde ! Il faut discuter. A propos de la femme, également. Pourquoi faire des organisations séparées de femmes ? Cela revient à approfondir une division établie par le système capitaliste. Sur la base de la différence de sexes, on fait une différence sociale, mystérieuse. Il faut réaliser l'unification. Pourquoi séparer les hommes et les femmes ? Il faut discuter de tout cela. Dans cette réunion qui a rassemblé des milliers de jeunes, n'y a-t-il eu aucune discussion, aucune conclusion sur les raisons pour lesquelles on fait vivre les jeunes dans une organisation à part ? Il n'y a aucune explication là-dessus. Or les milliers de jeunes sont venus à la Fête parce qu'ils étaient attirés par une activité faite en commun avec les adultes.

L'activité de la jeunesse a dominé tout ce meeting. Elle a donné la ligne au meeting. Paris a dix huit ans. Cette conclusion a déterminé une ligne de conduite dans l'esprit du militant, du cadre communiste ; mais la réunion ne lui a pas donné d'expression parce que la direction s'est arrangé pour l'éluder. Mais tout cela va s'exprimer dans le Parti.

Il faut jouer la 9è Symphonie de Beethoven pour répondre au sentiment de triomphe de la fête !

Les gens ne sont pas allés écouter Marchais, ni le débat sur les cellules. Par contre ils sont allés écouter Berlioz. Ils s'attendaient à autre chose. Ils n'avaient pas notion de ce qu'était ce Requiem. Mais ils démontraient ainsi leur désir d'assimilation culturelle. Le public a écouté le Requiem, il a manifesté une attitude de respect pour les musiciens. A un autre moment, il aurait sifflé. Mais le silence final correspondait à des sifflements. Dans cette Fête de l'Humanité, derrière chaque silence, un cri était à l'expectative. La musique s'est achevée et personne n'a applaudi. Le public n'a pas assimilé la musique, il ne s'est pas intégré, comme il l'avait fait l'année passée avec le ballet soviétique. Cependant les gens restaient sur place après que l'orchestre eut terminé le Requiem. Et c'est seulement quand les musiciens ont commencé à se lever, qu'ils ont applaudi et ont agité les drapeaux. Leur objectif n'était pas d'applaudir l'oeuvre musicale, mais la présence de l'URSS et des autres Etats ouvriers. Ils manifestaient leur approbation pour une relation supérieure à celle du régime capitaliste.

C'est un indice de l'immense maturité des masses, de la petite-bourgeoisie. C'est la même maturité qui s'exprimait quand les masses ne sont pas allées écouter Marchais. Ce n'était pas de l'indifférence ni de l'opposition. Mais elles n'ont pas éprouvé le besoin d'y aller, parce qu'elles sentaient qu'elles ne pourraient pas intervenir. Tandis qu'en applaudissant l'orchestre, elles pouvaient intervenir, écouter, juger, applaudir ou se taire. Au débat de Marchais avec les journalistes, les masses ne pouvaient pas intervenir. Elles n'y ont pas assisté. Cela ne veut pas dire que la politique n'intéresse qu'un petit noyau. Mais les masses n'ont senti aucune attraction, parce que le Parti Communiste ne les a pas attiré. Il aurait dû préparer une participation massive au meeting de Marchais : 30, 40, 50 mille personnes. Dans ces conditions, les gens y seraient allés. De plus, il faut organiser les débats de façon à ne pas devoir poser de questions, mais à pouvoir faire des propositions.

Quand les gens écoutaient le Requiem de Berlioz, à la fin de la Fête, ils sont restés longtemps debout pour applaudir les Etats ouvriers, la capacité de création de l'Etat ouvrier qui peut organiser des musiciens et des orchestres de différents pays, même sur un thème étranger aux Etats ouvriers : Le Requiem de Berlioz est un thème de la mort, les Etats ouvriers sont le thème de la vie. La musique n'était pas attirante. Les applaudissements etaient très clairsemés, ils manquaient d'enthousiasme. Mais à la fin, tous les saluts allaient aux Etats ouvriers. Les gens saluaient avec le poing levé et les drapeaux rouges. Ils applaudissaient les Etats ouvriers. On sentait la joie, des jeunes gens, des communistes, de ceux qui n'étaient pas communistes, mais sentaient l'attraction de la supériorité de l'Etat ouvrier sur le système capitaliste. Ce concert était donné gratuitement. Pour faire une oeuvre pareille en régime capitaliste, il faudrait réunir des millions de francs. Les Etats ouvriers montraient qu'ils étaient capables de coordonner leurs musiciens même pour interpréter une oeuvre de prostration. Ce Requiem n'était pas un chant à la mort, c'était la prostration. Par contre il n'y avait aucune prostration dans la Fête ! Il y avait une éclosion, une élévation constante. Cette musique choquait. Il fallait faire jouer la Neuvième Symphonie de Beethoven. Voilà la musique qui correspondait à la Fête. Et s'ils voulaient interpréter un thème relatif à la mort, ils pouvaient faire jouer la Troisième Symphonie de Beethoven, avec la Marche Funèbre, qui est un chant de victoire. Mais Berlioz est un chant à la mort. Il ne faut pas chanter la mort ! La Troisième Symphonie de Beethoven, tout en étant une description funèbre, est un chant d'élévation de la vie.

Il n'y a plus de raison de faire des descriptions funèbres actuellement. L'Etat ouvrier ne peut plus faire de musique comme ce Requiem. On aurait pu jouer mille autres oeuvres dans la Fête ! Même la musique sacrée de Beethoven, qui n'a rien à voir avec le ciel, les mystères, est une musique céleste, qui a les pieds sur terre et les mains embrassant l'humanité. La musique religieuse de Beethoven ne signifie aucune prostration théosophique ou théologique. Elle est complètement liée, unie à la terre.

On a fait jouer Berlioz, pour être bien avec la petite-bourgeoisie, les techniciens, les ingénieurs, avec la bourgeoisie, les gaullistes de gauche, pour faire sentir que les communistes, eux aussi, "comprennent la vie". Cette musique était destinée essentiellement à ce secteur, et non au public. Pour cette raison le public ne vivait pas ce spectacle. L'année passée, le public réagissait au ballet soviétique avec un enthousiasme permanentç ininterrompu, même si le ballet exécutait des figures qui n'avaient pas beaucoup de sens. Mais le public voyait les Soviétiques, danser, faire des mouvements, il voyait le vie, la vie, la vie ! Par contre dans ce Requiem, il n'y avait pas de vie. Les gens sont restés insensibles, ils ne participaient pas à la musique. Et quand ils ont applaudi à la fin, c'était pour les Etats ouvriers. L'année passée, le public communiquait constamment avec les artistes soviétiques, en applaudissant, en criant, en faisant mille gestes. Cette fois-ci : pas la moindre communication. Quelques personnes seulement ont applaudi, sur plus d'un demi-million qui étaient là. Le public démontrait son état d'esprit, sa capacité de jugement. Il sait juger, et bien. Cette oeuvre était destinée à la petite-bourgeoisie. Si celle-si s'y était sentie intepretée, elle aurait applaudi à tout rompre. Mais elle n'a montré aucune attitude d'acceptation ; les gens étaient passifs. De toute évidence, ils ne prêtaient pas attention à la musique.

Cette Fête exprimait une vigoureuse impulsion d'unification, de fraternité. Cette musique était une désastreuse impulsion de mort. Il n'y avait aucun lien entre l'une et l'autre. Ce n'est pas cela la culture ! Mensonge. Rendre hommage à la mort, ce n'est pas de la culture ! La culture signifie élever la capacité d'interprétation de la vie. Voilà la base essentielle de la culture. Nous respectons les artistes, entre autre, Berlioz. Mais nous ne respectons pas tout ce qu'ils font. Nous comprenons à quelle étape telle oeuvre fut réalisée, et dans quel but. Mais aujourd'hui, c'est une autre étape, qui n'a rien à voir avec celle à laquelle Berlioz a fait cette musique. Aujourd'hui, n'importe quelle réunion communiste, doit prendre Beethoven comme base essentielle de communication par la musique ? C'est pour se mettre en contact avec des couches de la population qu'ils veulent gagner. Et pour se montrer, aux yeux de la bourgeoisie, bien ordonnés, pas trop pressés ; ils veulent montrer qu'ils savent apprécier la capacité de la musique française. C'est une attitude chauviniste, qui ne répond à aucun besoin politique. Maintenant, ils doivent donner toutes sortes de justifications dans leur presse. Les gens ont exprimé leur résistance et leurs reproches pour avoir fait jouer cette musique.

La jeunesse s'est montrée radieuse, par contre, au moment des feux d'artifice ; elle applaudissait avec une énergie terrible, elle criait, elle rayonnait de joie. C'était une façon de s'opposer au Requiem ! Tout le monde a concentré son attention sur le feu d'artifice. Cela ne signifiait pas un manque d'attention, ni une diminution de la préoccupation intellectuelle et politique. Les gens y voyaient une concentration, une conclusion de leur volonté de triomphe. Les gens voyaient dans l'utilisation de ces moyens qui viennent du système capitaliste, quelque chose de supérieur au système capitaliste. Ils voyaient leur Parti, la préparation de leur Parti pour prendre le pouvoir, la célébration d'un triomphe ! Dans les couleurs, dans les lueurs, dans les détonations, ils voyaient un synonime de combativité, de résolution, qui correspondait à leur état d'esprit combatif. Ils ne le voyaient pas comme une évaporation de la Fête, ou de la réunion qui venait de se terminer, mais comme une synthèse qui se concrétisait dans le feu d'artifice. Tout de suite après le feu d'artifice ont éclaté des chansons. Le feu d'artifice a une origine religieuse, de célébration passive, de soumission au ciel ; mais les gens ne le prenaient pas du tout de cette manière, ils y trouvaient un moyen de communication active. Ils ont chanté l'Internationale, Bandiera Rossa et mille autres chansons révolutionnaires !

Pour la même raison, à la fin du discours de Fajon, personne n'a bougé quand on a fait jouer La Marseillaise. Silence complet. Les gens levaient le poing. Mais quand on a commencé à jouer l'Internationale, tout le monde a levé le poing. C'est avec le même état d'esprit que les gens sont allés écouter Le Requiem et a réagi à tout. C'est ainsi qu'il faut évaluer pour mesurer le comportement de la population. L'avant-garde communiste a communiqué à toute la population le sentiment de sécurité, communiste pour intervenir. Une analyse et une conclusion minutieuse de la Fête de l'Humanité sont nécessaires, pour donner une réponse au militant communiste. Le Parti Communiste, c'est tout cela ! Ce n'est pas la direction qui le représente celle-ci, sans être étrangère à la volonté de combat de la masse, n'en est pas non plus le représentant réel, pur. Il faut donc comprendre que l'avant-garde communiste a exprimé toute sa combatitivité sous des formes inorganiques, parce qu'elle n'a pas d'organismes dans lesquels elle peut intervenir.

Il faut clôturer la Fête avec le chant de l' Internationale !

Une base essentielle pour le développement du mouvement communiste mondial est le jugement critique, la capacité de jugement critique. Chaque militant doit pouvoir intervenir, évaluer, comparer, prendre la mesure historique de toutes les activités qu'il mène, apprendre élever sa connaissance des mouvements de la classe, apprendre à évaluer le processus mondial. Cela requiert une préparation théorique et politique. Aucun des Partis Communistes ne mène cette vie politique. Elle existe partiellement, dans l'un ou dans l'autre, mais elle n'est pas le produit d'un organisme centralisé, elle n'est pas organisée à partir de la direction. Il faut faire cet appel au Parti Communiste. La jeunesse qui est venue à la Fête recherche cette vie. Elle est avide d'idées, de décision, d'échange d'idées : comme elle ne trouve pas de vie politique dans le Parti, elle cherchait tout cela dans la Fête. Son attitude passive en écoutant Le Requiem, ou La Marseillaise exprimait cette recherche. Par contre quand on jouait L'Internationale, la jeunesse n'était pas du tout passive, elle était très active, et dynamique. Et quand la Fête s'est terminée, tous les jeunes avaient le sentiment qu'on ne devait pas finir une réunion de cette nature, sans une concentration organique, sans le chant de l'Internationale. Mais les dirigeants avaient commencé à éteindre les lumières dès 21 heures, et à 22 heures, la moitié des stands étaient démontés. C'était une attitude délibérée de la direction, pour empêcher des concentrations, des manifestations et le chant de l'Internationale.

Nous critiquons une telle conclusion. Il faut chanter l'Internationale à une prochaine Fête. Il faut faire une brève allocution sur le sens de la fête, une brève conclusion de ce qu'elle a signifie, et terminer par l'Internationale. Alors le militant, et celui qui est attiré par les militants, sans l'être lui-même, sent un lien, une continuité avec l'activité qu'il fait, en sortant de la Fête. Il faut quitter la Fête en chantant l'Internationale. La direction de la Fête a fait en sorte que tout se termine, une fois hors de l'enceinte de la Fête. Les gens sont rentrés comme s'ils avaient fait une activité parmi d'autres. Par contre, cette activité-ci était très importante. Elle devait avoir une continuité. Si elle n'en pas eu, c'est parce que la direction ne l'a pas voulu. Le militant communiste, lui, voulait continuer. Il faut s'opposer à ce qu'une réunion comme celle-ci se termine sans chanter l'Internationale. Avant de chanter, il faut faire un bilan. Le Bureau Politique du Parti Communiste doit discuter, dans la Fête même, pour tirer une brève conclusion de la Fête ! De cette façon la préoccupation intellectuelle, organisative du militant communiste, et de celui qui est venu entraîné par le militant communiste, reste vive, constante, pour appliquer les conclusions dès le jour suivant. Maintenir la préoccupation de la réunion de l'Humanité, et la faire continuer dans la rue, à la maison. Dans les grands meetings du Parti Communiste, les gens chantent l'Internationale pour clôturer. Pourquoi ne pas en faire autant dans cette Fête !

La réunion de l'Humanité fut un instrument de combat, pour avoir accès au pouvoir. Marchais en a fait la démonstration quand il a parlé. Il ne disait pas : "c'est notre fête, nous venons ici pour nous amuser, pour faire acte de présence". Il a dit : "Nous tendons à gagner la gauche gaulliste, avec le Programme Commun, et non à ses dépens". Il a réitéré cette affirmation. Pourquoi ne pas la continuer ? Il faut faire une analyse pour le militant communiste, écrire, discuter dans la cellule, dans cette ligne qui ne s'oppose pas à ce que Marchais a déclaré. Si la direction ne l'organise pas, c'est, en partie, parce qu'elle n'a pas cette conception, et parce qu'elle n'a pas de parti pour le faire. Elle n'a pas de préparation théorique et politique adéquate.

Cette réunion a démontré que la masse communiste attire intégralement, une très grande partie de la population française pour prendre le pouvoir. Il faut

(Suite page 4)

LA "FETE" DE L'HUMANITE...

tirer cette conclusion. Notre propre intervention fait partie du processus de crise de croissance du Parti Communiste. Nous avons la capacité, les moyens, l'autorité pour intervenir. Il faut intervenir avec plus de précision, avec de meilleurs textes, pour pouvoir peser dans la crise de croissance du Parti Communiste. Le succès de la Fête de l'Humanité n'est pas dû à la France, il est dû au monde entier. Il y a un processus ascendant de la lutte des masses en France ; mais il y a en même temps, une diminution des grandes grèves. Il n'y a pas de grandes grèves ; depuis des mois, la direction contient, réduit, retient les grandes luttes des masses.

La participation massive, de plus d'un million de personnes à la Fête de l'Humanité, indique que le prolétariat a entraîné de larges couches de la population malgré cette diminution des grandes grèves. Il n'y en a pas eu en France, mais il y a eu de grandes luttes dans le reste du monde. Il y a la Grèce, le Portugal. Mais en France, se sont développées de petites luttes, très significatives de la volonté de combat de l'avant-garde : LIP, Rateau, les dernières grèves dans les petites usines ; elles sont démonstratives d'une très profonde décision de combat. Elles ont un caractère programmatique : petites en nombre, elles sont très significatives sur le programme. Elles tendaient à remplacer le patron, à faire fonctionner l'usine sans le patron, à faire la preuve qu'on peut fonctionner sans le patron, sans l'administration capitaliste, beaucoup mieux ; on produit plus, mieux et meilleur marché. Il se passe la même chose en France, en Belgique, en Italie. Malgré l'absence de grandes grèves, ces petites luttes très concluantes et l'élévation constante des luttes dans le reste du monde, ont eu un grand poids sur la France.

La Fête doit servir à organiser la capacité de direction, l'intervention soviétique des masses

C'est ce que devrait analyser le Parti Communiste et il ne le fait pas. Ce n'est pas qu'il ne le sait pas, mais il n'est pas préparé pour ce type d'analyse. S'ils le faisaient, ils seraient obligés d'arriver à la conclusion : "alors, pourquoi ne prenons-nous pas le pouvoir ? ". C'est pourquoi ils réduisent la signification de l'évènement que constitue cette fête. La direction dissimule le nombre de gens qui y ont participé, pour ne pas stimuler le militant communiste, dans la réunion ou dans l'usine à poser la question : "alors, pourquoi ne prenons-nous pas le pouvoir ? ". Ce qui s'exprime, c'est la pensée politique de l'appareil, et non le jugement politique, qui conduit à des conclusions et qui appelle des conclusions. Cette fête en est une seulement dans la forme ; dans le fond, c'est une concentration de la volonté pour prendre le pouvoir. Sinon les gens n'iraient pas. Il ne faut pas mesurer non plus d'après le fait qu'il n'y a pas eu de chants à la fin : c'était mal organisé. Il faut mesurer d'après le comportement des gens. Les journaux de la bourgeoisie eux-mêmes remarquent qu'il y a dans la Fête de l'Humanité, des relations qui ressemblent à des relations socialistes. Ce ne sont pas des relations socialistes parce qu'il y a encore le commerce, l'intérêt individuel, mais les gens qui y assistent ont une conduite et un comportement qui dépassent l'intérêt individuel.

Les gens ne peuvent pas encore l'exprimer complètement, parce qu'ils sont soumis au type actuel de rapports qui sont la base de l'existence. Mais dès qu'ils peuvent se libérer de l'asujetissement aux rapports commerciaux, ils le montrent. Même dans le commerce. Il y a un niveau supérieur de relation, non pas à l'échelle de l'un ou l'autre individu, mais à échelle de masses. Tout le monde est porté par la préoccupation de manifester à l'autre des rapports sociaux supérieurs. Là, ils peuvent le faire. Avec l'argent, ce n'est pas possible. Mais même en dépensant de l'argent, les gens ont manifesté leur désir d'impulser le Parti.

Il y a une préoccupation constante pour intervenir, pour décider. Et l'intervention des gens exprime, d'une manière particulièrement accentuée dans les trois dernières années, la préoccupation sociale qui les anime, et qui est de manifester des relations supérieures, partout où c'est possible. C'est pour cette raison que le public est allé à la Fête de l'Humanité : pour vivre deux jours de relations sociales supérieures. Le capitalisme crée et développe les préoccupations individuelles, la dispute, la défense de soi-même en tant que défense de l'intérêt privé, qui s'exprime à travers : "le plus fort gagne la meilleure part". C'est ce qui, dans le capitalisme, s'exprime dans les relations à travers le commerce et organise la conduite, la mentalité, les relations sociales. Mais dans la Fête, la conduite des gens n'était pas organisée par cette mentalité. Il fallait acheter chaque objet et le payer et les gens ne cherchaient pas à tirer profit ou à frauder, mais ils se livraient à une activité qu'ils sont encore obligés de faire en raison de l'organisation antérieure et qu'il n'est pas possible d'éluder. Donc il faut payer. Ils continuent passivement ce chemin, mais toute passivité disparaît quand, au milieu de toute l'activité commerciale qu'ils doivent faire, l'action et les relations s'élèvent. Alors, ce qui est la norme, c'est la manière affectueuse de se traiter, c'est le souci des autres, l'identification avec eux. C'est cela, la relation communiste.

Les gens sont allés à la Fête pour exprimer leur volonté communiste d'entrer en relation avec les autres, de penser aux autres. Cela s'est exprimé dans une infinité de faits, de gestes, dans le contact immédiat, ou médiatisé, dans une communication, venue quelquefois de très loin, dans le sentiment de vivre des rapports sociaux supérieurs. Les gens sont allés vivre ces deux jours de sentiments, de relations sociales supérieures. Ils ont dépensé cinq fois plus qu'en restant chez eux, mais ils l'ont fait avec la satisfaction de montrer qu'ils acceptent cette autre vie, et ils le transmettent. Non seulement ils acceptent, mais ils transmettent. Les gens cherchent à communiquer, communiquer. Il faut payer. Ils ont l'habitude, l'organisation de la vie, qui oblige à payer pour ce que l'on consomme, ce dont on a besoin. Mais dès qu'ils le peuvent, dès qu'ils peuvent en finir avec cette nécessité, ils le font et établissent la communication humaine. Toute signification commerciale disparaît. Il y avait dans la Fête des rapports supérieurs, de préoccupation envers les autres. Il y avait un sentiment communiste.

Certes le communisme a des bases économiques. Mais sa base essentielle, qui s'appuie sur un rapport économique supérieur au capitalisme, est l'élimination de toute la propriété, le développement de relations, de sentiments, de conscience, supérieures au capitalisme. Le communisme est l'élimination de l'individualisme, de l'intérêt individuel, des oppositions d'interêt entre les uns et les autres. Il unifie la préoccupation universelle en tant qu'être humain. Voilà ce que va réaliser le communisme. Il faut une base économique, mais cela n'est pas en discussion, cette base existe déjà. Le communisme va signifier la préoccupation universelle pour l'être humain, et non pour les objets, le commerce, la production, l'accumulation. L'objectif de la vie, c'est l'être humain. Voilà le communisme. Il signifie donc un niveau de relations sociales. Il ne dépend pas d'aptitudes individuelles, de capacité individuelle, mais d'une organisation permettant de développer de telles qualités et de vérifier dans les relations la possibilité de les développer. Il faut des organismes : les organes soviétiques, qui organisent les masses, et épanouissent leur capacité, qui leur permettent de faire la pratique de leur capacité. Une telle conclusion ne peut venir d'une éducation, d'un texte, d'une conférence, elle doit venir de la pratique vivante des masses ; et cette forme d'éducation est supérieure à toutes les universités. Les universités vont d'ailleurs disparaître, et les masses vont apprendre en un jour, plus que dans toutes les universités réunies. Ce sont ces nouvelles relations humaines qui éliminent tout affrontement, toute dispute entre les êtres humains, et organisent la capacité collective de l'intelligence collective de l'être humain, homme ou femme.

C'est cela la conception communiste. Il faut tenir compte des étapes pour avancer, en fonction de l'économie. Mais la solution complète des problèmes économiques n'est pas nécessaire, pour construire des relations communistes. Bien avant que les conditions économiques soient réunies, les relations communistes – qui signifient la préoccupation universelle pour l'être humain –, vont s'établir. Les masses avancent dans la compréhension de l'organisation du communisme. Par-dessus leurs dirigeants, elles cherchent à établir des relations soviétiques. Non seulement des relations démocratiques, mais démocratiques soviétiques. Ce sont les formes les plus élevées des relations humaines : c'est le droit démocratique, l'organisation permettant de développer sans aucune limite et au niveau le plus élevé, l'organisation de la pensée, des relations, l'apprentissage et le progrès de la science, de la capacité de jugement.

Les masses sont allées faire cette recherche à la Fête de l'Humanité. Elles n'ont pas été organisées pour faire cette recherche consciemment. Mais elles sont allées vivre une relation supérieure. Face à n'importe quel incident, chacun intervenait pour essayer de résoudre le problème. Dans le capitalisme il n'en va pas ainsi. Chacun cherche à s'en tirer de son côté. Cependant, aujourd'hui, tout en vivant encore dans le régime capitaliste, les gens essaient d'intervenir et de résoudre les problèmes d'une façon qui convient à tous. C'est le résultat du développement de la lutte révolutionnaire mondiale. La même chose s'est produite dans la Fête de l'Humanité, à un niveau infiniment supérieur. Il n'y avait pas moyen d'en faire de grandes démonstrations. Mais dans l'ensemble les gens manifestaient leurs désirs de relations supérieures au capitalisme. Il n'y avait pas d'incidents, il n'y avait pas de grands problèmes. Les gens intervenaient immédiatement pour résoudre tous les problèmes. Ils ne laissaient personne se débrouiller tout seul. Non. Tout le monde intervenait, avec un sentiment de dirigeant. Et la jeunesse est intervenue avec une force, et un poids décisif. Il y avait aussi une quantité immensé de prolétaires, avec leurs familles. Un très grand nombre de familles sont venues, avec leurs enfants, des milliers et des milliers de familles, et cela malgré la hausse brutale du coût de la vie. Ils ne sont pas venus simplement faire acte de présence. Ils sont venus pour témoigner de leur résolution de pousser leur parti à aller au pouvoir. Mais la présence de toutes ces familles était la preuve de l'attraction exercée par l'avant-garde, par le prolétariat communiste.

Si l'assistance se composait seulement de communistes, trois cent mille personnes seraient venues. Mais l'avant-garde a attiré la population, et plus de un million de personnes sont venues. Il faut mesurer cette activité comme une partie de la lutte de classes. Il ne faut pas voir la Fête en soi, sa signification électorale, politique, il faut voir sa signification mondiale. Elle est un indice d'où va la France. Cette Fête de l'humanité est aussi, et même plus importante que les élections. Elle a montré que le prolétariat est disposé à s'unifier, à établir un front unique pour prendre le pouvoir. La Fête de l'Humanité à été un gigantesque front unique, établi par la volonté de toutes les masses, attirées par l'avant-garde prolétarienne, par le prolétariat en tant que classe, avec le désir d'en finir avec le système capitaliste. Et les masses sont venues à la Fête pour manifester leur aspiration à établir des relations communistes. Elles l'ont fait avec les moyens qui étaient à leur portée.

Dans un évènement local, les masses du monde expriment un sentiment universel : elles veulent le pouvoir. Il faut prendre cela comme base pour intervenir dans les Partis Communistes : non pour leur dire qu'ils doivent tirer les conclusions et mener une campagne pour prendre le pouvoir ; non pour y mener une dispute ; mais pour avoir confiance que les masses communistes sont en train de penser, à prendre le pouvoir.

L'influence de la révolution mondiale fait partie du succès de la Fête

L'influence du cours mondial de la révolution et des luttes des masses font partie du succès de la Fête de l'Humanité, – en particulier des masses d'Europe, mais aussi celles du monde. Il faut faire sentir cela au Parti Communiste. L'avant-garde communiste suit le cours du processus mondial de la révolution. Elle ne se guide pas seulement d'après ce qui se passe à côté d'elle. Elle tire des conclusions du cours mondial de la révolution et les concentre en vue de prendre des décisions. Cette Fête n'aurait pas eu lieu si l'avant-garde s'orientait seulement en fonction des événements locaux. Elle aurait une attitude beaucoup plus passive au lieu d'être dynamique. Mais elle vit tout le processus mondial de la révolution. Elle sent les effets du Portugal, de la Grèce, elle voit le processus de l'Union Soviétique, elle sent le processus mondial de la lutte de classes qui impulse, impulse ; elle voit la crise favorable du système capitaliste et elle juge. L'avant-garde prolétarienne se base sur cette conviction. Son assistance massive à la Fête est le résultat de ces conclusions. Elle n'est pas venue sous la seule impulsion des conditions locales. Il faut faire peser cette conclusion dans le Parti Communiste : l'avant-garde prolétarienne a la capacité de généraliser, d'interpréter un processus local en se basant sur les effets produits par le processus mondial.

Cette réunion de l'Humanité – avec tous ces facteurs qui l'intégrent – indique que la crise de croissance intérieure du Parti Communiste va s'accentuer, la discussion intérieure va augmenter. Le Parti Communiste a donné une interprétation très faible, très superficielle de la Fête. Il en cache le fond. Cela veut dire que certains secteurs communistes ont peur d'effrayer, d'éloigner, d'épouvanter des couches de la petite-bourgeoisie, ou de la bourgeoisie même. Mais les masses ont démontré, par toutes les expressions de leur volonté, qu'elles ne craignent pas de faire peur à la bourgeoisie. Elles se sentent l'assurance d'influencer la population.

Un aspect important, indiquant le manque encore d'un critère global, est l'absence du mouvement paysan dans la réunion de l'Humanité. C'est une erreur. Il faut faire un appel au Parti Communiste afin que le mouvement paysan soit présent dans la prochaine Fête. Les paysans y étaient représentés indirectement, au travers de certains stands régionaux. Mais ils n'étaient pas du tout présents politiquement. Les cadres étaient également absents. Il faut appeler le Parti Communiste à donner une place aux cadres et aux paysans, aux ouvriers agricoles ou aux petits propriétaires. On peut les attirer, on peut les gagner. Ils peuvent toujours participer à l'activité, du moment que la direction n'en fait pas un centre prépondérant, et les place au milieu de tout le cours d'influence des masses communistes.

Il faut sentir plus l'avant-garde communiste. La Fête de l'Humanité a démontré qu'un petit noyau d'avant-garde entraîne les masses. Ce processus ne provient pas de la France ; c'est le monde qui se reflète en France. Depuis plus de trois mois il y a une baisse d'un niveau des luttes de la classe ouvrière. La direction de la CGT, de la CFDT, des communistes et des socialistes continue les grèves ; mais la combativité du prolétariat augmente. Pourquoi ? S'il n'y a pas d'activité constante, ininterrompue du Parti Communiste ? Cependant la combativité du prolétariat français augmente : le prolétariat reçoit les influences du monde ; entre autres d'Italie et du monde, les influences se communiquent à la France ; et la France à son tour les communique au monde. Il faut transmettre ces conclusions au Parti Communiste : le monde est apte pour le communisme ! La France et l'Italie sont aptes pour la prise du pouvoir !

La Fête de l'Humanité indique que le prolétariat français entraîne la population de France pour prendre le pouvoir, pour

(Suite en page 5)

LA "FETE" DE L'HUMANITE...

aller vers le pouvoir, même électoralement. Nous influençons ce mouvement. Nous faisons partie de la discussion interne. Nos textes sont pris en considération comme une partie de la capacité politique de cette direction. Cette Fête de l'Humanité fait partie de la lutte mondiale de classes et de l'élévation des masses vers le pouvoir. On va vers le pouvoir en France. Le discours de Marchais l'affirme. Dans la lutte intérieure du Parti Communiste, Marchais a cherché dans la Fête de l'Humanité un renforcement de son assurance. La crise du Parti Communiste va continuer. Ce n'est pas une crise de destruction, de désorganisation, mais de croissance. Une tendance veut mener le Programme de l'Union Populaire de l'avant en prenant plus fortement appui dans le mouvement ouvrier. Le Parti Communiste suit un cours ascendant. En pleine lutte intérieure, il doit croître. Le système capitaliste, dans son ensemble est en crise. Fajon, pour la première fois, part, dans son discours, d'un jugement qui surgit de la relation mondiale de forces ; l'élévation du Parti Communiste va les obliger à utiliser encore plus cette forme de raisonnement.

La Fête de l'Humanité exprime clairement que la crise centrale du Parti Communiste est une crise de croissance. Plus augmente cette crise, ce développement, plus nos positions ont un champ pour se développer, pour organiser le militant communiste, pour répondre à ce qu'il cherche et que son Parti ne lui donne pas. Ils sont engagés dans cette lutte interne. Ils ont besoin d'idées, d'analyses. Il faut donc améliorer notre fonctionnement, les éditions, les éditoriaux, les publications, la capacité d'écrire, de raisonner, de fonctionner. Voilà la conclusion qui surgit clairement de la Fête de l'Humanité.

Cette réunion du Parti Communiste n'était pas une fête ; c'est une activité politique, non organisée, non programmée, sans but concret objectif, sans points de programme, d'agitation. Elle n'a pas été préparée pour aboutir à des conclusions d'application. Mais cette réunion a élevé, concentré l'avant-garde communiste, les militants communistes, et au travers d'eux, a attiré la population française. C'est une préparation au combat. Elle inclut une démonstration de forces. Mais c'est une préparation au combat, quoique déficiente. L'avant-garde communiste a entraîné la population pour le combat. La direction communiste l'a assujettie. C'est très clair. La direction n'a pas répondu à la volonté qui a conduit les masses à la Fête. Les masses communistes y sont allées pour écouter des mots d'ordre, pour sentir une organisation, des organismes, une préparation au combat. La direction du Parti a tout dilué. Les masses sont venues avec cette volonté, et la direction n'a pas permis qu'elle s'exprime. Face à cet obstacle, l'avant-garde communiste, qui avait entraîné la population de Paris, a cherché à compenser le manque d'une direction consciente. elle l'a fait de façon naturelle, et à la fois organisée : dans la relation fraternelle, l'évidente et consciente attitude communiste, dans sa préoccupation pour penser aux autres, pour élever les sentiments, dépasser les relations existantes dans la vie capitaliste, où chacun doit défendre ce qu'il a, vivre préoccupé de soi-même, se sent gêné par les autres, défend son individualité.

Toutes les masses communistes sont allées à la Fête pour se fusionner dans un même sentiment. Elles n'ont pas eu beaucoup de possibilité de le démontrer. Mais elles s'exprimaient, dans leur attitude à tous les stands, dans les relations, les contacts entre elles, dans la précaution, la sollicitude, la préoccupation avec lesquelles elles venaient en aide immédiatement à celui qui en avait besoin, dans le comportement fraternel, dans le sourire qui ne s'est jamais effacé des visages. La Fête tout entière avait l'air d'un sourire qui marchait. Il y avait des sourires partout. Ils n'étaient pas imposés par les circonstances, mais exprimaient un mode normal, permanent de relation. C'était l'expression du sentiment communiste, non organisé. Les jeunes, les adultes donnaient tous cette même impression. Il n'y avait aucun vieux. Il y avait des personnes de 70 ans, avec un comportement de jeunes. Avec des attitudes de jeunes. Ils sentaient l'attraction, la pénétration des sentiments de la jeunesse. Aucune des personnes âgées n'était énervée par les exabérances des jeunes. Elles-mêmes s'y mêlaient. Le sentiment de solidarité qui imprégnait tout, n'était pas imposé par une nécessité, ni par une recommandation. Il surgissait de la résolution individuelle et collective. Cela veut dire que les conditions sont aptes pour le pouvoir ! Ces manifestations de solidarité n'étaient pas une réaction face à un tremblement de terre, ou un accident ; c'étaient des sentiments de solidarité, d'affection communiste correspondant à un degré de conscience des masses qui veulent prendre le pouvoir.

La Fête s'est réalisée à un tel niveau. La direction communiste ne l'a pas vue ainsi. Elle devait la voir. Mais elle a fait une clôture hâtive, pour empêcher que les sentiments de cette Fête ne se transportent plus loin et que des manifestations, des chants ne s'organisent. La bourgeoisie a enregistré ces faits. Elle a vue le sentiment de combativité, de sollicitude communiste, d'attention, de solidarité et d'amour communiste. Les gens avaient un comportement très sensible, très doux, sans la moindre brutalité, ils n'avaient pas d'attitude individualiste. Personne ne cherchait à passer avant l'autre. Il n'y avait aucune mauvaise humeur, même quand on mettait un quart d'heure pour passer d'un trottoir à l'autre. Ce n'est pas parce que les gens avaient le temps, mais parce qu'ils n'avaient aucun sentiment d'humeur. Dans la vie capitaliste, on voit la mauvaise humeur au visage des gens, quand ils prennent le métro, quand ils en sortent, ils ont un visage angoissé, râleur, fâché. Ils doivent aller travailler, se soumettre. Mais dans la Fête il n'en était rien. Les gens ont travaillé plus, beaucoup plus, que dans leur travail normal. Mais ils sentaient le repos que procure ce travail destiné à la fraternité communiste. Et ce sentiment s'exprimait de façon courante, partout.

La direction communiste devait s'y appuyer, elle ne l'a pas fait, elle l'a éludé. Elle aurait du s'y référer dans les hauts-parleurs, faire des commentaires, elle aurait du convoquer des réunions, des meetings. Mais elle ne veut pas se préparer. Elle ne sait pas le faire non plus, parce que le Parti n'est pas préparé pour cela. Il faudra une définition de cette contradiction entre la disposition des masses à élever les relations communistes et la direction du Parti qui veut progresser, mais manque de préparation de parti et a peur du développement de la grande lutte intérieure. Il faut détacher, dans cette réunion, la grande sensibilité politique des masses. La direction doit mesurer ce comportement politique des masses qui assistaient à la Fête.

Nous proposons au Parti Communiste de faire, dans la prochaine Fête de l'Humanité, des débats dans des endroits qui peuvent recevoir jusqu'à 500 mille personnes. Faire des débats publics où tout le monde puisse intervenir, et faire des propositions. Pas des questions, mais des propositions ; à la fin du débat, on lit toutes les propositions, même si on n'a pas eu le temps d'en débattre toutes. Faire des propositions, cela signifie développer l'initiative des masses. Même quand les propositions ne sont pas acceptées, les masses sentent qu'elles peuvent prendre des initiatives ; elles développent la capacité d'initiative, qui constitue une des qualités essentielles de l'Etat ouvrier. L'Etat ouvrier s'appuye sur l'initiativdes masses. Si on annule cette initiative, l'appareil bureaucratique peut se développer, se structurer. L'initiative des masses, qui apprennent et se corrigent en cours de route, empêche l'organisation et la structure de la bureaucratie ; l'initiative des masses empêche que la bureaucratie se développe, parce que les masses interviennent et jugent.

La Fête de l'Humanité, et les autres festivals des journaux communistes doivent servir à organiser l'intervention soviétique, la capacité de direction, des masses. Quelle occasion meilleure pour développer la capacité des masses qu'une fête à laquelle vont un million de personnes ! Il faut les utiliser afin que les masses interviennent, fassent des propositions, se sentent capables de formuler des propositions. Dans le système capitaliste, elles ne peuvent jamais le faire. Elles votent une fois tous les 5 ou 6 ans, et rien de plus. De cette façon elles ne peuvent jamais faire de propositions. Par contre, dans les syndicats, elles font des propositions et communiquent ainsi au reste de la population la capacité organisative de la classe ouvrière. Tout cela a été étouffé dans la Fête de l'Humanité.

Pour cette raison, les gens ne sont pas allées écouter Marchais. Ils ne sont pas contre lui, au contraire, ils l'appuient. Mais ils avaient le sentiment de ne pas pouvoir développer dans ce débat leurs propres qualités. Il faut discuter tout cela dans le Parti Communiste : moins de trois mille personnes sont allé écouter Marchais, tandis que 500 mille sont allé écouter Berlioz, pour y trouver une élévation culturelle. Nous faisons ce jugement critique dans le but d'aider le Parti Communiste à penser, à faire des déductions, à se préparer pour l'an prochain, et surtout à se préparer pour aller au gouvernement.

Le Parti Communiste Français n'est pas à la tête d'un Etat ouvrier. Mais il se prépare à diriger un Etat ouvrier en France ; il le fait de façon très confuse ; mais il se prépare pour intervenir, à très bref délai, dans la construction d'un Etat ouvrier en France. Il n'a pas de structure de parti pour cette tâche. Il a un énorme Parti ; mais pas un Parti pour prendre le pouvoir. Mais la masse communiste veut prendre le pouvoir. La direction hésite, doute, laisse passer des étapes ; mais tout le processus pousse vers la prise du pouvoir. Les masses cherchent à utiliser toutes les occasions pour impulser leur direction à la prise du pouvoir.

Elles l'ont exprimé dans la Fête de l'Humanité ; c'est un immense triomphe.

9/9/1974
J. POSADAS

Conclusions du coup transitoire de la contre-révolution et de l'héroïsme du prolétariat et des masses chiliennes 16-9-1973

J. POSADAS

Nous republions quelques extraits d'un document du camarade J. Posadas sur le Chili, datant du 23/9/73. Dans l'actuelle campagne de solidarité avec le peuple chilien en lutte, qui se développe dans toute l'Europe et dans le monde, il est indispensable de tirer toutes les conclusions politiques, après un an de dictature de la Junte fasciste, et de résistance héroïque du prolétariat et des masses au Chili

LE PROLETARIAT CHILIEN DEFEND LE PROGRES DE L'HISTOIRE

Le prolétariat chilien défend actuellement le progrès de l'histoire. Il ne défend ni ses biens, ni sa maison, ni ses intérêts, ni son usine, ni un compte en banque. Il se bat pour le progrès de l'histoire. Le prolétariat est la classe objective, en raison de sa place dans la production et dans la société. Il doit être universellement objectif, et penser au nom de toute l'humanité. J'insiste sur la joie que signifie de voir le comportement digne du prolétariat, des masses chiliennes, des militants communistes et socialistes, catholiques, tous. Notre polémique avec eux ne porte pas sur cela, mais sur le meilleur moyen d'avancer. Les masses chiliennes, les masses du monde entier peuvent trouver là un exemple de la façon dont il faut défendre la révolution. Il fallait être naïf pour ne pas voir plus tôt que l'armée allait se soulever, et pour ne pas s'être préparé à temps. Il fallait faire des brigades, des organes pour affronter l'armée détruire la structure bourgeoise de l'armée et de l'ensemble du pays. Tout cela est en discussion et l'expérience du Chili montre qu'il faut détruir complètement la structure du système capitaliste.

Il faut garder présent à la mémoire le comportement du prolétariat et des masses chiliennes, communistes socialistes, catholiques de gauche, radicales, miristes : les masses et leurs directions ont lutté dignement et il faut leur rendre hommage. Personne n'a capitulé. La Junte n'a pu obtenir d'aucun dirigeant qu'il déclare : "Nous nous somme trompés... nous avons eu tort..." Les masses communistes et socialistes le voient. Elles comprennent que leurs dirigeants se sont trompés, mais qu'ils se sont comportés dignement : aucun d'eux n'a capitulé. Au contraire, dans les rangs de la Junte, plus de la moitié de ces assassins va capituler parce qu'ils n'ont pas d'avenir historique. Communistes et socialistes réprésentent l'avenir de l'histoire. Cela confirme l'invincibilité du triomphe de la révolution socialiste et des masses chiliennes à bref délai.

Il faut discuter les expériences qui se dégagent du Chili et du comportement du prolétariat mondial, qui ne s'est pas senti abattu, qui ne s'est pas répandu en lamentation. Ce sont les directions communistes et socialistes qui ont en partie contenu la mobilisation. Il y a un mot d'ordre qui est absolument nécessaire, d'une urgence criante : il faut appeler à l'activité en front unique de tous les syndicats, tous les Etats ouvriers, tous les partis ouvriers! Front unique mondial et unité du mouvement communiste mondial ! On ne peut pas laisser perdre le Chili ! Le coup contre-révolutionnaire a fourni au capitalisme un succès provisoire. Mais pour que ce soit un véritable succès pour le capitalisme il ne suffisait pas de tuer, d assassiner Allende, les dirigeants communistes, socialistes, miristes, catholiques et nationalistes de gauche : le capitalisme cherchait, par ce coup, à intimider les masses du monde pour réactiver le capitalisme et lui permettre de recupérer les positions perdues et se préparer ainsi à la guerre atomique.

Quand les nazis ont envahi l'URSS il y a d'abord eu une sorte d'immense peur. Puis, quand la réaction soviétique a commencé à se développer, ce fut une énorme sensation de soulagement. Les nazis ont avancé jusqu'aux portes de Moscou. Quand ils ont été battus, la réaction a été instantanée. Si cela a pu se produire, c'est parce qu'il y avait, d'avance, dans la pensée, dans les déductions de l'avant-garde mondiale, non seulement ouvrière mais aussi petite bourgeoise, la conviction, l'espoir, la confiance : "Les

Démocratie syndicale, plan anti_capitaliste et front-unique de la gauche sont nécessaires pour organiser la riposte ouvrière à la crise.

EDITORIAL

Le récent congrès de la FGTB, tout en posant des revendications immédiates indispensables pour contenir les conséquences de la hausse des prix sur le niveau de vie de la classe ouvrière, a laissé dans le vague les propositions d'action, l'organisation de la lutte, pour faire aboutir ces revendications. Une "confrontation gouvernement-patronat-syndicats" va-t-elle donner des résultats favorables aux masses ? Aucun. Parce que la classe ouvrière, les syndicats eux-mêmes, les partis ouvriers savent, dès maintenant, que ce gouvernement a été mis sur pied par la bourgeoisie pour tenter d'appliquer le plan anti-populaire dont a besoin le capitalisme pour faire payer la crise capitaliste aux masses travailleuses. Et s'il accepte éventuellement cette "confrontation", ce sera dans le seul but de gagner du temps, de trouver un terrain de conciliation avec les directions syndicales, de contenir par ce moyen la volonté de combat de la classe ouvrière. Mais il ne peut et n'a pas intérêt à prendre aucune mesure favorable aux masses. Le capitalisme n'est même plus en mesure de faire des concessions à la classe ouvrière, aux masses. S'il cède une augmentation de salaires dans un endroit, il la récupère aussitôt dans l'augmentation de tous les produits. Il, se trouve, de plus, dans une impasse très grave pour lui parce qu'il ne peut plus non plus garantir le plein emploi. La FEB annonce de grandes menaces sur l'emploi. Le gouvernement conservateur aurait intérêt à laisser se développer le chômage, à une autre époque, pour disposer d'une masse de travailleurs sans emploi qui feraient pression sur les autres. Mais aujourd'hui il ne peut même pas recourir à ce moyen ! Et il voit avec une très grande inquiétude le développement de cette crise, dont il n'a pas le contrôle. Une diminution de l'emploi actuellement sera un stimulant pour la classe ouvrière. Le capitalisme ne peut pas utiliser les travailleurs immigrés comme des jaunes. Pour cela, il règlemente leur séjour en Belgique, même si c'est aux dépens des patrons les plus faibles. Les milliers d'ouvriers immigrés qui ont manifesté à Bruxelles, exigeant le respect de leur dignité d'homme, exigeant des droits égaux à ceux des travailleurs belges, sont un renforcement pour le combat de toute la classe ouvrière. Il faut inclure dans le plan de la FGTB, la lutte pour l'égalité complète des travailleurs immigrés et des travailleurs belges, sur tous les plans : salaires, conditions de vie et de travail, droits sociaux, politiques, juridiques !

Le congrès de la FGTB a répondu de façon passive à ce développement de la crise du capitalisme, et sans tenir compte de ce que veut la classe ouvrière, de ce que les travailleurs sont disposés à mener comme lutte. Les ouvrières de la FN sont un exemple : elles n'ont pas accepté de rentrer au travail (et encore, la partie qui a voté seulement !) pour se tenir tranquilles ; si elles ont accepté d'interrompre la grève, c'est avec l'assurance donnée par les directions syndicales, qu'il vaut mieux se lancer tous ensemble dans une grève générale, dans une lutte globale contre le patronat et le gouvernement. Apparemment, tout est calme dans le pays. Mais la classe ouvrière est bien active dans les usines, dans les quartiers, dans toutes les discussions. Elle lemontre dans l'influence qu'elle a sur les paysans qui viennent chercher l'appui des organisations ouvrières. Elle le montre aussi indirectement quand des syndicats des militaires de carrière, et même des gendarmes, remettent en question la hiérarchie militaire, l'obéissance aveugle au pouvoir. Et elle le montre dans le mouvement important qui s'est développé dans toutes les régions en solidarité pour le Chili. Ce n'est pas directement l'avant-garde ouvrière qui est intervenue dans ces activités, mais pourquoi les directions de la FGTB, de la CSC, du PSB, du MOC ont-ils pris des positions si combatives, appelé à des arrêts de travail, à des manifestations et des meetings ? Cela ne vient pas d'eux-mêmes. C'est un gauchissement qu'ils font pour montrer qu'ils appuient les luttes des masses... mais sans se compromettre. Parce qu'ils n'ont posé aucune conclusion politique du coup d'état fasciste au Chili, ni de la lutte héroïque et la résistance des masses chiliennes, ni du fait que ce coup de l'impérialisme n'a pas empêché le progrès de la révolution dans le reste du monde, ni du front unique profond qui se construit actuellement au Chili. Sans la préoccupation, la volonté de combat, le désir d'intervenir contre le capitalisme, qui existe dans l'avant-garde ouvrière – socialiste, communiste, trotskyste, ou chrétienne –, il n'y aurait pas eu ces manifestations pour le Chili.

Mais la classe ouvrière n'a pas de moyens de s'exprimer plus amplement. En France, ou en Italie, il y a eu la Fête de l'Humanité, les festivals de "UNITA", des journaux communistes, qui ont été un immense rassemblements de millions de travailleurs, "venus exprimer de façon concentrée leur volonté d'abattre le capitalisme". Il n'y a pas d'organismes, d'endroits, de mouvements en Belgique, où la classe ouvrière peut exprimer ces sentiments. Mais ils sont les mêmes que ceux des masses en France ou en Italie !

L'absence de démocratie syndicale étouffe les expressions de combat, et empêche de mesurer pleinement ce que la classe ouvrière est disposée à faire. Pourquoi ce congrès de la FGTB s'est-il réuni avec quelques dizaines de responsables seulement ? En quoi représentaient-ils la volonté, l'opinion, les propositions, les idées des centaines de milliers d'ouvriers membres du syndicat, et de l'ensemble de la classe ouvrière ? Il n'y a pas eu de préparation démocratique, aucune discussion dans les usines, d'assemblées où tout le monde intervient, donne ses idées, fait des propositions et nomme ses délégués pour aller les défendre au congrès. C'est la tâche essentielle à développer dans cette étape : nous appelons à former des comités d'usines, à organiser, et imposer un fonctionnement démocratique du syndicat, à partir de la base, et unissant travailleurs FGTB et CSC dans une même discussion pour préparer la riposte à donner à la crise totale du capitalisme !

Le Parti Communiste, au cours de son récent Comité Central, pose des objectifs pour faire face aux conséquences les plus immédiates de la crise, appelant la FGTB à organiser l'offensive et, sur cette base, à construire le front des forces de gauche pour donner une alternative au gouvernement PSC-PLP-RW. Nous appelons les camarades communistes, sur cette base, à prendre les initiatives, dans les usines, les quartiers, dans le syndicat, pour faire fonctionner cette démocratie syndicale qui est le centre le plus important pour pouvoir accomplir plans et programme ! Appuyer, impulser et conduire toutes les grèves et les mobilisations de la classe ouvrière pour faire aboutir les revendications ; les pressions sur l'appareil du syndicat sont insuffisantes et obligent les camarades communistes, les délégués syndicaux communistes à faire le tampon entre la bureaucratie syndicale et les ouvriers. L'exemple de la FN est une expérience pour cela. La "cohésion syndicale" dont parle le rapport du cde Van Geyt au Comité Central, est celle que donne la volonté de combat des ouvriers, et non la soumission ou la conciliation avec la bureaucratie syndicale.

Il faut que ce congrès de la FGTB ne reste pas une affaire d'appareil, un nouveau compromis avec le capitalisme, ou avec les tendances droitières du mouvement ouvrier. Il faut aussi étendre le programme pour pouvoir affronter réellement la crise capitaliste : pour obtenir dans l'immédiat un salaire minimum de 15.000 F. nets, pour l'adaptation automatique des salaires à la hausse réelle du coût de la vie ! pour un plan de nationalisations des entreprises en crise, et des industries-clé de Belgique, et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier ! Pour la défense et l'extension des droits démocratiques de la classe ouvrière – belges et immigrés ! pour que la gauche – partis ouvriers, gauche chrétienne et syndicats – s'unifie pour instaurer un gouvernement de gauche ! Pour un fonctionnement démocratique, intégral des syndicats en vue de mobiliser toutes les forces de la classe ouvrière, de préparer la grève générale pour ce programme !

16/9/74

Conclusions du coup transitoire...

(Suite de la page 5)

soviétiques vont résister !" C'est pour quoi, d'un jour à l'autre, après la première victoire soviétique, ce fut la débâcle pour les armées nazies. La débâcle qui commença à Stalingrad ! Le processus en cours au Chili va conduire, dans un délai très court, qu'on ne peut pas calculer en mois ou en jours, mais qui va être très court, à une discussion dans l'ensemble du mouvement communiste mondial.

Il faut exiger que tous les Etats ouvriers organisent des meetings, des manifestations, dans les syndicats, dans les usines, dans les quartiers, dans les villes et villages. Il faut développer toutes ces idées. Il faut que les Etats ouvriers lancent un appel à un immense arrêt de travail mondial, à un front unique mondial contre les assassinats, pour expulser de l'humanité ces assassins qui sont ses ennemis jurés. Hors de la civilisation la Junte criminelle ! Organiser un mouvement mondial pour la défense du prolétariat et de la révolution socialiste chilienne et pour, en même temps, prévenir les autres coups du même type que prépare actuellement l'impérialisme. Cette mobilisation est une exigence, une nécessité du développement de l'histoire, de la civilisation et du mouvement communiste mondial. L'humanité doit sentir, à cette occasion, qu'elle dispose d'un puissant instrument pour faire face à tous les plans criminels, à tous les projets de dévastation de l'impérialisme, à toutes ses tentatives d'invasion. Cela exige l'unité du mouvement communiste mondial et aussi l'unité entre communistes et socialistes. Cette union représente une immense puissance au service du développement et de progrès de l'histoire. Il faut discuter qu'il est nécessaire de se préparer à prendre le pouvoir par la force.

S'il est possible de passer du capitalisme au socialisme sans besoin de passer par la guerre civile, pourquoi l'armée soviétique poursuit-elle ses préparatifs ? Pourquoi l'impérialisme ne cesse-t-il ne renforcer son potentiel atomique ? Les soviétiques viennent d'essayer, avec succès, un sous-marin d'une puissance supérieure à tous les sous-marins atomiques yankees.

Nous en sommes très contents. Nous ne sommes pas des partisans de la guerre, ni de la guerre atomique, ni d'aucune autre, mais la guerre est une nécessité pour le capitalisme et il va la faire. Si nous pouvions parvenir au socialisme sans guerre nous le ferions, nous somme disposés à attendre 20, 30 ans. Mais le capitalisme ne va pas attendre. C'est une structure, la base de sa vie est la propriété. Il faut passer à une nouvelle étape de l'humanité, qui est le socialisme et éliminer tout sentiment selon lequel la propriété ou le pouvoir sont nécessaires pour vivre. Les capitalistes sont encore le résultat d'un passé que l'humanité cherche actuellement à effacer au moyen de la lutte pour la révolution socialiste .

LA DEFENSE DU CHILI EXIGE L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Il faut en tirer la conclusion qu'il ne suffit pas de rompre les relations avec la Junte : il faut développer une activité, prendre des initiatives, proposer des mesures, appeler tout le mouvement ouvrier mondial, tous les Etats ouvriers à refuser de reconnaitre cette Junte, à faire front unique avec les pays dits "non alignés" dans un front unique mondial basé sur la conclusion que le Chili montre ce qu'est l'impérialisme et qu'il faut, par conséquent, le liquider.

L'impérialisme prépare d'autres coups au Pérou, en Argentine, partout. Il faut donc se préparer pour l'affaiblir, le désintégrer, briser son hégémonie, en finir avec l'intervention sociale de l'armée. Entre autre, il faut poser le droits des soldats à s'organiser en syndicats, à lire la presse de gauche, à discuter et à faire de la propagande politique au sein de l'armée. La structure fermée, hermétique, de l'armée, est un fonctionnement dirigé contre les masses, contre les partis de gauche, qui favorise le capitalisme. La preuve : le capitalisme utilise l'armée comme son parti, le mobilise et s'en sert pour des coups d'Etat. L'armée est organisée de manière hermétique afin que personne ne puisse pénétrer dans un organe qui appartient exclusivement à la bourgeoisie. Il faut en finir avec cela.

Il faut organiser une propagande en reprenant les exemples de la révolution russe, de la révolution chinoise, des autres révolutions, en montrant comment vit le peuple dans les Etats ouvriers, comment y vivent les militaires eux mêmes. Sous le système capitaliste, les militaires vivent dans la peur de devenir les agents d'assassins, de devenir eux mêmes des assassins ou d'être tués. Et tout cela pour défendre quoi ? Il faut faire une propagande et une intense agitation autour de tous ces thèmes.

Mais surtout, il faut donner la démocratie socialiste la plus pleine : cela va avoir une immense influence sur les militaires, c'est le pas qu'il faut franchir pour les gagner. Les militaires voient que le capitalisme n'a plus l'exclusivité d'être expert dans le domaine militaire. Le général le plus important de l'histoire, ce n'est pas Napoléon : c'est Trotsky, parce que ce dernier exprimait la force de la révolution qui, sans armée, est capable de transformer le monde. Il a pris de paysans et i en a fait l'armée la plus efficace du monde.

L'importance de l'évènement historique que signifie la rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et la Junte chilienne vient du fait qu'il élève le rôle de l'Union Soviétique. Mais pour le moment il s'agit seulement de déclarations et non de résolutions organisatives précises. Il faut impulser la direction soviétique à prendre ces mesures organisatives. Il faut le faire en pesant à travers les Partis Communistes, le mouvement socialiste, le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial : que ceux-ci prennent des mesures organisatives concrètes, en refusant de reconnaître la Junte, et en appelant à la lutte intérieure au Chili et en appuyant cette lutte. Il faut renverser la Junte militaire. Ce n'est pas se mêler des problèmes intérieurs d'un autre pays c'est un acte de défense du gouvernement légal.

Il faut appeler à appuyer la guerrilla la résistance armée, pour défendre le gouvernement légitime . Il ne fait pas considérer celui-ci comme liquidé, mort. Il a été rénversé, mais le gouvernement de l'Unité Populaire est et reste le gouvernement légitime du Chili.

J. POSADAS

23 Septembre 19

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gillieaux
6080 Montignies s/S

LA CRISE EN DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN ESPAGNE

24-7-1974 (en page 3) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

– 7 F.B. – 27 septembre 1974 – no. 228 – hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

DANS LE PROCHAIN NUMERO :

CONCLUSIONS DU CONGRES DE LA FGTB POUR L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

DANS CE NUMERO :

LE SEXE, LA CONSCIENCE ET LE MARXISME
J. Posadas – 4/8/1974
EDITORIAL
LA CRISE DU CAPITALISME, LA REPONSE DES SYNDICATS, ET LA NECESSITE DE DISCUTER DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

LE CARACTERE DE CLASSE ET LA COMPOSITION HETEROGENE DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE EN ITALIE.

13.4.74 **J. POSADAS**

Le Parti démocrat-echrétien est un parti bourgeois, un grand parti capitaliste. Il a une composition hétérogène : paysans, ouvriers, petits-bourgeois pauvres, moyens et riches, et la grande bourgeoisie. Mais ce parti hétérogène, de base ouvrière, exploitée, a une direction bourgeoise ; et ce n'est pas la base ouvrière, mais la direction bourgeoise qui décide. La base ouvrière et petite-bourgeoisie donne son appui. La démocratie chrétienne ne maintient pas son unité sur la base de l'adhésion au catholicisme ; elle a une origine dans le catholicisme ; mais l'origine principale de la DC est l'arrièrement politique. Ce n'est pas la foi catholique qui maintient l'unité du parti démocrate-chrétien. Des gens qui font grève contre le gouvernement démocrate chrétien, sont les même qui, ensuite votent pour la démocratie chrétienne. Ces gens ne changent pas de nature, mais ils font grèves et manifestations contre leur propre gouvernement. En général, les masses démocrates chrétiennes agissent sous l'impulsion, l'orientation, de l'intérêt de classe.

Si le Parti Communiste et Socialiste, les centrales syndicales faisaient, maintenant, une campagne publique, montrant la possibilité et les conditions objectives qui existent pur développer l'Italie au travers d'un gouvernement d'un programme de gauche, toutes les masses démocrates-chrétiennes, qui cherchent à progresser et le démontrent dans leurs grèves, manifestations, dans leur décision anti-fasciste, verraient une perspective. Mais elles n'en voient pas pour le moment, parce que les syndicats proposent au gouvernement de faire des investissements, de développer l'économie, de changer de politique. Les masses voient que ce gouvernement ne change rien, non parce qu'il ne sait pas, mais parce qu'il ne peut pas, parce qu'il est capitaliste. Ce sont les hautes finances qui décident.

En même temps qu'elles font des grèves, les masses démocrates chrétiennes doivent entendre, être pénétrées de l'argumentation qui montre que ce gouvernement est celui de la haute finance, qu'il ne peut faire une politique différente de celle qu'il fait. Les Donat-Catin et autres, sont des écrans servant à cacher aux masses démocrates-chrétiennes, la haute finance qui dirige la DC. Les dirigeants démocrates-chrétiens de gauche viennent de voter unanimement, pour le OUI au referendum sur le divorce. Les masses démocrates-chrétiennes, par contre, sont contre l'abrogation de la loi sur le divorse, elles sont pour le NON. Les partis ouvriers et les syndicats manquent d'une politique qui réponde à la compréhension acquise par la base démocrate-chrétienne. Celle-ci souhaite, veut des changements, mais elle ne voit pas de décision de changer de la part partis et syndicats ouvriers. Elle voit que ceux-ci attendent un changement de la direction de la démocratie chetienne.

Sans aucun doute, la politique actuelle des communistes et socialistes – et en particulier des communistes – implique une tentative, un désir de montrer à la base démocrate-chrétienne que de tels changements sont nécessaires, qu'il faut une nouvelle politique, un nouveau gouvernement, des investissements, et que ce gouvernement ne peut les réaliser. Ils veulent démontrer cela. On peut agir ainsi, d'une manière générale, tactiquement ; mais cela ne peut devenir une norme politique. La base démocrate-chrétienne perd confiance dans ses propres forces, dans la force de la classe ouvrière, dans la fonction du syndicat, et elle ne cherche plus à résoudre les problèmes en allant contre le capitalisme, mais en s'adaptant et cherchant des progrès, au sein même du système capitaliste. Cela ne signifie pas une lenteur de la lutte, mais un manque de décision, de programme et de politique. Une partie de la direction communiste désire aller vers le pouvoir. C'est évident. Elle cherche à impulser une lutte intérieure dans la démocratie chrétienne, pour briser la droite. Mais toute la politique de Fanfani démontre que la droite domine l'appareil. C'est un appareil, et non un instrument. Ils tiennent les leviers de commande, ils dominent et déterminent la vie de cet appareil. La base démocrate-chrétienne voit que c'est l'appareil qui décide en faveur de la droite et impose sa résolution.

Cependant, la politique de classe, la solution, les analyses de classe mettent de l'ordre dans la pensée de la masse démocrate-chrétienne. Par exemple : il faut faire une campagne afin que les femmes interviennent à la direction des syndicats. Que les enfants, qui sont 170.000 selon les statistiques à être exploités dans les usines – interviennent pour diriger le pays. Si les enfants discutent avec leurs professeurs à l'école, sur les problèmes du pays, et défendent de très bonnes positions, pourquoi ne pourraient-ils pas le faire partout ? Si les femmes, qui sont exploitées comme les hommes, ont la même capacité qu'eux pour analyser, décider, juger résoudre, pourquoi ne seraient-elles pas dirigeantes des syndicats et du Parti ! Et si les masses démocrates-chrétiennes accompagnent toutes les luttes dans les usines, toutes les grèves, toutes les occupations, sans faire une seule désertion, cela veut dire qu'elles sont aptes pour des solutions de classe. Alors, il manque la politique nécessaire pour les gagner. Ce n'est pas un problème d'unité syndicale. Mensonge ! La classe ouvrière est-elle, ou non, unie ? Montrez une seule grève qui ait connu une rupture ! il n'y en a pas eu une seule ! Pas une seule grève dont le gouvernement ou le patronat aient pu triompher. Chaque grève est un triomphe pour ceux qui la font. Il y a une unanimité complète. Pourquoi alors, disent-ils qu'il faut atteindre l'unité ? l'unité de qui ? des sommets. La classe, les secteurs ouvriers sont unis ; ce qu'il faut donc faire, c'est changer de dirigeants, changer de politique.

La classe ouvrière montre son unification dans le fait qu'elle n'a pas perdu une seule grève ; les communistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens, les radicaux, les sociaux-démocrates participent aux grèves. Et pas une seule n'a été battue ! qu'elle soit petite ou grande. Dans toutes les manifestations anti-fascistes, tous les secteurs politiques du prolétariat interviennent. Dans les élections, il en va autrement, parce qu'ils ne voient pas de mobilisation de la classe pour donner une solution, ils voient la limitation du programme, les appels lancés au gouvernement pour qu'il fasse des investissements, qu'il améliore les conditions de vie, alors que la classe voit que le programme de ce gouvernement est une escroquerie, une insulte à la population.

Benvenutto (secrétaire général de la fédération des Travailleurs Métallurgistes adhérent à la UIL) a dit à Rimini, que ce gouvernement est pire encore que les autres, qu'il ne fera rien de mieux que les précédents. Il a dit partiellement la vérité. Mais la vérité est plus profonde. Non seulement, ce gouvernement est pire que les autres, mais, comme les autres, il ne peut résoudre aucun problème de la population parce que tous ces gouvernements sont destinés à garantir la structure, le fonctionnement, l'intérêt de l'accumulation capitaliste, rien de plus. Face à eux, n'y a-t-il aucune autre force ? Oui, il y a la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, les paysans, qui ont démontré dans mille manifestations, leur décision d'imposer un programme, un politique anti-capitaliste, de former un gouvernement de gauche. Peut-on le faire oui ou non ? Les élections sembleraient démontrer que, politiquement, la démocratie chrétienne a la majorité. Il n'en est rien. Les élections ne sont pas une expression de la volonté des masses. Les grèves ont plus d'importance que les élections ; la classe intervient de façon compacte dans les grèves. Par contre, dans les élections, les masses démocrates pas de transformer le pays. Ils disent qu'il faut transformer le pays, mais sans expliquer avec quel programme, quelle politique, et sans montrer leur résolution de mener le programme à bien.

Dans ces conditions, les masses démocrates chrétiennes qui ne voient pas de décision de réaliser des changements dans les partis ouvriers, s'en tiennent à ce qu'elles ont et cherchent des solutions électorales. Mais si la CGIL (centrale syndicale dirigée par les communistes et comportant aussi des socialistes) – même sans les autres centrales – lance un programme de développement économique, social et politique du pays, d'étatisations, de contrôle ouvrier, de planification de la production, lance une discussion publique dans tout le pays, sur un programme d'étatisations – entre autres de la banque –, la démocratie chrétienne va se briser en peu d'années. Ils vont recourir au fascisme, aux mobilisations fascistes, au MSI (Mouvement Social Italien, parti légal des fascistes). Ils l'ont fait en Indonésie, en Europe, au Moyen Orient, au Chili. Mais le "boomerang" leur est revenu et les met en échec. La crise économique du Chili, la décomposition de l'appareil économique chilien prouve leur impuissance, leur incapacité d'organiser la vie du pays.

Nous proposons, comme nous l'avons déjà fait et continuerons à le faire : il faut briser la démocratie chrétienne. Cela veut dire qu'il faut séparer la gauche de cette direction. Mais pour en arriver là, la gauche DC doit voir, sentir, vérifier une perspective programmatique, économique. Elle doit la voir ! Si les syndicats ouvriers ne donnent pas un

(Suite à la page 4)

Dans ce numéro

DECLARATION DE LA SECTION CHILIENNE IVe INTERNATIONALE POSADISTE

DECLARATION DE LA SECTION CHILIENNE
de la IV[e] Internationale Trotskiste Posadiste

A UN AN D'EXISTENCE DE LA JUNTE ASSASSINE, LES MASSES MAINTIENNENT LEUR COURAGE ET LEUR VOLONTE DE LUTTE ! COORDONNER LES MILLIERS D'EQUIPES DE RESISTANCE QUI FONCTIONNENT DANS LE PAYS, BASE DE LA FUTURE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE QUI SE CONSTRUIT AU MILIEU DE LA REPRESSION LA PLUS SANGLANTE AYANT JAMAIS EXISTE AU CHILI !

La Junte ne montre aucun symptôme de pouvoir arrêter la catastrophe économique qu'elle a produit dès les premiers mois du coup d'Etat et qu'elle décharge sur les épaules des travailleurs et des masses du pays, en maintenant depuis un an l'état de siège, le couvre-feu, la répression et les persécutions politiques. L'auto-financement des universités, où chaque étudiant devra payer ses études ; le payement des consultations médicales et des soins éventuels dans les hôpitaux ; sont un pas vers la privatisation de l'enseignement et de la santé ; le rationnement du pain, du lait et autres produits de première nécessité, vont contre les masses. Tout cela est soi-disant pour ne pas augmenter les frais de l'Etat. Mais ils se proposent en même temps de réduire les impôts des industriels, et des gros commerçants, et de rembourser 250 millions de dollars à l'impérialisme (compagnie, Anaconda). Dans ces cas-là, le problème de "réduire les dépenses de l'Etat" n'existait pas. Toute cette politique signifie que l'alimentation, la santé, l'enseignement, le travail dans les entreprises en crise, que l'Etat devrait contrôler comme il le fait dans tout pays qui veut progresser, pour refléter l'intérêt du peuple, vont au contraire, tomber dans les mains d'un groupe d'individus, d'entreprises privées, vont être l'objet d'un commerce, dans lequel ces individus ne s'intéressent qu'à gagner plus et ne se préoccupent pas du pouvoir d'achat, de l'éducation, de la santé, du plein emploi des masses. Cette politique a déjà été rejetée, quand le peuple chilien avait voté contre Alessandri en 70.

Dans le pays le couvre-feu, l' état de siège, les licenciements, les persécutions politiques, toute sorte de répression des masses, se poursuivent, sans qu'il y ait aucun symptôme de stabilité économique, sociale ou politique. Au contraire, tous les symptômes indiquent un échec complet de cette politique. Dans des industries métallurgiques comme SIMET, les ouvriers travaillent quinze jours par mois ; d'autres travaillent trois jours par semaine ; le patronat de SUMAR se débat en cherchant une solution à sa crise, et hésite entre faire arrêter l'une ou l'autre section, arrêter toute la production pendant un ou deux mois, ou licencier un secteur de travailleurs. Telle est la situation vécue par la majorité de l'industrie du pays ; les petites entreprises commencent à fermer : fabriques de meubles, petite industrie de lingerie et fabriques textiles principalement.

Par tous les moyens, la Junte veut faire croire que tout est normal, mais elle redoute à chaque instant, l'explosion de l'un ou l'autre secteur du pays. C'est pourquoi elle maintient en vigueur toutes les mesures de répression. Ils interdisent de parler de politique, parce que raisonner, avoir des idées logiques, parler de politique, cela va contre eux. Pas un seul instant, les masses n'ont cessé d'échanger des idées politiques, de tirer des conclusions et de développer des actions. La pression devient si grande que le président de la Démocratie Chrétienne va jusqu'à polémiquer avec Bonnilla. (Un des généraux les plus réactionnaires de la Junte.) En outre, il accuse la Junte d'une série de violations des droits de l'homme ; si les jeux sont sortis de dessous la table, c'est parce que ces accusations sont prouvées juridiquement ; le Comité pour la Paix avait déjà dénoncé des faits semblables ; et ils n'ont jamais pu les démentir.

La solidarité mondiale se poursuit : Les dockers et marins du monde entier, ont décidé une grève pour appuyer le peuple chilien contre la Junte assassine, les 18 et 19 septembre. Radio Moscou parle de la possibilité d'une grève de quinze minutes le jour de l'anniversaire du coup fasciste et de l'assassinat d'Allende. Dans le monde entier, et particulièrement en Amérique, des manifestations de répudiation à la Junte vont avoir lieu. La clameur mondiale contre la Junte qui s'est manifestée pendant toute l'année, va prendre un nouvel élan à l'approche du 1er anniversaire de ces crimes, assassinats et persécutions.

Le prolétariat et les masses ont donné une nouvelle preuve de leur patience historique, sans perdre l'objectif de construire le socialisme. Mais la patience est active, à cette étape de l'histoire. Depuis que cette Junte d'assassins a assumé le pouvoir, la résistance, la volonté de lutte se sont manifestées sous mille formes : depuis les nombreuses usines et quartiers qui ont résisté les armes à la main, aux grèves dans les centres de travail, le métro, les boulangeries le 1er janvier dans les mines, des sections de la métallurgie à SIAM DI TELLA, HUACHIPATO, les docks de San Antonio ; des sections des usines textiles Hirmas, les tentatives de grèves pour empêcher la fermeture de SUMAR, et des dizaines d'autres exemples. Cette attitude combative du prolétariat se maintient toujours à l'état latent, malgré la sanglante répression, et se poursuit comme au premier jour.

A l'hôpital Barros Luco, un médecin réactionnaire qui refusait de faire un opération d'urgence, parce que la patiente était une prisonnière torturée par les militaires, est sifflé et isolé par tout le personnel. Antérieurement, au même endroit, un travailleur protestait pour le salaire misérable qu'il allait toucher, et répondit au militaire qui essayait de l'empêcher de parler : "tue-moi", "je réclame parce que mon salaire ne me permet de rien faire, tue-moi ! ". Et le militaire s'est mis sur le côté et n'a plus rien dit. Dans les cinés les sifflements deviennent stridents quand un des membres de la Junte apparaît sur les écrans ; et si quelqu'un ose applaudir, il se fait chahuter à son tour. Un silence de répudiation accueille l'administration de SUMAR quand un des chefs de service se voit obligé de tenir une réunion pour expliquer la crise de cette industrie et demande l'opinion du personnel. Le silence fut absolu. Dans une usine de chaussures de Santa Rosa, les travailleurs réclament de meilleurs salaires au patronat ; devant son refus, le mécontentement grandit. Ce comportement des travailleurs dans tout le pays, et tousles autres indices montrent que la combativité augmente de plus en plus, en peu de temps. Des milliers d'équipes sont disséminées dans le pays et stimulent, encouragent ces petites actions. Il faut les coordonner pour structurer et consolider les bases de la future direction révolutionnaire qui est en train de se construire sous le feu de la répression la plus sanglante ayant jamais existé au Chili.

La voie suivie antérieurement par Allende, n'était pas mauvaise ; c'est la politique qui était erronnée, l'utilisation des élections pour aller vers le pouvoir n'était pas incorrecte, mais la politique était incorrecte. Il faut préparer les conditions pour un affrontement sous forme de guerre civile. Ils ont déjà fait la guerre civile ! Les masses leur ont riposté avec le peu de moyens qu'elles avaient, parce qu'elles n'avaient pas été organisées pour faire plus. Mais ils vont ranimer la guerre civile et les massacres. Ils ont déjà démontré leur impuissance, à diriger le pays. Toute cette expérience montre qu'il faut s'assurer le pouvoir avec un programme et une politique qui le permettent : briser la structure de la bourgeoisie, appliquer un programme de liquidation du pouvoir capitaliste, d'étatisations, de contrôle de l'économie et de la société.

Il faut se donner la perspective de reprendre l'expérience du gouvernement populaire, à un niveau plus élevé, en partant des conclusions tirées depuis le coup : LE POUVOIR SE CONQUIERT PAR LES ARMES.

L'organisation du prolétariat, des paysans, des étudiants, d'autres secteurs des masses, doit conduire à cette conclusion. Il faut abattre cette Junte d'assassins, en impulsant l'organisation clandestine dans les usines, les quartiers populaires, et dans les autres centres quiluttent pour des salaires dignes, pour le respect des conquêtes sociales, pour la liberté de tous les prisonniers politiques et syndicaux, contre le couvre-feu, contre l'état de siège, contre les licenciements, pour l'instauration immédiate des droits humains et démocratiques, promouvoir le plus large Front Unique de toute la gauche, des secteurs indépendants, des démocrates chrétiens qui sont disposés à rompre cette Junte d'assassins. Nous appelons la base de la DC à rompre avec ses dirigeants, qui se sont unis aux assassins contre le peuple. Le gouvernement populaire a fait des concessions importantes à ces dirigeants pour qu'ils se définissent en faveur du peuple ; quand ils ont du se décider, ils l'ont fait contre la révolution. S'ils se heurtent aujourd'hui à la Junte, c'est parce qu'ils sentent qu'ils vont rester seuls s'ils ne se différencient pas de celle-ci. Mais ils veulent simplement garder un public, pour agir à nouveau contre la révolution. Dans les conditions actuelles du monde, il n'y a pas de position intermédiaire : ou on est pour ou on est contre le progrès social des masses. L'Argentine, le Pérou, le Portugal, le monde entier en donnent la preuve.

En ce prochain 11 septembre, la Junte assassine est, plus que jamais, assaillie par la haine du peuple du Chili et du monde entier. Nous saluons, avec toute notre ferveur révolutionnaire, les masses, tous les militants révolutionnaires qui ont résisté et résistent héroïquement à la répression sanglante de la Junte fasciste et qui se préparent à renverser et écraser les assassins comme Pinochet, à prendre le pouvoir et construire l'Etat ouvrier et le socialisme. Nous saluons les masses du monde qui ménent victorieusement de l'avant la Révolution Socialiste mondiale et qui ont entouré le peuple chilien de leur solidarité active, comme elles vont le montrer le 11 septembre prochain.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

LE SEXE, LA CONSCIENCE ET LE MARXISME

4-8-1974 — *J. Posadas*

Le sexe domine, quand la tête ne fonctionne pas. Le sexe n'est pas une imposition de la nature, mais un degré d'organisation du cerveau, qui a des origines dans la nature. Mais c'est la société qui est déterminante. Le sentiment d'amour n'est pas une invention, mais un besoin de l'humanité qui s'exprime, du fait de la construction de la société telle qu'elle s'est faite, dans le couple humain. Les animaux en font autant, de façon instinctive et naturelle. Mais l'amour prend une forme supérieure chez l'être humain

L'union du couple humain doit être destinée à élever l'humanité. Tout acte que celui-ci réalise, depuis la vie en commun, le repas en commun, l'acte sexuel, doit être déterminé par le sentiment de progrès de l'humanité. De cette façon, aucun conflit ne se produit. Tout le reste traduit l'agressivité, les affrontements des relations capitalistes, s'exprimant au travers du commerce et déterminant les relations humaines. Mais de tels rapports sont déjà dépassés. La rébellion dans les prisons en est un exemple.En mentionnantles prisons, nous citons un fait qui est en queue de ce processus. Mais c'est une queue qui, tout en étant un peu séparée du corps, fait partie de celui-ci.

C'est la conscience qui détermine la vie. La fonction de la vie, la plus spécifique, la plus importante et fondamentale, est de savoir penser. Cela signifie donc, sélectionner pour diriger la pensée. Il ne s'agit pas de choisir des objets selon un goût déterminé. Mais la tête doit décider à quoi elle consacre sa préoccupation, sans ignorer ni refouler aucun des autres problèmes. Mais elle choisit l'orientation fondamentale de son activité ; de cette manière, c'est elle qui ordonne l'appétit, la façon de marcher, le fonctionnement du sexe, le besoin sexuel, le besoin de la procréation. La tête met de l'ordre dans tout cela.

Le progrès le plus grand de l'humanité, depuis Marx, s'exprime dans le fait que l'intélligence et la raison déterminent de plus en plus le cours de la vie ; et non l'arrogance, la guerre, le commerce, la brutalité de celui qui possède, qui commande, qui a le pouvoir. C'est l'intelligence et la raison qui sontde plus en plus déterminantes.

De grands empires, comme les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, réduisent toujours plus leur pouvoir d'action. Les masses du monde augmentent leur capacité de conviction, leur action, leur autorité historique, à partir des Etats ouvriers. La rébellion des prisons en est une expression. Voilà ce qu'est la conscience.

Aucun problème ne peut trouver de solution en dehors de la conscience. La conscience signifie la capacité de penser. Penser signifie, être marxiste.

J. POSADAS
4/8/1974

LA CRISE EN DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN ESPAGNE

24-7-1974 — **J. POSADAS**

Il existe, de toute évidence, une crise très profonde, de la direction de la bourgeoisie espagnole. Quand ils décident que Franco est "malade", qu'il va mal, qu'il se meurt, qu'il ne peut même plus marcher, et ensuite qu'ils le remettent sur pied, c'est parce qu'ils s'attendent à des changements imminents, ou qu'ils ressentent le besoin de changement imminents. Ils attendent des changements et cherchent à leur donner une issue pacifique ; Il est certain que la crise va éclater sous peu.

La bourgeoisie espagnole ne s'intéresse pas au "Pacte pour la Liberté". Elle cherche un accord en son propre sein, pour se débarasser de Franco, qui ne lui sert plus à rien; c'est une dictature inutilisable, insoutenable ; elle étouffe la bourgeoisie sur le plan économique alors que l'Espagne connaît une croissance, sur le plan scientifique, technique, qui a de l'influence sur les idées, et crée des besoins en économie. La bourgeoisie cherche à établir un accord, pour se débarasser de Franco sans dépendre d'un accord avec les communistes. Voilà ce qu'elle est en train de faire.

Si elle ouvre une porte aux communistes, c'est parce que le processus, depuis deux ans, est allé très loin. Il y a eu le Portugal, les luttes des colonies, le processus d'Amérique Latine, la crise de l'impérialisme yankee, l'avance des Etats ouvriers. Tout cela a accentué la détermination de la bourgeoisie espagnole de se débarasser de Franco, et d'installer un régime dans lequel elle ne peut pas ne pas laisser entrer le Parti Communiste. Elle ne peut pas faire autrement, parce qu'elle doit fonctionner en faisant la concurrence avec les Etats ouvriers. Elle n'a pas d'autre remède que d'avoir un fonctionnement qui lui permette de concentres son attention sur le développement de l'économie. Ce sont les dernières heures du système capitaliste !

Cette situation n'a rien à voir avec le "Pacte pour la Liberté". Ici, l'initiative vient de la bourgeoisie et non du "Pacte pour la Liberté". Il s'agit d'une manoeuvre de la bourgeoisie espagnole qui voit tout s'effondrer autour d'elle, qui mesure que l'économie ne va pas se développer si elle fait autrement. Un nouveau 1936 approche, mais il s'appuie sur 1974. Ils voient bien qu'ils ne pourront pas répéter ce qu'ils avaient fait avant. Ils ne peuvent plus utiliser les nazis, ni les fascistes. Il existe 14 Etats ouvriers. Ce seul fait serait déjà suffisant, même si le Parti Communiste n'existait pas. Par exemple au Portugal, ce n'est pas le Parti Communiste qui a créé ce mouvement. Ce sont les militaires qui sont intervenus.

En Espagne, la moitié des militaires vont faire la même chose. Des capitaines de l'armée à qui l'on demandait : "à votre avis, que faut-il faire en Espagne" ? , ont répondu : il faut arrêter de réprimer et il faut aller au socialisme". Des capitaines ! C'est la presse espagnole qui a publié cela. Au Portugal, le régime était encore plus replié sur lui-même qu'en Espagne, il avait une communication avec le monde, le commerce, les idées inférieure à l'Espagne, la tradition du mouvement ouvrier était inférieure, et même presque inexistante. Le processus en Espagne est infiniment supérieur : le prolétariat y a un plus grand poids, il a la tradition de la révolution espagnole. Le poids du prolétariat, des courants ouvriers est infiniment plus grand : anarchistes, communistes, socialistes, La perspective d'un processus proche de celui du Portugal s'annonce à bref délai. Nous ne pouvons pas prédire que ce sera comme au Portugal, mais cela en sera proche.

La bourgeoisie doit céder parce qu'une partie de l'armée, de la petite-bourgeoisie, les ouvriers et les paysans sont sur le point d'éclater. La bourgeoisie voit surtout qu'un vaste secteur de la petite-bourgeoisie est gagnée à la nécessité d'éliminer Franco, d'en finir avec la dépendance économique actuelle vis-à-vis des Etats-Unis. Cela indique aussi, et encore une fois, que les Yankees n'ont pas de force pour retenir ce processus.

Les Partis Communistes doivent prendre cela en considération ! Il faut sentir que Franco est sur le point d'être chassé ! Il s'écroule ! C'est la lutte des masses d'Europe, du Portugal, d'Espagne qui le chasse. Ce processus d'Espagne va se terminer par une situation type Portugal. Même si les délais s'allongent, on avance vers cette conclusion. C'est évident.

Carrillo, lors de sa conférence de presse à Paris, a fait une déclaration qui conduit vers cette perspective ; il fait appel à la mobilisation des masses. Il fait cet appel, même si ce n'est pas avec beaucoup de véhémence ni de décision. Il se rend compte que la bourgeoisie espère compter sur le Parti Communiste, mais compte aussi le laisser de côté. Le seul fait de cette déclaration de Carrillo qui appelle à des mobilisations à des mouvements, est un indice de la profondeur et de la portée possible de ce processus.

L'effondrement de la situation actuelle en Espagne est inéluctable, que ce soit maintenant, le mois prochain ou les suivants. C'est un processus irrésistible. Il conduit au développement de droits démocratiques qui sera comme au Portugal, une porte ouverte au développement d'une base d'Etat ouvrier.

Il faut tenir compte qu'au Portugal, la résolution d'accorder l'indépendance aux colonies, conduit à des conséquences beaucoup plus grandes : entre autres, à une dépendance beaucoup plus grande envers le mouvement ouvrier, les socialistes, les communistes, à une montée du secteur des capitaines qui veulent des mesures d'étatisation et vont augmenter ces mesures. Sinon, le pays ne tient pas le coup ; c'est le chaos. Le retour des soldats portugais qui sont à l'extérieur, va signifier la transmission d'une conviction beaucoup plus grande, d'une assurance, d'une résolution sociale révolutionnaire, qui va se communiquer à l'Espagne, la Grèce, et la turquie.

Tout mouvement en Espagne sera très supérieur au Portugal, parce que les bases sociales, les conditions sont inifiniment meilleures. Il faut intervenir avec cetteconception. Ce processus a une capacité d'impulsion très grande à la révolution, et, dans l'immédiat, à toutela lutte anti-capitaliste en Europe.

24/7/74 J. POSADAS

La crise du capitalisme, la réponse des syndicats et la nécessité de discuter du gouvernement de gauche.

ÉDITORIAL

Jusque dans ses déclarations, la bourgeoisie montre son incapacité, face à sa propre crise économique, sociale et politique, à trouver une quelconque planche de salut, si ce n'est de décharger les effets de l'inflation sur la classe ouvrière. La communication du ministre Tindemans à la TV en est un reflet. Ce gouvernement est incapable de contenir un processus, qui fait partie de la crise mondiale du capitalisme, et qui entraîne une radicalisation profonde, allant jusqu'à des secteurs de l'armée et de la police.

Sur la base d'un tel processus, il était nécessaire et possible de mobiliser des milliers de personnes à la manifestation nationale en solidarité au Chili, alors que 3000 seulment sont venues. La préoccupation existe pour discuter du Chili et intervenir, mais ni le Parti Socialiste, ni le PC, ni les organisations syndicales n'ont organisé cette manifestation ; de plus ils doivent poser que les conclusions du Chili servent pour tous les pays d'Europe, et en particulier pour la Belgique.

Quand Yamani, ministre d'Arabie Séoudite dit qu'il faut diminuer les prix du pétrole pour contenir une crise mondiale et empêcher que les pays de la Méditerranée passent aux mains de gouvernements communistes, il ne parle pas en l'air. Kissinger lance le même cri d'alarme quand il dit que toute la Méditerranée glisse vers l'Union Soviétique. Un tel pessimisme qui se manifeste dans les hauts sommets du capitalisme mondial, parce qu'ils sentent que le régime n'en peut plus et qu'ils se préparent à des affrontements contre les masses. Kissinger fait cette déclaration au milieu de la décomposition du Pacte Atlantique, dans lequel des pays comme la Grèce et la turquie qui étaient des centres fondamentaux de la stratégie militaire, des alliés solides, quittent l'OTAN ou sont prêts à la quitter.

Le capitalisme belge ressent les effets de toute cette crise ; mais aussi il mesure que ses marges de manoeuvre sont encore bien plus minces que celles des plus grands pays impérialistes. C'est pourquoi Tindemans fait des déclarations alarmistes et appelle à l'effort collectif et se fait menaçant pour dire que tout affrontement entre les groupes sociaux signifierait sombrer dans l'abîme.

Mais ce qui est essentiel, c'est comment la classe ouvrière répond à tout cela. L'appui donné à la campagne pour le Chili est une partie de cette réponse, et il a englobé d'autres secteurs de la population ; et l'intervention de la classe ouvrière serait encore plus importante si on unit à cet appui au Chili, les conclusions sur les tâches d'organisation de la gauche en Belgique, sur le programme nécessaire pour affronter cette crise du capitalisme. C'est ce que devaient faire les directions ouvrières, syndicats et partis.

Des dirigeants syndicaux vont dire : "nous avons distribué beaucoup de tracts pour proposer de faire des assemblées ; et celles-ci ne se sont pas faites ; les ouvriers ne sont pas venus aux manifestations pour le Chili". Mais comment les ouvriers vont-ils sortir en manifestation pour le Chili, quand les directions régionales des syndicats, elles-mêmes, n'osent pas exiger des permanents de nombreuses usines de faire des assemblées ! Ce qu'ils redoutent, tous, c'est que beaucoup d'ouvriers répondent : "d'accord de faire grève pour le Chili, mais quand il faut faire grève pour défendre nos revendications, pour lutter contre les capitalistes ici, on ne nous laisse jamais faire ! ". Alors cette solidarité pour le chili leur sert de couverture pour se montrer à gauche. Mais dans la lutte concrète en Belgique, il en va autrement : la direction régionale du syndicat se réfugie derrière l'immobilisme des responsables syndicaux d'usine. Comme c'est le cas dans beaucoup d'usines de la région de Charlerloi, ces dirigeants sont des "deuxièmes patrons". Mais alors, pourquoi ne pas leur retirer leur mandat ? Les dirigeants syndicaux prétendent ne rien pouvoir faire contre eux, mais quand il s'agit d'attaquer des délégués syndicaux combatifs, ils ont vite fait de leur retirer leur mandat et de les laisser à la merci des capitalistes ! Cette façon d'"appliquer les principes démocratiques", servent toujours la bureaucratie et non la classe ouvrière.

La maturité du processus, en Belgique, en Europe et dans le monde, permet d'aller plus loin que ce que la FGTB propose. Par exemple : le bloquage de certains prix. D'accord avec cette mesure. Mais qui va l'appliquer ? le gouvernement Tindemans ? certainement pas. Il faut donc, en même temps que poser ces revendications, expliquer quel gouvernement sera nécessaire pour mettre ces mesures en pratique. Il faut un gouvernement qui les garantisse, avec l'appui de la classe ouvrière, des syndicats : il faut un gouvernement de gauche ! Loin de ne pas le comprendre, l'avant-garde ouvrière, le prolétariat, la population travailleuse, les paysans, vont prendre cette lutte comme un centre et l'appuyer. Partout où l'on discute du Chili — dans les écoles, les usines, les bureaux — c'est pour poser : et ici que fera la bourgeoisie si nous faisons la même expérience quau Chili ? comment va réagir la bourgeoisie, l'armée ? ".

L'IMPORTANCE DES RESOLUTIONS SYNDICALES DES POLICIERS ET DES MILITAIRES

Une expression de la profondeur du processus, c'est que cette discussion va jusque dans la police ! dans la police, on discute le Chili, et beaucoup de policiers ont sympathisé et défendu le Chili. S'il n'y avait pas tout ce climat, il serait impossible que la CGSP-agents de police se lance à faire une telle déclaration publique. Cette résolution est très importante ! les policiers refusent de devenir des auxiliaires des forces de gendarmerie et d'être placés sous les ordres du Ministère de l'Intérieur ; ils dénoncent que de telles mesures tendent à créer un état fort en Belgique, dont les résultats ont déjà pu être vérifiés en Espagne, en Grèce ou au Chili.

Pour se lancer de cette façon, la police sent un état d'esprit de la population qui l'encourage. C'est le mûrissement mondial de la révolution qui l'encourage, qui décompose les forces de sécurie de la bourgeoisie, et gagne certains secteurs, qui tendent à accomplir un rôle pour lequel le capitalisme ne les avait pas du tout destinés ! Le même processus se manifeste dans l'armée, où les militaires ont résolu de se syndiquer contre Van den Boeynants ; et même dans la gendarmerie, qui ne veut plus subir de sanctions humiliantes ni se soumettre aveuglément aux ordres "d'en haut". Quand ces secteurs, qui ont été formés

(Suite à la page 4)

Suite de l'EDITORIAL.

par le capitalisme pour répondre à des ordres et ne pas penser, osent prendre de telles positions, cela veut dire que le degré de décomposition du capitalisme est très élevé. Cela n'annonce pas de simples changements économiques, une restructuration ou une crise cyclique du capitalisme. Ce sont des traits d'une crise des structures sociales, et d'une profonde rébellion ; celle-ci, par manque d'une direction révolutionnaire, ne peut pas se traduire dans un programme pour la transformation immédiate de toute la société.

Tindemans, qui voudrait faire "un gouvernement fort" ne le fait pas, parce qu'ils sentent que la moindre mesure qu'ils prendront va servir de détonateur, de point de concentration ; la réaction des masses va éclater. D'autre part, ils voient que la CSC ne donne pas un appui sûr à la démocratie-chrétienne au gouvernement. Celle-ci pose — comme la FGTB — le bloquage des prix des produits de consommation. Le gouvernement est incapable de réaliser cela.

Les centrales syndicales, au lieu d'entretenir des disputes et des rivalités dans les sommets, dans les appareils, doivent discuter : quel programme pour sortir de cette crise ? et aborder des problèmes centraux : nationaliser la métallurgie, les sociétés multinationales, obliger les entreprises à investir leurs bénéfices de façon à créer de nouveaux emplois, nationaliser les grandes banques, l'industrie des armes, l'industrie pharmaceutique, promouvoir une augmentation générale des salaires, le salaire minimum vital de 15.000 F nets, imposer un bloquage des prix au travers du contrôle ouvrier, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Certaines de ces mesures, un gouvernement comme celui du Portugal, est en train de les prendre.

PRENDRE L'INITIATIVE DU FRONT DE GAUCHE POUR ENTRAINER LA GAUCHE CHRETIENNE

Camarades socialistes et communistes, quand Leburton, deux jours après avoir offert les services de la direction socialiste au gouvernement, est obligé de déclarer que les socialistes ne vont pas venir au secours de Tindemans pour renflouer sa barque : c'est parce qu'il sent souffler très fort le vent de la gauche. Il faut prendre cela comme point d'appui pour lancer l'organisation d'un front de la gauche, avec les syndicats, et appeler toute la gauche chrétienne à s'organiser indépendamment du PSC. Si le PSB, ou la gauche socialiste lance l'initiative, et y incorpore les communistes, les trotskystes posadistes, la gauche syndicale, les chrétiens de gauche vont se sentir avec plus de confiance et voir qu'ils ne vont pas être engloutis.

Il y a un malaise et une crise profonde dans la démocratie chrétienne. Les rumeurs de limogeage d'Oleffe, ministre de l'Economie, signifient que la bourgeoisie veut renforcer la politique capitaliste et s'imposer plus fermement aux secteurs liés à la CSC, aux démocrates chrétiens. Si la gauche socialiste se lance, avec audace, en s'appuyant sur toutes ces conditions — de crise dans la démocratie chrétienne, de prises de positions des policiers, militaires et gendarmes, de résolution de combat de la classe ouvrière — elle gagnera rapidement la confiance de la gauche chrétienne ; il faut le faire dans la préparation du congrès du PSB, dans toutes les activités. Mais il faut pour cela rejeter catégoriquement toutes manoeuvres pour reconduire un gouvernement bipartite, tripartite ou autre.

Cette déclaration de Leburton, indique un durcissement des positions socialistes. Mais jusqu'où va sa manoeuvre ? La gauche socialiste doit s'appuyer sur la combativité de la classe ouvrière, des paysans qui cherchent à vivre dignement, à travailler comme tout le monde et qui font un raisonnement anti-capitaliste, s'appuyer sur l'expérience du Chili, de la France, d'Italie, et impulser, en vue du congrès et de toutes les actions futures, la discussion sur la nécessité du front de la gauche pour aller au pouvoir.

Il faut appeler les syndicats à discuter cette perspective et à l'unir au plan de revendications qu'ils viennent de poser. Qui va pouvoir accomplir ce plan ? C'est absurde d'attendre que le gouvernement Tindemans le fasse ! ou d'espérer que celui-ci va devoir faire des concessions devant une forte pression ou mobilisation de la classe ouvrière. Il faut discuter la perspective du gouvernement de gauche, et la construction des organismes de la classe ouvrière. La gauche socialiste doit intervenir pour faire appliquer la démocratie syndicale ! Les congrès régionaux que la FGTB est en train de faire — comme par exemple à Charleroi — : qui les a discuté ? quelles assemblées ont été faites dans les usines ? quelles résolutions ont pu sortir des usines ? quelle discussion et quelle préparation ? Ce n'est pas en distribuant un tract où l'on dit que "les ouvriers ont leur mot à dire" qu'on respecte la démocratie syndicale ! La classe ouvrière doit sentir que la direction va appliquer ce qu'elle pense, discute, décide, propose. C'est pour cette raison que les ouvriers se rebellent contre les "ordres de grève" qui viennent d'en haut. Ils font la grève de toute façon, mais ils disent : "quand nous voulons nous mobiliser, ils ne font jamais rien ! ". C'est là qu'il faut chercher les raisons de la participation encore limitée aux manifestations pour le Chili. Les directions s'imaginent qu'elles n'ont qu'à convoquer. Mais la classe ouvrière est tous les jours dans l'usine, décidée à se mobiliser, et les directions n'entendent rien. Il faut discuter cela aussi, pour avancer dans le front de la gauche, et dans les syndicats.

Pour imposer des revendications comme le bloquage des prix, il faut impulser des mobilisations beaucoup plus profondes. Il faut une discussion permanente, dans l'usine, dans le syndicat, il faut former des organismes dans lesquels l'avant-garde ouvrière peut intervenir, peser, entraîner la classe : comités d'usines, conseils ouvriers, comités de quartier regroupant tous les travailleurs, syndiqués ou non, et de toutes tendances ouvrières, Et il faut poser comme point central : qui va pouvoir imposer et faire appliquer ce programma ? le gouvernement capitaliste ? NON ! il en est incapable ; c'est le capitalisme qui est cause de la crise actuelle. Il faut discuter qui va mener ces mesures de l'avant : il faut montrer la perspective du gouvernement de gauche, de l'organisation des forces pour mener la gauche au pouvoir.

23/9/74

EDITIONS REVUE MARXISTE — DOCUMENTS RECEMMENT PARUS DE J. POSADAS

- L'EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L'ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS — 7 février 1974
- LA CRISE DU CAPITALISME EN ITALIE ET LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE — 26 juin 1974
- LA PHASE ACTUELLE DU PROCESSUS DE LA REVOLUTION PERMANENTE AU PORTUGAL — mai 1974

LE CARACTERE DE CLASSE ET LA COMPOSITION HETEROGENE DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE EN ITALIE

(Suite de la page 1)

programme de classe, la gauche chrétienne verra que tout le développement des luttes se fait sur le terrain de l'économie capitaliste. Tant qu'il en est ainsi, elle cherche électoralement, à pousser les démocrates chrétiens de l'avant.

Mais si la DC de gauche, la base socialiste, la base social-démocrate, voit une agitation une orientation, reçoit une éducation, si on lui montre que le capitalisme ne peut pas résoudre ces problèmes, ni ce gouvernement, ni aucun autre, alors elle acquiert une conviction active, elle se persuade de la nécessité d'un programme nouveau, d'une politique nouvelle, et d'une direction nouvellepour mener de l'avant programme et politique.

Cette intention est implicite dans le fond de la politique du PC Italien : il veut montrer qu'une nouvelle politique, une nouvelle orientation, une nouvelle économie sont nécessaires et que ce gouvernement ne peut les réaliser. Ce n'est pas incorrect, sur le plan d'une application générale. Mais : que faut-il faire ? quels investissements ? quel programme ? quels objectifs ? Si les communistes vont au gouvernement avec les mêmes objectifs que le gouvernement actuel, cela ne sert à rien. Ils ne feront qu'administrer le régime capitaliste et toute la crise actuelle. Il faut planifier la production, parce que le régime capitaliste ne sert à rien : il faut dire cela, le montrer, le proclamer ! Le capitalisme a fait la preuve de son incapacité, il est épouisé. Pour planifier, il faut étatiser : cela ne plaira certainement pas au capitalisme ni à Agnelli, mais cela plaira bien aux masses. Ce sera un moyen de développer l'économie. On va se heurter à la droite communiste, mais pas aux masses.

La Démocratie Chrétienne s'appuie sur la police, la justice, la banque. Que faire alors, pour gagner la gauche démochrétienne ? On ne peut attendre que ce parti change. Il faut gagner la gauche par d'autres moyens :au travers de la lutte syndicale, et politique, d'un programme et d'une direction de classe, au moyen d'une direction qui pousse la gauche chrétienne à voir que la solution n'est pas dans le système capitaliste, qu'il faut changer cesystème.

Le Parti démocrate-chrétien est un parti de la grande bourgeoisie. Sa composition est hétérogène, sa direction appartient à la grande bourgeoisie,à la haute finance. Dans les élections bourgeoises, 70% des voix vont aux secteurs qui dominent le fonctionnement du capitalisme mondial au travers de l'appareil. Ces élections ne représentent pas la volonté des masses démocrates chrétiennes. Sans quoi, aucun des bourgeois qui dirigent actuellement la DC n'y serait plus ; ils seraient tous délogés. La DC serait un parti différent. La base petite-bourgeoise, ouvrière, paysanne est prépondérante dans le parti démocrate-chrétien, mais elle n'a aucun pouvoir de décision, ni le droit de voter, de choisir. La structure, le fonctionnement, les formes de ce parti empêchent la base d'accéder aux décisions. C'est Andreotti qui décide. Ce ne sont pas les paysans, les ouvriers. Et aucune possibilité ne s'offre de changer le fonctionnement de ce parti afin que la masse ouvrière, paysanne, petite-bourgeoise pauvre puisse décider, voter, mettre la gauche à la direction. La structure, le fonctionnement, la forme de ce parti exclut les masses, empêche tout droit de décision de celles-ci. Seuls les secteurs riches peuvent y décider. C'est pourquoi il faut voir que ce parti, tout en étant composé d'ouvriers, de paysans, de petits-bourgeois, est dirigé par la bourgeoisie, la haute finance ; ce n'est pas le poids hétérogène de sa composition qui décide, mais la forme de structure de l'appareil : c'est la droite qui détermine inaltérablement, la vie du Parti. Elle maintient en place la gauche, type Donat Cattin, Granelli, Fracanzani etc. parce qu'elle en a besoin ; il lui faut une couverture de gauche pour retenir, garder la base démocrate-chrétienne, paysanne, petite-bourgeoise pauvre et à moitié aisée.

Mais ceux-ci, qui fournissent la majorité des voix de la DC ont le moins grand nombre de candidats et le moins de pouvoir. La structure du Parti empêche la gauche de gagner. Celle-ci ne gagnera jamais ! La structure est faite de façon à ce que la direction, qui représente le grand capital, soit gagnante. On ne peut pas changer ce parti. Mais on peut impulser une lutte intérieure, afin que la gauche rompe avec lui. C'est ce que le PCI recherche. Mais il le fait avec des méthodes, une politique qui ne conduisent pas à cette conclusion, et qui, au contraire, permettent à la droite de se maintenir, de subsister, de prévaloir.

Il faut démontrer que le parti démocrate-chrétien est un parti bourgeois. On ne peut en attendre des changements et des transformations ; il faut le casser. récemment Parti Communiste, allait jusqu'à dire que la DC était un parti "populaire". Nous avons écrit : "non ! c'est un parti bourgeois". Sa composition est hétérogène ; mais c'est sa direction bourgeoise qui décide. C'est elle qui détermine, la vie et la fonction du Parti. Mais maintenant, le PCI considère aussi que la DC est un parti bourgeois ; il change de qualification, sans faire aucune démonstration, sans analyse. Il y a deux ans à peine, il considérait la DC comme un parti "inter-classes". Il maintenait de ce fait l'illusion que la base ouvrière, paysanne, petite-bourgeoise, pourrait décider dans ce parti. Nous avons défendu l'idée contraire : la DC n'est pas un parti "inter-classes". Sa composition regroupe plusieurs classes sociales, mais sa direction est capitaliste.

Le qualifier "d'inter-classes", revient à croire que les différentes classes y ont un poids relativement égal, que la composition sociale peut faire osciller la direction, pour prendre les décisions. Il se pourrait donc que la classe ouvrière, la base ouvrière arrive à décider, à prendre la direction de ce parti. Il n'en est rien. Peut-on imaginer que les ouvriers et les paysans, s'il gagnaient des élections pour choisir la direction de la DC, laisseraient la droite à la tête ? C'est absurde ! Ce parti n'est pas "inter-classes". Sa composition inclut des ouvriers, des paysans, des petits-bourgeois, des capitalistes, et la haute finance. Sa structure, son mode d'élections, sa préparation qui date de longues années, sont telles que le paysan, l'ouvrier, le petit-bourgeois qui vote pour la DC ne peuvent pas décider. Sa structure donne un accès à la direction, seulement aux secteurs capitalistes, moyens et grands, et ce sont ceux-là qui décident. Ils ont besoin de gens de gauche comme Donat Cattin, Granelli pour avoir un pont jeté vers la classe ouvrière, les paysans, la petite-bourgeoisie. Ceux-ci jouent le jeu d'entretenir des illusions parmi les ouvriers, les paysans, les petits-bourgeois, de les faire voter pour cette direction, qui a le pouvoir de décision et représente la haute finance. Et pour maintenir une clientèle électorale, ils ont besoin de faire des lois, des résolutions satisfaisant en partie la petite-bourgeoisie, les paysans, les ouvriers. Ils ont besoin de présenter une façade anti-fasciste, pour apparaître unis à la classe ouvrière. C'est faux que la Démocratie Chrétienne est anti-fasciste ! Les ouvriers et paysans le sont. Mais la direction de la DC, tout entière, est fasciste ! tout entière ! Rumor se déclare anti-fasciste, par nécessité, pour le jeu qu'il est en train de faire. Mais s'il devait choisir entre une grève générale qui conduit au pouvoir, et les fascistes qui font un coup d'état, il fermerait les yeux pour laisser agir les fascistes.

Etre anti-fasciste, cela veut dire avoir une conception politique, un programme, des objectifs sociaux. Ceux de Rumor sont capitalistes. Il recherche le développement du capitalisme, la concurrence avec le capitalisme du reste du monde. Et que veut la classe ouvrière ? tout le contraire ! Que veulent les fascistes ? la même chose que Rumor, mais en faveur d'une autre couche d'exploiteurs, d'un autre secteur de la haute finance. Ils se font la concurrence. Mais entre Rumor et les fascistes, il n'y a aucune distance. Si Rumor devait décider, il décide pour les fascistes. Une façon de décider consite à dire : "je ne peux rien faire, je m'en vais". Car ainsi il laisse les mains libres aux fascistes. Cependant les fascistes n'ont aucune chance de triompher. Cette comparaison que nous faisons vise à démontrer que la direction de la démocratie chrétienne est plus proche de la conception des fascistes, que de la petite-bourgeoisie qui lui donne un appui social. On ne peut changer la physionomie, la conception politique de Rumor, ni d'Andreotti, Fanfani, ni d'aucun d'eux. Ce Parti ne peut pas faire la politique des ouvriers, des paysans, de la petite bourgeoisie pauvre. C'est un parti bourgeois qui fait la politique de la haute finance.

J. POSADAS
13/4/1974

Ed. responsable : Claudine Pôlet — 46, avenue Gilleaux — 6080 Montignies/sur/Sambre

L'ECHEC DU COUP CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET LA MONTEE DU PROCESSUS PERMANENT DE LA REVOLUTION AU PORTUGAL

29/9/74 J.POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année n° 229 – 4 octobre 1974 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

LE PROGRAMME DES FORCES AERIENNES ET LE PROCESSUS ANTIIMPERIALISTE EN ARGENTINE

J.Posadas 20 août 1974

La crise du capitalisme exige une politique de classe des Partis Ouvriers

EDITORIAL

La crise du capitalisme belge, loin de diminuer, ne fait qu'augmenter. Mais l'alarmisme dont font preuve le ministre Tindemans ainsi que les patrons de la FEB, a surtout pour but de contenir la vague de mobilisations et les actions que la classe ouvrière prépare dans tout le pays et dont les différents dépôts de préavis, comme ceux déposés par la CGSP pour les instituteurs et les transports publics, ne sont qu'un léger échantillon, et ceci dans des secteurs qui ne sont pas décisifs pour l'économie du pays. Mais les déclarations de Tindemans, de même que la crise, ne sont pas une exclusivité "belge". Ford aux Etats-Unis vient de déclarer aussi que, s'il le fallait, il utiliserait les armes pour résoudre le problème du pétrole. Ce n'est par hasard non plus que Kissinger vient de déclarer qu'il était exclu qu'ils utilisent la force militaire. Il y a entre les différentes ailes du capitalisme américain une lutte intérieure très profonde. Cette lutte ne vient pas de ce que ces secteurs envisagent des solutions différentes à la crise : ils sont tous d'accord pour affronter l'Etat Ouvrier ; mais là où ils diffèrent c'est sur la question des délais. Il y a des secteurs, dont Ford est un représentant, qui voudraient en finir, le plus vite possible avec les Etats Ouvriers ; c'est pour cela qu'ils veulent des solutions rapides. Mais au lieu de trouver des solutions, le capitalisme est en train d'essuyer des défaites profondes.

Le Chili est resté comme expérience et ce coup du capitalisme s'est transformé en un boomerang par la révolution et par le niveau atteint par l'intervention des masses dans le monde entier. C'est ainsi que, comme l'analysait le camarade Posadas pour le coup de Chypre, la CIA et l'OTAN cherchaient à faire là un nouveau Chili, mais ils ont raté. Le résultat était et est un approfondissement de la révolution d'une part, mais aussi du désagrègement dans le camp capitaliste. L'impérialisme perd à tous les coups, que celà s'exprime par la rupture partielle entre les USA et la Turquie, ou par l'expulsion des bases de l'OTAN en Grèce, même si les objectifs de Karamanlis sont de rester dans le camp du capitalisme.

Toutes ces défaites successives sont maintenant couronnées par l'échec du coup réactionnaire que préparait la droite au Portugal avec, une fois de plus, l'impérialisme lié aux secteurs conservateurs de l'armée tels que Spinola. Mais c'est la mobilisation immédiate des militants et des Partis de gauche qui a arrêté cette première tentative. C'est en s'appuyant sur cette mobilisation que le Mouvement des Forces Armées a imposé à la droite d'arrêter la manifestation et à Spinola de s'incliner. Mais il ne faut pas se tromper : ce ne sont que les premières manifestations ouvertes de la droite, comme le furent au Chili les manifestations des casseroles par les femmes de la bourgeoisie. Mais au Chili ils n'en sont pas restés là. La gauche, les militants et les partis de gauche doivent être bien conscients de cela. Et que, pour contenir la droite et gagner plus profondément un secteur de l'armée, il faut mobiliser en permanence la classe ouvrière, faire des appels constant mais en s'organisant déjà en forme clandestine.

Dans toutes les usines et quartiers il faut des organismes de la classe qui, ayant tout le fonctionnement de comités d'usine, discutent et décident sur tous les problèmes. Des organismes de la classe ouvrière qui fonctionnent avec les soldats, officiers et sous-officiers du Mouvement des Forces Armées, qui se préparent déjà à affronter de prochains coups d'Etat.

Celui-ci n'était que le commencement et, bien qu'ayant essuyé une première défaite, la bourgeoisie et l'impérialisme vont tenter de nouveaux coups. La bourgeoisie est désespérée, et pas seulement au Portugal. Toutes les déclarations de danger qu'ils font tous en parlant de la crise, qu'on sombre dans la marasme, c'est parce qu'ils sentent que c'est le capitalisme qui s'effrondre, ils voient que les Etats Ouvriers n'éprouvent pas cette crise car elle est le résultat des relations capitalistes et non le produit de l'augmentation du pétrole, qui n'intervient que dans 3 % de l'augmentation des produits. Comment explique-t-on alors les 20 % d'augmentation depuis le commencement de cette année ? C'est pour cela que la solution est impossible à trouver dans le cadre de mesures qui ne portent pas atteinte au régime capitaliste. Il est nécessaire de poser le blocage des prix. Dans l'émission télévisée "Face à la Presse" de dimanche, W. Claes posait qu'on ne peut pas bloquer les prix parce que les matières augmentent. Le raisonnement qu'il fait est capitaliste et ne part pas du point de vue de la classe ouvrière, alors que justement le rôle du Parti Socialiste est de défendre en premier lieu les intérêts de la classe. Refuser de bloquer les prix quand on sait que c'est par milliards qu'on peut calculer la fraude que fait le capitalisme, refuser de bloquer les prix quand le capitalisme exploite en permanence la classe ouvrière, c'est se montrer complaisant envers le capitalisme, et en plus, ce sont des conceptions d'économiste bourgeois qu'il préconise. Car les solutions qu'il propose, et qui ne garantissent même pas l'emploi, ne sont pas dignes d'un militant socialiste. Est-ce que ces anciens ministres savent que dans ce pays il y a des entreprises où l'on fait en permanence des heures supplémentaires en obligeant les gens à faire des 12 et 16 heures par jour au lieu d'engager du personnel ? Oui, ils le savent bien. Alors pourquoi le PSB ne propose-t-il pas d'éliminer les heures supplémentaires, et ceci au travers d'une proposition de loi ? C'est une façon non seulement de garantir l'emploi, mais aussi d'en augmenter le volume parce que ces millions d'heures qu'il y a sur une année sont à même de résorber un très grand pourcentage des chômeurs. Ce n'est pas avec les mesures proposées par Claes que l'on peut combattre un élément propre à la crise du capitalisme qui est mondiale.

Et, dans ce contexte, ce sont justement les pays les plus défavorisés, ceux dont l'économie est basée sur l'exportation comme la Belgique, qui sont les premiers visés. Et le choix a déjà été fait. Ce n'est par hasard si la Belgique n'a pas été convoquée à la réunion aux Etats-Unis des pays les plus forts. Ces pays capitalistes forts pourront suivre pendant un temps encore, tandis que les autres seront les victimes immédiates par leur capacité concurrentielle moindre. Quels sont les palliatifs ? En premier lieu, le blocage des prix, l'ouverture des comptes des grandes sociétés avec une très large taxation des bénéfices et l'obligation de réinvestir pour permettre le développement de l'emploi et empêcher l'augmentation des cadences et les diminutions d'emploi. La nationalisation des secteurs clés de l'économie, énergie, pétrole, distribution, raffineries, etc ... Le contrôle des capitaux et une main-mise sur les affaires de banque. La nationalisation des sociétés multinationales. Et toutes ces mesures avec un réel contrôle de la classe ouvrière à partir des syndicats, avec des comités qui organisent le boycott des produits qui augmentent en établissant des listes de prix, en organisant, comme en Italie, la désobéissance civile et le refus de payer toutes les augmentations considérées comme abusives. En Italie, dans la région de Lombardie, du Piémont, à Turin, etc ... les gens refusent de payer les augmentations de loyer, d'électricité, de taxes, etc ... On jette tout à la poubelle.

C'est cela qu'il faut discuter comme mesures à prendre par les syndicats et non servir le capitalisme en le laissant imposer des 12 et 18 heures de travail. La bureaucratie syndicale sert de complice quand elle ne dénonce pas et ne se mobilise pas pour empêcher tout cela. C'est là qu'il faut mener la lutte pour la défense de l'emploi. Que le FGTB soit décidée à mener un plan de mobilisations de l'avant, bien d'accord. Mais que ce soit sur le terrain de la lutte de classes et non sur celui de la collaboration.

La gauche socialiste et la gauche communiste doivent dénoncer cela, appeler les délégués syndicaux de base, la gauche syndicale à intervenir dans les usines pour limiter le pouvoir de l'appareil syndical. Il est possible d'agir ainsi parce que les mandats n'appartiennent pas à la base et il est certain que, dans plus de 80 % des usines, si on fait des assemblées pour décider par vote de garder ou changer les délégués, beaucoup perdraient leurs privilèges.

Pour cela, nous appelons les militants socialistes, communistes à discuter de tous ces points de programme, à organiser des assemblées dans les usines pour mener de l'avant le plan d'action et de mobilisations contre l'inflation, pour la garantie de l'emploi, pour la démocratie syndicale, pour le blocage immédiat des prix, et aussi pour la discussion d'un front de toutes les forces de la gauche pour mener de l'avant avec socialistes, communistes, syndicats et autres tendances révolutionnaires, un programme ouvrier qui résolve la crise du capitalisme.

EDITIONS REVUE MARXISTE
PARUS DE J. POSADAS

LA CRISE DU CAPITALISME EN GRECE, LA LUTTE DE CLASSES ET LE FRONT UNIQUE POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME
3 textes de 1973 et 1974

LA FONCTION HISTORIQUE DE LA VIE DE TROSTKY AU MEXIQUE POUR LA LUTTE POUR LE TRIOMPHE ET LA CONSTRUCTION DU COMMUNISME
novembre 1973

LETTRE AUX CAMARADES D'ESPAGNE : SUR LA LUTTE DE CLASSES ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME
juillet 1974

L'ECHEC DU COUP CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET LA P

29/9/74 PERMANENT DE LA REVOLUTION AU PO

Le processus, ouvert en avril, au Portugal, est déterminé par le rapport de forces mondial favorable au progrès de la révolution, à la liquidation du capitalisme, de l'impérialisme. C'est un des aspects les plus importants du processus de révolution permanente.

Les types qui, viennent d'essayer de fomenter une contre-révolution, ont tout juste obtenu le concretisation d'une des conséquences les plus importantes de ce processus : la radicalisation d'une aile de l'armée et un progrès très conscient des militaires qui cherchent à intervenir sur la base d'un programme, d'une politique, qui cherchent à apprendre comment intervenir. Ils ne cherchent pas simplement l'égalité, mais ils ont conscience d'où va le monde. Le processus mondial trouve son expression dans leurs propres rangs. La même chose se produit au Pérou, au Mexique, à Panama, en Argentine, en Bolivie. C'est un indice du mûrissement dans les armées de certains pays, de pays arriérés ou sans poids économique, d'ailes, nationalistes à l'origine et qui deviennent directement anti-capitalistes.

Le progrès et l'intervention de juntes militaires, comme au Pérou, au Mexique, à Panama donne de l'assurance à toutes les équipes militaires du monde qui prennent confiance, non seulement dans leur capacité de réaction, mais dans la possibilité d'une avance programmatique. Il est évident qu'au Portugal, une partie de l'armée a pris l'initiative, et non le Parti Communiste ou le Parti Socialiste. Ces militaires s'appuient sur la mobilisation des masses. Socialistes et communistes sont en arrière de ce secteur de l'armée. Il est certain qu'il travaillent de façon coordonnée, que communistes et socialistes tiennent compte du rôle de l'armée, qu'ils se réunissent discutent et se mettent d'accord. Mais 5 mois ont déjà passé depuis avril. C'est suffisant pour avoir organisé un mouvement social, basé sur les masses et ayant assez de poids pour venir appuyer les militaires, et étendre le mouvement beaucoup plus profondément. Par exemple : ôter à l'oligarchie, les finances, les grandes entreprises multinationales, bases de leur puissance, pour faire un nettoyage de l'appareil d'Etat.

Un secteur des militaires veut et va le faire. Il acquiert la conscience historique du besoin d'utiliser en vue du progrès de l'humanité , la fonction dont le capitalisme l'avait chargé pour le défendre et assassiner. Ils sont influencés par les 14 Etats ouvriers, le 16 Etats révolutionnaires, les luttes des masses coloniales, et s'élèvent programmatiquement. Les militaires ne peuvent rester passifs, s'en tenir à un niveau purement démocratique. Ils apprennent, acquièrent la notion du programme, de la politique, de l'économie, de l'objectif de l'histoire. Les évènements du Portugal sont un indice. Ils démontrent – sous une forme encore incomplète et inachevée-qu'une couche de militaires s'élève à la conscience qu'elle peut avoir un rôle plus important dans l'histoire, que de diriger des tueries, ou d'être tués.

Ce processus va produire de très grands effets dans le monde entier, et en particulier dans le monde capitaliste. Il va influencer les armées, et une partie de celles-ci va prendre conscience, discuter plus directement sa fonction politique, refuser la stricte dépendance vis-à-vis des ordres de l'appareil capitaliste. Elle va agir comme une institution dont les intérêts ne coïncident pas entièrement avec ceux du capitalisme ; elle va se prononcer contre le capitalisme : on le voit dans plusieurs pays : en Suède, en Hollande, Belgique, France, Portugal ; et bientôt en Espagne.

La défaite de la droite, de Spinola n'est pas complète. La droite n'est pas encore battue. Cette tentative de coup a été écrasée. Mais ils vont en faire d'autres. L'impérialisme va les appuyer de toutes ses forces. Mais ces faits démontrent aussi qu'on peut développer un Front Unique profond avec une aile des militaires. On peut y arriver, en mobilisant les masses, en faisant appel à elles, en montrant la capacité d'action, d'organisation et de direction des masses. Pour riposter à ce coup contre-révolutionnaire, unfonctionnement ininterompu de la démocratie est nécessaire.

Les masses apprennent actuellement, à intervenir et à peser. Elles sont intervenues et interviennent de façon de plus en plus ordonnée et organisée. Elles font pression sur leurs directions pour leur imposer une plus grande organisation du mouvement. Elles exercent cette pression, et vont prendre des décisions.

Il faut discuter les expériences qui surgissent de l'échec de ce coup au Portugal. C'est la conséquence du fait que les masses se sont mobilisées pour leur propre compte, sans aucun préparatif de la part des directions politiques ou syndicales. Rien n'empêchait de les faire. Les directions ne les ont pas fait à cause de leur conception passive du processus de la révolution. Voilà la conclusion la plus importante à tirer. Les masses se sont par contre mobilisées pour leur propre compte ; elles ont dressé des barricades, formé des milices, organisé leur quartier. Les Parti Communiste et Socialiste ne sont certainement pas étrangers à ces actions. Mais ils n'ont fait aucune proclamation officielle. Ils pouvaient avec un appel public, organiser tout le pays. Ils pouvaient dire : "Oui, c'est un affrontement ! et voici comment nous allons nous défendre". Mais, maintenant, ils montrent leur faiblesse vis-à-vis du Mouvement des Forces Armées lui-même. Les militaires sentent qu'ils déterminent le processus. C'est en partie vrai, parce qu'ils sont en train de décider les tâches et le cours de ce processus.

Ces évènements du Portugal vont influencer les militaires, leur faire prendre conscience qu'ils peuvent jouer un rôle de transformation de l'histoire. Ils vont aussi donner une impulsion au développement d'une vie démocratique de type soviétique, une forme de fonctionnement de démocratie soviétique, même si on l'appelle autrement : que tout le monde participe, que des organismes se créent à partir de la base, comme le pose le Mouvement des Forces Armées.

Il y a dans l'attitude des communistes et des socialistes, une part de calcul pour maintenir un accord avec le Mouvement des Forces Armées, qu'ils n'ont pas osé affronter. Il n'est pas incorrect d'agir ainsi, parce qu'il faut encore gagner une partie de l'armée, qu'ils ne le dominent ni ne contrôlent entièrement. L'armée n'est pas, dans son ensemble, favorable à la poursuite du processus de révolution démocratique. Tous les secteurs ne sont pas d'accord pour avancer plus loin. Mais il faut sentir qu'on aurait pu intervenir beaucoup plus. L'échec de ce coup démontre que la bourgeoisie n'a pas de forces. En développant l'agitation à l'avance communistes et socialistes auraient fourni une force beaucoup plus ferme et sûre au Mouvement des Forces Armées ; et celui-ci, à son tour, pouvait pousser plus loin son intervention au sein de l'armée.

Il est certain qu'il faut gagner l'armée. Mais il faut voir que cette armée s'est retirée de trois colonies vitales pour le Portugal, sans en ressentir une crise. La crise s'est produite chez les colons, les chefs, mais pas dans l'armée. Elle est donc apte ; autrement, elle aurait éclaté ! Cela veut dire que les communistes et socialistes avaient des points d'appui, qu'ils pouvaient se rendre compte des conditions optima qui existaient pour établir un front unique. Il faut le faire maintenant.

Il faut appeler à la formation d'un mouvement pour exproprier les propriétaires fonciers, les riches, les financiers, pour prendre aux sociétés multinationales la source de leur puissance : la propriété, les entreprises ; faire un plan de production afin de sortir le Portugal de sa misère ; unir les droits démocratiques au développement de l'économie. Les droits démocratiques sont sans valeur s'ils ne vont pas unis au développement de l'économie. Si les gens n'interviennent pas dans le développement économique, dans la prise en maison des ressources nationales, la révolution piétine. On ne peut avancer qu'en étatisant les finances, les banques en général, le crédit, en établissant le monopole du commerce extérieur et en planifiant la production. Il faut affronter les sociétés multinationales avec un plan et un programme d'étatisations.

Il faut discuter de comment faire sortir le Portugal du retard dans lequel la laissé le capitalisme : il y a actuellement une énorme proportion d'analphabètes, et les paysans représentent près de 60 % de la population. En Chine, cette proportion était encore plus grande : il y avait près de 90 % de paysans et la population atteignait 500 millions d'habitants. Et pourtant la Chine est maintenant un Etat ouvrier.

Il faut tirer toutes ces conclusions et lancer des appels à tous les Partis Communistes à profiter de l'expérience de ce processus : on aurait pu faire la même chose au Chili. Pourquoi pas ? En agissant ainsi au Chili, on aurait pu arrêter le coup ! Toutes considérations de respect pour la démocratie, la constitution sont erronées. C'est la bourgeoisie elle-même qui ne respecte ni l'une ni l'autre. C'est elle qui cherche la guerre et pas nous. Sachant que la bourgeoisie veut faire la guerre, qu'elle ne respectera pas la constitution, nous nous préparons pour cette situation. La constitution est bourgeoise, elle ne peut donc pas nous fournir si ce n'est de manière très limitée, les moyens nécessaires pour transformer la société. Il faut discuter à nouveau tous ces points, tirer l'expérience du Portugal, la lier à celle du Chili pour démontrer que telle est bien la voie pour la prochaine révolution. Le processus en cours au Portugal est un processus de révolution permanente, dans lequel en ce moment, un pas en avant vient de se réaliser vers des transformations économiques et politiques. La défaite de la droite, va impulser un processus de transformations économiques, sociales et politiques : à nouveau l'oeillet rouge exhale un parfum qui enveloppe le monde entier.

C'est un processus permanent de la révolution qui se développe au Portugal.Les militaires l'ont ouvert, parce que la situation était mûre mondialement et localement pour éclater. Mais le mouvement a dépassé le niveau limité qui était le sien au début, le niveau du front unique établi entre les militaires et certains dirigeants politiques. En raison même de ce dépassement, le mouvement exige maintenant une direction consciente. Les militaires agissent comme Parti, mais ils n'ont ni programme défini, ni structure de parti, ni fonctionnement de parti. Ils agissent en ayant en tête le souci, l'orientation de se comporter comme parti. Ce qui signifie donner le programme, la politique, impulser le processus que vit le pays. Il est certain qu'ils agissent avec une mentalité de parti, mais ils n'en ont pas le fonctionnement. Il manque un parti qui fonctionne, qui unisse la vie quotidienne des masses; des paysans, leurs revendications, à la lutte pour le développement de la démocratie, appuyé sur un progrès de l'économie. Pour cela, il faut exproprier, développer l'économie. L'impérialisme portugais n'a rien fait, rien développé sur le plan économique, ou plutôt, il n'a développé que ce qui intéressait les entreprises multinationales.

Tout est à faire au Portugal, et il y a toutes les bases pour cela. Les Etats ouvriers doivent intervenir. Ils doivent le faire à travers les partis communistes des pays capitalistes et des Etats ouvriers. Ils doivent peser en faveur, en appui, de la lutte des masses. L'Etat ouvrier doit fournir des crédits, une aide, développer des échanges commerciaux et servir de soutien économique au secteur qui veut développer le pays. C'est un travail combiné entre partis communistes et syndicats des Etats ouvriers, et l'Etat ouvrier en tant que tel, mais dont la part essentielle revient aux premiers : ce sont eux qui doivent développer la partie fondamentale de l'appel afin d'organiser le programme, la politique anti-capitalistes.

On peut développer l'économie. Un grand nombre de pays, bien plus arriérés que le Portugal, on connu un immense développement. Pour cela, il faut se baser sur les masses, sur leurs droits démocratiques à intervenir, sur les syndicats. Il faut planifier tout le développement de l'économie et consacrer un pourcentage essentiel de la planification à soutenir et élever le niveau de vie des masses, à les incorporer au développement économique. Dans le même temps, il faut développer un plan d'alphabétisation en utilisant toutes les formes possibles : théâtre, cinéma, télévision, chansons. Il faut établir un programme lié au développement de l'économie, démontrer et développer en même temps, que le retard économique n'est pas dû aux conditions du pays, à une impuissance, au fait que le Portugal est "comme çà". Non ! Le Portugal est ce qu'il est, parce que ceux qui dirigent l'ont fait ainsi. Il s'agit maintenant de tout transformer.

A L'EPOQUE DE L'INTELLIGENCE ET DE LA RAISON, DES EQUIPES DE MILITAIRES SONT GAGNEES AU SENTIMENT DU PROGRES DE L'HISTOIRE

Il faut dire au Mouvement des Forces Armées qu'il doit agir comme une force utile à la révolution, et non comme un simple soutien. Il faut l'appeler à intervenir. Un fait en dit long : l'armée portugaise a été expulsée des trois plus grandes colonies du Portugal, sans que cela produise chez elle la moindre rupture. C'était une armée créée expréssement pour la lutte coloniale. Et pourtant il n'y a eu aucun soulèvement sérieux, important. Elle accepte au contraire de partir.

Une aile se développe actuellement dans toutes les armées du monde avec la conscience que leur rôle dans l'histoire n'est pas de tuer, mais de construire l'histoire. La même chose dans l'Eglise. Il s'agit de secteurs gagnés par le progrès de la société et de l'histoire. Ils sentent qu'ils font partie du mouvement, ils aspirent à en faire partie, à vivre de cette façon, au lieu de prier, prêcher, ou participer à des cérémonies.

Le processus en cours au Portugal est très, très important. Ce n'est pas fini. La bourgeoisie a encore des forces : elle dispose de la force économique et de l'appui de l'impérialisme. Le mouvement des capitaines n'est pas organisé consciemment, il cherche à se donner une forme politique cohérente. Il agit politiquement, mais sans avoir encore la cohérence d'un parti. il faut tirer la conclusion de ce que toutes les armées de tous les pays capitalistes sont mûres, aptes pour qu'en leur sein une aile soit gagnée consciemment à la révolution. Dans toutes les armées ! Ces militaires acceptent la révolution non pas comme le moindre mal, mais parce qu'ils comprennent que leur rôle dans l'histoire doit changer. Ils ne voient plus aucune perspective dans le capitalisme : ils n'y voient plus que des assassins. Il est absurde de croire qu'un processus dans lequel les populations les plus arriérées du monde interviennent avec la plus haute résolution de progrès, ne va pas influencer les armées. C'est croire que celles-ci sont inébranlables ! C'est absurde !

Il faut tirer cette leçon de l'expérience concrète du Portugal : un secteur de l'armée est politiquement apte pour progresser aux côtés de la révolution, avec celle-ci, ou en en prenant la direction. Etant donné que ce secteur militaire n'est pas un parti, il présente des déficits, des limitations, il est timide, il n'a pas la décision qu'a un parti. Mais d'autre part, il est sur certains points plus résolu que les partis communistes et socialistes. Nous disons bien : sur certains points, parce que dans un sens général, il ne peut pas être plus résolu, dans la mesure où ce n'est pas un parti. Cette conclusion s'adresse aux partis communistes et socialistes.

En Guinée Bissau, au Mozambique, en Angola, l'armée est expulsée et elle s'en va ! en fait elle n'a pas été expulsée, c'est elle qui s'en va. Quand on lui a dit : "il faut partir", elle a répondu : "c'est fait", et maintenant une partie des militaires portugais a décidé de rester aux colonies pour aider à leur développement.

ONTEE DU PROCESSUS
RTUGAL J. POSADAS

Comment est-il possible de voir cela et de ne pas se rendre compte que c'est une défaite brutale, très profonde, pour le système capitaliste ! C'est une désintégration de l'armée par l'intérieur ! Comment croire, dans cette situation, que Spinola est fort ! D'où tire-t-il sa force ?

Il faut porter cette discussion au sein du mouvement communiste, socialiste et syndical, faire en sorte que cela se discute. Il ne faut pas laisser passer cette expérience. Il faut la discuter en même temps que le Chili, faire des discussions, des discussions. Quand des militaires en arrivent à s'intégrer à un tel degré au progrès de l'histoire, quand l'armée impérialiste portugaise se dissout dans les trois colonies, alors que cette "défaite" devrait les affecter dans leur "dignité professionnelle" ; quand, au lieu de se sentir vaincu, le militaire portugais dit : "nous n'avons rien perdu du tout et je préfère rester ici", cela indique une transformation de la conception de la vie. Il faut sentir toute la profondeur de ce fait !

Il s'agit d'une armée impérialiste et du plus vieil empire colonial du monde, qui remonte à 1500. Et pourtant les militaires portugais ne se sentent pas vaincus, au contraire : c'est l'intelligence et la raison qui leur impose de dire : nous n'avons pas été vaincus, c'est l'impérialisme. Moi je reste ici". Et ils disent au peuple : "en quoi pouvons-nous être utiles ? ". C'est une transformation de leur mentalité. Le militaire n'est plus la carricature qu'on en faisait. Il pense comme un être humain et il pense en fonction du progrès de l'histoire, c'est à dire, la révolution. C'est pourquoi les militaires portugais veulent rester en Angola, au Mozambique, en Guinée Bissau et ils font bien ! Le capitalisme a voulu les dégénérer mais les officiers et les soldats on été gagnés par la mentalité de la révolution. Ils ne sont pas dégénérés du tout. Ils ont commis des actes dégénérés dans le passé parce que la direction le leur imposait. Mais dès qu'ils ont pu prendre en mains l'organisation de la dignité humaine, ils ont été éduqués par la révolution. Ceci démontre que l'être humain n'est pas dégénéré : c'est le capitalisme qui est dépravé. C'est le système capitaliste qui a commis toutes ces dépravations, mais il n'a pas les moyens de continuer.

Il faut sentir cela profondément, le diffuser, le développer et influencer le mouvement communiste. La défaite que vient de subir la droite au Portugal est due à la mobilisation des masses qui a influencé l'armée. Celle-ci se montre apte à être gagnée. Elle irait beaucoup plus loin si elle voyait les partis communistes et socialistes prendre des initiatives. Il y aurait déjà un Etat révolutionnaire, ou un Etat ouvrier au Portugal !

Les militaires — et comme eux, la petite-bourgeoisie, les techniciens, les administrateurs — sont attirés et gagnés non seulement parce que les masses les influencent et font pression sur eux, mais parce qu'elles développent l'assurance historique de la nécessité d'un tel progrès et de leur capacité de le faire. Les masses gagnent, persuadent culturellement les militaires, même si elles ne disposent pas des moyens culturels et scientifiques qui sont aux mains des couches supérieures de la petite-bourgeoisie. Par contre elles ont la conviction historique que leur donnent leur rôle dans l'histoire, leur assurance, leur objectivité, leur capacité. Elles le transmettent à la société et agissent comme une classe objective, capable, qui persuade et dissuade. Les masses attirent les sentiments, les persuadent, les organisent. C'est la base qui leur permet de gagner les militaires et tous les autres secteurs de la société.

L'action des masses démontre qu'il est possible de vivre infiniment mieux, sans guerre, sans conflits, sans affrontements, sans antagonismes. C'est ce sentiment qui anime les militaires qui sont gagnés par la révolution. Le capitalisme a voulu faire d'eux une catégorie à part, des gens destinés à tuer, à assassiner. Mais le développement de l'histoire, des Etats ouvriers, des Etats révolutionnaires, les grandes luttes des masses les persuadent et les gagnent en leur démontrant que leur rôle n'est pas nécessaire. L'humanité est dégoûtée de la guerre, de devoir se battre pour vivre ! elle en a ssez ! cela la dégoûte ! C'est pour cette raison qu'elle supportera de traverser le bourbier de la guerre atomique.

L'influence exercée sur ces militaires n'est pas une question de pression de classe ; ils n'agissent pas parce que la classe les y oblige et le leur impose. Non. Elle les persuade et les gagne historiquement. Elle les attire vers une conscience, une sensation, une déduction supérieure de la vie, même s'ils ne le reconnaissent pas. Ce doit être bien clair. Le prolétariat n'a pas encore assez de force historique pour s'imposer, même dans son propre parti, mais il a la force historique de changer la société : il la transforme et il va en prendre la direction. En attendant il gagne tous ces militaires.

Il est fondamental de le comprendre, car même parmi les bourgeois, il s'en trouve une grande quantité qui sont gagnés à notre camp, ou bien dissuadés ou paralysés, ce qui est aussi une manière de les gagner, puisqu'ils ne peuvent plus intervenir contre nous.

Ce processus s'exprime dans toutes les armées. Par exemple en Argentine, il y a la prise de position de Fautario qui représente un secteur important de l'armée : l'aviation (ndlt : Fautario, chef des Forces Aériennes, a déclaré dans un discours que son arme assumait la responsabilité de la nationalisation de l'usine IKA-Renault de Cordoba. Son discours contient en même temps un programme anti-impérialiste). Il faut en tenir compte et voir que cela va se reproduire partout : à l'époque de l'intelligence et de la raison les militaires sont gagnés par le sentiment du progrès

(Suite à la page 4)

LE PROGRAMME DES FORCES AERIENNES ET LE PROCESSUS ANTIIMPERIALISTE EN ARGENTINE

J. POSADAS — 20 août 1974

La vague de déclarations en provenance de militaires et de dirigeants du gouvernement en Argentine visant à soutenir la politique et le programme de Peron, à poursuivre sa politique extérieure et en partie intérieure indique une prise de position assez ouverte et est l'expression d'une très grande autorité des secteurs nationalistes. Il y a parmi ces déclarations celle du commandant en chef de l'armée, Leandro Anaya, à son retour du Pérou où il a rencontré Velasco Alvarado ainsi que Raoul Castro.

Il y a maintenant celle du commandant général des Forces Aériennes, Hector Fautario qui tout en étant dans la ligne des péruviens est beaucoup plus avancée que leurs premières prises de positions. Fautario pose un programme pour le développement du pays dans lequel il inclut l'intervention de l'Etat dans l'économie, le droit à l'autodétermination et à des relations politiques et commerciales avec tous les pays du monde, l'"unité intégrale des pays d'Amérique Latine contre les tentatives impérialistes de domination", le développement des entreprises nationalisées, la subordination de la propriété à l'intérêt social, et l'idée de formuler une doctrine qui soit "une alternative au marxisme et au capitalisme".

C'est la première fois qu'un chef d'aviation fait une déclaration avec un tel programme qui bien qu'étant nationaliste va à gauche ; inférieur aux programmes de Huerta Grande et de la Falda, il n'en est pas moins lié d'assez près à celui-ci. Il donne aux militaires la possibilités d'intervenir. L'erreur de formulation la plus importante concerne son refus du marxisme. Mais en ce qui concerne tout le reste, le programme va contre l'impérialisme et l'oligarchie. C'est en cela qu'il consiste. L'opposition au marxisme ne donne aucun programme et demeure une déclaration platonique, alors que son opposition au capitalisme est tout à fait claire lorsqu'il dit ; "l'Etat doit intervenir dans l'économie", "il faut nous unir en Amérique Latine", "il faut des entreprises nationales". Il ne propose aucune mesure contre le marxisme, alors qu'il en formule toute une série contre l'impérialisme.

Il s'agit là d'une prise de position pour empêcher un coup de la droite et une alliance avec l'impérialisme, pour impulser un progrès plus élevé de l'économie et ce, au coût de l'impérialisme. Ces prises de positions vont répercuter aussi sur la politique interieure. Elles ont une très grande importance dans la mesure où elle stimulent les militaires nationalistes à s'opposer à la CIA en particulier. En ne mentionnant ni n'attaquant les gueurilleros, il montre qu'il ne veut pas se laisser embarquer dans la provocation de la CIA, mais se rend compte aussi qu'il y a de véritables guerilleros — même si la CIA est infiltrée dans tout un secteur en tâchant de l'utiliser — qui veulent se battre pour le progrès du pays. Lorsque Fautario dit "ni capitaliste, ni marxiste, c'est le "ni capitaliste" qui donne à sa déclaration son caractère, et ce dans la mesure où lorsqu'il doit définir des mesures c'est contre l'impérialisme qu'il le fait.

Tout cela signifie un progrès dans la compréhension de ces couches militaires, favorable à la lutte anti impérialiste. Il y a en Argentine un poids très grand en ce sens. Le fait que l'Argentine, en dépit de la pression du Brésil, du Chili, de la Bolivie, se prononce dans cette ligne est un coup très grand aux gouvernements de ces pays. Il faut considérer cette déclaration comme l'expression d'un courant assez solide au sein de l'armée argentine, courant capable de prendre de telles positions. C'est en effet la première fois que l'armée, ou une de ces armes, prend ainsi position sur les problèmes quotidiens de la vie politique.

Tout cela démontre aussi que les militaires sentent qu'ils doivent intervenir ouvertement dans la politique, comme Parti et non comme spectateur. C'est comme parti que ce chef militaire donne son opinion, en disant qu'il n'admettra pas toute une série de mesures allant à l'encontre de ce programme. Cela vise ouvertement l'oligarchie. Il n'y a aucune attaque au mouvement ouvrier, ni au Parti Communiste, ni au Parti Ouvrier (Trotskyste), ni aux Montoneros, ni même aux guerilleros. Il n'y a aucune attaque ouverte dans ce sens.

Cela indique l'élévation politique de l'armée argentine et les très grandes influences que le processus mondial, et entre autres le Portugal, a sur lui. Ce qui se passe en Argentine, n'est pas une conséquence du Portugal, dans la mesure même où l'armée argentine a pris avant le Portugal de telles positions. Il y a une inter-influence et une auto-influence de tous ces mouvements, en train d'acquérir des formes très élevées.

Ces déclarations de chefs militaires en Argentine sont un fait d'une très grande portée dans la mesure où elles sont un appui direct au Pérou et une attaque à la réaction brésilienne, uruguayenne, chilienne, en même temps qu'un stimulant direct pour les militaires nationalistes de Bolivie à prendre le pouvoir. Ce sont là des expressions d'une politisation très , très grande de l'armée. ce militaire parlant comme un dirigeant politique.

Tout cela va devoir s'exprimer dans la vie de l'armée et parmi les soldats. Lorsque cet officier parle ouvertement au nom d'une ligne politique, c'est parce que tout le monde, y inclus les soldats, discutent à l'intérieur de son armée. Bien que l'aviation est l'arme qui compte le moins de personnel, il n'en existe pas moins des soldats. C'est l'arme qui compte le plus de techniciens. Or ceux-ci sont gagnés au processus révolutionnaire.

Il faut d'autre part considérer que ces militaires surgissent dans le pays qui de toute l'Amérique Latine a les relations capitalistes les plus enracinées. C'est une société déjà fortement capitaliste dans laquelle les trois quart de la production agricole est capitaliste. C'est donc un pays où existent, pourraient exister de meilleures conditions à un développement du chauvinisme. Et voilà que ces militaires apparaissent pour poser un programme et une politique en défense de la ligne de Peron. Voilà pourquoi tous ceux qui disaient que "Peron était contre les communistes", qui protestaient qu'"il n'était pas bolchevique", ne faisaient que mesurer la situation en Argentine par rapport à ce que Peron faisait ou ne faisait pas chaque jour. Ils ne voyaient pas que la politique de Peron était une conséquence irréversible d'une structure économique atteinte par le pays, de bases sociales impossibles à éliminer : ouvriers, paysans, petite-bourgeoisie et militaires. Aussi ce qui se passe actuellement en Argentine, tout comme au Portugal, en Italie, en Grèce ou dans le reste du monde, fait partie d'un processus qui est hors du pays mais dont l'Argentine, l'Italie, le Portugal ou la Grèce font à leur tour partie.

Voilà déjà des années que nous avons posé que nous sommes à l'époque de l'intelligence et de la raison ; ce qui signifie intelligence et raison pour tous et non pour un groupe ou un secteur. L'humanité tend à penser raisonnablement et le militaire aussi. Ceci n'élimine pas encore les appareils, n'élimine pas les appareils d'URSS, de Tchécoslovaquie ou de Chine. Mais la structure n'obéit déjà plus à l'appareil. Il faut raisonner. Aussi les militaires raisonnent-ils non plus comme structure d'un appareil qui dépend des autres, mais en voyant dans quelle situation est le monde. Il se libère intérieurement, sans oser encore le faire extérieurement, car il conserve toujours l'uniforme comme un moyen de vivre avec assurance. Mais déjà il raisonne. Il ne généralise pas, n'harmonise pas, ne se montre pas conséquent avec la raison dans la mesure où il ne vit pas la vie de lutte de classes. Il vit une vie circonstantielle, autour de problèmes superficiels. Même les problèmes de l'Etat sont considérés de façon superficielle et capitaliste.

Cependant, lorsqu'un officier comme le brigadier Fautario se lance à faire dans une réunion publique un discours politique, c'est pour dire aux militaires : "Voilà de quoi il faut s'occuper. Les balles, les armes, les tanks sont nécessaires, mais il faut apprendre le reste". Il pousse à l'étude de la politique, non de l'art de la guerre. C'est un discours officiel et il se présente devant le pays comme un facteur politique et non militaire. C'est l'intelligence et la raison ; et c'est sur cette base qu'ils doivent traiter les problèmes.

Voilà pourquoi nous avons décidé de proposer un cours de marxisme aux militaires. Nous l'avons fait sans le leur imposer, sans le presenter comme obligatoire. Nous proposons des cours, qui, même si ils ne parlent pas de marxisme, se développent comme un raisonnement dialectique, et qui expliquent en conclusion qu'il s'agit d'une méthode, d'un raisonnement, d'une analyse, d'une méthode d'étude et de pensée. Il faut leur dire : "vous vous êtes éduqués avec une méthode militaire ; ce n'est pas que vous manquiez de méthode, mais la vôtre est militaire".

Nous utilisons nous une méthode qui signifie apprendre de l'histoire, des événements. Nous apprenons les racines qui les déterminent, nous établissons des principes, une théorie, arrivons à des conclusions qui nous permettent d'intervenir. Lorsque vous, militaires, utilisez une arme : inventez-vous, agissez-vous sans méthode ? Il faut de même pour intervenir dans la société cette théorie, cette confirmation sociale, cette méthode.

Les militaires n'ont pas de méthode pour intervenir ; mais lorsqu'ils font un document politique comme celui là, qui bien que limité dans sa portée, est cohérent et conséquent avec la soif de progrès, c'est parce qu'ils se trouvent déjà impulsés par la méthode et progressent vers elle. Ils résistent au marxisme, mais la conclusion de ce qu'ils posent doit les conduire dans cette direction. Voilà pourquoi nous avons proposé l'incorporation de tels cours.

20 août 1974. J. POSADAS

L'ECHEC DU COUP ...

de l'histoire. Ils voient que le progrès passe par la transformation de la société, même s'il s'agit encore d'un programme limité comme dans le cas de Fautario : de toutes façons c'est un programme qui ne peut pas en rester à la simple opposition aux sociétés multinationales et à l'impérialisme. Ce sont les bases d'un processus qui impose d'aller de l'avant sous peine d'être annulé. Le seul fait que les militaires partent d'une conception de leur rôle opposée à celle qu'ils avaient avant, pour élaborer un programme, indique la très grande influence qu'exerce sur eux le progrès de l'histoire. Le progrès, ce sont les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires, les masses et non le capitalisme avec ses richesses et ses armes atomiques.

Les yankees ont assez d'armes pour détruire le monde ; mais les armées du Portugal et, en partie, de Grèce, d'Espagne, du Pérou, du Panama, de France, des secteurs comme celui de Fautario en Argentine, sont gagnés par les Etats ouvriers et le progrès de l'histoire, c'est à dire, l'économie centralisée, l'intelligence et la raison.

LE PROCESSUS PERMANENT DE LA REVOLUTION AU PORTUGAL ET LE ROLE DE L'ARMEE DANS LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

Nous réitérons un jugement fondamental : un processus permanent de la révolution est entrain de se produire au Portugal. Ses origines ne sont pas dans le mouvement ouvrier, ni dans les partis communistes ou socialistes. Les directions de ces partis n'ont pas suscité ce processus, mais leur base y a participé activement. C'est en effet la lutte et la résistance des masses, les luttes de libération des colonies, du FRELIMO, qui sont à la base de ce processus, mais ce sont les capitaines qui ont pris la décision. Spinola est intervenu pour contenir un processus auquel il n'était pas entièrement opposé, mais qui allait beaucoup plus loin. C'est un processus dans lequel interviennent une série de secteurs de niveaux différents, pour des objectifs différents et où, celui qui représente l'authenticité historique, c'est à dire la révolution permanente gagne.

Tous ces capitaines vont être gagnés consciemment dans le cours de ce processus. Ils n'ont pas commencé à intervenir avec une conscience de parti : ils l'ont fait pour exprimer une nécessité de progrès du Portugal. Il s'agit d'armées préparées expréssément, explicitement pour la défense des colonies et pourtant l'immense majorité de l'armée portugaise s'est prononcée contre les colonies, contre la fonction colonialiste. Pourquoi ? Cette déduction n'est pas, chez elle, le résultat d'une vie politique ou dela mobilisation des masses (d'ailleurs les masses n'étaient pas mobilisées), mais le produit de la résistance des masses coloniales, du FRELIMO, qui est à son tour une partie fondamentale de la lutte mondiale de l'humanité ayant à sa tête les Etats ouvriers. Cette lutte mondiale transforme la mentalité de ces militaires. Ils sont transformés et non seulement gagnés comme alliés circonstanciels ! La lutte mondiale les transforme, change leur fonction historique. Voilà ce qu'il faut retenir. C'est plus important que les faits concrets du Portugal.

La crise monétaire, financière, du système capitaliste, la crise économique a entre autres conséquences entraîné, la perte des colonies du capitalisme. Les armées que celui-ci avait construites pour soutenir les colonies se retournent contre lui. Cela exprime une influence historique sur toute la structure et la superstructure du système capitaliste. Le processus en cours au Portugal peut passer par des alternatives de ralentissement, de déviation, où même d'arrêt. Mais ce qui ne connaîtra aucun arrêt, aucun retard, est la marche inexorable de ce processus. Il est inexorable. Il n'est pas déterminé par tel ou tel fait. Déjà les esprits sont convaincus de cette conclusion : pour progresser, le socialisme est nécessaire ! Nous ne voulons plus de guerre, d'oppression, de violence, de destruction !

Il faut appeler les capitaines à fonctionner comme un parti et à développer un programme de transformation de la société sans lequel le Portugal ne peut progresser économiquement. Comment va-t-il progresser ? avec les multinationales c'est impossible. Toutes les masses portugaises veulent intervenir dans le progrès de l'histoire et de l'économie et elles vont le faire. Du point de vue capitaliste il n'y a pas de progrès possible pour le Portugal. C'est le même repli, le même arrièrement qui continue. Les étatisations, la planification de l'économie constituent un programme nécessaire pour le progrès de l'économie. Il ne s'agit pas de favoriser le prolétariat ou tel et tel secteur. Le programme est nécessaire parce qu'il n'y a pas d'autre moyen pour progresser économiquement et socialement.

Le Mouvement des Forces Armées est très important. C'est lui qui décide le cours de ce processus. C'est une phase de la révolution permanente. Il ne représente pas tous les militaires, il n'est ni homogène, ni uniformément coordonné, il présente différents niveaux. Mais parmi les capitaines, ce sont ceux qui veulent mener de l'avant la révolution socialiste qui donnent une cohérence aux pensées décousues du reste. C'est une série de secteurs qui sont poussés par le désir d'éliminer les aspects les plus agressifs de l'arrièrement, de développer l'économie, les droits démocratiques, mais qui cherchent à contenir le processus à ce niveau.

Par contre, il y a d'autres militaires qui veulent avancer, qui ont la compréhension culturelle révolutionnaire du fait qu'il faut prendre toutes ces mesures pour que le Portugal avance. Cela veut dire aussi que dans le Mouvement des Forces Armées il y a beaucoup d'éléments qui étudient, qui lisent, qui ont une approche du mouvement révolutionnaire.

Spinola est intervenu pour contenir un processus, dont lui-même faisait partie mais dans le cours duquel il a déjà été dépassé par le niveau que les capitaines voulait donner au mouvement. Il voulait en rester au livre qu'il a écrit : en cinq mois, les masses ont libéré toutes les colonies. Il faut comprendre la racine profonde de ce processus, et qui est l'existence de toute une équipe de militaires, très importante, presque une majorité dans certains cas, qui veut une solution socialiste, et qui entraîne les autres. Cette équipe n'a pas la majorité, mais elle a assez de forces pour entraîner un secteur important qui neutralise le reste. C'est ainsi par exemple qu'ils ont obligé la Junte à libérer les trois colonies, posant ainsi une crise économique, sociale, de régime.

LE PROGRAMME D'EXPROPRIATION DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DE L'INTERVENTION PLEINE DES MASSES

Il faut appeler les partis communistes à tirer les conclusions de l'expérience du Portugal. Le Chili a eu lieu par manque d'une politique adéquate et non parce que la bourgeoisie a de la force. Il faut insister sur cela : le capitalisme n'a pas de forces, il ne fait que profiter de la faiblesse de notre camp, parce que nous n'avons pas de direction. Mais la force est de notre côté. C'est la révolution, c'est le mouvement du progrès de l'histoire. Ce sont tous les mouvements progressistes qui tendent immédiatement à prendre un caractère révolutionnaire parce qu'ils doivent transformer leur économie. On ne peut pas faire le moindre progrès sans transformer l'économie.

Les masses n'ont pas de direction, mais elles ont déjà la résolution d'intervenir et de cette façon elles compensent le déficit de ce manque de direction. Mais comme elles ne sont pas organisées ni dirigées, elles doivent pousser les directions qu'elles ont, les impulser ou en créer de nouvelles. C'est ce qui permet au capitalisme de gagner du temps. C'est ce qui lui permet de faire tout ce qu'il fait actuellement. En Italie par exemple, c'est une honte que les fascistes obtiennent que la Chambre s'oppose au jugement d'un de leurs assassins avec l'appui de la Démocratie Chrétienne alors que dans la rue, les fascistes ne sont rien. Ils n'ont pas été capables de mobiliser 5000 personnes, les masses les expulsent à coups de pied. Ils n'ont pas de force.

Les Partis Communistes ne sont pas préparés pour un processus comme celui du Portugal. Leurs militants, leurs dirigeants se sont construits dans la clandestinité, mais ils n'ont ni programme, ni politique ; alors ils s'adaptent au programme qui existe, ils vont à la remorque de ce programme. Ils n'ont pas de programme à développer pour dépasser cette phase de révolution démocratique bourgeoise commencée par l'armée qui ne peut déboucher que sur la révolution permanente, sur la révolution socialiste. Il n'y a pas d'autre issue, ou c'est la stagnation. Le soulèvement qui s'est produit hier est un indice que la révolution doit avancer ou reculer. Si elle piétine, elle se paralyse, elle se désintègre intérieurement, elle pers sa confiance, son assurance, elle perd le contact avec les cadres, les ouvriers, les syndicats, avec la structure économique et les mesures nécessaires pour le progrès. Et la droite en profite.

Il faut faire intervenir les syndicats. Ils doivent intervenir, mener une intense vie culturelle, syndicale, sociale, discuter tous les problèmes la révolution doit prendre ses cadres dans les syndicats, dans le mouvement ouvrier, parmi les paysans. Le Parti Communiste n'a pas de cadres, ni d'organisateurs. Le Parti Socialiste non plus. Ce n'est pas à cause de la clandestinité. Celle-ci a eu un effet, c'est certain. Mais ce n'est pas la cause ni le motif, cela a eu de l'influence, mais ce n'est pas le facteur déterminant. La facteur déterminant, c'est que ces partis n'avaient aucun programme avant et ils n'en ont toujours pas. Ils n'avaient pas de politique, ils n'en ont toujours pas. Un programme signifie : que faire face à cette situation qui piétine ? Il n'est pas possible de progresser d'un point de vue capitaliste car c'est la décomposition qui vient comme cela vient de se démontrer. Que faire devant cette situation ? attendre les élections ? ils attendent les initiatives des autres parce qu'ils n'en ont pas à proposer pour cette tâche. Une masse énorme est venue au Parti Communiste, plus de cent mille selon eux ; et elle y est allée pour le pousser, de la même façon que les gens mettaient des oeillets dans le canon des fusils pour pousser les militaires. C'est l'expression de la dualité des sentiments des masses : elles veulent que les fusils cessent de tuer, mais elles veulent les utiliser pour en finir avec tout cela, pour qu'on ne tue plus jamais. Tel est le sentiment des gens. C'est pourquoi ils placent l'oeillet avec tout leur amour, toute leur fraternité.

Les Partis communistes, non seulement celui du Portugal mais tous les autres, ne sont pas préparés pour comprendre ce processus permanent de la révolution, sinon ils en discuteraient pour l'appliquer, par exemple, en France. La situation n'est pas la même, mais sa base est identique.

C'est la forme que prend le procesus de désintégration des bases structurelles de soutien du système capitaliste : armée, police, justice, église.

Des changements sont nécessaires dans le Parti Communiste. Il faut discuter, discuter et discuter. Et discuter la nécessité de changements au Portugal veut dire : changer la structure économique, juridique, législative, financière du pays, sinon le pouvoir reste comme avant. Les grandes entreprises multinationales, le grand capital financier continue à dominer comme avant. Il faut lui enlever ce pouvoir, il faut développer de nouveaux organes des masses. Les communistes continuent à agir en tant qu'exécutants d'une volonté, d'une nécessité et ce sont les masses qui impulsent. Elles doivent intervenir à travers des organes démocratiques, plus avancés, plus profonds, dans le sens du développement des droits soviétiques.

Cela ne va effrayer ni la petite-bourgeoisie, ni les paysans, ni l'armée ! Nous le répétons ; les armées qui intervenaient au Mosambique, en GuinéeBissau, en Angola, avaient été préparées, structurées, alimentées, dans la volonté de puissance, dans le rêve d'imposer leur volonté militaire, d'armée colonialiste, de grande armée impérialiste ; elles ont été expulsées sans que cela provoque de crise importante. Cela indique que le progrès mondial de la revolution, transmis directement par le FRELIMO, par les guerrillas, avait déjà agi sur elles. Officiers et soldats portugais affrontaient directement, à travers la lutte contre le FRELIMO, contre les guerrillas, cette volonté mondiale de progrès de l'histoire. A travers le FRELIMO ils voyaient le progrès mondial de l'histoire.

Il faut faire intervenir les paysans, les ouvriers, les employés, les soldats, au travers d'organismes dans lesquels ils puissent donner leur opinion, pour construire l'économie. Par exemple : il est nécessaire de dire qu'il faut nationaliser, étatiser sans, ou même avec indemnisation. Même si c'est une erreur de vouloir indemniser, elle n'est pas déterminante pour le progrès de l'histoire. Il faut planifier la production, discuter ce qu'il faut et à quelle fin produire. Il faut tenir compte des besoins de consommation et du niveau de vie de la population. Il faut élever immédiatement le niveau de vie de la population de telle sorte qu'une partie de la production soit destinée à la consommation populaire. Le peuple portugais, les paysans, les ouvriers n'ont jamais eu un niveau de vie décent.

Le plan de production doit tendre à augmenter la consommation de la population et l'exportation. Mais s'il faut choisir, il faut donner la priorité à la consommation. Si on augmente l'exportation aux dépens de la consommation de la population, on favorise l'accumulation du capital, les réinvestissements, on provoque le mécontentement de tout le monde et la diminution de l'assurance sociale de la population. Par contre, en élevant le niveau de l'emploi, de la consommation, de l'attention sociale, on va donner à la population une assurance invincible. Tout le reste viendra de soi-même.

Il faut faire un plan d'alphabétisation. En six mois, tout le peuple portugais peut lire et écrire, si l'alphabétisation s'organise sur la base d'un programme lié directement au développement de l'économie et à la formation d'organismes permettant aux masses d'intervenir, de décider, juger, diriger, contrôler. L'alphabétisation doit se faire en discutant les problèmes de l'économie, de la société, le progrès de l'histoire, et sur la base de l'intervention des masses.

Il ne s'agit pas de communiquer des connaissances en abstrait. Il faut les lier directement à la science, à la technique, au développement de la capacité humaine. Pour cela, il faut remplacer tous les vieux organismes techniques, économiques, parlementaires ; élargir la démocratie revient à faire participer les masses et établir une base économique permettant le progrès de cette démocratie. Un tel progrès est impossible dans le système capitaliste ; et encore moins au Portugal qui est soumis à quelques grandes sociétés. Il faut unir la lutte pour les droits démocratiques à la transformation des structures du pays, politiques, financières, économiques, juridiques, à la programmation du développement économique. Il faut discuter : où va le Portugal ? comment avancer ? Il faut présenter un programme d'étatisations, de planification de la production, de transformation des organismes qui dirigent le pays, pour qu'ils s'opposent aux intérêts des grandes entreprises, et de l'ensemble du capitalisme.

Il faut aussi que les Etats ouvriers interviennent, donnent leur aide, fassent des appels. Ce sont surtout les syndicats, et les partis communistes des Etats ouvriers, qui doivent intervenir indépendamment de l'Etat, appeler à la solidarité, au front unique, donner de l'aide, former le plus grand nombre possible de techniciens. Le capitalisme met deux à cinq ans, selon les catégories, pour former des techniciens. L'Etat ouvrier peut en former en six semaines. Le mouvement ouvrier, avec l'aide des Etats ouvriers, peut s'occuper du développement économique du Portugal.

Le Portugal tout entier vit dans un état permanent d'assemblées, de conférences, de meetings, d'unions populaires. Tous ces problèmes se discutent. C'est de là que doivent sortir des dirigeants, qui pensent, méditent, interviennent, soient capables de réfléchir et d'élever le niveau de la population.

Il faut tenir compte du fait que tous ces mouvements sont la conséquence du processus mondial de la révolution, de la crise mondial du système capitaliste, du progrès des Etats ouvriers, de la montée des Etats révolutionnaires. C'est l'élévation du processus mondial de la révolution qui les gagne. Le processus permanent de la révolution au Portugal fait partie de tout cela.

J. POSADAS
29/9/1974

Ed responsable Claudine Polet 46, avenue Gilleaux 6080 Montignies/sur/Sambre

LA LIBERATION DE LA FEMME, LA LUTTE DE CLASSES ET LA REVOLUTION SOCIALISTE

4 mai 1974 — J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année n°230 – 11 octobre 1974 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Appui inconditionnel à la lutte des travailleurs des Grès Guerin !

NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER !

POUR UNE GREVE NATIONALE DE 24 HEURES POUR UNIFIER TOUTES LES FORCES OUVRIERES POUR IMPOSER LE PLAN D'URGENCE DES SYNDICATS !

EDITORIAL

FRONT UNIQUE DE TOUTES LES TENDANCES DE GAUCHE ET DES SYNDICATS POUR ABATTRE LE GOUVERNEMENT TINDEMANS ET IMPULSER UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE !

ASSEMBLEES OUVRIERES, PLEINE DEMOCRATIE SYNDICALE POUR MANIFESTER TOUTE LA FORCE DE L'UNITE OUVRIERE !

Une profonde volonté de changement de la société monte de toutes les couches de la population et stimule constamment la radicalisation de toutes les organisations du mouvement ouvrier, sans laisser de répit, ni de perspective de "tranquillité" à aucune direction, syndicale ou politique. Les paysans continuent mobilisations sur mobilisations, cherchant le contact avec la classe ouvrière, et utilisant les méthodes de lutte de la classe ouvrière : ils ont occupé toutes les raffineries de sucre du pays ! C'est une façon de manifester le désir d'entrer en possession des moyens de production, pour organiser un fonctionnement rationnel de l'économie, favorable aux masses. Les travailleurs des Grès Guérin ont recommencé l'occupation de leur entreprise : c'est une lutte bien plus profonde que la défense directe d'un emploi, c'est la lutte pour la dignité humaine et pour imposer le respect de la justice ! Et pour montrer que les ouvriers ne s'étaient pas battus en vain pendant des semaines, en organisant la production, en faisant fonctionner toute l'usine ; après avoir remis les comptes parfaitement en ordre, le gouvernement capitaliste espérait tourner les travailleurs en bourrique et passer à autre chose. De même pour les paysans : ce sont des exemples de la détermination de la classe ouvrière, de la population travailleuse de ne pas faire les frais de la crise capitaliste ! C'est elle qui est la force, la base essentielle qui pousse le mouvement syndical, le PSB, le PCB à durcir leurs positions contre le capitalisme à discuter certaines mobilisations pour contenir les effets désastreux de la crise capitaliste sur les masses.

La prise de position de Cools sur la nécessité d'un gouvernement de gauche s'appuyant sur les syndicats, pour faire face au capitalisme, marque un progrès important dans le Parti Socialiste, pour avancer plus loin vers une issue pour remplacer le capitalisme. C'est une défaite des secteurs "participationnistes" de la direction socialiste ; et c'est, pour la première fois, l'annonce claire de l'objectif avec lequel le Parti Socialiste doit mener la lutte. La gauche socialiste s'appuie sur la résolution de la classe ouvrière de ne pas faire les frais de la crise capitaliste. Mais il y a aussi le fait que de quelque côté qu'on se tourne, la crise sociale, politique, économique du régime capitaliste se manifeste de la même façon, et le progrès des forces de gauche aussi. Les changements nécessaires remettent en cause tout le système capitaliste, l'organisation économique de la propriété privée. Au Portugal, il y a l'immense résolution des millions de travailleurs de travailler le dimanche gratuitement : on ne fait pas cela, si c'est avec l'idée de travailler pour le capitalisme ! Tindemans n'aurait jamais osé faire une telle proposition dans ses discours télévisés ! Les masses portugaises sont déjà en train de construire une nouvelle société, dans leur tête, dans leur volonté : une société socialiste, et leur travail sert au bénéfice de tout le monde. Si on fait cela au Portugal, c'est parce que les conditions sont mûres, au Portugal et dans toute l'Europe, pour des changements sociaux et économiques très profonds ! En Belgique également. Le plan de lutte immédiate contre les effets de l'inflation sur les travailleurs, proposé tant par la FGTB que par la CSC, est un objectif minimum, indispensable. Mais en même temps il faut discuter qu'il ne permettra de résoudre aucun problème fondamental : utiliser la force ouvrière, une grève, même générale, de 24 heures, pour faire une pression plus forte sur ce gouvernement, cela ne permettra pas de faire face à la crise. Des changements économiques et sociaux profonds sont nécessaires dans le pays, comme dans tout le reste de l'Europe pour y donner une issue.

C'est pour faire face à une telle perspective que le capitalisme se prépare, lui aussi. Le coup contre-révolutionnaire tenté au Portugal est le fait de la CIA, de l'OTAN, de tout le capitalisme européen. La même chose se passe en Italie : la démission du gouvernement de Rumor, la continuation des attentats fascistes l'acceptation d'installer les bases OTAN en Italie après leur expulsion de Grèce, ce sont des préparatifs d'affrontement classe contre classe, de coup réactionnaire pour empêcher l'accès au pouvoir des masses, du Parti Communiste. Les Soviétiques viennent d'en faire la dénonciation à juste titre ! Le PSB lui-même se fait l'écho, en partie, de cette préoccupation et de cette discussion au sein de l'avant-garde socialiste, communiste, chrétienne. Un article du "Peuple" – "la gauche et l'armée" – pose, pour la première fois depuis un an, que les conclusions à tirer du Chili, et du Portugal, c'est qu'il faut se préparer à un affrontement violent contre la bourgeoisie, et organiser les forces de gauche au sein de l'armée, pour y gagner et entraîner les tendances de militaires qui sont démocrates et socialistes !

Cette préoccupation de se préparer pour l'affrontement classe contre classe avec la bourgeoisie, s'est exprimée aussi dans tous les congrès de la FGTB, et celui du PSB. Ni la CSC, ni la gauche chrétienne n'y sont indifférents, parce que, fondamentalement, entre les masses ouvrières chrétiennes et les ouvriers FGTB il n'y a pas de différence, dans la volonté de combat, dans le sentiment de vouloir changer la société, et dans la décision de ne pas faire les frais de cette crise dont le capitalisme est la cause. Sur certains points de programme proposés pour affronter la hausse du coût de la vie, la CSC propose des mesures plus avancées que la FGTB : comme le blocage total des prix ; alors que les dirigeants FGTB se montrent réservés "pour ne pas créer de difficultés à certains secteurs de l'économie". Contrairement à ce qu'une partie des directions syndicales a voulu poser dans les congrès FGTB, il n'y a pas de "démarcation" entre des syndicalistes socialistes combatifs, et des chrétiens qui ne veulent rien faire ! Ni entre wallons et flamands !

Nous appelons les camarades du Parti Communiste, de la gauche socialiste, et syndicale à réfuter fermement toutes ces affirmations, qui sont avant tout des arguments pour justifier des positions timorées et pour retenir la poussé des tendances anti-capitalistes, tant dans la FGTB que dans la CSC ! Aucun de ces congrès de la FGTB ne s'est tenu sur la base d'une discussion démocratique dans les usines, ni en tenant compte de la pensée, des idées, des opinions des ouvriers, dans les entreprises – comme ils n'ont pas, ou très peu, tenu compte de l'opinion de la classe ouvrière dans son ensemble. Si, dans ces conditions, les congrès ont tous été marqués par une tendance à la lutte, à préparer une action de grève, et par une discussion ardente sur les perspectives de ces luttes, c'est parce que la décision de la classe ouvrière est très profonde et se fait sentir de toute façon. Mais il y a en même temps, une critique, une conscience très grande d'où conduit ce processus dans la classe ouvrière : c'est ce qu'ont exprimé certains délégués dans les congrès : d'accord pour une action, pour faire face dans l'immédiat aux effets les plus graves de la crise. Mais après ? Tous les prix vont continuer à augmenter, le chômage aussi, les fermetures d'usines, les ralentissements de production, l'aggravation des conditions de vie et de travail. Une action de pression sur le gouvernement ne suffit pas ; une action qui remettrait le PSB au gouvernement pour continuer à administrer le régime capitaliste ! Il faut un programme, une politique, un plan d'action beaucoup plus avancés contre le capitalisme". **Suite à la page 4**

Les manifestations paysannes, la radicalisation de leurs luttes et le front ouvriers-paysans.

Le mouvement paysan se mobilise dans toute l'Europe, comme ce fut le cas pour les révoltes des détenus dans les prisons, et comme la crise du capitalisme se pose, elle aussi, à l'échelle de toute l'Europe. Ces mobilisations sont, à cette étape, marquées par le niveau de décision des masses et par une compréhension de la profondeur de la crise capitaliste. Loin de poser des revendications corporatives, les milliers de paysans qui se mobilisent, avec les jeunes le plus souvent à leur tête, posent des revendications pour obtenir une vie digne, comme le font les autres couches des travailleurs.

Pourquoi les paysans ont-ils recours aux méthodes de lutte qui sont celles de la classe ouvrière ? On le voit clairement quand ils se mettent à occuper toutes les raffineries de sucre en Belgique, et font des piquets de grève, comme les ouvriers. Pourquoi distribuent-ils des légumes et de la viande aux travailleurs, à la population ? Ils marquent ainsi leur manque de confiance dans le régime capitaliste ; ils se rendent compte que dans le cadre de la crise capitaliste, les intérêts des classes possédantes vont passer avant ceux de tous les autres. Les petits fermiers, les petits producteurs, voient que le capitalisme ne leur offre plus de perspective. Ils voient aussi que, pour vivre dignement, il faut lutter ; ils voient que ce sont les ouvriers la population exploitée dans son ensemble, qui luttent pour les mêmes objectifs qu'eux. Il y a quelques années, ils pouvaient encore s'imaginer qu'ils allaient progresser au sein du régime capitaliste, élargir leur propriété ; mais aujourd'hui, ils sont eux aussi les victimes de la concentration capitaliste, de l'industrialisation capitaliste de l'agriculture, des plans Mansholt et Cie. Ils dépendent eux aussi de l'inflation, de l'augmentation des produits de base, des engrais, des grains, de tout le matériel agricole. La liste des hausses de prix est aussi longue pour eux, que pour les autres travailleurs.

Les agriculteurs voient bien qu'ils vendent un kilo de pommes de terre 3 Fr., et que les gens doivent l'acheter deux

(Suite page 4)

LA LIBERATION DE LA FEMME, LA LUTTE DE CLAS

4 mai 1974 SOCIALISTE

PRESENTATION: Nous publions ce document du camarade Posadas sur la libération de la femme comme une contribution à la conférence européenne que les Partis Communistes d'Europe vont organiser prochainement sur ce thème. Le problème de la libération de la femme, doit être envisagé comme une partie de la lutte de classes. Il n'y a pas de problèmes spécifiquement féminins, il y a la lutte de classes, la défense de la propriété privée qui s'exprime dans toutes les relations sociales et également la manière d'utiliser et d'exploiter la femme. La femme, comme l'enfant, ou l'adolescent et le vieux sont considérés comme des êtres inutiles, parce qu'ils ne participent pas encore, ou plus, au fonctionnement de la société capitaliste.

L'incorporation de la femme dans les luttes, sa participation aux directions des syndicats et aux directions des partis ouvrières, n'est pas nécessaire par souci d'égalité, mais parce qu'il est nécessaire d'utiliser au maximum toutes les forces sociales, pour changer la société, pour établir des relations d'harmonie, pour faire progresser l'ensemble de l'humanité.

Dans les Syndicats, dans les Partis Socialistes, dans les Partis Communistes, la participation de la femme est très limitée. Bien souvent, on ne les voit pas à la Tribune des meetings, et elles font des tâches d'activités. Il est très rare de voir des militantes qui interviennent dans tous les aspects de l'élaboration théorique et politique, ou syndicale, des Partis Ouvriers.

Pour cela, il est nécessaire de discuter dans cette conférence européenne, et dans toutes les organisations du mouvement ouvrier, de mettre des femmes à la direction. La capacité la plus importante de l'être humain, est sa capacité de penser, de développer des idées. Il faut que la femme puisse développer d'une manière beaucoup plus profonde cette capacité dans toutes les organisations ouvrières et syndicales.

Nous invitons tous les camarades, militants des partis communistes à lire ce document du camarade Posadas, qui montre comment discuter et envisager le problème de la femme aujourd'hui.

L'égalité entre la femme et l'homme est une nécessité historique ; elle ne résulte pas de l'avantage économique. Tous deux sont des êtres humains. La division entre homme et femme est un problème de la nature ; tout le reste a été crée par la société. La division sociale établie entre hommes et femmes ne vient pas de la différence de sexes, mais de la différence entre celui qui commande et celui obéit. Le système capitaliste a transmis aux relations entre la femme et le mari, entre le père de l'enfant, les rapports que lui-même établit avec le prolétariat, dans lequel, inévitablement, celui qui commande s'impose. Libérer la femme signifie la faire participer, lui faire sentir qu'elle a les mêmes droits, la même capacité et objectivité que l'homme ; qu'elle ne doit pas vivre dans la crainte du sexe, ou se servir du sexe comme moyen de relations, ou considérer son sexe comme un instrument de pouvoir, de jeu vis-à-vis de l'homme ; qu'elle sente qu'elle est un être humain féminin, comme l'homme est un être humain masculin. La nature les a fait ainsi. La société les unifie dans un sentiment, un besoin, une capacité, un respect réciproques. Il ne s'agit pas de respecter la femme parce qu'elle est femme ; mais parce qu'on la considère égale à l'homme ; il faut qu'elle sente qu'il en est bien ainsi.

Mais tant que la femme ne participe pas à la lutte sociale, elle tend à développer des sentiments sociaux nuisibles, du fait qu'ils ne s'intègrent pas à la lutte révolutionnaire, elle se consacre à se disputer avec les autres, à tromper son mari, à mener une vie inactive, elle développe des sentiments sociaux rancuniers envers l'homme, l'enfant, le mari, envers les voisins. Elle se désintéresse du problème des idées et s'occupe à mener une lutte dans le ménage, – elle veut se sentir le maître de son enfant, et mener une vie séparée du reste de la société.

La bourgeoisie utilise ces conditions pour laisser à l'écart des luttes, une force sociale égale à celle de l'homme ; il n'y a aucune différence entre la femme et l'homme. Relativement la femme a moins de force physique. Mais à l'étape actuelle, où il suffit de pousser sur un bouton pour que l'électronique fasse le travail de mille personnes, ces différences s'atténuent de plus en plus. Il n'existe plus de problèmes de force, de capacité physique. Les meilleurs cuisiniers ne sont plus des femmes, mais des hommes ; de même pour les couturiers. Par contre, les meilleurs employés de banques, les meilleurs gérants sont des femmes. Et dans l'avenir, les meilleurs dirigeants révolutionnaires seront des femmes. Rosa Luxembourg, est la femme la plus méritante ; elle est intervenue dans la société avec le plus grand mérite historique.

LA FEMME DOIT INTERVENIR PLEINEMENT DANS LA REVOLUTION ET LA SOCIETE

La révolution donne aux femmes une base, un accès pour développer leurs qualités humaines, sociales, révolutionnaires. La femme, par son intervention, développe sa pensée, en cherchant à collaborer au progrès de l'histoire, en sentant qu'elle participe à la construction de l'histoire ; elle ne se sent plus tel un animal sexué, porteur d'enfants ; elle ne se considère plus comme une usine à enfants ; la nature l'a faite ainsi : c'est elle qui porte l'enfant ; mais c'est aussi l'enfant du père et il doit en accepter la responsabilité. Elle ne renonce à aucune des qualités de la mère : elle communique à l'enfant la tendresse, le sentiment communiste de la vie. Le rôle principal de la mère doit être de communiquer à l'enfant le sentiment communiste, la joie, l'affection communiste pour la vie. Tout le reste est une invention de la société de classes et un résultat de la propriété privée.

La femme cherche à s'incorporer, et s'intègre à la lutte sociale afin de s'épanouir en tant qu'être humain, au lieu de développer des sentiments individuels, de faire abstraction des luttes sociales. Plus les femmes et les enfants interviennent dans les révolutions, plus ils s'élèvent. La révolution russe en fut l'exemple : tout le monde intervenait ! Le plus beau roman de toute cette étape, est "La Mère" de Maxime Gorki. Il n'est pas le plus complet, ni le plus important du point de vue de l'organisation de la révolution, mais il est le plus émouvant, parce qu'il décrit toute une étape de l'histoire. Il montre, au travers de la mère, comment la femme russe se disposait à intervenir dans la révolution.

Il faut faire intervenir la femme dans la révolution. Elle a autant de passion, de véhémence, de qualités, de résolution, que l'homme. Elle ne peut les exprimer maintenant parce qu'on ne la laisse pas intervenir : pourquoi n'aurait-elle pas ces qualités ? La cerveau de la femme n'est pas inférieur à celui de l'homme. C'est la société qui fait des discriminations. Elle a toutes les qualités. Elle ne les développe pas parce qu'on l'empêche d'agir. Il faut faire en sorte qu'elle intervienne. Dans l'action, les sentiments de rancoeur d'un sexe contre l'autre se désintègrent ; la femme est gagnée par la révolution, elle aspire à intervenir.

Les rapports sociaux établissent une différence entre les sexes. C'est la propriété privée, la vie commerciale du système capitaliste qui font apparaître le sexe comme un problème. C'est à cause de la propriété privée, que la femme utilise son sexe comme un moyen de combat, de séduction qui est une forme de combat– ; alors, elle cesse de penser. Elle devient une charge pour la société, pour l'humanité, parce qu'elle cherche la bagarre : l'homme doit penser à se défendre de sa femme, ou à se disputer avec elle. Pendant de nombreuses années, la cellule familiale sera encore la base d'existence de la société ; mais plus l'unité dans le couple. l'harmonie de la cellule est grande, et plus la famille est un instrument puissant ; demain cette forme d'organisation sera dépassée, mais aujourd'hui on pense encore en tant que famille.

La famille est une organisation conservatrice, un centre de regroupement qui se maintient au travers de l'intérêt pour le pouvoir, de la conservation de l'autorité qui se transmet du père à la mère, à l'enfant. Mais aujourd'hui, la famille devient un moyen de progrès révolutionnaire. Le développement de la révolution a amélioré, changé les relations dans la famille, dans la majorité si pas dans toutes. De la même façon, dans l'église, l'armée, la police, l'influence de la révolution a transformé et brisé la soumission envers les chefs, les cadres ; le soldat, le simple policier, se sentent les égaux des chefs. De même, dans la famille, les conditions intérieures se transforment : le père ne s'impose plus au fils au travers du sentiment hiérarchique, de l'imposition économique, ou de la loi qui lui donne un autorité paternelle, il se développe un sentiment d'égalité, de raisonnement, de consentement mutuel, dont la base essentielle est la lutte pour le progrès syndical, politique, révolutionnaire. Le monde entier vit un tel processus.

Nous faisons en sorte de développer les conditions qui permettent à la femme d'intervenir comme dirigeante, comme militante, comme créatrice, dans tous les sens, sur tous les aspects de la vie, afin de faire converger les préoccupations de la femme et de l'homme. De cette manière, la femme se préoccupe en tant qu'être humain, elle pense en fonction du progrès de l'humanité, au lieu de se disputer avec l'homme ; et cela élimine l'établissement de sentiments nuisibles, rancuniers, dans la famille, qui sont la conséquence du régime de propriété privée. Cela n'élimine pas les discordes familiales ; mais celles-ci ne proviennent plus du conflit homme-femme. La famille prend confiance en soi, elle élève son optimisme, elle sent qu'elle peut s'unifier dans le combat ; c'est ce qui se produit dans les familles ouvrières, qui interviennent dans le processus actuel de lutte contre le capitalisme. La famille se centralise dans un sentiment de combat commun, la femme tend à s'associer à l'homme ; et l'homme tend à voir dans la femme une partie de lui-même. Homme et femme font partie d'une même nature ; dont seule la façon de se développer a déterminé une division en sexes. Mais tout le reste provient des relations sociales.

La femme qui se dipute avec l'homme qui se dispute avec la femme sur le terrain du sexe sont motivés par la propriété privés ; une telle dispute fait partie de la structure, de la construction, du développement de relations créées par la propriété privés. La femme semble inférieure, dans la division du travail établie par la propriété privée : l'homme était plus utile dans la production capitaliste ; et le capitalisme avait intérêt à maintenir cette division. La femme devait se consacrer à fabriquer des enfants. C'était un motif pour reléguer la femme dans un coin, par rapport à l'homme. Le capitalisme a développé ces idées jusqu'à utiliser la femme comme un instrument. Cette différence n'a pas d'autre raison. Celle-ci n'a rien de naturel : elle est déterminée par les relations sociales. Plus tard le capitalisme a légiféré et a établi juridiquement l'infériorité de la femme par rapport à l'homme.

Nous ne défendons pas la femme, par un sentiment d'égalité. Un tel sentiment existe, mais il est secondaire. Nous la défendons parce que c'est une nécessité historique, dans laquelle s'intègre le sentiment d'égalité. Sinon, la femme est reléguée à consacrer une partie de son activité sociale, mentale à combattre l'homme ; elle organise son inconsient pour se disputer avec l'homme, elle utilise son sexe, des formes d'expression sensuelles pour combattre l'homme, pour lui en imposer ou éprouver la satisfaction de l'avoir emporté sur lui. Cela n'est pas inné chez la femme. C'est le système de propriété privée qui a organisé de telles relations.

Il faut faire intervenir la femme dans la révolution. Les bolchéviques ont été les premiers à la faire participer organiquement et consciemment. Dans une certaine mesure on peut comparer la participation de la femme à la révolution à celle de la paysannerie qui aspirait, en tant que groupe social, à la propriété de la terre. Le capitalisme s'appuyait sur les paysans. La révolution russe a inauguré l'étape où le paysan est gagné à une forme de vie supérieure, dans laquelle il ne dépend plus de son attachement à la terre, à la propriété privée. La révolution en Indochine – plus encore que la révolution chinoise qui s'est réalisée à une étape antérieure, moins riche, a prouvé que la paysannerie n'aspire plus à remplacer les grands propriétaires, en s'emparant des terres. Elle veut vivre dignement. Le capitalisme a été incapable de lui donner cette dignité, il l'a liée aux champs, il l'a éloignée des villes, il l'a coincée dans la solitude des campagnes, des parcelles individuelles, de la vie individuelle. Une telle vie engendrait chez les paysans, des sentiments, des préoccupations individuels, rétrogrades, conservateurs ; ceux-ci ont été utilisés par tous les Napoléon aussi bien que par les petites révolutions. Mais la révolution indochinoise a été le point culminant d'un processus, démontrant que le paysan est déjà gagné au socialisme. Il en est de même pour la femme.

La femme doit être à la direction des syndicats. Elle doit être déléguée ouvrière, représentante du milieu dans lequel elle se trouve. Nous les trotskystes-posadistes, avons le grand orgueil historique d'avoir incorporé les femmes à la direction du syndicat en Argentine. Quand nous avons organisé et dirigé des grandes grèves, nous avons incorporé les femmes au syndicat, malgré toutes les difficultés et toutes les accusations. Les Bolchéviques, les premiers, ont incorporé les femmes au parti, à la direction du pays ; ils les ont fait participer à la vie du reste du monde. Mais en Argentine, nous avons été les seuls à agir ainsi. Avant, les femmes ne participaient à rien. Mais aujourd'hui même, en Italie par exemple : le congrès des dèlégués des conseils d'usines s'est tenu à Rimini au début 1974 ; il y avait à peine une femme sur les 4000 délégués présents ! Nous critiquons ces faits !

Nos camarades ont posé ce problème aux dirigeants syndicaux et ont été très bien acceptés. En Italie, pendant ce temps, les femmes font les manifestations les plus véhémentes, les plus ardentes, les plus résolues. Elles participent avec une très grande décision. Elles cherchent à intervenir. Le processus mondial de la révolution fait mûrir les femmes, les impulse à intervenir. Ce sont les directions qui les retiennent. Elles les appellent à manifester, à porter des calicots ; mais elle ne les font pas intervenir, parler, raisonner, agir comme dirigeantes. Elles les font venir pour faire nombre. Alors le capitalisme profite des divisions établies par la propriété privée dans les ménages, pour empêcher la

SES ET LA REVOLUTION

J. Posadas

concentration de toutes les forces du prolétariat – hommes et femmes.

Il faut comprendre que si le prolétariat n'a pas une préoccupation primordiale pour faire participer les femmes, c'est dû à l'opposition de ses directions. Celles-ci lui imposent de se désintéresser de ce problème : l'intervention de la femme dans la lutte est une base de force, une augmentation de la concentration de la capacité d'action contre les bureaucrates, contre la politique réformiste, contre la capitulation devant le capitalisme, contre la politique de compénétration. L'incorporation active des femmes à la lutte favorise et stimule les tendances révolutionnaires. Le prolétariat puise une plus grande force, à la maison, dans son quartier, et il va intervenir avec une structure intérieure supérieure. Son inconscient est organisé avec une disposition beaucoup plus grande à la combativité, à la résolution, qu'à d'autres étapes.

Il faut considérer comme très importante l'harmonieuse cohésion que l'intervention de la femme donne aux luttes. Elle produit chez l'homme une énorme assurance, elle lui donne la certitude de pouvoir éliminer les relations d'imposition sexuelle et d'élever les relations humaines, même en vivant encore dans le régime capitaliste. On ne peut pas encore agir de cette façon dans l'ensemble de la société, parce que la société capitaliste impose l'intérêt du pouvoir dans toutes les relations humaines. Et il empêche la cohésion des hommes avec les femmes, qui composent cependant un secteur très important de la classe. Mais la révolution compense ce déficit historique et elle établit une harmonie. Actuellement, elle harmonise les relations homme-femme, dans la nécessité de la lutte révolutionnaire ; elle dépasse les relations "normales", qui considèrent encore les rapports entre homme et femme comme un mystère. Mais plus le couple augmente sa cohésion dans les syndicats, dans l'usine, plus s'élève le comportement de compréhension mutuelle, de respect. On dit encore "respect". Mais en fait il s'agit de compréhension mutuelle et de conscience.

LES BASES HISTORIQUES EXISTENT POUR ETABLIR L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES EN TANT QUE GENRE HUMAIN

La propriété privée, le capitalisme ont fait de la femme un instrument de l'homme. La femme s'est développés comme telle, et utilise son sexe comme un élément de négociation, d'attraction, de dispersion, d'imposition. La révolution est en voie de compenser tout ce déficit. Dans toutes les révolutions, la cohésion entre homme et femme s'élève de façon notable. La Chine et Cuba le prouvent. La participation de la femme augmente beaucoup ; et toutes les expressions, les formes de dégénérescence et de corruption qui existent dans les pays capitalistes diminuent ; les Etats ouvriers ne permettent pas le développement de telles conditions. Par sa seule structure, et son fonctionnement, l'Etat ouvrier conduit l'être humain à s'élever au-dessus des relations quotidiennes, et par conséquent, à avoir de la femme une conception supérieure.

Le problème de la grosesse conduit les femmes à éprouver un sentiment d'infériorité par rapport aux hommes. Mais ce sentiment est un produit des relations sociales. Il y a cependant une petite partie des femmes qui se sentent supérieures à l'homme, du fait de porter les enfants ; ce sentiment est bien légitime, parce que ce sont elles qui portent l'enfant, elles se sentent pleines de force parce que ce sont elles qui donnent la vie. Elle éprouvent un très grand sentiment de puissance, qui ne trouve pas son correspondant dans la fonction sociale des femmes. Le capitalisme utilise le fait que ce sont les femmes qui ont les enfants, pour les infériorisers. L'Etat ouvrier, au contraire, les élève.

A Stalingrad, plus de 500.000 femmes sont mortes, depuis les grands-mères, jusqu'aux fillettes de 14, 12, 10 ans. Les femmes montraient un tel héroïsme, non pour défendre leur mari, leur enfant, mais pour défendre l'Union Soviétique. En défendant l'Union Soviétique, elles sentaient qu'elles participaient à l'histoire. Dans toute grande révolution, un pourcentage très élevé de femmes interviennent. Et pourquoi pas dans d'autres activités de la vie ? Si les femmes interviennent de cette façon dans les révolutions, c'est parce que la société a besoin d'elles ; elle leur ouvre les portes pour les faire participer ; la femme sent alors qu'elle peut remplir une fonction sociale importante pour élever la société. Cela se passe dans toute grande grève, dans toute révolution, dans toute grande mobilisation sociale.

La faiblesse de la femme ne provient pas de ce qu'elle a un corps plus faible, une moins grande capacité musculaire. Cette différence existe. Mais l'infériorité provient essentiellement du fait que la société a fait de la femme une marchandise ; elle doit utiliser son sexe comme un moyen de compenser sa condition de marchandise : c'est cela qui lui donne un complexe d'infériorité. Elle est considérée doublement comme une marchandise : par l'homme dans le ménage, et par le capitalisme.

Pour élever pleinement l'activité de la femme, il faut élever aussi celle de l'homme. Si la femme avance seule, sans que l'homme progresse lui-même, elle ne rencontre pas de correspondance. Elle ne peut pas s'élever seule parce que la relation sociale doit être harmonisée. La solution complète de ces différences ne va se donner que dans le socialisme ; mais il n'y a pas de raison d'attendre le socialisme. La révolution a montré déjà comment égaliser la condition de la femme et celle de l'homme.

Les relations entre hommes et femmes sont le résultat de l'imposition de la propriété privée. Qu'est-ce que la propriété priveé ? Une marchandise fait la concurrence à l'autre. Que fait la société avec les femmes ? Elle les traits comme des marchandises. Le seul fait qu'il existe des bordels en est la preuve. Le bordel est un commerce. C'est la lutte du mouvement ouvrier, la lutte pour le communisme qui a fait que la femme ne soit plus considérée comme une marchandise.

Ces problèmes ont été créés par la propriété privée, par le capitalisme. Mais la solidarité des femmes, des jeunes filles dans les grèves, est totale. Là où se développent de grandes grèves, de grandes luttes ouvrières, de grands progrès de l'unification du mouvement ouvrier, communistes et socialistes, existent le moins de relations perverties, de mauvais traitements envers les femmes, d'infériorité.

Il faut proposer de ne pas attendre que le socialisme libère la femme. Nous posons que les conditions pour cette libération existent maintenant même. L'essentiel est de comprendre que l'infériorité de la femme est un produit de la société de propriété privée ; celle-ci a éduqué les gens dans des relations perverties, commerciales, dans lesquelles la femme s'est réfugiée. Mais la révolution l'a élevée immensément. Il ne faut pas considérer seulement les postes occupés par des femmes en Union Soviétique ; cette statistique a son importance, mais elle n'est pas fondamentale. C'est dans la révolution que la fonction de la femme peut se mesurer le mieux. Toute révolution inclut une immense quantité de femmes. C'est dans la révolution que sont requis les sentiments les plus complets de force, de sacrifice, d'objectivité ; et c'est là aussi qu'il y a le moins de cas de dégénérescence, d'immoralité, de corruption. Dans la révolution, les sens sont mis intégralement au service du progrès de l'humanité, qui domine, contrôle et explique la fonction du sexe. La révolution ne sublime pas l'impulsion sexuelle, mais elle l'explique, la persuade, la convainc. Dans aucune révolution socialiste, la dégénérescence sexuelle n'a été la norme. C'est dans le régime capitaliste que celle-ci existe. Dès aujourd'hui, il est possible de contrôler, de dominer et dépasser les excitations produites par la vie capitaliste.

Avant, on ne pouvait pas envisager la possibilité de l'émancipation féminine. Mais le développement de l'économie, de la scienceç de la technique, et des Etats ouvriers, pose déjà les bases historiques, matérielles de la libération de la femme. Il faut des conditions matérielles pour encourager la pensée à envisager ce processus avec assurance et à l'affronter. Il faut des conditions économiques, sociales supérieures ; il faut de l'intelligence.

Le capitalisme ne s'intéresse pas à rendre les êtres humains égaux. Pour lui, l'être humain est une marchandise, et la femme doublement. Le capitalisme ne peut pas réaliser cette égalité. Le fonctionnement du capitalisme est fait de pièges, de mensonges, de tromperies, de concurrence, de commerce, de vol. Celui-ci ne peut ni élaborer ni développer des normes de relations morales. Il ne peut le faire. Il est incapable de rechercher la justice. Pour le capitalisme, tout ce qui est dans l'intérêt du capitaliste est juste. La justice a un sens différent selon l'intérêt commercial de l'un ou l'autre capitaliste.

Des conditions historiques sont nécessaires. Les Etats ouvriers en sent une base. Cependant eux-mêmes n'ont pas un fonctionnement socialiste. Pour cette raison, leur autorité n'est pas encore assez grande. Ce problème ne va pas se résoudre seulement grâce à une plus grande compréhension de l'être humain. Les bases de cette compréhension, ce sont les conditions matérielles, économiques, les relations sociales qui donnent à l'être humain la décision, l'autorité, l'audace pour atteindre ce niveau. Les Etats ouvriers sont déjà une base. Mais, même sans atteindre le niveau de l'Etat ouvrier et du socialisme, la capacité d'apprendre de l'humanité, va plus vite que le développement de l'économie. C'est pour cette raison que dans les révolutions et les luttes révolutionnaires, il y a une égalité entre les femmes et les hommes. Cependant on y voit aussi le grand poids qu'a encore la tradition : les êtres humains ont encore la coutume bien ancrée de considérer les femmes comme inférieures, alors que tous sont identiques, dans les rapports de la lutte révolutionnaire. Mais il existe encore le poids des habitudes ; l'homme a l'habitude de se sentir supérieur à la femme ; la vie de tous les jours lui rappelle la relation commerciale, de dispute : le plus fort l'emporte. Vis-à-vis de la femme, c'est la même chose. On met la femme sur un plan inférieur à l'homme ; ainsi l'homme se sent plus capable et l'emporte sur la femme.

LES ETATS OUVRIERS DOIVENT DISCUTER SUR LA BASE DES PRINCIPES COMMUNISTES

La division établie par la société capitaliste trouve déjà un important contrepoids dans le développement des Etats ouvriers. Mais une planification de l'intervention de la femme y fait défaut. Il faut faire participer les femmes. Il faut créer l'habitude de voir que l'intervention de la femme fait partie du développement de la capacité sociale des masses exploitées de se diriger elles-mêmes. En partie, le comportement du prolétariat envers la femme ne provient pas d'une attitude négligente de sa part ; il résulte des contradictions dans lesquelles ce prolétariat s'est organisé par exemple dans un pays comme l'Algérie : le prolétariat a concentré ses énergies sur des problèmes vitaux : il a impulsé, soutenu la révolution et mené la guerre contre l'impérialisme. Il a démontré la dignité et l'objectivité de sa conduite en cherchant à impulser objectivement l'histoire en Algérie ; cependant dans le problème des relations avec la femme il a un comportement retrograde. C'est le produit d'une éducation antérieure de relations sociales imposées, qui continuent à peser. Si les Etats ouvriers avaient fait un plus grande progrès, ce type de relations existant encore en Algérie serait évanoui, et une relation d'égalité entre hommes et femmes serait établie.

Afin d'arriver à élever le rôle de la femme dans l'histoire, la société, la révolution, il faut faire en sorte que, dans les Etats ouvriers, les femmes aient une participation plus ouverte, plus directe ; elles doivent prendre part à la vie de tous les syndicats, de tous les Partis Communistes, des partis ouvriers ; il ne faut pas les prendre en protection mais comme un élément naturel qui puisse participer et se développer. Toutes les révolutions donnent des exemples remarquables que les femmes interviennent, et progressent de plus en plus. La bureaucratie n'a pas permis une compréhension sociale historique de la femme. Elle déclare : "la femme est l'égale de l'homme". Mais elle se comporte différemment. La femme qui travaille comme l'homme, gagne moins que lui.

Même dans ces limites, les Etats ouvriers prouvent qu'il y a un progrès très important. Un nombre beaucoup plus important de femmes se trouvent aux postes de direction, dans la science, dans la technique, aux directions syndicales ; on porte une attention plus grande aux femmes. Mais il n'existe pas encore une organisation telle que la femme se sente incorporée pleinement à la vie sociale. A défaut d'une telle organisation, la femme va continuer à se sentir reléguée du fait de porter les enfants, elle va se sentir prisonnière de la maison, de la famille. Cela va continuer aussi longtemps que la démocratie soviétique sera absente des Etats ouvriers.

Le fait que les Etats ouvriers ne donnent pas l'exemple, est une très grand déficit. Les relations familiales en Union Soviétiques sont certainement supérieures, mais elles n'expriment pas une relation révolutionnaire consciente, une relation supérieure. Les relations familiales ne peuvent pas servir comme instrument d'éducation du monde, alors que l'économie, la forme de propriété de l'Etat ouvrier sert d'exemple au monde. C'est un déficit historique. Il ne provient d'un manque de forces de l'histoire. Il est le résultat du fait que la bureaucratie, à l'étape antérieure, a pu s'emparer du pouvoir. Mais aujourd'hui, dans les grands pays capitalistes, dans les grèves, les grandes luttes, le front unique, la lutte des masses pour aller au gouvernement, sont en train d'introduire des modifications favorables à la révolution, dans toutes les familles.

Le problème n'est pas que la femme soit capable de penser, mais qu'elle sente – au même titre que l'homme – qu'elle est une partie de la solution des problèmes de la société. Elle doit agir comme une partie du genre humain, qui résout tous les problèmes. Elle surmonte ainsi la pression de la société qui réduit sa capacité sociale d'action, du fait de sa fonction de mère. Au contraire, elle sent qu'elle construit la vie. Et ainsi disparaît la relation sociale imposée par une loi, promulguée par ceux qui commandent. Quelle loi ? Une loi de menteurs ! Une loi inventée par les même types qui font la guerre atomique. Une loi faite dans leur intérêt. Une telle loi n'est pas le reflet d'une nécessité de la société ; elle est l'image des relations sociales imposées jusqu'à ce moment. La femme doit ressentir qu'il en est bien ainsi. Alors elle se sent capable de penser, de raisonner. Elle ne se sent pas inférieure du fait d'avoir l'enfant, au contraire, elle éprouve la joie, l'orgueil naturel d'être mère, tout comme le père est fier d'être père.

Dans l'Etat ouvrier, on doit voir que la femme exerce une fonction égale à

les manifestations..

à trois fois plus cher. Avant, ils acceptaient cela comme une conséquence naturelle de la vie, mais maintenant plus. Des changements se sont produits. Ce n'est pas dans le capitalisme que ces changements ont lieu. C'est l'approfondissement des luttes des masses exploitées dans le monde entier, qui est en train de gagner les paysans à la perspective de la classe ouvrière, de changement de la société. Les paysans n'hésitent plus à passer au-dessus de toutes les lois du régime capitaliste, ils brisent les relations commerciales et font cadeau de leurs produits aux gens, ou les vendent très bon marché. Les masses paysannes sentent,elles aussi, comme c'est absurde d'être obligé de détruire des milliers de tonnes de produits alimentaires, pour maintenir les bénéfices des grossistes et des grandes sociétés de distribution, alors que dans le monde entier, des enfants meurent par milliers faute d'avoir à manger ! Pour les agriculteurs, c'est une preuve de l'incapacité du capitalisme. Ils passent des heures et des heures – samedi et dimanche inclus – à travailler pour faire pousser les légumes, et ils doivent les laisser pourrir pour maintenir les prix dictés par les capitalistes ! Et eux-mêmes ne voient pas les bénéfices. Ils voient aussi l'incurie du capitalisme qui exproprie des milliers d'hectares de bonnes terres pour faire des camps militaires. Ils n'acceptent plus tout cela. Ce refus, cette révolte, font partie de la rébellion, des sentiments anti-capitalistes de toutes les masses travailleuses.

Les expériences, l'action du front de la gauche en Europe influence de plus en plus ces couches que le capitalisme utilisait autrefois. Un exemple très élevé de cela, ce sont les appels faits par le mouvement paysan aux syndicats de la classe ouvrière, les résolutions de plusieurs associations d'agriculteurs qui proposent les nationalisations de l'industrie sucrière, des engrais, la formation de coopératives.

Les syndicats, les partis ouvriers doivent tenir compte,beaucoup plus qu'ils ne le font, du mouvement paysan, dans les actions et les mobilisations qu'ils préparent, et compter sur lui, comme un allié. En élaborant le programme pour un Gouvernement de Gauche, il faut proposer des mesures qui permettent aux petits paysans de vivre dignement. Par exemple, inclure dans le programme l'élimination des dettes des petits paysans, l'organisation d'une centrale d'achat de l'Etat qui achète directement aux paysans et distribue directement à la population, l'expropriation des grosses sociétés de distribution, des grands magasins ; la nationalisation des raffineries de sucre, de l'industrie chimique.

Dans la préparation des mobilisations de la classe ouvrière pour la défense de l'emploi et du niveau de vie, il est possible de lancer un appel au mouvement paysan pour qu'il se joigne à un front unique des masses, sur la base d'un programme commun. Toutes les actions des paysans, leur résolution de ne pas payer, eux non plus, les frais de la crise capitaliste, montrent qu'il est possible de faire cet appel. Ils ne luttent plus seulement pour défendre des intérêts corporatifs. Ils emploient les méthodes de lutte de la classe ouvrière. Ce phénomène n'est pas local, il est mondial. Le PS et le PC, les syndicats doivent intervenir, donner tout leur appui aux mobilisations paysannes, les appeler à s'unir aux luttes, aux manifestations, de la classe ouvrière qui vont avoir lieu, contre la vie chère. Les syndicats doivent proposer un programme pour les petits paysans et les ouvriers agricoles.

Il faut aussi, pour montrer la solution à la crise capitaliste, proposer la forme de gouvernement qui sera disposé à appliquer le programme, à prendre effectivement des mesures contre le capitalisme ; il faut faire la campagne, comme le fait en partie la gauche socialiste, pour un gouvernement de gauche.

POUR UNE GREVE NATIONALE — EDITORIAL (fin).

Il faut que les masses chrétiennes, qui sont disposées à la lutte contre les patrons (et c'est pour cela que la CSC ne se prononce jamais contre le Front Commun Syndical !) voient des changements profonds dans la FGTB et dans le PSB, pour gagner confiance que les actions proposées par la FGTB actuellement ne vont pas servir de base de manoeuvre pour la bureaucratie, la conciliation de classes. Dans ce sens, la déclaration d'André Cools au "Peuple" sur "la nécessité d'un gouvernement de gauche" est très importante et montre un grand progrès de la gauche socialiste, et syndicale. Avec cette déclaration, le PSB vient appuyer l'aile gauche du mouvement syndical et en même temps l'impulser pour aller plus loin et se donner une perspective politique : lutter pour le plan d'urgence, dans la perspective d'imposer un gouvernement de gauche pour faire face au capitalisme. Cette déclaration de Cools, ainsi que le déroulement du congrès politique du PSB, et des congrès FGTB indique que la gauche a une force bien plus grande qu'elle ne le voyait elle-même, dans la mesure où elle restait dépendante des appareils, des discussions dans les sommets, des manoeuvres parlementaires de la direction socialiste. Le progrès à gauche détermine de plus en plus, parce que le Portugal vient donner des forces, des argument, de même la prochaine vicfoitre des travaillistes en Angleterre, les évènements de Grèce, de Turquie, tout le progrès des Etats ouvriers aussi. (la RDA et la Chine célèbrent le 25ème anniversaire de leur existence en montrant de façon éclatante la supériorité du système des états ouvriers, de la propriété étatisée sur le capitalisme !) ; ainsi que l'avance de l'Union Populaire aux dernières elections partielles en France.

C'est avec toute cette force, ces impulsions, ces progrès, que se préparent les prochaines actions de la classe ouvrière dans le pays. Le congrès national de la FGTB va peut-être hésiter à proposer une grève générale. Mais de toute façon, il va être marqué par un pas en avant de la gauche, comme le PSB aussi. Les décisions importantes ne peuvent pas dépendre des congrès, qui sont préparés à l'avance, et étouffent ou diminuent les possibilités réelles de combat. Il faut s'appuyer sur les discussions qui s'y développent, sur les innombrables manifestations de la volonté de lutte de la classe ouvrière, sur le front unique que les ouvriers s'efforcent de maintenir à tout prix dans les entreprises, sur tout ce courant de gauche qui se manifeste avec de plus en plus d'assurance pour proposer une mobilisation générale de la classe ouvrière, pour préparer une grève générale de 24 heures, avec le programme proposé par les syndicats, mais en même temps avec un plan, un programme qui montre l'issue à cette crise du capitalisme, et qui va donner une force de confiance à l'appel pour le gouvernement de gauche lancé par Cools : quel sera son programme, sa politique, sur quelles forces va-t-il s'appuyer pour affronter le capitalisme ? Il faut inclure, dès maintenant, dans la campagne de lutte contre la vie chère, un programme de nationalisations des principales banques, du crédit, de l'énergie, des entreprises clé du pays (qu'elles soient belges ou multinationales), un plan pour développer l'économie en fonction des besoins de la population, pour la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, pour des soins de santé gratuits ; c'est le moyen de contrôler effectivement les prix au travers de l'organisation du contrôle ouvrier. Des secteurs chrétiens ne vont pas être convaincus de tout ce programme ? Pour les gagner, gagner leur confiance et les entrainer, on n'avance pas en diminuant les objectifs ou en les cachent. Au contraire.

Mais c'est surtout par l'exemple du fonctionnement démocratique du syndicat, du PSB, par l'exemple de l'intervention, de la discussion pleine et démocratique dans les usines, sur tous les lieux de travail que les secteurs hésitants de la démocratie chrétienne verront une perspective claire ; et aussi en luttant contre la bureaucratie, contre la passivité, la conciliation ou la peur énorme de bouger des propres dirigeants socialistes et de la FGTB qu'on avancera. L'exemple de la suspension de la grève dans les Transports Publics, sans aucune consultation des ouvriers, n'est pas pour donner confiance aux secteurs soi-disant moins avancés !

Il faut mener une campagne intense pour la démocratie syndicale, pour faire des assemblées sur tous les lieux de travail dans lesquelles tous les ouvriers parlent, discutent, décident : alors on verra s'il y a une division entre chrétiens et socialistes ! Ou entre flamands et wallons ! C'est un faux problème de poser ces divisions : tous les syndicats, les secteurs du mouvement ouvrier qui se sont prononcés pour les dockers au moment de leur grève : vont-ils être contre une mobilisation nationale, contre la préparation d'une grève générale et contre la perspective d'un gouvernement de gauche ? Non !

Nous appelons le PCB, la gauche socialiste, la gauche syndicale, FGTB et CSC, dans tout le pays, à mener une campagne, publiquement avec des tracts, des documents, des manifestes, une activité en front unique, joints aux trotskystes posadistes, aux autres tendances révolutionnaires, pour affirmer le courant de gauche qui se développe dans tout le mouvement ouvrier et pour orienter la discussion, le programme, qui seront la base de la préparation de la grève générale, avec l'objectif immédiat d'imposer des mesures pour contenir les effets de la crise sur la classe ouvrière, et avec la perspective de renverser ce gouvernement et de pousser la gauche au pouvoir.

7/10/74

LA LIBERATION ...

celle de l'homme. Pas seulement parce qu'on lui donne des droits, mais parce qu'elle développe ses propre qualités. La société lui avait refusé cette possibilité parce que c'était une société de classes, basée sur la propriété privée, et dont les lois sont faites par ceux qui commandent. Ce sont des lois créées par le capitalisme qui imposent ces relations, et non des conditions ou un développement naturels. La bureaucratie fait la même chose que le capitalisme parce qu'elle défend des intérêts d'appareil et non des intérêts scientifiques et sociaux soviétiques. Autrement, le cinéma soviétique ne montrerait pas des femmes du point de vue de "la féminité" ; il montrerait des femmes qui interviennent, comme les hommes, cherchant à communiquer, à influencer, à déterminer au moyen de l'intelligence et de la raison. Les ménages de demain seront ainsi. La conception de la beauté sera aussi différente. En Union Soviétique, dans l'Etat ouvrier il n'y a pas de raison pour qu'existe ce type d'union du couple, basée sur l'attraction sexuelle. Dans l'Etat ouvrier, c'est l'intelligence qui doit être la base d'attraction. L'accouplement sexuel est normal, légitime. Mais quelle est la base de l'attraction ? L'excitation sexuelle ? C'est l'intelligence, la capacité d'harmonisation, sans faire importer les qualités de l'un ou de l'autre. Telle est la supériorité de l'Etat ouvrier. Autrement, c'est seulement l'accouplement sexuel qui attire ; et on en reste là. L'humanité ne progresse pas ; l'union se limite au désir sexuel ou à l'accouplement.

Jamais comme aujourd'hui, la société capitaliste n'a concentré tant de préoccupation pour s'attirer les jeunes au moyen de l'excitation sexuelle, de la drogue etc. Mais jamais comme maintenant ne s'est exprimé un tel rejet de tout cela. Tous les jeunes s'incorporent aux luttes sociales, ils ont des rapports sexuels, à 14 ou 15 ans, et ils ne dégénèrent pas. Dans les universités, dans les lycées de France par exemple, les jeunes souhaitent déjà se libérer de la soumission au sexe. Les rapports humains sont déjà au-dessus de ce que la société capitaliste a voulu leur imposer , en vain.

Il faut discuter tout cela dans l'Etat ouvrier. Il faut y voir la femme et l'homme égaux. Il n'y a pas de raison de mettre en avant, comme ils le font encore, le caractère masculin et féminin. Pourquoi ? La société peut mettre à égalité la condition de femme et d'homme qui vient de la nature. Mais quand les différences se perpétuent et s'accentuent encore dans l'Etat ouvrier, c'est parce qu'il y existe des relations de relâchement social, d'absence de vie soviétique. Il faut en discuter. Il n'y avait rien de cela dans le Parti de Lénine. Pourquoi cela existe-t-il maintenant ? L'humanité a-t-elle reculé ? Ou la direction ? La bureaucratie montre encore la femme sous un aspect de sensualité. Cela s'exprime clairement dans le cinéma soviétique. De même dans les autres Etats ouvriers. Les mouvements de la femme sont provocants ; ce sont des mouvements féminins insinuants au lieu du mouvement naturel de la femme. Les mouvements naturels de la femme sont féminins parce qu'elle a des formes différentes de celles de l'homme. Demain, leurs mouvements seront les mêmes. Mais la bureaucratie considère la femme, de la même façon que le régime capitaliste : la femme sensuelle, "sexy". C'est son sexe qui parle, et non son intelligence. Elle montre une relation entre l'homme et la femme qui déforme la conception que l'Etat ouvrier pourait déjà montrer. La bureaucratie ne montre pas la capacité de création du peuple, la capacité d'intervenir, de discuter,de s'occuper des problèmes du progrès de la culture, de la science, de la technique, du progrès objectif. Le peuple reste absent ; tout se résout dans les appareils. Il faut mettre le peuple en avant. Celui qui a triomphé du nazisme n'a-t-il donc pas d'idées ? Ne peut-il émettre de jugement sur tous les problèmes ? Pourquoi ne pas le faire intervenir ? Le peuple a démontré assez d'assurance pour triompher des nazis ! Il faut discuter tout cela dans les Etats ouvriers.

L'Etat ouvrier est certainement occupé à faire ces discussions – tout comme nous – pour égaliser les salaires, pour élever l'économie, pour se libérer des 8 à 10 heures de travail quotidiens, pour élever la production agricole ; pour élever les rapports avec les enfants, les femmes, les vieux ; incorporer tous les problèmes dans l'éducation, permettre ainsi une intervention démocratique à propos de tous les problèmes, laisser parler les femmes. Une fois qu'il en sera ainsi, les femmes d'elles-mêmes vont en finir avec un comportement féminin, elles vont se sentir rabaissées quand on voudra leur faire jouer ce rôle de féminité sensuelle. Elles-mêmes diront : "je ne suis pas un animal ; je ne suis pas une brute ; Je suis une femme, comme l'autre est un homme. Je m'unis à lui, non parce qu'il est homme, mais parce que nous sommes liés par un objectif commun : Elever la dignité humaine ! Nous nous unissons aussi sexuellement, puisque cette relation existe encore, mais non dans une intention purement sexuelle ou sensuelle". La bourgeoisie fait de la sexualité la condition essentielle de la vie, le tabou principal. C'est un mensonge. Ce tabou provient du fait que l'être humain n'avait pas notion de comment se construit la société. La femme semblait destinée à devoir payer le tribut de la reproduction humaine : elle apparaiysait comme le fait vital et mystérieux. Il n'y a plus de mystère aujourd'hui. Tout cela est dépassé. Même si cette conclusion n'est pas encore bien établie partout, elle l'est dans notre pensée, et dans celle de l'avant-garde prolétarienne mondiale. Même les intellectuels ne vivent plus dans la soumission à ce problème. Il faut discuter de tout cela dans les Etats ouvriers.

J. POSADAS
4 mai 1974.

Ed responsable Claudine Polet 46, avenue Gilleaux 6080 Montignies/sur/Sambre

LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT ITALIEN, LES PLANS DE L'IMPERIALISME YANKEE, LA CRISE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE.

4 octobre 1974 *J.POSADAS*

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année n°231 – 18 octobre 1974 hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Vive le progrès de l'unification du mouvement communiste exprimé dans la conférence des Partis Communistes à Varsovie!

Le Congrès de la F.G.T.B., le triomphe des Travaillistes en Angleterre et la nécessité d'un plan immédiat de mobilisations

EDITORIAL

Le Congrès de la FGTB s'est conclu sans décision d'action, donc sans tenir compte de la profondeur de la crise du régime capitaliste, ni de la décision de la classe ouvrière de se mobiliser contre lui, ni des conditions de front unique très élevé qui existent dans toute l'Europe. Cette direction syndicale montre qu'elle redoute, avant tout, l'intervention des masses, et tient plus compte des difficultés du capitalisme que des difficultés de la classe ouvrière, et attend du gouvernement capitaliste qu'il accomplisse des changements, que celui-ci n'a pas l'intention ni la possibilité, ni l'intérêt de réaliser. La suspension de toute résolution d'action a été justifiée par le besoin de maintenir le Front Commun avec la CSC, mais il s'agit surtout d'une intimidation vis-à-vis des secteurs de gauche du syndicat FGTB pour faire apparaître la gauche comme minoritaire et isolée. Comment vérifier les sentiments la disposition de lutte des travailleurs chrétiens ? En se tenant aux déclarations des dirigeants comme Houthuys, qui déclarent qu'ils appuient ce gouvernement Tindemans ? alors certainement aucun front unique de lutte n'est possible. Mais ce n'est pas cela qui pensent les masses chrétiennes, ni le mouvement syndical chrétien, ni la classe ouvrière dans les usines. C'est là qu'il faut aller discuter, faire des assemblées syndicales, des réunions unissant les travailleurs FGTB, CSC et non syndiqués pour discuter un programme d'action de classe face à l'inflation, à la crise capitaliste.

Ce congrès de la FGTB est déjà dépassé par le développement même de la crise capitaliste. Le jour même de sa réalisation, le gouvernement acceptait l'augmentation du prix du sucre, du lait, de la farine, des cigarettes etc. ; la réunion au sommet patrons-gouvernement-syndicats a montré une paralysie complète. D'autre part, dans tout le pays, la classe ouvrière continue les grèves, les occupations d'usines, les mobilisations, sans se laisser décourager par le manque de réponse de ses directions, ni par la pression croissante que fait la bourgeoisie sur l'emploi, sur les salaires, les conditions de vie. Il ne faut pas s'en tenir aux conclusions de ce congrès de la FGTB, qui n'a pas représenté la volonté, la résolution, des travailleurs, socialistes, ni chrétiens. Il faut exiger la réalisation d'assemblées, dans toutes les entreprises, sur les lieux de travail, pour faire le bilan de ce congrès, refuser ces conclusions, maintenir comme un centre d'unification, le mot d'ordre de GREVE GENERALE DE 24 HEURES, en lui donnant un programme qui unit les revendications syndicales immédiates avec la perspective de renverser ce gouvernement Tindemans, et de pousser en avant un gouvernement de gauche. Debunne a déclaré au Congrès, que la FGTB n'est pas contre le gouvernement, qu'elle ne s'occupa pas de politique. Cela ne fait pas avancer l'organisation de la classe ouvrière. Et ce n'est pas vrai. Ces dirigeants s'occupent de faire une "politique" cherchant une solution aux problèmes de la classe ouvrière, dans la pression sur le capitalisme, ou dans des réformes qui vont vers le remplacement du capitalisme, sans la participation des masses. Toute l'expérience du mouvement ouvrier en Europe démontre le contraire : le progrès de l'Union Populaire en France et l'appui qu'elle reçoit des organisations syndicales, est un processus irréversible malgré les discussions, les polémiques opposant certains dirigeants du PCF et du PS. L'intervention politique des syndicats en Italie, des Conseils d'usines, des organismes de la classe ouvrière, joue un rôle fondamental pour empêcher les manoeuvres du capitalisme italien et de l'impérialisme yankee de former un gouvernement de droite – comme l'analyse profondément l'article de J. Posadas que nous publions dans ce numéro de "Lutte Ouvrière". Une autre expérience très importante vient de se dérouler en Angleterre.

Les élections en Angleterre montrent la maturité de la classe ouvrière dans sa décision de faire progresser le programme anti-capitaliste, avec les moyens dont elle dispose. La victoire des Travaillistes, malgré les indécisions de la direction du Labour Party, malgré les défections des dirigeants, est le résultat de la résolution profonde de la classe ouvrière de prendre des mesures anti-capitalistes, de nationalisations : un secteur du Parti Travailliste et des Trade Unions s'est lancé dans la campagne électorale avec le "programme des 20 Points" et a permis une concentration de la décision de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Celle-ci, loin de s'effrayer des mesures anti-capitalistes, a vu au contraire que c'est en nationalisant les grandes entreprises multinationales, l'industrie du pétrole, les industries clé du pays que l'on pourra exercer un réel contrôle sur l'économie et ne pas rester dans la dépendance du capitalisme mondial.

Un aspect plus important encore dans ces élections, c'est le fait que cette concentration de la classe pour pousser de l'avant le Parti Travailliste, se fait en même temps que l'épuration des ailes de la direction les plus liées aux intérêts capitalistes. La même chose s'était déjà produite au Luxembourg récemment : des voix s'élevaient dans la direction du PS pour dire qu'une radicalisation trop grande, un programme de gauche, de nationalisations, allaient conduire à la perte du Parti Socialiste. La droite socialiste avait même abandonné le Parti. Malgré tout cela, le PS a fait un net progrès électoral. De même en Angleterre, malgré la démission des "personnalités importantes" du Parti Travailliste, celui-ci fait un important progrès – quoiqu'en disent les journaux de la bourgeoisie.

C'est une expérience importante pour la gauche socialiste, pour la gauche syndicale en Belgique, pour avancer dans la décision de présenter un programme bien nettement de gauche, que ce soit dans les congrès syndicaux, ou au prochain congrès du PSB : il faut poser – la nationalisation de l'énergie, du pétrole, du commerce de gros, la nationalisation de l'industrie militaire, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique (sans que ce soit une industrie de base, c'est absurde que le capitalisme se remplisse les poches en profitant des maladies de la population, et que les gens doivent payer des prix énormes pour des médicaments qui ne reviennent pas cher mais pour lesquels en dépense des millions de francs en publicité) ; la nationalisation des entreprises multinationales comme Westinghouse, Glaverbel, Caterpillar etcc., la nationalisation des grandes entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Cockerill Ougrée, Hainaut-Sambre, Sidmar etc.), chimiques ; la nationalisation des banques (les spéculations de la Banque de Bruxelles qui viennent d'être rendues publiques, ne sont qu'une minuscule partie de tous les profits que les grandes banques capitalistes accumulent dans cette crise actuelle ; ce ne sont pas quelques employés qui sont coupables, mais tout le système, et les moyens d'exercer un réel "contrôle bancaire", réclamé par les syndicats, c'est de nationaliser les banques). Tous les points de ce programme ne sont pas irréels ; au contraire, c'est la manière réaliste de lutter contre l'inflation ; celle-ci est un produit inhérent au capitalisme, et pour ne pas porter préjudice à la classe ouvrière, il faut des mesures anti-capitalistes.

Les syndicats sont pleinement concernéz par ce programme et par l'action qu'il faut mener pour l'imposer, ainsi que pour faire avancer l'issue du gouvernement de gauche, qui va se poser inévitablement. Ce n'est pas par hasard que Cools en parle déjà comme une perspective proche pour le pays. Il faut mesurer l'indécision de la direction de la FGTB, le manque de propositions de ce congrès, en fonction de toutes les possibilités qui existent : comment se fait-il que le congrès n'a pris aucune décision, alors que les principales régionales, les principales centrales de la FGTB avaient proposé des formes de lutte immédiate, comme une jouree nationale d'action pour l'application du programme immédiat face à l'inflation. Il y a une profonde lutte intérieure. Le congrès national n'a rien décidé. Il s'est paralysé.

Il faut élaborer un plan de mobilisations dans toutes les régions, que les directions régionales maintiennent les résolutions des congrès régionaux, et faire une campagne de discussions, d'assemblées dans les usines, de meetings, pour rejeter les conclusions de ce congrès national, et pour obliger la direction nationale à répondre. Le capitalisme voit cette indécision des directions syndicales, et il compte sur cette passivité pour continuer sa propre politique, pour gagner du temps. La réunion de la Commission qui regroupe les patrons, le gouvernement et les syndicats en est une preuve bien claire.

Il faut impulser le front commun syndical à tous les niveaux, et surtout à

(Suite à la page 4)

LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT ITALIEN, LES YANKEE, LA CRISE DU CAPITALISME ET LA NECESS DE GAUCHE.

4 octobre 1974

Le problème essentiel qui se pose en Italie, est l'évolution du pays vers des formes de guerre civile, le développement de bases de double pouvoir, le progrès et la mise en application de normes et d'organes de double pouvoir. Cette dualité de pouvoirs se manifeste dans les syndicats, dans le quartier, dans le comportement des gens, dans la substitution des organes de la bourgeoisie réalisée concrètement par les syndicats et les Conseils d'usines. De telles actions sont supérieures aux occupations d'usines. Quand ces actions des masses se développent – telles que l'intervention des conseils d'usines pour remplacer le pouvoir bourgeois, leur résolution d'affronter les organes du pouvoir bourgeois sur le plan économique : électricité, transports, fonctionnement des usines – c'est parce qu'il existe les conditions d'une dualité de pouvoirs concrète. Elle ne se limite plus à un cas particulier, comme LIP, ou la Fiat (qui peut être un LIP en plus grand) ; elle s'étendra à des actions dans lesquelles les ouvriers décident d'agir comme organes de pouvoir économique face à l'Etat capitaliste. Les ouvriers exercent la fonction de double pouvoir, à partir des conseils d'usines. Ceux-ci ne sont pas directement des organes de double pouvoir, mais ils en sont une base ; ils permettent d'exercer un double pouvoir, parce qu'ils se mêlent de problèmes qui ne sont pas strictement syndicaux, de travail ou de salaires. Quand ces Conseils interviennent sur des problèmes tels que la lumière, le transport, et décident de ce qu'il faut faire, c'est parce qu'ils se disposent à gouverner le pays. Voilà une base très solide pour un gouvernement de gauche.

Dans un texte antérieur(1), nous avons écrit qu'à Bologne, des centaines de mmilliers de gens qui ne se connaissaient pas entre eux, et ne s'étaient jamais rencontrés avant, se sont mis à siffler unanimement les orateurs à la tribune : ils n'avaient aucune préparation préalable ; mais ils étaient animés d'un même sentiment, dans les différentes parties du pays. Il n'y avait pas eu de préparation antérieure, pas d'assemblées, ni de réunions, ni de discussions. Mais les ouvriers, en tant que classe, ont avancé dans leur mûrissement politique. Ils l'ont fait indépendamment de leurs directions. Ce qui démontre la capacité de la classe ouvrière, de penser, de raisonner, de décider. Aucun document des socialistes, des communistes ne propose une telle conclusion. Nous, par contre, nous basons sur cette conclusion.

Il y a, actuellement, une élévation de cette conduite de la classe. Les sifflets de Bologne s'étendent à présent à toute l'Italie. Ils s'expriment autrement : par les occupations d'usines, par la détermination de faire face, comme une direction, à l'augmentation des tarifs de l'électricité, des transports, aux problèmes de la distribution et des prix des aliments, la classe ouvrière se prépare à diriger le pays. Les dirigeants communistes et socialistes ne tiennent pas compte de cette conclusion. Ils se basent sur les résolutions établies par eux, ils croient que leur propre décision exprime l'état du pays. Ce n'est pas ainsi ! L'état du pays se mesure à ce que veut la classe ouvrière ; et celle-ci s'exprime dans l'usine, dans les quartiers, dans son fonctionnement uni en tant que classe. Il faut partir de cette considération.

Telle est la situation du côté du prolétariat. Il existe une unité, très, très élevée dans le mouvement ouvrier. Quand la CISL, par la bouche de Storti, doit refuser avec indignation la dissolution du Parlement, c'est parce qu'il se rend compte que lui-même sera dissous si cette situation continue. S'il prend la défense de la stabilité du Parlement actuel, c'est parce qu'il comprend que personne d'entre eux ne saura où l'on va, une fois que la voie sera ouverte. Les directions politiques ne tiennent pas compte de l'état de décision de la classe ouvrière, qui entraîne tout le pays, et qui élève avec une grande résolution, depuis deux ans, sa concentration, qui élargit sans interruption sa sphère d'intervention sur les problèmes syndicaux, les relations dans le travail.

La bourgeoisie se préoccupe beaucoup pour le moment d'essayer de diminuer la brutalité, le caractère assassin de la chaîne de montage. Elle essaie de l'éliminer, ou de réduire le mal que le travail à la chaîne fait aux ouvriers, pour calmer leurs réactions. La classe ouvrière réagit en répudiant, en rejetant, combattant ces formes brutales et criminelles de travail. Et elle va triompher. Quand la classe en vient à de telles conclusions, c'est parce qu'elle se sent apte à diriger la société. Elle ne cherche pas à obtenir de meilleurs avantages pour elle, elle cherche à organiser une meilleure dignité de la vie. Voilà ce qu'elle fait en Italie. Elle impose le non paiement des billets de transport et elle fabrique elle-même des bons avec l'ancien prix, elle décide de ne pas payer l'augmention des prix de l'électricité, et les syndicats fabriquent des bons (2).

La classe se mobilise de façon unifiée, que ce soit à Bologne, ou dans le festival de l'"UNITA". Ce festival est un moyen de mesurer, très proche de la réalité et même supérieur, sous certains aspects, à toute autre démonstration, même syndicale. Une grande quantité de gens est allée au festival de l'Unita dont plus de la moitié ne sont pas communistes. Ils sont venus pour démontrer leur décision, pour vivre des rela tions humaines plus élevées, dignes. Les gens agissent de cette manière parce qu'ils sont disposés à suivre des prises de positions politiques, syndicales, sociales, correspondant à cette nécessité, à ces aspirations, à cette volonté démontrée par la classe ouvrière.

La classe ouvrière fait toutes ces manifestations. Le peuple italien n'est pas accablé. Il y a une augmentation du coût de la vie, des difficultés, une diminution des moyens de transports, une augmentation du prix de l'électricité, de l'eau, du loyer, des aliments, de tous les produits de consommation courante ; le travail diminue, l'exploitation augmente, la pollution des eaux, des aliments, l'insalubrité du travail augmentent aussi. Tout cela signifie, de toutes façons, une pression constante sur les ouvriers, la crainte de perdre l'emploi. Ce sont autant de conditions sur lesquelles le capitalisme pourrait s'appuyer pour puiser une force, une autorité, pour essayer de diviser la classe ouvrière, pour imposer à un secteur ouvrier qu'il s'occupe seulement de défendre son emploi. Mais tout le contraire se passe !

La classe ouvrière élève constamment son unité, ses mouvements unitaires ; il y a un processus constant, ininterrompu, de démonstrations de combativité croissante. La classe ne s'est soumise, à aucun moment, à la crainte du licenciement, à l'augmentation du coût de la vie, elle ne s'est pas laissé emprisonner dans un sentiment d'agressivité, de nervosité, de dispute interne. Il n'y a pas la moindre dispute, ni dans les syndicats, ni dans les usines, ni sur les terrains de football, ni au café, dans les familles, dans les maisons ouvrières. Au contraire, ce sont les relations harmonieuses qui s'élèvent, c'est la joie, l'optimisme, l'humour. Et aussi de fermes conclusions politiques de combat. La classe ouvrière considère la déterioration de ses conditions de vie, avec l'optimisme, la confiance, la décision de celle qui va vaincre et triompher. Elle ne se soumet pas, elle n'a pas peur.

Toutes les conditions sont aptes pour une solution communiste : un gouvernement de gauche ! Les directions ouvrière ne se basent pas sur de telles conclusions. L'ennemi prépare des coups d'Etat. Dans l'état actuel des choses, un coup d'Etat peut avoir lieu à n'importe quel moment, mais leur renversement peut aussi se produire, à tout moment. Ils ont une attitude complètement aveugle, empirique. Ils préparent un coup d'état sous la forme qui leur sera la moins favorable. Ils n'ont pas su faire le coup avant, alors qu'ils avaient les institutions en leur pouvoir et qu'un petit groupe leur aurait suffi. Maintenant, à la différence du passé, le coup d'état trouvera en face de lui, une classe ouvrière unie, une petite-bourgeoisie influencée par le prolétariat et une bourgeoisie déconcertée, divisée par la crainte, les interprétations hétérogènes et les divergences d'intérêts immédiats des différents secteurs capitalistes.

LES PLANS DE L'IMPERIALISME YANKEE ET LES TENTATIVES DE COUP D'ETAT

L'impérialisme intervient pour essayer d'unifier et de donner une direction centralisée à un mouvement de la bourgeoisie, dispersé, plein de méfiance, d'incertitude, de crainte. Il intervient pour tâcher de donner confiance et assurance. Il ne le fait pas pour augmenter les forces d'un mouvement qui aurait son appui, mais bien pour créer un mouvement et lui procurer force et assurance. Mais l'impérialisme n'est plus capable de donner des assurances à personne. S'il se sentait sûr de lui, pourquoi ne pas le montrer au Moyen Orient, en Orient ? Au sein même des Etats-Unis ? Il n'a pu réaliser la moindre manifestation de soutien à Ford. Il n'a pas eu la moindre capacité sociale pour susciter un mouvement d'appui, ni aux Etats-Unis, ni dans le reste du monde. Socialement il ne peut rien mobiliser, de peur de tomber lui-même à la suite de n'importe quelle manifestation. Il n'y a eu aucun mouvement de masse au moment de la chute de Nixon. Personne d'autre que la CIA n'a demandé à Nixon de démissioner. Aucun mouvement populaire ne s'est manifesté pour qu'il s'en aille. Sa liquidation visait à la préparation des conditions pour mener une politique continuant celle de Nixon, aussi bien qu'une politique opposée. Ce sont des étapes de transition, conduisant vers la guerre.

Le capitalisme doit aboutir à la guerre, parce qu'il n'a pas de force, de capacité économique, sociale, ni politique, pour résoudre les problèmes de la crise du système. Il s'agit d'une crise totale, économique, financière, productive, politique et sociale. Le capitalisme italien en fait partie. L'impérialisme yankee a préparé et prépare une association avec le capitalisme italien, de telle sorte que si l'un tombe, l'autre tombe aussi. Ils s'associent pour soutenir le capitalisme italien, pour pouvoir soutenir le système capitaliste.

Un gouvernement de gauche en Italie, signifie une vague de gouvernements de gauche dans le monde entier. Quels que soient les évènements des prochaines mois, l'Europe va, de toutes façons, vers des gouvernements de gauche. Et de là, vers la guerre atomique, ou vers des mouvements révolutionnaires auxquels l'impérialisme va répondre – ou essayer de répondre par la guerre.

L'impérialisme prépare également une intervention en Amérique Latine, avec beaucoup de hâte et s'incertitude. Mais les Soviétiques se préparent eux aussi à intervenir. Il se prépare une hécatombe de crise pour le système capitaliste, une succession ininterrompue de crises financières, monétaires, économiques. Chacune des crises en entraîne une autre, supérieure, ou laisse une trace qui va marquer les étapes suivantes. L'impérialisme accumule les contradictions et épuise les réserves de son propre fonctionnement : par exemple, il liquide des milliers et des milliers de petites entreprises pour tâcher de concentrer le fonctionnement du capitalisme en peu de mains. Mais tandis qu'il élimine la concurrence de milliers de petites et moyennes entreprises, le processus de la révolution se développe à un niveau infiniment supérieur, et l'accumulation de crise du capitalisme également.

Ils peuvent toujours trouver les moyens de faire durer, prolonger cette situation. Mais ils augmentent l'accumulation de contradictions internes, dont l'éclatement sera d'autant plus violent et rendra toute solution impossible. S'ils n'ont pas encore déclenché, la guerre générale, ils la mènent en petit : au Vietnam, en Amérique Latine, en Afrique. L'impérialisme fait la guerre constamment, sous la contrainte permanente de l'incertitude du résultat. Il sent que la guerre signifie sa fin. Les Etats ouvriers vont triompher, et ce sera le triomphe de la révolution dans le monde entier, aux Etats-Unis inclus. De là, l'hésitation de l'impérialisme yankee. Il sent qu'il va perdre. Il n'a pas pu triomphé comme il l'avait cru, à Chypre, ni en Argentine. Il est perdant en Argentine. Malgré tous les assassinats politiques qu'il a commis, la politique extérieure péroniste s'affirme, s'étend, se consolide. Il se passe la même chose au Vénézuéla.

L'impérialisme n'a pas été capable d'empêcher ce processus. Maintenant il lance des menaces contre le Koweit, l'Arabie Séoudite, l'Iran, le Vénézuéla. Il va lancer la guerre, même s'il tarde encore des mois ou des années. Mais il prépare, de façon concentrée, des décisions militaires, parce que les résolutions économiques, financières, sociales ne rencontrent aucun succès. Même dans les pays producteurs de pétrole, dirigés par les camarillas du pétrole, il y a une rébellion, ces pays vivent un processus qui ne permet plus à ces camarillas d'être simplement des agents de l'impérialisme : du Koweit, en l'Iran, en Arabie Séoudite, le développement économique provenant du pétrole, a engendré une couche de techniciens, de scientifiques, de petits-bourgeois, d'ouvriers, qui ont déjà des intérêts locaux. Ces secteurs ont une résistance à être de simples agents, représentants, ou distributeurs des intérêts des Yankees. Ils ne veulent plus des Yankees comme intermédiaires. Ils veulent se développer. Ces pays adoptent des mesures combinées : d'une part ils répriment le mouvement ouvrier pour empêcher son développement, et de l'autre, ils procèdent à des transformations, des réformes démocratiques sur le plan de la production, tout en mettant des restrictions aux libertés politiques. L'Ethiopie donne une preuve évidente et nette de ce processus. L'Italie reflète toute cette situation. L'impérialisme sent qu'il est assiégé, encerclé. Il essaie de pousser la bourgeoisie italienne, avec l'appui des fascistes et de la droite, à contenir la détérioration de l'autorité

LANS DE L'IMPERIALISME
TE DU GOUVERNEMENT

J. POSADAS

capitaliste, pour gagner du temps, prépager un coup d'Etat ou lancer un coup d'Etat.

C'est ce qu'ont essayé de faire les fascistes, le SID, ces généraux de pacotille, qui n'ont aucune idée de stratégie militaire. Le capitalisme a lancé une épreuve de force. Il a échoué. Il va essayer à nouveau. Il voit bien que la crise en Italie, n'est pas seulement celle de la Fiat : c'est une crise de structure, sociale. Il se prépare, avec la conscience très claire de répondre à une crise sociale et non à une crise économique, passagère. Il se prépare pour cette issue. Mais il n'a pas de force pour imposer une autre solution : coup d'état, fascisme. Cependant il essaie de prolonger les délais, de gagner du temps pour donner cette issue.

Les ouvriers de plusieurs usines ont pris de résolutions : ils s'adressent au gouvernement en se déclarant contre la dissolution de la Chambre et demandent un programme de rénovation économique du pays. De telles résolutions n'ont rien à voir avec la fonction des usines, ou des syndicats. Les mesures prises par la droite, vont provoquer une centralisation des syndicats, des partis, des gens dans les quartiers, pour donner une impulsion vers un gouvernement de gauche, ou un gouvernement de centre-gauche s'inclinant plus vers la gauche, prônant un programme qui organise l'économie en fonction du besoin de travail et non de l'intérêt de profit des capitalistes. Cette crise fait surgir cette conclusion. Les sociaux-démocrates sont divisés. C'est seulement une petite minorité – le secteur Tanassi – qui provoque la crise, la majorité est contre. Il faut donc s'attendre à un mouvement très très étendu, profond, et continu pendant toute cette période.

LA CRISE EN ITALIE AFFECTE LE CAPITALISME MONDIAL

Il faut intervenir en répondant à cette nécessité. En Italie, il ne s'agit pas d'une crise économique ou financière transitoire. C'est une crise mondiale qui s'exprime sous une forme aigue en Italie, qui est un des pays les plus faibles parmi les grands pays capitalistes. Par conséquent on ne peut pas répondre qu'un gouvernement capitaliste va lui donner lui-même une solution. Impossible ! La nécessité des transformations politiques va se manifester. Et celles-ci sont impossibles sans l'utilisation de la force.

L'échange de coups au Parlement est un reflet de la guerre civile. C'est une guerre civile qui éclate dans l'enceinte du Parlement, malgré toute la diplomatie avec laquelle ils l'ont menée. La réaction des parlementaires communistes contre les fascistes est légitime. Nous sommes d'accord et nous l'appuyons. Nous regrettons seulement qu'ils ne les aient pas battus plus fort. Mais c'est l'indice, c'est une forme d'expression de guerre civile. Celle-ci se manifeste par fragments, parce qu'elle n'est pas organisée de façon organique par la direction. Ce ne sont pas des fragments qui se réunissent ensuite, pour former un corps. C'est un corps, déjà constitué, mais qui ne peut se présenter dans son unité. Il cherche son unification parce qu'il exprime le besoin unanime de solutions en Italie. Les sifflets de Bologne, les élections en Saedaigne, le referendum du 12 mai, en sont autant de symptômes et d'expressions ; dans leur ensemble, ils forment déjà tout un programme qui démontre la nécessité et la possibilité de transformations immédiates.

Le capitalisme n'a pas de réponse. Il ne peut supporter ni augmenter sa propre agonie. Un gouvernement capitaliste, avec la démocratie chrétienne de gauche, est encore possible, mais ce sera aux dépens des intérêts des grands monopoles capitalistes. Mais n'importe quelle atteinte aux grands monopoles signifie une chute irrésistible. C'est pour cette raison que le capitalisme essaie encore de retenir l'Italie, et tous les autres pays. Il comprend que la seule entrée des communistes au gouvernement – même en comptant sur les secteurs du Parti Communiste qui vont faire de la conciliation avec le capitalisme – va provoquer une pression, un mouvement des masses qui va entraîner les masses chrétiennes, et les gagner à la perspective des transformations sociales historiques. Ils redoutent que le progrès du mûrissement politique des masses prenne une forme très virulente, et impose – comme elles ont déjà essayé de le faire dans un nombre infini de mouvements –, un gouvernement à participation communiste ; ils ont peur que la présence des communistes au gouvernement, au lieu de conduire à une plus grande adaptation du Parti Communiste, stimule et impulse le mouvement vers la suppression du système capitaliste, et favorise l'Union Soviétique, dans son rapport de force avec l'impérialisme.

Il ne s'agit pas d'un problème purement italien. Mais c'est en Italie que se déroule la solution d'une des phases et des étapes du déclin et de la destruction du système capitaliste. La crise de l'Italie intéresse le capitalisme mondial. Toute la presse capitaliste mondiale parle de l'Italie comme de son propre pays, et voit dans l'Italie le miroir de ce qui va se passer dans son pays. La détérioration du capitalisme en Italie va avoir une influence immédiate sur toute l'Europe.

Les masses démontrent qu'elles veulent une solution de classe. Il n'y a aucune issue au sein du capitalisme, si ce n'est des palliatifs, des remèdes provisoires. Ni la Fiat, ni Montedison, ni aucun autre grand monopole ne peut donner de solution, car il n'y en a pas au sein du système. C'est un processus très, très profond, qui englobe tout. Il y a eu une accumulation, pendant des années et des années, de pressions de carences permanentes, d'augmentation de la concurrence capitaliste, de la lutte de classes, d'élévation des dépenses du capitalisme afin de préserver le système. La crise ne date pas d'aujourd'hui. Il y a eu une accumulation de facteurs de crises telle que le capitalisme a de moins en moins de ressources pour les résoudre. De là, la division du monde capitaliste. L'impérialisme yankee essaie de rétablir l'unité politique, économique, financière du monde capitaliste, afin de pouvoir être un centre de décision. Il cherche un accord avec le Marché Commun Européen, au travers des Anglais, mais il ne trouve pas de solution. De toutes façons, il va chercher une issue à cette crise. Mais il n'en a pas les moyens : la crise est très profonde et englobe tous les secteurs : l'agriculture est déjà dans une crise complète, la production d'automobiles également ; la production du pétrole est en crise, parce que les pays producteurs de pétrole essaient de répondre à la pression sociale exercée sur eux par le développement des couches de techniciens, d'ingénieurs, d'ouvriers, et par le développement de l'influence sociale des Etats ouvriers. L'ensemble du système capitaliste démontre son impuissance, son incapacité à résoudre cette crise. Il va préparer la guerre. Partout, il prépare des coups d'Etat. Cela ne veut pas dire qu'il va triompher.

Il faut donc prévoir cela et se préparer à réposter au moyen de mouvements vers un gouvernement de gauche. Le gouvernement de centre gauche est mort. Il a montré son impuissance, son incapacité. Pendant ces dernières années il n'a pas gouverné. Il s'est traîné, rien de plus. Les syndicats et le Parti Communistes ne proposent pas un plan d'alternative pour s'opposer à cela. Il faut proposer un programme d'étatisations, de plan de production, un gouvernement de gauche. Le mouvement ouvrier ne va pas s'en sortir affaibli. Il n'est d'ailleurs pas faible, il est au contraire très puissant. Il augmente sa capacité de gagner des couches petites-bourgeoises, de les persuader qu'il n'y a pas de solution dans le capitalisme. Il faut un gouvernement de gauche, pour préparer des conditions meilleures.

Donat Cattin dénonce maintenant l'intervention de l'ambassadeur yankee, alors qu'il la connaissait déjà depuis longtemps, parce qu'il comprend que l'installation d'un gouvernement de centre droite va signifier la révolution, la guerre civile, et leur perte. Il représente un secteur plus sensible aux couches moyennes, aux secteurs ouvriers et paysans démocrates chrétiens et exprime des sentiments si alarmistes parce qu'il comprend que la petite-bourgeoisie, les paysans, les ouvriers de la démocratie chrétienne vont se soulever et s'unir en fait aux communistes, dans les mobilisations, dans un mouvement général anti-capitaliste. C'est pour éviter une telle conclusion qu'il vient maintenant faire cette dénonciation. Donat Cattin ne parle pas comme il l'a fait par un mouvement de mauvaise fumeur. Il a vu que le mouvement du prolétariat influence la démocratie chrétienne, et il prend les devants pour contenir une détérioration. En même temps il met en lumière les tentatives de la droite de faire un gouvernement de droite pour préparer la guerre civile. Il en a peur. Il voit que les masses démocrates chrétiennes vont se dresser contre un tel gouvernement et que les communistes vont en sortir gagnants. Donat Cattin a toujours les mêmes buts : empêcher les communistes d'aller au gouvernement ; mais il n'a plus la même force, les mêmes moyens et les mêmes possibilités qu'avant. C'est pour cette raison qu'il dénonce maintenant, un fait qu'il connaissait déjà depuis tout un temps. Andreotti fait la même chose : il dénonce des faits qu'il connaissait déjà 4 ans plus tôt, pour essayer de calmer les esprits. Mais jusqu'à présent ils s'étaient tous tus.

Donat Cattin ne montre aucun courage dans cette attitude. Il était au courant depuis longtemps. Toute cette affaire se mijotait depuis longtemps, et cette entrevue ne date pas d'aujourd'hui. L'ambassadeur yankee ne lui aurait jamais parlé sans avoir la certitude qu'il faisait partie du même jeu. Donat Cattin ne fait pas cette dénonciation pour dire la vérité. Il voit, dans les faits, que les masses démocrates chrétiennes, ouvrières, paysannes, petite-bourgeoises sont contre un coup de force et recherchent une solution révolutionnaire. C'est maintenant qu'il faut y mettre un coup pour impulser la gauche chrétienne à se débarasser de la droite, et même, à la chasser de la démocratie chrétienne !

Il faut proposer un programme de transformations anti-capitalistes et le gouvernement de gauche. Appeler à un gouvernement de gauche, faire appel à la gauche démocrate chrétienne pour installer un gouvernement de gauche, et faire appel à une partie du centre démocrate chrétien pour mener une politique de gauche. Il faut montrer que c'est la seule solution, qui prépare les conditions pour une étape postérieure. Les syndicats doivent poser que le problème n'est pas syndical, mais bien social et politique. La Fiat ne peut plus produire d'autos, à qui les vendrait-elle ? Même si elle continue à fournir du travail, à qui va-t-elle vendre les autos ? Il faut produire autre chose, il faut faire un nouveau plan, il faut changer le plan de production, l'organisation des machines, il faut faire un nouveau plan, pour répondre aux besoins de la population. C'est possible de le faire, à la Fiat, et dans les autres entreprises. Le problème n'est pas de continuer à produire, mais de faire un changement de programme, de politique, d'orientation. Voilà ce qu'il faut proposer.

Le capitalisme ne peut pas faire cela. Le système capitaliste prépare tout pour la guerre civile et la guerre mondiale. Les Soviétiques font de plus en plus souvent des déclarations montrant que la guerre est possible. Dans une récente réunion, les délégués soviétiques hongrois et polonais ont posé : "la guerre est possible". Dans tous leurs mouvements, les Etats ouvriers et les Partis Communistes indiquent qu'ils voient la perspective de la guerre. De plus en plus souvent, ils font des réunions de cadres, de directions, en prévision de ce processus. Ils cherchent aussi à impulser des changements, à gagner aux Etats ouvriers une série de couches, de secteurs, de tendances qui étaient, hier encore, des alliés du capitalisme. Cette politique n'est pas incorrecte. De même, il n'est pas incorrect que les communistes essaient de gagner la gauche démocrate chrétienne ; mais leur méthode est incorrecte. Les masses sont déjà disposées à aller plus loin. Il faut gagner la masse démocrate-chrétienne, et l'armée. Plus de la moitié des armées est déjà gagnée à la révolution.

En partant de cette conclusion, il faut appeler le Parti Communiste en Italie à faire une analyse de la crise du capitalisme et à dire, sans crainte, que les capitalisme prépare la guerre ; à montrer que la solution est dans des transformations sociales anti-capitalistes. Le Parti Communiste doit dire concrètement : quand, comment et avec qui. Par exemple, le fait que Sarragat s'oppose à la dissolution du Parlement et à cette manoeuvre, indique qu'un secteur de la social-démocratie est favorable à une issue de gouvernement de gauche parce qu'il voit qu'il n'y a pas de solutions dans le régime capitaliste. Il faut unir à cela notre analyse sur les objectifs du capitalisme en Italie : il cherche un point d'appui pour se soutenir et ensuite faire un coup pour contenir la très grande avance du mouvement ouvrier, des socialistes, des communistes, pour encourager la bourgeoisie à la résistance, se mettre d'accord, et gagner un secteur de la petite-bourgeoisie pour préparer la guerre. La bourgeoisie doit faire face au chômage, à l'insuffisance des salaires, à des mesures de double pouvoir ; elle est sans forces. Avec un gouvernement comme celui-ci, elle ne peut pas agir. Elle a besoin d'un gouvernement qui lui donne la liberté de réprimer. Telle est leur intention. Les masses vont leur répondre par un contre-coup et une offensive globale. Ils ont fait éclater cette crise pour former un gouvernement de centre droit et frapper le mouvement ouvrier. Désorganiser le mouvement ouvrier, et surtout affaiblir les communistes, briser les socialistes, et obtenir une majorité pour faire passer cette crise très profonde économique, sociale et politique.

Mais la bourgeoisie fait un calcul désespéré. Ce n'est pas un calcul logique, surgissant d'une analyse , d'un rapport de forces favorable. La bourgeoisie prend une attitude désespérée, adopte une mesure sans base d'appui préalable et sans perspective. Elle doit prendre des résolutions aveuglément ; si elle ne les prend pas, elle se paralyse. Elle les prend, sous la pression des Yankees. Mais ils ne peuvent réussir. De toute façon, ils vont essayer. Tel est leur intérêt. Mais la petite-bourgeoisie est déjà gagnée par le développement du mouvement ouvrier, des Partis Communistes et Socialistes, des Etats ouvriers.

La crise de l'agriculture montre dans quelle voie va le capitalisme. Les agriculteurs sont une des bases essentielles du système capitaliste ; et celui-ci ne peut résoudre la crise agricole du Marché Commun. Leur coordination est en crise. Le Marché Commun est démembré par les intérêts de chaque bourgeoisie qui n'arrive pas à se coordonner avec les autres, à cause de la concurrence entre les pays. A une autre étape, ils se seraient fait la guerre. Ils ne la font pas aujourd'hui

LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT....

pour ne pas favoriser la révolution. L'impérialisme essaie de mettre les bourgezoisies d'accord et de préparer un mouvement d'ensemble qui donne certaines garanties et assurances d'une coordination à n'importe quel moment. Autrement, il voit qu'il va commencer la guerre et la perdra le même jour.

Le capitalisme se prépare globalement à répondre, comme classe, aux Etats ouvriers et à la crise de son système. Il essaie d'atténuer la crise, mais il n'en a pas les moyens. C'est une crise en chaine ; elle est très grande. On n'en a pas encore vu de grandes manifestations. Mais en Allemagne, 6 banques ont déjà fait faillite. Il y en a dix autres sur le point de se liquider. En France, en Italie, également. Cela va continuer.

UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE, AVEC UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE EST NECESSAIRE

Il faut unir les évènements d'italie au reste du monde. Il n'y a pas de solu particulière. Tous les prêts que vont donner les Yankees ne produiront aucun effet. Pourquoi vont-ils prêter ? Pour augmenter les dettes. Dans deux ans viendra la débâcle, si le capitalisme existe encore d'ici là. Il faut regarder l'exemple du Brésil. Les Yankees ont fait des prêts, une grande quantité de ventes ; et le Brésil connaît actuellement un déficit de 18 milliards de dollars. Il se passerait la même chose en Italie. Il faut proposer un programme de production, de changements des structures, il faut faire participer les ouvriers, les partis politiques à une mobilisation globale et proposer : au lieu de la dissolution du Parlement et de la crise : un gouvernement de gauche ! Un programme de gauche, anti-capitaliste, pour développer l'économie en Italie ! Et mener un débat public dans toute l'Italie avec ce programme.

La situation mène à une profonde rupture. La bourgeoisie n'a aucune issue. Les communistes cherchent à ne pas aller à la guerre civile, ni au pouvoir ; ils posent même de ne pas aller immédiatement au gouvernement, ils essaient de contenir l'issue de classe, l'aiguisement de la lutte de classes ; entretemps les syndicats et les conseils d'usine poussent pour donner une issue. Les syndicats dépassent les partis, ils prouvent qu'ils peuvent diriger le pays.

Ils ne sont pas en dehors de cette crise de structure du capitalisme, ils en font partie. La plus grande part des forces qui poussent le Parti Communiste à prendre des initiatives viennent des usines. Nous répétons : le pouvoir vient des usines, la direction, non. Mais si en réponse, le Parti Communiste ne donne pas la direction nécessaire, celle-ci va surgir également des usines. Un embryon de direction va sortir des usines pour imposer des solutions de classe, sur des problèmes concrets, comme cela se passe déjà actuellement. La direction ne peut venir entièrement des usines, parce qu'elle y manque de coordination nationale et d'un programme unissant la défense du syndicat et les problèmes généraux du pays et du monde. A cause de cela, les ouvriers se sentent, dans une certaine mesure, intimidés, réprimés dans l'exercice de leur fonction de direction. Ils sentent qu'ils n'ont pas les organismes nécessaires. Mais ils sentent aussi qu'ils sont capables d'intervenir en tant que classe, en tant que direction, sur les problèmes locaux. C'est ce qu'ils sont en train de faire. Ils n'interviennent pas seulement sur des problèmes quotidiens : mais ils donnent l'alternative à l'incapacité du capitalisme de résoudre des problèmes généraux et locaux.

Il faut voir que le capitalisme est incapable de trouver des solutions, parce qu'il est dans une crise complète, du haut en bas. Il trouvera toujours une issue, si le prolétariat n'en donne pas une. Mais il devra se lancer de force, au travers de la guerre civile, d'un coup fasciste, d'une tentative de coup réactionnaire. La bourgezoisie a subi un échec dans sa tentative de diviser le mouvement ouvrier et les communistes, elle n'a rencontré aucune acceptation, elle n'a pas pu avancer parce que les masses ont empêchée ! L'ampleur, la compacte homogénéité de l'unité des masses qui s'est établie à Bologne, les vingt millions de gens qui sont allés aux festivals de l'UNITA dans toute l'Italie, sont l'indice de la volonté de changements dans le pays. Sur cette quantité, 3 ou 4 millions seulement sont des communistes. Les autres sont des gens influencés, attirés par le Parti Communiste. D'autres sont venus, même s'ils ne votent pas communiste, pour démontrer qu'ils veulent une vie supérieure à tout ce qu'il y a maintenant. Il y a des conditions magnifiques pour décider des changements de structure et faire appel à ces changements.

En outre, il ne s'agit d'une lutte du Parti Communiste contre la bourgeoisie italienne ou l'impérialisme yankee. Il s'agit d'une lutte entre les Partis Communistes, les Etats ouvriers et le capitalisme. Elle se déclare à échelle locale. Mais toutes les forces entrent en jeu. Les Yankees interviennent. Les Soviétiques aussi. Les Soviétiques doivent intervenir ! Il faut appeler les Soviétiques à intervenir directement pour aider le prolétariat italien, le Parti Communiste, Socialiste, les syndicats, à résoudre le problème de cette crise épouvantable conduisant le pays à la ruine. Pourquoi ne pas discuter de cette manière ? Même Amendola doit s'adapter à ce processus. Amendola n'est pas venu proposer de programme pour retenir le processus. Il a même émis une série de jugements qui ne s'opposent pas totalement à la ligne du gouvernement de gauche. Aucun d'eux ne peut s'opposer ouvertement à un gouvernement de gauche. Ils en ont peur. Ce n'est pas qu'ils sont contre ; mais ils ne savent pas ce qui va se passer.

Le gouvernement de gauche est inévitable. Il n'y a pas d'autre solution, même pour l'immédiat. Un gouvernement de gauche est une mesure transitoire. Un gouvernement ouvrier eta paysan est nécessaire. On ne peut offrir d'autre solution à la crise de l'Italie et de l'Europe. Le capitalisme va trouver une issue, si le prolétariat ne donne pas son issue de classe. Si on ne propose pas, dès maintenant, un gouvernement de gauche, le capitalisme essaiera de maintenir, de toutes façons, sa domination sur l'appareil afin d'imposer postérieurement une issue de droite. Les préparatifs qu'ils font indiquent qu'ils essaient de se tirer de cette crise, de s'appuyer sur ses conséquences pour diviser le mouvement ouvrier ou faire céder, effrayer une partie du prolétariat. L'alternative est de centraliser la classe, de faire un programme de production, d'étatisations des banques, des grandes entreprises (Fiat, Montedison, etc.), de contrôle ouvrier, de conquêtes démocratiques, de planification économique.

Les syndicats sont en train de faire une série de propositions économiques, et politiques. Il faut leur proposer d'élaborer et de formuler un plan d'opposition au capitalisme, au lieu d'exiger simplement que le capitalisme accomplisse le plan. Il faut proposer un plan, un programme anti-capitaliste dans l'application duquel les syndicats, les conseils d'usines interviennent organiquement, et qui soit la base d'un gouvernement de gauche.

Nous sommes opposés à ce que les communistes aillent au gouvernement sans programme. Ils doivent avoir un programme de base incluant certaines étatisations, une planification, intervention des syndicats, augmentation de la démocratie, extension de la participation des conseils d'usines. Le Parti Communiste ne peut pas aller au gouvernement comme un parti parmi les autres. Il favoriserait ainsi le développement de la droite qui va contenir le processus. Il faut comprendre que la crise actuelle est une épreuve de force provoquée par l'impérialisme yankee, qui essaie de faire un exemple, et d'encourager la bourgeoisie européenne. Il le fait dans les pires conditions pour lui. En même temps, il essaie de maintenir l'Europe sous sa domination de façon à pouvoir envisager la guerre. Le capitalisme ne peut pas et ne va pas supporter d'être chassé. C'est pour cette raison que les Soviétiques interviennent et disent que la guerre est possible, même dans l'immédiat. Ils interviennent en Italie et dans le monde entier. Ils n'agissent pas de cette manière, pour un problème local, mais pour un problème global, pour la préparation de la guerre.

L'Italie va vers une définition à bref délai. La démocratie chrétienne s'accroche à une mesure, qui va déclencher une très grande crise. La gauche démocrate-chrétienne est contre, de même qu'une partie du centre. Mais ce qui les unit entre eux, c'est leur peur des communistes ; ils ne veulent pas que les communistes aillent au gouvernement. Cependant l'entrée des communistes au gouvernement signifierait pour eux-mêmes une solution à une très grande crise économique. Un secteur du capitalisme accepterait les communistes au gouvernement comme un moindre mal, parce qu'il ne voit aucune autre issue. Ce secteur provient surtout de la moyenne industrie, qui a un poids important.

Les moyennes entreprises ont tenu récemment un congrès et ont proposé : "il faut résoudre le problème suivant : améliorer la vie dans les usines, améliorer les rapports avec les ouvriers tenir compte qu'ils ont raison dans beaucoup de leurs demandes, et que nous ne pouvons plus fonctionner comme des capitalistes comme avant". Ce sont des tendances qui, au sein du capitalisme, recherchent une coordination de leur fonctionnement en fonction de la situation. Ils sont prêts à faire des concessions. C'est ce qu'ils appellent "la libéralisation". Mais ces mesures sont peu effectives, parce que le mouvement ouvrier avance déjà beaucoup plus loin.

Les directions sont en train de lier les mains des ouvriers. La bourgeoisies compte sur ce fait : que les directions continuent à ligoter les ouvriers. Cependant, pendant toute cette période, dans les conseils d'usines, les ouvriers ont fabriqué des tickets de transport, ils ont décidé de ne pas payer les augmentations de tarifs de l'électricité. Ils prennent des mesures qui sont des bases de double pouvoir. Ce ne sont pas encore des instruments de double pouvoir. Mais les ouvriers jettent les bases de la formation du double pouvoir. Bientôt ils en feront l'exercice. J. POSADAS

6/10/74

1. "Les sifflets de Bologne, et la nécessité du gouvernement de gauche en Italie" 12/8/1974.
2. Référence à la lutte contre les augmentations du prix des transports d'autobus décidées par le gouvernement. Les ouvriers de Turin Milan et d'autres régions, ont refusé cette augmentation et imprimé des billets indiquant l'ancien prix et ont fait un accord avec les chauffeurs des bus. Ils ont aussi obtenu la mise sous contrôle municipal des trains privés, qui revenaient très cher au mouvement ouvrier. Ces mesures dites de "désobéissance civile" ont été imposées par les ouvriers dans les Conseils d'Usines et les syndicats d'entreprises, contre les directions syndicales, régionales et nationales.

Le congrès de la FGTB ...

partir de la base. La CSC propose le bloquage des prix, qui est une mesure plus dure que ce que la direction FGTB elle-même proposait. Mais il faut poser : comment imposer une telle mesure ? le gouvernement capitaliste est-il en mesure de la réaliser ? Au lieu de prendre des initiatives, de montrer un exemple, du congrès national de la FGTB, les dirigeants ont voulu se montrer les "garants de la démocratie", montrer qu'ils ne sont pas des avanturiers. Mais le capitalisme s'en fout de ces paroles, et de la démocratie. Quand les choses vont mal pour lui, il met les gens au chômage, ou ferme les entreprises, et il prépare la guerre. Il faut prendre l'exemple de l'expérience de la classe ouvrière en Italie, qui a construit des organismes de pouvoir dans les usines, dans les zones ouvrières : les conseils d'usines, les conseils de zones. Les différents syndicats s'y retrouvent. Et avec ces organismes la classe ouvrière a organisé la "désobéissance civile" : elle a imposé de fait le bloquage des prix des trabsports, de l'électricité, de produits alimentaires, des loyers, en refusant de payer plus cher qu'avant, et en fabriquant des bons, au nom des conseils d'usines.

Dans le dernier congrès de la FGTB, il n'y a eu aucune résolution. Une profonde lutte intérieure se développe, tant dans la FGTB que dans le PSB, et cette direction ne représente pas le désir des masses de lutter contre le capitalisme. Ce n'est pas du lyrisme que de poser comme base fondamentale de l'analyse, cette maturité des masses. Comment expliquer autrement que les masses maintiennent leur centralisation dans le Parti Travailliste en Angleterre, même quand des "personnalités importantes" l'abandonnent ? La classe a maintenu l'unité de son parti. De même en Belgique, si le progrès programmatique du Parti Socialiste provoquait des abandons de gens comme Simonet, Leburton ou d'autres, cela ne va pas entraîner un recul. De la même façon, la FGTB, la gauche syndicale, en développant un programme anti-capitaliste et en élevant sa résolution de le mettre en application, sans attendre qu'un gouvernement capitaliste le réalise, ne va s'isoler des masses, ni du courant chrétien. Au contraire. Il faut maintenir et développer la campagne pour la GREVE GENERALE DE 24 HEURES, pour imposer l'application du programme des revendications immédiates des syndicats, en l'unissant au programme de gauche, pour pousser la gauche au gouvernement, et du gouvernement au pouvoir.

15/10/1974

EDITIONS REVUE MARXISTE – DOCUMENTS RECEMMENT PARUS DE J. POSADAS

- L'EXTENSION DES FORMES DE LA REVOLUTION MONDIALE ET L'ALLIANCE OBJECTIVE AVEC LES ETATS OUVRIERS – 7 février 1974
- LA CRISE DU CAPITALISME EN ITALIE ET LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE – 26 juin 1974
- LA PHASE ACTUELLE DU PROCESSUS DE LA REVOLUTION PERMANENTE AU PORTUGAL – mai 1974

Ed. responsable : Claudine Pôlet – 46, avenue Gillieaux – 6080 Montignies/sur/Sambre

LA CRISE DU CAPITALISME, LA TACTIQUE DES ETATS OUVRIERS ET DES PARTIS COMMUNISTES ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

28·7·74

(pages centrales)

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. 12e année N° 232 25 octobre 1974 Hebdommadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

DANS CE NUMERO :

LA CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES A VARSOVIE ET LE PROGRES DU FRONT DE LA GAUCHE

AU PROCES DES DOCKERS ET DES MILITANTS D'AMADA ACQUITTEMENT DES CAMARADES INCULPES !

LA REVOLUTION AU PORTUGAL ELEVE LA FONCTION DES VIEUX

Comités d'usine et front unique à la base pour surmonter l'inertie des directions syndicales.

EDITORIAL

Devant l'ampleur que prend la crise du capitalisme, les directions syndicales — tant CSC que FGTB — sont paralysées. Le ''Watergate'' a des proportions universelles et atteint tous les pays capitalistes. La spéculation non réussie de la Banque de Bruxelles, l'arrestation des fonctionnaires de l'office Ducroire, l'implication des ministres dans diverses affaires de corruption ; sont autant de petits ''Watergate'' dans lesquels la bourgeoisie met en évidence, son impuissance et son manque de perspective et toutes ses contradictions et les disputes internes qui la divisent. Le Congrès du Rassemblement Wallon a été un simple montage pour cautionner la participation des dirigeants du R.W. au gouvernement Tindemans. Cela veut dire que les secteurs de la petite bourgeoisie qui se sont regroupés dans le RW sont occupés de toute issue, ne voient plus de solutions dans ces partis, ni dans le FDF et sont désorientés. Mais en même temps, ils participent aux luttes sociales — paysans, commerçants, — contre les menaces que fait peser sur leurs conditions de travail, de vie, le développement de la crise capitaliste. Même au sein du Parti Libéral, les jeunes et les étudiants PLP ont rejeté la soumission aux ''lois du marché'' du capitalisme. La force ne se trouve donc pas du côté de la bourgeoisie, du gouvernement Tindemans. Le manque total d'initiatives du mouvement syndical — et en particulier de la FGTB après son congrès —, vient de ce que cette crise ne peut trouver aucune issue avec la politique menée jusqu'à présent. Et la direction actuelle du Syndicat ne peut pas donner de réponse pour affronter le capitalisme, parce que pour cela la mobilisation complète l'intervention, la participation de la classe ouvrière est indispensable.

Il y a une crise évidente des directions syndicales, une crise entre les dirigeants syndicaux et le Parti Socialiste. Elle est très profonde au point qu'après un congrès décision, la FGTB reste immobile et évite de convoquer le 2ème congrès d'urgence qu'il avait été résolu de tenir la semaine prochaine.

De ''journée nationale d'action'', on ne parle même plus. D'autre part, le front commun syndical se contente de discuter et d'établir un programme de revendications inter-professionnelles pour l'année prochaine, sans reparler d'aucun plan pour donner une réponse du mouvement ouvrier devant la crise.

La lutte de la classe ouvrière ne trouve pas le terrain direct pour s'exprimer. Mais même au Parlement, le mécontentement, le désir de changement de la classe ouvrière rencontre un écho, au travers des interventions de dirigeants socialistes qui proclament la volonté de renverser le gouvernement, des socialistes et communistes qui exigent la mise sous contrôle public des banques après l'affaire de la Banque de Bruxelles, ou comme le pose justement le PC ; la nationalisation des banques et la levée du secret bancaire .. Si le Parlement est un lieu où s'exprime des points de vue, il n'est pas le terrain pour vaincre dans cette lutte ! Il y a un vide entre la véhémence des dirigeants socialistes au Parlement, la campagne d'affiches ''contre le gouvernement de la vie chère'', et l'organisation des forces qui vont être capables de mener à bien ce combat.

C'est à cause des directions syndicales, qui redoutent par dessus tout, la mobilisation de la classe ouvrière et la mise en évidence, en pleine lumière, du profond front unique qui existe au sein du prolétariat. Il faut maintenir les mots d'ordre, les résolutions d'action, de discussion, de lutte, même si cette direction ne veut pas agir ! Il faut développer les initiatives dans les grandes usines, dans les régionales dans tous les lieux de travail pour exiger une mobilisation nationale et l'élévation du Front Unique des Syndicats. Il faut exiger la réalisation d'assemblée, de congrès d'un nouveau congrès de la FGTB, sur la base de discussions, de meetings, de réunions, de tous les travailleurs dans les usines.

Dans combien d'usines a-t-on discuté le bilan de ce dernier congrès ! Il faut donner une issue à cette crise de la direction syndicale en prenant des initiatives : les militants communistes, socialistes de gauche, chrétiens de gauche, la gauche syndicale. En discutant en même temps le programme anticapitaliste nécessaire pour résoudre les problèmes de la population travailleuse, et en exigeant le fonctionnement de la Démocratie syndicale. La discussion de ce programme de gauche progresse dans tout le mouvement ouvrier ; dans toute l'Europe, c'est un point d'appui et un exemple pour la gauche en Belgique.

Les assises du Socialisme en France ont affirmé la force irréversible du Programme Commun, de l'Union de la Gauche et ont impulsé la discussion des moyens, des organismes pour faire avancer le Programme Commun : Mitterand et Deferre posent une discussion sur la préparation du capitalisme à la guerre atomique, sur la nécessité d'emploter d'autres méthodes de lutte que la seule ''légalité'', et ils vont à Cuba pour y étudier les formes d'organisation du pouvoir populaire. Pendant ce temps, les Partis Communistes réunis Varsovie se proposent d'établir une stratégie commune à tout le mouvement ouvrier d'Europe pour assurer le progrès social et la ''paix'', sur la base de la lutte de classes, et d'unifier partis communistes et socialistes dans ce but. Au Portugal, le congrès du PC pose que le progrès de la démocratie n'est pas possible en laissant le pouvoir économique aux mains de la poignée de grands capitalistes qui décident de tout dans le pays. En Algérie, Boumédienne pose la préparation de la Révolution Socialiste. Il y a une élévation constante, de la compréhension du programme de gauche dans tout le mouvement ouvrier, et cela sur la base que la classe ouvrière contin e constamment ses luttes, mobilisations, et front unique à la base.

Mais en Belgique, la classe ouvrière n'a pas d'organismes pour exprimer et mesurer toute sa force, comme en Italie, elle le fait avec les Conseils d'usines et de zone, comme en France avec l'Union de la gauche. La situation ne peut pas durer longtemps comme cela et la gauche dans le Syndicat, dans le PSB, dans le PCB peut s'appuyer sur tous les progrès dans toute l'Europe pour les faire peser dans le pays et aussi se lier beaucoup plus profondemment à l'avant garde ouvrière, en impulsant la formation des comités d'usines, des conseils unissant les travailleurs dans l'entreprise. Il y a un mécontentement de plus en plus pressant des ouvriers. A la FN par exemple, les ouvrier avaient accepté de suspendre la grève en comptant sur une mobilisation nationale de la classe ouvrière face à la vie chère et au capitalisme, qui en est responsable. Dans toutes les usines c'est la même chose : Les ouvriers se contiennent pour mettre les forces dans une action commune, nationale. Au lieu de cela, c'est le silence et la paralysation du Front Commun ! La rébellion de la classe ouvrière va éclater à bref délai. Pour lui donner toute sa force, il faut des organismes où les ouvriers concentrent leurs idées, leur volonté de lutte, leur volonté de pouvoir.

La signification du triomphe electoral des Travaillistes en Angleterre

13.10.1974

J. Posadas

Il faut tenir compte d'un évènement fondamental dans ces élections anglaises : c'est dans le système capitaliste, et non dans le Parti Travailliste, que la crise existe. Le Parti Travailliste a obtenu deux cent mille voix de moins qu'aux élections antérieures, mais proportionnellement au nombre de votants — et c'est ainsi qu'il faut mesurer l'état du pays — il a fait un gain de voix notable. Par contre les conservateurs ont fait une perte très grande.

La droite a quitté le Parti Travailliste. Pas encore entièrement, Jenkins, par exemple, est toujours là. Mais une partie fondamentale de la droite a saboté le parti, a fait toute une propagande contre lui avant les élections. C'était une attitude orchestrée, préparée de façons à produire des effets électoraux. La bourgeoisie cherchait à faire un mauvais coup électoral, de la même façon qu'elle fait des coups de guerre, des coups fascistes, des coups de guerre civile. La droite travailliste a fait un

(Suite à la page 4)

LA CRISE DU CAPITALISME, LA TACTIQUE DES ETATS OUVRIERS ET DES PARTIS COMMUNISTES ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

28-7-74

J. POSADAS

Le front unique des forces mondiales de la révolution contre le système capitaliste connaît un progrès, une avance, constants, en qualité. Au Moyen Orient, en Grèce, à Chypre, l'impérialisme n'a pas subi une défaite circonstancielle, mais un échec très profond, dû à l'intervention de l'Union Soviétique. Publiquement, l'Union Soviétique ne semblait pas intervenir de façon notoire. Mais sans son intervention, l'impérialisme aurait eu la possibilité d'imposer la dictature à Chypre et en Grèce.

C'est l'intervention de l'Union Soviétique qui a stimulé et poussé l'intervention des masses. Il faut compter, pour le développement de toute lutte révolutionaire dans le monde, sur le fait que l'Union Soviétique ne peut rester indifférente, ni neutre. Elle a besoin, de maintenir des relations avec le processus mondial de la révolution ; elle y a intérêt et elle y est obligée, même si elle le fait encore sous forme de contacts, de résolutions diplomatiques. Elle ne peut pas se partager le monde avec l'impérialisme. Elle est obligé d'avancer, et en même temps elle veut avancer : les deux choses à la fois.

L'Union Soviétique doit intervenir ; elle ne peut l'éluder. Il y a une concentration vers l'issue du réglement final des comptes. L'impérialisme a essayé de faire une base à Chypre, en Grèce, de l'affirmer, de faire un coup pour imposer une dictature ; il a échoué. Il ne faut pas attendre que l'Union Soviétique intervienne. Mais il faut tenir compte de cette force qui va intervenir. L'Union Soviétique va essayer d'asujettir, d'adoucir, de contenir le processus, d'empêcher des issues révolutionnaires de guerre civile, mais elle ne peut s'exclure des évènements, rester sur le côté. Elle doit intervenir.

L'impérialisme comptait faire un coup rapide, sans l'intervention sociétique. Mais les soviétiques sont intervenus. Ils ont fait savoir par les déplacements de la flotte et les moyens diplomatiques, qu'ils allaient se mobilisent. Et l'impérialisme a résolu en 6 jours le problème de 3 pays. Chose qu'il n'avait jamais fait avant : Chypre, la Grèce, la Turquie. Il voulait imposer la dictature. Il a voulu faire la même chose au Portugal. Là aussi les Soviétiques ont fait savoir qu'ils allaient intervenir. Mais dans le cas du Portugal, ce sont des capitaines qui ont dit : "attention, les soviétiques vont s'en mêler". Les capitaines n'ont pas attendu l'arrivée de la flotte soviétique, ils avaient déjà assez d'assurance pour intervenir eux-mêmes.

Le rapport mondial des forces est tel que l'impérialisme est constamment mis en échec, comme à Chypre, en Grèce, en Turquie. Entre le besoin de progrès de l'humanité – qui ne peut se faire que sous forme révolutionnaire – et sa coordination avec l'Etat ouvrier – et en particulier avec l'Union Soviétique, il existe un rapport de plus en plus favorable, un progrès constant.

Sans aucun doute, la bureaucratie soviétique essaie de contenir ce processus, de la dominer, de l'empêcher d'avoir une portée révolutionnaire et échapper à son contrôle. Elle a eu cette ligne de conduite pendant une très longue période. Mais la révolution a quand même avancé, les Etats ouvriers, ont progressé. La lutte a progressé, non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre le capitalisme, sur le plan général, et local.

Il existe un progrès, de plus en plus important, plus significatif et plus centralisé des luttes de n'importe quelle population, qui font une union objective entre le combat contre l'impérialisme et contre le capitalisme, et qui attendent l'aide et l'intervention de l'Union Soviétique. L'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers interviennent de façon toujours plus objective, fréquente, directe. Même sur le plan diplomatique, les Etats ouvriers interviennent de plus en plus en Afrique, Asie et Amérique Latine. Leur intervention n'est pas révolutionnaire, elle n'appelle pas à renverser le capitalisme par la force. Mais elle donne un stimulant aux forces qui luttent contre les grands propriétaires, les oligarques, les capitalistes locaux, et elle s'élève le rapport de forces en faveur de la révolution. Les Etats ouvriers ne donnent pas une réponse logique, continue, homogène. Ils n'interviennent pas toujours sous la même forme, avec la même force, les mêmes conclusions. Mais ils le font toujours dans la même direction, même des zigs-zags. Il faut compter sur ce fait, pour tous les processus, que ce soit en France, au Zaïre, en Espagne ou au Portugal. Cela élève le rapport de forces en faveur de la révolution. Même si les communistes n'en tiennent pas compte, cette intervention pèse.

Le mûrissement de ce processus s'exprime dans le niveau atteint par les revendications d'Afrique, d'Asie et Amérique Latine. Il faut considérer le progrès programmatique de la révolution. En Norvège le capitalisme se préoccupe de faire des concessions, de limiter l'usage de la propriété privée, de façon à maintenir le pouvoir capitaliste. Il veut faire des concessions à la gauche, à la petite-bourgeoisie, de fonctionnaires, administrateurs, techniciens. Dans le monde entier le capitalisme fait la même chose : Giscard en France, Rumor en Italie.

Cette crise du capitalisme n'est pas circonstancielle. C'est une crise profonde, qui en globe tous les aspects du capitalisme. Il faut discuter sur cette base, en Grèce, au Portugal, à Chypre, en Espagne. Le "Watergate" continue, et atteint un degré de saturation. La chambre des députés décide de juger Nixon, même si elle ne peut pas le condamner et n'obtient pas les deux tiers des voix nécessaires. De toutes façons il est possible que ces deux tiers soient obtenus. Mais cela veut dire que le capitalisme fait pression sur Nixon pour l'obliger à mener une politique moins flexible envers l'Union Soviétique. Ils s'attendaient à une crise aigue en Union Soviétique, ils s'attendaient à des luttes internes, à une division, à l'éclatement d'une crise et à des changements à l'issue du dernier Comité Central.

La résolution adoptée par le Comité Central prouve que cette crise n'a pas eu lieu. Malgré l'existence de divergences, de différences entre les intérêts des différents secteurs de la bureaucratie, de divergences entre différents intérêts bureaucratiques locaux, la composition de la direction reste la même. La ligne antérieure de l'Union Soviétique reste intacte. La division sur laquelle comptait l'impérialisme ne s'est pas produite. Et aucune crise, division, changement de dirigeants, ne va conduire à un affaiblissement de l'Union Soviétique. Un changement important, même dans le pire des cas, ne conduire jamais à pactiser avec le capitalisme, à céder devant lui ; il tendra tout au plus à coordonner la politique de façon à ce qu'elle réponde plus aux divers intérêts des différentes couches de la bureaucratie. Mais cela ne peut se faire sur la base de concessions majeures au capitalisme.

Les investissements que le capitalisme devait faire en URSS ont été suspendus. Ni les Yankees ni les Japonais ne vont plus investir en Sibérie. Il se peut qu'ils y reviennent. Mais la résolution du dernier Comité Central indique un accord entre les différentes tendances. La bureaucratie décide de présenter une face unifiée à l'impérialisme, pour ne pas s'affaiblir, et empêcher que l'impérialisme n'en profite et cherche à résoudre ses problèmes internes sur la base de la crise en Union Soviétique.

C'est une politique qui tient compte de la perspective, de la possibilité de la guerre Aucun secteur de droite ne s'est affirmé ; la politique de concessions menée par Brejnev n'a pas reçu d'affirmation, de primauté. Cette même politique est accompagnée d'un appui aux luttes de libération contre l'impérialisme. Cet appui est diplomatique, économique, et même militaire.

Loin d'affaiblir la tendance des masses du monde à la lutte contre le capitalisme, cette politique vient la renforcer. L'URSS n'a pas fait de concessions. La bureaucratie ne peut faire de concessions notoires à l'impérialisme. Quand ils font certaines concessions, celles-ci sont réciproques.

Cette résolution du Comité Central indique qu'il y a une discussion interne, un accord pour maintenir la même politique. Ils sentent que la situation est assez dangereuse et peut devenir explosive à l'occasion du Watergate. Ils ont donc maintenu la même équipe qu'avant. C'est aussi un renforcement de la ligne anti-impérialiste.

Cette politique représente une pression sur les partis communistes. Ceux-ci, dans leur cadre local, sont en arrière de l'URSS. Chacun défend des intérêts locaux. Il faut discuter : pourquoi des intérêts locaux ? Il n'y a pas de divergences, de différences, il n'y a pas de diversité de plans de communisme. La politique peut varier à cause de l'inégalité des situations, mais aucune politique différente n'est nécessaire objectivement.

Un exemple : Karamanlis a été rappelé en Grèce, pour gagner du temps. Les secteurs de la bourgeoisie ne sont même pas unanimes pour cette présence. Ils sont déconcertés, désorientés. L'URSS est contre Karamanlis, le Parti Communiste français n'est pas contre, il est même pour. Il dit : "Mais ce n'est pas bien de ne pas faire une place aux communistes". Le Parti Communiste Soviétique est nettement contre Karmanlis. Une telle divergence ne provient pas de degré de mûrissement différent, de différences d'appréciations. Elle est le résultat différences d'intérêts locaux des uns et des autres.

Il faut discuter dans le Parti Communiste, la nécessité de se préparer, de développer la capacité théorique pour développer les tendances, les discussions. De telles divergences ne sont pas un résultat de différence d'opinions, mais de différences d'intérêts bureaucratiques. Il faut faire une discussion dans le mouvement communiste mondial, sur la tactique en Europe : pourquoi faut-il des divergences entre les partis communistes d'Europe et le PC d'URSS ? Il faut faire une discussion publique. Pour quelles raisons faire des appréciations différentes ? Il faut analyser en fonction de la lutte de classes et intervenir et discuter sur cette base.

Aucun Parti Communiste ne profite de ces circonstances de crise du capitalisme. Ils ne le font que de très loin. Ils ne partent pas du point de vue mondial pour analyser ce processus de crise du capitalisme. Ils voient le processus local, les phénomènes locaux seulement. Le Portugal a pu se libérer et renverser le fascisme, grâce au processus mondial de la révolution, et non à cause des conditions particulières du pays, ni même à cause de la guérrilla d'Angola, Mozambique ou Guinée Bissau. Et dans ce processus mondial, les Etats ouvriers sont inclus.

Cet argument est la base essentiel du raisonnement de cette étape de l'histoire. Quelle force propre avaient les Turcs pour envahir Chypre ? Affronter les Yankees ? Les Yankees ont installé, en toute arrogance, la moitié de leur flotte au Moyen Orient, ils y mettent aussi la moitié de leurs ressources mondiales, comme ils avaient fait auparavant au Vietnam. C'est de cette façon qu'ils empêchent l'avance de la révolution au Moyen Orient. Pourquoi n'ont-ils pas fait la même chose à Chypre ? En Grèce ? Ils en avaient les moyens, ils avaient des bases de l'OTAN. Pourquoi n'ont-ils pas obtenu l'avis unanime de l'OTAN ? Pourquoi ne sont-ils pas parvenus à faire plier la Grèce, Chypre et la Turquie devant l'OTAN, au nom des intérêts généraux et fondamentaux des capitalistes ? Pourquoi, au contraire, est-ce l'OTAN qui a du s'incliner devant la Turquie et la Grèce ?

C'est à cause de la faiblesse du capitalisme, de la fragmentation du pouvoir capitaliste. Cela facilite énormément le développement de la lutte révolutionnaire, et donne la possibilité d'atteindre des objectifs infiniment plus élevés aujourd'hui, qu'hier, et encore plus demain. Il faut donner ces arguments au Parti Communiste.

Il faut prendre en considération cette magnifique situation qui existe dans le monde. C'est une belle situation ! Les relations humaines sont l'expression la plus élevée de la beauté. La beauté doit impulser, organiser, suggérér. Y a-t-il quelque chose de supérieur aux relations humaines pour impulser, organiser, suggérer ? Y a-t-il quelque chose de plus beau que Lénine ? Lénine représente ce qu'il y a de plus beau dans le monde, parce qu'il a produit les pensées les plus profondes. Il touche les sentiments, agite la passion, dans la recherche de comment développer la lutte pour éliminer toute forme d'oppression. Actuellement toutes les masses du monde vivent de tels sentiments et de telles pensées.

La rébellion des prisons en France, comme en Italie doit être considérée avec la plus grande émotion, passion, et le plus profond sérieux. Une telle unanimité dans la révolte signifie que l'humanité ressent et accepte l'influence du processus mondial de la révolution. Elle est apte pour vivre le communisme.

Une conclusion formelle surgit : l'Union Soviétique doit intervenir et avancer. Pour vivre, il faut avancer, il ne faut pas en rester à la même position, au statu quo. Pour exister l'Union Soviétique doit avancer, avancer, progresser.

J. POSADAS

LA REVOLUTION AU PORTUGAL ELEVE LA FONCTION DES VIEUX (J.Posadas)

Cette vieille femme portugaise, qui lève le poing, vient des masses paysannes qui ont supporté des années de prison, sans dire un mot. Les paysans, dont la petite vieille au poing levé fait partie, ont passé 15, 20, 10 ou 5 ans en prison sans parler ; ils ont fait cela au milieu de l'arrièrement immense existant au Portugal ; comme en Bolivie, les paysans y utilisent une charrue tirée par des êtres humains. Dans certaines régions, les femmes ou les enfants doivent tirer eux-mêmes la charrue, parce qu'ils n'ont pas de boeuf ni d'âne. Ces mêmes paysans préfèrent passer des années en prison plutôt que de dénoncer, de parler, de se soumettre au régime. Ils ont un sentiment très élevé de dignité humaine. Ce sont les relations du monde – et non celles, très défectueuses, du Portugal ; qui ont transmis cette dignité humaine au Portugal ; et les masses portugaises l'ont admise et acceptée. Le fascisme n'a pas pu faire plier le Portugal. Le Portugal, ce sont les masses portugaises, qui, dès qu'elles l'ont pu, se sont soulevées.

Cette petite vieille, en levant le poing, représente la volonté, le sentiment, la culture élevée des masses portugaises. Elles n'ont pas de culture sur le plan de la connaissance scientifique, technique ou littéraire. Mais elles sont très cultivées sur le plan de la connaissance sociale de ce qui est nécessaire pour le progrès de l'humanité. Cette culture est très supérieure à la connaissance scientifique ou littéraire. Les masses veulent changer l'histoire. Elles ne pouvaient faire autrement, parce qu'elles n'avaient pas la culture, ni les moyens. Elles ont attendu l'occasion de rompre le silence de cinquante ans. Les jeunes comme les vieux se taisaient. Extérieurement c'était le silence. Intérieurement, c'était une énorme ébullition, préparation d'idées. Les masses sont sorties de cinquante ans d'emprisonnement, de silence, pour faire directement des assemblées, pour impulser les militaires à formuler un programme révolutionnaire. Tout cela s'exprime chez cette vieille femme.

Elle exprime ce qu'est le monde ; elle donne un indice de la volonté de triomphe du monde. Le poing de cette petite vieille ne demande pas la paix, ni la béatitude du Christ, il demande avec résolution : "finissons-en avec les canailles" ! Cette vieille femme a supporté, sans se lamenter, sans se décourager que ses enfants, ses petits-enfants passent 20, 30 ans en prison ; et maintenant elle crise, de son poing énergique : "vive la révolution, à mort le fascisme ! " On doit les écraser, s'il le faut, sans éprouver pour autant un sentiment de mépris pour la vie, d'intérêt privé, de remplacement du fascisme pour une autre forme de pouvoir. Non. Mais il faut changer, pour en finir avec toute forme d'oppression humaine, en finir avec le régime capitaliste et avec toute forme de bureaucratie.

Voilà l'étape dans laquelle nous vivons. Cette petite vieille représente le peuple portugais. Il n'a pas pu, contribuer à l'histoire au moyen de l'économie, de la littérature, de la culture (quoiqu'il l'ait fait dans les siècles passés), mais il contribue par son comportement, sa dignité révolutionnaire. Il montre comment on garde la vivacité de la résolution d'affronter toute sorte d'oppressions, comment attendre le moment auquel les conditions historiques permettent de triompher. Les masses ne peuvent pas décider de ce moment. Elles dépendent du processus économique. L'économie détermine le cours des évènements dans la mesure où il n'existe de direction décidée. Cependant les Etats ouvriers du seul fait de leur existence, ne font pas que participer à l'économie ; dans leur intervention, ils sont un facteur du progrès révolutionnaire.

Cette petite vieille au poing levé, veut manifester ce que veulent les masses. A 80 ans, elle ne demande pas la paix, la tranquillité, la béatitude, un lit pour se reposer. Elle lève le poing parce qu'elle veut travailler, collaborer à la construction de la société communiste. Mais sans savoir ce qu'est le communisme, elle sent qu'il signifie la suppression de toute violence. Autrement, elle tiendrait dans la main un crucifix, elle ferait le signe de la croix, elle demanderait la pacification, la béatitude. Mais son poing signifie : "à mort les tyrans ! à bas la tyrannie, mort au fascisme ! Vive le communisme ! " Voilà ce que crie la petite vieille. Elle doit avoir 80 ans, au moins mais elle a toute la vigueur de la jeunesse.

L'idée de la lutte pour le communisme, la résolution d'écraser le fascisme, unifient le jeune et le vieux. Ils s'unissent dans le même sentiment, la même volonté de triompher. Le jeune donne énergie et résolution au vieux. Le vieux donne au jeune l'assurance que le genre humain, quel que soit son âge, ne se laisse pas abattre. Il communique au jeune une énorme volonté de triomphe. Le jeune triomphe, non seulement parce qu'il a peu d'années de vie, mais parce qu'il adopte le digne comportement du vieux. La jeunesse de cette étape est plus résolue qu'à n'importe quelle autre étape de l'histoire. Elle voit que les vieux ont la même résolution qu'elle. Le jeune a plus d'énergie, de vitalité. Mais le vieux a plus de décision, il est le réceptacle de la volonté de triomphe de l'humanité. Cette camarade, à l'âge de 80 ans n'aspire à vivre tranquillement, elle aspire au triomphe de l'humanité. Les vieux puisent leur tranquillité dans le développement de l'histoire humaine, débarassée du capitalisme. Ce poing de la vieille exprime la volonté du monde entier.

J. POSADAS
20/7/1974.

LA CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES A VARSOVIE ET LE PROGRES DU FRONT DE LA GAUCHE.

La réunion préparatoire de la Conférences des partis communistes et ouvriers, qui s'est tenue à Varsovie, a une très grande importance. Jamsi la Yougoslavie n'avait participé à une telle réunion. Si elle le fait maintenant, c'est le résultat d'un approfondissement de la discussion dans les Etats ouvriers, de la crise de l'impérialisme et du capitalisme mondial. C'est aussi, et surtout, le résultat du progrès de la régénérescence partielle dans les Etats ouvriers et les partis communistes.

Cette r-eunion se tient alors que le capitalisme et l'impérialisme poursuivent leurs préparatifs de guerre. Ils le montrent, aussi bien dans leurs coups manqués à Chypre, Grèce, en Turquie, au Portugal, que dans la modernisation des armées de l'OTAN en Europe, dans le refus d'accorder de nouveaux crédits à la Turquie. Le capitalisme se désagrège dans les différents pays d'Europe, sous l'effet de la permanente intervention des masses. L'impérialisme mondial ; a besoin d'accélérer la préparation de la guerre, l'affrontement avec le progrès de la révolution mondiale, le progrès des fronts de gauche, les perspectives de gouvernements de gauche dans toute l'Europe, et il doit aussi contenir le progrès des Etats ouvriers : c'est pour tout cela qu'il prépare la guerre. Et c'est pourquoi aussi la réalisation de cette conférence des Partis Communistes repond à une profonde nécessité de donner une réponse d'ensemble des partis communistes, des partis socialistes d'Europe, et des Etats ouvriers.

Cette réunion s'appuie sur un progrès irrésistible de la révolution mondiale. Une partie de ce progrès, c'est l'avance de l'Alhérie vers un Etat ouvrier. Boumédienne déclare que "l'année 1975 sera celle de la révolution socialiste en Algérie". D'où tire-t-il la confiannce, l'assurance pour une telle résolution ? L'Algérie se prépare à construire le socialisme, à construire un parti pour changer les structures de la société. Il déclare lui-même : jusqu'à présent il n'y avait qu'un Front de Libération, mais pour les tâches d'organisation du socialisme il faut un parti révolutionnaire. Le camarade Posadas avait prévu, analysé, préparé toute cette avance consciente. Non comme une prévision de "visionnaire", mais comme une conclusion scientifique : les Etats révolutionnaires, pour pouvoir avancer et construire le socialisme, ont besoin d'un instrument scientifique, du Parti. Nous saluons avec une très grande joie cette déclaration de Boumédienne ; elle signifie un pas en avant très important dans la décision de passer de l'Etat réviolutionnaire, à la construction de l'Etat ouvrier. Ce progrès fait partie de tout le progrès mondial de la révolution, et il donne une grande confiance aux partis communistes pour approfondit leur intervention dans la révolution mondiale, et à toutes les forces de gauche pour développer un programme de gauche, de réciposte globale à la crise du capitalisme.

Le progrès que signifie la réunion de Varsovie, s'accompagne également des progrès dans les partis socialistes d'Europe, et en particulier en France. Quand Mittérand va à Cuba pour y étudier les formes d'organisation du pouvoir populaire, il indique que la gauche, la classe ouvrière se prête pour une intervention, pour une lutte pour le pouvoir, et pas seulement, pour une lutte électorale. C'est à tout cela que cette conférence des partis communistes doit tenterde répondre.

Ce progrès n'est pas déterminé par l'avance de l'une ou l'autre direction, il dépend du progrès incessant, et global, combiné de la révolution mondiale, du niveau atteint par le développement des forces productives, de la science, qui exige une organisation économique, sociale, supérieure. C'est sur cette base que se réalise aussi le progrès de la conférence des Partis Communistes. C'est pour cette raison qu'ils se réunissent. Il ne s'agit pas d'imposer l'avis de l'Union Soviétique, mais de répondre au processus de préparation de la guerre dans lequel est engagé le capitalisme mondial. Ponomariev déclarait que "la préparation matériel le de la guerre se poursuit pratiquement, le danger de guerre existe toujours". Ils parlent encore de politique de détente, mais en dénonçant que la capitalisme ne pratique pas la détente et que la manière de l'imposer, c'est au travers des luttes et des mobilisations de

(Suite à la page 4)

Acquittement des Dockers et des militants d'Amada!

Nous tenons à manifester notre appui fraternel communiste, aux 19 camarades inculpés dans le procès du 22 Octobre, à Anvers, pour des faits relatifs à la grève des dockers d'Avril et Mai 1973. Nous exigeons l'acquittement des 19 camarades, dont la majorité sont militants d'AMADA, mais qui comptent également des dockers et des militants d'autres tendances politiques.

Nous faisons un appel à toutes les organisations du mouvement ouvrier, politiques et syndicales et démocratiques, à toutes les organisations d'avocats et de juristes, aux organisations intellectuelles et étudiantes, à prendre position en défense de ces militants, à intervenir pour obtenir l'acquittement, et qu'aucune opine ne soit retenue contre les 19 inculpés. Il est nécessaire d'inclure ce procès à toute la campagne de procès politiques que la bourgeoisie belge est en train de faire contre des militants de toutes tendances politiques qui par leur activité remettent en question le régime capitaliste.

Il s'agit évidemment d'un procès politique, qui est une attaque aux droits démocratiques minimums, et spécialement au droit de grève. La grève des dockers d'Anvers et de Gand a ouvert une brèche très profonde dans la "toute puissance" de l'appareil syndical, elle a exprimée d'une manière concentrée, le sentiment, la volonté de toute la classe ouvrière du pays d'en finir avec la dictature de la bureaucratie syndicale et de prendre le pouvoir dans le Syndicat. Tous les ouvriers du pays se sont sentis représentés, dans cette grève, parce que dans toutes les usines, les ateliers les travailleurs se trouvent toujours face à l'obstacle des directions syndicales bureaucratiques et féodals qui les empêchent d'obtenir n'importe quelle conquête. Les dockers d'Anvers et de Gand n'ont pas gagné du point de vue des revendications mais ils ont gagné dans l'expérience acquise, et l'ont transmise à toute la classe ouvrière. Cette grève a été le début de la fin de la dictature de la bureaucratie syndicale non seulement à Anvers et à Gand mais dans toute la Belgique.

Et dans cette grève, AMADA a accomplit une fonction nécessaire. L'avant garde ouvrière s'est appuyé sur l'intervention d'Amada pour exprimer son désir de changement social, sa volonté de renverser la bureaucratie syndicale avec tous les moyens dont elle dispose. L'avant garde s'est appuyée sur Amada parce que le PC, le PSB et les Syndicats ne sont pas intervenus avec une politique révolutionnaire. AMADA a servi d'expression à l'avant garde pour montrer à ces directions quelle perspective la classe ouvrière désire et quelles méthodes sont nécessaires pour renverser le capitalisme. Cela s'est concrétisé aux élections, par un gain de 15.000 voix pour Amada, qui démontrent la maturité des conditions pour organiser une gauche syndicale et politique. L'avant garde ne va pas aller en masses à Amada, elle s'est exprimée au travers d'Amada parce que elle n'avait aucune autre possibilité d'intervenir, pour protester contre la tranquilité, la passivité, des directions communistes et socialistes. C'est dans ce cadre qu'il faut envisager la discussion et le procès. C'est la bourgeoisie qui fait un procès, pour violence, contre la gendarmerie, pour démolition de voiture de la BSR, etc ... Il faut faire le procès du capitalisme et démontrer que le régime de propriété privée, d'économie de marché est une brutalité, que la classe ouvrière et les masses doivent supporter tous les jours.

Tous les jours le régime capitaliste fait des aggressions, des attaques à la dignité humaine : Les prix augmentent de façon insupportable en même temps que la qualité des produits diminuent, le chomage augmente, la pollution sous toutes les formes envahit les villes et les campagnes, les accidents de la route n'arrêtent pas un instant, les conditions de travail dans les usines se détériorent. Et le gouvernement se prépare à depenser des sommes mirobolandes pour acheter des avions de guerre.

Partout dans le monde, le capitalisme et l'impérialisme tue, assassine, empêche par tous les moyens le progrès de l'humanité, cherche à contenir le développement mondial de la révolution. Il s'agit d'un affrontement de classe contre classe, qui est inévitable. Et cela se passe également au niveau de la grève même pas plus petite. Le patron ne se laisse remis en question sans intervenir, avec la police la gendarmerie, la bourgeoisie ne va pas se laisser déloger du pouvoir sans utiliser tous les moyens pour le maintenir.

Il faut donc faire le procès du capitalisme à chaque procès à des militants de gauche et révolutionnaires.

Nous invitons toutes les organisations du mouvement ouvrier à intervenir dans ce procès en défense des militants d'AMADA et des dockers parce que cela est une attaque à toute la classe ouvrière et tout le mouvement ouvrier dans son ensemble. La bourgeoisie belge prépare une répressio n contre une mobilisation massive de tous les travailleurs du pays qui va éclater prochainement.

Nous ne partagons pas toutes les analyses, et les positions politiques d'AMADA, nous n'approuvons pas toutes leurs attitude et leur méthode dans la pratique quotidienne des luttes, mais nous pensons que tout cela doit être discuté, le plus largement avec toutes les tendances de gauche et révolutionnaires. Il faut arrêter les insultes, gratuites, les menaces inutiles et faire une discussion polémique fraternelle entre les différentes tendances.

Nous invitons le PC à corriger sa position disant que ce procès est une provocation. Il ne s'agit d'aucun et provocation ! C'est le capitalisme qui fait un procès à 19 militants ! Où se trouve la provocation ! Il faut intervenir et défendre ces militants ! Il faut établir le Front Unique le plus large de toutes les organisations, et le concrétiser pour la défense de ces militants. Il faut que toutes les organisations ouvrières exigent l'acquittement, écrire des articles dans la presse, fassent intervenir des avocats, des juristes pour obtenir l'acquittement de ces camarades serait une victoire pour tous, et une démonstration de ce la classe ouvrière et les partis ouvriers ne paissent passer aucune atteinte aux droits démocratiques des masses.

La signification...

(suite de la page 1)

grand sabotage. Cependant, le Parti n'a perdu que 200 mille voix. Mais quand on considère la baisse du nombre total des votants, il a, au contraire, gagné des voix. De toute évidence, l'abstention n'a pas été un appui aux conservateurs. Bien au contraire. Les travaillistes ont perdu des voix, à cause des gens qui sont partis. En échange, ils ont gagné la petite-bourgeoisie active, combative, syndiquée. Le Parti travailliste a perdu des voix, en quantité, mais il a gagné en qualité électorale. Cela va s'exprimer dans les prochaines actions. La concentration des voix sur le Parti Travailliste va avoir immédiatement, de très grandes conséquences, non électorales – sociales, et produire ses effets en Allemagne, en France, en Italie.

La perte en voix est infime, mais le gain en qualité est énorme. Il s'était passé la même chose en Allemagne : le parti social-démocrate, tout en gagnant les élections, avait perdu des voix. Nous avions analysé que cela était dû à l'attitude de la droite, qui avait fait toute une activité contre le Parti, à la veille des élections, sans toutefois entraîner personne. La classe ouvrière fait la preuve de la structure solide de son vote, c'est elle qui entraîne et donne de l'assurance au reste de la population. Celle-ci vote pour la classe ouvrière, se laisse entraîner par elle, lui fait confiance pour faire pression sur le Parti Socialiste, Communiste, sur les syndicats. Les élections en Angleterre sont une manifestation de cette situation.

Le triomphe a beaucoup plus d'importance qu'aux élections précédentes. Il s'est donné sur la base d'un programme assez avancé de mesures anti-capitalistes. Les votes sont plus qualifiés, parce qu'ils sont déterminés par l'attraction exercée par l'avant-garde ouvrière sur le reste de la population. L'avant-garde a entraîné le reste de la population à faire pression sur le parti.

Un secteur fondamental de la droite travailliste est parti, sinon toute la droite. En même temps, le poids des syndicats, comme facteur de gouvernement, a augmenté considérablement. Cela signifie une rupture de l'équilibre des forces du capitalisme, qui ne pourra plus comme avant, se maintenir au travers du Parti Travailliste. L'empire anglais est vacillant. Il est très possible qu'apparaissent bientôt une série de propositions et de mesures exigeant la république. En Angleterre, la république, c'est la révolution. Nous appuyons une telle mesure, qui donnera une impulsion pour faire tomber le régime capitaliste. Ce moment est proche. Nous proposons d'accompagner cette mesure d'un programme de vonctionnement planifié de l'économie, sur la base de l'étatisation et du contrôle ouvrier ; d'indépendance et auto-détermination pour l'Irlande dans la perspective d'unir p ostérieurement l'Irlande et l'Angleterre dans une république socialiste.

Il faut accueillir avec une joie immense cette victoire des travailliste. Les libéraux ont perdu un million de voix. Mais ils gardent encore un avantage par rapport aux élections précédentes où ils avaient obtenu trois millions et demi de voix. Maintenant ils en ont cinq millions. Cela porte un coup affaiblit les conservateurs. Mais Wilson ne pourra plus faire ce qui lui passera par la tête, ni démissionner. La gauche travailliste et les syndicats vont peser. La direction de Wilson va chercher l'appui des libéraux comme une excuse pour ne pas devoir dépendre de la gauche ni des syndicats. Mais ceux-ci vont développer une action pour former une gauche consciente, marxiste. La Parti Communiste, et notre Parti, doivent se mettre à cette tâche d'organiser une gauche marxiste. Elle ne peut surgir de nulle part ailleurs.

Le capitalisme anglais tout entier, s'est concentré sur la Bourse. Mais c'est l'armée qui assure la défense de la Bourse. Le Parlement, la monarchie démocratique sont une structure destinée à dominer la population, lui faire croire à un fonctionnement démocratique. Tout cela est en train de s'écrouler. Le capitalisme devrait disposer d'une armée de confiance, payée par l'Etat, et il doit former une armée clandestine. Il a peur de l'armée existante. Cette armée ne reçoit pas de pression sociale directe. Mais indirectement elle est soumise à la pression sociale représentée par la victoire des travaillistes, le développement des syndicats, les victoires des révolutions dans le monde. Tout cela se répercute dans l'armée, et lui fait voir que la structure symbolisée par la reine et tous ses fantoches, n'a aucune valeur, que le royaume d'Angleterre est faible et lâche. L'armée voit, qu'au travers du Parti Travailliste, que la classe ouvriere a une immense autorité.

La crise en Irlande est sans solution. D'une part, le prolétariat anglais se prépare, au travers des élections et des luttes syndicales, à vaincre. D'autre part, les masses irlandaises montrent leur décision d'obtenir ce qu'elles veulent. Cette crise est sans issue, en partie parce que le gouvernement lui-même la fomente pour justifier un fonctionement militaire de l'Etat, et en partie parce que c'est une situation insoluble. Ils ne peuvent pas la résoudre parce qu'ils n'en ont pas les moyens économiques ni sociaux. Toute la structure du royaume s'affaiblit. Ils ne peuvent faire autrement que de maintenir cette crise comme un foyer constant de nouvelles luttes, de nouveaux problèmes, de nouveaux affrontements.

De tels évènements ont lieu, parce que des éclatements très importants vont avoir lieu prochainement en Angleterre. Le prolétariat anglais a rompu son isolement par rapport au monde, dans lequel le maintenait la direction syndicale. Il faut donner des formes organiques à cette rupture de l'isolement. Le progrès fondamental réalisé dans le Parti Travailliste réside dans sa tendance constante á mener des luttes programmatiques. Ce ne sont pas des luttes électorales, ce sont des luttes de programme. Une direction est en voie de s'organiser, en fonction de cette conclusion.

Les syndicats doivent faire des plans d'étatisations, et de contrôle ouvrier, d'intervention au gouvernement en avec des mesures socialistes, et appeler au front unique avec cet objectif. Il faut faire appel au mouvement ouvrier européen et mondial, aux socialistes, aux communistes, à former un front unique sur la base de ce programme : à bas l'impérialisme, à bas le capitalisme !

La victoire des travaillistes renforce le prolétariat dans ses grèves, il voit que c'est lui qui a mis en échec les conservateurs. Cette victoire affirme la volonté et l'assurance de l'avant-garde prolétarienne pour suivre cette voie. Le prolétariat s'y prépare.

13/10/74. J. POSADAS

LA CONFERENCE DES P.C...

la classe ouvrière. Mais si les PC se réunissent avec cette préoccupation centrale, c'est que plus personne ne croit à la détente et qu'on sent que l'impérialisme est effectivement décidé à faire la guerre. Dans le Parti Socialiste en France, cette même conclusion s'exprime quand Mittérand appelle à tenir compte que si la guerre atomique semble une horreur, il n'en est pas ainsi pour les forces de l'impérialisme qui ne trouvent pas horrible que des millions d'enfants meurent de faim, en temps de paix".

La participation de la Yougoslavie à cette conférence, est le produit de la nécessité de l'unification du mouvement communiste, socialiste, des partis ouvriers et des mouvements révolutionnaires dans le monde entier. Nous appuyons tous les appels et les propositions de ce cette conférence sur l'unification des forces de gauche en Europe. Dans le même sens, le communiqué commun du Parti Communiste Espagnol et du PC Soviétique, à la veille de la Conférence, indique, lui aussi, un grand progrès vers l'unification du mouvement communiste et révolutionnaire. Ce communiqué fait un appel à appuyer les luttes des masses, de la classe ouvrière en Espagne pour en finir avec le régime franquiste, pour écraser la dictature. C'est un accord réalisé avec un Parti Communiste qui a dit ouvertement la nécessité de surmonter les conflits Chine-URSS et d'unifier les deux Etats ouvriers, et déclaré également que les trotskystes sont une partie du mouvement marxiste mondial. Il ne s'agit pas simplement d'attitudes opportunistes de ces directions, mais d'une nécessité inéluctable à laquelle elles doivent répondre.

Nous appelons à discuter beaucoup plus largement que cela ne se fait, ces conclusions dans le Parti Socialiste et le Parti Communiste en Belgique. Nous appelons la gauche socialiste à se prononcer sur les propositions faites par cette conférence, à la prendre en compte comme une partie des conditions pour unir les forces de gauche en Belgique, avancer vers un gouvernement de gauche. Le Parti Communiste peut mener cette tâche, de faire discuter dans toute la gauche, comment faire progresser les propositions, les appels de la Conférence de Varsovie, discuter la nécessité de donner une réponse globale, d'avoir une stratégie commune du mouvement ouvrier, face à la concentration mondiale du capitalisme dans la préparation de la guerre ; pour tirer également des conclusions du Chili dans tout le mouvement communiste et socialiste ; pour aller vers un gouvernement de gauche en Belgique, comme dans toute l'Europe, comme un pas pour résoudre la crise capitaliste.

Ed. responsable : Claudine Pôlet – 46, avenue Gillieaux – 6080 Montignies/sur/Sambre

CAUSES ET FACTEURS DU ROLE PROGRESSISTE D'EQUIPES MILITAIRES DANS LE COURS DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE MONDIAL.

juin 1974

(Voir pages centrales)

J.Posadas

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. – 12° année – n° 233 – 6 novembre 74 – Hebdo

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

VIENT DE PARAITRE

Les relations avec les enfants et l'unité du genre humain

Sept. 1974 *J. Posadas*

ORGANISER DANS LES USINES, LES QUARTIERS ,DES COMITES DE POUVOIR OUVRIER POUR PREPARER LES PROCHAINES LUTTES

EDITORIAL.

Le capitalisme, au travers de la FEB, cherche à imposer un bloquage des salaires pour l'an prochain, en même temps qu'il augmente sa pression et sa critique du gouvernement Tindemans, dont il mesure la faiblesse, et dont il voit qu'il n'applique pas avec fermeté le plan de défense des intérêts capitalistes. La bourgeoisie continue à s'affaiblir, ne rencontre pas les moyens de faire peser les conséquences de sa propre crise pleinement, sur le dos de la population. Elle n'a pas d'assurance non plus de disposer dans les partis bourgeois, d'une base solide ; aucun parti ne montre la capacité de centraliser les intérêts de la bourgeoisie. Le passage du député Verdin du FDF vers le PSC, n'a rien d'une victoire pour la démocratie chrétienne ! Il montre avant tout la décomposition politique de la bourgeoisie, le FDF est en crise ; les secteurs de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie qui ont voté pour ce parti, comme pour le RW, comme un moyen de canaliser leur mécontentement, s'écartent de ceux-ci. Dans le PSC, la direction bourgeoise, cherche à centraliser les forces politiques de la bourgeoisie ; mais elle ne fait que recueillir des ''transfuges'' et d'autre part, elle augmente encore plus fort les dissenssions internes avec la démocratie chrétienne et le mouvement ouvrier chrétien. Les contradictions quotidiennes du ministre Oleffe en sont une preuve.

Il y a toute une situation d'indécision, d'incapacité de la bourgeoisie, dont le mouvement ouvrier peut tirer un très grand avantage en prenant l'initiative du combat anti-capitaliste ! Toutes les couches de la petite-bourgeoisie surtout, de la classe ouvrière en partie, qui s'étaient orientés derrière le FDF, le RW, sont disponibles, cherchent un rapprochement avec les forces centrales du mouvrier. Mais il n'y a pas de définition claire, ni d'organisation de la mobilisation de la classe ouvrière de la part des directions syndicales. Il y a une certaine rétention des grandes luttes ouvrières. Cela ne signifie ni démoralisation, ni manque d'intérêt des travailleurs. Mais il manque un centre pour ordonner, exprimer toutes les forces et les capacités de lutte. Cependant le mécontentement, le ''ras-le-bol'' s'expriment de mille manières. Contre la détérioration des conditions de vie et de travail, contre la hausse des prix, pour la défense du pouvoir d'achat des salaires, du droit au travail (Forges de Ciney, Carad, Hanrez, etc ...)

Dans les quartiers aussi, la population travailleuse montre qu'elle est disposée à agir. Les comités de quartier sont actifs contre les expulsions des logements populaires, contre les hausses des loyers, ils organisent des occupations d'habitations, le refus de payer les augmentations des loyerss ; à échelle réduite et locale, c'est la même intention qu'en Italie, où la population a fait massivement la grève des loyers, du paiement des transports, de l'électricité, des impôts. Ce sont des formes de double pouvoir qui cherchent à se manifester. En Italie, toutes ces luttes ont été menées par les comités de quartier, les conseils d'usines, de zones ; et les directions syndicales et des partis ouvriers les ont acceptées, une fois mises en route. Il faut prendre ces exemples pour développer ces initiatives dans tous les quartiers populaires et pour unir les luttes des usines et celles des quartiers, sans attendre les mots d'ordre des directions qui restent passives, et en faisant appel au PSB, au PCB et aux syndicats pour qu'ils les étendent, les généralisent et les appuient. Nous appelons à discuter les formes d'organisation du pouvoir populaire, telles qu'elles existent dans les Etats ouvriers, comme à Cuba en particulier où Mittérand est allé avec une délégation du PSS Français pour en tirer les expériences pour la France.

La force d'attraction de la classe ouvrière sur les autres couches de la population exploitée s'est montrée dans un autre fait récent : le congrès de l'UDEF, de l'association des petits agriculteurs du pays. Celui-ci a fait un appel à une action unie entre ouvriers et paysans, et proposé des mesures allant contre le régime capitaliste. Plus de 1000 délégués paysans de toutes les régions sont venus à un congrès, discuter, échanger des idées, raisonner, accusant le régime capitaliste et cherchant un front avec la classe ouvrière et ses organisations politiques et syndicales. Ce fait montre que la classe ouvrière a de l'autorité sur la population travailleuse, et que si les organisations décident une lutte, ce sera une mobilisation très vaste et très profonde de la population. Mais l'action, même limitée à une journée de grève nationale, a été mise de côté par les directions syndicales. C'est un recul et une entrave importantes à l'unification de toutes les forces anti-capitalistes. Si la direction de la CSC, au travers de Houthuys, se déclare pour le moment partisan de "grèves" et indépendante du gouvernement, elle met comme condition essentielle : "pas de grève politique" ; c'est son terrain d'entente avec l'appareil de la FGTB, dont la bureaucratie prend justification pour diminuer son propre programme face à la crise du capitalisme. C'est tout le contraire qui est nécessaire ! Il faut développer le front commun syndical, le front unique des tendances ouvrières, dans les usines et les quartiers, c'est là qu'on peut montrer avec force le sentiment d'unification qui existe dans la classe ouvrière en même temps que la volonté de changer toute la société, et donc d'intervenire politiquement.

Le Congrès des Jeunes Socialistes et le rôle des J.S. pour faire avancer le PSB vers le gouvernement de gauche

Camarades,

Cet article cherche à faire notre bilàn du Congrès des J.S. à Liège, qui, malgré le désir des militants, s'est passé "sans peine et sans gloire".

Alors qu'il serait nécessaire de discuter profondément comment impulser le programme de gauche, avec une grande résolution, en se basant sur les conditions de crise de croissance du mouvement socialiste mondial, le Congrès est resté prisonnier d'une discussion sur des amendements et une procédure de vote. De cette manière, on ne peut pas discuter quel est le programme nécessaire au prochain gouvernement de gauche. Pourquoi ne pas avoir discuté de cela ?

La crise du capitalisme ne fait que grandir de jour en jour. Comme vous l'exprimiez vous-mêmes, le Parti Socialiste n'offre pas de réelle alternative à la crise sociale, au chômage, à la dégradation constante du pouvoir d'achat. Le PSB a proposé quelques mesures, qui sont des palliatifs et ne permettent même pas la stabilité des prix. C'est donc aux Jeunesses Socialistes, directement, de proposer des mesures, telles que : bloquage des prix, nationalisation sans indemnisation des banques, nationalisation des principales industries – métallurgiques, chimiques, pharmaceutiques, sidérurgiques ou autres. Toutes ces mesures sont à prendre dans un délai proche.

La crise que vit le capitalisme n'est pas une crise cyclique, conjoncturelle. C'est une crise globale et généralisée au monde entier. Et dans les Partis socialistes, comme le français par exemple des secteurs, des tendances avancent dans la compréhension de la nature de cette crise et voient que seules des mesures anti-capitalistes vont permettre de donner une solution. Pour quelle raison sinon, Mitterant serait-il allé à Cuba étudier les formes de pouvoir populaire. S'il cherchait une perspective électoraliste, s'il faisait des manoeuvres électorales vis-à-vis de l'UDR ou des centristes, il ne ferait pas un tel voyage ; il a montré ouvertement qu'il cherchait dans un Pays socialiste, des exemples à généraliser. En agissant de cette manière, il voit que cela ne fait pas reculer la petite-bourgeoisie. Au contraire, il cherche à gagner de l'autorité en s'appuyant sur la révolution cubaine, en cherchant un exemple dans le progrès que Cuba a accompli quant au fonctionnement des formes de pouvoir populaire, de décision des masses.

Même le Parti Travailliste en Angleterre a gagné des voix sur la base d'un programme de gauche. Toutes les déclarations des conservateurs sur le danger d'un programme de nationalisations du Labour Party, n'a effrayé personne. Bien au contraire, si les travaillistes ont pris ce programme, c'est sous la pression grandissante des Trade Unions, de la gauche travailliste qui en discutait et le défendait avec persévérance. C'est sous la pression constante de l'avant-garde ouvrière que les Travaillistes ont du mener ce programme. Pourquoi en serait-il autrement en Belgique ? Si le PSB a obtenu un gain de voix aux dernières élections c'était justement sur la base de quelques propositions que la classe attend depuis longtemps.

Nous croyons qu'il est nécessaire de discuter profondément pourquoi, par exemple, on n'a pas discuté des expériences comme le Chili et le Portugal. Le seul moyen pour les J.S. d'avancer est de se baser sur les expériences fondamentales pour le mouvement ouvrier mondial. Ce manque de discussion a été une des raisons de l'apathie générale du Congrès. Pour faire un mouvement de masse, ou en tout cas un mouvement important, des J.S., il doit discuter tous ces évènements importants qui se passent dans le monde. En tirer l'expérience pour son application en Belgique. Pas seulement faire mention de l'un ou l'autre évènement dans un texte, mais le prendre comme une base de confiance et de progrès d'un programme de gauche. Voilà le rôle que peuvent jouer les Jeunes Socialistes. Par exemple : un point dans les amendements parlait de "la socialisation de tous les moyens de production". Pourquoi ne pas discuter comment socialiser ? où et sous quel

(Suite à la page 4)

CAUSES ET FACTEURS DU ROLE PROGRESSISTE D'EQUIP
DANS LE COURS DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE
JUIN 1974

On ne peut plus s'en tenir au schéma antérieur du fonctionnement militaire, dans lequel l'uniforme symbolisait la pouvoir militaire, et celui qui portait l 'uniforme représentait la puissance de l'Etat. Le militaire voit tout cela s'écrouler aujourd'hui ; ce n'est plus la stratégie militaire qui décide, comme avant, mais c'est la stratégie sociale, politique, révolutionnaire, dont l'armée est un instrument. Il ne s'agit plus de mener des guerres entre l'un et l'autre pays . il s'agit, chaque fois plus, de mener une guerre de classes, dont la finalité s'élève. La stratégie ne se base plus, comme avant, sur des luttes de positions, sur des ordres d'état-major ; elle se compose d'actions conduisant à l'affrontement entre les classes. Les militaires perdent pied, parce qu'ils ressentent l'insécurité du lendemain. Leur insensibilité au processus social, qu'ils ne peuvent, en tant que militaires, ressentir, leur procure un sentiment de faiblesse face à un processus qui leur est étranger, un processus révolutionnaire. Toute guerre finit par la révolution, toute guerre conduit à la révolution de la population, des gens, et des propres militaires.

Tout ce processus réduit leur fonction, leur donne un sentiment d'inutilité. Nous avons dit : les militaires vivent dans la solitude de l'uniforme, dans l'isolement de la vie sociale, de la vie en général. Ils vivent dans la réclusion. Entretemps la science et la technique avancent, les connaissances des gens augmentent, la capacité de communication des êtres humains progresse, l'influence d'un peuple se transmet immédiatement à un autre peuple ; le peuple plus arriéré adopte immédiatement les coutumes, la science, la capacité de plus avancé, même s'il manque de moyens techniques et scientifiques. Tout cela diminue les millitaires, leur faisant voir l'insignifiance de leur fonction capitaliste. Avant, c'était un grand honneur d'être militaire. Le militaire était puissant parce qu'il représentait la puissance de l'Etat. Maintenant, il y a de constants effondrements de l'Etat : coup d'Etat, coup d'Etat, coup d'Etat. La moitié de ces mouvements sont dirigés par les militaires Afrique, Asie et Amérique Latine.

Ce processus parvient jusqu'aux militaires, comme une partie de la montée de la culture qui s'exprime dans la lutte révolutionnaire, celle-ci est la forme la plus élevée de la culture, parce qu'elle permet de transformer l'histoire. C'est cela qui diminue, intimide les militaires. Ceux-ci voient aussi le progrès de la culture humaine, sous toutes ses formes, le progrès de la révolution, de la technique et de la science, qui pénètre dans leur propre maison : leur femme, leurs enfants, leur chien, le chat les neveux et le grand-père, la fiancée raisonnent, dans leur vie de tous les jours, et n'admettent pas les jugements militaires. En outre, le militaire sent déjà que le jugement militaire est inutile, et le laisse dans l'isolement. De quoi peut donc parler un militaire, en tant que tel ? Les gens parlent de positions, de politique, de science, de technique, de voyages vers la lune ; ils ne font pas confiance au militaire, ils ont confiance dans l'homme de science. Le militaire se sent diminué, isolé : c'est la solitude de l'uniforme.

Face à cela, une grande quantité de militaires sont gagnés, attirés par la révolution. Ils ne s'y incorporent pas. Mais l'attraction s'exprime par le fait qu'ils tendent à résoudre les problèmes du point de vue politique, et non plus sur le plan militaire. Nous avions fait cette analyse depuis le début de Péron. Péron pouvait aller beaucoup plus loin qu'il ne l'a fait. Les conditions existaient, pour le faire agir ainsi. Nous avons écrit des textes sur les militaires, entre autres, un article en 1965, sur la fonction des militaires nationalistes pendant la guerre atomique, un autre également, en 1963. Nous avons été les seuls à nous être occupés de ces problèmes dès cette époque. Aucun autre courant, partis communistes ou socialistes, ne l'a fait. Ils voyaient tous dans les militaires, la rigidité de leur uniforme. Maintenant, certains partis communistes sont en train de voir et de prendre position sur les militaires nationalistes. Ils disent même que les militaires "n'ont pas d'autre remède que d'être nationalistes".

Tel n'est pas notre jugement. Dire "ils n'ont pas d'autre remède", est une qualification mécanique et imprécise. Il s'agit, au contraire, d'une attitude consciente. Il faut voir l'influence sur eux, du processus qui les encourage à s'élever et à sortir de la solitude de l'uniforme pour communiquer avec le reste du monde. Ils ne se sentent plus solitaires dans leur uniforme. Ils considèrent leur uniforme comme un instrument qui peut être utile. C'est ce que nous cherchons à leur faire voir : qu'ils utilisent leur fonction pour impulser l'histoire, qu'ils interviennent comme un facteur d'impulsion de la révolution dans cette étape de l'histoire. Les militaires représentent des forces de la société que le progrès de l'humanité arrache au capitalisme ; comme en Ethiopie, au Portugal, en Somalie ; avant c'était le cas du Pérou, et des militaires boliviens. C'était également le cas de Cardenas ; – bien que la situation au Mexique soit différente à cause de l'origine de l'armée mexicaine, et de la structure même du pays.

LES MILITAIRES SONT INFLUENCES PAR LES ETATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION MONDIALE

Tout ce processus du monde pousse une couche de militaires à la recherche d'être utiles dans la vie. Ils veulent vivre, ils comprennent que le monde est en marche ; dans le fond d'eux-mêmes ils posent la question : "bon, et la guerre, à quoi çà sert ? " Dans le régime capitaliste leur vie prend racine dans la guerre. C'est leur fonction, c'est leur vie. Maintenant ils se demandent "pourquoi la guerre ? ". Des doutes s'élèvent, chez un très grand nombre de militaires, surtout dans les pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine, et partiellement dans certains grands pays capitalistes comme la Suède, la France ; l'Italie. Ces doutes naissent quand les militaires voient l'existence des 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires, les manifestations du prolétariat qui va prendre le pouvoir, diriger et organiser la société ; quand les militaires voient que l'Etat ouvrier chinois incorpore des gens qui mouraient de faim, les invalides qu'on jetait dans des fosses, dans l'eau, dans les poubelles. Les militaires sont au courant de tout cela, de l'une ou l'autre manière. L'Union Soviétique qui n'était rien, il y a 56 ans, et était moins que rien après la 2ème guerre mondiale, connaît un progrès immense. Les militaires voient, l'admirent le progrès matériel, scientifique et même militaire. Mais ils admirent surtout les rapports humains fraternels, qui n'existent pas parmi eux dans l'armée où chacun veut de l'avancement, veut vaincre des obstacles ; et c'est l'autre qui empêche d'avancer, pour un seul qui obtient du galon, il y en a dix qui aspiraient à en avoir. Dans le socialisme, quand dix personnes aspirent à une fonction, il y a cent possibilités de progresser ; personne n'aspire à avoir une place aux dépens d'un autre.

Les militaires voient la fraternité, les relations humaines dans l'Etat ouvrier. Une couche très importante de militaires des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, et partiellement des pays capitalistes développés, éleve sa compréhension, et tend à en finir avec cette fonction de militaire. Mais ils font toujours partie d'une structure dans lequelles ils exercent la fonction militaire. S'ils cessent de l'exercer ils se demandent : qu'allons-nous faire dans la vie ? Il faut montrer aux militaires que, même s'ils cessent d'exercer une fonction strictement militaire, ils restent toujours des êtres humains. Pourquoi l'Etat ouvrier ne gagnerait-il pas les militaires ? Celui-ci peut être infiniment plus utile qu'il ne l'est maintenant. Aujourd'hui pour faire une activité, il doit éliminer les autres jusqu'à ce que d'autres à leur tour, le liquident. L'Etat ouvrier, par contre, n'annule personne. Il ne développe pas l'ambition personnelle de la possession, comme le fait le système capitaliste ; il développe et stimule les tendances à la fraternité humaine.

Telle est la signification de l'oeillet du Portugal. La rose et l'oeillet sont une expression – non seulement un symbole – de volonté, de désir de programme que les gens transmettent aux militaires pour essayer d'adoucir la fonction militaire, pour les attirer, les séduire, leur donner la conscience de la nécessité de progrès. Les femmes ne vont pas près des militaires pour les séduire. Ce n'est pas nécessaire. Elle ne doit pas se donner aux militaires non plus, mais elle les gagne et les élève parce que le militaire, et elle-même aussi, voient la force, le progrès de la révolution. Avant, ni l'un ni l'autre ne le voyaient. Aujourd'hui ils sentent tous les deux la force de la révolution. Voilà ce que représente l'oeillet. Les enfants eux-mêmes intervenaient, participaient. Tout cela est très beau !

Le comportement des mouvements de libération des colonies doit avoir exercé une très grande influence sur les militaires, qui ont vu leur supériorité ; ils ont vu que ces mouvements, qui auraient pu les exterminer, les persuadent. Pendant vingt ans, ils ont été incapables de soumettre la population ; personne ne voulait apprendre à lire et à écrire, tandis que les mouvements de libération, en dix ans, libèrent le pays et éliminent l'analphabétisme. Les militaires sont impressionnés par tout cela.

Il ne sont ni insensibles, ni idiots. Ce sont des types qui ont fait toute leur vie dans cette carrière et se rendent compte maintenant de l'inutilité d'être militaire. Ils n'ont aucune assurance. Ils voient la vie en fonction du canon, du sabre, de l'uniforme, ils n'ont rien appris d'autre qu'à faire carrière. Mais pendant ce temps ils développent aussi des sentiments humanitaires, de pitité, de commisération, d'aide et de solidarité. Leurs fils se font trotskystes, communistes, contestataires. Ils font une série d'analyses et se heurtent à leurs pères. Les enfants des militaires font partie de cette quantité de jeunes qui, avant même l'age de 14 ans, interviennent activement dans la politique, agissent de façon ordonnée, avec des idées cohérentes. Ils ne développent pas des idées incompatibles avec les possibilités et la nécessité, des idées sans queue ni tête. Ils ont des idées qui montrent une organisation individuelle et collective, des idées raisonnables, qui organisent et permettent une communication avec le mouvement ouvrier.

Tout ce processus pénètre dans la maison des militaires également. C'est l'époque de l'ihtelligence et de la raison. Les gens ne s'orientent plus en fonction de l'intérêt de la carrière, mais en fonction de l'intelligence et de la raison. La science et la technique connaissent un tel développement que les forces productives et productrices se rebellent contre la propriété privée. Le capitalisme envoie une fusée sur la lune, fabrique des engins qui discutent avec Mars, tandis que sur la terre il pollue toutes les eaux. Par exemple : en Italie on vient de condamner à 20 ans de prison de grands industriels qui fabriquaient de l'huile empoisonnée. En France et en Italie, on jette les déchets de l'industrie chimique à la mer, provoquant l'empoisonnement et la mort des poissons, de la flore marine, polluant les eaux et les côtes. Les gens mesurent tout cela. Ils voient aussi que la technique actuelle permet, en touchant un seul bouton, de produire ce que dix mille personnes produisaient avant. Les gens voient que les Soviétiques partent de zéro, de la boue et développent objectivement la production, les rapports sociaux, la vie amoureuse communiste, l'amour pour l'être humain. Les gens n'y voient pas l'amour de l'argent, le besoin de la posession, le luxe, l'accaparation ; ils y voient au contraire un progrès de l'amour humain.

Les militaires sont entourés par ce processus. Avant c'était autre chose : c'était la guerre. Le processus se définissait par la guerre. Le militaire attendait son heure. Ensuite survenait l'étape de la dictature, quand les gouvernements avaient besoin de l'armée pour imposer leurs décisions. Maintenant, il en va tout autrement : quand les militaires se soulèvent, on les envoie se coucher. Au Vietnam, tout l'impérialisme français s'était engagé ; il a dû s'en aller. Ensuite l'impérialisme yankee est venu, disant que les français n'y connaissaient rien et qu'ils ferait mieux qu'eux. Il est resté dix ans et a dû se retirer. Les militaires voient tout cela. Ils voient qu'au Moyen Orient, des pays qui, hier encore, n'existaient pas –, – la Syrie, l'Irak– connaissent un grand développement. Ils voient le progrès de l'Amérique Latine, de l'Asie, de l'Afrique. Tout cela pèse sur le militaire, le pénètre de la conviction que l'uniforme n'est pas toute la vie. Il ne se sent plus en possession d'un pouvoir qui l'élève au dessus de la société, au contraire, il sent qu'il est tout en bas. Les gens répudient la guerre, la haïssent. Le militaire se sent haïssent par la population, et même par ses propres enfants.

Il se sent relégué, isolé, dans son uniforme. Voilà la raison de la solitude de l'uniforme. Le militaire veut rompre avec tout cela. Certes, ce n'est pas un phénomène nouveau, mais cela s'est amplifié à mesure que les luttes sociales se sont développées : en Chine, en Union Soviétique, dans les pays d'Europe Centrale. Mais avant, il s'agissait d'exceptions ; aujourd'hui c'est une règle générale . Les Partis Communistes, le mouvement ouvrier, doivent se lancer à gagner une quantité d'officiers, sans espérer gagner toute l'armée, mais dans le but de créer un rapport de forces favorable au mouvement ouvrier. On peut faire la même chose envers les scientifiques. Aux Etats-Unis 500 hommes de science, dont une centaine étaient très importants, ont fait une pétition contre l'arme atomique et refusé de collaborer à la fabrication d'armes atomiques : ils ont dit : "nous sommes des savants et non des assassins".

En dernière instance, les militaires ne sont pas les plus importants. Mais, dans une certaine phase du processus, ils remplissent une fonction très importante et décisive ; ce sont eux qui interviennent aux moments où toutes les forces se concentrent, et ils peuvent décider. Il est important, et possible, de gagner les militaires, dans la guerre ou en temps de paix. On ne peut pas les gagner tous parce qu'il est impossible de transformer la structure de l'armée, en tant qu'institution. Mais il est possible de gagner une très grande partie de l'armée et de briser l'assurance, la cohésion intérieure qui lui sont nécessaires pour servir le capitalisme.

LES CAPITAINES DU PORTUGAL ET LES MILITAIRES REVOLUTIONNAIRES.

Quand des militaires sont gagnés, comme ceux du Portugal qui ont fonctionné comme un parti politique, ceux-ci n'agissent plus en fonction de leur

S MILITAIRES MONDIAL.

J. POSADAS

structure de militaires enfermés dans leur uniforme ; ils veulent se libérer, et intervenir dans les problèmes du pays. Ils n'attendent pas qu'on les appelle. Ils donnent eux-mêmes les bases qui vont leur permettre de recevoir l'influence et l'orientation du développement de la révolution. Ce ne sont pas des types qui se décident à avancer parce qu'on les pousse. Il prennent eux-mêmes les initiatives.

Leur initiative – comme nous l'avons analysé dans les articles sur le Portugal – n'est certainement pas le produit de leur seul raisonnement politique. Ils sont le sommet du raisonnement politique, mais la base provient des luttes des masses dans les colonies, au Portugal même, des luttes des ouvriers, des étudiants, des paysans, du prolétariat émigré, des grèves, de la résistance constante au régime, de la lutte de Guinée Bissau, Mozambique et Angola, de la lutte mondiale des masses contre le capitalisme, de l'affaiblissement du capitalisme, des grandes grèves de France, Italie, Japon, Allemagne, Angleterre, de l'avance des Etats ouvriers : c'est l'ensemble de ce progrès qui fait pression sur eux. Face à un tel processus, le militaire se sent comme une marionnette. Il commande, il donne des ordres comme il faisait autrefois. Mais l'écho lui renvoie les ordres, personne ne les a reçus. Il se trouve face au vide. Le temps attrape les ondes qu'il émet, et les lui renvoie en disant : "va-t-en ! ". A côté de cette solitude et ce vide, le militaire voit aussi que les gens des pays les plus arriérés prennent les positions les plus avancées. Cela détruit son assurance, son sentiment de caste. Et ces militaires prennent l'initiative politique de s'organiser comme un parti.

Ils veulent que le Portugal avance. Mais un pays comme le Portugal, qui est un pays impérialiste et arriéré, ou comme le Pérou, qui est une pays arriéré non impérialiste, doivent prendre la voie du socialisme pour avancer. Dans ce chemin, les capitaines rencontrent l'avant-garde communiste et socialiste. Et quand cette rencontre a lieu, le militaire voient que le processus mondial impose l'intelligence et la raison, oblige à raisonner.

Le militaire ne veut plus accomplir la fonction idiote de tuer et être tué : tuer, mourir, pour qui ? pour quelques types qui accumulent de l'argent tandis que, de l'autre côté, des millions meurent de faim ? Faire la guerre pour tuer les gens qui vivaient déjà dans un pays ? Le militaire éprouve de l'indignation, il se noyé dans la déplorable fonction d'être un assassin de l'histoire, et rien de plus. Il se rebelle. Il voit qu'il peut s'élever, devenir un être humain comme les autres, qu'il peut se défaire de son uniforme. Il a déjà enlevé son uniforme, dans son esprit. Et s'il le garde encore sur lui, c'est pour lutter pour défendre la voie du socialisme. Nous l'appelons à garder l'uniforme pour lutter dans ce but ; et à lutter pour le socialisme aussi, s'il enlève son uniforme.

Tous ces militaires sont gagnés par l'intelligence et la raison ; c'est à cela que mène l'étape du socialisme, qui montre déjà des rapports humains justes. Le socialisme montre déjà une relation juste, même s'il n'existe pas encore la direction consciente, le niveau économique nécessaire. Quand les militaires sont gagnés et, d'eux-mêmes, passent au socialisme, cela veut dire qu'il ne s'agit plus d'un problème économique. Ce sont des problèmes de conscience, de décision. La conscience détermine l'existence. Les militaires, dont ces capitaines, en sont la preuve. On peut multiplier ces exemples par cent en ce qui concerne les militaires d'un grade inférieur ; mais le même phénomène existe dans les grades supérieurs. Il ne s'agit pas du problème particulier de l'un ou l'autre pays, dans ce cas, du Portugal. C'est un phénomène mondial qui est s'exprime de façon plus immédiate, plus rapide dans certains pays en fonction des circonstances concrètes.

Nous nous sommes préparés à cela, en ayant compris, dès le premier moment, la Junte Militaire du Pérou, et bien avant encore, Peron. A cette époque tout le monde le traitait de fasciste. Nous avons aussi compris Villaroel en Bolivie, et l'Egypte, plus tard. Cela provient de la capacité d'analyser l'histoire, et non de répéter ce que disait Marx comme une justification pour ne rien faire, mais de l'appliquer aujourd'hui. A la surface, le système capitaliste est toujours le système capitaliste ; en dessous il se décompose, il est compénétré. Tout régime social nouveau pénètre dans l'ancien, avant d'en triompher. La compénétration – qui est une des manières de pénétrer – se réalise dans les superstructures, s'introduit en elles, les dissout parce que l'autre régime, le capitalisme, n'a déjà plus le droit historique à l'existence. Les relations sociales supérieures pénètrent et gagnent du terrain. Le capitalisme a formé des "cerveaux" pour diriger, et ceux-là même disent aujourd'hui : tout ce régime vaut de la merde, il ne sert à rien". Et ils sont gagnés par le régime supérieur. Autrement, ce serait croire que l'être humain est idiot. Mais l'être humain pense. La pensée est la conquête la plus élevée de la nature et de la matière organisée.

Beaucoup de ces militaires doivent déjà éprouver un sentiment beaucoup plus harmonieux de la vie. L'éclatement qui s'est produit au Portugal, montre qu'ils avaient ces sentiments depuis de nombreuses années. Les militaires voient l'action des gens, leur capacité de réaction, la spontanéité et l'objectivité de leur lutte. Ils voient que les gens ne combattent pas pour eux-mêmes, mais pour le progrès de l'humanité. Le militaire voit, à côté de lui, que son chef vit bien, se remplit les poches, se couvre de privilèges, possède plusieurs femmes et des autos, et ne se fait pas tuer. Il voit que c'est insensé, que c'est une folie. La science et la technique avancent à un tel point qu'elles permettent la domination de la nature et du monde, les rapports de l'homme avec la nature et le cosmos se simplifient. Comme le militaire est un être humain, il est logique, et il est gagné, par sa nature d'être humain, aux idées plus nobles et élevées.

Quand des capitaines, des divisions entières comme au Portugal, déterminent le cours du début de cette révolution – qui est bien une révolution permanente ! – Comment douter que la bureaucratie des Etats ouvriers n'en a plus pour longtemps ? Les capitaines annoncent le futur de l'humanité, qui est déjà assuré. Derrière chaque capitaine il y a un livre de Lénine. Ils voient l'objectivité de Lénine, la prouesse historique d'avoir construit le premier Etat ouvrier, d'avoir établi ses fondations. Ils voient, ensuite, l'objectivité de Trotsky, qui a maintenu et continué les principes de Lénine. Ils tiennent tout cela en considération. Il faut comprendre cela, c'est nécessaire ! Il faut faire parvenir aux capitaines, l'encouragement, la reconnaissance de l'humanité, les stimuler, les aider à progresser dans la compréhension dialectique.

Il est encore indispensable de gagner l'armée, pour mener la révolution en Asie, en Amérique Latine, en Afrique. C'est indispensable, nécessaire et, en plus, tout à fait possible. Plus tard il en sera autrement, le rapport de forces sera tel que l'armée viendra d'elle-même, comme le ferait un syndicat. Bientôt les militaires vont commencer à fonctionner comme un syndicat. La compénétration de l'Etat ouvrier va se démontrer infiniment plus puissante sur le plan théorique, politique et social, que sur le plan économique. Ces militaires sont un résultat direct des Etats ouvriers.

Quand nous avons compris ce qu'étaient Peron et le péronisme, nous avons commencé, à cette étape, à appliquer cette politique envers les militaires, nous avons montré qu'il fallait chercher à comprendre l'armée, et gagner une partie de l'armée. Ce n'est pas une question de tradition, de lutte anti-impérialiste où le fait qu'il s'agit de l'Amérique Latine, d'armées de pays semi-coloniaux. La base de ce processus est l'existence de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers. Ce n'est pas la tradition, ce sont les Etats ouvriers. Un pays comme le Mexique a encore plus de traditions que tous les autres ; même des curés y prenaient les armes pour diriger la révolution, et des armées entières sont passées du côté de la révolution. Mais cette tradition n'exerce pas la même fonction. Nous sommes à l'époque de l'intelligence et de la raison ; un des problèmes essentiels de l'humanité est en train de se résoudre : l'économie et la société ne représentent aucun mystère. Le soi-disant mystère qui les enveloppe n'est qu'un déguisement ; le problème de la lutte des classes, de l'existence des classes se simplifie.

L'humanité est apte pour le communisme. L'impérialisme portugais – premier du monde, mais pauvre, n'a pas pu organiser la mentalité impérialiste de l'armée. Une armée impérialiste a une aile révolutionnaire ! On va pouvoir gagner également une partie de l'armée américaine ! Derrière le calme apparent des Etats-Unis, les masses raisonnent. Un mouvement va se développer, d'un coup, avec une ampleur énorme. Nixon, l'impérialisme ne peuvent faire bouger 100 types. Ils pourraient en faire venir cent mille, mais ils n'osent pas le faire parce que même si les cent mille commencement à manifester en leur faveur, ils vont ensuite se dresser contre Nixon. Le peuple américain tire les leçons de tout ce processus. Dans l'armée allemande, qui est si réduite, il doit y avoir 60 % de socialistes qui attendent l'occasion d'abattre le capitalisme. Dans l'armée française, d'après leurs propres sondages, plus de la moitié des officiers a voté pour l'Union Populaire. Quand les gauchistes sont allés à une caserne, ont baissé le drapeau français et monté le drapeau rouge, certains officiers ont fait semblant de n'avoir rien vu. Ils ne furent même pas sanctionnés, et personne n'eut à l'esprit de dire que le drapeau français avait été offensé.

L'IMPERIALISME YANKEE PREPARE DES EQUIPES D'ASSASSINS POUR LA GUERRE ATOMIQUE

Pendant ce temps, l'impérialisme cherche à organiser de petites équipes sélectionnées de militaires, des armées, pour remplir une autre fonction. Ce que fait actuellement la Junte militaire au Chili est un essai pour l'impérialisme. Celui-ci prépare la guerre atomique. Il sent que la guerre atomique va être la fin du système capitaliste. Il espère gagner ; mais après, il doit continuer à vivre. Comment ? Comment va-t-il dominer la population ? Il ne peut déjà plus le faire au moyen de partis de syndicats. Les partis ne lui servent déjà plus, parce qu'ils sont, de toutes manières, incrustés dans l'économie, dans les rapports quotidiens avec les gens, dans la production, et l'échange, et ils créent des intérêts qui passent outre ceux de la dictature militaire, représentant les hautes finances. L'impérialisme cherche une nouvelle organisation, qui lui permettrait de faire la guerre atomique et de lui survivre. Il recherche un nouveau type de pouvoir, afin que le grand capital ne soit pas soumis à l'intérêt de chaque pays ; il cherche à ne pas devoir dépendre de relations politiques et commerciales qui l'obligent à faire des concessions, pour des raisons d'échanges commerciaux, de production, d'investissements. L'impérialisme sent qu'il ne peut plus compter sur un tel fonctionnement ; en même temps, il a besoin d'un pouvoir qui soit au-dessus de tous les intérêts quotidiens. Mais cela n'existe pas ! Ces militaires, ou tout autre pouvoir, agissent au nom de la direction des hautes finances et des grands intérêts commerciaux. L'impérialisme veut constituer un gouvernement de militaires, dépendant strictement de la haute finance de l'impérialisme yankee ; qui dominerait le monde ; l'impérialisme yankee serait le centre d'où partiraient des bras articulés agissant dans chaque pays en tant qu'exécutants de ses intérêts. Cette Junte d'assassins au Chili fait un essai pour voir si cela peut marcher.

Le problème n'est pas simplement que la Junte ne trouve pas de base. Elle aurait pu s'arranger avec la démocratie chrétienne. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Elle aurait pu faire un accord avec le Parti National, qui est le grand parti agraire, de la droite, ou avec la droite de la démocratie chrétienne. Mais elle ne peut concilier avec eux ; elle défend des intérêts plus grands que ceux du Chili, des intérêts mondiaux. Le comportement de l'impérialisme yankee montre que si celui-ci pouvait gagner la guerre, il ne s'occuperait plus de défendre des intérêts par-ci, par-là. Il ferait dépendre le monde entier des Etats-Unis. Les Etats Unis sont les maîtres : telle est l'intention de l'impérialisme. Il fait du Chili un banc d'essai : cette Junte d'assassins dépend d'un pouvoir central et non d'un pays : elle en dépend par l'argent, les armes, la direction politique, la production, la vente des produits. Cela équivaut à un projet de rompre la structure actuelle du monde, ou de la partie du monde dans laquelle existe la propriété capitaliste, et d'en revenir à une étape infiniment plus arriérée, à un régime qui ne pourra être féodal du point de vue des relations économiques, mais qui sera pire encore qu'un régime féodal, du point de vue des relations sociales. C'est cela que l'impérialisme yankee essaie de faire au Chili : c'est un banc d'essai. Jack London, dan son roman "Le Talon de Fer" ne dit rien de cela, mais il entrevoit le type de fascisme qui pouvait surgir aux Etats Unis. Cette épreuve que fait l'impérialisme, dépasse tout ce que dit Jack London. Mais en fait, c'est lui qui vit dans un roman, parce que son action n'a pas de perspectives.

L'impérialisme fait un essai avec cette Junte chilienne, pour voir comment s'imposer : Mais il a déjà essayé de le faire au Brésil. L'économie l'a envoyé au diable. Bien sûr l'économie par elle-même ne possède pas une telle force ; c'est un corps qui n'a pas de vie prorpre. Ce qui donne la vie à l'économie, ce sont les masses, les rapports économiques et sociaux. La vie des masses a envoyé au diable cette tentative de l'impérialisme yankee, et les forces qu'il était en train de développer au Brésil. Le gouvernement actuel liquide tout le gouvernement précédent. L'impérialisme a échoué dans sa tentative : à cause de la grande résistance qu'il a rencontré, du développement du monde, à cause des contradictions du système capitaliste – entre autres, entre le Brésil et l'Argentine– ; Il a échoué aussi parce que le développement du Brésil, il l'a impulsé en partie à Sao Paulo, Rio, Rio Grande do Sul, San Salvador, Minas Geraes, tandis qu'il n'a rien fait ailleurs : un gros ventre, un corps squelettique, et pas de tête. La contradiction directe avec l'Argentine est une des contradictions principales : L'Argentine a augmenté tout son commerce avec l'Amérique Latine ; le Pérou, le Mexique, le Vénézuéla, la Colombie en font autant ; et tous les plans de l'impérialisme au Brésil vont au Diable.

Le Chili est un des essais que fait l'impérialisme yankee en prévision de la guerre, et dans le but de dominer des pays, ni même sans guerre. Il fait cela parce qu'il ne peut faire autrement. C'est ainsi qu'il répond au développement de la révolution socialiste et se prépare au règlement final des comptes. En même temps ces préparatifs signifient une altération de ses relations économiques. Le Chili est paralysé. Il fonctionne dans la mesure où l'impérialisme lui prête de l'argent et lui assure l'achat du cuivre. C'est tout. Mais cela ne permet pas à un pays de vivre. L'Union Populaire, malgré ses erreurs, et sous des formes en partie incorrectes, est parvenue à développer une structure économique supérieure au capitalisme. Ceux-ci veulent revenir en arrière. C'est impossible. Dans leur tentative, ils ont désarticulé tous les rapports économiques avec le monde et au sein même du Chili. La résistance des masses – petite-bourgeoisie, petits producteurs, producteurs moyens, producteur agricole-, a défait la structure capitaliste antérieure ; et ceux-ci veulent la reconstituer maintenant. Mais ils se heurtent aux rapports de propriété déjà établis, aux relations commerciales intérieures, aux échanges commerciaux avec le monde, à la résistance des masses, et même de la petite bourgeoisie et de secteurs bourgeois. L'impérialisme voit qu'il ne peut pas reconstituer le pouvoir. Il recherche une nouvelle forme de direction politique et sociale ; il veut développer l'économie en maintenant la

CAUSES ET FACTEURS....

propriété privée, tout en éliminant des formes de concurrence qui sont essentielles pour le régime capitaliste. C'est une dégénérescence du régime capitaliste, une tentative de survie du l'impérialisme. C'est pour cette raison qu'il s'écroule.

IL FAUT INTEGRER LES MILITAIRES AU PROGRES DE LA SOCIETE

Par contre, l'expérience de l'Unité Populaire au Chili a démontré, malgré toutes ses erreurs et limitations, qu'un très grand secteur d'officiers, de militaires est gagné et peut être gagné. Pour le moment, la Junte d'assassins est en train de juger des dizaines et des centaines de militaires qui sont restés loyaux au gouvernement de l'Union Populaire et l'ont appuyé. Cela confirme tout ce que nous avons écrit sur le Chili, à l'époque du gouvernement d'Allende, en faisant des propositions pour gagner un secteur de l'armée. Maintenant méme, en France et dans d'autres pays d'Europe, il y a un secteur de plus en plus nombreux de militaires disposé à faire une expérience du type Chili, mieux qu'au Chili. Il faut considérer cela très sérieusement. On ne peut aller au pouvoir sans gagner une partie de l'armée. Par exemple, c'est insensé de la part d'un mouvement comme "Rouge" d'ignorer l'armée, et de faire des appels aux soldats contre leurs officiers. Il faut suivre une politique pour gagner les officiers. Nous gagnons sans problèmes les sous-officiers et les soldats : ils sont des nôtres ! Ils portent le maillot de l'équipe adverse mais ils jouent pour notre camp. C'est l'officier qu'il faut gagner.

On ne peut pas le gagner en lui disant : "viens, appuie-nous". Il faut l'intégrer à la société : c'est là qu'est le problème. C'est pour cette raison que nous avions proposé au Chili que le gouvernement de l'Unité Populaire incorpore l'armée à l'appareil de production et à sa direction. Il ne faut pas lui donner de direction politique. On peut l'incorporer à l'appareil de production. Beaucoup d'entre eux sont des gens très capables. De cette façon ils pourront voir comment développer le pays, sentir le plaisir et la joie de développer le pays. L'officier sent alors qu'il fait partie de ce progrès de la société. Il abandonne la solitude de son uniforme, même s'il garde l'uniforme. Il laisse de côté sa solitude et se mêle, comme tout le monde, à l'activité, et il se mettra à chanter comme il ne l'a jamais fait !

Le militaire doit sentir qu'il fait partie intégrante du progrès de la société, qu'il intervient et non qu'il s'y joint seulement. Pour lui faire sentir cela, il faut le faire intervenir. Aucune révolution n'a pu se faire sans tenir compte des militaires ; ce sont eux qui disposent de l'appareil militaire ; celui-ci est décisif. A ce moment là, ce n'est pas l'économie qui décide ; c'est l'armée, qui a des armes et des gens pour les manier. La révolution doit gagner une partie d'entre eux, afin de rompre l'homogénéité de sa structure, de la priver de sa cohérence, d'affaiblir sa structure capitaliste, ses liens avec l'économie capitaliste. La révolution gagne en cohérence parce qu'elle gagne une partie des militaires.

Il faut intervenir envers l'armée, en France et dans tous les pays d'Europe. Il ne faut lui accorder aucune confiance, en tant qu'institution. Ils préparent des coups militaires, des coups pour défendre le système capitaliste. Si des militaires ne sont pas d'accord pour faire un coup d'Etat, il faut les gagner et donc les organiser. Autrement cela reste sans effet. Pour les gagner, il faut les organiser. Les partis ouvriers, communistes et socialistes, ont pleinement le droit de faire des appels à l'armée. Et pourquoi pas ! Les politiciens bourgeois disent ouvertement : "si nous sommes débordés, si les communistes gagnent et si les syndicats débordent le pays, nous avons l'armée à notre disposition". Ils le disent à chaque instant, publiquement. Donc les partis ouvriers doivent faire des appels à l'armée ; ils en ont pleinement le droit. Ils doivent en même temps proposer des programmes, former des organismes tendant à gagner l'armée. Quand les gauchistes posent ce problème ils le font mal. Ils font une attaque contre l'armée, en tant que telle, sans distinction. Il faut faire la différence entre la fonction de l'armée en tant qu'institution de défense du capitalisme, et le fait qu'il y a des militaires qui veulent progresser. Pas seulement des militaires qui "vont respecter la constitution" : des militaires qui veulent progresser ! Il faut leur faire un appel. Le Portugal est un exemple.

Il faut discuter aussi la formation, d'organismes, d'usines, de syndicats et de quartiers, de conseils d'usines, il faut que les syndicats interviennent dans la solution du problème du pouvoir afin de discuter et de développer une conclusion de classe à propos de la structure de l'armée.

Quand le Portugal – qui était une colonie de l'impérialisme anglais – produit une équipe de militaires qui passent directement dans le camp de la révolution, il faut qualifier ceux-ci de militaires révolutionnaires. Ces processus existe avec une profondeur beaucoup plus grande encore que ce que nous savons : il y a une identité entre le soldat, le caporal, le sergent et cette couche d'officers qui montre une telle véhémence, un tel désir de progresser, de se sentir utile dans l'histoire. Tous ceux qui ne font pas comme eux, se conservatisent.

Ces militaires du Portugal qui font ces actions, distribuent des tracts, pleurent d'émotion dans la manifestation, préparent les conditions de sauts, de progrès postérieurs très, très grands. Les relations de forces intérieures sont en train de se dessiner. Tous ces militaires éprouvent, pour la première fois, la joie de rire, vraiment, de pleurer vraiment : rire, pleurer, rire, s'exprimer, extérioriser des sentiments ; ils ne pouvaient pas le faire avant, parce qu'ils étaient des militaires enfermés dans la solitude de leur uniforme, qui les empêchait de voir à l'extérieur. Mais maintenant, ils voient tout, tout ! La même chose se prépare en Espagne.

Les soldats sont en train de servir d'interprètes d'une nécessité : il faut s'organiser, on ne peut pas progresser en rétablissant la démocratie bourgeoise, il faut aller au-delà. C'est pour cette raison que les militaires sortent. Autrement ils ne feraient pas d'appel au peuple, ils en appelleraient à des couches sélectionnées. Tout cela démontre que la bourgeoisie n'a pas de direction, pas de poids, elle ne dispose que d'une petite équipe bourgeoise. Elle-même a besoin des militaires. Mais ceux-ci reçoivent l'influence de la révolution, entre autres, des immenses manifestations du Premier Mai, dans tout le Portugal.

IL EST NECESSAIRE D'ETUDIER LE MARXISME DANS LES ARMEES

Il n'y a pas de limitation au niveau que les militaires peuvent atteindre. Ils n'ont pas de programme, ni de politique, ils ne sont pas unis comme un parti ; mais au Portugal, les militaires se sont réunis et ont agi comme un parti ; c'est pour cette raison qu'ils ont rencontré un tel écho. Ils forment un parti qui cherche à apprendre et à acquérir l'instrument marxiste. Tout en ayant peur, ils ne sont pas ennemis du marxisme. Ils le redoutent car c'est un conception opposée à celle qu'ils ont défendu toute leur vie. Il faut comprendre que c'est naturel pour le militaire de refuser la discipline du marxisme, qui est contre sa nature militaire. Le marxisme les pousse à voir la vérité, à comprendre la vie à partir de l'imposition de l'économie, de la conduite humaine, de la lutte de classes. Les militaires refusent la méthode dialectique. Mais maintenant, ils voient qu'ils ont besoin d'utiliser le marxisme, qui leur enseigne à comprendre l'histoire et qui ne peut donc être menteur ni mauvais. Ils en viennent à comprendre plus profondément l'origine du mensonge, à voir sa véritable source : le système capitaliste.

Nous avons proposé, depuis longtemps déjà, au Pérou, en Bolivie, au Mexique, dans d'autres pays d'Amérique Latine, de donner des cours de marxisme dans l'armée. Les cours doivent porter avant tout sur la méthode marxiste, développer une synthèse très claire de ce qu'est l'Etat ouvrier, quel est le cours inexorable de l'histoire ; faire des cours qui montrent l'évolution du processus de l'histoire, les lois objectives qui la déterminent ; il faut montrer que ce processus n'est pas le produit d'un compromis établi par des hommes, mais le produit de lois objectives selon lesquelles le cours postérieur du processus se développe et se structure. Il faut transmettre cela dans les cours, au moyen de nombreux exemples : planification, étatisation ; expliquer pourquoi l'économie et la société doivent être centralisées ; que cela n'annule pas l'individu, mais, au contraire, l'enrichit et l'élève collectivement, élimine l'individualisme, Les disputes des uns contre les autres. La personnalité humaine se définitit alors dans le sentiment de la capacité de progrès. Il faut expliquer et développer tout cela dans les cours, sous une forme très souple, de façon à donner une domination du monde, de la société ; développer ainsi la connaissance, l'apprentissage de la dialectique, de ses lois, de la méthode, de son application.

Quand des secteurs et des équipes de ces armées discutent déjà et posent la nécessité de cours de marxisme, c'est parce qu'ils veulent préparer l'armée à accomplir la tâche que ni les Partis communistes, ni les partis socialistes, ni les syndicats n'ont accomplie : préparer l'armée à comprendre que le progrès de ces pays exige des mesures d'étatisation, de planification de l'économie, de contrôle, de monopole du commerce extérieur, de réforme et révolution agraire qui affectent le système capitaliste. Il faut stimuler cette préoccupation. La fonction centrale des cours doit être, avant tout, d'impulser les militaires à voir qu'il faut employer la méthode dialectique. Sans leur poser l'étude du marxisme comme une obligation immédiate, il faut leur montrer que c'est nécessaire, et impulser ceux qui y ont intérêt, dans l'armée, à étudier le marxisme.

J. POSADAS
juin 1974.

Solidarité avec les dockers et les militants d'AMADA inculpés !

Le déroulement du procès aux dockers et aux militants d'Amada, accusés de violence à la suite de la grève des dockers d'Anvers et Gand, a occasionné de la part de la police et de la BSR des interventions brutales, illégales contre les militants : contrôle des identités, matraquage des manifestants qui protestaient contre la tenue du procès à huis-clos etc. De même lors de la campagne de meetings organisés par Amada, la BSR a cherché à intervenir en force, par exemple à Charleroi ; ce sont avant tout des tentatives d'intimidation – au travers de ces camarades – du mouvement ouvrier.

Nous dénonçons tous ces faits ! Il faut continuer la campagne de solidarité, exiger l'acquittement des camarades inculpés, et aussi exiger que cessent ces incursions des équipes de la BSR ! qui viennent partout, non seulement à ces meetings, mais à toutes les réunions de travailleurs et cherchent à connaître noms, identités, sans aucun droit !

Nous appelons toutes les tendances de gauche à intervenir en solidarité avec les camarades d'Amada et les travailleurs accusés par le capitalisme : il ne s'agit pas d'une affaire propre "à un groupe" ; mais d'un problème qui concerne toutes les tendances, parce que la bourgeoisie essaie, par la bande, de faire progresser des mesures répressives, qu'elles n'ose pas prendre ouvertement contre les grandes organisations ouvrières. Indépendamment du jugement sur la politique correcte ou non du groupe d'Amada, il s'agit d'une tendance, d'un groupe de révolutionnaires qui luttent pour le communisme. Il faut manifester toute notre solidarité avec ces camarades.

Nous faisons cet appel au PSB, aux J.S. et en particulier au PCB, aux J.C. dont le journal "Le Drapeau Rouge" émet un jugement indigne face à ce procès. Il dit en effet que le groupe d'Amada est constitué de provocateurs, que leur action est une pure provocation, alors que ces camarades sont poursuivis par la justice bourgeoise. A Dampremy par contre, les gens du quartier ont montré un bon exemple d'objectivité : quand ils ont vu l'incursion de la BSR sur le lieu du meeting des camarades d'Amada, ils ont appelé un responsable du PC pour qu'il vienne aider les camarades et dénoncer ces faits dans la presse communiste !

Nous faisons également appel aux camarades d'Amada, de l'UCMLB, à s'ouvrir à un front unique de toutes les tendances de gauche, en développant une campagne objective à propos de ce procès, pour que ce soit un point d'appui qui fasse avancer l'unification de toute la gauche contre le capitalisme.

LE CONGRES J.S...

contrôle ? quels organismes de la classe ouvrière contrôleront ces nationalisations ? On a parlé aussi souvent de l'autogestion et de la société autogestionnaire. Mais on n'a pas discuté l'expérience yougoslave, le 10ème congrès du PC Yougoslave. Celui-ci a discuté contre le développement d'une couche de technocrates de l'auto-gestion, qui avaient même perdu tout intérêt dans la société socialiste et ne s'intéressaient qu'à leur propre usine, organisaient la production en fonction de l'offre et de la demande, des relations directes avec les pays capitalistes, et non en fonction d'une planification de l'économie, soumise aux nécessités du développement de l'ensemble de la population travailleuse et, en premier lieu des secteurs les plus défavorisés. Il faut, bien sûr lutter contre la bureaucratisation, mais la solution n'est pas de former des technocrates qui, par leur fonction, perdent tout intérêt dans le socialisme. Il faut impulser les organismes des masses de la classe ouvrière, dans les usines, dans les quartiers, à tous les niveaux, des comités de quartiers, des conseils d'usines et de région, qui puissent décider, discuter et résoudre. C'est pour cela qu'il est important de discuter le Chili, le rôle et la signification des cordons industriels, des JAP (junte d'approvisionnement populaire).

Si ce Congrès n'a pas donné le résultat espéré, c'est parce que les J.S. attendent trop des solutions et des réponses du Parti Socialiste et n'osent pas avancer eux-mêmes. Il ne s'agit pas de faire des critiques au Parti, ou des attaques, ou de dire que le Parti ne donne pas de solutions, mais de donner des idées, d'être un centre pour donner des idées. Et s'appuyer pour cela sur les progrès et les expériences des autres partis socialistes, pour ne pas commettre les mêmes erreurs.

D'autre part la certaine stagnation des JS, constatée au Congrès, provient du manque de fonctionnement, de liaison directe avec la classe ouvrière, avec l'avant-garde ouvrière. Les J.S. doivent faire un plan de fonctionnement avec les sections socialistes, dans les usines. Dans les grandes usines de régions ouvrières comme Charleroi ou Liège, il faut faire des réunions hebdomadaires pour discuter la situation, la crise du capitalisme, les solutions qui seront nécessaires, les actions à mener pour imposer un bloquage réel des prix, l'organisation de comités de contrôle des prix, le refus de payer les augmentations comme le font les travailleurs en Italie, avec les conseils ouvriers et les syndicats. Organiser des meetings, des discussions sur tous les évènements importants ; inviter les autres organisations à discuter, organiser des débats sur la perspective du Gouvernement de gauche, discuter le Chili, le Portugal etc. En menant dynamiquement une action de ce type, les J.S. vont aider à donner confiance à la gauche chrétienne, la faire progresser, et surtout, renforcer le courant de gauche dans le PSB, sans dépendre des fluctuations de ses dirigeants, et en sentant que cette crise a besoin pour se résoudre, de la gauche au gouvernement, et de passer du gouvernement au pouvoir.

29/10/1974

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gillieaux 6080 Montignies s/S

ARCHIVO

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance : B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. – 12° année – n° 234 – 29 novembre 1974 Hebdo

LA MANIFESTATION DU 19 NOVEMBRE CONFIRME LA VOLONTE DE LA FRANCE DE PORTER L'UNION POPULAIRE AU POUVOIR.

23 novembre 1974

J. POSADAS

La manifestation du 19 novembre en France, comme l'indiquent les rapports des camarades, fait apparaître une conclusion fondamentale : la crise du capitalisme est très profonde ; le désir des masses de prendre le pouvoir, de résoudre elles-mêmes les problèmes du pouvoir, est également très profond. Il faut compter qu'il y avait plus de 600.000 personnes. C'est beaucoup. Tous les secteurs du prolétariat étaient représentés. Il y avait des gens très jeunes, dynamiques, résolus, combatifs, communicatifs. Il y avait une grande combativité et une immense allégresse. Les gens étaient très contents, joyeux. Ils se sentaient pleins d'assurance, de résolution, de capacité. Chacun se sentait représenté par l'autre, voyait que tout le monde voulait la même chose : "nous voulons des changements, nous voulons des changements ! ". Les mots d'ordre n'étaient pas syndicaux, mais politiques. La revendication, de presque tout le monde, d'améliorations des conditions de travail, de salaires, de non-fermetures des entreprises, ne peut être satisfaite uniquement au travers de l'activité syndicale. Elle ne peut être résolue que par un gouvernement répondant à cette nécessité.

Il s'agit d'un processus de changements de la société. Les gens sont venus à la manifestation avec cette résolution. Ils ont fait une démonstration de combat, d'unité du prolétariat, de la jeunesse, des étudiants, des employés, des techniciens, de la police, de tout le meilleur de la société avec les secteurs qui servaient auparavant le capitalisme et sont gagnés à présent par le mouvement des masses. La manifestation exprimait cela.

Cette manifestation avait été précédée d'une autre le vendredi antérieur. La population répond bien à l'effort que la situation exige, elle le fait avec une profonde satisfaction beaucoup de résolution et d'énergie. Et elle a communiqué aux gens qui ne participaient pas à la manifestation, la résolution et la décision de résoudre tous les problèmes du pays sous sa direction. La manifestation a attiré beaucoup de gens, qui assistaient aux balcons, sur les trottoirs, dans les rues adjacentes. Tout le monde participait activement, criait, chantait, la classe faisait une démonstration de son activité incessante et de sa volonté de résoudre les problèmes du pays au moyen du programme de l'Union Populaire. Elle cherche à intervenir de tout son poids dans cette activité.

Il s'agit là d'une action syndicale, avec un programme politique ; c'est une activité politique menée par les syndicats. Il n'y a pas de solution syndicale. Face à ces revendications, le capitalisme ne peut pas faire de concessions et espérer récupérer les pertes dans la concurrence inter-capitaliste, dans l'augmentation de la productivité.

Il doit faire des concessions à ses propres dépends. Et celà il ne peut le faire. Des manifestations comme celle-ci, permettent de gagner une immense autorité sur des secteurs de la population qui, jusqu'à hier, n'étaient pas influencés, gagnés électoralement par le programme de l'Union Populaire. Cette manifestation montre la sérénité et le dynamisme avec lequel la classe ouvrière répond, et la population se communique. Ce ne sont pas les avis dans les journaux, les communiqués dans les usines qui ont fait venir les gens, mais leur propre décision d'intervenir, leur aptitude à communiquer, stimuler, influencer, organiser les autres pour qu'ils viennent manifester. Cette manifestation montre que le prolétariat va continuer à peser pour établir l'Union Populaire, le front-unique de tous les partis ouvriers, des radicaux, l'unité entre syndicats et partis.

Il ne faut pas faire de mouvement séparé des partis et des syndicats : mais un mouvement unique. Faire un front-unique sur la base du programme de l'Union Populaire, Que tous les syndicats et les partis interviennent activement dans ce processus.

Une grande joie s'exprimait dans l'incessante mobilisation, dans les déplacements, les chants, les cris, l'initiative constante pour lancer des mots d'ordre et des plaisanteries ridiculisant le gouvernement. Chaque plaisanterie est un cri de bataille, une affirmation de l'assurance, de la justice, de la vérité. Et les gens sur les trottoirs, aux fenêtres participaient, accompagnaient les cris des manifestants. C'étaient des cris de combat. Les gens n'ont pas cessé de crier, de chanter, d'agiter les mots d'ordre, pendant des heures. Chaque secteur se relançait les consignes. Les gens ont eu la patience d'attendre plusieurs heures avant de démarrer, sans le moindre découragement, la moindre désorganisation des groupes.

La classe ouvrière, les secteurs exploités de la population ont fait une démonstration puissante et véhémente d'énergie pour exprimer : "nous voulons en finir avec tout cela ! " Les mots d'ordre écrits sur les banderoles disaient : "augmentation des salaires", "non aux fermetures des entreprises, des établissements publics". Mais les mots d'ordre criés par les gens étaient tous politiques : "à bas le gouvernement, vive l'Union Populaire" ! Ils criaient constamment : "l'Union Populaire au pouvoir" ! Ils chantaient "l'Internationale" et "La Jeune Garde". Il y avait une grande quantité de drapeaux rouges. Contrairement

(Suite page 2)

Les reunions des syndicats, la crise capitaliste et le programme pour l'union de la gauche

EDITORIAL.

Bien des discussions ont tourné autour du congrès doctrinal du Parti Socialiste. Mais en fait, ce congrès n'a pas été déterminant en soi, si ce n'est pour mettre en lumière bien des points imprécis et d'autres exprimant que la lutte continue entre les différents secteurs à l'intérieur du Parti. Pourtant, ce n'est pas à l'intérieur du P.S. que se donne la partie la plus intéressante du débat, mais bien à l'intérieur des syndicats où tout un courant cherche, par la mobilisation, dans la discussion des congrès, dans la discussion des cahiers de revendications, à imposer des points de programme que le congrès du Parti lui-même n'a pas résolu ou même pas discuté. C'est le cas pour la réunion du secteur FGTB des employés de banque qui s'est tenue et qui, dans les différentes propositions à voter, incluent la nationalisation des banques. Ils ne disent pas directement "nationalisation". Mais le fait de mettre en question le pouvoir de décision des actionnaires, de proposer de le leur enlever complètement, puis de les rembourser de leurs actions, signifie cela. En même temps, ils posent la nécessité d'établir un contrôle direct sur toutes les transactions faites. Ceci est complètement opposé à la libre entreprise, aux objectifs que se donne le capitalisme, au sens même de son fonctionnement.

De la même manière, l'initiative prise par le SETCA de passer un film dans toutes les salles de Bruxelles sur l'activité des employés et cadres dans le syndicat ne peut surgir s'ils ne sentent pas qu'il va y avoir une réelle influence dans les cadres et les techniciens. C'est la raison pour laquelle les directeurs de salles de cinéma ont décidé de retirer ce film des écrans.

Autrefois, dans la période de développement du capitalisme, les cadres et les techniciens étaient la base d'appui sociale du régime capitaliste, mais aujourd'hui ils sont gagnés par la perspective de la classe ouvrière, par le programme de la gauche. Les exemples de LIP et de RATEAU en France, mais aussi, à plus petite échelle, des GRES DE BOUFFIOULX en Belgique, témoignent de ces changements profonds dans la structure intérieure des employés, cadres et techniciens. Les banques, de même que les employés qui y sont attachés, sont la base du fonctionnement du régime capitaliste, du commerce, des finances. Et quand l'influence de la classe ouvrière pénètre dans ces centres, gagne les employés et fait sentir l'incapacité et la corruption du régime, c'est parce que de profonds changements se préparent dans la société. Pas pour après-demain ou dans quelques heures, mais il existe déjà la résolution de faire ces changements. Comment expliquer sinon que le "scandale" de la Banque de Bruxelles ait pris une telle ampleur, alors que cela aurait passé pour quelque chose de normal en régime capitaliste il y a peu de temps encore.

Les employés, les cadres et les techniciens voient et sentent la crise du capitalisme, ils le voient dans l'incapacité de prendre aucune mesure face à l'inflation, ils voient et sentent chaque jour davantage que le rôle que leur fait jouer le capitalisme est d'être les persécuteurs, les bourreaux de la classe ouvrière, de les presser jusqu'à donner leur dernière goutte de transpiration, d'empoisonner avec la pollution, les bruits, les aliments. Et tout ceci au nom de quoi ? Des sacro-saints bénéfices ? Alors qu'aujourd'hui, avec le développement de la science, de la technique, il est possible de dignifier le travail, de dignifier la vie.

Ce ne sont pas seulement ces éléments qui les poussent à se radicaliser, mais ils sentent que les Etats Ouvriers eux, ne subissent pas cette crise ; ils voient que la classe qui lutte pour les intérêts de l'ensemble et non pour défendre des intérêts privés, c'est la classe ouvrière et ils se sentent au fur et à mesure plus proches d'elle.

La gauche socialiste qui s'est exprimée dans le congrès du parti socialiste en forme très limitée parce qu'elle n'a pas la préparation et parce que l'appareil a contenu sa portée, est en train d'intervenir au travers des syndicats. Syndicats qui, eux-mêmes, voient que le gouvernement est en train de couler et tâche de se détacher de lui. C'est le cas de la CSC qui appuyait le gouvernement il y a peu et fait aujourd'hui un appel à tous ses militants pour refuser tout licenciement et doit même appuyer des actions comme celle de la gaufrerie occupée par les ouvrières qui l'ont mise en fonctionnement. La classe, non seulement se sent capable de faire fonctionner les usines sans le capitalisme, mais elle a déjà la décision de le faire. C'est là qu'elle concentre sa force et sa décision parce que sa direction n'organise pas une mobilisation d'ensemble de la population exploitée pour répondre à la crise capitaliste, au chômage collectif que le capitalisme organise dans tout le pays.

(Suite page 4)

Après le congrès du PSB :

ELARGIR LES ASSEMBLEES DEBATS A TOUT LE PAYS POUR DISCUTER LE PROGRAMME DU FRONT DE LA GAUCHE

à la page 3

ARCHIVO

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance : B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. – 12° année – n° 234 – 29 novembre 1974 Hebdo

LA MANIFESTATION DU 19 NOVEMBRE CONFIRME LA VOLONTE DE LA FRANCE DE PORTER L'UNION POPULAIRE AU POUVOIR.

23 novembre 1974

J. POSADAS

La manifestation du 19 novembre en France, comme l'indiquent les rapports des camarades, fait apparaître une conclusion fondamentale : la crise du capitalisme est très profonde ; le désir des masses de prendre le pouvoir, de résoudre elles-mêmes les problèmes du pouvoir, est également très profond. Il faut compter qu'il y avait plus de 600.000 personnes. C'est beaucoup. Tous les secteurs du prolétariat étaient représentés. Il y avait des gens très jeunes, dynamiques, résolus, combatifs, communicatifs. Il y avait une grande combativité et une immense allégresse. Les gens étaient très contents, joyeux. Ils se sentaient pleins d'assurance, de résolution, de capacité. Chacun se sentait représenté par l'autre, voyait que tout le monde voulait la même chose : "nous voulons des changements, nous voulons des changements ! ". Les mots d'ordre n'étaient pas syndicaux, mais politiques. La revendication, de presque tout le monde, d'améliorations des conditions de travail, de salaires, de non-fermetures des entreprises, ne peut être satisfaite uniquement au travers de l'activité syndicale. Elle ne peut être résolue que par un gouvernement répondant à cette nécessité.

Il s'agit d'un processus de changements de la société. Les gens sont venus à la manifestation avec cette résolution. Ils ont fait une démonstration de combat, d'unité du prolétariat, de la jeunesse, des étudiants, des employés, des techniciens, de la police, de tout le meilleur de la société avec les secteurs qui servaient auparavant le capitalisme et sont gagnés à présent par le mouvement des masses. La manifestation exprimait cela.

Cette manifestation avait été précédée d'une autre le vendredi antérieur. La population répond bien à l'effort que la situation exige, elle le fait avec une profonde satisfaction beaucoup de résolution et d'énergie. Et elle a communiqué aux gens qui ne participaient pas à la manifestation, la résolution et la décision de résoudre tous les problèmes du pays sous sa direction. La manifestation a attiré beaucoup de gens, qui assistaient aux balcons, sur les trottoirs, dans les rues adjacentes. Tout le monde participait activement, criait, chantait, la classe faisait une démonstration de son activité incessante et de sa volonté de résoudre les problèmes du pays au moyen du programme de l'Union Populaire. Elle cherche à intervenir de tout son poids dans cette activité.

Il s'agit là d'une action syndicale, avec un programme politique ; c'est une activité politique menée par les syndicats. Il n'y a pas de solution syndicale. Face à ces revendications, le capitalisme ne peut pas faire de concessions et espérer récupérer les pertes dans la concurrence inter-capitaliste, dans l'augmentation de la productivité.

Il doit faire des concessions à ses propres dépends. Et celà il ne peut le faire. Des manifestations comme celle-ci, permettent de gagner une immense autorité sur des secteurs de la population qui, jusqu'à hier, n'étaient pas influencés, gagnés électoralement par le programme de l'Union Populaire. Cette manifestation montre la sérénité et le dynamisme avec lequel la classe ouvrière répond, et la population se communique. Ce ne sont pas les avis dans les journaux, les communiqués dans les usines qui ont fait venir les gens, mais leur propre décision d'intervenir, leur aptitude à communiquer, stimuler, influencer, organiser les autres pour qu'ils viennent manifester. Cette manifestation montre que le prolétariat va continuer à peser pour établir l'Union Populaire, le front-unique de tous les partis ouvriers, des radicaux, l'unité entre syndicats et partis.

Il ne faut pas faire de mouvement séparé des partis et des syndicats : mais un mouvement unique. Faire un front-unique sur la base du programme de l'Union Populaire, Que tous les syndicats et les partis interviennent activement dans ce processus.

Une grande joie s'exprimait dans l'incessante mobilisation, dans les déplacements, les chants, les cris, l'initiative constante pour lancer des mots d'ordre et des plaisanteries ridiculisant le gouvernement. Chaque plaisanterie est un cri de bataille, une affirmation de l'assurance, de la justice, de la vérité. Et les gens sur les trottoirs, aux fenêtres participaient, accompagnaient les cris des manifestants. C'étaient des cris de combat. Les gens n'ont pas cessé de crier, de chanter, d'agiter les mots d'ordre, pendant des heures. Chaque secteur se relançait les consignes. Les gens ont eu la patience d'attendre plusieurs heures avant de démarrer, sans le moindre découragement, la moindre désorganisation des groupes.

La classe ouvrière, les secteurs exploités de la population ont fait une démonstration puissante et véhémente d'énergie pour exprimer : "nous voulons en finir avec tout cela ! " Les mots d'ordre écrits sur les banderoles disaient : "augmentation des salaires", "non aux fermetures des entreprises, des établissements publics". Mais les mots d'ordre criés par les gens étaient tous politiques : "à bas le gouvernement, vive l'Union Populaire" ! Ils criaient constamment : "l'Union Populaire au pouvoir" ! Ils chantaient "l'Internationale" et "La Jeune Garde". Il y avait une grande quantité de drapeaux rouges. Contrairement

(Suite page 2)

Les reunions des syndicats, la crise capitaliste et le programme pour l'union de la gauche

EDITORIAL.

Bien des discussions ont tourné autour du congrès doctrinal du Parti Socialiste. Mais en fait, ce congrès n'a pas été déterminant en soi, si ce n'est pour mettre en lumière bien des points imprécis et d'autres exprimant que la lutte continue entre les différents secteurs à l'intérieur du Parti. Pourtant, ce n'est pas à l'intérieur du P.S. que se donne la partie la plus intéressante du débat, mais bien à l'intérieur des syndicats où tout un courant cherche, par la mobilisation, dans la discussion des congrès, dans la discussion des cahiers de revendications, à imposer des points de programme que le congrès du Parti lui-même n'a pas résolu ou même pas discuté. C'est le cas pour la réunion du secteur FGTB des employés de banque qui s'est tenue et qui, dans les différentes propositions à voter, incluent la nationalisation des banques. Ils ne disent pas directement "nationalisation". Mais le fait de mettre en question le pouvoir de décision des actionnaires, de proposer de le leur enlever complètement, puis de les rembourser de leurs actions, signifie cela. En même temps, ils posent la nécessité d'établir un contrôle direct sur toutes les transactions faites. Ceci est complètement opposé à la libre entreprise, aux objectifs que se donne le capitalisme, au sens même de son fonctionnement.

De la même manière, l'initiative prise par le SETCA de passer un film dans toutes les salles de Bruxelles sur l'activité des employés et cadres dans le syndicat ne peut surgir s'ils ne sentent pas qu'il va y avoir une réelle influence dans les cadres et les techniciens. C'est la raison pour laquelle les directeurs de salles de cinéma ont décidé de retirer ce film des écrans.

Autrefois, dans la période de développement du capitalisme, les cadres et les techniciens étaient la base d'appui sociale du régime capitaliste, mais aujourd'hui ils sont gagnés par la perspective de la classe ouvrière, par le programme de la gauche. Les exemples de LIP et de RATEAU en France, mais aussi, à plus petite échelle, des GRES DE BOUFFIOULX en Belgique, témoignent de ces changements profonds dans la structure intérieure des employés, cadres et techniciens. Les banques, de même que les employés qui y sont attachés, sont la base du fonctionnement du régime capitaliste, du commerce, des finances. Et quand l'influence de la classe ouvrière pénètre dans ces centres, gagne les employés et fait sentir l'incapacité et la corruption du régime, c'est parce que de profonds changements se préparent dans la société. Pas pour après-demain ou dans quelques heures, mais il existe déjà la résolution de faire ces changements. Comment expliquer sinon que le "scandale" de la Banque de Bruxelles ait pris une telle ampleur, alors que cela aurait passé pour quelque chose de normal en régime capitaliste il y a peu de temps encore.

Les employés, les cadres et les techniciens voient et sentent la crise du capitalisme, ils le voient dans l'incapacité de prendre aucune mesure face à l'inflation, ils voient et sentent chaque jour davantage que le rôle que leur fait jouer le capitalisme est d'être les persécuteurs, les bourreaux de la classe ouvrière, de les presser jusqu'à donner leur dernière goutte de transpiration, d'empoisonner avec la pollution, les bruits, les aliments. Et tout ceci au nom de quoi ? Des sacro-saints bénéfices ? Alors qu'aujourd'hui, avec le développement de la science, de la technique, il est possible de dignifier le travail, de dignifier la vie.

Ce ne sont pas seulement ces éléments qui les poussent à se radicaliser, mais ils sentent que les Etats Ouvriers eux, ne subissent pas cette crise ; ils voient que la classe qui lutte pour les intérêts de l'ensemble et non pour défendre des intérêts privés, c'est la classe ouvrière et ils se sentent au fur et à mesure plus proches d'elle.

La gauche socialiste qui s'est exprimée dans le congrès du parti socialiste en forme très limitée parce qu'elle n'a pas la préparation et parce que l'appareil a contenu sa portée, est en train d'intervenir au travers des syndicats. Syndicats qui, eux-mêmes, voient que le gouvernement est en train de couler et tâche de se détacher de lui. C'est le cas de la CSC qui appuyait le gouvernement il y a peu et fait aujourd'hui un appel à tous ses militants pour refuser tout licenciement et doit même appuyer des actions comme celle de la gaufrerie occupée par les ouvrières qui l'ont mise en fonctionnement. La classe, non seulement se sent capable de faire fonctionner les usines sans le capitalisme, mais elle a déjà la décision de le faire. C'est là qu'elle concentre sa force et sa décision parce que sa direction n'organise pas une mobilisation d'ensemble de la population exploitée pour répondre à la crise capitaliste, au chômage collectif que le capitalisme organise dans tout le pays.

(Suite page 4)

Après le congrès du PSB :

ELARGIR LES ASSEMBLEES DEBATS A TOUT LE PAYS POUR DISCUTER LE PROGRAMME DU FRONT DE LA GAUCHE

à la page 3

LA MANIFESTATION D
LA VOLONTE DE LA
L'UNION POPUL
23 novembre 1974

à d'autres meetings, le chant de l'Internationale a cette fois, retenti du début à la fin, sans arrêt. Un secteur finissait de la chanter et le suivant la reprenait aussitôt. L'Internationale a été chantée pendant cinq heures, accompagnée de cris, de poings levés, d'applaudissements. Cette manifestation indique une grande volonté politique, une grande unité politique, un grand désir de triomphe.

La bourgeoisie sent le poids de cette manifestation. Le journal le plus représentatif du pays "Le Figaro" avait signalé qu'elle serait très importante et invité le gouvernement à céder, négocier avant que la situation n'empire. La bourgeoisie voit se décomposer, se démembrer, se désintégrer tout l'appareil : petite-bourgeoisie, services publics, fonctionnaires, et même la police et une partie de l'armée. La bourgeoisie sent qu'elle perd des forces, et qu'aucun gouvernement capitaliste ne va pouvoir résoudre ces problèmes. Si elle cède aujourd'hui, demain l'inflation va s'élever, le coût de la vie va augmenter directement. De nouvelles luttes vont surgir. C'est pourquoi les journaux disent maintenant : "il faut chercher à s'arranger". Aucun n'a la moindre idée à ce sujet. Mais tous voient que le prolétariat cherche une solution, dont la manifestation fait partie.

Cette manifestation a dépassé les perspectives de toutes les directions. Elle n'a pas été préparée avec l'intention de faire venir autant de monde. Cependant elle a été bien préparée par la CGT, par les syndicats. En partie les directions syndicales, le front unique CGT-CFDT-FEN, s'étaient coordonnées pour lui donner un certain caractère politique. La solution est politique et les syndicats font pression pour donner une issue politique. L'admission de notre Parti dans la manifestation, avec sa banderole et ses publications, est très importante : c'était la seule banderole d'un Parti, la seule qui ait défilé avec des mots d'ordre de Parti. Mais ces mots d'ordre ne signifiaient pas un affaiblissement, une diminution, une contradiction par rapport aux mots d'ordre syndicaux.

Il est nécessaire d'unir mots d'ordre généraux et mots d'ordre concrets, du moment. Il faut poser la nécessité de l'Union Populaire au pouvoir. Ce processus ne va pas s'arrêter là : le capitalisme ne peut pas céder, et les conditions de lutte vont s'élever constamment.

L'état d'esprit, la résolution combative, de la foule a été un centre de l'ensemble de la préoccupation. Les gens étaient très combatifs, très résolus. Ils intervenaient avec une décision de combat supérieure à la manifestation elle-même. Il y avait entre eux une solidarité très élevée : ils sont allés à la manifestation avec la volonté d'impulser et de communiquer entre eux. Le plus important c'est qu'ils ont tenu le coup six heures durant. Toute la manifestation a été constamment soutenue et impulsée par le flux communiste plein d'amour, par les chansons qui s'en élevaient. L'Internationale commençait quelque part. A peine finie elle recommençait ailleurs, dans les rues et aussi sur les trottoirs. Tout le monde chantait avec toute sa passion. Il y avait des camarades âgés qui levaient le poing aussitôt.

Les gens étaient liés à la manifestation, associés, stimulés de manière ininterrompue (en effet, on peut être lié, associé, sans se sentir stimulé continuellement). Dans cette manifestation chacun était en contact avec les autres, il y avait un processus de stimulation réciproque pour lancer des mots d'ordre contre le gouvernement. Tous les mots d'ordre étaient très bien, pleins de mépris envers le gouvernement, pleins d'une conscience supérieure. La manifestation a été entièrement politique : une action politique menée par le mouvement syndical. Quand le cortège est passé devant le local du Parti Socialiste, instantanément ce cri a fusé : "Union Populaire, Union Populaire, Programme Commun" ! Le but de ce cri unanime était de faire pression sur le Parti Socialiste.

L'intention de tous ceux qui ont participé à cette action était d'obtenir les revendications concernant les salaires, les horaires, le non-fermeture des entreprises. Mais ce qui unissait les intentions de tous était : il faut faire tomber le gouvernement ! Tous les mots d'ordre qui surgissaient spontanément n'avaient rien à voir avec l'augmentation des salaires. Tous étaient contre le gouvernement, pour l'Union Populaire. Les banderoles portaient des consignes syndicales, mais les mots d'ordre qui surgissaient spontanément – et qui étaient beaucoup plus nombreux que les banderoles – étaient tous d'organisation politique. Ceci manifeste l'intention, l'état d'esprit des gens, pourquoi ils ont participé à la manifestation : ils y sont allés pour s'unifier, pour renverser le gouvernement. Sur cette base, il faut donc s'adresser au Parti Communiste, au Parti Socialiste, pour l'obtention des prochaines revendications.

L'état d'esprit, très combatif, montrait une unification très active et un degré de compréhension très très élevé. C'est pour cette raison que les manifestants inventaient des mots d'ordre très justes. Ils ne demandaient rien d'exorbitant dans les revendications ni dans les mots d'ordre, ni dans les conclusions. Revendications, réclamations tendaient à affirmer la nécessité d'un gouvernement capable d'y satisfaire. Tous les cris, tous les mots d'ordre importants disaient : "à bas le gouvernement ! " Ils n'allaient pas jusqu'à dire "gouvernement capitaliste", mais tout était lié à la nécessité de changements politiques. De nombreux mots d'ordre qui surgissaient marquaient aussi la méfiance envers le patronat, la direction gouvernementale. Les chansons donnaient la ligne politique. Elles étaient encore beaucoup plus importantes que les mots d'ordre. Enfin, des secteurs entiers scandaient des mots d'ordre qui se moquaient du gouvernement.

Tout ceci indique le niveau de préparation de l'avant-garde, la volonté de combat de tout le monde. C'est une base d'appui pour la politique de l'Union Populaire et pour abattre le gouvernement. Il faut poursuivre dans le sens de cette conclusion.

Le gouvernement cède pour se maintenir. Mais le coût de la vie va augmenter. Les conditions de chômage aussi. Il faut poser : gouvernement d'Union Populaire, Gouvernement de Gauche pour réaliser un programme de nationalisations, et surtout, élargir l'utilisation des droits démocratiques, pour organiser la production, la contrôler.

Il faut faire en même temps, une analyse très critique de manque de représentation massive des grandes usines dans la manifestation. Celles-ci étaient présentes, mais elles avaient de très faibles représentations. Les usines ont fait partiellement grève, mais elles ne sont pas allées à la manifestation. Pourquoi ? Par manque de préparation, de préoccupation, d'organisation et d'accord préalable entre la CGT, la CFDT, le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Renault a participé avec des banderoles immenses, mais très peu de gens derrière. La même chose en ce qui concerne plusieurs entreprises métallurgiques, même si le défilé de la métallurtie a été plus représentatif que lors d'autres manifestations. Il faut mesurer pourquoi Renault a participé aussi faiblement. Un des facteurs essentiels sur lesquels s'appuie le gouvernement dans la lutte intérieure, c'est l'indécision, c'est le fait que Renault n'intervient pas. Pourquoi ? "L'Humanité" ne le pose pas. Dans la lutte intérieure les tendances se respectent mutuellement. Il faut le poser : il s'agit de luttes de tendances et aux camarades qui disent : "il n'y a pas de lutte de tendances", il faut leur répondre : "qu'est-ce que cette attitude, sinon une lutte de tendances". Dissimulée, délibérément escomotée, mais c'est une lutte de tendances. Il faut lancer un appel vibrant à la direction de la CGT, du PC, du PS et des radicaux de gauche pour qu'elles mettent fin à l'abstention de Renaultt. C'est une mesure qui favorise directement le patronat et la bourgeoisie. Cette attitude est absurde. Ceux qui la favorisent, favorisent les forces de la bourgeoisie. Il faut mener une politique de critique très sévère en tant que communistes. L'absence de Renault et des autres grandes usines, – parce que rien n'a été organisé pour qu'elles participent – a été un facteur d'affaiblissement de la manifestation.

Le patronat et le gouvernement en tirent les conclusions. Ils voient la lutte intérieure, l'indécision, ils comptent sur l'appareil conciliateur. La déclaration de Bergeron n'est pas due au hasard : il cherche à peser, à fixer une norme en se basant sur l'aristocratie ouvrière et sur une direction qui s'appuie sur ce secteur. Il faut le poser et mener la lutte contre cette direction. Comme nous l'avons posé à propos de Renault, ces secteurs sont des agents du patronat, ils constituent des structures que le patronat utilise pour freiner la lutte des masses. Contenir les luttes et les mobilisations signifie empêcher de s'organiser et d'obtenir de plus grands avantages concernant les salaires, et l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Par conséquent il faut se préparer, lors des prochains mouvements, des prochaines grèves, à arrêter toutes les usines, et à faire manifester ensemble partis ouvriers et syndicats. Il n'y a aucune raison pour séparer partis et syndicats. Aucune raison ! L'objectif des luttes est le même. Ce sont les mêmes qui appartiennent au syndicat et au Parti. Ou en tout cas s'ils appartiennent au syndicat et non au Parti, ils s'unifient dans la manifestation. Les objectifs sont les mêmes et les conquêtes que réalise le syndicat préparent les conditions pour le gouvernement de gauche, pour les 25 Points du Programme Commun.

La grève a été beaucoup plus importante que la manifestation. Beaucoup de gens n'y ont pas participé parce qu'elle a été organisée de manière très empirique. La non-intervention de Renault dans la rue a pesé sur toute la métallurgie : c'est un poids qui diminue ou retient l'intervention de ce secteur. Les ouvriers de Renault n'ont pas participé à la manifestation, la plupart des ouvriers n'y ont pas participé, non pas parce qu'ils sont contre, mais parce que la direction ne leur a pas permis. Il faut discuter : de quel droit la direction de Renault peut-elle s'opposer à un meeting, à une grève lancée par la CGT ? Il faut mettre ce fait en discussion. Il est certain qu'il y a des discussions, des bagarres et des luttes de tendances, dans le Parti Communiste. Il faut appeler la classe ouvrière à intervenir et s'adresser en particulier au Parti Communiste et aussi au Parti Socialiste et aux radicaux. Il faut les appeler à prendre part à l'action. Si la CGT fait grève, Renault doit la faire. Il faut former des commissions à l'intérieur de l'usine, élever la démocratie syndicale en sorte que la classe puisse intervenir. La CGT a appelé à la grève. Pourquoi pas Renault ? Pourquoi pas toutes les usines ? La petite camarilla de la direction impose sa volonté. Il s'agit de résidus de vieil appareil qui conciliait avec le patronat et qui prend la mobilisation des syndicats comme un fait local, pour des intérêts particuliers et non comme une manifestation de lutte qui combine les revendications syndicales pour les salaires et des meilleures conditions de travail avec la revendication politique de l'Union Populaire au pouvoir. Il n'y a pas d'autre perspective.

Il n'est pas possible de séparer partis et syndicats. Ce sont les mêmes ouvriers qui constituent l'un et l'autre. Leurs intérêts sont les mêmes. Les conquêtes syndicales se dissolvent si elles ne sont pas appuyées par le pouvoir politique. En ce cas la bourgeoisie augmente le coût de la vie et c'en est fini des augmentations de salaires. Elle augmente la productivité et la technification exigent de chaque ouvrier une quantité de travail beaucoup plus grande qu'avant. Il faut le poser et faire en sorte que cela se discute dans l'usine et pas comme le voudraient les bureaucrates qui concilient avec le patronat : il faut discuter ouvertement au moyen de bulletins, de journaux. Il faut discuter que toutes les usines doivent s'arrêter quand la CGT appelle à la grève, et faire des meetings devant les usines pour les faire débrayer et liquider tous ceux qui sont contre, parce qu'une telle attitude favorise directement le patronat. Il est évident et éloquent que la direction de la CGT de Renault ne réponde pas aux besoins du mouvement unitaire des syndicats. Elle intervient en fonction de ses intérêts particuliers, de secteur, et ne représente même pas les intérêts de la classe ouvrière de ce secteur. La classe ouvrière est contre une telle attitude, elle a voulu faire grève.

Si Renault intervient avec des banderoles, c'est parce que la direction locale veut faire croire que les ouvriers interviennent, alors qu'il n'en est rien : il s'agit de petits groupes, liés et ayant des intérêts communs avec les intérêts du patronat. Ils devraient parler en fonction des intérêts de la classe ouvrière et du développement de l'industrie, alors que la direction capitaliste n'a d'intérêt que pour le profit et pour une production qui lui permette un tel profit. Il est possible de réorganiser, de planifier la production, pour produire mieux et moins cher. Le rôle des syndicats n'est pas seulement de lutter pour les revendications immédiates mais pour organiser le travail de la société dans le do-

LA MANIFESTATION D
LA VOLONTE DE LA
L'UNION POPULA
23 novembre 1974

à d'autres meetings, le chant de l'Internationale a cette fois, retenti du début à la fin, sans arrêt. Un secteur finissait de la chanter et le suivant la reprenait aussitôt. L'Internationale a été chantée pendant cinq heures, accompagnée de cris, de poings levés, d'applaudissements. Cette manifestation indique une grande volonté politique, une grande unité politique, un grand désir de triomphe.

La bourgeoisie sent le poids de cette manifestation. Le journal le plus représentatif du pays "Le Figaro" avait signalé qu'elle serait très importante et invité le gouvernement à céder, négocier avant que la situation n'empire. La bourgeoisie voit se décomposer, se démembrer, se désintégrer tout l'appareil : petite-bourgeoisie, services publics, fonctionnaires, et même la police et une partie de l'armée. La bourgeoisie sent qu'elle perd des forces, et qu'aucun gouvernement capitaliste ne va pouvoir résoudre ces problèmes. Si elle cède aujourd'hui, demain l'inflation va s'élever, le coût de la vie va augmenter directement. De nouvelles luttes vont surgir. C'est pourquoi les journaux disent maintenant : "il faut chercher à s'arranger". Aucun n'a la moindre idée à ce sujet. Mais tous voient que le prolétariat cherche une solution, dont la manifestation fait partie.

Cette manifestation a dépassé les perspectives de toutes les directions. Elle n'a pas été préparée avec l'intention de faire venir autant de monde. Cependant elle a été bien préparée par la CGT, par les syndicats. En partie les directions syndicales, le front unique CGT-CFDT-FEN, s'étaient coordonnées pour lui donner un certain caractère politique. La solution est politique et les syndicats font pression pour donner une issue politique. L'admission de notre Parti dans la manifestation, avec sa banderole et ses publications, est très importante : c'était la seule banderole d'un Parti, la seule qui ait défilé avec des mots d'ordre de Parti. Mais ces mots d'ordre ne signifiaient pas un affaiblissement, une diminution, une contradiction par rapport aux mots d'ordre syndicaux.

Il est nécessaire d'unir mots d'ordre généraux et mots d'ordre concrets, du moment. Il faut poser la nécessité de l'Union Populaire au pouvoir. Ce processus ne va pas s'arrêter là : le capitalisme ne peut pas céder, et les conditions de lutte vont s'élever constamment.

L'état d'esprit, la résolution combative, de la foule a été un centre de l'ensemble de la préoccupation. Les gens étaient très combatifs, très résolus. Ils intervenaient avec une décision de combat supérieure à la manifestation elle-même. Il y avait entre eux une solidarité très élevée : ils sont allés à la manifestation avec la volonté d'impulser et de communiquer entre eux. Le plus important c'est qu'ils ont tenu le coup six heures durant. Toute la manifestation a été constamment soutenue et impulsée par le flux communiste plein d'amour, par les chansons qui s'en élevaient. L'Internationale commençait quelque part. A peine finie elle recommençait ailleurs, dans les rues et aussi sur les trottoirs. Tout le monde chantait avec toute sa passion. Il y avait des camarades âgés qui levaient le poing aussitôt.

Les gens étaient liés à la manifestation, associés, stimulés de manière ininterrompue (en effet, on peut être lié, associé, sans se sentir stimulé continuellement). Dans cette manifestation chacun était en contact avec les autres, il y avait un processus de stimulation réciproque pour lancer des mots d'ordre contre le gouvernement. Tous les mots d'ordre étaient très bien, pleins de mépris envers le gouvernement, pleins d'une conscience supérieure. La manifestation a été entièrement politique : une action politique menée par le mouvement syndical. Quand le cortège est passé devant le local du Parti Socialiste, instantanément ce cri a fusé : "Union Populaire, Union Populaire, Programme Commun" ! Le but de ce cri unanime était de faire pression sur le Parti Socialiste.

L'intention de tous ceux qui ont participé à cette action était d'obtenir les revendications concernant les salaires, les horaires, le non-fermeture des entreprises. Mais ce qui unissait les intentions de tous était : il faut faire tomber le gouvernement ! Tous les mots d'ordre qui surgissaient spontanément n'avaient rien à voir avec l'augmentation des salaires. Tous étaient contre le gouvernement, pour l'Union Populaire. Les banderoles portaient des consignes syndicales, mais les mots d'ordre qui surgissaient spontanément – et qui étaient beaucoup plus nombreux que les banderoles – étaient tous d'organisation politique. Ceci manifeste l'intention, l'état d'esprit des gens, pourquoi ils ont participé à la manifestation : ils y sont allés pour s'unifier, pour renverser le gouvernement.

Sur cette base, il faut donc s'adresser au Parti Communiste, au Parti Socialiste, pour l'obtention des prochaines revendications.

L'état d'esprit, très combatif, montrait une unification très active et un degré de compréhension très très élevé. C'est pour cette raison que les manifestants inventaient des mots d'ordre très justes. Ils ne demandaient rien d'exorbitant dans les revendications ni dans les mots d'ordre, ni dans les conclusions. Revendications, réclamations tendaient à affirmer la nécessité d'un gouvernement capable d'y satisfaire. Tous les cris, tous les mots d'ordre importants disaient : "à bas le gouvernement ! " Ils n'allaient pas jusqu'à dire "gouvernement capitaliste", mais tout était lié à la nécessité de changements politiques. De nombreux mots d'ordre qui surgissaient marquaient aussi la méfiance envers le patronat, la direction gouvernementale. Les chansons donnaient la ligne politique. Elles étaient encore beaucoup plus importantes que les mots d'ordre. Enfin, des secteurs entiers scandaient des mots d'ordre qui se moquaient du gouvernement.

Tout ceci indique le niveau de préparation de l'avant-garde, la volonté de combat de tout le monde. C'est une base d'appui pour la politique de l'Union Populaire et pour abattre le gouvernement. Il faut poursuivre dans le sens de cette conclusion.

Le gouvernement cède pour se maintenir. Mais le coût de la vie va augmenter. Les conditions de chômage aussi. Il faut poser : gouvernement d'Union Populaire, Gouvernement de Gauche pour réaliser un programme de nationalisations, et surtout, élargir l'utilisation des droits démocratiques, pour organiser la production, la contrôler.

Il faut faire en même temps, une analyse très critique de manque de représentation massive des grandes usines dans la manifestation. Celles-ci étaient présentes, mais elles avaient de très faibles représentations. Les usines ont fait partiellement grève, mais elles ne sont pas allées à la manifestation. Pourquoi ? Par manque de préparation, de préoccupation, d'organisation et d'accord préalable entre la CGT, la CFDT, le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Renault a participé avec des banderoles immenses, mais très peu de gens derrière. La même chose en ce qui concerne plusieurs entreprises métallurgiques, même si le défilé de la métallurtie a été plus représentatif que lors d'autres manifestations. Il faut mesurer pourquoi Renault a participé aussi faiblement. Un des facteurs essentiels sur lesquels s'appuie le gouvernement dans la lutte intérieure, c'est l'indécision, c'est le fait que Renault n'intervient pas. Pourquoi ? "L'Humanité" ne le pose pas. Dans la lutte intérieure les tendances se respectent mutuellement. Il faut le poser : il s'agit de luttes de tendances et aux camarades qui disent : "il n'y a pas de lutte de tendances", il faut leur répondre : "qu'est-ce que cette attitude, sinon une lutte de tendances". Dissimulée, délibérément escomotée, mais c'est une lutte de tendances. Il faut lancer un appel vibrant à la direction de la CGT, du PC, du PS et des radicaux de gauche pour qu'elles mettent fin à l'abstention de Renaultt. C'est une mesure qui favorise directement le patronat et la bourgeoisie. Cette attitude est absurde. Ceux qui la favorisent, favorisent les forces de la bourgeoisie. Il faut mener une politique de critique très sévère en tant que communistes. L'absence de Renault et des autres grandes usines, – parce que rien n'a été organisé pour qu'elles participent – a été un facteur d'affaiblissement de la manifestation.

Le patronat et le gouvernement en tirent les conclusions. Ils voient la lutte intérieure, l'indécision, ils comptent sur l'appareil conciliateur. La déclaration de Bergeron n'est pas due au hasard : il cherche à peser, à fixer une norme en se basant sur l'aristocratie ouvrière et sur une direction qui s'appuie sur ce secteur. Il faut le poser et mener la lutte contre cette direction. Comme nous l'avons posé à propos de Renault, ces secteurs sont des agents du patronat, ils constituent des structures que le patronat utilise pour freiner la lutte des masses. Contenir les luttes et les mobilisations signifie empêcher de s'organiser et d'obtenir de plus grands avantages concernant les salaires, et l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Par conséquent il faut se préparer, lors des prochains mouvements, des prochaines grèves, à arrêter toutes les usines, et à faire manifester ensemble partis ouvriers et syndicats. Il n'y a aucune raison pour séparer partis et syndicats. Aucune raison ! L'objectif des luttes est le même. Ce sont les mêmes qui appartiennent au syndicat et au Parti. Ou en tout cas s'ils appartiennent au syndicat et non au Parti, ils s'unifient dans la manifestation. Les objectifs sont les mêmes et les conquêtes que réalise le syndicat préparent les conditions pour le gouvernement de gauche, pour les 25 Points du Programme Commun.

La grève a été beaucoup plus importante que la manifestation. Beaucoup de gens n'y ont pas participé parce qu'elle a été organisée de manière très empirique. La non-intervention de Renault dans la rue a pesé sur toute la métallurgie : c'est un poids qui diminue ou retient l'intervention de ce secteur. Les ouvriers de Renault n'ont pas participé à la manifestation, la plupart des ouvriers n'y ont pas participé, non pas parce qu'ils sont contre, mais parce que la direction ne leur a pas permis. Il faut discuter : de quel droit la direction de Renault peut-elle s'opposer à un meeting, à une grève lancée par la CGT ? Il faut mettre ce fait en discussion. Il est certain qu'il y a des discussions, des bagarres et des luttes de tendances, dans le Parti Communiste. Il faut appeler la classe ouvrière à intervenir et s'adresser en particulier au Parti Communiste et aussi au Parti Socialiste et aux radicaux. Il faut les appeler à prendre part à l'action. Si la CGT fait grève, Renault doit la faire. Il faut former des commissions à l'intérieur de l'usine, élever la démocratie syndicale en sorte que la classe puisse intervenir. La CGT a appelé à la grève. Pourquoi pas Renault ? Pourquoi pas toutes les usines ? La petite camarilla de la direction impose sa volonté. Il s'agit de résidus de vieil appareil qui conciliait avec le patronat et qui prend la mobilisation des syndicats comme un fait local, pour des intérêts particuliers et non comme une manifestation de lutte qui combine les revendications syndicales pour les salaires et des meilleures conditions de travail avec la revendication politique de l'Union Populaire au pouvoir. Il n'y a pas d'autre perspective.

Il n'est pas possible de séparer partis et syndicats. Ce sont les mêmes ouvriers qui constituent l'un et l'autre. Leurs intérêts sont les mêmes. Les conquêtes syndicales se dissolvent si elles ne sont pas appuyées par le pouvoir politique. En ce cas la bourgeoisie augmente le coût de la vie et c'en est fini des augmentations de salaires. Elle augmente la productivité et la technification exigent de chaque ouvrier une quantité de travail beaucoup plus grande qu'avant. Il faut le poser et faire en sorte que cela se discute dans l'usine et pas comme le voudraient les bureaucrates qui concilient avec le patronat : il faut discuter ouvertement au moyen de bulletins, de journaux. Il faut discuter que toutes les usines doivent s'arrêter quand la CGT appelle à la grève, et faire des meetings devant les usines pour les faire débrayer et liquider tous ceux qui sont contre, parce qu'une telle attitude favorise directement le patronat. Il est évident et éloquent que la direction de la CGT de Renault ne réponde pas aux besoins du mouvement unitaire des syndicats. Elle intervient en fonction de ses intérêts particuliers, de secteur, et ne représente même pas les intérêts de la classe ouvrière de ce secteur. La classe ouvrière est contre une telle attitude, elle a voulu faire grève.

Si Renault intervient avec des banderoles, c'est parce que la direction locale veut faire croire que les ouvriers interviennent, alors qu'il n'en est rien : il s'agit de petits groupes, liés et ayant des intérêts communs avec les intérêts du patronat. Ils devraient parler en fonction des intérêts de la classe ouvrière et du développement de l'industrie, alors que la direction capitaliste n'a d'intérêt que pour le profit et pour une production qui lui permette un tel profit. Il est possible de réorganiser, de planifier la production, pour produire mieux et moins cher. Le rôle des syndicats n'est pas seulement de lutter pour les revendications immédiates mais pour organiser le travail de la société dans le do-

19 novembre CONFIRME
FRANCE DE PORTER
RE AU POUVOIR
J.POSADAS

maine qui les concerne. Comme le Parti le fait à titre général et dans tous les domaines. Partis et syndicats recherchent la même chose, ont le même but. Leurs sphères d'activité sont différentes. Il n'est pas possible aujourd'hui d'améliorer les conditions de travail et de salaires, sans lutter contre le système, sans changer les conditions de l'ensemble du pays.

A mesure que la crise progresse le capitalisme est affecté dans tous les aspects : la production recule, le chômage augmente. Comme c'est le cas maintenant. Comment le résoudre ? La bureaucratie voudrait y parvenir grâce à un accord avec le patronat et pour elle-même, en tant que bureaucratie de Renault contre les autres usines. Le problème central est de montrer que si une usine est en mesure de résister mieux que les autres, le reste suit. Que peut-on attendre d'une telle direction qui compte sur le patronat pour résoudre le problème d'un, deux ou trois types. Il n'y a pas de solution en ce sens. Les syndicats doivent intervenir, les partis aussi. Parti et syndicat ont les mêmes objectifs, chacun dans sa sphère d'action.

L'unification entre partis, syndicats et centrales ouvrières, est nécessaire. Le mouvement actuel montre de façon claire et nette comment faire coïncidier les mots d'ordre. Si les revendications ne correspondent pas au besoin politique du Parti, de toutes façons celui-ci peut proposer ses propres mots d'ordre et les appuyer. Le Parti peut défiler avec ses propres consignes. L'abstention des partis n'est pas une nécessité et quand des dirigeants disent "nous nous sommes mis d'accord, mais il ne convient pas que le Parti se trouve dans la manifestation", il faut argumenter. A qui cela ne convient-il pas ? A la bureaucratie et à ses dirigeants et au capitalisme. Que tel ou tel dirigeant y soit opposé ne signifie pas que c'est un mot d'ordre qui n'est pas nécessaire. Il faut unifier partis et syndicats dans un front-unique. Cela augmente les forces. Le Parti doit intervenir dans la manifestation, non comme dirigeant, mais comme participant. Il ne doit pas provoquer de difficultés. Communistes et socialistes ne peuvent pas monopoliser la direction. Ils participent en donnant leur adhésion, en vendant leur presse. Cela va avoir un effet très grand sur l'éducation de la classe en montrant que, parvenus à un certain niveau, les problèmes n'ont plus de solution syndicale, mais que la solution est politique. Il n'est pas nécessaire que le Parti soit présent dans toutes les manifestations et dans tous les meetings. Il peut se contenter de montrer son appui à la lutte des masses, en adressant un message d'adhésion, son drapeau ou une représentation.

Une telle participant est, pour les masses, pour le peuple, un moyen d'éducation tres concentré, en les aidant à comprendre la nature de leurs forces. Cela ne provoquera pas de heurts, ni un processus d'affrontement entre communistes ; socialistes et radicaux de gauche. Les partis peuvent participer avec leurs propres mots d'ordre.

La manifestation a montré la nécessité du front – unique syndicats, Union Populaire. Elle a montré que tout mouvement important de la classe doit se produire ainsi, parce que le Parti entraîne la classe, représente la classe. Sans cela, il se produit un déficit dont le capitalisme profite pour séparer les forces politiques et syndicales, en montrant que les unes ont une position qui n'est pas celle des autres. Le capitalisme essaie de s'adapter à la situation, tout en créant des difficultés en appuyant un secteur contre un autre. Mais le capitalisme ne peut pas faire grand chose en ce sens. Le plus important, c'est que le seul fait que syndicats et partis ouvriers n'apparaissent pas unis ôte des forces et surtout sécurité et conviction à l'avant-garde prolétarienne, ce qui ne permet pas de s'adresser au reste de la population.

Il faut tirer une conclusion organisative de cette manifestation : cette crise n'a pas de solution et renforce l'Union Populaire. La CGT dit que 400.000 personnes ont participé à la manifestation. Elle réduit le nombre pour contenir la pression que l'avant-garde veut exercer sur elle. Elle a peur d'affronter le capitalisme. La manifestation a été une énorme démonstration de combativité. Elle a montré combien les gens dans la rue les manifestants et le reste de la population sont unis. C'est une identification complète. Les secteurs petits-bourgeois aisés, eux-mêmes, appuient les grèves et les mouvements, parce qu'ils sentent que c'est de là que va venir la solution. Le capitalisme doit généraliser ses attaques contre le niveau de vie, contre les conditions de vie et de travail et ces mesures atteignent aussi ces secteurs. Même si les manifestants obtiennent les augmentations de salaire, rien ne sera résolu. Les prix vont réaugmenter dès le mois suivant. L'inflation va continuer, le gouvernement va reprimer. S'il cède pour maintenir un certain niveau de relations avec les syndicats, il va de voir le faire aux dépens d'autres secteurs du capitalisme. Le système capitaliste semble frappé de folie, parce qu'il cherche la solution dans tous les sens. Pendant ce temps, il fait la guerre, il massacre en Israël, montrant ainsi quelle est sa véritable nature. Ford va au Japon et trois millions de travailleurs se mettent en grève.

La manifestation a exprimé une très grande volonté de combat. Il faut s'adresser au Parti Communiste, au Parti Socialiste a la CGT pour qu'ils organisent d'autres actions, avec des objectifs plus larges, une preparation plus profonde et en faisant débrayer toutes les usines. Toutes ! Il faut faire des meetings preparatoires, en appelant la population des quartiers à accompagner le mouvement. Il faut saluer la manifestation dans les rues, aux balcons, avec des banderoles, des fleurs, des drapeaux rouges.

Un fait remarquable de la manifestation a été l'énorme quantité d'ouvriers émigrés et noirs. Il y avait partout une joie immense. La joie était le fil conducteur du premier au dernier manifestant, personne ne se sentait fatigué, tout le monde voulait rester. Il y avait une identification très profonde entre tous. La joie est produite par le fait de se sentir sûr de triompher. La joie n'était pas due au fait qu'ils sentaient qu'ils allaient obtenir les augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail. Le sourire des gens n'était pas celui qui exprime qu'on vient d'obtenir quelque chose d'ont on a besoin et qu'on veut. C'était le sourire de celui qui veut quelque chose de juste, de digne et d'utile au progrès. C'était celà, la joie des gens. Elle n'avait rien d'égoïste, de corporatiste. Chaque secteur s'élevait et communiquait avec tout le reste. La conclusion naturelle de tous les manifestants était de chanter l'Internationale, qui n'est pas un chant pour des augmentations de salaires.

Il est notable que le moyen de communication a été le drapeau rouge et le poing levé. Un tas de gens âgés et de jeunes levaient le poing.

Il faut s'adresser aux gens des quartiers, pour qu'ils se préparent devant les usines, en faisant des meetings. Il faut expliquer que c'est la crise du capitalisme, qu'il est incapable de résoudre les problèmes. Il faut se préparer pour les solution que donnent la classe ouvrière et l'union populaire, la classe ouvrière dirigée politiquement par l'Union Populaire. Toutes les usines doivent participer. Il faut montrer que la solution a tous ces problèmes se trouve dans le programme de l'Union Populaire et le programme Commun : Il faut poser : Gouvernement d'Union Populaire ! C'est la conclusion fondamentale. C'est ainsi qu'il fait préparer les prochains mouvements.

J. POSADAS
– 21 NOVEMBRE 1974

APRES LE CONGRES DU PARTI SOCIALISTE : Elargir les Assemblées-débat à tout le pays pour discuter le programme du front de la gauche

Les conclusions du Congrès du PSB ne représente pas une victoire de la droite. Ce n'est pas non plus l'affirmation de la gauche avec un programme anticapitaliste précis. Dans ce Congrès, le PSB a démontré la nécessité de passer de Parti social-démocrate à Parti Socialiste, sans toutefois adopter le programme socialiste dans son ensemble. Le Congrès a affirmé la base de principes de la lutte de classes : La Charte de Quaregnon. La gauche socialiste qui défend le programme de nationalisations, et le gouvernement de gauche pour les appliquer ne s'est pas exprimée dans le Congrès. D'une part, la direction a refusé de laisser s'exprimer les tendances qui pourtant représentent une réalité dans le PSB : "Links", et d'autre part la tendance de gauche ne s'est pas lancée, à défendre ses positions, son programme, à l'imposer à la droite et à tout le Parti comme la seule perspective et la seule issue pour faire face à la crise actuelle du capitalisme en Belgique. Cools lui-même n'a pas défendu la consigne de gouvernement de gauche, le programme de nationalisations et le rassemblement des progressistes avec les communistes comme il l'avait déjà fait auparavant.

Pourquoi ne l'a t-il pas fait ? N'y avait-il pas les conditions pour le faire ? Oui ! Bien sûr ! Et il aurait reçu l'approbation, l'appui de nombreux militants, délégués au Congrès.
Et de toute la classe ouvrière. S'il ne l'a pas fait, c'est par manque de décision d'affronter la droite socialiste en plein Congrès doctrinal. Les conditions à l'intérieur et à l'extérieur du PS permettaient d'intervenir avec audace et résolution. Le monde entier va vers la gauche, partout il y a des changements. C'est avec cette force mondiale, cette puissance des mouvements de masses, qu'il est possible d'affronter la droite socialiste. C'est avec l'exemple du Portugal, de la Grèce, de l'Ethiopie, de la grève générale du 19 en France, des luttes des masses en Italie, du progrès de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers qu'il faut vivre pour s'unir à la classe ouvrière, à l'avant-garde ouvrière en Belgique et organiser la lutte centre le gouvernement, contre le système capitaliste. Le Congrès a encore laissé une porte ouverte à une possible participation gouvernementale.

Cette participation de tout façon sera soumise à la réunion d'un congrès extraordinaire. D'une manière encore limitée cela va permettre l'intervention, la participation et la pression des militants de base, de la classe ouvrière pour empêcher toute nouvelle collaboration au gouvernement bourgeois. Le plus important est la discussion du programme : Les points de programme adoptés par le Congrès sont : l'Autogestion, la socialisation et la planification. Les discussions autour de ces mots d'ordre sont importantes et implique inévitablement la discussion de l'expérience de l'autogestion en Yougoslavie, et de la planification économique dans les autres Etats Ouvriers. Précisement maintenant, le PC Yougoslave est en train de réviser sa politique d'autogestion qui a représenté un danger pour le progrès du socialisme. Elle a favorisé la concurrence entre différentes usines et régions, elle a stimulé des intérêts chauvins et favorisé l'anarchie dans la planification de l'économie. La discussion de l'autogestion par les camarades socialistes exprime le souci de voir fonctionner la démocratie ouvrière, de voir la classe ouvrière intervenir et donner son avis dans la production.

Elle n'est pas possible dans le régime capitaliste, mais dans un Etat Ouvrier non plus. La preuve en est justement la Yougoslavie. Il n'est plus possible maintenant de prendre ce pays comme exemple de "socialisme à visage humain". L'autogestion a fait ses preuves et entraîné un fonctionnement économique du pays se rapprochant de l'économie de marché, comme dans les pays capitalistes.

La seule issue possible est la Nationalisation de tous les moyens de production. Il ne faut pas seulement regarder l'expérience de la Yougoslavie pour cela, mais voir le progrès de l'Union de la gauche en France, du Parti travailliste en Angleterre. Le progrès du PS en France s'est fait sur la base de l'Union avec les communistes et du programme commun, de nationalisations des principales usines du pays ; le progrès du parti travailliste s'est fait sur la base de la défense d'un programme de nationalisations.

La participation dans le congrès, de délégations des Etats Ouvriers, de l'URSS est une acceptation de la supériorité de ces régimes sociaux. Aucune attaque, aucune protestation ne se sont élevées contre cette participation dans le congrès. Par con-

(Suite à la page 4)

Les réunions des Syndicats...

Les syndicats et les partis ouvriers doivent organiser une large mobilisation pour empêcher que le capitalisme continue à prendre des mesures contre la classe. Il n'est plus possible d'attendre que le salut vienne de l'un ou l'autre capitaliste, de l'une ou l'autre société. Cette crise est globale. Elle va depuis le Japon, en passant par le Marché Commun Européen jusqu'à l'impérialisme. Et ce n'est pas en donnant l'une ou l'autre prime de conjoncture qu'on peut remédier à la situation. Le capitalisme la récupère immédiatement avec des augmentations des produits, avec la diminution constante du pouvoir d'achat de la classe. Il n'y a que des mesures qui portent atteinte au régime capitaliste qui sont viables. Tous le reste, comme le refus des heures supplémentaires c'est très bien, refuser le chômage et poser la distribution ou le partage des heures de travail, ce sont toutes des mesures qui sont nécessaires et qu'il faut mettre en application immédiatement, mais ce sont des mesures qui ne donnent pas de solution réelle et profonde à la crise, ce ne sont que des palliatifs pour tâcher de ne plus faire de casse ou de limiter les dégâts. Mais la raison de la crise, qui est la libre entreprise, l'exploitation de quelques-uns qui s'enrichissent pendant que l'immense majorité a le minimum pour vivre, est toujours là. C'est la raison pour laquelle les syndicats prennent chaque fois plus de mesures et des luttes, des formes d'action qui mettent en question le fonctionnement même du régime capitaliste. Il ne faut pas avoir peur de le dire : est-ce que le capitalisme cache que des milliers d'enfants meurent de faim ? Ils crient tous aux barbares d'Ethiopie qui ont fusillé quelques dizaines de profiteurs qui avaient assassiné des milliers de personnes en les laissant mourir de faim alors que leurs palais regorgeaient de luxe, de nourriture, que leurs chiens mangeaient des kilos de viande par jour pendant que des milliers d'enfants, de vieillards, d'hommes et de femmes mouraient d'inanition.

La bourgeoisie condamne les communistes soviétiques, chinois et de tout bord, mais eux assassinent des milliers avec du napalm. Ils condamnent le manque de démocratie en URSS parce qu'on ne permet pas à des imbéciles comme Soljenitsine de dire leurs âneries et de vouloir retourner au 15ème siècle. Mais au même nom de cette démocratie occidentale ils assassinent des milliers d'ouvriers, de militants et dirigeants au Chili. Ici, pour la bourgeoisie la démocratie signifie diminuer le pouvoir d'achat, empoisonner les masses, la nature, les rivières et la mer. Pour cela, quand des militants socialistes répondent dans la Tribune Libre du Soir, comme le fait Henri Jeanne, au lieu de dire qu'ils sont contre les pays de l'Est et de s'en défendre, ils doivent condamner le capitalisme. Ils parlent de la bureaucratie des Etats Ouvriers et de ses caractéristiques d'autoritarisme comme si ces caractéristiques ne pouvaient changer et étaient immuables. La bureaucratie est le résultat de conditions particulières parmi lesquelles l'arrièrement économique d'avant la révolution, la crise économique, les guerres successives, la guerre civile, l'affaiblissement du Parti Bolchévique qui a permis l'incorporation d'une couche d'arrivistes qui ont développé des intérêts particuliers de caste. Mais ce sont ces Etats Ouvriers qui, malgré leurs directions, ont cassé le nez au nazisme quand tout le capitalisme s'était concentré pour détruire l'Union Soviétique. Et ce sont ces masses qui ont créé dans le monde 14 Etats Ouvriers qui connaissent aujourd'hui un processus de régénerescence partielle, comme le qualifie la IVème Internationale et le camarade Posadas, et sont en train de changer leur structure intérieure. Ce sont ces Etats Ouvriers qui, face au blocus de l'impérialisme, au sabotage des "défenseurs de la démocratie" bourgeoise interviennent dans le monde entier, qui soutiennent des régimes comme le fut le Chili d'Allende, comme le Portugal. Qui, malgré la politique compénétrative de ses directions, sont la base de soutien des mouvements anti-impérialistes. Alors ce qu'il faut faire c'est le procès du capitalisme. C'est discuter de la nécessité du programme anticapitaliste qui, avec la mobilisation de la classe ouvrière, les nationalisations des secteurs clés de l'économie, des banques, des sociétés multinationales, les industries pharmaceutiques, la métallurgie, avec la planification de l'économie en fonction des besoins de la population, est le seul moyen de sortir de la crise capitaliste.

Toutes les déclarations des syndicats, des militants, comme les assemblées libres que fait le PSB et que nous appelons à continuer, sont le reflet de la décision des masses de changer toute cette société. Ce que recherche l'avant-garde ce sont des points d'appui dans ses directions pour aller de l'avant, pour imposer le front-unique des syndicats, partis ouvriers, communistes, socialistes, chrétiens de gauche pour imposer la gauche au gouvernement et du gouvernement au pouvoir. Ce gouvernement ne fait que traîner la crise capitaliste. Il faut le chasser pour incapable et inutile. Les seules mesures qu'il prenne sont en défense du capitalisme. Il faut mener une campagne dans tout le pays dans les usines, dans les syndicats, les quartiers, de mobilisations, d'actions pour mettre en question ce gouvernement comme le fait tous les jours la classe dans son lieu de travail. Dans le monde entier c'est la gauche qui avance, ce sont les gens qui veulent et qui imposent ces changements. Si à l'ONU on reconnait l'OLP, c'est le résultat d'un rapport de forces mondial qui est favorable à la révolution, et ce même rapport de forces s'exprime en Belgique, de manière moins claire dans les directions ouvrières, mais très claire dans les actions de la classe ouvrière. Il faut le mettre à profit en faisant ce bond dans la conclusion organisative de la nécessité du front de la gauche, et cela pas dans 20 ans, mais pour organiser ce front qui fonctionne déjà dans les usines.

Le 26.11.1974.

LA PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero (T)

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Clandestin.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
FRENTE OPERAIA - Organe du Partido Operaro (T) Clandestin.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T)

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Montes 12 ap 11 Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T) Apartado 3726 — Quito.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) Clandestin (s'adresser aux journaux belge, français, italien)

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXIQUE
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T)
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

MOYEN-ORIENT
REVOLUTION SOCIALISTE. - Bulletin en langue arabe et perse organes des militants arabes et perses de la IVe Internationale.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartado 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

VIENT DE PARAITRE :

J. POSADAS

La libération de la femme la lutte de classes et la révolution socialiste

4 mai 1974

Après le congrès du PSB...

tre, les représentants du MPR du Zaïre ont été sifflés et injuriés.

N'importe quel pays qui veut avancer et avance vers le socialisme adopte des mesures de nationalisations : la Lybie, l'Algérie, le Pérou, Chili etc ... Les socialistes veulent choisir une forme intermédiaire entre pays capitalistes et Etat Ouvrier, parce que, effectivement on ne voit pas une pleine participation, intervention et direction de la classe ouvrière dans les Etats Ouvriers. Mais la base des principes est correcte : Il faut défendre un programme de nationalisations et contruire, en même temps, des organismes dans les usines qui permettent à la classe ouvrière de maintenir un contrôle permanent sur la production.

La crise actuelle du régime capitaliste implique une réponse programmatique. Il n'est pas possible d'y faire face avec des palliatifs, avec des réformes. L'augmentation accélérée du coût de la vie, la déterioration des conditions de travail et de vie digne, l'augmentation ininterrompue du chômage, de la pollution, nécessitent une réponse dynamique, de combat des partis ouvriers et des Syndicats. Le PSB doit s'appuyer sur la résolution de lutte de la classe ouvrière en Belgique et dans le monde, qui ne va accepter aucune participation gouvernementale, qui va rompre toute nouvelle possibilité de conciliation entre les directions syndicales et le patronat. La gauche socialiste doit s'appuyer sur la décision de la classe ouvrière et avoir la sécurité que les travailleurs acceptent, appuient et défendent un programme de nationalisations, un gouvernement de gauche qui soit prêt à appliquer ce programme. L'appui massif au programme Commun de la gauche en France, l'appui massif au gouvernement d'Unité populaire au Chili le démontrent. Il y a les conditions en Belgique et dans le monde pour se lancer dans la lutte contre la droite socialiste. Pour cela, il faut faire un appel aux chrétiens de gauche à rompre avec leur parti, et construire un Parti Catholique de gauche.

Les chrétiens ne vont pas venir au mouvement socialiste. Encore moins s'il ne défend pas de programme. Il faut gagner leur confiance, et réaliser un front-unique de tendances sur la base d'un programme anticapitaliste, avec les communistes, les trotkystes et toutes les tendances de gauche et révolutionnaires. Il est absurde que "Links", n'ai pas pu prendre la parole sous prétexte qu'il n'avait pas de délégué. Le groupe de Sint-Maria-Lierde non plus. La lutte de tendances dans le PSB est une réalité; il fallait laisser intervenir toutes les tendances, dans le Congrès et également celles qui ne font pas partie du mouvement socialiste mais qui discutent avec des idées pour l'organisation d'une gauche marxiste dans le PSB.

Cela ne va pas affaiblir le PSB, au contraire. La base de la participation est la polémique fraternelle pour faire progresser le front de la gauche en Belgique.

La gauche du PSB ne s'est pas exprimée programmatiquement dans le Congrès. Mais directement après, Cools a appelé à l'organisation d'Assemblées-débats dans lesquelles lui-même a défendu un programme de nationalisations et le front-unique de toutes les tendances de gauche pour l'appliquer. C'est une manière de chercher des points d'appui à la base, et dans tout le pays pour défendre un programme et le mettre en pratique.

L'attitude d'André Cools, d'Irène Pétry et d'autres militants chantant l'Internationale le poing levé au début du Congrès et à quelques autres moments, exprime une décision de lutte, de combat qui n'a pas encore trouvé une forme d'expression dans le PSB. C'est la classe ouvrière qui, par ses luttes incessantes, transmet aux dirigeants les plus sensibles sa volonté de combat, sa décision d'intervenir.

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gillieaux 6080 Montignies s/S

LA LUTTE CONTRE LES SOCIETES MULTINATIONALES ET L'UNITE DU MOUVEMENT OUVRIER EN EUROPE.

6 mai 1974 (Voir pages centrales) J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 F.B. – 12° année – n° 235 – 13 décembre 1974 Hebdo

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Immédiatement imposer un plan ouvrier de développement avec la mobilisation de toute la population.

Editorial

L'impossibilité d'une convention collective favorable par la voie des discussions avec la Fédération des Industriels Belges est évidente. De la même manière qu'est évidente la crise généralisée que vit le capitalisme, qui se donne non seulement au niveau du capitalisme belge et européen, mais sur le plan mondial. Les licenciements massifs dans l'industrie automobile allemande, ici, aux Etats-Unis ainsi que dans toute l'Europe, ne sont qu'un exemple très limité, non pas d'une crise particulière, mais d'une crise généralisée dans tous les domaines.

Il se trouve que, dans le cadre de l'expansion et du développement économique du capitalisme, celui-ci doit se développer dans une situation de concurrence intercapitaliste de plus en plus accrue, et est chaque fois plus profondément confronté avec la concurrence des Etats Ouvriers. Pour y répondre, le capitalisme se concentre sur lui-même, structure des multinationales, élève l'exploitation de la classe ouvrière en augmentant les cadences, en empoisonnant la nature, la vie, l'eau, l'air, les légumes, tout. S'il se concentre ainsi sur lui-même, ce n'est pas désir d'augmenter sa capacité économique ; c'est surtout parce que c'est le seul moyen qui lui reste pour s'en sortir. Il se concentre aussi dans les domaines financier et bancaire, et la fusion de la Banque de Bruxelles avec la Banque Lambert en Belgique en est un exemple.

L'Angleterre connaît les mêmes problèmes et le gouvernement travailliste vient de répondre à la crise de l'automobile d'une façon intéressante. La Britisch Leyland avait fait une demande d'aide de 50 millions de Livres sterling que le gouvernement vient d'accepter mais en décidant en plus de nationaliser une partie de la firme. En fait, ce n'est qu'à travers des solutions de ce type que la crise peut être dépassée, c'est-à-dire des mesures qui fassent passer la propriété capitaliste aux mains de l'Etat, mais en ajoutant à cela la nécessité du contrôle ouvrier. En Belgique aussi la situation économique et sociale s'aggrave. Il a déjà fallu recommencer par trois fois les discussions pour les nouvelles conventions collectives. Le résultat est là : le capitalisme ne veut céder en rien de fondamental. Alors, il est impensable qu'on puisse obtenir quoi que ce soit au travers des discussions, si déjà dans les périodes antérieures où il y avait un taux de croissance important, le capitalisme ne donnait que des miettes et ce malgré d'importantes luttes de la classe ouvrière.

Le capitalisme récupère immédiatement toutes les augmentations ou améliorations des salaires ou des conditions de travail, par l'augmentation des produits qu'il vend, par l'élévation généralisée du coût de la vie.

Ce qu'il faut discuter, c'est avec quelles forces des syndicats, partis ouvriers, mouvement de gauche, il faut se concerter, élaborer un programme de gauche de nationalisations et de mesures pour améliorer le niveau de vie de la population, et avec ces forces et sur la base d'une activité permanente d'assemblées d'usines des syndicats ouvriers, des cadres, du Setca, organiser une large mobilisation pour changer le gouvernement et imposer un gouvernement de gauche avec l'appui et la participation de toutes ces forces sociales.

La situation est déjà mûre pour cette conclusion. Il y a des exemples qui le montrent bien , parmi lesquels l'un des plus significatifs est la décision de l'occupation de la gaufrerie Champagne par des jeunes filles de 15 à 20 ans et la résolution qu'elles ont eu de faire fonctionner leur usine, de vendre la production. Ce n'est pas la première occupation d'usine en Belgique, mais quand des jeunes qui n'ont eu aucune tradition de lutte syndicale et qui ont eu affaire à un patron qui licenciait toute ouvrière dès qu'il apprenait qu'elle était syndiquée, quand des jeunes aussi peu préparés à la lutte se lancent avec une telle décision et une telle sécurité dans leurs propres forces, c'est parce qu'elles sentent qu'elles peuvent se passer du patron, du capitalisme, qu'elles n'ont pas besoin de chefs. Et comme elles déclaraient "nous allons tout changer ici, installer des douches, aérer, améliorer les salaires", en fait elles luttent non seulement pour les salaires, mais pour rendre digne la vie humaine. Où trouvent-elles une telle résolution, une telle force ?

C'est toute la décision de la classe ouvrière dans le pays décidée à chasser le capitalisme qui fait partie de leur force. C'est le processus mondial de progrès de la gauche, de triomphes comme le Portugal, de nettoyages comme l'ont fait les militaires en Ethiopie, du progrès programmatique des partis socialistes dans le monde qui sont obligés de changer, c'est tout cela qui se transmet à la classe ouvrière, lui donne l'assurance de liquider le capitalisme. Ce sont les centaines de milliers de manifestants en France, appelés par les syndicats, qui scandaient des chants et des consignes pour chasser le gouvernement, ce sont les millions de travailleurs qui faisaient la grève générale en Italie.

(*Suite page 4*)

LA CRISE DU SYSTEME CAPITALISTE, LA REUNION DU SYNODE ET LE MURISSEMENT DES MASSES CATHOLIQUES POUR LE SOCIALISME

23_10_1974 *J. POSADAS*

Le Synode est actuellement en train de discuter l'attitude historique de l'Eglise vis-à-vis du progrès du monde communiste. Les évêques catholiques discutent quel programme adopter, comment s'intégrer dans ce nouveau monde, après l'échec de la tentative de s'opposer à son développement en le rejetant et en se joignant aux forces de la réaction, et du système capitaliste. Ils essaient maintenant de s'adapter au cours nouveau de l'histoire. Au sein même de l'Eglise ce courant se développe. Il y a une lutte interne.

Le fait que l'Eglise n'est pas une classe, mais un des secteurs au service de la bourgeoisie, permet qu'une telle influence s'exerce en son sein. L'Eglise n'est pas une classe, elle est au service d'une classe, ce qui laisse ouverte la voie pour l'influencer. La même chose a lieu en ce qui concerne toutes les institutions, toutes les superstructures de l'appareil bourgeois qui subissent les influences de l'insécurité du système. L'Eglise éprouve la supériorité du nouveau système dans le contact qu'elle a avec les gens. C'est ce contact qui l'oblige à changer. Ce n'est pas une conclusion théologique, philosophique ou scientifique, mais un fait qui lui est imposé par la réalité, c'est-à-dire la lutte de classes. Celle-ci a atteint un niveau de maturité si élevé que son influence parvient jusqu'au Synode et oblige l'Eglise a changer.

Le Synode est le comité d'inspection de la structure de l'Eglise. C'est un organisme supérieur à un Comité Central. C'est un organisme dont la fonction est d'épurer. Quand les évêques doivent admettre une telle discussion, c'est qu'ils ne peuvent plus se maintenir autrement. C'est la seule manière eux d'éviter un schisme. Et cette fois, un schisme serait fatal à l'Eglise. Le schisme serait le fait d'un très grand secteur de l'Eglise associé au processus de l'histoire qui va vers le socialisme. C'est pourquoi il y a une telle discussion entre eux, et qu'ils n'osent pas rompre avec les jeunes. Cette situation indique l'influence très, très grande qu'exerce la nécessité du socialisme sur la base jeune et intermédiaire des curés. Ceux-ci à leur tour reflètent la volonté des gens, et surtout des couches moyennes, paysannes et petites-bourgeoises.

Le Synode n'a adopté aucune résolution contre les Etats ouvriers, contre le communisme ou contre le marxisme. Dans le passé tel était le rôle de l'Eglise ! Il n'en est plus rien maintenant. L'Eglise exerce maintenant une fonction politique, de direction politique ! On l'appelle Synode, mais c'est une sorte de Comité Central et la résolution qu'il adopte est une résolution de Comité Central dans l'ombre. Les points de la résolution sont ce que discutent n'importe quel syndicat et n'importe quel Parti. L'Eglise doit s'adapter à discuter politiquement, comme dans une réunion quelconque de parti.

(Suite à la page 4)

Front de la gauche et programme anti- capitaliste face aux attaques de la bourgeoisie contre le P.S.

Certains articles de la presse bourgeoisie se sont chargés de faire beaucoup de bruit au sujet de l'affaire du World Trade Center à Bruxelles, où d'ex-ministres socialistes seraient impliqués. Il ne s'agit pas pour nous de vérifier si c'est vrai ou non, mais d'analyser à quel moment se donnent ces accusations.

Il est évident que, depuis que le PSB s'est lancé dans l'opposition et qu'un courant de gauche tâche de progresser dans la recherche de positions programmatiques, la bourgeoisie, voire même des secteurs du gouvernement, tâchent de contenir ce processus de radicalisation.

Une réunion au sommet du Parti socialiste va se tenir pour discuter au sujet de l'invitation des différentes délégations au dernier congrès. C'est là que se donne la véritable lutte intérieure. Personne n'a pu mettre en question l'invitation faite aux pays socialistes. Mais la droite socialiste n'y est pas moins opposée. La réponse de Victor Larock dans l'éditorial du Peuple est claire à ce sujet. Elle montre que bien des discussions se passent, où le secteur conciliateur est en train de perdre du terrain.

Ces déclarations au sujet de Simonet, Cools et Claes sont les armes que la bourgeoisie utilise pour le moment pour entraver le processus intérieur du PS.

Si la bourgeoisie avait de la force, si elle se sentait puissante socialement, elle n'aurait même pas besoin d'étaler au grand jour des affaires de cuisine intérieure. Quand des attaques de ce genre sortent, c'est parce qu'elle n'à pas de perspectives.

Les syndicats d'une part, la FEB de l'autre se préparent à des affrontements. Et l'objectif de déclarations comme celle là est d'essayer de couper court à la liaison qui est en train de prendre

(*Suite page 4*)

LA LUTTE CONTRE LES S
ET L'UNITE DU MOUVEM
6 mai 1974

L'unité du mouvement ouvrier européen est nécessaire à la lutte du prolétariat, pour atteindre l'objectif de changer, d'élever les conditions de vie et de travail actuelles et pour mettre au service des travailleurs les bénéfices de tous les progrès techniques et scientifiques. L'unité du mouvement ouvrier européen doit être déterminée en fonction des conditions politiques existantes, c'est-à-dire, fondamentalement, la lutte de tout le prolétariat d'Europe contre le système capitaliste, le progrès des Etats ouvriers, la crise totale, complète, du système capitaliste.

Les sociétés multinationales, leur concentration en Europe, ne sont pas une nouvelle forme d'organisation du capitalisme mondial. C'est sa façon d'agir qui change. Divers capitaux s'associent pour pouvoir agir dans la situation de crise totale du système capitaliste. La concentration de la révolution dans le monde, d'une part, et de l'autre, la capacité technique acquise par le capitalisme, ont aiguisé la concurrence inter-capitaliste à un point tel que celle-ci doit s'exprimer sous deux formes : la concurrence accrue au sein du système capitaliste, et la concurrence de celui-ci avec les Etats ouvriers. Les sociétés multinationales aiguisent les contradictions internes du capitalisme. Elles ne représentent pas une nouvelle forme de capitalisme. Il est toujours le même qu'avant. Mais les capitaux se combinent sous une autre forme parce que le capitalisme ne peut résoudre ses contradictions en faisant la guerre. L'issue normale pour lui, actuellement, serait de faire la guerre. Il existe tousles préparatifs de la guerre : les armes, la mentalité, les agressions partielles constantes des uns contre les autres — Moyen-Orient, Laos, Cambodge, Vietnam, Amérique Latine, Afrique. Les conditions pour la guerre existent. D'autre part, le capitalisme ne peut plus exporter des capitaux, étendre ses forces dans les colonies comme il le faisait au siècle passé, il doit se reconcentrer et chercher de nouvelles associations en son propre sein. S'il pouvait faire la guerre pour s'en sortir, il l'aurait déjà lancée. Il s'y prépare. Mais il hésite à la déclarer, il a peur d'être liquidé.

On ne peut parler de l'unité du mouvement ouvrier européen sans comprendre quel est l'état actuel du capitalisme. Dans quel but, contre qui va se faire cette unité ? Pour de meilleures conditions de travail, de santé, de vie ? D'accord. Et après ? Le capitalisme peut-il faire des concessions durables face aux revendications du mouvement ouvrier ? Dans la phase actuelle, l'évolution du capitalisme permet-elle de partager les profits en vue d'offrir plus de travail, et de meilleures conditions de travail ? Non le capital multinational est l'expression de l'agonie du système capitaliste. C'est une concentration de capitaux de plusieurs pays, qui s'unissent afin de maintenir en vie le système capitaliste : c'est la seule façon, actuellement, de fonctionner pour le système.

On ne peut envisager aucune unification importante, fondamentale, du mouvement ouvrier organisé, sans considérer cet état du système capitaliste. C'est contre lui qu'il faut lutter. Il faut donc tenir compte qu'il n'est pas possible de faire des réformes du système, d'arracher des concessions importantes. Le capitalisme céderait, s'il était en conditions de le faire, pour atteindre une stabilité dans la production. Pourquoi ne le fait-il pas ? Il investirait des capitaux en Asie, Afrique, Amérique Latine, s'il était en conditions de le faire. Pourquoi ne le fait-il pas ? La réponse à cette question, c'est le Portugal. Nous ne sommes pas à l'époque de l'expansion du système capitaliste, sous la forme du capital multinational : c'est l'époque de son recul global.

L'unification du mouvement ouvrier européen est nécessaire, avec l' objectif de lutter pour des revendications immédiates : échelle mobile des salaires, journée mobile des heures de travail meilleures conditions de travail ; tout progrès technique résultant de l'électronique, de la cybernétique, de l'automation, doit aller au bénéfice de la population, sous forme de meilleures conditions de travail, de diminution de la journée de travail, diminution des prix, mesures contre la pollution, l'empoisonnement. C'est une conclusion fondamentale : le capitalisme, au moyen du capital multinational, se concentre dans la production de produits chimiques, pétrochimiques, métallurgiques, d'autres industries, qui contaminent nécessairement l'atmosphère, l'eau, les aliments. Un des phénomènes essentiels de cette étape du capitalisme, c'est l'empoisonnement de l'eau, de l'air, des aliments.

Les grandes industries du capital multinational, la grande production, requièrent un usage de plus en plus grand de produits chimiques, dont les déchets polluent tout : l'eau, les poissons, la flore. Il y a un point essentiel à résoudre pour tout le mouvement ouvrier : un programme pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau, des aliments ; exiger, avec intransigeance, l'élimination de toutes les formes d'empoisonnement des masses travailleuses, des consommateurs. Pour y arriver, il faut éliminer les formes de production soumises à l'intérêt privé. Le capital multinational est incapable de prendre d'autres mesures, de fonctionner autrement qu'il ne le fait actuellement. La crise du système capitaliste, la concurrence des Etats ouvriers, la lutte des masses,le conduisent à une concentration, à des accords inter-trusts, dont résulte la grande industrie chimique et pétrochimique sous sa forme actuelle. C'est le secteur de l'industrie qui produit le plus de pollution. Pourtant, les moyens techniques existent déjà pour empêcher la pollution, mais le capitalisme n'a pas intérêt à les mettre en oeuvre, à investir.

Un autrepoint essentielconsisteen ce que la science et la technique ont déjà donné les bases d'une productivité très élevée, incomparablement plus élevée que l'actuelle ; mais le capitalisme doit étouffer, empêcher le développement de la science et la technique. On ne peut poser l'unité du mouvement ouvrier européen, sans poser ces problèmes essentiels.

Pour réaliser une véritable unité, il faut programmer les objectifs pour lesquels on lutte et comment on peut les atteindre. L'unité des ouvriers de la Fiat, de Pirelli, de citroen, de Mercedes-Benz, de Volkswagen, des grands trusts chimiques et pétrochimiques, de Vauxhall, de Philips, est importante. Mais une des conditions fondamentales pour mener la lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour la garantie de l'emploi, contre la pollution de l'environnement, réside dans la formation d'organes qui permettent d'unifier l'ouvrier du caoutchouc, de l'acier, de l'automobile, de la chimie, dans toute l'Europe. Une autre condition fondamentale, c'est l'obtention de droits égaux pour les ouvriers immigrés dans chaque pays d'Europe. Chaque travailleur, quelle que soit sa nationalité, ou son pays d'origine, travaillant dans un autre pays, doit avoir les mêmes droits sociaux, politiques que les travailleurs de ce pays. Il s'agit là d'une vieille aspiration de la Première Internationale, et de l'Internationale Communiste. Il faut l'inclure comme un des points essentiels du programme pour l'unité du mouvement ouvrier européen. Comment parler d'unité du mouvement ouvrier européen, si en France, par exemple, 4 millions au moins d'ouvriers immigrés n'ont même pas le droit de vote ?

Un autre point du programme : tout progrès technique, scientifique, doit aller au bénéfice des masses et des consommateurs, au niveau des prix, de la qualité des produits de consommation, des horaires de travail, des services sociaux et publics, des conditions de travail, de santé, et du coût de la vie. L'unité doit servir également à lutter pour ces points.

Un autre point essentiel : le droit démocratique de discuter tout, de décider de tout dans les syndicats, dans les organes du mouvement ouvrier. La révocabilité des mandats est fondamentale, le représentent, élu par les ouvriers de la section ou de l'usine, doit être choisi sur la base d'un programme, d'une politique et non parce qu'il porte tel ou tel nom. Et le programme ne doit pas être dicté par les directions syndicales : chaque section doit décider, discuter dans son ensemble, décider ensemble, acquérir une expérience commune. Ce genre de débat est essentiel pour organiser la capacité de direction du mouvement ouvrier.

Le délégué doit être élu sur la base d'un mandat. Il est élu par la section et doit faire ce que dit la direction ? Non ! La section le choisit avec un programme qu'il doit proposer au reste du mouvement ouvrier. Si celui-ci ne l'accepte pas, ne l'adopte pas à la majorité, rien ne peut empêcher l'exercice du droit démocratique révolutionnaire à garder son point de vue et vouloir prouver par l'expérience s'il est juste ou non. Sur la base de l'expérience, on convainc les autres, ou on est convaincu par eux. L'unité dans la démocratie syndicale est un aspect essentiel de l'unité du mouvement ouvrier européen : le droit de parler, de discuter de décider et organiser. C'est plus important que tous les programmes fournis par les directions. Le capitalisme tire avantage du fait que les ouvriers ne peuvent pas parler, discuter, décider,organiser. La démocratie syndicale n'existe pas. S'il en était autrement, les secteurs les plus avancés du prolétariat auraient déjà communiqué à tout le reste, les expériences qu'ils font : par exemple, les conseils d'usines en Italie, les occupations d'usines comme à Lip et Rateau en France. Au cours de la campagne électorale en France, s'il y avait en des assemblées, des manifestations, des meetings, la moitié de ceux qui ont voté pour Chaban Delmas auraient été attirés et gagnés. Par contre, maintenant, ces gens là ne voient pas le prolétariat : ils voient les dirigeants, ils ne sentent pas la force et le poids des masses. Il faut discuter également pourquoi nous voulons l'unité syndicale ? Pour toutes ces luttes ? D'accord. Mais il faut aussi voir que le capitalisme ne peut pas céder et qu'il faut aller plus loin, même pour obtenir ces revendications. Le capitalisme ne peut pas aller plus loin. Il faut donc faire sentir que le mouvement ouvrier a des objectifs allant au-delà des revendications de secteurs.

L'appel à l'unité du mouvement ouvrier et des centrales syndicales européennes, doit se faire sur la base d'un programme anti-capitaliste, de la démocratie syndicale, d'un programme de production, de conquêtes, de revendications du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier européen doit s'adresser aux Etats ouvriers, pour faire un front-unique avec toutes les centrales des Etats ouvriers. La base essentielle du programme doit être que l'augmentation de la productivité aille au bénéfice de la population. Accompagner toute augmentation de la productivité, tout progrès de la science et de la technique dans la production, avec une amélioration des conditions de vie et de travail des masses. Eliminer la pollution : hors de la civilisation, les empoisonneurs de l'humanité ! Il ne s'agit plus seulement des "empoisonneurs de Chicago", mais de ceux qui empoisonnent le monde entier, au travers de la guerre du Vietnam, de leurs guerres permanentes, de la pollution généralisée. Appeler à un front unique mondial ! L'objectif du mouvement ouvrier est d'abattre le système capitaliste. Sur la base de ces normes générales, il faut appuyer le programme de revendications ; il faut y inclure les droits démocratiques, la liberté de discussion le plus complète : bulletins quotidiens de discussion, conférences, réunions, constantes dans les différents secteurs, les groupes d'entreprises, les usines, les différentes branches d'industrie, pour discuter les expériences et structurer des bases, dans le prolétariat, pour diriger la société.

Il faut appeler à une discussion afin que le mouvement ouvrier n'en reste pas aux aspects revendicatifs seulement, qu'il dépasse ces limites. C'est nécessaire de faire ainsi, parce que les simples revendications de salaires, de meilleures conditions de travail ont une faible portée. D'ailleurs, il n'existe plus d'action purement revendicative. Toute revendication d'une certaine importance — de salaires, de travail, de conditions de travail va contre le système capitaliste et doit s'accompagner de la lutte contre le système capitaliste. Il faut donc proposer un programme d'étatisations pour améliorer les conditions sociales et politiques : étatiser les grandes entreprises, les grandes banques, planifier la production, faire fonctionner l'économie sous contrôle ouvrier. Il faut poser qu'on ne peut pas avancer autrement. Sinon, il s'agit d'une dispute, quotidienne, hebdomadaire, pour les salaires, pour les conditions de travail : le capitalisme cède et aussitôt, il augmente les prix des articles de consommation. C'est un cercle vicieux.

La lutte pour les revendications doit s'accompagner de la lutte pour le renversement du système capitaliste. La lutte ne reste pas limitée au terrain syndical ; en cours de route elle élève son niveau. Le capitalisme n'a plus de concessions à faire. La quantité immense de grèves le prouve, qui portent sur les problèmes les plus petits, jusqu'aux plus fondamentaux. Il y a des grève dans la métallurgie, les usines automobiles, les usines de pneus, textiles, chimiques, les banques, etc ... Il y a des occupations d'entreprises, comme celle de Rateau en France. Un mouvement de grèves ininterrompu, dues à la crise constante du système capitaliste, et à la décision des masses de ne pas en faire les frais. Les luttes sont ininterrompues : le coût de la vie augmente, les luttes augmentent. Les masses répondent sans cesse, elles montrent leur volonté, leur décision de changements. Elles le démontrent au travers du programme de l'Union Populaire en France, des luttes politiques en Italie. Les syndicats interviennent dans des luttes. Ils le font parce que la lutte syndicale ne parvient pas à répondre au besoin de lutte des masses. Ce phénomène est nouveau dans la forme, vieux dans le fond. Les syndicats interviennent activement dans les luttes politiques, depuis l'époque de Marx. En France, les syndicats appuient l'Union Populaire. S'ils interviennent dans la lutte politique, c'est parce que la lutte syndicale ne parvient pas à répondre aux besoins de luttes des masses. Il faut donc combiner la lutte syndicale et la lutte politique pour abattre le système capitaliste. Tel est le programme nécessaire.

Le programme doit comporter des augmentations de salaires, l'échelle mobile des salaires,

CIETES MULTINATIONALES
NT OUVRIER EN EUROPE
J. POSADAS

l'échelle mobile des heures de travail, le contrôle ouvrier ; mais il doit aussi inclure les conseils d'usines, des organes de pouvoir ouvrier incorporant toute la masse travailleuse, syndiquée ou non. Ceux qui dirigent, ceux qui vont déterminer seront ceux qui ont fait leur preuve dans le fonctionnement du syndicat. C'est certain. Il faut couper toute possibilité au patronat de faire pression sur les ouvriers. Incorporer aux assemblées même les non-syndiqués ou ceux qui ne participent à toutes les activités. Dans l'assemblée, tout le monde doit pouvoir intervenir, syndiqué ou non. En Italie, cette attitude produit un effet concret et favorable : il y a des assemblées de 20.000 ouvriers, dont seulement 12.000 sont syndiqués, mais à l'unanimité les ouvriers votaient pour la grève. De cette façon le plan du patron était mis en échec. Celui-ci ne pouvait pas profiter des non-syndiques contre la grève. Tout le monde votait et tout le monde appuyait la grève. Il faut exiger des assemblées pendant les heures de travail. Une des conquêtes du mouvement ouvrier en Italie, c'est le droit de faire un certain nombre d'assemblées pendant les heures de travail payées par le patron. De même, les ouvriers qui étudient ont le droit de partir de l'usine pour aller suivre leurs cours à raison de 150 heures annuelles payées. Même si c'est la population et le travail des ouvriers qui paient ces heures, ce sont des conquêtes que les patrons ont dû céder.

Les ouvriers élèvent leurs revendications syndicales, qui sont très mêlées et unies à des revendications politiques. Il n'y a pas de séparation entre les revendications syndicales, salariales, pour de meilleures conditions de travail, contre la pollution, etc ... et les revendications politiques. Elles sont toujours davantage unifiées. Au fur et à mesure qu'augmente la crise capitaliste, toutes les revendications syndicales, politiques, religieuses, électorales s'unifient. Elles s'unifient toutes parce que le capitalisme concentre sa crise et, par conséquent, les revendications, tout se combine. Le capitalisme ne peut pas céder à une revendication et pas l'autre, parce que la moindre chose qu'il cède le ferait crouler, alors il résiste.

Un des aspects essentiels à considérer en ce qui concerne l'unité du mouvement ce sont les "cadres". (comme les appelle le capitalisme), les techniciens, les ingénieurs, les gérants. Mais surtout, le plus important ce sont les cadres techniques, qui sont une partie irremplaçable de l'appareil de production. Cette catégorie professionnelle peut être gagnée à un programme ouvrier et est déjà en train de l'être. Dans toute l'Europe ils sont gagnés et attirés par le mouvement ouvrier. Mais ils le sont par la lutte syndicale. Après l'occupation de Lip, de Rateau ou d'autres usines, ils sont gagnés par la grève, attirés par elle ; mais une fois celle-ci finie, l'influence passe, elle s'interrompt, elle diminue.

Il faut élever le niveau politique de l'influence sur les cadres. Si c'est seulement pour des motifs syndicaux, professionnels ou économiques, tous les cadres techniques sont influencés, mais ils ne sont pas organisés politiquement de façon suffisante. Ils sont socialistes ou de gauche, mais leur critère politique choque avec celui des ouvriers.

Pour gagner les cadres, il est nécessaire de mener une tâche politique et pas seulement syndicale. Il est évident qu'ils progressent à travers la tâche syndicale, car celle-ci prépare le cadre pour lui faire sentir, pour lui démontrer qu'il faut changer la société, et que le prolétariat est capable de le faire. Il peut le faire au travers du Parti, du front-unique, du programme anti-capitaliste. Alors il faut gagner le cadre par le biais de la sphère syndicale qui le rapproche et élimine en lui la soumission au régime capitaliste. Alors cette activité l'élève pour lui faire sentir que sa fonction n'est pas seulement d'être un cadre technique dirigeant, mais qu'il a un rôle en tant qu'être humain . De le gagner à la défense de la dignité du travail et de sa fonction, ce qui l'empêche d'être un tortionnaire, un geôlier ou un persécuteur des ouvriers, un défenseur du système capitaliste, un intermédiaire qui défend un système d'exploitation qui élimine sa capacité technique en la mettant au service de quelques-uns et qui fait que la capacité de développer l'économie reste étouffée là. Pour cela, l'action politique et des objectifs anti-capitalistes sont nécessaires.

Pour que les ouvriers puissent obtenir toutes leurs revendications, pour qu'ils puissent élever leurs conditions de vie, pour qu'on puisse éliminer la pollution, il faut éliminer le système capitaliste, passer de la propriété privée à la propriété collective.

Il faut appeler les cadres à accomplir cette fonction et au front-unique avec un programme anti-capitaliste. Pour mener une lutte conséquente, il faut accomplir cette fonction : les occupations de Rateau, de Lip, mai 68 en France et toutes les grèves en Europe l'ont montré. Dans les cadres techniques il y a une très grande influence du mouvement ouvrier, de la révolution, des Etats Ouvriers, qui s'exprime dans leur adhésion aux grèves et dans l'afaiblissement du régime capitaliste. Les directions syndicales posent, de façon délibérée, comme un problème essentiel, l'existence des sociétés multinationales, pour justifier une politique défensive concentrée dans les questions salariales, l'octroi de meilleures conditions de travail, mais rien de plus. Ils posent celà comme si les sociétés multinationales étaient une nouvelle forme d'exploitation du capitalisme, qui dépasse la capacité des syndicats à y faire face. Ce n'est pas comme ça. C'est la forme normale de fonctionnement de l'impérialisme aujourd'hui, en forme plus concentrée. Cela ne signifie pas que le capitalisme augmente sa capacité d'action. C'est la crise qui l'oblige à chercher ce fonctionnement qui l'affaiblit constamment, parce que la société multinationale, en mangeant toute une série d'entreprises capitalistes, affaiblit ainsi le système.

Les sociétés multinationales ont un énorme pouvoir économique, mais une immense faiblesse sociale. Comment faut-il les juger ? Par leur pouvoir économique ou par leur manque d'effets sociaux ? Par leur manque d'effets sociaux. C'est ainsi que doivent juger les partis Communistes, Socialistes et les grands syndicats.

Nous sommes arrivés au moment où le capitalisme ne peut pas répondre avec des mesures économiques, ni direction, ni programme à ses propres nécessités. Il ne peut supporter non plus aucune conquête sérieuse du prolétariat. Toute conquête, tout progrès sérieux du prolétariat et de la population doit se faire contre le système capitaliste. Il faut, en conséquence, programmer la lutte au niveau national ou européen contre le système capitaliste.

Si le Marché Commun Européen avait la force et la capacité de mettre de l'ordre dans l'économie, il répondrait immédiatement à la concurrence avec les Etats Ouvriers et avec impérialisme Yankee. Comme il n'a pas cette force parce qu'il fait face au prolétariat et à l'économie supérieure des Etats Ouvriers, il se développe en constante crise.

La solution et la réponse logique donnée par le capitalisme au cours de toute son histoire face à de telles situations, c'est la guerre. Il aurait déjà dû faire la guerre aux Etats Ouvriers. Mais la guerre avec les Etats Ouvriers ce n'est pas n'importe quoi. En 1941 les nazis ont fait l'expérience qu'on ne peut pas gagner, ni même rêver de le faire, dans une guerre avec l'Union Soviétique. Ils ont cette expérience. Ils ont vu que tout l'appareil capitaliste mondial concentre pour écraser l'Union Soviétique n'a pas eu d'effet, que toute la politique assassine de Staline n'a ni désorganisé, ni détruit la structure, la vie de l'union Soviétique.

Même les nazis, qui ont beaucoup détruit, n'ont pas réussi à la briser. La vie de l'URSS a continué.

Le capitalisme a observé cela et il a l'expérience que, non seulement l'Union Soviétique a vécu et dépassé la guerre, mais qu'elle a enfanté d'autres Etats Ouvriers et aussi des pays comme l'Algérie qui, à l'intérieur de ce qu'on appelle "Tiers-Monde", se rapproche du camp des Etats Ouvriers et a une influence très grande.

Le capitalisme voit que faire la guerre signifie jouer le tout pour le tout. Alors il doute, il hésite. Il ne doute pas qu'il faut la faire, mais bien de quand et comment la faire. Pour celà, dans ses projets et sa programmation, il a résolu d'intervenir militairement contre les Etats Ouvriers. S'il a des doutes et des hésitations c'est parce qu'il sent que c'est la fin de son existence.

En même temps, l'aiguisement de la crise intercapitaliste donne également de constants motifs de guerre intercapitaliste : du Marché Commun Européen avec les Yankees, avec les Anglais. Le capitalisme a des motifs suffisants pour faire des guerres. Pourquoi ne les fait-il pas ? Ils font la guerre commerciale, des prix, du dollard, guerre de finances, d'horticulture, même la guerre des petits radis. C'est une guerre constante, ininterrompue, une guerre féroce dans laquelle ils tâchent de s'écraser entre eux et se donnent constamment des coups de pieds, comme le fait le capitalisme Italien qui s'oppose et rejette un plan conçu pour eux par le MEC. Le capitalisme ne peut avoir de plans durables ni persistants, car il n'a pas les bases sociales ni économiques pour les soutenir. Pourquoi ne fait-il pas la guerre ? Avant il la faisait pour des motifs inférieurs à ceux-là. Les Yankees ont un millier de motifs d'ordre économique, financier, commercial pour déclarer la guerre à l'Europe capitaliste. Pourquoi ne la font-ils pas ? Parce qu'ils sentent qu'il y a les Etats Ouvriers et qu'une guerre intercapitaliste affaiblit le système et, du même coup, c'est la révolution qui progresse. Alors ils se mangent entre eux, ils diminuent leur base sociale d'appui capitaliste. Ils concentrent le pouvoir économique, politique et militaire, mais ils diminuent les possibilités économiques politiques et militaires. Pour cela, à mesure que le temps passe, ils ravalent leurs envies de détruire les Etats Ouvriers et la crise entre eux augmente.

Le capitalisme se prépare à faire la guerre aux Etats Ouvriers, à la révolution. Il prépare la guerre atomique. Mais il est impuissant pour triompher.

Ce qui avance, c'est l'organisation du front-unique des ouvriers en Europe, inclus dans les syndicats des policiers en France, dans les syndicats militaires en Suède. Il faut incorporer dans le programme et dans l'unité du mouvement ouvrier en Europe, tout organe qui affaiblit le système capitaliste. Parmi les conditions que doivent poser les syndicats, c'est que chaque membre du syndicat qui va faire son service militaire, doit y défendre les mots d'ordre du syndicat et refuser d'être utilisé contre le mouvement ouvrier, contre le progrès du mouvement ouvrier. On a entièrement le droit de faire cela. C'est constitutionnel et c'est nécessaire pour la vie de refuser d'utiliser les armes contre le progrès.

Le capitalisme ne peut pas s'évader, inventer des mesures qui échappent à ce processus de crise du capitalisme. Face à cela, il doit augmenter l'exploitation, la dégradation de l'être humain, l'indignité du travail. Que doivent faire, face à cela, les syndicats, les partis communistes, socialistes et les centrales ouvrières ? Une politique de concurrence avec le système capitaliste : améliorer les salaires, les conditions de travail, les aliments ? D'accord, tout cela est nécessaire. Mais peut-on le faire ? Le capitalisme cède les augmentations de salaire qu'on lui arrache, et immédiatement il augmente les prix à échelle nationale et mondiale. C'est ça les relations qui existent. Face à cela, il faut répondre avec un programme d'écrasement du régime capitaliste.

Il n'y a pas de moyen de défense pour les salaires, les conditions de vie, la consommation, la vie de la classe ouvrière. Le capitalisme ne peut pas le supporter. Inévitablement, il doit rétrécir et réduire sans cesse le niveau de vie et de santé. Sur le plan de la consommation et du niveau de vie il ne peut pas le faire notablement, parce que les masses le lui arrachent. Mais il le fait indirectement en augmentant la pollution, l'empoisonnement des aliments, l'eau, la viande, le blé, les légumes, tout.

Quelle défense y a-t-il face à celà ? Il faut écraser le capitalisme. Il faut faire un programme contre le système capitaliste. Le capitalisme n'a plus aucune initiative. Il prépare la guerre. La part du lion dans le budget va à l'armement.

Dès à présent on peut briser la brutalité de la soumission de l'être humain au travail. Eliminer la dépendance de devoir travailler indignement, faire du travail une chose digne. Il est possible de le faire aujourd'hui. L'électronique, base de le production, permet de le faire. Au lieu de machines de guerre, on peut faire des milliers de machines avec cette finalité. Le capitalisme ne le fait pas parce que ça ne l'intéresse pas, il n'a pas de souffle pour le lendemain. Il réduit sa capacité concurrentielle, de même que la concurrence avec les Etats Ouvriers qui pourrait être beaucoup plus grande, parce que l'intelligence, toute la gamme de recours scientifiques et de capital il les investit dans la préparation de la guerre. S'ils consacraient à la production toute la technique et la structure industrielle développée pour les véhicules spaciaux, qui requièrent des machines et des instruments électroniques très précis qui accomplissent des fonctions remplaçant le travail de milliers de personnes, on pourrait éliminer la brutalité et l'indignité du travail humain, dignifier les conditions de travail Dignifier le travail et que l'homme ne vive pas pour manger, mais qu'il mange pour pouvoir exister et organiser le cerveau. Ceci existe, c'est déjà possible.

Cette conclusion est présente dans toute lutte importante, dans la lutte des syndicats avec le régime capitaliste. Pour celà, les sociétés multinationales n'ont pas intérêt à élever le niveau de vie des masses, et elles les écrassent. Elles ne peuvent pas s'intéresser à cela : elles n'en ont ni les moyens, ni la préoccupation, ni les perspectives. On ne peut trouver nul recours qui permette d'élever le niveau de vie des masses, la dignité du travail et les relations humaines dans le système capitaliste. Il faut l'abattre. C'est ainsi . Les masses le voient comme ça, elles le sentent comme ça. Alors, n'importe quelle politique, tout programme des Partis Communistes, Socialistes, Syndicats doit être orienté avec cette finalité : A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE.

6 mai 1974 J. POSADAS

LA CRISE DU . . .

(Suite de la page 1)

Il faut tenir compte du fait que, chez les catholiques, l'organisation des sentiments n'est pas guidée, comme chez les marxistes, par les idées scientifiques, par la vérification de la réalité. Les marxistes organisent une comparaison avec la réalité, comparaison dynamique et non indécise. C'est ce qui nous permet de voir,d'acquérir et de développer la confiance dans les relations avec l'être humain. Parce qu'il y a à cela un fondement scientifique. Ce n'est pas le cas des catholiques. En eux, la foi dans le pouvoir de Dieu s'écroule, et ils découvrent que ce qui détermine c'est l'économie, la guerre, les êtres humains, les Etats ouvriers. Cela commence à introduire en eux les bases de l'interprétation de l'histoire, ils commencent à acquérir une base scientifique, Etant donné que l'histoire heurte leurs conceptions, leur mysticisme, cela produit en eux un vide. Il y a un vide chez eux, dans leur indécision pour organiser leur méthode d'interprétation de l'histoire. C'est la raison pour laquelle ils admettent le marxisme comme un allié. Et ce seul faut de prendre le marxisme pour allié leur permet d'acquérir une méthode d'interprétation supérieure à celle qui leur a donné origine.

A travers toute l'histoire, le processus de changement de régimes sociaux a toujours été précédé, accompagné et suivi d'une compénétration entre l'ancien et le nouveau régime. Tout en conservant les institutions, la législation, les formes de production antérieures, le régime de propriété antérieur, lui, est déjà en partie dominé par le nouveau, qui commence à se développer et à créer les bases de la nouvelle société. Ce processus de désintégration de l'Eglise annonce que celle-ci ne trouve déjà plus de bases pour se soutenir dans le système capitaliste. Si elle avait pu, elle l'aurait fait.

C'est cette même Eglise qui a béni les canons de Hitler, de Mussolini et des Américains et qui maintenant, au contraire, doit les maudire ou sinon, c'est sa mort. Dans le passé, elle espérait vivre en les bénissant et maintenant elle espère vivre en les condamnant. C'est toujours la même attitude hypocrite. C'est ce qui se passe dans les hauts sommets. Ce n'est pas la même chose dans les couches moyennes et inférieures du clergé. Il y a en elles un changement, une influence sociale qui, se basant sur des aspirations, des sentiments de dignité ou d'amour envers l'humanité trouvent, dans le mouvement de masses, dans la lutte de classes, et dans le marxisme la part de vérité qu'elles recherchent, ou bien leur participation à la lutte, à la vie. Les Etats Ouvriers sont la confirmation que le marxisme est supérieur. C'est pourquoi ils désintègrent le capitalisme : tout régime social supérieur désintègre l'autre. Cela s'exprime sous une forme tellement concentrée et permanente que la supériorité sociale de l'Etat ouvrier permet, en même temps que son propre développement, de démontrer la supériorité historique de la classe ouvrière. C'est ce qui désintègre le système capitaliste. Pour subsister celui-ci doit adopter des attitudes comme celles que prennent la Suède, la Hollande, l'Amérique Latine, ou celles de la France, de l'Italie et de l'Angleterre (1), qui correspondent à une structure qui ne répond plus strictement au système capitaliste. C'est une démonstration de la supériorité historique de l'Etat ouvrier.

Cette division dans l'Eglise se produit également dans l'armée. Telle est la structure du monde actuel, qui reflète la faiblesse du système capitaliste, dont les racines sont débiles, très très faibles. Par contre l'influence du socialisme sur les couches les plus elevées de ces structures est énorme.

Ceci doit servir aux dirigeants communistes et socialistes pour mesurer l'Etat social du monde. C'est ce qu'exprime la petite bourgeoisie démocrate chrétienne en Italie. Les évêques qui parlent ne le font pas seulement au nom de la Pologne ou du Brésil. Ils parlent aussi au nom de l'Italie. Cela signifie quelle est la pensée des jeunes, petits-bourgeois et paysans en Italie : ils veulent le progrès de l'histoire. S'ils voient le Parti Communiste et le Parti Socialiste disposés à ce progrès, décidés à diriger le pays, ils vont appuyer tout cela. Cela montre que le parti catholique de gauche est en train de mûrir et qu'il a aussi un programme. Le programme qui est de ne pas agir en fonction des intérêts du capital et de la guerre capitaliste, est déjà anoncé dans tout cela.

Ils discutent déjà de la nouvelle société. C'est le produit de l'influence énorme du progrès. La même chose se passe dans les armées. Ils voient que l'Etat ouvrier est une société supérieure. Que cette fois il ne s'agit pas d'une guerre entre un bandit et un autre, mais d'une société supérieure. Le militaire le voit, comme l'ont vu les jeunes officiers d'Ethiopie ou de Somalie. Tout cela doit nécessairement influer sur eux. D'où les doutes du capitalisme au moment de déclencher la guerre. L'impérialisme la propose, mais il a peur de ne pas durer, d'être détruit immédiatement.

Tout cela, les partis communistes doivent le savoir pour analyser l'état d'esprit des gens, voilà l'exemple : Le Synode est une chose, les syndicats en sont une autre, le patronat une autre.

Les communistes et les socialistes n'ont aucune raison de discuter comme ils le font. Il faut discuter ouvertement en fonction des intérêts de la population. L'Italie n'est pas en crise : c'est la crise du capitalisme. De même que la crise de l'Eglise n'est pas la crise de l'Eglise en soi. C'est le programme, le fonctionnement, la structure et les buts de l'Eglise qui ne correspondent déjà plus aux sentiments catholiques des masses d'aujourd'hui qui veulent des changements dans la société.

Quand les idées socialistes se développent jusque dans l'Eglise qui est le centre de fabrication, de la domination et de l'opression du sentiment et de l'intelligence des gens, quand jusque dans l'Eglise on parle d'alliance avec le socialisme, c'est parce que l'autorité de la nouvelle société s'est déjà gagné un droit historique sur toutes les couches de la société.C'est pourquoi il est absurde qu'il existe encore des mouvements catholiques dans les Etats ouvriers et des curés qui représentent la réaction comme cet évêque polonais au Synode. C'est absurde, complètement absurde ! Il existent parce qu'il n'y a pas, dans l'Etat ouvrier, de démocratie intérieure, on n'y vit pas la vie scientifique pure, il n'y a pas de développement objectif des soviets. Un tel fonctionnement éliminerait l'Eglise. Quand tout le monde pourra discuter de tout et tout résoudre, ce sera fini. Ce sont les curés qui vont supplier qu'on les laisse vivre tranquilles et sans cauchemars. Il faut, en même temps, éliminer les secteurs de la petite propriété qui sont la base de soutien de la bureaucratie.

Il faut mener une campagne, dans les Etats ouvriers, contre l'institution, la structure de l'Eglise. Il faut appeler à développer la démocratie, la discussion publique dans les Etats ouvriers, ce qui est la manière de combattre la religion.

La base essentielle pour combattre la soumission religieuse, la religion elle-même, c'est la démocratie, l'intervention pure et directe de tous pour discuter de tous les problèmes : la justice, l'application de la démocratie, la distribution à chacun selon sa capacité dans l'étape actuelle, mais en progressant déjà vers la forme supérieure, à chacun selon ses besoins, et le développement des soviets. Quand chacun intervient, se développe, cela brise toute base de la religion, parce que c'est infiniment supérieur aux idées religieuses. Cela doit s'accompagner d'un développement supérieur de la planification et de la centralisation des Etats ouvriers, qui dépasse l'intérêt privé. Tous les catholiques de Pologne sont aussi les maîtres de la petite propriété. Il n'y a pas de catholiques dans la classe ouvrière, ou en tout cas, il N'y a pas de fonctionnement et de vie de l'Eglise. Le catholicisme s'appuie sur la petite propriété agricole et il est une base d'appui et de relations avec la bureaucratie. Il faut profiter de l'impulsion actuelle pour gagner les masses catholiques des pays capitalistes et pour éliminer aussi le pouvoir et l'organisation de l'Eglise dans les Etats ouvriers, où elle joue le rôle d'un frein (bien que limité), qui s'oppose à la centralisation et à la planification économique en fonction des intérêts du pays. L'Eglise défend ce qui est conforme à ses intérêts. Il faut donc profiter de la situation actuelle pour donner une impulsion et avancer dans l'organisation soviétique des Etats ouvriers, pour éliminer le pouvoir, le poids et les intérêts de l'Eglise.

Communistes et Socialistes doivent se baser sur cette situation pour leur programme d'action politique concrète, et pour leur politique syndicale, pour gagner la masse catholique et l'attirer avec un programme anti-capitaliste décidé.

23.10.74

J. POSADAS

1. A propos du vote à l'ONU sur la Palestine ; certains de ces pays se sont abstenus, les autres ont voté contre Israël et les USA.

FRONT DE LA GAUCHE

(Suite de la page 1)

corps entre les masses, le PS et les syndicats. Cela ne vient pas des directions. mais de la classe ouvrière qui, par son action, oblige ses organisations à changer.

Ces accusations vont également avoir pour conséquence d'aiguiser encore davantage la lutte intérieure dans le PSB. D'autre part, la réaction consternée de l'équipe gouvernementale face à ces accusations montre qu'un secteur de la droite croit encore à la possibilité d'une politique de consiliation et cherche encore des alliés dans le PSB pour former un nouveau gouvernement de la conciliation et de la trahison.

Pour gouverner le pays, la bourgeoisie a besoin du PSB a l'intérieur d'un gouvernement. Elle voudrait s'en servir comme un moyen de contention, comme un moindre mal. Aucun Parti de la réaction n'a la force, la capacité d'appliquer le plan nécessaire pour sauver le régime. Pour que la gauche socialiste puisse mener de l'avant le programme et l'organisation du front de la gauche, il est indispensable qu'elle s'appuie sur les usines, la volonté de lutte de la classe ouvrière.

Pour cela, il faut appeler les délégués syndicaux à participer aux assemblées-débats et réaliser une plateforme de lutte en commun. Le pouvoir vient des usines. La gauche socialiste doit se baser là-dessus pour acquérir la sécurité que le programme qu'elle veut défendre sera repris et appliqué par les ouvriers dans les usines.

La manière la plus efficace pour le PSB de répondre à toutes ces accusations est d'avancer dans la réalisation du Front de la gauche, avec un programme anticapitaliste de nationalisations de toutes les usines en crise, de contrôle ouvrier, de lutte généralisée pour l'échelle mobile des salaires, le salaire minimum vital. C'est cela que Cools a déjà été discuter dans les assemblées-débat après le congrès, et que tous les militants socialistes doivent développer dans tout le pays. Il faut développer cette discussion avec les communistes, les chrétiens de gauche les trotskystes pour conclure sur la discussion d'un gouvernement de gauche comme en France. Il ne faut laisser aucune initiative à la droite, ni dans ces accusations, ni dans aucune autre attaque aux droits démocratiques, aux droits d'expression de la population

EDITORIAL Suite

C'est la condition générale de résolution de la classe ouvrière qui est aussi décidée en Belgique.

C'est avec la même résolution qu'ont démontré les ouvrières des gaufreries Champagne que les syndicats doivent organiser un plan de mobilisations dans tout le pays et appeler les employés et cadres à appuyer et à participer à ce mouvement.

Il est évident qu'il faut inclure aussi toute la série de propositions que faisaient les syndicats pour l'amélioration du travail, ainsi que pour la diminution de l'âge de la pension et les autres propositions ; mais il faut en mettre une au premier plan : c'est la semaine de 36 heures. Le capitalisme est en train de licencier, de mettre au chômage dans tous les secteurs de l'industrie. Pour maintenir l'emploi, une des mesures immédiates à prendre c'est de passer de 40 à 36 heures de travail par semaine. Mais la solution réelle c'est ce plan de nationalisations qu'il faut discuter pour le mettre en application

Les socialistes se réjouissent parce que, même ce gouvernement propose dans un vote d'élargir la participation publique dans certains domaines d'une manière plus étendue. Mais ceci ne sont que des déclarations et ce gouvernement n'osera jamais s'attaquer à la propriété privée parce qu'il en est le défenseur.

C'est un front de la gauche sur la base d'un programme anticapitaliste (et les exemples il y en a pas mal, la France par ex.) qui, avec l'appui des syndicats et leur participation directe, peuvent donner une perspective de développement. Le capitalisme ne cherche que le profit. Ce n'est pas parce qu'il est en crise qu'il va devenir sensible ; au contraire. toute la crise provoquée par le fonctionnement capitaliste de l'économie il la fait payer par la classe ouvrière.

Jusqu'à quand les organisations syndicales vont-elles maintenir les discussions sur le plan de la conciliation ? Sur quelles bases ? Sur les milliers de licenciements et le chômage qui augmente tous les jours ? Sur la diminution du niveau de vie des masses ? La FGTB déclarait, à travers Debunne, que pour arriver à un accord avec la FEB il faut que le patronat se présente avec quelque chose de consistant. Mais le capitalisme montre tous les jours que ce qu'il a de consistant à offrir ce sont les listes de licenciements. Il faut un plan ouvrier de développement avec une planification de l'économie en fonction des besoins de la population. Avec une nouvelle orientation dans l'organisation des transports en commun, avec un plan de nationalisations des banques. Quand on pense que les banques font des milliards de bénéfices par an, et ceci avec l'argent des déposants pour la plupart. A qui cela bénéficie-t-il ? Pas à la classe ouvrière évidemment. Et pourquoi ne les nationalise-t-on pas ? C'est de cela que doivent discuter les syndicats, en même temps que du plan de revendications.

Le capitalisme va les accuser de faire de la politique, de faire des grèves politiques ? Et le capitalisme, est-ce qu'il n'en fait pas de la politique ? Sa politique c'est de maintenir ses bénéfices et l'exploitation de l'immense majorité de la population par quelques-uns. L'inflation, le chômage, peut-on les combattre simplement avec des luttes isolées usine par usine ? C'est en mobilisant toute la classe ouvrière qu'on peut le faire, mais c'est un combat à recommencer sans cesse car le capitalisme récupère d'une main ce qu'il a cédé de l'autre.

Ce qui est nécessaire c'est une mobilisation qui unisse les revendications à la nécessité d'un front de la gauche pour imposer un programme anticapitaliste qui ait comme objectif de mener la gauche au gouvernement et du gouvernement au pouvoir.

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/

LA VISITE DE BREJNEV EN FRANCE LA CRISE DU CAPITALISME ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

9.12.1974 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

13e année – 7 FB – n° 236 – 20/12/1974 – hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B P 273 Charleroi
C C P 976234 de C. Poiet

Que le capitalisme paie sa crise!
FrontUnique pour défendre nos salaires
Mobilisation permanente de toute la gauche et de la classe ouvrière pour garantir l'emploi.
Echelle mobile des salaires

EDITORIAL

Face aux revendications posées par le Front Commun Syndical pour le renouvellement des conventions collectives, la FEB, au nom des intérêts du capitalisme, oppose un refus de faire aucune concession importante. Cette attitude correspond à la nécessité qu'a tout le capitalisme européen et mondial de faire payer sa crise par les masses travailleuses et de se concentrer de plus en plus dans la préparation de la guerre. Quand en France, le gouvernement Giscard refuse de céder aux revendications des travailleurs des postes, en grève, au même moment il accorde des millions de francs de subsides pour soutenir la concentration de l'industrie automobile : telle est la politique dont a besoin le capitalisme pour survivre, mondialement.

Le prochain congrès de la FGTB va devoir discuter ces problèmes : comment imposer les revendications du Front Commun au capitalisme ? quels sont les moyens nécessaires pour les réaliser ? quel est le niveau de la crise du capitalisme ? D'autre part, il apparaît aussi clairement que les revendications de salaires, si elles sont indispensables pour compenser partiellement au moins la perte du pouvoir d'achat des masses, ne donnent pas de solution à leurs problèmes parce que le capitalisme cède d'un côté, et récupère aussitôt en augmentant les prix. Il faut organiser la lutte pour imposer une échelle mobile des salaires, dans tous les secteurs de l'économie en même temps, il faut imposer l'augmentation automatique de tous les salaires en fonction du coût réel de la vie, sous contrôle des syndicats et des comités ouvriers dans les usines et les quartiers. De même, organiser la lutte pour l'échelle mobile des heures de travail, comme une mesure immédiate de défense face au chômage et aux licenciements.

Sur ce plan, les travailleurs italiens viennent de mener une lutte et de remporter une victoire très importante sur le capitalisme : à la Fiat, les ouvriers, avec les conseils d'usines, et les syndicats unifiés, ont arraché au patronat le retrait de toutes les mesures de licenciement massif qu'il voulait prendre, et imposé le contrôle ouvrier sur la production, sur les investissements, sur l'organisation du travail : ce sont des mesures de double pouvoir, imposées par l'action, la mobilisation unie et très résolue de la classe ouvrière, et au travers de l'organisation des conseils d'usines, et de l'unification syndicale. Cet exemple de la Fiat doit être discuté au congrès de la FGTB ! Il faut le prendre comme un point d'appui pour montrer que l'on peut vaincre le chômage, les licenciements, à condition de mettre le capitalisme en échec par une profonde mobilisation des masses.

De nombreux secteurs syndicaux, tant de la FGTB que de la CSC, se sont prononcés pour une grève générale de 24 heures d'avertissements, afin d'unifier les forces de la classe ouvrière, de se préparer à un affrontement d'ensemble avec le gouvernement et le capitalisme. La situation depuis le dernier congrès de la FGTB a continué de s'aggraver ; sur le plan financier le capitalisme poursuit sa concentration des plus grosses sociétés qui dirigent toute la vie économique du pays (Banque Lambert – Banque de Bruxelles) ; de même dans les grandes entreprises (Glaverbel, Cockerill) le patronat veut continuer à concentrer, rationaliser et augmenter la productivité et ses bénéfices, sur le dos des travailleurs, en organisant chômage et licenciements massifs. Cette concentration se fait aussi aux dépens des plus petits capitalistes, qui ferment leurs portes ou végètent. Le manque de perspective d'avenir dans le régime capitaliste se fait évident aux yeux des secteurs qui hier encore, faisaient partie des bases d'appui du système : la police, l'armée, les cadres, et même des secteurs des partis bourgeois, comme la jeunesse libérale, qui met en cause l'organisation capitaliste de la société.

La décision de lutte de la classe ouvrière en Belgique, et du monde entier, le progrès constant que représentent les Etats ouvriers pour les masses du monde, influencent ces couches de la petite bourgeoisie et les attire dans le camp de la classe ouvrière. C'est cela qui pousse les policiers et les militaires à revendiquer et imposer le droit de se syndiquer, d'être considérés comme des fonctionnaires et de remettre en question leur fonction répressive. Ce processus, en France, atteint un niveau très évident, quand les policiers sortent dans la rue par milliers en manifestent aux cris de "la police aux travailleurs". Mais ce ne sont pas des causes locales qui les font agir ainsi. En Belgique aussi, la même crise impulse les policiers, les militaires à rejeter la nature de leur fonction. Ils ne s'expriment pas avec la même clarté qu'en France, parce que le mouvement ouvrier ne se présente pas encore à la population avec un programme pour riposter à la crise globale du capitalisme, et il ne montre pas non plus un front unique face à la bourgeoisie, il n'apparaît pas comme une direction pour mener à bien ce programme, lutter pour un gouvernement de gaûche et le pouvoir, comme l'Union Populaire le fait en France.

Mais les conditions s'élèvent rapidement pour développer ce front de la gauche et pour lui donner un programme anti-capitaliste, proposant un plan de nationalisations sous contrôle ouvrier des industries clé, de planification de l'économie en fonction des besoins de la population, de satisfaction des revendications de la classe ouvrière et de toutes les couches les plus démunies de la population ; la base de ces conditions, c'est que la classe ouvrière maintient toute sa volonté de lutte et son action permanente pour ne pas subir la crise du capitalisme, comme elle l'a fait dans de petites entreprises telles la gaufrerie de Champagne, la sablière de Braine-le-Comte ; et l'autre, c'est que le capitalisme continue à approfondir sa propre crise et ne laisse aucune possibilité de conciliation aux directions des syndicats et du Parti Socialiste.

C'est un faux dilemne, de développer la discussion, telle qu'elle a lieu dans l'appareil syndicale, sur : faut-il ou non réduire les revendications de la classe ouvrière, en attendant que cette crise soit surmontée ? Nous appelons les militants de la gauche syndicale et socialiste, les camarades du Parti Communiste à faire une campagne d'explications, d'analyses sur la nature de cette crise du capitalisme : c'est une crise globale, une crise de système. Il faut aussi discuter la signification de la récente réunion de l'OTAN où l'impérialisme américain exige de la bourgeoisie européenne, une augmentation des dépenses militaires, même au prix du chômage, de l'inflation croissante, et aussi d'assurer une stabilité politique pour pouvoir se centraliser derrière l'impérialisme américain, qui prépare la guerre mondiale pour défendre le système capitaliste.

Le capitalisme sent en même temps toute sa faiblesse dans ces préparatifs de guerre contre les masses. Il aurait besoin du fascisme et il ne peut pas l'imposer. La bourgeoisie belge n'a pas pu appliquer son plan de former une armée de métier, et elle doit même supporter que militaires et policiers s'organisent en syndicats. Cela veut dire, que la classe ouvrière a une grande autorité sur la population, et impulse ces secteurs à employer les mêmes moyens de lutte et d'organisation qu'elle ; elle influence et attire les cadres, les techniciens. Un exemple significatif, est la lutte des ouvrières de la gaufrerie de Champagne, des jeunes de 14 ans, qui n'avaient jamais fait grève, organisent l'occupation et le fonctionnement de leur entreprise, vont vendre leurs produits aux usines et rencontrent un appui, non seulement dans la classe ouvrière, mais dans les cadres, inclus des directeurs, qui sont attirés par le sentiment de dignité humaine de leur lutte, leur volonté de justice ; cette lutte montre combien toute la classe ouvrière aspire à changer la société, à construire une société socialiste. Cette confiance pénètre même dans les plus petites usines, dans les secteurs considérés comme les plus arriérés. Il faut incorporer la discussion, le bilan de toutes ces actions de la classe ouvrière pour établir le plan de lutte de la FGTB et du Front Commun Syndical !

Si le capitalisme n'est pas en conditions de céder aux revendications de la classe ouvrière, qu'il s'en aille ! il faut le chasser, lui et le gouvernement qui sert ses intérêts. Il s'agit d'une intervention politique, mais chaque lutte syndicale est devenue une lutte politique. Même le programme mis en avant par le Front Commun Syndical pour le renouvellement des conventions collectives, pour être satisfait, exige un changement de la société, de gouvernement, le front des forces de gauche pour aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir. Le capitalisme n'est pas en conditions de céder à ces revendications. Nous appelons les camaradas socialistes, de la gauche syndicale, du Parti Communiste, à mener la discussion au congrès sur ces conclusions politiques de la lutte syndicale, sur le programme anti-capitaliste et l'unification de la gauche pour le mener de l'avant, à mobiliser toutes leurs forces dans le camp syndical, dans les usines, faire des assemblés, des réunions syndicales, des meetings aux usines, pour mettre en avant cette perspective et pour qu'elle soit discutée partout, et au congrès du 20 décembre.

16/12/74

LES MILITAIRES ET LA REVOLUTION PERMANENTE EN ETHIOPIE

(Voir pages centrales)

26-11-74 J. Posadas

LES MILITAIRES E
PERMANENTE

26.11.1974

La conclusion la plus importante à tirer des récents événements en Ethiopie est de mesurer la resolution de cette équipe de militaires de prendre les mesures énergiques, de fusiller généraux et colonels. Tous ceux qu'ils ont tues sont des chefs. Ils ne l'ont pas fait animés par la peur ou par le désir de les remplacer au pouvoir. Ils les ont tués au nom du programme, des idées, des objectifs de progrès. En prenant de telles mesures, ils font preuve d'une décision très profonde. Leur point d'appui n'est pas en Ethiopie, où il y a peu de forces, mais dans le monde. Il se trouve dans le cours mondial de la révolution, dans le rapport de forces favorables à la révolution, à la lutte pour impulser l'économie, les relations sociales, la vie de toute la population. Partout s'exprime la même chose.

Quand ces militaires se décident à fusiller d'autres militaires, agents de l'impérialisme, c'est parce qu'ils sentent l'appui, la force mondiale, qui leur permet de faire progresser l'Ethiopie. Ils ne l'ont pas fait en fonction d'une dispute de camarillas. Ils ne l'ont pas fait par peur, ou comme résultat d'une dispute de groupe, mais bien contre un secteur lié à l'impérialisme américain. Ils montrent, sans détour, qu'ils défendent une position totalement opposée à l'impérialisme yankee. En agissant ainsi, ils défendent et soutiennent une mesure d'imposition qui va conduire à des mesures socialistes : en effet, ils éliminent une couche importante de militaires qui formaient une structure de soutien aux propriétaires fonciers, aux féodaux, aux agents de l'impérialisme yankee. C'est un progrès très grand, un très important point d'appui pour prendre des mesures qui vont s'exprimer socialement, à très bref délai.

Il y a un grand retard économique en Ethiopie, d'importantes difficultés. C'est un pays qui produit très peu : quelques produits agricoles, du pétrole. Par contre, une profonde décision se manifeste dans ce pays. Comme au Portugal, en Somalie, au Yemen du Sud, ils vont trouver les moyens d'appliquer une politique de production assurant le transformation des matières premières.

Quand les militaires prennent une telle décision, dans un pays qui n'a rien et rompent avec les Yankee qui les soutenaient, cela signifie qu'ils ne redoutent pas les conséquences économiques de leur action ; ils prennent les mesures nécessaires pour éliminer leur dépendance vis-à-vis des Yankees et ils vont trouver les moyens de progresser ; ils vont chercher un programme qui se basera essentiellement sur des communes du type de la Chine et avec l'appui des Etats ouvriers, ils vont tout résoudre. Ils peuvent faire comme au Dhofar et au Yemen du Sud, la tâche d'éduquer les masses, en cours de route, afin qu'elles interviennent comme un facteur essentiel dans la production et à la direction du pays.

L'Ethiopie va donner un exemple à tout le mouvement révolutionnaire mondial et influencer les Etats ouvriers, les partis communistes, socialistes, les mouvements radicaux de gauche, les nationalistes de gauche, les catholiques de gauche. L'Ethiopie leur montre que de telles mesures sont nécessaires pour permettre la réalisation de toute mesure progressiste importante : parce que l'impérialisme trouvera toujours le moyen d'organiser la contre-révolution. Il est impossible de dissuader la contre-révolution avec les moyens démocratiques du régime et de la structure bourgeoise. Cette démocratie est très limitée, parce qu'elle a été faite par la bourgeoisie elle-même. Sa base essentielle en est la justice, le parlement, le président, les finances, la police, l'armée : tout est entre ses mains.

Il faut prévoir que la force de l'ennemi, de la bourgeoisie, de l'impérialisme, s'appuie sur cette structure et va l'utiliser, de la même façon qu'au Chili, quand il croit le moment venu. Il va se soulever et faire la contre-révolution, comme au Chili. L'attitude des militaires d'Ethiopie montre qu'il faut faire ainsi : il ne faut pas attendre d'avoir conquis la majorité parlementaire, ou acquis une force administrative ou juridique pour pouvoir s'imposer, car on laisse à la contre-révolution le champ libre pour intervenir. Il faut donc intervenir, comme l'ont fait les militaires en Ethiopie. Toutes les nouvelles révolutions, tout le processus révolutionnaire mondial, vont apprendre que c'est ainsi qu'il faut agir.

Il faut intervenir pour montrer, stimuler, conseiller, développer ces expériences et faire comprendre que c'est la manière de contenir la contre-révolution, qui va venir de toute façon. Cette expérience d'Ethiopie va exercer une influence immense dans la discussion avec les partis communistes et socialistes, dans le mouvement ouvrier mondial, le mouvement syndical, des catholiques de gauche, des nationalistes de gauche et des militaires ; pour montrer comment il faut préparer les mesures nécessaires pour faire face à la contre-révolution.

Cette action des militaires va peser dans la discussion et élever l'expérience et la résolution et les orienter à comprendre qu'il faut intervenir de cette manière pour arrêter la contre-révolution, qu'il faut prendre de court la contre-révolution. Les Yankees préparaient une contre-révolution. Ce coup l'a écrasée.

LE ROLE D'UNE PETITE EQUIPE DE MILITAIRES QUI S'APPUIENT SUR LES FORCES DU MONDE ET LA VOLONTE DES MASSES

Les militaires ont tué des capitalistes, de grands propriétaires, des hommes d'affaires : toute une base essentielle de l'état-major de l'impérialisme yankee et de la bourgeoisie éthiopienne. Les conséquences vont être très importantes. Les militaires font la preuve d'un nouveau progrès en Ethiopie, suivant en ce la le Portugal, le Pérou, l'Equateur, Panama, la Somalie. Ils montrent, par leur attitude, une très grande assurance pour intervenir. Une telle assurance ne peut pas être au service d'intérêts, de concurrence, de dispute, les uns avec les autres. On agit ainsi quand on est animé par des idées et un programme supérieurs, affronter l'impérialisme yankee. Les dirigeants éthiopiens n'agissent pas au nom de la bourgeoisie, des banquiers, ni en défense d'intérêts locaux, des propriétaires fonciers. Ce qui leur donne la force et la conviction, c'est le fait qu'ils agissent au nom d'une politique, d'un programme, d'objectifs supérieurs.

Ce qui influence et gagne les militaires, c'est la perspective d'une fonction supérieure de progrès dans l'histoire. C'est de se sentir les représentants d'une force qu'ils utilisent pour appuyer ce qui peut faire progresser l'économie, les relations sociales, le niveau de vie et d'existence de la population et des masses. Pour le faire, ils vont devoir apprendre en cours de route qu'il est nécessaire d'adopter des mesures de socialisation, d'étatisation, de planification de la production. Leur propre action les pousse à comprendre la nécessité de mesures socialistes et de mesures de planification économique et de programme socialiste.

Les militaires — surtout dans les pays plus arriérés — sont sensibles à l'influence mondiale de la révolution ; le concept de défense de la patrie se détruit en eux.

Ils voient de plus en plus que la patrie est un instrument des capitalistes, ils n'agissent pas en défense d'une patrie identifiée à la défense des intérêts de la propriété privée, ils agissent en défendant les intérêts du progrès de chaque pays. Ils associent alors la défense de la patrie à celle des capitalistes : ils mesurent socialement. Ils voient aussi que les Etats ouvriers sont supérieurs au régime capitaliste, que l'économie dirigée par les propriétaires fonciers, les féodaux d'Ethiopie, était placée au service d'une petite couche de la population contre l'immense majorité et le développement mondial de la révolution a exercé sur eux une très grande influence.

Le rapport de forces local a eu son importance, il était favorable aux militaires qui se sont souleves. Mais c'est surtout le rapport mondial de forces qui leur était favorable. Si l'impérialisme yankee, le capitalisme mondial en avaient eu la force, ils seraient venus au secours du Négus — au travers de Djibouti ou tout autre endroit — ils auraient fourni les armes, les armées et le prétexte pour intervenir. Mais ils ne peuvent plus organiser des interventions militaires comme ils faisaient avant pour soutenir les régimes réactionnaires, parce que le rapport mondial des forces les en empêche. C'est-à-dire que les Etats ouvriers, avant tout et surtout, ont la force pour intervenir militairement.

Les Etats ouvriers sont acceptés par les masses du monde ; ils ont de l'autorité sur elles et ils doivent intervenir dans tout évènement, en faveur du développement, du progres de la révolution, ou de mesures démocratiques conduisant à la suppression du capitalisme. L'Etat ouvrier ne peut plus s'exclure. Il doit intervenir. Les masses du monde aussi. Devant de tels faits, si l'impérialisme intervient, ces dernières augmentent leur décision d'écraser le capitalisme. C'est surtout vrai pour les masses nord-amériaines et l'impérialisme doit en tenir compte.

Il faut voir l'ensemble mondial des forces qui interviennent : la crise mondiale du capitalisme, économique, sociale, politique. Les dernières élections aux Etats-Unis en ont été une vive expression : 38 % seulement de la population a participé au vote. C'est la preuve de la préoccupation des masses des Etats-Unis en particulier et des masses du monde en général, pour les problèmes de la situation mondiale : elles sont contre l'intervention de l'impérialisme et du capitalisme.

L'impérialisme est chaque fois plus désuni. La concurrence profonde entre pays capitalistes les conduit à un affrontement. Economiquement, ils sont en concurrence. Socialement, ils doivent se mettre d'accord pour affronter les Etats ouvriers et le prolétariat mondial. Cette désunion est un des éléments du rapport de forces défavorable à l'impérialisme. S'ils avaient pu s'unir, ils l'auraient fait et les Yankees se seraient sentis assez forts pour contenir le processus, comme ils faisaient avant. Ils ne le font pas maintenant, à cause de ces conditions : l'attitude et l'intervention des Etats ouvriers, le rapport mondial de forces, l'intervention et la disposition des masses à intervenir et peser dans chaque événement.

Telle est la base mondiale des forces sur lesquelles les militaires se sont appuyées, même sans le comprendre. Et les capitaines, à leur tour en fusillant toutes ces canailles qui étaient des agents de l'impérialisme yankee et auraient pu perturber ou entraver le processus révolutionnaire en Ethiopie, démontrent que les mesures énergiques qu'ils prennent sont nécessaires. Leur force ne vient pas d'Ethiopie, mais du monde. S'il ne s'agissait que d'une force intérieure, ils n'auraient pas assez d'assurance pour faire face aux Yankees. C'est le cours mondial de la révolution qui les influence et leur donne cette décision.

Il ressort une expérience claire et concrète d'Ethiopie : une petite équipe de militaires, s'appuyant sur la volonté de la nation et sur le processus mondial, peut faire ce qu'elle a fait. Elle n'agit pas comme une camarilla, mais comme une petite équipe résolue, qui entraîne le reste parce que tout est mûr pour une telle action. Le Parti communiste et le Parti socialiste doivent en prendre exemple. Si une telle unanimité et uniformité se réalise au sein de l'armée, dans les masses cette unité est encore plus profonde. Si les masses n'ont pas un comportement unifié et centralisé dans les élections, c'est parce que s'agissant d'une solution électorale, elles font confiance à l'appareil qui existe. Par contre, quand elles voient une décision militaire pour résoudre les problèmes, elles lui donnent leur appui. L'Ethiopie en est un exemple.

FAIRE PARTICIPER TOUTES LES MASSES A LA DISCUSSION DU PROGRAMME POUR DEVELOPPER L'ETHIOPIE

Il faut mener une discussion publique en Ethiopie et appeler toutes les masses paysannes, les masses ouvrières, les étudiants, à discuter l'avenir du pays, les bases du progrès. Il faut poser la nécessité des collectivisations, des étatisations, du partage des terres, d'un plan de production basé sur les collectivisations et faisant participer toutes les masses. Faire un plan d'alphabétisation sur la base du progrès de la révolution et faire un appel à tous les Etats ouvriers à intervenir dans la vie économique du pays.

Il faut appeler tous les ouvriers des pays socialistes à donner une journée de travail par mois pour appuyer le développement mondial de la révolution, entre autres, celui de l'Ethiopie. Dans leur ensemble, les Etats ouvriers peuvent rassembler mensuellement plus de quinze mille millions de dollars.

Il faut faire un plan de discussions avec le Front de libération de l'Erythrée, dont la base doit être le developpement économique complet de l'Ethiopie, y compris le droit à l'auto-détermination de l'Erythrée. Il faut proposer une Fédération en vue de développer en commun l'économie et d'appeler à un accord avec les autres pays d'Afrique pour développer les économies de tous ces pays. Faire en sorte que le mouvement ouvrier mondial donne son appui : les syndicats, les centrales ouvrières, les partis communistes et socialistes. Tous doivent mettre à leur programme la défense inconditionnelle des pays comme l'Ethiopie et obliger les pays capitalistes à appuyer les pays africains, tout en montrant que s'ils le font, c'est sous la pression de la révolution. Il faut leur exiger, au travers de la mobilisation des masses, d'appuyer ces pays, de leur donner des armes et de l'argent.

Il faut appeler tous les Etats ouvriers à appuyer ces pays. Les militaires doivent présenter un programme de transformation économique du pays pour obtenir l'appui des Etats ouvriers, du mouvement ouvrier mondial, des partis socialistes et communistes, des radicaux de gauche, des catholiques de gauche, des nationalistes de gauche. Le pouvoir était entre peu de mains. Cela facilite le passage rapide à des mesures économiques plus importantes. L'Ethiopie montre comment passer de la tribu au Socialisme, comme le Yemen du Sud, la Somalie, le Dhofar, le Vietnam et la Chine, qui sont passés du féodalisme au socialisme, directement, sans passer par une étape de révolution démocratique bourgeoise.

Les forces, pour faire progresser cette révolution, ne se trouvent pas en Ethiopie, ni au Dhofar, ni au Yemen du Sud. Ces pays n'ont pas les conditions économiques ni sociales pour passer de la tribu au socialisme. Les forces se trouvent dans le monde.

Il faut nationaliser, faire un plan de production, faire des réunions avec les paysans, leur montrer la perspective du développement économique, afin de résoudre le problème économique de tous les paysans. Montrer les difficultés et l'impossibilité d'un développement individuel et la nécessité de prendre des mesures de développement collectif. Ce que les paysans cherchaient, au travers de la propriété individuelle, il faut leur montrer qu'ils vont le réaliser avec la propriété collective et l'appui de l'Etat et appeler tous les Etats ouvriers à les soutenir. Il faut montrer la nécessité d'une planification incluant l'électrification. Que les paysans discutent des mesures à prendre en vue d'organiser la collectivisation de la terre ou des coopératives socialistes qui développent la production, tout en maintenant certaines petites propriétés individuelles.

Un aspect d'une importance fondamentale est l'intervention de toute la population. Que les paysans puissent voir, vérifier comment se réalise le progrès. Il faut normaliser de fond en comble le fonctionnement du régime, et donner des salaires en fonction des nécessités et en fixer le maximum.

Il faut mener toute une campagne pour gagner les militaires à cette fonction — même si les résultats ne sont pas immédiats. Y associer les étudiants qui ont joué un rôle de très grande valeur dans tout ce mouvement. Ce sont les étudiants qui avaient réclamé l'exécution de tous les assassins. Que les étudiants interviennent avec ce programme.

Les ouvriers, les étudiants et les paysans, ensemble, peuvent développer ce programme de production. Que tout le peuple discute un plan d'élévation de la production pour en finir avec la faim et la secheresse. L'Etat doit fonctionner très modestement et être soumis au contrôle de la population, que toutes les masses interviennent de manière démocratique pour contrôler, décider et empêcher la formation de camarillas ; il faut permettre une discussion complète de tous les problèmes : salaires, production, planification, exportation. Toute la production doit être organisée en fonction des besoins de la population. La base pour empêcher la formation de camarillas est le contrôle et l'intervention de toute la population. La situation n'est plus comme dans la Révolution russe, qui a dû affronter le recul mondial de la révolution. L'Ethiopie se trouve au milieu d'un progrès. Il faut s'appuyer sur une perspective de développement très rapide de l'appui mondial. Le processus s'élève constamment. C'est l'impérialisme qui n'a pas de forces pour empêcher le triomphe de la révolution en Ethiopie, à cause de l'instabilité mondiale du système capitaliste.

La crise inter-capitaliste les oblige à se préoccuper constamment de la crise économique, politique, sociale. Il y a un très profond processus de concurrence, de lutte intérieure, inter-capitaliste, la crise monétaire, enfin une crise de toute nature. Il faut donc le faire sentir aux masses et à la direction militaire et leur apprendre à s'appuyer sur ce processus favorable.

Il est nécessaire de construire immédiatement une direction révolutionnaire, avec un programme pour développer l'économie sous forme centralisée et planifiée, pour réaliser la réforme agraire, le partage des terres entre certains secteurs paysans et leur mise en exploitation sous forme collective et étatisée des grandes propriétés. Il faut former une fédération avec l'Erythrée et montrer la nécessité de la planification économique entre eux et aussi avec la Somalie, le Yemen du Sud et les autres pays d'Afrique. Le droit à l'indépendance ne doit pas signifier l'apparition de nouvelles difficultés historiques du fait de l'existence de nouveaux Etats, ni le maintien d'une série de raisonnements hérités du passé. Il faut proposer de développer tous ces pays. Et dans ce but, planifier l'économie, tout en respectant les différences ethniques, peu importantes, qui existent. Nous posons la même chose pour les Juifs et les Palestiniens.

ORGANISER LE PARTI REVOLUTIONNAIRE AVEC LE PROGRAMME ANTI-IMPERIALISTE ET ANTI-CAPITALISTE

Il est nécessaire de former un parti révolutionnaire, avec un programme de développement du pays. Ouvrir une discussion dans tout le pays, montrer qu'il faut faire comme les Etats ouvriers pour pouvoir développer l'économie, en finir avec la sécheresse, développer la production agraire, installer des usines. Montrer l'exemple de la Hongrie, qui était si arriérée, de l'URSS et de la Chine, qui n'étaient rien du tout et qui sont aujourd'hui parmi les pays les plus avancés du monde. Et la Chine n'a que 26 ans d'Etat ouvrier. Il faut faire une campagne d'alphabétisation en discutant tous ces problèmes.

La démocratie n'est pas une abstraction, c'est un moyen et une forme de relations. En Ethiopie, on a besoin d'une démocratie qui permette le développement du pays et non une démocratie permettant formellement a chacun de dire pour qui il vote, à qui il permet de commander et aussi de l'emprisonner. Les masses doivent intervenir sur tous les problèmes de la production. Il faut produire en fonction des besoins de la population et montrer que l'impérialisme a été battu parce que les gens veulent une économie de ce type.

T LA REVOLUTION EN ETHIOPIE

J. POSADAS

L'attitude résolue des militaires est très importante. Elle n'est pas motivée par une dispute entre militaires. S'il en était ainsi, ils se respecteraient les uns les autres, afin de ne pas être tués eux-mêmes demain. Quand ils exécutent tous ces types, c'est parce qu'ils veulent quelque chose d'infiniment supérieur. Ils sont impulsés par la révolution mondiale. Les camarades d'Ethiopie doivent s'appuyer sur cette conclusion.

Nous saluons et embrassons tous les étudiants, qui ont été un facteur essentiel de ce progrès, ils ont agi comme porteurs des idées révolutionnaires, de la volonté et la décision révolutionnaire d'impulser ces luttes en Ethiopie. Maintenant, les étudiants doivent intervenir. Il faut organiser un parti révolutionnaire avec un programme de nationalisations, d'étatisations, de planification de l'économie et de totale démocratie pour toutes les masses, de formation de syndicats de paysans, d'étatisations des terres les plus importantes et leur production collective, de partage des terres en faveur de certains secteurs et formation de cooperatives socialistes. Résoudre le problème de l'eau, de la production, de la transformation des matières premières, demander l'aide des Etats ouvriers, leur demander de donner une journée l'unification de par mois pour aider l'Ethiopie et toutes les révolutions et demander l'unification de l'Union soviétique et de la Chine. C'est nécessaire de formuler cette demande, l'unification Chine—URSS est le base essentielle du progrès de l'humanité.

Ces militaires éthiopiens interviennent dans la solution de la discussion sur les raisons de la défaite transitoire de la révolution au Chili. Ils sont, à leur tour, une expression de la force mondiale de la révolution : ils combinent les deux aspects. Il faut prendre l'exemple de l'Ethiopie pour le généraliser. C'est un pays très arriéré. Il faut donc adopter une série de mesures relativement primitives. Mais l'époque actuelle permet de ne pas s'en tenir a des mesures primitives. Il faut donc appeler les Etats ouvriers à intervenir, à envoyer des équipements, des techniciens, de l'argent, de la nourriture, et, en même temps, planifier l'économie.

Les Chinois adoptent l'attitude contraire : chacun doit avancer par lui-même. Il ne s'agit pas ici de concurrence entre un pays et un autre, à l'image des pays capitalistes ! Le pays le plus développé donne toute son aide pour impulser le développement de tous les autres et supprimer le retard historique, supprimer la guerre, le chômage, la misère, la faim, toutes ces conséquences du régime capitaliste !

Les événements d'Ethiopie sont une contribution au développement mondial de la révolution et à l'expérience des masses pour y intervenir. C'est en même temps une confirmation de la conception de la révolution permanente des trotskistes et des posadistes. Dans les endroits les plus arriérés, on peut faire la révolution avec les objectifs les plus avancés, parce que ceux-ci s'appuient sur un processus mondial qui empêche le capitalisme d'intervenir, de contenir. Cette révolution s'appuie sur les expériences des révolutions les plus avancées, qui prennent des mesures économiques et sociales pour développer l'économie.

Le triomphe des militaires éthiopiens va donner une énorme impulsion révolutionnaire aux paysans et va encourager à prendre des mesures pour faire progresser la révolution. D'autre part, l'action des militaires démolit tous les plans et la stratégie de l'impérialisme yankee. Ils se font les alliés directs et indirects des Etats ouvriers. Il faut prendre en considération l'existence et les armes des Etats ouvriers pour assurer le triomphe de l'Ethiopie. Les Etats ouvriers, la Somalie, le Yemen du Sud, le Dhofar, les ex-colonies portugaises font partie d'un processus mondial favorable à la révolution. Il faut compter sur ce rapport de forces pour établir la stratégie de la révolution et pour assurer la base du développement de l'Ethiopie.

L'impérialisme et le capitalisme vont intervenir. Mais ils n'ont pas la force de décider quand ni comment. La libération des colonies portugaises a beaucoup d'importance pour cette lutte. Elle a stimulé les capitaines d'Ethiopie à faire une intervention révolutionnaire. La libération des colonies portugaises est le résultat de la combinaison des mouvements de libération et du mouvement des capitaines du Portugal.

Le rapport de forces est toujours plus favorable, de plus en plus lié au développement de la révolution. Les communistes et les socialistes doivent en tenir compte pour le front unique. Il existe un véritable Front unique mondial, qui montre les conditions de maturité des masses du monde, des capitaines, des militaires. A partir de ce front unique, mûrit la compréhension des mesures à prendre. C'est facile aujourd'hui : tout le monde voit que la solution est socialiste.

L'expérience des gens leur fait comprendre que l'économie, les relations humaines doivent être socialistes pour pouvoir se développer. Les communistes et socialistes doivent en discuter, approfondir cette conclusion. L'humanité est apte pour le communisme, et, par conséquent, apte pour le Front unique mondial.

26.11.74 J. POSADAS

LA VISITE DE BREJNEV EN FRANCE LA CRISE DU CAPITALISME ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

9-12-74 J. Posadas

Le voyage de Brejnev en France se réalise à une étape où se manifeste la crise très profonde du système capitaliste et les contradictions dans lesquelles évolue le mouvement communiste mondial. L'impérialisme français est obligé de faire une réception au secrétaire du Parti Communiste d'URSS pour traiter des problèmes économiques et pour faire des accords d'Etat à Etat. Aux yeux de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, des masses de France, cela apparaît comme un coup porté au capitalisme, parce que celui-ci est obligé de recevoir et de supporter le représentant d'un régime supérieur. Il n'a pas reçu le représentant d'un Etat, mais le Secrétaire du Parti Communiste d'URSS. La bourgeoisie n'a pas pu imposer de faire venir Podgorny ou Kossyguine. L'armée voit cela également.

Le seul fait de devoir recevoir Brejnev est une défaite et une déficit pour l'impérialisme français, qui se montre d'une faiblesse très grande devant les masses françaises, la petite-bourgeoisie cultivée, et tous les secteurs qui ont une certaine importance électorale et sociale.

L'Etat ouvrier se montre supérieur à l'Etat impérialiste français et impose à celui-ci d'établir des relations avec l'URSS alors qu'il voulait faire la guerre et écraser l'Etat ouvrier. L'impérialisme ne peut pas écraser l'Union Soviétique, au contraire, il doit recevoir le secrétaire du Parti Communiste qui développe une politique et encourage un mouvement social anti-capitaliste — bien que compénétrative.

De tels faits contribuent énormément à élever la conscience de couches importantes des militaires, d'hommes politiques et même de policiers, leur font voir la supériorité de l'Etat ouvrier. Ils voient aussi que la guerre que l'impérialisme — dont l'impérialisme français — prépare, est une guerre entre des régimes différents, entre le régime capitaliste et les Etats ouvriers. Les militaires perdent le sentiment patriotique, le mécanisme de l'obéissance, l'organisation de leur conscience en fonction de "la patrie", ou de l'intérêt local. Les Etats ouvriers représentent un régime social supérieur.

Un très grand nombre de militaires et de policiers acquièrent la conviction que l'issue de la guerre sera résolue, non par les armements, mais par le régime social qui se montre supérieur. L'Etat ouvrier a une autorité énorme. Le seul fait que Brejnev aille en France établir des accords, est d'une immense importance. C'est une défaite pour l'impérialisme français.

Il faut voir en même temps que l'Union Soviétique pourrait établir avec les autres Etats ouvriers, ces mêmes accords qu'elle fait avec l'impérialisme français. Elle pourrait approfondir ses relations économiques, les accords, la planification avec eux. Historiquement cela aurait une importance beaucoup plus grande pour noyer et détruire le capitalisme que de faire des accords avec l'impérialisme français. Cela ne veut pas dire renoncer aux accords, mais les mettre en second lieu. En premier lieu doivent venir les accords établis entre les Etats ouvriers et dans le but de les faire avancer. Les masses des pays capitalistes verraient infiniment mieux qu'actuellement, la supériorité des Etats ouvriers. Un accord entre les Etats ouvriers donnerait une très grande impulsion aux militaires, aux techniciens, à toute la petite bourgeoisie et aux masses exploitées du monde et créerait à bref délai les conditions pour abattre le système capitaliste.

De tels accords seraient fondamentaux pour influencer les masses des Etats-Unis qui verraient clairement, au travers d'eux, les formes de vie et l'organisation supérieure de l'Etat ouvrier et des relations infiniment supérieures à celles qui existent dans le système capitaliste qui vit crises sur crises. Par contre, dans les Etats ouvriers il n'y a pas de crise, il n'y a pas de chômage ni de misère ; il y a, au contraire, un développement ininterrompu de l'économie.

LE CAPITALISME PREPARE LA GUERRE ATOMIQUE

L'Etat ouvrier est obligé de mener une politique pour coexister avec le capitalisme. Tant que le capitalisme existe, il doit coexister avec lui. Mais cela ne veut pas dire coexister pacifiquement. Il coexiste parce qu'il n'y a pas d'autre alternative. Il doit, par conséquent, tenir compte des échanges commerciaux avec le système capitaliste. C'est ainsi que s'est développée l'economie de l'Etat ouvrier. Cela ne veut pas dire que ce développement était correct : en effet une planification commune des Etats ouvriers auraient permis à l'URSS et aux autres Etats ouvriers d'avancer dix fois plus. Mais il faut considérer les faits tels qu'ils sont.

Cela ne veut pas dire que nous les approuvons ; mais comme nous défendons inconditionnellement l'Etat ouvrier et l'instrument qu'il représente, nous partons des conditions qui existent pour développer la politique, le programme, les objectifs, la lutte contre le capitalisme et pour la construction du socialisme.

En faisant des accords avec le système capitaliste, l'Etat ouvrier doit considérer deux facteurs fondamentaux : le capitalisme est obligé de faire du commerce avec les Etats ouvriers, il n'a pas d'autre remède, en même temps qu'il cherche à se centraliser, à s'unifier pour faire la guerre atomique contre les Etats ouvriers. Il convient donc à l'Etat ouvrier de mener une politique tendant à diviser, à séparer, à empêcher la concentration du pouvoir économique, politique, militaire du capitalisme afin que l'impérialisme yankee n'ait pas le pouvoir de décider.

Un des objectifs fondamentaux de la politique de l'URSS est d'empêcher cela. C'est dans ce but qu'elle a proposé à l'impérialisme français des mesures, telles que la proposition de tenir la Conférence sur la Sécurité Européenne, afin d'empêcher que les pays capitalistes d'Europe se concentrent sous la direction de l'impérialisme yankee ou du capitalisme allemand, qui agit en tant que représentant de l'impérialisme yankee. Les Yankees offrent une série d'avantages aux allemands afin, qu'en échange, ceux-ci parviennent à réaliser l'unification européenne sous la houlette de l'OTAN, pour pouvoir préparer la guerre.

L'impérialisme yankee essaie de prendre toutes ces mesures, mais il se heurte essentiellement à l'action des masses qui font des grèves, développent leurs luttes, et à l'avance politique des Partis Communistes et socialiste de France et d'Italie, et même de ceux d'allemagne, d'Angleterre et des pays scandinaves.

A la crise en cours dans les pays capitalistes, s'ajoute la crise du chômage, qui est un facteur de la lutte anti-capitaliste et de l'impulsion vers une issue socialiste. C'est pourquoi les Soviétiques essaient d'aiguiser les contradictions inter-capitalistes, en s'appuyant sur le plus faible des grands pays impérialistes, d'établir des accords avec lui, de faire cette réunion sur la Sécurité européenne afin d'entraver, de ralentir l'établissement d'accord entre les pays capitalistes, que ce soit sur le plan économique, militaire ou social.

Cette politique n'est pas incorrecte. Ce qui est incorrect, c'est de l'utiliser comme un moyen fondamental alors qu'il existe des moyens supérieurs, tels que la lutte de clase, la lutte de tous les pays pour abattre le capitalisme.

L'impérialisme va faire la guerre. Il faut donc une stratégie en fonction de cette perspective. Mais comme les Partis Communistes — et entre autres le Parti Communiste d'URSS —, croient possible d'éviter la guerre, ils mènent cette politique, essaient d'allonger les délais, d'affaiblir le capitalisme et dans ce but, de gagner des positions, des avantages. Ils en gagnent quelques-uns, mais cela conduit de toutes manières au renforcement de la centralisation capitaliste, car le capitalisme est aux mains des secteurs décisifs de l'économie : les hautes finances, la grande industrie. Ceux-ci déterminent aussi la politique du capitalisme.

La situation actuelle — surtout en France et en Italie —, montre que les socialistes et communistes peuvent aller au gouvernement et mener une politique qui peut rompre l'hégémonie capitaliste. Même sans recourir aux méthodes révolutionnaires, ils peuvent, au travers de mesures constitutionnelles et parlementaires, mener une politique anti-capitaliste. Mais la force de cette politique ne provient pas de la force électorale des communistes et socialistes, ni du front unique qu'ils font avec les syndicats : elle réside dans la lutte des masses qui affaiblissent constamment le système capitaliste et le rendent incapable de supporter les mobilisations des masses et la lutte des Etats ouvriers.

La force de l'Union Soviétique ne vient pas de la politique qu'elle mène ; elle vient de la lutte de classes qui affaiblit le système capitaliste, aiguise sa concurrence interne : dans de telles conditions, si le capitalisme déclare la guerre il va lancer tout le monde contre lui et il en sera liquidé. C'est pourquoi il essaie de gagner du temps.

La lutte de classes s'accélère et affaiblit le capitalisme. Non seulement la guerre est inévitable, mais le capitalisme la prépare. S'il ne l'a pas encore faite et ne la fera pas dans l'immédiat, c'est parce qu'il n'en a pas encore trouvé les moyens. Il a essayé plusieurs fois et il a échoué. Plus les Etats ouvriers gagnent du temps, mieux cela vaut. Mais ce n'est pas une question de jours, de mois, d'années : cela signifie gagner des positions dans les pays capitalistes, en France, en Italie, en Allemagne etc., en menant une politique qui montre que la crise du système capitaliste se résout en mettant à la tête du pays une direction sociale qui placera l'économie au bénéfice de la population. Il est possible de le faire.

Il faut mettre l'économie au service de la France. Où est la France ? dans les monopoles ? dans la bourgeoisie ? Non ! La France, c'est essentiellement la population travailleuse. C'est elle qui représente le pays. Ce sont les problèmes de cette France qu'il faut résoudre ; des 70 % du peuple.

LA SIGNIFICATION DES ACCORDS DE L'UNION SOVIETIQUE ET DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Les Soviétiques vont signer ces accords afin de gagner du temps en divisant le système capitaliste, et de développer plus la lutte de classes. Ils espèrent que cela permettra aux socialistes et communistes d'aller au gouvernement et d'affaiblir ainsi le système capitaliste. Ce serait une bonne chose si, par ce moyen, on pouvait faire en sorte que le capitalisme renonce à lancer la guerre. Mais il ne va pas accepter son renversement sans résistance.

L'exemple du Portugal n'est pas une norme pour le système capitaliste. L'impérialisme mondial — et l'impérialisme yankee entre autres — avait déjà perdu beaucoup de colonies, avant les évènements du Portugal. L'impérialisme yankee, qui dirige le monde capitaliste, même contre l'opinion des autres capitalistes du monde, va lancer la guerre atomique quand il sentira qu'il n'a plus d'autre alternative. Il essaie de gagner du temps. Les Soviétiques essaient d'écraser le système capitaliste par des moyens constitutionnels, parlementaires et économiques et le capitalisme le sait bien.

L'Union Soviétique essaie de gagner **(Suite page 4)**

LA VISITE DE BREJNEV...

(Suite de la page 3)

du temps également, pour être dans un rapport de forces plus favorable avec ce bandit qu'est le capitalisme. Mais en ne faisant pas d'appel à abattre le système capitaliste, elle mène une politique erronée en général, et permet à celui-ci de survivre. La crise est la crise du système capitaliste et non de l'un ou l'autre pays. Ce que proposent les Soviétiques serait possible si le capitalisme respectait le verdict électoral, mais il ne le fera pas. Le Chili le prouve. Le Portugal également : on l'a vu dans la mobilisation contre-révolutionnaire qu'ils ont organisée et on le verra dans les prochaines qui sont en préparation. Le capitalisme a toujours les moyens de riposter parce qu'il domine les finances, et les couches supérieures de l'armée. L'impérialisme dispose de forces importantes dans l'armée. Il va les utiliser, comme il va utiliser son pouvoir économique pour briser l'avance d'une révolution comme celle du Portugal : la CIA intervient, de l'extérieur, pour soutenir les mesures économiques que la bourgeoisie est en train de prendre, telles que le sabotage de la production et de la distribution d'aliments,. La CIA préfère y mettre le prix pour ne pas tout perdre demain.

Il faut en tirer les leçons. C'est une erreur de croire qu'on peut mener une politique qui va diviser et désarmer le capitalisme. Ses forces sociales et politiques se divisent, mais ses forces financières et militaires restent entières. L'impérialisme yankee a les moyens de substituer les armes qu'on lui enlève dans l'un ou l'autre pays. Il cherche à s'appuyer sur quelques pays, pour gagner du temps : l'exemple du Chili est très clair. Au travers de la Junte des assassins du Chili, l'impérialisme yankee, au nom du capitalisme mondial, essaie de soutenir une direction pour l'après-guerre, il fait un essai. Il cherche à se débarasser des gens dont il n'aura plus besoin — ouvriers ou petits-bourgeois — parce qu'il va les remplacer par des équipements techniques. Voilà ce que l'impérialisme prépare.

Avec la venue de Brejnev, l'Etat ouvrier Soviétique essaie de gagner du temps en s'appuyant sur l'impérialisme français et en profitant de sa concurrence avec l'impérialisme allemand et yankee. L'impérialisme français est en dissidence constante avec les autres. On le voit dans ces réunions des Neuf, qui se retrouvent à la table tous les jours et ne parviennent pas à coordonèr une politique commune. Cependant les hautes finances se coordonnent entre elles, aux dépens de la petite, moyenne, et même, de la grande bourgeoisie.

Brejnev va signer un accord avec le capitalisme français pour essayer d'en tirer un avantage, et gagner du temps. Mais il faut tenir compte que l'URSS a intérêt au triomphe, en France, d'un gouvernement qui soit contre la guerre, contre l'OTAN. Elle veut en avoir l'assurance. Si Mitterand va au gouvernement, il n'y a pas de certitude qu'il applique cette politique, à cause de tout ce qu'il a fait avant. C'est pourquoi les Soviétiques se heurtent — si non totalement, du moins partiellement, avec le Parti Communiste Français.

L'Etat ouvrier doit tenir compte de la préparation de la guerre, de la préparation des forces mondiales pour affronter l'impérialisme, et, en même temps, de la politique quotidienne. Il faut voir, d'autre part, que l'impérialisme français n'a pas de forces pour décider sur le plan mondial. Ses forces économiques, sociales, policières, militaires se désagrègent. Les essais atomiques qu'il fait, n'ont aucune valeur pour affronter une guerre mondiale. Une seule bombe atomique des Soviétiques peut liquider toutes les armes que possède l'impérialisme en Europe. En six jours, les Soviétiques peuvent occuper toute l'Europe : ils n'enverront pas leur armée, ils appuieront les soulèvements des masses de ces pays, comme ils l'ont déjà fait pour la Pologne, la Hongrie, et tous les autres Etats ouvriers. Le capitalisme sait cela, et il est indécis pour se préparer et pour déterminer le moment de lancer la guerre.

Il ne s'agit plus de la guerre d'un pays contre un autre, mais d'un affrontement système contre système ; et les armées capitalistes sont influencées par la supériorité de l'Etat ouvrier Soviétique et des autres Etats ouvriers. Soldats et officiers voient la supériorité de la science et de la technique. Ils se rendent compte qu'il ne s'agit plus d'une guerre pour défendre le patrie, mais pour attaquer un régime social supérieur. C'est pourquoi ils sont gagnés par ce régime supérieur.

Les Soviétiques doivent tenir compte de cette conclusion. Le Parti Communiste Français fait partie de ce processus. Il serait tout à fait stupide de croire que les Soviétiques ont fait un accord contre le PCF. Ils ont signé cet accord en tenant compte qu'en France il y a, et un Parti Communiste, et un Etat capitaliste, et que les communistes n'ont pas la majorité Et les Soviétiques ont intérêt à mener une politique conduisant à des affrontements entre le capitalisme français et les autres capitalismes. Cette politique ne va pas contre le PCF. Il est certain que des divergences existent entre eux. Mais le PC d'Union Soviétique doit respecter, à la fois, les intérêts de l'Etat ouvrier, la lutte concrète actuelle, le PC Français, les relations avec les masses de France, et la nécessité pour le PCF d'aller au gouvernement.

Dans les déclarations de Brejnev, il n'y a rien qui fait du tort au PCF. Il a signé des accords économiques et diplomatiques, pour impulser la réalisation de la réunion sur la Sécurité Européenne, pour la paix, contre l'impérialisme yankee ; mais cette politique va avoir peu d'effets importants, parce que l'impérialisme yankee va lancer la guerre atomique, quand il y aura intérêt, et va entraîner derrière lui tout le capitalisme mondial. C'est lui qui décide parce que c'est lui qui peut lancer les bombes atomiques et tenir le coup pendant quelque temps. Les autres pays capitalistes ne peuvent pas en faire autant ; ils n'ont pas les forces militaires ni sociales. Chaque direction capitaliste sait qu'une fois commencée la guerre, la moitié de l'armée et l'ensemble de la population vont se tourner contre eux. Les Soviétiques vont occuper l'Europe sans avoir besoin de l'armée : ils vont appuyer les masses de chaque pays et gagner une partie des armées qui voient la supériorité des Etats ouvriers et leur capacité à en finir avec la guerre et le chômage.

Les accords signé entre l'URSS et l'impérialisme français ne sont pas contre le Parti Communiste, ni contre les masses du monde, ni contre la lutte de classes. Ce sont des accords d'Etat à Etat. Ils ne lésionnent personne. Par contre, il faut donner beaucoup d'importance à l'entrevue entre Marchais et Brejnev : les masses de France ont pu voir que les Soviétiques, s'ils font des accords avec l'impérialisme français, en font aussi avec le Parti Communiste. Il est tout à fait clair et évident que Brejnev n'a fait aucun accord allant contre le Parti Communiste ou l'Union Populaire. Il a fait un accord d'Etat à Etat. Et il a fait une réunion, à la fois avec l'impérialisme français, et avec le Parti Communiste. Les masses du monde voient qu'il y a un accord avec le Parti Communiste Français. Marchais, dans sa déclaration finale, dit : "les deux parties sont des communistes, il n'y a pas de divergences entre communistes et chacun sait que les accords n'empêchent pas de poursuivre la lutte de classes". Marchais a déclaré ce que Brejnev ne pouvait pas dire en ce moment. Si la rencontre lui avait été imposée, il n'aurait fait aucune déclaration de ce genre.

LES ACCORDS DOIVENT SE FAIRE EN FONCTION DU COURS MONDIAL DE LA LUTTE DE CLASSES

Tout cela indique une très grande faiblesse de l'impérialisme français et mondial. Si l'impérialisme en avait la force, il ferait un échange commercial avec la France, il lui donnerait une aide économique, pour l'empêcher de faire des accords avec les Soviétiques. Mais il n'a rien pu empêcher. Il y a six millions de chômeurs aux Etats-Unis, presque un million en allemagne. S'ils lancent la guerre maintenant, ce sera une débâcle pour eux. Mais ils peuvent le faire a tout moment, parce qu'ils sont en train de couler.

Les journaux et la radio annoncent que le Watergate de Giscard d'Estaing a commencé. On se met à vérifier sa vie privée. On lui prépare un Watergate pour pouvoir le chasser du pouvoir s'il fait certaines concessions. Ils font la même chose contre Rockefeller actuellement : ils l'accusent d'avoir dépensé beaucoup d'argent en prêtant un avion à Kissinger pour son voyage de noces. La CIA ne domine pas comme elle veut, elle a beaucoup d'argent, d'espions, de matériel technique, mais elle n'arrive plus à corrompre beaucoup de gens. Aussi doit-elle se rabattre sur des accusations de ce genre, quand tous ces types du capitalisme agissent tous, et depuis toujours, comme Rockefeller. La CIA a une grande puissance, mais elle n'a pas de pouvoir : les évènements du Portugal le prouvent clairement.

Brejnev est allé en France, en tant que secrétaire du Parti Communiste et a fait une entrevue avec le sécrétaire du PCF. Ce seul fait indique que la CIA n'a pas de pouvoir. Elle a des moyens matériels, mais elle ne peut pas corrompre, elle dispose d'un nombre de gens de plus en plus réduit, parce que l'aire du pouvoir capitaliste se réduit de plus en plus.

Il faut conclure cette visite de Brejnev par un appel à l'Union Populaire : le gouvernement actuel, ni aucun gouvernement capitaliste n'est à même d'appliquer ces accords signés avec Brejnev ; il faut imposer un gouvernement d'Union Populaire. Nous lui donnons notre appui.

Pour rendre effectifs et conséquents les accords avec les Etats ouvriers, il faut liquider le capitalisme, car celui-ci ne fonctionne que pour faire des profits, pour accumuler les capitaux et se préparer, comme système, à lancer la guerre. Et c'est l'impérialisme yankee qui va leur imposer cette décision, en dernière instance. Seul un gouvernement d'Union Populaire peut garantir, intensifier et développer les relations et les accords avec les Etats ouvriers, dans l'intérêt du peuple français et dans la perspective de créer les conditions pour éliminer le système capitaliste. Il faut donc montrer que ces accords ne représentent pas un appui à l'impérialisme français ; mais qu'il faut un gouvernement d'Union Populaire avec un programme de gauche pour donner à ces accords une plus grande portée et pour qu'ils soient une base de développement culturel. Il faut appliquer et étendre le Programme Commun, afin de ne pas dépendre du système capitaliste qui est contre la réalisation de tels accords et qui empêche de réaliser une politique de paix.

L'impérialisme prépare la guerre de toutes manières, de même qu'il prépare la contre-révolution au Portugal. Il faut donc se préparer, prévoir des mobilisations et une lutte pour un gouvernement de gauche basé sur le Programme Commun. Il faut préparer les conditions d'un réel développement de l'alliance avec les Etats ouvriers et se placer dans de meilleures positions pour faire face aux attaques et à l'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Même si ce dernier doit reculer actuellement, il prépare la guerre civile et la guerre atomique.

Poniatowsky a lancé des attaques contre les communistes et il a dû faire marche arrière. Les Soviétiques ne font aucune concession. De plus, la petite-bourgeoisie, les cadres, les techniciens, les militaires, voient que le capitalisme français a besoin du gaz. Ils voient bien que le pétrole n'est pas responsable de la crise que vit le capitalisme. Cette crise vient du système lui-même. C'est important que Marchais, en plein voyage de Brejnev, fait une conférence où il dénonce l'affaire du pétrole et insiste que l'origine de cette crise se trouve dans le système capitaliste.

Le capitalisme français doit dépendre du gaz de l'URSS et de l'Algérie. Les gens voient qu'il existe un régime supérieur au capitalisme, qu'il ne s'agit plus de défense de la patrie, de faire la guerre entre des pays. Ils voient que les Etats ouvriers sont supérieurs. Ils vont à la guerre sans aucune envie. C'est pour cette raison que l'impérialisme n'a pas encore lancé la guerre, et hésite avant de la déclencher. Une pensée défaitiste se développe dans le capitalisme. Aucun des journaux bourgeois, qui sont devenus les réels ministères capitalistes —, ne parle de contrat à long terme, pour 20 ans. Ils sont au bout du rouleau.

Pour accomplir les accords avec les Etats ouvriers, développer l'économie, assurer la paix, et empêcher qu'il y ait de nouvelles guerres, il est nécessaire que les communistes et les socialistes aillent au gouvernement et en finissent avec le système capitaliste. Le capitalisme va, de toutes façons, préparer la guerre. En conclusion de la visite de Brejnev en France, il faut organiser les forces pour en finir avec le système capitaliste. C'est lui qui est responsable de la guerre, de la crise, du chômage, de la faim, de la misère. Il faut faire des appels au prolétariat des pays capitalistes et en particulier, des Etats-Unis, et montrer que cette crise du capitalisme est sans remède. Elle fait partie du système lui-même. Pour en finir avec la crise, il faut éliminer le capitalisme et former des Etats ouvriers. Il faut appeler les socialistes à participer de cette conclusion. Il y a beaucoup de divisions à ce sujet parmi les socialistes. Les déclarations de Mitterand et Estier ne sont pas dirigées contre Marchais. Elles tendent contenir un processus au sein même du Parti Socialiste et à ne pas sembler se soumettre à Marchais.

Avant, le sentiment de patrie avait une importance plus grande qu'aujourd'hui, parce qu'il n'existait pas un tel développement de l'intelligence, de la technique, de l'économie, et parce qu'il n'y avait pas les Etats ouvriers. Mais maintenant, la patrie n'est plus quelquechose d'indéfini. Comme il existe des exemples de régime supérieur, de relations sociales supérieures, le sentiment de patrie diminue, l'intérêt local diminue, tandis que se développe l'intérêt mondial, collectif.

Les gens perdent le sens de "l'intérêt de la patrie" parce qu'ils voient que les Etats ouvriers représentent un régime social supérieur, et en particulier la petite-bourgeoisie et les militaires. Il ne s'agit plus de lutte patrie contre patrie, mais système contre système.

Le système social supérieur détermine les sentiments, et non plus la "patrie". Les gens voient que c'est un mensonge, que la patrie, en fait, c'est le gouvernement bourgeois d'un pays. L'armée française reçoit les effets de ces pensées. Les couches cultivées, même de rang élevé, de l'armée sont gagnées. Il ne s'agit plus de défendre la patrie, mais d'organiser ce qu'il y a de meilleur. D'ailleurs les propres fils des hauts gradés de l'armée traitent leurs pères de bourgeois et discutent avec eux de tous les problèmes.

L'impérialisme français a fait cet accord avec Brejnev, contre les autres pays impérialistes. Il n'a pas d'initiatives pour pouvoir décider, sur le plan de la guerre ou celui de l'économie. Le cours de l'histoire n'est pas déterminé par l'impérialisme français, mais par l'Union Soviétique et les autre Etats ouvriers. Cependant l'impérialisme prépare quand même la guerre. Entretemps, les Soviétiques doivent vivre. Il doivent mener une politique d'accords économiques, commerciaux et même politiques. Ils essaient de tirer avantage, d'établir cette politique en tenant toujours compte du cours le plus progressiste, c'est à dire, du cours mondial de la lutte de classes.

L'Union Soviétique n'utilise pas toute cette force ; Elle est entravée par l'existence de toute une série de secteurs bureaucratiques qui l'empêchent de le faire. Il est tout à fait clair que le capitalisme n'a pas de force. Au même moment où Brejnev vient en France, trois pays africains se declarent socialistes et l'impérialisme français doit aller dans son ancienne colonie, en Algérie, pour demander de l'aide. L'armée française, la petite bourgeoisie voit la superiorité de l'Algérie : ce pays est parti de rien pour connaître en quelques années un très grande developpement. Il faut utiliser de telles forces. L'impérialisme, pendant une certaine periode, va admettre et supporter cette politique. Mais en même temps, il prépare la guerre atomique. Il consacre l'essentiel de ses forces à la préparation de la guerre. L'accord signé entre les Soviétiques et les Yankees n'a pas la moindre valeur. Les Soviétiques sont sincères en le signant, mais les Yankees sont des menteurs complets. Ils préparent la guerre, tandis que les Soviétiques font ces accords avec les yankees tout en continuant à appuyer le cours mondial de la lutte anti-impérialiste.

Les Etats ouvriers, les partis communistes et socialistes doivent gagner du temps pour abattre le système capitaliste, pour faire des accords avec les Etats ouvriers, en finir avec la crise du capitalisme, avec le bas niveau de vie, avec la guerre, et pour imposer la paix. Il faut abattre le système capitaliste !

9 décembre 1974 J. POSADAS

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059. 00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale, - Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale, - Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

Editeur responsable Polet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/S